CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (m2A)

PROCÈS-VERBAL DE LA
SÉANCE DU 8 DÉCEMBRE 2025

Publié le 6 février 2026 sur le site internet de Mulhouse Alsace Agglomération

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (m2A)

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN

Séance du 8 décembre 2025 à 17 h 30

Quorum pour 104 élus en exercice : 53 élus présents.

PRÉSENTS (88) : Mme AGUDO-PEREZ, Mme BAECHTEL (à partir du point 2°), M. BECHT (du point 4° jusqu'au point 21° inclus), M. BEHE, M. BELLONI, M. BERGDOLL, M. BEYAZ (à partir du point 5°), M. BITSCHENE, M. BLANQUIN, Mme BONI DA SILVA (jusqu'au point 38° inclus), Mme BOUAMAIED, Mme BUCHERT, M. BUX (à partir du point 2°), M. CAUSER (à partir du point 2°), M. CHAPATTE (à partir du point 2°), M. CHÉRAY, M. COLOM, Mme CORNEILLE, M. COUCHOT, Mme DHALLENNE, M. D'ORELLI, M. DUSSOURD (jusqu'au point 30° inclus), Mme EL HAJJAJI, M. ENGASSER (à partir du point 4° jusqu'au point 39° inclus), M. FUCHS, Mme GERRER, Mme GODBILLON (à partir du point 3°), M. GOEPFERT, Mme GOETZ, Mme GOLDSTEIN, M. GREILSAMMER, M. GUTH, M. HAGENBACH, M. HARTMANN, Mme HERZOG, M. HILLMEYER (jusqu'au point 50° inclus), M. HOMÉ (jusqu'au point 40° inclus), Mme HOTTINGER, Mme JENN (jusqu'au point 39° inclus, M. JORDAN, M. JULIEN, M. JUNG, M. LAUGEL, M. LECONTE, Mme LIERMANN (à partir du point 5°), M. LIPP (à partir du point 2°), M. LOGEL (à partir du point 4°), Mme LOISEL, Mme LUTOLF-CAMORALI (à partir du point 34°), Mme LUTZ, Mme MEHLEN (jusqu'au point 58° inclus), M. METZGER (jusqu'au point 4° inclus, puis à partir du point 59°), Mme MEYER, Mme MIMAUD, M. MINERY, M. MOR (à partir du point 2°), M. NEUMANN, M. OBERLIN (jusqu'au point 33° inclus), M. ONIMUS, Mme PAUGAM, M. PAUVERT (à partir du point 5°), M. PULEDDA (jusqu'au point 44° inclus), M. QUIN (jusqu'au point 57° inclus), Mme RAPP, Mme RENCK, M. RICHARD, M. RICHE (à partir du point 2°), M. RIFF, M. SALZE, M. SASSI (à partir du point 4° jusqu'au point 54° compris), Mme SCHELL, M. SCHILDKNECHT, M. SCHIRCK, Mme SCHWEITZER (du point 4° jusqu'au point 38° inclus), M. SIMEONI, Mme SIMON, M. STRIFFLER (à partir du point 5°), M. STURCHLER (à partir du point 4°), Mme SUAREZ (à partir du point 5° jusqu'au point 39° inclus), Mme TALLEUX, M. TORANELLI, M. TRIMAILLE, M. VIOLA, M. WEISBECK, M. WOLFF, Mme ZAGAOUI, Mme ZELLER et M. ZIMMERMANN.

EXCUSÉS / ABSENTS (7) : M. EHRET, Mme KEMPF, Mme MATHIEU-BECHT, M. MENSCH, Mme RITZ, Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK et M. STEGER.

PROCURATIONS (9) : M. BILA à M. JUNG, Mme BOESCH à Mme GERRER, M. KRZEMINSKI à Mme DHALLENNE (sauf points 36°, 37°, 38° et 39°), M. GIRONA à Mme BAECHTEL (à partir du point 2 et sauf points 41°, 49°, 50° et 51°), Mme MOTTE à M. COUCHOT (sauf points 40°, 41°, 42°, 55°, 56° et 57°), M. NICOLAS à M. COLOM, Mme RISSER à M. QUIN (jusqu'au point 57° inclus et sauf points 55° et 56°), M. SCHILLINGER à M. STURCHLER (à partir du point 4°) et Mme SORNIN à Mme GOETZ (sauf points 36° et 37°).

Procuration(s) temporaire(s) : M. BEYAZ à M. CAUSER (à partir du point 2° jusqu'au point 4° inclus), Mme BONI DA SILVA à Mme RAPP (à partir du point 39° et sauf points 41°, 42°, 55°, 56° et 57°), M. DUSSOURD à M. GUTH (à partir du point 31°), M. HOMÉ à Mme LUTOLF-CAMORALI (à partir du point 41°), Mme LUTOLF-CAMORALI à M. WEISBECK (jusqu'au point 33° inclus), Mme LIERMANN à M. Jean-Luc SCHILDKNECHT (jusqu'au point 4° inclus), M. METZGER à Mme LOISEL (à partir du point 5° jusqu'au point 58° inclus), M. STRIFFLER à Mme SCHWEITZER (au point 4°) et Mme SCHWEITZER à M. STRIFFLER (à partir du point 39°).

Les membres du Conseil d'agglomération ont adopté les délibérations suivantes :

1°		Désignation du secrétaire de séance M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages exprimés.
2°	Procès-verbal	Approbation du procès-verbal du 13 octobre 2025 Le procès-verbal du 13 octobre 2025 est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.
3°		Information du Conseil d'agglomération sur les délibérations et décisions prises par délégation Le Conseil d'agglomération est informé des délibérations et décisions prises par délégation.

UN TERRITOIRE D'ÉQUILIBRE ET DE COOPÉRATION

- *Finances*

4°	VŒU	Contribution exigée des collectivités dans le cadre du projet loi de finances 2026 Le vœu est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.
5°	2863C	Budget principal : vote du budget primitif 2026 (7.1.1/2863C) **Projet transmis le 25 novembre** La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

6°	2866C	Budget annexe de l'eau : vote du budget primitif 2026 (7.1.1/2866C) **Projet transmis le 25 novembre** La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
7°	2925C	Budget annexe chauffage urbain : vote du budget primitif 2026 (7.1.1/2925C) **Projet transmis le 25 novembre** La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
8°	2929C	Budget annexe transports urbains : vote du budget primitif 2026 (7.1.1/2929C) **Projet transmis le 25 novembre** La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
9°	2930C	Budget annexe ZAE Bantzenheim : vote du budget primitif 2026 (7.1.1/2930C) **Projet transmis le 25 novembre** La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
10°	2931C	Budget annexe ZAE Amélie IV : vote du budget primitif 2026 (7.1.1/2931C) **Projet transmis le 25 novembre** La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
11°	2932C	Budget annexe investissement territorial intégré : vote du budget primitif 2026 (7.1.1/2932C) **Projet transmis le 25 novembre** La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
12°	2986C	Pacte financier et fiscal : Répartition de la dotation de solidarité communautaire au titre de l'année 2026 (7.8/2986C) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

13°	2987C	Attributions de compensation (ACTP) : fixation des ACTP définitives 2025 et provisoires 2026 (7.10.3/2987C) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
14°	2934C	Tarifs communautaires : révision des tarifs pour services rendus pour 2026 (7.10.5/2934C) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
15°	2935C	Association de gestion du musée national de l'automobile de Mulhouse : renouvellement de l'avance de trésorerie consentie par Mulhouse Alsace Agglomération (7.7/2935C) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
16°	2988C	Régie de l'eau : octroi d'une avance de trésorerie au budget annexe de l'eau de Mulhouse Alsace Agglomération (7.7/2988C) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
17°	2862C	Budget principal : transferts et créations de crédits (7.1.2/2862C) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
18°	3026C	Budget annexe eau - transferts et créations de crédits (7.1.2/3026C) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
19°	3027C	Budget annexe chauffage urbain - transferts et créations de crédits (7.1.2/3027C) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
20°	3036C	Budget annexe transports urbains - transferts et créations de crédits (7.1.2/3036C) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

21° 2936C — Budget principal et budgets annexes : facturations 2025 par le budget général aux budgets annexes des transports, du chauffage urbain et de l'eau (7.10.5/2936C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

22° 2989C — Créances irrecouvrables : admission en non-valeur (7.10.5/2989C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

23° 2990C — SIVOM Mulhouse Sud Alsace : autorisation de signature du protocole de dissolution du budget collecte sélective (5.7.4/2990C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

24° 2928C — Paiement des services publics : modes de règlements proposés aux usagers (7.10.5/2928C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

25° 2933C — Budget principal : vote des autorisations de programme 2020-2027 (7.10.1/2933C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Ressources humaines

26° 2970C — Mutualisation des moyens et des services entre la ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération : bilan 2024 (7.10.5/2970C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

27° 2968C — Avenant à la convention cadre de délégation de l'action sociale en faveur du personnel actif de Mulhouse Alsace Agglomération (7.5.6/2968C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Administration générale

28° 2992C — Modification des membres du Conseil d'exploitation de la Régie de l'eau de Mulhouse Alsace Agglomération (5.7.6/2992C)

Le Conseil d'Agglomération prend acte de la modification des membres du conseil d'exploitation de la Régie de l'Eau de Mulhouse Alsace Agglomération qui lui a été soumise.

29° 2972C — Désignation de délégués communautaires de Mulhouse Alsace Agglomération au sein du comité syndical du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Bantzenheim-Rumersheim-le-Haut : modifications (5.3.3/2972C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

UN TERRITOIRE D'ACCUEIL DYNAMIQUE

- Emploi

30° 2999C — Politique de l'emploi : subvention de fonctionnement au titre de l'année 2026 - versement d'avances (7.5.6/2999C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Développement économique

31° 2996C — Université de Haute-Alsace – Soutien au projet DYSCRYOPERF : Développement d'une plateforme d'accompagnement à la récupération du sportif (7.5/2996C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Urbanisme et aménagement

32° 3030C — PLU de la ville de Wittenheim – approbation de la procédure de modification n°2 (2.1.2/3030C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

33° 3040C — Projet de développement Stellantis Nord : mise en œuvre de mesures compensatoires : approbation de conventions de partenariat (1.2.1/3040C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

34° 2982C — Parc des Expositions à Mulhouse : bilan annuel 2024 (1.2.3/2982C)

Le Conseil d'Agglomération prend acte du bilan annuel 2024 du Parc des Expositions à Mulhouse.

35° 2981C — Délégation de service public pour l'exploitation du Parc des Expositions à Mulhouse : Approbation et attribution du contrat (1.2.1/2981C)
Projet transmis le 21 novembre

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- *Attractivité, développement touristique et culturel*

36° 2769C — Musée du Papier Peint de Rixheim : Fonds de concours de fonctionnement 2025 (7.8/2769C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

37° 2723C — Association de gestion du musée national de l'automobile, collection Schlumpf : subvention d'investissement 2025 (7.5.6/2723C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

38° 2927C — Association pour le musée de l'impression sur étoffes : subvention d'investissement 2025 (7.5.6/2927C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

39° 3003C — Association de gestion du musée de l'impression sur étoffes : subvention de fonctionnement au titre de l'année 2026 (7.5.6/3003C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

UN TERRITOIRE SOLIDAIRE AU SERVICE DE TOUS SES HABITANTS

- *Habitat-Logement*

40° 3024C — Nouveau programme national de renouvellement urbain : convention de partenariat et de financement des opérations de m2A Habitat (8.5/3024C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- *Enfance*

41° 2949C — Structures périscolaires : Subventions de fonctionnement au titre de 2025 - Versement du solde (7.5.6/2949C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

42° 3009C — Structures périscolaires : Subventions de fonctionnement au titre de 2026 - Versement des avances (7.5.6/3009C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

43° 3010C — Concession de service public : Exploitation des accueils périscolaires et extrascolaires de Dietwiller - Avenant n°01 (1.2.1/3010C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

44° 3011C — Concession de service public : Exploitation des accueils périscolaires et extrascolaires d'Habsheim - Avenant n°01 (1.2.1/3011C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

45° 3012C — Délégations de service public pour l'exploitation des sites périscolaires et extrascolaires de Dietwiller et Habsheim (2026-2029) - Choix du délégataire et approbation des projets de convention d'exploitation (1.2.1/3012C)
Projet transmis le 21 novembre

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

46° 3013C

Délégations de service public pour l'exploitation des sites périscolaires "Ilôt Mômes" et "Récré ô Mômes" de Pfastatt (2026-2029) - Choix du délégataire et approbation des projets de convention d'exploitation (1.2.1/3013C)
Projet transmis le 21 novembre

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

47° 3014C

Délégation de service public pour l'exploitation du site périscolaire "Claire Roman" à Mulhouse (2026-2028) - Choix du délégataire et approbation du projet de convention d'exploitation (1.2.1/3014C)
Projet transmis le 21 novembre

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

48° 3020C

Délégations de service public pour l'exploitation des crèches "La Grande Ourse" et "Les Petits Pêcheurs de Lune" à Illzach (2026-2029) - Choix du délégataire et approbation des projets de convention d'exploitation (1.2.1/3020C)
Projet transmis le 21 novembre

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

49° 3021C

Délégations de service public pour l'exploitation, la gestion et l'entretien des services petite enfance et périscolaires des sites « Le Trèfle » et « Les Romains » à Rixheim (2026-2028) – Choix du délégataire et approbation des projets de convention d'exploitation (1.2.1/3021C)
Projet transmis le 21 novembre

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

50° 3022C

Délégations de service public pour l'exploitation, la gestion et l'entretien de la crèche "Tournicoti" et du site périscolaire "Ile Napoléon" à Rixheim (2026-2028) - Choix du délégataire et approbation des projets de convention d'exploitation (1.2.1/3022C)
Projet transmis le 21 novembre

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

51°	3023C	Délégations de service public pour l'exploitation, la gestion et l'entretien des services petite enfance, périscolaires et extrascolaires du site "Entremont" à Rixheim - Choix du délégataire et approbation des projets de convention d'exploitation (1.2.1/3023C) **Projet transmis le 21 novembre** La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
52°	3015C	Concession de service public pour l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires sur les communes de Baldersheim, Sausheim et Battenheim : constitution de groupements d'autorités concédantes (1.2.1/3015C) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
53°	3016C	Concession de service public pour l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires sur les communes de Morschwiller-le-Bas, Didenheim, Heimsbrunn, Galfingue, Riedisheim, Zillisheim, Baldersheim, Battenheim et Sausheim : Lancement de consultations (1.2.1/3016C) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
54°	3033C	Concession de service public : Exploitation des accueils périscolaires et extrascolaires des communes de la bande rhénane - Avenant n°06 (1.2.1/3033C) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
55°	2948C	Petite Enfance : Subventions de fonctionnement au titre de 2025 - Versement du solde (7.5.6/2948C) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
56°	3018C	Petite Enfance : Subventions de fonctionnement au titre de 2026 - Versement des avances (7.5.6/3018C) La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

57° 2950C — Établissements Petite Enfance : Versement de subventions d'équipement au titre de 2025 (7.5.6/2950C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Seniors

58° 2849C — Carte Pass'Temps Senior : actualisation de l'offre 2026 (7.10.5/2849C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

UN TERRITOIRE DE NOUVELLE DONNE ENVIRONNEMENTALE, ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE

- Environnement et énergie

59° 2888C — Achat de chaleur par Mulhouse Alsace Agglomération auprès de la SEM m2A Energies : Accord de principe en vue de l'acceptation de la cession de créance Dailly (7.10.5/2888C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Transport

60° 2978C — Convention entre la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération relative à l'organisation et la gouvernance du tram-train Mulhouse – Vallée de la Thur – 2025/2030 (8.7/2978C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

61° 2979C — Convention de complémentarité entre les lignes régionales de car et le réseau Soléa (8.7/2979C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

62° 2980C — Tarification multimodale ALSA+ : avenant de prolongation de la Convention (8.7/2980C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

63° 2977C — Navette du centre-ville de Mulhouse – convention de financement (7.5.7/2977C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

64° 2898C — Approbation de la carte du Réseau Express Vélo de Mulhouse Alsace Agglomération (8.7/2898C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Eau

65° 3028C — Convention de groupements d'autorité concédante pour l'exécution du contrat de DSP relative à la gestion du service public d'eau potable sur le territoire du SIAEP de Heimsbrunn et environs entre Mulhouse Alsace Agglomération et communauté de communes Sundgau (1.7.3/3028C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

66° 2969C — Tarifs de l'eau potable distribuée à compter du 1er janvier 2026 (7.10.5/2969C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

67° 2965C — Prestations de vérification et de maintenance préventive des appareils de lutte contre l'incendie : constitution d'un groupement de commandes (1.7.2/2965C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

68° 2860C

Contribution de Mulhouse Alsace Agglomération à la gestion et à la préservation de la ressource en eau et engagement dans la démarche des zones de protection des aires d'alimentation de captages (8.8/2860C)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

1° DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

M. LE PRÉSIDENT : Il est 17h30, je vous souhaite la bienvenue à ce Conseil d'Agglomération. Je vous propose en point numéro 1 de désigner Jean-Luc SCHILDKNECHT comme secrétaire de séance. Sous votre approbation totale, à moins qu'il y ait des gens contre.

Pour : 68 + 10 procurations.

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. SCHILDKNECHT : Chers collègues, à mon tour de vous saluer. Je vous invite à prendre place, et je vais procéder à l'appel.

(M. SCHILDKNECHT procède à l'appel)

M. SCHILDKNECHT : Le quorum est atteint. Monsieur le Président, nous pourrons valablement délibérer.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Jean-Luc. Voilà, bienvenue à toutes et à tous. Avant de dérouler l'ordre du jour, juste un petit mot des personnes que vous avez croisées en arrivant. C'est l'association « Vive les Tours Plein Ciel » qui a souhaité nous sensibiliser, et la population aussi, à la situation très difficile de la copropriété. Donc on a évidemment échangé avec eux, Vincent qui est en charge de ce dossier, en pleine considération de leurs difficultés. Et je vous propose, si vous voulez bien, que nous abordions ce sujet en introduction du point Habitat, que Vincent présentera tout à l'heure sur le NPNRU, et de dérouler l'ordre du jour jusque-là. Merci beaucoup à vous. Et évidemment, on abordera le sujet. Donc bienvenue à toutes et à tous. 68 points à l'ordre du jour et l'adoption du budget primitif 2026, voilà donc ce qui va nous occuper cette soirée. Et je vous demanderai donc, une fois les délibérations adoptées, il faudra signer chacun des budgets avant de quitter la salle pour que le quorum soit bien effectif pour nos délibérations.

2° APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 13 OCTOBRE 2025

M. LE PRÉSIDENT : En point numéro 2, c'est l'approbation du procès-verbal du 13 octobre. Pas de souci là-dessus ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 75 + 12 procurations.

Le procès-verbal du 13 octobre 2025 est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

3° INFORMATION DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LES DÉLIBÉRATIONS ET DÉCISIONS PRISES PAR DÉLÉGATION

I. Délibérations du Bureau

Lors de sa séance du 18 juillet 2020, le Conseil d'agglomération a délégué certaines compétences au Bureau.

Cette délégation de pouvoirs est assortie de l'obligation pour le Président de rendre compte au Conseil d'agglomération des délibérations approuvées par le Bureau, conformément à l'article L5211-10 du code général des collectivités territoriales.

Il s'agit des délibérations suivantes :

Bureau du 22 septembre 2025

1° **Désignation du secrétaire de séance**
Le Bureau a désigné Jean-Luc SCHILDKNECHT comme secrétaire de séance.

2° 2835B **Politiques de l'habitat – participation à une étude régionale sur les trajectoires de décarbonation du parc social**
Le Bureau a approuvé l'attribution d'une subvention de 2 500 € à l'Union Régionale Hlm Grand Est afin de financer une étude régionale sur les trajectoires de décarbonation du parc social envisageables à l'échelle du Grand Est.

3° 2879B **Demande de subvention au titre de l'Investissement Territorial Intégré 2021-2027 : projet de réalisation d'une plaine de jeux d'eau au stade nautique de l'Illberg à Mulhouse**
Le Bureau a approuvé le projet de réalisation d'une plaine de jeux d'eau au stade nautique de l'Illberg à Mulhouse ainsi que le plan de financement prévisionnel (précisant qu'en cas de diminution de recettes attendues, m2A augmentera d'autant sa participation).

4° 2886B **Mise à disposition de personnel de Mulhouse Alsace Agglomération au profit du Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive de Strasbourg**
Le Bureau a approuvé la mise à disposition d'agents de m2A au service du CREPS, à compter du 1er janvier 2025 et pour une durée maximale de 3 ans. Sont concernés trois postes d'éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives à temps non complet. Le total du volume horaire serait de 175 heures par an au maximum, réparties sur ces trois postes concernés, en fonction des besoins du CREPS.

5° 2837B **Périscolaire « Les Coccinelles » : versement d'une subvention d'équipement 2025 à la MJC d'Ungersheim**

Le Bureau a accordé l'attribution d'une subvention de 990 € à la MJC d'Ungersheim pour l'acquisition d'un termoport chauffant dans le cadre de la restauration périscolaire.

6° 2843B **Périscolaire Kingersheim « Village des Enfants » - bâtiment modulaire – plan de financement définitif**

Le Bureau a approuvé le plan de financement définitif relatif à l'opération de remplacement du bâtiment modulaire à l'école Village des Enfants de Kingersheim qui accueille un site périscolaire.

7° 2844B **Périscolaire Kingersheim « Louise Michel » - création de locaux – plan de financement définitif**

Le Bureau a approuvé le plan de financement définitif relatif à l'opération de création de locaux périscolaires pour les enfants de l'école maternelle Louise Michel de Kingersheim.

8° 2897B **Conventions de partenariat avec la Collectivité Européenne d'Alsace et la Région Grand Est pour la restauration des enfants des périscolaires**

Afin d'assurer la restauration des enfants de sites périscolaires, le Bureau a approuvé les conventions de partenariat avec la Collectivité européenne d'Alsace et les collèges Villon, Bourtzwiller et Joliot Curie, ainsi qu'avec la Région Grand Est et le lycée du Rebberg pour une durée de 3 ans à compter du 01.09.2025.

9° 2865B **Renouvellement du Bibliobus : demande de subvention**

Le Bureau a approuvé l'opération de renouvellement du bibliobus ainsi que le plan de financement prévisionnel (précisant qu'en cas de diminution de recettes attendues, m2A augmentera d'autant sa participation).

10° 2764B **Programme club inclusif : versement d'une subvention au Comité Paralympique et Sportif Français**

Le Bureau a décidé le versement d'une subvention de 3 000 € au Comité Paralympique et Sportif Français afin de mettre en place le programme « Club inclusif ».

11° 2867B **ATMO Grand Est : versement par m2A de la subvention annuelle de fonctionnement et d'investissement 2025**

Le Bureau a approuvé les propositions de subventions à ATMO Grand Est (68 169 € TTC pour le fonctionnement ; 10 964 € TTC pour l'investissement)

12° 2889B **Le Moulin Nature (CINE) : versement d'une subvention d'investissement**

Le Bureau a décidé l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 43 610 € au Centre d'Initiation à la Nature et à l'Environnement (CINE) « Le Moulin Nature »

13° 2846B **Bio en Grand Est : attribution d'une subvention pour développer l'agriculture durable**

Le Bureau a approuvé le projet de convention détaillant les modalités de soutien apporté par m2A à « Bio en Grand Est » et les actions menées ; et a décidé le versement d'une aide financière d'un montant de 11 500 € pour ces actions.

14° 2820B **Terre de Liens Alsace : attribution d'une subvention pour développer l'agriculture durable**

Le Bureau a approuvé le projet de convention détaillant les modalités de soutien apporté par m2A à « Terre de Liens Alsace » et les actions menées ; et a décidé le versement d'une aide financière d'un montant de 11 500 € pour ces actions.

15° 2876B **Demande de subvention FEDER 2021-2027 : création d'une station de compression de biogaz pour Soléa**

Le Bureau a approuvé l'opération de création d'une station de compression de biogaz pour Soléa ainsi que le plan de financement prévisionnel (précisant qu'en cas de diminution de recettes attendues, m2A augmentera d'autant sa participation).

16° 2800B **Plan vélo de la ville de Mulhouse : avenant à la convention de financement pour la réalisation d'aménagements cyclables**

Le Bureau a validé le nouveau montant de la participation de m2A pour la réalisation d'aménagements cyclables dans le cadre du « plan vélo » s'élevant à 1 250 000 €.

17° 2890B **Association Xuân – Les enfants de l'avenir : attribution d'une subvention**

Le Bureau a décidé l'attribution d'une subvention de 6 000 € à l'association Xuân – Les enfants de l'avenir.

18° 2696B **Acquisition de parcelles forestières aux communes de Lutterbach et Pfastatt dans le cadre de mesures compensatoires**

Le Bureau a approuvé l'acquisition de terrains forestiers sur les communes de Lutterbach (11 hectares négociés à 49 000 €) et de Pfastatt (8 hectares négociés à 29 000 €).

19° 2847B **Parking Gare P3 Mulhouse - Convention de financement avec la Région Grand Est**

Le Bureau a validé le projet de convention de financement avec la Région Grand Est dans le cadre de la conception du parking dit P3 à la gare de Mulhouse.

20° 2674B **France Active Alsace : octroi d'une subvention de fonctionnement pour la plateforme de financement OKOTÉ**

Le Bureau a validé la proposition d'octroi d'une subvention d'un montant de 13 000 € à l'association France Active Alsace, porteuse du projet de plateforme Okoté.

21° 2760B **Association amis du musée de la moto de Bantzenheim : subvention de fonctionnement 2025**

Le Bureau a décidé l'attribution, à l'Association des Amis du Musée Rhénan de la Moto, d'une subvention d'un montant global de 7 500 € en soutien à ses actions.

22° 2873B **Mouvement Européen Alsace Haut-Rhin : subvention en soutien aux activités de sensibilisation**

Le Bureau a décidé l'attribution, à l'Association « Mouvement Européen », d'une subvention d'un montant de 500 € en soutien à ses actions.

23° 2838B **Politique sociale de l'habitat : garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100% en faveur de NEOLIA dans le cadre de l'opération de construction de 15 logements rue de Mulhouse à Pulversheim**

Le Bureau a accordé à NEOLIA une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant de 1 823 155,00 €, souscrit par l'emprunteur NEOLIA auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

24° 2839B **Politique sociale de l'habitat : garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100% en faveur de NEOLIA dans le cadre de l'opération d'acquisition en VEFA de 21 logements 38 rue de Mulhouse à Rixheim**

Le Bureau a accordé à NEOLIA une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant de 2 654 522,00 €, souscrit par l'emprunteur NEOLIA auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

25° 2840B **Politique sociale de l'habitat : garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100% en faveur de NEOLIA dans le cadre de l'opération d'acquisition en VEFA de 23 logements 38 rue de Mulhouse à Rixheim bis**

Le Bureau a accordé à NEOLIA une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant de 2 802 412,00 €, souscrit par l'emprunteur NEOLIA auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

26° 2841B **Politique sociale de l'habitat : garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100% en faveur de 3F GRAND EST dans le cadre de l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements rue Poincaré à Lutterbach**

Le Bureau a accordé à 3F GRAND EST une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant de 1 824 322,00 €, souscrit par l'emprunteur 3F GRAND EST auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

27° 2842B **Politique sociale de l'habitat : garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100% en faveur de 3F GRAND EST dans le cadre de la réhabilitation des niveaux de parking et de la résidentialisation des dalles du quartier des Coteaux à Mulhouse**

Le Bureau a accordé à 3F GRAND EST une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant de 1 000 000,00 €, souscrit par l'emprunteur 3F GRAND EST auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

28° 2801B **Politique sociale de l'habitat : garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100% en faveur de VILOGIA dans le cadre de l'opération d'acquisition en VEFA de 36 logements rue Hoffet à Illzach**

Le Bureau a accordé à VILOGIA une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant de 4 832 360,00 €, souscrit par l'emprunteur VILOGIA auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

29° 2885B **Politique sociale de l'habitat : garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100% en faveur de VILOGIA dans le cadre de l'opération d'acquisition en VEFA de 53 logements rue Lavoisier à Mulhouse**

Le Bureau a accordé à VILOGIA une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant de 7 532 245,00 €, souscrit par l'emprunteur VILOGIA auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

30° 2834B **Renouvellement de la convention de mise à disposition d'agents de Mulhouse Alsace Agglomération au profit de la commune de Flaxlanden**

Le Bureau a approuvé les modalités de mise à disposition de deux agents à la Commune de Flaxlanden pour assurer le fonctionnement des activités extra-scolaires.

31° 2881B **Ouverture d'emplois permanents à des agents contractuels**

Le Bureau a approuvé le recrutement de 6 agents contractuels de droit public dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du code général de la Fonction publique, dès lors que les besoins de services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

II. <u>Décisions du Président</u>

Lors de ses séances des 18 juillet 2020, 27 juin 2022 et 26 juin 2023, le Conseil d'agglomération a délégué certaines compétences au Président.

Cette délégation de pouvoirs est assortie de l'obligation pour le Président de rendre compte au Conseil d'agglomération des décisions qu'il a prises, conformément à l'article L5211-10 du code général des collectivités territoriales.

Il s'agit des décisions suivantes :

- en matière de régies comptables

- Arrêté 51 du 23/09/2025 pour augmenter l'encaisse du Zoo
- Arrêté 59 du 28/10/2025 pour modifier l'adresse de la régie d'avance
Ressources humaines

- en matière de marchés publics passés par voie de procédure adaptée

N°	Service	Titulaire du marché	Objet	Date notification	Montant du marché (HT)	Nature
C2025486	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	ATELIER G5 55, Rue Marc SEGUIN 68200 MULHOUSE	Contrat de maitrise d'œuvre plaine de jeux d'eau bâtiment technique	22/08/2025	19 800,00 €	Travaux
C2025484	Direction des Sports	AUBRIAT 38 RUE DU GAL HAXO 88000 EPINAL	Nettoyage détection foyers insectes	22/07/2025	27 040,00 €	Fournitures
C2025482	Services généraux	RB INNOSTATION 67220 LALAYE	Ws/2025-205/4156 adblue station service	21/07/2025	5 300,45 €	Fournitures
C2025481	Services généraux	RB INNOSTATION 67220 LALAYE	Ws/2025-204/a3236 adblue station service	21/07/2025	5 300,45 €	Fournitures
C2025479	Services généraux	CENTRALE CLOTURE 21 RUE DE KINGERSHEIM 68120 RICHWILLER	Ws/2025-242/a3236/aire stockage tri	15/10/2025	4 232,00 €	Fournitures
C2025475	Direction environnement et services urbains	CENTRALE CLOTURE 21 RUE DE KINGERSHEIM 68120 RICHWILLER	Ws/2025-242/a3236/aire stockage tri	01/10/2025	4 232,00 €	Fournitures
C2025469	Direction des Sports	GUSTAVE MULLER SA PORT RHENAN 68600 VOLGELSHEIM	Stade de l'Ill outillage	21/07/2025	8 780,00 €	Fournitures
C2025466	Parc zoologique et botanique	DENY SECURITY Route de Saint-Valéry CS 60001 80960 SAINT BLIMONT	Acquisition de clés et cadenas DENY pour la sécurité au sein du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	29/09/2025	5 278,38 €	Fournitures
C2025454	Direction environnement et services urbains	CATRA 25 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	414/098296/GF REVISON +SDM - DD467JK	13/08/2025	5 930,83 €	Fournitures
C2025452	Direction mobilités et transports	VOESTALPINE RAIL 8700	Fourniture et livraison de 36 barres de rail non percées de profil 54G2 en nuance R290GHT	30/07/2025	73 844,07 €	Fournitures
C2025450	Direction mobilités et transports	WENIUS 225 rue des Templiers 59000 Lille	Fourniture et installation de cellules de comptage dans les bus et intégration dans l'environnement numérique de visualisation des données existantes	15/10/2025	133 505,94 €	Fournitures
C2025448	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	CLEMESSY 18 RUE DE THANN 68200 MULHOUSE	Centre equestre du waldeck 8 mise en sécurité câblages basse tension et haute tension	21/08/2025	8 747,00 €	Travaux
C2025447	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	DESAUTEL 5A rue de l'Energie 67210 OBERNAI	Technopole – extincteurs	12/09/2025	6 258,00 €	Services
C2025446	Services généraux	BURKARD rue des Chasseurs 68390 BALDERSHEIM	Achat autolaveuse + balai sans fil	01/10/2025	4 092,50 €	Fournitures
C2025443	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	AXIMA 1E route de Kingersheim 68120 Richwiller	Travaux de raccordement au réseau de chaleur de l'Illberg des Résidences	15/10/2025	78 222,00 €	Travaux

			Philosophes et rue George Sand à Mulhouse Lot n° 2 Sous-station			
C2025438	Direction des Sports	KLEINHENNY 28 rue de Kingersheim 68110 ILLZACH	Materiel plexi alu	22/07/2025	10 962,00 €	Fournitures
C2025433	Direction de la Communication et Evénementiel	GIE MEDIA TRANSPORTS 30 cours de l'Ile Seguin 92100 Boulogne Billancourt	Ecrans digitaux gares Strasbourg, Colmar et Mulhouse pour ouverture Horizon Afrique Zoo de Mulhouse	08/10/2025	4 639,69 €	Services
C2025432	Direction de la Communication et Evénementiel	RADIO FRANCE 116 avenue du Président Kennedy 75220 Paris Cedex 16	Annonces radio en Lorraine / Bourgogne / Belfort / Alsace pour ouverture Horizon Afrique	08/10/2025	17 487,71 €	Services
C2025431	Direction de la Communication et Evénementiel	TX GROUP AG Werdstrasse 21 Postfach 1530 8021 ZÜRICH	Insertion dans le magazine 20 MINUTEN pour l'ouverture de Horizon Afrique - Zoo de Mulhouse	08/10/2025	7 583,33 €	Services
C2025430	Parc zoologique et botanique	SAINT-LAURENT ZA du Bouillon 79430 LA CHAPELLE SAINT LAURENT	Achat de produits surgelés pour l'alimentation animale - Parc zoologique et botanique de Mulhouse	03/10/2025	8 594,68 €	Fournitures
C2025428	Direction des Sports	HORMALYS 10 RUE LAVOISIER BP 91207 68012 COLMAR	Sable	23/07/2025	9 608,48 €	Fournitures
C2025425	Parc zoologique et botanique	PEINTURE MAMBRE SARL 39, avenue du 8ème régiment des Hussards 68130 ALTKIRCH	Travaux de peinture des sols par système Epoxy bi-composant de la singerie - Parc zoologique et botanique de Mulhouse	12/10/2025	7 866,50 €	Travaux
C2025423	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	Sundgaubois 29 rue des Roches 90200 Auxelles-Haut	Fourniture de plaquettes de bois pour la chaufferie au bois à Ungersheim	07/10/2025	140 000,00 €	Services
C2025421	Direction des Sports	SYNERGLACE 2 RUE DE LA FORET 68990 HEIMSBRUNN	Matériels divers	29/09/2025	4 004,45 €	Fournitures
C2025418	Direction de la Communication et Evénementiel	PREVEL 29 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Enseignes CENTRALE THERMIQUE Lettres : CENTRALE THERMIQUE Logo m2A + Caisson Equipement m2A + caisson	03/10/2025	14 990,00 €	Fournitures
C2025415	Direction Systèmes d'Informations	NEXPUBLICA 4-10 rue Mozart 92110 CLICHY	Maintenance assistance plus astre rh - 60h du 23/09/25 au 22/09/26	22/09/2025	6 300,00 €	Services
C2025414	Direction Performances	GCM SUD ALSACE 9 RUE DE LA MARTINIQUE 68270 WITTENHEIM	Plan d'eau Reiningue - modification pente	01/10/2025	20 230,00 €	Travaux

	énergétiques et Bâtiments		et modification pontons d'accostage bateaux			
C2025411	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	PREVEL SIGNALISATION 29 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Parc zoologique et botanique - signalisation	10/09/2025	20 764,00 €	Travaux
C2025410	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	PREVEL SIGNALISATION 29 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Parc zoologique et botanique - signalétique parvis	10/09/2025	8 061,00 €	Travaux
C2025408	Poumons bleus : sports et équipements nautiques et de glace	CLAUGER 7 rue de l'Industrie 69530 BRIGNAIS	Mise en place groupe location de 500kw	19/09/2025	10 800,00 €	Travaux
C2025404	Direction mobilités et transports	AGGREKO France SARL 91240	Mise en place d'une solution pour l'alimentation de la station de compression du site de Soléa avec 2 groupes électrogènes de 600kwa et 30 kwa pour une durée de 65 jours	13/08/2025	36 299,98 €	Travaux
C2025401	Direction environnement et services urbains	UGAP 1 BD ARCHIMEDE CHAMPS SUR MARNE 77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2	PEUGEOT E-PARTNER BB Immat. :HE215GS N° inventaire .2025.A.028.VU	29/09/2025	45 061,32 €	Fournitures
C2025400	Direction environnement et services urbains	GRAND EST AUTOMOBILES 7 rue de Berne 68110 ILLZACH	MAPA / AC - Marché Subséquent n°22 - Acquisition d'une berline électrique 5 places	06/10/2025	25 752,92 €	Fournitures
C2025398	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	SMAC 6 rue d'Italie 68310 WITTELSHEIM	Stade de l'Ill - mise en place de grillage nid de poule pour protection chéneaux	24/09/2025	6 556,00 €	Travaux
C2025397	Direction de la Communication et Evénementiel	CHIPS EVENTS 68 14 rue de Mulhouse 68510 RANTZWILLER	2 Tentes nomade 157m2	26/09/2025	8 100,00 €	Fournitures
C2025391	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	Mc MA Solutions - Bureau francilien Pôle Projet 91 avenue de la République 75011 PARIS	Assistance à maitrise d'ouvrage - marche Energie électricité	22/09/2025	10 710,00 €	Services
C2025388	Direction environnement et services urbains	TERBERG MATEC FRANCE 17 rue Paul Maino 51689 REIMS	414/098598/GF COMPLEMENT RECOND GE264XK	22/09/2025	4 342,91 €	Services
C2025386	Parc zoologique et botanique	SEAFOODIA 8 Boulevard Edouard Herriot 13272 Marseille Cedex 8	Fourniture de poissons surgelés pour l'alimentation animale - Parc zoologique et botanique de Mulhouse	08/09/2025	10 962,75 €	Fournitures
C2025384	Parc zoologique et botanique	SAINT-LAURENT ZA du Bouillon 79430 LA CHAPELLE SAINT LAURENT	Fourniture d'aliments surgelés pour les animaux du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	02/09/2025	7 451,64 €	Fournitures
C2025383	Direction Performances	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES ALSACE FRANCHE COMTE	Maison du Territoire - Studio	05/09/2025	9 424,00 €	Travaux

	énergétiques et Bâtiments	11 bis rue de la Rose 68270 Wittenheim	Communication - travaux complémentaires électricité			
C2025382	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	SIGNATURE 84 ROUTE DE MULHOUSE 68170 RIXHEIM	Signalisation horizontale des pistes cyclables au niveau du parking du Zoo	31/07/2025	9 280,53 €	Travaux
C2025380	Parc zoologique et botanique	EDITIONS VALOIRE-ESTEL 3 rue Albert Calmette - ZA des Gailletrous 41260 LA CHAUSSEE ST VICTOR	Achat d'articles divers personnalisés destinés à la vente à la boutique du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	18/07/2025	7 530,80 €	Fournitures
C2025377	Parc zoologique et botanique	SAINT-LAURENT ZA du Bouillon 79430 LA CHAPELLE SAINT LAURENT	Achat d'aliments surgelés pour les animaux du Zoo de Mulhouse	01/08/2025	5 058,31 €	Fournitures
C2025374	Direction environnement et services urbains	TOTAL LUBRIFIANTS 562 avenue du Parc de l'Ile 92029 NANTERRE CEDEX	414/098527/SE FUTS HUILE 208L	08/09/2025	4 408,93 €	Fournitures
C2025373	Direction de la Communication et Evénementiel	CAMILLE FRASCHINI 2 rue des Horticulteurs 67500 HAGUENAU	Rédaction du magazine m2A	18/09/2025	5 150,00 €	Services
C2025372	Direction de la Communication et Evénementiel	TEMPS 2 SPORT 27 ROUTE DE KINGERSHEIM 68120 RICHWILLER	KIT RUNNING (maillots, shorts et casquettes) pour équipe m2A des Mulhousiennes	17/09/2025	5 884,12 €	Fournitures
C2025371	Direction de la Communication et Evénementiel	TEMPS 2 SPORT 27 ROUTE DE KINGERSHEIM 68120 RICHWILLER	POLO avec LOGO pour inauguration Horizon Afrique	17/09/2025	6 371,38 €	Fournitures
C2025370	Direction de la Communication et Evénementiel	COM ART 260 rue René Descartes Parc de la Duranne 13100 AIX EN PROVENCE	Totem outdoor haute luminosité digital	17/09/2025	11 445,40 €	Fournitures
C2025366	Régie de l'eau	ADEQUIP 6 rue du Commerce ZA Grand Ried 67920 SUNDHOUSE	Aménagement d'une zone de stockage extérieure (RACKS)	18/09/2025	137 022,04 €	Travaux
C2025365	Direction mobilités et transports	COLAS RAIL 92800 Puteaux	Remplacement des rails courbe Bel Air	16/09/2025	180 195,48 €	Travaux
C2025362	Direction environnement et services urbains	PRO SERVICES 49 rue du Felsenbach 68610 LAUTENBACH ZELL	Pose clim	11/09/2025	4 195,00 €	Fournitures
C2025361	Direction de la Communication et Evénementiel	TSE 14 RUE DE L'INDUSTRIE 68440 HABSHEIM	Inauguration Horizon Afrique Sonorisation discours + Cocktails + lumières + service (technicien, préparation chantier, montage, démontage, ...)	17/09/2025	10 374,40 €	Services
C2025358	Direction Systèmes d'Informations	MEDIACOM technopôle Château-Gombert 13382 Marseille Cedex 13	Licence prtg supervision du réseau - 5 ans	10/09/2025	6 945,00 €	Services
C2025357	Direction environnement et services urbains	AC PNEUS ET SERVICES CHEMIN DEPARTEMENTALE 419 BP 80114 68130 JETTINGEN	Pneus	10/09/2025	4 641,32 €	Fournitures

C2025356	Direction environnement et services urbains	TERBERG MATEC FRANCE 17 rue Paul Maino 51689 REIMS	Remise en état d'une Benne	09/09/2025	18 809,71 €	Fournitures
C2025354	Direction Enfance et Famille	API Restauration 6 Impasse Montgolfier 68127 SAINTE CROIX EN PLAINE	Fourniture et livraison de repas en liaison froide et de goûters	11/09/2025	230 000,00 €	Services
C2025350	Régie de l'eau	SADE C.G.T.H. 4 rue des Imprimés BP 31 68120 PFASTATT	AC - Travaux de renouvellement et d'extension de conduites et de branchements d'eau potable - MS n°7 : rue de Ruelisheim à BATTENHEIM Lot n° 2 Travaux secteur Nord pour conduites inférieures ou égales au diamètre 250 mm	18/09/2025	350 194,00 €	Travaux
C2025349	Direction Urbanisme, Aménagements et Habitat	CHALGOUMI 17C RUE DU RHIN 68260 BITSCHWILLER LES THANN	Débroussaillage près du canal usinier du Village Industriel de la Fonderie à Mulhouse et évacuation des déchets	08/09/2025	11 700,00 €	Services
C2025345	Direction Enfance et Famille	AMAC 83 rue Koechlin 68200 Mulhouse	Nettoyage des locaux de sites Petite Enfance de Mulhouse Alsace Agglomération Lot n° 2 Lot n°2 : RPE Europe à Mulhouse	04/09/2025	7 998,20 €	Services
C2025344	Direction Enfance et Famille	ALTAIR CLEAN SERVICES 2 rue d'Aquitaine 68390 Sausheim	Nettoyage des locaux de sites Petite Enfance de Mulhouse Alsace Agglomération Lot n° 1 Crèche les Lutins à Baldersheim	04/09/2025	47 211,00 €	Services
C2025342	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	NC2A 21 RUE AMPERE 68310 WITTELSHEIM	Bassin initiation a la natation - fourniture et pose d'un réseau pvc pression	02/09/2025	13 385,00 €	Travaux
C2025341	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	EIFFAGE ENERGIE 11bis rue de la Rose 68270 WITTENHEIM	Fh_zoo_alim jaune esp restau+jeux	20/08/2025	14 625,00 €	Travaux
C2025339	Direction environnement et services urbains	SIVOM 25 AVENUE KENNEDY BP 2287 68068 MULHOUSE Cedex	Installation PAV OM Porte de Bâle	02/09/2025	21 849,00 €	Fournitures
C2025337	Direction environnement et services urbains	CARROSSERIE INDUST LIDY 10 rue d'ALSACE 90150 FRAIS	FB/2025-021/A322-HC382JJ-HC574JJ Habilla	18/07/2025	6 460,00 €	Services
C2025336	Direction des Sports	NC2A 21 RUE AMPERE 68310 WITTELSHEIM	Pose réseau pvc	27/08/2025	5 183,15 €	Fournitures

C2025335	Direction sports	CHR ALSACE 27 RUE DES FRERES LUMIERE BP 51533 68015 COLMAR	1 armoire a boissons + 1 lave-vaisselle	28/08/2025	6 782,97 €	Fournitures
C2025331	Direction environnement et services urbains	ACOMETIS PRODUCTION 7 place du 17 novembre 68360 SOULTZ	414/097408/ba vis sans fin brise mottes	22/08/2025	3 769,61 €	Fournitures
C2025329	Régie de l'eau	EUROVIA 84 rue de l'Oberharth 68027 COLMAR	L5 - Travaux secteur Mulhouse pour conduites inférieures ou égales au diamètre 250mm MS3 - Travaux rue Fénélon à Mulhouse	27/10/2025	289 420,50 €	Travaux
C2025328	Direction de la Communication et Evénementiel	HIPPOTYPO 60 QUAI FERNAND SAGUET 94700 MAISONS ALFORT	Travaux graphiques pour la conception des panneaux du Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse - Phase 1 - Horizon Afrique	17/09/2025	24 380,00 €	Services
C2025327	Direction Enfance et Famille	RAUSCHMAIER 22 rue de Houssen 68000 COLMAR	Réfection de la façade de la crèche de Baldersheim	18/08/2025	55 852,74 €	Travaux
C2025326	Services généraux	AscAum 8 rue du Rimbach 68190 RAEDERSHEIM	Ws/2025-120/a3236 tablier awdd nacelle	25/07/2025	7 546,00 €	Services
C2025322	Direction environnement et services urbains	CYCLES ODILE 109 Rue du Général Gouraud 67210 OBERNAI	Fb/2025-017/a322 triporteur électrique	24/07/2025	4 598,62 €	Fournitures
C2025321	Direction environnement et services urbains	AscAum 8 rue du Rimbach 68190 RAEDERSHEIM	Ws/2025-216/a3236 marquage des ouvrants	17/07/2025	3 500,00 €	Services
C2025317	Direction de la Communication et Evénementiel	TOUR ALSACE 19 RUE DE MULHOUSE 68390 SAUSHEIM	PARTENARIAT TOUR ALSACE 2025 Logo sur maillots + écrans LED + site internet "tour Alsace"	18/08/2025	7 000,00 €	Services
C2025315	Direction de la Communication et Evénementiel	PREVEL SIGNALISATION 29 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Trois mats en aluminium + drapeaux pour le rond-point du Parc Zoologique	18/08/2025	4 559,00 €	Fournitures
C2025314	Direction environnement et services urbains	GARAGE RELLE 22 BOULEVARD DES NATIONS 68200 MULHOUSE	414/097744/BBR REE CHOC AV ES510SR	01/08/2025	3 440,34 €	Services
C2025313	Direction environnement et services urbains	CATRA 25 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	414/097908/GF REV/PREPA SDM CH376WK	01/08/2025	5 960,80 €	Fournitures
C2025312	Direction de la Communication et Evénementiel	HIPPOTYPO 60 QUAI FERNAND SAGUET 94700 MAISONS ALFORT	Travaux graphiques nouveaux panneaux Parc Zoologique	18/08/2025	11 865,00 €	Services
C2025311	Direction de la Communication et Evénementiel	CITYZ MEDIA 24-26 Quai Alphonse La Gallo CS 20241 92641 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX	Publicité zoo aéroport	18/08/2025	4 000,00 €	Services
C2025310	Régie de l'eau	SOGEA EST BTP 14 rue des Artisans 68120 RICHWILLER	L4MS8 - Travaux secteur Sud pour conduites inférieures ou	09/09/2025	662 712,00 €	Travaux

			égales au diamètre 250mm Travaux rue de L'île Napoléon - avenue de Fribourg traversant RIEDISHEIM, MULHOUSE et ILLZACH			
C2025306	Régie de l'eau	SOGEA EST BTP 14 rue des Artisans 68120 RICHWILLER	AC - Travaux de renouvellement et d'extension de conduites et de branchements d'eau potable - MS n°7 - rues du Manège, Saint Fiacre et Jardiniers à MULHOUSE Lot n° 6 Travaux tous Secteurs pour conduites supérieures au diamètre 250 mm	25/08/2025	457 374,00 €	Travaux
C2025302	Direction de la Communication et Evénementiel	HUGO QUIN 2 Mas Saint Martin 34150 LA BOISSIERE	Travaux graphiques pour la réalisation du magazine m2A&moi.	08/08/2025	6 250,00 €	Services
C2025301	Direction de la Communication et Evénementiel	SPECTACLES PUBLICATIONS 22 RUE FRANCOIS DE NEUFCHATEAU 54000 NANCY	Contrat SPECTACLE / SMAG Insertion ZOO juillet et août	08/08/2025	7 490,56 €	Services
C2025300	Direction mobilités et transports	DECAUX JC 17 RUE SOYER 92523 NEUILLY SUR SEINE	Remplacement de 3 abris tramway suite à destruction par incendie sur la base de l'article R2122-4 du code commande publique	19/09/2025	71 228,40 €	Fournitures
C2025299	Direction de la Communication et Evénementiel	JC DECAUX MOBILIER URBAIN 17 rue Soyer 92523 NEUILLY SUR SEINE CEDEX	Contrat JC DECAUX du 02/07/2025 au 30/06/2026 déroulant	08/08/2025	32 585,94 €	Services
C2025298	Direction de la Communication et Evénementiel	JC DECAUX MOBILIER URBAIN 17 rue Soyer 92523 NEUILLY SUR SEINE CEDEX	Contrat JC DECAUX 16 écrans du 18/06/2025 au 17/06/2026	08/08/2025	36 839,17 €	Services
C2025297	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	SMAC 6 rue d'Italie 68310 WITTELSHEIM	CSRA - réfection totale toiture bureaux	06/08/2025	19 995,00 €	Services
C2025296	Régie de l'eau	SADE C.G.T.H. 4 rue des Imprimés BP 31 68120 PFASTATT	AC - Travaux de renouvellement et d'extension de conduites et de branchements d'eau potable - MS n°13 : quartier des Tuileries à PFASTATT Lot n° 3 Travaux Secteur Centre pour conduites inférieures ou égales au diamètre 250 mm	08/09/2025	327 981,00 €	Travaux
C2025291	Régie de l'eau	SOVAL STRASBOURG 4 rue Marie Jacquard	Pièces pour uv Reiningue	05/08/2025	9 576,66 €	Fournitures

		67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN				
C2025289	Direction mobilités et transports	LOCVELO 8 Rue de la Librairie 86190 VOUILLE	Hébergement compte mobilité	29/07/2025	15 060,00 €	Services
C2025283	Direction des Sports	MARCHAND Jean-Pierre 14 route de Drosnay 51290 ST REMY EN BOUZEMONT	Travaux de faucardage	25/07/2025	9 500,00 €	Fournitures
C2025281	Régie de l'eau	UGAP 1 BD ARCHIMEDE CHAMPS SUR MARNE 77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2	Achat compteur IVT	22/07/2025	13 517,28 €	Fournitures
C2025280	Direction mobilités et transports	GINGER BURGEAP 9B rue du Parc 67205 Oberhausbergen	Etude danger station de compression	11/09/2025	16 980,00 €	Services
C2025279	Direction Enfance et Famille	JF2C TECHNIQUE ET DEPANNAGE 69 rue de la Charte 68400 Riedisheim	Travaux d'embellissement du périscolaire de Bantzenheim	02/10/2025	6 018,17 €	Travaux
C2025268	Direction Urbanisme, Aménagements et Habitat	ARTELIA 2 AVENUE LACASSGNE LE FIRST PART DIEU 69003 LYON	Complétude de l'étude de danger de MEA et résolution des remarques de la DREAL en suspens	23/07/2025	30 100,00 €	Services
C2025266	Direction Enfance et Famille	Fondation LE PHARE 16 rue de Kingersheim 68110 ILLZACH	Restauration pour les enfants des écoles G. SAC et LAMARTINE à Illzach	02/10/2025	120 000,00 €	Fournitures
C2025260	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	EES CLEMESSY 9 rue ST AMARIN 68200 Mulhouse	Centre équestre Waldeck- mise en conformité de l'éclairage grand	17/07/2025	40 762,00 €	Services
C2025259	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	EES CLEMESSY 9 rue ST AMARIN 68200 Mulhouse	Maison du technopole - dépannage et remplacement équipement	17/07/2025	5 191,00 €	Services
C2025258	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	COREL BTP 4 Avenue Colbert 68170 RIXHEIM	Piscine Ungersheim - reprise des ouvrage maçonnes endommagés	17/07/2025	7 700,00 €	Services
C2025252	Direction mobilités et transports	LOCVELO 8 Rue de la Librairie 86190 VOUILLE	Hébergement interface Compte Mobilité	21/07/2025	12 660,00 €	Services
C2025251	Direction environnement et services urbains	ACAPDS MULHOUSE CITROEN 7 RUE DE BERNE 68110 ILLZACH	MAPA / AC - Marché subséquent n°19 - Acquisition d'une fourgonnette électrique cabine approfondie pour le service des sports	18/07/2025	27 706,90 €	Fournitures
C2025250	Direction environnement et services urbains	ACAPDS PEUGEOT MULHOUSE 7 rue de Berne 68110 Illzach	MAPA / AC - Marché subséquent n°21 - Acquisition d'une fourgonnette électrique pour le service du courrier	22/07/2025	26 027,19 €	Fournitures
C2025247	Direction environnement et services urbains	ACAPDS MULHOUSE CITROEN 7 RUE DE BERNE 68110 ILLZACH	MAPA / AC Marché subséquent n°20 - Acquisition d'un fourgon électriques 3 places pour le Parc Véhicules	18/07/2025	24 109,79 €	Fournitures

C2025243	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	ATELIER SONAR ARCHITECTES 32, allée Nathan Katz BP 3194 68064 MULHOUSE CEDEX	Assistance à maîtrise d'ouvrage - Faisabilité Aire de jeux au Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse	10/06/2025	39 990,00 €	Services
C2025241	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	EUROVIA 84 rue de l'Oberharth 68027 COLMAR	Accord-cadre de Travaux de renouvellement et d'extension de conduites et de branchements d'eau potable - L1MS04 BIS - rue de Bâle à Bantzenheim	28/07/2025	414 853,55 €	Travaux
C2025204	Direction Performances énergétiques et Bâtiments	ENGIE SA 1 place Samuel de Chamlain - Faubourg de l'Arche 92400 COURBEVOIE	Fourniture de gaz pour différents points de livraison Lot n° 1	19/06/2025	1,00 €	Fournitures

- en matière d'actions en justice

- 29/07/2025 : Conclusion de deux contrats de conseil et de représentation en justice avec Maître Géhin, dans le cadre d'un conseil de discipline, pour un montant de 2 160 € TTC chacun hors frais et débours
- 18/08/2025 : Conclusion d'un contrat de conseil et de représentation en justice avec le Cabinet Soler-Couteaux dans le cadre d'un référé mesures utiles tendant à l'expulsion des occupants sans titre de l'aire d'accueil des gens du voyage de Riedisheim pour un montant estimatif de 4 464 € TTC hors frais et débours
- 18/07/2025 : Conclusion d'un contrat de conseil et de représentation en justice avec le Cabinet Soler-Couteaux dans le cadre des appels formés contre les jugements du 10 décembre 2024 rendus par le Tribunal judiciaire de Mulhouse dans le cadre des procédures de carences conduites contre les syndicats de copropriété Plein Ciel 1 et Plein Ciel 2 pour un montant estimatif de 11 716,80 € TTC hors frais et débours
- 07/10/2025 : Conclusion d'un contrat de conseil et d'assistance juridique avec le Cabinet BCCL dans le cadre d'une mise en demeure pour un montant estimatif de 1 824 € TTC hors frais et débours

- en matière de constitution de groupements de commande

- 25/07/2025 : Groupement de commande pour la fourniture de fioul
- 23/07/2025 : Groupement de commande pour l'analyse d'autocontrôle de la qualité de l'eau
- 03/09/2025 : Groupement de commande pour des travaux d'eau et d'assainissement rue de la montagne-Saint-Gall à Brunstatt-Didenheim

- En matière de louage de chose de moins de 12 ans

- 07/08/2025 : Convention d'occupation précaire de 115 places de stationnement du parking du GHRMSA, pour 8 jours, pour un montant de 9 408 € TTC

M. LE PRÉSIDENT : En point numéro 3 : l'information du Conseil d'Agglomération sur les délibérations et décisions qui étaient prises par délégation, soit par le Bureau, soit par le Président. Il n'y a pas de vote mais pas de questions là-dessus ?

Le Conseil d'agglomération est informé des délibérations et décisions prises par délégation.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

4° VŒU : CONTRIBUTION EXIGÉE DES COLLECTIVITÉS DANS LE CADRE DU PROJET LOI DE FINANCES 2026

VU le projet de loi de finances pour 2026, n° 1906, déposé le mardi 14 octobre 2025 à l'Assemblée nationale en vue de son examen parlementaire, et notamment ses articles 31, 32, 33, 34, 74 et 76 ;

*
* *

CONSIDÉRANT QUE le volume de réduction des recettes et de charges nouvelles imposées aux collectivités locales afin de les faire participer au redressement des comptes publics est d'une ampleur sans précédent et s'avère totalement disproportionné par son montant de plus 6 milliards d'euros.

CONSIDÉRANT QUE ce montant n'est ni représentatif du poids de la dette locale dans la dette publique globale, ni encore moins de la part que représentent les collectivités dans le besoin de financement des administrations publiques ;

CONSIDÉRANT QUE, pour Mulhouse Alsace Agglomération, cette contribution représentera 18,2 millions d'euros sur les années 2025 et 2026 et 10,7 millions d'euros pour la seule année 2026 (soit l'équivalent de 170% de son épargne nette annuelle) ;

CONSIDÉRANT QUE les mesures du projet de loi de finances pour 2026 ont été arrêtées sans concertation et sans que soit évalué l'impact sur les budgets locaux des dispositions de la loi de finances initiale pour 2025, déjà très pénalisante pour les grandes collectivités urbaines et leurs groupements ;

CONSIDÉRANT QUE la concentration des ponctions financières susceptibles d'être opérées sur le budget de Mulhouse Alsace Agglomération n'a pour principal fondement qu'une présomption arbitraire de richesse liée à notre poids démographique, alors même que les grandes agglomérations rassemblent les deux-tiers des Français en situation de pauvreté et concourent à près de la moitié des investissements publics civils du pays ;

CONSIDÉRANT QU'IL est inadmissible que l'Etat ne tienne pas ses engagements et programme la rupture unilatérale des règles de compensations dynamique, qu'il a lui-même instaurées, lorsqu'il a décidé de supprimer la taxe professionnelle, puis de supprimer l'impôt sur les spectacles, puis de supprimer la taxe d'habitation sur les résidences principales, puis de réduire de moitié la valeur locative des locaux industriels, puis de supprimer la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) en tant qu'impôt local ;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs dispositions sont pleinement contradictoires tant avec la politique nationale poursuivie qu'avec les actions locales menées en faveur de la réindustrialisation, tout particulièrement les articles

- 31 (amputation de la compensation allouée depuis 2021 suite à la diminution de moitié des valeurs locatives des locaux industriels et, d'autre part, réduction de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) ;
- et 33 (écrêtement définitif de la fraction de TVA allouée aux collectivités en compensation de la taxe d'habitation et de la CVAE, et plafonnement du Fonds national d'attractivité économique des entreprises)

CONSIDÉRANT QUE les mesures du projet de loi de finances impactant les budgets locaux dont son article 76 (Dispositif de Lissage Conjoncturel des Ressources des Collectivités) auront inéluctablement comme conséquence :

- une hausse du recours à l'emprunt, à rebours de l'ambition affichée par le Gouvernement ;
- un affaiblissement du tissu d'entreprises qui vivent de la commande publique ;
- une fragilisation des services publics développés pour répondre aux besoins collectifs des habitants de notre territoire ;
- une réduction des dépenses sociales pourtant indispensables à la cohésion nationale ;
- une impossibilité de poursuivre notre niveau d'engagement en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique, alors même qu'une accélération des investissements s'impose pour y faire face ;

*
* *

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE
LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

- s'oppose aux dispositions conduisant aux ponctions sur les budgets locaux telles qu'elles figurent dans le projet de loi de finances 2026 ;

- exprime son soutien aux amendements parlementaires visant à recalibrer le niveau de contribution exigé des collectivités ;

- demande solennellement au Gouvernement qu'il donne un avis favorable aux initiatives parlementaires visant tant à réduire qu'à mieux répartir la participation des collectivités au redressement des finances publiques globales.

M. LE PRÉSIDENT : On arrive tout de suite sur le point finances et le vœu relatif à la contribution exigée des collectivités dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2026. Donc, chers collègues, vous le savez, déjà après le vote du budget 2025, on a travaillé de notre mieux pour stabiliser la situation financière de notre Agglomération, et vous verrez tout à l'heure, le Vice-Président en charge vous présentera l'ensemble des travaux et des propositions pour l'année à venir, et ce malgré les incertitudes, on pense se répéter, on disait la même chose l'année dernière, et un impact en fonctionnement si le Projet de Loi de Finances devait

être adopté, important à nouveau pour notre Agglomération. Je vous rappelle déjà 6,8 millions en 2025, et là nous sommes plutôt sur 10 millions. Évidemment ce Projet de Loi de Finances 2026 qui a été déposé le 14 octobre fait apparaître une contribution très importante de l'Agglomération, qui était prévue dans un premier temps à 12,1 millions et ensuite on est à 10,7 millions, mais c'est considérable. En raison de ce montant et de l'absence de concertation avec les collectivités territoriales, j'ai souhaité vous proposer ce soir un projet de vœu sur la base du texte qui a été proposé par France Urbaine et Intercommunalités de France, qui vise à exprimer notre position et nos préoccupations concernant le contexte financier actuel ainsi que son impact sur notre EPCI. Ce vœu est également conforme à toutes les discussions qui ont pu avoir lieu au Congrès de l'Association des Maires il y a 15 jours. Évidemment, vous le savez que ces 10 ou 12 millions impacteraient fortement notre Agglomération. Ils sont foncièrement injustes parce qu'ils taxent les collectivités territoriales d'une manière disproportionnée. Vous savez que le montant total est de près de 6 milliards, que les collectivités doivent faire cet effort-là, et sur ces 6 milliards, 4,7 milliards sont demandés aux seuls EPCI et communes. Ceci est inacceptable pour nous parce qu'en plus, nous sommes doublement pénalisés parce qu'un territoire comme le nôtre, en industrialisation, dans la dynamique économique qu'est la nôtre, nous sommes beaucoup plus ponctionnés que les autres. Ce manque de concertation, ce manque de considération, nous voulions l'écrire et c'est le vœu qui vous a été transmis et que vous avez encore sur la table. C'est le vœu relatif à la contribution exigée des collectivités dans le cadre du PLF 2026. Considérant que le volume de réduction des recettes et de charges nouvelles imposées aux collectivités locales, afin de les faire participer au redressement des comptes publics, est d'une ampleur sans précédent et s'avère totalement disproportionné par son montant de plus de 6 milliards d'euros. Considérant que ce montant n'est ni représentatif du poids de la dette locale dans la dette publique globale, ni encore moins de la part que représentent les collectivités dans le besoin de financement des administrations publiques ; considérant que pour Mulhouse Alsace Agglomération cette contribution représentera 18,2 millions d'euros sur les années 2025 et 2026, et 10,7 millions d'euros pour la seule année 2026, soit l'équivalent de 170 % de son épargne nette annuelle ; considérant que les mesures du Projet de Loi de Finances pour 2026 ont été arrêtées sans concertation, et sans que soit évalué l'impact sur les budgets locaux des dispositions de la loi de finances initiale pour 2025, déjà très pénalisante pour les grandes collectivités urbaines et leurs groupements ; considérant que la concentration des ponctions financières susceptibles d'être opérées sur le budget de notre Agglomération n'a pour principal fondement qu'une présomption arbitraire de richesse liée à notre poids démographique, alors même que les grandes agglomérations rassemblent les deux tiers des Français en situation de pauvreté et concourent à près de la moitié des investissements publics civils du pays ; considérant qu'il est inadmissible que l'État ne tienne pas ses engagements et programme la rupture unilatérale des règles de compensation dynamiques qu'il a lui-même instaurées lorsqu'il a décidé, je vous le rappelle, de supprimer la taxe professionnelle, puis de supprimer l'impôt sur les spectacles, puis de supprimer la taxe d'habitation sur les résidences principales, puis de réduire de moitié la valeur locative des locaux industriels, puis de supprimer la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises en tant qu'impôt local ; considérant que plusieurs dispositions sont pleinement contradictoires, tant avec la politique nationale poursuivie qu'avec les actions locales menées en faveur de la réindustrialisation, tout particulièrement les articles 31 qui traitent de l'amputation de la compensation allouée depuis 2021 suite à la diminution de moitié des valeurs

locatives des locaux industriels et d'autre part la réduction de la dotation de compensation de la taxe professionnelle, et l'article 33 avec un écrêtement définitif de la fraction de TVA allouée aux collectivités en compensation de la taxe d'habitation et de la CVAE, et plafonnement du Fonds national d'attractivité économique des entreprises ; et considérant enfin que les mesures du Projet de Loi de Finances impactent les budgets locaux dans son article 76, auront inéluctablement comme conséquence une hausse du recours à l'emprunt, un affaiblissement du tissu d'entreprise, une fragilisation des services publics, une réduction des dépenses sociales pourtant indispensables à la cohésion nationale et une impossibilité de poursuivre notre niveau d'engagement en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique, alors même qu'une accélération des investissements s'impose pour y faire face. Voilà, chers collègues, l'argumentaire de ce vœu qui résume en fin de compte tout le travail qui a été fait par l'ensemble des Vice-Présidents et du Bureau, mais aussi des élus communautaires de notre Agglomération. Je donne la parole à Antoine HOMÉ.

M. HOMÉ : Oui, merci Président. Bonsoir à toutes et tous. Lorsque le Président a proposé que nous déposions ce vœu, j'étais évidemment tout à fait d'accord et il m'a passé le texte de façon à ce que celui-ci soit consensuel. C'est le cas, nous avons là une motion qui respecte la diversité des sensibilités des élus locaux, qui est importante et qui dit l'essentiel. Je ne vais pas la paraphraser, je dirai simplement que, contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, les ponctions sur les collectivités territoriales, non seulement ne permettent pas de redresser les finances de la France, mais elles contribuent plutôt au recul de la croissance économique dans les territoires. Songez, chers collègues, qu'en une quinzaine d'années, nous avons rendu 82 milliards de dotation globale de fonctionnement. Je n'ai pas vu un redressement des finances de la France. En réalité, nous payons surtout le mauvais choix de suppression d'impôts locaux, comme la taxe d'habitation ou la CVAE, dont le financement se fait par un accroissement faramineux de la dette de la France. Ce sont donc de mauvaises décisions politiques de M. MACRON qui ont conduit les finances de ce pays au fond du trou. Et nous, nous payons les pots cassés. Et comme vous, j'en ai un peu assez que les collectivités territoriales soient la variable d'ajustement des mauvais choix des finances de l'État. Ce n'est pas normal. Et donc je vous invite, comme Fabian, à voter cette motion. Alors, l'histoire ne s'arrête pas là, j'en reparlerai tout à l'heure. Ça, c'est le Projet de Loi de Finances. Actuellement, il y a une discussion dans les assemblées, notamment au Sénat. Récemment, beaucoup d'entre vous étaient au congrès des maires à Paris, où j'ai eu l'honneur d'animer la table ronde finances comme toutes les années, et j'avais comme invité l'imposant Gérard LARCHER, le truculent Président du Sénat, qui, dans son style débonnaire, nous a indiqué que nous pouvions compter sur le Sénat pour revoir les choses. La difficulté que nous risquons de vivre, c'est que je ne doute pas que le Sénat, pour lequel j'ai la plus grande estime, sera extrêmement vigilant sur les communes. C'est vrai que parfois, les EPCI, parce qu'ils sont des élus du fléchage et des élus finalement un peu indirects, sont moins en première ligne par rapport effectivement aux ardeurs des parlementaires pour défendre les collectivités locales. J'espère évidemment le meilleur pour les finances communales parce que nous sommes tous des maires, des adjoints et des conseils municipaux au premier chef, mais en tant que Vice-Président de l'Agglomération de Mulhouse, j'espère aussi que ce qui sortira des assemblées sera également meilleur qu'aujourd'hui, parce que c'est catastrophique pour les Agglomérations, catastrophique. Cela remettrait en cause notamment nos projets d'investissement. Je vais dire à la limite qu'il faudrait

presque mieux une loi de finances spéciale comme l'an dernier qu'un Projet de Loi de Finances aussi mauvais. Je suis de ceux, parce que je suis un élu responsable, qui souhaite que ce pays ait un budget, évidemment, mais si c'est un budget aussi mauvais que celui-là, on doit s'interroger. Nous n'en sommes pas là. Si vous décidez de voter le plus largement possible cette motion, cela nous donnera de la force dans nos démarches collectives. Pour le reste, vous avez vu que les débats continuent dans les assemblées, j'allais dire jour et nuit. C'est plutôt un point positif parce que moi, je suis un vieux parlementariste, mais en même temps, il faut effectivement exprimer avec beaucoup de force notre colère et notre détermination, comme le font les associations d'élus et notamment l'Association des Maires de France. Voilà ce que je voulais ajouter sans paraphraser la présentation très complète du Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Antoine. D'autres prises de parole ? Olivier BECHT.

M. BECHT : Oui, merci, M. le Président. Je crois que j'ai eu l'occasion de dire la dernière fois tout le mal que je pensais du DILICO et globalement des ponctions qui sont opérées depuis trop longtemps sur les collectivités locales. J'ai eu l'occasion de le dire également en tant qu'élu de la ville de Rixheim, nous avions 2 millions de dotations en 2008, lorsque j'étais élu maire pour la première fois, 2 250 000 euros pour être exact il en reste aujourd'hui je crois à peu près 200 000, allez on va dire peut-être 210 000, ce qui veut dire pour une commune une perte de plus de 2 millions d'euros sur 18 ans, ce qui fait la disparition quasi complète de toutes les dotations de l'État : DGF, DSU et compagnie. Je crois que ce que vous dites dans les vœux est très juste, c'est-à-dire que chaque fois qu'on prend de l'argent aux collectivités en disant on veut redresser le déficit de l'État en réalité on ponctionne, puisque les collectivités locales assurent à peu près 80 % de l'investissement public en France, on ponctionne des sommes qui sont investies dans l'économie, directement dans nos entreprises, et donc cela affaiblit la croissance française. Et quand cela affaiblit la croissance, en réalité, ce sont des pertes de recettes également pour l'État, puisque c'est moins d'imposition sur les sociétés, c'est moins d'imposition à la TVA, c'est moins d'imposition sur le revenu, et globalement, ce sont les finances publiques de l'État qui sont perdantes à la fin. Donc je voterai si vous voulez ce vœu parce que je pense que ce message doit être entendu. J'ai vu, Antoine HOMÉ ne l'a pas spécifié, mais j'ai vu également ce qui est sorti des délibérations du Sénat, c'était me semble-t-il avant-hier ou avant-avant-hier, puisque le Sénat a annulé en grande partie les hausses du DILICO qui étaient prévues, limitant à moins de 2 millions sur les 6 millions qui étaient prévus. Et le Sénat a aussi réduit par deux les prélèvements qui étaient faits sur les collectivités locales puisqu'on est passé de 720 millions à zéro pour les communes et de 500 à 250 millions, donc une division par deux pour les intercommunalités, ce qui est déjà un premier geste, en tout cas un geste important. Je ne peux pas vous garantir que l'Assemblée Nationale votera cela, parce que je ne peux pas vous garantir du tout que l'Assemblée Nationale votera le budget lui-même. C'est un peu l'épreuve de vérité pour voir si nous sommes capables de faire des compromis dans notre pays, pour doter la France d'un budget à la fois pour sa Sécurité Sociale et pour ses finances de l'État. Nous verrons ce qu'il en retournera cette semaine et la semaine prochaine à l'Assemblée. En tout cas, moi, je formule le vœu que les collectivités ne soient pas ponctionnées comme le gouvernement a souhaité le faire, je suis très clair là-dessus, et je poursuivrai même en disant je pense que toutes les ponctions auxquelles nous assistons maintenant depuis près de 20 ans sur les finances des collectivités locales montrent que nous sommes

aussi au bout d'un modèle, celui de la décentralisation avec un financement qui est donné par l'État et qui le reprend année après année, notamment sur les compensations des impôts qui ont été supprimés par l'État et qui ne sont en réalité plus compensés par le même État aux collectivités, parce que l'État reprend en réalité d'une main ce qu'il avait donné de l'autre. Je pense que nous devons ensemble réfléchir à un nouveau modèle d'organisation de nos collectivités territoriales, en donnant aux collectivités non pas une autonomie financière mais une autonomie fiscale, c'est-à-dire la capacité à déterminer démocratiquement les impôts qu'elles souhaitent prélever et d'en voter l'assiette et les taux, ce qui permettrait d'avoir un pacte avec nos concitoyens. Nous sommes responsables devant nos concitoyens, ce sont nos concitoyens qui votent et peuvent également nous retirer leur confiance, et donc il est temps que les collectivités locales entrent dans l'âge de la responsabilité en pouvant maîtriser leur destin financier. Merci.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Olivier. D'autres prises de parole ? Monsieur SIMEONI.

M. SIMEONI : Merci Monsieur le Président, merci Antoine pour la présentation de ce vœu qui apparaît comme un vœu de salut public, en défense de nos collectivités et des recettes utiles au bon fonctionnement du service public. Évidemment, nous ne pouvons que saluer cette initiative, et nous l'avions d'ailleurs appelée de nos vœux lors du Débat d'Orientation Budgétaire. Elle démontre en effet les conséquences de la décentralisation de l'austérité, M. BECHT, conduite depuis dix ans et plus, et rien que pour les années 2025 et 2026, ce sont 18 millions qui sont retirés à m2A : énorme ! La liste des suppressions de notre autonomie financière n'en finit plus : exit la taxe professionnelle, la taxe d'habitation, jusqu'à la suppression de la CVAE et l'écrêtement définitif du fonds de compensation de la TVA. Les conséquences sont délétères, Antoine et le Président l'ont dit, pour notre action sociale et écologique ainsi que pour le développement industriel et économique, et plus largement notre capacité à nous administrer librement. C'est pourquoi nous demandons l'abandon de toutes ces dispositions, nous demandons l'abandon de toutes ces dispositions, et en même temps, M. BECHT, à l'Assemblée ont été énoncées aussi toute une série de propositions visant à augmenter, dans le cadre de la justice fiscale et sociale, un certain nombre de taxes et d'impôts sur des gens qui en payent peu ou pas assez. Notamment, je pense à la taxe ZUCMAN, et je vous renvoie au petit ouvrage qu'il a publié récemment, « Taxer les milliardaires et pourquoi », et cela concerne 3 000 ou 4 000 familles, n'exagérons pas. Quand on se prive de ces recettes, évidemment que c'est difficile d'aller chercher, c'est ce qui manque depuis trop longtemps, les collectivités mais pas que, d'aller chercher de l'argent pour renflouer le déficit colossal créé par M. MACRON et ses amis, dont M. BECHT, depuis 2017 : 1 000 milliards de dettes en plus. Vous aurez l'occasion de répondre, M. BECHT. Mais je pense quand même qu'on vit une sorte de film surréaliste. Il y a des choses qui se passent à l'Assemblée. M. BECHT est député, il fait ses choix, il est élu pour cela, et ensuite, on vient ici soutenir l'action de la collectivité en proposant demain aux collectivités de se débarrasser, de ne plus avoir de soutien de l'État. Tiens donc, dans quel pays voulons-nous vivre ? Un pays donc des inégalités entre régions, entre territoires ? Par conséquent, bravo pour cette initiative M. le Président, et je vous engage à voter de manière positive ce vœu, parce qu'il y en a assez, comme l'a dit Antoine, de subir les foudres de gouvernements successifs qui imposent toujours les plus mal lotis et qui ne demandent rien aux milliardaires. Merci.

M. LE PRÉSIDENT : Merci, M. SIMEONI. Olivier, rapidement.

M. BECHT : Oui, je ne vais pas faire comme M. SIMEONI, je ne vais pas importer ici au Conseil d'Agglomération un débat national en faisant le procès de quelle ou quelque taxe, mais je voudrais simplement vous dire, M. SIMEONI, lorsqu'on a un minimum d'honnêteté intellectuelle, et là on parle juste d'honnêteté intellectuelle, on regarde la situation française, pas simplement à l'aune des sept ou huit dernières années, qui ont été en plus des années de crise profonde, la Covid, la guerre en Ukraine, etc. On regarde aussi ce qui est fait sur les 50 dernières années, et la réalité, c'est que gauche, droite, centre, confondus, tout le monde a endetté ce pays, tout le monde, voilà. Je pense qu'aujourd'hui, il n'y a pas de solution miracle qui tombe du ciel. L'effort qui devra être fait si on veut effectivement redresser notre pays, comme je l'ai déjà dit, c'est un effort généralisé. Les collectivités doivent le faire mais faire un effort dans les collectivités, ce n'est pas réduire arbitrairement de la part de l'État les dotations. C'est faire en sorte que les collectivités en responsabilité fassent aussi des efforts, notamment sur leurs charges de fonctionnement, mais préservent l'investissement. C'est ce que j'ai eu l'occasion de dire à plusieurs reprises, je voulais juste le préciser parce que je pense qu'un minimum d'honnêteté intellectuelle nécessite quand même de le dire. Merci.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Olivier. Florian COLOM.

M. COLOM : : Merci M. le Président. Simplement pour dire qu'au nom du groupe majoritaire de la ville de Mulhouse, nous partageons ce vœu et dire que la colère qui était décrite dans les interventions respectives, notamment la vôtre, était partagée par la ville de Mulhouse, et je pense unanimement partagée par les élus locaux que nous sommes ici dans cette instance. Cette contribution, ces nouvelles difficultés qu'on nous impose dans le cadre de ce PLF 2026 s'additionnent finalement à une longue liste à la fois de contributions sur ce mandat mais sur les mandats passés et une longue liste des difficultés notamment financières de nos collectivités sur ce mandat. Je ne vais pas faire de politique mulhousienne mais juste pour donner un ordre de grandeur : au niveau de la ville de Mulhouse, on a perdu 24 millions d'euros en 4 ans sur notre budget, c'est quasiment une année d'épargne brute qui s'est volatilisée du fait de la non-indexation des dotations de l'État, du fait de la crise du Covid, du fait de la revalorisation des points d'indice, du fait d'un tas et tas de mesures pour lesquelles on ne nous a absolument pas demandé notre avis. Bien évidemment, on soutient ce vœu dans l'intention et la colère est plus que partagée en ce qui nous concerne.

M. LE PRÉSIDENT : Merci, Florian. D'autres prises de parole ? Il n'y en a pas. Donc je pense qu'on peut passer au vote. Qui est pour l'adoption de ce vœu ? Merci. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Le voeu est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie, chers collègues, je vous remercie mais je suis à la fois triste aussi parce qu'en fin de compte, si on est obligé de mettre un vœu sur cette forme-là, c'est qu'on n'est pas entendu, c'est qu'on n'est pas écouté, c'est qu'on n'est pas considéré. Et l'effort qu'on demande au bloc local, parce que je parle, vous le savez, toujours de bloc local, parce que l'Agglomération est la poursuite de la continuité de l'investissement des communes, on est en fin de

compte la prolongation des actions qui sont menées par les communes, que les communes ne peuvent pas mener toutes seules, et l'intercommunalité est justement là pour être ce facilitateur. Et nous, nous serions ponctionnés de 4,7 milliards sur les 5,8 milliards qui sont demandés à l'ensemble des collectivités territoriales, évidemment ce n'est pas acceptable. On est tous d'accord qu'il faut un effort généralisé, mais peut-être une contractualisation respectueuse des uns et des autres.

5° BUDGET PRINCIPAL : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2026 (7.1.1/2863C)

Le projet de budget primitif 2026 du budget principal, élaboré selon l'instruction comptable M57, est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 394 617 282 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**268 749 406**	**268 749 406**
Dépenses ou recettes réelles	253 460 016	268 000 906
Dépenses ou recettes d'ordre	15 289 390	748 500
Section d'investissement	**125 867 876**	**125 867 876**
Dépenses ou recettes réelles	119 619 376	105 078 486
Dépenses ou recettes d'ordre	6 248 500	20 789 390
Budget total	**394 617 282**	**394 617 282**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le budget primitif principal de 2026,
- autorise M. le Président à opérer des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites de 7,5% pour la section de fonctionnement et de 7,5% pour la section d'investissement,
- précise que l'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre du présent budget sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, sous réserve du cas des associations ou fondations agréées ou reconnues d'utilité publique bénéficiant d'une dérogation en application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République,
- autorise M. le Président à recruter, hors état des emplois et dans la limite des crédits disponibles, le personnel temporaire ou occasionnel qu'exige le bon fonctionnement des services communautaires et à fixer la rémunération de ce personnel par analogie avec les emplois prévus à l'état des emplois.

PJ : (2)

- Budget primitif 2026
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20006600900073

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 35
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 38
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 44

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 47
A1.01 - Opérations non ventilables 50
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 51
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 54
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 55
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 56
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 59
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 63
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 66
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 67
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 70
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 72
A1.908 - Fonction 8 - Transports 75
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 79
A2.01 - Opérations non ventilables 81
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 82
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 88
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 89
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 90
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 95
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 101
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 104
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 105
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 106
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 109
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 112
A2.938 - Fonction 8 - Transports 118

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 122
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 123
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 133
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 134

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 135
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 137
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 138
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 139
B3.1 - Etat des provisions constituées 142
B3.2 - Etalement des provisions 144
B4 - Etat des charges transférées 145
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 146
B6 - Prêts 162
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 163
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 164
B7.3 - Etat des emprunts garantis 165
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 252
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 253
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 254
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 255
B7.8 - Autres engagements donnés 256
B7.9 - Autres engagements reçus 257
B8 - Subventions versées 258
B9 - Etat du personnel 260
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 296
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 300
B11.2 - Liste des établissements publics créés 302
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 303

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 304
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 305
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 306

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 308
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 309
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 310
D3 - Décisions en matière de taux 312
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 313
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 315
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 317
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 318

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 319

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	276 825

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	584,97

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	915,60 €
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	968,12 €
3	Dépenses d'équipement brut / population	272,09 €
4	Encours de dette / population (2) (3)	387,44 €
5	DGF / population	87,17 €
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	33,83 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	100,17 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	28,11 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	40,02 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	5,43 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	**B**

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5 %
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires par délibération du 27 juin 2022 (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	**0,00**
018	**RSA**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**		**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**		**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**		**0,00**
014	**Atténuations de produits**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**		**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**		**0,00**
66	**Charges financières**		**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	125 867 876,00	125 867 876,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	125 867 876,00	125 867 876,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	268 749 406,00	268 749 406,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	268 749 406,00	268 749 406,00

TOTAL DU BUDGET (4)	394 617 282,00	394 617 282,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
	A001 Aide à la réhabilitation de logements sociaux	20, 204, 21	101 748 952,00
	A002 Aménagement et infrastructures stratégiques	204, 21, 23, 26	40 810 784,00
	A003 Attractivité, tourisme et culture	20, 204, 21, 23, 26	38 234 693,00
	A004 Développement économique, soutien à l'innovation, développement universitaire	20, 204, 21, 23, 27	56 651 411,00
	A005 Transition écologique et environnementale	20, 204, 21, 23	11 606 799,00
	A006 Equipements nautiques et sportifs	20, 21, 23	23 622 219,00
	A007 Habitat, performance énergétique et renouvellement urbain	204, 23	14 165 669,00
	A008 Mobilités douces et partagées	20, 204, 21, 23	19 713 210,00
	A009 Maintenance du patrimoine communautaire	21, 23, 26	14 067 563,00
	A010 Equipements périscolaires et structures de petite enfance	204, 21, 23	58 218 852,00
	A012 Projets à solder ancienne PPI	20, 204, 23	791 490,00
	A013 Solidarité financière et territoriale	204, 21	6 292 311,00
TOTAL			**385 923 953,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**385 923 953,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	8 404 172,00	0,00	5 893 286,00	5 893 286,00	5 893 286,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	23 810 911,00	0,00	16 069 598,00	16 069 598,00	16 069 598,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	20 773 952,00	0,00	22 935 924,00	22 935 924,00	22 935 924,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	32 855 469,00	0,00	30 423 100,00	30 423 100,00	30 423 100,00
Total des dépenses d'équipement		**85 844 504,00**	**0,00**	**75 321 908,00**	**75 321 908,00**	**75 321 908,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	16 940 166,00	0,00	17 886 000,00	17 886 000,00	17 886 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	427 375,00	0,00	800 000,00	800 000,00	800 000,00
27	Autres immobilisations financières (3)	4 310 000,00	0,00	5 246 000,00	5 246 000,00	5 246 000,00
Total des dépenses financières		**21 677 541,00**	**0,00**	**23 932 000,00**	**23 932 000,00**	**23 932 000,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	8 563 979,00	0,00	20 365 468,00	20 365 468,00	20 365 468,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**116 086 024,00**	**0,00**	**119 619 376,00**	**119 619 376,00**	**119 619 376,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*474 000,00*		*748 500,00*	*748 500,00*	*748 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*6 150 000,00*		*5 500 000,00*	*5 500 000,00*	*5 500 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***6 624 000,00***		***6 248 500,00***	***6 248 500,00***	***6 248 500,00***
TOTAL		**122 710 024,00**	**0,00**	**125 867 876,00**	**125 867 876,00**	**125 867 876,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**125 867 876,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	10 765 451,00	0,00	6 142 248,00	6 142 248,00	6 142 248,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	80 834 214,00	0,00	72 330 770,00	72 330 770,00	72 330 770,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**91 599 665,00**	**0,00**	**78 473 018,00**	**78 473 018,00**	**78 473 018,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 925 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	4 318 959,00	0,00	4 240 000,00	4 240 000,00	4 240 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
Total des recettes financières		**8 243 959,00**	**0,00**	**6 240 000,00**	**6 240 000,00**	**6 240 000,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	5 000 000,00	0,00	20 365 468,00	20 365 468,00	20 365 468,00
Total des recettes réelles d'investissement		**104 843 624,00**	**0,00**	**105 078 486,00**	**105 078 486,00**	**105 078 486,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*2 047 735,00*	*2 047 735,00*	*2 047 735,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*11 716 400,00*		*13 241 655,00*	*13 241 655,00*	*13 241 655,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*6 150 000,00*		*5 500 000,00*	*5 500 000,00*	*5 500 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***17 866 400,00***		***20 789 390,00***	***20 789 390,00***	***20 789 390,00***
TOTAL		**122 710 024,00**	**0,00**	**125 867 876,00**	**125 867 876,00**	**125 867 876,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**125 867 876,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**14 540 890,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	39 518 903,00	0,00	41 527 323,00	41 527 323,00	41 527 323,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	88 209 743,00	0,00	85 747 500,00	85 747 500,00	85 747 500,00
014	Atténuations de produits	68 867 653,00	0,00	72 713 420,00	72 713 420,00	72 713 420,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	54 509 687,00	0,00	50 336 573,00	50 336 573,00	50 336 573,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**251 105 986,00**	**0,00**	**250 324 816,00**	**250 324 816,00**	**250 324 816,00**
66	Charges financières	2 851 220,00	0,00	3 098 200,00	3 098 200,00	3 098 200,00
67	Charges spécifiques (3)	38 000,00	0,00	37 000,00	37 000,00	37 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**253 995 206,00**	**0,00**	**253 460 016,00**	**253 460 016,00**	**253 460 016,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*2 047 735,00*	*2 047 735,00*	*2 047 735,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*11 716 400,00*		*13 241 655,00*	*13 241 655,00*	*13 241 655,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***11 716 400,00***		***15 289 390,00***	***15 289 390,00***	***15 289 390,00***

TOTAL	**265 711 606,00**	**0,00**	**268 749 406,00**	**268 749 406,00**	**268 749 406,00**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**268 749 406,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	243 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	35 252 835,00	0,00	34 924 903,00	34 924 903,00	34 924 903,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	70 373 310,00	0,00	74 178 681,00	74 178 681,00	74 178 681,00
731	Fiscalité locale	100 757 706,00	0,00	103 277 806,00	103 277 806,00	103 277 806,00
74	Dotations et participations (3)	54 051 693,00	0,00	47 017 421,00	47 017 421,00	47 017 421,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	3 920 202,00	0,00	8 325 070,00	8 325 070,00	8 325 070,00
Total des recettes de gestion courante		**264 598 746,00**	**0,00**	**267 983 881,00**	**267 983 881,00**	**267 983 881,00**
76	Produits financiers	187 861,00	0,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00
77	Produits spécifiques (3)	450 999,00	0,00	10 025,00	10 025,00	10 025,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**265 237 606,00**	**0,00**	**268 000 906,00**	**268 000 906,00**	**268 000 906,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*474 000,00*		*748 500,00*	*748 500,00*	*748 500,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***474 000,00***		***748 500,00***	***748 500,00***	***748 500,00***
TOTAL		**265 711 606,00**	**0,00**	**268 749 406,00**	**268 749 406,00**	**268 749 406,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**268 749 406,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**14 540 890,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*135 000,00*	135 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*200 000,00*	200 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		17 886 000,00	*5 500 000,00*	23 386 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		5 893 286,00	*0,00*	5 893 286,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		16 069 598,00	*0,00*	*16 069 598,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		22 935 924,00	*159 500,00*	23 095 424,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		30 423 100,00	*0,00*	*30 423 100,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		800 000,00	*0,00*	800 000,00
27	Autres immobilisations financières (3)		5 246 000,00	*0,00*	5 246 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		20 365 468,00	*0,00*	20 365 468,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*254 000,00*	254 000,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**119 619 376,00**	***6 248 500,00***	**125 867 876,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**125 867 876,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	41 527 323,00		41 527 323,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	85 747 500,00		85 747 500,00
014	Atténuations de produits	72 713 420,00		72 713 420,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	50 336 573,00	*0,00*	50 336 573,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	3 098 200,00	*0,00*	3 098 200,00
67	Charges spécifiques (9)	37 000,00	*0,00*	37 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*13 241 655,00*	13 241 655,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*2 047 735,00*	2 047 735,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**253 460 016,00**	***15 289 390,00***	**268 749 406,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**268 749 406,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		6 142 248,00	*0,00*	6 142 248,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*100 000,00*	100 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		72 330 770,00	*5 500 000,00*	77 830 770,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		4 240 000,00	*0,00*	4 240 000,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*12 881 655,00*	12 881 655,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		20 365 468,00	*0,00*	20 365 468,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*260 000,00*	260 000,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*2 047 735,00*	2 047 735,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		2 000 000,00		2 000 000,00
	Recettes d'investissement – Total		**105 078 486,00**	***20 789 390,00***	**125 867 876,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**125 867 876,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	260 000,00		260 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	34 924 903,00		34 924 903,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*159 500,00*	159 500,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	74 178 681,00		74 178 681,00
731	Fiscalité locale	103 277 806,00		103 277 806,00
74	Dotations et participations (8)	47 017 421,00		47 017 421,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	8 325 070,00	*0,00*	8 325 070,00
76	Produits financiers	7 000,00	*0,00*	7 000,00
77	Produits spécifiques (8)	10 025,00	*135 000,00*	145 025,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*454 000,00*	454 000,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**268 000 906,00**	***748 500,00***	**268 749 406,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP - 2026

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			268 749 406,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**122 710 024,00**	**0,00**	**385 923 953,00**	**125 867 876,00**	**125 867 876,00**	**0,00**	**125 867 876,00**	**125 867 876,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	8 404 172,00	0,00	0,00	5 893 286,00	5 893 286,00	0,00	5 893 286,00	5 893 286,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	23 810 911,00	0,00	0,00	16 069 598,00	16 069 598,00	0,00	16 069 598,00	16 069 598,00
21	Immobilisations corporelles	20 773 952,00	0,00	0,00	22 935 924,00	22 935 924,00	0,00	22 935 924,00	22 935 924,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	32 855 469,00	0,00	0,00	30 423 100,00	30 423 100,00	0,00	30 423 100,00	30 423 100,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**85 844 504,00**	**0,00**	**0,00**	**75 321 908,00**	**75 321 908,00**	**0,00**	**75 321 908,00**	**75 321 908,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	16 940 166,00	0,00		17 886 000,00	17 886 000,00		17 886 000,00	17 886 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	427 375,00	0,00	0,00	800 000,00	800 000,00	0,00	800 000,00	800 000,00
27	Autres immobilisations financières	4 310 000,00	0,00	0,00	5 246 000,00	5 246 000,00	0,00	5 246 000,00	5 246 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**21 677 541,00**	**0,00**	**0,00**	**23 932 000,00**	**23 932 000,00**	**0,00**	**23 932 000,00**	**23 932 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	8 563 979,00	0,00	0,00	20 365 468,00	20 365 468,00	0,00	20 365 468,00	20 365 468,00
Total des dépenses réelles		**116 086 024,00**	**0,00**	**385 923 953,00**	**119 619 376,00**	**119 619 376,00**	**0,00**	**119 619 376,00**	**119 619 376,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*474 000,00*			*748 500,00*	*748 500,00*		*748 500,00*	*748 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*6 150 000,00*			*5 500 000,00*	*5 500 000,00*		*5 500 000,00*	*5 500 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 624 000,00**			**6 248 500,00**	**6 248 500,00**		**6 248 500,00**	**6 248 500,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**125 867 876,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**122 710 024,00**	**0,00**	**125 867 876,00**	**125 867 876,00**	**125 867 876,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	10 765 451,00	0,00	6 142 248,00	6 142 248,00	6 142 248,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	80 834 214,00	0,00	72 330 770,00	72 330 770,00	72 330 770,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**91 599 665,00**	**0,00**	**78 473 018,00**	**78 473 018,00**	**78 473 018,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 925 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	4 318 959,00	0,00	4 240 000,00	4 240 000,00	4 240 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
Total des recettes financières		**8 243 959,00**	**0,00**	**6 240 000,00**	**6 240 000,00**	**6 240 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	5 000 000,00	0,00	20 365 468,00	20 365 468,00	20 365 468,00
Total des recettes réelles		**104 843 624,00**	**0,00**	**105 078 486,00**	**105 078 486,00**	**105 078 486,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*2 047 735,00*	*2 047 735,00*	*2 047 735,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*11 716 400,00*		*13 241 655,00*	*13 241 655,00*	*13 241 655,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*6 150 000,00*		*5 500 000,00*	*5 500 000,00*	*5 500 000,00*
Total des recettes d'ordre		***17 866 400,00***		***20 789 390,00***	***20 789 390,00***	***20 789 390,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	**125 867 876,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**122 710 024,00**	**0,00**	**385 923 953,00**	**125 867 876,00**	**125 867 876,00**	**0,00**	**125 867 876,00**	**125 867 876,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	8 404 172,00	0,00	0,00	5 893 286,00	5 893 286,00	0,00	5 893 286,00	5 893 286,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	750 000,00	0,00		93 117,00	93 117,00	0,00	93 117,00	93 117,00
2031	Frais d'études	6 907 372,00	0,00		4 930 569,00	4 930 569,00	0,00	4 930 569,00	4 930 569,00
2033	Frais d'insertion	20 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
2051	Concessions, droits similaires	726 800,00	0,00		849 600,00	849 600,00	0,00	849 600,00	849 600,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	23 810 911,00	0,00	0,00	16 069 598,00	16 069 598,00	0,00	16 069 598,00	16 069 598,00
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	63 000,00	0,00		932 900,00	932 900,00	0,00	932 900,00	932 900,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	27 622,00	0,00		347 744,00	347 744,00	0,00	347 744,00	347 744,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	4 621 974,00	0,00		1 060 000,00	1 060 000,00	0,00	1 060 000,00	1 060 000,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	12 107 442,00	0,00		5 871 204,00	5 871 204,00	0,00	5 871 204,00	5 871 204,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	24 000,00	0,00		24 000,00	24 000,00	0,00	24 000,00	24 000,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	1 550 000,00	0,00		1 670 000,00	1 670 000,00	0,00	1 670 000,00	1 670 000,00
2041782	Subv. Autres : Bâtiments, installations	0,00	0,00		427 375,00	427 375,00	0,00	427 375,00	427 375,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	211 500,00	0,00		186 000,00	186 000,00	0,00	186 000,00	186 000,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	2 116 250,00	0,00		1 981 250,00	1 981 250,00	0,00	1 981 250,00	1 981 250,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	346 000,00	0,00		208 000,00	208 000,00	0,00	208 000,00	208 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	2 743 123,00	0,00		3 361 125,00	3 361 125,00	0,00	3 361 125,00	3 361 125,00
21	Immobilisations corporelles	20 773 952,00	0,00	0,00	22 935 924,00	22 935 924,00	0,00	22 935 924,00	22 935 924,00
2111	Terrains nus	405 002,00	0,00		1 250 002,00	1 250 002,00	0,00	1 250 002,00	1 250 002,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2128	Autres agencements et aménagements	335 000,00	0,00		1 796 000,00	1 796 000,00	0,00	1 796 000,00	1 796 000,00
21318	Autres bâtiments publics	6 632 414,00	0,00		6 769 000,00	6 769 000,00	0,00	6 769 000,00	6 769 000,00
21328	Autres bâtiments privés	0,00	0,00		150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
21351	Bâtiments publics	150 000,00	0,00		25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
2138	Autres constructions	943 104,00	0,00		1 317 600,00	1 317 600,00	0,00	1 317 600,00	1 317 600,00
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	200 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
2152	Installations de voirie	4 746 500,00	0,00		5 966 024,00	5 966 024,00	0,00	5 966 024,00	5 966 024,00
21533	Réseaux câblés	50 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
21561	Matériel roulant	1 306 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	14 000,00	0,00		22 000,00	22 000,00	0,00	22 000,00	22 000,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00		90 000,00	90 000,00	0,00	90 000,00	90 000,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	705 900,00	0,00		1 116 000,00	1 116 000,00	0,00	1 116 000,00	1 116 000,00
21828	Autres matériels de transport	3 833 832,00	0,00		2 515 500,00	2 515 500,00	0,00	2 515 500,00	2 515 500,00
21838	Autre matériel informatique	470 600,00	0,00		508 600,00	508 600,00	0,00	508 600,00	508 600,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	223 500,00	0,00		457 500,00	457 500,00	0,00	457 500,00	457 500,00
2186	Cheptel	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	737 500,00	0,00		807 698,00	807 698,00	0,00	807 698,00	807 698,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	32 855 469,00	0,00	0,00	30 423 100,00	30 423 100,00	0,00	30 423 100,00	30 423 100,00
2313	Constructions	27 996 139,00	0,00		23 547 500,00	23 547 500,00	0,00	23 547 500,00	23 547 500,00
2315	Install., matériel et outill. technique	4 859 330,00	0,00		6 875 600,00	6 875 600,00	0,00	6 875 600,00	6 875 600,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**85 844 504,00**	**0,00**	**0,00**	**75 321 908,00**	**75 321 908,00**	**0,00**	**75 321 908,00**	**75 321 908,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	**16 940 166,00**	**0,00**		**17 886 000,00**	**17 886 000,00**		**17 886 000,00**	**17 886 000,00**
1641	Emprunts en euros	14 053 166,00	0,00		14 905 000,00	14 905 000,00		14 905 000,00	14 905 000,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	2 750 000,00	0,00		2 750 000,00	2 750 000,00		2 750 000,00	2 750 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	25 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00		20 000,00	20 000,00
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	112 000,00	0,00		211 000,00	211 000,00		211 000,00	211 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	427 375,00	0,00	0,00	800 000,00	800 000,00	0,00	800 000,00	800 000,00
261	Titres de participation	427 375,00	0,00		800 000,00	800 000,00	0,00	800 000,00	800 000,00
27	Autres immobilisations financières	4 310 000,00	0,00	0,00	5 246 000,00	5 246 000,00	0,00	5 246 000,00	5 246 000,00
2743	Prêts au personnel	100 000,00	0,00		54 000,00	54 000,00	0,00	54 000,00	54 000,00
2745	Avances remboursables	4 210 000,00	0,00		4 780 000,00	4 780 000,00	0,00	4 780 000,00	4 780 000,00
276341	Créance Communes membres du GFP	0,00	0,00		412 000,00	412 000,00	0,00	412 000,00	412 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**21 677 541,00**	**0,00**	**0,00**	**23 932 000,00**	**23 932 000,00**	**0,00**	**23 932 000,00**	**23 932 000,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	8 563 979,00	0,00	0,00	20 365 468,00	20 365 468,00	0,00	20 365 468,00	20 365 468,00
4541100025	AIDE A LA PIERRE 2025	**1 000 000,00**	0,00		3 000 000,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00
4541102022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022	**200 000,00**	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541102023	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2023	**200 000,00**	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541102024	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2024	**3 163 979,00**	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541102025	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2025	**4 000 000,00**	0,00		17 365 468,00	17 365 468,00	0,00	17 365 468,00	17 365 468,00
Total des dépenses réelles		**116 086 024,00**	**0,00**	**385 923 953,00**	**119 619 376,00**	**119 619 376,00**	**0,00**	**119 619 376,00**	**119 619 376,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*474 000,00*			*748 500,00*	*748 500,00*		*748 500,00*	*748 500,00*

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP - 2026

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	Reprise sur autofinancement antérieur	*310 000,00*			*589 000,00*	*589 000,00*		*589 000,00*	*589 000,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*2 100,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*250,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*1 350,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139141	*Subv. transf. Communes membres du GFP*	*11 140,00*			*62 000,00*	*62 000,00*		*62 000,00*	*62 000,00*
139178	*Autres fonds européens*	*72 960,00*			*65 425,00*	*65 425,00*		*65 425,00*	*65 425,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*2 200,00*			*7 575,00*	*7 575,00*		*7 575,00*	*7 575,00*
15112	*Provisions pour litiges et contentieux*	*30 000,00*			*200 000,00*	*200 000,00*		*200 000,00*	*200 000,00*
4912	*Dépréciation des comptes de redevables*	*190 000,00*			*243 600,00*	*243 600,00*		*243 600,00*	*243 600,00*
4962	*Dépréciation comptes de débiteurs divers*	*0,00*			*10 400,00*	*10 400,00*		*10 400,00*	*10 400,00*
	Charges transférées (7)	*164 000,00*			*159 500,00*	*159 500,00*		*159 500,00*	*159 500,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*159 000,00*			*155 500,00*	*155 500,00*		*155 500,00*	*155 500,00*
2152	*Installations de voirie*	*5 000,00*			*4 000,00*	*4 000,00*		*4 000,00*	*4 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*6 150 000,00*			*5 500 000,00*	*5 500 000,00*		*5 500 000,00*	*5 500 000,00*
1641	*Emprunts en euros*	*2 750 000,00*			*2 750 000,00*	*2 750 000,00*		*2 750 000,00*	*2 750 000,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*2 750 000,00*			*2 750 000,00*	*2 750 000,00*		*2 750 000,00*	*2 750 000,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*650 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 624 000,00**			**6 248 500,00**	**6 248 500,00**		**6 248 500,00**	**6 248 500,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**122 710 024,00**	**0,00**	**125 867 876,00**	**125 867 876,00**	**125 867 876,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	10 765 451,00	0,00	6 142 248,00	6 142 248,00	6 142 248,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	466 350,00	466 350,00	466 350,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	3 577 930,00	0,00	1 863 088,00	1 863 088,00	1 863 088,00
1322	Subv. non transf. Régions	2 004 315,00	0,00	587 251,00	587 251,00	587 251,00
1323	Subv. non transf. Départements	2 588 569,00	0,00	2 775 559,00	2 775 559,00	2 775 559,00
13272	Subv. non transf. FEDER	2 571 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	23 637,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	80 834 214,00	0,00	72 330 770,00	72 330 770,00	72 330 770,00
1641	Emprunts en euros	78 084 214,00	0,00	69 580 770,00	69 580 770,00	69 580 770,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	2 750 000,00	0,00	2 750 000,00	2 750 000,00	2 750 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**91 599 665,00**	**0,00**	**78 473 018,00**	**78 473 018,00**	**78 473 018,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 925 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10251	Dons et legs en capital	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	4 318 959,00	0,00	4 240 000,00	4 240 000,00	4 240 000,00
2743	Prêts au personnel	100 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
2745	Avances remboursables	4 210 000,00	0,00	4 180 000,00	4 180 000,00	4 180 000,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	8 959,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
Total des recettes financières		**8 243 959,00**	**0,00**	**6 240 000,00**	**6 240 000,00**	**6 240 000,00**

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	5 000 000,00	0,00	20 365 468,00	20 365 468,00	20 365 468,00
Total des recettes réelles		**104 843 624,00**	**0,00**	**105 078 486,00**	**105 078 486,00**	**105 078 486,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*2 047 735,00*	*2 047 735,00*	*2 047 735,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*11 716 400,00*		*13 241 655,00*	*13 241 655,00*	*13 241 655,00*
15112	*Provisions pour litiges et contentieux*	*0,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*		*146 720,00*	*146 720,00*	*146 720,00*
28031	*Frais d'études*	*27 597,00*		*41 273,00*	*41 273,00*	*41 273,00*
28033	*Frais d'insertion*	*8 918,00*		*3 310,00*	*3 310,00*	*3 310,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*617,00*		*600,00*	*600,00*	*600,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*55 893,00*		*51 431,00*	*51 431,00*	*51 431,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*126 874,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*69 953,00*		*71 465,00*	*71 465,00*	*71 465,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*356 945,00*		*1 380 047,00*	*1 380 047,00*	*1 380 047,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 434 456,00*		*1 644 624,00*	*1 644 624,00*	*1 644 624,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*4 742,00*		*4 610,00*	*4 610,00*	*4 610,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*91 337,00*		*27 629,00*	*27 629,00*	*27 629,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*790 828,00*		*800 584,00*	*800 584,00*	*800 584,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*145 759,00*		*84 691,00*	*84 691,00*	*84 691,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*2 235 199,00*		*2 099 313,00*	*2 099 313,00*	*2 099 313,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*344 427,00*		*175 205,00*	*175 205,00*	*175 205,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*193 176,00*		*159 407,00*	*159 407,00*	*159 407,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*795 003,00*		*893 838,00*	*893 838,00*	*893 838,00*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*36 813,00*		*3 968,00*	*3 968,00*	*3 968,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*144 010,00*		*123 936,00*	*123 936,00*	*123 936,00*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*11 983,00*		*11 641,00*	*11 641,00*	*11 641,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*985 968,00*		*1 029 091,00*	*1 029 091,00*	*1 029 091,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*		*2 451,00*	*2 451,00*	*2 451,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*516,00*	*516,00*	*516,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*10 615,00*		*8 273,00*	*8 273,00*	*8 273,00*
281352	*Bâtiments privés*	*0,00*		*9 707,00*	*9 707,00*	*9 707,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*		*45 889,00*	*45 889,00*	*45 889,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*0,00*		*5 462,00*	*5 462,00*	*5 462,00*
281561	*Matériel roulant*	*226,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*9 329,00*		*9 171,00*	*9 171,00*	*9 171,00*
2815731	*Matériel roulant*	*16 210,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*75 837,00*		*94 936,00*	*94 936,00*	*94 936,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*176 606,00*		*327 599,00*	*327 599,00*	*327 599,00*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*2 397,00*		*2 336,00*	*2 336,00*	*2 336,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*514,00*		*442,00*	*442,00*	*442,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*1 401 706,00*		*2 184 011,00*	*2 184 011,00*	*2 184 011,00*

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
281838	*Autre matériel informatique*	*478 666,00*		*500 587,00*	*500 587,00*	*500 587,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*166 577,00*		*180 114,00*	*180 114,00*	*180 114,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*		*5 077,00*	*5 077,00*	*5 077,00*
28186	*Cheptel*	*257,00*		*121,00*	*121,00*	*121,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*600 470,00*		*751 494,00*	*751 494,00*	*751 494,00*
28258	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*10,00*		*10,00*	*10,00*	*10,00*
28288	*Autres immo. corporelles (affectation)*	*82,00*		*76,00*	*76,00*	*76,00*
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*451 400,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
4817	*Indemnités de renégociation de la dette*	*265 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
4912	*Dépréciation des comptes de redevables*	*190 000,00*		*250 000,00*	*250 000,00*	*250 000,00*
4962	*Dépréciation comptes de débiteurs divers*	*10 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*6 150 000,00*		*5 500 000,00*	*5 500 000,00*	*5 500 000,00*
1641	*Emprunts en euros*	*2 750 000,00*		*2 750 000,00*	*2 750 000,00*	*2 750 000,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*2 750 000,00*		*2 750 000,00*	*2 750 000,00*	*2 750 000,00*
2031	*Frais d'études*	*650 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***17 866 400,00***		***20 789 390,00***	***20 789 390,00***	***20 789 390,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**265 711 606,00**	**0,00**	**0,00**	**268 749 406,00**	**268 749 406,00**	**0,00**	**268 749 406,00**	**268 749 406,00**
011	Charges à caractère général (3)	39 518 903,00	0,00	0,00	41 527 323,00	41 527 323,00	0,00	41 527 323,00	41 527 323,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	88 209 743,00	0,00		85 747 500,00	85 747 500,00		85 747 500,00	85 747 500,00
014	Atténuations de produits	68 867 653,00	0,00		72 713 420,00	72 713 420,00		72 713 420,00	72 713 420,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	54 509 687,00	0,00	0,00	50 336 573,00	50 336 573,00	0,00	50 336 573,00	50 336 573,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**251 105 986,00**	**0,00**	**0,00**	**250 324 816,00**	**250 324 816,00**	**0,00**	**250 324 816,00**	**250 324 816,00**
66	Charges financières	2 851 220,00	0,00		3 098 200,00	3 098 200,00		3 098 200,00	3 098 200,00
67	Charges spécifiques (3)	38 000,00	0,00		37 000,00	37 000,00		37 000,00	37 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**2 889 220,00**	**0,00**	**0,00**	**3 135 200,00**	**3 135 200,00**		**3 135 200,00**	**3 135 200,00**
Total des dépenses réelles		**253 995 206,00**	**0,00**	**0,00**	**253 460 016,00**	**253 460 016,00**	**0,00**	**253 460 016,00**	**253 460 016,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*2 047 735,00*	*2 047 735,00*		*2 047 735,00*	*2 047 735,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*11 716 400,00*			*13 241 655,00*	*13 241 655,00*		*13 241 655,00*	*13 241 655,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**11 716 400,00**			**15 289 390,00**	**15 289 390,00**		**15 289 390,00**	**15 289 390,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**268 749 406,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**265 711 606,00**	**0,00**	**268 749 406,00**	**268 749 406,00**	**268 749 406,00**
013	Atténuations de charges (2)	243 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	35 252 835,00	0,00	34 924 903,00	34 924 903,00	34 924 903,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	70 373 310,00	0,00	74 178 681,00	74 178 681,00	74 178 681,00
731	Fiscalité locale	100 757 706,00	0,00	103 277 806,00	103 277 806,00	103 277 806,00
74	Dotations et participations (2)	54 051 693,00	0,00	47 017 421,00	47 017 421,00	47 017 421,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	3 920 202,00	0,00	8 325 070,00	8 325 070,00	8 325 070,00
Total des recettes de gestion des services		**264 598 746,00**	**0,00**	**267 983 881,00**	**267 983 881,00**	**267 983 881,00**
76	Produits financiers	187 861,00	0,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00
77	Produits spécifiques (2)	450 999,00	0,00	10 025,00	10 025,00	10 025,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**638 860,00**	**0,00**	**17 025,00**	**17 025,00**	**17 025,00**
Total des recettes réelles		**265 237 606,00**	**0,00**	**268 000 906,00**	**268 000 906,00**	**268 000 906,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*474 000,00*		*748 500,00*	*748 500,00*	*748 500,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**474 000,00**		**748 500,00**	**748 500,00**	**748 500,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**268 749 406,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**265 711 606,00**	**0,00**	**0,00**	**268 749 406,00**	**268 749 406,00**	**0,00**	**268 749 406,00**	**268 749 406,00**
011	Charges à caractère général (4)	39 518 903,00	0,00	0,00	41 527 323,00	41 527 323,00	0,00	41 527 323,00	41 527 323,00
602231	Fournitures des ateliers de la coll.	300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6037	Variat. stocks march., terrains nus	0,00	0,00		32 600,00	32 600,00	0,00	32 600,00	32 600,00
6042	Achats de prestations de services	4 469 600,00	0,00		4 644 708,00	4 644 708,00	0,00	4 644 708,00	4 644 708,00
60611	Eau et assainissement	1 138 800,00	0,00		1 205 310,00	1 205 310,00	0,00	1 205 310,00	1 205 310,00
60612	Energie - Electricité	3 416 500,00	0,00		3 847 370,00	3 847 370,00	0,00	3 847 370,00	3 847 370,00
60613	Chauffage urbain	758 000,00	0,00		765 150,00	765 150,00	0,00	765 150,00	765 150,00
60621	Combustibles	64 000,00	0,00		74 250,00	74 250,00	0,00	74 250,00	74 250,00
60622	Carburants	1 885 000,00	0,00		1 781 250,00	1 781 250,00	0,00	1 781 250,00	1 781 250,00
60623	Alimentation	1 024 900,00	0,00		1 126 230,00	1 126 230,00	0,00	1 126 230,00	1 126 230,00
60624	Produits de traitement	93 200,00	0,00		103 700,00	103 700,00	0,00	103 700,00	103 700,00
60628	Autres fournitures non stockées	2 575 750,00	0,00		2 547 050,00	2 547 050,00	0,00	2 547 050,00	2 547 050,00
60631	Fournitures d'entretien	181 000,00	0,00		164 000,00	164 000,00	0,00	164 000,00	164 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	440 200,00	0,00		532 250,00	532 250,00	0,00	532 250,00	532 250,00
60636	Habillement et vêtements de travail	373 150,00	0,00		381 500,00	381 500,00	0,00	381 500,00	381 500,00
6064	Fournitures administratives	154 400,00	0,00		150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	31 400,00	0,00		31 400,00	31 400,00	0,00	31 400,00	31 400,00
6068	Autres matières et fournitures	16 000,00	0,00		16 000,00	16 000,00	0,00	16 000,00	16 000,00
6078	Autres marchandises	0,00	0,00		300 000,00	300 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00
611	Contrats de prestations de services	6 580 234,00	0,00		6 808 645,50	6 808 645,50	0,00	6 808 645,50	6 808 645,50
61221	Matériel roulant	825 000,00	0,00		785 000,00	785 000,00	0,00	785 000,00	785 000,00
6132	Locations immobilières	1 363 000,00	0,00		1 621 800,00	1 621 800,00	0,00	1 621 800,00	1 621 800,00
61351	Matériel roulant	24 400,00	0,00		23 000,00	23 000,00	0,00	23 000,00	23 000,00
61358	Autres	303 200,00	0,00		338 902,00	338 902,00	0,00	338 902,00	338 902,00
614	Charges locatives et de copropriété	798 500,00	0,00		918 500,00	918 500,00	0,00	918 500,00	918 500,00
61521	Entretien terrains	606 700,00	0,00		601 200,00	601 200,00	0,00	601 200,00	601 200,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 052 500,00	0,00		1 322 787,50	1 322 787,50	0,00	1 322 787,50	1 322 787,50
615231	Entretien, réparations voiries	10 000,00	0,00		8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00
61551	Entretien matériel roulant	832 550,00	0,00		749 450,00	749 450,00	0,00	749 450,00	749 450,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
61558	Entretien autres biens mobiliers	183 600,00	0,00		169 100,00	169 100,00	0,00	169 100,00	169 100,00
6156	Maintenance	1 467 684,00	0,00		1 723 450,00	1 723 450,00	0,00	1 723 450,00	1 723 450,00
6161	Multirisques	892 935,00	0,00		1 015 100,00	1 015 100,00	0,00	1 015 100,00	1 015 100,00
6168	Autres primes d'assurance	3 000,00	0,00		2 300,00	2 300,00	0,00	2 300,00	2 300,00
617	Etudes et recherches	233 300,00	0,00		375 000,00	375 000,00	0,00	375 000,00	375 000,00
6182	Documentation générale et technique	154 750,00	0,00		151 400,00	151 400,00	0,00	151 400,00	151 400,00
6184	Versements à des organismes de formation	755 100,00	0,00		637 500,00	637 500,00	0,00	637 500,00	637 500,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	13 500,00	0,00		14 150,00	14 150,00	0,00	14 150,00	14 150,00
6188	Autres frais divers	368 000,00	0,00		244 500,00	244 500,00	0,00	244 500,00	244 500,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	11 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	5 300,00	0,00		200,00	200,00	0,00	200,00	200,00
62268	Autres honoraires, conseils	616 400,00	0,00		337 780,00	337 780,00	0,00	337 780,00	337 780,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	6 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6228	Divers	89 000,00	0,00		99 500,00	99 500,00	0,00	99 500,00	99 500,00
6231	Annonces et insertions	314 000,00	0,00		353 000,00	353 000,00	0,00	353 000,00	353 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	7 000,00	0,00		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00
6233	Foires et expositions	12 400,00	0,00		13 500,00	13 500,00	0,00	13 500,00	13 500,00
6234	Réceptions	210 562,00	0,00		269 320,00	269 320,00	0,00	269 320,00	269 320,00
6236	Catalogues et imprimés	314 650,00	0,00		471 750,00	471 750,00	0,00	471 750,00	471 750,00
6238	Divers	320 100,00	0,00		299 000,00	299 000,00	0,00	299 000,00	299 000,00
6241	Transports de biens	67 800,00	0,00		51 500,00	51 500,00	0,00	51 500,00	51 500,00
6245	Transports de personnes extérieures	22 000,00	0,00		22 000,00	22 000,00	0,00	22 000,00	22 000,00
6247	Transports collectifs	46 200,00	0,00		45 600,00	45 600,00	0,00	45 600,00	45 600,00
6248	Divers	10 000,00	0,00		4 250,00	4 250,00	0,00	4 250,00	4 250,00
6251	Voyages, déplacements et missions	93 500,00	0,00		83 500,00	83 500,00	0,00	83 500,00	83 500,00
6255	Frais de déménagement	10 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6261	Frais d'affranchissement	100 200,00	0,00		90 200,00	90 200,00	0,00	90 200,00	90 200,00
6262	Frais de télécommunications	333 700,00	0,00		284 200,00	284 200,00	0,00	284 200,00	284 200,00
627	Services bancaires et assimilés	46 900,00	0,00		40 600,00	40 600,00	0,00	40 600,00	40 600,00
6281	Concours divers (cotisations)	108 898,00	0,00		139 160,00	139 160,00	0,00	139 160,00	139 160,00
6282	Frais de gardiennage	13 000,00	0,00		12 000,00	12 000,00	0,00	12 000,00	12 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	528 450,00	0,00		537 350,00	537 350,00	0,00	537 350,00	537 350,00
6284	Redevances pour services rendus	3 500,00	0,00		750,00	750,00	0,00	750,00	750,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	2 044 860,00	0,00		1 986 160,00	1 986 160,00	0,00	1 986 160,00	1 986 160,00
62878	Remb. frais à des tiers	16 300,00	0,00		41 300,00	41 300,00	0,00	41 300,00	41 300,00
6288	Autres services extérieurs	8 400,00	0,00		12 220,00	12 220,00	0,00	12 220,00	12 220,00
63512	Taxes foncières	1 015 700,00	0,00		1 037 700,00	1 037 700,00	0,00	1 037 700,00	1 037 700,00
63513	Autres impôts locaux	28 200,00	0,00		28 500,00	28 500,00	0,00	28 500,00	28 500,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	11 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	12 120,00	0,00		12 120,00	12 120,00	0,00	12 120,00	12 120,00
6358	Autres droits	590,00	0,00		590,00	590,00	0,00	590,00	590,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	1 020,00	0,00		1 020,00	1 020,00	0,00	1 020,00	1 020,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	88 209 743,00	0,00		85 747 500,00	85 747 500,00		85 747 500,00	85 747 500,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	300 000,00	0,00		2 300 000,00	2 300 000,00		2 300 000,00	2 300 000,00
6218	Autre personnel extérieur	830 000,00	0,00		890 000,00	890 000,00		890 000,00	890 000,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	610 000,00	0,00		610 000,00	610 000,00		610 000,00	610 000,00
64111	Rémunération principale titulaires	34 411 043,00	0,00		31 297 500,00	31 297 500,00		31 297 500,00	31 297 500,00
64112	SFT, indemnité de résidence	800 000,00	0,00		800 000,00	800 000,00		800 000,00	800 000,00
64113	NBI	700 000,00	0,00		700 000,00	700 000,00		700 000,00	700 000,00
64118	Autres indemnités	8 800 000,00	0,00		8 800 000,00	8 800 000,00		8 800 000,00	8 800 000,00
64131	Rémunérations	14 780 000,00	0,00		14 500 000,00	14 500 000,00		14 500 000,00	14 500 000,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	1 250 000,00	0,00		1 253 500,00	1 253 500,00		1 253 500,00	1 253 500,00
6417	Rémunérations des apprentis	380 000,00	0,00		380 000,00	380 000,00		380 000,00	380 000,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	11 115 000,00	0,00		10 830 000,00	10 830 000,00		10 830 000,00	10 830 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	12 456 000,00	0,00		11 610 000,00	11 610 000,00		11 610 000,00	11 610 000,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	240 000,00	0,00		240 000,00	240 000,00		240 000,00	240 000,00
64731	Allocations chômage versées directement	500 000,00	0,00		500 000,00	500 000,00		500 000,00	500 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	55 000,00	0,00		55 000,00	55 000,00		55 000,00	55 000,00
6478	Autres charges sociales diverses	860 000,00	0,00		860 000,00	860 000,00		860 000,00	860 000,00
6488	Autres	121 500,00	0,00		121 500,00	121 500,00		121 500,00	121 500,00
014	Atténuations de produits	68 867 653,00	0,00		72 713 420,00	72 713 420,00		72 713 420,00	72 713 420,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	50 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73913	Revers. taxes urbanisation et environ.	20 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739211	Attribution de compensation	65 287 653,00	0,00		65 287 653,00	65 287 653,00		65 287 653,00	65 287 653,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	3 000 000,00	0,00		3 000 000,00	3 000 000,00		3 000 000,00	3 000 000,00
739218	Autres prél./revers. fisc. coll. locales	0,00	0,00		3 785 767,00	3 785 767,00		3 785 767,00	3 785 767,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	390 000,00	0,00		500 000,00	500 000,00		500 000,00	500 000,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	120 000,00	0,00		140 000,00	140 000,00		140 000,00	140 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	54 509 687,00	0,00	0,00	50 336 573,00	50 336 573,00	0,00	50 336 573,00	50 336 573,00
65132	Prix	1 500,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
65138	Autres secours	18 000,00	0,00		18 000,00	18 000,00	0,00	18 000,00	18 000,00
65311	Indemnités de fonction	880 000,00	0,00		890 000,00	890 000,00	0,00	890 000,00	890 000,00
65312	Frais de mission et de déplacement	22 100,00	0,00		22 100,00	22 100,00	0,00	22 100,00	22 100,00
65313	Cotisations de retraite	65 000,00	0,00		65 000,00	65 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	215 000,00	0,00		215 000,00	215 000,00	0,00	215 000,00	215 000,00
65315	Formation	16 000,00	0,00		20 500,00	20 500,00	0,00	20 500,00	20 500,00
65316	Frais de représentation du maire	5 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
65568	Autres contributions	19 577 530,00	0,00		16 209 565,00	16 209 565,00	0,00	16 209 565,00	16 209 565,00
6561	Organismes de regroupement	27 100,00	0,00		33 100,00	33 100,00	0,00	33 100,00	33 100,00
6568	Autres participations	0,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	95 000,00	0,00		95 000,00	95 000,00	0,00	95 000,00	95 000,00
65736221	Subv. BA/régie indus.com. sans ps.morale	0,00	0,00		13 089 000,00	13 089 000,00	0,00	13 089 000,00	13 089 000,00
657364	Subv.Fonct. Caisse des écoles	13 700 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	19 480 147,00	0,00		19 104 341,00	19 104 341,00	0,00	19 104 341,00	19 104 341,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	105 150,00	0,00		269 400,00	269 400,00	0,00	269 400,00	269 400,00
65818	Autres	186 060,00	0,00		178 100,00	178 100,00	0,00	178 100,00	178 100,00
6583	Pénalités sur marchés	5 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	20 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65888	Autres	41 100,00	0,00		33 967,00	33 967,00	0,00	33 967,00	33 967,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**251 105 986,00**	**0,00**	**0,00**	**250 324 816,00**	**250 324 816,00**	**0,00**	**250 324 816,00**	**250 324 816,00**
66	Charges financières	2 851 220,00	0,00		3 098 200,00	3 098 200,00		3 098 200,00	3 098 200,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	2 460 000,00	0,00		2 618 000,00	2 618 000,00		2 618 000,00	2 618 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	391 000,00	0,00		480 000,00	480 000,00		480 000,00	480 000,00
666	Pertes de change créances det. fin	220,00	0,00		200,00	200,00		200,00	200,00
67	Charges spécifiques (4)	38 000,00	0,00		37 000,00	37 000,00		37 000,00	37 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	38 000,00	0,00		37 000,00	37 000,00		37 000,00	37 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**2 889 220,00**	**0,00**	**0,00**	**3 135 200,00**	**3 135 200,00**		**3 135 200,00**	**3 135 200,00**
Total des dépenses réelles		**253 995 206,00**	**0,00**	**0,00**	**253 460 016,00**	**253 460 016,00**	**0,00**	**253 460 016,00**	**253 460 016,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*2 047 735,00*	*2 047 735,00*		*2 047 735,00*	*2 047 735,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*11 716 400,00*			*13 241 655,00*	*13 241 655,00*		*13 241 655,00*	*13 241 655,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*10 800 000,00*			*12 881 655,00*	*12 881 655,00*		*12 881 655,00*	*12 881 655,00*
68128	*Dot. Amort. charges exception. différées*	*451 400,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6815	*Dot. prov. pour risques fonct. courant*	*0,00*			*100 000,00*	*100 000,00*		*100 000,00*	*100 000,00*
6817	*Dot. prov. dépréc. actifs circulants*	*200 000,00*			*260 000,00*	*260 000,00*		*260 000,00*	*260 000,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*265 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**11 716 400,00**			**15 289 390,00**	**15 289 390,00**		**15 289 390,00**	**15 289 390,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	1 402 327,37
Montant des ICNE de l'exercice N-1	922 327,37

= Différence ICNE N – ICNE N-1	480 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**265 711 606,00**	**0,00**	**268 749 406,00**	**268 749 406,00**	**268 749 406,00**
013	Atténuations de charges (3)	243 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
6037	Variat. stocks march., terrains nus	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	25 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	218 000,00	0,00	210 000,00	210 000,00	210 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	35 252 835,00	0,00	34 924 903,00	34 924 903,00	34 924 903,00
70323	Red. occupation dom. public	100 000,00	0,00	104 000,00	104 000,00	104 000,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	600 000,00	0,00	631 550,00	631 550,00	631 550,00
704	Travaux	2 020 000,00	0,00	657 700,00	657 700,00	657 700,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	1 597 000,00	0,00	1 597 000,00	1 597 000,00	1 597 000,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	151 500,00	0,00	151 500,00	151 500,00	151 500,00
70631	Redevances services à caractère sportif	1 492 000,00	0,00	1 505 720,00	1 505 720,00	1 505 720,00
70632	Redevances services à caractère loisir	2 837 200,00	0,00	3 241 100,00	3 241 100,00	3 241 100,00
7066	Redevances services à caractère social	550 000,00	0,00	600 000,00	600 000,00	600 000,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	6 230 000,00	0,00	6 371 000,00	6 371 000,00	6 371 000,00
706888	Autres	1 997 850,00	0,00	2 137 700,00	2 137 700,00	2 137 700,00
7078	Autres marchandises	547 435,00	0,00	547 435,00	547 435,00	547 435,00
7082	Commissions	31 500,00	0,00	31 500,00	31 500,00	31 500,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	91 100,00	0,00	83 800,00	83 800,00	83 800,00
708421	Mise dispo pers. BA/régie sans ps.morale	8 595 000,00	0,00	8 820 000,00	8 820 000,00	8 820 000,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	2 290 000,00	0,00	2 337 000,00	2 337 000,00	2 337 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	3 479 500,00	0,00	3 197 500,00	3 197 500,00	3 197 500,00
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	1 098 050,00	0,00	1 121 500,00	1 121 500,00	1 121 500,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	616 700,00	0,00	627 198,00	627 198,00	627 198,00
70878	Remb. frais par des tiers	514 000,00	0,00	497 700,00	497 700,00	497 700,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	414 000,00	0,00	664 000,00	664 000,00	664 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	70 373 310,00	0,00	74 178 681,00	74 178 681,00	74 178 681,00
73218	Autres fisc. revers. entre coll. locales	0,00	0,00	1 135 730,00	1 135 730,00	1 135 730,00
73221	FNGIR	14 569 273,00	0,00	14 569 273,00	14 569 273,00	14 569 273,00
7328	Autres fiscalités reversées	200 000,00	0,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	34 885 672,00	0,00	37 504 415,00	37 504 415,00	37 504 415,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	20 718 365,00	0,00	20 734 263,00	20 734 263,00	20 734 263,00
731	Fiscalité locale	100 757 706,00	0,00	103 277 806,00	103 277 806,00	103 277 806,00
73111	Impôts directs locaux	49 135 198,00	0,00	49 817 345,00	49 817 345,00	49 817 345,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	4 475 315,00	0,00	4 647 461,00	4 647 461,00	4 647 461,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	2 073 250,00	0,00	2 233 247,00	2 233 247,00	2 233 247,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	540 000,00	540 000,00	540 000,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	43 267 483,00	0,00	44 016 311,00	44 016 311,00	44 016 311,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	606 460,00	0,00	623 442,00	623 442,00	623 442,00
731721	Taxe de séjour	1 200 000,00	0,00	1 400 000,00	1 400 000,00	1 400 000,00
74	Dotations et participations (3)	54 051 693,00	0,00	47 017 421,00	47 017 421,00	47 017 421,00
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	5 490 752,00	0,00	5 495 065,00	5 495 065,00	5 495 065,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	19 359 354,00	0,00	18 636 954,00	18 636 954,00	18 636 954,00
744	FCTVA	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	594 600,00	0,00	101 280,00	101 280,00	101 280,00
7472	Participation régions	40 000,00	0,00	103 901,00	103 901,00	103 901,00
7473	Participation départements	471 800,00	0,00	466 500,00	466 500,00	466 500,00
74741	Participation communes membres du GFP	237 925,00	0,00	213 500,00	213 500,00	213 500,00
74748	Participation autres communes	2 352 337,00	0,00	2 352 337,00	2 352 337,00	2 352 337,00
74758	Participation autres groupements	13 778,00	0,00	13 471,00	13 471,00	13 471,00
74772	Participation FEDER	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
7478222	Participation Caisses alloc. familiales	4 531 100,00	0,00	4 452 300,00	4 452 300,00	4 452 300,00
747888	Autres	1 288 712,00	0,00	933 886,00	933 886,00	933 886,00
748312	D.C.R.T.P.	6 431 893,00	0,00	4 970 101,00	4 970 101,00	4 970 101,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	12 513 903,00	0,00	8 735 265,00	8 735 265,00	8 735 265,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	635 539,00	0,00	512 861,00	512 861,00	512 861,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	3 920 202,00	0,00	8 325 070,00	8 325 070,00	8 325 070,00
752	Revenus des immeubles	1 524 100,00	0,00	865 320,00	865 320,00	865 320,00
755	Dédits et pénalités perçus	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757368	Établiss. et services rattachés (Autres)	1 240 000,00	0,00	1 240 000,00	1 240 000,00	1 240 000,00
75811	Redev. concessions, brevets, licences...	0,00	0,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	201 900,00	0,00	183 500,00	183 500,00	183 500,00
75888	Autres	952 702,00	0,00	6 001 250,00	6 001 250,00	6 001 250,00
Total des recettes de gestion des services		**264 598 746,00**	**0,00**	**267 983 881,00**	**267 983 881,00**	**267 983 881,00**
76	Produits financiers	187 861,00	0,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	180 861,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP - 2026

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
7688	Autres	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00
77	Produits spécifiques (3)	450 999,00	0,00	10 025,00	10 025,00	10 025,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	450 999,00	0,00	10 025,00	10 025,00	10 025,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**265 237 606,00**	**0,00**	**268 000 906,00**	**268 000 906,00**	**268 000 906,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*474 000,00*		*748 500,00*	*748 500,00*	*748 500,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*164 000,00*		*159 500,00*	*159 500,00*	*159 500,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*90 000,00*		*135 000,00*	*135 000,00*	*135 000,00*
7815	*Rep. prov. charges fonctionnt courant*	*30 000,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
7817	*Rep. prov. dépréc. actifs circulants*	*190 000,00*		*254 000,00*	*254 000,00*	*254 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**474 000,00**		**748 500,00**	**748 500,00**	**748 500,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**18 036 900,00**	**13 820 117,00**	**0,00**	**7 000,00**	**13 202 623,00**	**15 868 531,00**	**1 570 793,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	17 866 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	170 900,00	554 517,00	0,00	0,00	70 000,00	250 300,00	6 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 620 000,00	0,00	0,00	5 459 463,00	566 841,00	100 000,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	6 571 600,00	0,00	7 000,00	1 518 000,00	2 047 500,00	519 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	6 155 160,00	12 823 890,00	945 793,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	4 054 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**72 330 770,00**	**7 105 860,00**	**0,00**	**0,00**	**1 616 386,00**	**773 664,00**	**100 000,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	3 045 860,00	0,00	0,00	1 616 386,00	593 664,00	100 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	72 330 770,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	4 060 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**28 845 385,00**	**18 449 282,00**	**2 956 600,00**	**6 862 145,00**		**119 619 376,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		17 886 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	234 409,00	4 140 000,00	56 000,00	411 160,00		5 893 286,00
204	Subventions d'équipement versées	3 530 284,00	747 625,00	131 000,00	2 914 385,00		16 069 598,00
21	Immobilisations corporelles	1 803 224,00	7 625 000,00	2 769 600,00	75 000,00		22 935 924,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 500 000,00	4 536 657,00	0,00	3 461 600,00		30 423 100,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	800 000,00	0,00	0,00		800 000,00
27	Autres immobilisations financières	412 000,00	600 000,00	0,00	0,00		5 246 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	20 365 468,00	0,00	0,00	0,00		20 365 468,00
RECETTES		**22 365 468,00**	**208 283,00**	**346 114,00**	**231 941,00**		**105 078 486,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00		2 000 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	208 283,00	346 114,00	231 941,00		6 142 248,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		72 330 770,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		4 240 000,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	20 365 468,00	0,00	0,00	0,00		20 365 468,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**18 036 900,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	17 655 000,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	211 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	20 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	150 900,00
RECETTES		**72 330 770,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	72 330 770,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**13 820 117,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	93 117,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	2 620 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	461 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	1 150 002,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	2 151 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	148 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	3 121 998,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	4 054 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**7 045 860,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	170 236,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	2 875 624,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	4 000 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 820 117,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 117,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 620 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	461 400,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 150 002,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 151 600,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 121 998,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 054 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 105 860,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 236,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 875 624,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 060 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**7 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 000,00**
218	Autres immobilisations corporelles	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 425 000,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 425 000,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 000,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**11 775 623,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 202 623,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	4 034 463,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 459 463,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	1 055 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 055 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	439 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	439 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	6 155 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 155 160,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 366 386,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 616 386,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	1 366 386,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 616 386,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**500,00**	**771 841,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	566 841,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**3 810 000,00**	**0,00**	**11 286 190,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	100 000,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	45 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	106 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 290 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	30 000,00	0,00	253 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	80 000,00	0,00	262 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	3 600 000,00	0,00	9 223 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**593 664,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	593 664,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 868 531,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	566 841,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 300,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 310 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	284 400,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	347 100,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 823 890,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**773 664,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	593 664,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 555 793,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	380 000,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	945 793,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 570 793,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	380 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	945 793,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**165 000,00**	**45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 679 933,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	165 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 409,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	956 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 524,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	412 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 845 385,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	234 409,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 530 284,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 540 000,00
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 524,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	412 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 365 468,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 365 468,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 365 468,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**18 115 282,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**334 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	4 040 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	723 625,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	5 225 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	4 536 657,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**208 283,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	208 283,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 449 282,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 040 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	747 625,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 310 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 225 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 536 657,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**208 283,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 283,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**1 101 000,00**	**0,00**	**1 349 500,00**	**0,00**	**330 000,00**	**10 500,00**	**0,00**	**165 600,00**
204	Subventions d'équipement versées	131 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	46 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
213	Constructions	800 000,00	0,00	225 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	170 000,00	0,00	1 078 500,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	114 600,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	10 500,00	0,00	11 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**346 114,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	346 114,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 956 600,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 055 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 393 100,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	321 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**346 114,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	346 114,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 820 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	68 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	1 032 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	720 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**179 982,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	179 982,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 299 645,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	343 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	1 881 485,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 959,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	51 959,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 741 600,00**	**0,00**	**6 862 145,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	411 160,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 914 385,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 741 600,00	0,00	3 461 600,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**231 941,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	231 941,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**68 849 220,00**	**57 967 917,00**	**0,00**	**769 350,00**	**26 645 205,00**	**27 612 120,00**	**9 005 420,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	7 990 600,00	0,00	79 750,00	7 402 000,00	9 734 670,00	1 317 050,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	27 392 500,00	0,00	530 600,00	14 744 700,00	16 770 750,00	579 300,00	0,00
014	Atténuations de produits	68 787 653,00	3 785 767,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	29 867,00	15 701 050,00	0,00	159 000,00	4 498 505,00	1 105 700,00	7 108 570,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	200,00	3 098 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	31 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	500,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**214 224 898,00**	**21 195 712,00**	**0,00**	**24 800,00**	**8 932 000,00**	**8 286 440,00**	**2 544 000,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	230 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	18 045 835,00	0,00	0,00	6 383 700,00	6 714 570,00	600 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	72 807 951,00	1 135 730,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	100 714 364,00	1 163 442,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	40 702 583,00	176 480,00	0,00	24 800,00	2 548 300,00	656 000,00	1 944 000,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	427 200,00	0,00	0,00	0,00	885 870,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	10 025,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**3 369 633,00**	**5 490 735,00**	**52 941 956,00**	**808 460,00**		**253 460 016,00**
011	Charges à caractère général	0,00	648 019,00	962 050,00	13 311 224,00	81 960,00		41 527 323,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 391 300,00	964 500,00	22 647 350,00	726 500,00		85 747 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00		72 713 420,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 330 314,00	3 423 685,00	16 979 882,00	0,00		50 336 573,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 098 200,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	500,00	3 500,00	0,00		37 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**5 882 894,00**	**2 071 000,00**	**4 683 162,00**	**156 000,00**		**268 000 906,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		260 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	87 298,00	190 500,00	2 903 000,00	0,00		34 924 903,00
73	Impôts et taxes	0,00	235 000,00	0,00	0,00	0,00		74 178 681,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	1 400 000,00	0,00	0,00		103 277 806,00
74	Dotations et participations	0,00	525 096,00	63 000,00	377 162,00	0,00		47 017 421,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	5 035 500,00	417 500,00	1 403 000,00	156 000,00		8 325 070,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 000,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 025,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**68 849 220,00**
658	Charges diverses de gestion courante	29 867,00
666	Pertes de change créances det. fin	200,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	31 500,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	68 787 653,00
RECETTES		**214 224 898,00**
731	Fiscalité locale	100 714 364,00
732	Fiscalité reversée	14 569 273,00
735	Fraction de TVA	58 238 678,00
741	D.G.F.	24 132 019,00
747	Participations	2 352 337,00
748	Autres attributions et participations	14 218 227,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**56 708 817,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	177 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	928 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	834 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	726 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	1 442 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	416 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	698 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	2 370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	237 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	836 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	11 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	81 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	293 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	3 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	227 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	192 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	640 790,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	17 191 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	6 058 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	1 418 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	121 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	44 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP - 2026

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	13 965 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	418 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	3 098 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	3 785 767,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**20 978 712,00**	**0,00**	**0,00**	**217 000,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00
706	Prestations de services	1 281 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	525 635,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	16 238 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	1 163 442,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	1 135 730,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	176 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	287 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	139 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
768	Autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	10 025,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**1 172 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	1 172 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
768	Autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 100,00**	**57 967 917,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	182 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	928 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	834 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	726 800,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 442 500,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	416 200,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	698 350,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 370 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237 780,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	839 700,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	293 200,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 600,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 400,00	234 180,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	193 050,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	640 790,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 200,00	17 219 800,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	6 070 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	1 418 150,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 500,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 216 600,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 100,00	27 100,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	13 970 850,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	418 500,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 098 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 785 767,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 195 712,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 281 300,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525 635,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 238 900,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 163 442,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 135 730,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176 480,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	287 300,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 900,00
768	Autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 025,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**769 350,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**769 350,00**
604	Achats d'études, prestations de services	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	5 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 600,00
611	Contrats de prestations de services	24 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 800,00
613	Locations	11 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 600,00
618	Divers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	16 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	3 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 250,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
641	Rémunérations du personnel	371 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	371 600,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00
647	Autres charges sociales	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
656	Participations	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	149 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 000,00
RECETTES		**24 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 800,00**
747	Participations	24 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 800,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**1 368 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 052 300,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	560 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	610 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	920 000,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**24 224 505,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 645 205,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	3 730 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 730 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	503 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	503 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	237 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238 200,00
613	Locations	0,00	0,00	378 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	938 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	37 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	647 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	319 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	319 700,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
618	Divers	0,00	0,00	152 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 600,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
628	Divers	0,00	0,00	743 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	743 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	10 405 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 460 200,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	3 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 160 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	4 364 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 494 505,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**8 932 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 932 000,00**

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
706	Prestations de services	0,00	0,00	6 371 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 371 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	12 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 700,00
747	Participations	0,00	0,00	2 548 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 548 300,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**1 695 980,00**	**257 900,00**	**0,00**	**236 270,00**	**1 363 250,00**	**369 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	22 180,00	0,00	0,00	30 600,00	16 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	300,00	161 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 500,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	30 000,00	10 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	10 200,00	200,00	0,00	1 850,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 154 500,00	171 500,00	0,00	126 500,00	3 500,00	210 400,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	501 200,00	84 000,00	0,00	46 000,00	0,00	155 000,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	6 100,00	2 200,00	0,00	1 000,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	994 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**56 000,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**7 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	7 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	6 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**4 999 820,00**	**0,00**	**18 688 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	32 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	170 248,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	3 790 420,00	0,00	3 129 610,00	0,00	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	53 000,00	0,00	233 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	32 500,00	0,00	61 202,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	673 250,00	0,00	284 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	1 000,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	18 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	30 500,00	0,00	3 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	3 600,00	0,00	69 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	4 000,00	0,00	33 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	8 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	4 500,00	0,00	25 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	27 350,00	0,00	291 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	200,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	8 874 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 953 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	15 000,00	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**2 062 120,00**	**0,00**	**6 153 220,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	545 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	1 818 000,00	0,00	3 568 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	105 800,00	0,00	656 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	656 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	88 320,00	0,00	121 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	50 000,00	0,00	576 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 612 120,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 600,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 248,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 990 610,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	296 500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 702,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 118 550,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 500,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 700,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 820,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 600,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 200,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	359 300,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 950,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	520,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 541 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 744 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 800,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 089 600,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 100,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 286 440,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	545 050,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 393 220,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	776 300,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	656 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	259 520,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	626 350,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 500,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**188 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 758 820,00**	**4 000,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	239 000,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 100,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	425 000,00	4 000,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	254 200,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	132 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	52 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 000,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 058 570,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 504 000,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 904 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 005 420,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	239 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 100,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	429 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	254 200,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	432 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	7 108 570,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**2 544 000,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	1 944 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**892 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 419 200,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	5 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	34 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
628	Divers	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	572 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	421 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	852 200,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**51 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 800,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	16 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 800,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**539 869,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	318 619,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	112 000,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	750,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**489 895,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	235 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	254 895,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 369 633,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 150,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	318 619,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 100,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 550,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 600,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 008 100,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	335 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 295 314,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 882 894,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 298,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525 096,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 035 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**4 019 735,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 471 000,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	118 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	2 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	107 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
618	Divers	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	67 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	113 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	426 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	742 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	2 170 185,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 246 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
RECETTES		**0,00**	**549 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 521 500,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	190 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400 000,00
747	Participations	0,00	63 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	197 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 500,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	99 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 490 735,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 500,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 850,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 200,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	426 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	742 500,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 416 185,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 071 000,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 500,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	318 500,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**1 811 600,00**	**0,00**	**29 719 424,00**	**0,00**	**0,00**	**15 551 739,00**	**0,00**	**218 050,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	4 047 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	51 000,00	0,00	4 996 026,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	785 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	80 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	1 115 237,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	101 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	460 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	204 000,00	0,00	224 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	45 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	1 000,00	0,00	953 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	5 000,00	0,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 070 600,00	0,00	10 926 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	230 000,00	0,00	5 170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	3 000,00	0,00	56 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 551 739,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	230 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**265 000,00**	**0,00**	**1 240 000,00**	**0,00**	**2 205 800,00**	**151 500,00**	**0,00**	**443 700,00**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	424 000,00	0,00	0,00	233 700,00

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 597 000,00	151 500,00	0,00	210 000,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	21 800,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	1 240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	163 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**700 826,00**	**4 398 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	3 185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	78 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	657 826,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**542 317,00**	**0,00**	**0,00**	**52 941 956,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 047 750,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	5 055 026,50
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	785 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 115 237,50
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 500,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	460 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	428 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 750,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	954 460,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 400 300,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 050,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 209 565,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	534 317,00	0,00	0,00	764 317,00

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**377 162,00**	**0,00**	**0,00**	**4 683 162,00**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	657 700,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 958 500,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 800,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	377 162,00	0,00	0,00	377 162,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 240 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**548 460,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	72 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	368 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**156 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	156 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**260 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	187 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**808 460,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 960,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	555 500,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**156 000,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**237 780 872,53**									
1641 Emprunts en euros (total)					237 780 872,53									
1161	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/07/2008	01/07/2008	01/07/2009	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.84 %	4,840	4,840	EUR	A	P	O	A-1
1162	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/05/2008	17/04/2009	01/05/2010	2 000 000,00	V	Euribor 12M-Floor 0 sur Euribor 12M	1,760	1,790	EUR	A	C	O	A-1
1163	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/05/2008	07/12/2009	01/12/2010	2 400 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.17	2,420	2,420	EUR	A	C	O	A-1
117	SOCIETE GENERALE	15/12/2008	22/12/2008	30/03/2009	5 000 000,00	C	Taux fixe annulable à 4.18 % (date d'exercice 30/12/2013)	4,180	4,310	EUR	T	C	O	A-1
118	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	17/12/2009	21/12/2009	31/03/2010	8 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.47 sur Euribor 3M) + 0.47	1,180	1,210	EUR	T	C	O	A-1
120	CCM RIEDISHEIM ET ENVIRONS	13/04/2007	30/04/2007	31/07/2007	2 136 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,850	EUR	T	P	O	A-1
121	SOCIETE GENERALE	28/12/2009	28/12/2009	28/03/2010	1 560 000,00	V	Euribor 3M + 0.55	1,260	1,280	EUR	T	C	O	A-1
125	CAISSE D'EPARGNE	28/12/2010	28/12/2010	31/03/2011	8 000 000,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,440	EUR	T	C	O	A-1
126	CAISSE D'EPARGNE	23/08/2011	26/08/2011	30/11/2011	10 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	3,550	3,600	EUR	T	C	O	A-1
127	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	14/12/2011	29/12/2011	01/01/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
128	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	21/12/2011	15/02/2012	31/03/2012	6 000 000,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	4,540	EUR	T	P	O	A-1
129	CAISSE D'EPARGNE	10/07/2012	31/07/2012	31/10/2012	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.86 %	4,860	4,950	EUR	T	C	O	A-1
131 Réam	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2018	01/01/2018	01/02/2018	3 576 379,69	V	(Livret A(Préfixé) + 1.35)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,100	2,100	EUR	T	C	O	A-1
132	SFIL CAFFIL	01/08/2009	01/08/2009	01/08/2010	782 978,05	F	Taux fixe à 4.16 %	4,160	4,160	EUR	A	P	O	A-1
133	SFIL CAFFIL	01/05/2009	01/05/2009	01/05/2010	136 526,17	F	Taux fixe à 4.81 %	4,810	4,810	EUR	A	P	O	A-1
134	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	26/09/2013	01/10/2013	01/01/2014	5 000 000,00	V	Euribor 3M + 1.5	1,720	1,760	EUR	T	C	O	A-1
135	SOCIETE GENERALE	24/09/2013	31/01/2014	30/04/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.81 %	3,810	3,920	EUR	T	C	O	A-1
136	SaarLB	12/11/2013	29/11/2013	29/05/2014	10 000 000,00	V	Euribor 6M + 1.5	1,830	1,860	EUR	S	C	O	A-1
137	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/01/2014	26/02/2014	01/02/2017	892 321,96	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,250	2,250	EUR	A	C	O	A-1
138	CAISSE D'EPARGNE	16/10/2014	30/10/2014	31/01/2015	10 000 000,00	F	Taux fixe à 2.69 %	2,690	2,720	EUR	T	C	O	A-1
139	SaarLB	08/12/2014	19/12/2014	19/06/2015	8 000 000,00	V	Euribor 6M + 1.2	1,380	1,400	EUR	S	C	O	A-1
140	SFIL CAFFIL	15/07/2015	01/09/2015	01/01/2016	2 750 000,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,290	3,340	EUR	A	C	O	A-1
141	SFIL CAFFIL	15/07/2015	01/09/2015	01/01/2016	2 650 000,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,290	3,340	EUR	A	C	O	A-1
142	SFIL CAFFIL	15/07/2015	01/09/2015	01/09/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 2.78 %	2,780	2,820	EUR	A	C	O	A-1
143	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	30/11/2015	30/11/2015	31/03/2016	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.98)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,980	1,000	EUR	T	C	O	A-1
144	CAISSE D'EPARGNE	07/12/2015	31/12/2015	31/03/2016	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,810	EUR	T	P	O	A-1
146	SFIL CAFFIL	28/11/2016	28/07/2017	01/04/2018	9 000 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,610	EUR	T	C	O	A-1
147	CAISSE D'EPARGNE	02/12/2016	30/12/2016	31/03/2017	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	0,890	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
148-Consolidation	SOCIETE GENERALE	19/12/2016	31/01/2017	30/04/2017	7 500 000,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,600	0,610	EUR	T	C	O	A-1
149	CREDIT MUTUEL	21/07/2016	01/01/2017	31/01/2017	2 996 666,66	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,560	EUR	T	C	O	A-1
150	SaarLB	13/09/2017	30/11/2017	30/05/2018	10 000 000,00	V	(Euribor 6M + 0.4)-Floor -0.4 sur Euribor 6M	0,130	0,130	EUR	S	C	O	A-1
151-Consolidation	SFIL CAFFIL	12/09/2017	09/04/2018	01/08/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.82 %	0,820	0,840	EUR	T	C	O	A-1
152	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2018	15/10/2018	15/11/2018	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,260	EUR	M	C	O	A-1
153	SOCIETE GENERALE	16/11/2018	02/09/2019	02/12/2019	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.38)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,380	0,390	EUR	T	C	O	A-1
154 Consolidation	SFIL CAFFIL	05/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	6 500 000,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,690	EUR	T	C	O	A-1
155	SFIL CAFFIL	18/08/2020	25/09/2020	01/01/2021	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,500	EUR	T	C	O	A-1
156	SOCIETE GENERALE	16/10/2020	16/11/2020	16/02/2021	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.33)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,330	0,340	EUR	T	C	O	A-1
157	SFIL CAFFIL	10/12/2020	21/12/2020	01/06/2021	3 400 000,00	F	Taux fixe à 0.22 %	0,220	0,220	EUR	T	C	O	A-1
158	CREDIT COOPERATIF	15/12/2020	26/01/2021	05/05/2021	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.33 %	0,330	0,330	EUR	T	C	O	A-1
159	Societe Financiere de la NEF	07/12/2021	31/01/2022	30/04/2022	2 500 000,00	F	Taux fixe à 0.65 %	0,650	0,660	EUR	T	C	O	A-1
160	BANQUE POPULAIRE	25/01/2022	30/11/2022	21/07/2023	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,730	EUR	T	C	O	A-1
DD24615889	ARKEA	20/03/2025	17/04/2025	30/06/2025	15 000 000,00	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	3,390	EUR	T	C	O	A-1
SIMU BUDGET PRINCIPAL 25	Banque Simulation	01/12/2025	01/05/2025	01/12/2026	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.75 %	3,750	3,810	EUR	A	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**870 650,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					870 650,00									
202000435-G755	Caisse Allocations Familiales	09/09/2020	06/11/2023	01/07/2024	22 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4003	Caisse Allocations Familiales	08/01/2013	24/11/2016	01/07/2017	30 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4004	Caisse Allocations Familiales	20/12/2013	10/06/2016	01/01/2017	6 200,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4005	Caisse Allocations Familiales	19/12/2013	01/01/2017	01/01/2018	30 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4006	Caisse Allocations Familiales	06/06/2017	06/06/2017	01/01/2019	70 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4007	Caisse Allocations Familiales	06/06/2017	06/06/2017	01/01/2019	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
4008	Caisse Allocations Familiales	06/06/2017	06/06/2017	01/01/2019	**52 500,00**	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4009	Caisse Allocations Familiales	31/07/2014	09/06/2017	01/01/2018	25 400,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4010	Caisse Allocations Familiales	31/07/2014	31/12/2017	01/07/2018	62 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4011	Caisse Allocations Familiales	08/01/2013	21/10/2016	01/07/2017	30 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4015	Caisse Allocations Familiales	11/09/2017	12/12/2019	01/07/2020	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4021	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	12/12/2019	01/07/2020	43 750,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4022	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	16/09/2020	01/07/2021	49 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4023	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	21/10/2020	01/07/2021	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4024	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	18/11/2020	01/07/2021	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4025	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	18/11/2020	01/07/2021	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4026	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	18/11/2020	01/07/2021	43 750,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
435-1	Caisse Allocations Familiales	12/07/2021	12/07/2021	01/07/2024	18 550,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
436-1	Caisse Allocations Familiales	12/07/2021	12/07/2021	01/07/2024	15 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
437-1	Caisse Allocations Familiales	13/05/2020	13/05/2020	01/07/2024	94 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
Péri Eschentzwiller	Caisse Allocations Familiales	02/06/2020	02/06/2020	01/07/2025	15 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
Total général					**238 651 522,53**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**2 000 000,08**		**108 131 964,35**					**14 904 893,85**	**2 685 571,48**	**38 786,35**	**331 257,59**
1641 Emprunts en euros (total)		2 000 000,08		108 131 964,35					14 904 893,85	2 685 571,48	38 786,35	331 257,59
1161	N	0,00	A-1	3 028 936,19	12,50	F	Taux fixe à 4.84 %	4,840	172 748,60	146 600,51	0,00	69 309,11
1162	N	0,00	A-1	933 333,28	13,33	V	Euribor 12M-Floor 0 sur Euribor 12M	2,080	66 666,67	19 389,61	0,00	12 779,40
1163	N	0,00	A-1	1 120 000,00	13,92	V	Livret A(Préfixé) + 1.17	2,870	80 000,00	32 144,00	0,00	2 367,78
117	N	0,00	A-1	750 000,00	3,00	F	Taux fixe à 4.18 %	4,310	250 000,00	27 801,36	0,00	58,06
118	N	0,00	A-1	1 600 000,00	4,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.47 sur Euribor 3M) + 0.47	2,560	400 000,00	36 007,27	0,00	0,00
120	N	0,00	A-1	221 998,01	1,33	F	Taux fixe à 3.8 %	3,850	146 595,36	6 363,40	0,00	477,55
121	N	0,00	A-1	312 000,00	3,99	V	Euribor 3M + 0.55	2,650	78 000,00	7 256,47	0,00	49,13
125	N	0,00	A-1	2 000 000,00	5,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,440	400 000,00	62 900,00	0,00	0,00
126	N	0,00	A-1	500 000,04	0,67	V	Livret A(Préfixé) + 0.3	2,020	500 000,04	4 750,00	0,00	0,00
127	N	0,00	A-1	872 331,36	1,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	426 547,03	39 342,14	0,00	20 048,99
128	N	0,00	A-1	535 737,20	1,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,540	535 737,20	15 016,55	0,00	0,00
129	N	0,00	A-1	583 333,51	1,58	F	Taux fixe à 4.86 %	4,950	333 333,32	22 275,00	0,00	2 025,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
131 Réam	N	0,00	A-1	1 636 648,49	6,58	V	(Livret A(Préfixé) + 1.35)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,050	242 466,40	44 746,64	0,00	6 667,18
132	N	0,00	A-1	62 558,45	0,58	F	Taux fixe à 4.16 %	4,160	62 558,45	2 602,35	0,00	0,00
133	N	0,00	A-1	21 453,02	1,33	F	Taux fixe à 4.81 %	4,810	10 474,68	1 031,89	0,00	350,69
134	N	0,00	A-1	1 000 000,01	2,75	V	Euribor 3M + 1.5	3,630	333 333,33	31 024,73	0,00	5 812,96
135	N	0,00	A-1	2 062 500,00	8,08	F	Taux fixe à 3.81 %	3,920	250 000,00	76 041,25	0,00	11 701,20
136	O	2 000 000,08	A-1	2 000 000,08	2,91	F	Taux fixe à 2.08 %	2,120	666 666,66	91 348,58	38 786,35	3 353,83
137	N	0,00	A-1	490 777,06	10,08	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,400	44 616,10	16 686,42	0,00	10 193,53
138	N	0,00	A-1	4 500 000,00	8,83	F	Taux fixe à 2.69 %	2,720	500 000,00	116 006,25	0,00	17 933,33
139	N	0,00	A-1	2 133 333,26	3,97	V	Euribor 6M + 1.2	3,370	533 333,34	66 353,37	0,00	1 749,03
140	N	0,00	A-1	250 000,00	0,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,340	250 000,00	8 339,24	0,00	0,00
141	N	0,00	A-1	240 909,10	0,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,340	240 909,10	8 035,99	0,00	0,00
142	N	0,00	A-1	5 000 000,00	9,67	F	Taux fixe à 2.78 %	2,820	500 000,00	140 930,56	0,00	42 047,50
143	N	0,00	A-1	2 500 000,00	10,00	V	(Euribor 3M + 0.98)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,090	250 000,00	72 180,62	0,00	0,00
144	N	0,00	A-1	2 723 893,90	10,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,810	250 907,44	47 342,80	0,00	0,00
146	N	0,00	A-1	4 350 000,00	7,00	V	(Euribor 3M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,750	600 000,00	110 646,83	0,00	24 640,62
147	N	0,00	A-1	1 200 000,00	6,00	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	200 000,00	10 012,50	0,00	0,00
148-Consolidation	N	0,00	A-1	3 125 000,00	6,08	V	(Euribor 3M + 0.55)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,680	500 000,00	75 928,36	0,00	11 143,10
149	N	0,00	A-1	1 136 666,54	5,33	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	206 666,68	16 417,08	0,00	2 402,50

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
150	N	0,00	A-1	4 666 666,72	6,91	V	(Euribor 6M + 0.4)-Floor -0.4 sur Euribor 6M	2,550	666 666,66	113 537,58	0,00	8 519,39
151-Consolidation	N	0,00	A-1	4 999 999,90	7,33	V	Euribor 3M + 0.57	2,700	666 666,68	123 716,43	0,00	18 237,84
152	N	0,00	A-1	522 221,84	7,79	F	Taux fixe à 1.23 %	1,260	66 666,72	6 131,97	0,00	249,04
153	N	0,00	A-1	2 916 666,50	8,67	V	(Euribor 3M + 0.38)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,490	333 333,36	67 044,83	0,00	4 875,04
154 Consolidation	N	0,00	A-1	4 225 000,07	9,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,690	433 333,32	28 005,61	0,00	4 297,22
155	N	0,00	A-1	3 333 333,40	9,75	F	Taux fixe à 0.49 %	0,500	333 333,32	15 938,61	0,00	3 715,84
156	N	0,00	A-1	3 333 333,20	9,87	V	(Euribor 3M + 0.33)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,440	333 333,36	75 585,48	0,00	8 581,65
157	N	0,00	A-1	1 785 000,00	5,17	F	Taux fixe à 0.22 %	0,220	340 000,00	3 696,37	0,00	264,92
158	N	0,00	A-1	6 833 333,27	10,09	F	Taux fixe à 0.33 %	0,330	666 666,68	21 725,00	0,00	3 109,03
159	N	0,00	A-1	1 874 999,95	11,08	F	Taux fixe à 0.65 %	0,660	166 666,68	11 944,50	0,00	1 912,38
160	N	0,00	A-1	2 500 000,00	12,30	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	200 000,00	17 702,50	0,00	3 218,08
DD24615889	N	0,00	A-1	14 250 000,00	14,25	F	Taux fixe à 3.35 %	3,390	1 000 000,00	464 812,50	0,00	0,00
SIMU BUDGET PRINCIPAL 25	N	0,00	A-1	10 000 000,00	14,92	F	Taux fixe à 3.75 %	3,810	666 666,67	380 208,33	0,00	29 166,67
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		**0,00**		**0,00**					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**379 865,00**					**87 065,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		379 865,00					87 065,00	0,00	0,00	0,00
202000435-G755	N	0,00	A-1	17 600,00	7,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 200,00	0,00	0,00	0,00
4003	N	0,00	A-1	3 000,00	0,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 000,00	0,00	0,00	0,00
4004	N	0,00	A-1	620,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	620,00	0,00	0,00	0,00
4005	N	0,00	A-1	6 000,00	1,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 000,00	0,00	0,00	0,00
4006	N	0,00	A-1	21 000,00	2,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 000,00	0,00	0,00	0,00
4007	N	0,00	A-1	15 750,00	2,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4008	N	0,00	A-1	15 750,00	2,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4009	N	0,00	A-1	5 080,00	1,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 540,00	0,00	0,00	0,00
4010	N	0,00	A-1	12 500,00	1,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 250,00	0,00	0,00	0,00
4011	N	0,00	A-1	3 000,00	0,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 000,00	0,00	0,00	0,00
4015	N	0,00	A-1	21 000,00	3,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4021	N	0,00	A-1	17 500,00	3,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 375,00	0,00	0,00	0,00
4022	N	0,00	A-1	24 500,00	4,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 900,00	0,00	0,00	0,00
4023	N	0,00	A-1	26 250,00	4,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4024	N	0,00	A-1	26 250,00	4,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4025	N	0,00	A-1	26 250,00	4,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4026	N	0,00	A-1	21 875,00	4,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 375,00	0,00	0,00	0,00
435-1	N	0,00	A-1	14 840,00	7,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 855,00	0,00	0,00	0,00
436-1	N	0,00	A-1	12 000,00	7,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 500,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
437-1	N	0,00	A-1	75 600,00	7,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 450,00	0,00	0,00	0,00
Péri Eschentzwiller	N	0,00	A-1	13 500,00	8,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 500,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**2 000 000,08**		**108 511 829,35**					**14 991 958,85**	**2 685 571,48**	**38 786,35**	**331 257,59**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	64	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,95	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	108 511 829,35	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**2 000 000,08**					**2 000 000,08**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
136/S	136	2 000 000,08	30/11/2028	SaarLB	swap	taux	2 000 000,08	29/11/2013	30/11/2028	S	0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**2 000 000,08**					**2 000 000,08**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						1 718 511,70	391 235,67		
136/S	136	Taux fixe à 2.08 %	2,120	Euribor 06 M	2,140	1 718 511,70	391 235,67	A-1	A-1
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						1 718 511,70	391 235,67		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1 000 €		27/06/2022
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	202 Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	10	27/06/2022
L	2031 Frais d'études (non suivies de réalisation)	5	27/06/2022
L	2032 Frais de recherche et de développement (réussite du projet)	5	27/06/2022
L	2032 Frais de recherche et de développement (échec du projet)	1	27/06/2022
L	2033 Frais d'insertion (non suivis de réalisations)	5	27/06/2022
L	2051 Concessions et droits similaires (logiciels)	2	27/06/2022
L	2087 Immobilisations incorporelles reçues au titre d'une mise à disposition	2	27/06/2022
L	2088 Autres immobilisations incorporelles	2	27/06/2022
L	2121 Plantations d'arbres et d'arbustes	20	27/06/2022
L	21321 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	21328 Autres bâtiments privés	25	27/06/2022
L	21352 Bâtiments privés	15	27/06/2022
L	2142 Immeubles de rapport (bâtiments privés)	25	27/06/2022
L	21561 Matériel roulant	10	27/06/2022
L	21568 Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	27/06/2022
L	21571 Matériel ferroviaire	8	27/06/2022
L	21572 Matériel technique scolaire	8	27/06/2022
L	215731 Matériel roulant	8	27/06/2022
L	215738 Autre matériel et outillage de voirie	8	27/06/2022
L	215741 Installations, matériel et outillage des cantines scolaires	8	27/06/2022
L	215742 Installations, matériel et outillage des colonies de vacances	8	27/06/2022
L	21578 Autre matériel technique	8	27/06/2022
L	2158 Autres installations, matériel et outillage techniques	8	27/06/2022
L	21612 Dépenses ultérieures immobilisées	25	27/06/2022
L	21622 Dépenses ultérieures immobilisées	8	27/06/2022
L	2181 Installations générales, agencements et aménagements divers	15	27/06/2022
L	21821 Matériel de transport ferroviaire	25	27/06/2022
L	21828 Autres matériels de transport	10	27/06/2022
L	21831 Matériel informatique scolaire	5	27/06/2022
L	21838 Autre matériel informatique	5	27/06/2022
L	21841 Matériel de bureau et mobilier scolaires	8	27/06/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	21848 Autres matériels de bureau et mobiliers	8	27/06/2022
L	2185 Matériel de téléphonie	5	27/06/2022
L	2186 Cheptel	10	27/06/2022
L	2188 Autres	8	27/06/2022
L	21721 Plantations d'arbres et arbustes	20	27/06/2022
L	217321 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	217328 Autres bâtiments privés	25	27/06/2022
L	21742 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	217561 Matériel roulant	10	27/06/2022
L	217568 Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	27/06/2022
L	217571 Matériel ferroviaire	8	27/06/2022
L	217572 Matériel technique scolaire	8	27/06/2022
L	2175731 Matériel roulant	8	27/06/2022
L	2175738 Autre matériel et outillage de voirie	8	27/06/2022
L	217578 Autre matériel technique	8	27/06/2022
L	21758 Autres installations, matériel et outillage techniques	8	27/06/2022
L	217821 Matériel de transport ferroviaire	25	27/06/2022
L	217828 Autres matériels de transport	10	27/06/2022
L	217831 Matériel informatique scolaire	5	27/06/2022
L	217838 Autre matériel informatique	5	27/06/2022
L	217841 Matériel de bureau et mobilier scolaires	8	27/06/2022
L	217848 Autres matériels de bureau et mobiliers	8	27/06/2022
L	21785 Matériel de téléphonie	5	27/06/2022
L	21786 Cheptel	10	27/06/2022
L	21788 Autres	8	27/06/2022
L	2221 Plantations d'arbres et arbustes	20	27/06/2022
L	22321 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	22328 Autres bâtiments privés	25	27/06/2022
L	2242 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	2256 Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	27/06/2022
L	22571 Matériel ferroviaire	8	27/06/2022
L	22572 Matériel technique scolaire	8	27/06/2022
L	225731 Matériel roulant	8	27/06/2022
L	225738 Autre matériel et outillage de voirie	8	27/06/2022
L	22578 Autre matériel technique	8	27/06/2022
L	2258 Autres installations, matériel et outillage techniques	8	27/06/2022
L	2281 Installations générales, agencements et aménagements divers	15	27/06/2022
L	22821 Matériel de transport ferroviaire	25	27/06/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	22828 Autres matériels de transport	10	27/06/2022
L	22831 Matériel informatique scolaire	5	27/06/2022
L	22838 Autre matériel informatique	5	27/06/2022
L	22841 Matériel de bureau et mobilier scolaire	8	27/06/2022
L	22848 Autres matériels de bureau et mobiliers	8	27/06/2022
L	2285 Matériel de téléphonie	5	27/06/2022
L	2286 Cheptel	10	27/06/2022
L	2288 Autres	8	27/06/2022
L	204****1 Biens mobiliers, matériel et études	5	27/06/2022
L	204****2 Bâtiments et installations	30	27/06/2022
L	204****3 Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	27/06/2022
L	204114 Etat - Voirie	30	27/06/2022
L	204115 Etat - Monuments historiques	30	27/06/2022

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**100 000,00**		**498 132,00**	**598 132,00**	**200 000,00**	**398 132,00**
Provisions pour litiges	**100 000,00**		**498 132,00**	**598 132,00**	**200 000,00**	**398 132,00**
Provisions pour litiges	100 000,00	01/01/2025	498 132,00	598 132,00	200 000,00	398 132,00
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**260 000,00**		**253 556,51**	**513 556,51**	**254 000,00**	**259 556,51**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**260 000,00**		**253 556,51**	**513 556,51**	**254 000,00**	**259 556,51**
Provisions pour dépréciation	260 000,00	16/09/2025	253 556,51	513 556,51	254 000,00	259 556,51

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	360 000,00		751 688,51	1 111 688,51	454 000,00	657 688,51
TOTAL PROVISIONS	360 000,00		751 688,51	1 111 688,51	454 000,00	657 688,51

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 00006 — **Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2006** — **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**504 623,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100006 (5)	504 623,51	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**504 623,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**512 124,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200006 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	512 124,04	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**512 124,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00008 — **Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2008** — **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**3 834 143,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100008 (5)	3 834 143,88	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**3 834 143,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**3 834 144,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200008 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	3 834 144,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 00008	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2008			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Recettes nettes (b - d)	**3 834 144,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00009	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2009			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**3 535 725,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100009 (5)	3 535 725,83	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**3 535 725,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**2 934 315,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200009 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	2 934 315,59	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**2 934 315,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00010	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2010			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**657 325,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100010 (5)	657 325,08	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**657 325,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**678 646,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200010 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	678 646,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 00010	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2010			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**678 646,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00012	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2012			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**665 856,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100012 (5)	665 856,68	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**665 856,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**713 856,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200012 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	713 856,68	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**713 856,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00013	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2013			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**668 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100013 (5)	668 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**668 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**667 997,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00013	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2013			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
4541200013 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	667 997,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**667 997,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00014	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2014			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**1 001 679,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100014 (5)	1 001 679,99	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 001 679,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 001 679,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200014 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 001 679,99	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 001 679,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00015	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2015			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**668 660,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100015 (5)	668 660,19	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 00015	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2015			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
Dépenses nettes (a – c)	**668 660,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**772 659,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200015 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	772 659,89	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**772 659,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00016	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2016			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 720 625,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100016 (5)	1 720 625,60	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 720 625,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 954 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200016 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 954 750,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 954 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00017	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2017			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**875 917,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100017 (5)	875 917,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 00017	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2017			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**875 917,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**90 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200017 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	90 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**90 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00018	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2018			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**1 112 320,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100018 (5)	1 112 320,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 112 320,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**390 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200018 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	390 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**390 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00019	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2019			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**857 358,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00019	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2019			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
4541100019 (5)	857 358,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**857 358,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**281 275,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200019 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	281 275,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**281 275,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00020	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2020			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**323 203,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100020 (5)	323 203,52	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**323 203,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**361 463,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200020 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	361 463,75	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**361 463,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00021	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2021			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**352 314,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100021 (5)	352 314,92	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**352 314,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**348 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200021 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	348 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**348 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00023	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2023			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100023 (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200023 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00024	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2024			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100024 (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200024 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00025	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2025			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**
4541100025 (5)	0,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**
4541200025 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**

N° opération : 00103	Intitulé de l'opération : PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT PIG RBST DEPARTEMENT			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**569 111,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100103 (5)	569 111,55	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**569 111,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**569 612,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200103 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	569 612,21	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**569 612,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00104	Intitulé de l'opération : PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**114 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100104 (5)	114 500,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**114 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**124 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200104 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	124 500,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**124 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 02023	Intitulé de l'opération : ANAH - AIDE A LA PIERRE 2023			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**2 139 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541102023 (5)	2 139 500,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 139 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 722 110,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541202023 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 722 110,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 722 110,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 02024	Intitulé de l'opération : ANAH - AIDE A LA PIERRE 2024			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**5 228 932,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541102024 (5)	5 228 932,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**5 228 932,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 065 421,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541202024 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 065 421,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 065 421,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 02025	Intitulé de l'opération : ANAH - AIDE A LA PIERRE 2025			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**714 716,00**	**0,00**	**17 365 468,00**	**17 365 468,00**
4541102025 (5)	714 716,00	0,00	17 365 468,00	17 365 468,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**714 716,00**	**0,00**	**17 365 468,00**	**17 365 468,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**17 365 468,00**	**17 365 468,00**
4541202025 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	17 365 468,00	17 365 468,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**17 365 468,00**	**17 365 468,00**

N° opération : 45400101	Intitulé de l'opération : PASS FONCIER 2009			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**83 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100101 (5)	83 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**83 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**88 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200101 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	88 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**88 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45400102	Intitulé de l'opération : PASS FONCIER 2010			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100102 (5)	300 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**224 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200102 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	224 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**224 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 454100007	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2007			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**995 291,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100007 (5)	995 291,42	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**995 291,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 126 181,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200007 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 126 181,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 126 181,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 454100022	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2022			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**1 402 622,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100022 (5)	1 402 622,58	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 402 622,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 977 674,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200022 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 977 674,90	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 977 674,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 454102022	Intitulé de l'opération : ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**2 102 019,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541102022 (5)	2 102 019,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 102 019,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**2 790 648,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541202022 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	2 790 648,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**2 790 648,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45800007	Intitulé de l'opération : ROUTE MARIE LOUISE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**529 269,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458100007 (5)	529 269,85	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**529 269,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**393 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458200007 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	393 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**393 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45800008	Intitulé de l'opération : STADE DE PULLVERSHEIM			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**186 187,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458100008 (5)	186 187,51	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**186 187,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**174 300,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458200008 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	174 300,20	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**174 300,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Non assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	423 622 725,54	337 794 198,85	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**44 044 348,50**	**22 701 125,94**											**604 840,23**	**2 236 764,61**
APALIB	2015	P	RIEDISHEIM -14 r du Collège - Jardins Daphnée - VEFA 27 lgts - PLS	CDC	2 069 000,00	1 495 308,69	19,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	A-1	EUR	31 551,01	63 968,23
APALIB	2015	P	RIEDISHEIM -14 r du Collège - Jardins Daphnée - VEFA 27 lgts - CPLS	CDC	431 000,00	311 492,55	19,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	A-1	EUR	6 572,49	13 325,42
APALIB	2016	P	RIEDISHEIM -14 r du Collège - Jardins Daphnée - VEFA 27 lgts - prêt 0 %	Carsat	1 200 000,00	660 000,00	10,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	60 000,00
ASSOCIATION ALEOS	2017	P	RIEDISHEIM - Foyer Albert Schweitzer - 6 rue de la Charité	CDC	870 000,00	524 983,86	11,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,950	A-1	EUR	10 237,19	43 628,48
ASSOCIATION ALEOS	2017	P	RIEDISHEIM - Foyer Albert Schweitzer - 6 rue de la Charité	CDC	330 000,00	201 097,52	11,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	4 424,15	16 483,41
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	Construction 25 places logements+hébergements d'urgence - rue de Bäle à Riedisheim	CDC	1 813 546,00	1 558 833,82	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	43 647,35	43 618,23

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ASSOCIATION ALEOS	2020	C	Amélioration 49 logements - rue de Bâle à Riedisheim	CDC	818 500,00	687 540,00	20,31	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,150	A-1	EUR	14 782,11	32 740,00
ASSOCIATION ALEOS	2020	C	Amélioration 49 logements - rue de Bâle à Riedisheim	CDC	1 570 400,00	1 361 013,32	25,31	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,150	A-1	EUR	29 261,79	52 346,67
ASSOCIATION ALEOS	2022	P	Acquisition amélioration 35 logements - rue des Iris à Ottmarsheim	CDC	1 351 069,00	1 240 732,70	31,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	27 296,12	36 999,66
ASSOCIATION ALEOS	2024	P	Réhabilitation de 4 LOGEMENTS – 63A rue d'Illzach à Mulhouse	CDC	190 000,00	185 186,47	23,40	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	5 555,59	4 986,82
ASSOCIATION ALEOS	2024	P	Réhabilitation de 4 LOGEMENTS – 63A rue d'Illzach à Mulhouse	CDC	120 000,00	116 599,20	23,40	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,150	A-1	EUR	2 506,88	3 494,32
ASSOCIATION ALEOS	2024	P		CDC	342 270,00	337 303,66	38,85	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,300	A-1	EUR	4 384,95	5 095,46
CITIVIA-SPL	2004	C	Zac de la Mer Rouge	LA NEF	3 760 000,00	493 737,20	3,08	T	F	Taux fixe à 4.62 %	4,770	F	Taux fixe à 4.62 %	4,770	A-1	EUR	20 451,60	151 919,20
CITIVIA-SPL	2004	C	Zac de la Mer Rouge	DEXIA CL	1 600 000,00	210 101,02	3,08	T	V	Euribor 3M + 0.28	2,400	V	Euribor 3M + 0.28	2,390	A-1	EUR	4 328,76	64 646,48
CITIVIA-SPL	2009	P	Site SIAM	BANQUE POPULAIRE	1 920 000,00	481 668,56	4,13	T	V	(Euribor 3M + 0.9)-Floor -0.9 sur Euribor 3M	2,420	V	(Euribor 3M + 0.9)-Floor -0.9 sur Euribor 3M	3,000	A-1	EUR	12 821,33	112 677,49
CITIVIA-SPL	2010	C	Site DMC - Bât 33	CE	2 400 000,00	40 660,00	0,08	T	F	Taux fixe à 3.3 %	3,340	F	Taux fixe à 3.3 %	3,340	A-1	EUR	335,45	40 660,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CITIVIA-SPL	2011	P	RUDIE bâtiment 33 DMC	CREDIT MUTUEL	800 000,00	63 494,36	1,00	T	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	3,410	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	4,110	A-1	EUR	1 599,14	63 494,36
CITIVIA-SPL	2011	P	RUDIE bâtiment 48 DMC	CREDIT COOPERATIF	2 400 000,00	336 510,26	1,50	T	V	Taux fixe à 2.85 %	2,880	F	Euribor 3M + 1	3,080	A-1	EUR	8 011,03	190 241,42
CITIVIA-SPL	2011	P	RUDIE bâtiment 33 DMC	CREDIT MUTUEL	800 000,00	63 494,36	1,00	T	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	3,410	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	4,110	A-1	EUR	1 599,14	63 494,36
CITIVIA-SPL	2017	P	Construction parking poids lourds à SAUSHEIM	CREDIT MUTUEL	720 000,00	361 513,25	6,96	T	F	Taux fixe à 1.9 %	1,910	F	Taux fixe à 1.9 %	1,910	A-1	EUR	6 522,73	48 754,87
CITIVIA-SPL	2020	P	Site DMC - mur d'escalade bâtiment 57	BANQUE POPULAIRE	817 098,50	681 689,86	15,39	T	F	Taux fixe à 2.2 %	2,220	F	Taux fixe à 2.2 %	2,220	A-1	EUR	14 684,87	38 029,96
CITIVIA-SPL	2020	P	Aménagement du parc d'activités Marie Louise à STAFFELEFELDEN	CREDIT MUTUEL	1 120 000,00	190 685,54	0,34	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	A-1	EUR	1 639,90	190 685,54
CITIVIA-SPL	2021	P	Aménagement ZAC du Parc des Collines 2 à Mulhouse - tranche 2	BANQUE POPULAIRE	1 079 200,00	736 445,46	9,17	T	F	Taux fixe à 1.4 %	1,410	F	Taux fixe à 1.4 %	1,410	A-1	EUR	9 917,07	75 104,05
CITIVIA-SPL	2020	P	Aménagement ZAC du Parc des Collines 2 à Mulhouse - tranche 2	BANQUE POPULAIRE	2 968 000,00	2 046 938,78	9,98	T	F	Taux fixe à 1.4 %	1,410	F	Taux fixe à 1.4 %	1,410	A-1	EUR	27 651,75	192 062,33
CITIVIA-SPL	2023	P	Travaux et équipements - Parking P1 gare de MULHOUSE	CREDIT MUTUEL	370 000,00	270 549,65	6,25	T	F	Taux fixe à 3.97 %	4,030	F	Taux fixe à 3.97 %	4,030	A-1	EUR	10 166,07	38 927,53
CITIVIA-SPL	2023	P	RUDIE - BAT 33 et 48 site DMC	CREDIT AGRICOLE	1 808 000,00	1 808 000,00	12,91	M	F	Taux fixe à 4.6 %	4,700	F	Taux fixe à 4.6 %	4,700	A-1	EUR	82 956,24	36 934,38
CITIVIA-SPL	2023	P	RUDIE - BAT 33 et 48 site DMC	CREDIT AGRICOLE	2 432 000,00	2 128 348,38	11,50	M	F	Taux fixe à 4.45 %	4,540	F	Taux fixe à 4.45 %	4,540	A-1	EUR	91 774,70	145 008,99
CITIVIA-SPL	2023	P	Extension CMC Climbing Mulhouse Center - mur escalade site DMC	CREDIT MUTUEL	450 000,00	408 466,84	17,00	T	F	Taux fixe à 4.3 %	4,370	F	Taux fixe à 4.3 %	4,370	A-1	EUR	17 302,70	16 355,86
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	134 936,00	125 759,17	44,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	3,510	A-1	EUR	4 064,37	1 924,96

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	159 132,00	144 339,77	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	3,510	A-1	EUR	5 552,00	3 102,86
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	538 817,00	474 942,26	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	10 448,73	12 890,15
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	239 380,00	217 022,91	44,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	5 285,74	4 511,74
SAS KMO	2017	P	KM0	SG	1 550 000,00	760 442,78	6,26	M	F	Taux fixe à 2.2 %	2,220	F	Taux fixe à 2.2 %	2,220	A-1	EUR	15 593,43	113 145,44
SCCV ATHIS	2024	F	Construction 16 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	BANQUE POSTALE	1 876 000,00	1 876 000,00	2,96	X	F	(€STR(Postfixé) + 0.37)-Floor 0 sur €STR(Postfixé)	2,850	V	Taux fixe à 2.32 %	2,340	A-1	EUR	43 523,20	0,00
SCCV ATHIS	2026	P	Acquisition de 18 logements PSLA – 4 rue de Hombourg à OTTMARSHEIM	CREDIT COOPERATIF	1 970 000,00	0,00	4,38	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,120	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(P	2,770	A-1	EUR	24 872,80	241 967,56
SCCV ATHIS	2025	C		CREDIT COOPERATIF	826 000,00	0,00	5,24	X	V	(Euribor 3M + 0.71)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,110	V	(Euribor 3M + 0.71)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,790	A-1	EUR	0,00	0,00
SCI FAMSOL	2017	P	Logements Jardins de Daphné - rue du collège à RIEDISHEIM	CREDIT MUTUEL	200 000,00	100 223,74	6,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,500	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	3 517,85	13 538,38
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**379 578 377,04**	**315 093 072,91**											**7 843 354,74**	**7 826 161,49**

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 17lgts- PLUS	CDC	1 196 067,13	845 313,74	22,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	A-1	EUR	15 638,30	32 500,09
3F GRAND EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 17lgts- PLUS F	CDC	545 146,75	444 441,05	37,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	A-1	EUR	8 222,16	9 484,48
3F GRAND EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 16lgts- PLAI F	CDC	1 002 370,37	678 381,17	22,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	7 123,00	28 533,17
3F GRAND EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 16lgts- PLAI F	CDC	471 256,97	368 687,47	37,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	3 871,22	9 174,31
3F GRAND EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLUS	CDC	857 816,30	681 409,77	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	10 902,56	19 295,23
3F GRAND EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLUS F	CDC	320 733,28	271 410,65	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	4 342,57	5 438,28
3F GRAND EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLAI	CDC	537 255,48	411 798,22	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	3 294,39	13 138,74
3F GRAND EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLAI F	CDC	172 286,13	140 831,64	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 126,65	3 319,04
3F GRAND EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 10 lgts- PLUS	CDC	735 333,01	583 532,59	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	7 877,69	16 523,68
3F GRAND EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 10 lgts- PLUS F	CDC	258 062,81	218 172,66	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	2 945,33	4 371,55
3F GRAND EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 7 lgts- PLAI	CDC	443 441,24	339 506,49	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	1 867,29	10 832,22
3F GRAND EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 7 lgts- PLAI F	CDC	156 847,65	128 070,25	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	704,39	3 018,29
3F GRAND EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLAI F	CDC	184 600,00	150 897,33	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 207,18	3 556,26

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLAI	CDC	498 685,00	382 234,51	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	3 057,88	12 195,49
3F GRAND EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLUS F	CDC	342 516,00	289 843,59	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	4 637,50	5 807,63
3F GRAND EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLUS	CDC	587 056,00	466 330,25	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	7 461,28	13 204,91
3F GRAND EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	534 080,79	476 642,19	42,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	15 008,93	8 728,81
3F GRAND EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	971 889,69	832 722,58	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	24 981,68	21 067,56
3F GRAND EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	249 245,20	217 059,71	42,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	5 653,76	4 736,87
3F GRAND EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	674 092,42	563 203,44	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	12 390,48	16 261,47
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	320 244,10	274 942,06	33,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	4 124,13	7 693,24
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	152 932,00	138 818,82	43,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	4 270,74	2 469,80
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	251 612,09	220 747,60	33,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	5 077,19	5 389,20
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	115 390,76	102 557,59	43,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	2 059,64	2 183,89
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	347 147,37	298 039,58	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	4 470,59	8 339,54
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	262 324,79	238 116,35	43,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	7 325,61	4 236,47
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	486 621,49	426 929,03	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	9 819,37	10 422,80

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	147 129,97	130 766,91	43,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	2 626,16	2 784,59
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	569 306,23	516 768,28	43,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	15 898,30	9 194,13
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	1 095 854,93	961 429,65	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	22 112,88	23 471,77
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	385 031,76	342 210,45	43,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	6 872,52	7 287,13
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	989 336,05	849 383,69	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	12 740,76	23 766,87
3F GRAND EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	125 687,93	111 709,56	43,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	2 920,85	2 378,77
3F GRAND EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	774 607,14	665 030,51	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	14 630,67	18 608,43
3F GRAND EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	773 522,78	678 637,02	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	20 359,11	16 567,84
3F GRAND EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	215 691,03	195 786,14	43,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	6 064,55	3 483,35
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	708 407,00	661 004,59	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	20 150,60	11 431,20
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	470 612,00	428 445,92	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	10 987,74	8 907,06
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	1 201 577,00	877 063,78	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	13 155,96	24 541,40

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	171 711,58	147 421,10	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	2 211,32	4 125,04
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	209 477,15	179 844,32	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	2 697,66	5 032,28
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	91 000,00	91 000,00	42,75	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	A-1	EUR	1 683,50	0,00
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	49 000,00	49 000,00	42,75	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	A-1	EUR	906,50	0,00
3F GRAND EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	385 606,00	349 091,13	35,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	5 236,37	9 197,28
3F GRAND EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	258 948,00	239 629,33	45,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	3 594,44	4 865,95
3F GRAND EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	960 331,00	882 082,68	35,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	20 287,90	20 102,98
3F GRAND EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	498 365,00	467 745,75	45,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	10 758,15	7 866,47
3F GRAND EST	2021	C	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	120 000,00	120 000,00	34,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	81 026,00	73 353,28	35,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	1 100,30	1 932,59

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	58 597,00	54 225,42	45,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	813,38	1 101,10
3F GRAND EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	249 621,00	229 281,74	35,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	5 273,48	5 225,41
3F GRAND EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	132 370,00	124 237,27	45,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	2 857,46	2 089,40
3F GRAND EST	2021	C	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	30 000,00	30 000,00	34,37	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	377 936,00	342 147,44	35,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	5 132,21	9 014,35
3F GRAND EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	232 122,00	214 804,62	45,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	3 222,07	4 361,86
3F GRAND EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	921 679,00	846 580,03	35,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	19 471,34	19 293,87
3F GRAND EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	468 232,00	439 464,10	45,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	10 107,67	7 390,84
3F GRAND EST	2021	C	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	110 000,00	110 000,00	34,44	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2021	P	Rue de la 1ère armeee MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	414 161,00	374 942,12	35,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	5 624,13	9 878,37
3F GRAND EST	2021	P	Rue de la 1ère armeee MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	259 970,00	240 575,06	45,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	3 608,63	4 885,15
3F GRAND EST	2021	P	Rue de la 1ère armeee MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	907 006,00	833 102,59	35,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	19 161,36	18 986,72
3F GRAND EST	2021	P	Rue de la 1ère armeee MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	471 841,00	442 851,35	45,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	10 185,58	7 447,81
3F GRAND EST	2021	C	Rue de la 1ère armeee MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	115 000,00	115 000,00	34,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	123 196,00	111 529,99	35,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	1 672,95	2 938,41
3F GRAND EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	99 645,00	92 211,03	45,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	1 383,17	1 872,45
3F GRAND EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	333 871,00	306 666,98	35,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	7 053,34	6 989,05

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	175 993,00	165 180,09	45,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	3 799,14	2 777,97
3F GRAND EST	2021	C	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	45 000,00	45 000,00	34,37	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	109 138,00	100 952,65	36,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	2 220,96	2 728,45
3F GRAND EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	44 274,00	41 617,56	46,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	915,59	885,48
3F GRAND EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	643 202,00	594 961,85	36,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	17 848,86	16 080,05
3F GRAND EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	153 552,00	144 338,88	46,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	4 330,17	3 071,04
3F GRAND EST	2020	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	55 000,00	55 000,00	34,65	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2021	P	Réhabilitation thermique 11 logements - place du Printemps à Mulhouse	CDC	143 000,00	104 866,68	10,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.75))-Floor --0.75 sur Livret A(Préfixé)	0,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.75))-Floor --0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,650	A-1	EUR	1 730,30	9 533,33
3F GRAND EST	2021	P	Réhabilitation thermique 11 logements - place du Printemps à Mulhouse	CDC	85 800,00	85 800,00	25,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	342 646,00	326 471,19	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	9 141,19	8 123,81
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	193 145,00	185 961,84	47,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,520	A-1	EUR	5 279,25	3 607,75
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	932 894,00	895 303,38	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	32 230,92	19 106,00
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	420 015,00	407 253,42	47,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	14 661,12	6 486,27
3F GRAND EST	2021	C	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	105 000,00	105 000,00	35,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 014 394,00	966 508,96	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	27 062,25	24 050,32
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	516 030,00	496 838,58	47,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	13 911,48	9 638,91
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 704 165,00	1 635 496,33	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	58 877,87	34 901,89

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	779 303,00	755 624,92	47,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	27 202,50	12 034,74
3F GRAND EST	2021	C	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	205 000,00	205 000,00	35,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 446 194,00	1 377 925,61	37,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	20 668,88	34 287,88
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	705 253,00	679 024,26	47,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	10 185,36	13 173,42
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	3 069 562,00	2 924 661,59	37,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	67 267,22	72 776,39
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 259 749,00	1 212 898,27	47,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	27 896,66	23 530,83
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	194 954,00	186 938,32	37,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	4 112,64	4 068,06
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	93 864,00	90 937,26	47,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	2 000,62	1 485,36

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	663 059,00	635 796,83	37,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	18 628,85	13 835,89
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	274 777,00	266 209,29	47,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	7 799,93	4 348,22
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	660 631,00	633 468,66	37,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	13 936,31	13 785,22
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	307 275,00	297 693,99	47,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	6 549,27	4 862,48
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	1 253 819,00	1 202 267,28	37,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	36 068,02	26 163,14
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	510 102,00	494 196,71	47,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	14 825,90	8 072,13
3F GRAND EST	2023	P	Réhabilitation de 8 logements - rue du 6ème RTM à BRUNSTATT - DIDENHEIM	CDC	112 000,00	101 776,09	17,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,950	A-1	EUR	1 984,63	5 188,76
3F GRAND EST	2023	P	Réhabilitation de 6 logements - rue de Bruebach à MULHOUSE	CDC	54 000,00	49 070,62	17,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,950	A-1	EUR	956,88	2 501,72

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	294 725,53	278 259,35	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	6 548,40	5 521,69
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	472 657,47	439 139,16	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	12 295,90	11 239,87
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim / phase 2	CDC	180 000,00	180 000,00	33,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	1 980,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim / phase 2	CDC	65 000,00	65 000,00	33,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	715,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim / phase 2	CDC	35 000,00	35 000,00	33,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	385,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	200 527,20	188 206,92	45,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	5 684,71	3 165,23
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	259 328,60	238 198,35	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	7 649,85	5 428,63
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	180 000,00	180 000,00	43,67	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,040	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	1 980,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	60 000,00	60 000,00	33,67	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	660,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	142 550,25	131 915,36	45,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	3 330,38	2 678,69
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	133 621,66	120 968,40	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	2 661,30	3 187,07
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	246 620,57	231 632,21	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	7 866,59	5 106,44
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	67 388,94	63 623,94	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	1 497,29	1 262,54

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	89 975,63	83 595,05	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	2 340,66	2 139,63
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	30 000,00	30 000,00	34,50	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	330,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	132 370,93	126 304,81	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	3 571,75	2 066,69
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	540 452,61	515 685,51	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	14 582,99	8 437,99
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	1 050 151,10	986 328,20	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	33 497,23	21 744,04
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	130 000,00	130 000,00	34,50	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	1 430,00	0,00
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	305 713,16	282 104,78	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	8 650,19	4 878,63
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	433 106,98	388 750,76	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	11 921,07	9 166,13
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	109 638,90	99 399,08	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	2 556,12	2 066,43
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	1 042 324,23	935 575,65	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	28 689,48	22 059,40
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	133 362,00	123 063,27	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	3 773,49	2 128,21
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	157 544,72	141 409,95	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	4 336,34	3 334,22
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	81 477,67	73 868,01	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	1 899,57	1 535,66

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2024	P		CDC	100 726,09	100 726,09	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	4 139,84	1 032,80
3F GRAND EST	2024	P		CDC	607 604,02	607 604,02	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	15 797,70	8 816,35
3F GRAND EST	2024	P		CDC	81 017,97	81 017,97	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	3 329,84	830,72
3F GRAND EST	2024	P		CDC	311 069,16	311 069,16	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	8 087,80	3 100,15
3F GRAND EST	2024	P		CDC	65 861,01	65 861,01	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	2 706,89	416,93
3F GRAND EST	2024	P		CDC	590 385,54	590 385,54	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	21 253,88	4 372,13
3F GRAND EST	2024	P		CDC	1 390 433,25	1 390 433,25	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	50 055,60	16 068,21
3F GRAND EST	2025	P	Acquisition de 11 LOGEMENTS – rue du Loiret à WITTENHEIM	CDC	148 210,00	146 059,47	38,29	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	2 921,19	2 206,44

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2025	P	Acquisition de 11 LOGEMENTS – rue du Loiret à WITTENHEIM	CDC	705 999,00	697 840,28	38,29	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	20 935,21	8 452,43
3F GRAND EST	2025	P	Acquisition de 11 LOGEMENTS – rue du Loiret à WITTENHEIM	CDC	317 298,00	314 948,23	48,29	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	9 448,45	2 434,36
3F GRAND EST	2025	P	Acquisition de 11 LOGEMENTS – rue du Loiret à WITTENHEIM	CDC	98 094,00	97 116,38	48,29	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	1 942,33	1 003,03
3F GRAND EST	2024	P	opération réhabilitation niveaux parking / résidentialisation dalles – Quartier Coteaux à MULHOUSE	CDC	1 000 000,00	0,00	15,79	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	P		CDC	680 692,00	680 692,00	39,39	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	13 613,84	11 269,37
3F GRAND EST	2025	P		CDC	339 778,00	339 778,00	49,39	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	6 795,56	4 017,27
3F GRAND EST	2025	P		CDC	563 181,00	563 181,00	39,39	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	16 895,43	7 469,12
3F GRAND EST	2025	P		CDC	240 671,00	240 671,00	49,39	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	7 220,13	2 133,67

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2025	P		CDC	79 238,00	0,00	41,04	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	P		CDC	44 081,00	0,00	51,04	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	P		CDC	1 012 516,00	1 012 516,00	39,20	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	20 250,32	16 762,96
3F GRAND EST	2025	P		CDC	139 652,00	139 652,00	49,20	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	2 793,04	1 651,13
3F GRAND EST	2025	P		CDC	1 818 658,00	1 818 658,00	39,20	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	54 559,74	24 119,73
3F GRAND EST	2025	P		CDC	227 240,00	227 240,00	49,20	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	6 817,20	2 014,59
3F GRAND EST	2024	P		CDC	560 818,00	552 680,52	38,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,300	A-1	EUR	7 184,85	8 349,05
3F GRAND EST	2024	P		CDC	277 798,00	275 029,44	48,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,300	A-1	EUR	3 575,38	2 840,54

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2024	P		CDC	99 049,00	98 033,40	38,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	2 754,74	1 057,34
3F GRAND EST	2024	P		CDC	41 208,00	40 947,14	48,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	1 150,61	271,58
3F GRAND EST	2025	P		CDC	904 343,00	0,00	40,52	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	3,510	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	P		CDC	509 642,00	0,00	50,52	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	3,510	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	561 531,00	0,00	40,41	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2024	P		CDC	278 518,00	0,00	50,41	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	1 309 754,00	0,00	40,41	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	560 468,00	0,00	50,41	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	491 443,00	485 763,76	38,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	210 152,00	208 595,71	48,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	11 172,57	5 883,69
BATIGERE.	2020	P	Construction 21 logements en location - lotissement Les Pépinières à BOLLWILLER	CREDIT MUTUEL	2 265 000,00	1 954 554,54	25,00	M	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	1,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	2,730	A-1	EUR	49 406,91	64 930,51
3F GRAND EST	2024	P		CDC	278 518,00	0,00	50,41	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	1 309 754,00	0,00	40,41	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	560 468,00	0,00	50,41	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	491 443,00	485 763,76	38,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	11 172,57	5 883,69
3F GRAND EST	2024	P		CDC	210 152,00	208 595,71	48,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	4 797,70	1 612,31
BATIGERE.	2020	P	Construction 21 logements en location - lotissement Les Pépinières à BOLLWILLER	CREDIT MUTUEL	2 265 000,00	1 954 554,54	25,00	M	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	1,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	2,730	A-1	EUR	49 406,91	64 930,51

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	598 000,00	569 771,08	37,40	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	12 534,96	14 178,01
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	515 000,00	476 578,65	45,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	10 484,73	9 677,48
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	1 668 000,00	1 600 788,58	37,40	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	48 023,66	34 161,22
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	1 120 000,00	1 051 187,83	45,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	31 535,63	17 678,71
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	795 000,00	679 330,98	20,42	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	6 046,05	29 563,51
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	265 000,00	265 000,00	35,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	478 000,00	444 102,82	36,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	6 661,54	11 366,92
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	367 000,00	332 723,76	44,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	4 990,86	6 917,07

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	1 236 000,00	1 160 882,15	36,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	26 700,29	25 592,16
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	777 000,00	716 996,98	44,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	16 490,93	12 399,51
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	465 000,00	378 727,28	19,75	A	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	A-1	EUR	2 802,58	17 639,48
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	155 000,00	155 000,00	34,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	C	Construction 12 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	BANQUE POSTALE	1 946 000,00	1 362 200,00	3,29	T	F	€STR(Postfixé) + 0.89	0,310	V	Taux fixe à 1.16 %	1,170	A-1	EUR	14 108,50	389 200,00
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	979 000,00	958 135,56	38,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	21 078,98	21 031,36
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	840 000,00	784 418,94	45,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	17 257,22	14 174,28
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	2 083 000,00	2 038 607,12	38,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	59 731,19	44 748,02
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	1 427 000,00	1 332 578,34	45,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	39 044,55	24 079,40

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	885 000,00	825 466,72	22,25	A	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	A-1	EUR	12 134,36	30 424,59
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	295 000,00	295 000,00	35,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2024	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	283 000,00	276 968,71	38,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	6 093,31	6 079,54
BATIGERE.	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	254 000,00	237 193,34	45,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	5 218,25	4 286,03
BATIGERE.	2024	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	848 000,00	829 927,43	38,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	24 316,87	18 217,15
BATIGERE.	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	582 000,00	543 490,27	45,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	15 924,26	9 820,75
BATIGERE.	2022	P		CDC	360 000,00	312 410,22	20,33	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	5 498,42	12 425,50
BATIGERE.	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	120 000,00	120 000,00	35,33	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	376 000,00	368 308,70	38,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	8 102,79	7 768,21
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	329 000,00	313 535,31	46,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	6 897,78	5 258,34

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 020 000,00	999 135,29	38,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	29 274,66	21 073,36
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	674 000,00	642 318,54	46,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	18 819,93	10 772,39
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	450 000,00	414 841,92	26,42	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	7 301,22	12 134,28
BATIGERE.	2025	P		CDC	443 000,00	0,00	40,58	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	3,510	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2025	P		CDC	1 510 000,00	0,00	40,58	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	3,510	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2025	P		CDC	1 391 000,00	0,00	40,58	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur	2,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2025	P		CDC	867 000,00	0,00	40,58	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLUS	CDC	322 382,00	258 759,45	28,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	4 140,15	7 623,68
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLUS F	CDC	85 619,00	73 085,85	38,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	1 169,37	1 510,81
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLAI	CDC	256 981,00	199 675,19	28,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 597,40	6 600,49
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLAI F	CDC	66 019,00	54 606,11	38,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	436,85	1 321,94
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLUS F	CDC	230 284,00	200 390,36	39,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	5 472,06	4 015,25
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLUS	CDC	378 851,00	312 613,29	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	7 190,11	8 852,16
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLAI F	CDC	302 000,00	255 523,24	39,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	3 832,85	6 022,03
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLAI	CDC	611 335,00	490 083,91	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	7 351,26	15 636,51
DOMIAL ESH	2016	P	HABSHEIM - acquisition amélioration 6 lgts - 1 rue du Général de Gaulle - PLUS F	CDC	45 936,00	40 765,18	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	1 330,11	792,23
DOMIAL ESH	2016	P	HABSHEIM - acquisition amélioration 6 lgts - 1 rue du Général de Gaulle - PLUS	CDC	463 742,00	393 379,91	30,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	14 161,68	10 717,81
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	681 352,00	622 224,42	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	14 311,16	15 190,62

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	325 050,00	303 997,68	43,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	9 352,44	5 408,61
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	649 817,00	584 845,97	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	8 772,69	16 364,76
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	310 006,00	285 840,45	43,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	5 740,46	6 086,77
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	98 000,00	98 000,00	43,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,800	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	1 078,00	0,00
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	70 000,00	70 000,00	33,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	770,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	153 327,00	141 222,24	34,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	2 118,33	4 034,92
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	115 292,00	108 086,24	44,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	1 621,29	2 401,92
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	154 565,00	142 362,50	34,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	3 274,34	4 067,50
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	111 005,00	104 067,20	44,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	2 393,55	2 312,60
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	35 000,00	35 000,00	34,69	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	105 000,00	105 000,00	44,69	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	A-1	EUR	987,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	85 659,00	78 896,46	34,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	1 183,45	2 254,18
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	81 240,00	76 162,50	44,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	1 142,44	1 692,50
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	176 815,00	162 855,91	34,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	3 745,69	4 653,03
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	116 251,00	108 985,30	44,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	2 506,66	2 421,90
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	35 000,00	35 000,00	34,69	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	105 000,00	105 000,00	44,69	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	A-1	EUR	987,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	542 373,00	499 554,09	34,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	7 493,31	14 272,97
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	360 356,00	337 833,74	44,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	5 067,51	7 507,42

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	1 166 235,00	1 074 163,83	34,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	24 705,77	30 690,39
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	689 180,00	646 106,24	44,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	14 860,44	14 357,92
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	150 000,00	150 000,00	34,79	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	450 000,00	450 000,00	44,79	A	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	A-1	EUR	3 285,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	438 642,00	404 012,37	34,47	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	8 888,27	11 543,21
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	267 992,00	251 242,49	44,47	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	5 527,33	5 583,17
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	888 089,00	817 976,72	34,47	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	24 539,30	23 370,76
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	542 585,00	508 673,45	44,47	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	15 260,20	11 303,85
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	125 000,00	125 000,00	34,47	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	175 000,00	175 000,00	44,47	A	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	A-1	EUR	2 082,50	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	308 091,00	283 768,02	34,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	4 256,52	8 107,66
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	177 004,00	165 941,26	44,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	2 489,12	3 687,58
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	349 931,00	322 304,87	34,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	7 413,01	9 208,71
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	177 004,00	165 941,26	44,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	3 816,65	3 687,58
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	40 000,00	40 000,00	34,69	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	120 000,00	120 000,00	44,69	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	A-1	EUR	1 128,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	1 145 231,00	1 088 150,35	35,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	23 939,31	28 668,82
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	756 968,00	727 552,82	45,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	16 006,16	14 773,81
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	337 287,00	322 812,24	35,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	9 684,37	7 357,01

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	209 204,00	202 503,43	45,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	6 075,10	3 405,67
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	120 000,00	120 000,00	35,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	360 000,00	360 000,00	45,25	A	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	A-1	EUR	3 312,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	494 326,00	469 687,78	35,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	7 045,32	12 374,57
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	497 773,00	476 410,95	35,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	10 957,45	10 857,58
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	27 423,00	26 544,68	45,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	610,53	446,42
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	60 000,00	60 000,00	35,58	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	180 000,00	180 000,00	45,58	A	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	A-1	EUR	2 106,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	579 325,00	550 450,25	35,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	8 256,75	14 502,37

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	432 919,00	416 096,10	45,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	6 241,44	8 449,32
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	368 081,00	352 284,72	35,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	8 102,55	8 028,70
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	227 950,00	220 649,00	45,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	5 074,93	3 710,84
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	120 000,00	120 000,00	35,58	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	360 000,00	360 000,00	45,58	A	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	A-1	EUR	4 212,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	28 985,00	27 858,67	45,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	417,88	565,70
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	128 429,00	125 233,21	36,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	3 506,53	3 205,38
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	115 010,00	112 778,75	46,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	3 157,81	2 237,94
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	265 439,00	259 774,47	36,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	9 351,88	5 726,84

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	224 885,00	221 303,29	46,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	7 966,92	3 621,11
DOMIAL ESH	2022	C		CDC	40 000,00	40 000,00	36,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	C		CDC	120 000,00	120 000,00	46,00	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	A-1	EUR	1 296,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d'Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	175 222,00	168 756,13	37,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	4 944,55	3 307,32
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d'Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	105 474,00	102 612,62	47,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	3 006,55	1 463,61
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d'Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	60 000,00	60 000,00	45,17	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	726,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	78 607,00	76 896,39	36,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	1 691,72	1 727,72
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	54 271,00	53 384,55	46,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	1 174,46	895,31
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	68 844,00	67 345,85	36,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	1 973,23	1 513,13

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	42 500,00	41 805,81	46,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	1 224,91	701,13
DOMIAL ESH	2022	P	Manque TA	CDC	30 000,00	30 000,00	46,42	A	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	A-1	EUR	444,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue bellevue à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	928 281,00	908 080,22	36,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	37 322,10	20 402,79
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue bellevue à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	700 557,00	685 311,83	36,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	28 166,32	15 397,62
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue bellevue à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	673 613,00	662 610,32	46,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	27 233,28	11 112,71
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 598 072,00	1 563 295,56	36,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	54 871,67	35 124,20
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 439 504,00	1 408 178,24	36,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	30 979,92	31 639,02
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	733 467,00	721 486,67	46,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	15 872,71	12 100,13

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 481 863,00	1 449 615,44	36,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	50 881,50	32 570,04
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 385 655,00	1 363 021,94	46,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	47 842,07	22 859,39
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	2 141 559,00	2 094 955,47	36,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	62 848,66	47 069,57
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 088 018,00	1 070 246,49	46,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	32 107,39	17 949,23
DOMIAL ESH	2023	C	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	250 000,00	250 000,00	37,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	1 824 439,00	1 785 958,67	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	26 789,38	38 865,13
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	770 454,00	758 192,43	47,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	11 372,89	12 384,19
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	923 624,00	904 143,30	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	20 795,30	19 675,51
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	331 624,00	326 346,29	47,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	7 505,96	5 330,49
DOMIAL ESH	2024	P		CDC	1 184 599,00	1 184 599,00	38,14	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	23 691,98	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2024	P		CDC	570 433,00	570 433,00	78,14	A	V	(Livret A(Préfixé))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,400	A-1	EUR	13 690,39	0,00
DOMIAL ESH	2024	P		CDC	911 752,00	911 752,00	38,14	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	27 352,56	0,00
DOMIAL ESH	2024	P		CDC	381 417,00	381 417,00	78,14	A	V	(Livret A(Préfixé))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,400	A-1	EUR	9 154,01	0,00
DOMIAL ESH	2024	P	Acquisition de 10 LOGEMENTS – Chemin Lehmgasse à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	462 082,00	462 082,00	38,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	9 241,64	0,00
DOMIAL ESH	2024	P	Acquisition de 10 LOGEMENTS – Chemin Lehmgasse à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	588 235,00	588 235,00	38,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	17 647,05	0,00
DOMIAL ESH	2024	P	Acquisition de 10 LOGEMENTS – Chemin Lehmgasse à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	221 104,00	221 104,00	48,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	4 422,08	0,00
DOMIAL ESH	2024	P	Acquisition de 10 LOGEMENTS – Chemin Lehmgasse à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	252 469,00	252 469,00	48,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	7 574,07	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	424 954,00	424 954,00	39,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	8 499,08	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	19 657,00	19 657,00	79,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.13)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.13)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,530	A-1	EUR	497,32	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	529 723,00	529 723,00	39,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	15 891,69	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	22 533,00	22 533,00	79,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.13)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.13)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,530	A-1	EUR	570,08	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	638 394,00	638 394,00	39,16	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	22 407,63	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	436 351,00	436 351,00	39,16	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	8 727,02	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	203 639,00	203 639,00	79,16	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.62)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,020	V	(Livret A(Préfixé) + 0.62)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,020	A-1	EUR	6 149,90	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	488 250,00	488 250,00	39,16	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	17 137,57	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	445 250,00	445 250,00	79,16	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.62)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,020	V	(Livret A(Préfixé) + 0.62)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,020	A-1	EUR	13 446,55	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	436 253,00	436 253,00	79,16	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.62)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,020	V	(Livret A(Préfixé) + 0.62)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,020	A-1	EUR	13 174,84	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	897 180,00	897 180,00	39,16	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	26 915,40	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	470 203,00	470 203,00	39,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	16 504,13	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	289 152,00	289 152,00	39,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	5 783,04	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	198 637,00	198 637,00	79,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.56)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	V	(Livret A(Préfixé) + 0.56)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	A-1	EUR	5 879,66	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	532 004,00	532 004,00	39,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	18 673,34	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	319 306,00	319 306,00	79,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.56)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	V	(Livret A(Préfixé) + 0.56)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	A-1	EUR	9 398,18	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	454 588,00	454 588,00	79,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.56)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	V	(Livret A(Préfixé) + 0.56)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	A-1	EUR	13 379,96	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	812 133,00	812 133,00	39,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	24 226,64	0,00
M2A HABITAT	2008	P	rue du Général de Gaulle - Habsheim 5 logements PLS	Crédit Foncier	284 347,00	136 065,28	12,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,630	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	3,530	A-1	EUR	4 803,10	9 565,06

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2008	P	rue du Général de Gaulle - Habsheim 5 logements PLS F	Crédit Foncier	117 627,00	81 747,40	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,630	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	3,530	A-1	EUR	2 885,68	2 117,96
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 5 logements PLUS	CDC	296 289,00	218 995,19	26,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	A-1	EUR	6 241,36	7 010,20
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 5 logements PLUS F	CDC	60 629,00	48 315,25	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	A-1	EUR	1 376,98	1 139,19
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 4 logements PLUS	CDC	332 505,00	245 763,42	26,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	A-1	EUR	7 004,26	7 867,07
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 4 logements PLUS F	CDC	70 083,00	55 849,13	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	A-1	EUR	1 591,70	1 316,84
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLUS	CDC	757 500,00	571 975,51	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	A-1	EUR	13 441,42	17 554,34
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLUS F	CDC	371 200,00	303 708,07	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	A-1	EUR	7 137,14	6 481,20
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLAI	CDC	369 500,00	267 492,42	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	A-1	EUR	4 146,13	9 171,99
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLAI F	CDC	185 800,00	145 966,71	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	A-1	EUR	2 262,48	3 632,19
M2A HABITAT	2015	P	HABSHEIM - 98 rue Général de Gaulle - PLUS	CDC	1 058 800,00	850 462,31	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	30 616,64	24 082,23
M2A HABITAT	2015	P	HABSHEIM - 98 rue Général de Gaulle - PLUS F	CDC	145 600,00	124 928,04	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	4 336,32	2 503,19
M2A HABITAT	2015	P	SAUSHEIM - 56 rue de Mulhouse - construction 15 lgts VEFA - PLUS	CDC	525 000,00	444 265,09	39,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	15 227,70	8 901,78
M2A HABITAT	2015	P	SAUSHEIM - 56 rue de Mulhouse - construction 15 lgts VEFA - PLUS F	CDC	1 245 833,00	989 632,38	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	29 688,97	28 023,06
M2A HABITAT	2015	P	BRUNSTATT - 309 avenue d'Altkirch - 4 lgts - PLUS	CDC	154 500,00	122 727,68	29,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	3 681,83	3 475,24
M2A HABITAT	2015	P	BRUNSTATT - 309 avenue d'Altkirch - 4 lgts - PLUS F	CDC	192 000,00	159 943,11	36,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	4 896,75	3 526,02
M2A HABITAT	2015	P	WITTENHEIM - 101 rte de Kingersheim - 4 lgts - PLUS	CDC	422 450,00	335 240,42	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	7 710,53	9 492,89

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2015	P	WITTENHEIM - 101 rte de Kingersheim - 4 lgts - PLUS F	CDC	220 000,00	185 993,38	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	5 622,55	3 726,77
M2A HABITAT	2016	P	RICHWILLER - rue de Masevaux - 6 maisons - PLUS F	CDC	288 200,00	248 229,64	40,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	8 090,16	4 824,08
M2A HABITAT	2016	P	RICHWILLER - rue de Masevaux - 6 maisons - PLUS	CDC	713 400,00	581 368,33	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	17 441,05	15 839,64
M2A HABITAT	2016	P	Construction 15 logements - rue Principale et Cigognes à Baldersheim	CDC	189 200,00	162 959,96	40,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	5 311,10	3 166,95
M2A HABITAT	2016	P	BALDERSHEIM - Résidence Sénior Le Van Gogh	CDC	1 566 900,00	1 276 907,82	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	38 307,23	34 789,92
M2A HABITAT	2017	P	RICHWILLER - Rue Jospeh Schwer - 5 logements	CDC	51 100,00	44 813,98	41,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	1 435,26	845,19
M2A HABITAT	2017	P	RICHWILLER - Rue Jospeh Schwer - 5 logements	CDC	411 590,00	344 092,00	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	10 322,76	9 029,60
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	620 900,00	531 784,92	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	19 144,26	13 453,96
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	254 200,00	227 088,51	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	7 151,36	4 158,70
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	637 500,00	533 258,73	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	14 931,24	15 396,87
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	232 300,00	202 537,75	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	5 420,62	4 419,96
M2A HABITAT	2018	P	Construction 39 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	653 600,00	583 307,52	42,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	18 367,70	10 682,18

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2018	P	Construction 39 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	3 624 100,00	3 105 156,95	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	93 154,71	78 559,25
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	1 596 000,00	1 367 465,16	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	41 023,95	34 596,33
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	244 800,00	218 472,59	42,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	6 879,46	4 000,91
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	591 000,00	493 779,82	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	10 863,16	14 256,99
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	94 500,00	82 297,04	42,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	2 143,59	1 795,96
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de Cernay à Pulversheim	CDC	1 701 000,00	1 457 429,94	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	33 520,89	36 872,41
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de Cernay à Pulversheim	CDC	574 600,00	512 803,68	42,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	16 037,87	9 391,04
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 2 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	208 900,00	174 535,70	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	2 618,04	5 039,40
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 2 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	71 400,00	62 179,97	42,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	1 186,14	1 356,95
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	870 100,00	789 803,56	43,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	24 464,45	14 051,86
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	2 662 600,00	2 335 986,69	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	70 079,60	57 029,41
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	1 910 800,00	1 640 496,47	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	36 090,92	45 903,25

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	718 000,00	638 147,66	43,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	16 685,51	13 588,90
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	213 900,00	187 661,54	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	5 629,85	4 581,45
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	130 500,00	118 456,93	43,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	3 669,25	2 107,53
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	30 000,00	30 000,00	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	146 700,00	130 384,74	43,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	3 409,14	2 776,46
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	242 500,00	208 195,70	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	4 580,31	5 825,59
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	138 800,00	121 773,79	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	3 653,21	2 972,92
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	40 500,00	36 762,49	43,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	1 138,73	654,06
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	139 200,00	119 508,61	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	2 629,19	3 344,01
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	107 100,00	95 188,85	43,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	2 488,88	2 026,98
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	25 000,00	25 000,00	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	230 097,00	202 819,83	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	4 462,04	5 504,63

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	142 866,00	129 522,92	44,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	3 321,69	2 692,68
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	75 000,00	75 000,00	34,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	825,00	0,00
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	435 647,00	402 004,59	44,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	12 255,04	6 952,14
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	683 372,00	613 385,13	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	18 809,49	14 462,65
M2A HABITAT	2020	P	Amélioration 4 logements - rue de Mulhouse à Illzach	CDC	509 364,00	457 198,02	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	15 295,70	10 780,00
M2A HABITAT	2020	P	Amélioration 4 logements - rue de Mulhouse à Illzach	CDC	181 916,00	167 867,70	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	4 878,69	2 903,06
M2A HABITAT	2021	P	Réhabilitation thermique 54 logements - lotissement Les Tilleuls à Brunstatt-Didenheim	CDC	756 000,00	605 404,06	15,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,050	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	1,950	A-1	EUR	11 805,38	37 696,06
M2A HABITAT	2022	P	Construction 4 logements - rue de l'école à SAUSHEIM	CDC	687 937,00	636 383,08	35,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	18 646,02	13 385,20
M2A HABITAT	2022	P	Construction 4 logements - rue de l'école à SAUSHEIM	CDC	126 175,00	116 719,46	35,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	3 419,88	2 454,99
M2A HABITAT	2022	P	Réhabilitation 1 logement - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	377 186,00	339 111,73	21,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	9 935,97	13 081,75

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2022	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue de Brunstatt à MULHOUSE	CDC	707 583,00	654 556,85	35,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	19 178,52	13 767,45
M2A HABITAT	2022	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue de Brunstatt à MULHOUSE	CDC	389 273,00	367 826,35	45,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	10 777,31	5 568,30
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	57 820,00	54 350,80	46,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	1 250,07	1 156,40
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	94 988,00	89 288,72	46,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	1 339,33	1 899,76
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	440 657,00	407 607,74	36,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	6 114,12	11 016,42
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	287 439,00	265 881,06	36,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	6 115,26	7 185,98
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	873 542,00	837 625,67	37,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	18 427,76	18 227,98
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	328 811,00	318 558,47	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	7 008,29	5 203,29

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	485 004,00	469 881,28	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	14 096,44	7 674,97
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	1 339 663,00	1 284 581,74	37,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	38 537,45	27 954,42
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	526 525,00	504 876,54	37,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	11 107,28	10 986,86
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	200 447,00	194 196,95	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	4 272,33	3 171,98
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	797 111,00	764 337,19	37,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	22 930,12	16 633,12
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	293 665,00	284 508,34	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	8 535,25	4 647,12
M2A HABITAT	2024	P		CDC	5 451 300,00	5 313 194,80	23,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	159 395,84	143 076,99
M2A HABITAT	2024	P		CDC	13 800 000,00	13 450 385,81	23,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	403 511,57	362 200,30
M2A HABITAT	2024	P		CDC	3 229 000,00	3 137 490,23	23,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,150	A-1	EUR	67 456,04	94 026,29

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2025	P	CONSTRUCTION de 10 LOGEMENTS – 92 rue des Pèlerins à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	462 380,00	455 670,86	38,49	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	9 113,42	6 883,58
M2A HABITAT	2025	P	CONSTRUCTION de 10 LOGEMENTS – 92 rue des Pèlerins à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	819 987,00	810 511,01	38,49	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	24 315,33	9 817,12
M2A HABITAT	2026	P	CONSTRUCTION de 10 LOGEMENTS – 92 rue des Pèlerins à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	176 257,00	174 500,40	48,49	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	3 490,01	1 802,27
M2A HABITAT	2025	P	CONSTRUCTION de 10 LOGEMENTS – 92 rue des Pèlerins à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	298 367,00	296 157,43	48,49	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	8 884,72	2 289,11
M2A HABITAT	2024	P	opération construction de 16 logements rue des Pensées à SAUSHEIM	CDC	907 796,00	894 623,87	38,56	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	17 892,48	13 514,61
M2A HABITAT	2024	P	opération construction de 16 logements rue des Pensées à SAUSHEIM	CDC	343 168,00	339 747,95	48,56	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	6 794,96	3 508,97
M2A HABITAT	2024	P	opération construction de 16 logements rue des Pensées à SAUSHEIM	CDC	1 094 483,00	1 081 834,87	38,56	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	32 455,05	13 103,46
M2A HABITAT	2024	P	opération construction de 16 logements rue des Pensées à SAUSHEIM	CDC	398 778,00	395 824,83	48,56	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	11 874,74	3 059,49
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 6 logements PLUS	CDC	287 456,00	206 892,85	25,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	4 758,54	6 917,07

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 6 logements PLUS F	CDC	124 152,00	98 727,08	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	2 481,08	2 250,02
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 2 logements PLAI	CDC	90 635,00	62 126,52	25,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	931,90	2 301,08
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 2 logements PLAI F	CDC	30 211,00	22 922,76	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	343,84	603,93
NEOLIA	2011	P	Zac du Finderacker - Rixheim 8 logements PLUS	CDC	572 070,00	411 740,24	25,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	9 470,03	13 765,75
NEOLIA	2011	P	Zac du Finderacker - Rixheim 8 logements PLUS F	CDC	529 676,00	421 204,25	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	10 585,17	9 599,39
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 8 logements PLAI	CDC	524 323,00	372 673,49	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	10 434,86	13 271,94
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 8 logements PLAI F	CDC	190 272,00	148 162,20	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	4 148,54	3 792,24
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 22 logements PLUS	CDC	1 846 393,00	1 372 864,77	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	49 423,13	43 946,42
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 22 logements PLUS F	CDC	585 108,00	475 773,00	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	16 785,84	10 488,63
NEOLIA	2015	P	réhabilitation 11 pavillons rue Rapp Rixheim	CDC	831 945,00	506 713,03	14,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	8 107,41	33 794,73
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	1 946 554,00	1 533 627,14	30,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	35 273,42	48 178,96
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	387 230,00	322 002,63	40,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	10 111,96	7 667,09
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	705 512,00	566 062,20	30,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	8 490,93	16 753,63
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	115 534,00	98 080,11	40,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	1 658,58	2 129,08

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2018	P	Cession de prêt Groupe LOGIEST ACTION LOGEMENT à NEOLIA (nouveau bénéficiaire)	CDC	824 762,13	460 822,52	9,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,950	A-1	EUR	8 986,04	45 978,67
NEOLIA	2022	P	Construction 5 logements	CDC	277 633,00	258 677,11	36,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	5 690,90	6 381,92
NEOLIA	2022	P	Construction 5 logements	CDC	101 554,00	96 148,64	46,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	2 115,27	1 819,84
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	409 261,00	380 238,41	36,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	8 365,25	9 732,30
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	160 907,00	151 917,20	46,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	3 342,18	3 014,60
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	720 698,00	676 897,61	36,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	20 306,93	14 922,50
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	312 126,00	297 822,32	46,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	8 934,67	4 873,17
NEOLIA	2021	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	315 000,00	279 154,83	25,12	A	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	A-1	EUR	2 596,14	9 201,04
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	394 482,00	346 341,53	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	7 965,86	9 639,80

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	205 540,00	185 358,50	44,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	5 412,98	4 031,31
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	102 770,00	93 771,60	44,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	2 151,35	1 831,71
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	295 307,00	261 965,90	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	3 929,49	6 784,95
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	40 890,00	39 390,45	37,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,560	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	3,460	A-1	EUR	1 362,91	767,36
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	128 361,00	122 301,64	37,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	2 690,64	3 043,32
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	352 930,00	348 829,90	47,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	7 674,26	1 721,92
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	62 045,00	59 769,65	37,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,560	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	3,460	A-1	EUR	2 068,03	1 164,37
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	126 560,00	123 154,02	47,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,580	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	3,460	A-1	EUR	4 261,13	1 742,94
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	229 980,00	220 713,05	37,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	6 621,39	4 710,07

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	481 715,00	467 078,74	47,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	14 012,36	7 439,10
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	270 000,00	254 169,48	27,23	A	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	A-1	EUR	2 287,53	8 022,27
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	90 000,00	90 000,00	35,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	108 073,00	103 718,24	37,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	3 111,55	2 213,37
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	73 398,00	71 167,90	47,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	2 135,04	1 133,48
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	30 000,00	27 408,75	26,50	A	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	A-1	EUR	290,53	882,13
NEOLIA	2021	C	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	10 000,00	10 000,00	35,48	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	142 519,00	139 291,58	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	3 900,16	3 243,56
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	163 735,00	160 844,46	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	4 503,64	2 904,99
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	465 540,00	452 727,90	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	16 298,20	12 748,04

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	400 345,00	391 315,51	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	14 087,36	8 984,34
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	225 000,00	215 674,29	37,00	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	2 070,47	4 730,11
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	75 000,00	75 000,00	35,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	258 858,00	252 996,03	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	7 083,89	5 891,28
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	166 233,00	163 298,36	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	4 572,35	2 949,31
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	2 273 119,00	2 210 560,64	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	79 580,18	62 245,57
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	1 285 266,00	1 256 277,75	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	45 226,00	28 843,31
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	630 000,00	603 888,00	37,00	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	5 797,32	13 244,31
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	210 000,00	210 000,00	35,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	393 980,00	385 058,12	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	10 781,63	8 966,49
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	717 048,00	704 389,41	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	19 722,90	12 721,88
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	804 405,00	782 267,02	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	28 161,61	22 027,29
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	1 259 370,00	1 230 965,82	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	44 314,77	28 262,16
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	900 000,00	847 690,39	27,00	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	8 137,83	26 532,03
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	300 000,00	300 000,00	35,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Réhabilitation 56 logements - rue Jean Martin et rue de Willer à MULHOUSE	CDC	311 976,00	282 673,45	17,00	A	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	A-1	EUR	1 950,45	14 803,09
NEOLIA	2024	P	Réhabilitation 56 logements - rue Jean Martin et rue de Willer à MULHOUSE	CDC	808 000,00	769 485,51	18,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,050	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	1,250	A-1	EUR	19 621,88	38 707,06
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	82 783,00	80 832,02	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	1 778,30	1 956,83

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	73 090,00	71 732,91	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	1 578,12	1 361,16
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 518 259,00	1 482 477,54	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	44 474,33	35 888,80
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 113 139,00	1 092 470,89	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	32 774,13	20 730,11
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	450 000,00	431 793,96	37,08	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	A-1	EUR	4 663,37	9 250,76
NEOLIA	2022	C	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	150 000,00	150 000,00	35,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	303 325,00	296 176,41	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	6 515,88	7 170,04
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	161 508,00	158 509,21	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	3 487,20	3 007,79
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	561 307,00	548 078,44	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	16 442,35	13 268,25
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	244 043,00	239 511,75	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	7 185,35	4 544,84

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	225 000,00	215 896,97	37,08	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	A-1	EUR	2 331,69	4 625,38
NEOLIA	2022	C	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	75 000,00	75 000,00	35,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	960 760,00	941 107,08	38,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	20 704,36	19 849,45
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	845 878,00	832 756,12	48,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	18 320,63	13 253,10
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	658 105,00	644 643,07	38,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	18 888,04	13 596,55
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	552 026,00	543 462,57	48,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	15 923,45	8 649,06
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	630 000,00	617 112,97	38,50	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	10 861,19	13 015,90
NEOLIA	2022	C	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	210 000,00	210 000,00	36,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	C	Réhabilitation 40 logements - rue des œillets à ILLZACH	CDC	700 000,00	665 000,00	18,21	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	1,950	A-1	EUR	12 967,50	35 000,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	C	Réhabilitation 40 logements - rue des œillets à ILLZACH	CDC	247 001,00	234 650,95	18,21	A	F	Taux fixe à 1.36 %	1,360	F	Taux fixe à 1.36 %	1,360	A-1	EUR	3 191,25	12 350,05
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	657 230,00	657 230,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	14 459,06	13 444,03
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	513 494,00	513 494,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	11 296,87	7 965,69
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	842 934,00	842 934,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	25 288,02	17 242,72
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	457 043,00	457 043,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	13 711,29	7 089,99
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	318 328,00	311 816,41	38,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	6 859,96	6 576,71
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	130 175,00	128 155,63	48,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	2 819,42	2 039,56
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	565 964,00	554 386,87	38,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	16 243,54	11 692,90
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	227 478,00	223 949,19	48,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	6 561,71	3 564,10

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP - 2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	240 000,00	235 090,66	38,50	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	4 137,60	4 958,43
NEOLIA	2022	C	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	80 000,00	80 000,00	36,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Réhabilitation de 78 logements - rue de Strueth à PFASTATT	CDC	1 286 000,00	1 286 000,00	19,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,950	A-1	EUR	25 077,00	58 404,09
NEOLIA	2025	P	Réhabilitation de 78 logements - rue de Strueth à PFASTATT	CDC	1 054 000,00	1 054 000,00	19,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	31 620,00	47 867,74
NEOLIA	2023	P		CDC	175 012,00	175 012,00	39,97	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	4 917,84	3 579,98
NEOLIA	2023	C		CDC	169 127,00	169 127,00	39,97	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	4 752,47	4 228,18
NEOLIA	2023	C		CDC	1 229 016,00	1 229 016,00	39,97	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	34 535,35	139 392,98
NEOLIA	2023	P		CDC	157 641,00	157 641,00	79,97	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,810	A-1	EUR	4 429,71	1 295,63
NEOLIA	2023	P		CDC	589 428,00	589 428,00	79,97	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,810	A-1	EUR	16 562,93	4 844,42

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P		CDC	78 000,00	78 000,00	19,77	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,250	A-1	EUR	975,00	3 542,39
NEOLIA	2023	P		CDC	20 692,00	20 692,00	19,77	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	475,92	939,73
NEOLIA	2023	X		CDC	480 000,00	480 000,00	19,76	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	11 040,00	15 398,94
NEOLIA	2023	X		CDC	720 000,00	720 000,00	19,76	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,250	A-1	EUR	9 000,00	26 063,15
NEOLIA	2023	P		CDC	421 395,00	421 395,00	39,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,300	A-1	EUR	5 478,13	4 769,33
NEOLIA	2023	P		CDC	1 253 848,00	1 253 848,00	39,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	28 838,50	14 489,80
NEOLIA	2023	P		CDC	100 540,00	100 540,00	79,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,330	V	(Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,030	A-1	EUR	2 040,96	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	276 620,00	276 620,00	79,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,330	V	(Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,030	A-1	EUR	5 615,39	722,80
NEOLIA	2023	C		CDC	80 000,00	80 000,00	37,95	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P		CDC	117 872,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 1.11	3,510	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	229 815,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 1.11	3,510	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	388 048,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X		CDC	335 529,00	0,00	80,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,360	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 0.36	2,760	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X		CDC	223 074,00	0,00	80,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,360	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 0.36	2,760	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	X		CDC	354 674,00	0,00	80,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,360	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 0.36	2,760	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	516 174,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X		CDC	117 782,00	117 782,00	39,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,810	A-1	EUR	3 309,67	4 058,93
NEOLIA	2023	X		CDC	115 998,00	115 998,00	39,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,810	A-1	EUR	3 259,54	3 997,45
NEOLIA	2023	X		CDC	225 334,00	225 334,00	39,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	1,300	A-1	EUR	2 929,34	2 550,33
NEOLIA	2023	P		CDC	115 854,00	115 854,00	79,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	2 664,64	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	523 881,00	523 881,00	39,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	12 049,26	6 054,10
NEOLIA	2023	P		CDC	101 071,00	101 071,00	79,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.47)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,470	V	Livret A(Préfixé) + 0.47	2,170	A-1	EUR	2 193,24	3 069,68

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P		CDC	247 939,00	247 939,00	79,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.47)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,470	V	Livret A(Préfixé) + 0.47	2,170	A-1	EUR	5 380,28	600,96
NEOLIA	2026	P	CONSTRUCTION de 2 LOGEMENTS – RUE Saint Jacques à ILLZACH	CDC	128 166,00	0,00	40,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2026	P	CONSTRUCTION de 2 LOGEMENTS – RUE Saint Jacques à ILLZACH	CDC	106 006,00	0,00	40,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2026	P	CONSTRUCTION de 2 LOGEMENTS – RUE Saint Jacques à ILLZACH	CDC	98 152,00	0,00	80,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2026	P	Acquisition de 23 LOGEMENTS – rue des Tulipes à BOLLWILLER	CDC	913 181,00	0,00	39,97	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur	2,600	A-1	EUR	11 506,34	10 335,35

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2026	P	Acquisition de 23 LOGEMENTS – rue des Tulipes à BOLLWILLER	CDC	686 259,00	0,00	39,97	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur	2,600	A-1	EUR	8 647,06	7 930,60
NEOLIA	2026	P	Acquisition de 23 LOGEMENTS – rue des Tulipes à BOLLWILLER	CDC	510 496,00	0,00	79,97	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.02))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,980	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.02))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.02))-Floor 0 su	2,980	A-1	EUR	8 312,16	0,00
NEOLIA	2026	P	Acquisition de 23 LOGEMENTS – rue des Tulipes à BOLLWILLER	CDC	313 267,00	0,00	79,97	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.02))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,980	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.02))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.02))-Floor 0 su	2,980	A-1	EUR	5 100,77	985,07
NEOLIA	2024	P		CDC	156 000,00	0,00	25,75	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 su	2,750	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P		CDC	266 500,00	0,00	25,95	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 su	2,750	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	240 000,00	240 000,00	25,75	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 su	2,750	A-1	EUR	13 381,50	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	376 052,00	0,00	25,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur	2,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	140 251,00	0,00	80,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.28)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,680	V	(Livret A(Préfixé) + 0.28)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.28)-Floor 0 sur Livr	2,680	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2025	P		CDC	937 570,00	0,00	25,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	294 282,00	0,00	80,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.28)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,680	V	(Livret A(Préfixé) + 0.28)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.28)-Floor 0 sur Livr	2,680	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	C		CDC	75 000,00	75 000,00	39,33	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	1 875,00
NEOLIA	2024	P		CDC	87 500,00	87 500,00	25,95	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 su	2,750	A-1	EUR	4 878,67	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	422 500,00	0,00	20,95	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP - 2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P		CDC	877 500,00	0,00	20,95	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 su	2,550	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	912 066,00	912 066,00	41,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	505 703,00	0,00	81,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.03)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,430	V	(Livret A(Préfixé) + 0.03)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,430	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	851 738,00	0,00	41,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	385 015,00	0,00	81,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.03)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,430	V	(Livret A(Préfixé) + 0.03)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,430	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	349 847,00	349 847,00	39,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	12 279,63	4 128,18

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2025	P		CDC	58 140,00	58 140,00	40,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur	2,000	A-1	EUR	1 162,80	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	30 492,00	30 492,00	81,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,150	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,150	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	336 988,00	0,00	40,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	321 375,00	0,00	81,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,150	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,150	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	524 543,00	0,00	81,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,150	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,150	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	1 181 027,00	0,00	40,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue du Nonnenbruch	CDC	660 000,00	456 060,80	16,33	T	F	Taux fixe à 1.13 %	0,280	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	A-1	EUR	5 025,29	25 298,75
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	395 000,00	336 910,84	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	5 053,66	9 853,84

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	35 059,90	28 714,58	19,58	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	A-1	EUR	281,40	1 306,62
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	50 000,00	50 000,00	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	180 000,00	162 196,07	43,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	4 990,03	3 116,69
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	350 000,00	304 899,30	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	7 012,68	7 860,32
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	180 000,00	158 923,82	43,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	3 193,28	3 589,53
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	269 000,00	228 860,20	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	6 865,81	6 101,46
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	137 200,00	121 553,68	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	3 827,65	2 398,45
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 17 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	124 000,00	109 858,98	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	3 459,39	2 167,69
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 17 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	590 000,00	501 961,03	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	15 058,83	13 382,39
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue Bartholdi à Riedisheim	CDC	341 942,18	287 729,85	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	6 617,79	8 227,27
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue Bartholdi à Riedisheim	CDC	231 119,65	203 415,68	40,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	6 379,97	4 239,43
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	PLAI 16 rue Nonnenbruch LUTTERBACH 1 Logt	CDC	113 289,67	72 697,80	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	763,33	3 262,50
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	PLUS BBC 4 rue des Prés BATTENHEIM 8 Logts	CDC	269 657,15	177 760,97	26,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,650	A-1	EUR	2 933,06	7 569,71

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2014	P	8A-8B-8E rue de Rennes à Kingersheim 30 LOGTS PLAI F	CDC	935 915,96	674 092,49	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	7 077,97	23 328,64
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	PLAI BBC 4 rue des Prés BATTENHEIM 4 Logts	CDC	221 305,08	140 668,23	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,850	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,850	A-1	EUR	1 195,68	6 425,15
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2014	P	8A-8B-8E rue de Rennes à Kingersheim 30 LOGTS PLAI	CDC	1 963 323,73	1 314 018,29	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	13 797,19	57 289,30
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2017	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	137 400,00	118 867,38	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	3 097,14	2 747,34
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2017	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	237 000,00	196 723,33	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	4 327,91	5 928,57
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2017	P	16 A rue du Nonnebruch à LUTTERBACH	CDC	162 360,00	134 767,92	32,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	2 964,89	4 061,45
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	ILLZACH - Résidence Les Fleurs - 52 logements	CDC	572 000,00	369 614,34	15,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	A-1	EUR	1 848,07	23 110,95
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue de Reiningue - PLAI F	CDC	315 400,00	248 305,81	40,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	1 365,68	7 393,29
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue du Nonnenbruch	CDC	384 000,00	211 389,58	10,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,250	A-1	EUR	2 642,37	19 410,42
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	210 000,00	176 711,51	24,29	T	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	A-1	EUR	2 005,16	6 281,60
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	195 000,00	175 963,76	34,33	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,620	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,840	A-1	EUR	4 688,12	3 674,75
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2010	P	16 rue des Bleuets - HABSHEIM 14 logements PLS	DEXIA CL	1 110 000,00	671 455,92	14,83	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,880	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,830	A-1	EUR	17 601,65	36 418,80

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	C	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	130 000,00	115 700,00	44,33	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,620	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,840	A-1	EUR	3 080,61	2 600,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	ZAC Petit Prince - HABSHEIM 51 logements PLS	DEXIA CL	1 300 000,00	1 129 817,63	33,08	A	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	4,880	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	3,980	A-1	EUR	44 966,74	15 017,42
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réhabiliatation 101 logements - à Wittenheim	CDC	606 000,00	417 219,80	12,83	A	F	Taux fixe à 1.74 %	1,740	F	Taux fixe à 1.74 %	1,740	A-1	EUR	7 259,62	28 877,99
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réhabiliatation 101 logements - à Wittenheim	CDC	1 900 000,00	1 276 250,98	12,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	29 353,77	93 394,78
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN - Rue de la République -24 PLUS	CDC	1 505 000,00	1 195 502,70	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	19 128,04	33 852,62
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Construction 18 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	710 000,00	589 339,88	32,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	8 840,10	17 760,71
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN- Rue de la République -16 PLAI F	CDC	232 800,00	190 297,37	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 522,38	4 484,82
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Construction 18 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	695 000,00	579 688,65	32,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.05)	0,700	V	Livret A(Préfixé) + (-0.05)	1,650	A-1	EUR	9 564,86	17 076,82
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue de Reiningue - PLAI	CDC	692 000,00	515 801,08	30,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	2 836,91	19 296,41
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN - Rue de la République -24 PLUS F	CDC	431 600,00	365 228,19	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	5 843,65	7 318,12

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN- Rue de la République -16 PLAI	CDC	1 185 000,00	908 284,58	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	7 266,28	28 979,53
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 54 logements - rue de Rennes à Kingersheim	CDC	1 383 095,09	1 141 646,08	27,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	34 249,38	36 555,34
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 54 logements - rue de Rennes à Kingersheim	CDC	690 923,98	601 368,55	37,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	20 725,20	13 669,36
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réaménagement de prêt	CDC	669 022,82	542 053,06	27,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	8 130,80	18 586,35
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réaménagement de prêt	CDC	185 913,93	158 984,92	37,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	2 384,77	3 956,14
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 4 logements - rue des Bleuets à Habsheim	CDC	146 920,47	129 746,51	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	4 127,21	2 630,33
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 4 logements - rue des Bleuets à Habsheim	CDC	341 213,64	288 749,21	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	6 641,23	7 968,41
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 30 logements - rue de Hombourg à Habsheim	CDC	332 437,46	291 555,89	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	8 818,34	6 250,59
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 30 logements - rue de Hombourg à Habsheim	CDC	1 055 200,20	882 579,02	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	20 299,32	26 176,10
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Réaménagement de prêt HHA	CDC	488 291,18	410 876,30	30,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	12 326,29	11 748,49
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Réaménagement de prêt HHA	CDC	347 118,35	305 509,80	40,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	9 957,14	6 367,19
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de Reiningue à Lutterbach	CDC	144 162,78	126 434,31	39,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	4 195,67	2 710,59
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de Reiningue à Lutterbach	CDC	378 281,83	316 398,37	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	9 491,95	9 383,95

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 8 logements PLUS	CDC	670 050,83	504 005,42	27,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	A-1	EUR	9 324,10	15 468,28
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	ZAC Petit Prince - HABSHEIM 51 logements PLS	DEXIA CL	4 300 000,00	2 681 548,16	13,08	A	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	4,880	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	3,980	A-1	EUR	106 725,62	142 817,12
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 8 logements PLUS F	CDC	318 531,04	259 688,36	37,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	A-1	EUR	4 804,23	5 541,82
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	16 rue des Bleuets - HABSHEIM 14 logements PLS	DEXIA CL	300 000,00	243 917,25	33,58	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,880	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,830	A-1	EUR	6 481,62	4 370,39
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 4 logements PLAI	CDC	311 550,13	224 566,71	27,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	2 357,95	7 700,12
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 4 logements PLAI F	CDC	148 113,99	115 876,86	37,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	1 216,71	2 883,44
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	WITTENHEIM - 17 logements séniors - 81 rue d'Ensisheim	CDC	610 000,00	506 334,29	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	11 139,35	15 259,20
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	WITTENHEIM - 8 rue Coehorn - 1 logement PLAI	CDC	100 000,00	78 391,26	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	1 175,87	2 515,35
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	WITTENHEIM - 17 logements séniors - 81 rue d'Ensisheim	CDC	134 200,00	116 099,00	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	3 025,00	2 683,35
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	52 500,00	42 260,54	19,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,150	A-1	EUR	908,60	2 063,28
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	45 000,00	36 693,94	19,17	A	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	A-1	EUR	289,88	1 700,79

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	15 000,00	15 000,00	34,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	165,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	90 000,00	80 782,73	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	2 702,61	1 904,73
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	85 000,00	78 435,96	44,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	2 279,56	1 356,44
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	125 000,00	110 181,71	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	2 424,00	2 990,38
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	90 000,00	81 594,38	44,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	1 987,29	1 696,29
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	92 000,00	74 056,55	19,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,150	A-1	EUR	1 592,22	3 615,65
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	60 000,00	60 000,00	34,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	660,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	239 058,00	210 718,58	34,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	3 160,78	5 719,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	40 000,00	36 264,16	44,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	543,96	753,91
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	420 942,00	377 831,65	34,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	8 690,13	8 908,67

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP - 2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	70 000,00	64 594,32	44,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	1 485,67	1 117,07
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	165 000,00	147 330,50	34,75	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	A-1	EUR	1 267,04	3 625,60
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	C	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	55 000,00	55 000,00	34,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	229 000,00	209 242,69	35,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	4 603,34	5 038,51
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	176 000,00	164 354,47	45,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	3 615,80	2 969,84
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	548 000,00	506 932,96	35,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	14 853,14	10 662,45
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	336 000,00	317 488,38	45,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	9 302,41	4 806,27
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	255 000,00	235 890,34	35,25	A	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	A-1	EUR	3 703,48	4 961,54
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	85 000,00	85 000,00	35,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	130 662,00	122 563,24	36,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	3 444,03	2 753,76
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	260 000,00	243 884,54	36,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	3 658,27	5 479,61
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	178 000,00	169 633,08	46,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,500	A-1	EUR	2 544,50	2 844,94
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	93 173,00	87 397,90	36,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	2 455,88	1 963,66
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	123 000,00	117 218,36	46,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	3 293,84	1 965,89
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	195 000,00	182 913,41	36,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	4 207,01	4 109,71
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	128 000,00	121 983,34	46,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	2 805,62	2 045,80
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition VEFA 3 logements - rue des blés à SAUSHEIM	CDC	308 603,00	295 914,55	37,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	6 510,12	6 439,54

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition VEFA 3 logements - rue des blés à SAUSHEIM	CDC	131 397,00	127 299,96	47,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	2 800,60	2 079,30
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	641 980,00	615 584,52	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	21 607,02	13 396,03
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	2 078 407,00	1 992 951,73	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	69 952,61	43 369,61
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	204 613,00	198 233,04	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	6 957,98	3 237,91
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	C	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	175 000,00	175 000,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	144 826,00	138 871,38	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	4 874,39	3 022,05
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	328 228,00	314 732,66	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	6 924,12	6 849,05
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	79 778,00	77 290,48	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	1 700,39	1 262,45

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	41 405,00	40 113,98	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	1 408,00	655,21
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	126 228,00	122 292,14	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	3 668,76	1 997,50
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	67 899,00	65 107,29	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	2 285,27	1 416,83
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	621 636,00	596 076,96	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	17 882,31	12 971,53
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	C	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	90 000,00	90 000,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition en VEFA de 3 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	CDC	228 595,00	219 196,14	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	9 008,96	4 770,04
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition en VEFA de 3 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	CDC	238 830,00	229 010,33	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	9 412,32	4 983,61
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition en VEFA de 3 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	CDC	72 575,00	70 312,06	47,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	2 889,83	1 148,47
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P		CDC	475 000,00	450 499,14	22,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,650	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,330	A-1	EUR	10 505,39	12 915,85

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P		CDC	833 000,00	785 136,40	22,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,790	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,470	A-1	EUR	11 542,60	24 923,45
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 3 LOGEMENTS – RUE Poincaré à LUTTERBACH	CDC	24 219,00	23 977,63	48,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	479,55	247,64
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P	ONSTRUCTION de 3 LOGEMENTS – RUE Poincaré à LUTTERBACH	CDC	58 013,00	57 583,38	48,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	1 727,50	445,09
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 3 LOGEMENTS – RUE Poincaré à LUTTERBACH	CDC	56 187,00	55 371,72	38,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	1 107,43	836,48
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P	ONSTRUCTION de 3 LOGEMENTS – RUE Poincaré à LUTTERBACH	CDC	134 581,00	133 025,75	38,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	3 990,77	1 611,24
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS – rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	477 205,00	470 280,75	38,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	9 405,62	7 104,28
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS – rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	1 247 500,00	1 233 083,56	38,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	36 992,51	14 935,43
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS – rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	19 289,00	19 096,76	48,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	381,94	197,23

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS – rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	341 414,00	337 913,32	38,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	11 860,76	3 644,56
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS – rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	610 450,00	604 190,74	38,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	21 207,09	6 516,51
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS – rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	29 207,00	29 022,11	48,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	1 018,68	192,49
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS – rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	42 935,00	42 617,04	48,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	1 278,51	329,41
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	366 037,00	366 037,00	39,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	7 320,74	6 060,02
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	230 000,00	230 000,00	49,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	4 600,00	2 719,34
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	267 963,00	267 963,00	39,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	8 038,89	3 553,83
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	117 000,00	117 000,00	49,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	3 510,00	1 037,26

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	252 000,00	252 000,00	24,21	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,150	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,150	A-1	EUR	5 418,00	7 717,96
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	245 000,00	245 000,00	24,21	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	7 350,00	6 719,83
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	590 000,00	569 350,45	18,98	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	13 095,06	21 392,93
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	1 120 000,00	1 076 375,45	18,98	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,250	A-1	EUR	13 454,69	44 736,98
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	225 688,00	225 688,00	39,22	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	4 513,76	3 736,43
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	37 199,00	37 199,00	49,22	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	743,98	439,81
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	270 204,00	270 204,00	39,22	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	9 484,16	3 188,39
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	37 113,00	37 113,00	49,22	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	1 302,67	282,45

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	377 156,00	377 156,00	39,22	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	11 314,68	5 001,99
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	54 540,00	54 540,00	49,22	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	1 636,20	483,52
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	16 622,00	16 451,56	38,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	462,29	177,44
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	243 710,00	240 173,76	38,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,300	A-1	EUR	3 122,26	3 628,18
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	171 788,00	170 075,95	48,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,300	A-1	EUR	2 210,99	1 756,57
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	111 907,00	110 759,56	38,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	3 112,34	1 194,60
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	89 329,00	88 763,50	48,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	A-1	EUR	2 494,25	588,74
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	196 700,00	194 426,88	38,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	4 471,82	2 354,95
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	132 144,00	131 165,40	48,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	3 016,80	1 013,83

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	195 000,00	192 040,52	33,95	A	F	Taux fixe à 3.44 %	3,440	F	Taux fixe à 3.44 %	3,440	A-1	EUR	6 606,19	3 061,29
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	400 000,00	400 000,00	24,20	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	12 000,00	10 971,15
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	252 000,00	252 000,00	24,20	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	5 418,00	7 717,96
PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE	2022	P	Construction 1 logement - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	C.C.C.COOP	90 000,00	17 114,13	0,63	T	F	(Euribor 3M + 0.8)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,810	V	Taux fixe à 0.87 %	0,870	A-1	EUR	74,49	17 114,13
SAEML MULHOUSE EXPO	2022	P	Construction ZEE et extension halle - Parc des Expositions de MULHOUS	CREDIT AGRICOLE	1 250 000,00	1 250 000,00	15,58	M	F	Taux fixe à 1.86 %	1,880	F	Taux fixe à 1.86 %	1,880	A-1	EUR	23 156,46	30 223,71
SAEML MULHOUSE EXPO	2022	P	Construction ZEE et extension halle - Parc des Expositions de MULHOUS	CREDIT MUTUEL	1 000 000,00	860 487,93	12,16	M	F	Taux fixe à 1.8 %	1,820	F	Taux fixe à 1.8 %	1,820	A-1	EUR	14 963,84	63 840,95
SOMCO	2008	P	La Rotonde 3 - Rixheim PAMBO	CDC	360 000,00	46 864,61	2,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,950	A-1	EUR	913,86	16 046,64
SOMCO	2009	P	La Rotonde 4 - Rixheim PAMBO	CDC	310 000,00	69 051,72	3,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,650	A-1	EUR	1 829,87	17 069,92
SOMCO	2009	P	La Rotonde 5 - Rixheim PAMBO	CDC	330 000,00	132 068,77	8,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,650	A-1	EUR	3 499,82	14 239,56
SOMCO	2014	P	54 rue Général de Gaulle Rixheim 1 lgt	CDC	79 680,00	66 142,76	38,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	1 058,28	1 367,28
SOMCO	2014	P	54 rue Général de Gaulle Rixheim 1 lgt	CDC	195 320,00	150 920,16	28,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	2 414,72	4 446,47
SOMCO	2015	P	construction 2 lgts - 3 rue Basse Rixheim - PLUS	CDC	280 116,00	222 511,25	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	3 560,18	6 300,78
SOMCO	2015	P	construction 2 lgts - 3 rue Basse Rixheim - PLUS F	CDC	57 519,00	48 673,68	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	778,78	975,28
SOMCO	2016	P	acquisition-amélioration 4 lgts - 4 rue Neuve à Pfastatt - PLUS	CDC	180 134,00	146 795,92	30,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	1 981,74	3 999,51
SOMCO	2016	P	acquisition-amélioration 4 lgts - 4 rue Neuve à Pfastatt - PLUS	CDC	69 662,00	60 000,63	40,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	810,01	1 166,04

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLUS F	CDC	485 659,00	425 916,07	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	12 777,48	8 032,75
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLUS	CDC	1 369 271,00	1 144 719,78	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	34 341,59	30 039,52
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLAI F	CDC	178 188,00	151 968,19	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	3 343,30	3 400,55
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLAI	CDC	507 882,00	412 568,98	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	9 076,52	12 303,14
SOMCO	2018	P	La Rotonde 3 - Rixheim PAM	CDC	217 555,18	140 990,94	12,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	3 242,79	10 147,92
SOMCO	2018	P	La Rotonde 4 - Rixheim PAM	CDC	187 139,14	129 765,10	13,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	3 892,95	8 624,32
SOMCO	2018	P	La Rotonde 5 - Rixheim PAM	CDC	231 312,38	175 748,18	18,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	5 272,45	8 367,53
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLUS F	CDC	518 000,00	454 278,66	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	13 384,51	8 567,67
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLUS	CDC	2 042 000,00	1 707 125,72	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	39 263,89	44 798,08
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLAI F	CDC	266 000,00	226 858,96	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	3 468,05	5 076,34
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLAI	CDC	1 096 000,00	890 316,30	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	13 354,74	26 549,95
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	748 150,20	657 061,99	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	23 654,23	16 041,13
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	148 890,00	135 592,82	43,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	4 198,33	2 412,41
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet ILLZACH	CDC	306 608,53	263 545,45	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	7 379,27	7 374,34
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	51 054,54	45 429,15	43,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	1 191,34	967,38
SOMCO	2017	P	ILLZACH – 18-22 rue des Jonquilles	CDC	251 949,00	221 043,18	33,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	6 631,30	5 396,42
SOMCO	2017	P	ILLZACH – 18-22 rue des Jonquilles	CDC	103 983,00	94 387,04	43,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	2 923,67	1 679,29

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2017	P	RIXHEIM – La Rotonde – 6 rue Lefebvre	CDC	170 000,00	117 174,31	16,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,150	A-1	EUR	2 519,25	6 755,78
SOMCO	2017	P	Programme investissement haut bilan UE / SOMCO	CDC	700 000,00	700 000,00	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2017	P	Programme investissement haut bilan UE / SOMCO	CDC	250 000,00	250 000,00	31,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 300 logements - La Rotonde à RIXHEIM	CDC	2 598 000,00	2 182 320,00	20,13	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,500	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,150	A-1	EUR	46 919,88	103 920,00
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	749 394,00	696 251,02	36,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	15 317,52	17 820,72
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	249 846,00	235 887,23	46,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	5 189,52	4 680,87
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	3 624 600,00	3 404 315,07	36,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	102 129,45	75 049,62
SOMCO	2021	C	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	420 000,00	420 000,00	44,48	A	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	A-1	EUR	4 998,00	0,00
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	882 680,00	842 229,78	46,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	25 266,89	13 781,12
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	413 932,00	384 578,18	36,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	8 460,72	9 843,37

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	83 045,00	78 405,31	46,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	A-1	EUR	1 724,92	1 555,85
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	974 658,00	915 423,18	36,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	27 462,70	20 180,91
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	173 106,00	165 173,14	46,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	4 955,19	2 702,67
SOMCO	2021	C	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	126 000,00	126 000,00	44,52	A	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	A-1	EUR	1 247,40	0,00
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 4 maisons - rue de la Tuilerie à RIEDISHEIM	CDC	40 000,00	33 930,39	20,60	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,500	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	1,450	A-1	EUR	491,99	1 536,42
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 4 maisons - rue de la Tuilerie à RIEDISHEIM	CDC	70 542,00	60 782,26	20,60	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,350	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	1 397,99	2 522,84
SOMCO	2018	P	Réhabilitation 24 logements - cour St Fiacre à Riedisheim	CDC	286 742,00	230 819,65	19,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,150	A-1	EUR	4 962,62	11 269,28
SOMCO	2019	P	Programme investissement haut bilan UE	CDC	200 000,00	200 000,00	28,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	2 200,00	0,00
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	309 561,54	280 247,70	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	7 846,94	7 383,51
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	66 266,54	61 322,75	45,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	1 546,33	1 245,23

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	488 622,64	448 809,38	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	16 174,44	10 228,53
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	150 841,52	141 573,91	45,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	4 243,84	2 380,97
SOMCO	2021	P	Réhabilitation 70 logements - rue du beau site à RIEDISHEIM	CDC	630 000,00	581 034,51	22,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	1,450	A-1	EUR	8 425,00	24 574,59
SOMCO	2024	P	Réhabilitation 21 logements - impasse du noyer à ZILLISHEIM	CDC	273 000,00	264 201,34	23,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	1,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	1,450	A-1	EUR	3 830,92	8 952,64
SOMCO	2024	P	Réhabilitation 21 logements - impasse du noyer à ZILLISHEIM	CDC	60 000,00	58 334,79	23,70	A	F	Taux fixe à 2.91 %	2,910	F	Taux fixe à 2.91 %	2,910	A-1	EUR	1 697,54	1 713,67
SOMCO	2024	P	Réhabilitation 18 logements - rue de l'étang à PFASTATT	CDC	149 647,00	144 348,49	23,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	3 320,02	5 351,50
SOMCO	2025	P	Réhabilitation 50 logements - rue des tulipes à ILLZACH	CDC	450 000,00	450 000,00	24,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,150	A-1	EUR	9 675,00	15 933,04
SOMCO	2025	P	Réhabilitation thermique 40 logements - rue des dahlias à ILLZACH	CDC	360 000,00	360 000,00	24,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,150	A-1	EUR	7 740,00	10 202,39
SOMCO	2023	P	Réhabilitation de 20 logements - rue de l'Arsenal à MULHOUSE	CDC	75 270,00	71 534,84	22,58	A	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	A-1	EUR	2 789,86	1 977,53
SOMCO	2023	P	Réhabilitation 127 logements - Cité Brustlein à MULHOUSE	CDC	1 668 000,00	1 549 292,50	22,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,450	A-1	EUR	42 605,54	60 245,53

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2023	P	Réhabilitation 127 logements - Cité Brustlein à MULHOUSE	CDC	999 300,00	928 182,24	22,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	33 414,56	36 093,15
SOMCO	2024	P	Acquisition de 6 LOGEMENTS – 1 RUE DE LA Carrière à RIXHEIM	CDC	697 977,00	697 977,00	39,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	20 644,23	8 066,01
SOMCO	2024	P	Acquisition de 6 LOGEMENTS – 1 RUE DE LA Carrière à RIXHEIM	CDC	94 921,00	94 921,00	49,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	2 807,50	702,94
SOMCO	2025	P		CDC	1 156 178,00	0,00	41,22	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2025	P		CDC	447 454,00	0,00	41,22	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	1 319 590,00	1 401 695,64	40,30	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,810	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	565 538,00	600 726,10	40,30	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,810	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	807 912,00	841 117,18	79,80	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,810	A-1	EUR	23 635,39	1 435,39

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	2 929 206,00	0,00	40,57	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	3,510	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	2 092 291,00	0,00	40,57	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	3,510	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	2 510 748,00	2 510 748,00	80,57	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	3,510	A-1	EUR	86 899,38	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	833 904,10	0,00	41,43	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	593 251,00	0,00	41,43	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	1 014 382,00	0,00	41,43	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	649 105,00	0,00	81,43	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	616 116,00	0,00	81,43	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	416 861,00	0,00	81,43	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	764 337,00	0,00	41,43	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	0,00	0,00
TOTAL GENERAL					**423 622 725,54**	**337 794 198,85**											**8 448 194,97**	**10 062 926,10**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	2 841 604,76
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	17 638 743,98
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**20 480 348,74**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**268 000 906,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**7,64**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					**16 069 598,00**
204112	Subvention d'équipement	Grandes Infrastructures de Transports	A affecter	Association	932 900,00
204132	Subvention d'équipement	Déplacement doux	A affecter	Association	347 744,00
2041411	Subvention d'équipement	Transition écologique et climatique	A affecter	Association	1 060 000,00
2041412	Subvention d'équipement	Périscolaire	A affecter	Commune	4 004 463,00
2041412	Subvention d'équipement	Aménagement espace et risques	A affecter	Association	65 000,00
2041412	Subvention d'équipement	Gestion des zones d'activités	A affecter	Association	450 000,00
2041412	Subvention d'équipement	Déplacement doux	A affecter	Association	1 351 741,00
2041581	Subvention d'équipement	Tourisme	A affecter	Association	24 000,00
2041582	Subvention d'équipement	Habitat et Renouvellement Urbain	A affecter	Association	1 400 000,00
2041582	Subvention d'équipement	Déplacement doux	A affecter	Association	170 000,00
2041582	Subvention d'équipement	Grandes Infrastructures de Transports	A affecter	Association	100 000,00
2041782	Subvention d'équipement	Grandes Infrastructures de Transports	A affecter	Association	427 375,00
204181	Subvention d'équipement	Transition écologique et climatique	A affecter	Association	11 000,00
204181	Subvention d'équipement	Dév.éco et Enseignement Supérieur	A affecter	Association	175 000,00
204182	Subvention d'équipement	Dév.éco et Enseignement Supérieur	A affecter	Association	1 481 250,00
204182	Subvention d'équipement	Aménagement de l'espace et risques	A affecter	Association	500 000,00
20421	Subvention d'équipement	Petite Enfance	A affecter	Association	100 000,00
20421	Subvention d'équipement	Périscolaire	A affecter	Association	30 000,00
20421	Subvention d'équipement	Transition écologique et climatique	A affecter	Association	60 000,00
20421	Subvention d'équipement	Aménagement de l'espace et risques	A affecter	Association	6 000,00
20421	Subvention d'équipement	Déplacement doux	A affecter	Association	12 000,00
20422	Subvention d'équipement	Musées	A affecter	Association	566 841,00
20422	Subvention d'équipement	Habitat et Renouvellement Urbain	A affecter	Association	1 174 284,00
20422	Subvention d'équipement	Aménagement de l'espace et risques	A affecter	Association	1 620 000,00
FONCTIONNEMENT (total)					**32 288 341,00**
6573641	Subvention de fonctionnement	Administration générale	Budget Annexe Transports	Etablissement de droit public	13 089 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Famille et Parentalité	A affecter	Association	90 000,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	Subvention de fonctionnement	CISPD	A affecter	Association	109 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Politique de la Ville	A affecter	Association	145 200,00
65748	Subvention de fonctionnement	Périscolaire	A affecter	Association	4 354 505,00
65748	Subvention de fonctionnement	Petite Enfance	A affecter	Association	7 058 570,00
65748	Subvention de fonctionnement	Périscolaire - Réussite Educative	Réussite Educative	Association	10 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Ressources Humaines	A affecter	Association	870 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Ressources Humaines	Syndicat FO	Association	800,00
65748	Subvention de fonctionnement	Ressources Humaines	Syndicat CFDT	Association	800,00
65748	Subvention de fonctionnement	Ressources Humaines	Syndicat FAFPT	Association	800,00
65748	Subvention de fonctionnement	Ressources Humaines	Syndicat CGT m2A	Association	800,00
65748	Subvention de fonctionnement	Ressources Humaines	Syndicat UNSA	Association	800,00
65748	Subvention de fonctionnement	Pilotage des instances	A affecter	Association	2 850,00
65748	Subvention de fonctionnement	Transition écologique et climatique	A affecter	Association	534 317,00
65748	Subvention de fonctionnement	Tourisme et Musées	Groupe Rodolphe	Association	1 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Tourisme et Musées	A affecter	Association	1 240 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	A affecter	Association	95 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Tourisme et Musées	A affecter	Association	977 600,00
65748	Subvention de fonctionnement	Tourisme et Musées	Association des Amis du Musée de la Moto de Bantzenheim	Association	7 500,00
65748	Subvention de fonctionnement	Tourisme et Musées	Jazz à Mulhouse - Festival Météo	Association	4 500,00
65748	Subvention de fonctionnement	Tourisme et Musées	Association Kalivie	Association	10 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Développement Economique et Enseignement Supérieur	Alsace Tech	Association	2 375,00
65748	Subvention de fonctionnement	Développement Economique et Enseignement Supérieur	CIM	Association	4 500,00
65748	Subvention de fonctionnement	Développement Economique et Enseignement Supérieur	SMLH	Association	1 425,00
65748	Subvention de fonctionnement	Développement Economique et Enseignement Supérieur	Sud Alsace Initiative	Association	17 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Développement Economique et Enseignement Supérieur	A affecter	Association	915 200,00
65748	Subvention de fonctionnement	Emploi Formation et Insertion	A affecter	Association	1 299 164,00
65748	Subvention de fonctionnement	Relations Internationales et Transfrontalières	A affecter	Etablissement de droit public	15 521,00
65748	Subvention de fonctionnement	Aménagement de l'espace et risques	A affecter	Association	707 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Aménagement de l'espace et risques	Maison Européenne de l'Architecture	Association	5 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Habitat et Renouvellement Urbain	A affecter	Association	718 114,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**7,00**	**0,00**	**7,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**326,00**	**5,00**	**331,00**	**293,00**	**0,00**	**293,00**
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	122,00	5,00	127,00	113,00	0,00	113,00
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	8,00	0,00	8,00	7,00	0,00	7,00
ATTACHES TERRITORIAUX	A	122,00	0,00	122,00	106,00	0,00	106,00
COLLABORATEUR DE CABINET	A	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DIRECTEUR GNRL ADJOINT DES SERVICES	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	68,00	0,00	68,00	62,00	0,00	62,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**952,00**	**110,00**	**1 062,00**	**959,00**	**0,00**	**959,00**
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	630,00	110,00	740,00	685,00	0,00	685,00
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	100,00	0,00	100,00	90,00	0,00	90,00
DIRECTEUR GNRL SERVICES TECHNIQUES	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX	A	9,00	0,00	9,00	8,00	0,00	8,00
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	88,00	0,00	88,00	72,00	0,00	72,00
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	124,00	0,00	124,00	103,00	0,00	103,00
FILIERE SOCIALE (d)		**21,00**	**0,00**	**21,00**	**20,00**	**0,00**	**20,00**
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	18,00	0,00	18,00	18,00	0,00	18,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**26,00**	**1,00**	**27,00**	**27,00**	**0,00**	**27,00**
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	20,00	1,00	21,00	21,00	0,00	21,00
INFIRMIERS TERR EN SOINS GENERAUX	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
PUÉRICULTRICE TERRITORIALE	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
PUÉRICULTRICE TERRITORIALE 2014	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
BIOLOGISTE,VETERINAIRE,PHARMAC.TER	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE SPORTIVE (g)		**53,00**	**1,00**	**54,00**	**51,00**	**0,00**	**51,00**
CONSEILLER TERR.ACT.PHYS.ET SPORT.	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	48,00	1,00	49,00	47,00	0,00	47,00
OPERATEURS TERR.ACT.PHYS.ET SPORT	C	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**11,00**	**0,00**	**11,00**	**9,00**	**0,00**	**9,00**
ASSISTANT ENS ARTISTIQUE	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
ATTACHES DE CONSERVATION TERR. PAT	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
CONSERVATEURS TERR. DU PATRIMOINE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**82,00**	**281,00**	**363,00**	**339,00**	**0,00**	**339,00**
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	37,00	259,00	296,00	277,00	0,00	277,00
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	45,00	22,00	67,00	62,00	0,00	62,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**1 474,00**	**398,00**	**1 872,00**	**1 701,00**	**0,00**	**1 701,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**9 017 785,75**		
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	455	26 878,65	A	CDI A - Autre
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	373	9 915,56	A	CDI A - Autre
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	368	21 739,22	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	368	21 739,22	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	372	21 975,51	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	373	22 034,59	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	372	21 975,51	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	377	22 270,88	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	372	21 975,51	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	417	24 633,84	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	377	22 270,88	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	373	22 034,59	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	385	22 743,47	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	371	11 190,53	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	21 857,37	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	371	21 916,44	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	21 739,22	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	21 857,37	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	11 160,37	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	11 160,37	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	11 160,37	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	11 160,37	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	11 160,37	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	11 100,04	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	376	22 211,81	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	377	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	11 130,21	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	11 130,21	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	21 857,37	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	371	21 916,44	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	11 100,04	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	11 069,88	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	11 069,88	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	11 069,88	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	11 069,88	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	409	24 161,25	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	409	24 161,25	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	11 069,88	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	11 069,88	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	387	22 861,62	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	10 842,97	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	21 798,29	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	373	22 034,59	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	420	24 811,06	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	21 739,22	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	373	20 386,40	A	CDI A - Autre

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	371	13 844,61	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	373	22 034,59	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	368	21 739,22	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	372	13 881,93	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	371	13 844,61	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	368	13 732,66	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	370	13 807,30	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	370	13 807,30	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	368	13 732,66	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	368	13 732,66	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	368	13 732,66	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	368	21 739,22	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	368	13 732,66	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	368	13 732,66	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	895	52 871,19	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	826	48 795,09	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	710	41 942,51	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	399	23 570,51	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	435	25 697,17	A	CDI A - Autre
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	399	23 570,51	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	371	21 916,44	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	373	22 034,59	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	371	21 916,44	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	446	26 346,99	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	436	25 756,25	A	CDI A - Autre
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	446	26 346,99	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	446	26 346,99	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	386	22 802,55	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	462	27 292,17	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	374	22 093,66	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	377	22 270,88	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	375	22 152,74	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	374	22 093,66	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	421	19 896,11	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	421	24 870,14	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	377	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	373	17 627,67	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	377	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	376	22 211,81	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	735	43 419,36	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	518	30 600,31	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	678	40 052,14	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	735	43 419,36	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	645	38 102,70	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 697,17	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 697,17	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	695	41 056,40	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	645	38 102,70	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	829	48 972,31	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	580	34 262,90	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	485	28 650,87	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	645	38 102,70	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	455	26 878,65	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	505	29 832,35	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 697,17	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 697,17	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	695	41 056,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	485	28 650,87	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 697,17	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	610	36 035,12	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	455	26 878,65	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 697,17	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	455	26 878,65	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	735	43 419,36	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 697,17	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	550	32 490,68	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	550	32 490,68	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	377	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	424	25 047,36	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	377	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	373	22 034,59	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	375	22 152,74	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	401	23 688,66	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	375	22 152,74	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	373	22 034,59	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	373	22 034,59	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	375	22 152,74	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
BIOLOGISTE,VETERINAIRE,PHARMAC.TER	A	MT	425	25 106,43	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois
BIOLOGISTE,VETERINAIRE,PHARMAC.TER	A	MT	451	26 642,36	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
COLLABORATEUR DE CABINET	A	ADM	756	44 659,91	333-1_333-10	CDD 333-1_333-10 - Collaborateurs de cabinet
COLLABORATEUR DE CABINET	A	ADM	756	44 659,91	333-1_333-10	CDD 333-1_333-10 - Collaborateurs de cabinet
CONSERVATEURS TERR. DU PATRIMOINE	A	CULT	484	28 591,80	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	436	25 756,25	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	377	22 270,88	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	377	22 270,88	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	384	22 684,40	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	376	22 211,81	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	376	22 211,81	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	374	22 093,66	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	376	22 211,81	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	375	22 152,74	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	373	22 034,59	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	374	22 093,66	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	401	23 688,66	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	375	22 152,74	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	375	22 152,74	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	420	24 811,06	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	431	25 460,88	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	445	26 287,91	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	431	25 460,88	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	409	24 161,25	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX	A	TECH	710	41 942,51	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX	A	TECH	1129	66 694,50	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	615	36 330,49	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	615	36 330,49	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	655	38 693,44	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	583	34 440,12	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	518	30 600,31	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	450	26 583,28	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	483	28 532,72	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	518	30 600,31	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	424	25 047,36	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	424	25 047,36	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	545	32 195,31	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	395	23 334,21	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	450	26 583,28	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	583	34 440,12	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	395	23 334,21	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	483	28 532,72	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	424	25 047,36	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	395	23 334,21	332-24	CDD 332-24 -Cont proj dur min 1an-max fixé part lim 6ans 332-13-Rempl fonct auto serv tps part/indispo
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	450	26 583,28	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	424	25 047,36	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	602	35 562,52	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	450	26 583,28	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	690	40 761,03	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	450	26 583,28	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	450	26 583,28	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	655	38 693,44	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	424	25 047,36	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
OPERATEURS TERR.ACT.PHYS.ET SPORT	C	SP	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
PUÉRICULTRICE TERRITORIALE 2014	A	MS	506	29 891,42	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	508	30 009,57	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	441	26 051,62	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	446	26 346,99	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	457	26 996,80	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	406	23 984,03	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	424	25 047,36	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	457	26 996,80	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	441	26 051,62	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	406	23 984,03	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	377	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	386	22 802,55	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	395	23 334,21	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,40	326_352	CDD 326_352 -Mod particul-recru ss concours,parc accès fonct° pub, personnes sit° handic
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	376	22 211,81	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	376	22 211,81	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	421	24 870,14	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	373	22 034,59	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	421	24 870,14	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	376	22 211,81	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	376	22 211,81	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	376	22 211,81	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	421	24 870,14	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	421	24 870,14	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	373	22 034,59	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	592	34 971,78	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	489	28 887,17	A	CDI A - Autre
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	457	26 996,80	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	406	23 984,03	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	395	23 334,21	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	377	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	556	32 845,12	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	421	24 870,14	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	406	23 984,03	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	377	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	375	22 152,74	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	482	28 473,65	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	401	23 688,66	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	406	23 984,03	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	395	23 334,21	332-10	CDI 332-10-CDI applicat° art L. 332-8-agt contract territal justif 1 durée de sce pub de 6 ans au -
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	421	24 870,14	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	406	23 984,03	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	421	24 870,14	332-24	CDD 332-24 -Cont proj dur min 1an-max fixé part lim 6ans 332-13-Rempl fonct auto serv tps part/indispo
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	436	25 756,25	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	421	24 870,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	377	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2°-Justif besoins sce ou nat fonct°, s/réserve pas fonct territal recruté ds condit° prév CGFP

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	386	22 802,55	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	509	30 068,65	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	377	22 270,88	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	377	22 270,88	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	373	22 034,59	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	420	24 811,06	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	376	22 211,81	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	376	22 211,81	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	375	22 152,74	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	377	22 270,88	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	386	22 802,55	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	406	23 984,03	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	373	22 034,59	332-14	CDD 332-14 -Vac temp emploi 332-8-1°-Abs cdre empl fonct susceptibles assur fonct° corresp
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	436	25 756,25	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**9 017 785,75**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
- Concession exploitation/gestion des cinq aires d'acceuil des gens du voyage de m2A	VAGO		SAS	338 114,00
- Exploitation de la Maison de la Petite enfance à Kingersheim	Association La Souris Verte		Association	307 353,00
- Exploitation du multi accueil La Marelle Site Glück à Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Lavoisier-Brustlein		Association	215 709,00
- Exploitation du multi accueil l'Accueillette à Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Papin		Association	245 543,00
- Exploitation multi accueil Moulin des couleurs à Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Wagner		Association	310 526,00
- Exploitation du multi-accueil collectif et familial du site Nouveau Bassin à Mulhouse	People & Baby		SAS	245 912,00
- Activités Petite Enfance et Périscolaire de Bollwiller	Association de la MJC de Bollwiller		Association	499 679,00
- Exploitation multi accueil et activités extra et périscolaires site Entremont à Rixheim	Association du Centre socio-culturel La Passerelle		Association	0,00
- Exploitation du périscolaire de Baldersheim	Association Les Copains d'Abord		Association	88 229,00
- DSP multi-accueil et périscolaire Ile Napoléon à Rixheim	Association du Centre socio-culturel La Passerelle		Association	0,00
- DSP périscolaire Sausheim	Association Les Copains d'abord		Association	209 430,00
- DSP périscolaire Zillisheim	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	124 751,00
- DSP périscolaire Brunstatt Didenheim	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	116 025,00
- DSP périscolaire Morschwiller-le-Bas	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	234 537,00
- DSP périscolaire Heimsbrunn-Galfingue	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	124 139,00
- DSP périscolaire Habsheim Eschentzwiller	Association l'Ile aux Copains		Association	0,00
- DSP périscolaire Dietwiller	Association l'Ile aux Copains		Association	0,00
- DSP périscolaire Ilôt Môme à Pfastatt	MJC de Pfastatt		Association	0,00
- DSP périscolaire Récré ô Môme à Pfastatt	MJC de Pfastatt		Association	0,00
- DSP périscolaire "La Courte Echelle" à Riedisheim	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	234 161,00
- DSP périscolaire Wittelsheim	CSC Wittelsheim		Association	225 665,00
- DSP Multi Accueil, Petite Enfance	CSC Wittelsheim		Association	142 552,00
- DSP périscolaire et extrascolaire Bande Rhénane	SPL Enfance et Animation		SPL	468 693,00
- DSP petite enfance Bande Rhénane	SPL Enfance et Animation		SPL	378 735,00
- DSP périscolaire La Marelle Site Glück à Mulhouse	CSC Lavoisier La Marelle		Association	1 000,00
- DSP Périscolaire Claire Roman Mulhouse	AFSCO Mulhouse		Association	0,00
- DSP Périscolaire et petite Enfance Le Trèfle	CSC La Passerelle Rixheim		Association	0,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- DSP Exploitation de l'auberge du Zoo	SAS LS Events		SAS	0,00
- DSP Exploitation du Parking Gare	SPL Citivia		SPL	0,00
- DSP Exploitation du parking sécurisé de l'autoport	SPL Citivia		SPL	0,00
- DSP Réseaux de chaleur de Rixheim et Rixheim-Riedisheim	RCUA / DALKIA		SA	0,00
- DSP Exploitation du Parc des Expositions	SAEML Mulhouse Expo		SAEML	0,00
Détention d'une part du capital				
- Délibération du 23/06/2005	SOMCO		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	IMMOBILIERE 3F		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	IMMOBILIERE DES CHEMINS DE FER-SICF		SA	0,10
- Délibération du 23/06/2005	COOPERATION ET FAMILLE		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	SCIC HABITAT		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	LOGIEST		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	NEOLIA		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	SOLENDI		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	DOMIAL ESH		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 27/06/2008	BATIGERE NORD EST		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 20/12/2013	CAISSE D'EPARGNE D'ALSACE		SA COOP.	49 996,00
- Délibération du 19/12/2014	EGONE		SCP HLM	99 994,25
- Délibération des 23/09/2004, 25/09/2009, 30/09/2019, 24/01/2014	CITIVIA		SEM	1 502 912,95
- Délibérations des 09/12/2016, 27/03/2017, 30/09/2020, 26/06/2023, 25/09/2009	CITIVIA SPL		SPL	1 222 726,80
- Délibération des 26/06/2017, 18/06/2020	SYNDICAT MIXTE GESTION DES PORTS SUD ALSACE		SYNDICAT MIXTE	511 000,00
- Délibération du 31/05/2021	OFFICE FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE		OFS	50 000,00
- Délibération du 31/05/2021	PROCIVIS ALSACE		SCIC	4 800,00
- Délibération du 14/12/2020	LA MAISON DU TERRITOIRE		SAEML	2 675 000,00
- Délibération du 28/06/2021	OKTAVE		SEM	3 000,00
- Délibération du 18/01/2021	NOVARHENA		SEM	20 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Garantie d'emprunt	M2A HABITAT		OPH	59 065 128,78
- Garantie d'emprunt	OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE		OPH	43 095 664,56
- Garantie d'emprunt	3F GRAND EST		SA HLM	62 994 707,86
- Garantie d'emprunt	BATIGERE		SA HLM	25 998 422,77
- Garantie d'emprunt	DOMIAL ESH		SA HLM	46 953 256,87
- Garantie d'emprunt	NEOLIA		SA HLM	55 372 164,19
- Garantie d'emprunt	PIERRES ET TERRITOIRES DE France		SA HLM	0,00
- Garantie d'emprunt	SOMCO		SA HLM	24 663 355,08
- Garantie d'emprunt	APALIB		Association	2 329 507,59
- Garantie d'emprunt	ASSOCIATION ALEOS		Association	5 973 897,50
- Garantie d'emprunt	SAEML MULHOUSE EXPO		SEM	2 016 423,32
- Garantie d'emprunt	CITIVIA SPL		Société Publique Locale	8 853 306,75

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Garantie d'emprunt	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		Stés civiles et entreprises	939 634,40
- Garantie d'emprunt	SAS KMO		Stés civiles et entreprises	647 297,38
- Garantie d'emprunt	SCCV ATHIS		Stés civiles et entreprises	3 604 032,44
- Garantie d'emprunt	SCI FAMSOL		Stés civiles et entreprises	86 685,36
- Garantie d'emprunt	VILOGIA		SA HLM	10 374 348,53
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- Subvention	BUDGET ANNEXE TRANSPORT		Communauté d'Agglomération	13 089 000,00
Autres				
- Prêt accession propriété	ACCESSION PROPRIETE		Particulier	54 000,00
- Avance remboursable	MUSEE DE L AUTOMOBILE		Association	180 000,00
- Avance remboursable	ALSABAIL - RUTSCHI		Association	8 958,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	PARC NATUREL REGIONAL DU BALLON DES VOSGES		Association	6 000,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	COMITE Français DU BOUCLIER BLEU		Association	300,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	ASSOC DES MUSEES GRAND EST		Association	700,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	ASSOC REGIO TRIRHENA		Association	400,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	ASSOC MOT		Association	5 000,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	FRANCE URBAINE		Association	23 678,76
- Cotisation	A affecter		Association	21,24
- Cotisation - PREVISIONNEL	INTERCO DE FRANCE		Association	10 000,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	CASAM		Association	100,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Cté Villes Ariane		Association	6 188,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Club hydrogène		Association	2 040,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Zibac		Association	2 500,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Aquanova		Association	3 000,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Prévisions des augmentations		Association	272,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	RTES		Association	1 100,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	POLE MECENAT		Association	100,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Adhésion SNELAC		Association	2 900,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Adhésion Club Business		Association	2 100,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Ball trapp		Association	2 320,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Species360		Association	6 900,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Waza		Association	2 800,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	BSA		Association	380,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	EAZWV		Association	600,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Ordre national des vétérinaires		Association	1 200,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	ECZM		Association	180,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	AFVPZ		Association	150,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Ariena		Association	40,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	SFDP		Association	150,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Ovins caprins (GDS / Chambre d Agriculture d Alsace)		Association	50,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Cotisation - PREVISIONNEL	EAZA		Association	7 500,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	AFDPZ		Association	2 900,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	WDA		Association	130,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Les interconnectés		Association	3 600,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	ORTAL		Association	1 000,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Trans Europe TGV Rhin Rhône		Association	2 000,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Consortium International des Voies Navigables et Multimodales		Association	1 000,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	ACUTA		Association	2 000,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	A affecter - transition écologique		Association	1 000,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	A affecter - Sports		Association	3 000,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	A affecter - Management du risque numérique		Association	450,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	A affecter - urbanisme et habitat		Association	16 300,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	CEREMA		Association	2 000,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	ACOM		Association	600,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	ADIJA FORMATION		Association	30,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	A affecter - Environnement et services urbains		Association	14 000,00
- Cotisation - PREVISIONNEL	Coter Numérique		Association	480,00

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de l'Agglomération Mulhousienne (SIVOM)		Contribution des EPCI et des communes membres	15 551 739,00
Syndicat mixte du Bioscope (SYMBIO)		Contribution des EPCI et des communes membres - PREVISIONNEL	5 500,00
Pôle Métropolitain		Contribution des EPCI	0,00
Syndicat mixte pour la gestion des ports du sud Alsace		Contribution des EPCI et des collectivités membres	0,00
Syndicat mixte de la Lauch		Contribution des collectivités membres - PREVISIONNEL	28 681,00
Syndicat mixte de la Thur Aval		Contribution des collectivités membres - PREVISIONNEL	37 267,00
Syndicat mixte de la Doller		Contribution des collectivités membres - PREVISIONNEL	64 779,00
Syndicat mixte de l Ill		Contribution des collectivités membres - PREVISIONNEL	371 130,00
Syndicat mixte des cours d eau et des canaux de la Plaine du Rhin		Contribution des collectivités membres - PREVISIONNEL	55 022,00
Syndicat mixte des cours d eau du Sundgau oriental		Contribution des collectivités membres - PREVISIONNEL	93 644,00
EPAGE de la Largue		Contribution des collectivités membres - PREVISIONNEL	7 303,00
EURODISTRICT		Contribution des collectivités membres - PREVISIONNEL	17 500,00
Parc naturel Région du Ballon des Vosges		Contribution des collectivités membres - PREVISIONNEL	6 000,00

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicat mixte de l Aérodrome Mulhouse Habsheim		Contribution des collectivités membres - PREVISIONNEL	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
REGIE	BA CHAUFFAGE URBAIN	01/01/2017	15/06/2016	20006600900024	SPIC	oui
REGIE	BA TRANSPORTS URBAINS	01/01/2017	15/06/2016	20006600900032	SPIC	oui
REGIE	BA ZAE GARE BANTZENHEIM	01/01/2017	15/06/2016	20006600900040	ZA	oui
REGIE	BA REGIE DE L EAU	01/01/2020	30/09/2019	20006600900065	SPIC	oui
REGIE	BA ZA AMELIE 4	01/01/2025	14/10/2024	20006600900081	ZA	oui
REGIE	BA ITI	16/06/2025	16/06/2025	20006600900099	ITI	non

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**15 251 000,00**	**15 251 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**21 529 390,00**	**21 529 390,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**6 278 390,00**	**6 278 390,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**15 251 000,00**	**I 15 251 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**15 116 000,00**	**15 116 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	14 905 000,00	14 905 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	211 000,00	211 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**135 000,00**	**135 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*135 000,00*	*135 000,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**21 529 390,00**	**III**	**21 529 390,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**4 240 000,00**		**4 240 000,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2743	Prêts au personnel	60 000,00		60 000,00
2745	Avances remboursables	4 180 000,00		4 180 000,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	0,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**17 289 390,00**		**17 289 390,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
15112	*Provisions pour litiges et contentieux*	*100 000,00*		*100 000,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*146 720,00*		*146 720,00*
28031	*Frais d'études*	*41 273,00*		*41 273,00*
28033	*Frais d'insertion*	*3 310,00*		*3 310,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*600,00*		*600,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*51 431,00*		*51 431,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*0,00*		*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*71 465,00*		*71 465,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*1 380 047,00*		*1 380 047,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 644 624,00*		*1 644 624,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*4 610,00*		*4 610,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*27 629,00*		*27 629,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*800 584,00*		*800 584,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*84 691,00*		*84 691,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*2 099 313,00*		*2 099 313,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*175 205,00*		*175 205,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*159 407,00*		*159 407,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*893 838,00*		*893 838,00*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*3 968,00*		*3 968,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*123 936,00*		*123 936,00*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*11 641,00*		*11 641,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 029 091,00*		*1 029 091,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*2 451,00*		*2 451,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*516,00*		*516,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*8 273,00*		*8 273,00*
281352	*Bâtiments privés*	*9 707,00*		*9 707,00*
28138	*Autres constructions*	*45 889,00*		*45 889,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*5 462,00*		*5 462,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281561	*Matériel roulant*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*9 171,00*	*9 171,00*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*94 936,00*	*94 936,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*327 599,00*	*327 599,00*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*2 336,00*	*2 336,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*442,00*	*442,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*2 184 011,00*	*2 184 011,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*500 587,00*	*500 587,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*180 114,00*	*180 114,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*5 077,00*	*5 077,00*
28186	*Cheptel*	*121,00*	*121,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*751 494,00*	*751 494,00*
28258	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*10,00*	*10,00*
28288	*Autres immo. corporelles (affectation)*	*76,00*	*76,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*0,00*	*0,00*
4817	*Indemnités de renégociation de la dette*	*0,00*	*0,00*
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
4912	*Dépréciation des comptes de redevables*	*250 000,00*	*250 000,00*
4962	*Dépréciation comptes de débiteurs divers*	*10 000,00*	*10 000,00*
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000 000,00	2 000 000,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 047 735,00*	*2 047 735,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	ACTION FONCIERE ET GESTION IMMOBILIERE
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	CENTRE SPORTIF REGIONAL
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	DEVELOPPEMENT ECO
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	DEVELOPPEMENT ECO DMC
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	HABITAT ET RENOUV URBAIN
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	PROPRETE ET DENEIGEMENT
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	SPORT ET JEUNESSE
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	ZONES ACTIVITES ZAE PARC EXPO
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	26/06/2023	RESTAURANT MDT

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**		(B) **0,00**

INVESTISSEMENT	**Chapitre**	**Montant**			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**		(C) **0,00**

TOTAL DEPENSES	(A) **0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS	D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**2 746 114,00**
1641	Emprunts	2 746 114,00
Acquisitions d'immobilisations		**3 483 100,00**
203	Frais d études et de recherche	0,00
205	Acquisition de logiciels	20 000,00
211	Acquisition de terrains	0,00
212	Agencement et aménagement de terrains	0,00
213	Constructions	30 000,00
215	Installation, matériel et outillage technique	622 100,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00
2182	Matériel de transport	2 500 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00
2184	Mobilier	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	311 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**6 229 214,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
041	*Opérations patrimoniales*	0,00
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**6 229 214,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**1 919 751,00**
1641	Emprunts	1 919 751,00
Dotations et subventions reçues		**0,00**

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
13...	Subventions d investissement recues	0,00
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**1 919 751,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
041	*Opérations matrimoniales*	0,00
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***3 326 569,00***
Total des recettes d'ordre		***4 309 463,00***
TOTAL GENERAL		**6 229 214,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**10 419 578,00**
60...	Achats et variations des stocks	2 249 120,00
61...	Services extérieurs	6 786 030,00
62...	Autres services extérieurs	1 368 428,00
63...	Impots, taxes et versements assimilés	16 000,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**18 088 800,00**
641/645/647/648	Charges de personnel et assimilés	18 088 800,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**15 553 739,00**
651	Redevances	2 000,00
655	Contingents et participations obligatoires	15 551 739,00
66	**Charges financières**	**387 066,00**
66	Charges financières	387 066,00
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	**Dotations aux provisions, dépréciations (3)**	**0,00**
68	Dotations aux provisions	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
014	Atténuations de charges	0,00
Total des dépenses réelles		**44 449 183,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***982 894,00***
042	*Opération d ordre de transfert entre sections*	*982 894,00*
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
023	***Virement à la section d'investissement (4)***	***3 326 569,00***
Total des dépenses d'ordre		***4 309 463,00***
TOTAL GENERAL		**48 758 646,00**

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**44 016 311,00**
7331	Taxe d enlèvement des ordures ménagères	44 016 311,00
Dotations et participations reçues		**0,00**
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**4 742 335,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**3 292 635,00**
704	Produit facturation travaux	660 200,00
706	Produit facturation prestations	1 748 500,00
707	Ventes de marchandises	547 435,00
708	Autres produits	336 500,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**1 449 700,00**
75	Autres produits de gestion courante	1 449 700,00
76	**Produits financiers**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
77	Produits exceptionnels	0,00
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
78	Reprise sur provisions	0,00
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
013	Attenuations de produits	0,00
Total des recettes réelles		**48 758 646,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
042	*Opération d ordre de transfert entre sections*	*0,00*
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**48 758 646,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**D5.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**D5.2**

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 87 (+12 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 92
VOTES :
Pour : 80 (+12 procurations)
Contre : 0
Abstentions : 7

Date de convocation : 25/11/2025

Présenté par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN (1),
A Mulhouse, le 08/12/2025

Délibéré par l'assemblée du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération(2), réunie en session
A Mulhouse, le 08/12/2025
Les membres de l'assemblée délibérante du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2),(3).

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	Proc. à Mme GERRER
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
~~BOUILLÉ Jean-Philippe~~ BILA Ayoub	Proc. à M. JUNG
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	Excusé
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	Proc. à Mme BAECHTEL
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	Excusée
KRZEMINSKI Frédéric	Proc. à Mme DHALLENNE

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	Proc. à A. WEISBECK
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	Excusée
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	Excusé
METZGER Henri	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	Proc. à N. COUCHOT
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	Proc. à M. COLOM
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	Laurent
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

RIFF Didier	
RISSER Chantal	Proc. à N. QUIN
RITZ Christelle	Excusée
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	Proc. à N. STURCHLER
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Excusée
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	Proc. à Mme GOETZ
STEGER Christophe	Excusé
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 18 décembre 2025.

18 décembre 2025

A Sausheim, le 18 décembre 2025

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Mulhouse Alsace **Agglomération**

Habitat
Plan Climat
Développement Durable
Emploi
Tourisme
Aérodrome
Petite enfance
Aéroport
TGV
Accueil des entreprises
Equipements sportifs et culturels
Tram-train
Collecte
Economie
Propreté
Pistes cyclables
Transports publics
Aménagement du territoire
Zoo
Université
Périscolaire



" Budget primitif
année 2026 "

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

2025/361

Sommaire

Sommaire 1
Préambule 2
1ère partie : Examen du budget principal 4
I - Section de fonctionnement 5
A - Recettes et dépenses réelles 5
Opérations de gestion 6
1) RECETTES 6
2) DEPENSES 12
Opérations financières 17
B - Dépenses et recettes d'ordre 17
II – Section d'investissement 18
A - Opérations réelles 19
Recettes 19
Dépenses 21
B - Opérations d'ordre 22
2e partie : Examen des budgets annexes 24
I - Budget annexe des transports urbains 24
II - Budget annexe de l'eau 28
III - Budget annexe du chauffage urbain 32
IV - Budget annexe de la zone d'activité économique (ZAE) de Bantzenheim 36
V - Budget annexe de la zone d'activité Amélie IV 38
VI - Budget annexe Investissement Territorial Intégré ... 41
Les chiffres clés à retenir 43

Préambule

Compte tenu du contexte national, il a été nécessaire pour la collectivité dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif 2026 de s'engager dans une recherche accrue d'économies de fonctionnement afin de faire face aux différents prélèvements étatiques et baisses de recettes, qui demeurent pour autant toujours incertains à ce jour.

Le processus budgétaire 2026, qui a démarré fin juin 2025, a ainsi été marqué par ces recherches d'économies, et la priorité a été donné au maintien d'une ambition pour le territoire mais tout en préservant la santé financière de m2A.
A ce titre, l'élaboration du Budget Primitif 2026 s'est effectué dans le respect de l'ADN de m2A qu'est la co-construction.

Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (en €)

Le projet de budget primitif pour l'exercice 2026 s'élève globalement à 635 865 848 €, contre 619 476 722 € au budget 2025 (626 476 722€ avec intégration du budget annexe ITI voté en cours d'année).

Budget Principal	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	268 749 406	268 749 406
Section d'investissement	125 867 876	125 867 876
Total Budget Principal	**394 617 282**	**394 617 282**

Budget Annexe Transports urbains	Dépenses	Recettes
Section d'exploitation	86 377 917	86 377 917
Section d'investissement	26 404 171	26 404 171
Total Budget Annexe Transports urbains	**112 782 088**	**112 782 088**

Budget Annexe eau	Dépenses	Recettes
Section d'exploitation	52 731 212	52 731 212
Section d'investissement	21 343 349	21 343 349
Total Budget Annexe Eau	**74 074 561**	**74 074 561**

Budget annexe Chauffage Urbain	Dépenses	Recettes
Section d'exploitation	13 873 563	13 873 563
Section d'investissement	17 371 000	17 371 000
Total Budget Annexe Chauffage Urbain	**31 244 563**	**31 244 563**

Budget Annexe ZAE Bantzenheim	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	947 000	947 000
Section d'investissement	810 000	810 000
Total Budget Annexe ZAE Bantzenheim	**1 757 000**	**1 757 000**

Budget Annexe ZA Amélie IV	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	7 706 852	7 706 852
Section d'investissement	7 576 852	7 576 852
Total Budget Annexe ZA Amélie IV	**15 283 704**	**15 283 704**

Budget Annexe ITI	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	459 500	459 500
Section d'investissement	5 647 150	5 647 150
Total Budget Annexe ITI	**6 106 650**	**6 106 650**

TOTAL	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	430 845 450	430 845 450
Section d'investissement	205 020 398	205 020 398
Total tous budgets	**635 865 848**	**635 865 848**

1ère partie : Examen du budget principal

Le budget principal 2026 est équilibré en dépenses et en recettes à 394 617 282 €, répartis de la manière suivante :

Dépenses de fonctionnement **268 749 406€**	**Recettes de fonctionnement** **268 749 406€**
Dépenses d'investissement **125 867 876€**	**Recettes d'investissement** **125 867 876€**
Total dépenses **394 617 282€**	**Total recettes** **394 617 282€**

I - Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'élève à 268 749 406 €. Elle se décompose en :

- opérations réelles, donnant lieu à des mouvements de trésorerie ;
- opérations d'ordre ne donnant pas lieu à des mouvements de trésorerie.

Les opérations réelles sont réparties en *opérations de gestion, en opérations financières* et *en opérations exceptionnelles*. La différence entre les recettes et les dépen ses réelles constitue l'épargne brute.

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
DEPENSES	Charges générales	42 362 604,00 €	39 518 903,00 €	41 527 323,00 €
	Charges de personnel	84 881 700,00 €	88 209 743,00 €	85 747 500,00 €
	Atténuation de produits (dont ACTP et DSC)	68 905 000,00 €	68 867 653,00 €	72 713 420,00 €
	Subventions et contributions aux organismes ti	55 880 513,00 €	54 509 687,00 €	50 336 573,00 €
	Charges de la dette (intérêts)	3 500 220,00 €	2 851 220,00 €	3 098 200,00 €
	Virement à la section d'investissement	5 248 543,00 €	0,00 €	2 047 735,00 €
	Charges exceptionnelles	38 400,00 €	38 000,00 €	37 000,00 €
	Ecritures d'ordre	11 216 400,00 €	11 716 400,00 €	13 241 655,00 €
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**272 033 380,00**	**265 711 606,00**	**268 749 406,00**

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
RECETTES	Fiscalité directe et compensations	173 770 889,00 €	171 131 016,00 €	177 456 487,00 €
	Produits des services	40 163 785,00 €	35 252 835,00 €	34 924 903,00 €
	Autres produits de gestion courante dont locat	2 862 750,00 €	3 920 202,00 €	8 325 070,00 €
	Dotations, subventions et concours de tiers	54 480 070,00 €	54 051 693,00 €	47 017 421,00 €
	Recettes exceptionnelles	25,00 €	450 999,00 €	10 025,00 €
	Produits financiers	193 361,00 €	187 861,00 €	7 000,00 €
	Atténuation de charges	232 500,00 €	243 000,00 €	260 000,00 €
	Ecritures d'ordre	330 000,00 €	474 000,00 €	748 500,00 €
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**272 033 380,00**	**265 711 606,00**	**268 749 406,00 €**

A - Recettes et dépenses réelles

Le solde des opérations réelles, soit le résultat prévisionnel de gestion sur l'exercice 2026 ressort à 14,54 M€ (en amélioration par rapport au BP 2025 où il s'élevait à 11,24 M€). Ce solde sera repris dans l'autofinancement permettant de financer les investissements.

	BP 2024	BP 2025	BP 2026
Dépenses réelles	255 568 437,00 €	253 995 206,00 €	253 460 016,00 €
Recettes réelles	271 703 380,00 €	265 237 606,00 €	268 000 906,00 €
Epargne brute	16 134 943,00 €	11 242 400,00 €	14 540 890,00 €
Taux épargne brute	**5,94%**	**4,24%**	**5,43%**

Opérations de gestion

1) RECETTES

Les recettes réelles de fonctionnement 2026 s'élèvent à 268 000 906,00 €.

Elles connaissent une augmentation de 1,04% par rapport au budget primitif 2025.

	BP 2024	BP 2025	BP 2026	Evolution 2025/2026
013 - ATTENUATIONS DE CHARGES	**232 500,00 €**	**243 000,00 €**	**260 000,00 €**	**7,00%**
70 - PRODUITS DES SERVICES	**40 163 785,00 €**	**35 252 835,00 €**	**34 924 903,00 €**	**-0,93%**
73 - IMPOTS ET TAXES	75 525 273,00 €	70 373 310,00 €	**74 178 681,00 €**	**5,41%**
731 - FISCALITE LOCALE	98 245 616,00 €	100 757 706,00 €	**103 277 806,00 €**	**2,50%**
73 - FISCALITE	**173 770 889,00 €**	**171 131 016,00 €**	**177 456 487,00 €**	**3,70%**
74 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	**54 480 070,00 €**	**54 051 693,00 €**	**47 017 421,00 €**	**-13,01%**
75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	**2 862 750,00 €**	**3 920 202,00 €**	**8 325 070,00 €**	**112,36%**
76 - PRODUITS FINANCIERS	**193 361,00 €**	**187 861,00 €**	**7 000,00 €**	**-96,27%**
77 - PRODUITS SPECIFIQUES	**25,00 €**	**450 999,00 €**	**10 025,00 €**	**-97,78%**
TOTAL RECETTES REELLES	**271 703 380,00 €**	**265 237 606,00 €**	**268 000 906,00 €**	**1,04%**

Chapitres 73 et 731- Impôts, taxes et fiscalité locale

Le total des produits attendus sur les chapitres 73 et 731 est de 177 456 487 € alors qu'il était de 171 131 016 € en 2025, soit une augmentation de 3,70%.

Plusieurs facteurs viennent expliquer cette augmentation :

- L'inscription du reversement du Dispositif de lissage conjoncturel (DILICO) 2025 des recettes fiscales des collectivités2025 pour 1,14 M€
- L'augmentation de certains produits (taxe de séjour, taxe GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations),…)
- L'augmentation des recettes fiscales liées à une variation des bases, comme la TASCOM (taxe sur les surfaces commerciales), la fiscalité issue des

ménages, la TEOM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères), l'IFER (Imposition forfaitaire des entreprises de réseaux)

- L'augmentation de la fraction de TVA, liée non pas à une revalorisation de l'Etat mais au fait que cette recette avait été diminuée lors de l'élaboration du Budget Primitif 2025 pour tenir compte de l'impact du DILICO annoncé dans le Projet de Loi de Finances 2025.

Les dotations détaillées apparaissent dans le tableau ci-dessous :

Recettes fiscales chapitres 73 et 731	BP 2024 en M€	BP 2025 en M€	BP 2026 en M€	Taux d'évolution	Commentaire
FRACTION DE TVA	60,76	55,60	**58,23**	4,72%	Baisse de la fraction de TVA par rapport à 2024 - Stabilité 2025 mais BP 2025 sous-estimé avec impact DILICO
TASCOM (Taxe sur les surfaces commerciales)	4,10	4,48	**4,65**	3,91%	Augmentation mécanique des bases + prévision variation positive
Ressources fiscalité ménages (Taxe d'habitation, Taxe foncière sur le bâti et non bâti et Contribution foncière des entreprises)	47,89	49,14	**49,82**	1,39%	Augmentation mécanique des bases + prévision variation positive
TEOM (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères)	41,99	43,27	**44,02**	1,74%	Augmentation mécanique des bases
IFER (Imposition forfaitaire des entreprises en réseau)	1,90	2,07	**2,23**	7,57%	Augmentation mécanique des bases + prévision variation positive
FNGIR (Fonds national de garantie individuelle des ressources)	14,57	14,57	**14,57**	0,00%	Montant stable
Rôles supplémentaires fiscalité	0,95	0,00	**0,54**		
Taxe Gemapi	0,60	0,61	**0,62**	2,81%	Instauration de cette taxe en 2018 - produit voté en 2026 à hauteur de la dépense
Taxe de séjour	0,78	1,20	**1,40**	16,67%	Montant en hausse
Divers	0,24	0,20	**0,24**	20,00%	Divers
Reversement du DILICO			**1,14**		Reversement d'un tiers du DILICO prélevé en 2025
TOTAL	**173,77**	**171,13**	**177,46**	**3,70%**	

Chapitre 74 - Dotations et participations

D'un montant global de 47 017 421 €, il ressort en baisse de 13,02% par rapport au BP 2025.

La diminution s'explique par l'impact du Projet de Loi de Finances pour 2026 avec différentes mesures impactant l'agglomération.

Impact du Projet de Loi de Finances 2026

Mesure du PLF 2026	Impact pour m2A (selon annonces de juillet 2025)	Impact pour m2A (selon PLF déposé en octobre)
Ecrêtement de la fraction de TVA	0,8 M€	0,9 M€
Reconduction du DILICO	3,8 M€	3,8 M€
Retour du DILICO 2025	-1,1 M€	-1,1 M€
Diminution de la DCRTP (dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle)	1,2 M€	1,2 M€
Fin de la compensation au réel des bases industrielles abattues à hauteur de 50% sur la CFE et la taxe foncière bâtie	3,8 M€	2,9 M€
Hausse des cotisations CNRACL	0,9 M€	0,9 M€
Fin de l'éligibilité des dépenses de fonctionnement au FCTVA	0 M€	0,1 M€
Généralisation de la TVA à 5,5 % en matière de collecte et traitement des déchets	0 M€	-0,7 M€
Impact potentiel PLF 2026 en fonctionnement	**9,4 M€**	**8,0 M€**
Perception du FCTVA l'année suivant la dépense d'investissement (soit en N+1 au lieu de N)	2,7 M€	2,7 M€
Baisse des dotations d'investissement de l'Etat	Non chiffré	Non chiffré
Impact potentiel PLF 2026 en investissement	**2,7 M€**	**2,7 M€**
TOTAL IMPACT CUMULE POTENTIEL EN FONCTIONNEMENT ET EN INVESTISSEMENT	**12,1 M€**	**10,7 M€**

Les principaux impacts sur ce chapitre de ce projet de Loi de Finances sont les suivants :

- La baisse de la DCRTP (Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle) pour 1,2M€.
- La baisse des compensations CET (sur la CVAE / CFE et également sur la taxe foncière sur les propriétés bâties) pour un estimatif de 2,9 M€
- La baisse de la Dotation de compensation estimée selon le Projet de Loi de Finances à 0,77M€

Au global, les dotations de l'Etat et compensations avec un total de 38,35 M€ sont en baisse de 6,04 M€.

Les participations de la CAF, dans les domaines du périscolaire et de la petite enfance diminuent légèrement à hauteur de 1,74%.

Les dotations et les participations de nos principaux partenaires sont recensées dans le tableau ci-après :

Dotations	BP 2024 en M€	BP 2025 en M€	BP 2026 en M€	Taux d'évolution	Commentaire
DGF d'intercommunalité	5,50	5,49	**5,49**	0,00%	Stabilité
Allocations compensatrices Etat	13,40	13,11	**9,25**	-29,46%	Impact du Projet de Loi de Finances 2026
Dotation de compensation EPCI	19,69	19,36	**18,64**	-3,71%	Impact du Projet de Loi de Finances 2026
Reversement des communes "ex-part 2 SIZIRM"	2,35	2,35	**2,35**	0,00%	Stable
DCRTP	7,42	6,43	**4,97**	-22,71%	Impact du Projet de Loi de Finances 2026
Participation CAF Petite enfance, périscolaire	4,13	4,53	**4,45**	-1,74%	Légère diminution
Participations diverses (Département, Région, ANAH…)	1,99	2,78	**1,86**	-33,06%	
TOTAL	**54,48**	**54,05**	**47,01**	**-13,02%**	

Chapitre 70 - Produits des services et du domaine

La dotation globale de ce chapitre s'élève à 34 924 903€ € en baisse de 0,93% par rapport au BP 2025.

Il comprend pour 17,65M€ les produits de tarifications de services à l'usager qui sont en baisse de 3,2% par rapport au BP 2025. Cette diminution est liée à l'arrêt de facturation de certaines prestations au SIVOM (dans le cadre de la collecte sélective) et ne provient pas d'une baisse de la tarification.

Les principales variations sur les recettes usagers sont les suivantes :

- Stabilité de la redevance spéciale
- Augmentation des recettes du service périscolaire (+2,26% entre le BP 2025 et le BP 2026)
- Augmentation des recettes liées aux entrées du parc zoologique et botanique (+14,29% entre le BP 2025 et le BP 2026)

Le montant de 34,92 M€ intègre également les refacturations de personnel à 3 budgets annexes, ainsi que les refacturations aux communes dont les services communs avec la Ville de Mulhouse.
Ce montant de refacturation est en stabilité par rapport au BP 2025.

Figurent ci-après les principaux postes qui composent ce chapitre :

Objet	BP 2024 en M€	BP 2025 en M€	BP 2026 en M€	Taux d'évolution	Commentaire
Refacturations de charges de personnel (budgets annexes + SIVOM + services communs + communes)	20,59	14,36	**14,35**	-0,1%	Stabilité
Tarification des services (piscines, périscolaire, petite enfance, propreté et collecte déchets, zoo…)	16,76	18,24	**17,65**	-3,2%	Accroissement des recettes périscolaires et du zoo, stabilité de la redevance spéciale mais diminution de recettes liée à la reprise de la compétence collecte sélective
Remboursements de frais (téléphonie, frais postaux, nettoyage…)	2,45	2,23	**2,25**	0,8%	Légère augmentation liée à la refacturation aux budgets annexes
Divers produits des services	0,36	0,41	**0,66**	60,4%	Augmentation des ventes de la boutique du zoo
TOTAL	**40,16**	**35,25**	**34,92**	**-0,9%**	**Baisse de 0,9%**

Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante

La dotation de ce chapitre s'élève à 8 325 070 €, en progression de 4,40 M€ par rapport au budget primitif précédent.

Ce delta s'explique par l'intégration en recettes de fonctionnement des excédents du SIVOM issus du budget collecte sélective. En effet, ce budget va être dissous et les résultats de l'exercice 2025 seront repris intégralement par l'agglomération sur le budget principal. Afin d'anticiper cette reprise d'excédent, des crédits sont inscrits à hauteur de 5M€ en recettes diverses.

Ce chapitre regroupe également les produits émanant des recettes issues de la facturation des loyers des bâtiments communautaires ainsi que par les refacturations de matériel ou d'entretien de véhicules entre m2A et les communes membres. S'ajoutent à cette liste les refacturations liées au site de DMC, les recettes en provenance du parking de la gare ainsi que les recettes liées au Centre Sportif ou encore à l'agence d'attractivité qui assume les fonctions d'office de tourisme. La diminution sur les recettes issues de loyers s'explique par la diminution de la redevance pour le parc des expositions.

Une recette est également inscrite pour 2026 concernant la Direction Environnement et Services Urbains : 1,24M€ de versements ALCOME et CITEO dans le cadre des contrats REP (Responsabilité Elargie du Producteur) :

- 870k€ de CITEO pour le contrat REP Déchets Abandonnés
- 370k€ d'ALCOME pour le contrat REP Mégots

Objet	BP 2024 en M€	BP 2025 en M€	BP 2026 en M€	Taux d'évolution	Commentaire
Facturation pour remboursement de frais	0,93	0,87	**0,84**	-3,1%	
Recettes issues de loyers et redevances	1,69	1,72	**1,05**	-39,2%	
Divers	0,24	1,32	**1,43**	8,3%	Encaissements ALCOME et CITEO pour 1,24M€
Recettes à venir issues des excédents SIVOM			**5,00**		
TOTAL	**2,86**	**3,92**	**8,32**	112,5%	

Chapitre 76 – Produits financiers

Ils représentent en 2026 un montant de 7 000 €, montant bien inférieur à celui du budget précédent (187 861 € au BP 2025), lié à la fin du fonds de soutien pour la sortie des emprunts à risques.

2) DEPENSES

Au global, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 253 460 016 €.

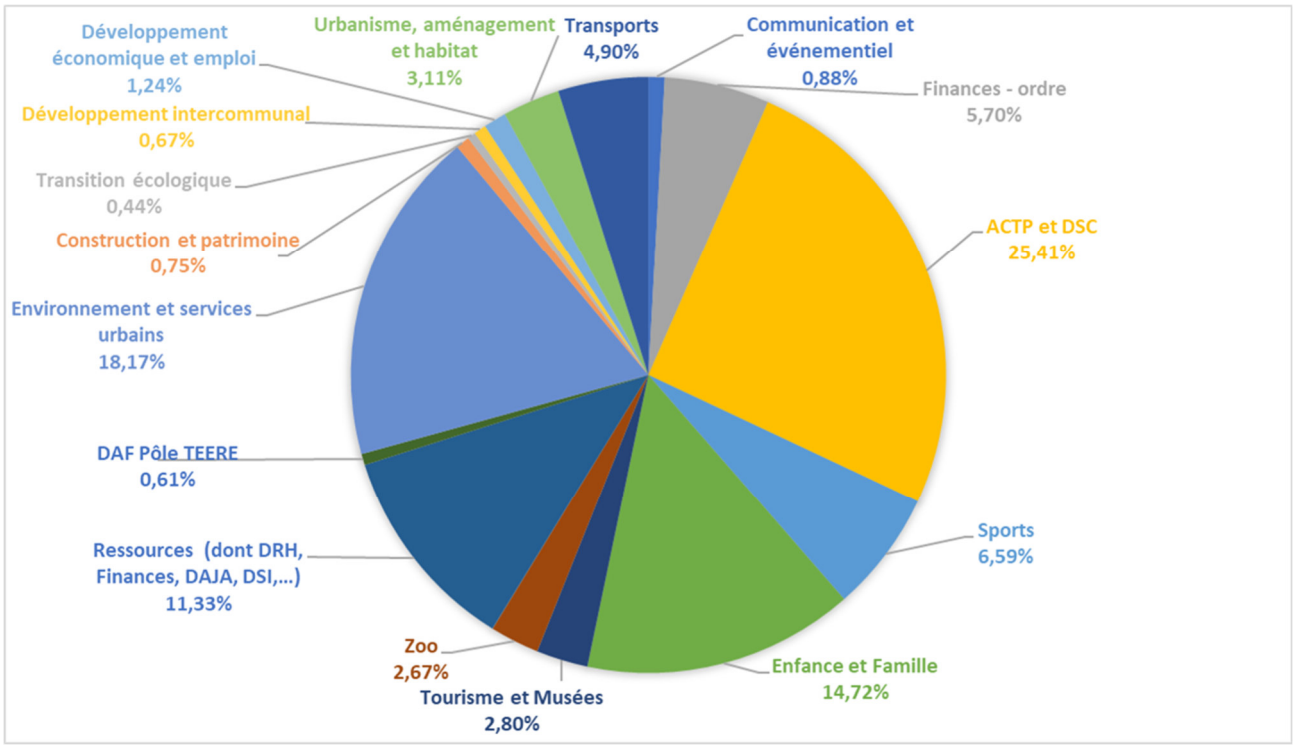
Les principaux postes de dépenses sont constitués par ordre décroissant des :

- charges de personnel et frais assimilés (chapitre 012) : 85 747 500 € ;
- atténuations de produits (chapitre 014) : 72 713 420 € ;
- charges de gestion courante (chapitre 65) : 50 336 573 ;
- charges à caractère général (chapitre 011) : 41 527 323 € ;
- charges financières (chapitre 66) : 3 098 200 € ;
- charges exceptionnelles (chapitre 67) : 37 000 €.

L'évolution de ces postes entre les budgets primitifs est retracée dans le tableau ci-après :

	BP 2024	BP 2025	BP 2026
Charges générales	42 362 604,00 €	39 518 903,00 €	41 527 323,00 €
Charges de personnel	84 881 700,00 €	88 209 743,00 €	85 747 500,00 €
Atténuation de produits (dont ACTP et DSC)	68 905 000,00 €	68 867 653,00 €	72 713 420,00 €
Subventions et contributions aux organismes t	55 880 513,00 €	54 509 687,00 €	50 336 573,00 €
Charges de la dette (intérêts)	3 500 220,00 €	2 851 220,00 €	3 098 200,00 €
Charges exceptionnelles	38 400,00 €	38 000,00 €	37 000,00 €

Par service ou compétence, la répartition des dépenses de fonctionnement 2026 est la suivante (frais de personnel inclus) :



Les graphiques ci-dessous montrent l'évolution de certains postes de dépenses et soulignent l'engagement de l'Agglomération, sur certaines thématiques, comme les services aux familles, les sports, la biodiversité et la culture.



Chapitre 012 - Frais liés au personnel

Les charges de personnel s'élèvent à 85 747 500 €, en diminution de 2,46 M€ (soit – 2,79% par rapport au BP de l'année précédente).

Ce montant de frais de personnel intègre l'ensemble des rémunérations et charges de personnel de m2A concernant :

- les agents communautaires ;
- les agents relevant de services communs qui sont refacturés en partie à la Ville de Mulhouse
- les agents mis à la disposition des budgets annexes ou d'autres collectivités et intégralement refacturés.

Les frais de personnel constituent le premier poste de dépenses de m2A, avec 31,97 % des dépenses de fonctionnement.

La diminution entre le BP 2025 et le BP 2026 s'explique par une estimation des frais de personnel calculée sur des hypothèses différentes entre les deux budgets primitifs.

En effet, plusieurs facteurs impactent l'estimation des frais de personnel, tels que la vacance de poste, les créations de postes et diverses mesures locales.

Chapitre 65 - Charges de gestion courante

Les charges de gestion courante s'établissent à 50 336 573 €, en baisse par rapport au montant 2025 qui était de 54 509 687 € (-7,66 %).

Ce chapitre est essentiellement constitué des participations de m2A aux organismes de regroupement auxquels elle adhère et aux contributions versées à ses partenaires associatifs.

Les principaux postes qui composent ce chapitre sont les suivants :

- **Un montant de subventions de fonctionnement de 19,1 M€** déclinées dans les domaines suivants :

Compétence	BP 2024	BP 2025	BP 2026	Evolution 2025/2026
Petite enfance	7 114 776	7 059 776	**7 058 570**	-0,02%
Périscolaire, inclusion et parentalité	4 458 821	4 292 395	**4 454 505**	3,78%
Développement économique, emploi et enseignement supérieur	2 440 254	2 333 329	**2 239 664**	-4,01%
Tourisme et Musées	2 740 302	2 411 412	**2 161 121**	-10,38%
Aménagement et transports	750 000	450 000	**712 000**	58,22%
Soutien aux clubs sportifs de haut niveau	286 000	0		
Transition écologique et climatique	947 672	1 087 317	**534 317**	-50,86%
Politique de la ville, actions de prévention et aide à domicile	293 987	251 300	**254 200**	1,15%
Habitat et renouvellement urbain	436 330	599 930	**718 114**	19,70%
Amicale du personnel et syndicats	1 051 817	1 051 317	**874 000**	-16,87%
Divers	151 838	38 371	**97 850**	155,01%
Total des subventions de fonctionnement	**20 671 797**	**19 575 147**	**19 104 341**	**-2,41%**

L'ensemble des subventions a fait l'objet d'un ré examen de pertinence et de montant, afin de tenir compte des besoins effectifs de nos partenaires. Un travail de moyen terme est engagé pour questionner les subventions attribuées par m2A et mettre en œuvre un fléchage de ces subventions. A cet effet, des dialogues de gestion avec les structures subventionnées sont institués.

- **Des contributions à des organismes de regroupement pour 16,21 M€ contre 19,57 M€ au BP 2025** :

La baisse entre 2025 et 2026 s'explique principalement par une diminution des contributions versées au SIVOM, du fait de la reprise par m2A de la collecte sélective à compter du 1er janvier 2026. Pour 2026, m2A ne versera plus qu'une contribution « Traitement des résidus urbains ».

S'y ajoute la contribution GEMAPI (657 826 €) destinée à financer les actions menées pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

- **Une participation d'équilibre au budget annexe des transports urbains en diminution avec 13,09M€ contre 13,7 M€ au BP 2025**

Le niveau effectif de la contribution 2025 sera déterminé selon les besoins réels d'équilibre du budget annexe des transports en fin d'année 2026.

- Enfin s'ajoutent les indemnités de fonction et de formation des élus, les redevances et location pour les utilisations informatiques, les créances admises en non valeur et autres charges diverses.

Chapitre 011 - Charges à caractère général

Il s'agit des dépenses courantes engagées par la collectivité pour le fonctionnement général de la collectivité (carburants, fluides, fournitures, prestations de service, contrats de maintenance…) et des services publics proposés aux usagers.

La nature des compétences exercées par m2A engendre une structure des charges de fonctionnement extrêmement rigides, laissant peu de marges de manœuvre.

Avec 41 527 323€ les charges à caractère général affichent une augmentation de BP à BP de 5,08% (+2 M€). Ces dotations sont mises en œuvre dans les directions, comme tel :

Compétence	BP 2024	BP 2025	BP 2026	Evolution 2025/2026
Collecte ordures ménagères et parc auto	12 524 960	12 474 194	13 012 224	4,31%
Enfance et Famille	6 360 250	7 179 200	7 530 800	4,90%
Gestion des équipements nautiques et sportifs	6 088 955	6 452 250	6 526 930	1,16%
Fonctionnement du parc zoologique et botanique	2 198 165	2 392 520	3 184 670	33,11%
Gestion des zones d'activité et aménagement	1 501 000	1 446 100	1 446 800	0,05%
Moyens généraux et gestion immobilière	3 678 750	3 672 800	3 615 900	-1,55%
Moyens informatiques et informations géographiques	1 277 600	1 028 174	1 045 470	1,68%
Communication et évènementiel	1 171 300	1 121 300	999 200	-10,89%
Habitat et renouvellement urbain	386 200	570 535	584 019	2,36%
Développement durable et entretien des espaces verts des ZAE	675 500	573 500	661 500	15,34%
Développement économique, emploi, enseignement supérieur et transports	309 558	288 138	265 510	-7,85%
Services fonctionnels de la collectivité	1 740 400	2 042 010	2 067 430	1,24%
Réserve énergie	4 000 000	0		
Tourisme, musées, attractivité et relations internationales	323 260	144 892	456 550	215,10%
Divers	126 706	133 290	130 320	-2,23%
Total des moyens des services	**42 362 604**	**39 518 903**	**41 527 323**	**5,08%**

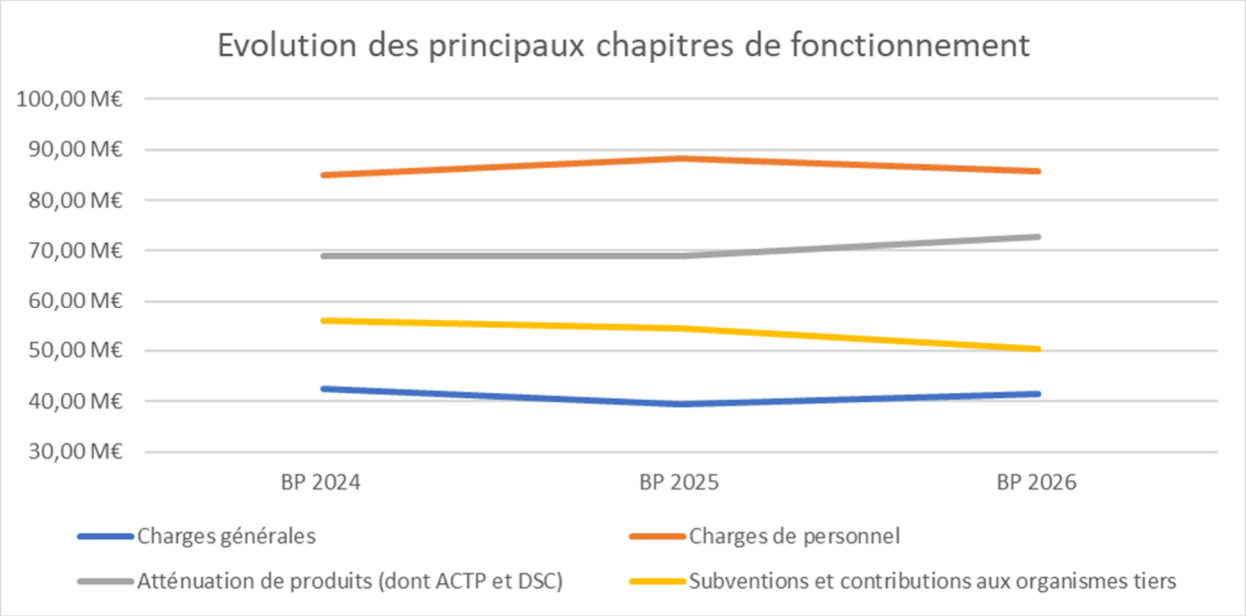
En complément des économies réalisées pour équilibrer le budget 2026, **un gel de crédits** est mis en œuvre sur les crédits de fonctionnement de plusieurs directions (par exemple sport, enfance et famille, zoo, communication) et en particulier sur le chapitre 011, à hauteur de 4%, pour un **montant total de 2,88 M€.**

Chapitre 014 - Atténuation de produits

Ce chapitre, destiné entre autres aux reversements de fiscalité, s'élève à 72 713 420 €. Il est en nette augmentation par rapport au BP 2025 (68 867 653 €). Il représente le deuxième poste de dépenses pour notre collectivité. Il porte notamment sur les dépenses listées ci-dessous :

- 65 287 653 € pour les attributions de compensation versée aux communes, dont les montants sont inchangés depuis les transferts PLUI et RLPI effectifs depuis le 1er janvier 2020 ;
- 3 000 000 € de dotation de solidarité communautaire :
- 500 000 € de reversement de FPIC (enveloppe en augmentation)
- 140 000 € de reversement de la taxe de séjour à la Collectivité Européenne d'Alsace (CeA), en hausse par rapport à celle de 2025 qui s'élevait à 120 000€. Cela s'explique par la hausse des recettes de taxe de séjour (le reversement à la CeA s'élevant à 10%).
- 3 785 767€ de versement du DILICO (Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités). Cette dépense n'était pas prévue lors du

budget primitif 2025, ce qui explique en grande partie l'augmentation sur ce chapitre de dépenses.



Opérations financières

En 2026, les frais financiers sont anticipés en hausse à 3 098 200 € (contre 2 851 220 € en 2025), en raison de l'augmentation des intérêts réglés à échéance et des intérêts courus non échus.

B - Dépenses et recettes d'ordre

Les opérations d'ordre servent à transférer des valeurs entre sections de fonctionnement et d'investissement. Elles n'entraînent pas de mouvements de trésorerie.

Les dépenses d'ordre de fonctionnement représentent 14,79 M€ dont 13,24 M€ de dotations aux amortissements et 1,55M€ de virement à la section d'investissement.

Les recettes d'ordre de fonctionnement s'élèvent à 0,75 M€ et proviennent des travaux en régie et d'écritures relatives aux reprises de subventions.

II – Section d'investissement

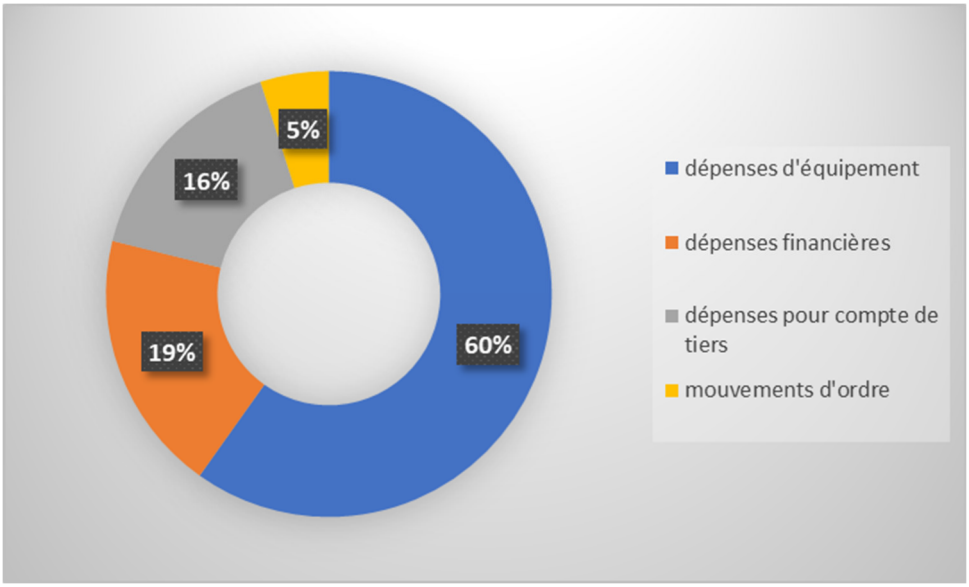
Le total de la section est équilibré à 125 867 876 € (contre 122 710 024 € au budget primitif 2025) dont les dépenses et recettes sont réparties comme suit :

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	17 444 500,00 €	16 940 166,00 €	17 886 000,00 €
	Immobilisations incorporelles	6 183 500,00 €	8 404 172,00 €	5 873 286,00 €
	Subventions d'investissement	20 188 284,00 €	23 810 911,00 €	16 069 598,00 €
	Immobilisations corporelles	8 534 000,00 €	20 773 952,00 €	22 955 924,00 €
	Immobilisations en cours	18 988 417,00 €	32 855 469,00 €	30 423 100,00 €
	Participations et créances	367 500,00 €	427 375,00 €	800 000,00 €
	immobilisations financières	6 340 000,00 €	4 310 000,00 €	5 246 000,00 €
	Opérations patrimoniales	6 729 146,00 €	6 150 000,00 €	5 500 000,00 €
	Ecritures d'ordre	330 000,00 €	474 000,00 €	748 500,00 €
	Opérations pour compte de tiers	1 000 000,00 €	8 563 979,00 €	20 365 468,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**86 105 347,00**	**122 710 024,00**	**125 867 876,00**

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
RECETTES	Dotations, fonds divers	1 925 000,00 €	1 925 000,00 €	0,00 €
	Subventions d'investissement	6 419 272,00 €	10 765 451,00 €	6 142 248,00 €
	Emprunts et dettes assimilées	41 641 487,00 €	80 834 214,00 €	72 330 770,00 €
	Immobilisations financières	7 602 125,00 €	4 318 959,00 €	4 240 000,00 €
	Virement de la section de fonctionnement	5 248 543,00 €	0,00 €	2 047 735,00 €
	Opérations patrimoniales	6 729 146,00 €	6 150 000,00 €	5 500 000,00 €
	Ecritures d'ordre	11 216 400,00 €	11 716 400,00 €	13 241 655,00 €
	Produits des cessions	4 323 374,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €
	opérations pour compte de tiers	1 000 000,00 €	5 000 000,00 €	20 365 468,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**86 105 347,00 €**	**122 710 024,00 €**	**125 867 876,00 €**

Du côté des dépenses d'investissement, elles se ventilent ainsi :

- 75 321 908 € de dépenses d'équipement (59,8%) ;
- 23 932 000 € de dépenses financières (19%) ;
- 20 365 468 € de dépenses pour compte de tiers (16,2%) ;
- 6 248 500 € de dépenses d'ordre (5%).



A - Opérations réelles

Recettes

1) AUTOFINANCEMENT

Avec 14,54 M€, l'autofinancement représente 5,43% des recettes réelles de fonctionnement, en augmentation par rapport au BP 2025 (4,24%).

2) DETTE

Le recours prévisionnel à l'emprunt est prévu à hauteur de 72,33 M€ dont 2,75 M€ de remboursements temporaires ; il sera calé au plus près des besoins réels de trésorerie en cours d'exercice en fonction de l'avancement des projets.

3) SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERCUES

Les subventions attendues en 2026 s'élèvent à 6 142 248 € en diminution par rapport à 2025 (10 765 451 €). Cette baisse s'explique en grande partie par l'inscription en 2025 de 2,5M€ de fonds européens au titre de l'Investissement Territorial Intégré. Ces subventions sont inscrites désormais dans un budget annexe.

Les subventions se répartissent ainsi que détaillé dans le tableau ci-dessous :

Partenaires	BP 2024	BP 2025	BP 2026
Subventions de la CeA	1 343 011	2 588 569	**2 775 559**
Subventions de l'Etat	3 367 145	3 577 930	**2 329 438**
Subventions de la Région	1 679 116	2 004 315	**637 251**
Fonds européens	30 000	2 571 000	**0**
Autres participations		23 637	**400 000**
Total	**6 419 272**	**10 765 451**	**6 142 248**

L'enveloppe autres participations concernent essentiellement des subventions attendues de la Caisse d'Allocations Familiales au titre des périscolaires et multi-accueils (travaux ou acquisition de mobilier et équipements).

4) DOTATIONS ET FONDS DIVERS

La dotation de ce chapitre, qui est exclusivement consacrée au FCTVA (Fonds de Compensation de la TVA), est nulle pour le BP 2026 (contre 1 925 000 € en BP 2025). Cela s'explique par le Projet de Loi de Finances 2026 qui créé un décalage dans la perception du FCTVA l'année suivant la dépense (donc en N+1 au lieu de l'année N).

5) PRODUIT DES CESSIONS

Les produits de cession sont anticipés à 2 000 000€ et comprennent notamment plusieurs cessions de terrains.

6) DIVERS

Parmi les recettes financières figurent :

- le remboursement de l'avance de trésorerie de 4 M€ consentie à la régie communautaire de l'eau pour faire face à d'éventuels besoins de trésorerie en cours d'année 2026 ;

- des recettes provenant des opérations pour compte de tiers pour 20,36 M€ ;

- le remboursement de l'avance de trésorerie de 0,18 M€ au musée de l'automobile.

- le virement de la section de fonctionnement pour 2,05 M€.

Dépenses

Le total des dépenses prévisionnelles réelles de l'exercice 2025 est de 119 619 376 € et comprennent notamment :

- des dépenses de 89,49 M€, prévues à la PPI
- des dépenses de 7,98 M€ en investissements annuels :
- le remboursement des emprunts et dettes assimilées à hauteur de 17,89 M€ ;
- des dépenses financières diverses hors PPI pour 4 M€, comprenant l'avance à la régie communautaire de l'eau (4 M€)

1) LES DEPENSES DE LA PPI

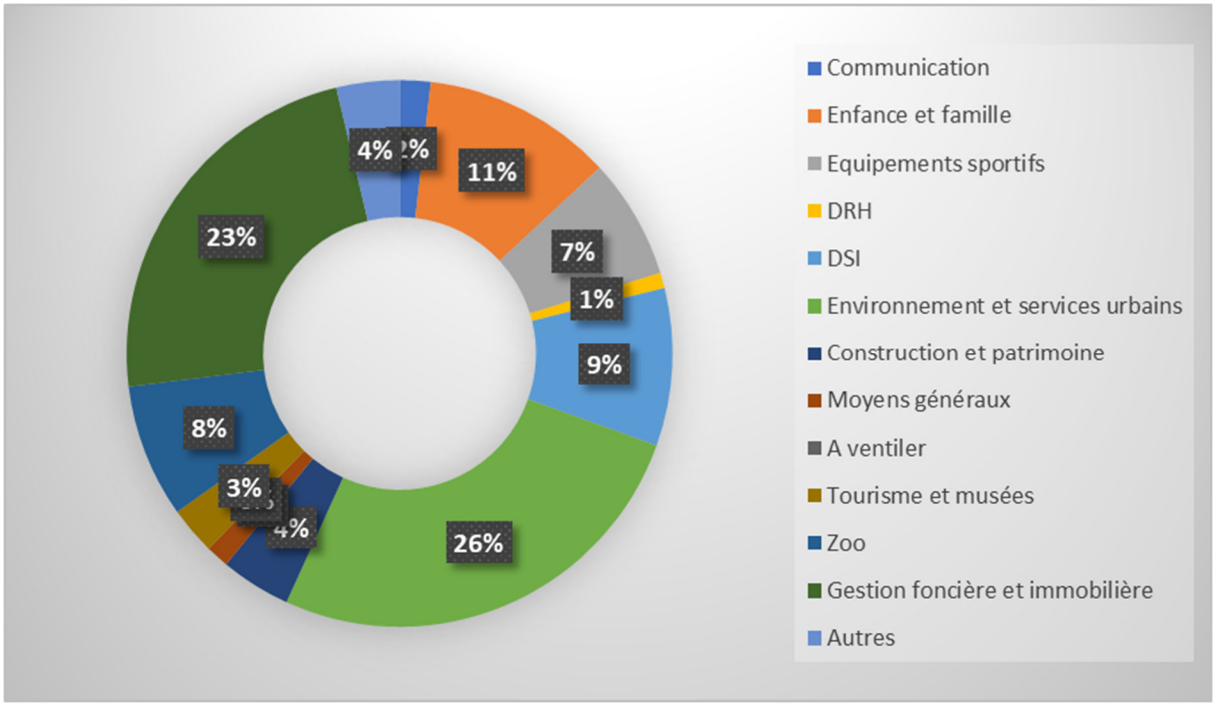
En 2026, le niveau d'investissement a été calibré à 89,49 M€ (en hausse par rapport aux 87,1 M€ de 2025).

2) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS ANNUELS

Les dépenses d'investissements annuels s'élèvent à 7,98 M€ pour le BP 2026 et se ventilent comme suit :

- des investissements mobiliers pour 3,44 M€ ;
- des investissements travaux annuels pour 3,16M€
- des investissements financiers pour 0,22 M€ ;
- des investissements fonciers pour 1,16 M€.

Les investissements annuels se répartissent entre les différents services comme ci-dessous :



3) FOCUS SUR LES DEPENSES FINANCIERES

D'un montant global de 23,93 M€, elles portent sur :

Dépenses financières	BP 2024	BP 2025	BP 2026
Remboursement du capital de la dette	14 662 000	14 165 166	**14 992 000**
Remboursement temporaire de dette	2 750 000	2 750 000	**2 750 000**
Renouvellement avance trésorerie Citivia	2 000 000	0	**600 000**
Avance trésorerie budget annexe eau	4 000 000	4 000 000	**4 000 000**
Participation au capital du parc des expositions			**800 000**
Cessions à paiement échelonné			**412 000**
Renouvellement avance trésorerie musée	240 000	210 000	**180 000**
Investissements financiers	200 000	0	
Participation au capital du syndicat des ports	167 500	427 375	
Prêts hypothécaires au personnel	100 000	100 000	**54 000**
Divers	32 500	25 000	**144 000**
TOTAL	**24 152 000**	**21 677 541**	**23 932 000**

B - Opérations d'ordre

Les opérations d'ordre de la section d'investissement peuvent être :

- Le reflet de celles qui ont été décrites pour la section de fonctionnement. A ce titre, le total des recettes d'ordre est égal aux dépenses d'ordre de fonctionnement (13 241 655€), et celui des dépenses d'ordre aux recettes

d’ordre de fonctionnement (748 500€). Cela illustre le mécanisme de transfert entre les sections.

- Relatives à des opérations patrimoniales correspondant à un mécanisme d’écritures au sein de la section d’investissement (5 500 000€).

2e partie : Examen des budgets annexes

Les budgets annexes de m2A sont au nombre de six :

- le budget annexe des transports urbains ;
- le budget annexe de l'eau ;
- le budget annexe du chauffage urbain
- le budget annexe de la zone d'activité économique de Bantzenheim
- Le budget annexe de la zone d'activité Amélie IV
- Le budget annexe Investissement Territorial Intégré

I - Budget annexe des transports urbains

Le Budget annexe des transports s'élève globalement à 112 782 088 € en 2026, en baisse par rapport au budget 2025 qui était de 114 964 174 €.

A - Section d'exploitation

La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et en recettes à 86 377 917 € contre 85 995 172 € en 2025.

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
DEPENSES	Charges générales	6 750 919,00 €	7 583 541,00 €	7 462 861,00 €
	Charges de personnel	740 000,00 €	740 000,00 €	805 000,00 €
	Atténuation de produits	600 000,00 €	500 000,00 €	700 000,00 €
	Autres charges de gestion courante	61 433 762,00 €	64 525 618,00 €	63 638 634,00 €
	Charges de la dette (intérêts)	2 078 197,00 €	1 484 987,00 €	1 898 000,00 €
	Dotations aux provisions	0,00 €	500,00 €	500,00 €
	Charges exceptionnelles	0,00 €	0,00 €	10 000,00 €
	Ecritures d'ordre	10 925 000,00 €	11 160 526,00 €	11 012 922,00 €
	Virement à l'investissement			850 000,00 €
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**82 527 878,00 €**	**85 995 172,00 €**	**86 377 917,00 €**

Les dépenses réelles, d'un montant de 74 514 995 € (74 834 646 € en 2025), comprennent principalement :

- 61,33 M€ pour la DSP pour laquelle m2A reverse au délégataire l'ensemble de

ses dépenses :

- 1,02 M€ pour les options dans le cadre de la DSP (Navette Mulhouse et le transport d'élèves en situation de handicap),
- 4,36 M€ pour les crédits-bails mobiliers et immobiliers ;
- 0,6 M€ de redevances et droits de passage ;
- 1,9 M€ pour les frais financiers de la dette ;
- 0,9 M€ d'achat de gaz pour la station de compression ;
- 0,7 M€ pour le remboursement du versement mobilité ;
- 0,81 M€ pour les frais de personnel (remboursement au budget principal)
- 0,35 M€ de taxe foncière.

Les dépenses d'ordre de fonctionnement s'élèvent à 11 012 922 € et sont consacrées aux dotations aux amortissements. S'ajoute à ces dépenses d'ordre le transfert à la section d'investissement pour 850 000,00 €.

Les recettes réelles d'exploitation s'élèvent à 84 968 261 € contre 85 527 878 € en 2025.

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
RECETTES	Produits issus de la fiscalité	50 200 060,00 €	52 000 000,00 €	52 800 000,00 €
	Produits des services	12 135 600,00 €	13 904 467,00 €	14 286 650,00 €
	Autres produits de gestion courante	523 298,00 €	688 288,00 €	588 288,00 €
	Subventions d'exploitation	18 558 000,00 €	18 093 905,00 €	17 293 278,00 €
	Reprises sur provisions	0,00 €	70,00 €	45,00 €
	Ecritures d'ordre	1 110 920,00 €	1 308 442,00 €	1 409 656,00 €
	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**82 527 878,00 €**	**85 995 172,00 €**	**86 377 917,00 €**

Trois des principales ressources représentent 79,59 M€ (contre 78,2 M€ en 2025):

- 13,7 M€ de recettes liées au transport de voyageurs, en hausse par rapport au BP 2025 (12,55 M€) ;
- une contribution prévisionnelle versée par le budget principal de m2A , revue à la baisse à hauteur de 13,09 M€ (alors qu'elle était de 13,7 M€ au BP 2025) ;
- 52,8 M€ de versement mobilité, en hausse par rapport au BP 2025 (52 M€).

S'ajoutent à ces 79,59 M€ les recettes suivantes :

- 0,44 M€ de participations de communes liées à la mise en place de

navettes (1,17M€ en 2025 car comprenait les indemnités de la Ville de Mulhouse pour les abonnements jeunes dont la convention a pris fin en 2025) ;

- une compensation versement mobilité de l'Etat de 0,35 M€ liée au relèvement du seuil de 9 à 11 salariés identique à celle de l'année dernière ;
- une subvention de la Collectivité européenne d'Alsace de 0,58 M€, en hausse par rapport aux 0,57 M€ de l'année dernière ;
- un soutien de la Région de 3,02 M€ ;
- une participation de l'Etat stable pour 0,6 M€ ;
- des redevances pour 0,23 M€
- des recettes de 0,15 M€ pour la gestion des déplacements doux.

Les recettes d'ordre s'élèvent à 1 409 656€.

B - Section d'investissement

Equilibré en dépenses et en recettes, le budget prévisionnel d'investissement 2025 s'élève à 26 404 171 € contre 28 968 902 € au BP 2025.

Sur ce montant, les dépenses réelles représentent 22,4 M€ contre 27,2 M€ en 2024.

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	9 949 580,00 €	9 979 127,00 €	11 352 000,00 €
	Immobilisations incorporelles	1 201 000,00 €	1 039 650,00 €	1 102 000,00 €
	Immobilisations corporelles	3 768 000,00 €	6 931 000,00 €	4 098 000,00 €
	Immobilisations en cours	8 076 000,00 €	9 260 683,00 €	7 692 515,00 €
	Opérations patrimoniales	454 810,00 €	450 000,00 €	750 000,00 €
	Ecritures d'ordre	1 110 920,00 €	1 308 442,00 €	1 409 656,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**24 560 310,00 €**	**28 968 902,00 €**	**26 404 171,00 €**

Les principaux postes de dépenses sont les suivants :

- un montant de 3,9 M€ destiné à l'achat de matériel de transport. Cela concerne notamment l'acquisition de 4 bus articulés et 4 bus standards.
- 2,07 M€ prévus pour la convention de mandat prévue avec le délégataire SOLEA;

- 4,08 M€ de travaux ou d'aménagements sur le réseau tram train, ;
- 1,1 M€ de frais d'études ou de logiciels ;
- 1,54 M€ de travaux divers et avances sur marchés (travaux locaux SOLEA, fosse de lavage, équipements industriels,…) ;
- 10,67 M€ de remboursement du capital de la dette ;
- 0,19 M€ d'acquisitions divers ou aménagements (vélos, matériel informatique,…)
- 0,68 M€ de remboursement de l'avance covid consentie par l'Etat en 2020.

Par ailleurs, 2,16 M€ sont destinés aux écritures d'ordre (transferts de subventions d'équipements en section de fonctionnement et charges à étaler sur plusieurs exercices).

Le financement de ce programme d'investissements passe par :

- un recours prévisionnel à l'emprunt de 12,51 M€, en baisse par rapport à celui du BP 2025 (15,6 M€) ;
- des subventions pour 1,28 M€ ;
- une dotation de 11,76 M€ d'amortissement et d'opérations patrimoniales ;
- le virement de la section d'exploitation pour 0,85 M€.

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
RECETTES	Subventions d'investissement	913 297,00 €	1 756 300,00 €	1 280 000,00 €
	Emprunts et dettes assimilées	12 267 203,00 €	15 602 076,00 €	12 511 249,00 €
	Virement section d'exploitation	0,00 €	0,00 €	850 000,00 €
	Opérations patrimoniales	454 810,00 €	450 000,00 €	750 000,00 €
	Ecritures d'ordre	10 925 000,00 €	11 160 526,00 €	11 012 922,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**24 560 310,00 €**	**28 968 902,00 €**	**26 404 171,00 €**

II - Budget annexe de l'eau

Le projet de budget annexe de l'eau 2026 s'équilibre en dépenses et en recettes à 74 074 561 €.

A - Section d'exploitation

La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et en recettes à 52 731 212 € (contre 54 176 970 € au BP 2025).

Les dépenses réelles d'un montant de 45 265 451 € (contre 43 431 672 € au BP 2025), comprennent principalement :

- les moyens du service pour 32,19 M€ dont :
  - le reversement de la redevance d'assainissement au SIVOM : 18,72 M€ ;
  - le reversement des redevances à l'Agence de l'Eau Rhin Meuse : 3,61 M€
  - la redevance pour prélèvement d'eau versée au Syndicat Mixte du Barrage de Michelbach : 1,1 M€
  - de l'achat d'eau : 0,9 M€
  - de l'énergie : 0,76 M€.
  - des frais de maintenance, entretien et réparations : 2,47 M€
  - la contribution au budget principal pour les frais de mutualisation :1 M€
- 7 M€ de frais de personnel ;
- le reversement de 4,7 M€ de redevances relatives notamment à la pollution domestique, la modernisation des réseaux…
- 0,06 M€ de charges de gestion courante (créances admises en non-valeur) ;
- 0,76 M€ de frais financiers ;
- 0,27 M€ de charges exceptionnelles.
- 0,28 M€ de dotations aux provisions (pour créances irrécouvrables).

Les dépenses d'ordre d'un montant de 7 465 761 €, comprennent principalement :

- 6,65 M€ d'amortissements et d'écritures d'ordre diverses ;
- 0,82 M€ de virement à la section d'investissement (contre 4,28 M€ au BP 2025).

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
DEPENSES	Charges générales	28 107 045,00 €	31 213 646,00 €	32 186 612,00 €
	Charges de personnel	6 556 715,00 €	6 679 050,00 €	7 001 000,00 €
	Atténuation de produits	6 530 498,00 €	4 700 000,00 €	4 710 614,00 €
	Subventions et contributions aux organismes tiers	180 000,00 €	156 500,00 €	62 000,00 €
	Charges de la dette (intérêts)	352 775,00 €	360 176,00 €	760 025,00 €
	Virement à la section d'investissement	667 215,00 €	4 277 098,00 €	816 569,00 €
	Charges exceptionnelles	155 300,00 €	322 300,00 €	265 200,00 €
	Ecritures d'ordre	6 518 360,00 €	6 468 200,00 €	6 649 192,00 €
	Dotations aux provisions			280 000,00 €
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**49 067 908,00 €**	**54 176 970,00 €**	**52 731 212,00 €**

D'un montant de 52 731 212 €, les recettes de fonctionnement se répartissent en 51 170 363 € de recettes réelles (contre 53 240 970 € au BP 2025) et 1 560 849 € de recettes d'ordre (contre 936 000 € au BP 2025).

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
RECETTES	Produits des services	46 175 943,00 €	51 867 370,00 €	49 769 363,00 €
	Autres produits de gestion courante	69 900,00 €	183 000,00 €	120 000,00 €
	Dotations, subventions et concours de tiers	300 000,00 €	50 000,00 €	157 000,00 €
	Recettes exceptionnelles	73 185,00 €	140 500,00 €	0,00 €
	Produits financiers	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Atténuation de charges	1 050 100,00 €	1 000 100,00 €	1 000 000,00 €
	Reprises sur provisions			124 000,00 €
	Ecritures d'ordre	1 398 780,00 €	936 000,00 €	1 560 849,00 €
	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**49 067 908,00**	**54 176 970,00**	**52 731 212,00**

Les recettes réelles proviennent principalement :

- ✓ du produit des services dont le total est de 49,77 M€ avec comme ressources principales :
  - 20,14 M€ provenant de la vente d'eau
  - 2,7 M€ de location de compteurs
  - 18,54 M€ de redevance d'assainissement à reverser au SIVOM ;
  - 8,09 M€ de redevances diverses à reverser (consommation d'eau potable, performance réseau eau potable, performance systèmes assainissement collectif, prélèvement ressource en eau).
- ✓ des redevances pour 260 k€
- ✓ des subventions d'exploitation pour 120 k€
- ✓ des reprises sur provisions pour 124 k€

B - Section d'investissement

La section d'investissement s'élève en dépenses et en recettes à 21 343 349 € (contre 22 315 244 € au BP 2025).

Sur ce montant, les dépenses réelles représentent 19 782 500 € (contre 21 369 244 € au BP 2025).

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	5 569 663,00 €	5 463 244,00 €	6 018 500,00 €
	Immobilisations incorporelles	463 000,00 €	221 000,00 €	582 000,00 €
	Immobilisations corporelles	1 983 897,00 €	2 265 000,00 €	2 280 000,00 €
	Immobilisations en cours	9 486 476,00 €	13 420 000,00 €	10 902 000,00 €
	Subventions d'investissement	30 000,00 €	0,00 €	0,00 €
	Opérations patrimoniales	82 540,00 €	10 000,00 €	0,00 €
	Ecritures d'ordre	1 398 780,00 €	936 000,00 €	1 560 849,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**19 014 356,00**	**22 315 244,00**	**21 343 349,00**

Les principaux postes de dépenses sont les suivants :

- 13,76 M€ de dépenses d'équipement et de travaux (dont 6,16M€ de renouvellement et extension de conduites, 1,4 M€ de nouvellement de conduites maîtresses, 0,94 M€ de matériel électromécanique sur bâtiment d'exploitation, 0,5 M€ de branchements neufs, 1,05 M€ de renouvellement et acquisition de compteurs, …) ;
- 2 M€ de remboursement du capital des emprunts ;
- le remboursement au budget principal de l'avance de trésorerie de 4 M€
- 19,5 k€ de reversements de cautions

Les dépenses d'ordre d'investissement s'élèvent à 1,56 M€ et sont principalement liées aux travaux en régie et aux reprises de subventions.

Les recettes d'investissement s'élèvent à 21 343 349 €, parmi lesquelles figurent 13 877 588 € de recettes réelles avec :

- ✓ une dotation prévisionnelle d'emprunt de 2,1 M€ ;
- ✓ des subventions d'investissement de 1 M€
- ✓ des refacturations de branchements neufs et de poteaux incendie pour 0,9 M€
- ✓ l'avance de trésorerie du budget principal à hauteur de 4 M€.
- ✓ une prévision d'emprunt à hauteur de 7,97 M€

Les recettes d'ordre de 7 465 761 € comportent principalement des dotations aux amortissements, des charges à étaler et le virement de la section d'exploitation (à hauteur de 0,82 M€ contre 4,2M M€ pour le BP 2025).

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
RECETTES	Subventions d'investissement	2 457 204,00 €	5 400 000,00 €	1 900 000,00 €
	Emprunts et dettes assimilées	9 289 037,00 €	6 159 946,00 €	11 977 588,00 €
	Virement section d'exploitation	667 215,00 €	4 277 098,00 €	816 569,00 €
	Opérations patrimoniales	82 540,00 €	10 000,00 €	0,00 €
	Ecritures d'ordre	6 518 360,00 €	6 468 200,00 €	6 649 192,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**19 014 356,00 €**	**22 315 244,00 €**	**21 343 349,00 €**

III - Budget annexe du chauffage urbain

Ce budget s'équilibre en dépenses et en recettes à 31 244 563 € contre 27 718 804 € en 2025.

A - Section d'exploitation

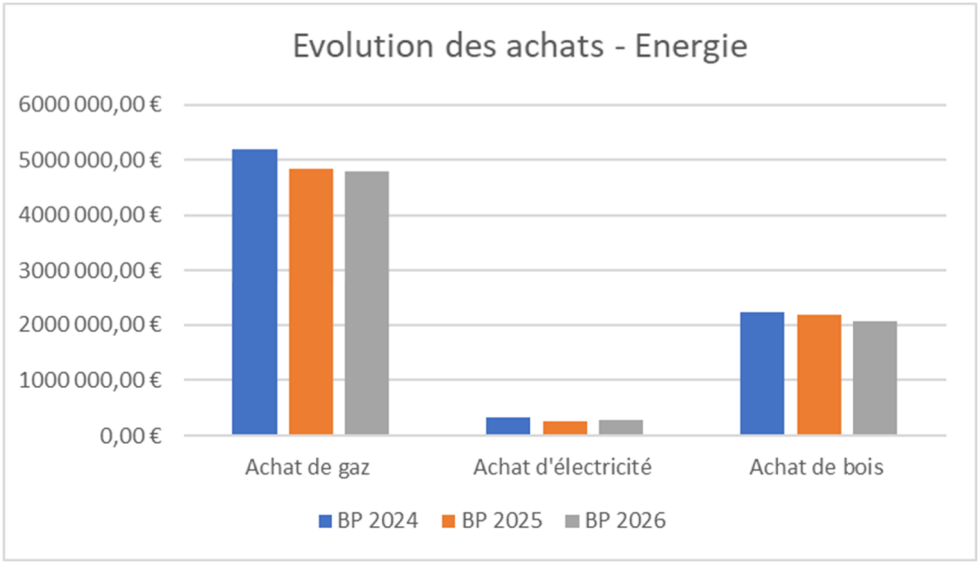
La section d'exploitation s'équilibre à 13 873 563 € contre 14 195 179 € au BP 2025, soit une diminution de 2,27%.

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
DEPENSES	Charges générales	10 407 550,00 €	8 286 750,00 €	8 494 550,00 €
	Charges de personnel	932 000,00 €	1 061 000,00 €	863 513,00 €
	Autres charges de gestion courante	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
	Charges de la dette (intérêts)	250 000,00 €	225 000,00 €	180 000,00 €
	Virement à la section d'investissement	832 180,00 €	4 399,00 €	310 000,00 €
	Charges exceptionnelles	7 000,00 €	4 000,00 €	52 500,00 €
	Ecritures d'ordre	2 563 030,00 €	4 613 030,00 €	3 923 000,00 €
	Dotations aux provisions	0,00 €	0,00 €	50 000,00 €
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**14 992 760,00 €**	**14 195 179,00 €**	**13 873 563,00 €**

Les dépenses réelles sont de 9 640 563 € alors qu'elles étaient de 9 577 750 € en 2025.

Les principaux postes de dépenses sont les suivants :

- les charges générales pour 8,49 M€, dont 7,14 M€ destinés aux achats d'énergie (contre 7,26 M€ en 2025), dont voici ci-dessous la répartition et l'évolution depuis le BP 2024 :



- les charges de personnel pour 0,86 M€ ;
- les amortissements et autres écritures d'ordre ne donnent pas lieu à des mouvements de trésorerie et représentent 3,9 M€, en diminution par rapport au BP 2025 (4,6 M€). Cela est lié à la diminution du stock de quotas CO_2.
- les intérêts des emprunts pour 0,18 M€ ;
- le virement à la section d'investissement pour 0,31 M€ (0,8M€ en 2024 et 0,004M€ en 2025)

Les recettes de la section d'exploitation s'élèvent à 13 873 563 €.

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
RECETTES	Produits des services	13 439 000,00 €	11 577 422,00 €	11 780 163,00 €
	Autres produits de gestion courante	44 000,00 €	46 000,00 €	48 000,00 €
	Recettes exceptionnelles	0,00 €	356 132,00 €	75 000,00 €
	Reprises sur provisions	0,00 €	0,00 €	44 400,00 €
	Ecritures d'ordre	1 509 760,00 €	2 215 625,00 €	1 926 000,00 €
	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**14 992 760,00 €**	**14 195 179,00 €**	**13 873 563,00 €**

Elles portent pour l'essentiel sur :

- la vente de chaleur pour 9,59 M€ (9,4 M€ en 2025) et la vente d'électricité pour 2 M€ (1,9 M€ en 2025) ;
- les écritures d'ordre dont la gestion des quotas de CO_2 pour 1,93 M€ (2,2 M€ en 2024) ;
- les reversements du délégataire de la centrale de Rixheim pour 0,2 M€.

B - Section d'investissement

Le budget d'investissement s'élève à 17 371 000 €, en nette augmentation par rapport au budget 2025 (13 523 625€).

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	6 260 000,00 €	3 760 000,00 €	3 755 000,00 €
	Immobilisations incorporelles	150 000,00 €	0,00 €	550 000,00 €
	Immobilisations corporelles	635 000,00 €	698 000,00 €	710 000,00 €
	Immobilisations en cours	380 000,00 €	1 570 000,00 €	3 830 000,00 €
	Participations			1 320 000,00 €
	Opérations patrimoniales	2 780 000,00 €	5 280 000,00 €	5 280 000,00 €
	Ecritures d'ordre	1 509 760,00 €	2 215 625,00 €	1 926 000,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**11 714 760,00 €**	**13 523 625,00 €**	**17 371 000,00 €**

Les dépenses se répartissent ainsi :

- 5,09M€ pour des travaux et équipements sur la centrale de l'Illberg avec notamment :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	BP 2025	BP 2026
Remplacement de la cheminée	**500 000 €**	**1 100 000 €**
Modernisation contrôle commande TAG + filtre électrostatique	**-**	**1 100 000 €**
Etude renouvellement réseau	**-**	**550 000 €**
Passage en Basse Pression	**500 000 €**	**500 000 €**
Travaux sur le réseau (amélioration)	**300 000 €**	**250 000 €**
Extension réseau de chaleur	**230 000 €**	**890 000 €**
Travaux sur le bâtiment (Process)	**200 000 €**	**260 000 €**
Transformation bureaux	**200 000 €**	**200 000 €**
Matériel industriel	**150 000 €**	**150 000 €**
Extension Rest. Univ.	**100 000 €**	**0 €**
Action ISO 50001	**40 000 €**	**40 000 €**
Achat véhicule	**33 000 €**	**35 000 €**
Mobilier	**10 000 €**	**10 000 €**
Bureautique	**5 000 €**	**5 000 €**
	2 268 000 €	**5 090 000 €**

- le remboursement de l'emprunt pour 1,255 M€
- des écritures de remboursements temporaires sur emprunts pour 2,5M€
- la prise de participation dans la SEM m2A Energies pour 1,32M€

- des écritures d'ordre pour 7,2 M€

Ces investissements sont financés par le biais :

- d'écritures d'ordre pour 3,9 M€, dont 2,7 M€ pour les stocks de quotas CO_2
- des opérations patrimoniales pour 5,28M€ comprenant notamment des remboursements temporaires d'emprunts
- de droits de raccordement à hauteur de 0,27 M€
- d'inscription de souscription d'emprunts pour 5,08 M€ et de remboursements temporaires pour 2,5 M€
- du virement de la section d'exploitation pour 0,31 M€.

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
RECETTES	Dotations, fonds divers	366 217,00 €	0,00 €	0,00 €
	Subventions d'investissement	0,00 €	270 000,00 €	275 000,00 €
	Emprunts et dettes assimilées	5 173 333,00 €	3 356 196,00 €	7 583 000,00 €
	Virement section d'exploitation	832 180,00 €	4 399,00 €	310 000,00 €
	Opérations patrimoniales	2 780 000,00 €	5 280 000,00 €	5 280 000,00 €
	Ecritures d'ordre	2 563 030,00 €	4 613 030,00 €	3 923 000,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**11 714 760,00 €**	**13 523 625,00 €**	**17 371 000,00 €**

IV - Budget annexe de la zone d'activité économique (ZAE) de Bantzenheim

Suite à la fusion intervenue au 1er janvier 2017 avec la Communauté de communes Porte de France Rhin Sud (CCPFRS), m2A est en charge de ce budget destiné à la création et à l'aménagement d'une zone d'activité économique sur le territoire de la commune de Bantzenheim.

Ce budget s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 757 000€.

A - Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 947 000 €.

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
DEPENSES	Charges générales	253 476,00 €	230 000,00 €	96 000,00 €
	Ecritures d'ordre	942 900,00 €	925 000,00 €	800 000,00 €
	Autres charges de gestion courantes	0,00 €	0,00 €	51 000,00 €
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**1 196 376,00 €**	**1 155 000,00 €**	**947 000,00 €**

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
RECETTES	Produits des services	229 000,00 €	215 000,00 €	137 000,00 €
	Dotations, subventions et concours de tie	13 376,00 €	0,00 €	0,00 €
	Ecritures d'ordre	954 000,00 €	940 000,00 €	810 000,00 €
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**1 196 376,00 €**	**1 155 000,00 €**	**947 000,00 €**

Les dépenses portent sur :

- des charges générales pour 96 000€
- d'autres charges de gestion courante pour 51 000€
- la valorisation des terrains en stock pour 800 000 €.

De même montant, les recettes concernent :

- la cession de terrains pour 137 000 € ;
- des écritures de gestion de stock pour 810 000 €.

B - Section d'investissement

La section d'investissement s'élève en dépenses et en recettes à 810 000 €.

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €
	Immobilisations incorporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Ecritures d'ordre	954 000,00 €	940 000,00 €	810 000,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**957 000,00 €**	**940 000,00 €**	**810 000,00 €**

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
RECETTES	Dotations, fonds divers	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Emprunts et dettes assimilées	14 100,00 €	15 000,00 €	10 000,00 €
	Ecritures d'ordre	942 900,00 €	925 000,00 €	800 000,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**957 000,00 €**	**940 000,00 €**	**810 000,00 €**

Les dotations en dépenses et en recettes sont essentiellement liées à des écritures de gestion de stock de terrains.

V - Budget annexe de la zone d'activité Amélie IV

L'opération d'aménagement dite « Amélie IV » a pour objectif d'aménager un vaste espace dans le secteur de l'ancien carreau minier Amélie à Wittelsheim, dans l'objectif de pouvoir y accueillir des activités économiques structurantes à vocation industrielle.

Cette opération pourrait ainsi accueillir une usine de fabrication de batteries pour l'automobile, emblématique de la stratégie économique de l'agglomération qui promeut l'implantation d'activités industrielles nouvelles, susceptibles de prendre les relais des industries traditionnelles de l'agglomération en termes de développement de nouvelles technologies et de créations d'emploi.

Le projet de budget annexe 2026 prévoit l'engagement de démarches préparatoires qui pourront aboutir à la mise en œuvre d'un véritable site « clé en main » immédiatement disponible pour l'industriel : il s'agira notamment de l'acquisition du foncier par m2A auprès de la commune de Wittelsheim, unique propriétaire, du fait de la compétence de l'agglomération en matière de développement économique, ainsi que des études préalables environnementales, liées aux réseaux des concessionnaires (RTE, GRT Gaz) et à l'étude de déplacement de la centrale photovoltaïque.

Ce budget s'équilibre en dépenses et en recettes à 15 283 704€.

A - Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 7 706 852 €.

		BP 2025	BP 2026
DEPENSES	Charges générales	4 892 500,00 €	5 906 852,00 €
	Ecritures d'ordre	0,00 €	1 800 000,00 €
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**4 892 500,00 €**	**7 706 852,00 €**

		BP 2025	BP 2026
RECETTES	Produits des services	0,00 €	130 000,00 €
	Ecritures d'ordre (constatation du stock)	4 892 500,00 €	7 576 852,00 €
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**4 892 500,00 €**	**7 706 852,00 €**

Les dépenses portent essentiellement sur :

- l'acquisition de foncier et frais en découlant pour 3,1M€
- des études, travaux et frais divers pour 2,8M€
- des écritures de gestion de stock pour 1,8M€

De même montant, les recettes concernent les écritures de stock de fin d'année pour 7,58M€ et des produits de services pour 0,13M€.

B - Section d'investissement

La section d'investissement s'élève en dépenses et en recettes à 7 576 852 €.

		BP 2025	BP 2026
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	0,00 €
	Immobilisations incorporelles	0,00 €	0,00 €
	Immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €
	Ecritures d'ordre (constatation stock)	4 892 500,00 €	7 576 852,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**4 892 500,00 €**	**7 576 852,00 €**

		BP 2025	BP 2026
RECETTES	Dotations, fonds divers	0,00 €	0,00 €
	Paiement échelonné foncier	1 955 000,00 €	307 848,00 €
	Emprunts et dettes assimilées	2 937 500,00 €	5 469 004,00 €
	Ecritures d'ordre	0,00 €	1 800 000,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**4 892 500,00 €**	**7 576 852,00 €**

Les dotations en dépenses sont essentiellement liées aux écritures de gestion de stock de fin d'année.

Côté recettes, la section s'équilibre par l'inscription d'un paiement échelonné pour le foncier pour 0,307M€, d'écritures de gestion de stock pour 1,8M€ et d'un emprunt pour 5,469M€.

VI - Budget annexe Investissement Territorial Intégré

Le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) finance des actions au titre de la politique de cohésion économique et sociale de l'Union Européenne sur la période 2021 – 2027.

L'Investissement Territorial Intégré (ITI) est un instrument de mise en œuvre d'une stratégie territoriale urbaine, facilitant le déploiement d'actions de proximité.

Suite à la délibération du Conseil d'Agglomération du 27 juin 2022, Mulhouse Alsace Agglomération a candidaté pour gérer un ITI sur la période 2021 - 2027. A ce titre, l'agglomération s'est vue confier une enveloppe globale de 7M€, pour laquelle la convention a été adoptée par délibération du Bureau communautaire du 25 septembre 2023.

Au titre de cet ITI, des flux financiers transitent par Mulhouse Alsace Agglomération de différentes manières.

Premièrement, l'Agglomération agit en tant qu'organisme intermédiaire pour le compte de la Région Grand Est tant qu'elle instruit des dossiers de subventions et verse les sommes afférentes à partir des crédits de l'enveloppe qu'elle gère. De ce fait, elle réalise une prestation de services au profit de la Région Grand Est, normalement compétente pour la gestion du FEDER. Ainsi, et conformément à l'article L.5211-56 du code général des collectivités territoriales et au principe de spécialité fonctionnelle, les opérations relevant de ce mode d'action doivent être suivies dans un budget annexe.
Le budget annexe ITI a ainsi été créé par délibération du 16 juin 2025.

Le budget primitif 2026 s'équilibre en dépenses et en recettes à 6 106 650€. Il est construit à partir des 7 000 000€ de crédits initiaux auxquels il a été retranché les paiements intervenus ou à l'être sur l'exercice 2025.

A - Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 459 500€.

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
DEPENSES	Subventions		500 000,00 €	459 500,00 €
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**0,00 €**	**500 000,00 €**	**459 500,00 €**

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
RECETTES	Dotations, subventions et concours de tiers		500 000,00 €	459 500,00 €
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**0,00 €**	**500 000,00 €**	**459 500,00 €**

B - Section d'investissement

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 5 647 150€.

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
DEPENSES	Immobilisations corporelles	0,00 €	6 500 000,00 €	5 647 150,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**0,00 €**	**6 500 000,00 €**	**5 647 150,00 €**

		BP 2024	BP 2025	BP 2026
RECETTES	Dotations, fonds divers	0,00 €	6 500 000,00 €	5 647 150,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**0,00 €**	**6 500 000,00 €**	**5 647 150,00 €**

Les chiffres clés à retenir

Population m2A	**276 825 habitants**
Nombre de communes	**39 Communes**
Président	**Fabian JORDAN**
Effectifs	**1752 agents**

BUDGET 2026			
BUDGET PRINCIPAL		**Fonctionnement**	**Investissement**
		268,75 M€	**125,87 M€**
	Dépenses	*Dont* - Charges de personnel 85,78 M€ - Reversements aux communes 68,28 M€ (65,28M€ au titre des ACTP et 3M€ au titre de la DSC) - Charges générales 41,53 M€ - Subventions de fonctionnement : 19,1 M€	*Dont* - Dépenses d'équipement 75,3 M€ - Dépenses financières 23,9 M€ - Dépenses pour compte de tiers 20,4 M€
	Recettes	*Dont* - Impôts, taxes, fiscalité : 177,5 M€ (Fiscalité ménages 49,82 M€) - Dotations 47 M€ - Produits des services 34,9 M€	*Dont* - Subventions d'investissement 6,1 M€ - Ecritures d'ordre 18,74 M€ - Transfert de la section de fonctionnement 2 M€ - Emprunt prévisionnel 72,3 M€

PPI	**385,92 M€ programmés sur la période 2020-2027 (dont 89,49 M€ en 2026)**

Investissements annuels 2026	**7,98M€**

		Fonctionnement	**Investissement**
BUDGETS ANNEXES	**Transports**	86,38 M€	26,40 M€
	Eau	52,73 M€	21,34 M€
	Chauffage urbain	13,87 M€	17,37 M€
	ZAE Bantzenheim	0,95 M€	0,81 M€
	ZA Amélie IV	7,71 M€	7,58 M€
	ITI	0,46 M€	5,65 M€

TOTAL TOUS BUDGETS	**430,85 M€**	**205,02 M€**
	635,87 M€	

Autofinancement budget principal	**14,54 M€ (contre 11,2 M€ en 2025)**
Taux d'épargne brute	**5,43% (contre 4,24% en 2025)**

Dette	**Encours de dette au 01.01.2025 (tous budgets) : 181,21M€ (dont 97,19M€ pour le budget principal)** **Taux moyen (tous budgets) : 2,56% (2,70% pour le budget principal)** **Durée résiduelle moyenne (tous budgets) : 8 ans et 5 mois (8 ans et 9 mois pour le budget principal)** **Capacité de désendettement (budget principal) : 8,6 ans**

M. LE PRÉSIDENT : Parce que le bloc local doit constituer maintenant une figure de stabilité pour nos citoyens, pour nos entreprises, nous devons aussi donner des signes forts, et on va les donner dans le travail qui a été fait pour l'établissement du budget. Évidemment, vous en conviendrez que ce n'est pas simple de mettre en place un budget dans ces conditions-là, mais ce budget a été construit autour de trois objectifs. Évidemment, et là je voudrais remercier l'ensemble des services et des élus, la recherche d'économies de fonctionnement, et nous en avons faites, et aussi préserver la situation financière de l'Agglomération, mais aussi maintenir notre niveau d'investissement parce qu'il faut espérer que ce Projet de Loi de Finances ne sera pas mis en place à cette hauteur-là, et nous voulons continuer à investir sur le territoire, c'est important aussi pour les travaux publics, cela a été dit tout à l'heure, 80 % des investissements sont portés par le bloc local, et évidemment, et là nous en sommes tous d'accord, maintenir le service de qualité à notre population : les services publics sont essentiels pour nos concitoyens. Voilà donc le Programme Pluriannuel d'Investissement qu'on va vous présenter tout à l'heure, naturellement, sera dans l'obligation d'être vu à la baisse en début de mandat prochain, si jamais le Projet de Loi de Finances devait être mis en place de la manière dont il est aujourd'hui estimé. Je donne maintenant la parole à Antoine HOMÉ pour vous présenter le budget primitif 2026, composé de différents budgets et des budgets annexes. À l'issue de la présentation, il fera une présentation globale sur l'ensemble des budgets, naturellement on fera le vote budget par budget, mais si vous en êtes d'accord, on peut faire un débat global sur l'ensemble des budgets, cela évite chaque fois de refaire un débat sur chaque budget. C'est à toi, Antoine.

M. HOMÉ : Oui, merci, Fabian. Fabian dit cela parce que cela peut faire peur, il y a 24 délibérations, mais en fait, il y en a 11 qui sont relatives au budget et les 13 autres sont assez techniques. Pour ne pas y passer la soirée, on va faire une présentation globale qui concerne les 11 premières délibérations, après on les votera, et sur les 13 autres, j'irai vite, à moins que vous souhaitiez passer toute la soirée et toute la nuit en ma charmante compagnie, mais je ne crois pas que ce soit le cas. Alors, je vais présenter notamment, bien sûr, le budget général, mais pas seulement, en 5 temps : le cadrage budgétaire, la section de fonctionnement, les investissements, les budgets annexes plus rapidement et la conclusion. Vous avez un slide que l'on va suivre. Nous avons, comme d'habitude, fait des orientations budgétaires que vous avez approuvées il y a 2 mois. Une lettre de cadrage budgétaire pour les services, et puis je tiens à remercier à nouveau non seulement les membres nombreux et éminents de l'atelier permanent finances, mais également tous les Vice-Présidents, conseillers communautaires délégués qui ont fait avec moi et Benoît BERGDOLL, rapporteur du budget, des réunions très nombreuses pour travailler sur l'élaboration du budget. Et puis, bien sûr, je remercie l'ensemble des services de m2A et notamment le DGA, M. SCHOOR, et la direction des finances, sous la houlette de M. GARCIN. Je les remercie très chaleureusement parce que nous travaillons intensément ensemble et pourtant dans la bonne humeur, comme quoi le travail et la bonne humeur ne sont pas incompatibles, surtout en matière de finances qui est, dans les temps dans lesquels nous sommes, plutôt quelque chose qui pourrait parfois nous faire penser que c'est plus dépressif que positif. Et bien justement, il faut continuer, et Fabian le disait à vouloir porter cet Agglomération et les politiques publiques en essayant, au-delà des difficultés que nous venons d'évoquer dans le vote de la motion, que vous avez votée à l'unanimité, je vous en remercie chaleureusement, et bien l'idée que l'Agglomération porte les grandes politiques de notre territoire. Alors je rappelle

néanmoins les orientations du DOB : recherche accrue d'économies, évidemment maîtriser les dépenses de fonctionnement, augmentation des recettes, attention particulière à la masse salariale, aux dépenses de personnel, parce que c'est important, et aux subventions. Je vous parlais, je ne vais pas le paraphraser, des dialogues budgétaires et du gros travail qui s'est conclu par l'atelier permanent finances, c'est un peu sur la procédure. Je ne vais pas le détailler mais c'est le musée des horreurs, alors à gauche vous avez le projet Bayrou, à droite vous avez le projet actuel. Bon, évidemment, dans les deux cas, les Agglomérations et notamment la nôtre est particulièrement impactée au prétexte que « plus tu es gros, plus tu es riche », c'est totalement idiot.
Il y a également dans les critères de prélèvement des critères liés au revenu par habitant. Ce qui fait qu'on l'a déjà dit, Saint-Louis Agglomération et m2A sont particulièrement impactées parce qu'évidemment, on a une partie importante de nos concitoyens qui travaillent en Helvétie. Cela ne rend pas l'Agglomération plus riche, mais cela veut dire que le revenu par habitant est ce qu'il est, etc. Donc les critères sur lesquels sont fondés les prélèvements sont relativement idiots et conduisent à ce qu'on veuille nous piquer presque 11 millions. C'est naturellement catastrophique et je n'y reviens pas, c'est le sujet du débat actuel en espérant qu'à la fin l'addition sera évidemment beaucoup plus faible. Nous avons néanmoins travaillé sur la section de fonctionnement. Nous avons au niveau des dépenses 268,75 millions d'euros, notamment les charges générales, les charges de personnel, j'en parlais, vous avez les chiffres sous vos yeux, je ne vais pas paraphraser, les atténuations de produits. Là-dedans, il y a les attributions de compensation et la dotation de solidarité communautaire, mais il y a notamment le fameux DILICO, les charges de gestion courante, les charges de la dette, les écritures d'ordre et le virement à la section d'investissement. Au niveau des recettes, les produits issus de la fiscalité représentent l'essentiel. Les dotations ont beaucoup baissé. Vous voyez, on n'est plus qu'à 47 millions. Vous avez les produits des services qui ne sont pas négligeables. C'est l'essentiel. Quand on regarde les dépenses de fonctionnement par service, on voit bien que nous sommes une Agglomération de services, précisément, avec un poids important de l'enfance, de la famille, de l'environnement et des services urbains, et puis en même temps les reversements aux communes, notamment les ACTP et la DSC. Nous avons travaillé pour rechercher des économies et optimiser les recettes. Et c'est vrai que nous avons recherché des économies par rapport aux propositions que faisaient les services. Sur les dépenses de personnel, nous avons notamment travaillé sur une hypothèse de dépense réaliste. L'idée n'était pas de s'attaquer bêtement aux dépenses de personnel parce que nos agents sont au service de la population. Ils méritent le respect, ils font un travail important. En revanche, nous avons bien vu que nous avions un décalage entre les inscriptions budgétaires et les réalisations, donc on a ajusté les crédits. Cela ne pose pas de difficultés. Et puis, nous avons, mais j'y reviendrai, une recette non récurrente, comme on dirait une recette one-shot. Ce sont les subventions et contributions, c'est parce que je parlais du SIVOM, cette subvention est stabilisée, celle au technopole est optimisée et nous avons une diminution de la contribution au budget annexe des transports. Tout cela est assez important, mais notez que sur les subventions et contributions nous maîtrisons. Sur les charges générales, là aussi, il y a des mesures de gestion qui sont prises. Nous avons également gelé un certain nombre de crédits sur des crédits de fonctionnement à hauteur de 4%. Ces crédits seront utilisés au fur et à mesure des besoins. En réalité, c'est une recette non récurrente qui nous permet de sauver un peu la mise et de rester dans une situation correcte. C'est que du fait de l'évolution des compétences du SIVOM, nous reprenons l'excédent du

budget annexe collecte sélective du SIVOM, ce qui permet d'équilibrer la section et d'inscrire un virement à la section d'investissement de 2 millions. Autrement dit, face aux mesures que nous subissons de la part du gouvernement, c'est cette année une recette non récurrente qui nous permet de gérer le budget. Ce budget, facialement, il est bien. Mais encore une fois, cette recette ne se reproduira pas l'an prochain. Donc les menaces sont pérennes sur le budget et il faut le rappeler. Au niveau de l'augmentation des recettes, 3 millions de plus, mais nous avons effectivement des recettes de fiscalité qui sont impactées par le fameux DILICO, DIspositif de LIssage COnjoncturel, et nous avons une augmentation des produits qui est notamment liée à l'intégration de l'excédent SIVOM qui est de 5 millions. Je vous expliquais avant la répartition de cette recette. Du côté de l'État, une baisse drastique de dotation de moins 7 millions d'euros. C'est ce chiffre dont nous espérons qu'après les travaux au Sénat, il sera revu à la baisse. Et puis la loi de finances 2026 gèle la fraction de TVA, baisse la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et met fin à hauteur de 50 % à la compensation de ce qui était la baisse des bases industrielles de la CFE. En gros, je vous la fais courte, ce sont les agglomérations à base industrielle qui sont pratiquement sacrifiées dans ce Projet de Loi de Finances. Non seulement ce qui est fait est contre péréquateur, mais ce sont plutôt les territoires industriels qui sont maltraités. Alors qu'on parle de réindustrialisation du pays, j'entends souvent, y compris dans cette enceinte, et c'est normal, Laurent Riche ou d'autres collègues parler d'industrie, et c'est important. Ce qui est proposé, c'est exactement le contraire. Puis il y a un sujet FCTVA. Tout cela est un peu redondant avec ce qu'on se disait avant, mais vous voyez bien que nous sommes dans une situation qui est très préoccupante. Pour autant, nous avons une PPI qui est importante, et c'est cela l'enjeu. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'on a une PPI ambitieuse, qu'on a envie de continuer à investir pour ce territoire parce qu'on est un acteur économique, et ce qui est menacé, c'est cela. Parce que si demain ou après-demain, l'autofinancement s'effondre et l'Agglomération n'a plus les moyens, c'est l'investissement qui va devoir être revu à la baisse, échelonné. Et ce sont les entreprises locales qui seront menacées. Je rappelle un peu dans cette slide, par exemple, le budget 2026. Qu'est-ce qu'il y a dedans ? Il y a les périscolaires, on en parlait, à Rixheim, à Wittenheim, à Illzach, à Wittelsheim, à Staffelfelden, et la petite enfance pour 12 millions. Il y a le fonds Nouvelle Donne environnemental, cher à Jean-Claude Mensch, pour 1 million. Il y a le village industriel de la Fonderie, pour 12,2 millions. Il y a le parc des Expositions, certains d'entre nous siègent au Conseil d'Administration, pour 1,5 million. Les pistes cyclables, 4,5 millions. Les crédits délégués au logement social parc public, parc privé, c'est 20 millions. Les équipements sportifs pour un peu moins de 8 millions. Les musées, les véhicules pour nos services. Tout cela, c'est des investissements à la fois qui concernent les services de m2A et les politiques que nous menons et ils sont tous importants. En 2024 et 2025, nous avions un certain niveau d'investissement, nous allons pour autant le maintenir en 2026 mais la question c'est au-delà et dans le prochain mandat puisque c'est le dernier budget de ce mandat, est-ce qu'on pourra continuer à faire autant ? C'est toute la question. Il faut ajouter à cela les investissements annuels, qui sont notamment tous les investissements qui concourent au fonctionnement de nos services, tant en équipement qu'en foncier. En synthèse, sur l'investissement, les dépenses d'investissement prévisionnel sont de 125,87 millions, mais là-dedans vous avez 75 millions de travaux, et vous avez ensuite des remboursements d'emprunts, des opérations pour compte de tiers, des immobilisations, des écritures d'ordre. Tout cela est financé en équilibre provisionnel par des

subventions d'investissement, par des écritures d'ordre, des opérations pour le compte de tiers, un peu de transfert de la section de fonctionnement et puis des emprunts prévisionnels qui ne seront évidemment pas réalisés à ce niveau-là. D'abord parce qu'on n'exécutera pas tous les investissements et ensuite parce que les taux d'intérêt restent relativement élevés.
Un mot sur les budgets annexes. Le plus gros, c'est le budget annexe des transports urbains, 86,38 millions, à peu près le même niveau qu'en 2025, avec des charges maîtrisées, des recettes qui le sont aussi. À noter une légère baisse de la contribution du budget principal que je rappelais avant. En section d'investissement, 26,4 millions d'euros. Là aussi, on est assez proche du niveau 2025. Vous avez là-dedans notamment des immobilisations, des emprunts d'État assimilés et puis les recettes. C'est à la fois les subventions d'investissement, des écritures d'ordre, de l'emprunt et un virement tout petit de la section d'exploitation. Le budget annexe de l'eau continue à monter en charge, quoi qu'il soit au niveau de l'an dernier. On a un peu plus de 50 millions d'euros. Vous avez eu une baisse des produits et des services par rapport à 2025. Vous avez une augmentation des recettes d'ordre et des reprises sur provision. Et on vous présente ici l'ensemble des recettes. Le budget annexe de l'eau investit plus de 20 millions. Ceux qui sont à la Régie de l'Eau, c’est mon cas, suivent cela de près. C'est présenté régulièrement. Bien, alors le budget annexe du chauffage urbain, une section d'exploitation un peu moins de 14 millions. Là aussi, vous l'avez lu. Et puis, bien sûr, le budget annexe de la zone d'activité de Bantzenheim, un peu moins d'un million. Il faut ajouter que nous avons également maintenant un budget annexe pour la zone d'activité Amélie IV pour un montant de 7,7 millions en section de fonctionnement et de 7,57 millions en section d'investissement. Et puis, le budget annexe investissement territorial intégré, je l'avais présenté, ce sont les enveloppes d'aide européenne pour des projets. Là, nous avons une section de fonctionnement à 459 000, une section d'investissement à 565 000. Alors il y a un comité de pilotage qui se réunit régulièrement, que je co-préside avec Rémy NEUMANN, et il y a beaucoup de projets à la fois portés par m2A, par les communes et par des acteurs économiques. Les volumes budgétaires du budget, c'est quand même une belle bête. 635,87 millions d'euros, c'est le budget total. Fonctionnement : 430,85 millions d'euros plus investissement 205 millions. On est quand même sur des masses budgétaires tout à fait considérable. En conclusion, j'ai essayé de ne pas aller trop vite, parce que nous avons beaucoup de délibérations ce soir. Nous allons maintenir une épargne brute d'un niveau correct, 14,54 millions d'euros, représentant 5,43%, mais essentiellement, encore une fois, grâce à un expédient. C'est vrai que, je le disais, facialement, le budget est à peu près du même niveau que l'an dernier. Mais il faudra, l'an prochain, si les coupes sont confirmées, trouver d'autres recettes. Et ce n'est pas tous les ans que nous avons un reversement du SIVOM qui est une recette non récurrente. Je sais que très souvent, les débats budgétaires sont l'occasion dans les collectivités de dire, voilà, on est formidable, la situation est... Alors je pense, ce qu'on peut dire, c'est qu'il faut nuancer, c'est-à-dire que malgré tout, nous sommes arrivés, grâce au travail des services et des élus, à avoir un budget qui tient la route. Premier point. Deux, c'était une véritable gageure, parce que ce qui est fait au niveau national, on vient de le dire, nous impacte très lourdement, mais l'avenir est menaçant. Le vœu que vous venez d'adopter est tout à fait judicieux. Nous avons réussi à trouver des économies en fonctionnement, nous avons préservé la situation financière de m2A autant que possible, le taux d'épargne est maintenu, la capacité de désendettement également. Nous avons désendetté m2A, il y a quelques années on était à 122 millions consolidés, là on va être à 105, donc on

est mieux. Mais le sujet là aussi, c'est que si effectivement on ne peut pas dégager demain de nouvelles ressources pérennes, on risque de se rapprocher des niveaux d'endettement qu'on a connus jadis. C'est une véritable préoccupation. On est encore pas mal, mais il faut que cela s'arrête du côté de Bercy. Et enfin, je termine tout cela au service du projet de territoire en investissant et au service des services publics ambitieux déployés par l'Agglomération, car comme je l'ai dit chaque année et ce sera ma conclusion, les finances pour les finances ce n'est pas le sujet. Les finances sont utiles pour mener des politiques publiques au service de nos concitoyens et c'est ce que nous voulons continuer à faire à m2A. C'est pour cela que ce budget est de mon point de vue et grâce au travail de tous le meilleur compromis possible face au prélèvement étatique calamiteux que l'on tente de nous imposer. Voilà mes chers collègues. Merci de votre attention.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Antoine. Des prises de parole. M. SIMOENI.

M. SIMEONI : Merci, M. le Président. Merci, Antoine, pour la présentation. S'il fallait résumer l'idée, c'est la suivante : face à la marrée de l'austérité, garder le cap devient difficile. Le budget qui nous est présenté est le fruit d'un travail patient et ardu des services que nous tenons à remercier et de l'expertise précieuse du Vice-Président aux finances, Antoine HOMÉ, qui s'efforce de garder la tête hors de l'eau dans la mer agitée du contexte budgétaire. Je ne développe pas. En effet, la mer monte. Et nous venons d'en signaler tous les effets délétères sur nos recettes et sur nos capacités d'action, donc je ne vais pas développer. Cela a été dit dix fois. Pour faire face, le budget annonce une recherche forte d'économie dans les dépenses de fonctionnement qui impactent plusieurs postes : dépenses de personnel, subventions, contributions, un gel des crédits de fonctionnement de plusieurs directions, et pas des moindres, enfance et familles, sports, parc zoologique et botanique, pour un montant d'à peu près 3 millions d'euros. Le maintien relatif des investissements de la PPI avec un taux d'épargne brut en léger rebond à 14 millions nous oblige au recours à l'emprunt, et si pour l'heure nous conservons une bonne capacité de désendettement, cela pourrait changer si l'austérité demeure. Antoine vient de le dire à sa manière, c'est menaçant. À bien des égards, de mon point de vue, dans la situation précise où nous sommes aujourd'hui, cette pression exercée sur les dépenses de fonctionnement, sur les agents qui sont le cœur battant de nos services publics, n'est pas la solution. Un expédient peut-être, comme a dit Antoine, mais ce n'est pas la solution, car la dégradation des conditions d'accueil, des conditions de travail des agents participera à défaire la qualité des services publics concernés par ces mesures et coûtera plus cher aux usagers et à m2A au final. Par ailleurs, cette austérité imposée par les gouvernements du bloc central nous bouche les yeux sur l'avenir. Antoine l'a dit, quid du plan climat, il faut le lire aussi avec toutes les annonces de suppression qui apparaissent dans le budget général, quid du réseau de chaleur fatale. Je posais tout à l'heure la question à Rémy NEUMANN, qui est en charge de cette question et qui nous avait dit il y a quelque temps toutes les attentes qu'on avait du côté de l'ADEME. Quid du PADD, quid du REV, du rêve que nous pouvons avoir bien sûr pour le réseau Espress Vélo, mais aussi du rêve que constitue pour nous l'envie de construire un territoire qui soit porteur de mieux vivre pour l'ensemble de ses habitants. Quid du réseau métropolitain de l'extension du tram, le beau travail qu'on a effectué dans le cadre de l'atelier, le conseil de développement qui vient de rendre son rapport montre tout l'intérêt, et bien évidemment à la clé des investissements très importants à réaliser aujourd'hui qui nous semblent hors de toute atteinte. Quid de la suite à donner à l'atelier sur le

pôle muséal qui se termine ce mercredi 10 décembre à la Maison du Territoire. La question qu'on peut se poser : c'est que tout ce travail engagé, comment pourrions-nous le poursuivre si on nous impose ad vitam aeternam, des sacrifices sans fin ? Dans ce contexte, force est de reconnaître la lucidité de ce rapport budgétaire qui s'efforce de sauver l'essentiel sans cacher les difficultés, qui nous rend attentifs donc aux difficultés d'aujourd'hui et de demain, et qui, dans le vœu, appelle un chat un chat. C'est vraiment un vœu très précis, très clair. Cependant, pour ma part, à l'heure où nous sommes, parce que rien n'est fini, parce qu'à l'Assemblée, cela continue de discuter, quel est le message que nous voulons envoyer ? Le message que nous voulons envoyer, c'est qu'on n'est pas d'accord pour faire pression sur les dépenses qui vont toucher les agents et la qualité des services tels qu'enfance et famille. De la même manière, nous sommes dans une vision qui ne peut pas aujourd'hui penser l'avenir du territoire en termes de sacrifice. Et je terminerai, face au pessimisme de la raison, je pense nécessaire pour l'avenir de notre territoire de nous retrouver tous dans l'optimisme de la volonté, comme aurait pu dire Gramsci, de garder le cap d'une Agglomération réunissant toutes ses forces, en mutualisant toutes ses forces que parfois nous n'avons pas su faire. Il me semble avoir entendu M. le Président répéter maintes fois, il faut fédérer les énergies. Je cite donc Fabian Jordan, en l'occurrence, qui peut sembler un peu... Et donc, par conséquent, de garder le cap d'une Agglomération réunissant toutes ses forces au service du durablement durable pour tous. Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, M. SIMEONI. Oui, Loïc MINERY.

M. MINERY : Un propos rapide et une petite explication de vote. Alors, dernier budget du mandat, vous l'avez dit, ce projet de budget 2026 ne fait pas exception au précédent et même plus encore, il confirme notre besoin de respiration. L'avenir de notre territoire et singulièrement de notre communauté d'agglomération doit s'inscrire dans une vision partagée, respectueuse de la diversité qui caractérise notre EPCI aujourd'hui. « Unie dans la diversité » cette devise européenne, nous devrions pleinement la faire nôtre. Cette recherche d'unité doit aussi nous inviter à nous dépasser pour demain créer les conditions d'une réussite de notre Agglomération sur tous les plans. Le mandat qui vient appelle la relance de projets structurants, l'affirmation de notre orientation sur les services à la population, la poursuite et l'amplification de rayonnement de m2A en renforçant également la résilience territoriale. Des ajustements, pas seulement budgétaires, devront être concrétisés. La Ville-Centre, Mulhouse, doit pleinement reprendre sa juste place dans le respect des équilibres territoriaux à bâtir. L'outillage existe, la méthode devra tenir compte tout autant des attentes des communes que des besoins des habitants. Le projet en découlera. C'est aussi au regard de ces chapitres restant à écrire, collectivement, de ce rebond collectif lui aussi à enclencher que plusieurs d'entre nous font le choix ce soir de l'abstention. Une abstention tout à la fois vigilante, bienveillante et porteuse d'espoir et d'ambition pour notre territoire et ses habitants. Merci.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Florian COLOM.

M. COLOM : Merci, Monsieur le Président. Alors, nouveau budget pour notre Agglomération, nouveau Projet de Loi de Finances et finalement, nouvelles contraintes pour nos collectivités qui se poursuivent, comme je le disais précédemment, dans cette logique inexorable de réduction de nos moyens

d'action, autant pour nos services publics que pour nos investissements territoriaux. Je veux rappeler à ce stade, tout comme j'aurais pu le faire précédemment que ce ne sont pas aux collectivités locales de porter seules le redressement des finances publiques nationales, mais que l'État doit prendre plus que sa part chose que pour l'instant on ne voit pas et qu'il serait bien de s'inspirer de la gestion de nos collectivités par la maîtrise, voire la réduction du nombre de ses fonctionnaires, la maîtrise voire la réduction de certaines dépenses de fonctionnement. Je pense au contraire que les collectivités locales que nous représentons ici ce soir sont plus que jamais la solution dans cette situation par la proximité de l'action que nous portons et les équilibres financiers de nos comptes. Chez nous, chaque euro a un effet concret dans le quotidien de nos concitoyens, pour nos services publics et pour nos emplois. Les collectivités locales sont des amortisseurs et non des variables d'ajustement, et il faut précisément que nous puissions continuer à avoir les moyens de jouer ce rôle pour nos concitoyens. Ce budget, ce n'est vraiment pas le budget de la facilité, mais j'ai envie de dire que ce mandat d'un point de vue financier n'est pas le mandat de la facilité, autant pour m2A que pour nos 39 communes. C'est un travail d'équilibriste avec une absence d'augmentation de la fiscalité, un non-renoncement à nos investissements et une préservation de nos services publics. Je partage l'interrogation jusqu'à quand arriverons-nous à porter ce travail d'équilibriste ?
Alors pour toutes ces raisons, certains ont l'abstention joyeuse et forte courageuse, et bien nous, nous prenons nos responsabilités et nous votons favorablement pour ce budget 2026.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Florian. D'autres interventions ? Il n'y en a pas. Donc je peux prendre tous les budgets. Je passe le vote. On y va. Pour l'instant, budget principal, qui est pour ? Qui est contre ? Et qui s'abstient ?

Pour : 80 + 12 procurations.
Abstentions (7) : Nadia EL HAJJAJI, Loïc MINERY, Maëlle PAUGAM, Bertrand PAUVERT, Pascale Cléo SCHWEITZER, Joseph SIMEONI et Paul-André STRIFFLER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

6° BUDGET ANNEXE DE L'EAU : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2026 (7.1.1/2866C)

Le projet de budget primitif 2026 du budget annexe de l'eau, élaboré selon l'instruction comptable M49 ; est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 74 074 561 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section d'exploitation	**52 731 212**	**52 731 212**
Dépenses ou recettes réelles	45 265 451	51 170 363
Dépenses ou recettes d'ordre	7 465 761	1 560 849
Section d'investissement	**21 343 349**	**21 343 349**
Dépenses ou recettes réelles	19 782 500	13 877 588
Dépenses ou recettes d'ordre	1 560 849	7 465 761
Budget total	**74 074 561**	**74 074 561**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le budget primitif du budget annexe de l'eau 2026.

PJ : (2)

- Budget primitif 2026
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006600900065	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

POSTE COMPTABLE DE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : EAU (2)

ANNEE 2026

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 21

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 22
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 23
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 32
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 33
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 34
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 36
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 37
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 38
A3.2 - Etalement des provisions 39
A4.1 - Equilibre des opérations financières 40
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 41
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 42
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 44
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 45
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 46
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 47
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 48
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 49
B1.5 - Etat des marchés de partenariat 50
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 51
B1.7 - Etat des engagements reçus 52
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 53
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 54

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 55

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires par délibération du 17 décembre 2010.

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	52 731 212,00	52 731 212,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	52 731 212,00	52 731 212,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	21 343 349,00	21 343 349,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	21 343 349,00	21 343 349,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	74 074 561,00	74 074 561,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	31 213 646,00	0,00	32 186 612,00	32 186 612,00	32 186 612,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 679 050,00	0,00	7 001 000,00	7 001 000,00	7 001 000,00
014	Atténuations de produits	4 700 000,00	0,00	4 710 614,00	4 710 614,00	4 710 614,00
65	Autres charges de gestion courante	156 500,00	0,00	62 000,00	62 000,00	62 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**42 749 196,00**	**0,00**	**43 960 226,00**	**43 960 226,00**	**43 960 226,00**
66	Charges financières	360 176,00	0,00	760 025,00	760 025,00	760 025,00
67	Charges exceptionnelles	322 300,00	0,00	265 200,00	265 200,00	265 200,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		280 000,00	280 000,00	280 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**43 431 672,00**	**0,00**	**45 265 451,00**	**45 265 451,00**	**45 265 451,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*4 277 098,00*		*816 569,00*	*816 569,00*	*816 569,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*6 468 200,00*		*6 649 192,00*	*6 649 192,00*	*6 649 192,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***10 745 298,00***		***7 465 761,00***	***7 465 761,00***	***7 465 761,00***
TOTAL		**54 176 970,00**	**0,00**	**52 731 212,00**	**52 731 212,00**	**52 731 212,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	52 731 212,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	1 000 100,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	51 867 370,00	0,00	49 769 363,00	49 769 363,00	49 769 363,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	50 000,00	0,00	157 000,00	157 000,00	157 000,00
75	Autres produits de gestion courante	183 000,00	0,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00
Total des recettes de gestion des services		**53 100 470,00**	**0,00**	**51 046 363,00**	**51 046 363,00**	**51 046 363,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	140 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		124 000,00	124 000,00	124 000,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**53 240 970,00**	**0,00**	**51 170 363,00**	**51 170 363,00**	**51 170 363,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*936 000,00*		*1 560 849,00*	*1 560 849,00*	*1 560 849,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***936 000,00***		***1 560 849,00***	***1 560 849,00***	***1 560 849,00***
TOTAL		**54 176 970,00**	**0,00**	**52 731 212,00**	**52 731 212,00**	**52 731 212,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	52 731 212,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	5 904 912,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	221 000,00	0,00	582 000,00	582 000,00	582 000,00
21	Immobilisations corporelles	2 265 000,00	0,00	2 280 000,00	2 280 000,00	2 280 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	13 420 000,00	0,00	10 902 000,00	10 902 000,00	10 902 000,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**15 906 000,00**	**0,00**	**13 764 000,00**	**13 764 000,00**	**13 764 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 463 244,00	0,00	6 018 500,00	6 018 500,00	6 018 500,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**5 463 244,00**	**0,00**	**6 018 500,00**	**6 018 500,00**	**6 018 500,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**21 369 244,00**	**0,00**	**19 782 500,00**	**19 782 500,00**	**19 782 500,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*936 000,00*		*1 560 849,00*	*1 560 849,00*	*1 560 849,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***946 000,00***		***1 560 849,00***	***1 560 849,00***	***1 560 849,00***
TOTAL		**22 315 244,00**	**0,00**	**21 343 349,00**	**21 343 349,00**	**21 343 349,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	21 343 349,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	5 400 000,00	0,00	1 900 000,00	1 900 000,00	1 900 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	6 159 946,00	0,00	11 969 588,00	11 969 588,00	11 969 588,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**11 559 946,00**	**0,00**	**13 869 588,00**	**13 869 588,00**	**13 869 588,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**8 000,00**	**8 000,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Total des recettes réelles d'investissement		**11 559 946,00**	**0,00**	**13 877 588,00**	**13 877 588,00**	**13 877 588,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*4 277 098,00*		*816 569,00*	*816 569,00*	*816 569,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*6 468 200,00*		*6 649 192,00*	*6 649 192,00*	*6 649 192,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***10 755 298,00***		***7 465 761,00***	***7 465 761,00***	***7 465 761,00***
TOTAL		**22 315 244,00**	**0,00**	**21 343 349,00**	**21 343 349,00**	**21 343 349,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**21 343 349,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**5 904 912,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	32 186 612,00		32 186 612,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	7 001 000,00		7 001 000,00
014	Atténuations de produits	4 710 614,00		4 710 614,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	62 000,00		62 000,00
66	Charges financières	760 025,00	*0,00*	760 025,00
67	Charges exceptionnelles	265 200,00	*0,00*	265 200,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	280 000,00	*6 649 192,00*	6 929 192,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*816 569,00*	816 569,00
Dépenses d'exploitation – Total		**45 265 451,00**	***7 465 761,00***	**52 731 212,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	52 731 212,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*1 060 849,00*	1 060 849,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	6 018 500,00	*0,00*	6 018 500,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	582 000,00	0,00	582 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	2 280 000,00	500 000,00	2 780 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	10 902 000,00	0,00	10 902 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**19 782 500,00**	***1 560 849,00***	**21 343 349,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	21 343 349,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	1 000 000,00		1 000 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	49 769 363,00		49 769 363,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*500 000,00*	500 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	157 000,00		157 000,00
75	Autres produits de gestion courante	120 000,00		120 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*1 060 849,00*	1 060 849,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	124 000,00	*0,00*	124 000,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**51 170 363,00**	***1 560 849,00***	**52 731 212,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**52 731 212,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	1 900 000,00	*0,00*	1 900 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	11 977 588,00	*0,00*	11 977 588,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*6 649 192,00*	6 649 192,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*816 569,00*	816 569,00
Recettes d'investissement – Total		**13 877 588,00**	***7 465 761,00***	**21 343 349,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**21 343 349,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**31 213 646,00**	**32 186 612,00**	**32 186 612,00**
60222	Produits d'entretien	10 000,00	10 000,00	10 000,00
60227	Pièces de rechange	290 000,00	290 000,00	290 000,00
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	640 000,00	640 000,00	640 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	890 000,00	1 015 000,00	1 015 000,00
605	Achats d'eau	600 000,00	900 000,00	900 000,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	1 695 000,00	765 000,00	765 000,00
6062	Produits de traitement	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	202 620,00	205 000,00	205 000,00
6064	Fournitures administratives	13 540,00	13 000,00	13 000,00
6066	Carburants	32 750,00	131 000,00	131 000,00
6068	Autres matières et fournitures	39 500,00	38 000,00	38 000,00
6071	Compteurs	5 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	27 000,00	44 000,00	44 000,00
6132	Locations immobilières	5 000,00	3 000,00	3 000,00
6135	Locations mobilières	21 000,00	15 000,00	15 000,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	19 500,00	5 000,00	5 000,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	50 000,00	30 000,00	30 000,00
61523	Entretien, réparations réseaux	522 000,00	400 000,00	400 000,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	590 000,00	590 000,00	590 000,00
61551	Entretien matériel roulant	4 000,00	6 000,00	6 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	60 200,00	40 000,00	40 000,00
6156	Maintenance	890 000,00	1 352 500,00	1 352 500,00
6161	Multirisques	2 500,00	2 000,00	2 000,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	12 000,00	28 000,00	28 000,00
6168	Autres	3 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	221 000,00	160 000,00	160 000,00
618	Divers	432 600,00	360 150,00	360 150,00
6226	Honoraires	2 500,00	10 500,00	10 500,00
6228	Divers	230 000,00	210 000,00	210 000,00
6231	Annonces et insertions	3 500,00	1 000,00	1 000,00
6236	Catalogues et imprimés	500,00	1 500,00	1 500,00
6238	Divers	72 000,00	75 000,00	75 000,00
6241	Transports sur achats	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6251	Voyages et déplacements	5 300,00	5 000,00	5 000,00
6256	Missions	850,00	500,00	500,00
6257	Réceptions	16 000,00	15 000,00	15 000,00
6261	Frais d'affranchissement	18 000,00	20 000,00	20 000,00
6262	Frais de télécommunications	100 000,00	100 000,00	100 000,00
627	Services bancaires et assimilés	8 100,00	16 000,00	16 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	105 650,00	105 000,00	105 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	39 000,00	45 000,00	45 000,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	449 300,00	466 000,00	466 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	4 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	700 000,00	700 000,00	700 000,00
63512	Taxes foncières	152 000,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	2 000,00	500,00	500,00
6358	Autres droits	200,00	0,00	0,00
63711	Redevance pour prélèvement sur la ressou	730 000,00	1 004 931,00	1 004 931,00
63712	Redevance pour la performance des réseau	0,00	797 181,00	797 181,00
63713	Redevance pour la performance des systèm	0,00	1 666 833,00	1 666 833,00
6378	Autres taxes et redevances	21 274 536,00	19 882 017,00	19 882 017,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**6 679 050,00**	**7 001 000,00**	**7 001 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	28 000,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	50 000,00	0,00	0,00
6331	Versement de mobilité	600,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	300,00	0,00	0,00
6333	Particip. employeurs format° pro. cont.	400,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 600,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	450,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	6 543 000,00	7 000 000,00	7 000 000,00
6413	Primes et gratifications	700,00	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	9 000,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	1 000,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	12 000,00	0,00	0,00
6452	Cotisations aux mutuelles	400,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	23 300,00	0,00	0,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	1 000,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	2 400,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	800,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	100,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	500,00	500,00	500,00
648	Autres charges de personnel	3 500,00	500,00	500,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**4 700 000,00**	**4 710 614,00**	**4 710 614,00**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	4 700 000,00	0,00	0,00
701269	Reversement à l'agence de l'eau - Redeva	0,00	4 710 614,00	4 710 614,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**156 500,00**	**62 000,00**	**62 000,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	2 500,00	0,00	0,00
6531	Indemnités élus	38 500,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission élus	200,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite élus	2 300,00	0,00	0,00
6534	Cotis. sécurité sociale élus - part pat.	2 900,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	30 000,00	30 000,00
6542	Créances éteintes	50 000,00	30 000,00	30 000,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	10 100,00	2 000,00	2 000,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**42 749 196,00**	**43 960 226,00**	**43 960 226,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**360 176,00**	**760 025,00**	**760 025,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	340 176,00	593 000,00	593 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	147 025,00	147 025,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	20 000,00	20 000,00	20 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**322 300,00**	**265 200,00**	**265 200,00**
6711	Pénalités de retard sur marchés	300,00	200,00	200,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	10 000,00	10 000,00	10 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	12 000,00	5 000,00	5 000,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	50 000,00	50 000,00	50 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	250 000,00	200 000,00	200 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**280 000,00**	**280 000,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	280 000,00	280 000,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**43 431 672,00**	**45 265 451,00**	**45 265 451,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***4 277 098,00***	***816 569,00***	***816 569,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***6 468 200,00***	***6 649 192,00***	***6 649 192,00***
6742	*Subventions exceptionnelles d'équipement*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*6 200 000,00*	*6 649 192,00*	*6 649 192,00*
6812	*Dot. amort. Charges exploit. à répartir*	*230 000,00*	*0,00*	*0,00*
6815	*Dot. prov. pour risques exploitat°*	*18 000,00*	*0,00*	*0,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*10 200,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***10 745 298,00***	***7 465 761,00***	***7 465 761,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***10 745 298,00***	***7 465 761,00***	***7 465 761,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**54 176 970,00**	**52 731 212,00**	**52 731 212,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)			**0,00**
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			**52 731 212,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	215 633,64
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	68 608,64
= Différence ICNE N – ICNE N-1	147 025,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**1 000 100,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	640 000,00	640 000,00	640 000,00
64198	Autres remboursements	360 000,00	360 000,00	360 000,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	100,00	0,00	0,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**51 867 370,00**	**49 769 363,00**	**49 769 363,00**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	22 117 524,00	21 921 190,00	21 921 190,00
701241	Redevance pollution d'origine domestique	4 700 000,00	0,00	0,00
701261	Redevance sur la consommation d'eau pota	0,00	4 663 032,00	4 663 032,00
70128	Autres taxes et redevances	1 951 833,00	260 000,00	260 000,00
703	Ventes de produits résiduels	10 000,00	10 000,00	10 000,00
704	Travaux	540 000,00	0,00	0,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	20 194 536,00	20 185 223,00	20 185 223,00
7064	Locations de compteurs	2 233 477,00	2 709 918,00	2 709 918,00
7068	Autres prestations de services	120 000,00	20 000,00	20 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**50 000,00**	**157 000,00**	**157 000,00**
748	Autres subventions d'exploitation	50 000,00	157 000,00	157 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**183 000,00**	**120 000,00**	**120 000,00**
7588	Autres	183 000,00	120 000,00	120 000,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**53 100 470,00**	**51 046 363,00**	**51 046 363,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**140 500,00**	**0,00**	**0,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	20 000,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	500,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	100 000,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	20 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**124 000,00**	**124 000,00**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	0,00	124 000,00	124 000,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**53 240 970,00**	**51 170 363,00**	**51 170 363,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***936 000,00***	***1 560 849,00***	***1 560 849,00***
722	*Immobilisations corporelles*	*500 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*436 000,00*	*1 060 849,00*	*1 060 849,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***936 000,00***	***1 560 849,00***	***1 560 849,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**54 176 970,00**	**52 731 212,00**	**52 731 212,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**52 731 212,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**221 000,00**	**582 000,00**	**582 000,00**
2031	Frais d'études	50 000,00	150 000,00	150 000,00
2033	Frais d'insertion	1 000,00	2 000,00	2 000,00
2051	Concessions et droits assimilés	170 000,00	430 000,00	430 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 265 000,00**	**2 280 000,00**	**2 280 000,00**
2111	Terrains nus	20 000,00	10 000,00	10 000,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	800 000,00	500 000,00	500 000,00
2154	Matériel industriel	335 000,00	285 000,00	285 000,00
2155	Outillage industriel	20 000,00	45 000,00	45 000,00
21561	Service de distribution d'eau	670 000,00	1 050 000,00	1 050 000,00
2182	Matériel de transport	300 000,00	250 000,00	250 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	35 000,00	35 000,00	35 000,00
2184	Mobilier	30 000,00	35 000,00	35 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	55 000,00	70 000,00	70 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**13 420 000,00**	**10 902 000,00**	**10 902 000,00**
2312	Terrains	70 000,00	10 000,00	10 000,00
2313	Constructions	1 910 000,00	2 010 000,00	2 010 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	11 440 000,00	8 882 000,00	8 882 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**15 906 000,00**	**13 764 000,00**	**13 764 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**5 463 244,00**	**6 018 500,00**	**6 018 500,00**
1641	Emprunts en euros	1 446 244,00	1 999 000,00	1 999 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	17 000,00	19 500,00	19 500,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	4 000 000,00	4 000 000,00	4 000 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**5 463 244,00**	**6 018 500,00**	**6 018 500,00**
4581000023	OPERATIONS 2023 (6)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**21 369 244,00**	**19 782 500,00**	**19 782 500,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***936 000,00***	***1 560 849,00***	***1 560 849,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***436 000,00***	***1 060 849,00***	***1 060 849,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*207 950,00*	*785 462,00*	*785 462,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*33 730,00*	*19 415,00*	*19 415,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*4 410,00*	*1 202,00*	*1 202,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*1 260,00*	*758,00*	*758,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*14 760,00*	*25 897,00*	*25 897,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*29 110,00*	*29 558,00*	*29 558,00*
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*0,00*	*1 577,00*	*1 577,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*144 780,00*	*0,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*0,00*	*196 980,00*	*196 980,00*
	Charges transférées	***500 000,00***	***500 000,00***	***500 000,00***
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*500 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***10 000,00***	***0,00***	***0,00***
2158	*Autres*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***946 000,00***	***1 560 849,00***	***1 560 849,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**22 315 244,00**	**21 343 349,00**	**21 343 349,00**

+

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	RESTES A REALISER N-1 (10)			**0,00**
	+			
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)			**0,00**
	=			
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**21 343 349,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**5 400 000,00**	**1 900 000,00**	**1 900 000,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	4 300 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
1318	Autres subventions d'équipement	1 100 000,00	0,00	0,00
13188	des tiers	0,00	900 000,00	900 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**6 159 946,00**	**11 969 588,00**	**11 969 588,00**
1641	Emprunts en euros	2 159 946,00	7 969 588,00	7 969 588,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	4 000 000,00	4 000 000,00	4 000 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'équipement		**11 559 946,00**	**13 869 588,00**	**13 869 588,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**8 000,00**	**8 000,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes financières		**0,00**	**8 000,00**	**8 000,00**
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL RECETTES REELLES		**11 559 946,00**	**13 877 588,00**	**13 877 588,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***4 277 098,00***	***816 569,00***	***816 569,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***6 468 200,00***	***6 649 192,00***	***6 649 192,00***
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*18 000,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*2 750,00*	*2 708,00*	*2 708,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*244 780,00*	*147 690,00*	*147 690,00*
28087	*Immo. incorp. reçues - mise à dispo.*	*0,00*	*24 912,00*	*24 912,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*306,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*530,00*	*0,00*	*0,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*18 450,00*	*49 042,00*	*49 042,00*
28131	*Bâtiments*	*248 305,00*	*8 686,00*	*8 686,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*198 410,00*	*0,00*	*0,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*1 860,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*3 550,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*3 106 840,00*	*82 733,00*	*82 733,00*
28154	*Matériel industriel*	*169 020,00*	*39 387,00*	*39 387,00*
28155	*Outillage industriel*	*18 900,00*	*2 365,00*	*2 365,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 076 020,00*	*350 649,00*	*350 649,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*21 460,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres*	*859 804,00*	*657 007,00*	*657 007,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*0,00*	*7 263,00*	*7 263,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*0,00*	*405 802,00*	*405 802,00*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*0,00*	*1 857,00*	*1 857,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*81 100,00*	*4 601 224,00*	*4 601 224,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*800,00*	*72 735,00*	*72 735,00*
28182	*Matériel de transport*	*91 420,00*	*156 520,00*	*156 520,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*30 880,00*	*18 268,00*	*18 268,00*
28184	*Mobilier*	*13 510,00*	*2 860,00*	*2 860,00*
28188	*Autres*	*11 305,00*	*17 484,00*	*17 484,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*10 200,00*	*0,00*	*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*230 000,00*	*0,00*	*0,00*
4582000023	*OPERATION 2023*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***10 745 298,00***	***7 465 761,00***	***7 465 761,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***10 000,00***	***0,00***	***0,00***
2033	*Frais d'insertion*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***10 755 298,00***	***7 465 761,00***	***7 465 761,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**22 315 244,00**	**21 343 349,00**	**21 343 349,00**
				+
	RESTES A REALISER N-1 (9)			**0,00**
				+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9			**0,00**
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**21 343 349,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**23 293 545,11**									
1641 Emprunts en euros (total)					23 293 545,11									
6001	CREDIT MUTUEL	07/03/2017	01/01/2023	31/03/2023	66 559,20	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	1,360	EUR	T	P	O	A-1
6002	CREDIT MUTUEL	02/05/2018	01/01/2023	31/03/2023	140 668,83	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,260	EUR	T	P	O	A-1
6003	CREDIT MUTUEL	09/10/2018	01/01/2023	31/03/2023	73 540,59	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,260	EUR	T	P	O	A-1
6004	CREDIT AGRICOLE	26/06/2019	01/01/2023	31/03/2023	195 165,94	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	1,060	EUR	T	P	O	A-1
6005	CREDIT MUTUEL	05/11/2009	01/01/2023	31/03/2023	156 176,61	V	(Euribor 3M + 1)-Floor -1 sur Euribor 3M	3,180	3,270	EUR	T	P	O	A-1
6006	SFIL CAFFIL	25/11/2019	01/01/2023	01/03/2023	170 000,00	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	0,980	EUR	T	C	O	A-1
6008	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	486 992,25	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,560	EUR	T	P	O	A-1
6009	CREDIT MUTUEL	23/10/2018	01/01/2023	31/01/2023	143 057,74	F	Taux fixe à 1.44 %	1,440	1,450	EUR	T	P	O	A-1
6010	CREDIT MUTUEL	23/10/2018	01/01/2023	31/01/2023	143 057,74	F	Taux fixe à 1.44 %	1,440	1,450	EUR	T	P	O	A-1
6012	CREDIT MUTUEL	18/12/2007	01/01/2023	31/01/2023	51 785,53	F	Taux fixe à 4.5 %	4,500	4,590	EUR	M	P	O	A-1
6013	CREDIT MUTUEL	27/11/2010	01/01/2023	31/01/2023	21 999,52	F	Taux fixe à 3.2 %	3,200	3,250	EUR	M	C	O	A-1
6014	CREDIT MUTUEL	19/10/2017	01/01/2023	31/03/2023	29 805,78	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,560	EUR	T	P	O	A-1
6015	CREDIT MUTUEL	06/12/2018	01/01/2023	31/03/2023	270 000,00	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	0,930	EUR	T	C	O	A-1
6016	SFIL CAFFIL	28/07/2020	01/01/2023	02/01/2023	225 000,00	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	1,200	EUR	T	C	O	A-1
6019	CREDIT MUTUEL	13/03/2006	01/01/2023	30/06/2023	40 528,01	F	Taux fixe à 3.45 %	3,450	3,450	EUR	A	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
6020	CREDIT MUTUEL	01/09/2015	01/01/2023	28/02/2023	38 250,00	F	Taux fixe à 2.1 %	2,100	2,120	EUR	T	C	O	A-1
6021	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/03/2023	155 290,00	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	1,460	EUR	T	P	O	A-1
6022	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	284 132,10	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	1,510	EUR	T	P	O	A-1
6023	CREDIT AGRICOLE	05/03/2021	01/01/2023	31/03/2023	72 222,23	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,770	EUR	T	C	O	A-1
6024	CREDIT AGRICOLE	26/04/2016	01/01/2023	31/01/2023	25 290,98	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	0,990	EUR	T	P	O	A-1
6027	CREDIT MUTUEL	28/12/2006	01/01/2023	31/03/2023	56 141,44	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,850	EUR	T	P	O	A-1
6028	CREDIT MUTUEL	02/01/2008	01/01/2023	31/03/2023	82 355,13	F	Taux fixe à 4.55 %	4,550	4,630	EUR	T	P	O	A-1
6029	CAISSE D'EPARGNE	24/12/2008	01/01/2023	31/03/2023	53 204,92	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	4,520	EUR	T	P	O	A-1
6030	CREDIT MUTUEL	28/12/2010	01/01/2023	31/03/2023	135 390,98	F	Taux fixe à 3.45 %	3,450	3,500	EUR	T	P	O	A-1
6031	SFIL CAFFIL	27/12/2012	01/01/2023	01/02/2023	102 201,40	F	Taux fixe à 4.22 %	4,220	4,220	EUR	A	P	O	A-1
6032	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/09/2015	01/01/2023	01/11/2023	73 125,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	3,040	EUR	A	C	O	A-1
6033	CAISSE D'EPARGNE	21/12/2016	01/01/2023	31/03/2023	289 489,86	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	1,160	EUR	T	P	O	A-1
6034	SFIL CAFFIL	18/09/2019	01/01/2023	01/02/2023	120 000,00	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,490	EUR	T	C	O	A-1
6038	CAISSE D'EPARGNE	27/11/2019	01/01/2023	25/03/2023	43 999,96	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	0,790	EUR	T	C	O	A-1
6039	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	30/06/2023	338 508,43	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	4,100	EUR	A	P	O	A-1
6040	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2023	01/01/2023	01/02/2023	408 934,61	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
6041	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/03/2023	357 351,54	F	Taux fixe à 4.95 %	4,950	5,040	EUR	T	P	O	A-1
6042	CAISSE D'EPARGNE	01/01/2023	01/01/2023	31/05/2023	349 249,18	F	Taux fixe à 3.75 %	3,750	3,750	EUR	A	P	O	A-1
6043	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	28/02/2023	610 328,49	F	Taux fixe à 2.25 %	2,250	2,270	EUR	T	P	O	A-1
6044	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2023	01/01/2023	01/05/2023	747 500,00	V	(Livret A(Préfixé))-Floor -0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	2,030	EUR	A	C	O	A-1
6045	CREDIT AGRICOLE	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	220 466,36	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,810	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
6046	CREDIT AGRICOLE	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	488 397,90	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	1,490	EUR	T	P	O	A-1
6047	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	28/02/2023	127 246,25	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	1,210	EUR	T	P	O	A-1
6048	CREDIT MUTUEL	12/05/2022	01/01/2023	31/03/2023	278 322,24	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	0,800	EUR	T	P	O	A-1
6049	CAISSE D'EPARGNE	30/06/2013	01/01/2023	31/03/2023	146 666,54	F	Taux fixe à 3.32 %	3,320	3,360	EUR	T	C	O	A-1
6050	CAISSE D'EPARGNE	01/01/2023	01/01/2023	31/12/2023	64 465,05	F	Taux fixe à 1.3 %	1,300	1,300	EUR	A	P	O	A-1
6052	CREDIT FONCIER DE FRANCE	31/12/2003	01/01/2023	31/03/2023	733 333,08	F	Taux fixe à 4.31 %	4,310	4,380	EUR	T	C	O	A-1
6053	SFIL CAFFIL	12/12/2003	01/01/2023	02/01/2023	749 999,75	F	Taux fixe à 4.26 %	4,260	4,330	EUR	T	C	O	A-1
6054	SFIL CAFFIL	03/12/2019	01/01/2023	01/02/2023	425 000,03	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,690	EUR	T	C	O	A-1
6056	CREDIT MUTUEL	02/10/2010	01/01/2023	31/01/2023	125 358,48	F	Taux fixe à 3.05 %	3,050	3,090	EUR	M	P	O	A-1
6057	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	28/02/2023	167 212,11	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	4,520	EUR	T	P	O	A-1
6059	SFIL CAFFIL	11/12/2013	01/01/2023	02/01/2023	284 304,12	F	Taux fixe à 3.85 %	3,850	3,960	EUR	T	P	O	A-1
6060	SFIL CAFFIL	29/07/2015	01/01/2023	02/01/2023	46 399,92	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	3,360	EUR	T	P	O	A-1
6061	CAISSE D'EPARGNE	23/12/2015	01/01/2023	31/03/2023	314 666,76	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	1,510	EUR	T	C	O	A-1
6063	SFIL CAFFIL	15/05/2018	01/01/2023	01/07/2023	366 666,66	F	Taux fixe à 0.91 %	0,910	0,910	EUR	A	C	O	A-1
6064	SFIL CAFFIL	10/05/2019	01/01/2023	02/01/2023	399 999,98	F	Taux fixe à 0.97 %	0,970	0,970	EUR	S	C	O	A-1
6065	SFIL CAFFIL	14/11/2019	01/01/2023	02/01/2023	125 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,610	EUR	S	C	O	A-1
6066	SFIL CAFFIL	08/06/2021	01/01/2023	01/07/2023	169 875,03	F	Taux fixe à 0.42 %	0,420	0,420	EUR	A	C	O	A-1
6067	SFIL CAFFIL	24/06/2022	01/01/2023	01/02/2023	987 500,00	V	(Euribor 3M + 0.63)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,810	2,890	EUR	T	C	O	A-1
6068	CREDIT MUTUEL	09/01/2018	01/01/2023	31/03/2023	215 360,86	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	1,160	EUR	T	P	O	A-1
6069	CREDIT AGRICOLE	27/10/2022	01/01/2023	31/01/2023	300 000,00	F	Taux fixe à 1.53 %	1,530	1,540	EUR	T	P	O	A-1
SIMU 2 BUDGET EAU BP 2026	Banque Simulation	01/12/2025	01/07/2025	01/12/2026	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.75 %	3,750	3,810	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**23 293 545,11**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**19 320 355,22**					**1 998 191,25**	**593 855,85**	**0,00**	**68 503,44**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		19 320 355,22					1 998 191,25	593 855,85	0,00	68 503,44
6001	N	0,00	A-1	53 588,76	11,25	F	Taux fixe à 1.35 %	1,360	4 441,34	701,02	0,00	0,00
6002	N	0,00	A-1	101 343,21	7,25	F	Taux fixe à 1.25 %	1,260	13 439,16	1 203,96	0,00	0,00
6003	N	0,00	A-1	54 000,10	7,75	F	Taux fixe à 1.25 %	1,260	6 677,78	643,78	0,00	0,00
6004	N	0,00	A-1	146 520,88	8,50	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	16 561,37	1 487,43	0,00	0,00
6005	N	0,00	A-1	91 580,33	4,00	V	(Euribor 3M + 1)-Floor -1 sur Euribor 3M	3,110	22 297,29	2 514,33	0,00	0,00
6006	N	0,00	A-1	140 000,00	13,92	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	10 000,00	1 335,26	0,00	102,63
6008	N	0,00	A-1	421 290,98	16,33	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	22 586,81	6 399,15	0,00	1 029,99
6009	N	0,00	A-1	118 678,97	12,83	F	Taux fixe à 1.44 %	1,450	8 362,68	1 663,96	0,00	264,76
6010	N	0,00	A-1	118 678,97	12,83	F	Taux fixe à 1.44 %	1,450	8 362,68	1 663,96	0,00	264,76
6012	N	0,00	A-1	22 119,56	2,00	F	Taux fixe à 4.5 %	4,590	10 810,82	774,22	0,00	0,00
6013	N	0,00	A-1	13 749,40	5,00	F	Taux fixe à 3.2 %	3,250	2 750,04	399,64	0,00	0,00
6014	N	0,00	A-1	24 384,77	12,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	1 863,63	367,17	0,00	0,00
6015	N	0,00	A-1	135 000,00	3,00	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	45 000,00	1 098,57	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
6016	N	0,00	A-1	187 500,00	14,75	F	Taux fixe à 1.19 %	1,200	12 500,00	2 175,47	0,00	514,85
6019	N	0,00	A-1	26 602,32	4,50	F	Taux fixe à 3.45 %	3,450	4 965,81	917,78	0,00	373,23
6020	N	0,00	A-1	29 250,00	9,67	F	Taux fixe à 2.1 %	2,120	3 000,00	590,62	0,00	45,94
6021	N	0,00	A-1	126 869,03	12,00	F	Taux fixe à 1.45 %	1,460	9 751,22	1 786,74	0,00	0,00
6022	N	0,00	A-1	235 048,11	12,58	F	Taux fixe à 1.5 %	1,510	16 857,40	3 431,20	0,00	545,48
6023	N	0,00	A-1	58 888,91	13,25	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	4 444,44	440,60	0,00	0,00
6024	N	0,00	A-1	3 666,71	0,33	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	3 666,71	13,62	0,00	0,00
6027	N	0,00	A-1	14 840,88	1,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,850	14 840,88	354,13	0,00	0,00
6028	N	0,00	A-1	35 192,35	2,00	F	Taux fixe à 4.55 %	4,630	17 198,07	1 310,57	0,00	0,00
6029	N	0,00	A-1	28 365,71	3,00	F	Taux fixe à 4.45 %	4,520	9 040,07	1 112,81	0,00	0,00
6030	N	0,00	A-1	88 923,54	5,00	F	Taux fixe à 3.45 %	3,500	16 584,19	2 854,85	0,00	0,00
6031	N	0,00	A-1	54 264,97	2,08	F	Taux fixe à 4.22 %	4,220	17 346,00	2 289,98	0,00	1 423,82
6032	N	0,00	A-1	56 250,00	9,83	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,740	5 625,00	1 539,84	0,00	219,37
6033	N	0,00	A-1	231 313,01	11,00	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	19 841,96	2 574,72	0,00	0,00
6034	N	0,00	A-1	90 000,00	8,83	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	10 000,00	422,63	0,00	64,24
6038	N	0,00	A-1	32 999,92	8,98	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	3 666,68	249,82	0,00	3,22
6039	N	0,00	A-1	224 123,56	4,50	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	41 296,67	9 189,07	0,00	3 747,95
6040	N	0,00	A-1	174 466,33	1,08	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	85 309,40	7 868,43	0,00	3 674,66
6041	N	0,00	A-1	301 407,04	11,25	F	Taux fixe à 4.95 %	5,040	20 559,73	14 541,91	0,00	0,00
6042	N	0,00	A-1	245 428,03	5,42	F	Taux fixe à 3.75 %	3,750	37 234,42	9 203,55	0,00	4 554,24

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
6043	N	0,00	A-1	360 447,09	3,91	F	Taux fixe à 2.25 %	2,270	87 102,03	7 378,57	0,00	512,52
6044	N	0,00	A-1	575 000,00	9,33	V	(Livret A(Préfixé))-Floor -0 sur Livret A(Préfixé)	2,440	57 500,00	13 991,67	0,00	5 261,25
6045	N	0,00	A-1	175 985,72	10,33	F	Taux fixe à 1.8 %	1,810	15 367,48	3 064,40	0,00	481,85
6046	N	0,00	A-1	388 122,32	10,33	F	Taux fixe à 1.48 %	1,490	34 424,98	5 553,74	0,00	872,45
6047	N	0,00	A-1	78 703,41	4,42	F	Taux fixe à 1.19 %	1,210	16 862,03	3 479,04	0,00	255,87
6048	N	0,00	A-1	190 300,04	6,25	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	29 812,84	1 433,12	0,00	0,00
6049	N	0,00	A-1	66 666,50	2,50	F	Taux fixe à 3.32 %	3,360	26 666,68	1 881,33	0,00	0,00
6050	N	0,00	A-1	26 286,64	2,00	F	Taux fixe à 1.3 %	1,300	13 058,44	341,73	0,00	0,00
6052	N	0,00	A-1	533 333,04	8,00	F	Taux fixe à 4.31 %	4,380	66 666,68	21 909,15	0,00	0,00
6053	N	0,00	A-1	549 999,71	8,00	F	Taux fixe à 4.26 %	4,330	66 666,68	22 365,00	0,00	5 090,31
6054	N	0,00	A-1	325 000,07	9,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,690	33 333,32	2 154,27	0,00	330,55
6056	N	0,00	A-1	6 904,69	0,16	F	Taux fixe à 3.05 %	3,090	6 904,69	26,34	0,00	0,00
6057	N	0,00	A-1	44 617,60	0,91	F	Taux fixe à 4.45 %	4,520	44 617,60	1 247,79	0,00	0,00
6059	N	0,00	A-1	152 727,77	2,75	F	Taux fixe à 3.85 %	3,960	48 401,61	5 259,85	0,00	1 015,29
6060	N	0,00	A-1	24 925,98	2,75	F	Taux fixe à 3.27 %	3,360	7 899,39	729,12	0,00	140,74
6061	N	0,00	A-1	196 666,80	5,00	F	Taux fixe à 1.5 %	1,510	39 333,32	2 728,76	0,00	0,00
6063	N	0,00	A-1	266 666,67	7,50	V	(Euribor 12M + 0.4)-Floor 0 sur Euribor 12M	2,500	33 333,33	6 656,52	0,00	3 065,83
6064	N	0,00	A-1	299 999,96	8,50	F	Taux fixe à 0.97 %	0,970	33 333,34	2 829,17	0,00	1 286,14
6065	N	0,00	A-1	95 000,00	9,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	10 000,00	564,25	0,00	257,81

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
6066	N	0,00	A-1	67 950,00	1,50	F	Taux fixe à 0.42 %	0,420	33 975,01	285,39	0,00	70,95
6067	N	0,00	A-1	837 500,00	16,58	V	(Euribor 3M + 0.63)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,760	50 000,00	21 816,44	0,00	3 393,13
6068	N	0,00	A-1	156 455,45	7,42	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	20 090,44	1 712,80	0,00	0,00
6069	N	0,00	A-1	214 759,41	6,83	F	Taux fixe à 1.53 %	1,540	29 292,44	3 118,28	0,00	472,94
SIMU 2 BUDGET EAU BP 2026	N	0,00	A-1	10 000 000,00	14,92	F	Taux fixe à 3.75 %	3,810	666 666,67	380 208,33	0,00	29 166,67
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**19 320 355,22**					**1 998 191,25**	**593 855,85**	**0,00**	**68 503,44**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	57	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	19 320 355,22	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1 000 €	12/12/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	cpte 2031 - frais d'études non suivies de réalisation	5	14/10/2024
L	cpte 2033 - frais d'insertion non suivis de réalisation	5	14/10/2024
L	cpte 2051 -Concessions et droits similaires	5	14/10/2024
L	cpte 2121 - Agencements et aménagements de terrains nus	20	14/10/2024
L	cpte 2125 - Agencements et aménagements de terrains bâtis	20	14/10/2024
L	cpte 21311 - Bâtiments d'exploitation	50	14/10/2024
L	cpte 21315 - Bâtiments administratifs	50	14/10/2024
L	cpte 21351 - Installations générales bâtiments d'exploitation	20	14/10/2024
L	cpte 21355 - Installations générales bâtiments administratifs	15	14/10/2024
L	cpte 21411 - Bâtiment d'exploitation sur sol autrui	50	14/10/2024
L	cpte 21451 - Installations générales bâtiment d'exploitation sur sol d'autrui	20	14/10/2024
L	cpte 2151 - Installations complexes spécialisées	10	14/10/2024
L	cpte 21531 - Réseaux d'adduction d'eau	50	14/10/2024
L	cpte 2154 - Matériel industriel	10	14/10/2024
L	cpte 2155 - Outillage industriel	20	14/10/2024
L	cpte 21561 - Service de distribution d'eau	10	14/10/2024
L	cpte 2157 - Agencement et aménagement du matériel et outillage industriels	20	14/10/2024
L	cpte 2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques	10	14/10/2024
L	cpte 2182 - Matériel de transport	8	14/10/2024
L	cpte 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique	5	14/10/2024
L	cpte 2184 - Mobilier	15	14/10/2024
L	cpte 2188 - Autres	5	14/10/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**280 000,00**		**123 584,68**	**403 584,68**	**124 000,00**	**279 584,68**
Provisions pour dépréciation	280 000,00	16/09/2025	123 584,68	403 584,68	124 000,00	279 584,68
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**280 000,00**		**123 584,68**	**403 584,68**	**124 000,00**	**279 584,68**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETALEMENT DES PROVISIONS**	**A3.2**

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**7 059 849,00**	**7 059 849,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**7 465 761,00**	**7 465 761,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**405 912,00**	**405 912,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**7 059 849,00**	**I** **7 059 849,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**5 999 000,00**	**5 999 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 999 000,00	1 999 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	4 000 000,00	4 000 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 060 849,00**	**1 060 849,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*1 060 849,00*	*1 060 849,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**7 465 761,00**	**III**	**7 465 761,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**7 465 761,00**		**7 465 761,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*0,00*		*0,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*2 708,00*		*2 708,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*147 690,00*		*147 690,00*
28087	*Immo. incorp. reçues - mise à dispo.*	*24 912,00*		*24 912,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*		*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*0,00*		*0,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*49 042,00*		*49 042,00*
28131	*Bâtiments*	*8 686,00*		*8 686,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*		*0,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*0,00*		*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*0,00*		*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*82 733,00*		*82 733,00*
28154	*Matériel industriel*	*39 387,00*		*39 387,00*
28155	*Outillage industriel*	*2 365,00*		*2 365,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*350 649,00*		*350 649,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*0,00*		*0,00*
28158	*Autres*	*657 007,00*		*657 007,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*7 263,00*		*7 263,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*405 802,00*		*405 802,00*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*1 857,00*		*1 857,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*4 601 224,00*		*4 601 224,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*72 735,00*		*72 735,00*
28182	*Matériel de transport*	*156 520,00*		*156 520,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*18 268,00*		*18 268,00*
28184	*Mobilier*	*2 860,00*		*2 860,00*
28188	*Autres*	*17 484,00*		*17 484,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*0,00*		*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*0,00*		*0,00*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*816 569,00*		*816 569,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	**B1.2**

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	**B1.3**

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B1.5

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8018 Autres engagements donnés					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes publics					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes privés (1)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL					**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 87 (+12 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 99
VOTES :
Pour : 87 (+12 procurations)
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 25/11/2025

Présenté par (1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN,
A Mulhouse le 25/11/2025
(1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Mulhouse, le 08/12/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	Proc. à Mme GERRER
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
~~BOUILLÉ Jean-Philippe~~ BILA Ayaab	Proc. à M. JUNG
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	Excusé
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	Proc. à Mme BAECHTEL
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Daniéle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	Excusée
KRZEMINSKI Frédéric	Proc. à Mme DHALLENNE
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	Proc. à M. WEISBECK
LUTZ Michéle	
MATHIEU-BECHT Catherine	Excusée
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	Excusé
METZGER Henri	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	Proc. à M. COUCHOT
NEUMANN Rèmy	
NICOLAS Thierry	Proc. à M. COLOM
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	
RIFF Didier	
RISSER Chantal	Proc. à M. QUIN

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

RITZ Christelle	Excusée
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	Proc. à M. STURCHLER
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Excusée
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	Proc. à Mme COETZ
STEGER Christophe	Excusé
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par (1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN, compte tenu de la transmission en préfecture, le 18 décembre 2025, et de la publication le 18 décembre 2025

A Sausheim, le 18 décembre 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 2863C (RAPPORT DE PRÉSENTATION)

M. LE PRÉSIDENT : Au point 6 sur le budget de l'eau. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

7° BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2026 (7.1.1/2925C)

Le projet de budget primitif 2026 du budget annexe du chauffage urbain, élaboré selon l'instruction comptable M4, est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 31 244 563 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section d'exploitation	**13 873 563**	**13 873 563**
Dépenses ou recettes réelles	9 640 563	11 947 563
Dépenses ou recettes d'ordre	4 233 000	1 926 000
Section d'investissement	**17 371 000**	**17 371 000**
Dépenses ou recettes réelles	10 165 000	7 858 000
Dépenses ou recettes d'ordre	7 206 000	9 513 000
Budget total	**31 244 563**	**31 244 563**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le budget primitif du budget annexe chauffage urbain 2026.

PJ : (2)

- Budget primitif 2026
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006600900065	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

POSTE COMPTABLE DE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : EAU (2)

ANNEE 2026

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 21

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 22
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 23
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 32
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 33
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 34
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 36
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 37
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 38
A3.2 - Etalement des provisions 39
A4.1 - Equilibre des opérations financières 40
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 41
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 42
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 44
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 45
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 46
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 47
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 48
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 49
B1.5 - Etat des marchés de partenariat 50
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 51
B1.7 - Etat des engagements reçus 52
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 53
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 54

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 55

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires par délibération du 17 décembre 2010.

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	52 731 212,00	52 731 212,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	52 731 212,00	52 731 212,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	21 343 349,00	21 343 349,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	21 343 349,00	21 343 349,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	74 074 561,00	74 074 561,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	31 213 646,00	0,00	32 186 612,00	32 186 612,00	32 186 612,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 679 050,00	0,00	7 001 000,00	7 001 000,00	7 001 000,00
014	Atténuations de produits	4 700 000,00	0,00	4 710 614,00	4 710 614,00	4 710 614,00
65	Autres charges de gestion courante	156 500,00	0,00	62 000,00	62 000,00	62 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**42 749 196,00**	**0,00**	**43 960 226,00**	**43 960 226,00**	**43 960 226,00**
66	Charges financières	360 176,00	0,00	760 025,00	760 025,00	760 025,00
67	Charges exceptionnelles	322 300,00	0,00	265 200,00	265 200,00	265 200,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		280 000,00	280 000,00	280 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**43 431 672,00**	**0,00**	**45 265 451,00**	**45 265 451,00**	**45 265 451,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*4 277 098,00*		*816 569,00*	*816 569,00*	*816 569,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*6 468 200,00*		*6 649 192,00*	*6 649 192,00*	*6 649 192,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***10 745 298,00***		***7 465 761,00***	***7 465 761,00***	***7 465 761,00***
TOTAL		**54 176 970,00**	**0,00**	**52 731 212,00**	**52 731 212,00**	**52 731 212,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	52 731 212,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	1 000 100,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	51 867 370,00	0,00	49 769 363,00	49 769 363,00	49 769 363,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	50 000,00	0,00	157 000,00	157 000,00	157 000,00
75	Autres produits de gestion courante	183 000,00	0,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00
Total des recettes de gestion des services		**53 100 470,00**	**0,00**	**51 046 363,00**	**51 046 363,00**	**51 046 363,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	140 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		124 000,00	124 000,00	124 000,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**53 240 970,00**	**0,00**	**51 170 363,00**	**51 170 363,00**	**51 170 363,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*936 000,00*		*1 560 849,00*	*1 560 849,00*	*1 560 849,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***936 000,00***		***1 560 849,00***	***1 560 849,00***	***1 560 849,00***
TOTAL		**54 176 970,00**	**0,00**	**52 731 212,00**	**52 731 212,00**	**52 731 212,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	52 731 212,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	5 904 912,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	**A3**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	221 000,00	0,00	582 000,00	582 000,00	582 000,00
21	Immobilisations corporelles	2 265 000,00	0,00	2 280 000,00	2 280 000,00	2 280 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	13 420 000,00	0,00	10 902 000,00	10 902 000,00	10 902 000,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**15 906 000,00**	**0,00**	**13 764 000,00**	**13 764 000,00**	**13 764 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 463 244,00	0,00	6 018 500,00	6 018 500,00	6 018 500,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**5 463 244,00**	**0,00**	**6 018 500,00**	**6 018 500,00**	**6 018 500,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**21 369 244,00**	**0,00**	**19 782 500,00**	**19 782 500,00**	**19 782 500,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*936 000,00*		*1 560 849,00*	*1 560 849,00*	*1 560 849,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***946 000,00***		***1 560 849,00***	***1 560 849,00***	***1 560 849,00***
TOTAL		**22 315 244,00**	**0,00**	**21 343 349,00**	**21 343 349,00**	**21 343 349,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**21 343 349,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	5 400 000,00	0,00	1 900 000,00	1 900 000,00	1 900 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	6 159 946,00	0,00	11 969 588,00	11 969 588,00	11 969 588,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**11 559 946,00**	**0,00**	**13 869 588,00**	**13 869 588,00**	**13 869 588,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**8 000,00**	**8 000,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Total des recettes réelles d'investissement		**11 559 946,00**	**0,00**	**13 877 588,00**	**13 877 588,00**	**13 877 588,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*4 277 098,00*		*816 569,00*	*816 569,00*	*816 569,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*6 468 200,00*		*6 649 192,00*	*6 649 192,00*	*6 649 192,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***10 755 298,00***		***7 465 761,00***	***7 465 761,00***	***7 465 761,00***
TOTAL		**22 315 244,00**	**0,00**	**21 343 349,00**	**21 343 349,00**	**21 343 349,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**21 343 349,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**5 904 912,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	32 186 612,00		32 186 612,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	7 001 000,00		7 001 000,00
014	Atténuations de produits	4 710 614,00		4 710 614,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	62 000,00		62 000,00
66	Charges financières	760 025,00	*0,00*	760 025,00
67	Charges exceptionnelles	265 200,00	*0,00*	265 200,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	280 000,00	*6 649 192,00*	6 929 192,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*816 569,00*	816 569,00
Dépenses d'exploitation – Total		**45 265 451,00**	***7 465 761,00***	**52 731 212,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**52 731 212,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*1 060 849,00*	1 060 849,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	6 018 500,00	*0,00*	6 018 500,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	582 000,00	0,00	582 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	2 280 000,00	500 000,00	2 780 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	10 902 000,00	0,00	10 902 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**19 782 500,00**	***1 560 849,00***	**21 343 349,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**21 343 349,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	1 000 000,00		1 000 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	49 769 363,00		49 769 363,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*500 000,00*	500 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	157 000,00		157 000,00
75	Autres produits de gestion courante	120 000,00		120 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*1 060 849,00*	1 060 849,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	124 000,00	*0,00*	124 000,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**51 170 363,00**	***1 560 849,00***	**52 731 212,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**52 731 212,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	1 900 000,00	*0,00*	1 900 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	11 977 588,00	*0,00*	11 977 588,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*6 649 192,00*	6 649 192,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*816 569,00*	816 569,00
Recettes d'investissement – Total		**13 877 588,00**	***7 465 761,00***	**21 343 349,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**21 343 349,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**31 213 646,00**	**32 186 612,00**	**32 186 612,00**
60222	Produits d'entretien	10 000,00	10 000,00	10 000,00
60227	Pièces de rechange	290 000,00	290 000,00	290 000,00
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	640 000,00	640 000,00	640 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	890 000,00	1 015 000,00	1 015 000,00
605	Achats d'eau	600 000,00	900 000,00	900 000,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	1 695 000,00	765 000,00	765 000,00
6062	Produits de traitement	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	202 620,00	205 000,00	205 000,00
6064	Fournitures administratives	13 540,00	13 000,00	13 000,00
6066	Carburants	32 750,00	131 000,00	131 000,00
6068	Autres matières et fournitures	39 500,00	38 000,00	38 000,00
6071	Compteurs	5 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	27 000,00	44 000,00	44 000,00
6132	Locations immobilières	5 000,00	3 000,00	3 000,00
6135	Locations mobilières	21 000,00	15 000,00	15 000,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	19 500,00	5 000,00	5 000,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	50 000,00	30 000,00	30 000,00
61523	Entretien, réparations réseaux	522 000,00	400 000,00	400 000,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	590 000,00	590 000,00	590 000,00
61551	Entretien matériel roulant	4 000,00	6 000,00	6 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	60 200,00	40 000,00	40 000,00
6156	Maintenance	890 000,00	1 352 500,00	1 352 500,00
6161	Multirisques	2 500,00	2 000,00	2 000,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	12 000,00	28 000,00	28 000,00
6168	Autres	3 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	221 000,00	160 000,00	160 000,00
618	Divers	432 600,00	360 150,00	360 150,00
6226	Honoraires	2 500,00	10 500,00	10 500,00
6228	Divers	230 000,00	210 000,00	210 000,00
6231	Annonces et insertions	3 500,00	1 000,00	1 000,00
6236	Catalogues et imprimés	500,00	1 500,00	1 500,00
6238	Divers	72 000,00	75 000,00	75 000,00
6241	Transports sur achats	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6251	Voyages et déplacements	5 300,00	5 000,00	5 000,00
6256	Missions	850,00	500,00	500,00
6257	Réceptions	16 000,00	15 000,00	15 000,00
6261	Frais d'affranchissement	18 000,00	20 000,00	20 000,00
6262	Frais de télécommunications	100 000,00	100 000,00	100 000,00
627	Services bancaires et assimilés	8 100,00	16 000,00	16 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	105 650,00	105 000,00	105 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	39 000,00	45 000,00	45 000,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	449 300,00	466 000,00	466 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	4 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	700 000,00	700 000,00	700 000,00
63512	Taxes foncières	152 000,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	2 000,00	500,00	500,00
6358	Autres droits	200,00	0,00	0,00
63711	Redevance pour prélèvement sur la ressou	730 000,00	1 004 931,00	1 004 931,00
63712	Redevance pour la performance des réseau	0,00	797 181,00	797 181,00
63713	Redevance pour la performance des systèm	0,00	1 666 833,00	1 666 833,00
6378	Autres taxes et redevances	21 274 536,00	19 882 017,00	19 882 017,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**6 679 050,00**	**7 001 000,00**	**7 001 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	28 000,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	50 000,00	0,00	0,00
6331	Versement de mobilité	600,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	300,00	0,00	0,00
6333	Particip. employeurs format° pro. cont.	400,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 600,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	450,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	6 543 000,00	7 000 000,00	7 000 000,00
6413	Primes et gratifications	700,00	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	9 000,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	1 000,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	12 000,00	0,00	0,00
6452	Cotisations aux mutuelles	400,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	23 300,00	0,00	0,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	1 000,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	2 400,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	800,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	100,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	500,00	500,00	500,00
648	Autres charges de personnel	3 500,00	500,00	500,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**4 700 000,00**	**4 710 614,00**	**4 710 614,00**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	4 700 000,00	0,00	0,00
701269	Reversement à l'agence de l'eau - Redeva	0,00	4 710 614,00	4 710 614,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**156 500,00**	**62 000,00**	**62 000,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	2 500,00	0,00	0,00
6531	Indemnités élus	38 500,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission élus	200,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite élus	2 300,00	0,00	0,00
6534	Cotis. sécurité sociale élus - part pat.	2 900,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	30 000,00	30 000,00
6542	Créances éteintes	50 000,00	30 000,00	30 000,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	10 100,00	2 000,00	2 000,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**42 749 196,00**	**43 960 226,00**	**43 960 226,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**360 176,00**	**760 025,00**	**760 025,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	340 176,00	593 000,00	593 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	147 025,00	147 025,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	20 000,00	20 000,00	20 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**322 300,00**	**265 200,00**	**265 200,00**
6711	Pénalités de retard sur marchés	300,00	200,00	200,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	10 000,00	10 000,00	10 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	12 000,00	5 000,00	5 000,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	50 000,00	50 000,00	50 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	250 000,00	200 000,00	200 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**280 000,00**	**280 000,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	280 000,00	280 000,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**43 431 672,00**	**45 265 451,00**	**45 265 451,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***4 277 098,00***	***816 569,00***	***816 569,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***6 468 200,00***	***6 649 192,00***	***6 649 192,00***
6742	*Subventions exceptionnelles d'équipement*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*6 200 000,00*	*6 649 192,00*	*6 649 192,00*
6812	*Dot. amort. Charges exploit. à répartir*	*230 000,00*	*0,00*	*0,00*
6815	*Dot. prov. pour risques exploitat°*	*18 000,00*	*0,00*	*0,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*10 200,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***10 745 298,00***	***7 465 761,00***	***7 465 761,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***10 745 298,00***	***7 465 761,00***	***7 465 761,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**54 176 970,00**	**52 731 212,00**	**52 731 212,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)			**0,00**
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			**52 731 212,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	215 633,64
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	68 608,64
= Différence ICNE N – ICNE N-1	147 025,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**1 000 100,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	640 000,00	640 000,00	640 000,00
64198	Autres remboursements	360 000,00	360 000,00	360 000,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	100,00	0,00	0,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**51 867 370,00**	**49 769 363,00**	**49 769 363,00**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	22 117 524,00	21 921 190,00	21 921 190,00
701241	Redevance pollution d'origine domestique	4 700 000,00	0,00	0,00
701261	Redevance sur la consommation d'eau pota	0,00	4 663 032,00	4 663 032,00
70128	Autres taxes et redevances	1 951 833,00	260 000,00	260 000,00
703	Ventes de produits résiduels	10 000,00	10 000,00	10 000,00
704	Travaux	540 000,00	0,00	0,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	20 194 536,00	20 185 223,00	20 185 223,00
7064	Locations de compteurs	2 233 477,00	2 709 918,00	2 709 918,00
7068	Autres prestations de services	120 000,00	20 000,00	20 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**50 000,00**	**157 000,00**	**157 000,00**
748	Autres subventions d'exploitation	50 000,00	157 000,00	157 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**183 000,00**	**120 000,00**	**120 000,00**
7588	Autres	183 000,00	120 000,00	120 000,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**53 100 470,00**	**51 046 363,00**	**51 046 363,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**140 500,00**	**0,00**	**0,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	20 000,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	500,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	100 000,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	20 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**124 000,00**	**124 000,00**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	0,00	124 000,00	124 000,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**53 240 970,00**	**51 170 363,00**	**51 170 363,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***936 000,00***	***1 560 849,00***	***1 560 849,00***
722	*Immobilisations corporelles*	*500 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*436 000,00*	*1 060 849,00*	*1 060 849,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***936 000,00***	***1 560 849,00***	***1 560 849,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**54 176 970,00**	**52 731 212,00**	**52 731 212,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**52 731 212,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**221 000,00**	**582 000,00**	**582 000,00**
2031	Frais d'études	50 000,00	150 000,00	150 000,00
2033	Frais d'insertion	1 000,00	2 000,00	2 000,00
2051	Concessions et droits assimilés	170 000,00	430 000,00	430 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 265 000,00**	**2 280 000,00**	**2 280 000,00**
2111	Terrains nus	20 000,00	10 000,00	10 000,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	800 000,00	500 000,00	500 000,00
2154	Matériel industriel	335 000,00	285 000,00	285 000,00
2155	Outillage industriel	20 000,00	45 000,00	45 000,00
21561	Service de distribution d'eau	670 000,00	1 050 000,00	1 050 000,00
2182	Matériel de transport	300 000,00	250 000,00	250 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	35 000,00	35 000,00	35 000,00
2184	Mobilier	30 000,00	35 000,00	35 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	55 000,00	70 000,00	70 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**13 420 000,00**	**10 902 000,00**	**10 902 000,00**
2312	Terrains	70 000,00	10 000,00	10 000,00
2313	Constructions	1 910 000,00	2 010 000,00	2 010 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	11 440 000,00	8 882 000,00	8 882 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**15 906 000,00**	**13 764 000,00**	**13 764 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**5 463 244,00**	**6 018 500,00**	**6 018 500,00**
1641	Emprunts en euros	1 446 244,00	1 999 000,00	1 999 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	17 000,00	19 500,00	19 500,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	4 000 000,00	4 000 000,00	4 000 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**5 463 244,00**	**6 018 500,00**	**6 018 500,00**
4581000023	OPERATIONS 2023 (6)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**21 369 244,00**	**19 782 500,00**	**19 782 500,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***936 000,00***	***1 560 849,00***	***1 560 849,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***436 000,00***	***1 060 849,00***	***1 060 849,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*207 950,00*	*785 462,00*	*785 462,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*33 730,00*	*19 415,00*	*19 415,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*4 410,00*	*1 202,00*	*1 202,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*1 260,00*	*758,00*	*758,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*14 760,00*	*25 897,00*	*25 897,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*29 110,00*	*29 558,00*	*29 558,00*
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*0,00*	*1 577,00*	*1 577,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*144 780,00*	*0,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*0,00*	*196 980,00*	*196 980,00*
	Charges transférées	***500 000,00***	***500 000,00***	***500 000,00***
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*500 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***10 000,00***	***0,00***	***0,00***
2158	*Autres*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***946 000,00***	***1 560 849,00***	***1 560 849,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**22 315 244,00**	**21 343 349,00**	**21 343 349,00**

+

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	RESTES A REALISER N-1 (10)			**0,00**
	+			
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)			**0,00**
	=			
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**21 343 349,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**5 400 000,00**	**1 900 000,00**	**1 900 000,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	4 300 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
1318	Autres subventions d'équipement	1 100 000,00	0,00	0,00
13188	des tiers	0,00	900 000,00	900 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**6 159 946,00**	**11 969 588,00**	**11 969 588,00**
1641	Emprunts en euros	2 159 946,00	7 969 588,00	7 969 588,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	4 000 000,00	4 000 000,00	4 000 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'équipement		**11 559 946,00**	**13 869 588,00**	**13 869 588,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**8 000,00**	**8 000,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes financières		**0,00**	**8 000,00**	**8 000,00**
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL RECETTES REELLES		**11 559 946,00**	**13 877 588,00**	**13 877 588,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***4 277 098,00***	***816 569,00***	***816 569,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***6 468 200,00***	***6 649 192,00***	***6 649 192,00***
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*18 000,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*2 750,00*	*2 708,00*	*2 708,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*244 780,00*	*147 690,00*	*147 690,00*
28087	*Immo. incorp. reçues - mise à dispo.*	*0,00*	*24 912,00*	*24 912,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*306,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*530,00*	*0,00*	*0,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*18 450,00*	*49 042,00*	*49 042,00*
28131	*Bâtiments*	*248 305,00*	*8 686,00*	*8 686,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*198 410,00*	*0,00*	*0,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*1 860,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*3 550,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*3 106 840,00*	*82 733,00*	*82 733,00*
28154	*Matériel industriel*	*169 020,00*	*39 387,00*	*39 387,00*
28155	*Outillage industriel*	*18 900,00*	*2 365,00*	*2 365,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 076 020,00*	*350 649,00*	*350 649,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*21 460,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres*	*859 804,00*	*657 007,00*	*657 007,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*0,00*	*7 263,00*	*7 263,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*0,00*	*405 802,00*	*405 802,00*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*0,00*	*1 857,00*	*1 857,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*81 100,00*	*4 601 224,00*	*4 601 224,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*800,00*	*72 735,00*	*72 735,00*
28182	*Matériel de transport*	*91 420,00*	*156 520,00*	*156 520,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*30 880,00*	*18 268,00*	*18 268,00*
28184	*Mobilier*	*13 510,00*	*2 860,00*	*2 860,00*
28188	*Autres*	*11 305,00*	*17 484,00*	*17 484,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*10 200,00*	*0,00*	*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*230 000,00*	*0,00*	*0,00*
4582000023	*OPERATION 2023*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***10 745 298,00***	***7 465 761,00***	***7 465 761,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***10 000,00***	***0,00***	***0,00***
2033	*Frais d'insertion*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***10 755 298,00***	***7 465 761,00***	***7 465 761,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**22 315 244,00**	**21 343 349,00**	**21 343 349,00**
				+
	RESTES A REALISER N-1 (9)			**0,00**
				+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9			**0,00**
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**21 343 349,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**23 293 545,11**									
1641 Emprunts en euros (total)					23 293 545,11									
6001	CREDIT MUTUEL	07/03/2017	01/01/2023	31/03/2023	66 559,20	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	1,360	EUR	T	P	O	A-1
6002	CREDIT MUTUEL	02/05/2018	01/01/2023	31/03/2023	140 668,83	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,260	EUR	T	P	O	A-1
6003	CREDIT MUTUEL	09/10/2018	01/01/2023	31/03/2023	73 540,59	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,260	EUR	T	P	O	A-1
6004	CREDIT AGRICOLE	26/06/2019	01/01/2023	31/03/2023	195 165,94	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	1,060	EUR	T	P	O	A-1
6005	CREDIT MUTUEL	05/11/2009	01/01/2023	31/03/2023	156 176,61	V	(Euribor 3M + 1)-Floor -1 sur Euribor 3M	3,180	3,270	EUR	T	P	O	A-1
6006	SFIL CAFFIL	25/11/2019	01/01/2023	01/03/2023	170 000,00	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	0,980	EUR	T	C	O	A-1
6008	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	486 992,25	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,560	EUR	T	P	O	A-1
6009	CREDIT MUTUEL	23/10/2018	01/01/2023	31/01/2023	143 057,74	F	Taux fixe à 1.44 %	1,440	1,450	EUR	T	P	O	A-1
6010	CREDIT MUTUEL	23/10/2018	01/01/2023	31/01/2023	143 057,74	F	Taux fixe à 1.44 %	1,440	1,450	EUR	T	P	O	A-1
6012	CREDIT MUTUEL	18/12/2007	01/01/2023	31/01/2023	51 785,53	F	Taux fixe à 4.5 %	4,500	4,590	EUR	M	P	O	A-1
6013	CREDIT MUTUEL	27/11/2010	01/01/2023	31/01/2023	21 999,52	F	Taux fixe à 3.2 %	3,200	3,250	EUR	M	C	O	A-1
6014	CREDIT MUTUEL	19/10/2017	01/01/2023	31/03/2023	29 805,78	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,560	EUR	T	P	O	A-1
6015	CREDIT MUTUEL	06/12/2018	01/01/2023	31/03/2023	270 000,00	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	0,930	EUR	T	C	O	A-1
6016	SFIL CAFFIL	28/07/2020	01/01/2023	02/01/2023	225 000,00	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	1,200	EUR	T	C	O	A-1
6019	CREDIT MUTUEL	13/03/2006	01/01/2023	30/06/2023	40 528,01	F	Taux fixe à 3.45 %	3,450	3,450	EUR	A	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
6020	CREDIT MUTUEL	01/09/2015	01/01/2023	28/02/2023	38 250,00	F	Taux fixe à 2.1 %	2,100	2,120	EUR	T	C	O	A-1
6021	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/03/2023	155 290,00	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	1,460	EUR	T	P	O	A-1
6022	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	284 132,10	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	1,510	EUR	T	P	O	A-1
6023	CREDIT AGRICOLE	05/03/2021	01/01/2023	31/03/2023	72 222,23	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,770	EUR	T	C	O	A-1
6024	CREDIT AGRICOLE	26/04/2016	01/01/2023	31/01/2023	25 290,98	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	0,990	EUR	T	P	O	A-1
6027	CREDIT MUTUEL	28/12/2006	01/01/2023	31/03/2023	56 141,44	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,850	EUR	T	P	O	A-1
6028	CREDIT MUTUEL	02/01/2008	01/01/2023	31/03/2023	82 355,13	F	Taux fixe à 4.55 %	4,550	4,630	EUR	T	P	O	A-1
6029	CAISSE D'EPARGNE	24/12/2008	01/01/2023	31/03/2023	53 204,92	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	4,520	EUR	T	P	O	A-1
6030	CREDIT MUTUEL	28/12/2010	01/01/2023	31/03/2023	135 390,98	F	Taux fixe à 3.45 %	3,450	3,500	EUR	T	P	O	A-1
6031	SFIL CAFFIL	27/12/2012	01/01/2023	01/02/2023	102 201,40	F	Taux fixe à 4.22 %	4,220	4,220	EUR	A	P	O	A-1
6032	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/09/2015	01/01/2023	01/11/2023	73 125,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	3,040	EUR	A	C	O	A-1
6033	CAISSE D'EPARGNE	21/12/2016	01/01/2023	31/03/2023	289 489,86	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	1,160	EUR	T	P	O	A-1
6034	SFIL CAFFIL	18/09/2019	01/01/2023	01/02/2023	120 000,00	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,490	EUR	T	C	O	A-1
6038	CAISSE D'EPARGNE	27/11/2019	01/01/2023	25/03/2023	43 999,96	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	0,790	EUR	T	C	O	A-1
6039	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	30/06/2023	338 508,43	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	4,100	EUR	A	P	O	A-1
6040	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2023	01/01/2023	01/02/2023	408 934,61	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
6041	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/03/2023	357 351,54	F	Taux fixe à 4.95 %	4,950	5,040	EUR	T	P	O	A-1
6042	CAISSE D'EPARGNE	01/01/2023	01/01/2023	31/05/2023	349 249,18	F	Taux fixe à 3.75 %	3,750	3,750	EUR	A	P	O	A-1
6043	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	28/02/2023	610 328,49	F	Taux fixe à 2.25 %	2,250	2,270	EUR	T	P	O	A-1
6044	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2023	01/01/2023	01/05/2023	747 500,00	V	(Livret A(Préfixé))-Floor -0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	2,030	EUR	A	C	O	A-1
6045	CREDIT AGRICOLE	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	220 466,36	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,810	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
6046	CREDIT AGRICOLE	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	488 397,90	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	1,490	EUR	T	P	O	A-1
6047	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	28/02/2023	127 246,25	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	1,210	EUR	T	P	O	A-1
6048	CREDIT MUTUEL	12/05/2022	01/01/2023	31/03/2023	278 322,24	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	0,800	EUR	T	P	O	A-1
6049	CAISSE D'EPARGNE	30/06/2013	01/01/2023	31/03/2023	146 666,54	F	Taux fixe à 3.32 %	3,320	3,360	EUR	T	C	O	A-1
6050	CAISSE D'EPARGNE	01/01/2023	01/01/2023	31/12/2023	64 465,05	F	Taux fixe à 1.3 %	1,300	1,300	EUR	A	P	O	A-1
6052	CREDIT FONCIER DE FRANCE	31/12/2003	01/01/2023	31/03/2023	733 333,08	F	Taux fixe à 4.31 %	4,310	4,380	EUR	T	C	O	A-1
6053	SFIL CAFFIL	12/12/2003	01/01/2023	02/01/2023	749 999,75	F	Taux fixe à 4.26 %	4,260	4,330	EUR	T	C	O	A-1
6054	SFIL CAFFIL	03/12/2019	01/01/2023	01/02/2023	425 000,03	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,690	EUR	T	C	O	A-1
6056	CREDIT MUTUEL	02/10/2010	01/01/2023	31/01/2023	125 358,48	F	Taux fixe à 3.05 %	3,050	3,090	EUR	M	P	O	A-1
6057	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	28/02/2023	167 212,11	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	4,520	EUR	T	P	O	A-1
6059	SFIL CAFFIL	11/12/2013	01/01/2023	02/01/2023	284 304,12	F	Taux fixe à 3.85 %	3,850	3,960	EUR	T	P	O	A-1
6060	SFIL CAFFIL	29/07/2015	01/01/2023	02/01/2023	46 399,92	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	3,360	EUR	T	P	O	A-1
6061	CAISSE D'EPARGNE	23/12/2015	01/01/2023	31/03/2023	314 666,76	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	1,510	EUR	T	C	O	A-1
6063	SFIL CAFFIL	15/05/2018	01/01/2023	01/07/2023	366 666,66	F	Taux fixe à 0.91 %	0,910	0,910	EUR	A	C	O	A-1
6064	SFIL CAFFIL	10/05/2019	01/01/2023	02/01/2023	399 999,98	F	Taux fixe à 0.97 %	0,970	0,970	EUR	S	C	O	A-1
6065	SFIL CAFFIL	14/11/2019	01/01/2023	02/01/2023	125 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,610	EUR	S	C	O	A-1
6066	SFIL CAFFIL	08/06/2021	01/01/2023	01/07/2023	169 875,03	F	Taux fixe à 0.42 %	0,420	0,420	EUR	A	C	O	A-1
6067	SFIL CAFFIL	24/06/2022	01/01/2023	01/02/2023	987 500,00	V	(Euribor 3M + 0.63)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,810	2,890	EUR	T	C	O	A-1
6068	CREDIT MUTUEL	09/01/2018	01/01/2023	31/03/2023	215 360,86	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	1,160	EUR	T	P	O	A-1
6069	CREDIT AGRICOLE	27/10/2022	01/01/2023	31/01/2023	300 000,00	F	Taux fixe à 1.53 %	1,530	1,540	EUR	T	P	O	A-1
SIMU 2 BUDGET EAU BP 2026	Banque Simulation	01/12/2025	01/07/2025	01/12/2026	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.75 %	3,750	3,810	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**23 293 545,11**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**19 320 355,22**					**1 998 191,25**	**593 855,85**	**0,00**	**68 503,44**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		19 320 355,22					1 998 191,25	593 855,85	0,00	68 503,44
6001	N	0,00	A-1	53 588,76	11,25	F	Taux fixe à 1.35 %	1,360	4 441,34	701,02	0,00	0,00
6002	N	0,00	A-1	101 343,21	7,25	F	Taux fixe à 1.25 %	1,260	13 439,16	1 203,96	0,00	0,00
6003	N	0,00	A-1	54 000,10	7,75	F	Taux fixe à 1.25 %	1,260	6 677,78	643,78	0,00	0,00
6004	N	0,00	A-1	146 520,88	8,50	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	16 561,37	1 487,43	0,00	0,00
6005	N	0,00	A-1	91 580,33	4,00	V	(Euribor 3M + 1)-Floor -1 sur Euribor 3M	3,110	22 297,29	2 514,33	0,00	0,00
6006	N	0,00	A-1	140 000,00	13,92	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	10 000,00	1 335,26	0,00	102,63
6008	N	0,00	A-1	421 290,98	16,33	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	22 586,81	6 399,15	0,00	1 029,99
6009	N	0,00	A-1	118 678,97	12,83	F	Taux fixe à 1.44 %	1,450	8 362,68	1 663,96	0,00	264,76
6010	N	0,00	A-1	118 678,97	12,83	F	Taux fixe à 1.44 %	1,450	8 362,68	1 663,96	0,00	264,76
6012	N	0,00	A-1	22 119,56	2,00	F	Taux fixe à 4.5 %	4,590	10 810,82	774,22	0,00	0,00
6013	N	0,00	A-1	13 749,40	5,00	F	Taux fixe à 3.2 %	3,250	2 750,04	399,64	0,00	0,00
6014	N	0,00	A-1	24 384,77	12,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	1 863,63	367,17	0,00	0,00
6015	N	0,00	A-1	135 000,00	3,00	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	45 000,00	1 098,57	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
6016	N	0,00	A-1	187 500,00	14,75	F	Taux fixe à 1.19 %	1,200	12 500,00	2 175,47	0,00	514,85
6019	N	0,00	A-1	26 602,32	4,50	F	Taux fixe à 3.45 %	3,450	4 965,81	917,78	0,00	373,23
6020	N	0,00	A-1	29 250,00	9,67	F	Taux fixe à 2.1 %	2,120	3 000,00	590,62	0,00	45,94
6021	N	0,00	A-1	126 869,03	12,00	F	Taux fixe à 1.45 %	1,460	9 751,22	1 786,74	0,00	0,00
6022	N	0,00	A-1	235 048,11	12,58	F	Taux fixe à 1.5 %	1,510	16 857,40	3 431,20	0,00	545,48
6023	N	0,00	A-1	58 888,91	13,25	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	4 444,44	440,60	0,00	0,00
6024	N	0,00	A-1	3 666,71	0,33	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	3 666,71	13,62	0,00	0,00
6027	N	0,00	A-1	14 840,88	1,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,850	14 840,88	354,13	0,00	0,00
6028	N	0,00	A-1	35 192,35	2,00	F	Taux fixe à 4.55 %	4,630	17 198,07	1 310,57	0,00	0,00
6029	N	0,00	A-1	28 365,71	3,00	F	Taux fixe à 4.45 %	4,520	9 040,07	1 112,81	0,00	0,00
6030	N	0,00	A-1	88 923,54	5,00	F	Taux fixe à 3.45 %	3,500	16 584,19	2 854,85	0,00	0,00
6031	N	0,00	A-1	54 264,97	2,08	F	Taux fixe à 4.22 %	4,220	17 346,00	2 289,98	0,00	1 423,82
6032	N	0,00	A-1	56 250,00	9,83	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,740	5 625,00	1 539,84	0,00	219,37
6033	N	0,00	A-1	231 313,01	11,00	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	19 841,96	2 574,72	0,00	0,00
6034	N	0,00	A-1	90 000,00	8,83	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	10 000,00	422,63	0,00	64,24
6038	N	0,00	A-1	32 999,92	8,98	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	3 666,68	249,82	0,00	3,22
6039	N	0,00	A-1	224 123,56	4,50	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	41 296,67	9 189,07	0,00	3 747,95
6040	N	0,00	A-1	174 466,33	1,08	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	85 309,40	7 868,43	0,00	3 674,66
6041	N	0,00	A-1	301 407,04	11,25	F	Taux fixe à 4.95 %	5,040	20 559,73	14 541,91	0,00	0,00
6042	N	0,00	A-1	245 428,03	5,42	F	Taux fixe à 3.75 %	3,750	37 234,42	9 203,55	0,00	4 554,24

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
6043	N	0,00	A-1	360 447,09	3,91	F	Taux fixe à 2.25 %	2,270	87 102,03	7 378,57	0,00	512,52
6044	N	0,00	A-1	575 000,00	9,33	V	(Livret A(Préfixé))-Floor -0 sur Livret A(Préfixé)	2,440	57 500,00	13 991,67	0,00	5 261,25
6045	N	0,00	A-1	175 985,72	10,33	F	Taux fixe à 1.8 %	1,810	15 367,48	3 064,40	0,00	481,85
6046	N	0,00	A-1	388 122,32	10,33	F	Taux fixe à 1.48 %	1,490	34 424,98	5 553,74	0,00	872,45
6047	N	0,00	A-1	78 703,41	4,42	F	Taux fixe à 1.19 %	1,210	16 862,03	3 479,04	0,00	255,87
6048	N	0,00	A-1	190 300,04	6,25	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	29 812,84	1 433,12	0,00	0,00
6049	N	0,00	A-1	66 666,50	2,50	F	Taux fixe à 3.32 %	3,360	26 666,68	1 881,33	0,00	0,00
6050	N	0,00	A-1	26 286,64	2,00	F	Taux fixe à 1.3 %	1,300	13 058,44	341,73	0,00	0,00
6052	N	0,00	A-1	533 333,04	8,00	F	Taux fixe à 4.31 %	4,380	66 666,68	21 909,15	0,00	0,00
6053	N	0,00	A-1	549 999,71	8,00	F	Taux fixe à 4.26 %	4,330	66 666,68	22 365,00	0,00	5 090,31
6054	N	0,00	A-1	325 000,07	9,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,690	33 333,32	2 154,27	0,00	330,55
6056	N	0,00	A-1	6 904,69	0,16	F	Taux fixe à 3.05 %	3,090	6 904,69	26,34	0,00	0,00
6057	N	0,00	A-1	44 617,60	0,91	F	Taux fixe à 4.45 %	4,520	44 617,60	1 247,79	0,00	0,00
6059	N	0,00	A-1	152 727,77	2,75	F	Taux fixe à 3.85 %	3,960	48 401,61	5 259,85	0,00	1 015,29
6060	N	0,00	A-1	24 925,98	2,75	F	Taux fixe à 3.27 %	3,360	7 899,39	729,12	0,00	140,74
6061	N	0,00	A-1	196 666,80	5,00	F	Taux fixe à 1.5 %	1,510	39 333,32	2 728,76	0,00	0,00
6063	N	0,00	A-1	266 666,67	7,50	V	(Euribor 12M + 0.4)-Floor 0 sur Euribor 12M	2,500	33 333,33	6 656,52	0,00	3 065,83
6064	N	0,00	A-1	299 999,96	8,50	F	Taux fixe à 0.97 %	0,970	33 333,34	2 829,17	0,00	1 286,14
6065	N	0,00	A-1	95 000,00	9,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	10 000,00	564,25	0,00	257,81

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
6066	N	0,00	A-1	67 950,00	1,50	F	Taux fixe à 0.42 %	0,420	33 975,01	285,39	0,00	70,95
6067	N	0,00	A-1	837 500,00	16,58	V	(Euribor 3M + 0.63)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,760	50 000,00	21 816,44	0,00	3 393,13
6068	N	0,00	A-1	156 455,45	7,42	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	20 090,44	1 712,80	0,00	0,00
6069	N	0,00	A-1	214 759,41	6,83	F	Taux fixe à 1.53 %	1,540	29 292,44	3 118,28	0,00	472,94
SIMU 2 BUDGET EAU BP 2026	N	0,00	A-1	10 000 000,00	14,92	F	Taux fixe à 3.75 %	3,810	666 666,67	380 208,33	0,00	29 166,67
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**19 320 355,22**					**1 998 191,25**	**593 855,85**	**0,00**	**68 503,44**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	57	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	19 320 355,22	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1 000 €	12/12/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	cpte 2031 - frais d'études non suivies de réalisation	5	14/10/2024
L	cpte 2033 - frais d'insertion non suivis de réalisation	5	14/10/2024
L	cpte 2051 -Concessions et droits similaires	5	14/10/2024
L	cpte 2121 - Agencements et aménagements de terrains nus	20	14/10/2024
L	cpte 2125 - Agencements et aménagements de terrains bâtis	20	14/10/2024
L	cpte 21311 - Bâtiments d'exploitation	50	14/10/2024
L	cpte 21315 - Bâtiments administratifs	50	14/10/2024
L	cpte 21351 - Installations générales bâtiments d'exploitation	20	14/10/2024
L	cpte 21355 - Installations générales bâtiments administratifs	15	14/10/2024
L	cpte 21411 - Bâtiment d'exploitation sur sol autrui	50	14/10/2024
L	cpte 21451 - Installations générales bâtiment d'exploitation sur sol d'autrui	20	14/10/2024
L	cpte 2151 - Installations complexes spécialisées	10	14/10/2024
L	cpte 21531 - Réseaux d'adduction d'eau	50	14/10/2024
L	cpte 2154 - Matériel industriel	10	14/10/2024
L	cpte 2155 - Outillage industriel	20	14/10/2024
L	cpte 21561 - Service de distribution d'eau	10	14/10/2024
L	cpte 2157 - Agencement et aménagement du matériel et outillage industriels	20	14/10/2024
L	cpte 2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques	10	14/10/2024
L	cpte 2182 - Matériel de transport	8	14/10/2024
L	cpte 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique	5	14/10/2024
L	cpte 2184 - Mobilier	15	14/10/2024
L	cpte 2188 - Autres	5	14/10/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**280 000,00**		**123 584,68**	**403 584,68**	**124 000,00**	**279 584,68**
Provisions pour dépréciation	280 000,00	16/09/2025	123 584,68	403 584,68	124 000,00	279 584,68
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**280 000,00**		**123 584,68**	**403 584,68**	**124 000,00**	**279 584,68**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETALEMENT DES PROVISIONS**	**A3.2**

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**7 059 849,00**	**7 059 849,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**7 465 761,00**	**7 465 761,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**405 912,00**	**405 912,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES**	**A4.2**

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**7 059 849,00**	**I** **7 059 849,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**5 999 000,00**	**5 999 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 999 000,00	1 999 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	4 000 000,00	4 000 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 060 849,00**	**1 060 849,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*1 060 849,00*	*1 060 849,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**	**A4.3**

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**7 465 761,00**	**III**	**7 465 761,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**7 465 761,00**		**7 465 761,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*0,00*		*0,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*2 708,00*		*2 708,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*147 690,00*		*147 690,00*
28087	*Immo. incorp. reçues - mise à dispo.*	*24 912,00*		*24 912,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*		*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*0,00*		*0,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*49 042,00*		*49 042,00*
28131	*Bâtiments*	*8 686,00*		*8 686,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*		*0,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*0,00*		*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*0,00*		*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*82 733,00*		*82 733,00*
28154	*Matériel industriel*	*39 387,00*		*39 387,00*
28155	*Outillage industriel*	*2 365,00*		*2 365,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*350 649,00*		*350 649,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*0,00*		*0,00*
28158	*Autres*	*657 007,00*		*657 007,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*7 263,00*		*7 263,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*405 802,00*		*405 802,00*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*1 857,00*		*1 857,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*4 601 224,00*		*4 601 224,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*72 735,00*		*72 735,00*
28182	*Matériel de transport*	*156 520,00*		*156 520,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*18 268,00*		*18 268,00*
28184	*Mobilier*	*2 860,00*		*2 860,00*
28188	*Autres*	*17 484,00*		*17 484,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*0,00*		*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*0,00*		*0,00*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*816 569,00*		*816 569,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION**	**A5.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A5.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	**B1.2**

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	**B1.3**

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B1.5

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8018 Autres engagements donnés					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes publics					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes privés (1)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL					**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8028 Autres engagements reçus					**0,00**	**0,00**	**0,00**
A l'exception de ceux reçus des entreprises					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Engagements reçus des entreprises					**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL					**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 87 (+12 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 99
VOTES :
Pour : 87 (+12 procurations)
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 25/11/2025

Présenté par (1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN,
A Mulhouse le 25/11/2025
(1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Mulhouse, le 08/12/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	Proc. à Mme GERRER
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
~~BOUILLÉ Jean-Philippe~~ BILA Ayaub	Proc. à M. JUNG
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	Excusé
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	Proc. à Mme BAECHTEL
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Daniéle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	Excusée
KRZEMINSKI Frédéric	Proc. à Mme DHALLENNE
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	Proc. à M. WEISBECK
LUTZ Michéle	
MATHIEU-BECHT Catherine	Excusée
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	Excusé
METZGER Henri	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	Proc. à M. COUCHOT
NEUMANN Rèmy	
NICOLAS Thierry	Proc. à M. COLOM
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	
RIFF Didier	
RISSER Chantal	Proc. à M. QUIN

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

RITZ Christelle	Excusée
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	Proc. à M. STURCHLER
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Excusée
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	Proc. à Mme COETZ
STEGER Christophe	Excusé
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par (1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN, compte tenu de la transmission en préfecture, le 18 décembre 2025, et de la publication le 18 décembre 2025

A Sausheim, le 18 décembre 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 2863C (RAPPORT DE PRÉSENTATION)

M. LE PRÉSIDENT : Pour le budget annexe du chauffage urbain, qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

8° BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2026 (7.1.1/2929C)

Le projet de budget primitif 2026 du budget annexe des transports urbains, élaboré selon l'instruction comptable M43, est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 112 782 088 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section d'exploitation	**86 377 917**	**86 377 917**
Dépenses ou recettes réelles	74 514 995	84 968 261
Dépenses ou recettes d'ordre	11 862 922	1 409 656
Section d'investissement	**26 404 171**	**26 404 171**
Dépenses ou recettes réelles	24 244 515	13 791 249
Dépenses ou recettes d'ordre	2 159 656	12 612 922
Budget total	**112 782 088**	**112 782 088**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le budget primitif du budget annexe transports urbains 2026.

PJ : (2)

- Budget primitif 2026
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006600900032	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

POSTE COMPTABLE DE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 43 (1)

Budget primitif

BUDGET : TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A (2)

ANNEE 2026

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - BP - 2026

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 20
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 21
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 27
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 29
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 30
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 32
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 33
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 34
A3.2 - Etalement des provisions 35
A4.1 - Equilibre des opérations financières 36
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 37
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 38
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 39
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 40
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 41
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 42
B1.5 - Etat des marchés de partenariat 43
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 44
B1.7 - Etat des engagements reçus 45
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 46
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 47

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 48
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 49

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires par délibération du 27 juin 2022.

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	86 377 917,00	86 377 917,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	86 377 917,00	86 377 917,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	26 404 171,00	26 404 171,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	26 404 171,00	26 404 171,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	112 782 088,00	112 782 088,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	7 583 541,00	0,00	7 462 861,00	7 462 861,00	7 462 861,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	740 000,00	0,00	805 000,00	805 000,00	805 000,00
014	Atténuations de produits	500 000,00	0,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00
65	Autres charges de gestion courante	64 525 618,00	0,00	63 638 634,00	63 638 634,00	63 638 634,00
Total des dépenses de gestion des services		**73 349 159,00**	**0,00**	**72 606 495,00**	**72 606 495,00**	**72 606 495,00**
66	Charges financières	1 484 987,00	0,00	1 898 000,00	1 898 000,00	1 898 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	500,00		500,00	500,00	500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**74 834 646,00**	**0,00**	**74 514 995,00**	**74 514 995,00**	**74 514 995,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*850 000,00*	*850 000,00*	*850 000,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*11 160 526,00*		*11 012 922,00*	*11 012 922,00*	*11 012 922,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***11 160 526,00***		***11 862 922,00***	***11 862 922,00***	***11 862 922,00***
TOTAL		**85 995 172,00**	**0,00**	**86 377 917,00**	**86 377 917,00**	**86 377 917,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	86 377 917,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	13 904 467,00	0,00	14 286 650,00	14 286 650,00	14 286 650,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	52 000 000,00	0,00	52 800 000,00	52 800 000,00	52 800 000,00
74	Subventions d'exploitation	18 093 905,00	0,00	17 293 278,00	17 293 278,00	17 293 278,00
75	Autres produits de gestion courante	688 288,00	0,00	588 288,00	588 288,00	588 288,00
Total des recettes de gestion des services		**84 686 660,00**	**0,00**	**84 968 216,00**	**84 968 216,00**	**84 968 216,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	70,00		45,00	45,00	45,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**84 686 730,00**	**0,00**	**84 968 261,00**	**84 968 261,00**	**84 968 261,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 308 442,00*		*1 409 656,00*	*1 409 656,00*	*1 409 656,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 308 442,00***		***1 409 656,00***	***1 409 656,00***	***1 409 656,00***
TOTAL		**85 995 172,00**	**0,00**	**86 377 917,00**	**86 377 917,00**	**86 377 917,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	86 377 917,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	10 453 266,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	1 039 650,00	0,00	1 102 000,00	1 102 000,00	1 102 000,00
21	Immobilisations corporelles	6 931 000,00	0,00	4 098 000,00	4 098 000,00	4 098 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	9 260 683,00	0,00	7 692 515,00	7 692 515,00	7 692 515,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**17 231 333,00**	**0,00**	**12 892 515,00**	**12 892 515,00**	**12 892 515,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	9 979 127,00	0,00	11 352 000,00	11 352 000,00	11 352 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**9 979 127,00**	**0,00**	**11 352 000,00**	**11 352 000,00**	**11 352 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**27 210 460,00**	**0,00**	**24 244 515,00**	**24 244 515,00**	**24 244 515,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 308 442,00*		*1 409 656,00*	*1 409 656,00*	*1 409 656,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*450 000,00*		*750 000,00*	*750 000,00*	*750 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 758 442,00***		***2 159 656,00***	***2 159 656,00***	***2 159 656,00***
TOTAL		**28 968 902,00**	**0,00**	**26 404 171,00**	**26 404 171,00**	**26 404 171,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	26 404 171,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	1 756 300,00	0,00	1 280 000,00	1 280 000,00	1 280 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	15 602 076,00	0,00	12 511 249,00	12 511 249,00	12 511 249,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**17 358 376,00**	**0,00**	**13 791 249,00**	**13 791 249,00**	**13 791 249,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - BP - 2026

Total des recettes réelles d'investissement		**17 358 376,00**	**0,00**	**13 791 249,00**	**13 791 249,00**	**13 791 249,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*850 000,00*	*850 000,00*	*850 000,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*11 160 526,00*		*11 012 922,00*	*11 012 922,00*	*11 012 922,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*450 000,00*		*750 000,00*	*750 000,00*	*750 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***11 610 526,00***		***12 612 922,00***	***12 612 922,00***	***12 612 922,00***
TOTAL		**28 968 902,00**	**0,00**	**26 404 171,00**	**26 404 171,00**	**26 404 171,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**26 404 171,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**10 453 266,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	7 462 861,00		7 462 861,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	805 000,00		805 000,00
014	Atténuations de produits	700 000,00		700 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	63 638 634,00		63 638 634,00
66	Charges financières	1 898 000,00	*0,00*	1 898 000,00
67	Charges exceptionnelles	10 000,00	*0,00*	10 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	500,00	*11 012 922,00*	11 013 422,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*850 000,00*	850 000,00
Dépenses d'exploitation – Total		**74 514 995,00**	***11 862 922,00***	**86 377 917,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	86 377 917,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*494 656,00*	494 656,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	11 352 000,00	*0,00*	11 352 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	1 102 000,00	0,00	1 102 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	4 098 000,00	450 000,00	4 548 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	7 692 515,00	300 000,00	7 992 515,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*915 000,00*	915 000,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**24 244 515,00**	***2 159 656,00***	**26 404 171,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	26 404 171,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	14 286 650,00		14 286 650,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	52 800 000,00		52 800 000,00
74	Subventions d'exploitation	17 293 278,00		17 293 278,00
75	Autres produits de gestion courante	588 288,00		588 288,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*494 656,00*	494 656,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	45,00	*0,00*	45,00
79	*Transferts de charges*		*915 000,00*	915 000,00
Recettes d'exploitation – Total		**84 968 261,00**	***1 409 656,00***	**86 377 917,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	86 377 917,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	1 280 000,00	*0,00*	1 280 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	12 511 249,00	*0,00*	12 511 249,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*450 000,00*	450 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*300 000,00*	300 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*10 012 922,00*	10 012 922,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*1 000 000,00*	1 000 000,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*850 000,00*	850 000,00
Recettes d'investissement – Total		**13 791 249,00**	***12 612 922,00***	**26 404 171,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	26 404 171,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**7 583 541,00**	**7 462 861,00**	**7 462 861,00**
60221	Combustibles	800 000,00	900 000,00	900 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	24 720,00	11 300,00	11 300,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	32 000,00	32 000,00	32 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	800,00	900,00	900,00
6064	Fournitures administratives	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6066	Carburants	3 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	1 500,00	1 500,00	1 500,00
611	Sous-traitance générale	360 000,00	345 500,00	345 500,00
6122	Crédit-bail mobilier	3 290 000,00	3 297 000,00	3 297 000,00
6125	Crédit-bail immobilier	1 063 771,00	1 063 711,00	1 063 711,00
6132	Locations immobilières	300,00	300,00	300,00
6135	Locations mobilières	11 000,00	19 000,00	19 000,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	622 000,00	634 000,00	634 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 500,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	1 000,00	1 000,00	1 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	104 000,00	40 000,00	40 000,00
6156	Maintenance	240 000,00	220 150,00	220 150,00
6168	Autres	1 500,00	1 500,00	1 500,00
617	Etudes et recherches	253 000,00	120 000,00	120 000,00
618	Divers	2 000,00	1 000,00	1 000,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	350,00	400,00	400,00
6226	Honoraires	4 000,00	5 000,00	5 000,00
6228	Divers	2 500,00	2 500,00	2 500,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	2 000,00	2 000,00
6236	Catalogues et imprimés	600,00	600,00	600,00
6238	Divers	100 000,00	112 000,00	112 000,00
6251	Voyages et déplacements	5 000,00	3 000,00	3 000,00
6256	Missions	2 000,00	1 000,00	1 000,00
6257	Réceptions	3 000,00	3 000,00	3 000,00
6261	Frais d'affranchissement	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6262	Frais de télécommunications	3 500,00	2 000,00	2 000,00
627	Services bancaires et assimilés	10 500,00	10 500,00	10 500,00
6281	Concours divers (cotisations)	22 000,00	19 000,00	19 000,00
6282	Frais de gardiennage	5 000,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	7 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	250 000,00	260 000,00	260 000,00
63512	Taxes foncières	350 000,00	350 000,00	350 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**740 000,00**	**805 000,00**	**805 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	740 000,00	805 000,00	805 000,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**500 000,00**	**700 000,00**	**700 000,00**
739	Restitut° taxe Versement mobilité	500 000,00	700 000,00	700 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**64 525 618,00**	**63 638 634,00**	**63 638 634,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	40 000,00	30 000,00	30 000,00
65712	Subv. équipt Régions	43 400,00	44 000,00	44 000,00
65714	Subv. équipt Communes	47 000,00	32 000,00	32 000,00
65718	Subv. équipt Autres organismes	811 000,00	165 000,00	165 000,00
6572	Subv. équipt personnes droit privé	0,00	5 000,00	5 000,00
65732	Subv. exploitat° Régions	307 000,00	800 000,00	800 000,00
65734	Subv. exploitat° Communes	181 500,00	180 500,00	180 500,00
65738	Subv. exploitat° autres organismes	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6574	Subv. exploitat° personne droit privé	63 094 718,00	62 381 134,00	62 381 134,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**73 349 159,00**	**72 606 495,00**	**72 606 495,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**1 484 987,00**	**1 898 000,00**	**1 898 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 484 987,00	1 597 000,00	1 597 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	301 000,00	301 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
6711	Pénalités de retard sur marchés	0,00	10 000,00	10 000,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**500,00**	**500,00**	**500,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	500,00	500,00	500,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**74 834 646,00**	**74 514 995,00**	**74 514 995,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***850 000,00***	***850 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***11 160 526,00***	***11 012 922,00***	***11 012 922,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*9 788 438,00*	*10 012 922,00*	*10 012 922,00*
6812	*Dot. amort. Charges exploit. à répartir*	*992 088,00*	*1 000 000,00*	*1 000 000,00*
6815	*Dot. prov. pour risques exploitat°*	*380 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***11 160 526,00***	***11 862 922,00***	***11 862 922,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***11 160 526,00***	***11 862 922,00***	***11 862 922,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**85 995 172,00**	**86 377 917,00**	**86 377 917,00**
				+
	RESTES A REALISER N-1 (13)			**0,00**
				+
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)			**0,00**
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			**86 377 917,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	813 089,74
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	512 089,74
= Différence ICNE N – ICNE N-1	301 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.
(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**13 904 467,00**	**14 286 650,00**	**14 286 650,00**
7061	Transport de voyageur	12 553 267,00	13 700 000,00	13 700 000,00
7068	Services accessoires transports	1 351 200,00	586 650,00	586 650,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**52 000 000,00**	**52 800 000,00**	**52 800 000,00**
734	Versement de mobilité	52 000 000,00	52 800 000,00	52 800 000,00
74	**Subventions d'exploitation**	**18 093 905,00**	**17 293 278,00**	**17 293 278,00**
7471	Subv. exploitat° État	596 787,00	596 787,00	596 787,00
7472	Subv. exploitat° Régions	3 222 600,00	3 022 521,00	3 022 521,00
7473	Subv. exploitat° Départements	574 518,00	584 970,00	584 970,00
7475	Subv. exploitat° Groupements	13 700 000,00	13 089 000,00	13 089 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**688 288,00**	**588 288,00**	**588 288,00**
751	Redevances pour licences, logiciels, ...	330 000,00	230 000,00	230 000,00
753	Comp./relèv.seuil assuj.vers.transport	355 000,00	355 000,00	355 000,00
7588	Autres	3 288,00	3 288,00	3 288,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**84 686 660,00**	**84 968 216,00**	**84 968 216,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**70,00**	**45,00**	**45,00**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	70,00	45,00	45,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**84 686 730,00**	**84 968 261,00**	**84 968 261,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***1 308 442,00***	***1 409 656,00***	***1 409 656,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*407 042,00*	*494 656,00*	*494 656,00*
797	*Transferts charges exceptionnelles*	*901 400,00*	*915 000,00*	*915 000,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 308 442,00***	***1 409 656,00***	***1 409 656,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**85 995 172,00**	**86 377 917,00**	**86 377 917,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**86 377 917,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**1 039 650,00**	**1 102 000,00**	**1 102 000,00**
2031	Frais d'études	355 000,00	496 000,00	496 000,00
2033	Frais d'insertion	6 000,00	6 000,00	6 000,00
2051	Concessions et droits assimilés	678 650,00	600 000,00	600 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**6 931 000,00**	**4 098 000,00**	**4 098 000,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	15 000,00	15 000,00	15 000,00
2156	Matériel de transport d'exploitation	5 123 000,00	3 912 000,00	3 912 000,00
216	Collections et oeuvres d'art	40 000,00	40 000,00	40 000,00
2182	Matériel de transport	1 750 000,00	128 000,00	128 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	3 000,00	3 000,00	3 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**9 260 683,00**	**7 692 515,00**	**7 692 515,00**
2313	Constructions	2 667 833,00	1 110 408,00	1 110 408,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	30 000,00	130 000,00	130 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 025 080,00	4 077 195,00	4 077 195,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	2 537 770,00	2 374 912,00	2 374 912,00
	Total des dépenses d'équipement	**17 231 333,00**	**12 892 515,00**	**12 892 515,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**9 979 127,00**	**11 352 000,00**	**11 352 000,00**
1641	Emprunts en euros	9 638 127,00	10 670 000,00	10 670 000,00
16878	Remboursements des autres dettes	341 000,00	682 000,00	682 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**9 979 127,00**	**11 352 000,00**	**11 352 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**27 210 460,00**	**24 244 515,00**	**24 244 515,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***1 308 442,00***	***1 409 656,00***	***1 409 656,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***407 042,00***	***494 656,00***	***494 656,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*275 276,00*	*353 979,00*	*353 979,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*9 938,00*	*18 849,00*	*18 849,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*10 252,00*	*10 252,00*	*10 252,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*67 455,00*	*67 455,00*	*67 455,00*
139188	*des tiers*	*44 121,00*	*44 121,00*	*44 121,00*
	Charges transférées	***901 400,00***	***915 000,00***	***915 000,00***
4818	*Charges à étaler*	*901 400,00*	*915 000,00*	*915 000,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***450 000,00***	***750 000,00***	***750 000,00***
2156	*Matériel de transport d'exploitation*	*450 000,00*	*450 000,00*	*450 000,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*300 000,00*	*300 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 758 442,00***	***2 159 656,00***	***2 159 656,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**28 968 902,00**	**26 404 171,00**	**26 404 171,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**26 404 171,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**1 756 300,00**	**1 280 000,00**	**1 280 000,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	1 385 000,00	1 280 000,00	1 280 000,00
1313	Subv. équipt Départements	371 300,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**15 602 076,00**	**12 511 249,00**	**12 511 249,00**
1641	Emprunts en euros	15 602 076,00	12 511 249,00	12 511 249,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**17 358 376,00**	**13 791 249,00**	**13 791 249,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**17 358 376,00**	**13 791 249,00**	**13 791 249,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***	***850 000,00***	***850 000,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***11 160 526,00***	***11 012 922,00***	***11 012 922,00***
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*380 000,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*208 555,16*	*4 248,00*	*4 248,00*
28033	*Frais d'insertion*	*1 178,19*	*422,00*	*422,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*305 138,30*	*315 716,00*	*315 716,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*15,00*	*15,00*	*15,00*
28131	*Bâtiments*	*273 590,00*	*349 962,00*	*349 962,00*
28138	*Autres constructions*	*37 506,00*	*37 506,00*	*37 506,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*54 107,41*	*64 210,00*	*64 210,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 226 053,25*	*6 266 319,00*	*6 266 319,00*
28154	*Matériel industriel*	*11 281,00*	*11 281,00*	*11 281,00*
28155	*Outillage industriel*	*7 886,00*	*7 886,00*	*7 886,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*2 252 566,64*	*2 465 448,00*	*2 465 448,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*61 676,59*	*315,00*	*315,00*
28182	*Matériel de transport*	*342 368,00*	*485 547,00*	*485 547,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*4 328,46*	*1 859,00*	*1 859,00*
28188	*Autres*	*2 188,00*	*2 188,00*	*2 188,00*
4818	*Charges à étaler*	*992 088,00*	*1 000 000,00*	*1 000 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***11 160 526,00***	***11 862 922,00***	***11 862 922,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***450 000,00***	***750 000,00***	***750 000,00***
2031	*Frais d'études*	*450 000,00*	*450 000,00*	*450 000,00*
2318	*Autres immo. corporelles en cours*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*0,00*	*300 000,00*	*300 000,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***11 610 526,00***	***12 612 922,00***	***12 612 922,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**28 968 902,00**	**26 404 171,00**	**26 404 171,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9			**0,00**
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**26 404 171,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2009001 (1)
LIBELLE : OPERATION 1 TRAM TRAIN

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 4 533 195,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**456 000,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	456 000,00
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 077 195,00**
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	4 077 195,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-4 533 195,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**202 682 478,21**									
1641 Emprunts en euros (total)					202 682 478,21									
2002-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/06/2003	01/07/2003	01/07/2004	11 300 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	3,250	EUR	A	X	O	A-1
2004-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/04/2004	01/05/2004	01/05/2005	18 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	2,500	EUR	A	X	O	A-1
2006-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	02/09/2005	01/10/2005	01/10/2006	6 700 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	2,250	EUR	A	X	O	A-1
2008-TC	BEI Banque Europeenne d'Investissement	25/11/2003	15/06/2005	15/06/2006	20 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.13 sur Euribor 3M) + 0.13	2,100	2,150	EUR	A	C	O	A-1
2009-TC	BEI Banque Europeenne d'Investissement	25/11/2003	17/10/2005	15/09/2006	15 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor 0.02 sur Euribor 3M) + (-0.02)	2,160	2,210	EUR	A	C	O	A-1
2011-TC	SFIL CAFFIL	09/11/2006	01/01/2007	01/01/2008	2 000 000,00	V	Euribor 12M-Floor -0.019 sur Euribor 12M + 0.019	4,040	4,100	EUR	A	C	O	A-1
2012-TC	SOCIETE GENERALE	29/12/2006	29/12/2006	29/12/2007	3 000 000,00	V	(Euribor 12M-Floor -0.0175 sur Euribor 12M) + 0.0175	4,020	4,080	EUR	A	C	O	A-1
2013-TC	SFIL CAFFIL	01/01/2007	01/10/2008	01/01/2009	8 000 000,00	F	Taux fixe à 4.86 %	4,860	5,020	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
2014-TC	SOCIETE GENERALE	26/11/2006	31/12/2008	31/12/2009	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.91 %	3,910	3,970	EUR	A	C	O	A-1
20151-TC	SFIL CAFFIL	09/01/2008	31/12/2009	01/04/2010	10 000 000,00	C	Taux fixe à 3.82 %	3,820	3,930	EUR	T	C	O	B-1
20161-TC	SFIL CAFFIL	09/01/2008	31/12/2009	01/04/2010	4 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.035 sur Euribor 3M) + 0.035	0,740	0,760	EUR	T	P	O	A-1
2017-TC	CREDIT FONCIER DE FRANCE	15/01/2008	31/12/2009	31/12/2010	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.92 %	3,920	3,980	EUR	A	C	O	A-1
2018-TC	CREDIT FONCIER DE FRANCE	15/01/2008	31/12/2009	31/12/2010	7 000 000,00	C	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	3,380	3,430	EUR	A	C	O	B-1
2019-TC	CAISSE D'EPARGNE	23/12/2010	28/12/2010	31/03/2011	17 000 000,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,440	EUR	T	C	O	A-1
2020-TC	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	21/12/2011	15/02/2012	31/03/2012	4 000 000,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	4,540	EUR	T	P	O	A-1
2021-TC	CAISSE D'EPARGNE	27/12/2011	27/12/2011	31/03/2012	5 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.6	3,850	3,910	EUR	T	C	O	A-1
2022-TC	CAISSE D'EPARGNE	22/08/2013	31/08/2013	30/11/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.46 %	3,460	3,510	EUR	T	C	O	A-1
2023-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/01/2014	26/02/2014	01/02/2016	1 682 478,21	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,250	2,250	EUR	A	C	O	A-1
2024TC	CAISSE D'EPARGNE	15/09/2017	16/11/2017	31/03/2018	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.29 %	1,290	1,300	EUR	T	C	O	A-1
2025	SOCIETE GENERALE	15/09/2017	31/10/2017	31/01/2018	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.28 %	1,280	1,310	EUR	T	C	O	A-1
2026TC	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2018	15/10/2018	15/11/2018	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,260	EUR	M	C	O	A-1
2027-TC	SFIL CAFFIL	01/07/2019	16/08/2019	01/12/2019	8 000 000,00	F	Taux fixe à 0.66 %	0,660	0,670	EUR	T	C	O	A-1
2028 TC Consolidation	SFIL CAFFIL	05/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,690	EUR	T	C	O	A-1
2029-TC	SFIL CAFFIL	10/12/2020	01/02/2021	01/05/2021	9 000 000,00	F	Taux fixe à 0.35 %	0,350	0,360	EUR	T	C	O	A-1
2030-TC	SFIL CAFFIL	19/11/2021	17/12/2021	01/04/2022	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,600	0,610	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
DD24615421	ARKEA	20/03/2025	17/04/2025	30/06/2025	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	3,390	EUR	T	C	O	A-1
SIMU Budget Transports 2025	Banque Simulation	01/12/2025	01/05/2025	01/12/2026	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.75 %	3,750	3,810	EUR	A	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**202 682 478,21**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**68 041 825,48**					**10 667 793,62**	**1 609 151,81**	**0,00**	**172 674,50**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		68 041 825,48					10 667 793,62	1 609 151,81	0,00	172 674,50
2002-TC	N	0,00	A-1	1 640 860,90	2,50	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,650	532 700,89	43 482,81	0,00	9 642,53
2004-TC	N	0,00	A-1	3 474 804,28	3,33	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,650	839 146,55	92 082,31	0,00	30 621,22
2006-TC	N	0,00	A-1	1 663 170,32	4,75	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,950	304 842,80	32 431,82	0,00	6 212,46
2008-TC	N	0,00	A-1	4 000 000,00	4,46	V	(Euribor 3M-Floor -0.13 sur Euribor 3M) + 0.13	2,220	800 000,00	77 247,52	0,00	2 980,52
2009-TC	N	0,00	A-1	3 000 000,00	4,71	V	(Euribor 3M-Floor -0.13 sur Euribor 3M) + 0.13	2,220	600 000,00	61 130,82	0,00	2 235,39
2011-TC	N	0,00	A-1	200 000,00	1,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.019)-Floor -0.019 sur TAM(Postfixé)	1,940	100 000,00	4 923,24	0,00	1 931,42
2012-TC	N	0,00	A-1	150 000,00	0,99	V	(Euribor 12M-Floor -0.0175 sur Euribor 12M) + 0.0175	2,210	150 000,00	3 315,48	0,00	0,00
2013-TC	N	0,00	A-1	1 200 000,00	2,75	F	Taux fixe à 4.86 %	5,020	400 000,00	51 732,00	0,00	9 828,00
2014-TC	N	0,00	A-1	388 888,87	1,00	F	Taux fixe à 3.91 %	3,970	388 888,87	15 416,74	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
20151-TC	N	0,00	B-1	3 700 000,00	9,00	C	Taux fixe 3.78% à barrière 6% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,890	400 000,00	136 048,50	0,00	31 531,50
20161-TC	N	0,00	A-1	1 566 814,65	9,00	F	Taux fixe à 3.44 %	3,540	164 265,88	52 499,88	0,00	12 195,94
2017-TC	N	0,00	A-1	2 520 000,00	9,00	F	Taux fixe à 3.92 %	3,980	280 000,00	100 156,00	0,00	0,00
2018-TC	N	0,00	B-1	1 400 000,00	4,00	C	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	3,430	350 000,00	47 977,22	0,00	0,00
2019-TC	N	0,00	A-1	4 250 000,00	5,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,440	850 000,00	133 662,50	0,00	0,00
2020-TC	N	0,00	A-1	357 158,14	1,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,540	357 158,14	10 010,91	0,00	0,00
2021-TC	N	0,00	A-1	333 333,31	1,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	2,070	333 333,31	4 041,66	0,00	0,00
2022-TC	N	0,00	A-1	916 666,83	2,67	F	Taux fixe à 3.46 %	3,510	333 333,32	27 391,67	0,00	1 681,94
2023-TC	N	0,00	A-1	841 239,11	9,08	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,400	84 123,91	28 602,13	0,00	17 297,98
2024TC	N	0,00	A-1	1 400 000,00	7,00	F	Taux fixe à 1.29 %	1,300	200 000,00	17 092,50	0,00	0,00
2025	N	0,00	A-1	2 333 333,12	6,83	F	Taux fixe à 1.28 %	1,310	333 333,36	28 654,81	0,00	4 337,78
2026TC	N	0,00	A-1	2 088 889,08	7,79	F	Taux fixe à 1.23 %	1,260	266 666,64	24 527,86	0,00	996,15
2027-TC	N	0,00	A-1	4 666 666,74	8,67	F	Taux fixe à 0.66 %	0,670	533 333,32	29 885,77	0,00	2 273,33
2028 TC Consolidation	N	0,00	A-1	1 300 000,07	9,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,690	133 333,32	8 617,11	0,00	1 322,22
2029-TC	N	0,00	A-1	6 150 000,00	10,08	F	Taux fixe à 0.35 %	0,360	600 000,00	21 023,33	0,00	3 237,50
2030-TC	N	0,00	A-1	3 750 000,05	11,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,610	333 333,32	22 051,39	0,00	5 181,95
DD24615421	N	0,00	A-1	4 750 000,01	14,25	F	Taux fixe à 3.35 %	3,390	333 333,32	154 937,50	0,00	0,00
SIMU Budget Transports 2025	N	0,00	A-1	10 000 000,00	14,92	F	Taux fixe à 3.75 %	3,810	666 666,67	380 208,33	0,00	29 166,67

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - BP - 2026

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**68 041 825,48**					**10 667 793,62**	**1 609 151,81**	**0,00**	**172 674,50**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
20151-TC	SFIL CAFFIL	10 000 000,00	3 700 000,00	1	25,00		Taux fixe 3.78% à barrière 6% sur Euribor 3M(Postfixé)	Taux fixe à 3.82 %	224 664,09	Taux fixe 3.78% à barrière 6% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,890	136 048,50	0,00	5,44
2018-TC	CREDIT FONCIER DE FRANCE	7 000 000,00	1 400 000,00	1	20,00		Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	24 185,78	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	3,430	47 977,22	0,00	2,06
TOTAL (B)		**17 000 000,00**	**5 100 000,00**						**248 849,87**			**184 025,72**	**0,00**	**7,50**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**17 000 000,00**	**5 100 000,00**						**248 849,87**			**184 025,72**	**0,00**	**7,50**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	25	0	0	0	0	
	% de l'encours	92,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	62 941 825,48	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	7,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	5 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 150 €	17/12/2010

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
	2051 - Logiciel	5	17/12/2010
	2031 - Frais d'études	5	17/12/2010
	2033 - Frais d'insertion non suivie de réalisation	5	17/12/2010
	2121/2125/2128 - Aménagements de terrains nus, terrains bâtis, autres terrains	25	17/12/2010
	2131 - bâtiments publics	25	17/12/2010
	2135 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions	5	17/12/2010
	2138 - Autres constructions	25	17/12/2010
	2141 - bâtiments	25	17/12/2010
	2145 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions	10	17/12/2010
	2148 - Autres constructions	25	17/12/2010
	2153 - Installation à caractère spécifique	25	17/12/2010
	2154 - Matériel industriel	10	17/12/2010
	2155 - Outillage industriel	10	17/12/2010
	2155 - Insfrastracture Tramway	25	17/12/2010
	2182/2156 - Matériel de transport : travaux de rénovation des bus	3	17/12/2010
	2182/2156 - Matériel de transport : véhicule pour personne à mobilité réduite	8	17/12/2010
	2182/2156 - Matériel de transport : autobus d'occasion	8	17/12/2010
	2182/2156 - Matériel de transport : équipemt des autobus (mat embarqué) et déco extérieure bus	10	17/12/2010
	2182/2156 - Matériel de transport : rame de Tramway	25	17/12/2010
	2182/2156 - Matériel de transport : autobus neuf	15	17/12/2010
	2183 - Matériel informatique et bureautique	5	17/12/2010
	2184 - Mobilier	5	17/12/2010
	2188 - Autres immobilisations corporelles : petit matériel < 500 €	5	17/12/2010
	2188 - Autres immobilisations corporelles : petit matériel > 500 €	10	17/12/2010
	2188 - Equipement spécifique électrique	25	17/12/2010
	2157 - Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	10	24/01/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**1 391 099,05**	**1 391 099,05**	**0,00**	**1 391 099,05**
Provisions pour risques	0,00	31/12/2024	1 391 099,05	1 391 099,05	0,00	1 391 099,05
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**1 391 099,05**	**1 391 099,05**	**0,00**	**1 391 099,05**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**500,00**		**44,40**	**544,40**	**45,00**	**499,40**
Provisions pour dépréciation	500,00	16/09/2025	44,40	544,40	45,00	499,40
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**500,00**		**44,40**	**544,40**	**45,00**	**499,40**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**11 846 656,00**	**11 846 656,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**11 862 922,00**	**11 862 922,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**16 266,00**	**16 266,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**11 846 656,00**	**I** **11 846 656,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**11 352 000,00**	**11 352 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	10 670 000,00	10 670 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	682 000,00	682 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**494 656,00**	**494 656,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*494 656,00*	*494 656,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**11 862 922,00**	**III** **11 862 922,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**11 862 922,00**	**11 862 922,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*0,00*	*0,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*4 248,00*	*4 248,00*
28033	*Frais d'insertion*	*422,00*	*422,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*315 716,00*	*315 716,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*15,00*	*15,00*
28131	*Bâtiments*	*349 962,00*	*349 962,00*
28138	*Autres constructions*	*37 506,00*	*37 506,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*64 210,00*	*64 210,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 266 319,00*	*6 266 319,00*
28154	*Matériel industriel*	*11 281,00*	*11 281,00*
28155	*Outillage industriel*	*7 886,00*	*7 886,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*2 465 448,00*	*2 465 448,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*315,00*	*315,00*
28182	*Matériel de transport*	*485 547,00*	*485 547,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 859,00*	*1 859,00*
28188	*Autres*	*2 188,00*	*2 188,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
4818	*Charges à étaler*	*1 000 000,00*	*1 000 000,00*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*850 000,00*	*850 000,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65712	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	Région Grand Est	Région	44 000,00
65714	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	A affecter	Commune	32 000,00
65718	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	SNCF Voyageur	Entreprises	165 000,00
65732	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	Région Grand Est	Région	700 000,00
65732	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	Région Grand Est	Région	100 000,00
65734	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	Commune de Heimsbrunn	Commune	29 600,00
65734	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	Commune de Chalampe	Commune	26 680,00
65734	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	Commune de Mulhouse	Commune	122 500,00
65738	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	Association des usagers des transports du sud Alsace	Association	1 000,00
6574	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	SOLEA	Entreprises	62 349 134,00
6574	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	A affecter	Association	38 720,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)
2004	Mobilier : Véhicules tramway	3 284 907,18	Sogefinerg	25	3 290 745,46	3 299 788,92	3 300 679,46	3 309 716,84	8 538 231,27	21 739 161,95
2008	Mobilier : Autobus	977 544,62	La Banque Postale Crédit Entreprises	15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2009	Immobilier : Atelier et bâtiment administratif	1 063 770,56	Unifergie	27	1 063 770,56	1 063 770,56	1 063 770,56	1 063 770,56	11 081 018,58	15 336 100,82

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B1.5

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
- Délégation de Service Public pour la gestion du service public de la Mobilité Urbaine	SOLEA		SAEML	60 492 857,43
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 87 (+12 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 99
VOTES :
Pour : 87 (+12 procurations)
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 25/11/2025

Présenté par (1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN,
A Mulhouse le 08/12/2025
(1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Mulhouse, le 08/12/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	Proc. à Mme GERRER
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
~~BOUILLÉ Jean-Philippe~~ BILA Ayoub	Proc. à M. JUNG
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	Excusé
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	Proc. à Mme BAECHTEL
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	Excusée
KRZEMINSKI Frédéric	Proc. à Mme DHALLENNE
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	Proc. à N. WEISBECH
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	Excusée
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	Excusé
METZGER Henri	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	Proc. à N. COUCHOT
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	Proc. à N. COLOM
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	
RIFF Didier	
RISSER Chantal	Proc. à M. QUIN

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

RITZ Christelle	Excusée
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	Proc. à M. STURCHLER
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Excusée
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	Proc. à Mme GOETZ
STEGER Christophe	Excusé
STRIFFLER Paul-Andrè	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par (1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 18 décembre 2025
18 décembre 2025

A Sausheim, le 18 décembre 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 2863C (RAPPORT DE PRÉSENTATION)

M. LE PRÉSIDENT : Concernant le budget annexe des transports urbains, qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

9° BUDGET ANNEXE ZAE BANTZENHEIM : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2026 (7.1.1/2930C)

Le projet de budget primitif 2026 du budget annexe de la zone d'activités économiques de Bantzenheim, élaboré selon l'instruction comptable M57, est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 1 757 000 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**947 000**	**947 000**
Dépenses ou recettes réelles	147 000	137 000
Dépenses ou recettes d'ordre	800 000	810 000
Section d'investissement	**810 000**	**810 000**
Dépenses ou recettes réelles	0	10 000
Dépenses ou recettes d'ordre	810 000	800 000
Budget total	**1 757 000**	**1 757 000**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le budget primitif du budget annexe de la ZAE de Bantzenheim de 2026,
- autorise M. le Président à opérer des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites de 7,5% pour la section de fonctionnement et de 7,5% pour la section d'investissement.

PJ : (2)

- Budget primitif 2026
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (2)

Numéro SIRET : 20006600900040

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : BA ZAE BANTZENHEIM (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	39
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	40
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	41

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	42

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5 %
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires par délibération du 27 juin 2022 (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2 0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	810 000,00	810 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	810 000,00	810 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	947 000,00	947 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	947 000,00	947 000,00

TOTAL DU BUDGET (4)	1 757 000,00	1 757 000,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*940 000,00*		*810 000,00*	*810 000,00*	*810 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***940 000,00***		***810 000,00***	***810 000,00***	***810 000,00***

TOTAL	**940 000,00**	**0,00**	**810 000,00**	**810 000,00**	**810 000,00**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**810 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	15 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**15 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**15 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*925 000,00*		*800 000,00*	*800 000,00*	*800 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***925 000,00***		***800 000,00***	***800 000,00***	***800 000,00***
TOTAL		**940 000,00**	**0,00**	**810 000,00**	**810 000,00**	**810 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**810 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-10 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	230 000,00	0,00	96 000,00	96 000,00	96 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	51 000,00	51 000,00	51 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**230 000,00**	**0,00**	**147 000,00**	**147 000,00**	**147 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**230 000,00**	**0,00**	**147 000,00**	**147 000,00**	**147 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*925 000,00*		*800 000,00*	*800 000,00*	*800 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***925 000,00***		***800 000,00***	***800 000,00***	***800 000,00***
TOTAL		**1 155 000,00**	**0,00**	**947 000,00**	**947 000,00**	**947 000,00**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**947 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	215 000,00	0,00	137 000,00	137 000,00	137 000,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**215 000,00**	**0,00**	**137 000,00**	**137 000,00**	**137 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**215 000,00**	**0,00**	**137 000,00**	**137 000,00**	**137 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*940 000,00*		*810 000,00*	*810 000,00*	*810 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***940 000,00***		***810 000,00***	***810 000,00***	***810 000,00***
TOTAL		**1 155 000,00**	**0,00**	**947 000,00**	**947 000,00**	**947 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**947 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**-10 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*810 000,00*	810 000,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***810 000,00***	**810 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**810 000,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	96 000,00		96 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	51 000,00	*0,00*	51 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*800 000,00*	800 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**147 000,00**	***800 000,00***	**947 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**947 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		10 000,00	*0,00*	10 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*800 000,00*	800 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**10 000,00**	***800 000,00***	**810 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**810 000,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	137 000,00		137 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*810 000,00*	810 000,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**137 000,00**	***810 000,00***	**947 000,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			947 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**940 000,00**	**0,00**	**0,00**	**810 000,00**	**810 000,00**	**0,00**	**810 000,00**	**810 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*940 000,00*			*810 000,00*	*810 000,00*		*810 000,00*	*810 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**940 000,00**			**810 000,00**	**810 000,00**		**810 000,00**	**810 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**810 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**940 000,00**	**0,00**	**810 000,00**	**810 000,00**	**810 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	15 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**15 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**15 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*925 000,00*		*800 000,00*	*800 000,00*	*800 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***925 000,00***		***800 000,00***	***800 000,00***	***800 000,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	**810 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**940 000,00**	**0,00**	**0,00**	**810 000,00**	**810 000,00**	**0,00**	**810 000,00**	**810 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*940 000,00*			*810 000,00*	*810 000,00*		*810 000,00*	*810 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*940 000,00*			*810 000,00*	*810 000,00*		*810 000,00*	*810 000,00*
3555	*Terrains aménagés*	*940 000,00*			*810 000,00*	*810 000,00*		*810 000,00*	*810 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**940 000,00**			**810 000,00**	**810 000,00**		**810 000,00**	**810 000,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**940 000,00**	**0,00**	**810 000,00**	**810 000,00**	**810 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	15 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
1641	Emprunts en euros	15 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**15 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**15 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*925 000,00*		*800 000,00*	*800 000,00*	*800 000,00*
3555	*Terrains aménagés*	*925 000,00*		*800 000,00*	*800 000,00*	*800 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***925 000,00***		***800 000,00***	***800 000,00***	***800 000,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 155 000,00**	**0,00**	**0,00**	**947 000,00**	**947 000,00**	**0,00**	**947 000,00**	**947 000,00**
011	Charges à caractère général (3)	230 000,00	0,00	0,00	96 000,00	96 000,00	0,00	96 000,00	96 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	51 000,00	51 000,00	0,00	51 000,00	51 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**230 000,00**	**0,00**	**0,00**	**147 000,00**	**147 000,00**	**0,00**	**147 000,00**	**147 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**230 000,00**	**0,00**	**0,00**	**147 000,00**	**147 000,00**	**0,00**	**147 000,00**	**147 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*925 000,00*			*800 000,00*	*800 000,00*		*800 000,00*	*800 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**925 000,00**			**800 000,00**	**800 000,00**		**800 000,00**	**800 000,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**947 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 155 000,00**	**0,00**	**947 000,00**	**947 000,00**	**947 000,00**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	215 000,00	0,00	137 000,00	137 000,00	137 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**215 000,00**	**0,00**	**137 000,00**	**137 000,00**	**137 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**215 000,00**	**0,00**	**137 000,00**	**137 000,00**	**137 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*940 000,00*		*810 000,00*	*810 000,00*	*810 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**940 000,00**		**810 000,00**	**810 000,00**	**810 000,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**947 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 155 000,00**	**0,00**	**0,00**	**947 000,00**	**947 000,00**	**0,00**	**947 000,00**	**947 000,00**
011	Charges à caractère général (4)	230 000,00	0,00	0,00	96 000,00	96 000,00	0,00	96 000,00	96 000,00
6045	Achats études et prestations de services	225 000,00	0,00		90 000,00	90 000,00	0,00	90 000,00	90 000,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	1 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
63512	Taxes foncières	4 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	51 000,00	51 000,00	0,00	51 000,00	51 000,00
65888	Autres	0,00	0,00		51 000,00	51 000,00	0,00	51 000,00	51 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**230 000,00**	**0,00**	**0,00**	**147 000,00**	**147 000,00**	**0,00**	**147 000,00**	**147 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**230 000,00**	**0,00**	**0,00**	**147 000,00**	**147 000,00**	**0,00**	**147 000,00**	**147 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*925 000,00*			*800 000,00*	*800 000,00*		*800 000,00*	*800 000,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*925 000,00*			*800 000,00*	*800 000,00*		*800 000,00*	*800 000,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**925 000,00**			**800 000,00**	**800 000,00**		**800 000,00**	**800 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 155 000,00**	**0,00**	**947 000,00**	**947 000,00**	**947 000,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	215 000,00	0,00	137 000,00	137 000,00	137 000,00
7015	Ventes de terrains aménagés	215 000,00	0,00	137 000,00	137 000,00	137 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**215 000,00**	**0,00**	**137 000,00**	**137 000,00**	**137 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**215 000,00**	**0,00**	**137 000,00**	**137 000,00**	**137 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*940 000,00*		*810 000,00*	*810 000,00*	*810 000,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*940 000,00*		*810 000,00*	*810 000,00*	*810 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**940 000,00**		**810 000,00**	**810 000,00**	**810 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I** **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES **EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES**	**C1.3**

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 87 (+12 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 99
VOTES :
Pour : 87 (+12 procurations)
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 25/11/2025

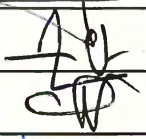
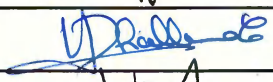
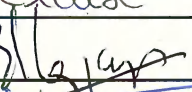
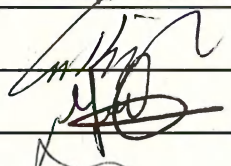
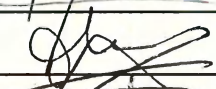
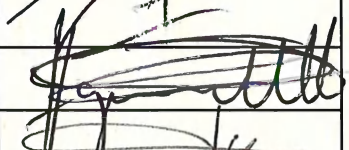
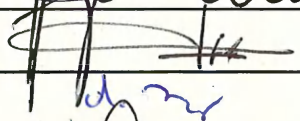
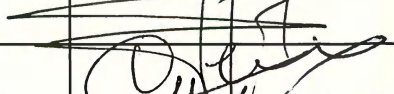
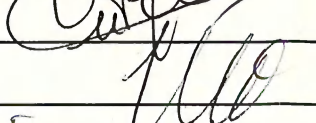
Présenté par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN (1),
A Mulhouse, le 08/12/2025

Délibéré par l'assemblée du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération(2), réunie en session
A Mulhouse, le 08/12/2025
Les membres de l'assemblée délibérante du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2),(3).

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	Proc. à Mme GERBER
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
~~BOUILLÉ Jean-Philippe~~ BIZA Ayab	Proc. à M. JUNG
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP (projet de budget) - 2026

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	Excusé
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	Proc. à Mme BRECHTEL
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	Excusée
KRZEMINSKI Frédéric	Proc. à Mme DHALLENNE

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	Proc à M. WEISBECK
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	Excusée
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	Excusé
METZGER Henri	
MEYER Véronique	
MIMAUD Daniéle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	Proc. à M. COUCHOT
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	Proc. à N. COLOM
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

RIFF Didier	
RISSER Chantal	Proc. à N. QUIN
RITZ Christelle	Excusée
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	Proc. à N. STURCHLER
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Excusée
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	Proc. à Mme GOETZ
STEGER Christophe	Excusé
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 18 décembre 2025 et de la publication le 18 décembre 2025.

A Sausheim, le 18 décembre 2025

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 2863C (RAPPORT DE PRÉSENTATION)

M. LE PRÉSIDENT : Concernant le budget annexe ZAE Bantzenheim, qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

10° BUDGET ANNEXE ZAE AMELIE IV : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2026 (7.1.1/2931C)

Le projet de budget primitif 2026 du budget annexe de la zone d'activité Amélie IV, élaboré selon l'instruction comptable M57, est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 15 283 704 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**7 706 852**	**7 706 852**
Dépenses ou recettes réelles	5 906 852	130 000
Dépenses ou recettes d'ordre	1 800 000	7 576 852
Section d'investissement	**7 576 852**	**7 576 852**
Dépenses ou recettes réelles	0	5 776 852
Dépenses ou recettes d'ordre	7 576 852	1 800 000
Budget total	**15 283 704**	**15 283 704**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le budget primitif du budget annexe ZAE Amélie IV de 2026,
- autorise M. le Président à opérer des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites de 7,5% pour la section de fonctionnement et de 7,5% pour la section d'investissement.

PJ : (2)

- Budget primitif 2026
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (2)

Numéro SIRET : 20006600900081

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : ZA AMELIE 4 (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8 - Subventions versées Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 39
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 40
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 41

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 42

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5 %
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2 0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	7 576 852,00	7 576 852,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	7 576 852,00	7 576 852,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	7 706 852,00	7 706 852,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	7 706 852,00	7 706 852,00

TOTAL DU BUDGET (4)	15 283 704,00	15 283 704,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*4 892 500,00*		*7 576 852,00*	*7 576 852,00*	*7 576 852,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***4 892 500,00***		***7 576 852,00***	***7 576 852,00***	***7 576 852,00***
TOTAL		**4 892 500,00**	**0,00**	**7 576 852,00**	**7 576 852,00**	**7 576 852,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 576 852,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	4 892 500,00	0,00	5 776 852,00	5 776 852,00	5 776 852,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**4 892 500,00**	**0,00**	**5 776 852,00**	**5 776 852,00**	**5 776 852,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**4 892 500,00**	**0,00**	**5 776 852,00**	**5 776 852,00**	**5 776 852,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*0,00*		*1 800 000,00*	*1 800 000,00*	*1 800 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***		***1 800 000,00***	***1 800 000,00***	***1 800 000,00***

TOTAL	**4 892 500,00**	**0,00**	**7 576 852,00**	**7 576 852,00**	**7 576 852,00**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**7 576 852,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-5 776 852,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	4 892 500,00	0,00	5 906 852,00	5 906 852,00	5 906 852,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**4 892 500,00**	**0,00**	**5 906 852,00**	**5 906 852,00**	**5 906 852,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**4 892 500,00**	**0,00**	**5 906 852,00**	**5 906 852,00**	**5 906 852,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*1 800 000,00*	*1 800 000,00*	*1 800 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***1 800 000,00***	***1 800 000,00***	***1 800 000,00***
TOTAL		**4 892 500,00**	**0,00**	**7 706 852,00**	**7 706 852,00**	**7 706 852,00**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 706 852,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	130 000,00	130 000,00	130 000,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*4 892 500,00*		*7 576 852,00*	*7 576 852,00*	*7 576 852,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***4 892 500,00***		***7 576 852,00***	***7 576 852,00***	***7 576 852,00***
TOTAL		**4 892 500,00**	**0,00**	**7 706 852,00**	**7 706 852,00**	**7 706 852,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 706 852,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**-5 776 852,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*7 576 852,00*	7 576 852,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***7 576 852,00***	**7 576 852,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 576 852,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	5 906 852,00		5 906 852,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*1 800 000,00*	1 800 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**5 906 852,00**	***1 800 000,00***	**7 706 852,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 706 852,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		5 776 852,00	*0,00*	5 776 852,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*1 800 000,00*	1 800 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**5 776 852,00**	***1 800 000,00***	**7 576 852,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 576 852,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	130 000,00		130 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*7 576 852,00*	7 576 852,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**130 000,00**	***7 576 852,00***	**7 706 852,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			7 706 852,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 892 500,00**	**0,00**	**0,00**	**7 576 852,00**	**7 576 852,00**	**0,00**	**7 576 852,00**	**7 576 852,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*4 892 500,00*			*7 576 852,00*	*7 576 852,00*		*7 576 852,00*	*7 576 852,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**4 892 500,00**			**7 576 852,00**	**7 576 852,00**		**7 576 852,00**	**7 576 852,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**7 576 852,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 892 500,00**	**0,00**	**7 576 852,00**	**7 576 852,00**	**7 576 852,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	4 892 500,00	0,00	5 776 852,00	5 776 852,00	5 776 852,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**4 892 500,00**	**0,00**	**5 776 852,00**	**5 776 852,00**	**5 776 852,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**4 892 500,00**	**0,00**	**5 776 852,00**	**5 776 852,00**	**5 776 852,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*1 800 000,00*	*1 800 000,00*	*1 800 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***0,00***		***1 800 000,00***	***1 800 000,00***	***1 800 000,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	**7 576 852,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 892 500,00**	**0,00**	**0,00**	**7 576 852,00**	**7 576 852,00**	**0,00**	**7 576 852,00**	**7 576 852,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*4 892 500,00*			*7 576 852,00*	*7 576 852,00*		*7 576 852,00*	*7 576 852,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*4 892 500,00*			*7 576 852,00*	*7 576 852,00*		*7 576 852,00*	*7 576 852,00*
3555	*Terrains aménagés*	*4 892 500,00*			*7 576 852,00*	*7 576 852,00*		*7 576 852,00*	*7 576 852,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**4 892 500,00**			**7 576 852,00**	**7 576 852,00**		**7 576 852,00**	**7 576 852,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 892 500,00**	**0,00**	**7 576 852,00**	**7 576 852,00**	**7 576 852,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	4 892 500,00	0,00	5 776 852,00	5 776 852,00	5 776 852,00
1641	Emprunts en euros	2 937 500,00	0,00	5 469 004,00	5 469 004,00	5 469 004,00
168741	Dettes - Communes membres du GFP	1 955 000,00	0,00	307 848,00	307 848,00	307 848,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**4 892 500,00**	**0,00**	**5 776 852,00**	**5 776 852,00**	**5 776 852,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**4 892 500,00**	**0,00**	**5 776 852,00**	**5 776 852,00**	**5 776 852,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*		*1 800 000,00*	*1 800 000,00*	*1 800 000,00*
3555	*Terrains aménagés*	*0,00*		*1 800 000,00*	*1 800 000,00*	*1 800 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***0,00***		***1 800 000,00***	***1 800 000,00***	***1 800 000,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 892 500,00**	**0,00**	**0,00**	**7 706 852,00**	**7 706 852,00**	**0,00**	**7 706 852,00**	**7 706 852,00**
011	Charges à caractère général (3)	4 892 500,00	0,00	0,00	5 906 852,00	5 906 852,00	0,00	5 906 852,00	5 906 852,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**4 892 500,00**	**0,00**	**0,00**	**5 906 852,00**	**5 906 852,00**	**0,00**	**5 906 852,00**	**5 906 852,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**4 892 500,00**	**0,00**	**0,00**	**5 906 852,00**	**5 906 852,00**	**0,00**	**5 906 852,00**	**5 906 852,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*			*1 800 000,00*	*1 800 000,00*		*1 800 000,00*	*1 800 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**1 800 000,00**	**1 800 000,00**		**1 800 000,00**	**1 800 000,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**7 706 852,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 892 500,00**	**0,00**	**7 706 852,00**	**7 706 852,00**	**7 706 852,00**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	130 000,00	130 000,00	130 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*4 892 500,00*		*7 576 852,00*	*7 576 852,00*	*7 576 852,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**4 892 500,00**		**7 576 852,00**	**7 576 852,00**	**7 576 852,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**7 706 852,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 892 500,00**	**0,00**	**0,00**	**7 706 852,00**	**7 706 852,00**	**0,00**	**7 706 852,00**	**7 706 852,00**
011	Charges à caractère général (4)	4 892 500,00	0,00	0,00	5 906 852,00	5 906 852,00	0,00	5 906 852,00	5 906 852,00
6015	Terrains à aménager	3 910 000,00	0,00		3 117 461,00	3 117 461,00	0,00	3 117 461,00	3 117 461,00
6045	Achats études et prestations de services	513 500,00	0,00		624 954,00	624 954,00	0,00	624 954,00	624 954,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	100 000,00	0,00		1 474 300,00	1 474 300,00	0,00	1 474 300,00	1 474 300,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	364 000,00	0,00		303 000,00	303 000,00	0,00	303 000,00	303 000,00
63512	Taxes foncières	5 000,00	0,00		387 137,00	387 137,00	0,00	387 137,00	387 137,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**4 892 500,00**	**0,00**	**0,00**	**5 906 852,00**	**5 906 852,00**	**0,00**	**5 906 852,00**	**5 906 852,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**4 892 500,00**	**0,00**	**0,00**	**5 906 852,00**	**5 906 852,00**	**0,00**	**5 906 852,00**	**5 906 852,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*			*1 800 000,00*	*1 800 000,00*		*1 800 000,00*	*1 800 000,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*0,00*			*1 800 000,00*	*1 800 000,00*		*1 800 000,00*	*1 800 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**1 800 000,00**	**1 800 000,00**		**1 800 000,00**	**1 800 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 892 500,00**	**0,00**	**7 706 852,00**	**7 706 852,00**	**7 706 852,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	130 000,00	130 000,00	130 000,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	130 000,00	130 000,00	130 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*4 892 500,00*		*7 576 852,00*	*7 576 852,00*	*7 576 852,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*4 892 500,00*		*7 576 852,00*	*7 576 852,00*	*7 576 852,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**4 892 500,00**		**7 576 852,00**	**7 576 852,00**	**7 576 852,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I** **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE 4 - BP - 2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES **EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES**	**C1.3**

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 87 (+12 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 99
VOTES :
Pour : 87 (+12 procurations)
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 25/11/2025

Présenté par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN (1),
A Mulhouse, le 08/12/2025

Délibéré par l'assemblée du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération(2), réunie en session
A Mulhouse, le 08/12/2025
Les membres de l'assemblée délibérante du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2),(3).

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	Proc. à Mme GERRER
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
~~BOUILLÉ Jean-Philippe~~ BILA Ayoub	Proc. à N. JUNG
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	Excusé
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	Proc. à Mme BAECHTEL
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michéle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	Excusée
KRZEMINSKI Frédéric	Proc. à Mme DHALLENNE

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	Proc. à M. WEISBECK
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	Excusée
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	Excusé
METZGER Henri	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	Proc. à M. COUCHOT
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	Proc. à M. COLOM
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

RIFF Didier	
RISSER Chantal	Proc. à M. QUIN
RITZ Christelle	Excusée
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	Proc. à M. STURCHLER
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Excusée
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cècile	Proc. à Mme GOETZ
STEGER Christophe	Excusé
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	E. Suarez
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 18 décembre 2025, et de la publication le 18 décembre 2025

A Sausheim, le 18 décembre 2025

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 2863C (RAPPORT DE PRÉSENTATION)

M. LE PRÉSIDENT : Pour le budget annexe de la ZAE Amélie IV, qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

11° BUDGET ANNEXE INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRÉ : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2026 (7.1.1/2932C)

Le projet de budget primitif 2026 du budget annexe Investissement Territorial Intégré, élaboré selon l'instruction comptable M57, est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 6 106 650 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**459 500 €**	**459 500 €**
Dépenses ou recettes réelles	459 500 €	459 500 €
Dépenses ou recettes d'ordre	0 €	0 €
Section d'investissement	**5 647 150 €**	**5 647 150 €**
Dépenses ou recettes réelles	5 647 150 €	5 647 150 €
Dépenses ou recettes d'ordre	0 €	0 €
Budget total	**6 106 650 €**	**6 106 650 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le budget primitif 2026 du budget annexe Investissement Territorial Intégré,
- autorise M. le Président à opérer des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites de 7,5% pour la section de fonctionnement et de 7,5% pour la section d'investissement.

PJ : (2)

- Budget primitif 2026
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (2)

Numéro SIRET : 20006600900099

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	39
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	40
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	41
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	42

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	43

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5 %
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2 0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	**0,00**
018	**RSA**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**		**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**		**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**		**0,00**
014	**Atténuations de produits**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**		**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**		**0,00**
66	**Charges financières**		**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	5 647 150,00	5 647 150,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	5 647 150,00	5 647 150,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	459 500,00	459 500,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	459 500,00	459 500,00

TOTAL DU BUDGET (4)	6 106 650,00	6 106 650,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	6 500 000,00	0,00	5 647 150,00	5 647 150,00	5 647 150,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**6 500 000,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**6 500 000,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**6 500 000,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**5 647 150,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	6 500 000,00	0,00	5 647 150,00	5 647 150,00	5 647 150,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**6 500 000,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**6 500 000,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**6 500 000,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**5 647 150,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**0,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	500 000,00	0,00	459 500,00	459 500,00	459 500,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**500 000,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**500 000,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**500 000,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**459 500,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	500 000,00	0,00	459 500,00	459 500,00	459 500,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**500 000,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**500 000,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**500 000,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**459 500,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**0,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		5 647 150,00	*0,00*	*5 647 150,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**5 647 150,00**	***0,00***	**5 647 150,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 647 150,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	459 500,00	*0,00*	459 500,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**459 500,00**	***0,00***	**459 500,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**459 500,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		5 647 150,00	*0,00*	5 647 150,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**5 647 150,00**	***0,00***	**5 647 150,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 647 150,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	459 500,00		459 500,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**459 500,00**	***0,00***	**459 500,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE - BP - 2026

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			459 500,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	6 500 000,00	0,00	0,00	5 647 150,00	5 647 150,00	0,00	5 647 150,00	5 647 150,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**6 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**6 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**5 647 150,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 500 000,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	6 500 000,00	0,00	5 647 150,00	5 647 150,00	5 647 150,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**6 500 000,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**6 500 000,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE - BP - 2026

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	**5 647 150,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	6 500 000,00	0,00	0,00	5 647 150,00	5 647 150,00	0,00	5 647 150,00	5 647 150,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	6 500 000,00	0,00		5 647 150,00	5 647 150,00	0,00	5 647 150,00	5 647 150,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**6 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE - BP - 2026

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**6 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 500 000,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	6 500 000,00	0,00	5 647 150,00	5 647 150,00	5 647 150,00
13272	Subv. non transf. FEDER	6 500 000,00	0,00	5 647 150,00	5 647 150,00	5 647 150,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**6 500 000,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**6 500 000,00**	**0,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**	**5 647 150,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
011	Charges à caractère général (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	500 000,00	0,00	0,00	459 500,00	459 500,00	0,00	459 500,00	459 500,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**459 500,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE - BP - 2026

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**500 000,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	500 000,00	0,00	459 500,00	459 500,00	459 500,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**500 000,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**500 000,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**459 500,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
011	Charges à caractère général (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	500 000,00	0,00	0,00	459 500,00	459 500,00	0,00	459 500,00	459 500,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	500 000,00	0,00		459 500,00	459 500,00	0,00	459 500,00	459 500,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**500 000,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	500 000,00	0,00	459 500,00	459 500,00	459 500,00
74772	Participation FEDER	500 000,00	0,00	459 500,00	459 500,00	459 500,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**500 000,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**500 000,00**	**0,00**	**459 500,00**	**459 500,00**	**459 500,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					**5 647 150,00**
2041412	Subvention d'équipement		A affecter		5 647 150,00
FONCTIONNEMENT (total)					**459 500,00**
657341	Subvention de fonctionnement		A affecter		459 500,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I** **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 87 (+12 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 99
VOTES :
Pour : 87 (+12 procurations)
Contre : 0
Abstentions : 0

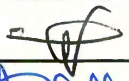
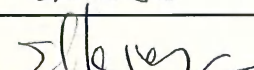
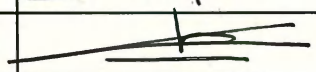
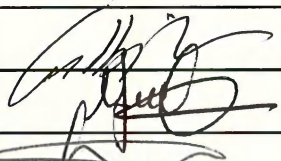
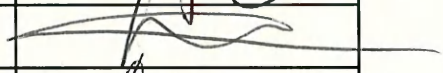
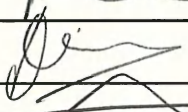
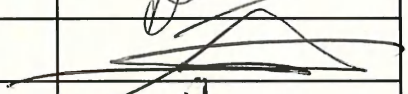
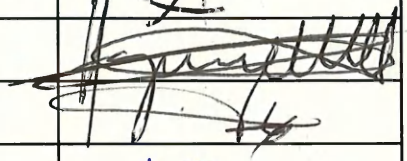
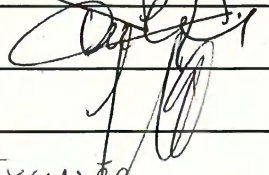
Date de convocation : 25/11/2025

Présenté par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN (1),
A Mulhouse, le 08/12/2025

Délibéré par l'assemblée du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération(2), réunie en session
A Mulhouse, le 08/12/2025
Les membres de l'assemblée délibérante du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2),(3).

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	Proc. à Mme GIERRER
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
~~BOUILLÉ Jean-Philippe~~ BILA Ayoub	Proc. à M. JUNG
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	Excusé
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	Proc. à Mme BAECHTEL
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	Excusée
KRZEMINSKI Frédéric	Proc. à Mme DHALLENNE

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	Proc. à M. WEISBECK
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	Excusée
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	Excusé
METZGER Henri	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	Proc. à M. COUCHOT
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	Proc. à M. COLOM
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

RIFF Didier	
RISSER Chantal	Proc. à M. QUIN
RITZ Christelle	Excusée
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	Proc. à M. STURCHLER
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Excusée
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	Proc. à Mme GOETZ
STEGER Christophe	Excusé
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 18 décembre 2025.
18 décembre 2025

A Sausheim, le 18 décembre 2025

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 2863C (RAPPORT DE PRÉSENTATION)

M. LE PRÉSIDENT : Et enfin, pour le budget annexe des investissements territoriaux intégrés, qui est contre, qui s'abstient ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie. Merci beaucoup, chers collègues. Cela nous permettra de travailler sur l'ensemble de nos projets d'investissement et, naturellement, dans l'espoir que ce Projet de Loi de Finances soit revisité.

12° PACTE FINANCIER ET FISCAL : RÉPARTITION DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ COMMUNAUTAIRE AU TITRE DE L'ANNÉE 2026 (7.8/2986C)

Par délibération du 11 décembre 2017, le Conseil d'Agglomération a institué une dotation de solidarité communautaire (DSC) qui vise à réduire les disparités de ressources et de charges entre les communes membres.

Ses modalités de répartition ont été revues par délibération n°2312C du 15 avril 2024, à l'issue d'un travail mené en atelier projet.

La nouvelle DSC s'appuie fortement sur les deux critères figurant à l'article L5211-28-4 du code général des collectivités territoriales afin de renforcer la sécurité juridique du dispositif instauré et d'accroître ses effets de solidarité. Ainsi :

- 42,5 % du montant de la DSC est réparti selon l'insuffisance du potentiel financier par habitant de la commune concernée, au prorata de l'écart au potentiel financier moyen des communes composant Mulhouse Alsace Agglomération, sans que cela ne puisse conduire à des dotations négatives ;
- 12,5 % du montant de la DSC est réparti selon l'écart de revenu par habitant de la commune concernée, au prorata de l'écart au revenu moyen par habitant des communes composant Mulhouse Alsace Agglomération, sans que cela ne puisse conduire à des dotations négatives ;
- Ne sont éligibles aux critères complémentaires de répartition de la DSC que les communes qui perçoivent une dotation au titre de l'un ou l'autre de ces deux critères.

Conformément à l'article L5211-28-4 du code général des collectivités territoriales, des critères complémentaires ont été institués :

- 15 % du montant de la DSC est réparti au prorata du nombre de logements sociaux des communes éligibles ;
- 15 % du montant de la DSC est réparti au prorata du linéaire de voirie des communes éligibles ;
- 15 % du montant de la DSC est réparti entre les communes éligibles dont l'effort fiscal est supérieur à 120% de l'effort fiscal médian des communes composant Mulhouse Alsace Agglomération. La dotation par habitant (au sens DGF) est modulée selon l'écart entre l'effort fiscal de la commune concernée et l'effort fiscal national moyen de la strate de population de la commune.

Par ailleurs, deux dispositifs de garantie ont été instaurés afin de renforcer les effets péréquateurs de la DSC ainsi mise en place et de corriger les fortes disparités existant historiquement au sein de l'agglomération :

- Les communes éligibles bénéficient d'un retour communautaire minimal garanti de 55 € par habitant, ce retour communautaire minimal étant égal à la somme de la DSC de l'année N calculée en application des critères précités et du montant des attributions de compensation versées au titre de l'année 2023 ;
- Les communes éligibles ne peuvent pas voir le montant de la DSC qui leur est attribuée au titre de l'année N être inférieur à 110% du montant de la DSC qui leur a été versé au titre de 2022 ;
- Les sommes nécessaires à l'application de ces deux garanties sont prélevées sur le montant de la DSC réparti au titre des critères d'attribution précités, au prorata de la pondération de ces derniers dans le calcul de la répartition.

Compte tenu du volume significatif de DSC réparti entre communes et de la nécessité de donner de la visibilité aux communes dans leurs projections budgétaires, il a également été décidé de :

- A partir de 2025, limiter à 5% à la hausse ou à la baisse la variation d'une année à l'autre du montant de DSC dont bénéficient les communes éligibles (l'impact financier de ce mécanisme étant prélevé ou redistribué sur le montant de la DSC réparti au titre des critères d'attribution précités, au prorata de la pondération de ces derniers dans le calcul de la répartition) ;
- Instituer un dispositif de « sortie en sifflet » en cas de perte d'éligibilité en année N ; la commune bénéficiant alors en année N de 66% du montant de la DSC qu'elle percevait en N-1, de 33% en année N+1 du montant de la DSC qu'elle percevait en N-1 et de 0% en année N+2 du montant de la DSC qu'elle percevait en N-1 (l'impact financier de ce mécanisme étant prélevé sur le montant de la DSC réparti au titre des critères d'attribution précités, au prorata de la pondération de ces derniers dans le calcul de la répartition) ;
- Voter la répartition de la DSC de l'année N au moment du vote du budget primitif de l'année N.

L'ensemble des données nécessaires au calcul de la répartition de la DSC ainsi exposé figure sur les fiches DGF des communes. Pour procéder au calcul de la DSC de l'année N, il est fait référence aux données de la fiche DGF de l'année N-1.

Conformément à l'article L.5211-28-4 du code général des collectivités territoriales, le montant de la dotation de solidarité communautaire est fixé librement par le conseil communautaire à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Pour l'année 2026, il est proposé de fixer ce montant à 3 M€.

En application de ce qui précède, la répartition de la DSC au titre de l'année 2026 est la suivante :

Commune	Rappel DSC 2025	DSC 2026
BALDERSHEIM	0 €	0 €
BANTZENHEIM	0 €	0 €
BATTENHEIM	0 €	0 €
BERRWILLER	43 969 €	45 120 €
BOLLWILLER	86 969 €	91 317 €
BRUEBACH	18 179 €	19 088 €
BRUNSTATT-DIDENHEIM	38 047 €	39 949 €
CHALAMPE	0 €	0 €
DIETWILLER	0 €	0 €
ESCHENTZWILLER	19 800 €	20 790 €
FELDKIRCH	17 265 €	18 129 €
FLAXLANDEN	16 656 €	17 489 €
GALFINGUE	48 160 €	47 885 €
HABSHEIM	0 €	0 €
HEIMSBRUNN	7 192 €	7 551 €
HOMBOURG	0 €	0 €
ILLZACH	77 490 €	81 365 €
KINGERSHEIM	92 847 €	97 490 €
LUTTERBACH	96 973 €	101 822 €
MORSCHWILLER-LE-BAS	37 893 €	39 788 €
MULHOUSE	1 390 209 €	1 338 013 €
NIFFER	0 €	0 €
OTTMARSHEIM	0 €	0 €
PETIT-LANDAU	0 €	0 €
PFASTATT	125 981 €	132 280 €
PULVERSHEIM	47 527 €	49 904 €
REININGUE	33 440 €	35 112 €
RICHWILLER	32 014 €	33 614 €
RIEDISHEIM	95 840 €	92 741 €
RIXHEIM	0 €	0 €
RUELISHEIM	32 801 €	34 441 €
SAUSHEIM	0 €	0 €
STAFFELFELDEN	201 239 €	201 844 €
STEINBRUNN-LE-BAS	29 350 €	28 470 €
UNGERSHEIM	0 €	0 €
WITTELSHEIM	117 942 €	123 839 €
WITTENHEIM	189 185 €	198 645 €
ZILLISHEIM	91 839 €	91 564 €
ZIMMERSHEIM	11 193 €	11 753 €
TOTAL	**3 000 000 €**	**3 000 000 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- fixe le montant de la dotation de solidarité communautaire à 3 millions d'euros au titre de l'année 2026,
- approuve la proposition de répartition de la dotation de solidarité communautaire au titre de l'année 2026.

M. LE PRÉSIDENT : Nous allons continuer avec le point 12, c'est le pacte fiscal et financier : la répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire au titre de l'année 2026, Antoine HOMÉ.

M. HOMÉ : Oui, M. le Président, chers collègues, nous avions fait un travail important sur le pacte financier et fiscal, qui est d'ailleurs encore à achever, mais nous avions du moins mis en place une DSC visant à réduire les disparités de ressources et de charges entre les communes membres. Les critères avaient été fixés, vous les avez dans la liasse, et nous sommes sur une enveloppe qui est maintenue à 3 millions d'euros. Dans le contexte de marasme dans lequel nous sommes, il n'est pas indifférent de constater que nous avons souhaité évidemment préserver cet effort de péréquation. Et donc, en application des critères, les dotations allouées aux 26 communes concernées varient chaque année, et vous avez la répartition qui est détaillée. Mais le principe reste exactement le même que l'an dernier, même si les chiffres, encore une fois, des dotations allouées à chaque commune peuvent varier en fonction de l'évolution des critères, c'est le cas chaque année. Voilà, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Antoine. Je voudrais quand même préciser qu'on a triplé cette somme au fil des années, depuis 2022, justement pour avoir un effet péréquateur plus important sur le territoire. Voilà, des prises de parole ? Des questions ? Des votes contre ou des abstentions ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

13° ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION (ACTP) : FIXATION DES ACTP DÉFINITIVES 2025 ET PROVISOIRES 2026 (7.10.3/2987C)

L'article 1609 nonies C du Code général des impôts prévoit que le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale communique aux communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des attributions de compensation (ACTP).

La présente délibération permet ainsi le versement par douzième des attributions de compensation sur la base d'un montant provisoire identique à celui de l'année précédente, dans l'attente du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) qui se réunira en début d'année 2026 pour évaluer l'impact sur les ACTP du transfert à m2A de la compétence « contribution financière au service d'incendie et de secours ».

Les montants 2024 (montants définitifs - pour mémoire), 2025 (montants définitifs) et 2026 (montants provisoires) figurent dans le tableau ci-dessous :

COMMUNE	ACTP définitive 2024 (pour mémoire)	ACTP définitive 2025	ACTP provisoire 2026
BALDERSHEIM	1 174 976,00	1 174 976,00	1 174 976,00
BANTZENHEIM	1 410 607,61	1 410 607,61	1 410 607,61
BATTENHEIM	933 101,00	933 101,00	933 101,00
BERRWILLER	26 765,00	26 765,00	26 765,00
BOLLWILLER	143 247,00	143 247,00	143 247,00
BRUEBACH	76 548,00	76 548,00	76 548,00
BRUNSTATT-DIDENHEIM	1 348 528,00	1 348 528,00	1 348 528,00
CHALAMPE	1 617 780,37	1 617 780,37	1 617 780,37
DIETWILLER	760 594,00	760 594,00	760 594,00
ESCHENTZWILLER	177 168,00	177 168,00	177 168,00
FELDKIRCH	49 103,00	49 103,00	49 103,00
FLAXLANDEN	180 625,00	180 625,00	180 625,00
GALFINGUE	-2 235,00	-2 235,00	-2 235,00
HABSHEIM	1 691 210,00	1 691 210,00	1 691 210,00
HEIMSBRUNN	459 891,00	459 891,00	459 891,00
HOMBOURG	1 628 336,73	1 628 336,73	1 628 336,73
ILLZACH	6 888 756,00	6 888 756,00	6 888 756,00
KINGERSHEIM	2 813 949,00	2 813 949,00	2 813 949,00
LUTTERBACH	483 113,00	483 113,00	483 113,00
MORSCHWILLER-LE-BAS	293 578,00	293 578,00	293 578,00
MULHOUSE	20 850 211,84	20 850 211,84	20 850 211,84
NIFFER	488 012,62	488 012,62	488 012,62
OTTMARSHEIM	2 979 678,84	2 979 678,84	2 979 678,84
PETIT-LANDAU	509 644,74	509 644,74	509 644,74
PFASTATT	1 101 641,00	1 101 641,00	1 101 641,00
PULVERSHEIM	311 693,00	311 693,00	311 693,00
REININGUE	249 150,00	249 150,00	249 150,00
RICHWILLER	739 101,00	739 101,00	739 101,00
RIEDISHEIM	712 231,00	712 231,00	712 231,00
RIXHEIM	5 159 327,00	5 159 327,00	5 159 327,00
RUELISHEIM	279 566,00	279 566,00	279 566,00
SAUSHEIM	4 466 757,00	4 466 757,00	4 466 757,00
STAFFELFELDEN	24 976,00	24 976,00	24 976,00
STEINBRUNN-LE-BAS	18 885,00	18 885,00	18 885,00
UNGERSHEIM	966 810,00	966 810,00	966 810,00
WITTELSHEIM	1 741 425,00	1 741 425,00	1 741 425,00
WITTENHEIM	2 321 513,00	2 321 513,00	2 321 513,00
ZILLISHEIM	50 391,00	50 391,00	50 391,00
ZIMMERSHEIM	158 762,00	158 762,00	158 762,00
TOTAL	**65 285 417,75**	**65 285 417,75**	**65 285 417,75**
TOTAL ACTP VERSE	**65 287 652,75**	**65 287 652,75**	**65 287 652,75**

Les crédits nécessaires au versement des ACTP 2026 feront l'objet d'une inscription au budget primitif 2026 :
Chapitre 014 – Compte 739211 - ligne de crédit 22595

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les propositions d'ACTP provisoires pour 2026,
- autorise Monsieur le Président à accomplir et à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

M. LE PRÉSIDENT : Attribution de compensation maintenant, Antoine.

M. HOMÉ : Ce sont, cher Fabian, chers collègues, les mêmes que l'an dernier, mais cela va changer puisque nous avons, vous vous en souvenez, pris la compétence de la contribution financière au SIS, Service d'Incendie et de Secours, et donc il y aura en début d'année une CLECT qui va recalculer puisque dès lors que c'est m2A qui paiera collectivement la contribution aux sapeurs-pompiers et plus les 39 communes, cela générera une variation des attributions de compensation évidemment. Pour l'instant cette délibération ne concerne que 2025 : stabilité des attributions de compensation.

M. LE PRÉSIDENT : Oui, pardon. Monsieur SIMEONI, vous vouliez prendre la parole ?

M. SIMEONI : : Merci, M. le Président. C'était sur la question des ACTP. Juste pour dire un mot, bien sûr, on votera la délibération. Antoine a résumé le sujet. Il y aura, en début d'année, la réunion de la Commission par rapport aux SDIS, donc je n'insiste pas. Je voulais simplement rappeler ce que j'ai déjà dit ici, à savoir que cela correspond à peu près à un tiers de nos recettes fiscales, qu'actuellement dans le contexte budgétaire tel qu'il est, les communes y sont attachées, elles ont raison, et qu'il y aurait quand même peut-être aussi, au-delà des élections qui vont venir, mais peu importe, aujourd'hui le débat c'est difficile, nous sommes en fin de mandat, mais reprendre un petit peu ce sujet pour aller toujours un peu plus dans l'intérêt des communes et de l'Agglomérations vers un projet de territoire qui pourrait s'appuyer sur un nouveau pacte financier et fiscal qui serait profitable à tous, qui serait du gagnant-gagnant. Je pense que cette question-là, il faudra l'aborder, quels que soient les résultats des élections, parce que, sans aucun doute, le développement et la poursuite du développement de l'action publique de m2A sur l'ensemble du territoire, avec les projets que nous connaissons aujourd'hui, qui sont des projets ambitieux, cela aura besoin aussi peut-être d'une redéfinition. Voilà. Merci, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Thierry ENGASSER.

M. ENGASSER : Alors, c'est marrant parce que quand Antoine a eu fini son intervention, je ne pensais pas redire ce que je dis chaque année quand on aborde les ACTP. Mais bon, du coup, je me sens un peu obligé de répondre à M. SIMEONI. La modification des ACTP, ce n'est pas un vœu pieux, ce n'est pas un pacte fiscal, c'est une répartition de l'argent qui est marquée dans le marbre. La discussion pour modifier les ACTP est simple et compliquée à la fois. Elle est simple dans le sens où il suffit de s'accorder sur un changement de compétences, il suffit de s'accorder sur le fait qu'on arrête d'accepter qu'on est la plus petite communauté d'Agglomération de France et qu'on souhaite passer en communauté urbaine ou en métropole, comme c'est le cas par exemple à Nancy. C'est aussi simple que cela, mais ce n'est pas juste souhaiter un pacte fiscal, un accord et essayer de récupérer de l'argent chez ceux qui en ont pour en donner aux communes qui n'en ont pas, ou en tout cas en donner plus. Ce n'est pas gagnant-gagnant, c'est un

changement de projet, il n'y a pas de marchandage, il n'y a pas de négociation. C'est juste un changement de vision de notre Agglomération où on souhaite passer un gap et monter certains échelons, et cela veut dire ajouter des compétences. Les ACTP, les communes acceptent que l'EPCI prenne des compétences supérieures et donc que l'Agglomération récupère les ACTP qui correspondent à ces nouvelles compétences : c'est mécanique, ce n'est pas compliqué, c'est mécanique. Donc il n'y a pas de gagnant-gagnant, il y a une Agglomération qui prend plus de responsabilités, plus de compétences et les communes qui acceptent de déléguer ces compétences à l'Agglomération. Et à ce moment-là, comme un seul homme, les communes acceptent de rétrocéder ces ACTP à l'Agglomération, c'est tout voilà. Je m'oblige à dire cela parce que dire qu'il faut qu'on se consulte pour faire des négociations gagnant-gagnant, comme vous dites, c'est effleurer la vérité, et c'est pas cela le chemin de la discussion ce qui est un peu rageant et ce nouveau chemin, ce nouveau projet cela fait longtemps qu'on aurait dû l'avoir vu la taille de notre Agglomération, vu les enjeux de notre Agglomération, et vu comment évoluent les autres Agglomérations qui sont bien plus petites que nous et qui sont déjà passées en communauté urbaine ou en métropole, voilà c'est tout.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Antoine. D'autres prises de parole ? Il n'y en a pas. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

14° TARIFS COMMUNAUTAIRES : RÉVISION DES TARIFS POUR SERVICES RENDUS POUR 2026 (7.10.5/2934C)

Les services rendus à la population nécessitent un réajustement des tarifs communautaires pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie, du niveau de qualité, du développement des prestations rendues et pour atténuer l'effort fiscal imposé aux contribuables de Mulhouse Alsace Agglomération.

A cet effet, les tarifs ci-annexés, ont été adaptés de manière à faire participer les usagers le plus équitablement possible au coût de revient des prestations offertes.

Les frais de main-d'œuvre qui s'ajoutent le cas échéant aux tarifs sont déterminés selon les coûts horaires par catégorie de personnel.

Les tarifs sont indiqués en application du taux de TVA prévu à ce jour sous réserve de modification en fonction de l'évolution législative.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les nouveaux tarifs,
- charge Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (1)

- tarifs communautaires

POLE FINANCES & SERVICE A LA POPULATION
DIRECTION FINANCES

REVISION DES TARIFS COMMUNAUTAIRES

POUR SERVICES RENDUS (2026)

COMPARATIF 2025/2026

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

DIRECTION DES FINANCES

Salaires horaires hors taxe
à mettre en compte de tiers pour travaux exécutés en régie
applicables à partir du 1er janvier 2026

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	22,98	28,73	29,18	47,68	48,45	57,45	58,37
Adjoint technique principal 2e classe	24,39	30,49	30,98	50,61	51,42	60,98	61,95
Adjoint technique principal 1re classe	26,97	33,71	34,25	55,96	56,86	67,43	68,50
Agent de maîtrise	27,57	34,46	35,01	57,21	58,12	68,93	70,03
Agent de maîtrise principal	31,29	39,11	39,74	64,93	65,97	78,23	79,48
Technicien	29,66	37,08	37,67	61,54	62,53	74,15	75,34
Technicien principal 2e classe	27,36	34,20	34,75	56,77	57,68	68,40	69,49
Technicien principal 1re classe	34,41	43,01	43,70	71,40	72,54	86,03	87,40
Ingénieur	38,76	48,45	49,23	80,43	81,71	96,90	98,45
Ingénieur principal	47,55	59,44	60,39	98,67	100,24	118,88	120,78
Ingénieur en chef	58,27	72,84	74,00	120,91	122,84	145,68	148,01
Ingénieur en chef hors classe	72,48	90,60	92,05	150,40	152,80	181,20	184,10
Ingénieur hors classe	56,38	70,48	71,60	116,99	118,86	140,95	143,21

Salaires horaires avec frais de gestion

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	25,97	32,46	32,98	53,88	54,74	64,92	65,96
Adjoint technique principal 2e classe	27,56	34,45	35,00	57,19	58,10	68,90	70,00
Adjoint technique principal 1re classe	30,48	38,10	38,70	63,24	64,25	76,19	77,41
Agent de maîtrise	31,15	38,94	39,57	64,64	65,68	77,89	79,13
Agent de maîtrise principal	35,36	44,20	44,90	73,37	74,54	88,39	89,81
Technicien	33,52	41,89	42,57	69,55	70,66	83,79	85,13
Technicien principal 2e classe	30,92	38,65	39,26	64,15	65,18	77,29	78,53
Technicien principal 1re classe	38,88	48,60	49,38	80,68	81,97	97,21	98,76
Ingénieur	43,80	54,75	55,62	90,88	92,34	109,50	111,25
Ingénieur principal	53,73	67,16	68,24	111,49	113,28	134,33	136,48
Ingénieur en chef	65,85	82,31	83,62	136,63	138,81	164,61	167,25
Ingénieur en chef hors classe	81,90	102,38	104,02	169,95	172,67	204,76	208,03
Ingénieur hors classe	63,71	79,64	80,91	132,20	134,31	159,27	161,82

- Ces tarifs sont révisés selon les données réelles N-2 (année complète), issues du service des Ressources Humaines : **2024**

- Frais de Gestion Générale :
Des frais de gestion générale de 13% seront appliqués sur les fournitures, travaux ou services facturés à des tiers.
Ils sont la contrepartie des divers frais de gestion administrative et d'études à la charge de la collectivité.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

DIRECTION DES FINANCES

Salaires horaires hors taxe
à mettre en compte de tiers pour travaux exécutés en régie
applicables à partir du 1er janvier 2025

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	21,74	27,18	27,61	45,11	45,83	54,35	55,22
Adjoint technique principal 2e classe	22,90	28,63	29,08	47,52	48,28	57,25	58,17
Adjoint technique principal 1re classe	25,99	32,49	33,01	53,93	54,79	64,98	66,01
Agent de maîtrise	27,07	33,84	34,38	56,17	57,07	67,68	68,76
Agent de maîtrise principal	30,25	37,81	38,42	62,77	63,77	75,63	76,84
Technicien	28,44	35,55	36,12	59,01	59,96	71,10	72,24
Technicien principal 2e classe	26,26	32,83	33,35	54,49	55,36	65,65	66,70
Technicien principal 1re classe	33,68	42,10	42,77	69,89	71,00	84,20	85,55
Ingénieur	37,53	46,91	47,66	77,87	79,12	93,83	95,33
Ingénieur principal	47,57	59,46	60,41	98,71	100,29	118,93	120,83
Ingénieur en chef	57,98	72,48	73,63	120,31	122,23	144,95	147,27
Ingénieur en chef hors classe	74,11	92,64	94,12	153,78	156,24	185,28	188,24
Ingénieur hors classe	54,57	68,21	69,30	113,23	115,04	136,43	138,61

Salaires horaires avec frais de gestion

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	24,57	30,71	31,20	50,97	51,79	61,42	62,40
Adjoint technique principal 2e classe	25,88	32,35	32,86	53,69	54,55	64,69	65,73
Adjoint technique principal 1re classe	29,37	36,71	37,30	60,94	61,92	73,42	74,60
Agent de maîtrise	30,59	38,24	38,85	63,47	64,49	76,47	77,70
Agent de maîtrise principal	34,18	42,73	43,41	70,93	72,06	85,46	86,82
Technicien	32,14	40,17	40,81	66,68	67,75	80,34	81,63
Technicien principal 2e classe	29,67	37,09	37,69	61,57	62,56	74,18	75,37
Technicien principal 1re classe	38,06	47,57	48,33	78,97	80,23	95,15	96,67
Ingénieur	42,41	53,01	53,86	88,00	89,41	106,02	107,72
Ingénieur principal	53,75	67,19	68,27	111,54	113,32	134,39	136,54
Ingénieur en chef	65,52	81,90	83,21	135,95	138,12	163,79	166,41
Ingénieur en chef hors classe	83,74	104,68	106,36	173,77	176,55	209,36	212,71
Ingénieur hors classe	61,66	77,08	78,31	127,95	130,00	154,16	156,63

DIRECTION DES SPORTS

PISCINES

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%
1. ENTREES						
Entrées unitaires :						
Piscines :						
* Ticket entrée Complexe nautique (CNIN ou Aquarhin) :						
- tarif plein	4,50	**4,60**	2,22%	4,50	**4,60**	2,22%
- tarif réduit	3,50	**3,60**	2,86%	3,50	**3,60**	2,86%
- tarif minimum et City pass	2,90	**3,00**	3,45%			
* Ticket entrée Piscine (toutes piscines sauf CNIN, Aquarhin et Centre d'entrainement) :						
- tarif plein	3,90	**4,00**	2,56%	3,90	**4,00**	2,56%
- tarif réduit	3,00	**3,10**	3,33%	3,00	**3,10**	3,33%
- tarif minimum et City pass	1,90	**2,00**	5,26%			
- tarif spécial enfants au Stade Nautique en été (uniquement facturation, selon convention)	1,00	**1,10**	10,00%			
*Ticket entrée Centre d'entrainement						
- tarif plein	7,00	**7,00**		7,00	**7,00**	
- tarif réduit/minimum	6,00	**6,00**		6,00	**6,00**	
* Soirée spéciale						
- tarif plein	7,00	**7,00**		7,00	**7,00**	
- tarif réduit	5,00	**5,00**		5,00	**5,00**	
* Tarif carte magnétique en cas de perte ou détérioration	5,10	**5,20**	1,96%	5,10	**5,20**	1,96%
* Tarif bracelet électronique	7,10	**7,20**	1,41%	7,10	**7,20**	1,41%
Hygiène						
* Ticket entrée douche (Illberg/Stade Nautique) :						
- tarif plein	2,10	**2,10**		2,10	**2,10**	
- tarif réduit	1,80	**1,80**		1,80	**1,80**	
- tarif minimum	1,50	**1,50**		1,50	**1,50**	
Forme :						
* Ticket entrée Espace Bien-Etre (CNIN sans accès bassins) :						
- tarif plein	12,40	**12,60**	1,61%	12,40	**12,60**	1,61%
- tarif réduit	9,10	**9,20**	1,10%	9,10	**9,20**	1,10%
- tarif minimum et City-pass	7,50	**7,60**	1,33%			
* Ticket entrée Bien-Etre + (CNIN avec accès bassins) :						
- tarif plein	14,60	**14,80**	1,37%	14,60	**14,80**	1,37%
- tarif réduit	11,70	**11,90**	1,71%	11,70	**11,90**	1,71%
- tarif minimum	9,20	**9,30**	1,09%			
- supplément Bien-Etre (pour les détenteurs d'un accès bassins)	10,20	**10,40**	1,96%	10,20	**10,40**	1,96%
- supplément Bien-Etre + (pour les détenteurs d'un accès Bien-Etre)	2,70	**2,80**	3,70%	2,70	**2,80**	3,70%
* Ticket entrée Spa (Illberg)						
- tarif plein	3,70	**3,80**	2,70%	3,70	**3,80**	2,70%
- tarif réduit	3,00	**3,10**	3,33%	3,00	**3,10**	3,33%
- tarif minimum	2,50	**2,60**	4,00%			
* Ticket entrée Bien-Etre + (Aquarhin, avec accès bassins)						
- tarif plein	9,50	**9,60**	1,05%	9,50	**9,60**	1,05%
- tarif réduit	8,10	**8,20**	1,23%	8,10	**8,20**	1,23%
- tarif minimum	6,70	**6,80**	1,49%			
*Supplément Sauna Centre d'entrainement						
- tarif plein	5,00	**5,00**		5,00	**5,00**	
- tarif réduit/minimum	4,50	**4,50**		4,50	**4,50**	

Cartes d'entrées : Les cartes à 10 entrées mentionnées (m2A) valables 1 an à partir de la première utilisation (sauf cartes magnétiques = date d'achat)

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%
Piscines :						
* Carte 10 entrées "toutes piscines":						
- tarif plein	35,30	**35,70**	1,13%	39,90	**40,30**	1,00%
- tarif réduit	27,80	**28,10**	1,08%	31,60	**32,00**	1,27%
- tarif minimum	23,10	**23,40**	1,30%			
* Carte 10 entrées "Multi-piscines" (toutes piscines sauf CNIN, Aquarhin et Centre d'entrainement) :						
- tarif plein	30,50	**30,90**	1,31%	34,30	**34,70**	1,17%
- tarif réduit	23,00	**23,30**	1,30%	26,00	**26,30**	1,15%
- tarif minimum	16,00	**16,20**	1,25%			
* Carte 10 heures Complexe nautique (CNIN) :						
- tarif plein	24,80	**25,10**	1,21%	30,40	**30,80**	1,32%
- tarif réduit	19,40	**19,60**	1,03%	24,20	**24,50**	1,24%
- tarif minimum	16,20	**16,40**	1,23%			
* Carte 10 heures (Illberg et Bourtzwiller) :						
- tarif plein	17,80	**18,00**	1,12%	22,50	**22,80**	1,33%
- tarif réduit	13,80	**14,00**	1,45%	17,30	**17,50**	1,16%
- tarif minimum	11,00	**11,20**	1,82%			
Forme :						
* Carte 10 entrées Bien-Etre (CNIN sans accès bassins) :						
- tarif plein	101,00	**102,10**	1,09%	112,20	**113,40**	1,07%
- tarif réduit	72,50	**73,30**	1,10%	81,60	**82,50**	1,10%
- tarif minimum	60,30	**61,00**	1,16%			
* Carte 10 entrées Bien-Etre + (CNIN, avec accès bassins) :						
- tarif plein	117,40	**118,60**	1,02%	132,00	**133,40**	1,06%
- tarif réduit	94,20	**95,20**	1,06%	106,50	**107,60**	1,03%
- tarif minimum	71,10	**71,90**	1,13%			
* Carte 10 entrées Spa (Illberg) :						
- tarif plein	28,80	**29,10**	1,04%	32,40	**32,80**	1,23%
- tarif réduit	23,10	**23,40**	1,30%	26,90	**27,20**	1,12%
- tarif minimum	18,90	**19,10**	1,06%			
* Carte 10 entrées Bien-Etre + (Aquarhin, avec accès bassins) :						
- tarif plein	76,00	**76,80**	1,05%	86,00	**86,90**	1,05%
- tarif réduit	65,00	**65,70**	1,08%	73,50	**74,30**	1,09%
- tarif minimum	57,00	**57,60**	1,05%			
Abonnements : Les abonnements sont valables 1 an à partir de la date d'achat						
Abonnements annuels Piscines :						
* Abonnement Toutes piscines (sauf Centre d'entrainement) :						
- tarif plein	222,00	**224,30**	1,04%	289,00	**291,90**	1,00%
- tarif réduit	177,00	**178,80**	1,02%	232,00	**234,40**	1,03%
- tarif minimum	133,00	**134,40**	1,05%			
* Abonnement Multi-piscines (toutes piscines sauf CNIN, Aquarhin et Centre d'entrainement) :						
- tarif plein	117,80	**119,00**	1,02%	157,50	**159,10**	1,02%
- tarif réduit	84,10	**85,00**	1,07%	112,00	**113,20**	1,07%
- tarif minimum	71,40	**72,20**	1,12%			
* Abonnement Complexe nautique (CNIN ou Aquarhin) :						
- tarif plein	155,50	**157,10**	1,03%	202,50	**204,60**	1,04%
- tarif réduit	123,90	**125,20**	1,05%	161,60	**163,30**	1,05%
- tarif minimum	93,30	**94,30**	1,07%			
* Abonnement Piscine Illberg + Stade Nautique :						
- tarif plein	87,70	**88,60**	1,03%	114,10	**115,30**	1,05%
- tarif réduit	71,40	**72,20**	1,12%	90,90	**91,90**	1,10%
- tarif minimum	57,10	**57,70**	1,05%			
* Abonnement 1 piscine (Bourtzwiller) :						
- tarif plein	57,20	**57,80**	1,05%	72,00	**72,80**	1,11%
- tarif réduit	41,70	**42,20**	1,20%	52,40	**53,00**	1,15%
- tarif minimum	34,90	**35,30**	1,15%			
* Abonnement 1 piscine saisonnière (Jonquilles, Ungersheim, Stade nautique) :						
- tarif plein	53,50	**54,10**	1,12%	74,70	**75,50**	1,07%
- tarif réduit	40,80	**41,30**	1,23%	58,00	**58,60**	1,03%
- tarif minimum	34,10	**34,50**	1,17%			
*Abonnement Centre d'entrainement						
- tarif plein	300,00	**300,00**		390,00	**390,00**	
- tarif réduit/minimum	240,00	**240,00**		315,00	**315,00**	

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%
Abonnements Forme :						
* Abonnement annuel Bien-Etre + (CNIN, avec accès bassins) :						
- tarif plein	318,20	**321,40**	1,01%	428,20	**432,50**	1,00%
- tarif réduit	208,00	**210,10**	1,01%	280,70	**283,60**	1,03%
- tarif minimum	177,40	**179,20**	1,01%			
* Abonnement annuel Bien-Etre (CNIN, sans accès bassins) :						
- tarif plein	213,20	**215,40**	1,03%	288,80	**291,70**	1,00%
- tarif réduit	134,60	**136,00**	1,04%	171,70	**173,50**	1,05%
- tarif minimum	125,40	**126,70**	1,04%			
2. ANIMATIONS, LECONS DE NATATION						
Découverte du milieu aquatique :						
* Bébé nageur, Jardin aquatique et Aisance aquatique annuel :						
- tarif réduit	202,70	**204,80**	1,04%	261,10	**263,80**	1,03%
- tarif minimum	163,30	**165,00**	1,04%			
Leçons de natation Adultes ou enfants (droit d'entrée inclus) :						
* Ecole de natation annuelle :						
- tarif plein (uniquement Adultes)	192,70	**194,70**	1,04%	259,50	**262,10**	1,00%
- tarif réduit	164,00	**165,70**	1,04%	220,00	**222,20**	1,00%
- tarif minimum	135,00	**136,40**	1,04%			
* Ecole de natation trimestrielle :						
- tarif plein (uniquement Adultes)	86,20	**87,10**	1,04%	114,10	**115,30**	1,05%
- tarif réduit	74,30	**75,10**	1,08%	97,80	**98,80**	1,02%
- tarif minimum	60,60	**61,30**	1,16%			
* Leçons individuelles de natation (5 séances) :						
- tarif plein (uniquement Adultes)	86,20	**87,10**	1,04%	114,10	**115,30**	1,05%
- tarif réduit	74,30	**75,10**	1,08%	97,80	**98,80**	1,02%
- tarif minimum	61,10	**61,80**	1,15%			
* Stage Piscine, 1 semaine vacances scolaires (enfants) :						
- tarif réduit	65,40	**66,10**	1,07%	65,40	**66,10**	1,07%
- tarif minimum	54,60	**55,20**	1,10%			
Animations adultes (droit d'entrée inclus) :						
* Cours annuel Aqua :						
- tarif plein	200,50	**202,60**	1,05%	283,50	**286,40**	1,02%
- tarif réduit	166,30	**168,00**	1,02%	233,00	**235,40**	1,03%
- tarif minimum	133,90	**135,30**	1,05%			
* Cours annuel Aquabike :						
- tarif plein	282,90	**285,80**	1,03%	369,40	**373,10**	1,00%
- tarif réduit	234,60	**237,00**	1,02%	306,40	**309,50**	1,01%
- tarif minimum	187,80	**189,70**	1,01%			
* Cours annuel Circuit athlétic ou Circuit training :						
- tarif plein	263,10	**265,80**	1,03%	342,40	**345,90**	1,02%
- tarif réduit	210,10	**212,30**	1,05%	273,40	**276,20**	1,02%
- tarif minimum	168,30	**170,00**	1,01%			
* Cours trimestriel Aqua :						
- tarif plein	81,60	**82,50**	1,10%	105,10	**106,20**	1,05%
- tarif réduit	68,30	**69,00**	1,02%	86,20	**87,10**	1,04%
- tarif minimum	54,50	**55,10**	1,10%			
* Cours trimestriel Aquabike :						
- tarif plein	104,90	**106,00**	1,05%	136,50	**137,90**	1,03%
- tarif réduit	87,10	**88,00**	1,03%	113,30	**114,50**	1,06%
- tarif minimum	69,10	**69,80**	1,01%			
* Cours trimestriel Circuit athlétic ou Circuit training :						
- tarif plein	89,90	**90,80**	1,00%	116,60	**117,80**	1,03%
- tarif réduit	71,80	**72,60**	1,11%	92,20	**93,20**	1,08%
- tarif minimum	57,20	**57,80**	1,05%			
* Cours, à la séance, Aqua :						
- tarif plein	8,80	**8,90**	1,14%	11,60	**11,80**	1,72%
- tarif réduit	7,50	**7,60**	1,33%	9,90	**10,00**	1,01%
- tarif minimum	5,90	**6,00**	1,69%			

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%
* Cours, à la séance, Aquabike :						
- tarif plein	11,40	**11,60**	1,75%	14,70	**14,90**	1,36%
- tarif réduit	9,50	**9,60**	1,05%	12,40	**12,60**	1,61%
- tarif minimum	7,70	**7,80**	1,30%			
* Cours, à la séance Circuit athlétic ou Circuit training :						
- tarif plein	10,50	**10,70**	1,90%	13,50	**13,70**	1,48%
- tarif réduit	8,90	**9,00**	1,12%	11,60	**11,80**	1,72%
- tarif minimum	7,30	**7,40**	1,37%			
* Cours Aqua sénior (réduit) :	6,50	**6,60**	1,54%	8,70	**8,80**	1,15%
* Location d'un vélo (la demi-heure) :	5,30	**5,40**	1,89%	5,30	**5,40**	1,89%
3. MISES A DISPOSITION						
La ligne d'eau :						
* 2,5 m x 25 m (+ petit bassin), l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	45,30	**45,80**	1,10%	59,70	**60,30**	1,01%
- tarif réduit	34,90	**35,30**	1,15%	44,90	**45,40**	1,11%
- tarif minimum	28,80	**29,10**	1,04%			
* 2,5 m x 50 m, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	69,00	**69,70**	1,01%	90,70	**91,70**	1,10%
- tarif réduit	52,50	**53,10**	1,14%	67,00	**67,70**	1,04%
Le bassin :						
* 25 m ou fosse à plongeons, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	95,80	**96,80**	1,04%	124,60	**125,90**	1,04%
- tarif réduit	72,10	**72,90**	1,11%	93,70	**94,70**	1,07%
- tarif minimum	59,70	**60,30**	1,01%			
* 50 m, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	138,50	**139,90**	1,01%	179,70	**181,50**	1,00%
- tarif réduit	104,00	**105,10**	1,06%	134,90	**136,30**	1,04%
- tarif minimum	87,00	**87,90**	1,03%			
Divers :						
* Location salle de réunion (demi-journée) :						
- tarif plein	39,70	**40,10**	1,01%	53,00	**53,60**	1,13%
- tarif réduit	32,10	**32,50**	1,25%	42,80	**43,30**	1,17%
* Location salle de réunion (l'heure) :						
- tarif plein	12,00	**12,20**	1,67%	16,00	**16,20**	1,25%
- tarif réduit	9,50	**9,60**	1,05%	12,50	**12,70**	1,60%
* Mise à disposition d'un Maître Nageur Sauveteur (l'heure d'utilisation) :	27,70	**28,00**	1,08%	27,70	**28,00**	1,08%
* Anniversaires (10 enfants + 2 adultes) à Aquarhin (avec location salle) :	50,00	**50,50**	1,00%	65,00	**65,70**	1,08%
4. DIVERS SERVICES						
* Sèche cheveux automatique	0,10	**0,20**	100,00%	0,10	**0,20**	100,00%
* Lavage de linge (le Kg, TTC)	4,00	**4,10**	2,50%	5,20	**5,30**	1,92%
* Reproduction d'une clé	10,10	**10,30**	1,98%	13,20	**13,40**	1,52%
* Petites réparations (l'heure)	34,60	**35,00**	1,16%	44,90	**45,40**	1,11%
* Grosses réparations (l'heure)	69,20	**69,90**	1,01%	90,90	**91,90**	1,10%
* Nettoyage : forfait classique	163,00	**164,70**	1,04%	213,10	**215,30**	1,03%
* Location raquette ping pong (Aquarhin)	1,00	**1,10**	10,00%	1,00	**1,10**	10,00%

PATINOIRE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%
1. ENTREES						
Entrées unitaires :						
* Ticket entrée (location patins non incluse) :						
- tarif plein	4,60	**4,70**	2,17%	4,60	**4,70**	2,17%
- tarif réduit	3,60	**3,70**	2,78%	3,60	**3,70**	2,78%
- tarif minimum et City pass	2,50	**2,60**	4,00%			
* Ticket entrée + locations patins, soirée étudiants	4,20	**4,30**	2,38%	4,20	**4,30**	2,38%
* Karting sur glace :						
- tarif plein	11,20	**11,40**	1,79%	11,20	**11,40**	1,79%
- tarif réduit	9,10	**9,20**	1,10%	9,10	**9,20**	1,10%
- tarif minimum	7,10	**7,20**	1,41%			
* Tarif carte magnétique (en cas de perte ou détérioration)	5,10	**5,20**	1,96%	5,10	**5,20**	1,96%
* Tarif bracelet électronique (en cas de perte ou détérioration)	7,10	**7,20**	1,41%	7,10	**7,20**	1,41%
Cartes d'entrées :						
* Carte 10 entrées (location patins non incluse) :						
- tarif plein	36,70	**37,10**	1,09%	40,80	**41,30**	1,23%
- tarif réduit	28,50	**28,80**	1,05%	31,60	**32,00**	1,27%
- tarif minimum	19,90	**20,10**	1,01%			
* Karting sur glace, carte de 10 entrées :						
- tarif plein	90,90	**91,90**	1,10%	102,00	**103,10**	1,08%
- tarif réduit	72,20	**73,00**	1,11%	81,60	**82,50**	1,10%
- tarif minimum	60,10	**60,80**	1,16%			
Abonnements :						
* Abonnement annuel (location patins incluse + stade nautique) :						
- tarif plein	227,00	**229,30**	1,01%	303,50	**306,60**	1,02%
- tarif réduit	169,50	**171,20**	1,00%	230,00	**232,30**	1,00%
- tarif minimum	133,50	**134,90**	1,05%			
* Abonnement trimestriel (location patins incluse) :						
- tarif plein	92,40	**93,40**	1,08%	121,90	**123,20**	1,07%
- tarif réduit + adultes avec patins	68,60	**69,30**	1,02%	91,30	**92,30**	1,10%
- tarif minimum + enfants avec patins	55,00	**55,60**	1,09%			
Evénementiel (manifestations ponctuelles)						
* Ticket Famille, patins compris (pour maximum 2 adultes et 4 enfants) :	4,60	**4,70**	2,17%	4,60	**4,70**	2,17%
* Ticket individuel, patins compris	2,50	**2,60**	4,00%	2,50	**2,60**	4,00%
* Soirée spéciale (location patin non incluse) :						
- tarif unique	7,00	**7,00**		7,00	**7,00**	
2. DIVERS SERVICES						
Location de matériel :						
* Location patins à glace :						
- la paire de patins (au public)	3,00	**3,10**	3,33%	3,00	**3,10**	3,33%
- la paire de patins (aux scolaires)	1,60	**1,70**	6,25%	1,60	**1,70**	6,25%
- la carte de 10 locations	23,20	**23,50**	1,29%	26,30	**26,60**	1,14%
Divers :						
* Affûtage patins	5,50	**5,60**	1,82%	5,50	**5,60**	1,82%
* Anniversaire Patinoire (jusqu'à 11 enfants) :						
- avec animateur	127,00	**128,30**	1,02%	166,00	**167,70**	1,02%
- sans animateur	105,00	**106,10**	1,05%	139,00	**140,40**	1,01%
- supplément par enfant en sus	9,30	**9,40**	1,08%	12,00	**12,20**	1,67%
* Anniversaire Patinoire : 1/4 glace réservé et balisé, avec location patins et Animateur	249,00	**251,50**	1,00%	324,00	**327,30**	1,02%
* Forfait VIP (matchs de Hockey)	280,00	**282,80**	1,00%	364,50	**368,20**	1,02%
* Petites réparations (l'heure)	34,60	**35,00**	1,16%	44,90	**45,40**	1,11%
3. MISE A DISPOSITION DE LA PATINOIRE						
Le quart de glace :						
* Location de patins incluse, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	92,90	**93,90**	1,08%	120,30	**121,60**	1,08%
- tarif réduit	70,70	**71,50**	1,13%	90,80	**91,80**	1,10%
- tarif minimum	69,60	**70,30**	1,01%	88,70	**89,60**	1,01%
* Location de patins non incluse, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	48,40	**48,90**	1,03%	63,20	**63,90**	1,11%
- tarif réduit	36,80	**37,20**	1,09%	47,40	**47,90**	1,05%
- tarif minimum	36,30	**36,70**	1,10%	46,40	**46,90**	1,08%
La piste :						
* Location de patins incluse, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	369,00	**372,70**	1,00%	480,50	**485,40**	1,02%
- tarif réduit	277,00	**279,80**	1,01%	363,50	**367,20**	1,02%
* Location de patins non incluse, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	189,50	**191,40**	1,00%	247,00	**249,50**	1,01%
- tarif réduit	114,00	**115,20**	1,05%	148,00	**149,50**	1,01%

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%
Location de locaux :						
* Location salle de réunion (demi-journée) :						
- tarif plein	39,70	**40,10**	1,01%	53,00	**53,60**	1,13%
- tarif réduit	32,10	**32,50**	1,25%	42,90	**43,40**	1,17%
* Location salle de réunion (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	12,00	**12,20**	1,67%	16,00	**16,20**	1,25%
- tarif réduit	9,50	**9,60**	1,05%	12,50	**12,70**	1,60%
* Salle de danse	39,80	**40,20**	1,01%	53,00	**53,60**	1,13%
4. DIVERS						
* Mise à disposition d'un éducateur sportif (à l'heure)	27,70	**28,00**	1,08%	27,70	**28,00**	1,08%
* Mise à disposition karting sur glace :						
- tarif plein	1 047,00	**1 057,50**	1,00%	1364,00	**1 377,70**	1,00%
- tarif réduit	737,00	**744,40**	1,00%	949,00	**958,50**	1,00%
* Nettoyage (forfait)	163,00	**164,70**	1,04%	213,00	**215,20**	1,03%

Piscines et Patinoire

Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité (animations et prestations) (tarifs AGGLO)

Le bénéfice du **tarif réduit (Agglo)** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- jeunes de moins de 18 ans
- étudiants
- agents communautaires et agents municipaux des communes membres
- retraités municipaux et communautaires des communes membres (sauf pour les "prestations entrées unitaires piscines et patinoire" et "prestations douches")
- chômeurs
- personnes de plus de 60 ans
- anciens combattants
- titulaires du BPJEPS-AAN et BNSSA pour les établissements aquatiques (uniquement prestations entrées unitaires)
- 1 accompagnateur par bénéficiaire d'une carte d'invalidité, d'une carte de mobilité inclusion (priorité, invalidité ou stationnement) ou sur présentation d'un justificatif d'invalidité en cours de validité (uniquement pour les entrées unitaires)
- titulaires carte CE nominative avec photo pour les "prestations entrées" (selon convention)
- adultes disposant de patins et souscrivant un abonnement à la patinoire

Le bénéfice du **tarif minimum (Agglo)** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- IMP, IEMP, Hôpitaux de jour
- Centres Sociaux Culturels, Accueils de Loisirs sans Hébergement , MJC
- Titulaires d'une carte d'invalidité, d'une carte de mobilité inclusion (priorité, invalidité ou stationnement) ou sur présentation d'un justificatif d'invalidité en cours de validité
- Bénéficiaires du RSA et de l'ASS
- personnes soutenues par un service d'action sociale domiciliées dans l'Agglomération
- enfants des agents communautaires et des agents municipaux des communes membres
- familles (1 ou 2 parents) à partir de 2 enfants à charges pour les "prestations abonnements piscines" (tarif individuel pour chaque membre)
- à partir du 3ème enfant inscrit pour les "animations enfants" sur présentation de justificatifs
- CE (sur facturation, selon convention)
- titulaires d'un abonnement piscine pour les "prestations forme" du même établissement
- Accompagnateurs supplémentaires pour les groupes associatifs (CSC, ALSH, MJC, ...)
- enfants disposant de patins et souscrivant un abonnement à la patinoire

Le bénéfice du **tarif spécial enfants au Stade Nautique en été (Agglo)** est accordé aux bénéficiaires dépendant des associations d'aide aux demandeurs d'asile et aux réfugiés (uniquement sur facturation et selon convention)

Le bénéfice de **la gratuité** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- enfants de moins de 4 ans pour les entrées unitaires piscines et patinoire (location patin inclus)
- retraités municipaux et communautaires des communes membres pour les "prestations entrées unitaires piscines" et prestations douches"
- BPJEPS-AAN et BNSSA en formation pour les établissements aquatiques
- pour les groupes associatifs (CSC, ALSH, MJC,…) : 1 accompagnateur gratuit pour 8 enfants de plus de 6 ans et 1 accompagnateur gratuit pour 5 enfants de moins de 6 ans
- groupes handicapés : pour les accompagnateurs du groupe
- titulaires de la carte "AS" selon réglementation
- activités validées par convention et/ou organisées avec le service
- écoles primaires de l'Agglomération signataires d'une convention
- agents territoriaux de la commune d'Ungersheim (pour la piscine d'Ungersheim)
- titulaires de la carte sénior délivrée par la commune d'Ungersheim (pour la piscine d'Ungersheim)
- titulaires de la carte Pass' temps sénior : 5 entrées gratuites en piscines sur présentation de la carte
- pompiers, policiers et gendarmes dans le cadre de l'exercice de leurs missions (sur demande spécifique de leur supérieur hiérarchique et sur un créneau conventionné piscine)

Le SUAPS de l'UHA bénéficiera d'un tarif spécifique (selon convention) pour l'utilisation de la piscine de l'Illberg et de la Patinoire.

Remarques :

- Le tarif "AGGLO" s'applique aux habitants de Mulhouse Alsace Agglomération
- Toute heure entamée ou ne pouvant être remise à disposition sera facturée
- Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation
- En l'absence de tarif minimum, c'est le tarif réduit qui s'applique pour les bénéficiaires du tarif minimum

- En absence de tarif minimum, c'est le tarif réduit qui s'applique pour les bénéficiaires du tarif minimum
- Les abonnements donnent accès uniquement à ou aux établissements mentionnés sur ce dernier (même en cas de fermeture exceptionnelle)

Piscines et Patinoire

Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité (animations et prestations)
(tarifs HORS AGGLO)

Le bénéfice du **tarif réduit (Hors Agglo)** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- jeunes de moins de 18 ans
- étudiants
- chômeurs
- personnes de plus de 60 ans
- anciens combattants
- titulaires BPJEPS-AAN et BNSSA pour les établissements aquatiques (uniquement prestations entrées unitaires)
- Titulaires d'une carte d'invalidité, d'une carte de mobilité inclusion (priorité, invalidité ou stationnement) ou sur présentation d'un justificatif d'invalidité en cours de validité (uniquement pour les entrées unitaires)
- 1 accompagnateur par bénéficiaire d'une carte d'invalidité
- titulaires carte CE nominative avec photo pour les "prestations entrées" (selon convention)
- IMP, IEMP, Hôpitaux de jour
- Centres Sociaux Culturels, Accueils de Loisirs sans Hébergement, MJC
- titulaires du RSA
- familles (1 ou 2 parents) à partir de 2 enfants à charges pour les "prestations abonnements piscines" (tarif individuel pour chaque membre)
- titulaires d'un abonnement piscine pour les "prestations forme" du même établissement
- Accompagnateurs supplémentaires pour les groupes associatifs (CSC, ALSH, MJC, …)
- Adultes et enfants disposant de patins et souscrivant un abonnement à la patinoire

Le bénéfice de **la gratuité** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- enfants de moins de 4 ans pour les entrées unitaires piscines et patinoire (location patin inclus)
- BEESAN et BPJEPS-AAN en formation pour les établissements aquatiques
- pour les groupes associatifs (CSC, ALSH, MJC,…) : 1 accompagnateur gratuit pour 8 enfants de plus de 6 ans et 1 accompagnateur gratuit pour 5 enfants de moins de 6 ans
- groupes handicapés : pour les accompagnateurs du groupe
- activités validées par convention et/ou organisées avec le service

Remarques :

- *le tarif "AGGLO" s'applique aux habitants de Mulhouse Alsace Agglomération sur présentation d'un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois et d'une pièce d'identité avec photo*
- *Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation*
- *Toute personne souhaitant acheter une carte, un abonnement ou une animation, devra accepter d'être prise en photo*
- *Les abonnements donnent accès uniquement à ou aux établissements mentionnés sur ce dernier (même en cas de fermeture exceptionnelle)*

EQUIPEMENTS TERRESTRES

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%
1. MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS						
Equipements de plein air :						
Terrains (herbe ou synthétique) :						
* Terrain éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,90**	1,09%	85,70	**86,60**	1,05%
- tarif réduit	52,00	**52,60**	1,15%	67,30	**68,00**	1,04%
- tarif minimum	41,90	**42,40**	1,19%	54,00	**54,60**	1,11%
* Terrain non éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	51,00	**51,60**	1,18%	67,30	**68,00**	1,04%
- tarif réduit	40,30	**40,80**	1,24%	53,00	**53,60**	1,13%
- tarif minimum	18,30	**18,50**	1,09%	42,80	**43,30**	1,17%
* Demi-terrain éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	32,10	**32,50**	1,25%	42,80	**43,30**	1,17%
- tarif réduit	26,00	**26,30**	1,15%	34,10	**34,50**	1,17%
- tarif minimum	20,90	**21,20**	1,44%	27,50	**27,80**	1,09%
* Demi-terrain non éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	25,40	**25,70**	1,18%	33,10	**33,50**	1,21%
- tarif réduit	20,40	**20,70**	1,47%	26,50	**26,80**	1,13%
- tarif minimum	9,20	**9,30**	1,09%	12,20	**12,40**	1,64%
* Vestiaires seuls (la séance) :						
- tarif plein	13,20	**13,40**	1,52%	16,80	**17,00**	1,19%
- tarif réduit	11,20	**11,40**	1,79%	13,70	**13,90**	1,46%
- tarif minimum	9,20	**9,30**	1,09%	12,20	**12,40**	1,64%
Courts tennis (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	46,90	**47,40**	1,07%	62,20	**62,90**	1,13%
- tarif réduit	37,20	**37,60**	1,08%	48,90	**49,40**	1,02%
- tarif minimum	12,70	**12,90**	1,57%	16,80	**17,00**	1,19%
* Piste athlétisme éclairée (par groupe classe et par heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,90**	1,09%	85,10	**86,00**	1,06%
- tarif réduit	52,00	**52,60**	1,15%	67,30	**68,00**	1,04%
- tarif minimum	9,20	**9,30**	1,09%	12,20	**12,40**	1,64%
* Piste athlétisme non éclairée (par groupe classe et par heure d'utilisation) :						
- tarif plein	51,00	**51,60**	1,18%	67,30	**68,00**	1,04%
- tarif réduit	40,80	**41,30**	1,23%	53,00	**53,60**	1,13%
- tarif minimum	9,20	**9,30**	1,09%	12,20	**12,40**	1,64%
* Mur d'escalade (par personne et par heure d'utilisation) :						
- tarif plein	3,70	**3,80**	2,70%	4,80	**4,90**	2,08%
- tarif réduit	3,00	**3,10**	3,33%	3,90	**4,00**	2,56%
- tarif minimum	2,40	**2,50**	4,17%	3,20	**3,30**	3,13%
* Grands Equipements (Stade III) (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	82,60	**83,50**	1,09%	109,00	**110,10**	1,01%
- tarif réduit	65,80	**66,50**	1,06%	86,70	**87,60**	1,04%
- tarif minimum	53,00	**53,60**	1,13%	69,30	**70,00**	1,01%
Equipements couverts :						
Gymnases (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,90**	1,09%	85,10	**86,00**	1,06%
- tarif réduit	52,00	**52,60**	1,15%	67,30	**68,00**	1,04%
- tarif minimum	18,30	**18,50**	1,09%	42,80	**43,30**	1,17%
Demi gymnase (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	32,10	**32,50**	1,25%	42,80	**43,30**	1,17%
- tarif réduit	26,00	**26,30**	1,15%	34,10	**34,50**	1,17%
- tarif minimum	18,10	**18,30**	1,10%	27,50	**27,80**	1,09%
Courts de tennis (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,90**	1,09%	85,70	**86,60**	1,05%
- tarif réduit	52,00	**52,60**	1,15%	67,30	**68,00**	1,04%
- tarif minimum	41,80	**42,30**	1,20%	54,00	**54,60**	1,11%
Grands Equipements (Palais des Sports) :						
* Salle principale, **avec gradins** (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	82,60	**83,50**	1,09%	109,00	**110,10**	1,01%
- tarif réduit	65,80	**66,50**	1,06%	86,70	**87,60**	1,04%
- tarif minimum	53,00	**53,60**	1,13%	69,30	**70,00**	1,01%
* Salle principale, sans **gradins** (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	41,80	**42,30**	1,20%	55,00	**55,60**	1,09%
- tarif réduit	33,60	**34,00**	1,19%	43,80	**44,30**	1,14%
- tarif minimum	26,50	**26,80**	1,13%	34,60	**35,00**	1,16%
* Salle annexe, **avec gradins** (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,90**	1,09%	85,70	**86,60**	1,05%
- tarif réduit	52,00	**52,60**	1,15%	67,30	**68,00**	1,04%
- tarif minimum	41,80	**42,30**	1,20%	54,00	**54,60**	1,11%

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%
* Salle annexe, sans **gradins** (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	32,60	**33,00**	1,23%	42,80	**43,30**	1,17%
- tarif réduit	26,50	**26,80**	1,13%	33,60	**34,00**	1,19%
- tarif minimum	21,40	**21,70**	1,40%	27,50	**27,80**	1,09%
* Salle VIP (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,90**	1,09%	85,70	**86,60**	1,05%
- tarif réduit	52,00	**52,60**	1,15%	67,30	**68,00**	1,04%
- tarif minimum	41,80	**42,30**	1,20%	54,00	**54,60**	1,11%
* Salle spécialisée (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	51,00	**51,60**	1,18%	67,30	**68,00**	1,04%
- tarif réduit	40,80	**41,30**	1,23%	53,00	**53,60**	1,13%
- tarif minimum	32,60	**33,00**	1,23%	42,80	**43,30**	1,17%
* Palais des Sports entier :						
- la journée : tarif plein	2 000,00	**2 020,00**	1,00%	2 500,00	**2 525,00**	1,00%
- la journée : tarif réduit	1 600,00	**1 616,00**	1,00%	2 000,00	**2 020,00**	1,00%
- l'heure : tarif réduit	250,00	**252,50**	1,00%	320,00	**323,20**	1,00%
- l'heure : tarif plein	200,00	**202,00**	1,00%	250,00	**252,50**	1,00%
2. DIVERS						
Location de matériel (1 jour) :						
* Table	3,20	**3,30**	3,13%	4,20	**4,30**	2,38%
* Chaise	1,50	**1,60**	6,67%	2,00	**2,10**	5,00%
* Paravent	4,30	**4,40**	2,33%	5,50	**5,60**	1,82%
* Grille d'exposition	4,30	**4,40**	2,33%	5,50	**5,60**	1,82%
* Podium (au m^2)	3,20	**3,30**	3,13%	4,20	**4,30**	2,38%
* Equipements de sonorisation	31,30	**31,70**	1,28%	40,90	**41,40**	1,22%
Location de locaux (la demi-journée) :						
* Salle de réunion ou salle vidéo :						
- tarif plein	39,70	**40,10**	1,01%	53,00	**53,60**	1,13%
- tarif réduit	32,10	**32,50**	1,25%	42,80	**43,30**	1,17%
* Espace loge :						
- tarif plein	60,70	**61,40**	1,15%	79,50	**80,30**	1,01%
- tarif réduit	48,90	**49,40**	1,02%	63,20	**63,90**	1,11%
* Espace Buvette centrale :						
- tarif plein	60,70	**61,40**	1,15%	79,50	**80,30**	1,01%
- tarif réduit	48,90	**49,40**	1,02%	63,20	**63,90**	1,11%
* Espace Buvette latérale :						
- tarif plein	36,70	**37,10**	1,09%	50,00	**50,50**	1,00%
- tarif réduit	29,50	**29,80**	1,02%	39,70	**40,10**	1,01%
* Espaces bureaux :						
- tarif plein	39,70	**40,10**	1,01%	53,00	**53,60**	1,13%
- tarif réduit	32,60	**33,00**	1,23%	42,80	**43,30**	1,17%
* Hall d'entrée Palais des Sports, forfait réception :						
- tarif plein	181,60	**183,50**	1,05%	240,70	**243,20**	1,04%
- tarif réduit	144,80	**146,30**	1,04%	192,90	**194,90**	1,04%
* Coursives et promenoirs Palais des Sports :						
- tarif plein	64,20	**64,90**	1,09%	84,60	**85,50**	1,06%
- tarif réduit	52,00	**52,60**	1,15%	67,30	**68,00**	1,04%
* Tribunes Stade :						
- tarif plein	30,10	**30,50**	1,33%	39,70	**40,10**	1,01%
- tarif réduit	23,90	**24,20**	1,26%	31,60	**32,00**	1,27%
* Tribunes Palais des Sports :						
- tarif plein	64,20	**64,90**	1,09%	84,60	**85,50**	1,06%
- tarif réduit	52,00	**52,60**	1,15%	67,30	**68,00**	1,04%
* Espaces stockage (le m^3 par mois) :						
- tarif plein	5,20	**5,30**	1,92%	6,70	**6,80**	1,49%
- tarif réduit	4,20	**4,30**	2,38%	5,20	**5,30**	1,92%
Location de locaux (l'heure) :						
* Salle de réunion :						
- tarif plein	12,00	**12,20**	1,67%	16,00	**16,20**	1,25%
- tarif réduit	9,50	**9,60**	1,05%	12,50	**12,70**	1,60%
3. DIVERS SERVICES						
* Petites réparations (l'heure)	34,60	**35,00**	1,16%	44,90	**45,40**	1,11%
* Grosses réparations (l'heure)	69,20	**69,90**	1,01%	90,90	**91,90**	1,10%
* Nettoyage : forfait classique	163,00	**164,70**	1,04%	213,00	**215,20**	1,03%
* Nettoyage : forfait salle principale et tribunes (Palais Sports) :	590,00	**595,90**	1,00%	766,00	**773,70**	1,01%

Equipements terrestres

Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité de la mise à disposition d'équipements (tarifs AGGLO)

Le bénéfice du **tarif réduit** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Etat
- Associations sportives (hors Mulhouse)
- Centres sociaux (hors Mulhouse)
- Fédérations
- Ligues
- Comités
- Clubs
- Centres de formations sportifs
- Comité d'entreprise
- Services de la Ville de Mulhouse et de la m2A
- Pôles (France, espoirs, sections sportives)

Le bénéfice du **tarif minimum** est accordé aux utilisateurs suivants:

- Scolaires (secondaires et universitaires)
- Associations caritatives
- Foyers
- Centres hospitaliers

Le bénéfice de **la gratuité** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Ecoles primaires
- UNSS-USEP
- Associations sportives mulhousiennes
- Centres sociaux mulhousiens
- Activités validées par convention et/ou organisées avec le service
- Corps constitués (pompiers, policiers, et gendarmes) dans le cadre de l'exercice de leurs missions et sur demande spécifique de leur supérieur hiérarchique
- Bénéficiaires de la carte As
- OMS
- Associations communautaires et corpo

Le SUAPS de l'UHA bénéficiera de la gratuité (selon convention et selon un volume dédié) pour l'utilisation du Stade de l'Ill.

Dans les autres cas, il bénéficiera d'un tarif minimum.

Remarques :

- Le tarif "AGGLO" s'applique aux habitants de Mulhouse Alsace Agglomération
- Toute heure entamée ou ne pouvant être remise à disposition sera facturée
- Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation
- En l'absence de tarif minimum, c'est le tarif réduit qui s'applique pour les bénéficiaires du tarif minimum.

CENTRE SPORTIF REGIONAL ALSACE
Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%
1. MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS						
1 alvéole Omnisport ou salle spécialisée et vestiaires :						
- tarif plein	40,40	**40,90**	1,24%	52,50	**53,10**	1,14%
- tarif réduit	19,20	**19,40**	1,04%	25,30	**25,60**	1,19%
2. RESTAURATION						
Petites restaurations :						
- Petit déjeuner complet (+laitage + jambon + œufs)	8,10	**8,20**	1,23%	8,10	**8,20**	1,23%
Restauration :						
Menu 1 (entrée, plat, fromage, dessert)	10,10	**10,30**	1,98%	10,10	**10,30**	1,98%
Menu 2 (Menu 1 + boisson non alcoolisée + café)	12,10	**12,30**	1,65%	12,10	**12,30**	1,65%
Menu 3 (menu 1 amélioré et servi à table)	19,20	**19,40**	1,04%	19,20	**19,40**	1,04%
Menu 4 (Menu de standing et servi à table)	27,30	**27,60**	1,10%	27,30	**27,60**	1,10%
Menu réduit, ou Menu Enfants avec goûter	7,70	**7,80**	1,30%	7,70	**7,80**	1,30%
Plat du jour	4,30	**4,40**	2,33%	4,30	**4,40**	2,33%
Menu étudiant CREPS de Strasbourg	4,00	**4,00**		4,00	**4,00**	
Supplément facturation CREPS de Strasbourg	3,70	**3,80**	2,70%	3,70	**3,80**	2,70%
Fromage ou laitage ou dessert ou autre	1,40	**1,50**	7,14%	1,40	**1,50**	7,14%
Panier repas	7,40	**7,50**	1,35%	7,40	**7,50**	1,35%
Soupe	2,50	**2,60**	4,00%	2,50	**2,60**	4,00%
Salade ou entrée	3,00	**3,10**	3,33%	3,00	**3,10**	3,33%
Sandwich	3,50	**3,60**	2,86%	3,50	**3,60**	2,86%
Goûter selon demande	5,30	**5,40**	1,89%	5,30	**5,40**	1,89%
Collation selon demande	7,40	**7,50**	1,35%	7,40	**7,50**	1,35%
Café d'accueil avec mini-viennoiseries, ou Apéritif, ou Vin d'honneur	4,05	**4,10**	1,23%	4,05	**4,10**	1,23%
Café d'accueil, ou Pause boissons	2,05	**2,10**	2,44%	2,05	**2,10**	2,44%
Cocktail 5 pièces (par personne)	8,10	**8,20**	1,23%	8,10	**8,20**	1,23%
Cocktail 9 pièces (par personne)	15,10	**15,30**	1,32%	15,10	**15,30**	1,32%
Cocktail 12 pièces (par personne)	20,10	**20,40**	1,49%	20,10	**20,40**	1,49%
Cocktail 15 pièces (par personne)	24,80	**25,10**	1,21%	24,80	**25,10**	1,21%
Pain supplémentaire aux Menus	1,00	**1,10**	10,00%	1,00	**1,10**	10,00%
Bar et boissons :						
Café (caisse)	1,40	**1,50**	7,14%	1,40	**1,50**	7,14%
Café double	2,50	**2,60**	4,00%	2,50	**2,60**	4,00%
Supplément crème	0,20	**0,30**	50,00%	0,20	**0,30**	50,00%
Thé ou infusion	1,30	**1,40**	7,69%	1,30	**1,40**	7,69%
Bouteille d'eau self (50 cl)	2,00	**2,10**	5,00%	2,00	**2,10**	5,00%
Bouteille d'eau maxi (1,5 l)	1,10	**1,20**	9,09%	1,10	**1,20**	9,09%
Canette de soda (33 cl)	2,00	**2,10**	5,00%	2,00	**2,10**	5,00%
Bière pression (33 cl)	3,05	**3,10**	1,64%	3,05	**3,10**	1,64%
Bière locale (33 cl)	3,50	**3,60**	2,86%	3,50	**3,60**	2,86%
Bière self (33 cl)	2,55	**2,60**	1,96%	2,55	**2,60**	1,96%
Vin self (25 cl)	3,50	**3,60**	2,86%	3,50	**3,60**	2,86%
Bouteille de vin gamme 1	13,20	**13,40**	1,52%	13,20	**13,40**	1,52%
Bouteille de vin gamme 2	15,20	**15,40**	1,32%	15,20	**15,40**	1,32%
Bouteille de vin gamme 3	19,20	**19,40**	1,04%	19,20	**19,40**	1,04%
Bouteille de vin gamme 4	22,20	**22,50**	1,35%	22,20	**22,50**	1,35%
Cidre (75 cl)	10,10	**10,30**	1,98%	10,10	**10,30**	1,98%
Fût de bière (6 litres)	48,80	**49,30**	1,02%	48,80	**49,30**	1,02%
Vin d'honneur (service compris) :						
Jus de fruits bio (1 l)	5,06	**5,20**	2,77%	5,06	**5,20**	2,77%
Café ou thé (thermos 1 l)	6,05	**6,20**	2,48%	6,05	**6,20**	2,48%
Café ou thé (thermos 3 l)	18,20	**18,40**	1,10%	18,20	**18,40**	1,10%
Boîte sucrée/salée (1 kg)	14,20	**14,40**	1,41%	14,20	**14,40**	1,41%
Cacahuètes (1 kg)	14,20	**14,40**	1,41%	14,20	**14,40**	1,41%
Kougelhopf	10,10	**10,30**	1,98%	10,10	**10,30**	1,98%
Brioche ou cake	9,10	**9,20**	1,10%	9,10	**9,20**	1,10%
Mini petits pains	0,95	**1,00**	5,26%	0,95	**1,00**	5,26%
Mini moricettes	1,55	**1,60**	3,23%	1,55	**1,60**	3,23%
Mini mignardises	1,55	**1,60**	3,23%	1,55	**1,60**	3,23%
Accompagnement vin d'honneur (verres, nappage...)	60,60	**61,30**	1,16%	60,60	**61,30**	1,16%
Espace Détente :						
Barre de céréales	1,00	**1,10**	10,00%	1,00	**1,10**	10,00%
Pain d'épices	0,50	**0,60**	20,00%	0,50	**0,60**	20,00%
Compote à boire	1,00	**1,10**	10,00%	1,00	**1,10**	10,00%
Verre de jus de fruits local	1,00	**1,10**	10,00%	1,00	**1,10**	10,00%
Fruit	1,00	**1,10**	10,00%	1,00	**1,10**	10,00%
Mélange céréales	3,00	**3,10**	3,33%	3,00	**3,10**	3,33%

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%
3. HEBERGEMENT						
Chambres :						
Chambre 1 personne (petit déjeuner inclus) :						
- tarif plein	33,30	**33,70**	1,20%	43,40	**43,90**	1,15%
- tarif réduit (spécial sportif)	29,30	**29,60**	1,02%	38,40	**38,80**	1,04%
Chambre 2 personnes (prix par personne, petit déjeuner inclus) :						
- tarif plein	27,25	**27,60**	1,28%	35,35	**35,80**	1,27%
- tarif réduit (spécial sportif)	24,75	**25,00**	1,01%	32,30	**32,70**	1,24%
Chambre 3 personnes (prix par personne, petit déjeuner inclus) :						
- tarif plein	24,60	**24,90**	1,22%	32,00	**32,40**	1,25%
- tarif réduit	23,20	**23,50**	1,29%	30,30	**30,70**	1,32%
Chambre 4 personnes et plus (prix par personne, petit déjeuner inclus) :						
- tarif plein	24,30	**24,60**	1,23%	30,30	**30,70**	1,32%
- tarif réduit	22,20	**22,50**	1,35%	29,30	**29,60**	1,02%
Groupe supérieur à 50 (prix par personne, petit déjeuner inclus) :						
- tarif plein	24,30	**24,60**	1,23%	30,30	**30,70**	1,32%
- groupe scolaire, sans restriction d'effectif	24,30	**24,60**	1,23%	30,30	**30,70**	1,32%
Internat :						
- Période scolaire : Forfait demi-pension annuelle 3 700 € : 1 personne (du lundi soir au vendredi matin) : coût semestriel	1 850,00	**1 850,00**		1 850,00	**1 850,00**	
- Supplément "déjeuner" (du lundi au vendredi, uniquement pour le forfait à 3 700 €) : coût semestriel	600,00	**600,00**		600,00	**600,00**	
- Supplément annuel "Bain froid", forfait à 3 700 €	150,00	**150,00**		150,00	**150,00**	
- Période scolaire : Forfait demi-pension annuelle 4 400 € : 1 personne (du lundi au dimanche) : coût semestriel	2 200,00	**2 200,00**		2 200,00	**2 200,00**	
- Supplément déjeuner » (du lundi au vendredi, uniquement pour le forfait à 4 400 €) : coût semestriel	825,00	**825,00**		825,00	**825,00**	
- Supplément annuel "Bain froid", forfait à 4 400 €	175,00	**175,00**		175,00	**175,00**	
- Forfait à l'année 5 700 €, dans la limite de 11 mois (idem période scolaire + vacances scolaires et week-end en pension complète) - coût semestriel	2 850,00	**2 850,00**		2 850,00	**2 850,00**	
- Forfait annuel pension complète 7 000 € (11 mois) - coût semestriel	3 500,00	**3 500,00**		3 500,00	**3 500,00**	
- Forfait journalier week-end et vacances scolaires	25,20	**25,20**		25,20	**25,20**	
- Supplément annuel "Bain froid", forfaits à 5 700 € et 7 000 €	200,00	**200,00**		200,00	**200,00**	
Stages sportifs "haut-niveau" :						
Forfait journalier stagiaire (hébergement pension complète + utilisation salles de sports/réunions 5h/jour)	50,00	**50,00**		62,00	**62,00**	
Forfait journalier stagiaire (hébergement pension complète + utilisation salles de sports/réunions 5h/jour + utilisation Espace récupération bain froid, sauna, cryothérapie)	62,00	**62,00**		74,00	**74,00**	
Forfait journalier stagiaire natation (hébergement pension complète + utilisation lignes d'eau/salles de sports/réunions 4h/jour)	62,00	**62,00**		74,00	**74,00**	
Forfait journalier stagiaire (hébergement pension complète + utilisation lignes d'eau/salles de sports/réunions 4h/jour + utilisation Espace récupération bain froid, sauna, cryothérapie)	74,00	**74,00**		86,00	**86,00**	
4. PLATEAU MEDICAL (= tarifs TTC, dont TVA 20% - cryothérapie)						
Espace récupération (uniquement Cryothérapie) :						
Séance Cryothérapie de 3 à 5 minutes						
- Tarif plein	39,00	**39,00**		39,00	**39,00**	
- Tarif réduit	29,00	**29,00**		29,00	**29,00**	
- Tarif minimum		**21,00**		21,00	**21,00**	
Cryothérapie Abonnement trimestriel						
- Tarif plein	200,00	**200,00**		250,00	**250,00**	
- Tarif réduit	170,00	**170,00**		170,00	**170,00**	
- Tarif minimum		**85,00**		85,00	**85,00**	
Abonnement Cryothérapie/Bains froid annuel						
- Tarif plein	700,00	**700,00**		800,00	**800,00**	
- Tarif réduit	600,00	**600,00**		600,00	**600,00**	
- Tarif minimum		**250,00**		250,00	**250,00**	
Labo Isocinétisme :						
La séance	20,00	**20,00**		20,00	**20,00**	
L'heure	60,00	**60,00**		60,00	**60,00**	
Kit Cryothérapie :						
Achat kit cryothérapie	29,00	**29,00**		29,00	**29,00**	
Location kit cryothérapie	2,00	**2,00**		2,00	**2,00**	

5. Service d'accompagnement de la performance	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%
Evaluation						
Bilan isocinétique						
- Tarif plein	50,00	**50,00**		60,00	**60,00**	
- Tarif réduit		**42,50**		42,50	**42,50**	
- Tarif minimum		**36,00**		36,00	**36,00**	
Test VMA ou PMA						
- Tarif plein		**40,00**		50,00	**50,00**	
- Tarif réduit		**34,00**		34,00	**34,00**	
- Tarif minimum		**28,00**		28,00	**28,00**	
Test Vitesse						
- Tarif plein		**40,00**		50,00	**50,00**	
- Tarif réduit		**34,00**		34,00	**34,00**	
- Tarif minimum		**28,00**		28,00	**28,00**	
Test d'effort VO2 max						
- Tarif plein	100,00	**100,00**		120,00	**120,00**	
- Tarif réduit		**85,00**		85,00	**85,00**	
- Tarif minimum		**85,00**		85,00	**85,00**	
Evaluation avec plateforme de force VALD						
- Tarif plein		**40,00**		50,00	**50,00**	
- Tarif réduit		**34,00**		34,00	**34,00**	
- Tarif minimum		**28,00**		28,00	**28,00**	
Evaluation avec dynanomètre VALD						
- Tarif plein		**40,00**		50,00	**50,00**	
- Tarif réduit		**34,00**		34,00	**34,00**	
- Tarif minimum		**28,00**		28,00	**28,00**	
Analyse vidéo						
Accompagnement à l'utilisation de l'outil	150,00	**150,00**		180,00	**180,00**	
Surcoût horaire location salle de sport équipée analyse vidéo	15,00	**15,00**		18,00	**18,00**	
Hypoxie						
Séance de préparation						
- Tarif plein		**35,00**		42,00	**42,00**	
- Tarif réduit		**30,00**		30,00	**30,00**	
- Tarif minimum		**25,00**		25,00	**25,00**	
Surcoût nuitée en tente hypoxique avec suivi						
- Tarif plein	35,00	**35,00**		42,00	**42,00**	
- Tarif réduit		**30,00**		30,00	**30,00**	
- Tarif minimum		**25,00**		25,00	**25,00**	
Cycle de préparation en hypoxie de 12 séances						
- Tarif plein		**350,00**		420,00	**420,00**	
- Tarif réduit		**300,00**		300,00	**300,00**	
- Tarif minimum		**250,00**		250,00	**250,00**	
Préparation physique & Réathlétisation						
Séance de ré-athlétisation						
- Tarif plein	35,00	**35,00**		42,00	**42,00**	
- Tarif réduit		**30,00**		30,00	**30,00**	
- Tarif minimum		**25,00**		25,00	**25,00**	
Cycle de 8 séances de réathlétisation						
- Tarif plein		**250,00**		300,00	**300,00**	
- Tarif réduit		**210,00**		210,00	**210,00**	
- Tarif minimum		**170,00**		170,00	**170,00**	
Séance de préparation physique						
- Tarif plein	35,00	**35,00**		42,00	**42,00**	
- Tarif réduit		**30,00**		30,00	**30,00**	
- Tarif minimum		**25,00**		25,00	**25,00**	
Cycle de 8 séances de préparation physique						
- Tarif plein		**250,00**		300,00	**300,00**	
- Tarif réduit		**210,00**		210,00	**210,00**	
- Tarif minimum		**170,00**		170,00	**170,00**	
Entraînement en préparation physique sur la saison 35 semaines						
- Tarif minimum	100,00	**100,00**		100,00	**100,00**	
Récupération						
Séance Espace Sauna/Bain froid						
- Tarif réduit	6,00	**6,00**		6,00	**6,00**	
- Tarif minimum		**5,00**		5,00	**5,00**	
Espace Sauna/Bain froid Abonnement trimestriel						
- Tarif réduit	90,00	**90,00**		90,00	**90,00**	
- Tarif minimum		**75,00**		75,00	**75,00**	
Espace Sauna/Bain froid Abonnement annuel						
- Tarif réduit	300,00	**300,00**		300,00	**300,00**	
- Tarif minimum		**120,00**		120,00	**120,00**	

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%	Avant le 01/01/2026	A partir du 01/01/2026	%
6. DIVERS						
Location de locaux :						
Salle de réunion (demi-journée ou soirée)						
- tarif plein	101,00	**102,10**	1,09%	132,00	**133,40**	1,06%
- tarif réduit	50,50	**51,10**	1,19%	66,00	**66,70**	1,06%
- tarif minimum	39,40	**39,80**	1,02%	52,50	**53,10**	1,14%
Salle de réunion avec café d'accueil (demi-journée ou soirée)						
- tarif plein	115,00	**116,20**	1,04%	150,00	**151,50**	1,00%
- tarif réduit	57,00	**57,60**	1,05%	75,00	**75,80**	1,07%
- tarif minimum	43,00	**43,50**	1,16%	60,00	**60,60**	1,00%
Auditorium (demi-journée ou soirée)						
- tarif plein	202,00	**204,10**	1,04%	263,00	**265,70**	1,03%
- tarif réduit	102,00	**103,10**	1,08%	132,00	**133,40**	1,06%
- tarif minimum	76,00	**76,80**	1,05%	98,00	**99,00**	1,02%
Espace Bar						
- journée	76,00	**76,80**	1,05%	98,00	**99,00**	1,02%
- demi-journée ou soirée	50,50	**51,10**	1,19%	66,00	**66,70**	1,06%
Forfait Assemblées générales (salle Omnisport avec chaises et podium)						
- Mise à disposition	4 900,00	**4 949,00**	1,00%	4 900,00	**4 949,00**	1,00%
- Forfait fleurissement 1	250,00	**252,50**	1,00%	250,00	**252,50**	1,00%
- Forfait fleurissement 2	350,00	**353,50**	1,00%	350,00	**353,50**	1,00%
Mise à disposition local médicalisé ou médical :						
La journée	50,00	**50,00**		66,00	**66,00**	
La demi-journée	25,00	**25,00**		33,00	**33,00**	
Divers services :						
Petites réparations (l'heure)	34,30	**34,70**	1,17%	44,50	**45,00**	1,12%
Grosses réparations (l'heure)	68,60	**69,30**	1,02%	90,00	**90,90**	1,00%
Nettoyage : forfait classique	161,50	**163,20**	1,05%	211,00	**213,20**	1,04%
Nettoyage : forfait complet	585,00	**590,90**	1,01%	759,00	**766,60**	1,00%
Lessive complète (lavage et repassage par un préposé)	10,10	**10,30**	1,98%	13,10	**13,30**	1,53%
Lessive simple (en self service)	4,05	**4,10**	1,23%	5,55	**5,70**	2,70%
Location serviette de douche	7,00	**7,10**	1,43%	7,00	**7,10**	1,43%
Photocopies	0,20	**0,30**	50,00%	0,20	**0,30**	50,00%
Mise à disposition de matériel de captation et d'analyse vidéo :						
- la demi-journée	70,00	**70,70**	1,00%	85,00	**85,90**	1,06%
- la journée	120,00	**121,20**	1,00%	145,00	**146,50**	1,03%
- la journée (si plus de 3 jours d'usage consécutifs)	100,00	**101,00**	1,00%	120,00	**121,20**	1,00%
Taxes de séjour :						
Taxe de séjour par nuit et par personne	4% du coût de la nuité	4% du coût de la nuité		4% du coût de la nuité	4% du coût de la nuité	
Acomptes pour réservations :						
Acomptes pour réservations d'hébergements ou de salles	20% du coût du devis	20% du coût du devis		20% du coût du devis	20% du coût du devis	
Séminaires :						
Forfait inscription (repas avec boisson + pause café du petit déjeuner)	20,00	**20,20**	1,00%	20,00	**20,20**	1,00%

CENTRE SPORTIF REGIONAL ALSACE

Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité de la mise à disposition d'équipements

Le bénéfice du **tarif réduit** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Etat (CREPS)
- Fédérations
- Ligues
- Comités
- Associations sportives
- Services de la Ville de Mulhouse et de m2A
- Scolaires et universitaires
- Association caritatives

Le bénéfice du **tarif minimum** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Internes du CSRA
- Sportifs dont la structure d'entraînement est rattachée au CSRA dans le PSQS
- Sportifs inscrits dans une structure d'entraînement résidente dans l'un des établissements du réseau Grand INSEP
- Sportifs membres d'une structure d'entraînement conventionnée avec m2A pour l'accompagnement de la performance

Le bénéfice de **la gratuité** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Activités validées par convention et/ou organisées avec le service

Remarques :

· Le tarif "AGGLO" s'applique aux comités départementaux 68 (partenariat financier du Conseil Départemental)

· Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation

· Des frais administratifs, à hauteur de 15 % du devis initial, seront facturés en cas d'annulation tardive.

MUSEE RHENAN DE LA MOTO "LA GRANGE A BECANES"

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

I - DROITS D'ENTREE

	2025	2026	%
Plein tarif adulte à partir de 18 ans	5,00	5,00	0,00%
Tarif enfant de 6 à 17 ans inclus	3,50	3,50	0,00%
Tarif réduit	3,50	3,50	0,00%
Tarif famille (Formule 4 personnes dont 2 adultes maximum)	12,00	12,00	0,00%
Tarifs visite guidée par personne	6,00	6,00	0,00%
Tarif groupe enfants à partir de 10 enfants de 6 à 16 ans (scolaire, centre de loisirs ou périscolaire)	2,50	2,50	0,00%
Tarif groupe adultes à partir de 10 personnes	3,50	3,50	0,00%

Bénéficiaires des tarifs réduits (sur présentation d'un justificatif en cours de validité)

- Les personnes présentant un City Pass de l'Office de Tourisme de Mulhouse et sa région
- Demandeurs d'emploi
- Etudiants jusqu'à 26 ans inclus
- Personnes en situation de handicap et leur accompagnateur
- Carte Pass Temps Séniors

Bénéficiaires des entrées gratuites (sur présentation d'un justificatif en cours de validité)

- Enfant de moins de 6 ans
- Museums-Pass-Musée (1 adulte jusqu'à 5 enfants de moins de 18 ans)
- Carte VIZAM (personnel de musées, salariés et bénévoles)
- Les professionnels du tourisme
- Journaliste sur présentation d'une carte de presse
- Carte de l'ICOM (professionnels des musées)
- Carte du ministère de la culture
- Enseignants
- Dans le cadre d'évènements promotionnels ponctuels (lots pour tombolas, salons...)
- Entrée gratuite pour tous lors du premier week-end d'avril, des Journées Européennes du Patrimoine et de la Nuit Européenne des Musées

II - VENTE DU PASS-Museums-PASS-Musées

Pass "Un adulte et cinq enfants jusqu'à 18 ans"

	2025	2026	%
Tarif normal	123,00	**129,00**	4,88%
Tarif réduit	113,00	**119,00**	5,31%

A noter : Le tarif réduit est applicable aux étudiants, enseignants, chômeurs et handicapés, ainsi qu'aux membres d'une association de soutien d'un musée adhérent au Museums-Pass-Musées sur présentation d'un justificatif.

Les tarifs Museums-Pass-musées sont fixés par l'Association des Museums-Pass-Musées

PARC ZOOLOGIQUE & BOTANIQUE DE MULHOUSE

Tarifs applicables à compter du 1er janvier 2026

I - Visiteurs individuels - Billets à la journée

Tarifs appliqués à partir du 1er août 2025		Tarifs appliqués à partir du 1er janvier 2026 jusqu'au 20 mars 2027	
HAUTE-SAISON - Du 21 mars au 31 octobre	20,50	(dont 1€ reversé aux programmes de conservation)	20,50
	30,50	**- Champion de la conservation - Haute-saison** (dont 10€ reversés aux programmes de conservation)	30,50
BASSE-SAISON - Du 1er novembre au 20 mars	14,50	**BASSE-SAISON - Du 1er novembre au 20 mars** (dont 1€ reversé aux programmes de conservation)	14,50
	24,50	**- Champion de la conservation - Basse saison** (dont 10€ reversés aux programmes de conservation)	24,50
Tarif réduit *sur présentation d'un justificatif en cours de validité* - enfants de 4 à 16 ans - étudiants jusqu'à 26 ans inclus - demandeur d'emploi - porteur d'une carte d'invalidité (au moins 80%) + 1 accompagnateur de la personne invalide - personnes de plus de 65 ans - membres de l'Association des Amis du Zoo - "GreenZoo", sur présentation du ticket du jour de transport en commun ou location de vélo (Soléa/SNCF/ Vélo libre service)	14,50	**Tarif réduit** *sur présentation d'un justificatif en cours de validité* (dont 1€ reversé aux programmes de conservation) - enfants de 4 à 16 ans - étudiants jusqu'à 26 ans inclus - demandeur d'emploi - porteur d'une carte Mobilité Inclusion - personnes de plus de 65 ans - membres de l'Association des Amis du Zoo - "GreenZoo", sur présentation du ticket du jour ou abonnement de transport en commun ou location de vélo (Soléa/SNCF/ Vélo libre service)	14,50
Partenaires - Cartes partenaires - Cartes CE : pour le détenteur et son conjoint	17,50	**Partenaires** (dont 1€ reversé aux programmes de conservation) - Cartes partenaires	17,50
Billet Tribu *(4 pers. maxi dont 2 enfants de moins de 16 ans)*	63,00	**Billet Tribu** *(4 pers. maxi dont 2 enfants de moins de 16 ans)* "Horizon Afrique" (dont 4€ reversés à la conservation)	66,00
Carte Meute *(5 entrées impersonnelles sans limite de date)*	87,00	**Carte Meute** *(5 entrées impersonnelles - valable 1 an à partir de la date d'achat)* (dont 5€ reversés aux programmes de conservation)	87,00

Gratuités *sur présentation de justificatifs en cours de validité*

- Enfants de moins de 4 ans
- Les retraités et leur conjoint de la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération (sur présentation de la carte agent avec la mention "retraité")
- Les journalistes et photographes de presse dans le cadre de la rédaction d'un article (demande préalable par email)
- Le personnel des autres zoos ainsi que leur conjoint et 2 enfants
- Les enseignants dans le cadre de leur activité professionnelle (demande préalable par email)
- Accompagnateurs personnes handicapées si mention tierce personne précisée sur carte d'invalidité
- Carte sénior Pass Temps : 3 entrées gratuites par an ou gratuité totale si prise en charge par commune de résidence
- Demande de lots (tombola) : 6 entrées enfants par an et par structure scolaire et associative domiciliée dans le Haut-Rhin
- 10 entrées par agent du Parc zoologique et botanique par an
- 5 entrées par exposant du Marché aux plantes (pour les clients)
- Gratuité partenaires accordée selon convention

II. Pass annuels

Pass annuel		**Pass annuel - hors m2A** (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	
Adulte	52,00	Adulte	52,00
Enfant ou étudiant	32,00	Enfant ou étudiant	32,00
Sénior (+65 ans)	32,00	Sénior (+65 ans)	32,00
Personne en situation de handicap	32,00	Personne en situation de handicap	32,00
		Pass annuel "Champion de la conservation" - hors m2A (dont 10€ reversés aux programmes de conservation)	
	62,00	Adulte	62,00
	42,00	Enfant ou étudiant	42,00
	42,00	Sénior (+65 ans)	42,00
	42,00	Personne en situation de handicap	42,00
Pass annuel résidents des communes m2A		**Pass annuel résidents des communes m2A** *sur présentation d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois* (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	
Adulte	35,00	Adulte	35,00
Enfant ou étudiant	22,00	Enfant ou étudiant	22,00
Sénior (+65 ans)	22,00	Sénior (+65 ans)	22,00
Personne en situation de handicap	22,00	Personne en situation de handicap	22,00
Pass annuel résidents des communes m2A - Champion de la conservation *sur présentation d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois :* (dont 10€ reversés aux programmes de conservation)		**Pass annuel résidents des communes m2A - Champion de la conservation** *sur présentation d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois :* (dont 10€ reversés aux programmes de conservation)	
Adulte	45,00	Adulte	45,00
Enfant ou étudiant	32,00	Enfant ou étudiant	32,00
Sénior (+65 ans)	32,00	Sénior (+65 ans)	32,00
Personne en situation de handicap	32,00	Personne en situation de handicap	32,00
Offre pour les centres éducatifs et médicaux m2A (5 bénéficiaires + 5 accompagnateurs)	85,00	**Pass annuel pour les centres éducatifs et médicaux m2A** *(5 bénéficiaires + 5 accompagnateurs)* (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	85,00

Offre conversion Billet à la Journée / Pass annuel

Déduction du tarif d'entrée sur le tarif de l'abonnement pour toute souscription d'un pass annuel effectuée le jour même de la visite
Non valable les journées à tarification promotionnelle et pour la Journée Découverte

III - Visiteurs en groupe - Billets à la journée

A. Groupes scolaires

Tous niveaux	
- Elève	10,50
- Accompagnateur (maximum 3 personnes accompagnatrices) en sus des accompanateurs gratuits	11,50
- Accompagnateur supplémentaire	14,50
Groupe scolaire CEA (hors m2A), tous niveaux	
-Elève	8,50
-Accompagnateur (maximum 3 personnes accompagnatrices) en sus des accompnateurs gratuits	11,50
-Accompagnateur supplémentaire	14,50
Animations	
- Visite de fin d'année, cycles 1 à 3, durée 1h	65,00
- La première visite guidée de projet pédagogique annuel, de septembre à mai, tous niveaux (hors m2A)	
* visite guidée 1h	63,00
* visite guidée 1h30	83,00
* visite guidée 2h	103,00

GRATUITES *sur présentation de justificatifs en cours de validité*

Groupes scolaires de Mulhouse Alsace Agglomération : billet à la journée et animations

Accompagnateurs groupes selon niveau :

Maternelles : 1 adulte responsable par tranche de 5 enfants

Toute Petite Section (TPS) : 1 adulte responsable par tranche de 3 enfants

Ecoles élémentaires et collèges : 1 adulte responsable par tranche de 10 enfants

Lycées, établissements d'enseignement supérieur : 1 adulte responsable par tranche de 15 enfants
AESH accompagnant 1 élève à partir de l'école élémentaire
1 Chauffeur du bus

B. Groupes loisirs (à partir de 15 pers.)

Groupe d'enfants hors cadre scolaire (jusqu'à 16 ans)			
Billet à la journée		**Billet à la journée** (dont 1€ reversé aux programmes de conservation)	
		Enfant	14,5
Enfant	14,5	Accompagnateur maximum 3 personnes accompagnatrices en sus des accompagnateurs gratuits	14,5
		Accompagnateur supplémentaire	17,5
Accompagnateur (maximum 3 personnes accompagnatrices)	17,5	Enfant autocariste / Enfant Basse-saison	13,50
Animations		**Animations**	
- Visite de mai à août pour les enfants de 4 à 12 ans - durée une heure - tarif pour le groupe	76,00	- Visite de mai à août pour les enfants de 4 à 12 ans - durée une heure - tarif pour le groupe (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	76,00
- Formule "Goûter au Parc" Enfant (à partir de 4 ans et jusqu'à 16 ans) : entrée au parc + gouter + animation - tarif/personne	35,00	- Formule "Goûter au Parc" Enfant (à partir de 4 ans et jusqu'à 16 ans) : entrée au parc + gouter + animation - tarif/personne (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	35,00

Groupe d'adultes			
Adulte	17,50	**Adulte haute-saison** (dont 1€ reversé aux programmes de conservation)	17,50
		Adulte autocariste	16,50
		Adulte basse-saison (dont 1€ reversé aux programmes de conservation)	13,50
Animations		**Animations**	
-Visite d'une durée d'une heure pour un groupe de 30 personnes maximum	100,00	- Visite d'une durée d'une heure pour un groupe de 30 personnes maximum (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	150,00
- Guide supplémentaire - tarif par groupe (maximum 30 personnes)	40,00	- Guide supplémentaire - tarif par groupe (maximum 30 personnes) (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	40,00

GRATUITES *sur présentation de justificatifs en cours de validité*

- **Accompagnateurs groupes selon niveau :**
Crèche : 1 responsable

Toute Petite Section (TPS) et crèche : 1 adulte responsable par tranche de 3 enfants

Maternelles : 1 adulte responsable par tranche de 5 enfants

Ecoles élémentaires et collèges : 1 adulte responsable par tranche de 10 enfants

Lycées, établissements d'enseignement supérieur : 1 adulte responsable par tranche de 15 enfants
AESH accompagnant 1 élève à partir de l'école élémentaire
1 Chauffeur du bus

- Accompagnateurs personnes handicapées si mention tierce personne précisée sur carte d'invalidité

- Groupes des périscolaires m2A hors vacances scolaires

- 1 chauffeur de bus + 1 organisateur/groupe

IV. Animations

Kdozoo Billet + animation - 2h30 dans les coulisses du Parc accompagnés de soigneurs animaliers (à partir de 10 ans)	80,00	**Soigneur d'un jour** (dont 4€ reversés aux programmes de conservation) Billet à la journée + animation - trois heures dans les coulisses du Parc (à partir de 16 ans)	100,00
VIP Kids (dont 4€ reversés aux programmes de conservation) Billet à la journée + animation - 2h30 dans les coulisses du Parc/nourrissages, accompagné d'un animateur (de 8 à 15 ans)	80,00	**Soigneur d'un jour junior** (dont 4€ reversés aux programmes de conservation) Billet à la journée + animation - 2h30 dans les coulisses du Parc (de 8 à 15 ans)	80,00
Anniversaire au zoo (Tarif/ enfant) (dont 1€ reversé aux programmes de conservation) Billet à la journée + animation + boissons. Durée 3h. De 6 à 12 ans. Groupe de 8 à 12 enfants. Gratuité pour l'enfant qui fête son anniversaire et 2 parents accompagnateurs	27,00	**Anniversaire au zoo (**Tarif/ enfant) (dont 1€ reversé aux programmes de conservation) Billet à la journée + animation + boissons. Durée 3h. De 6 à 12 ans. Groupe de 8 à 12 enfants. Gratuité pour l'enfant qui fête son anniversaire et 2 parents accompagnateurs	27,00
Lever des animaux (dont 2€ reversés aux programmes de conservation) Billet à la journée + visite des coulisses (2h) + petit déjeuner Individuels Adulte Enfant (de 0 à 16 ans) Groupes loisirs et CE Adulte Enfant (de 0 à 16 ans)	 61,00 47,50 51,00 40,50	**Visite privilège** (dont 2€ reversés aux programmes de conservation) Billet à la journée + visite des coulisses (2h) + restauration Individuels Adulte Enfant (de 0 à 16 ans) Groupes loisirs et CE Adulte Enfant (de 0 à 16 ans)	 66,00 52,50 56,00 45,50
Soirée privilège au zoo (dont 2€ reversés aux programmes de conservation) Billet à la journée + visite des coulisses (2h) + cocktail dînatoire Individuels Adulte Enfant (de 0 à 16 ans) Groupes loisirs et CE Adulte Enfant (de 0 à 16 ans)	 61,00 47,50 51,00 40,50		

V. Billetterie pour Comités d'Entreprise

Différentiel à payer en caisse pour billets CE expirés (dont 1€ reversé aux programmes de conservation)	5,00	**Différentiel à payer en caisse pour billets CE expirés** (dont 1€ reversé aux programmes de conservation)	
Billets CE (dont 1€ reversé aux programmes de conservation) De 20 à 399 billets Billet 1 jour adulte Billet 1 jour enfant de 4 à 16 ans De 400 à 999 billets Billet 1 jour adulte Billet 1 jour enfant de 4 à 16 ans Plus de 1000 billets Billet 1 jour adulte Billet 1 jour enfant de 4 à 16 ans	 17,00 14,00 16,00 13,50 15,00 13,00	**Billets CE - billet valable 1 an renouvelable 1 fois** (dont 1€ reversé aux programmes de conservation) De 20 à 399 billets Billet 1 jour adulte Billet 1 jour enfant de 4 à 16 ans De 400 à 999 billets Billet 1 jour adulte Billet 1 jour enfant de 4 à 16 ans Plus de 1000 billets Billet 1 jour adulte Billet 1 jour enfant de 4 à 16 ans	 17,00 14,00 16,00 13,50 15,00 13,00
		BASSE-SAISON - Du 1er novembre au 20 mars - Billets Comité d'Entreprise (dont 1€ reversé aux programmes de conservation) A partir de 20 billets Billet 1 jour adulte Billet 1 jour enfant de 4 à 16 ans	 13,50 13,50

VI- Prestations annexes

A. Location Espace séminaire sans restauration (prix par groupe)

Formule Otarie à la demi-journée		**Formule Otarie à la demi-journée**	
		Entrée Team builiding agence événementielle Billet journée adulte. Tarif par personne	10,00
Jusqu'à 25 personnes :		**Jusqu'à 25 personnes :**	
- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	450,00	- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	450,00
- Soirée (18h-22h)	500,00	- Soirée (18h-22h)	500,00
Tarif promo :		**Tarif promo/Agences événementielles** :	
- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	390,00	- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	400,00
- Soirée (18h-22h)	450,00	- Soirée (18h-22h)	450,00
De 26 à 80 personnes		**De 26 à 80 personnes**	
- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	550,00	- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	550,00
- Soirée (18h-22h)	600,00	- Soirée (18h-22h)	600,00
Tarif promo :		**Tarif promo/Agences événementielles :**	
- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	490,00	- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	500,00
- Soirée (18h-22h)	550,00	- Soirée (18h-22h)	550,00
Formule Saïmiri à la journée 8h-18h	600,00	**Formule Saïmiri à la journée 8h-18h**	600,00
Formule Saïmiri à la journée 8h-18h Tarif promo	550,00	**Formule Saïmiri à la journée 8h-18h Tarif promo/Agences événementielles**	550,00

B. Location Espace séminaire avec restauration (prix par personne)

-**Okapi** (location avec catering - 1 journée - 8h-18h)	47,00	-**Okapi** (location avec catering - 1 journée - 8h-18h)	47,00
- **Girafe** (location avec catering - 1 journée 8h-18h)	70,00	- **Girafe** (location avec catering - 1 journée 8h-18h)	70,00
- **Antilope** (location avec catering - 1 journée - 8h-18h)	60,00	- **Antilope** (location avec catering - 1 journée - 8h-18h)	60,00
- Forfait vin			7,00
-Formule personnalisée 1			43,50
-Formule personnalisée 2			55,00
-Formule personnalisée 3			64,50
-Formule personnalisée 4			6,00
-Formule personnalisée 5			7,00
Animations			
Visite privilège séminaire en dehors des horaires d'ouverture du Parc avec accès aux coulisses 6h30 - 8h ou 18h - 19h30 (prix par personne)			45,00
Visite guidée pendant l'ouverture du Parc - durée une heure (par guide pour 25 personnes maxi)			150,00
Forfait animation dans le cadre d'une location espace séminaire par personne pendant les horaires d'ouverture du Parc			30,00

C. Droits d'inscription au marché aux plantes

Stand 10m²	80,00
Stand de 11 à 25m²	100,00
Plus de 25m²	120,00
Tarif stand association	60,00
Location de chapiteau	50,00

FACTURATION : le seuil minimum de facturation est fixé à 15 €. Ce montant devra obligatoirement être appliqué à chaque débiteur redevable d'une somme inférieure à la limite fixée. Les droits perçus au comptant ne sont pas concernés par cette mesure.

VII. Tarifs promotionnels

Tarif Promotion 3	4,00	Tarif Promotion 4	4,00
Tarif Promotion 4,4	4,50	Tarif Promotion 4,5	4,50
Tarif Promotion 4	5,00	Tarif Promotion 5	5,00
Tarif Promotion 5,4	5,50	Tarif Promotion 5,5	5,50
Tarif Promotion 5	6,00	Tarif Promotion 6	6,00
Tarif Promotion 6,4	6,50	Tarif Promotion 6,5	6,50
Tarif Promotion 6	7,00	Tarif Promotion 7	7,00
Tarif Promotion 7,4	7,50	Tarif Promotion 7,5	7,50
Tarif Promotion 7	8,00	Tarif Promotion 8	8,00
Tarif Promotion 8,4	8,50	Tarif Promotion 8,5	8,50
Tarif Promotion 8	9,00	Tarif Promotion 9	9,00
Tarif Promotion 9,4	9,50	Tarif Promotion 9,5	9,50
Tarif Promotion 9	10,00	Tarif Promotion 10	10,00
Tarif Promotion 10,4	10,50	Tarif Promotion 10,5	10,50
Tarif Promotion 10	11,00	Tarif Promotion 11	11,00
Tarif Promotion 11,4	11,50	Tarif Promotion 11,5	11,50
Tarif Promotion 11	12,00	Tarif Promotion 12	12,00
Tarif Promotion 12,4	12,50	Tarif Promotion 12,5	12,50
Tarif Promotion 12	13,00	Tarif Promotion 13	13,00
Tarif Promotion 13,4	13,50	Tarif Promotion 13,5	13,50
Tarif Promotion 14	14,00	Tarif Promotion 14	14,00
Tarif Promotion 15	15,00	Tarif Promotion 15	15,00
Tarif Promotion 16	16,00	Tarif Promotion 16	16,00
Tarif Promotion 17	17,00	Tarif Promotion 17	17,00
Tarif Promotion 18	18,00	Tarif Promotion 18	18,00
Tarif Promotion 19	19,00	Tarif Promotion 19	19,00

VIII. Boutique

LIBELLE	
ACCESSOIRES ALIMENTATION ARTISANAT BIJOUX CARTERIE DECORATION JEU MAGNET OBJETS PERSONNALISES PAPETERIE PELUCHES TEXTILE ACCESSOIRES TEXTILE ADULTE TEXTILE BEBE TEXTILE ENFANT	Prix du marché /prix de vente HT auquel est appliqué en moyenne un coefficient de 2,5%
LIVRES	Prix de vente HT auquel est appliqué une remise de 30% à 35%

OFFRE POUR DETENTEURS PASS ANNUEL

10 % de remise à la boutique pour les détenteurs d'une carte d'abonnement hors librairie, Musique, alimentation et promotions

10 % de remise au self de l'Auberge du Zoo pour les détenteurs d'une carte d'abonnement

OFFRE POUR AGENTS m2A

10 % de remise à la boutique hors librairie, musique, alimentation et promotions sur présentation de leur carte de légitimation munie d'une photographie d'identité et pour lesquelles la mention agent est obligatoire

OFFRE POUR AGENTS Parc Zoologique & Botanique de Mulhouse

20 % de remise à la boutique hors librairie, musique, alimentation et promotions

10 % de remise au self de l'Auberge du Zoo pour les détenteurs d'une carte d'abonnement

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES & COMMANDE PUBLIQUE

Tarifs applicables à partir du 1er ianvier 2026

	Tarif 2025 €	Tarifs 2026 €	% de variation
Photocopie			
- format A4	**0,20**	**0,20**	0,00%
- format A3	**0,40**	**0,40**	0,00%

NETTOYAGE DES LOCAUX

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

	2025 €	2026 €	%
Nettoyage des locaux Taux horaire nettoyage en régie (Tarif revalorisé par l'AMAC à compter du 01/04/2023)	**19,00**	**Taux horaire en vigueur à la date de la prestation**	./.

ATELIER D'IMPRIMERIE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

	2025 €	2026 €	%
Reprographie - Travaux de gros volumes			
Taux horaire tous travaux généraux	45,00	45,50	1,11%
Photocopie impression noire, support papier, par passage	0,05	0,05	0,00%
Photocopie impression couleur, support papier,par passage	0,10	0,10	0,00%
Plastification de document A4	0,26	0,27	3,85%
Plastification de document A3	0,50	0,51	2,00%

RESTAURANT
La Maison du Territoire

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

	2025 €	2026 € HT	2026 Taux TVA *	2026 € TTC	%
RESTAURATION					
REPAS TARIF REDUIT					
Entrée/plat/ dessert avec garniture au choix	**5,15**	5,0000	10,00%	**5,5000**	6,80%
Repas apprentis/stagiaires	**4,22**	4,0000	10,00%	**4,4000**	4,27%
Poke Bowl et dessert (servi de juin à septembre)	**5,15**	5,0000	10,00%	**5,5000**	6,80%
REPAS TARIF NORMAL					
Entrée/plat/dessert avec garniture au choix	**12,50**	11,3636	10,00%	**12,5000**	0,00%
Poke Bowl et dessert (servi de juin à septembre)	**12,50**	11,3636	10,00%	**12,5000**	0,00%
SUPPLEMENTS					
Boissons "Soft" dans contenants	**2,00**	2,0000	5,50%	**2,1100**	5,50%
Boissons alcool (bière et vin)	**3,50**	2,9000	20,00%	**3,4800**	-0,57%
Entrée	**1,55**	1,5000	10,00%	**1,6500**	6,45%
Fromage	**1,25**	1,2000	10,00%	**1,3200**	5,60%
Dessert	**1,85**	1,7000	10,00%	**1,8700**	1,08%
Glace	**2,20**	2,0000	10,00%	**2,2000**	0,00%
Pain	**0,50**	0,5000	10,00%	**0,5500**	10,00%
AUTRES PRESTATIONS (tarif par personne) UNIQUEMENT SUR COMMANDE					
Repas élaborés sans boissons		22,7000	10,00%	**24,9700**	-
Le petit plaisir salé (chips, feuilletés, petits salés) par personne		3,5000	10,00%	**3,8500**	-
Cocktail déjeunatoire ou dînatoire sans boissons et sans service pour maximum 50 personnes		6,8000	10,00%	**7,4800**	-
Accueil avec café, thé, jus d'orange et viennoiserie	**3,80**	3,5000	10,00%	**3,8500**	1,32%
Viennoiserie	**1,10**	1,0000	10,00%	**1,1000**	0,00%
Bouteille de crémant (tarif de la bouteille)	**12,00**	10,0000	20,00%	**12,0000**	0,00%
Bouteille de vin (tarif de la bouteille)	**10,00**	8,5000	20,00%	**10,2000**	2,00%
Gâteau/Biscuit (tarif pour 14 personnes)		35,0000	10,00%	**38,5000**	-
Cake sucré/salé (tarif pour 12 personnes)	**15,00**	13,6000	10,00%	**14,9600**	-0,27%

*Taux de TVA normal 20%, taux de TVA réduit 10% et 5,5% sur boissons dans des contenants (selon taux en vigueur)

COURRIER

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

	2025 €	2026 €	%
Courrier			
Affranchissement	**Selon tarifs postaux en vigueur**	**Selon tarifs postaux en vigueur**	-

DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATIONS

Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2026

	2025 €/HT	2026 €/HT	%
Travaux d'informatique hors convention			
- heure d'étude et de programmation (mise au point non comprise)	**79,46**	**81,05**	2,00%
- heure de technicien en informatique	**79,46**	**81,05**	2,00%

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

	2025 €	2026 €	%
I. Prix de vente de plans et de tirages de plans			
1. Tirages et format pdf			
- format 21 x 29,7 cm (hors plan parcellaire)	**2,80**	**2,80**	0,00%
- format 42 x 29,7 cm	**3,80**	**3,80**	0,00%
- format 63 x 29,7 cm	**5,00**	**5,05**	1,00%
- format 84 x 29,7 cm	**5,80**	**5,85**	0,86%
- format 42 x 59,4 cm	**5,70**	**5,70**	0,00%
- format 63 x 59,4 cm	**6,70**	**6,75**	0,75%
- format 84 x 59,4 cm	**8,05**	**8,10**	0,62%
- format 52,5 x 75 cm	**7,35**	**7,40**	0,68%
- format 105 x 75 cm	**11,80**	**11,80**	0,00%
- format 115 x 85 cm	**14,80**	**14,80**	0,00%
- format 145 x 105 cm	**22,45**	**22,45**	0,00%
- plan parcellaire A4 ou A3	**2,50**	**2,50**	0,00%
2. Plans sur papier photo			
- format 21 x 29,7 cm	**5,95**	**5,95**	0,00%
- format 42 x 29,7 cm	**7,50**	**7,50**	0,00%
- format 63 x 29,7 cm	**9,65**	**9,75**	1,04%
- format 84 x 29,7 cm	**11,95**	**12,05**	0,84%
- format 42 x 59,4 cm	**10,45**	**10,45**	0,00%
- format 63 x 59,4 cm	**13,65**	**13,65**	0,00%
- format 84 x 59,4 cm	**15,10**	**15,10**	0,00%
- format 52,5 x 75 cm	**13,65**	**13,65**	0,00%
- format 105 x 75 cm	**24,30**	**24,30**	0,00%
- format AO 115 x 85 cm	**30,55**	**30,55**	0,00%
- format 145 x 105 cm	**45,75**	**45,75**	0,00%
II. Travaux à façon sur ordinateur (B.D.U.)			
- édition de données plan topographique numérique à l'hectomètre	**96,50**	**96,50**	0,00%
- édition de plan topo/foncier numérique à l'hectare	**153,00**	**153,00**	0,00%
- extraction de données et de listings prix des plans précités + tarif horaire fixé à : l'heure BDU	**67,20**	**67,80**	0,89%
- édition de données numériques thématiques sur devis suivant nature des données et traitements, droit d'usage et volume de données			
III. Implantations, travaux topographiques (Terrain)			
sur devis estimatif : l'heure	**55,20**	**55,70**	0,91%

Régie de l'Eau m2A

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

A. Tarifs de location de prise d'eau avec compteur

1. Location journalière d'une prise d'eau avec compteur :

	Tarif 2025		Tarif 2026		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Forfait de prise en charge	13,55	14,30	**13,69**	**16,42**	**0,99%**
. Location journalière, dès le 1er jour	0,79	0,83	**0,80**	**0,96**	**0,99%**

2. Caution pour la mise à disposition d'une prise d'eau avec compteur

	Tarif 2025 TTC	Tarif 2026 TTC	% HT
. Prise d'eau sur hydrant et poteau incendie	395,00	**400,00**	**1,25%**

B. Tarifs remplacement prise d'eau en cas de perte ou vol.

	Tarif 2025		Tarif 2026		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Prise d'eau complète et poteau d'incendie	479,18	575,02	**483,98**	**580,77**	**0,99%**
. Support macaron	25,08	30,09	**25,33**	**30,39**	**0,99%**

En cas de retour d'une prise d'eau défectueuse, la réparation donnera lieu à facturation des heures de main d'œuvre et des pièces nécessaires.

C. Tarifs pour essai de débit pression sur les appareils de fontainerie (sécurité incendie)

	Tarif 2025		Tarif 2026		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. 2 premiers appareils	100,00	120,00	**100,00**	**120,00**	**0,00%**
. Par appareil supplémentaire	20,83	25,00	**25,00**	**30,00**	**16,67%**

D. Tarif de vérification de la pression d'eau sur le réseau

	Tarif 2025		Tarif 2026		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Par intervention	54,17	65,00	**54,71**	**65,65**	**0,99%**

E. Engins spécialisés - Prix horaires HT

	Tarif 2025		Tarif 2026		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Engin de corrélation	75,58	90,60	**76,33**	**91,60**	**0,99%**
. Compresseur	10,19	12,22	**10,29**	**12,35**	**0,99%**
. Moto-pompe	8,49	10,18	**8,58**	**10,29**	**0,99%**
. Fusée de fonçage (pour insertion d'une conduite)	59,44	71,26	**60,04**	**72,04**	**0,99%**
. GPS	52,65	63,12	**53,17**	**63,81**	**0,99%**

A ces fournitures s'ajoutent les frais de main-d'œuvre d'un Technicien, suivant les tarifs m2A en vigueur

F. Tarif pour déplacement à la demande d'un tiers

	Jour ouvré (5h-22h)		Hors Jour Ouvré et Nuit	
	HT	TTC	HT	TTC
. Technicien + véhicule : forfait minimum 2h	91,52	109,82	**167,98**	**201,58**
. Heures supplémentaires	45,76	54,91	**83,99**	**100,79**

Tarifs horaire d'un Agent de Maîtrise et d'un fourgon en 2025, avec frais de gestion

Régie de l'Eau m2A

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

G. Ouverture/fermeture de branchement

- A la demande expresse de l'abonné dans le cadre de son abonnement
- Suite à la résiliation ou la souscription d'un abonnement à l'eau potable, sauf en cas de démarche conjointe

Cette prestation donne lieu à la facturation d'une heure d'Adjoint Technique et d'une heure de fourgon soit 32,09 € HT ou 38,51 € TTC

Tarifs horaire d'un agent et d'un fourgon en 2025, avec frais de gestion

H. Carafes

	Tarif 2025		Tarif 2026		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
Nouveau modèle m2A :					
. coffret 3 verres	-	-	**9,42**	**11,30**	
. Coffret 1 carafe 1/2 litre + 1 verre	-	-	**14,63**	**17,55**	
. Bouteille (1 carafe + 1 bouchon)	-	-	**11,50**	**13,80**	

I. Tarif pour la fourniture de documents

	Tarif 2025		Tarif 2026		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Réimpression d'une facture d'eau	1,67	2,00	**1,68**	**2,02**	**0,99%**

J. Relève manuelle d'un compteur d'eau

Le refus de l'usager de bénéficier d'une relève à distance de son index contraint le service à dépêcher un releveur sur place pour effectuer une relève manuelle du compteur, ce qui donne lieu à la facturation d'une heure d'Adjoint Technique et d'une heure de fourgon soit 32,09 € HT ou 38,51 € TTC

Tarifs horaire d'un agent et d'un fourgon en 2025 avec frais de gestion

La relève d'un compteur d'eau, consécutif à l'initiative ou à la faute de l'abonné, contraint le service à dépêcher un releveur sur place, pour effectuer une relève manuelle du compteur, ce qui donne lieu à la facturation d'une heure d'Adjoint Technique et d'une heure de fourgon soit 32,09 € HT ou 38,51 € TTC

Tarifs horaire d'un agent et d'un fourgon en 2025 avec frais de gestion

K. Relève d'un compteur d'eau privé

Certains immeubles bénéficient encore de la prestation de relève de leurs compteurs privés (à titre indicatif)
Cette prestation, en voie d'extinction, donne lieu à la facturation de 0,2 h d'Adjoint Technique, soit 4,91€HT ou 5,90 € TTC

Tarifs horaire d'un agent en 2025, avec frais de gestion

L. Pose et Contrôle de compteurs divisionnaires SRU

La pose des **2 premiers compteurs** donne lieu à la facturation d'une heure d'Agent de Maîtrise + d'une heure d'Adjoint Technique principal de 1re classe + d'une heure de fourgon soit 67,48 € HT ou 80,98 € TTC
La pose de **chaque compteur supplémentaire** donne lieu à la facturation de la moitié du tarif appliqué pour la pose des 2 premiers compteurs soit 29,08€. A ces prestations s'ajoutent les petites fournitures utilisées pour la pose des compteurs.
Le contrôle d'une **installation SRU** donne lieu à la facturation d'une heure d'Agent de Maîtrise + d'une heure de fourgon soit 38,11 € HT ou 45,73 € TTC

Tarifs horaire d'un agent et d'un fourgon en 2025 avec frais de gestion

Régie de l'Eau m2A

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

M. La pose ou l'enlèvement d'un compteur d'eau, à la demande de l'usager.

Cette prestation donne lieu à la facturation d'un temps d'intervention d'un Adjoint Technique, proportionnel au diamètre du compteur

Diamètre	Durée en heure	Tarif 2026	
		HT	TTC
DN 15 à DN 40	1,50	36,86	44,23
DN 50	4,00	98,28	117,94
DN 65	6,00	147,42	176,90
DN 80	10,00	245,70	294,84
DN 100 et DN 125	15,00	368,55	442,26
DN 150 et plus	20,00	491,40	589,68

Tarifs horaire d'un agent en 2025, avec frais de gestion

N. La vérification d'un compteur d'eau

En cas de doute, l'usager peut demander la vérification du compteur d'eau qui dessert son habitation.
En cas de conformité de celui-ci, cette prestation donne lieu à la facturation des frais de contrôles et des frais d'enlèvement et de pose, proportionnel au diamètre du compteur.

Diamètre	Expertise HT (yc port)	Frais HT Enlèvement./pose	Total prestation	
			HT	HT
DN 15 et DN 20	145,00	36,86	181,86	218,23
DN 25 et DN 30	180,00	36,86	216,86	260,23
DN 40	206,00	36,86	242,86	291,43
DN 50	277,00	98,28	375,28	450,34
DN 65	277,00	147,42	424,42	509,30
DN 80	277,00	245,70	522,70	627,24
DN 100	355,00	368,55	723,55	868,26
DN 125	375,00	368,55	743,55	892,26
DN 150 et plus	400,00	491,40	891,40	1 069,68

Régie de l'Eau m2A

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

O. Compteurs d'eau, émetteurs d'impulsion et modules

Compteur nu					
Diamètre	Tarif 2025		Tarif 2026		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
DN 15	27,27	32,69	**27,54**	**33,05**	**0,99%**
DN 20	36,98	44,33	**37,35**	**44,82**	**0,99%**
DN 30/32	115,40	138,35	**116,56**	**139,87**	**0,99%**
DN 40	170,32	204,18	**172,02**	**206,42**	**0,99%**
DN 50	266,13	319,05	**268,79**	**322,55**	**0,99%**
DN 60/65	345,98	414,77	**349,44**	**419,33**	**0,99%**
DN 80	591,07	708,59	**596,98**	**716,38**	**0,99%**
DN 100	700,34	839,58	**707,34**	**848,81**	**0,99%**
DN 150	1 904,88	2 283,61	**1 923,93**	**2 308,71**	**0,99%**

Compteur équipé avec module ou cyble					
Diamètre	Tarif 2025		Tarif 2026		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
DN 15	88,88	106,55	**89,77**	**107,72**	**0,99%**
DN 20	98,61	118,21	**99,59**	**119,51**	**0,99%**
DN 30/32	177,03	212,23	**178,80**	**214,56**	**0,99%**
DN 40	231,93	278,05	**234,25**	**281,10**	**0,99%**
DN 50	327,75	392,92	**331,03**	**397,23**	**0,99%**
DN 60/65	407,60	488,64	**411,68**	**494,01**	**0,99%**
DN 80	652,69	782,46	**659,22**	**791,06**	**0,99%**
DN 100	761,96	913,45	**769,58**	**923,49**	**0,99%**
DN 150	1 966,49	2 357,47	**1 986,15**	**2 383,38**	**0,99%**
Module / cyble	61,62	73,87	**43,74**	**52,49**	**-40,87%**
Emetteur déporté	43,31	51,92	**62,24**	**74,68**	**30,41%**

A ces fournitures s'ajoutent les frais de main-d'œuvre, suivant les tarifs m2A en vigueur

P. Application des frais de gestion générale - TVA

. Pas de facturation des frais de gestion générale sur les interventions réalisées à l'entreprise.
. Facturation des frais de gestion générale en vigueur sur toutes les interventions réalisées en régie, y compris les essais de débit de pression et de vérification de la pression, sous réserve des exonérations prévues par le Conseil d'Agglomération m2A.
. A ces fournitures et prestations, s'ajoute la TVA en vigueur (sauf sur la caution demandée pour la mise à disposition d'une prise d'eau avec compteur).

Q. Pièces détachées et fournitures diverses

Les pièces détachées et fournitures diverses, non mentionnées expressément dans les présents tarifs, **sont facturées suivant le prix moyen pondéré valorisé par le logiciel de tenue des stocks ou selon les tarifs en vigueur.**

R. Tarifs en cas de facturation d'un vol d'eau constaté par un agent assermenté

Lors d'un vol d'eau constaté, et sauf mention particulière dans le Règlement Général de l'Eau, en compensation des infractions commises ou en cas d'impossibilité de déterminer avec précision la consommation d'eau non enregistrée, un forfait basé sur un volume de 200 m^3 valorisé au prix de l'eau appliqué sur la commune dudit vol constatée (voir délibération tarifs de l'eau voté), est facturé au contrevenant. Ce forfait ne se substitue pas au coût des réparations des installations ayant pu être endommagées.

ENVIRONNEMENT & SERVICES URBAINS
PARC VEHICULES

Salaires horaires hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2026

CATEGORIE	Sans frais de gestion générale			Avec frais de gestion générale		
	2025 en €	2026 en €	%	2025 en €	2026 en €	%
Conducteur PL et engins (en cas de mise à disposition de véhicule avec chauffeur)	**48,30**	**48,78**	1,00%	**55,40**	**55,95**	1,00%
Agent de propreté et éboueur	**40,18**	**40,58**	1,00%	**46,00**	**46,46**	1,00%
Mécanicien Carrossier Peintre	**67,18**	**67,85**	1,00%	**75,87**	**76,63**	1,00%

Ces tarifs seront réajustés lors de chaque revalorisation des salaires horaires à mettre en compte aux tiers pour travaux exécutés en régie
Les pièces détachées et consommables sont facturés au prix d'acquisition sur la période de facturation, majoré de frais de gestion et 4% du montant de la main d'œuvre sont appliqués sur chaque facture pour les petites fournitures (graisse, vis, chiffons etc ...)

Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er Janvier 2026

NATURE	CATEGORIE	Sans frais de gestion générale			Avec frais de gestion générale		
		2025 en €	2026 en €	%	2025 en €	2026 en €	%
Tourisme utilitaire	02 12	**4,27**	**4,32**	1,00%	**4,83**	**4,88**	1,00%
Fourgon	13	**6,63**	**6,70**	1,00%	**7,52**	**7,60**	1,00%
Tracteur agricole et mini tracteur	15 17	**24,80**	**25,04**	1,00%	**28,03**	**28,31**	1,00%
Véhicule de propreté	08 18 10	**4,92**	**4,97**	1,00%	**5,58**	**5,63**	1,00%
Camion < à 9 T. de PTC	20	**12,99**	**13,12**	1,00%	**14,68**	**14,82**	1,00%
Camion > à 9 T. et < à 13T. de PTC	21	**17,41**	**17,58**	1,00%	**19,68**	**19,88**	1,00%
Voiture de tourisme	22	**11,41**	**11,53**	1,00%	**12,86**	**12,99**	1,00%
Engin spécial goudronneuse	25	**60,21**	**60,81**	1,00%	**68,05**	**68,73**	1,00%
Benne à ordures ménagères	31	**52,30**	**52,82**	1,00%	**59,08**	**59,67**	1,00%
Pelle mécanique	32	**69,41**	**70,11**	1,00%	**78,39**	**79,17**	1,00%
Hydrodécapeuse	33	**140,92**	**142,33**	1,00%	**159,21**	**160,80**	1,00%
Engin de propreté	34 37 39	**73,22**	**73,95**	1,00%	**82,74**	**83,57**	1,00%
Chargeur excavateur sur pneus	35	**47,05**	**47,52**	1,00%	**53,16**	**53,69**	1,00%
Engin de manutention	38	**25,24**	**25,49**	1,00%	**28,52**	**28,81**	1,00%
Camion < ou égal à 19 T. de PTC	41 42 81 84	**49,80**	**50,29**	1,00%	**56,27**	**56,83**	1,00%
Camion supérieur à 19 T. de PTC	43 44 85	**61,52**	**62,14**	1,00%	**69,54**	**70,23**	1,00%
Engin sur chenilles	52 53	**107,14**	**108,21**	1,00%	**121,07**	**122,28**	1,00%
Engin de déneigement	55	**140,91**	**142,32**	1,00%	**159,21**	**160,80**	1,00%
4 X 4 lourd	82	**115,83**	**116,99**	1,00%	**130,90**	**132,21**	1,00%
Nacelle PL	83 86	**61,93**	**62,55**	1,00%	**69,97**	**70,67**	1,00%
Camion 10T + grue sur conteneur 25 M3		**49,30**	**49,79**	1,00%	**55,70**	**56,26**	1,00%

Barème horaire de mise à disposition des véhicules des plateformes d'auto partage
Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er Janvier 2026

NATURE	Sans frais de gestion générale			Avec frais de gestion générale		
	2025 en €	2026 en €	%	2025 en €	2026 en €	%
VL Urbaine	**5,00**	**5,05**	1,00%	**5,65**	**5,71**	1,00%
VL Fourgonnette	**5,50**	**5,56**	1,00%	**6,22**	**6,28**	1,00%
VL Fourgon	**6,50**	**6,57**	1,00%	**7,35**	**7,42**	1,00%

ENVIRONNEMENT & SERVICES URBAINS
GESTION DES DECHETS

Enlèvement des déchets non ménagers par convention
Tarifs mensuels hors taxe applicables à partir du 1er Janvier 2026

	2025 en €	2026 €	%
Pour une collecte 1 fois par semaine, pour 100 litres conventionnés	**10,08 €**	**10,18 €**	1,00%

La formule de calcul de la facturation est la suivante :

Tarif X volume conventionné en litres présentés à chaque collecte

Pour les établissements soumis à la Taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères, le volume conventionné est calculé de la manière suivante :

volume conventionné en litres présenté à chaque collecte = volume total présenté par semaine - 660 litres et divisé par la fréquence de collecte

Pour les établissements non assujettis à la Taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères, la formule est la suivante :

volume conventionné en litres présenté à chaque collecte = volume total présenté par semaine et divisé par la fréquence de collecte

ENVIRONNEMENT & SERVICES URBAINS

GESTION DES DECHETS

Enlèvement de déchets par conteneurs de grande capacité

Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2026

CLIENTS ABONNES

CAPACITE	Location bennes coût mensuel			Pose, enlèvement et vidanges		
	2025 en €	2026 en €	%	2025 €	2026 €	%
5 M^3	**50,70**	**51,21**	1,00%	**143,72**	**145,16**	1,00%
5 M^3	**50,70**	**51,21**	1,00%	**143,72**	**145,16**	1,00%
8 ET 10 M^3	**67,60**	**68,27**	1,00%	**143,72**	**145,16**	1,00%
8 ET 10 M^3 AVEC COUVERCLE	**85,06**	**85,91**	1,00%	**143,72**	**145,16**	1,00%
9 M^3 TP	**101,69**	**102,70**	1,00%	**173,66**	**175,40**	1,00%
15 M^3 AVEC COUVERCLE	**129,12**	**130,41**	1,00%	**173,66**	**175,40**	1,00%
20 M^3	**129,12**	**130,41**	1,00%	**173,66**	**175,40**	1,00%
30 M^3 ET COMPACTEUR	**145,76**	**147,22**	1,00%	**173,66**	**175,40**	1,00%
5, 8 ET 10 M^3 9, 15, 20 ET 30 M^3	**Non propriété de m2A**					

CLIENTS OCCASIONNELS

CAPACITE	Location de benne					
	A LA JOURNEE : 1er jour			A LA JOURNEE : Jours suivants		
	2025 en €	2026 en €	%	2025 €	2026 €	%
5 M^3	**18,56**	**18,75**	1,00%	**7,76**	**7,84**	1,00%
8 ET 10 M^3	**24,10**	**24,35**	1,00%	**10,26**	**10,36**	1,00%
8 ET 10 M^3 AVEC COUVERCLE	**26,05**	**26,31**	1,00%	**11,08**	**11,19**	1,00%
9 M^3 TP	**37,41**	**37,78**	1,00%	**16,07**	**16,23**	1,00%
15 M^3 AVEC COUVERCLE	**48,48**	**48,97**	1,00%	**23,28**	**23,51**	1,00%
20 M^3	**48,48**	**48,97**	1,00%	**23,28**	**23,51**	1,00%
30 M^3 ET COMPACTEUR	**59,60**	**60,19**	1,00%	**28,55**	**28,83**	1,00%
5, 8 ET 10 M^3 9, 15, 20 ET 30 M^3	**Non propriété de m2A**					

ENVIRONNEMENT & SERVICES URBAINS

GESTION DES DECHETS

CAPACITE	Location de benne AU MOIS			Pose, enlèvement et vidanges		
	2025 en €	2026 en €	%	2025 €	2026 €	%
5 M^3	**50,70**	**51,21**	1,00%	**149,83**	**151,33**	1,00%
8 ET 10 M^3	**67,60**	**68,27**	1,00%	**149,83**	**151,33**	1,00%
8 ET 10 M^3 AVEC COUVERCLE	**85,06**	**85,91**	1,00%	**149,83**	**151,33**	1,00%
9 M^3 TP	**101,69**	**102,70**	1,00%	**180,40**	**182,21**	1,00%
15 M^3 AVEC COUVERCLE	**129,12**	**130,41**	1,00%	**180,40**	**182,21**	1,00%
20 M^3	**129,12**	**130,41**	1,00%	**180,40**	**182,21**	1,00%
30 M^3 ET COMPACTEUR	**145,76**	**147,22**	1,00%	**180,40**	**182,21**	1,00%
5, 8 ET 10 M^3 9, 15, 20 ET 30 M^3	**Non propriété de m2A**					

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

ENVIRONNEMENT & SERVICES URBAINS

GESTION DES DECHETS

DECHETERIES

Enlèvement de déchets par conteneurs de grande capacité

Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2026

Capacité	Location au mois			Pose, enlèvement et vidanges		
	2025 en €	2026 en €	%	2025 €	2026 €	%
8 M³	67,34	68,01	1,00%	91,03	91,94	1,00%
10 M³	67,34	68,01	1,00%	91,03	91,94	1,00%
TP 8 M³	89,52	90,41	1,00%	91,03	91,94	1,00%
20 M³	107,79	108,87	1,00%	91,03	91,94	1,00%
30 M³	113,61	114,74	1,00%	91,03	91,94	1,00%
				HASENRAIN BOURTZWILLER COTEAUX		

Capacité	Pose, enlèvement et vidanges					
	2025 en €	2026 en €	%	2025 €	2026 €	%
8 M³	100,07	101,07	1,00%	83,55	84,39	1,00%
10 M³	100,07	101,07	1,00%	83,55	84,39	1,00%
TP 8 M³	100,07	101,07	1,00%	83,55	84,39	1,00%
20 M³	100,07	101,07	1,00%	83,55	84,39	1,00%
30 M³	100,07	101,07	1,00%	83,55	84,39	1,00%
	BRUNSTATT CHALAMPE			PFASTATT / PULVERSHEIM KINGERSHEIM / WITTENHEIM		

Capacité	Pose, enlèvement et vidanges					
	2025 en €	2026 en €	%	2025 €	2026 €	%
8 M³	65,71	66,36	1,00%	75,07	75,82	1,00%
10 M³	65,71	66,36	1,00%	75,07	75,82	1,00%
TP 8 M³	65,71	66,36	1,00%	75,07	75,82	1,00%
20 M³	65,71	66,36	1,00%	75,07	75,82	1,00%
30 M³	65,71	66,36	1,00%	75,07	75,82	1,00%
	ILLZACH RIXHEIM SAUSHEIM			RIEDISHEIM		

ENVIRONNEMENT & SERVICES URBAINS

GESTION DES DECHETS

Locations, ventes et collectes diverses

Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2026

		2025 €	2026 €	%
1.Location mensuelle de conteneurs sur roulettes				
Capacité				
Conteneur 550 litres Métal		**30,29**	**30,59**	1,00%
Conteneur 750 litres Métal		**37,96**	**38,34**	1,00%
Conteneur 660 litres PVC		**23,14**	**23,37**	1,00%
2.Vente de sacs plastique en polyéthylène recyclé				
Capacité				
SACS	30 litres par 500	**40,47**	**40,88**	1,00%
	50 litres (lien coulissant) par 100	**19,04**	**19,23**	1,00%
	100 litres (lien coulissant) par 100	**26,34**	**26,61**	1,00%
	110 litres renforcés par 100	**45,59**	**46,05**	1,00%
ENVELOPPES	120 litres par 100	**27,34**	**27,61**	1,00%
	240 litres par 100	**35,27**	**35,62**	1,00%
	360 litres par 100	**42,40**	**42,82**	1,00%
	500 litres par 100	**55,70**	**56,26**	1,00%
	660 litres par 100	**60,59**	**61,19**	1,00%
	750 litres par 100	**76,61**	**77,37**	1,00%
3.Vente de sacs transparents pour manifestations				
Le rouleau de 20 sacs		**3,33**	**3,36**	1,00%
4.Mise à disposition de supports de sacs transparents pour manifestations				
Par support et par jour		**3,21**	**3,24**	1,00%
5.Mise à disposition de supports de sacs transparents pour manifestations		**15,59**	**15,75**	1,00%
Par support et par mois				
6.Collectes sélectives				
Collecte du verre, la vidange		**33,55**	**33,88**	1,00%
Collecte des déchets multimatériaux, la vidange		**33,55**	**33,88**	1,00%
7.Forfait d'enlèvement de déchets				
Le forfait par heure d'intervention*		**118,89**	**120,08**	1,00%
Le traitement des déchets sera facturé en sus selon le poids et au tarif fixé par le Sivom				

**coût de sortie d'une BOM + Chauffeur + Adjoint Technique en 2024*

8.Fourniture de sel de déneigement

La tonne	Tarif fixé selon prix de revient
Le sac de -25 kg	Tarif fixé selon prix de revient

ENERGIE

CHAUFFAGE URBAIN DE L'ILLBERG

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

Postes	Tarifs HT € 2025	Tarifs TTC € 2025	Tarifs HT € 2026	Tarifs TTC € 2026	% sur HT	% sur TTC
- R1 : consommation par MWh	78,13	82,42	**80,08**	**84,48**	2,50%	2,50%
- R2 : abonnement par kW et par an	31,74	33,49	**32,38**	**34,16**	2,02%	2,01%
- Droit de raccordement par kW souscrit (abonnés ≤ 1 000 kW)	130,92	157,11	**134,19**	**161,03**	2,50%	2,50%
- Droit de raccordement par kW souscrit (abonnés > 1 000 kW)	89,26	107,11	**91,49**	**109,79**	2,50%	2,50%
- Droit de raccordement par kW souscrit (abonnés > 10 000 kW)	26,78	32,14	**27,45**	**32,94**	2,50%	2,49%
- Droit de raccordement par ml de réseau supplémentaire, au-delà de 30 ml	803,34	964,01	**823,43**	**988,12**	2,50%	2,50%

RAPPEL : Application du taux de TVA réduit (5,5%) sur les tarifs R1 et R2 , et du taux à 20% sur les droits de raccordement.

BIBLIOBUS

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

	Tarif 2025 €	Tarif 2026 €	%
- abonnements :	gratuit	**gratuit**	**0,00%**
- pénalité de retard :	néant	**néant**	**0,00%**
- documents en retard : pénalité pour envoi des lettres de relance en lettre suivi, lettre expert ou lettre en recommandé avec Accusé de Réception	tarif postal en vigueur	**tarif postal en vigueur**	**0,00%**
- pénalité pour perte de carte d'abonné :	néant	**néant**	
- pénalité pour détérioration ou perte de document :	remplacement valeur à neuf prix éditeur	**remplacement valeur à neuf prix éditeur**	**0,00%**

Le Conseil d'agglomération donne délégation au Président ou à son représentant :
- pour faire don de documents usagés à des organisations ou associations caritatives, humanitaires, etc...

GESTION DES SITES D'ACTIVITES

Tarifs m2A hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2026

Tous les tarifs sont annuels et indivisibles prorata temporis

	Tarif 2025 €	Tarif 2026 €	%
1° Locations (par are/an)			
J1 - terrains parcellisés	8,40	**8,50**	1%
J2 - terrains parcellisés clôturés	16,50	**16,70**	1%
J3 - jardins isolés, clôturés, bien situés	34,20	**34,60**	1%
J4 - terrain d'agrément intégré dans une propriété privée	297,00	**300,00**	1%
J5 - terrains parcellisés destinés aux agriculteurs à titre précaire (l'are hors charges)			
- région Plaine de l'Ill	0,78	**0,80**	1%
- région Sundgau - Jura	0,58	**0,60**	1%
Terrains dépendant du domaine privé autres que les jardins (base de vie de chantier, stockage, etc...)	110,00	**111,00**	1%
2° Location de locaux et terrains aux associations (sportives, culturelles ou autres)			
Redevance symbolique	94,00	**95,00**	1%
3° Occupation du sous-sol du domaine privé			
- par mètre linéaire d'emprise et par le nombre de conduites, câbles, gaines, etc...	4,85	**4,90**	1%
- par mètre carré de surface (regard, piézomètre, etc...)	23,50	**23,80**	1%
4° Terrains pour autres usages (par m²/an)	11,00	**11,10**	1%
5° Mise à disposition de terrains pour expositions ou ventes (par m²/jour)	3,65	**3,70**	1%
6° Minimum de perception	15,00	**15,20**	1%
7° Caution pour mise à disposition d'un émetteur d'ouverture de porte de garage (ce tarif est susceptible d'être modifié en cours d'année)	78,00	**79,00**	1%

HABITAT & RENOUVELLEMENT URBAIN

Tarifs aires des gens du voyage à partir du 1er janvier 2026

Facturation coût main d'œuvre : 25,00 €/heure

Désignation	Tarifs 2025 en €	Tarifs 2026 en €	%
Tarifs de redevance d'occupation			
Tarif de base (2 caravanes et jusqu'à 30 jours de stationnement)	4,55	**4,55**	0,00%
Tarif majoré (3 caravanes et au-delà de 30 jours de stationnement)	6,55	**6,55**	0,00%
Caution par emplacement	130,00	**130,00**	0,00%
Wittelsheim	6€/jour par caravane	6€/jour par caravane	0,00%
Tarif de l'eau TTC en m³			
Mulhouse	4,30	**4,30**	0,00%
Kingersheim	4,30	**4,30**	0,00%
Wittenheim	4,30	**4,30**	0,00%
Rixheim	4,30	**4,30**	0,00%
Riedisheim	4,30	**4,30**	0,00%
Tarif de l'électricité TTC			
kWh	0,32	**0,32**	0,00%

M. LE PRÉSIDENT : On passe aux tarifs communautaires.

M. HOMÉ : Oui, la liasse est assez longue. Retenez que les tarifs sont adaptés de manière à ce que la participation des usagers soit équitable. Grosso modo, les tarifs sont revalorisés de 1 % pour tenir compte de l'inflation qui a baissé.

M. LE PRÉSIDENT : Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

15° ASSOCIATION DE GESTION DU MUSÉE NATIONAL DE L'AUTOMOBILE DE MULHOUSE : RENOUVELLEMENT DE L'AVANCE DE TRÉSORERIE CONSENTIE PAR MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (7.7/2935C)

Par délibération du 13 décembre 2021, Mulhouse Alsace Agglomération a accordé une avance de trésorerie de 300 000 € à l'association pour la gestion du Musée national de l'Automobile de Mulhouse (AGMNAM) dans le cadre de la reprise des investissements effectués par Culturespaces.

L'AGMNAM a pour but d'assurer, sans but lucratif et dans le cadre d'un contrat de concession, la gestion, l'animation, la mise en œuvre des fonds ou subventions au bénéfice du Musée National de l'Automobile.

Afin de couvrir ses besoins temporaires de trésorerie, l'AGMNAM sollicite le renouvellement de cette avance en 2026.
Ainsi, il est proposé au Conseil d'agglomération de reconduire cette avance sur 2026 pour un montant de 180 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération,

- accorde à l'Association de Gestion du Musée National de l'Automobile de Mulhouse une avance sans intérêts de cent quatre-vingt mille euros (180 000 €), qui devra être remboursée au plus tard le 31 décembre 2026,
- charge Monsieur le Président ou son Vice-président délégué de signer l'avenant n°4 à la convention du 17 décembre 2021 dont le projet est annexé à la présente délibération.

PJ : (1)

- projet d'avenant n°4

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

AVENANT N°4 A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE DU 17 DECEMBRE 2021

Entre

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) représentée par le Président ou son Vice-Président délégué, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'agglomération 8 décembre 2025,

d'une part,

et l'association pour la gestion du Musée national de l'Automobile de Mulhouse (AGMNAM), ayant son siège 17 rue de la Mertzau, représentée par son Président,

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Afin de permettre à l'AGMNAM de faire face à un besoin de trésorerie généré par l'exploitation du Musée National de l'Automobile de Mulhouse, Mulhouse Alsace Agglomération lui accorde une avance de trésorerie de cent quatre-vingt mille euros (180 000 €). Cette avance est consentie sans intérêts.

ARTICLE 2 :

Cette avance de trésorerie devra être remboursée par l'AGMNAM au plus tard le 31 décembre 2026.

Fait en double exemplaire, à Mulhouse le

Pour le Président,
Le Vice-Président délégué

Antoine HOME

Pour l'AGMNAM
(l'Association de Gestion
du Musée National
de l'Automobile de Mulhouse)
Le Président

Bruno FUCHS

M. LE PRÉSIDENT : On va maintenant parler d'association de gestion du musée national de l'automobile : un renouvellement d'une avance de trésorerie, Antoine.

M. HOMÉ : Oui, cette délibération a pour objet de renouveler une avance accordée à l'association de gestion du musée national de l'automobile pour un montant de 180 000 euros, avance qui devrait être remboursée au plus tard le 31 décembre 2026. Pour mémoire, en 2025, l'avance était plus importante, elle était de 210 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Antoine. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

16° RÉGIE DE L'EAU : OCTROI D'UNE AVANCE DE TRÉSORERIE AU BUDGET ANNEXE DE L'EAU DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (7.7/2988C)

Suite au transfert de la compétence eau réalisé au 1er janvier 2023, conformément aux dispositions de l'article 66 de la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRé), le budget annexe de l'eau de Mulhouse Alsace Agglomération devait disposer d'une trésorerie propre suffisante pour assurer son autonomie financière.

En conséquence, il a été décidé d'octroyer en 2023 une avance de trésorerie d'un montant de 7 000 000 € (remboursée au 31 décembre 2023). Au titre des exercices 2024 et 2025, une avance de trésorerie de 4 000 000€ a également été octroyée.

Pour couvrir ce besoin de trésorerie répondant à une contrainte temporaire, et conformément à l'article R2221-79 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est proposé au Conseil d'agglomération d'octroyer une avance de trésorerie de 4 000 000 € maximum sur 2026. Cette avance pourra faire l'objet d'un ou plusieurs versements.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- accorde au budget annexe de l'eau de Mulhouse Alsace Agglomération une avance sans intérêts de quatre millions d'euros (4 000 000€) maximum, qui devra être remboursée au plus tard le 31 décembre 2026.

M. LE PRÉSIDENT : Même exercice pour la régie de l'eau.

M. HOMÉ : Absolument, budget annexe de l'eau autonome financièrement. Lorsqu'il a été créé en 2023, l'avance de trésorerie était de 7 millions, elle a été

renouvelée à hauteur de 4 millions pour 2024 et 2025. Cette année 2026, ce sera aussi 4 millions qui sont proposés.

M. LE PRÉSIDENT : Voilà, merci. Des votes contre ? Des questions ? Des abstentions ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

17° BUDGET PRINCIPAL : TRANSFERTS ET CRÉATIONS DE CRÉDITS (7.1.2/2862C)

Pour permettre aux services communautaires de poursuivre leurs activités et notamment pour prendre en compte les évolutions de phasage des crédits de la Programmation Pluriannuelle des Investissements, il convient de procéder aux créations, suppressions et transferts de crédits suivants sur le budget principal :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	SERVICE	MONTANT
	CHAPITRE 011			
26225	611	DISPOSITIF RENOVATION ENERGETIQUE PARTICULIERS	A524	- 70 930,00 €
30008	62268	RECYCLAGE PLEIN CIEL 1 & 2	A524	- 23 955,00 €
31242	6042	PACTE TERRITORIAL	A524	- 12 090,00 €
	CHAPITRE 042			
11290	6815	DOTATIONS AUX PROVISIONS RISQUES	A11	30 000,00 €
	CHAPITRE 65			
32283	65748	PACTE TERRITORIAL VERSEMENT ALME	A524	106 975,00 €
	CHAPITRE 023			
37	23	VIREMENT A L'INVESTISSEMENT	A11	406 000,00 €
			TOTAL	**436 000,00 €**

RECETTES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	SERVICE	MONTANT
	CHAPITRE 042			
13957	7815	REPRISE SUR PROVISIONS RISQUES	A11	436 000,00 €
			TOTAL	**436 000,00 €**

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	SERVICE	MONTANT
	CHAPITRE 20			
26282	20310099	VIF TECHNOCENTRE IMMOBILIER	A33	- 3 000 000,00 €
31110	2031	ETUDES PREALABLES AMENAGEMENT ZA PETIT LANDAU	A5232	- 50 000,00 €
	CHAPITRE 16			
6909	1641	EMPRUNTS	A11	1 000 000,00 €
	CHAPITRE 204			
31276	2041412	SUBVENTIONS ITI	A11	- 2 571 000,00 €
31120	2041412	SUBV PERI SELLIER	A131	- 2 155 355,00 €
	CHAPITRE 21			
31107	2152	AMENAGEMENT RAMPARC HABSHEIM	A521	- 500 000,00 €
25108	213180099	VIF AMENAGEMENT	A52322	- 450 000,00 €
27448	21380099	AUBERGE ZOO	A523	- 185 000,00 €
31108	2152	MODERNISATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC ZAE	A521	- 200 000,00 €
22745	21828	ACQUISITION VELOS	A531	- 230 000,00 €
28777	2138	ACQUISITION BATIMENT CINE	A33	- 700 000,00 €
25110	21520099	VIF PARKING FONDERIE	A52322	- 1 743 654,00 €

RECETTES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	SERVICE	MONTANT
	CHAPITRE 16			
6910	1641	EMPRUNTS EN EUROS	A11	- 8 452 755,00 €
	CHAPITRE 040			
11291	15112	PROVISIONS POUR LITIGES	A11	30 000,00 €
	CHAPITRES 45*			
32381	45411	PARC PUBLIC - AIDE A LA PIERRE 2025	A524	1 184 458,00 €
32380	45411	PARC PRIVE - AIDE A LA PIERRE 2025	A524	15 455 476,00 €
	CHAPITRE 024			
17827	024	PRODUITS CESSIONS BATIMENTS	A523	500 000,00 €
	CHAPITRE 13			
31280	13272	FEDER SUBVENTIONS ITI	A11	- 2 571 000,00 €
	CHAPITRE 021			
49	21	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMEN	A11	406 000,00 €
	CHAPITRE 041			
10030	2031	FRAIS ETUDES	A11	1 000 000,00 €

	CHAPITRE 23									
28677	2313	PARC EXPO DEPOLLUTION EAU	A5232	- 650 000,00 €						
32375	2313	AIRE THUR AMENAGEMENT HYDRAULIQUE	A521	- 50 000,00 €						
32376	2313	ZA CHARTE ELARGIE ET BANDE CANAL	A521	- 100 000,00 €						
27452	2313	FILTRATION BASSIN OTARIES	A142	- 200 000,00 €						
29987	2313	PERISCOLAIRE RIXHEIM CENTRE	A131	- 1 182 400,00 €						
30089	2313	RPE WITTENHEIM	A1321	- 300 000,00 €						
	CHAPITRE 27									
32476	2745	AVANCES CITIVIA PARKING VIF	A52322	1 743 654,00 €						
32462	2743	RESERVES	A11	1 000 000,00 €						
	CHAPITRE 040									
13956	15112	REPRISE PROVISIONS POUR LITIGE	A11	436 000,00 €						
	CHAPITRES 45*									
32378	45411	PARC PUBLIC - AIDE A LA PIERRE 2025	A524	1 184 458,00 €						
32379	45411	PARC PRIVE - AIDE A LA PIERRE 2025	A524	15 455 476,00 €						
	CHAPITRE 041									
16690	2128	BASCULE FRAIS ETUDES	A11	1 000 000,00 €						
			TOTAL	**7 552 179,00 €**				**TOTAL**	**7 552 179,00 €**	

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération approuve les créations, suppressions et transferts de crédits proposés.

M. LE PRÉSIDENT : On va parler transferts et créations de crédits.

M. HOMÉ : Oui, d'abord sur le budget principal. Il s'agit de redéployer des crédits entre chapitres en fonction d'investissements, d'ajuster les crédits PPI à la baisse suite au retour des services sur les possibles réalisations d'ici la clôture de l'exercice. C'est ce que je disais avant, on ne réalise pas tous les investissements qui sont inscrits parce que ceux-ci s'échelonnent dans le temps. Et d'ajuster les crédits pour des opérations d'ordre.

M. LE PRÉSIDENT : Voilà. Merci Antoine. Il s'agit d'approuver ces créations et suppressions de transferts de crédit proposés sur le budget principal. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

18° <u>BUDGET ANNEXE EAU - TRANSFERTS ET CRÉATIONS DE CRÉDITS</u> (7.1.2/3026C)

Pour permettre aux services communautaires de poursuivre leurs activités, il convient de procéder aux créations, suppressions et transferts de crédits suivants sur le budget annexe de l'eau :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	MONTANT
CHAPITRE 042			
6797	6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	300 000,00 €
CHAPITRE 014			
6803	706129	REVERSEMENT REDEVANCE MODERNISATION	1 000 000,00 €
CHAPITRE 67			
7957	6714	INTERETS MORATOIRES	360 000,00 €
CHAPITRE 011			
6781	6378	REDEVANCE AERM PRELEVEMENT EAU	1 000 000,00 €
			2 660 000,00 €

RECETTES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	MONTANT
CHAPITRE 042			
6696	777	QUOTE PART DES SUBVENTIONS TRANSFEREES	260 000,00 €
6695	722	TRAVAUX EN REGIE	35 000,00 €
CHAPITRE 70			
6672	70611	REDEVANCE ASSAINISSEMENT SIVOM	1 000 000,00 €
6663	70111	VENTE EAU	1 365 000,00 €
			2 660 000,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	MONTANT
CHAPITRE 21			
6826	21561	TELERELEVE : RENOUVELLEMENT COMPTEURS	98 000,00 €
CHAPITRE 040			
6806	139111	SUBVENTIONS EQUIPEMENT TRANSFEREES	260 000,00 €
6811	21531	TRAVAUX EN REGIE	35 000,00 €
			393 000,00 €

RECETTES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	MONTANT
CHAPITRE 040			
6865	28153	AMORTISSEMENTS INSTALLATIONS	300 000,00 €
CHAPITRE 21			
7963	21561	MANDATS ANNULES	93 000,00 €
			393 000,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération approuve les créations, suppressions et transferts de crédits proposés.

M. LE PRÉSIDENT : Même exercice sur le budget annexe de l'eau.

M. HOMÉ : Essentiellement des inscriptions de crédits supplémentaires pour des opérations dites d'ordre.

M. LE PRÉSIDENT : Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

19° <u>BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN - TRANSFERTS ET CRÉATIONS DE CRÉDITS</u> (7.1.2/3027C)

Pour permettre aux services communautaires de poursuivre leurs activités, il convient de procéder aux créations, suppressions et transferts de crédits suivants sur le budget annexe chauffage urbain :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	MONTANT
	CHAPITRE 042		
16469	6031	VARIATION DES STOCKS DE MATIERES PREMIERES	38 000,00 €
	CHAPITRE 023		
2076	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	732 000,00 €
	CHAPITRE 67		
3131	673	TITRES ANNULES EXERCICES ANTERIEURS	200 000,00 €
			970 000,00 €

RECETTES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	MONTANT
	CHAPITRE 042		
15461	6031	VARIATION DES STOCKS	750 000,00 €
9320	777	ILLBERG - QUOTE PART SUBVENTIONS	20 000,00 €
	CHAPITRE 70		
30	701	VENTE DE CHALEUR	200 000,00 €
			970 000,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	MONTANT
	CHAPITRE 040		
22535	318	MATIERES PREMIERES QUOTAS CO2	750 000,00 €
24557	139188	SUBVENTIONS TRANSFERABLES AUTRES ETS PUBLICS LOCAUX-ILLBERG	20 000,00 €
		TOTAL	**770 000,00 €**

RECETTES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	MONTANT
	CHAPITRE 040		
22534	318	STOCK MATIERES PREMIERES QUOTAS CO2	38 000,00 €
	CHAPITRE 021		
2079	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	732 000,00 €
		TOTAL	**770 000,00 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération approuve les créations, suppressions et transferts de crédits proposés.

M. LE PRÉSIDENT : Budget annexe chauffage urbain.

M. HOMÉ : Les ajustements concernent essentiellement des crédits pour les écritures de stock de quotas de CO_2, les subventions transférées et les titres annulés sur exercices antérieurs, ainsi que l'augmentation du virement à la section d'investissement pour 732 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Votre contre ? Abstention ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

20° <u>BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS - TRANSFERTS ET CRÉATIONS DE CRÉDITS</u> (7.1.2/3036C)

Pour permettre aux services communautaires de poursuivre leurs activités, il convient de procéder aux créations, suppressions et transferts de crédits suivants sur le budget annexe transports urbains :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	MONTANT
CHAPITRE 023			
16385	23	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 331 100,00 €
CHAPITRE 66			
12336	66111	INTERETS REGLE A ECHEANCE	60 000,00 €
			1 391 100,00 €

RECETTES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	MONTANT
CHAPITRE 042			
14364	7815	REPRISES SUR PROVISIONS	1 391 100,00 €
			1 391 100,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	MONTANT
CHAPITRE 041			
16387	2031	BASCULE AVANCES SOLEA	30 000,00 €
16388	2051	BASCULE AVANCES SOLEA	1 100 000,00 €
16389	2156	BASCULE AVANCES SOLEA	180 000,00 €
16390	2315	BASCULE AVANCES SOLEA	8 749 000,00 €
16391	2183	BASCULE AVANCES SOLEA	221 000,00 €
16392	2314	BASCULE AVANCES SOLEA	150 000,00 €
16393	2313	BASCULE AVANCES SOLEA	570 000,00 €
CHAPITRE 040			
14363	15112	REPRISE SUR PROVISIONS	1 391 100,00 €
CHAPITRE 23			
10308	238	AVANCES ET ACOMPTES	600 000,00 €
CHAPITRE 16			
12337	1641	EMPRUNTS	200 000,00 €
		TOTAL	**13 191 100,00 €**

RECETTES

LIGNE DE CREDIT	NATURE	LIBELLE DE LA LIGNE DE CREDIT	MONTANT
CHAPITRE 041			
16386	238	BASCULE AVANCES SOLEA	11 000 000,00 €
CHAPITRE 23			
16394	238	ANNULATION MANDATS EXERCICES ANTERIEURS	600 000,00 €
CHAPITRE 021			
16384	021	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	1 331 100,00 €
CHAPITRE 16			
76	1641	EMPRUNTS	260 000,00 €
		TOTAL	**13 191 100,00 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération approuve les créations, suppressions et transferts de crédits proposés.

M. LE PRÉSIDENT : On passe au budget annexe des transports urbains.

M. HOMÉ : Les ajustements portent essentiellement sur l'inscription de crédits supplémentaires pour des reprises de provisions et des opérations patrimoniales en investissement.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

21° BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES : FACTURATIONS 2025 PAR LE BUDGET GÉNÉRAL AUX BUDGETS ANNEXES DES TRANSPORTS, DU CHAUFFAGE URBAIN ET DE L'EAU (7.10.5/2936C)

La communauté d'agglomération assure, dans le cadre de son budget général, un certain nombre de prestations à caractère administratif et technique, portées par les directions dites support, qui sont indispensables au bon fonctionnement et l'exécution des missions opérationnelles des services gérés par le budget annexe des transports, par le budget annexe du chauffage urbain et par le budget annexe de l'eau. En conséquence il y a lieu de facturer aux budgets annexes une quote-part de ces charges supportées par le budget général.

Cette refacturation était calculée les années précédentes en s'appuyant sur la convention de mutualisation des services avec la ville de Mulhouse. Cette dernière ayant pris fin le 31 décembre 2024, il y a lieu de définir de nouvelles clés de refacturation.

1. Facturation au budget annexe des transports :

L'assiette des frais supportés par le budget général de l'agglomération pour le compte du budget annexe des transports est composée de : *masse salariale N-1 de la direction générale et du cabinet, masse salariale N-1 de la direction de la communication, masse salariale N-1 de la direction innovation et évaluation, masse salariale N-1 de la direction des finances, masse salariale N-1 de la direction des ressources humaines, masse salariale N-1 de la direction des affaires juridiques et des achats, masse salariale N-1 de la direction des moyens généraux, de la direction des systèmes d'information, les dépenses N-1 de maintenance informatique et la participation N-1 à l'amicale du personnel.*

La facturation de ces frais est établie sur la base d'un taux de prise en charge déterminé de la manière suivante : *= [95% x (nombre d'agents BA transports de l'exercice N-1 / nombre d'agents communautaires de l'exercice N-1)] + [5% x ((budget CA N-1 BA des transports dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement) / (budget CA N-1 budget général m2A dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement))]*

Ainsi la participation à facturer au budget annexe des transports s'établit comme suit pour 2025 :

	EXERCICE 2025
Assiette des frais à refacturer	**10 628 108 €**
Masse salariale N-1 de la direction générale et du cabinet	1 320 277 €
Masse salariale N-1 de la direction de la communication	1 128 306 €
Masse salariale N-1 de la direction innovation et évaluation	623 588 €
Masse salariale N-1 de la direction des finances	642 510 €
Masse salariale N-1 de la direction des ressources humaines	2 061 146 €
Masse salariale N-1 de la direction des affaires juridiques et des achats	376 072 €
Masse salariale N-1 de la direction des moyens généraux	1 166 552 €
Masse salariale N-1 de la direction des systèmes d'information	1 791 818 €
Dépenses N-1 de maintenance informatique	526 024 €
Participation N-1 à l'Amicale du personnel	991 815 €
Clé de refacturation	**2,12%**
Calcul de la clé de refacturation - 95% selon le nombre d'agents	**0,70%**
Nombre d'agents N-1 portés par le BA transports	13
Nombre d'agents communautaires N-1	1 769
Calcul de la clé de refacturation - 5% selon le budget	**1,43%**
BA transports - dépenses réelles de fonctionnement et d'invest. N-1	87 176 968 €
Budget général - dépenses réelles de fonctionnement et d'invest. N-1	305 816 141 €
Montant à refacturer au BA des transports	**225 683 €**

2. Facturation au budget annexe du chauffage urbain

La facturation des frais au budget annexe du chauffage urbain est constituée de deux parties : les services supports « centraux » et la direction administrative et financière du pôle TEERE (transition écologique, énergétique et ressources environnementales).

2.1. Services supports « centraux »

L'assiette des frais supportés par le budget général de l'agglomération pour le compte du budget annexe du chauffage urbain est composée de : *masse salariale N-1 de la direction générale et du cabinet, masse salariale N-1 de la direction de la communication, masse salariale N-1 de la direction innovation et évaluation, masse salariale N-1 de la direction des finances, masse salariale N-1 de la direction des ressources humaines, masse salariale N-1 de la direction des affaires juridiques et des achats, masse salariale N-1 de la direction des moyens généraux, de la direction des systèmes d'information, les dépenses N-1 de maintenance informatique et la participation N-1 à l'amicale du personnel.*

La facturation de ces frais est établie sur la base d'un taux de prise en charge déterminé de la manière suivante : *= [60% x (nombre d'agents BA chauffage de l'exercice / nombre d'agents communautaires de l'exercice)] + [40% x ((budget CA N-1 BA du chauffage dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement) / (budget CA N-1 budget général m2A dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement))]*

2.2. Direction administrative et financière du pôle TEERE

L'assiette des frais supportés par le budget général de l'agglomération pour le compte du budget annexe du chauffage urbain est composée de : *masse salariale N-1 de la direction administrative et financière du pôle TEERE.*

La facturation de ces frais est établie sur la base d'un taux de prise en charge déterminé de la manière suivante : = *(budget CA N-1 BA du chauffage dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement) / ([budget CA N-1 BA du chauffage dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement] + ([budget CA N-1 BA de l'eau dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement] + [budget CA N-1 budget général m2A dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement du pôle TEERE])*

2.3. Participation à facturer

Ainsi la participation à facturer au budget annexe du chauffage urbain s'établit comme suit pour 2025 :

	EXERCICE 2025
Assiette des directions supports à refacturer	**10 628 108 €**
Masse salariale N-1 de la direction générale et du cabinet	1 320 277 €
Masse salariale N-1 de la direction de la communication	1 128 306 €
Masse salariale N-1 de la direction innovation et évaluation	623 588 €
Masse salariale N-1 de la direction des finances	642 510 €
Masse salariale N-1 de la direction des ressources humaines	2 061 146 €
Masse salariale N-1 de la direction des affaires juridiques et des achats	376 072 €
Masse salariale N-1 de la direction des moyens généraux	1 166 552 €
Masse salariale N-1 de la direction des systèmes d'information	1 791 818 €
Dépenses N-1 de maintenance informatique	526 024 €
Participation N-1 à l'Amicale du personnel	991 815 €
Clé de refacturation	**2,18%**
Calcul de la clé de refacturation - 60% selon le nombre d'agents	**0,37%**
Nombre d'agents N-1 portés par le BA chauffage	11
Nombre d'agents communautaires N-1	1 769
Calcul de la clé de refacturation - 40% selon le budget	**1,81%**
BA chauffage - dépenses réelles de fonctionnement et d'invest. N-1	13 832 340 €
Budget général - dépenses réelles de fonctionnement et d'invest. N-1	305 816 141 €
Montant des directions supports à refacturer au BA du chauffage	**231 940 €**
Assiette de la direction admin. et fin. du pôle TEERE à refacturer	**760 763 €**
Masse salariale N-1 de la direction administrative et fin. du pôle TEERE	760 763 €
Clé de refacturation - prorata des dépenses suivies	**14,92%**
BA chauffage - dépenses réelles de fonctionnement et d'invest. N-1	13 832 340 €
BA eau - dépenses réelles de fonctionnement et d'invest. N-1	53 916 205 €
Budget général - dépenses réelles de fonct. et d'invest. du pôle TEERE	24 964 055 €
Part de la direction admin. et fin. TEERE à refacturer au BA du chauffage	**113 503 €**
Montant total à refacturer au BA du chauffage	**345 443 €**

3. Facturation au budget annexe de l'eau

La facturation des frais au budget annexe de l'eau est constituée de deux parties : les services supports « centraux » et la direction administrative et financière du pôle TEERE (transition écologique, énergétique et ressources environnementales).

3.1. Services supports « centraux »

L'assiette des frais supportés par le budget général de l'agglomération pour le compte du budget annexe de l'eau est composée de : *masse salariale N-1 de la direction générale et du cabinet, masse salariale N-1 de la direction de la communication, masse salariale N-1 de la direction innovation et évaluation, masse salariale N-1 de la direction des finances, masse salariale N-1 de la direction des ressources humaines, masse salariale N-1 de la direction des affaires juridiques et des achats, masse salariale N-1 de la direction des moyens généraux, de la direction des systèmes d'information, les dépenses N-1 de maintenance informatique et la participation N-1 à l'amicale du personnel.*

La facturation de ces frais est établie sur la base d'un taux de prise en charge déterminé de la manière suivante : *= [95% x (nombre d'agents BA eau de l'exercice / nombre d'agents communautaires de l'exercice)] + [5% x ((budget CA N-1 BA de l'eau dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement) / (budget CA N-1 budget général m2A dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement))]*

3.2. Direction administrative et financière du pôle TEERE

L'assiette des frais supportés par le budget général de l'agglomération pour le compte du budget annexe du chauffage urbain est composée de : *masse salariale N-1 de la direction administrative et financière du pôle TEERE.*
La facturation de ces frais est établie sur la base d'un taux de prise en charge déterminé de la manière suivante : *= (budget CA N-1 BA de l'eau dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement) / ([budget CA N-1 BA du chauffage dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement] + ([budget CA N-1 BA de l'eau dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement] + [budget CA N-1 budget général m2A dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement du pôle TEERE])*

3.3. Participation à facturer

Ainsi la participation à facturer au budget annexe de l'eau s'établit comme suit pour 2025 :

	EXERCICE 2025
Assiette des directions supports à refacturer	**10 628 108 €**
Masse salariale N-1 de la direction générale et du cabinet	1 320 277 €
Masse salariale N-1 de la direction de la communication	1 128 306 €
Masse salariale N-1 de la direction innovation et évaluation	623 588 €
Masse salariale N-1 de la direction des finances	642 510 €
Masse salariale N-1 de la direction des ressources humaines	2 061 146 €
Masse salariale N-1 de la direction des affaires juridiques et des achats	376 072 €
Masse salariale N-1 de la direction des moyens généraux	1 166 552 €
Masse salariale N-1 de la direction des systèmes d'information	1 791 818 €
Dépenses N-1 de maintenance informatique	526 024 €
Participation N-1 à l'Amicale du personnel	991 815 €
Clé de refacturation	**7,16%**
Calcul de la clé de refacturation - 95% selon le nombre d'agents	**6,28%**
Nombre d'agents N-1 portés par le BA eau	117
Nombre d'agents communautaires N-1	1 769
Calcul de la clé de refacturation - 5% selon le budget	**0,88%**
BA eau - dépenses réelles de fonctionnement et d'invest. N-1	53 916 205 €
Budget général - dépenses réelles de fonctionnement et d'invest. N-1	305 816 141 €
Montant des directions supports à refacturer au BA de l'eau	**761 475 €**

Assiette de la direction admin. et fin. du pôle TEERE à refacturer	**760 763 €**
Masse salariale N-1 de la direction administrative et fin. du pôle TEERE	760 763 €
Clé de refacturation - prorata des dépenses suivies	**58,15%**
BA chauffage - dépenses réelles de fonctionnement et d'invest. N-1	13 832 340 €
BA eau - dépenses réelles de fonctionnement et d'invest. N-1	53 916 205 €
Budget général - dépenses réelles de fonct. et d'invest. du pôle TEERE N-1	24 964 055 €
Part de la direction admin. et fin. TEERE à refacturer au BA de l'eau	**442 415 €**

Montant total à refacturer au BA de l'eau	**1 203 890 €**

Par ailleurs, dans le cadre du transfert de la compétence eau à m2A, il avait été acté la prise en compte forfaitaire, jusqu'à la fin du mandat, de prestations effectuées par les services de la Ville de Mulhouse au bénéfice de la régie de l'eau, à savoir :

- 700 000 € au titre de l'entretien, de la maintenance et du renouvellement des espaces publics ;
- 585 000 € au titre de l'entretien des espaces publics.

Il y a donc lieu de permettre au budget annexe de l'eau de verser ces sommes à la Ville de Mulhouse.

L'ensemble des montants est prévu dans les budgets 2025 respectifs.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les modalités de facturations entre le budget général et les budgets annexes des transports, du chauffage urbain et de l'eau détaillées dans la présente délibération au titre de l'exercice 2025,
- approuve le versement par le budget annexe de l'eau de 700 000 € et de 585 000 € à la Ville de Mulhouse,
- charge Monsieur le Président ou son représentant, de réaliser toutes les opérations nécessaires à la mise en œuvre des dispositions approuvées par la présente délibération.

M. LE PRÉSIDENT : Maintenant, on va parler facturations 2025 par le budget général aux budgets annexes des transports, du chauffage urbain et de l'eau.

M. HOMÉ : Oui, cela existe tous les ans, mais là, il y a un petit changement technique puisque cette refacturation a été calculée en s'appuyant sur la convention de mutualisation des services avec la ville de Mulhouse. Cette dernière a pris fin le 31 décembre 2024, il y a donc de nouvelles clés de refacturation. Celles-ci sont liées à un certain nombre de conventions qui ont été discutées. Il s'agit également d'autoriser le versement à la ville de Mulhouse d'un montant de 1 285 000 euros depuis la Régie de l'eau. C'est le même montant forfaitaire qu'en 2024 pour les prestations d'entretien, de maintenance et de renouvellement des espaces publics.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 87 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

22° CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES : ADMISSION EN NON-VALEUR (7.10.5/2989C)

La Responsable du Service de Gestion Comptable pour Mulhouse Alsace Agglomération demande l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables.

Les créances appelées en admission en non-valeur découlent de liquidations judiciaires, de surendettement, de combinaisons infructueuses d'actes, de décès, de clôture pour insuffisance d'actif et de montants inférieurs au seuil de poursuite. Elles concernent essentiellement des impayés de périscolaire, de la vente d'eau, des redevances, des revenus immeubles et des produits de gestion courantes.

La répartition par exercice d'origine est la suivante (montants TTC) :

BUDGET PRINCIPAL	
2013	43.92
2014	76.95
2015	86.13
2016	582.44
2017	1 201.03
2018	612.71
2019	212.99
2020	424.56
2021	1 132.28
2022	3 084.21
2023	2 520.38
2024	2 403.94
2025	822.90
TOTAL €	**13 204.44**

BUDGET EAU	
2009	174.71
2013	514.03
2015	377.20
2016	439.71
2017	25.35
2018	17.44
2019	44.11
2020	0.01
2021	88.89
2022	0.08
2023	20 985.58
2024	19 341.76
2025	4 293.94
TOTAL €	**46 302.81**

BUDGET CHAUFFAGE	
2017	136.42
2020	0.01
TOTAL €	**136.43**

Ces créances demeurant irrécouvrables après la mise en œuvre par le Comptable de la phase comminatoire amiable et de la phase de recouvrement forcé, il convient d'admettre ces créances en non-valeur.

Les créances liées à des factures d'eau et de travaux d'eau concernées par la demande du SGC se décomposent comme suit :

Taux	0%	5.5%	7%	10%	20%	**TOTAL €**
HT	-	24 541.04	-	18 397.55	145.59	43 084,18
TVA	-	1 349.76	-	1 839.75	29.12	3 218.63
TTC	-	25 890.80	-	20 237.30	174.71	**46 302.81**

La ventilation comptable des créances irrécouvrables est la suivante :

- sur le budget principal :

Chapitre 65/compte 6541/fonction 020
Service gestionnaire et utilisateur A11
Ligne de crédit 3977 « Créances admises en non-valeur » : **3 038,37 €**

Chapitre 65/compte 6542/fonction 020
Service gestionnaire et utilisateur A11
Ligne de crédit 30038 « Créances éteintes » : **10 166,07 €**

- sur le budget annexe chauffage en HT :

Chapitre 65/compte 6541
Service gestionnaire et utilisateur 43332
Ligne de crédit 11398 « RIX – Pertes/créances irrécouvrables » : **129,32 €**

- sur le budget annexe eau en HT :

Chapitre 65/compte 6541
Ligne de crédit 6786 « Créances admises en non-valeur » : **12 212,75 €**

Chapitre 65/compte 6542
Ligne de crédit 6787 « Créances éteintes » : **30 871,43 €**

Après en avoir délibéré le Conseil d'Agglomération :
- décide l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables ainsi que leurs imputations,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires.

M. LE PRÉSIDENT : Il s'agit maintenant d'admissions en non-valeur de créances irrécouvrables.

M. HOMÉ : Oui, pour un montant de 13 204,44 euros sur le budget principal, 46 302,80 sur le budget annexe de l'eau et 136,43 sur le budget annexe chauffage urbain.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 86 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

23° SIVOM MULHOUSE SUD ALSACE : AUTORISATION DE SIGNATURE DU PROTOCOLE DE DISSOLUTION DU BUDGET COLLECTE SÉLECTIVE (5.7.4/2990C)

Le Comité d'Administration du SIVOM Mulhouse Sud Alsace a approuvé la modification de ses statuts le 10 juin 2025. Les modifications statutaires qui prendront effet au 1er janvier 2026 portent sur les éléments suivants :

- L'intégration de Saint-Louis Agglomération en qualité de nouveau membre, afin de sécuriser les relations juridiques entre les deux entités et d'offrir un meilleur cadre réglementaire au traitement des déchets d'ores et déjà effectué par le SIVOM Mulhouse Sud Alsace pour cette collectivité. L'intégration de Saint-Louis Agglomération permettra ainsi sa participation aux investissements générés par le projet de refonte de l'usine d'incinération à Sausheim.

- La clarification de la prise en charge de la compétence « collecte sélective » actuellement partagée entre les services du SIVOM Mulhouse Sud Alsace et

de Mulhouse Alsace Agglomération, dans un souci de rationalisation et d'optimisation du service public de gestion des déchets sur notre territoire.

Concernant la compétence collecte sélective, elle se déclinera donc ainsi à compter de l'exercice 2026 :

- Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) deviendra compétente pour la totalité de la collecte des ordures ménagères et assimilées (ordures ménagères résiduelles et collecte sélective).

- Le SIVOM Mulhouse Sud Alsace sera compétent pour le traitement des ordures ménagères et assimilées et la gestion des sites de regroupement de déchets (déchetteries).

Afin de prévoir les conditions de liquidation du budget 47222 de collecte sélective du SIVOM Mulhouse Sud Alsace, un protocole de dissolution a été rédigé.

Les principales dispositions de ce protocole sont les suivantes :

- Un emprunt en cours d'un montant total restant dû de 1 000 000 €, prenant fin en 2035 est transféré à m2A
- Des biens sont transférés à m2A pour une valeur brute de 7 269 313,92€ et au SIVOM pour une valeur brute de 7 095 656,28€
- Le résultat du budget collecte sélective est transféré à m2A pour son intégralité

Le SIVOM Mulhouse Sud Alsace ne dispose pas de personnel en propre, il n'y a donc pas de transfert de personnel.

La liquidation du budget collecte sélective interviendra selon l'actif et le passif qui seront constatés en début d'année 2026 dans le compte financier unique de 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve le protocole de dissolution qui se trouve annexé à la présente délibération,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer ce protocole et toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

PJ : (1)
- Protocole de dissolution

PROTOCOLE DE DISSOLUTION DU BUDGET COLLECTE SELECTIVE DU SIVOM MULHOUSE SUD ALSACE ENTRE LE SIVOM MULHOUSE SUD ALSACE ET MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

ENTRE

Le Sivom Mulhouse Sud Alsace, représenté par son Président, Monsieur Francis HILLMEYER, dûment habilité par délibération en date du 18 décembre 2025,

Ci-après désigné « le Sivom Mulhouse Sud Alsace » ;

D'une part,

ET

Mulhouse Alsace Agglomération, dont le siège est situé 9 avenue Konrad Adenauer à 68390 SAUSHEIM, représenté par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, dûment habilité par délibération du 08 décembre 2025,

Ci-après désigné « Mulhouse Alsace Agglomération » ou « m2A »

D'autre part,

PREAMBULE

Le Comité d'Administration du Sivom Mulhouse Sud Alsace et le Conseil Communautaire de Mulhouse Alsace Agglomération ont, par délibérations respectives du 10 juin 2025 et du 16 juin 2025, approuvé la modification des statuts du Sivom Mulhouse Sud Alsace. Les

modifications statutaires qui prendront effet au 1er janvier 2026 portent sur les éléments suivants :

- L'intégration de Saint-Louis Agglomération en qualité de nouveau membre, afin de sécuriser les relations juridiques entre les deux entités et d'offrir un meilleur cadre réglementaire au traitement des déchets d'ores et déjà effectué par le Sivom Mulhouse Sud Alsace pour cette collectivité. L'intégration de Saint-Louis Agglomération permettra ainsi sa participation aux investissements générés par le projet de refonte de l'usine d'incinération à Sausheim.

- La clarification de la prise en charge de la compétence « collecte sélective » actuellement partagée entre les services du Sivom Mulhouse Sud Alsace et de Mulhouse Alsace Agglomération, dans un souci de rationalisation et d'optimisation du service public de gestion des déchets sur notre territoire

Concernant la compétence collecte sélective, elle se déclinera donc ainsi à compter de l'exercice 2026 :

- Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) assurera la compétence pour la totalité de la collecte des ordures ménagères et assimilées (ordures ménagères résiduelles et collecte sélective).

- Le Sivom Mulhouse Sud Alsace sera compétent pour le traitement des ordures ménagères et assimilées et la gestion des sites de regroupement de déchets (déchetteries) de m2A.

COMPTE TENU DE CE QUI PRECEDE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DU PROTOCOLE

Le présent protocole a pour objet de déterminer entre les parties signataires les conditions de liquidation et notamment de la répartition de l'actif et du passif du budget collecte sélective du Sivom Mulhouse Sud Alsace (budget 47222).

ARTICLE 2 : REPARTITION DU PERSONNEL ET FRAIS DE PERSONNEL

Le Sivom Mulhouse Sud Alsace ne dispose pas de personnel en propre, il n'y a donc pas de répartition de personnel. En effet, le personnel agissant pour la compétence collecte sélective était mis à disposition du Sivom Sud Alsace par m2A et directement refacturé.
La mise à disposition des personnels concernés, et donc la refacturation de ces frais prend fin au 31 décembre 2025.

ARTICLE 3 : REPARTITION DU PATRIMOINE DU SYNDICAT

En vertu de l'article L5211-25-1 du CGCT, les biens mobiliers et immobiliers acquis ou réalisés par le Sivom Mulhouse Sud Alsace sont répartis entre les parties selon les modalités suivantes :

Clé de répartition retenue :

Les biens sont répartis au cas par cas.
Seul le compte 2158 est concerné par des biens à transmettre à m2A.

L'ensemble est récapitulé dans le tableau ci annexé.

La valeur brute comptable des biens ainsi transférés à m2A équivaut au 14 novembre 2025 à la somme de 7 269 313,92€. La valeur brute comptable des biens transférés au budget annexe « traitements des résidus urbains » du Sivom Mulhouse Sud Alsace équivaut au 14 novembre 2025 à la somme de 7 095 656,28 €. Ces montants ne sont pas définitifs et seront revus à date du 31/12/2025.

ARTICLE 4 : SUBVENTIONS

Les subventions d'investissement perçues par le Sivom Mulhouse Sud Alsace sont à répartir.

Les subventions enregistrées au compte 13141 sont à transférer à m2A pour un montant de 86 755,00€. Ces subventions ayant donné lieu à des reprises, le reste à reprendre au 31/12/2025 est nul. Seul le compte 13141 est concerné par des subventions à transférer à m2A.

Les subventions transférées au budget annexe « traitement des résidus urbains » du Sivom Mulhouse Sud Alsace s'élèvent à 368 054,13 €.

ARTICLE 5: ENCOURS DE LA DETTE

<u>Répartition des emprunts : capital et intérêts</u>

Un emprunt est en cours et est réparti entre m2A et le Sivom Mulhouse Sud Alsace de la manière suivante :

Un emprunt de 7 000 000,00€ a été souscrit le 29 juin 2015 auprès de la Caisse Française de Financement Local (CAFIL) à un taux de 2,55%. Sur ces 7 000 000,00€, un montant de 2 000 000,00€ était destiné à financer les investissements du budget collecte sélective.

Cette partie d'emprunt est donc transférée à m2A : 1 000 000,00€ restent dus au 31 décembre 2025 pour un remboursement s'étalant jusqu'au 01/07/2035. Le reste (soit 2 850 000€) est transféré au budget annexe « traitement des résidus urbains » du Sivom.

Cet emprunt est transféré à compter du 1er janvier 2026.

ARTICLE 6 : RESTES A RECOUVRER

Il n'existe pas de restes à recouvrer. Dans l'hypothèse où il y en aurait, ils seraient traités par le Sivom Mulhouse Sud Alsace.

ARTICLE 7 : CONTRATS EN COURS

Les contrats et marchés publics suivants seront transférés à m2A :

- SM 2417 : Achat d'abris bacs pour la collecte sélective des biodéchets
- SM 2504 : Distribution des kits biodéchets
- SM 2517 : Achat conteneurs enterrés
- SM 2519 : Fourniture de sacs jaunes pour la collecte sélective
- SM 2535 : Fourniture de sacs compostables
- SM 2538 : Fourniture de Bioseaux
- SM 2401 : Lavage et désinfection des conteneurs enterrés

Les contrats et marchés publics suivants seront transférés au budget annexe « traitement des résidus urbains » du Sivom :

- SM 2220 : Marché de maîtrise d'œuvre, sous la maîtrise d'ouvrage du SIVOM, pour la construction d'une nouvelle déchetterie à Mulhouse-Hasenrain
- SM 2325 : Accord-cadre abonnement télécom (AC global SIVOM)
- SM 2403 : Prestations de réemploi d'objets déposés dans les déchetteries du SIVOM
- SM 2418-2419-2420 : Exploitation des déchetteries du SIVOM (3 lots)
- SM 2437 : Prestations de dératisation des déchetteries du SIVOM
- SM 2441 : Marché de travaux de réaménagement de la déchetterie du SIVOM à MULHOUSE-COTEAUX
- SM 2503 : Marché de travaux d'aménagements pour la mise en place d'un système de contrôle d'accès dans 4 déchetteries du SIVOM
- SM 2518 : Prestations de gardiennage de la déchetterie du SIVOM à MULHOUSE-BOURTZWILLER
- SM 2527 : Marché de maîtrise d'œuvre, sous la maîtrise d'ouvrage du SIVOM, pour la construction d'une nouvelle déchetterie à Mulhouse-Hasenrain
- SM 2531 : Assistance à l'exploitation des placettes de compostage partagées sur le périmètre du SIVOM

A ces marchés transférés au budget annexe « traitement des résidus urbains » du Sivom s'ajoute un contrat d'électricité avec EDF pour les déchetteries.

Les dépenses d'investissement restant à payer sur 2026 au titre de 2025 devront être intégrées par m2A dans son budget. Il s'agit des restes à réaliser de l'exercice 2025. A ce

titre, le Sivom Mulhouse Sud Alsace transmettra à m2A après la clôture de l'exercice 2025 la liste des restes à réaliser que m2A devra reprendre dans son budget primitif 2026.

ARTICLE 8 : LITIGES EN COURS

Aucun litige n'est déclaré à ce jour. Dans le cas où un litige se déclarerait, il serait repris par le Sivom Mulhouse Sud Alsace.

ARTICLE 9 : CLOTURE ET REPARTITION DU RESULTAT

La clôture comptable définitive interviendra le 31 décembre 2025 entrainant l'absence de journée complémentaire et l'absence de tout budget de liquidation en 2026. Les rattachements du budget 47222 seront effectués par le Sivom Mulhouse Sud Alsace et repris sur le budget principal du Sivom.

Les soldes de clôture du budget collecte sélective 47222 seront constatés lors du vote du compte financier unique 2025 qui interviendra le plus tôt possible courant 2026. Ils seront repris en fonctionnement et investissement à 100% par m2A.

Pour information, le résultat cumulé du budget collecte sélective du Sivom Mulhouse Sud Alsace au compte 110 s'élevait au 31 décembre 2024 à 5 018 623,24 €.

ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR DU PROTOCOLE

Le présent protocole de liquidation du budget collecte sélective du Sivom Mulhouse Sud Alsace prendra effet à compter de sa signature avec une dissolution effective du budget au 1er janvier 2026.

ARTICLE 11 : LITIGES

Les parties signataires s'engagent à tout mettre en œuvre, en cas de litige ou de contestation concernant la présente convention ou son application pour parvenir à un accord, au besoin en s'en remettant à l'arbitrage d'un tiers choisi d'un commun accord.

Dans le cas où, à l'issue de cette procédure, aucun accord concernant ce litige ou cette contestation ne pourrait être trouvé, les parties conviennent de s'en remettre au Tribunal Administratif de Strasbourg.

ARTICLE 12 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent protocole, les parties font élection de domicile dans leurs sièges respectifs.

Annexe :

- Etat de répartition de l'actif

Fait à Sausheim, le ...../...../2025,

En double exemplaire

Le président de Mulhouse Alsace Agglomération

Fabian JORDAN

Le président du Sivom Mulhouse Sud Alsace

Francis HILLMEYER

M. LE PRÉSIDENT : On va parler maintenant d'autorisation de signature du protocole de dissolution du budget collecte sélective.

M. HOMÉ : Oui, j'en ai parlé tout à l'heure, cela a des conséquences y compris, vous en souvenez, sur l'équilibre de notre budget 2026. Toujours est-il que les principales dispositions de cette dissolution sont les suivantes : un emprunt en cours d'un montant total restant dû de 1 million d'euros, prenant fin à 2035, qui est transféré à m2A ; des biens transférés pour une valeur brute de 7 269 000 euros, et au SIVOM pour une valeur brute de 7,95 millions d'euros ; et les résultats du budget collecte sélective transféré à m2A pour son intégralité. C'est ce que j'évoquais tout à l'heure.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 86 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

24° PAIEMENT DES SERVICES PUBLICS : MODES DE RÈGLEMENTS PROPOSÉS AUX USAGERS (7.10.5/2928C)

Mulhouse Alsace Agglomération offre un certain nombre de services publics qui font l'objet de paiement par leurs usagers.

Ces derniers peuvent régler certaines de ces prestations auprès du Service de Gestion Comptable par différents modes de règlements tels que la carte bancaire, le chèque ou l'espèce.

Suite au décret n° 2018-689 du 1er août 2018 relatif à l'obligation pour les administrations de mettre à disposition des usagers un service de paiement en ligne, l'offre de paiement en ligne PayFip a été mise en place par m2A. Cette offre de paiement proposée par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) permet un paiement simple, rapide et accessible par carte bancaire grâce au service TiPi « Titre payable par Internet » mais aussi par prélèvement SEPA unique dans des conditions de sécurité optimale.

Dans le cadre également de la modernisation des services de paiement offerts aux usagers, m2A propose d'autres modes de règlements tels que les chèques vacances (ANCV), les chèques CESU et les titres-restaurants.

Les coûts de développements, de mise en œuvre et de fonctionnement de la solution PayFiP, liés au gestionnaire de paiement par carte bancaire et au module de prélèvement, sont à la charge de la DGFIP. Le coût du commissionnement carte bancaire incombe, lui, à la collectivité tout comme les commissions pour les différents autres modes de règlements.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve le recours aux différents modes de règlements listés ci-dessus,
- approuve le paiement des frais y afférents,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de ces moyens de paiement.

M. LE PRÉSIDENT : On va parler maintenant des modes de règlement proposés aux usagers.

M. HOMÉ : Dernière délibération me concernant, la 24 qui approuve le recours aux différents modes de règlement proposés aux usagers pour les services publics de m2A : cartes bancaires, chèques, espèces, services TIPI - ce n'est pas le tipi dans les plaines de l'Ouest - et prélèvements CEPA, chèques vacances, chèques CESU, titres restaurant. Je demande votre approbation.

M. LE PRÉSIDENT : Merci de cette présentation. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 86 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

25° BUDGET PRINCIPAL : VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2020-2027 (7.10.1/2933C)

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales permettent aux Communautés d'Agglomération de décider et de voter des projets d'investissement sous forme d'Autorisations de Programme (AP) et en précisent les modalités d'application.

Elles constituent les limites supérieures des dépenses d'investissement qui peuvent être engagées et sont révisées chaque année pour tenir compte des évolutions des projets et de la capacité financière de la collectivité. Chaque Autorisation de Programme correspond à un engagement financier pluriannuel et comporte la répartition prévisionnelle des Crédits de Paiement (CP) par exercice.

Sur la période 2020–2027, les autorisations de programme identifiées ont été dimensionnées à hauteur de 385,92 M€. L'exécution effective de ces autorisations de programme est toutefois suspendue aux mesures étatiques qui seront prises dans le cadre du projet de loi de finances pour 2026 et des suivants. Ces mesures de l'Etat pourraient en effet diminuer fortement la capacité d'autofinancement des investissements de m2A du fait de son fort impact sur notre capacité d'épargne du budget de fonctionnement. Le programme pluriannuel d'investissements se verrait ainsi dans l'obligation d'être revus à la baisse en début de mandat prochain afin de s'adapter à ce nouveau contexte financier et budgétaire.

Ce programme se concrétise par une affirmation des 4 ambitions de Mulhouse Alsace Agglomération portées par le Projet de Territoire et se décline par la création de 12 autorisations de programme.

Ces objectifs sont les suivants :
- un territoire de nouvelle donne environnementale, énergétique et écologique ;
- un territoire dynamique, attractif, terre d'accueil ;
- un territoire solidaire au service de tous ses habitants ;
- un territoire d'équilibre et de coopération.

Pour tenir compte des éléments et délibérations intervenus depuis le vote de la dernière délibération relative aux AP/CP, il y a lieu de modifier et de procéder à des ajustements techniques et financiers intégrant ces décisions.

Le document en annexe récapitule le programme pluriannuel des investissements en Autorisations de Programme sur la période 2020-2027 et la prévision des Crédits de Paiement par exercice budgétaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve l'ajustement du programme pluriannuel des investissements en Autorisations de Programme décliné en annexe n°1,
- approuve les Crédits de Paiement prévisionnels pour 2026,
- prend acte du fait que le programme pluriannuel des investissements 2020-2027 et ceux post 2027 pourraient se voir dans l'obligation d'être adaptés à la baisse en début de mandat prochain au regard des mesures qui impacteront m2A dans le cadre du projet des lois de finances pour 2026 et des suivants.

PJ : (1)
- Annexe n°1 : autorisations de programme et crédits de paiement – programmation 2020 – 2027

ANNEXE N°1 : AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - PROGRAMMATION 2020-2027

N° et intitulé de l'AP					CREDITS DE PAIEMENT								
N° AP	**Désignation**	***Montant 2020 - 2027 au 24 mars 2025 (pour mémoire)***	**Montant 2020 - 2027 au 08 décembre 2025**	**Réalisé 2020 avant**	**Réalisé 2020**	**Réalisé 2021**	**Réalisé 2022**	**Réalisé 2023**	**Réalisé 2024**	**Restes à réaliser 2024-2025**	**Crédits de Paiement 2025**	**Crédits de Paiement 2026**	**Crédits de Paiement 2027**
A001	AIDE A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS SOCIAUX	52 383 256	**101 748 952**	30 065	895 793	1 358 934	1 025 203	2 523 882	6 268 312	21 747 153	27 198 739	20 365 468	20 365 468
A002	AMENAGEMENT ET INFRASTRUCTURES STRATEGIQUES	40 985 539	**40 810 784**	1 868 063	5 868 063	6 991 154	8 196 996	3 104 404	2 406 496	330 871	1 279 727	6 059 034	6 574 039
A003	ATTRACTIVITE, TOURISME ET CULTURE	35 404 718	**38 234 693**	3 029 114	3 029 114	3 448 539	3 244 337	3 415 879	4 745 685	690 831	8 695 577	6 864 731	4 100 000
A004	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, SOUTIEN A L'INNOVATION, DEVELOPPEMENT UNIVERSITAIRE	64 982 565	**56 651 411**	2 626 255	2 626 255	1 527 647	1 742 229	2 299 883	5 067 991	706 433	7 863 940	20 494 181	14 322 852
A005	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE	11 590 002	**11 606 799**	79 084	79 084	119 350	716 675	1 110 126	799 128	122 056	6 829 380	1 831 000	0
A006	EQUIPEMENTS NAUTIQUES ET SPORTIFS	33 361 499	**23 622 219**	987 756	987 756	789 404	1 250 718	1 322 122	1 773 489	760 523	4 358 207	7 940 000	4 440 000
A007	HABITAT, PERFORMANCE ENERGETIQUE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	13 292 882	**14 165 669**	695 181	695 181	1 379 843	1 103 126	1 516 600	827 172	307 500	3 551 630	2 574 284	2 210 333
A008	MOBILITES DOUCES ET PARTAGEES	19 582 653	**19 713 210**	1 108 014	1 108 014	1 153 505	596 889	1 881 459	1 636 409	711 003	2 849 163	6 737 145	3 039 622
A009	MAINTENANCE DU PATRIMOINE COMMUNAUTAIRE	8 925 899	**14 067 563**	155 053	155 053	2 659 940	37 027	206 987	249 215	809 697	1 916 612	4 628 117	3 404 915
A010 et A011	EQUIPEMENTS PERISCOLAIRES ET STRUCTURES DE PETITE ENFANCE	57 983 340	**58 218 852**	2 100 283	2 100 283	1 778 864	2 924 979	7 291 127	8 456 884	738 023	2 693 009	11 991 416	20 244 267
A012	PROJETS A SOLDER ANCIENNE PPI	791 490	**791 490**	606 433	606 433	103 072	31 591	0	50 394		0	0	0
A013	SOLIDARITE FINANCIERE ET TERRITORIALE	8 863 311	**6 292 311**	0	0	0	6 292 311	0	0	0 0	0	0	0
	TOTAL :	**348 147 153**	**385 923 952**	**13 285 300**	**18 151 029**	**21 310 252**	**27 162 081**	**24 672 469**	**32 281 175**	**26 924 090**	**67 235 984**	**89 485 376**	**78 701 496**
Pour information :													
	INVESTISSEMENTS ANNUELS	57 436 332	**57 457 489**		6 119 191	4 187 605	5 088 235	6 239 148	6 165 338	5 718 625	7 979 347	7 980 000	7 980 000
	TOTAL PPI + INVESTISSEMENTS ANNUELS :		**443 381 441**	**13 285 300**	**24 270 220**	**25 497 857**	**32 250 316**	**30 911 617**	**38 446 513**	**32 642 715**	**75 215 331**	**97 465 376**	**86 681 496**

M. LE PRÉSIDENT : Et là, on va passer la parole à Rémy NEUMANN sur le vote des autorisations de programme période 2020-2027.

M. NEUMANN : Oui, beaucoup a déjà été dit dans le cadre de la présentation budgétaire. Comme l'a dit Antoine, l'inscription des crédits au programme, cela ne veut pas dire qu'on va faire tous les investissements, on ne pourrait d'ailleurs pas financer les 97 millions que vous voyez sur le budget 2026 parce qu'on n'en aurait pas les moyens. Je voulais juste attirer votre attention, et cela a déjà été fait, sur l'effet de ciseau que nous avons actuellement au niveau du budget de l'Agglomération, à savoir un prélèvement très fort et très lourd sur le budget de fonctionnement par les services de l'État, plus de 10 millions d'euros prévus pour l'année prochaine, près de 7 millions l'année dernière, ce qui réduit fortement notre capacité d'épargne, et qui dit réduction de la capacité d'épargne dit virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement qui se réduit comme peau de chagrin et qui, si ces mesures DILICO et les autres mesures se poursuivent, vont faire que nous aurons une épargne nette négative dans les prochaines années, ce qui veut dire qu'on n'aura plus aucune possibilité d'investissement sans faire de l'emprunt. Et cela peut arriver très vite puisque cela peut arriver dès 2028, d'après les simulations que nous avons faites. Deuxième élément à prendre en compte, comme l'a dit Antoine, effectivement l'endettement de l'Agglomération a baissé ces dernières années, mais déjà cette année nous avons été obligés de réemprunter, nous allons être obligés de réemprunter l'année prochaine et ainsi de suite, ce qui fait que la capacité d'endettement de l'Agglomération va atteindre des ratios d'endettement au-delà des limites que fixent les services de Bercy, puisque si nous n'avons plus de capacité d'épargne et que l'endettement augmente, nous n'avons plus les capacités de rembourser nos emprunts. Je ne veux pas dresser un tableau trop noir, mais ces mesures qui sont susceptibles d'être prises par le Parlement et par le gouvernement pour notre intercommunalité sont effectivement très graves. Et la PPI, comme cela a été dit, devra être revue à la baisse après les élections. Et honnêtement, même si les mesures sont allégées, on devra quand même revoir à la baisse nos investissements dans le futur. Je ne veux pas être trop pessimiste mais la situation pour notre intercommunalité est beaucoup plus grave que celle des communes, puisque même si, comme cela a été souligné, les dotations de l'État ont baissé ces dernières années, on est moins touché actuellement par les mesures gouvernementales que le sont les intercommunalités. Voilà, M. le Président, et donc on vous propose quand même, en attendant, on espère de bonnes nouvelles, de voter pour l'instant les crédits de paiement, en sachant que l'essentiel des crédits de paiement sont déjà pour des coups partis, c'est-à-dire des investissements que nous avons déjà décidés et votés au sein de l'Agglomération, et que nous devrons être très prudents sur toute nouvelle opération que nous lancerons en 2026. Voilà, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Rémy pour cette présentation très juste qui nous met dans cette fragilité de ce Projet de Loi de Finances, on l'a évoqué maintenant à plusieurs reprises. Merci de cette présentation. Il vous est proposé d'approuver l'ajustement du programme pluriannuel des investissements en autorisation de programme, ainsi que les crédits de paiement prévisionnels pour 2026. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 86 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

26° MUTUALISATION DES MOYENS ET DES SERVICES ENTRE LA VILLE DE MULHOUSE ET MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION : BILAN 2024 (7.10.5/2970C)

Le dispositif de mutualisation des moyens et des services entre la Ville de Mulhouse et la Communauté d'Agglomération, en vigueur jusqu'en 2024, reposait sur une convention signée fin décembre 2002 et qui faisait l'objet d'une réactualisation chaque année. Sa dernière version avait été approuvée par le Conseil communautaire et par le Conseil municipal de Mulhouse en décembre 2023.

Une nouvelle convention est en vigueur depuis le 1er janvier 2025. Adoptée le 9 décembre 2024, elle a mis en place des « services communs » entre m2A et la ville de Mulhouse :

- la Direction des systèmes d'information
- la Direction du système d'information géographique
- la Direction des moyens généraux
- le Service des archives
- le Service médecine préventive et sécurité au travail
- le Service social du personnel
- la Mission environnement industriel

La nouvelle convention prévoit une ou plusieurs clés de refacturation par service, afin de déterminer de la façon la plus précise possible la part des charges relevant de l'activité de m2A ou de la ville de Mulhouse.

L'ancien dispositif reposait toutefois sur une clé de refacturation unique et prévoyait un bilan de l'année N réalisé en N+1. Il y a ainsi lieu de faire le bilan de la dernière année de fonctionnement de l'ancienne convention (2024 en l'occurrence) et d'en acter les chiffres définitifs.

Les charges retenues pour les services qui étaient mutualisés étaient les suivantes avec l'ancienne convention : frais de personnel, frais d'administration générale (fournitures, maintenance informatique…) et les locaux hébergeant les agents mutualisés. Le partage des charges était effectué à l'aide d'une clé de refacturation à calculer chaque année et basée sur deux critères : un premier comptant pour 60%, relatif au nombre d'agents travaillant pour les deux collectivités ; et un deuxième comptant pour 40%, et qui portait sur les budgets de fonctionnement et d'investissement des deux collectivités.
Le montant total des charges mutualisées à répartir au titre de l'exercice 2024 s'élève à 12 722 392,00 € pour les dépenses de fonctionnement avec une part de 56,27% pour m2A (7 158 889,98€) et de 43,73% pour la ville de Mulhouse (5 563 502,02€). Les charges de fonctionnement ont déjà fait l'objet de refacturations au long de l'année 2024.

Les dépenses relatives à l'investissement se sont élevées à 440 559 €. Elles sont à répartir à hauteur de 56,27% pour m2A (247 902€) et de 43,73% pour la ville de Mulhouse (192 656 €).

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération approuve le bilan de réalisation de l'exercice 2024 et le versement d'une subvention d'équipement par la ville de Mulhouse à m2A de 192 656 €.

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons aux ressources humaines, Jean-Luc SCHILDKNECHT pour la mutualisation des moyens et des services entre la ville de Mulhouse et notre Agglomération : le bilan 2024.

M. SCHILDKNECHT : Oui, chers collègues, c'est une délibération que nous vous présentons toutes les années depuis la création de m2A, c'est-à-dire en 2010. Et ce soir, c'est la dernière fois que nous vous la présentons sous cette forme du fait de l'évolution du principe des services mutualisés, nous en avions déjà parlé précédemment, vers un principe de service commun piloté par l'une ou l'autre des deux collectivités : m2A et la ville de Mulhouse. Alors jusqu'à présent, le principe de répartition des charges portait sur un critère évolutif et sur la base d'un prorata reposant sur le budget de fonctionnement et sur le budget d'investissement pour 40 % et sur le nombre d'agents, je simplifie, à hauteur de 60%. Ainsi, pour 2024, selon cette règle de calcul, ces critères établissaient pour les 470 agents mutualisés alors sur les 3 200 que comptaient les deux collectivités réunies, une participation de m2A à hauteur de 56,27 % et 43,73 % pour la ville de Mulhouse par conséquent. Cela représente 7,15 millions arrondis pour m2A et 5,5 millions pour la ville de Mulhouse. Alors en 2023-2024, nous avons organisé une opération de réorganisation, de concert il faut bien le dire, une concertation constructive avec la ville de Mulhouse, et nous avons alors décidé de la création du passage des services mutualisés aux services communs et la disparition donc des services mutualisés. Chacun de ces 7 services est géré par l'une ou l'autre des collectivités, la liste des services apparaît sur le projet de délibération, et par conséquent, chacune des collectivités, lorsqu'elle gère un service, assure un service pour l'autre collectivité sur la base d'une convention et d'un schéma de facturation propre à chaque service, ce qui a le mérite de la transparence. Alors ce principe, nous l'avons approuvé pour mémoire en 2024, il a été mis en œuvre au 1er janvier 2025 au prorata temporis. Ainsi, si une convention de services a été finalisée au mois d'août 2024, pour le service concerné, la collectivité paiera 9 douzièmes sur l'ancienne clé de répartition et la nouvelle 3 douzièmes au 31.12. Alors bien sûr, ces conventions de services seront ajustées aussi, et c'est ce qui est intéressant, année après année, en fonction de l'évolution des besoins et des demandes de chaque collectivité. Ce nouveau principe de gestion a le mérite d'une plus grande transparence et d'une plus grande lisibilité, et ce soir, il vous est demandé d'approuver le dernier bilan de la réalisation de l'exercice 2024 et d'approuver le versement d'une subvention d'équipement de m2A à la ville de Mulhouse de 192 000 euros dans le cadre de cette convention de mutualisation.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, Jean-Luc, pour cette présentation. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 86 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

27° AVENANT À LA CONVENTION CADRE DE DÉLEGATION DE L'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DU PERSONNEL ACTIF DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (7.5.6/2968C)

La convention cadre de délégation de l'action sociale à l'Amicale du personnel de m2A et de la Ville de Mulhouse couvrant la période du 1er juillet 2024 au 30 juin 2027 prévoit dans son article 7 la mise à disposition de 8,6 postes par m2A dont 4,1 postes financés par la Ville de Mulhouse dans les conditions financières prévues dans la convention de mutualisation entre les deux collectivités.

La nouvelle convention du 12 décembre 2024 créant des services communs entre m2A et la Ville de Mulhouse, qui a pris effet le 1er janvier 2025, implique une mise à jour des conditions de mise à disposition du personnel, sans changements de répartition de la prise en charge financière des postes entre les deux collectivités.

Ces modalités sont ainsi définies dans un avenant à la convention cadre de délégation de l'action sociale.

Pour mémoire, le montant de la subvention de m2A à l'Amicale pour 2025 avait déjà été délibéré lors de l'adoption de la convention cadre. La subvention évoquée dans le présent avenant et destinée à prendre en charge le coût des agents mis à disposition de l'Amicale par m2A s'intègre dans cette subvention globale.

La présente délibération a pour but d'autoriser la signature de cet avenant.

Les crédits nécessaires sont déjà prévus dans le cadre du budget 2025
Chapitre 65-article 65748-fonction 020
Service gestionnaire et utilisateur 320
Ligne de crédit n° 5177

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la proposition de modalités de financement de l'Amicale du personnel comme prévue par l'avenant,
- charge Monsieur le Président ou son représentant de signer l'avenant à la convention et toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (2)

- Avenant à la convention cadre de délégation de l'action sociale
- Annexe 1 : annexe de l'avenant de la convention cadre

PÔLE RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Service Finances RH Ville de Mulhouse – BG
Service Qualité de Vie au Travail et Dialogue Social m2A - JPV

AVENANT CONVENTION CADRE

Entre :

La Ville de Mulhouse représentée par le Maire, Madame Michèle LUTZ d'une part, dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du 20/06/2024,

Et

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), 9 avenue Konrad Adenauer, BP 30100, 68948 SAUSHEIM CEDEX, représentée par le Président Monsieur Fabian JORDAN, dûment habilité par délibération du Conseil d'Agglomération du 08/12/2025,

Et

L'Amicale du Personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A représentée par son Président, Monsieur Laurent JANIVEL d'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet du présent avenant
Conformément à l'article 7 de la convention cadre tripartite relative à la délégation de l'action sociale à l'association de l'Amicale du Personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A conclue pour la période du 01/07/2024 au 30/06/2027 entre l'Amicale, la Ville de Mulhouse et m2A, m2A met à disposition de l'amicale 5 postes d'adjoint administratif et 3,6 postes d'adjoint technique.

La nouvelle convention créant des services communs entre la Ville de Mulhouse et m2A du 12/12/2024, et qui a pris effet le 01/01/2025, n'intégrant plus le personnel mis à disposition de l'Amicale du personnel, il convient de définir les modalités de

financement entre la Ville de Mulhouse et m2A du coût du personnel mis à disposition par m2A auprès de l'association.

Les agents mis à disposition sont employés pour assurer les tâches administratives de l'Amicale mais également l'entretien et le service au sein du restaurant de l'amicale du personnel.

Une distinction doit être opérée entre les postes administratifs et les postes techniques. En effet, dans la convention cadre tripartite du 01/07/2024, il est prévu que la Ville de Mulhouse finance partiellement le coût des postes techniques dans un plafond correspondant à 1.6 ETP. Ce financement des postes techniques ne pourra concerner que les activités de nettoyage non liées à l'offre de restauration, dans la mesure où la Ville de Mulhouse a mis en œuvre le dispositif des titres restaurant à compter du mois d'avril 2024, ce qui exclut sa participation au financement du restaurant

S'agissant du personnel administratif mis à disposition, leur charge fait l'objet d'une clé de répartition entre la Ville de Mulhouse et m2A.

L'estimation annuelle actualisée du coût de ces postes est annexée à la présente convention.

Article 2 : Modifications apportées

L'article 7 de la convention cadre est modifié comme suit :

« 1. Mise à disposition du personnel administratif

1.1 : Modalités de mise à disposition et refacturation

Cette mise à disposition concerne 5 postes d'adjoint administratif, agents de m2A. Il est prévu dans la convention cadre une refacturation trimestrielle de ce personnel à l'Amicale par m2A.

1.2 : Modalités de calcul de la clé de répartition des charges entre la Ville de Mulhouse et m2A

La clé de répartition de la charge de ce personnel est définie sur la base des effectifs des deux collectivités. Le ratio est déterminé en prenant en compte la proportion des effectifs de la Ville de Mulhouse par rapport à ceux de m2A. Cette méthode de calcul se base sur le nombre d'agents permanents rémunérés au 31/12/N-1 sur 12 mois glissants.

1.3 : Calcul et versement des subventions de fonctionnement

La Ville de Mulhouse et m2A prévoient, dans leur budget respectif annuel, la part de subvention consacrée au financement de ce personnel mis à disposition auprès de l'association de l'Amicale. Cette part est assise sur une estimation de la clé de répartition de la charge prévisionnelle.

Le versement de ces subventions se fera trimestriellement et de façon concomitante avec la refacturation de la charge de personnel de m2A à l'Amicale.

2. Mise à disposition du personnel technique

Le choix de mise en œuvre du dispositif des titres restaurant à la Ville de Mulhouse induit un arrêt du financement partiel du restaurant de l'amicale.
Cette mise à disposition concerne 3,6 postes d'adjoints techniques, agents de m2A.
Il est prévu une refacturation trimestrielle de ce personnel à l'Amicale par m2A.

A ce titre, la Ville de Mulhouse prévoit une subvention complémentaire au bénéfice de l'association de l'Amicale du personnel d'un montant plafond correspondant à 1,6 ETP. m2A prévoit également une subvention complémentaire équivalent d'un montant correspondant à 2 ETP.

Le montant de ces subventions sera calculé sur la base d'un planning réalisé et valorisé (nombre d'heures réalisés et taux horaire) de l'activité des 3,6 ETP (adjoints techniques).

Enfin, le versement de ces subventions sera réalisé trimestriellement de façon concomitante avec les refacturations du personnel mis à disposition auprès de l'association par m2A.

3. Estimation annuelle de la charge de personnel et des subventions correspondantes versées à l'Amicale

Selon annexe 1, l'estimation de la charge de personnel 2025 est décomposée de la façon suivante :

- 5 ETP administratifs pour un montant prévisionnel de **242 200 €**
- 3,6 ETP techniques pour un montant prévisionnel de **155 868** €

TOTAL estimé de la charge de personnel mis à disposition en 2025 : **398068 €**

3.1 : Part subvention de la Ville de Mulhouse prévue en 2025

- Personnel administratif :

2.5 ETP pour un montant prévisionnel basé selon la clé de répartition 0,50/0,50 : 242 200 x 0,50 = **121 100 €**

- Personnel technique :

1,6 ETP pour un montant prévisionnel de (155 868 x 1,6) /3,6 = **69 275 €**

Estimation de la subvention 2025 de fonctionnement de la Ville de Mulhouse = 121 100 + 69 275 = **190 375 €**

3.2 : Part subvention de m2A prévue en 2025

- Personnel administratif :
  2.5 ETP pour un montant prévisionnel basé selon la clé de répartition 0,50/0,50 : 242 200 x 0,50 = **121 100 €**

- Personnel technique :
  2 ETP pour un montant prévisionnel de (155 868 * 2) /3,6 =
  86 593 €

Estimation de la subvention 2025 de fonctionnement de m2A = 121 100 + 86 593 = **207 693 €**

Cette évaluation fera l'objet d'une analyse annuelle basée sur la charge de personnel et les clés de répartition réelles. Tout écart observé fera l'objet d'une intégration dans le calcul des subventions versé en N+1.

Une estimation annuelle du coût de ces postes figure en annexe 1 à la présente convention.

Fait en triple exemplaire, à Mulhouse le . . . . . .

Pour la Ville de Mulhouse,

Le Maire

Michèle LUTZ

Pour m2A,

Le Président

Fabian JORDAN

Pour l'Amicale du personnel,

Le Président

Laurent JANIVEL

ANNEXE 1 : Facturation du coût des postes mis à disposition à l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et de m2A

Grades	**Facturation m2A à l'Amicale m2A**	**Subvention Ville de Mulhouse versée à l'Amicale**	**Subvention m2A versée à l'Amicale**
5 adjoints administratifs	**242 200 €**	**2,5 postes** **121 100 €**	**2,5 postes** **121 100 €**
3,6 adjoints techniques	**155 868 €**	**1,6 postes** **69 275 € (correspondant à un plafond de 1,6 ETP)**	**2 postes** **86 593 €**
Total	**398 068€**	**190 375 €**	**207 693 €**

M. LE PRÉSIDENT : Toujours Jean-Luc, cette fois-ci pour un avenant à la convention cadre de délégation de l'action sociale en faveur du personnel actif de notre Agglomération.

M. SCHILDKNECHT : Oui, cette délibération s'inscrit dans la continuité de la suivante concernant la réorganisation des services puisque la convention concernant l'action sociale, s'inscrivait dans le cadre de la mutualisation. Il s'agit donc d'une mise à jour, mais pas d'un changement sur le fond. Donc ce soir, il convient d'acter que m2A ne facturera plus cette charge de personnel à la ville, mais que chaque collectivité s'acquittera de cette charge respectivement.

M. LE PRÉSIDENT : Bien reçu, bien compris. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 86 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

28° MODIFICATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'EXPLOITATION DE LA RÉGIE DE L'EAU DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (5.7.6/2992C)

Après trois années d'existence, la Régie de l'Eau m2A évolue pour s'adapter au mieux au territoire.

Dans ce cadre, plusieurs modifications de ses statuts sont proposées :

1. Ajout de quatre membres

Suite à la dissolution du Syndicat de Heimsbrunn, la Régie de l'Eau de Mulhouse Alsace Agglomération intègre dans son périmètre quatre nouvelles communes : Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn et Zillisheim à partir du 1er Janvier 2026.

Conformément à la volonté de Mulhouse Alsace Agglomération que chaque commune soit équitablement représentée au sein de la Régie de l'Eau, celles-ci ont désigné des membres élus qui viendront s'ajouter aux membres déjà présents et seront inclus dans le quorum du conseil d'exploitation.

Cette intégration vient modifier la composition des collèges du conseil d'exploitation. Dans le respect des règles d'incompatibilité fixées à l'article R.2221-8 du CGCT, le Conseil d'Exploitation sera composé de **42** membres titulaires.

2. Remplacement de la personne représentant le Conseil de Développement de Mulhouse Alsace Agglomération

Au cours des trois années d'exercice de la Régie de l'Eau de Mulhouse Alsace Agglomération, des entités membres ont manifesté leur volonté de remplacer les personnes les représentant au sein du conseil d'exploitation.

Aussi, le conseil de développement de Mulhouse Alsace Agglomération souhaite remplacer Daniela MAUTE par Philipe LALLEMANT.

En conséquence, le Conseil d'Exploitation de la Régie de l'Eau de Mulhouse Alsace Agglomération est dorénavant constitué comme suit :

- Premier collège : **26** personnes représentantes de la Communauté d'Agglomération (conseillers communautaires ou suppléants), devant détenir la majorité des sièges du Conseil d'Exploitation conformément aux dispositions de l'article R. 2221-6 du CGCT ;

    - Intégration, pour la commune de Heimsbrunn, de **Jean-Paul MOR**, maire de Heimsbrunn et conseiller communautaire délégué aux plaines sportives, plan d'eau de Reiningue

- Deuxième collège : **12** personnes représentantes (maires, adjoints au maire, conseillers municipaux) des communes membres de la régie, et non obligatoirement membres du Conseil d'Agglomération ;

    - Intégration des personnes suivantes :
        - **Maxe PASQUIERS** pour la commune de Flaxlanden : premier adjoint
        - **André KELLER** pour la commune de Galfingue : quatrième adjoint
        - **Pierre KAYSER** pour la commune de Zillisheim : premier adjoint

- Troisième collège : 4 personnes représentantes réparties de la manière suivante :

1 personne représentant le conseil de développement de Mulhouse Alsace Agglomération ;

    - Remplacement de Daniela MAUTE par **Philippe LALLEMANT**
        - 1 personne représentant Alsace Nature
        - 1 personne représentant la Chambre d'Agriculture
        - 1 personne représentant les associations de défense des consommateurs

Ces 4 personnes ne peuvent être membres du Conseil d'Agglomération.

À ces trois collèges, s'ajoutent des personnes invitées de manière permanente sans voix délibérative, non pris en compte dans le calcul du quorum :

- 1 personne représentant le SIVU SAEP Bassin Potassique/Hardt,
- 1 personne représentant le SIAEP Heimsbrunn et Environs,
  - **Suppression de la personne représentant le SIAEP Heimsbrunn et Environs suite à la dissolution du syndicat**
- 1 personne représentant le SIAEP Ensisheim, Bollwiller et Environ,
- 1 personne représentant le SIAEP Bantzenheim Rumersheim.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte, par son vote, de la modification des membres du conseil d'exploitation de la Régie de l'Eau de Mulhouse Alsace Agglomération qui lui a été soumise,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et à prendre toutes les mesures d'exécution qui s'y rapportent.

PJ : (1)

- Projet de révision des statuts de la Régie de l'Eau de Mulhouse Alsace Agglomération

STATUTS RÉGIE AUTONOME D'EAU POTABLE DE m2A

Avec simple autonomie financière

Projet de révision – le 8/12/2025

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 - STATUT JURIDIQUE

La régie nommée « Régie de l'Eau m2A » est organisée sous la forme d'une régie dotée de la seule autonomie financière, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment les articles L. 1412-1 ainsi que L. 2221-1 à 9 et L. 2221-11 à 14, R.2221-1 à 17 et R.2221-63 à 94, complétés par les dispositions des présents statuts.

La régie est créée et, les statuts adoptés, par une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022. Elle est administrée, sous l'autorité de la personne à la Présidence de Mulhouse Alsace Agglomération, par le Conseil d'Exploitation, son Bureau, la personne à sa Présidence et celle à sa Vice- Présidence ainsi que la personne à sa Direction.

La régie dotée de la seule autonomie financière n'a pas de patrimoine propre : ses biens appartiennent à la Communauté d'Agglomération (patrimoine d'affectation).

Les marchés passés par la régie sont soumis aux règles des contrats publics, ils sont passés par la Communauté d'Agglomération. m2A se substitue de plein droit aux communes et syndicats, pour les contrats en cours au 1er janvier 2023.

ARTICLE 2 - OBJET

Dans le cadre des règles en vigueur, la régie a pour compétence :

- La **production** d'eau par captage ou pompage, la **protection** du point de prélèvement, le **traitement,** le **transport,** le **stockage** et la **distribution** d'eau destinée à la consommation humaine conformément à l'article L. 2224-7 du CGCT ;
- La gestion **clientèle** du service d'eau potable ;
- La réalisation des **travaux** et des **contrôles** techniques rendus nécessaires par ses interventions ;
- Les **études** relatives à la gestion de l'eau potable.

ARTICLE 3 - SIÈGE

Le siège de la régie est situé à l'adresse suivante : 61 rue de Thann à Mulhouse

Les membres du Conseil d'Exploitation pourront se réunir valablement, au siège de la régie ou dans une salle mise à disposition par l'agglomération ou une des communes membres de la régie communautaire.

ARTICLE 4 - PÉRIMÈTRE

Les compétences de la régie s'exercent, à sa création sur le territoire des **38** communes suivantes :

Baldersheim, Bantzenheim, Battenheim, Berrwiller, Bollwiller, Bruebach, Brunstatt-Didenheim, Chalampé, Dietwiller, Eschentzwiller, Feldkirch, **Flaxlanden Galfingue**, Habsheim, **Heimsbrunn**, Hombourg, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-bas, Mulhouse, Niffer, Ottmarsheim, Petit-Landau, Pfastatt, Pulversheim, Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Ruelisheim, Sausheim, Staffelfelden, Steinbrunn-le-Bas, Ungersheim, Wittelsheim, **Zillisheim** et Zimmersheim.

Le périmètre de la régie pourra être modifié, notamment pour permettre l'intégration de nouvelles communes. Cette modification du périmètre nécessitera une modification des présents statuts.

CHAPITRE 2 – ORGANISATION DE LA RÉGIE

La régie obéit aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales applicables aux régies dotées de la seule autonomie financière gérant des services publics industriels et commerciaux.

Mulhouse Alsace Agglomération, en sa qualité d'Autorité Organisatrice du service public de l'eau potable, coordonne la politique globale liée à cette compétence. À ce titre, elle définit les priorités stratégiques à moyen et long terme, sur la base notamment du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP).

ARTICLE 5 – REPRÉSENTANTE LÉGALE

La personne à la Présidence de Mulhouse Agglomération est la représentante légale de la régie dotée de la seule autonomie financière et elle en est l'ordonnatrice. Elle prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil d'Agglomération. Elle présente au Conseil d'Agglomération le budget et le compte administratif.

Elle peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature à la personne à la Direction de la régie communautaire pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

Par dérogation à l'article R. 2221-74 du CGCT, elle nomme et révoque les agents et personnes employées de la régie.

ARTICLE 6 – COMPÉTENCES DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

Le Conseil d'Agglomération, après avis du Conseil d'Exploitation :

- vote le **budget** de la régie et délibère sur les comptes et les investissements ;
- entérine les **politiques tarifaires** en lien avec les objectifs du SDAEP ;
- délibère sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin au cours de l'exercice ;
- règle les conditions de **recrutement**, de **licenciement** et de **rémunération** du personnel ;
- **fixe les taux des redevances** dues par les usagers de la régie. Ces taux sont établis de manière à assurer l'équilibre financier de la régie dans les conditions prévues aux articles L. 2224-1, L. 2224-2 et L. 2224-4 du CGCT ;
- approuve les **plans et devis** afférents aux constructions neuves ou reconstructions, travaux de première installation ou d'extension ;
- autorise la personne à la Présidence de m2A à intenter ou soutenir des actions **judiciaires**, à accepter les transactions.

CHAPITRE 3 – LE CONSEIL D'EXPLOITATION

ARTICLE 7 – COMPÉTENCES

Le Conseil d'Exploitation délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le Conseil d'Agglomération ne s'est pas réservé le pouvoir de décision ou pour lesquelles ce pouvoir n'est pas attribué à une autre autorité par les statuts.

Il est obligatoirement consulté par la personne à la Présidence de la Régie de l'eau sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie.

Le Conseil d'Exploitation peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle.

Il présente à la personne à la Présidence toutes propositions utiles.

Il rend des avis (article R.2221-72 du CGCT) permettant à l'Autorité organisatrice d'élaborer des délibérations à soumettre au Conseil d'Agglomération en vue de voter sur toutes les questions relevant de sa compétence (priorisation des investissements, proposition budgétaire, harmonisation tarifaire, etc – Cf article 6).

ARTICLE 8 – COMPOSITION

Les membres du Conseil d'Exploitation sont désignés par délibération du Conseil d'Agglomération. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Dans le respect des règles d'incompatibilité fixées à l'article R.2221-8 du CGCT, le Conseil d'Exploitation sera composé de **42 membres titulaires** :

- Premier collège : **26** personnes représentant la Communauté d'Agglomération (conseillers communautaires ou suppléants), devant détenir la majorité des sièges du Conseil d'Exploitation conformément aux dispositions de l'article R. 2221-6 du CGCT ;
- Deuxième collège : **12** personnes représentantes (maires, adjoints au maire, conseillers municipaux) des communes membres de la régie, et non obligatoirement membres du Conseil d'Agglomération ;
- Troisième collège : **4** personnes représentantes réparties de la manière suivante:
  - 1 personne représentant le **conseil de développement** de Mulhouse Alsace Agglomération,
  - 1 personne représentant **Alsace Nature**,
  - 1 personne représentant la **Chambre d'agriculture Alsace**,
  - 1 personne représentant l'**Union Départementale du Haut-Rhin de l'association**
  - **Consommation Logement et Cadre de Vie** (CLCV UD 68).

Ces 4 personnes représentantes ne peuvent être membres du Conseil d'Agglomération.

À ces trois collèges s'ajoutent des personnes invitées de manière permanente **sans voix délibérative**, non pris en compte dans le calcul du quorum :

- 1 personne représentant le SIVU SAEP Bassin Potassique/Hardt,
- 1 personne représentant le SIAEP Ensisheim, Bollwiller et Environ,
- 1 personne représentant le SIAEP Bantzenheim Rumersheim.

Parmi les membres du Conseil d'Exploitation, 5 personnes animatrices de secteur seront désignées par la personne à la Présidence du Conseil d'Agglomération.

Les membres du Conseil d'Exploitation sont désignés pour une durée ne pouvant excéder la limite de durée du mandat communautaire, mais peuvent, individuellement, être remplacés à tout moment par le Conseil d'Agglomération.

En cas de démission ou de décès d'un membre, il est procédé dans les plus brefs délais à son remplacement. Le nouveau membre exerce son mandat pour la durée qui reste à courir jusqu'au renouvellement du Conseil d'Agglomération.

Le renouvellement, à l'issue du mandat communautaire, est opéré dans les mêmes conditions que la désignation initiale.

ARTICLE 9 – PRÉSIDENCE

Conformément aux dispositions de l'article R. 2221-9 du CGCT, le Conseil d'Exploitation élit en son sein les personnes en charge de sa Présidence & de sa Vice-Présidence.

La personne à la Présidence sera une représentante élue de la Communauté d'Agglomération.

La durée du mandat des personnes en charge de la Présidence & de la Vice-Présidence est identique à celle du mandat des autres membres.

La personne à la Présidence peut déléguer certaines de ses fonctions, par arrêté, à la personne à la Vice-Présidence. Les règles de suppléance de la personne à la Présidence sont celles applicables en droit commun.

ARTICLE 10 – BUREAU

Le Bureau du Conseil d'Exploitation est composé des personnes en charge de sa Présidence & de la Vice-Présidence ainsi que des personnes animatrices de secteurs. Il se réunit sur l'initiative de la personne à la Présidence du Conseil d'Exploitation et au minimum une fois par trimestre pour examiner les remontées du terrain exprimées par les personnes animatrices de secteur et faire le lien avec l'autorité organisatrice.

La Direction de la Régie et l'Autorité Organisatrice sont invitées aux réunions du Bureau.

ARTICLE 11 – RÔLE DES PERSONNES ANIMATRICES DE SECTEUR

Les 5 personnes animatrices de secteur désignées par la personne à la Présidence du Conseil d'Agglomération ont pour missions :

- d'animer leur conférence territoriale de secteur en réunissant les représentants des communes aussi souvent que nécessaire,
- de faire remonter les demandes et difficultés observées sur le terrain,
- de recenser les investissements à réaliser dans l'année voire au-delà.

Les personnes animatrices de secteur sont chargées de transmettre ces informations à l'Autorité Organisatrice via leur participation au Bureau.

ARTICLE 12 – RÉUNIONS DU CONSEIL D'EXPLOITATION

Le Conseil d'Exploitation se réunit au moins une fois par trimestre (article R 2221-9 du CGCT) sur convocation de la personne à sa Présidence. Il est en outre réuni chaque fois que la présidence le juge utile, ou sur la demande du préfet ou de la majorité de ses membres.

Toute convocation est faite par la personne à la Présidence du Conseil d'Exploitation. Elle est adressée par écrit (mail ou lettre à domicile), au minimum cinq jours francs avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par décision de la personne à la Présidence sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Les séances du Conseil d'Exploitation ne sont pas publiques. La personne à la direction de la Régie assiste aux séances avec voix consultative sauf lorsqu'elle est personnellement concernée par l'affaire en discussion.

L'ordre du jour est arrêté par la personne à la présidence de la Régie.

Les délibérations sont adoptées à la majorité des voix exprimée par les membres du conseil d'exploitation. En cas de partage égal des voix, celle de la personne à la présidence de la Régie est prépondérante.

Le Conseil d'Exploitation ne peut valablement délibérer que lorsque la moitié des membres en exercice assiste à la séance. Quand, après la première convocation, à trois jours au moins d'intervalle, le Conseil ne s'est pas réuni en nombre suffisant, la délibération lors de la deuxième séance est valable quel que soit le nombre de membres présents.

Le Conseil désigne en son sein un *«secrétaire de séance»*. Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé par la personne à la présidence de la Régie.

ARTICLE 13 – STATUT DES MEMBRES

Les fonctions de membre du Conseil d'Exploitation sont gratuites.

Toutefois, lorsqu'un membre du Conseil d'Exploitation se verra confier une mission par le Conseil d'Exploitation, les frais induits seront remboursés par la Régie au vu de justificatifs

CHAPITRE 4 – LA DIRECTION

ARTICLE 14 – NOMINATION

La personne en charge de la Direction de la Régie est désignée par délibération du Conseil d'Agglomération et nommée par la personne à la Présidence de la Régie dans le respect des règles d'incompatibilité fixées à l'article R.2221-11 du CGCT. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

La personne en charge de la Direction est un agent public. Sa rémunération est fixée par le Conseil d'Agglomération, sur proposition de la personne à la Présidence de la Régie, après avis du Conseil d'Exploitation.

ARTICLE 15 – COMPÉTENCES

La personne en charge de la Direction assure le fonctionnement des services de la Régie. À cet effet :

- elle prépare le budget ;
- elle procède, sous l'autorité de la personne à la Présidence du Conseil d'Exploitation, aux ventes et aux achats courants ;
- elle propose la nomination et la révocation des agents et personnes employées de la régie à la personne à la Présidence de Mulhouse Agglomération ;
- Elle est remplacée, en cas d'absence ou d'empêchement, par un des fonctionnaires ou employés du service, désigné par la personne à la Présidence.

La personne en charge de la Direction informe, au moins une fois par an, le Conseil d'Exploitation du fonctionnement du service.

Elle organise ses services afin d'apporter une réponse opérationnelle au plus proche du terrain dans un souci de réactivité et de maintien de la qualité du service public rendu à l'usager.

CHAPITRE 5 – RÉGIME FINANCIER

ARTICLE 16 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les règles de la comptabilité publique sont applicables à la régie.

Les recettes et les dépenses d'exploitation et d'investissement de la régie font l'objet d'un budget annexe de la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 17 – LE COMPTABLE

Le comptable public de la régie est celui de la Communauté d'Agglomération.

Toutefois, lorsque les recettes annuelles d'exploitation excèdent 76 225 euros, ces fonctions peuvent être confiées, conformément aux dispositions de l'article R. 2221-76 du CGCT, à un agent comptable par délibération du Conseil d'Agglomération prise après avis du Conseil d'Exploitation et du trésorier-payeur général. Il est nommé par le Préfet sur proposition de la personne à la présidence de Mulhouse Alsace Agglomération.

Le comptable public de la régie (Service de Gestion Comptable) est seul chargé de poursuivre le recouvrement des recettes de la régie, ainsi que d'acquitter les dépenses, jusqu'à concurrence des crédits régulièrement accordés.

Il tient la comptabilité de la régie conformément au plan comptable M49 applicable au service public d'eau potable. Les dotations aux amortissements et aux provisions sont liquidées selon les dispositions et les durées d'usage applicables aux entreprises commerciales du même secteur d'activité et conformément à la délibération prise par le Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022.

ARTICLE 18 - DOTATION INITIALE ET AVANCE

À la date de création de la régie, les créances et les dettes figurant dans le budget de la Communauté d'Agglomération pour les activités exercées par la régie sont transférées au budget de celle-ci. Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale.

La dotation initiale fixée à 79 416 340 € s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves. L'ensemble de ces apports constitue la dotation initiale de la régie.

Les fonds de la régie sont déposés auprès du Trésor Public.

ARTICLE 19 - BUDGET

Le budget annexe de la régie communautaire est exécutoire dans les mêmes conditions que le budget de la Communauté d'Agglomération. Il peut être modifié dans les mêmes formes.

Il est préparé par la personne à la Direction de la régie et voté par le Conseil d'Agglomération.

ARTICLE 20 – PRÉSENTATION DU BUDGET

Le budget de la régie se divise en deux sections :

- la section d'exploitation dans laquelle sont prévues et autorisées les opérations d'exploitation ;
- la section d'investissement dans laquelle sont prévues et autorisées les opérations d'investissement.

La présentation détaillée de chaque section est conforme aux dispositions des articles R.2221-86 à 90 du CGCT.

ARTICLE 21 – CLÔTURE D'EXERCICE

À la fin de chaque exercice et après inventaire, le comptable prépare le compte financier. L'ordonnateur(ice) vise le compte financier. Il le soumet pour avis au Conseil d'Exploitation accompagné d'un rapport donnant tous éléments d'information sur l'activité de la régie au cours du dernier exercice.

Le compte financier est présenté par la personne à la Présidence de Mulhouse Alsace Agglomération au Conseil d'Agglomération qui l'arrête.

ARTICLE 22 – AFFECTATION DU RÉSULTAT COMPTABLE

Sur proposition de l'ordonnateur(ice), le Conseil d'Agglomération délibère sur l'affectation du résultat comptable de la section d'exploitation du budget, dans le respect des règles fixées par l'article R.2221-90 du CGCT.

CHAPITRE 6 – FIN DE LA RÉGIE

ARTICLE 23 – CESSATION D'ACTIVITÉ

La régie communautaire cesse son exploitation en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération qui détermine la date à laquelle prennent fin ses opérations. Les comptes sont arrêtés à cette date.

ARTICLE 24 – LIQUIDATION

La personne à la Présidence de Mulhouse Alsace Agglomération est chargée de procéder à la liquidation de la régie communautaire. Elle peut désigner par arrêté un liquidateur dont elle détermine les pouvoirs.

Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au préfet qui arrête les comptes.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Au terme des opérations de liquidation, l'actif et le passif de la régie sont repris dans les comptes de la Communauté d'Agglomération.

À [lieu], le [date],

Le Président de Mulhouse Alsace Agglomération

Fabian JORDAN

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons à une modification des membres du Conseil d'exploitation de la Régie de l'eau de notre Agglomération, et c'est Maryvonne BUCHERT qui nous en parle suite à la dissolution du syndicat de Heimsbrunn et environs, je pense.

MME BUCHERT : Effectivement, merci, M. le Président. Effectivement, nous en avons déjà parlé, au 31 décembre 2025, le syndicat, le SIAEP de Heimsbrunn, est dissous. Ce syndicat est composé de neuf communes, cinq qui font partie de la Comcom du Sundgau et quatre qui font partie de m2A, en l'occurrence Galfingue, Heimsbrunn, Zillisheim et Flaxlanden, et elles vont donc rejoindre la Régie de l'eau m2A à partir du 1er janvier, et c'est la raison pour laquelle nous allons inclure une personne élue par commune pour représenter chacune de ces communes au Conseil d'exploitation de la Régie de l'eau m2A. Bien entendu, le poste occupé par la personne qui représentait le syndicat, qui était invitée à chacun de nos Conseils d'exploitation, est supprimé puisque les quatre communes sont représentées individuellement. Et un autre point, le Conseil de développement a modifié son représentant au Conseil d'exploitation.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. Il s'agit là de prendre acte par le vote de cette modification des membres du Conseil d'exploitation de la Régie de l'eau. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 86 + 12 procurations.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération prend acte du bilan annuel 2024 du Parc des Expositions à Mulhouse.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

29° DÉSIGNATION DE DÉLÉGUES COMMUNAUTAIRES DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION AU SEIN DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE BANTZENHEIM-RUMERSHEIM-LE-HAUT : MODIFICATIONS (5.3.3/2972C)

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération est représentée au sein d'établissements publics de coopération intercommunale et de syndicats mixtes conformément aux dispositions prévues dans leurs statuts.
À ce titre, m2A est membre de syndicat mixte. En application des articles L. 5216-7, L. 5711-1 et L. 5711-3 du code général des collectivités territoriales, l'Agglomération doit désigner l'un de ses membres ou tout conseiller municipal d'une commune membre.

M. Jean-Marc PILOT et Mme Céline MIEHE, conseillers municipaux de Bantzenheim, ont démissionné du comité syndical du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Bantzenheim/Rumersheim-le-Haut respectivement les 3 et 13 novembre 2025. Dès lors, il convient de procéder à leur remplacement. Il est ainsi proposé de désigner M. Daniel GODINAT, conseiller municipal de Bantzenheim et Mme Maryvonne BUCHERT, conseillère communautaire déléguée de m2A pour leur succéder.

Comité syndical du syndicat mixte syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Bantzenheim/Rumersheim-le-Haut	~~**Jean-Marc PILOT**~~ **Daniel GODINAT** ~~**Céline MIEHE**~~ **Maryvonne BUCHERT** Pierre REMY RUEFF Dominique Thierry SALTZMANN

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve les désignations de M. Daniel GODINAT et de Mme Maryvonne BUCHERT au comité syndical du syndicat mixte syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Bantzenheim/Rumersheim-le-Haut.

M. LE PRÉSIDENT : En point 29, il s'agit de désigner le délégué communautaire de notre Agglomération au sein du comité syndical du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau potable de Bantzenheim et Rumersheim-le-Haut. Comme il s'agit de désigner des délégués, il faut que je vous demande, si vous en êtes d'accord, de ne pas procéder au vote secret. Est-ce que vous êtes d'accord pour le faire à main levée ? Qui est contre ? Personne qui s'abstient ?

Concernant le vote à main levée :
Pour : 85 + 12 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Maryvonne BUCHERT.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie. Voilà, donc c'est Jean-Marc PILOT et Madame Céline MIEHE, conseillers municipaux de Bantzenheim, qui ont démissionné du comité syndical du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau potable de Bantzenheim et Rumersheim-le-Haut, respectivement les 3 et 13 novembre 2025. Dès lors, il convient évidemment de procéder à leur remplacement, donc conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, notre Agglomération doit désigner l'un de ses membres ou tout conseiller municipal d'une commune membre. Il vous est ainsi proposé de désigner M. Daniel GODINAT, qui est conseiller municipal de Bantzenheim, et Mme Maryvonne BUCHERT, conseillère communautaire déléguée de notre Agglomération, pour leur succéder. Évidemment, je suggère à Maryvonne de ne pas prendre part au vote, mais voilà pour les autres, est-ce que vous avez des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Le conseil communautaire décide à l'unanimité des suffrages exprimés de ne pas procéder au scrutin secret.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

30° POLITIQUE DE L'EMPLOI : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2026 - VERSEMENT D'AVANCES (7.5.6/2999C)

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) contribue au fonctionnement des associations agissant sur la politique de l'emploi :

- La Maison de l'Emploi et de la Formation Mulhouse Sud Alsace (MEF68), à laquelle elle a confié la mise en œuvre de son plan d'actions en faveur de l'emploi. L'association intervient également en tant qu'organisme intermédiaire de gestion des fonds européens.
- Sémaphore Mulhouse Sud Alsace, la mission locale du territoire.
- Réagir, qui accompagne les personnes en difficultés vers l'emploi et la formation.
- E2C (Ecole de la deuxième chance) qui s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans rencontrant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle et les accompagne vers la qualification professionnelle et l'emploi.

Afin d'assurer la continuité du service, il est proposé au Conseil d'Agglomération de signer une première convention d'objectifs et de moyens permettant notamment de verser une avance à hauteur de la moitié de la subvention attribuée en 2025.

La convention d'objectifs et de moyens fera ensuite l'objet d'un avenant permettant de préciser les objectifs et de définir le solde de la subvention.
Celle-ci sera soumise à un vote ultérieur, prenant en compte la demande de subvention 2026 transmise par l'association, les données d'activité et résultats financiers de l'année 2025, ainsi que le budget primitif 2026 de Mulhouse Alsace Agglomération.

Pour cette avance, il est proposé de verser :

- A la MEF68 un acompte d'un montant égal à 116 208,50 euros.
- A SEMAPHORE MULHOUSE SUD ALSACE, un acompte d'un montant égal à 277 044,50 euros.
- A SEMAPHORE MULHOUSE SUD ALSACE, un acompte d'un montant égal à 10 000,00 euros pour les actions spécifiques Boussole des jeunes et LOJ'TOIT.
- A REAGIR un acompte d'un montant égal à 164 029,00 euros.
- A E2C un acompte d'un montant égal à 69 300,00 euros.

Les crédits nécessaires au versement de la contribution seront proposés aux budget primitif 2026.
Chapitre 65 – article 65748 – fonction 61 – service gestionnaire et utilisateur A5411-
Ligne de crédit 1201 (MEF68)
Ligne de crédit 1434 (SEMAPHORE)
Ligne de crédit 26207 (SEMAPHORE BOUSSOLE/Loj'toît)
Ligne de crédit 13642 (REAGIR)
Ligne de crédit 21363 (E2C)

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- Approuve l'attribution des avances proposées et autorise leurs versements pour un total de 636 582,00 €,
- Autorise le Président ou son représentant à signer les conventions et toute pièce nécessaire à leurs exécutions.

PJ : (5)

- Convention avec la MEF68
- Convention avec Sémaphore
- Convention avec Sémaphore (Actions spécifiques)
- Convention avec Réagir
- Convention avec E2C

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2026

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Vice-Présidente, Madame Rachel BAECHTEL, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 8 décembre 2025, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et

La Maison de l'Emploi et de la Formation (dite MEF68) qui gère le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de la Région Mulhousienne (PLIE), ayant son siège à la maison du territoire 9 Avenue Konrad Adenauer SAUSHEIM, représentée par son Président, Monsieur Laurent RICHE, habilité par une délibération du conseil d'administration.

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Consciente de la préoccupation de ses concitoyens en matière d'emploi, m2A, dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, entend peser sur les actions conduites sur son territoire.

C'est dans cette optique qu'elle considère l'association MEF68 comme l'un des acteurs-clés des politiques menées sur le territoire en faveur de l'emploi.

Le rôle de la MEF68 est de promouvoir une dynamique de projets et d'actions dans le domaine de la politique publique de l'emploi, de la formation et de l'orientation. Constatant que les objectifs de m2A et ceux de la MEF68 sont convergents, il a été convenu entre eux de développer conjointement un partenariat visant à mobiliser les synergies et les ressources dans une démarche concertée.

Aussi, la présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et la MEF68.

Article 1 – Missions et engagements de MEF68

Selon la loi du 13 Février 2008 (article L 5313-1 du Code du travail), la MEF68 anime et coordonne les politiques des acteurs publics et privés de l'emploi, de l'insertion, de la formation et du développement économique.

Sa démarche s'articule avec les caractéristiques et les perspectives du développement économique et social territorial.

L'action de la MEF68 se structure autour de 4 axes d'intervention :

1) Anticiper les mutations économiques et développer une stratégie locale partagée en animant une démarche de gestion territoriale des emplois et des compétences

Dans le cadre de la démarche TransverS'AL de Gestion Territoriale des Ressources Humaines (GTRH), la MEF68 se fixe pour objectif d'anticiper les mutations économiques mais également de répondre aux problématiques actuelles de recrutement et de recherche de compétences des entreprises.

Il s'agit ainsi de :

- ✓ Valoriser les compétences des actifs au travers des besoins du territoire en emplois porteurs, donc durables. Plusieurs outils y concourent :

  - Le site internet qui détaille toutes les transitions « monmetierdedemain.com » (avec une entrée par compétences ou par métier ainsi que la découverte des métiers porteurs)
  - Des outils pour les professionnels et les chefs d'entreprises et la création d'une plateforme RH en partenariat avec l'UIMM et le CFAI Alsace.

- ✓ Favoriser les mobilités professionnelles des actifs de l'agglomération

  - Promotion des nouvelles formes d'emploi, d'organisation du travail et de l'activité : l'objectif est ici d'assurer une meilleure flexibilité pour l'entreprise, de sécuriser les parcours professionnels des salariés et de fidéliser des entreprises sur le territoire (Coopératives d'activité et d'emploi, groupement d'employeurs GEbosse, …).

  - Mise en œuvre de détachements interentreprises.

  - Actions de communication auprès des salariés pour promouvoir la formation tout au long de la vie.

  - Développement de projets avec l'Allemagne pour favoriser les mobilités transfrontalières.

Sont parties prenantes de cette démarche globale, l'Etat, les acteurs institutionnels, les collectivités, les organisations professionnelles et les branches, les partenaires sociaux, les acteurs économiques et les opérateurs de la formation auprès des actifs.

2) Contribuer au développement local en assurant la gestion de la clause de promotion de l'insertion et de l'emploi figurant dans le Code de la commande publique

- Accompagnement, au travers des facilitateurs, des donneurs d'ordre publics et privés et des entreprises.

- Lien avec les acteurs de l'emploi et de l'insertion, grâce aux outils d'ingénierie et de suivi ainsi que de communication à destination des professionnels et du public dont elle s'est dotée.

- Appui particulier sur les QPV et dans le cadre du NPNRU.

3) S'engager dans l'innovation sociale et l'ESS (Economie Sociale et Solidaire)

Engagée dans ce domaine, force de proposition pour améliorer la sensibilité du territoire à l'ESS, la MEF68 organise un évènement autour de l'ESS en y associant l'ensemble des structures et entreprises de l'ESS, l'appel à projet Courts Circuits, événement qui favorise au travers de dispositifs innovants, les initiatives locales en matière d'innovation sociale.

3) Réduire les freins culturels et sociaux à l'accès à l'emploi au travers du PLIE

La MEF68 gère, en tant qu'organisme intermédiaire, des fonds européens (FSE+), dont notamment le PLIE (Plan Local d'Insertion pour l'Emploi) qui permet d'optimiser les dispositifs locaux en faveur des publics les plus éloignés de l'emploi.

La MEF68 porte le PLIE de la Région mulhousienne depuis 1993. La gestion et redistribution du FSE permettent la réalisation d'actions spécifiques de retour à l'emploi :

- L'auto-école sociale « Mobilité pour l'emploi » permet aux plus fragiles d'accéder à la mobilité.

- Financement d'actions de formations spécifiques non couvertes par le droit commun.

- Accompagnement de publics en difficulté à travers 26 référents de parcours.

4) Informer et orienter au travers de la Cité des Métiers de la Région mulhousienne

Une convention transfrontalière quadripartite, m2A, Agentur fur Arbeit de Freiburg et de Lörrach, Saint-Louis agglo et MEF68, permet de travailler sur les enjeux de l'emploi transfrontalier en Sud Alsace. La MEF68 fait vivre cette convention transfrontalière au travers d'évènements tel que le salon d'informations Warum Nicht ou la permanence d'information mensuelle Monats Treff.

Article 2 – Montant de la subvention et modalités de versement

Le montant de la subvention 2026 sollicité par l'association est de 232 417 €.

Son montant définitif sera soumis à délibération de l'organe compétent ultérieurement, prenant en compte les demandes émises par les gestionnaires de la structure et les données d'activités et comptes financiers 2025.
En effet, les montants peuvent être soumis à modification par voie d'avenant, le cas échéant.
A noter, la subvention fera l'objet de 2 versements effectués par le trésorier de m2A, selon les procédures comptables en vigueur :

- Une avance de 50 % sur la base de la subvention de l'année 2025, votée lors de l'assemblée délibérante, versée dès signature de la présente convention et sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours et du bilan financier de l'année précédente.
  Le montant de l'avance sera égal à la moitié de la subvention versée sur l'année 2025 soit 116 208,50 €
- Le second versement, correspondant au solde sera versé au second semestre 2026.

Il est à noter que ces versements ne se feront que sous réserve de l'inscription des crédits au budget et qu'après validation de l'ensemble de ces sommes par l'assemblée délibérante.
Le versement de cette subvention sera effectué sur le compte de l'association dans un délai de 2 mois après la délibération.

Article 3 – Evaluation et contrôle du respect des engagements de MEF68 par m2A

La MEF68 établira un compte rendu annuel de ses activités qui fera l'objet d'une concertation avec Mulhouse Alsace Agglomération et servira de base à l'établissement des programmes annuels d'actions.

Elle adressera à Mulhouse Alsace Agglomération, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de fonctionnement et de résultat et l'annexe dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

La MEF68 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par Mulhouse Alsace Agglomération des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tous autres documents dont la production serait jugée utile.

Article 4 – Communication de MEF68

La MEF68 indiquera dans les présentations et documents à destination du public, sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de m2A.

Article 5 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

Article 6 – Résiliation

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la présente convention, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 7 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 – Sanctions

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de Mulhouse Alsace Agglomération, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.
Les reversements sont effectués par l'association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 9 – Contrat d'engagement républicain

Le décret du 31 décembre 2021 fixe les modalités d'application des dispositions de l'article 10-1 de la loi n° 2000- 321 du 12 avril 2000 telle que modifiée par l'article 12 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Il détermine le contenu du contrat d'engagement républicain des associations et des fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat,

fixe ses modalités de souscription et précise les conditions de retrait des subventions publiques.

L'association MEF68 s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain et, notamment :

- A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

- A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

- A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

L'association MEF68 informe ses membres par tout moyen (affichage dans ses locaux, mise en ligne sur son site internet, etc…) des engagements inscrits dans le contrat d'engagement républicain. Elle veille à ce qu'ils soient respectés par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles. Tout constat d'un manquement commis par l'une ou l'autre de ces personnes conduira à la restitution de la subvention au prorata de la période restant à courir.

Article 10 – Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Sausheim, le

Pour MEF68 Le Président	Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Vice-Présidente
Laurent RICHE	Rachel BAECHTEL

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2026

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Vice-Présidente, Madame Rachel BAECHTEL, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 8 décembre 2025, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et

L'association SEMAPHORE Mulhouse Sud Alsace, représentée par sa Présidente, Madame Josiane MEHLEN, désignée sous le terme « SEMAPHORE »

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Consciente de la préoccupation de ses concitoyens en matière d'emploi, m2A, dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, entend peser sur les actions conduites sur son territoire.

C'est dans cette optique qu'elle considère l'association SEMAPHORE comme l'un des acteurs-clés des politiques menées sur le territoire en faveur de l'emploi et contre le chômage.

Le rôle de SEMAPHORE est de promouvoir une dynamique de projets et d'actions dans le domaine de la politique publique de l'emploi et de l'orientation, en particulier en faveur des jeunes. Constatant que les objectifs de m2A et ceux de SEMAPHORE sont convergents, il a été convenu de développer un partenariat visant à mobiliser les synergies et les ressources dans le cadre d'une démarche concertée.

Aussi, la présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et SEMAPHORE.

Article 1 – Missions et engagements de SEMAPHORE

SEMAPHORE est une plateforme de services qui intervient sur le territoire de la région mulhousienne. Elle porte différents dispositifs consacrés à l'information, l'orientation, l'emploi et la formation des jeunes et des adultes. Pour structurer

son intervention, elle anime différents « espaces » qui sont autant de modalités d'intervention en direction des publics :

- L'Espace Information Jeunesse informe les jeunes dans tous les domaines (loisirs, mobilité internationale, engagement citoyen…) en utilisant tous les supports d'informations actuels.

- L'Espace Emploi accompagne les jeunes et les adultes en difficultés d'insertion vers l'emploi et la qualification. Les conseillers en insertion sociale et professionnelle mobilisent les publics dans la construction de parcours professionnels. Elle met à disposition les offres d'emplois diffusées par Pôle Emploi et assure un service de conseil et de mise en relation avec les entreprises.

- L'Espace Multimédia Pour Tous, a pour objet de favoriser l'accès et l'initiation du grand public aux TIC, d'être un lieu d'échange et d'apprentissage mais permet aussi l'accès aux techniques de recherche d'emploi par internet.

Article 2 – Montant de la subvention et modalités de versement

Le montant de la subvention 2026 sollicité par l'association est de 554 089 €.
Son montant définitif sera soumis à délibération de l'organe compétent ultérieurement, prenant en compte les demandes émises par les gestionnaires de la structure et les données d'activités et comptes financiers 2025.
En effet, les montants peuvent être soumis à modification par voie d'avenant, le cas échéant.
A noter, la subvention fera l'objet de 2 versements effectués par le trésorier de m2A, selon les procédures comptables en vigueur :

- Une avance de 50 % sur la base de la subvention de l'année 2025, votée lors de l'assemblée délibérante, versée dès signature de la présente convention et sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours et du bilan financier de l'année précédente.
  Le montant de l'avance sera égal à la moitié de la subvention versée sur l'année 2025 soit 277 044,50 €
- Le second versement, correspondant au solde sera versé au second semestre 2026.

Il est à noter que ces versements ne se feront que sous réserve de l'inscription des crédits au budget et qu'après validation de l'ensemble de ces sommes par l'assemblée délibérante.
Le versement de cette subvention sera effectué sur le compte de l'association dans un délai de 2 mois après la délibération.

Article 3 – Aides en nature

Les engagements de m2A se traduisent également par la mise à disposition gratuite de locaux, situés 7 rue du Moulin à Mulhouse.
SEMAPHORE, conformément à la réglementation en vigueur, s'engage à communiquer à l'administration fiscale le montant de la valorisation des aides en nature apportées.

Article 4 – Evaluation et contrôle du respect des engagements de SEMAPHORE par m2A

SEMAPHORE établira un compte rendu annuel de ses activités.
Elle adressera à m2A, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de fonctionnement et de résultat et l'annexe, dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

SEMAPHORE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tous autres documents dont la production serait jugée utile.

Conformément à la réglementation en vigueur, SEMAPHORE sera soumise au contrôle de m2A. SEMAPHORE lui adressera tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention.

Article 5 – Communication de SEMAPHORE

SEMAPHORE indiquera dans les présentations et documents à destination du public, sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de m2A.

Article 6 – Assurances

m2A assurera les locaux au titre de sa qualité de copropriétaire de l'immeuble 7 rue du Moulin à Mulhouse.

SEMAPHORE prendra en charge les assurances liées à ses obligations de locataire ainsi que :

- la responsabilité civile de son personnel et des visiteurs,
- les risques d'accident pouvant survenir dans les lieux mis à disposition,
- le mobilier, le matériel et ses biens propres.

Article 7 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

Article 8 – Résiliation

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la présente convention, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 9 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 – Sanctions

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de Mulhouse Alsace Agglomération, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.
Les reversements sont effectués par l'association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 11 – Contrat d'engagement républicain

Le décret du 31 décembre 2021 fixe les modalités d'application des dispositions de l'article 10-1 de la loi n° 2000- 321 du 12 avril 2000 telle que modifiée par l'article 12 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Il détermine le contenu du contrat d'engagement républicain des associations et des fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, fixe ses modalités de souscription et précise les conditions de retrait des subventions publiques.

L'association SEMAPHORE s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain et, notamment :

- A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

- A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

- A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

L'association SEMAPHORE informe ses membres par tout moyen (affichage dans ses locaux, mise en ligne sur son site internet, etc…) des engagements inscrits dans le contrat d'engagement républicain. Elle veille à ce qu'ils soient respectés par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles. Tout constat d'un manquement commis par l'une ou l'autre de ces personnes conduira à la restitution de la subvention au prorata de la période restant à courir.

Article 12 – Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Mulhouse, le

Pour l'Association SEMAPHORE La Présidente	Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Vice-Présidente
Josiane MEHLEN	Rachel BAECHTEL

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2026

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 8 décembre 2025, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et

L'association SEMAPHORE Mulhouse Sud Alsace, représentée par sa Présidente, Madame Josiane MEHLEN, désignée sous le terme « SEMAPHORE »

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Consciente de la préoccupation de ses concitoyens en matière d'emploi, m2A, dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, entend peser sur les actions conduites sur son territoire.

C'est dans cette optique qu'elle considère l'association SEMAPHORE comme l'un des acteurs-clés des politiques menées sur le territoire en faveur de l'emploi et contre le chômage.

Sémaphore MSA fait l'objet d'une convention avec m2A à hauteur de 554 089 € pour ses missions en faveur de l'emploi et contre le chômage en 2026.

En complément de ses missions courantes, Sémaphore MSA pilote deux actions spécifiques visant à lever les freins à l'accès à la formation et à l'emploi des jeunes en agissant en particulier sur les leviers « logement » et « mobilité ».

Il s'agit de la boussole des jeunes et de l'action LOJ'Toît.

La présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et SEMAPHORE sur ces deux actions.

Article 1 – Objectifs des deux actions

La Boussole des jeunes vise à favoriser la mise en relation entre les jeunes et les structures du territoire déployant pour eux des offres de services sur les

thématiques de l'emploi/formation, du logement, de la santé et du bien-être et de la mobilité internationale et transfrontalière.

La Plateforme LOJ'Toît dont la vocation est d'informer et d'accompagner les jeunes dans leurs démarches d'accès au logement dans le cadre de mobilité liée à la formation (stage, apprentissage...) ou à l'emploi.

Article 2 – Montant de la subvention et modalités de versement

Le montant de la subvention 2026 sollicité par l'association est de 20 000 €.
Son montant définitif sera soumis à délibération de l'organe compétent ultérieurement, prenant en compte les demandes émises par les gestionnaires de la structure et les données d'activités et comptes financiers 2025.
En effet, les montants peuvent être soumis à modification par voie d'avenant, le cas échéant.
A noter, la subvention fera l'objet de 2 versements effectués par le trésorier de m2A, selon les procédures comptables en vigueur :

- Une avance de 50 % sur la base de la subvention de l'année 2025, votée lors de l'assemblée délibérante, versée dès signature de la présente convention et sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours et du bilan financier de l'année précédente.
- Le montant de l'avance sera égal à la moitié de la subvention versée sur l'année 2025 soit 10 000 €.
- Le second versement, correspondant au solde sera versé au second semestre 2026.

Il est à noter que ces versements ne se feront que sous réserve de l'inscription des crédits au budget et qu'après validation de l'ensemble de ces sommes par l'assemblée délibérante.
Le versement de cette subvention sera effectué sur le compte de l'association dans un délai de 2 mois après la délibération.

Article 3 – Aides en nature

Les engagements de m2A se traduisent également par la mise à disposition gratuite de locaux, situés 7 rue du Moulin à Mulhouse.
SEMAPHORE, conformément à la réglementation en vigueur, s'engage à communiquer à l'administration fiscale le montant de la valorisation des aides en nature apportées.

Article 4 – Evaluation et contrôle du respect des engagements de SEMAPHORE par m2A

SEMAPHORE établira un bilan de ces deux projets qui sera adressé à m2A.

SEMAPHORE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tous autres documents dont la production serait jugée utile.

Article 5 – Communication de SEMAPHORE

SEMAPHORE indiquera dans les présentations et documents à destination du public, sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de m2A.

Article 6 – Assurances

m2A assurera les locaux au titre de sa qualité de copropriétaire de l'immeuble 7 rue du Moulin à Mulhouse.

SEMAPHORE prendra en charge les assurances liées à ses obligations de locataire ainsi que :

- la responsabilité civile de son personnel et des visiteurs,
- les risques d'accident pouvant survenir dans les lieux mis à disposition,
- le mobilier, le matériel et ses biens propres.

Article 7 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

Article 8 – Résiliation

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la présente convention, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 9 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 – Sanctions

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de Mulhouse Alsace Agglomération, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.
Les reversements sont effectués par l'association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 11 – Contrat d'engagement républicain

Le décret du 31 décembre 2021 fixe les modalités d'application des dispositions de l'article 10-1 de la loi n° 2000- 321 du 12 avril 2000 telle que modifiée par l'article 12 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Il détermine le contenu du contrat d'engagement républicain des associations et des fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, fixe ses modalités de souscription et précise les conditions de retrait des subventions publiques.

L'association SEMAPHORE s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain et, notamment :

- A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

- A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

- A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

L'association SEMAPHORE informe ses membres par tout moyen (affichage dans ses locaux, mise en ligne sur son site internet, etc…) des engagements inscrits dans le contrat d'engagement républicain. Elle veille à ce qu'ils soient respectés par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles. Tout constat d'un manquement commis par l'une ou l'autre de ces personnes conduira à la restitution de la subvention au prorata de la période restant à courir.

Article 12 – Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Mulhouse, le

Pour l'Association SEMAPHORE La Présidente	Pour Mulhouse Alsace Agglomération Le Président
Josiane MEHLEN	Fabian JORDAN

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2026

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Vice-Présidente, Madame Rachel BAECHTEL, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 8 décembre 2025, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et

L'association REAGIR, représentée par son Président, Monsieur Francis BAEUMLIN, désignée sous le terme « REAGIR »,

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Consciente de la préoccupation de ses concitoyens en matière d'emploi, m2A, dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, entend peser sur les actions conduites sur son territoire.

C'est dans cette optique qu'elle considère l'association REAGIR comme l'un des acteurs-clés des politiques menées sur le territoire en faveur de l'emploi.

Le rôle de REAGIR est de promouvoir une dynamique de projets et d'actions dans le domaine de la politique publique de l'emploi, de la formation et de l'orientation. Constatant que les objectifs de m2A et ceux de REAGIR sont convergents, il a été convenu de développer un partenariat visant à mobiliser les synergies et les ressources dans une démarche concertée.

La présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et REAGIR.

Article 1 – Missions et engagements de REAGIR

Les missions de REAGIR sont d'accueillir, informer, orienter, accompagner et intégrer sur le plan social et professionnel, les personnes qui déclarent être à la recherche d'une situation professionnelle.

REAGIR recherche et met en œuvre les moyens qui permettent aux usagers de les accompagner dans toutes les démarches qui concernent l'orientation, la formation, la recherche, l'adaptation et le démarrage d'un emploi.

Article 2 – Montant de la subvention et modalités de versement

Le montant de la subvention 2026 sollicité par l'association est de 328 058 €.
Son montant définitif sera soumis à délibération de l'organe compétent ultérieurement, prenant en compte les demandes émises par les gestionnaires de la structure et les données d'activités et comptes financiers 2025.
En effet, les montants peuvent être soumis à modification par voie d'avenant, le cas échéant.
A noter, la subvention fera l'objet de 2 versements effectués par le trésorier de m2A, selon les procédures comptables en vigueur :

- Une avance de 50 % sur la base de la subvention de l'année 2025, votée lors de l'assemblée délibérante, versée dès signature de la présente convention et sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours et du bilan financier de l'année précédente.
  Le montant de l'avance sera égal à la moitié de la subvention versée sur l'année 2025 soit 164 029 €.
- Le second versement, correspondant au solde sera versé au second semestre 2026.

Il est à noter que ces versements ne se feront que sous réserve de l'inscription des crédits au budget et qu'après validation de l'ensemble de ces sommes par l'assemblée délibérante.
Le versement de cette subvention sera effectué sur le compte de l'association dans un délai de 2 mois après la délibération.

Article 3 – Evaluation et contrôle du respect des engagements de REAGIR par m2A

REAGIR établira un compte rendu annuel de ses activités et adressera à m2A, dans le mois suivant la clôture des comptes et leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de fonctionnement et de résultat et l'annexe dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

REAGIR s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 4 – Communication de REAGIR

REAGIR indiquera dans les présentations et documents à destination du public, que ce soit sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 5 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

Article 6 – Résiliation

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la présente convention, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 7 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 – Sanctions

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de Mulhouse Alsace Agglomération, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.
Les reversements sont effectués par l'association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 9 – Contrat d'engagement républicain

Le décret du 31 décembre 2021 fixe les modalités d'application des dispositions de l'article 10-1 de la loi n° 2000- 321 du 12 avril 2000 telle que modifiée par l'article

12 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Il détermine le contenu du contrat d'engagement républicain des associations et des fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, fixe ses modalités de souscription et précise les conditions de retrait des subventions publiques.

L'association REAGIR s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain et, notamment :

- A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

- A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

- A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

L'association REAGIR informe ses membres par tout moyen (affichage dans ses locaux, mise en ligne sur son site internet, etc…) des engagements inscrits dans le contrat d'engagement républicain. Elle veille à ce qu'ils soient respectés par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles. Tout constat d'un manquement commis par l'une ou l'autre de ces personnes conduira à la restitution de la subvention au prorata de la période restant à courir.

Article 10 – Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Mulhouse, le

Pour l'Association REAGIR Le Président	Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Vice-Présidente
Francis BAEUMLIN	Rachel BAECHTEL

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2026

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 8 décembre 2025, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et

L'association E2C 68, représentée par sa Présidente, Madame Francine AGUDO-PEREZ,

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Consciente de la préoccupation de ses concitoyens en matière d'emploi, m2A, dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, entend peser sur les actions conduites sur son territoire.

C'est dans cette optique qu'elle considère l'association E2C 68 comme l'un des acteurs-clés des politiques menées sur le territoire en faveur de l'emploi.

Le rôle de l'E2C 68 est de promouvoir et d'organiser le service de l'école de la deuxième chance sur le territoire de l'agglomération mulhousienne.

La présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et E2C 68.

Article 1 – Missions de E2C 68

L'Ecole de la Deuxième Chance (organisme de formation) est un programme de la Commission Européenne dont l'objectif premier est la qualification professionnelle et l'emploi. Elle s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans qui sont en difficulté d'insertion.

Article 2 – Montant de la subvention et modalités de versement

Le montant de la subvention 2026 sollicité par l'association est de 138 600 €.

Son montant définitif sera soumis à délibération de l'organe compétent ultérieurement, prenant en compte les demandes émises par les gestionnaires de la structure et les données d'activités et comptes financiers 2025.
En effet, les montants peuvent être soumis à modification par voie d'avenant, le cas échéant.
A noter, la subvention fera l'objet de 2 versements effectués par le trésorier de m2A, selon les procédures comptables en vigueur :

- Une avance de 50 % sur la base de la subvention de l'année 2025, votée lors de l'assemblée délibérante, versée dès signature de la présente convention et sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours et du bilan financier de l'année précédente.
  Le montant de l'avance sera égal à la moitié de la subvention versée sur l'année 2025 soit 69 300 €.
- Le second versement, correspondant au solde sera versé au second semestre 2026.

Il est à noter que ces versements ne se feront que sous réserve de l'inscription des crédits au budget et qu'après validation de l'ensemble de ces sommes par l'assemblée délibérante.
Le versement de cette subvention sera effectué sur le compte de l'association dans un délai de 2 mois après la délibération.

Article 3 – Evaluation et contrôle du respect des engagements de E2C 68 par m2A

E2C 68 établira un compte rendu annuel de ses activités.

Elle adressera à m2A, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de fonctionnement et de résultat et l'annexe, dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

E2C 68 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 4 – Communication de E2C 68

E2C 68 indiquera dans les présentations et documents à destination du public, que ce soit sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 5 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

Article 6 – Résiliation

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la présente convention, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 7 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 – Sanctions

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de Mulhouse Alsace Agglomération, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.
Les reversements sont effectués par l'association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 9 – Contrat d'engagement républicain

Le décret du 31 décembre 2021 fixe les modalités d'application des dispositions de l'article 10-1 de la loi n° 2000- 321 du 12 avril 2000 telle que modifiée par l'article 12 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Il détermine le contenu du contrat d'engagement républicain des associations et des fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat,

fixe ses modalités de souscription et précise les conditions de retrait des subventions publiques.

L'association E2C 68 s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain et, notamment :

- A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

- A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

- A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

L'association E2C 68 informe ses membres par tout moyen (affichage dans ses locaux, mise en ligne sur son site internet, etc…) des engagements inscrits dans le contrat d'engagement républicain. Elle veille à ce qu'ils soient respectés par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles. Tout constat d'un manquement commis par l'une ou l'autre de ces personnes conduira à la restitution de la subvention au prorata de la période restant à courir.

Article 10 – Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Mulhouse, le

Pour l'Association E2C 68 La Présidente	Pour Mulhouse Alsace Agglomération Le Président
Francine AGUDO-PEREZ	Fabian JORDAN

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons à la politique de l'emploi avec une subvention de fonctionnement au titre de l'année 2026, et c'est Christophe TORANELLI qui nous en parle.

M. TORANELLI : Oui, merci Président. Mesdames et Messieurs, bonsoir à tous. Je vais vous proposer une délibération concernant les associations agissant sur la politique de l'emploi. Vous savez que m2A contribue à leur fonctionnement. Donc ces associations, c'est toujours les quatre mêmes, chaque année je vous propose les mêmes résolutions. Donc il s'agit de la Maison de l'Emploi et de la Formation de Mulhouse Sud-Alsace, la MEF68, à laquelle m2A a confié la mise en œuvre de son plan d'actions. L'association intervient également en tant qu'organisme intermédiaire de gestion des fonds européens. La deuxième association, c'est Sémaphore Mulhouse Sud-Alsace, la mission locale du territoire. La troisième association, c'est Réagir, qui accompagne les personnes en difficulté vers l'emploi et la formation. Et la quatrième association, c'est l'École de la deuxième chance, qui s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans rencontrant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle et les accompagne vers la qualification professionnelle et l'emploi. L'objectif de cette délibération est de permettre le versement d'une avance de 50 % de la subvention totale afin que chaque association puisse assurer la continuité de service. Pour la MEF 68, il est proposé un acompte d'un montant de 116 208,50 euros ; à Sémaphore Mulhouse Sud-Alsace, un acompte d'un montant égal à 277 044,50 euros ; toujours à Sémaphore Mulhouse Sud-Alsace, mais pour une action spécifique de la boussole des jeunes et Loj'toit, un acompte de 10 000 euros ; à Réagir, un acompte d'un montant de 164 029 euros ; et à l'École de la deuxième chance, un acompte d'un montant égal à 69 300 euros ; ce qui nous fait un total de 636 582 euros. Voilà, Monsieur le Président, nous avons tous les éléments pour nous permettre de délibérer.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Christophe, et je pense que tu as eu raison de souligner, en fin de compte, la hauteur des engagements de notre Agglomération parce que malgré les difficultés financières, nous avons maintenu l'ensemble des financements et des aides à ces structures importantes aussi pour la politique de l'emploi. Voilà, des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 86 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

31° UNIVERSITÉ DE HAUTE-ALSACE – SOUTIEN AU PROJET DYSCRYOPERF : DÉVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME D'ACCOMPAGNEMENT À LA RÉCUPÉRATION DU SPORTIF (7.5/2996C)

I. La stratégie de m2A dans le domaine de la santé

Par une délibération du Conseil d'Agglomération du 11 décembre 2023, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a décidé de déployer une **stratégie ambitieuse dans le domaine de l'innovation**. Cette stratégie marque l'engagement de m2A en faveur de ses filières économiques et notamment de ses filières émergentes.
L'un des axes identifiés a été le **développement, la structuration et l'accompagnement de la filière santé** sur le territoire et notamment le déploiement d'une dynamique pour stimuler de nouvelles activités au bénéfice des patients, des usagers, des entreprises et de l'ensemble des acteurs socio-économiques du territoire.
Dans cette perspective, m2A a mandaté le pôle de compétitivité BioValley France pour réaliser un audit visant à identifier les caractéristiques différenciantes et structurantes de l'agglomération. Les résultats de cet audit ont permis d'aboutir à une spécialisation de la filière santé sur **l'axe « Santé & Sport »** et à la création d'un **pôle de compétences santé**, réunissant les acteurs de la filière.

II. Un projet collaboratif pour développer une plateforme d'accompagnement à la récupération du sportif

Dans le cadre de cette démarche, un projet de thèse porté par les laboratoires IRIMAS (Institut de Recherche en Informatique, Mathématiques, Automatique et Signal) et IS2M (Institut de Science des Matériaux de Mulhouse) de l'UHA a été soutenu par m2A. Ce projet repose sur un travail collaboratif avec le Centre Sportif Régional Alsace (CSRA) et étudiera les interactions entre le cycle menstruel, la qualité du sommeil et la performance chez des sportives. Il s'intéressera plus particulièrement à l'effet de la cryostimulation (exposition à des températures basses) du corps entier (CCE) comme protocole de récupération.

Un travail de cartographie des compétences a permis de mettre en relation ce projet avec d'autres acteurs de l'écosystème territorial afin de le densifier. L'étude des effets de la cryothérapie sera ainsi complétée par l'identification de biomarqueurs sanguins de la récupération qui pourront être valorisés vers des tests rapides commercialisés auprès des sportives et sportifs pour mesurer leur niveau de récupération/fatigue musculaire biologique.

L'objectif du projet DysCryoPerf sera de permettre la formalisation d'un protocole de récupération à destination des femmes non ménopausées pour améliorer leur qualité de vie.

Les partenaires du consortium sont les suivants :

- L'**UHA, porteur du projet,** constitue un élément d'attractivité et de développement majeur de l'agglomération mulhousienne. Les laboratoires IRIMAS et IS2M dirigeront la recherche et notamment le projet de thèse. Par ce projet, l'UHA confirme la vocation thématique « Santé & Sport » de

ses formations (filière STAPS option Activité Physique Adaptée, Licence Accès Santé à venir) et de son écosystème de recherche.
- Le **Centre Sportif Régional Alsace**, pôle d'expertise sur l'accompagnement des sportifs de haut-niveau, permettra de faire le lien avec les clubs sportifs ainsi que les praticiens du sport via son pôle médico-sportif. Il mettra à disposition son personnel infirmier et sa chambre de cryothérapie pour les besoins du projet. La participation à un tel projet consolidera le positionnement du CSRA et appuiera la place de m2A dans l'accueil et la formation des athlètes nationaux.
- L'**IRHT (Institut de Recherche en Hématologie et Transplantation)**, de renommée internationale, apportera sa compétence et ses moyens dans le domaine de la biopsie liquide, contribuant ainsi à asseoir sa place de pôle de recherche spécialisé en analyse de l'ADN libre circulant. Il sera en mesure de capitaliser sur les données obtenues dans le cadre de ce projet pour poursuivre la recherche dans le domaine des cancers féminins.
- Le **GHRMSA (Groupe Hospitalier de la Région de Mulhouse et Sud Alsace)**, contribuera au projet en tant que promoteur de l'étude et rédacteur du CPP (Contrat de Protection des Personnes) lui permettant de développer une spécialité médicale, de favoriser l'attractivité ainsi que de développer son département de recherche clinique.

Le projet a fait l'objet d'un **accompagnement préalable mené par BioValley France** qui a permis de mettre en évidence la pertinence scientifique, sociétale et économique de ce projet.

Le **budget global** de la plateforme collaborative s'élève à **643 000 €** sur une durée de **trois ans** avec un démarrage en **décembre 2025**.
Ce projet se traduira par des dépenses à hauteur de 338 000 € en fonctionnement et 237 000 € en équipements scientifiques et consommables (appareil de mesure de l'activité physique et d'analyse du sommeil…).

Dans le cadre du plan de financement faisant intervenir la Région Grand Est, BPI France et la Fondation Force, l'UHA sollicite un soutien financier de m2A d'un montant de 60 000 € pour le co-financement de cette plateforme.
Il est rappelé que le financement de m2A s'inscrira uniquement en complément de financements régionaux ou nationaux et est donc conditionné à l'obtention des dits soutiens.

Une recherche de financement privé auprès d'équipementiers de chambres de cryothérapie est également en cours.

III. <u>Les retombées pour le territoire</u>

Ce sujet de recherche s'inscrit dans un projet de structuration d'une offre d'accompagnement, de recherche, de formation et de développement d'entreprises autour de l'optimisation de la performance et de la prévention des blessures chez les sportifs de haut-niveau. Ce projet collaboratif permet de fédérer et de faire travailler ensemble tout un écosystème d'acteurs reliant le sport à la santé tels que l'UHA, le Centre Sportif Régional, l'IRHT, le GHRMSA et les praticiens du territoire.

Ce projet s'inscrit dans un contexte sociétal fort, marqué par la nécessité de mieux comprendre et de prendre en compte les spécificités physiologiques féminines dans les domaines de la santé et du sport. Les retombées attendues dépassent le champ sportif : elles concernent la santé publique, en offrant des approches non médicamenteuses pour améliorer le bien-être et la qualité de vie des femmes, tout en participant à la promotion d'une science plus équitable, inclusive et socialement responsable.

A l'échelle de l'agglomération, le projet permet non seulement de valoriser un écosystème collaboratif et des ressources régionales mais aussi de créer des passerelles entre la recherche appliquée et la pratique sportive, au bénéfice des athlètes, des entraîneurs et des structures d'accueil.

La thématique différenciante du projet pourra alimenter les démarches d'attractivité des sportifs de haut-niveau, chercheurs, médecins et étudiants souhaitant travailler dans ce domaine.

Tout cela contribuera à l'émergence d'une spécialisation scientifique et économique forte et concourra à accroître l'attractivité et la notoriété de m2A sur cette thématique.

Compte tenu des retombées de ce projet qui s'inscrit dans la stratégie d'innovation et du pôle de compétences Santé m2A, il vous est proposé d'allouer à l'UHA une subvention de 60 000 € au titre de l'année 2025 à la mise en œuvre de la plateforme de recherche DysCryoPerf.

Les crédits nécessaires sont disponibles au Budget primitif 2025 – Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 61 – LC 9472 – Service gestionnaire A51.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'attribution d'une subvention de 60 000 € à l'UHA pour le financement de la plateforme de recherche DysCryoPerf au titre de l'année 2025
- charge M. le Président ou son représentant d'établir et de signer toutes pièces nécessaires.

PJ : (1)

- Convention conditionnant l'octroi d'une subvention à l'UHA

CONVENTION CONDITIONNANT L'OCTROI D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DU SOUTIEN AU PROJET DYSCRYOPERF DE l'UHA

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Vice-président, M. Alain Leconte, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 8 décembre 2025 et désignée sous le terme « m2A »

d'une part,

Et

L'Université de Haute-Alsace, 2 rue des Frères Lumière, 68200 MULHOUSE, représentée par son Président, M. Pierre-Alain MULLER et désignée sous le terme « UHA »,

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Préambule

Par une délibération du Conseil d'Agglomération du 11 décembre 2023, m2A a décidé de déployer une stratégie ambitieuse dans le domaine de l'innovation. Cette stratégie marque l'engagement de m2A en faveur de ses filières économiques et notamment de ses filières émergentes.

L'un des axes identifiés a été le développement, la structuration et l'accompagnement de la filière santé sur le territoire et notamment le déploiement d'une dynamique pour stimuler de nouvelles activités au bénéfice des patients, des usagers, des entreprises et de l'ensemble des acteurs socio-économiques du territoire.

Dans le cadre de cette démarche, un projet de thèse porté par les laboratoires IRIMAS (Institut de Recherche en Informatique, Mathématiques, Automatique et Signal) et IS2M (Institut de Sciences des Matériaux de Mulhouse) de l'UHA a été soutenu par m2A. Ce projet repose sur un travail collaboratif avec le Centre Sportif Régional Alsace (CSRA) et étudiera les interactions entre le cycle menstruel, la qualité du sommeil et la performance chez des sportives. Il s'intéressera plus particulièrement à

l'effet de la cryostimulation du corps entier (CCE) comme protocole de récupération.

Un travail de cartographie des compétences a permis de mettre en relation ce projet avec d'autres acteurs de l'écosystème territorial afin de le densifier. L'étude des effets de la cryothérapie sera ainsi complétée par l'identification de biomarqueurs sanguins de la récupération qui pourront être valorisés vers des tests rapides commercialisés auprès des sportives et sportifs pour mesurer leur niveau de récupération/fatigue musculaire biologique.

Le **budget global** de la plateforme collaborative s'élève à **643 000 €** sur une durée de **trois ans** avec un démarrage en **décembre 2025**. Dans le cadre du plan de financement faisant intervenir la Région Grand Est, BPI France et la Fondation Force, l'UHA sollicite un soutien financier de m2A d'un montant de 60 000 € pour contribuer au bon fonctionnement de cette plateforme de recherche.
Il est rappelé que le financement de m2A s'inscrira uniquement en complément de financements régionaux ou nationaux et est donc conditionné à l'obtention des dits soutiens.

Article 2 – Montant et objet de la subvention

La subvention allouée s'élève à 60 000 € au titre de l'année 2025. Cette subvention est consacrée **au financement de la plateforme collaborative DysCryoPerf, portée par l'UHA.** Les équipements financés par m2A pour l'UHA seront mobilisables par l'ensemble des membres du consortium.
Le projet débutera en décembre 2025 et se poursuivra sur 3 ans.

Article 3 – Modalités de versement

Un acompte de 30 % du montant de la subvention sera versé à la signature de la convention.
Un 2ème acompte de 50 % sera versé au courant du premier semestre 2026.
Le solde 20% du montant sera versé à l'achèvement du programme, sur présentation du bilan économique et financier.
La subvention sera versée sur le compte bancaire de l'UHA.

Article 4 – Reddition des comptes, présentation des documents financiers

L'UHA s'engage à fournir à m2A, dans les six mois de la clôture de l'exercice au cours duquel une subvention ou un acompte de subvention a été versée, les documents ci-après établis dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables :

- un compte-rendu financier de l'utilisation de la subvention versée, à transmettre au dernier trimestre,
- une copie certifiée de son budget.

L'UHA s'engage également à :

- tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur,
- aviser m2A de toute modification concernant ses statuts, ses coordonnées (postales, bancaires …).

Le versement et le contrôle de la subvention s'effectuent conformément aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics et au règlement financier de m2A. Ainsi, m2A se réserve la possibilité de procéder à toute autre forme de contrôle de l'usage des fonds (sur place, avant ou après le versement de l'aide).

Article 5 – Notification et mention de l'aide financière

L'UHA informera par courrier les bénéficiaires (école doctorale, laboratoires, chercheurs, étudiants…) de l'aide qui est apportée par m2A et transmettra la copie de ces courriers à m2A. Il est demandé, par ailleurs, aux bénéficiaires de faire mention du financement de m2A à l'occasion de toute action de communication relative aux opérations visées à l'article 2 ainsi que de faire état, sur ou à proximité immédiate des équipements financés, du soutien financier de m2A.

Article 6 – Communication – Publicité – Promotion du territoire

L'UHA mentionnera sur ses supports de communication le soutien de m2A pour ce projet.
Plus globalement, l'UHA s'engage à communiquer et faire connaître le territoire auprès de ses partenaires et à mentionner le rôle de m2A.

m2A pourra elle-même communiquer sur les actions de l'UHA dans le cadre de sa communication institutionnelle.

Article 7 – Justification des dépenses

L'UHA communiquera à m2A un état des dépenses accompagné des pièces justificatives visées par le Comptable du Trésor Public.

Article 8 – Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1er, l'UHA reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à m2A la totalité de la subvention. Il en ira de même en cas de non-exécution de l'article 2.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'UHA devra rembourser à m2A la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de m2A pour toute modification de l'objet.

Les reversements sont effectués par l'UHA dans le mois qui suit la réception du titre de recettes émis par m2A.

Article 9 – Avenant

Toute modification des conditions ou modalités de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 10 – Durée

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

Article 11 – Résiliation

En cas de non-respect par l'UHA des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par m2A à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Article 12 – Litiges

La présente convention est régie par le droit français.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

Si les parties ne parviennent pas à trouver un accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal français compétent.

Fait à Sausheim, le
Etabli en deux exemplaires originaux.

Pour l'Université de Haute Alsace Le Président	Pour Mulhouse Alsace Agglomération Le Vice-Président
Pierre-Alain MULLER	Antoine VIOLA

M. LE PRÉSIDENT : Dans le cadre du développement économique, on va parler maintenant de l'Université de Haute-Alsace, Alain LECONTE.

M. LECONTE : Oui, merci, Président. Il s'agit là d'une délibération qui est assez intéressante et qui fait suite à celle qu'on avait déjà prise lors du dernier Conseil d'Agglomération, et une délibération dont vous vous souvenez forcément, puisque c'était la dernière délibération qui avait été prise à 21h17, donc forcément tout le monde s'en souvient mais je me permets quand même, pour vous rafraîchir les mémoires, de vous en redonner le contexte. Il s'agissait du vote d'une bourse de thèse et si vous vous en souvenez, on avait également présenté le travail qu'avait fait le pôle de compétitivité BioValley France qui devait identifier sur le territoire un certain nombre d'axes porteurs et c'est l'axe santé-sport qui avait été retenu. Et dans le cadre de cet axe, il vous avait été proposé de verser une subvention pour une bourse de thèse qui portait sur une thématique assez nouvelle puisqu'elle permettait un peu de voir l'influence et la portée de la cryothérapie sur l'athlète de haut niveau mais féminin par rapport au cycle menstruel. Ici, on s'est rendu compte que la bourse de thèse, c'est un élément très précis, mais il faut aussi mettre en place l'environnement qui permet d'aller plus loin, c'est pour cela que la cryothérapie est un sujet très intéressant. Mais l'idée, ce serait par exemple de trouver aussi dans le sang des biomarqueurs qui permettraient à terme de faire un simple test et de réussir tout simplement à savoir l'indice, je dirais, de récupération d'un sportif, et je crois que là, c'est un projet très ambitieux, et si on pouvait déjà en arriver jusqu'à là, ce serait très bien. Je vous redonne simplement le montage du dossier. Déjà, le porteur, c'est à nouveau l'UHA. Et on retrouve à nouveau des partenaires classiques : le Centre Sportif Régional d'Alsace qui suit tout particulièrement les sportifs ; également l'IRHT, puisque vous avez déjà eu l'occasion aussi de rencontrer Antoinette SCHACKIS qui est, je crois, une Présidente très dynamique ; et je peux aussi citer Laurent RICHE, qui pourrait nous parler d'une fameuse start-up qui est celle Protera qu'on connaît aussi tous ; et nous avons également et enfin le groupe hospitalier qui est aussi partenaire. Alors, pour vous donner rapidement le montage financier, nous sommes sur un montant global de 643 000 euros, et il vous est demandé ce soir de participer à hauteur de 60 000 euros. Enfin, et je termine, je crois que c'est quand même un projet très intéressant parce qu'on est là vraiment en train de monter un écosystème autour du sportif de haut-niveau, et également aussi de mettre en avant les particularités féminines. Et je crois qu'il faut le signaler pour notre territoire, puisque c'est ce qu'on a toujours cherché, de réunir l'économique et également tout le monde universitaire pour effectivement déboucher sur des projets très concrets. Et ici, il s'agit de voter pour cette plateforme d'accompagnement à la récupération du sportif.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, Alain, pour cette belle présentation bien détaillée. Alors, vous avez des questions ? Des votes contre ? Pardon ?

M. VIOLA : Je me déporte.

M. LE PRÉSIDENT : D'accord. Antoine VIOLA se déporte pour raison professionnelle. C'est noté ? C'est bon pour vous ? Ok. Pour les autres : qui vote contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 84 + 13 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Antoine VIOLA.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

32° PLU DE LA VILLE DE WITTENHEIM – APPROBATION DE LA PROCÉDURE DE MODIFICATION N°2 (2.1.2/3030C)

Le Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Wittenheim, approuvé le 30 juin 2014 a été mis en compatibilité le 5 avril 2019 ainsi que le 3 mars 2020 et modifié le 31 mai 2021 pour s'adapter au mieux aux projets de la commune.

A la demande de la Ville de Wittenheim, Mulhouse Alsace Agglomération a engagé une procédure de modification visant essentiellement à :

- changer la destination de certaines zones : modification graphiques/ OAP situées notamment rue de Bourgogne, rue de Franche-Comté, rue de la Croix, rue des Mines, à l'ouest de la rue Charles Darwin, rue de la Guadeloupe, rue Louis Aragon, rue des Mines Anna, rue d'Ensisheim, rue de Gascogne, rue du Vercors, rues du Markstein et du Pelvoux, rues du Bourg et du Maréchal de Lattre de Tassigny, rue des Narcisses, rue du Cantal, rue Dauphiné, rue de la Camargue, rue des Alouettes, lieu-dit Staffelfelderweg, rue Joseph Vogt, rue Saint-Cloud,
- faire évoluer certains points du règlement écrit dont les plus significatifs concernent :
    - La quasi-totalité des zones : complétude des dispositions relatives aux exhaussements autorisés, unification des règles de recul des constructions ou installations par rapport aux berges des cours d'eau et fossés, suppression de l'interdiction de l'installation des pylônes de télécommunications et complétude des dispositions de l'article 11 pour maitriser l'impact des nouveaux équipements installés,
    - les zones UA, UB et UC : obligation de prévoir une borne de rechargement pour véhicules électriques à raison d'une borne pour 10 logements,
    - les zones UA, UC et UD : suppression des dispositions imposant des prescriptions relatives aux matériaux aux toitures présentant des pentes,
    - les zones UC, UD, UJ et UM : renforcement des dispositions concernant la sécurité des accès,
    - les zones UD, UJ et UM : renforcement de la préservation de l'aspect traditionnel des constructions,
    - la zone UA : interdiction de l'implantation de nouvelles activités industrielles, interdiction du changement de destination des locaux commerciaux situés en rez-de-chaussée des façades sur rue,
    - la zone UB : limitation des constructions autorisées à s'implanter sur limite séparative, augmentation de l'emprise au sol autorisée

des constructions, légère diminution de la distance à respecter entre deux constructions,
- la zone UC : diminution de la distance à respecter entre deux constructions sur une même propriété,
- la zone UD : adaptation des règles d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives pour tenir compte de l'organisation spatiale existante,
- la zone UJ : modification des dispositions relatives à l'inclinaison de la pente des toitures,
- la zone UM : adaptation des dispositions relatives à l'implantation des constructions non seulement par rapport aux voies et emprises publiques des petites constructions mais également par rapport aux limites séparatives pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (hors logement) ; adaptation des dispositions de l'article 11 relatives aux extensions des constructions principales et des clôtures pour maintenir la cohérence visuelle des fronts de rue,
- la zone UA : complétude de la description du caractère de ce secteur pour prendre en compte la création du sous-secteur UXAT1 permettant également l'accueil d'un projet d'agriculture urbaine (aquaponie), réduction du recul minimal obligatoire par rapport à la RD 430 (de 30 à 15 mètres), implantation possible sur limites séparatives des constructions artisanales et industrielles sous conditions),
- la zone 1AU : autorisation de démolir/reconstruire les habitations isolées existantes avant tout opération d'aménagement d'ensemble sans condition de justification jusqu'alors imposée, possibilité d'implanter des constructions sur limites séparatives,
- la zone 1AUX : diminution de la hauteur maximale des constructions de 13 à 12 mètres,
- la zone NH : possibilité d'implanter des annexes sous certaines conditions.

Dans le cadre de la procédure, le projet de modification a été notifié à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du Grand Est (MRAE) le 23 octobre 2024 qui a conclu à l'absence d'incidences notables du projet de modification sur l'environnement et sur la santé humaine (au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement) et qu'il n'est par conséquent pas nécessaire de le soumettre à évaluation environnementale ainsi qu'aux Personnes Publiques Associées (PPA) par courrier en date du 7 février 2025.

Par arrêté en date du 2 juillet 2025, Monsieur le Vice-Président en charge de l'urbanisme a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification, laquelle s'est déroulée du 1er septembre 2025 à 10h00 au 30 septembre 2025 à 17h30 inclus.
Un registre d'observations, côté et paraphé, ainsi que le projet de modification (ainsi que les avis réceptionnés) ont été mis à la disposition du public à la Mairie de Wittenheim, siège de l'enquête publique. Il a, par ailleurs, été publié sur les sites internet de la commune et de Mulhouse Alsace Agglomération. En outre, un poste informatique permettant d'accéder et de consulter gratuitement le dossier

d'enquête en ligne a été mis à disposition du public au siège de l'enquête publique conformément aux dispositions de l'article L123-12 du Code de l'environnement. Le Commissaire enquêteur a, quant à lui, tenu trois permanences.

Au cours de l'enquête, 3 questions ont été formulées par le public concernant notamment :

- les contraintes réglementaires opposables dans la zone UXAt. Sur ce point il a été précisé dans le cadre du mémoire en réponse adressé au Commissaire enquêteur à réception de son procès-verbal de synthèse qu'eu égard à sa nature, le projet est susceptible de relever de la réglementation applicable aux ICPE,
- les possibilités de reconstruire une habitation endommagée en partie par un incendie faisant l'objet dans le cadre de la présente procédure d'un reclassement dans le secteur UD. Les dispositions de l'article L111-15 du Code de l'urbanisme autorisent sauf si le PLU en dispose autrement la reconstruction à l'identique des bâtiments détruits ou sinistrés dans un délai de 10 ans s'ils ont été édifiés régulièrement et ce nonobstant toute disposition contraire. En l'espèce, aucune disposition ne s'oppose à ce droit dans la zone concernée. La partie de la construction endommagée pourra donc être reconstruite à l'identique,
- L'accessibilité d'une parcelle située rue de Bourgogne, en bordure de la coulée verte existante. Après vérification par la commune, le terrain concerné est bien accessible. Il n'est donc pas nécessaire de procéder à l'ajustement de l'OAP dans la mesure où elle intègre d'ores et déjà la réalisation d'une voirie « à créer » jusqu'à la parcelle concernée,

Une demande sollicitant la suppression de l'article 1 du règlement de la zone 1AU a par ailleurs été réceptionnée. Cette demande concerne plus précisément les dispositions suivantes :

> *1-Les opérations d'aménagement et de constructions qui conduisent à des délaissés de terrains inconstructibles.*
> *3-Dans les sous-secteurs 1AU1 : les opérations d'aménagement et de construction qui ne portent pas sur l'intégralité du sous-secteur.*

La particularité du sous-secteur 1AU1 sur lequel est pressenti une opération de logements réside dans le fait qu'il intègre pour partie un ensemble de fonds de jardins rattachés à des terrains déjà bâtis et partiellement classés en zone urbaine. Aussi et afin de permettre le développement d'un projet d'urbanisation cohérent sur le périmètre concerné les dispositions de l'article 1 – 1AU ont été ajustées pour supprimer ses effets sur les seuls secteurs 1AU1 de superficies limitées, permettant ainsi de maintenir l'interdiction des opérations conduisant à des délaissés de terrains inconstructibles sur les autres secteurs. A noter que dans le cadre de l'opération projetée les fonds de jardins extérieurs au projet resteront rattachés aux propriétés bâties existantes. Il n'y aura donc pas de délaissés de terrains sur le sous-secteur 1AU1, objet de cet ajustement réglementaire.

S'agissant des avis émis par les personnes publiques associées à la procédure, il convient de relever les propositions de :

- la Collectivité européenne d'Alsace de créer une OAP sur le secteur n°11 sis rue du Vercors reclassé en zone UC afin d'y planifier un aménagement d'ensemble coordonné. Cette demande sera étudiée dans le cadre des travaux d'élaboration du PLUi actuellement en cours.

- du SIVOM de modifier l'article 4 du règlement des différentes zones du PLU (U, AU) pour intégrer les dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales des projets d'aménagement.
  Cette proposition, pertinente formulée régulièrement depuis quelques mois par le SIVOM dans le cadre des procédures d'évolution des PLU, sera également prise en compte dans le cadre du PLUi dans la mesure où cette demande ne peut, en l'espèce, être rattachée à aucun point du projet de modification en cours.

La chambre d'agriculture a émis un avis favorable à l'instar de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers du Haut-Rhin (CDPENAF) qui s'est réunie le 30 juin 2024, cette dernière recommandant de :

- Rectifier le zonage du nouveau secteur Nh à la superficie du terrain,
- Supprimer le secteur Nh situé à l'intérieur de la forêt du Nonnenbruch,
- Compléter le règlement pour limiter la possibilité des projets d'intérêt collectifs aux antennes relais et mutualiser leur implantation au niveau du territoire.

Après analyse, le périmètre du nouveau secteur Nh projeté a été ajusté et les recommandations relatives aux antennes relais intégrées dans le projet de modification. A l'inverse, le secteur Nh de la forêt du Nonnenbruch n'a pas été supprimé dans la mesure où une construction existante relève bien de ce secteur.

Enfin, par courrier en date du 26 mars 2025, le Préfet du Haut Rhin a, quant à lui, sollicité :

- la mise en cohérence de la délimitation des parcelles des secteurs n°17, 18 et 19 matérialisées dans la note de présentation avec celles du règlement graphique,
- le retrait des dispositions écrites du règlement de la zone UDi dans la mesure où il n'existe plus, consécutivement aux évolutions règlementaires projetées, de secteur identifié graphiquement dans le PLU,
- la justification dans le rapport de présentation des modifications projetées aux articles UX6, UX7, IAU7, 1AUX10 et UC 11.
  Ces observations ont toutes été prises en compte.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur a rendu son rapport ainsi que ses conclusions motivées. Il a émis un avis favorable au projet de modification en recommandant de prendre en compte les remarques et observations relevées par les PPA.

A cet égard et afin de répondre aux observations formulées par les PPA, le projet de modification a été modifié dans le respect des exigences de l'article L153-21 du Code de l'urbanisme. Les observations qui n'ont pas pu être intégrées dans le cadre de la présente procédure seront étudiées dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUi actuellement en cours.

Le tableau joint à la présente délibération synthétise, quant à lui, l'ensemble de ces observations ainsi que celles émises par le public, le Commissaire enquêteur et les réponses apportées.

Aussi, le projet tel que présenté au Conseil d'Agglomération est désormais prêt à être approuvé.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-36 et suivants ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Région Mulhousienne approuvé le 25 mars 2019 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur ;

Vu l'arrêté n°29/2023 en date du 16 octobre 2023 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Rémy Neumann, Vice-Président ;

Vu les différents avis recueillis sur le projet de modification n°2 du PLU de Wittenheim ;

Vu l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Grand Est en date du 23 octobre 2024 dispensant la procédure d'évaluation environnementale ;

Vu la décision de Mulhouse Alsace Agglomération, par délibération de son Conseil d'Agglomération en date du 26 juin 2023, de ne pas réaliser d'évaluation environnementale conformément à l'avis favorable (exprès ou tacite) de l'autorité environnementale et celle de poursuivre la procédure concernée dans le respect des exigences de l'article R104-37 du Code de l'urbanisme ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

Vu le rapport et les conclusions motivées du Commissaire enquêteur ;

Considérant que le projet de modification n°2 du PLU est prêt à être approuvé ;

Au vu de ces éléments, après en avoir débattu et délibéré le Conseil d'Agglomération :

- approuve les modifications apportées au projet de modification,
- approuve le projet de modification n°2 du PLU de la Ville de Wittenheim tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- autorise le Président de m2A ou son représentant à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération,
- indique que, conformément aux dispositions de l'article L153-22 du Code de l'urbanisme, le dossier du PLU approuvé sera tenu à la disposition du public

à la mairie de Wittenheim et dans les locaux de m2A aux jours et heures habituels d'ouverture.

Conformément aux dispositions des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de m2A et à la mairie de Wittenheim durant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
Enfin, cette délibération sera publiée sur le portail national de l'urbanisme conformément aux dispositions des articles L153-23 et R153-22 du Code de l'urbanisme.

PJ : (2)
- Projet de modification n°2 du PLU de Wittenheim
- Synthèse des avis - Mémoire en réponse

Pour toute demande de consultation de la délibération n°3030C et de ses pièces jointes, merci de s'adresser au :

Service Urbanisme prévisionnel
33a avenue de Colmar
68100 MULHOUSE
Bâtiment Grand Rex

de 9 h à 11 h 30
et de 14 h 30 à 17 h

La délibération et ses pièces jointes sont également disponibles sur le site Internet du portail national de l'urbanisme (Géoportail de l'urbanisme), à l'adresse suivante :
https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/

M. LE PRÉSIDENT : Nous continuons, on passe à urbanisme-aménagement : PLU de Wittenheim, Rémy NEUMANN.

M. NEUMANN : Oui, il s'agit de la modification n°2 du PLU de Wittenheim qui avait essentiellement pour objet de changer la destination de certaines zones et de faire évoluer certains points du règlement écrit. L'enquête publique a eu lieu du 1er septembre au 30 septembre 2025. Le public a fait trois interventions qui ont été prises en compte ; les Personnes Publiques Associées ont également fait un certain nombre de demandes dont une partie seront reprises dans le cadre du PLUi et non pas dans le cadre de cette modification du PLU de Wittenheim ; et le commissaire enquêteur a donné un avis favorable. On vous propose donc d'approuver la modification n°2 du PLU de Wittenheim.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. Des questions ? Juste une précision que sur vos documents, il y a marqué PLU de la ville de Wittelsheim, évidemment il fallait lire Wittenheim. Alors pour cette délibération : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 85 + 13 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

33° PROJET DE DÉVELOPPEMENT STELLANTIS NORD : MISE EN ŒUVRE DE MESURES COMPENSATOIRES : APPROBATION DE CONVENTIONS DE PARTENARIAT (1.2.1/3040C)

Dans le cadre du projet de création d'une zone d'activités sur l'ancien site sportif STELLANTIS à Sausheim, la société SAS ARMAU est bénéficiaire d'un permis d'aménager pour la réalisation de travaux sur une surface totale d'environ 12 hectares. Ces travaux ont nécessité le déboisement d'une partie de l'emprise foncière pour y construire deux lots à usage industriel, des parkings aériens arborés et des voiries.

Pour compenser les incidences de ce projet - qui impose la mise en œuvre de mesures compensatoires en faveur du maintien des espèces et de la biodiversité – et disposer de terrains pouvant accueillir de telles mesures, m2A a approuvé par délibération n° 2696B du 22 septembre 2025, l'acquisition de parcelles forestières appartenant aux communes de Lutterbach (environ 11,82 hectares) et de Pfastatt (environ 6,90 hectares), afin d'y créer des ilots de vieillissements.

Ces parcelles forestières, ainsi que le terrain de foot non affecté à Rixheim et déjà propriété de m2A, présentent un intérêt ou un potentiel environnemental reconnu, notamment en raison :

- de la présence d'habitats forestiers anciens et matures (chênaies-charmaies) favorables à des espèces protégées (oiseaux, chiroptères, insectes) ;

- de la localisation à proximité immédiate ou en continuité de la Réserve Naturelle Régionale du Rothmoos, renforçant la trame écologique forestière locale ;
- de la volonté partagée de préserver (ou reconstituer) durablement des forêts non exploitées en libre évolution.

Les mesures prévues permettent à m2A d'agir dans une logique de développement durable :

- en favorisant le développement économique de l'agglomération via l'aménagement du secteur d'activités (desserte en VRD notamment) ;
- en préservant l'environnement via le portage d'actions favorables à la biodiversité d'autre part et cela sur du foncier propriété de la collectivité.

Les orientations de gestion des sites retenus consistent, selon les communes, en :

- la mise en libre évolution de boisements existants pour 50 ans, sans exploitation forestière ;
- la reconstitution d'un boisement par des plantations d'essences locales, puis son maintien en libre évolution.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces mesures compensatoires, il est proposé la signature d'une convention de partenariat associant :

- la SAS ARMAU, maître d'ouvrage et financeur du projet ;
- le Conservatoire des Sites Alsaciens (CEN Alsace) gestionnaire en charge du suivi écologique des parcelles concernées sur les communes de Lutterbach et Pfastatt
- Mulhouse Alsace Agglomération pour la mise à disposition des terrains et leur préservation sur 50 ans
- les Communes, gestionnaires du terrain concerné.

La convention, dont la durée minimale réglementaire d'application est de 50 ans, définit les modalités respectives de mise en œuvre des mesures compensatoires (élaboration et mise en place d'un plan de gestion, mesures de suivi, planning de réalisation, suivi écologique, administratif et financier, garantie de la pérennité sur la durée réglementaire, …).

Les conséquences de l'application de ces mesures compensatoires diffèrent selon les communes :

- <u>Pour les communes disposant d'un boisement existant (Lutterbach et Pfastatt)</u> :
  La SAS ARMAU indemnise aux communes la perte de recettes d'exploitation forestière (107 725€ pour Lutterbach et 73 366€ pour Pfastatt selon l'évaluation de l'ONF).

- <u>Pour Rixheim, concernée par une replantation</u> :
  Aucune compensation liée à la perte d'exploitation, le terrain étant aujourd'hui sans usage. La plantation, le suivi et les travaux écologiques sont intégralement financés par la SAS ARMAU.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les projets de conventions de partenariat relatives à la mise en œuvre des mesures compensatoires sur le territoire communal ;
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention ainsi que les actes et documents requis ;
- prend acte des conditions financières, notamment l'indemnisation par la SAS ARMAU.

PJ : (3)

- Projet de convention de partenariat pour la mise en œuvre des mesures compensatoires sur la commune de Lutterbach
- Projet de convention de partenariat pour la mise en œuvre des mesures compensatoires sur la commune de Pfastatt
- Projet de convention de partenariat pour la mise en œuvre des mesures compensatoires sur la commune de Rixheim

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE DE MESURES COMPENSATOIRES

ENTRE

Mulhouse Alsace Agglomération, située 9 avenue Konrad Adenauer - 68390 SAUSHEIM,

Représentée par Fabian JORDAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'agglomération,

Ci-après dénommée « **M2A** »,

Et

La société **SAS ARMAU** - Société par actions simplifiée – immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Mulhouse sous le n° SIREN 844 035 683, ayant son siège social 169 rue de Richwiller – 68260 KINGERHSEIM,

Représentée par Maurice JEHLY en sa qualité de Président dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée la « **SAS ARMAU** »,

Et

Le **Conservatoire des Sites Alsaciens**, association de droit local reconnue d'utilité publique inscrite au registre des associations du Tribunal d'Instance de Thann sous le volume 49 folio n°22, ayant son siège social 3 rue de Soultz - 68700 CERNAY,

Représenté par Frédéric DECK en sa qualité de Président dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommé le « **CEN Alsace** ».

Est associée à cette convention :

La commune de Lutterbach (68) située Mairie de Lutterbach, 46 rue Aristide Briand – 68460 LUTTERBACH représentée par Rémy NEUMANN, le Maire, agissant au nom et pour le compte de la commune par délibération du conseil municipal en date du 24/09/2025,

Ci-après dénommée la « **Commune** ».

M2A, la SAS ARMAU et le CEN Alsace sont ci-après individuellement appelés une « Partie » et collectivement « Les Parties ».

PROJET

EXPOSÉ :

La **SAS ARMAU** est bénéficiaire du **permis d'aménager PA 068 300 23 D0001** déposé le 04 mai 2023 en mairie de Sausheim et délivré le 25 mars 2024, pour la réalisation d'une zone d'activité au droit d'une partie de l'ancienne zone sportive de STELLANTIS à Sausheim.

Ce permis a fait l'objet d'une procédure d'évaluation environnementale unique embarquant les procédures d'étude d'impact au titre du code de l'environnement, Dossier Loi sur l'Eau, Dossier de dérogation espèces protégées et dossier de défrichement au titre du code forestier.

L'autorisation environnementale a été délivrée par la Préfecture le 23 février 2024 via un Arrêté Préfectoral (AP) portant autorisation environnementale à la **SAS ARMAU** au titre de l'article L.181-1 et suivants du code de l'environnement pour l'aménagement d'une zone d'activités sur l'ancien site de la société Peugeot Citroën Mulhouse SNC (complexe sportif ACSPM).

Le projet autorisé est situé dans le département du Haut-Rhin, sur la commune de Sausheim, route de Chalampé.

Il correspond à une partie des parcelles cadastrées n°78 et 96 de la section 31 et présente une superficie totale de 11,6 hectares.

Il est encadré directement par les voies ferrées au sud, la RD39 au Nord et le site GEFCO à l'Est et le terrain de l'ACS à l'Ouest.

Les travaux réalisés conformément au dossier de demande d'autorisation déposé et aux prescriptions de l'arrêté en vigueur consistent en la création de deux lots à bâtir à usage industriel, entourés de parkings aériens arborés et de voiries.

Ils ont nécessité le déboisement d'une partie de l'emprise pour l'aménagement de la zone industrielle.

L'autorisation délivrée pour l'aménagement de la zone tient lieu, au titre de l'article L.181-2 du code de l'environnement :

- De dérogation aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune protégées au titre du code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 et 2 ;
- D'autorisation de défrichement au titre du code forestier, notamment de ses articles L.341-1 et suivants et R.341-1 et suivants ;
- D'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au paragraphe II de l'article L. 214-3. Les installations, ouvrages, travaux et activités concernées par cette autorisation relèvent de la rubrique suivante, telle que définie au tableau mentionné à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Après obtention des autorisations, la société **SAS ARMAU** a engagé le démarrage des travaux de défrichement et d'aménagement du site.

Dans le cadre de l'enquête publique puis au travers d'une demande de recours gracieux, les associations locales de protection de l'environnement, représentées par ALSACE NATURE, ont invité la **SAS ARMAU** à requestionner la nature des mesures compensatoires initialement envisagées pour atteindre un niveau plus qualitatif pour la biodiversité.

PROJET

Ces évolutions ont conduit la **SAS ARMAU** à déposer un dossier de porter à connaissance auprès des services instructeurs pour demander l'évolution de son arrêté préfectoral d'autorisation sur les mesures compensatoires en faveur de la biodiversité.

Ce dossier a été déposé le 13 septembre 2024 et un arrêté préfectoral complémentaire (APC) a été émis par la Préfecture le 23 décembre 2024.

En parallèle de l'instruction de ce dossier, la **SAS ARMAU** s'est rapprochée de **M2A** et de la **Commune** pour envisager la possibilité de réaliser une partie des opérations de compensation sur le ban communal de Lutterbach, en lieu et place d'autres terrains actuellement visés par l'AP initial du 13/09/2024 et l'APC du 23/12/2024.

Pour intégrer le site de Lutterbach dans le périmètre des compensations prescrites, la **SAS ARMAU** déposera au dernier trimestre 2025 un dossier de porter à connaissance pour instruction par les services de l'état (DREAL et DDT). Pour entrer en vigueur, le PAC devra faire l'objet de la délivrance d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Par ailleurs, **M2A** et la **Commune**, en collaboration avec le **CEN Alsace**, ont pour objectif commun de protéger durablement la forêt communale attenante à la Réserve Naturelle Régionale des landes et marais du Rothmoos.

Le **CEN Alsace** agit pour la protection et la conservation des espaces naturels par la maîtrise foncière. Il accompagne notamment des maitres d'ouvrages dans la mise en œuvre de mesures compensatoires environnementales.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les modalités de mise en œuvre des mesures compensatoires qui seront prescrites à la **SAS ARMAU** à Lutterbach, sous réserve de la délivrance d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Elle porte sur :

- La vente à **M2A** par la **Commune** du site désigné ci-dessous ;
- L'indemnisation de la **Commune** par la **SAS ARMAU** pour la perte d'exploitation du bois ;
- La gestion du site et le suivi des mesures par le **CEN Alsace** ;
- La préservation du site au-delà de la durée prescrite des mesures compensatoires (50 ans), par voie réglementaire, contractuelle et/ou foncière à définir.

Elle fera l'objet de conventions d'application spécifiques entre **M2A**, la **SAS ARMAU** et le **CEN Alsace**.

ARTICLE 2 - DURÉE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à la date de signature d'un arrêté préfectoral complémentaire (APC) prescrivant à la **SAS ARMAU** la mise en œuvre de mesures compensatoires sur le site désigné ci-dessous. Cet arrêté doit être obtenu dans un délai de deux ans à compter de la signature de la présente convention.

Elle est consentie pour une durée de cinquante (50) années à compter de la date de signature de l'APC.

PROJET

En cas d'absence de délivrance de l'APC sur les mesures de compensation associées, les parties se rapprocheront pour convenir des modalités de partenariat, notamment calendaires, ou de résiliation. En cas d'absence de délivrance de l'APC, la cession entre la **Commune de Lutterbach** et **M2A** ne sera pas mise en œuvre.

ARTICLE 3 - DÉSIGNATION ET CARACTÉRISTIQUES DU SITE DE COMPENSATION

Sous réserve de la délivrance de l'APC, la **Commune** de Lutterbach vend à **M2A** :

Données cadastrales	Surface*
Section 38 – parcelle 257 pour partie	10,4071 ha
Section 38 – parcelle 257 pour partie	0,4956 ha
Section 38 – parcelle 257 pour partie (emprise RTE)	0,6184 ha
Section 29 parcelle 3	0,5861 ha
TOTAL	11,4888 ha + 0,6184 ha emprise ligne RTE

*Ces surfaces sont indiquées sous réserve de l'arpentage qui sera réalisé par un géomètre mandaté par **M2A** dans le cadre de l'acquisition des terrains objets de la présente convention par **M2A**.

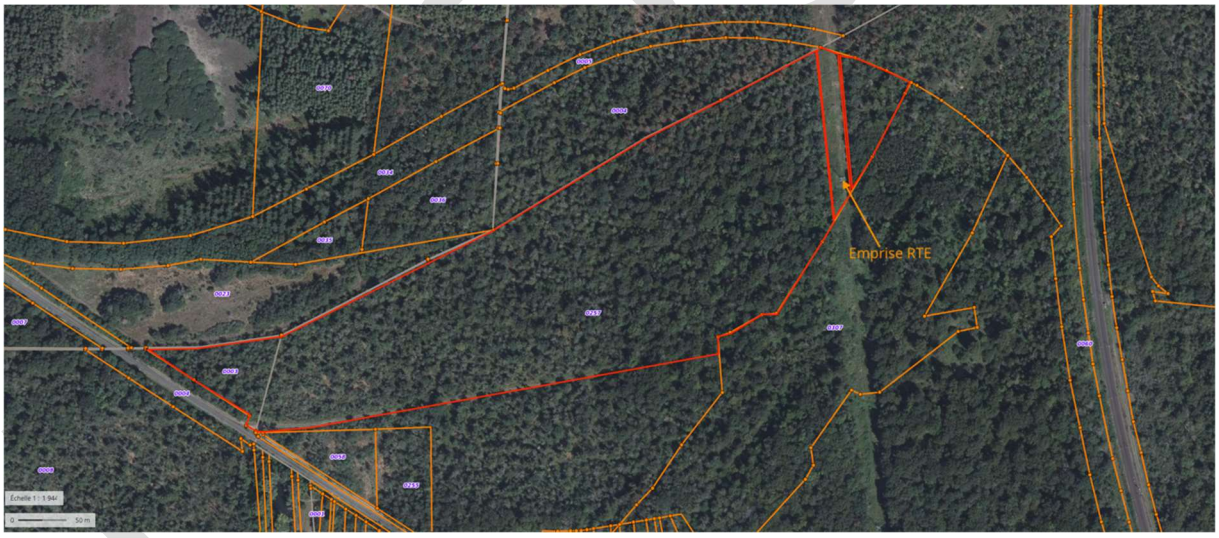


Figure 1 Localisation du site - vue aérienne

Rappel : Dans le cadre des mesures de compensation, il est convenu entre **M2A**, la **Commune** et la **SAS ARMAU** que le terrain de la **Commune** est acquis par **M2A** pour la mise en œuvre des mesures de compensation. Cette démarche conjointe de la **Commune** et de **M2A** a pour objectif de protéger les forêts attenantes aux propriétés du **CEN Alsace** classées en Réserve Naturelle Régionale. La vente de ces terrains rentre directement dans ce cadre.

CARACTÉRISTIQUES DU SITE

Le boisement identifié est une chênaie-charmaie présentant des chênes matures à cavités, des individus de chêne sénescents, la présence de jeunes charmes et de charmes présentant un décollement d'écorce. Le lierre est fortement développé sur certains chênes matures.

Le boisement est favorable à la présence d'espèces faunistique protégées (chiroptères et oiseaux). A l'Est de la parcelle est localisée une zone potentiellement humide floristique à carex. Un fossé sans eau longe la partie Nord du site et sépare la réserve naturelle du Rothmoos avec le site.

Les habitats de la Réserve Naturelle Régionale (RNR) limitrophes identifiés sont une chênaie-charmaie et une lande patrimoniale. La pointe Ouest du boisement est davantage dominée par des fourrés épineux (ronces, églantier et prunellier).

La présence de la voie ferrée à l'Ouest oblige la présence d'une zone tampon et des coupes sécuritaires par la SNCF. Un sentier longe la partie Sud et Est du site. De même, la parcelle est coupée par une servitude de RTE qui doit entretenir la végétation dans le cadre de ses engagements de service.

Seule une coupe non récente a été identifiée sur le secteur, aucune gestion de coupe n'est réalisée par l'ONF.

Deux miradors ont été relevés sur les parcelles étudiées indiquant une activité de chasse et des traces de passage de sangliers sont retrouvées sur l'ensemble de la parcelle.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE COMPENSATION

Les mesures de compensation consistent en la non-exploitation et le maintien en libre évolution du site pour une durée d'au moins cinquante (50) années.

Le **CEN Alsace** élaborera et mettra en œuvre un plan de gestion du site afin de définir les modalités de gestion qui en découlent.

Le **CEN Alsace** pourra notamment intervenir afin de couper les arbres/branches mortes tombés sur les cheminements ou pouvant présenter un risque pour les utilisateurs des cheminements forestiers longeant le site. Les arbres coupés resteront propriété de **M2A**.

Le chemin, externe au site de compensation, reste propriété communale et son entretien reste à charge de la **Commune**.

La chasse continue à s'exercer sur la base des règlements et baux de locations communaux en vigueur, sans possibilité pour le locataire de chasse de créer de nouvelles installations ou d'intervenir sur la végétation. Les installations existantes, à savoir deux places de kirrung (dispositif d'appât et poste d'affut), restent en place.

Les terrains concernés par la compensation n'ont pas vocation à accueillir des activités de sport ou de loisirs. Seule la pénétration à des fins scientifiques ou pédagogiques – strictement autorisée et encadrée par le **CEN Alsace** – peut être envisagée.

Le boisement relevant du régime forestier, une convention tripartite entre **M2A**, le **CEN Alsace** et l'ONF sera signée.

PROJET

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE SUIVI DES MESURES

La parcelle fera l'objet de mesures de suivi par le **CEN Alsace**, missionné par la **SAS ARMAU** selon le programme défini par le plan de gestion du site, en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Un rapport sera transmis aux signataires de la présente convention et à la DREAL après chaque année de suivi.

ARTICLE 6 - PLANNING PRÉVISIONNEL DE RÉALISATION DES MESURES

Le planning prévisionnel des prochaines étapes est le suivant :

- Signature de la convention en décembre 2025
- Dépôt du dossier de Porter à Connaissance complémentaire auprès de la DREAL au premier trimestre 2026 pour 4 mois d'instruction
- Obtention de l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) – juin 2026
- Vente du terrain par la **Commune** à **M2A** et indemnisation par la **SAS ARMAU** – [date à préciser]
- Signature des conventions d'application spécifiques entre **M2A**, la **SAS ARMAU** et le **CEN Alsace** – [concomitamment à la vente]
- Démarrage du diagnostic écologique du site – [après la signature des conventions d'application]

Les Parties s'engagent à répondre à toute sollicitation mutuelle permettant la bonne tenue du planning prévisionnel d'intervention.

ARTICLE 7 - INDEMNISATION

La **SAS ARMAU** indemnisera la **Commune de Lutterbach** pour la perte d'exploitation du bois. Le montant défini par l'ONF le 23/04/2025 est de 107 725 €.

La **SAS ARMAU** prendra aussi à sa charge les frais du **CEN Alsace** relatifs à :

- L'élaboration et la mise en œuvre du plan de gestion du site ;
- Le suivi des mesures et la rédaction des rapports ;
- Les éventuelles coupes de mise en sécurité en bordure du site ;
- Le suivi de dossier et l'élaboration des conventions d'application spécifiques ;
- Les frais exceptionnels engendrés par tout aléa ou imprévu nécessitant une intervention liée aux caractéristiques inhérentes aux compensations (cf. article 10 – Engagements du **CEN Alsace**).

Une convention financière entre la **SAS ARMAU** et le **CEN Alsace** précisera le budget prévisionnel et les modalités d'indemnisation détaillées.

ARTICLE 8 - ENGAGEMENTS DE LA SAS ARMAU

La **SAS ARMAU** s'engage au titre de la présente convention à mettre en place les mesures de compensation environnementale selon les modalités indiquées aux articles précédents.

PROJET

Ainsi, elle s'engage à :

- Appliquer et faire appliquer par toute personne qu'elle aura mandatée les dispositions figurant dans le programme d'action des mesures compensatoires présentés dans les arrêtés préfectoraux initial et complémentaire et reprises dans le présent document aux articles 4 et 5 ;
- Prendre en charge les frais relatifs à la mise en œuvre des mesures compensatoires tels que définis à l'article 7.

L'atteinte effective de l'objectif de compensation environnementale est en partie dépendante de facteurs externes tels que les conditions climatiques du territoire.

Ainsi, la **SAS ARMAU** ne saurait être tenue responsable si cet objectif n'était pas atteint en dépit des moyens mis en œuvre, sauf en cas de faute ou de négligence de cette dernière.

La **SAS ARMAU** s'engage toutefois à mettre en œuvre des mesures de gestion adaptées de façon à renforcer les probabilités d'atteinte des objectifs, dans la mesure de leur faisabilité technique, conformément aux engagements inscrits dans l'APC du 23/12/2024.

La responsabilité d'une des Parties ne pourra être engagée si l'exécution des engagements est retardée ou empêchée en raison d'un cas de force majeure, tel que défini par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

Dans tous les cas, la Partie empêchée devra faire tout ce qui est en son pouvoir pour limiter les effets et la durée du cas de force majeure.

Dans l'hypothèse où la **SAS ARMAU** serait confrontée, au cours de l'exécution des engagements énumérés dans le présent document, à la survenance d'un cas de force majeure de nature à retarder l'exécution de l'une de ses obligations contractuelles, elle s'engage à en informer sans délai par écrit (lettre, mail…) **M2A**, le **CEN Alsace** et la **Commune** de la nature, de la durée et des conséquences prévisibles de cet événement sur la ou les obligations affectées.

ARTICLE 9 - ENGAGEMENTS DE M2A

M2A s'engage à :

- Permettre la mise en œuvre des mesures compensatoires de la **SAS ARMAU** dans le cadre de son projet à Sausheim, en application des obligations législatives et règlementaires relatives à la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales ou végétales et de leurs habitats et des zones humides ;
- Si nécessaire, permettre la mise en œuvre de toute demande complémentaire de l'administration au titre des obligations législatives et règlementaires relatives à la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales ou végétales et de leurs habitats et des zones humides dans le cadre du projet d'aménagement. Un avenant pourra être conclu afin de détailler les mesures complémentaires ;
- Ne mener aucune action allant à l'encontre des mesures de compensations ou susceptible d'empêcher ou de gêner la réalisation de ces mesures. En particulier, il est rappelé qu'aucune action de gestion ne devra être effectuée outre les coupes éventuelles de mise en sécurité et les travaux spécifiquement mentionnés

PROJET

à l'article 4 dont la fréquence doit être respectée. De plus, la plantation ou l'apport volontaire d'espèces extérieures (locales ou Espèces Exotiques Envahissantes (EEE)) sont proscrits ;
- Poser avec le **CEN Alsace** les cadres formels permettant à celui-ci d'élaborer et de mettre en œuvre le plan de gestion du site ;
- Faire respecter les termes de la présente convention, par les éventuels ayants-droits du site (droit d'occupation, d'usage ou d'accès temporaire ou permanent aux propriétés concernées) ;
- Engager une démarche de pérennisation de la protection du boisement concerné par la présente convention par un classement en forêt de protection, et/ou par toute autre voie réglementaire, contractuelle ou foncière.

ARTICLE 10 - ENGAGEMENTS DU CEN ALSACE

Le **CEN Alsace** s'engage à :

- Élaborer et mettre en œuvre le plan de gestion du site en conformité avec les arrêtés préfectoraux prescrivant les mesures de compensation, selon les modalités décrites à l'article 4 ;
- Réaliser le suivi des mesures, rédiger et transmettre les rapports selon les modalités décrites à l'article 5 ;
- Proposer et assurer les travaux d'entretien, coupe et abattage des branches et arbres pouvant avoir chuté ou présentant un risque de chute sur les cheminements forestiers longeant le site de compensation.

Le **CEN Alsace** sera attentif aux risques d'incendie et fermera les accès au boisement en cas de risque, en concertation avec M2A et les communes concernées.

ARTICLE 11 - IMPRÉVUS OU CIRCONSTANCES NOUVELLES

En cas de circonstances nouvelles ou imprévues (intempéries, incendies, évolutions climatiques, etc…), non imputables à **M2A**, au **CEN Alsace**, ou à la **SAS ARMAU** et dès lors que ces circonstances rendraient impossible la mise en place, le maintien et la gestion de tout ou partie des mesures compensatoires sur le Site, au-delà d'une période d'1 (un) an à compter de la survenance de ces circonstances, les Parties se consulteront dans un délai de 15 jours, à compter de la survenance des circonstances nouvelles pour définir si l'application de la présente convention doit être poursuivie et dans quelles conditions.

La **SAS ARMAU** en informera l'autorité administrative ayant délivré l'autorisation.

ARTICLE 12 - CONSTAT DE MANQUEMENT – DÉNONCIATION – LITIGES

CONSTAT DE MANQUEMENT

Si l'une des Parties constate un manquement dans les obligations d'une autre Partie, elle en informera cette dernière par courriel dans un premier temps puis – en l'absence de réponse dans les 15 (quinze) jours suivant l'envoi du courriel - par lettre recommandée avec accusé de réception.

PROJET

Une rencontre entre les parties interviendra alors sous un délai de quinze jours à compter de la date de la lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de trouver une solution et mettre fin au manquement aux obligations contractuelles constaté.

En cas de persistance du manquement aux obligations contractuelles, une rencontre associant les parties et la DDT/DREAL pourra être organisée.

Le non-règlement amiable éventuel du litige dans ce cadre permettra alors à l'une des Parties de saisir la juridiction compétente.

DÉNONCIATION – LITIGE

La convention de partenariat à venir pourra être résiliée par **M2A**, en cas de non-respect de l'une de ses obligations par la **SAS ARMAU** ou pour cause d'intérêt public majeur « supérieur » à la compensation écologique.

L'autorité administrative ayant délivré l'arrêté préfectoral autorisant la réalisation de la zone d'activités sera juge de l'intérêt majeur « supérieur » à la compensation.

La convention pourra être résiliée à tout moment par la **SAS ARMAU**, en cas de non-respect, d'un quelconque de ses engagements au titre de ladite convention par **M2A** et/ou ses ayants droit et/ou toute autre personne ayant obtenu de ce dernier un droit d'accès temporaire ou permanent au Site.

La notification relative à la résiliation de la convention devra, pour être valable, être transmise par lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse des autres parties.

En cas de contestations ou de litiges pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la future convention à intervenir, les parties s'engagent à rechercher, préalablement à tout recours, un accord amiable.

À défaut d'accord amiable constaté par l'une ou l'autre des parties à l'issue d'un délai de trois mois, pouvant être prorogé d'un commun accord entre les parties, tous les litiges afférents à la validité, l'interprétation ou à l'exécution de la convention à intervenir seront soumis à la juridiction territoriale compétente au lieu d'exécution des présentes.

ARTICLE 13 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

L'ensemble des informations techniques, économiques, financières et juridiques échangées entre les Parties durant la durée des engagements et de la convention, sont strictement confidentielles et ne sauraient être divulguées par l'une des Parties sans l'accord des autres Parties, à l'exception des informations à fournir dans le cadre du financement, de la souscription des assurances, des informations que la **SAS ARMAU** pourrait être amenée à transmettre à toute entité qui, directement ou indirectement, par un ou plusieurs intermédiaires, contrôle, est contrôlée par ou, se trouve sous un contrôle commun avec la **SAS ARMAU**.

En revanche, cet engagement ne s'étend évidemment pas à la divulgation d'information confidentielle à une autorité publique agissant dans le cadre de ses prérogatives telles que l'administration fiscale, les autorités de contrôle, les autorités administratives environnementales...

PROJET

ARTICLE 14 - DEMANDE D'INFORMATION ET SUIVI

Afin de faciliter les relations et l'application de la présente convention, et pour toute demande ;

- La **SAS ARMAU** désigne comme interlocuteur principal Maurice JEHLY président de la **SAS ARMAU** : maurice.jehly@scgp.eu
- **M2A** désigne comme interlocuteur principal M. XXX, rôle – adresse e-mail ;
- La **Commune** désigne comme interlocuteur principal M. XXX, rôle – adresse e-mail ;
- Le **CEN Alsace** désigne comme interlocuteur principal M. XXX, rôle – adresse e-mail.

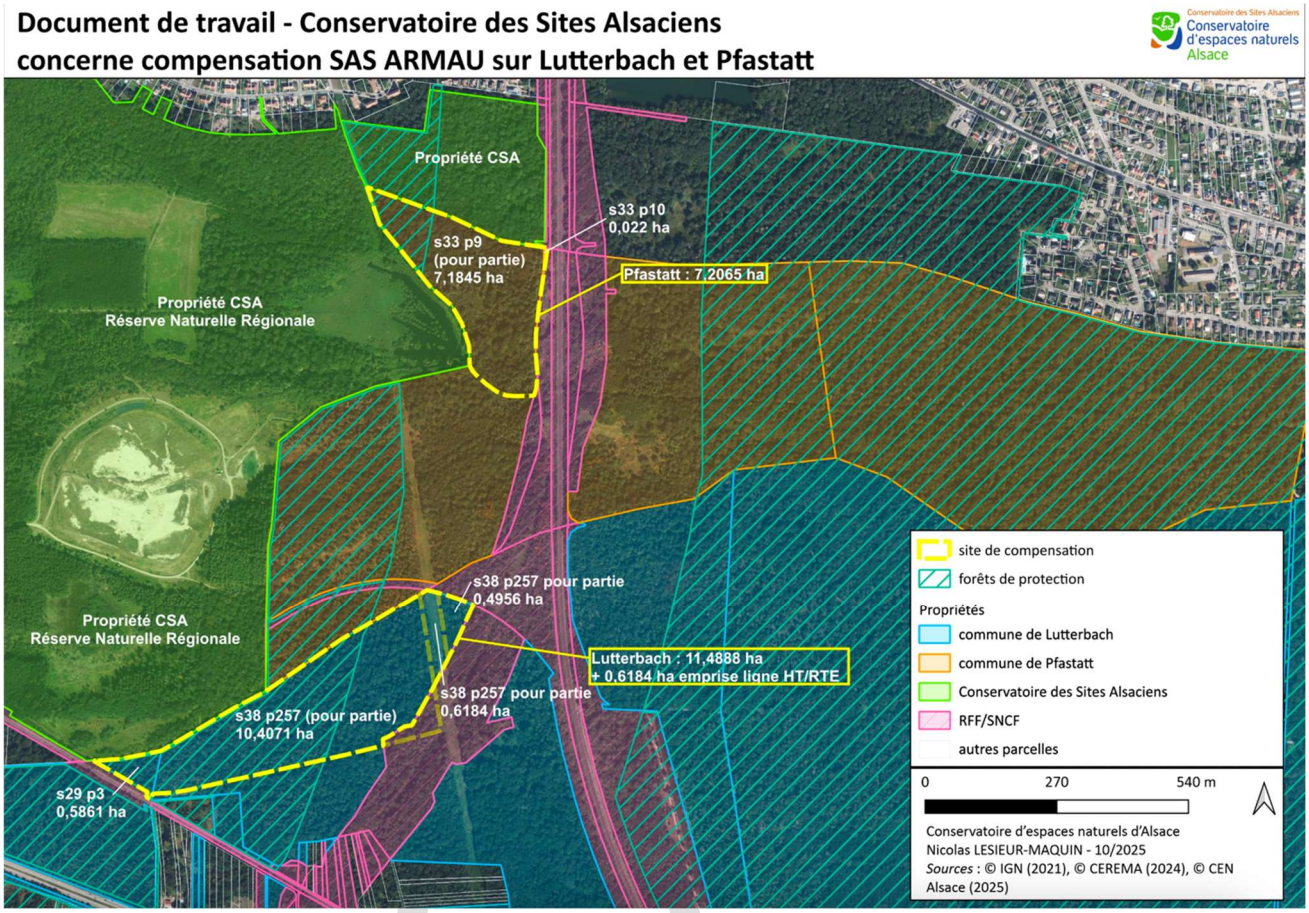
La convention est établie en X exemplaires originaux destinés à chacune des parties,

A …….,	A …….,
le XX/XXX/2025	le XX/XXX/2025
M.JEHLY	M. Fabian JORDAN
Pour la **SAS ARMAU**	Pour **M2A**

A …….,	A …….,
le XX/XXX/2025	le XX/XXX/2025
M. Frédéric DECK	M. Rémy NEUMANN
Pour le **CEN Alsace**	Pour la **Commune** de Lutterbach

PROJET

ANNEXE – PLAN DE LOCALISATION DES SITES DE COMPENSATION – SOURCE CEN ALSACE – novembre 2025



PRO

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE DE MESURES COMPENSATOIRES

ENTRE

Mulhouse Alsace Agglomération, située 9 avenue Konrad Adenauer - 68390 SAUSHEIM,

Représentée par Fabian JORDAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'agglomération,

Ci-après dénommée « **M2A** »,

Et

La société **SAS ARMAU** - Société par actions simplifiée – immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Mulhouse sous le n° SIREN 844 035 683, ayant son siège social 169 rue de Richwiller – 68260 KINGERSHEIM,

Représentée par Maurice JEHLY en sa qualité de Président dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée la « **SAS ARMAU** »,

Et

Le **Conservatoire des Sites Alsaciens**, association de droit local reconnue d'utilité publique inscrite au registre des associations du Tribunal d'Instance de Thann sous le volume 49 folio n°22, ayant son siège social 3 rue de Soultz – 68700 CERNAY,

Représenté par Frédéric DECK en sa qualité de Président dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommé le « **CEN Alsace** ».

Est associée à cette convention :

La commune de Pfastatt (68) situé Mairie de Pfastatt, 18 Rue de la Mairie – 68120 PFASTATT, représentée par Francis HILLMEYER, le Maire, agissant au nom et pour le compte de la commune par délibération du conseil municipal en date du XXXXXX,

Ci-après dénommée la « **Commune** ».

M2A, la SAS ARMAU et le CEN Alsace sont ci-après individuellement appelés une « Partie » et collectivement « Les Parties ».

PROJET

EXPOSÉ :

La **SAS ARMAU** est bénéficiaire du **permis d'aménager PA 068 300 23 D0001** déposé le 04 mai 2023 en mairie de Sausheim et délivré le 25 mars 2024, pour la réalisation d'une zone d'activité au droit d'une partie de l'ancienne zone sportive de STELLANTIS à Sausheim.

Ce permis a fait l'objet d'une procédure d'évaluation environnementale unique embarquant les procédures d'étude d'impact au titre du code de l'environnement, Dossier Loi sur l'Eau, Dossier de dérogation espèces protégées et dossier de défrichement au titre du code forestier.

L'autorisation environnementale a été délivrée par la Préfecture le 23 février 2024 via un Arrêté Préfectoral (AP) portant autorisation environnementale à la **SAS ARMAU** au titre de l'article L.181-1 et suivants du code de l'environnement pour l'aménagement d'une zone d'activités sur l'ancien site de la société Peugeot Citroën Mulhouse SNC (complexe sportif ACSPM).

Le projet autorisé est situé dans le département du Haut-Rhin, sur la commune de Sausheim, route de Chalampé.

Il correspond à une partie des parcelles cadastrées n°78 et 96 de la section 31 et présente une superficie totale de 11,6 hectares.

Il est encadré directement par les voies ferrées au sud, la RD39 au Nord et le site GEFCO à l'Est et le terrain de l'ACS à l'Ouest.

Les travaux réalisés conformément au dossier de demande d'autorisation déposé et aux prescriptions de l'arrêté en vigueur consistent en la création de deux lots à bâtir à usage industriel, entourés de parkings aériens arborés et de voiries.

Ils ont nécessité le déboisement d'une partie de l'emprise pour l'aménagement de la zone industrielle.

L'autorisation délivrée pour l'aménagement de la zone tient lieu, au titre de l'article L.181-2 du code de l'environnement :

- De dérogation aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune protégées au titre du code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 et 2 ;
- D'autorisation de défrichement au titre du code forestier, notamment de ses articles L.341-1 et suivants et R.341-1 et suivants ;
- D'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au paragraphe II de l'article L. 214-3. Les installations, ouvrages, travaux et activités concernées par cette autorisation relèvent de la rubrique suivante, telle que définie au tableau mentionné à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Après obtention des autorisations, la société **SAS ARMAU** a engagé le démarrage des travaux de défrichement et d'aménagement du site.

Dans le cadre de l'enquête publique puis au travers d'une demande de recours gracieux, les associations locales de protection de l'environnement, représentées par ALSACE NATURE, ont invité la **SAS ARMAU** à requestionner la nature des mesures compensatoires initialement envisagées pour atteindre un niveau plus qualitatif pour la biodiversité.

Ces évolutions ont conduit la **SAS ARMAU** à déposer un dossier de porter à connaissance auprès des services instructeurs pour demander l'évolution de son arrêté préfectoral d'autorisation sur les mesures compensatoires en faveur de la biodiversité.

PROJET

Ce dossier a été déposé le 13 septembre 2024 et un arrêté préfectoral complémentaire (APC) a été émis par la Préfecture le 23 décembre 2024, prescrivant notamment la mise en œuvre de mesures compensatoires sur un périmètre de 7 ha à Pfastatt.

Par ailleurs, **M2A** et la **Commune**, en collaboration avec le **CEN Alsace**, ont pour objectif commun de protéger durablement la forêt communale attenante à la Réserve Naturelle Régionale des landes et marais du Rothmoos.

Le **CEN Alsace** agit pour la protection et la conservation des espaces naturels par la maîtrise foncière. Il accompagne notamment des maitres d'ouvrages dans la mise en œuvre de mesures compensatoires environnementales.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les modalités de mise en œuvre des mesures compensatoires prescrites à la **SAS ARMAU** à Pfastatt.

Elle porte sur :

- La vente à **M2A** par la **Commune** du site désigné ci-dessous ;
- L'indemnisation de la **Commune** par la **SAS ARMAU** pour la perte d'exploitation du bois ;
- La gestion du site et le suivi des mesures par le **CEN Alsace** ;
- La préservation du site au-delà de la durée prescrite des mesures compensatoires (50 ans), par voie réglementaire, contractuelle et/ou foncière à définir.

Elle fera l'objet de conventions d'application spécifiques entre **M2A**, la **SAS ARMAU** et le **CEN Alsace.**

ARTICLE 2 - DURÉE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention s'applique dès la signature entre **M2A**, la **SAS ARMAU** et le **CEN Alsace**. Elle associe également la **Commune**.

Elle est consentie pour une durée de cinquante (50) années à compter de la signature.

ARTICLE 3 - DÉSIGNATION ET CARACTÉRISTIQUES DU SITE DE COMPENSATION

La **Commune** de Pfastatt vend à **M2A** :

Données cadastrales	Surface*
Section 33 – parcelle 9 pour partie	7,1845 ha
Section 33 – parcelle 10	0,0220 ha
TOTAL	7,2065 ha

*Ces surfaces sont indiquées sous réserve de l'arpentage qui sera réalisé par un géomètre mandaté par **M2A** dans le cadre de l'acquisition des terrains objets de la présente convention par **M2A**.

PROJET



Figure 1 Localisation du site - vue aérienne

Rappel : Dans le cadre des mesures de compensation, il est convenu entre **M2A**, la **Commune** et la **SAS ARMAU** que le terrain de la **Commune** est acquis par **M2A** pour la mise en œuvre des mesures de compensation. Cette démarche conjointe de la **Commune** et de **M2A** a pour objectif de protéger les forêts attenantes aux propriétés du **CEN Alsace** classées en Réserve Naturelle Régionale. La vente de ces terrains rentre directement dans ce cadre.

CARACTÉRISTIQUES DU SITE

Il s'agit d'une chênaie-charmaie subatlantique à stellaire (EUNIS G1.A14, Corine 41.24, DH 9160-3) et d'une aulnaie marécageuse (EUNIS G1.41, Corine 44.91) avec présence de gros bois (chênes) au Nord et à l'Est, caractérisées par la présence de cavités, branches mortes et décollement d'écorces.

Compte tenu des forts diamètres et de l'âge des arbres, ce type de peuplement est devenu rare dans les massifs du Nonnenbruch et des forêts de plaine.

À l'Ouest de la parcelle forestière se trouve une petite zone semi-ouverte liée à l'impact des anciennes activités minières du secteur : écoulements salés d'Ouest en Est impactant la végétation.

La situation du site en partie enclavée dans la Réserve Naturelle Régionale (RNR) et les propriétés du **CEN Alsace** avec une limite bien définie à l'Est par l'importante voie ferrée Mulhouse/Strasbourg explique en grande partie sa non-exploitation et sa grande quiétude.

On note l'absence totale de chemins et sentiers. À noter également que l'accès normal pour l'exploitation devrait se faire par la forêt de Pfastatt au Sud mais cela avec des difficultés et conséquences certaines sur la quiétude du secteur.

PROJET

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE COMPENSATION

Les mesures de compensation consistent en la non-exploitation et le maintien en libre évolution du site pour une durée d'au moins cinquante (50) années.

Le **CEN Alsace** élaborera et mettra en œuvre un plan de gestion du site afin de définir les modalités de gestion qui en découlent.

Le **CEN Alsace** pourra notamment intervenir afin de couper les arbres/branches mortes tombés sur les cheminements ou pouvant présenter un risque pour les utilisateurs des cheminements forestiers longeant le site. Les arbres coupés resteront propriété de **M2A**.

La chasse continue à s'exercer sur la base des règlements et baux de locations communaux en vigueur, sans possibilité pour le locataire de chasse de créer de nouvelles installations ou d'intervenir sur la végétation.

Les terrains concernés par la compensation n'ont pas vocation à accueillir des activités de sport ou de loisirs. Seule la pénétration à des fins scientifiques ou pédagogiques – strictement autorisée et encadrée par le **CEN Alsace** – peut être envisagée.

Le boisement relevant du régime forestier, une convention tripartite entre **M2A**, le **CEN Alsace** et l'ONF sera signée.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE SUIVI DES MESURES

La parcelle fera l'objet de mesures de suivi par le **CEN Alsace**, missionné par la **SAS ARMAU** selon le programme défini par le plan de gestion du site, en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Un rapport sera transmis aux signataires de la présente convention et à la DREAL après chaque année de suivi.

ARTICLE 6 - PLANNING PRÉVISIONNEL DE RÉALISATION DES MESURES

À la suite de l'APC du 23/12/2024 prescrivant la mise en libre évolution du site, le planning prévisionnel des prochaines étapes est le suivant :

- Signature de la convention – décembre 2025
- Vente du terrain par la **Commune** à **M2A** et indemnisation par la **SAS ARMAU** – [date à préciser]
- Signature des conventions d'application spécifiques entre **M2A**, la **SAS ARMAU** et le **CEN Alsace** – [concomitamment à la vente]
- Démarrage du diagnostic écologique du site – [après la signature des conventions d'application]

Les Parties s'engagent à répondre à toute sollicitation mutuelle permettant la bonne tenue du planning prévisionnel d'intervention.

PROJET

ARTICLE 7 - INDEMNISATION

La **SAS ARMAU** indemnisera la **Commune** de Pfastatt pour la perte d'exploitation du bois. Le montant défini par l'ONF le 15/04/2025 est de 73 366 €.

La **SAS ARMAU** prendra aussi à sa charge les frais du **CEN Alsace** relatifs à :

- L'élaboration et la mise en œuvre du plan de gestion du site ;
- Le suivi des mesures et la rédaction des rapports ;
- Les éventuelles coupes de mise en sécurité en bordure du site ;
- Le suivi de dossier et l'élaboration des conventions d'application spécifiques ;
- Les frais exceptionnels engendrés par tout aléa ou imprévu nécessitant une intervention liée aux caractéristiques inhérentes aux compensations (cf. article 10 – Engagements du **CEN Alsace**).

Une convention financière entre la **SAS ARMAU** et le **CEN Alsace** précisera le budget prévisionnel et les modalités d'indemnisation détaillées.

ARTICLE 8 - ENGAGEMENTS DE LA SAS ARMAU

La **SAS ARMAU** s'engage au titre de la présente convention à mettre en place les mesures de compensation environnementale selon les modalités indiquées aux articles précédents.

Ainsi, elle s'engage à :

- Appliquer et faire appliquer par toute personne qu'elle aura mandatée les dispositions figurant dans le programme d'action des mesures compensatoires présentés dans les arrêtés préfectoraux initial et complémentaire et reprises dans le présent document aux articles 4 et 5 ;
- Prendre en charge les frais relatifs à la mise en œuvre des mesures compensatoires tels que définis à l'article 7.

L'atteinte effective de l'objectif de compensation environnementale est en partie dépendante de facteurs externes tels que les conditions climatiques du territoire.

Ainsi, la **SAS ARMAU** ne saurait être tenue responsable si cet objectif n'était pas atteint en dépit des moyens mis en œuvre, sauf en cas de faute ou de négligence de cette dernière.

La **SAS ARMAU** s'engage toutefois à mettre en œuvre des mesures de gestion adaptées de façon à renforcer les probabilités d'atteinte des objectifs, dans la mesure de leur faisabilité technique, conformément aux engagements inscrits dans l'APC du 23/12/2024.

La responsabilité d'une des Parties ne pourra être engagée si l'exécution des engagements est retardée ou empêchée en raison d'un cas de force majeure, tel que défini par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

Dans tous les cas, la Partie empêchée devra faire tout ce qui est en son pouvoir pour limiter les effets et la durée du cas de force majeure.

Dans l'hypothèse où la **SAS ARMAU** serait confrontée, au cours de l'exécution des engagements énumérés dans le présent document, à la survenance d'un cas de force majeure de nature à retarder l'exécution de l'une de ses obligations contractuelles, il s'engage à en informer sans délai par écrit (lettre, mail…) **M2A**, le **CEN Alsace** et la **Commune** de la nature, de la durée et des conséquences prévisibles de cet événement sur la ou les obligations affectées.

PROJET

ARTICLE 9 - ENGAGEMENTS DE M2A

M2A s'engage à :

- Permettre la mise en œuvre des mesures compensatoires de la **SAS ARMAU** dans le cadre de son projet à Sausheim, en application des obligations législatives et règlementaires relatives à la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales ou végétales et de leurs habitats et des zones humides ;
- Si nécessaire, permettre la mise en œuvre de toute demande complémentaire de l'administration au titre des obligations législatives et règlementaires relatives à la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales ou végétales et de leurs habitats et des zones humides dans le cadre du projet d'aménagement. Un avenant pourra être conclu afin de détailler les mesures complémentaires ;
- Ne mener aucune action allant à l'encontre des mesures de compensations ou susceptible d'empêcher ou de gêner la réalisation de ces mesures. En particulier, il est rappelé qu'aucune action de gestion ne devra être effectuée outre les coupes éventuelles de mise en sécurité et les travaux spécifiquement mentionnées à l'article 5 dont la fréquence doit être respectée. De plus, la plantation ou l'apport volontaire d'espèces extérieures (locales ou Espèces Exotiques Envahissantes (EEE)) sont proscrits.
- Poser avec le **CEN Alsace** les cadres formels permettant à celui-ci d'élaborer et de mettre en œuvre le plan de gestion du site ;
- Faire respecter les termes de la présente convention, par les éventuels ayants-droits du site (droit d'occupation, d'usage ou d'accès temporaire ou permanent aux propriétés concernées) ;
- Engager une démarche de pérennisation de la protection du boisement concerné par la présente convention par un classement en forêt de protection, et/ou par toute autre voie réglementaire, contractuelle ou foncière.

ARTICLE 10 - ENGAGEMENT DU CEN ALSACE

Le **CEN Alsace** s'engage à :

- Élaborer et mettre en œuvre le plan de gestion du site en conformité avec les arrêtés préfectoraux prescrivant les mesures de compensation, selon les modalités décrites à l'article 4 ;
- Réaliser le suivi des mesures, rédiger et transmettre les rapports selon les modalités décrites à l'article 5 ;
- Proposer et assurer les travaux d'entretien, coupe et abattage des branches et arbres pouvant avoir chuté ou présentant un risque de chute sur les cheminements forestiers longeant le site de compensation.

Le **CEN Alsace** sera attentif aux risques d'incendie et fermera les accès au boisement en cas de risque, en concertation avec M2A et les communes concernées.

PROJET

ARTICLE 11 - IMPRÉVUS OU CIRCONSTANCES NOUVELLES

En cas de circonstances nouvelles ou imprévues (intempéries, incendies, évolutions climatiques, etc…), non imputables à **M2A**, au **CEN Alsace** ou à la **SAS ARMAU** et dès lors que ces circonstances rendraient impossible la mise en place, le maintien et la gestion de tout ou partie des mesures compensatoires sur le Site, au-delà d'une période d'1 (un) an à compter de la survenance de ces circonstances, les Parties se consulteront dans un délai de 15 jours, à compter de la survenance des circonstances nouvelles pour définir si l'application de la présente convention doit être poursuivie et dans quelles conditions.

La **SAS ARMAU** en informera l'autorité administrative ayant délivré l'autorisation.

ARTICLE 12 - CONSTAT DE MANQUEMENT – DÉNONCIATION – LITIGES

CONSTAT DE MANQUEMENT

Si l'une des Parties constate un manquement dans les obligations d'une autre Partie, elle en informera cette dernière par courriel dans un premier temps puis – en l'absence de réponse dans les 15 (quinze) jours suivant l'envoi du courriel - par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une rencontre entre les parties interviendra alors sous un délai de quinze jours à compter de la date de la lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de trouver une solution et mettre fin au manquement aux obligations contractuelles constaté.

En cas de persistance du manquement aux obligations contractuelles, une rencontre associant les parties et la DDT/DREAL pourra être organisée.

Le non-règlement amiable éventuel du litige dans ce cadre permettra alors à l'une des Parties de saisir la juridiction compétente.

DÉNONCIATION – LITIGE

La convention de partenariat à venir pourra être résiliée par **M2A**, en cas de non-respect de l'une de ses obligations par la **SAS ARMAU** ou pour cause d'intérêt public majeur « supérieur » à la compensation écologique.

L'autorité administrative ayant délivré l'arrêté préfectoral autorisant la réalisation de la zone d'activités sera juge de l'intérêt majeur « supérieur » à la compensation.

La convention pourra être résiliée à tout moment par la **SAS ARMAU**, en cas de non-respect, d'un quelconque de ses engagements au titre de ladite convention par **M2A** et/ou ses ayants droit et/ou toute autre personne ayant obtenu de ce dernier un droit d'accès temporaire ou permanent au Site.

La notification relative à la résiliation de la convention devra, pour être valable, être transmise par lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse des autres Parties.

En cas de contestations ou de litiges pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la future convention à intervenir, les parties s'engagent à rechercher, préalablement à tout recours, un accord amiable.

À défaut d'accord amiable constaté par l'une ou l'autre des parties à l'issue d'un délai de trois mois, pouvant être prorogé d'un commun accord entre les parties, tous les litiges

PROJET

afférents à la validité, l'interprétation ou à l'exécution de la convention à intervenir seront soumis à la juridiction territoriale compétente au lieu d'exécution des présentes.

ARTICLE 13 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

L'ensemble des informations techniques, économiques, financières et juridiques échangées entre les Parties durant la durée des engagements et de la convention, sont strictement confidentielles et ne sauraient être divulguées par l'une des Parties sans l'accord des autres Parties, à l'exception des informations à fournir dans le cadre du financement, de la souscription des assurances, des informations que la **SAS ARMAU** pourrait être amenée à transmettre à toute entité qui, directement ou indirectement, par un ou plusieurs intermédiaires, contrôle, est contrôlée par ou, se trouve sous un contrôle commun avec la **SAS ARMAU**.

En revanche, cet engagement ne s'étend évidemment pas à la divulgation d'information confidentielle à une autorité publique agissant dans le cadre de ses prérogatives telles que l'administration fiscale, les autorités de contrôle, les autorités administratives environnementales...

ARTICLE 14 - DEMANDE D'INFORMATION ET SUIVI

Afin de faciliter les relations et l'application de la présente convention, et pour toute demande :

- La **SAS ARMAU** désigne comme interlocuteur principal Maurice JEHLY président de la **SAS ARMAU** : maurice.jehly@scgp.eu
- **M2A** désigne comme interlocuteur principal M. XXX, role – adresse e-mail ;
- La **Commune** désigne comme interlocuteur principal M. XXX, role – adresse e-mail ; principal M. XXX, role – adresse e-mail.

La convention est établie en X exemplaires originaux destinés à chacune des parties,

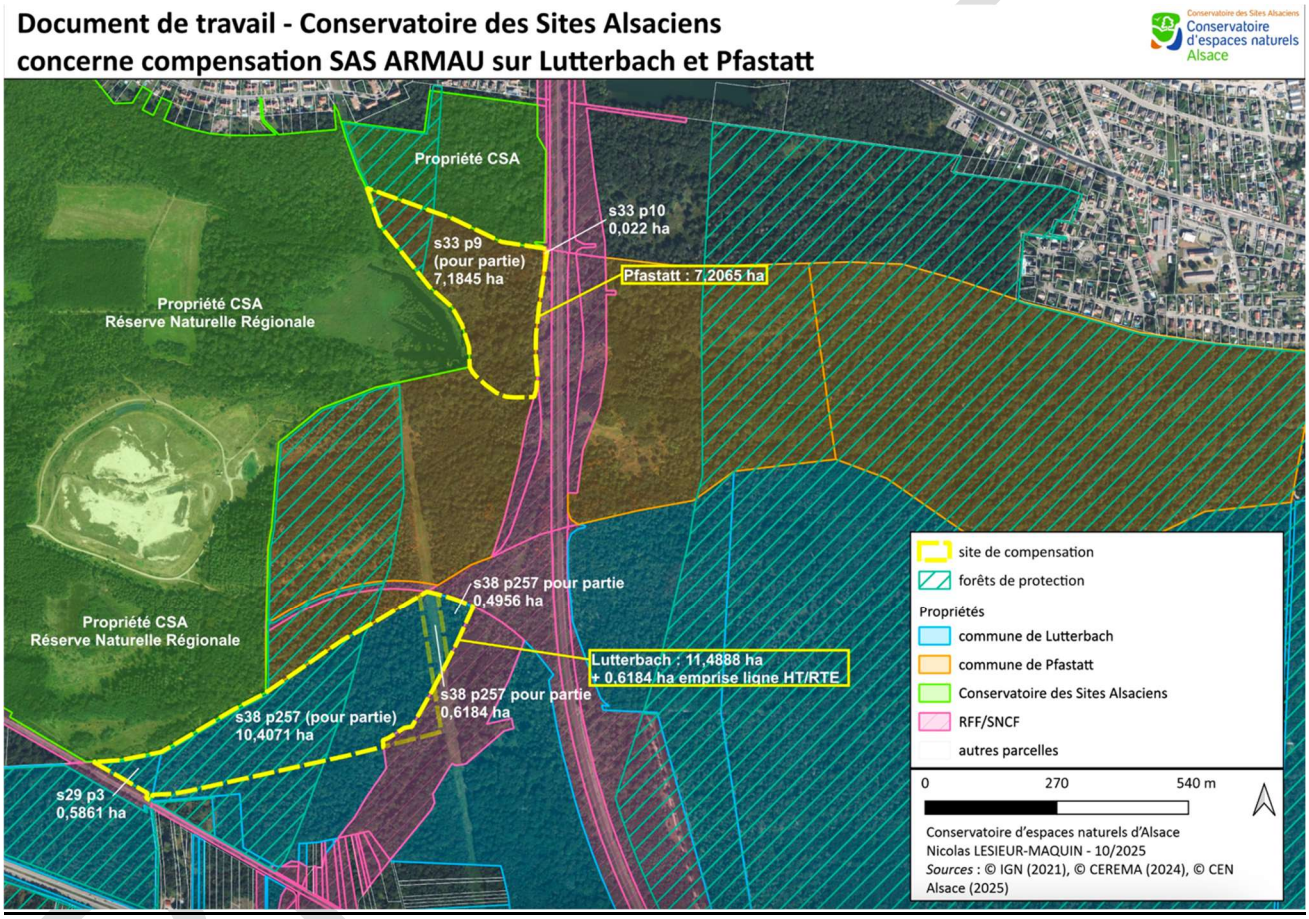
A ……,	A ……,
Le XX/XXX/2025	Le XX/XXX/2025
M.JEHLY	M. Fabian JORDAN
Pour la **SAS ARMAU**	Pour la **M2A**

PROJET

A ……,
Le XX/XXX/2025
M. Frédéric DECK
Pour le **CEN Alsace**

A ……,
Le XX/XXX/2025
M. Francis HILLMEYER
Pour la **Commune** de Pfastatt

ANNEXE – PLAN DE LOCALISATION DES SITES DE COMPENSATION – SOURCE CEN ALSACE – novembre 2025



CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE DE MESURES COMPENSATOIRES

ENTRE

Mulhouse Alsace Agglomération, située 9 avenue Konrad Adenauer - 68390 SAUSHEIM,

Représentée par Fabian JORDAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'agglomération,

Ci-après dénommée « **M2A** »,

Et

La société **SAS ARMAU** - Société par actions simplifiée – immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Mulhouse sous le n° SIREN 844 035 683, ayant son siège social 169 rue de Richwiller – 68260 KINGERSHEIM,

Représentée par Maurice JEHLY en sa qualité de Président dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée la « **SAS ARMAU** »,

Est associée à cette convention :

La commune de Rixheim (68) situé, 28 Rue Zuber, 68170 RIXHEIM, représentée par Rachel BAECHTEL, le Maire, agissant au nom et pour le compte de la commune, par délibération du conseil municipal en date du XXXXXX,

Ci-après dénommée la « **Commune** ».

M2A et la SAS ARMAU sont ci-après individuellement appelés une « Partie » et collectivement « Les Parties ».

PROJET

EXPOSÉ :

La **SAS ARMAU** est bénéficiaire du **permis d'aménager PA 068 300 23 D0001** déposé le 04 mai 2023 en mairie de Sausheim et délivré le 25 mars 2024, pour la réalisation d'une zone d'activité au droit d'une partie de l'ancienne zone sportive de STELLANTIS à Sausheim.

Ce permis a fait l'objet d'une procédure d'évaluation environnementale unique embarquant les procédures d'étude d'impact au titre du code de l'environnement, Dossier Loi sur l'Eau, Dossier de dérogation espèces protégées et dossier de défrichement au titre du code forestier.

L'autorisation environnementale a été délivrée par la Préfecture le 23 février 2024 via un Arrêté Préfectoral (AP) portant autorisation environnementale à la **SAS ARMAU** au titre de l'article L.181-1 et suivants du code de l'environnement pour l'aménagement d'une zone d'activités sur l'ancien site de la société Peugeot Citroën Mulhouse SNC (complexe sportif ACSPM).

Le projet autorisé est situé dans le département du Haut-Rhin, sur la commune de Sausheim, route de Chalampé.

Il correspond à une partie des parcelles cadastrées n°78 et 96 de la section 31 et présente une superficie totale de 11,6 hectares.

Il est encadré directement par les voies ferrées au sud, la RD39 au Nord et le site GEFCO à l'Est et le terrain de l'ACS à l'Ouest.

Les travaux réalisés conformément au dossier de demande d'autorisation déposé et aux prescriptions de l'arrêté en vigueur consistent en la création de deux lots à bâtir à usage industriel, entourés de parkings aériens arborés et de voiries.

Ils ont nécessité le déboisement d'une partie de l'emprise pour l'aménagement de la zone industrielle.

L'autorisation délivrée pour l'aménagement de la zone tient lieu, au titre de l'article L.181-2 du code de l'environnement :

- De dérogation aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune protégées au titre du code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 et 2 ;
- D'autorisation de défrichement au titre du code forestier, notamment de ses articles L.341-1 et suivants et R.341-1 et suivants ;
- D'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au paragraphe II de l'article L. 214-3. Les installations, ouvrages, travaux et activités concernées par cette autorisation relèvent de la rubrique suivante, telle que définie au tableau mentionné à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Après obtention des autorisations, la société **SAS ARMAU** a engagé le démarrage des travaux de défrichement et d'aménagement du site.

Dans le cadre de l'enquête publique puis au travers d'une demande de recours gracieux, les associations locales de protection de l'environnement, représentées par ALSACE NATURE, ont invité la **SAS ARMAU** à requestionner la nature des mesures compensatoires initialement envisagées pour atteindre un niveau plus qualitatif pour la biodiversité.

Ces évolutions ont conduit la **SAS ARMAU** à déposer un dossier de porter à connaissance auprès des services instructeurs pour demander l'évolution de son arrêté préfectoral d'autorisation sur les mesures compensatoires en faveur de la biodiversité.

PROJET

Ce dossier a été déposé le 13 septembre 2024 et un arrêté préfectoral complémentaire (APC) a été émis par la Préfecture le 23 décembre 2024, prescrivant notamment la mise en œuvre de mesures compensatoires de plantation forestière sur un terrain de 1 ha à Rixheim.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les modalités de mise en œuvre des mesures compensatoires prescrites à la **SAS ARMAU** sur le ban communal de Rixheim, sur un terrain propriété de **M2A** au droit de l'emprise dite « du terrain de foot ».

Elle porte sur :

- La mise à disposition, par **M2A** à la **SAS ARMAU** du site désigné ci-dessous ;
- La mise en œuvre de travaux de plantation par la **SAS ARMAU ;**
- La gestion du site et le suivi des mesures par la **SAS ARMAU** ;
- La préservation du site pendant la durée prescrite des mesures compensatoires (50 ans).

ARTICLE 2 - DURÉE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention s'applique dès la signature entre **M2A** et la **SAS ARMAU**. Elle associe également la **Commune**.

Elle est consentie pour une durée de cinquante (50) années à compter de la signature.

ARTICLE 3 - DÉSIGNATION ET CARACTÉRISTIQUES DU SITE DE COMPENSATION

La **M2A** met à disposition de la **SAS ARMAU** :

Données cadastrales	Surface*
Section AP - parcelle 20 (en partie)	1 ha

*Ces surfaces sont indiquées sous réserve de l'arpentage qui sera réalisé par un géomètre mandaté par **M2A** dans le cadre de la mise à disposition des terrains objets de la présente convention par **M2A**.

PROJET



Figure 1 Localisation du site - vue aérienne

Rappel : Dans le cadre des mesures de compensation, il est convenu entre **M2A** et la **SAS ARMAU** que le terrain est mis à disposition par **M2A** pour la mise en œuvre des mesures de compensation. Cette démarche de **M2A** a pour objectif de reconstituer la forêt attenante à ce terrain.

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE COMPENSATION

Le terrain de football de Rixheim présente des enjeux écologiques faibles, très peu favorable à l'accueil de la biodiversité (végétation rase et terrain régulièrement entretenu).

Les travaux permettront de recréer environ 8 700 m^2 d'habitat destinés aux oiseaux et aux chauve-souris et 3 000 m^2 de lisière à destination des reptiles et des insectes.

Les mesures de compensation consistent à la plantation et au maintien en libre évolution des plantations arborées pour une durée d'au moins cinquante (50) années.

La **SAS ARMAU** élaborera et mettra en œuvre un plan de gestion du site afin de définir les modalités de gestion qui en découlent.

Les travaux de compensation seront réalisés par une entreprise spécialisée mandatée par la **SAS ARMAU**. Ils consisteront à replanter sur une surface d'environ 8 700 m2 avec des espèces labélisées végétal local et cohérente par rapport au boisement alentour. L'objectif est de créer des habitats favorables pour les chauves-souris et les pics sur le long terme dans la strate arborescente.

Sur la bordure Est du futur boisement, une lisière étagée sera créée pour redonner un habitat plus qualitatif que la lisière existante (roncier de 2 m de large). La nouvelle lisière sera constituée d'une strate arbustive de 10 m de large et d'une strate herbacée de 5 à 10 m de large selon les secteurs.

Afin d'éviter que des véhicules puissent se garer sur la strate herbacée, un fossé de 1,5 m de large sera creusé. Les matériaux excavés serviront à réaliser un merlon en bordure de la route sur 1,5 m de large. L'objectif est de créer des habitats favorables à l'accueil des reptiles et des insectes (sur environ 3 000 m^2).

Durant les premières années, des interventions régulières seront réalisées sur le site par une entreprise spécialisée mandatée par la **SAS ARMAU** pour s'assurer de la prise de la végétation et éventuellement de la replantation, et pour arracher/couper les rejets de plantes exotiques envahissantes (EEE).

La structuration des lisières sera entretenue tous les ans.

Des interventions ponctuelles seront mises en œuvre par une entreprise spécialisée mandatée par la **SAS ARMAU**, afin de couper les arbres/branches mortes tombés sur les cheminements ou pouvant présenter un risque pour utilisateurs des cheminements forestiers longeant la parcelle.

Les terrains concernés par la compensation n'ont pas vocation à accueillir des activités de sport ou de loisirs. Seule la pénétration à des fins scientifiques ou pédagogiques – strictement autorisée et encadrée par la **SAS ARMAU** – peut être envisagée.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE SUIVI DES MESURES

La parcelle fera l'objet de mesures de suivi par un bureau d'étude spécialisé, missionné par la **SAS ARMAU** selon le programme défini par le plan de gestion du site, en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Le suivi généraliste devra être réalisé aux années n+1, n+3, n+5, n+10, n+15 et n+20.

Un rapport sera transmis aux signataires de la présente convention et à la DREAL après chaque année de suivi.

ARTICLE 6 - PLANNING PRÉVISIONNEL DE RÉALISATION DES MESURES

À la suite de l'APC du 23/12/2024 prescrivant les travaux au droit du site, le planning prévisionnel des prochaines étapes est le suivant :

- Signature de la convention – décembre 2025
- Mise à disposition du terrain par **M2A** à la **SAS ARMAU** – T1 2026 pour démarrage des études de conception des travaux/plan de gestion
- Consultation des entreprises spécialisée en 2026
- Démarrage des travaux de plantation – hiver 2026-2027 si les plans « végétaux locaux » sont disponibles. Sinon report à l'hiver 2027-2028
- Premier passage écologique de suivi : au printemps suivant les plantations (démarrage en 2027 ou en 2028)

Les **Parties** s'engagent à répondre à toute sollicitation mutuelle permettant la bonne tenue du planning prévisionnel d'intervention.

PROJET

ARTICLE 7 - ENGAGEMENTS DE LA SAS ARMAU

La **SAS ARMAU** s'engage au titre de la présente convention à

- Élaborer et mettre en œuvre le plan de gestion du site en conformité avec les arrêtés préfectoraux prescrivant les mesures de compensation, selon les modalités décrites à l'article 4 ;
- Réaliser le suivi des mesures, rédiger et transmettre les rapports selon les modalités décrites à l'article 5 ;
- Proposer et assurer les travaux d'entretien, coupe et abattage des branches et arbres pouvant avoir chuté ou présentant un risque de chute sur les cheminements forestiers longeant le site de compensation.

Elle s'engage aussi à :

- Appliquer et faire appliquer par toute personne qu'elle aura mandatée les dispositions figurant dans le programme d'action des mesures compensatoires présentés dans les arrêtés préfectoraux initial et complémentaire et reprises dans le présent document aux articles 4 et 5 ;
- Prendre en charge les frais relatifs à la mise en œuvre des mesures compensatoires tels que définis à l'article 4.

L'atteinte effective de l'objectif de compensation environnementale est en partie dépendante de facteurs externes tels que les conditions climatiques du territoire.

Ainsi, la **SAS ARMAU** ne saurait être tenue responsable si cet objectif n'était pas atteint en dépit des moyens mis en œuvre, sauf en cas de faute ou de négligence de cette dernière.

La **SAS ARMAU** s'engage toutefois à mettre en œuvre des mesures de gestion adaptées de façon à renforcer les probabilités d'atteinte des objectifs, dans la mesure de leur faisabilité technique, conformément aux engagements inscrits dans l'APC du 23/12/2024.

La responsabilité d'une des **Parties** ne pourra être engagée si l'exécution des engagements est retardée ou empêchée en raison d'un cas de force majeure, tel que défini par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

Dans tous les cas, la **Partie** empêchée devra faire tout ce qui est en son pouvoir pour limiter les effets et la durée du cas de force majeure.

Dans l'hypothèse où la **SAS ARMAU** serait confrontée, au cours de l'exécution des engagements énumérés dans le présent document, à la survenance d'un cas de force majeure de nature à retarder l'exécution de l'une de ses obligations contractuelles, elle s'engage à en informer sans délai par écrit (lettre, mail…) **M2A** de la nature, de la durée et des conséquences prévisibles de cet événement sur la ou les obligations affectées.

ARTICLE 8 - ENGAGEMENTS DE M2A

M2A s'engage à :

- Permettre la mise en œuvre des mesures compensatoires de la **SAS ARMAU** dans le cadre de son projet à Sausheim, en application des obligations législatives et règlementaires relatives à la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales ou végétales et de leurs habitats et des zones humides ;

PROJET

- Si nécessaire, permettre la mise en œuvre de toute demande complémentaire de l'administration au titre des obligations législatives et règlementaires relatives à la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales ou végétales et de leurs habitats et des zones humides dans le cadre du projet d'aménagement. Un avenant pourra être conclu afin de détailler les mesures complémentaires ;
- Ne mener aucune action allant à l'encontre des mesures de compensations ou susceptible d'empêcher ou de gêner la réalisation de ces mesures. En particulier, il est rappelé qu'aucune action de gestion ne devra être effectuée outre les coupes éventuelles de mise en sécurité et les travaux spécifiquement mentionnées à l'article 5 dont la fréquence doit être respectée. De plus, la plantation ou l'apport volontaire d'espèces extérieures (locales ou Espèces Exotiques Envahissantes (EEE)) sont proscrits.
- Poser avec la **SAS ARMAU** les cadres formels permettant à celui-ci d'élaborer et de mettre en œuvre le plan de gestion du site ;
- Faire respecter les termes de la présente convention, par les éventuels ayants-droits du site (droit d'occupation, d'usage ou d'accès temporaire ou permanent aux propriétés concernées) ;
- Engager une démarche de pérennisation de la protection du boisement concerné par la présente convention par un classement en forêt de protection, et/ou par toute autre voie réglementaire, contractuelle ou foncière.

ARTICLE 9 - IMPRÉVUS OU CIRCONSTANCES NOUVELLES

En cas de circonstances nouvelles ou imprévues (intempéries, incendies, évolutions climatiques, etc…), non imputables à **M2A**, ou à la **SAS ARMAU** et dès lors que ces circonstances rendraient impossible la mise en place, le maintien et la gestion de tout ou partie des mesures compensatoires sur le Site, au-delà d'une période d'1 (un) an à compter de la survenance de ces circonstances, les **Parties** se consulteront dans un délai de 15 jours, à compter de la survenance des circonstances nouvelles pour définir si l'application de la présente convention doit être poursuivie et dans quelles conditions.

La **SAS ARMAU** en informera l'autorité administrative ayant délivré l'autorisation.

ARTICLE 10 - CONSTAT DE MANQUEMENT – DÉNONCIATION – LITIGES

CONSTAT DE MANQUEMENT

Si l'une des **Parties** constate un manquement dans les obligations d'une autre **Partie**, elle en informera cette dernière par courriel dans un premier temps puis – en l'absence de réponse dans les 15 (quinze) jours suivant l'envoi du courriel - par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une rencontre entre les **Parties** interviendra alors sous un délai de quinze jours à compter de la date de la lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de trouver une solution et mettre fin au manquement aux obligations contractuelles constatées.

En cas de persistance du manquement aux obligations contractuelles, une rencontre associant les **Parties** et la DDT/DREAL pourra être organisée.

PROJET

Le non-règlement amiable éventuel du litige dans ce cadre permettra alors à l'une des **Parties** de saisir la juridiction compétente.

DÉNONCIATION – LITIGE

La convention de partenariat à venir pourra être résiliée par **M2A**, en cas de non-respect de l'une de ses obligations par la **SAS ARMAU** ou pour cause d'intérêt public majeur « supérieur » à la compensation écologique.

L'autorité administrative ayant délivré l'arrêté préfectoral autorisant la réalisation de la zone d'activités sera juge de l'intérêt majeur « supérieur » à la compensation.

La convention pourra être résiliée à tout moment par la **SAS ARMAU**, en cas de non-respect, d'un quelconque de ses engagements au titre de ladite convention par **M2A** et/ou ses ayants droit et/ou toute autre personne ayant obtenu de ce dernier un droit d'accès temporaire ou permanent au Site.

La notification relative à la résiliation de la convention devra, pour être valable, être transmise par lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse des autres **Parties**.

En cas de contestations ou de litiges pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la future convention à intervenir, les **Parties** s'engagent à rechercher, préalablement à tout recours, un accord amiable.

À défaut d'accord amiable constaté par l'une ou l'autre des **Parties** à l'issue d'un délai de trois mois, pouvant être prorogé d'un commun accord entre les **Parties**, tous les litiges afférents à la validité, l'interprétation ou à l'exécution de la convention à intervenir seront soumis à la juridiction territoriale compétente au lieu d'exécution des présentes.

ARTICLE 13 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

L'ensemble des informations techniques, économiques, financières et juridiques échangées entre les **Parties** durant la durée des engagements et de la convention, sont strictement confidentielles et ne sauraient être divulguées par l'une des **Parties** sans l'accord des autres **Parties**, à l'exception des informations à fournir dans le cadre du financement, de la souscription des assurances, des informations que la **SAS ARMAU** pourrait être amenée à transmettre à toute entité qui, directement ou indirectement, par un ou plusieurs intermédiaires, contrôle, est contrôlée par ou, se trouve sous un contrôle commun avec la **SAS ARMAU**.

En revanche, cet engagement ne s'étend évidemment pas à la divulgation d'information confidentielle à une autorité publique agissant dans le cadre de ses prérogatives telles que l'administration fiscale, les autorités de contrôle, les autorités administratives environnementales...

PROJET

ARTICLE 14 - DEMANDE D'INFORMATION ET SUIVI

Afin de faciliter les relations et l'application de la présente convention, et pour toute demande :

- La **SAS ARMAU** désigne comme interlocuteur principal Maurice JEHLY président de la **SAS ARMAU** : maurice.jehly@scgp.eu
- **M2A** désigne comme interlocuteur principal M. XXX, rôle – adresse e-mail ;
- La **Commune** désigne comme interlocuteur principal M. XXX, rôle – adresse e-mail ; principal M. XXX, rôle – adresse e-mail.

La convention est établie en X exemplaires originaux destinés à chacune des **Parties**,

A ……,
Le XX/XXX/2025
M.JEHLY
Pour la **SAS ARMAU**

A ……,
Le XX/XXX/2025
M. Fabian JORDAN
Pour la **M2A**

A ……,
Le XX/XXX/2025
Mme Rachel Baechtel,
Pour la **Commune** de Rixheim

PROJET

M. LE PRÉSIDENT : On va maintenant parler du projet de développement Stellantis Nord, la mise en œuvre de mesures compensatoires. C'est pour l'approbation de conventions de partenariat, Thierry BELLONI.

M. BELLONI : Oui, merci. Bonsoir à toutes et tous. Je ne reviendrai pas sur le projet, que vous connaissez tous, de la création de la zone d'activité qui est portée par la SAS ARMAU au nord du site de Stellantis, ce qu'on appelle habituellement le projet Soprema, pour remettre un peu les choses dans leur contexte. Je vous rappelle que ces travaux ont nécessité un déboisement partiel et pour compenser l'incidence de ce projet, il a été proposé des mesures compensatoires et celles-ci doivent être évidemment mises en œuvre pour préserver la biodiversité. Cela a été vu et négocié avec l'ensemble des acteurs concernés, autant le preneur évidemment, le futur exploitant, les communes, y compris les associations environnementales. D'une part, m2A s'est engagée à porter ces mesures sur une partie de son foncier, en l'occurrence un petit terrain de football à Rixheim pour un hectare, ainsi que sur des parcelles forestières qui ont été acquises par m2A depuis auprès des communes de Lutterbach et de Pfastatt. Ces trois sites présentaient des intérêts écologiques forts, des habitats forestiers anciens, notamment aussi la proximité avec la réserve naturelle régionale du Rothmoos, cela a été une forte demande des associations, et également de la préservation de forêts non exploitées qu'on dit aujourd'hui en libre évolution. Il s'agit aujourd'hui de créer des conventions de partenariat associant la SAS ARMAU, donc le maître d'ouvrage et le financeur du projet, le conservatoire des sites alsaciens qui sera le gestionnaire en charge du suivi écologique sur les parcelles de Lutterbach et de Pfastatt, m2A ayant acquis les terrains pour la mise à disposition des terrains, et évidemment les communes concernées, et tout cela pour en définir les modalités de gestion, sachant que c'est un engagement de gestion minimale réglementaire sur 50 ans. Juste pour information, les communes de Lutterbach et de Pfastatt, qui disposaient d'un boisement existant, seront indemnisées par la SAS ARMAU pour les futures pertes d'exploitation. Et concernant Rixheim, il n'y a pas de pertes d'exploitation, le terrain étant sans usage. Par contre, les replantations et l'ensemble des travaux seront également intégralement financés par la SAS ARMAU. C'est un peu le dernier point qui va venir clôturer ce long dossier qui a concerné aussi bien l'activité économique, l'urbanisme opérationnel et l'environnement. Je remercie tous les services qui y ont contribué.

M. LE PRÉSIDENT : Oui, merci beaucoup Thierry. Et c'est vrai que c'était discuté dans cette commission transverse qu'on met en place entre le développement économique et l'environnement, justement pour que chacun soit acteur de la décision et du projet. Est-ce qu'il y a des questions ? Oui, Pierre SALZE.

M. SALZE : Merci Président, merci Thierry pour cette présentation. J'ai quand même une remarque à faire concernant un des aspects de la nature de cette compensation. Compenser un déboisement, c'est avant tout, on peut imaginer cela, recréer un reboisement. Alors c'est ce qui est fait à Rixheim. À Rixheim, on replante sur un hectare, on plante des essences et c'est très bien. Mais là, il y a l'autre aspect qui est un peu plus étrange, si j'ose dire, cette compensation d'un déboisement, c'est un engagement sur 50 ans à ne pas déboiser, donc c'est un petit peu particulier. Alors, certes, la zone est extrêmement bien choisie, il n'y a aucun problème avec cela, et quand on va y regarder un peu de près, la compensation, en fait, elle est essentiellement financière, c'est-à-dire que c'est le financement de la perte d'exploitation forestière sur ce site qui est relativement

élevé d'ailleurs sauf que l'ONF a été assez généreux on est à plus de 100 000 euros. Alors j'attire votre attention sur ce modèle de compensation, il risque néanmoins à l'avenir de constituer un précédent en disant « on va déforester, mais en compensation je ne vais pas couper d'autres arbres à côté ». Il faut qu'on y fasse attention. J'ai une question de béotien : l'Agglomération est devenue propriétaire de cette parcelle, est-ce que c'est bien normal que ce soit la commune et non pas l'Agglomération qui soit le bénéficiaire du financement de la perte d'exploitation ?

M. BELLONI : Je ne vais pas répondre dans le détail sur l'ensemble, juste par rapport à l'aspect compensation : le fait de donner ces parcelles en gestion au conservatoire des sites alsaciens ce n'est pas simplement protéger la forêt du déboisement, c'est aussi qu'elle soit gérée et qu'elle ne soit pas, peut-être, dans un dépérissement naturel. Cela a été aussi un choix de m2A d'acquérir les forêts parce que si cela avait été soit le preneur ou soit les communes qui auraient conservé la propriété de ces terrains, cela aurait été peut-être moins de garantie que cela se passe bien dans les 50 ans à venir, parce que le preneur, on le connaît aujourd'hui, dans 50 ans, on ne sait pas où il sera. L'Agglomération, je pense, subsistera d'ici 50 ans, en tout cas, j'en exprime le vœu. Ensuite, concernant les compensations, c'est que les communes, sans rentrer dans les détails des chiffres, parce que ce sont des calculs très compliqués, mais qui sont très normés aussi, je dirais que les communes concernées touchaient une forme de revenu sur ces exploitations forestières d'où la compensation financière, ce n'est pas que de la compensation financière. Voilà ce que je pouvais dire.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Philippe WOLFF.

M. WOLFF : Je vais un peu plus loin que ce qu'a dit Pierre. Cette délibération avalise des mesures de compensations environnementales sur des zones boisées déjà constituées. Si l'objectif affiché de préserver la biodiversité et de renforcer les équilibres écologiques est partagé, je souhaite néanmoins attirer l'attention sur plusieurs points essentiels. Le principe de compensation. La compensation environnementale doit être conçue comme le dernier recours après avoir privilégié, évité et réduit les impacts. Appliquer des compensations sur des zones boisées existantes revient à considérer les espaces déjà riches en biodiversité comme des nouveaux gains, ce qui crée une illusion de protection sans réels bénéfices. Il y a aussi un risque de double comptabilisation. Les boisements actuels jouent déjà un rôle écologique majeur : stockage de carbone, régulation hydrique, habitat pour la faune. Les inscrire comme mesures compensatoires revient à compter deux fois la même valeur écologique sans création supplémentaire de surface ou de fonctionnalité. Le troisième point, c'est la nécessité d'une véritable additionnalité. Les compensations doivent générer un gain écologique mesurable et additionnel. Cela suppose des actions concrètes : restauration de milieux dégradés, création de corridors écologiques, diversification des essences ou encore amélioration de la gestion. Je propose qu'à l'avenir, les compensations environnementales soient orientées prioritairement vers la restauration de zones dégradées ou artificialisées, la création de nouvelles surfaces boisées ou de haies champêtres et le renforcement de la connectivité écologique entre les espaces naturels existants. Sur la Convention elle-même, j'ai quelques questions. Le financement du CEN Alsace se fera par la SAS ARMAU sur le temps long. Qu'est-il prévu en cas de défaillance de cette société ? Dans l'article 12, j'ai vu aussi que la Convention peut être résiliée pour une cause d'intérêt public majeur supérieur à la compensation

écologique. Je m'étonne de cet article parce qu'on vient de détruire une forêt, et là on prévoit déjà dans la compensation le fait que, si besoin, on pourrait aussi supprimer cette compensation qu'on vient de mettre en place. La clause de confidentialité aussi. Je m'étonne que les élus et le public ne puissent pas être informés des coûts que représentent la mise en œuvre et le suivi de ces compensations. Et pour finir, afin de garder une mémoire collective de l'ensemble des compensations environnementales sur le long terme, je préconise qu'elles soient clairement identifiées et cartographiées dans le futur PLUi.

M. BELLONI : Alors, je vais commencer par la fin, je ne vais pas parler PLUi, mais je pense que cette forêt est déjà en zone naturelle donc il y a déjà une protection en tant que forêt. Après, l'intérêt général majeur, vous savez très bien que, je prends l'exemple de nos communes, on a des règles d'urbanisme dans nos communes, mais quand il y a un intérêt public, en l'occurrence de la commune, cela peut être un élément d'infrastructure ou autre, l'intérêt majeur peut passer par-dessus. C'est quelque chose qui est, pour moi, habituel dans les règles d'urbanisme. Après, sur le terme de compensation, justement le fait de le donner une association comme le Conservatoire des Sites d'Alsace, c'est un effet compensatoire, parce qu'ils sont garants du suivi écologique. Comme je l'ai dit à Pierre, c'est aussi une garantie que, dans 50 ans, ce bout de forêt qui est en compensation, non seulement devrait rester dans l'état où il est, mais devrait même avoir une plus-value écologique et évidemment donc une plus-value de biodiversité. Après, sur le côté juridique de la Convention, là, j'avoue que je ne peux pas répondre, mais on pourra apporter des réponses ultérieurement, parce que je ne suis pas rentré dans le détail des articles, en tout cas pas dans ma mémoire.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. D'autres questions ? Il n'y en a pas. On va passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 70 + 12 procurations.
Abstentions (15) : Nadia EL HAJJAJI, Thierry ENGASSER, Danièle GOLDSTEIN, Antoine HOMÉ, Jean-Paul JULIEN, Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI (représentée par Joseph WEISBECK), Loïc MINERY, Maëlle PAUGAM, Ginette RENCK, Pierre SALZE, Pascale-Cléo SCHWEITZER, Joseph SIMEONI, Paul-André STRIFFLER, Joseph WEISBECK, et Philippe WOLFF.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

34° PARC DES EXPOSITIONS À MULHOUSE : BILAN ANNUEL 2024 (1.2.3/2982C)

Par délibération du 22 juin 2012, le Conseil d'Agglomération a confié l'exploitation du Parc des expositions à Mulhouse Expo SAEML pour une durée de 10 ans.

Le contrat de délégation de service public, entré en vigueur le 1er septembre 2012, a été prolongé pour une durée de trois ans par avenant n° 1 du 20 décembre 2013.

Il prendra donc fin le 30 décembre 2025. L'avenant n° 2 du 29 avril 2016 a intégré dans le périmètre d'exploitation 23 746 m² supplémentaires (foncier de l'ex ANARF), portant le total à 120 496 m². Par avenant n° 3, l'autorité délégante a confié à Mulhouse Expo SAEML la réalisation de travaux d'amélioration et d'agrandissement pour un montant estimatif de 13,45 M€HT et répartis en trois phases : l'aménagement d'une zone événementielle extérieure (ZEE), la construction d'une nouvelle halle nord (NHN) de 3 000 m² et la rénovation des 10 000 m² des bâtiments existants.

L'avenant n° 4 du 1er juillet 2024 a ajusté le programme de travaux d'extension et reporté ceux afférents à la rénovation, a déterminé les modalités de remboursement par m2A au délégataire des frais liés aux matériaux du sous-sol impactés par des polluants et pris en charge par la SAEML dans le cadre des travaux, a modifié la formule d'actualisation de la redevance et a inscrit de nouvelles manifestations organisées par le délégataire.

Plus généralement, la délégation a principalement pour objet l'exploitation, la commercialisation, la gestion et l'entretien de l'équipement du parc des expositions, la poursuite des manifestations existantes, le développement de nouveaux évènements. Elle vise généralement le positionnement du parc comme un outil économique majeur du territoire ainsi que la promotion et la communication pour contribuer au développement du tourisme d'affaires à l'échelle de m2A.

Elle porte enfin sur le maintien en bon état de l'équipement et son renouvellement.

Dans le cadre de l'exploitation du Parc des Expositions, le délégataire :
- organise directement des foires et des salons,
- loue des espaces pour l'accueil de salons, congrès, colloques, …
- dispose également de la possibilité d'organiser des spectacles.

Au titre de l'occupation du domaine public, le délégataire verse à la collectivité une redevance annuelle composée :
- d'une part fixe dont le montant est fixé à 300 000 € HT (hors révision),
- d'une part variable représentant 3,20 % du chiffre d'affaires.

Conformément aux articles L1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et L3131-5 du Code de la Commande Publique, le délégataire a transmis à la collectivité le rapport annuel pour l'exercice 2024 qui a été marqué par les points suivants :

1. Manifestations et évènements

En 2024, le Parc a accueilli **89 manifestations** - soit 2 de moins par rapport à 2023 (91) – dont 11 nouveaux clients - et 15 de moins par rapport à 2019, année d'exploitation la plus représentative.

Mulhouse Expo SAEML a organisé en propre 8 manifestations :
- Salon de l'Orientation et de l'Evolution Professionnelle (20/01/2025)
- Festi'Vitas (02 au 04/02/2024)
- Salon Extérieurs et Jardin (8 au 13/03/2024)
- Salon de l'Immobilier (23 et 24/03/2024)
- Foire de Mulhouse (18 au 26/05/2024)

- EuroSupply Chain (11/06/2024)
- Journées d'Octobre et Folie'Flore (03 au 13/10/2024)
- BE5.0 Industrie du futur (26 et 27/11/2024)

Les **produits de ces manifestations** (3 371 967€) représentent **58 % du chiffre d'affaires total** réalisé en 2024 par le délégataire (58% également en 2022 et 60% en 2019).

Les produits des autres manifestations (spectacles, salons, réunions privées, événements organisés par l'agglomération) s'élèvent à 2 426 695 € et représentent 41 % du chiffre d'affaires total réalisé en 2024 par le délégataire.

2. Personnel

Pour l'année 2024, **l'effectif moyen est de 28,13 équivalent temps plein** (contre 26,71 en 2023 et 28,64 en 2019) répartis de la manière suivante :

- 26,77 CDI,
- 1,36 CDD › 3 mois,

3. Bâtiment et investissements

La SAEML a réalisé **80,66% de l'obligation d'investissement** de la DSP (hors projet d'agrandissement) au 31/12/2024.

La SAEML a réalisé en 2024, **des prestations d'entretien et de maintenance, des études et des achats pour un montant de 873 588 €,** dont :

- le remplacement de la centrale d'alarme et du contrôle d'accès,
- le remplacement de 2 portes de part et d'autre du système d'accès sécurisé,
- le remplacement du tourniquet de la salle Wasmer 4,
- le remplacement des automates de pilotage du chauffage et de la ventilation,
- la poursuite de la mise en conformité des installations électriques,
- le chiffrage de la rénovation des anciens bâtiments en prévision de la nouvelle DSP,
- l'achat d'imprimantes, de postes informatiques, de mobiliers de bureaux

Pour le **réaménagement du parvis** prévu par l'avenant n° 1 (2 M€) la SAEML a réalisé **1,870 M€** de travaux**.**

Pour l'agrandissement du Parc Expo, le délégataire a réalisé des travaux pour un montant de **13,5 M€,** dont 4,523 M€ en 2024.

4. Bilan financier

	2019	2023	2024
Chiffre d'affaires HT	5 333 246 €	5 298 874 €	5 826 798 €
Total des produits	5 790 276 €	5 988 240 €	6 901 183 €
Total des charges (y compris impôts sur les bénéfices)	5 719 737 €	5 976 448 €	6 539 139 €
Résultat d'exploitation	78 368 €	- 148 868 €	173 466 €
Résultat net de l'exercice	70 839 €	11 792 €	362 044 €
Excédent brut d'exploitation	373 600	357 362 €	545 619 €

→ le **chiffre d'affaires 2024** s'établit à **5 826 798 €**. Il enregistre une augmentation de 528 K€ par rapport à 2023 (soit +10 %) et a dépassé le chiffre d'affaires de 2019 de 493 K€ (soit +9,2 %).

→ le **total des produits** (chiffre d'affaires + subventions d'exploitation, reprise sur provisions et transfert de charges) de l'exercice **(6 901 183 €)** est en hausse de 913 K€ par rapport à 2023, soit +15 % et +19 % par rapport à 2019.

Les produits sont répartis de la manière suivante :
- manifestations commerciales : 3 371 967 €
- activités locatives et spectacles : 2 426 695 €
- autres (prestations) : 28 136 €

Chiffre d'affaires : 5 826 798 €

- autres produits (subventions d'exploitation, reprise sur provisions, transfert de charges) : 1 074 386 €

→ le **total des charges (6 539 139 €)** est en hausse par rapport à l'année précédente : +563 K€, soit +14% en raison notamment du coût des fluides et du réajustement des salaires des branches d'activité de surveillance et de nettoyage.

→ le **montant de la redevance** versée à la collectivité et actée dans le rapport d'activités du Parc Expo s'élève à **536 850 €HT** (contre 499 752€HT en 2023 et 483 099 €HT en 2019).

→ **le résultat d'exploitation** montre à nouveau un excédent depuis 2019. Il est de **173 466 €** (contre -148 868 € en 2023 et + 78 368 € en 2019). L'amélioration du résultat provient de la hausse des produits et du chiffre d'affaires.

→ **le résultat financier** est positif : **45 327 €** contre 89 702 € en 2023.

→ **le résultat net** de l'exercice est positif : **+ 362 044 €,** contre +11 792€ en 2023 et +70 839 € en 2019 (y compris le crédit d'impôt).

5. Synthèse

L'année 2024 a été marquée par l'inauguration, en septembre, de la nouvelle halle nord de 3 000 m².

L'année 2024 est une très bonne année avec un chiffre d'affaires le plus élevé depuis le début du contrat et un résultat net largement positif.

Avec la relance des activités et des salons ainsi que la nouvelle halle permettant la location de 3 000 m² supplémentaires, les perspectives d'évolution restent très favorables pour la dernière année de la DSP.

En revanche, le programme de rénovation des halles existantes n'aura pas pu être engagé et constituera ainsi un enjeu majeur de la DSP à venir.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte, par son vote, du bilan annuel 2024 de Mulhouse Expo SAEML.

PJ : (1)

- Rapport annuel 2024

RAPPORT DU DELEGATAIRE

MULHOUSE EXPO SAEML

CODE GENERAL des COLLECTIVITES TERRITORIALES

Décret n° 2005-236 du 14 mars 2005
Articles L. 1411-3 et R. 1411-7

Contrat de Délégation de Service Public
Chapitre 6, Articles 42, 43, 44 et 45

Exercice 2024

SOMMAIRE

SOMMAIRE ... 2
PREAMBULE ... 4
RAPPEL DES CARACTERISTIQUES DU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ... 5
I. COMPTE RENDU TECHNIQUE ... 7
1. BILAN d'ACTIVITE ... 7
1.1. Analyse du Portefeuille d'activités ... 8
1.2. Bilan des manifestations organisées par Mulhouse Expo ... 10
1.3. Actions de promotion, de communication et de marketing menées ... 15
2. COMMUNICATION ANNUELLE D'INDICATEURS DE QUALITE AVEC ANALYSE ... 16
2.1. Nombre de contacts « prescripteurs de manifestations et d'événements » ... 16
2.2. Taux de concrétisation/actions engagées en matière de promotion de l'équipement et des modalités de prospections engagées ... 17
2.3. Indices de satisfactions des usagers ... 17
2.4. Indicateurs de suivi de l'ensemble du bâtiment ... 18
2.5. Remarques des contrôleurs sécurité, sanitaires et autres contrôleurs ... 22
3. BILAN D'ENTRETIEN ET DES TRAVAUX REALISES ... 42
4. MISE A JOUR DE L'INVENTAIRE ... 43
5. SITUATION DU PERSONNEL ... 44
6. MISE A JOUR DE LA LISTE DES SOUS-TRAITANTS ... 46
II. COMPTE RENDU FINANCIER ... 47
1. COMPTE D'EXPLOITATION ... 48
2. RAPPORT de GESTION ... 48
2.1. CROISSANCE DE L'ENTREPRISE, EVOLUTION DES PRODUITS ET DES CHARGES ... 48
2.2. RENTABILITE BRUTE ET NETTE DE L'EXPLOITATION, RESULTAT NET DE l'EXERCICE, CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT ... 52
2.3. L'EQUILIBRE FINANCIER ... 53
3. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT au 31.12.2023 certifié par le Commissaire aux Comptes ... 54
III. SUIVI D'ACTIVITE et du CHIFFRE d'AFFAIRES ... 54
Annexe 1 : Manifestations accueillies en organisées en 2024 ... 55
Annexe 2 : PARTENARIATS 2024 ... 58
Annexe 3 : Envoi Newsletter 2024 ... 61
Annexe 3.1 Plan de communication Festivitas 2024 ... 63
Annexe 3.2 Plan de communication Extérieurs & Jardin 2024 ... 64

Annexe 3.3 Plan de communication Salon Immobilier 2024 65
Annexe 3.4 Plan de communication Foire de Mulhouse 2024 66
Annexe 3.5 Plan de communication Euro Supply Chain 2024 67
Annexe 3.6 Plan de communication Journées d'octobre 2024..... 68
Annexe 3.7 Plan de communication BE 5.0 2024..... 69
Annexe 3.8 Plan de communication SOREP 2024 70
Annexe 4 : Statistiques informatiques 71
Annexe 5 : Bilan Communication Digitale Festivitas 2024 74
Annexe 6 : Bilan Communication Digitale Extérieurs & Jardin 2024..... 79
Annexe 7 : Bilan Communication Digitale Salon de l'Immobilier 2024..... 82
Annexe 8 : Bilan Communication Digitale Foire de Mulhouse 2024..... 85
Annexe 9 : Bilan Communication Digitale Euro Supply Chain 2024..... 87
Annexe 10 : Bilan Communication Journées d'Octobre 2024..... 90
Annexe 11 : Bilan Communication BE 5.0 2024 95
Annexe 12 : Fiche d'évaluation d'un salon organisé par Mulhouse Expo..... 100
Annexe 13 : Fiche d'évaluation d'un événement organisé par un client extérieur 102
Annexe 14 : Résultats de l'évaluation des différentes manifestations..... 103
Annexe 15 : Résultats de l'évaluation d'événements organisés par des clients extérieurs 110
Annexe 16 : Contrôles périodiques effectués au 31/12/2024 111
Annexe 17 : Liste des entreprises chargées de la maintenance 114
Annexe 18 : Liste des investissements « Renouvellement / Maintenance »..... 116
Annexe 19 : Inventaire au 31.12.2024 118
Annexe 20 : Organigramme de la société au 31/12/2024 119
Annexe 21 : Liste des sous-traitants..... 120
Annexe 22 : Compte d'exploitation (annexe 13 de la DSP)..... 123
Annexe 23.1 : Comptes de résultats condensés 2019-2024 124
Annexe 23.2 : Comparaison des produits et des charges 125
Annexe 23.3 : Soldes intermédiaires de gestion et de Capacité d'Autofinancement 2019-2024 127
Annexe 23.4 : Tableau financier comparatif 2019-2024..... 130
Annexe 23.5 : Bilans condensés en grandes masses 2019-2024 132
Annexe 24 : Bilan et Compte de résultats au 31.12.2024..... 133
Annexe 25 : Suivi de l'activité et du chiffre d'affaires (cf. annexe 14 du contrat de la DSP) 138

PREAMBULE

Le présent rapport a pour objet de retracer pour l'exercice 2024, l'activité de l'équipement délégué par Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) à Mulhouse Expo SAEML, dans le cadre du contrat de délégation de service public signé le 20 juillet 2012 des quatre avenants signés le 14 janvier 2014, le 29 avril 2016 le 10 octobre 2019 et le 3 juin 2024.

Le présent rapport répond aux exigences d'informations demandées par l'autorité délégante et telles qu'elles sont prévues aux articles L. 1411-3 et R. 1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, ce rapport comporte trois parties :

- **Le compte rendu technique qui intègre :**
  - Le bilan d'activité
  - La communication annuelle d'indicateurs de qualité
  - Le bilan d'entretien et des travaux réalisés
  - La mise à jour de l'inventaire
  - La situation du personnel
  - La mise à jour de la liste des sous-traitants

- **Le compte rendu financier qui intègre :**
  - L'analyse des conditions financières de l'exploitation
  - Le compte d'exploitation
  - Le bilan et le compte de résultat au 31.12.2024 certifiés par le commissaire aux comptes

- **Les annexes**

RAPPEL DES CARACTERISTIQUES DU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du Parc des Expositions, conclu pour une durée de 10 ans, entre Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) et Mulhouse Expo SAEML, est entré en vigueur le 1er septembre 2012.
La signature de l'avenant n°1 à la délégation de service public le 14 janvier 2014, prolongeant la durée jusqu'au 30 décembre 2025 en contrepartie de la réhabilitation du parking du Parc des expositions, a permis à la société d'investir pour accueillir ses clients dans un environnement plus conforme aux attentes qu'ils peuvent légitimement avoir.
L'allongement de 3 ans de la durée de la délégation de service public autorise une meilleure répartition des charges d'amortissements et ouvre la voie à des actions de développement sur un plus long terme.
La signature de l'avenant n°2 à la délégation de service public le 29 avril 2016 a permis d'intégrer dans le périmètre d'exploitation du Parc Expo 23 746m² de surface supplémentaire non bâtie.
La signature de l'avenant n°3 à la délégation de service public le 10 octobre 2019 a confié à Mulhouse Expo la réalisation de travaux d'amélioration et d'extension du Parc Expo sur la période 2019-2025 pour un montant estimé à 13,45 millions d'euros HT.
L'avenant n°4 à la délégation de service public signé le 3 juin 2024, acte l'abandon de la Réhabilitation des Anciens Bâtiments (RAB), redéfinit la formule de réévaluation du loyer fixe et intègre les manifestations nouvellement portées par la SAEML.
La réalisation de la construction de nouveaux équipements et l'aménagement de la zone événementielle, rendus nécessaires tant aux visiteurs qu'aux utilisateurs, permettra une amélioration de l'exécution du service public.

Elle est répartie en plusieurs phases :

- Aménagement d'une Zone Evénementielle Extérieure (ZEE)
- Construction d'une Nouvelle Halle Nord (NHN) de 3000m²

Objet :

La délégation porte notamment sur :

- L'exploitation, la gestion et l'entretien de l'équipement du parc des expositions
- L'engagement des travaux nécessaires :
  - Au maintien en bon état du niveau de l'équipement et à son renouvellement
  - À l'amélioration fonctionnelle du bâtiment et à l'acquisition de nouveaux équipements
  - À l'amélioration thermique du bâtiment.
- La poursuite des manifestations existantes
- Le développement de nouveaux événements
- Le positionnement du parc expo comme un outil économique majeur du territoire
- La promotion et la communication du parc expo pour contribuer au développement du tourisme d'affaires de la collectivité

Répartition du risque investissement et exploitation

Le délégataire exploite les équipements à ses risques et périls. Il prend en charge l'ensemble des dépenses liées à l'entretien et au renouvellement des équipements.
Le délégant prend en charge :

- Le renouvellement du clos et du couvert lorsque l'opération couvre une superficie de plus de 100 m²
- La voirie, les parkings et les réseaux divers lorsque l'opération couvre une superficie au sol de plus de 1000m².
- Les opérations de renouvellement sur le système d'extraction des gaz du sol.

Redevance due par le délégataire

Au titre de l'occupation du domaine public, le Délégataire verse à la Collectivité une redevance annuelle.
Le présent contrat est consenti et accepté moyennant le paiement par le Délégataire d'une redevance annuelle composée de :
- Une part fixe qui est acquise dans tous les cas à la Collectivité fixée à 300 000 € HT revalorisée en fonction de la formule fixée dans la DSP (350 392€ en 2024)
- Une part variable représentant 3,20 % du chiffre d'affaires c'est-à-dire 186 458€

Répartition du capital social

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant	%
1er groupe Collectivités territoriales			
Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) 9 Avenue Konrad Adenauer 68390 SAUSHEIM	**136 260**	**2 180 160€**	**53,93**
Ville de Mulhouse 2 rue Pierre et Marie Curie 68200 MULHOUSE	**34 893**	**558 288€**	**13,81**
Total 1er groupe	171 153	2 738 448€	67,74
2ème groupe « Autres »			
Chambre de Commerce et d'Industrie Alsace Eurométropole 8 rue du 17 Novembre 68100 MULHOUSE	**48 837**	**781 392€**	**19,33**
Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne 3 rue François de Curel 57000 METZ	**7 841**	**125 456€**	**3,10**
Banque Fédérative du Crédit Mutuel 4 rue Frédéric-Guillaume RAIFFENSEN 67913 STRASBOURG	**7 841**	**125 456€**	**3,10**
Association « Journées d'Octobre de Mulhouse » 120 rue Lefebvre 68100 MULHOUSE	**11 649**	**186 384€**	**4,61**
Chambre de Métiers d'Alsace (CMA) 3 avenue d'Europe 67300 SCHILTIGHEIM	**2 221**	**35 536€**	**0,88**
Caisse d'Epargne Grand Est Europe 1 Avenue du Rhin 67100 STRASBOURG	**750**	**12 000€**	**0,30**
Crédit Agricole Alsace Vosges 1 place de la Gare 67000 STRASBOURG	**2 157**	**34 512€**	**0,85**
Chambre d'Agriculture région Alsace 11 rue Jean Mermoz 68127 STE CROIX EN PLAINE	**200**	**3 200€**	**0,08**
Total 2ème groupe	81 496	1 303 936€	32,26
TOTAL GENERAL	**252 649**	**4 042 384**	**100**
Valeur nominale de l'action : 16 €			

I. COMPTE RENDU TECHNIQUE

1. BILAN d'ACTIVITE

Après un début d'année dans la continuité du dynamisme exceptionnel du 2ème semestre 2023, le contexte a radicalement changé au 2ème semestre notamment du fait de la forte dégradation de l'activité industrielle. Ainsi tous les événements grand public, commercialisés fin 2023 et début 2024, ont amélioré fortement leurs chiffres d'affaires et leurs résultats.

En contrebalancement de la morosité économique du 2ème semestre, l'activité de la SAEML a bénéficié du lancement de la Nouvelle Halle Nord, qui a été le fait marquant de l'année 2024. Celle-ci lui a permis entre autres, d'agrandir le produit phare que sont devenues les Journées d'Octobre et de recevoir fin décembre un beau rassemblement automobile : le Wintershow

Festivitas et Extérieurs & jardin ont dépassés leurs objectifs de CA et de fréquentation.
Le salon de l'immobilier n'a perdu que 14% de CA par rapport à 2023 malgré la crise du secteur.
Le chiffre d'affaires de la Foire a progressé de 11% approchant à nouveau le million d'Euros.
Euro Supply Chain, en juin, a vu son chiffre d'affaires progresser de 50% et sa fréquentation de 20%.
A contrario BE 5.0 en novembre a été victime du marasme industriel et a vu son chiffre d'affaires reculer de 20%.

Le chiffre d'affaires a atteint 5,82 M€ (+10% par rapport au CA 2023 et à +9% du CA 2019), CA le plus élevé de la SAEM depuis son existence jusqu'à maintenant et les charges sont quant à elles plus élevées et atteignent 6,53M€.
Cela s'explique par la très forte inflation qu'a subi notre activité. Le coût prohibitif du chauffage des halls non-isolés est un très lourd handicap. Car malheureusement les contraintes économiques liées à la Covid et à la guerre en Ukraine, n'ont pas permis de traiter dans le même temps la rénovation des anciennes halles.

Bien qu'étant en fin de DSP, le conseil d'administration a décidé d'investir dans le développement d'événements qui dès 2025 investiront les 13 000m^2 du site : le Sorepe, Anim'oh, Extérieurs et jardin, la Foire.

Nombre total d'événements et de manifestations accueillies sur le site

	Nbre 2018	%	Nbre 2019	%	Nbre 2020	%	Nbre 2021	%	Nbre 2022	%	Nbre 2023	%	Nbre 2024	%	Ecarts 2024/ 2023
Privé	69	62,7%	64	61,0%	27	55,1%	13	27,1%	38	43,7%	40	44,0%	37	41,6%	-3
Public	41	37,3%	41	39,0%	22	44,9%	35	72,9%	49	56,3%	51	56,0%	52	58,4%	1
Total	**110**	**100%**	**105**	**100%**	**49**	**100%**	**48**	**100%**	**87**	**100%**	**91**	**100%**	**89**	**100%**	**-2**

La liste récapitulative, chronologique, des événements organisés en 2024 figure en Annexe 1

Le nombre de visiteurs, d'exposants et de surfaces loués (m^2)

Chiffres communiqués à l'Office de Justification des Statistiques des Foires et des Salons

Evénements	Durée (Jours)	Fréquentation	Nombre d'exposants	Surface Louée
Festivitas	3	25 734	232	4 129
Salon Extérieurs & jardin	3	21 107	122	4 822
Foir'Expo	9	65 395	201	10 326
Journées d'Octobre et Folie'Flore	11	191 515	315	19 987
BE 5.0	2	6 641	172	4 138
TOTAL	**28**	**310 392**	**1 042**	**43 402**

1.1. Analyse du Portefeuille d'activités

Comparatif	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Ecarts 2024/2023
Nombre de manifestations et autres actions organisées par :	**110**	**105**	**49**	**48**	**87**	**91**	**89**	-2
- Clients fidèles	**93**	**98**	**44**	**47**	**76**	**82**	**78**	-4
- Nouveaux clients	**17**	**7**	**5**	**1**	**11**	**9**	**11**	2
Dont nouveaux produits	**24**	**11**	**6**	**6**	**11**	**9**	**11**	2
Point d'Ex								
– Evénement sur et hors site	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	0
- Locations de matériel	**2**	**2**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	0
Manifestations organisées par Mulhouse Expo :								
- Salon de l'Orientation et de l'Évolution prof.								
- Salon de l'Immobilier								
- Festi'Vitas								
- Foire Internationale								
- Journées d'Octobre	**9**	**9**	**4**	**2**	**7**	**8**	**8**	0
- Salon Extérieurs & Jardin								
- Salon Fête de la Roue								
- Solutions Elec								
- Ma planète Bio								
- Festival des Véhicules Anciens								
- Euro Supply Chain								
- Salon Industrie Du Futur								

- Les **produits dits de « location »** ou des **« activités réceptives »,** qui comprennent l'ensemble des recettes provenant des locations d'espaces (halles, salles, extérieur, restaurant) y compris les spectacles, ainsi que les prestations de services rattachées, représentent cette année 42 % du chiffre d'affaires total.

Ce chiffre a augmenté de 243 K€ (+11%) pour s'établir à 2 426 K€ en 2024.

L'activité des salons grand public, des fêtes d'entreprise, des spectacles a repris sur le 2e semestre avec presque 50% des événements organisés sur les 4 derniers mois de l'année.

L'analyse fait ressortir que Mulhouse Expo a :
- Accueilli cette année 89 manifestations, dont 78 clients fidèles
- Accueilli 11 nouveaux clients
- Proposé 11 nouveaux « produits »
- m2A et la Ville de Mulhouse ont organisé ou accompagné 51 évènements.

Type de manifestations	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Ecarts 2024/2023
Congrès avec expo	1	1	0	0	2	2	0	-2
Congrès sans expo	9	1	1	0	4	0	0	0
Réunions d'entreprises	36	39	24	22	35	37	33	-4
Foires (y compris Foire Kermesse)	3	3	2	2	3	3	3	0
Salons grand public	26	29	13	15	24	27	24	-3
Salons professionnels	5	3	2	1	3	2	3	1
Formations – examens – concours	0	8	0	0	1	0	2	2
Spectacles, manifestations culturelles, culturelles et sportives	12	8	3	4	8	10	15	5
Point d'EX	1	1	1	0	0	0	0	0
Autres événements (réunions politiques, réceptions, banquets, fêtes familiales, vœux…)	15	12	3	4	7	10	9	-1
Total *	**108**	**105**	**49**	**48**	**87**	**91**	**89**	2

Le tableau « Marché » fait ressortir que :
- 26 % des événements impliquent des partenaires institutionnels. Le soutien des collectivités est plus que jamais capital pour l'activité du Parc Expo.
- Le nombre d'événements portés par les entreprises a dépassé 2022 (+8) et 2023 (+3)
- Le nombre de manifestations portées par des organisateurs privés a diminué (-2 par rapport à 2023)
- Le nombre d'associations s'est stabilisé en 2024, il reste le même qu'en 2023

	Nbre 2020	%	Nbre 2021	%	Nbre 2022	%	Nbre 2023	%	Nbre 2024	%	Ecarts 2024/2023
Personnes privées	0	0,0%	3	6,3%	12	13,8%	13	14,3%	11	12,4%	-2
Associations	8	16,3%	6	12,5%	13	14,9%	17	18,7%	17	19,1%	0
Institutionnels dont collectivités de tutelle	20	40,8%	20	41,7%	32	36,8%	26	28,6%	23	25,8%	-3
Entreprises	21	42,9%	19	39,6%	30	34,5%	35	38,5%	38	42,7%	3
Total	**49**	**100%**	**48**	**100%**	**87**	**100%**	**91**	**100%**	**89**	**100%**	**-2**

1.2. Bilan des manifestations organisées par Mulhouse Expo

Salon Festi'Vitas (2 au 4/02/2024) (12ème édition)

Le salon Festi'Vitas alliant les thématiques du voyage, des loisirs, de la gastronomie, des vins et des saveurs a regroupé 232 exposants et accueilli plus de 25 000 visiteurs en provenance du Haut-Rhin sud et du Territoire de Belfort.

Cet événement que l'on peut qualifier de plus grande agence de voyage du Grand Est pendant ses 3 jours d'ouverture, mettait à l'honneur les îles des Caraïbes. Les offices du tourisme de Cuba et de la Jamaïque mais également des spécialistes de cette destination ont répondu à l'appel pour faire rayonner cette région du monde le temps du salon.
En complément, un secteur loisirs et tourisme de proximité permettait de découvrir une multitude d'activité à faire dans le Grand Est et la région frontalière. À noter particulièrement la présence de la fédération des pêcheurs du Haut-Rhin mais aussi le Parc de Sainte Croix ou encore le Musée Fabergé et les offices du Tourisme alsaciens (Strasbourg, Sélestat, Mulhouse). Les enfants avaient également différentes activités à tester sur l'événement avec notamment des zones d'initiation au laser Game, golf, basketball (...), sans oublier les traditionnelles structures gonflables.
Côté vins, ce sont 44 exposants qui ont répondu à l'appel en provenance de la majorité des régions viticoles de France mais aussi de l'étranger comme la Grèce ou encore l'Italie. Un nouvel espace a été créé côté vins mettant en valeur 10 brasseurs alsaciens regroupés sous l'égide du Syndicat des Brasseurs d'Alsace. Les visiteurs pouvaient y découvrir des bières variées et les accompagner d'une tarte flambée. Côté saveurs, un travail particulier a été mené par l'équipe commerciale afin de sélectionner des produits de qualité et artisanaux.
A noter le développement de l'offre de restauration à emporter autour de 2 oasis pique-nique permettant aux visiteurs de s'y attabler pour profiter des produits des exposants regroupés autour. Une animation musicale était programmée de 19h à 21h afin de créer une ambiance conviviale et propice à la détente pour passer un bon moment en famille ou entre amis.
Côté gastronomie, 4 restaurants étaient installés dont le restaurant éphémère et événementiel « La Table des Invités ». Celui-ci mettait à l'honneur les Caraïbes à travers 4 menus élaborés par le chef Bernard Bringel avec des produits typiques dont la langouste. Les étudiants du lycée hôtelier J Storck de Guebwiller étaient au service du restaurant.
Côté animations : la scène intégrée au sein de l'espace voyage mettait en valeur les danses et musiques des Caraïbes et du monde, Le Forum des Grands Voyageurs permettait aux visiteurs de rencontrer et d'échanger avec des passionnés de voyages ayant effectué des voyages à travers le monde entier, la salle de conférence permettait aux exposants de proposer leurs offres et services. Côté vins et saveurs, les jeunes étudiants sommeliers ont procédé à la sélection des vins du salon de manière à guider les visiteurs dans leurs achats et le Forum du Goût a été créé permettant aux exposants des secteurs vins et saveurs de présenter leurs produits et leurs méthodes de fabrication artisanales.

Côté communication, une campagne cross canal a été menée avec un développement de la partie digitale (campagne sponsorisée sur les réseaux sociaux et google) dans le but de toucher une cible bien précise et d'augmenter la visibilité pour gagner en visiteurs

Salon Extérieurs & jardin (8 au 10/3/2024)

En 2024, cet événement a occupé l'ensemble des 10 000m^2 et accueillis 124 exposants contre 117 en 2023. L'offre de restauration (burger, cuisine de saison et locale, cuisine asiatique, crêpes et galettes) a été développée avec 1 établissement supplémentaire
Cette 8^e édition du salon a été une très belle réussite. Le salon reste l'événement du printemps avec son offre variée pour l'extérieur.
Les paysagistes, spécialistes de la piscine, jardiniers, horticulteurs, pépiniéristes… mais aussi les artistes avec leurs œuvres destinées à l'extérieur et les petits producteurs avec leurs produits issus de la transformation de fruits et légumes du jardin (conserves, confitures, jus…) ont satisfaits les visiteurs et participés à la réussite de l'événement.

Côté événementiel le salon proposait de découvrir deux jardins créés et imaginés par des partenaires pour donner des idées et inspirations aux visiteurs. Le premier jardin « éco créatif » mettait en valeur la récupération d'objets du quotidien et le réemploi pour leur donner une nouvelle vie (chaises, nichoirs à oiseaux…). Le second jardin était une réinterprétation du jardin des merveilles inspiré par le conte d'Alice aux Pays des Merveilles. Celui-ci a été imaginé et réalisée par les créatrices du magazine Fine Fleur.
Des ateliers payants ont été proposés par des exposants et permettaient aux visiteurs de créer des terrariums ou encore de la décoration de pâques en fleurs séchées.
Un maréchal-ferrant était présent à l'entrée de l'événement et mettait en valeur son travail en réalisant des outils de jardin.

En complément, deux experts jardin étaient présents sur l'événement. Ils allaient à la rencontre des visiteurs et prodiguaient leurs conseils pour entretenir son jardin.
Une librairie avait un également un espace avec une offre de livres dédiés au jardinage.
L'allée des artistes a été conservée et permet à ces créateurs de talent d'exposer gratuitement leurs œuvres destinées à embellir l'extérieur (sculptures, décoration d'extérieur…).
Un nouvel événementiel baptisé « Les trophées du paysage de demain » a été organisé en collaboration avec L'Union Nationale des Entreprises du Paysage du Grand Est. Ce concours destiné au professionnel du paysage a pour objectif de couronner les paysagistes de la Région pour leur création paysagère. La remise des prix a été effectuée lors de l'événement. Le public était également invité à voter pour sa création préférée afin de pouvoir ensuite décerner le prix du public. Un tirage au sort a été proposé en complément et permettait à un visiteur participant à ce vote de gagner un accompagnement par un paysagiste pour la réalisation de son extérieur.
La coupe d'Alsace des fleuristes a été organisée dans le cadre du salon. La corporation des fleuristes du Haut-Rhin a permis à ses jeunes talents de se distinguer à travers 3 épreuves.
La communication a été diffusée à travers l'ensemble des supports de communication et un développement particulier a été mené sur les réseaux sociaux et google à travers des campagnes payantes.

Salon de l'immobilier (23 au 24/03/2024)

Malgré la période compliquée pour ce secteur d'activité, le salon de l'immobilier de Mulhouse a réuni 50 professionnels du secteur et reste leader sur le Haut-Rhin.
Des visiteurs très qualifiés ont fait le déplacement au cours des deux jours ce qui est encourageant pour ce secteur en difficulté.
Le système prépa 'visite a été reconduit et permettait aux visiteurs de renseigner leurs recherches immobilières afin que les professionnels puissent y répondre et proposer lors de l'événement un bien correspondant. Près d'une centaine de visiteurs ont utilisé ce service gratuit et ont rencontré les professionnels lors du salon. La communication a été particulièrement développée sur le digital avec une campagne google, un habillage sur le site Le bon coin, une campagne de sponsorisation sur les réseaux sociaux ainsi qu'un partenariat avec PAP (bannières WEB + newsletters).

Foire de Mulhouse (18 au 26/05/2024)

Cette 77e édition a été imaginée autour d'une thématique commune afin de créer un lien, à savoir le Mexique.
En parallèle des 201 exposants, le dispositif événementiel déployé reprenait les bases de 2023 avec : 3 expo' folies, 4 animations, 1 festival des cocktails et 1 zone de restauration étendue.

Une première exposition mettait en valeur des tableaux de grands peintres XXL détournés avec une touche mexicaine et réalisés uniquement en briques LEGO®.
Deco'Folie, le show qui met en lumière des œuvres d'artistes du territoire de m2A a également été imaginé sur la thématique du Mexique. Au total 3 zones ont été réalisées et permettaient aux visiteurs de se plonger dans l'ambiance du Mexique avec ses rues colorées, son désert ou encore sa jungle. Les grands symboles mexicains, comme les mariachis, les sombreros, les maracas, les cactus, ont quant à eux été retravaillés en grand format et permettaient aux visiteurs une découverte surprenante.

Auto 'Folie a permis d'exposer 3 véhicules d'exception prêtés par L'Aventure Peugeot Citroën de Aulnay-Sous-Bois et Sochaux ainsi que L'Ecole Espera Sbarro. Ces 3 véhicules ont été présentés au sein d'une scène qui rappelait la célèbre fête de « Dia de los muerto ». Un travail particulier a été fait sur l'éclairage et les trois véhicules étaient en rotation sur des plateaux tournants afin de permettre aux visiteurs de les découvrir sous tous leurs angles. Un espace spécial dédié aux selfies était en place afin que les visiteurs puissent repartir avec une photo souvenir de leur visite sur la Foire de Mulhouse.
4 animations étaient également proposées aux visiteurs afin d'agrémenter leur visite. Ils pouvaient découvrir les gestes qui sauvent auprès des pompiers du SDIS 68 qui a organisé des ateliers tout au long de l'événement.
Les visiteurs pouvaient également découvrir les animaux de la ferme avec la SPA de Mulhouse et participer aux ateliers bricolage et à la tombola organisés pour l'occasion.

La Collectivité Européenne d'Alsace a quant à elle proposé des animations autour du sport afin de faire découvrir différentes disciplines sportives. Des athlètes et sportifs ont été conviés à rencontrer le public pour parler de leur sport. Des classes de collèges ont été accueillis pour des animations et initiations sportives.
m2A proposait aux visiteurs de rencontrer et découvrir les œuvres et produits des créateurs engagés dans le réemploi et l'upcycling. En parallèle des ateliers étaient proposés sur la thématique zéro déchet avec fabrication de produits d'hygiène solides notamment.
Le Festival des Cocktails a été reconduit pour sa deuxième édition ! L'espace a été décoré aux couleurs du Mexique et consacrée à la dégustation, aux démonstrations et aux spectacles !

Au sein de cet espace différents bars mulhousiens proposaient une carte de cocktails, avec ou sans alcool, élaborée pour l'occasion.

Des animations permettaient en journée d'assister à des animations autour du cocktail mais aussi de découvrir de la musique et danse traditionnelle mexicaine.
En soirée, différents DJ prenaient le contrôle de la scène pour plonger les visiteurs dans une ambiance décontractée.
En complément, le Food' Park a fait son apparition cette année avec une offre de restauration et de vente à emporter étoffée vs 2023. Ainsi, le visiteur pouvait profiter de Food 'trucks à l'extérieur, des restaurants avec leurs terrasses intérieurs/extérieurs mais aussi de l'espace restauration du Festival des Cocktails sous le principe du Food court.

Au total 78 000 visiteurs ont fait le déplacement pour découvrir cette édition 2024 de la foire. Chiffre satisfaisant au regard des jours d'ouverture de la Foire (dimanche 26 = fête des mères)

Euro Suppy Chain (11/06/2024) 3è édition

Ce salon professionnel, crée en accompagnement d'un des axes de développement du territoire, Euro Supply Chain est dédié aux professionnels du transport et de la logistique. Il regroupe des professionnels tels que services de transport et logistiques, équipements, manutentions et emballages, éditeurs de système d'informations, immobilier logistique, infrastructures territoriales, services aux entreprises.
Pour cette troisième édition et sur une journée, le salon a regroupé sur 4 000m^2, 80 exposants et partenaires et accueillis 1054 visiteurs, soit une progression de 25 % par rapport à 2023. Des rendez-vous B2B ont également été organisés. De plus 3 conférences plénières en partenariat avec Voxlog, magazine spécialisé, se sont tenues sur cette journée ainsi que 15 ateliers pédagogiques organisés par les exposants.
Plébiscité par les industriels au vu des problématiques d'approvisionnement et de transport de plus en plus importantes, et fort de son succès Euro Supply Chain reviendra le 12 juin 2025

Journées d'Octobre et Folie 'Flore (03 au 13/10/2024) (64ème édition)

Les 64e Journées d'Octobre et 24e Folie'Flore ont battu un nouveau record de fréquentation avec 178 961 visiteurs accueillis en 10 jours (ancien record en 2023 avec 170 232 visiteurs).
La Halle 4 a pour la première fois intégré le dispositif des Journées d'Octobre. 2 types d'habillages de stands ont été spécialement conçus pour équiper ce bâtiment. Cette nouvelle halle a permis d'accueillir le Village du Jardin qui occupait jusqu'à présent un chapiteau, ainsi que 50 nouveaux exposants, principalement dans les secteurs de la mode et de la décoration. La Chambre d'Agriculture y a présenté un stand afin d'y promouvoir ses activités et quelques-uns de ses membres. L'emplacement intégrait un espace pause avec petite restauration.
Afin d'inciter le public à visiter l'ensemble du dispositif, une « surprise fleurie » a été imaginée dans la halle 1, au cœur du Village de l'Habitat.

Côté animations, la Place des Fêtes a été cette année repensée pour qu'il y ait des animations toute la journée. Le chef Daniel ZENNER était présent sur scène afin de faire découvrir la cuisine traditionnelle.

L'interprofession des fruits et légumes a également proposé des animations pour les enfants avec la création de sucette gourmande à base de pomme. Les étudiants du CFA Roosevelt ont également pris part à ces démonstrations afin de présenter leur savoir-faire. Puis Lucas LOBRUTTO prenait le relai à partir de 18h afin de proposer des jeux apéros ainsi que de nombreux lots à gagner en partenariat avec Tertio. Enfin, en soirée le DJ Robin prenait place sur scène pour une ambiance festive avec des musiques des années 80 à nos jours.
La place des fleurs créée en 2023 a été reconduite et gérée par Régis BLANRUE fleuriste de talent et finaliste MOF 2023. Il a proposé aux visiteurs de découvrir le savoir-faire d'un fleuriste en composant des bouquets XXL en fleurs.
En soirée la corporation des fleuristes du Haut-Rhin officiait avec sa traditionnelle tombola permettant aux visiteurs de repartir avec une création florale. De plus Régis BLANRUE est également à l'origine de la surprise fleurie, ce grand décor fleuri installé à l'entrée du village de l'habitat pour dynamiser la visite du public. Ce grand décor mettait en valeur la thématique « black and white » en fleur et en mouvement, le tout mis en lumière et en musique.

Côté communication, les efforts ont été reconduits sur la partie digitale et de nombreuses vidéos ont été publiées afin de générer de l'intérêt et de l'engouement. Une communication digitale spéciale a été mise en place en direction de l'Allemagne et la Suisse afin de développer cette zone de chalandise. Le visitorat en provenance de cette zone a été reconnu par les exposants ce qui prouve la pertinence de ce nouvel axe de communication. D'autres actions de communication comme la presse, la radio ou encore de l'affichage grands formats ont été mis en place.
Le spectacle floral, Folie'Flore, s'est étendu sur 11 000m^2 et mettait en avant 6 grands jardins et 8 jardins des communes autour de la thématique du paysage.
Pour la première fois des sculptures en sable ont été réalisée et ont permis de faire découvrir cet art au sein du jardin de l'Atlantide.

Une création particulière a été imaginée pour le grand jardin à fleur d'eau avec les apprentis de l'UIMM de Mulhouse. Ils ont créé une fleur géante en métal dans laquelle des jets d'eau ont été intégrés. Cette fontaine de fleur a pris place dans un bassin au sein du grand jardin. Un travail spécifique a également été réalisé dans le jardin des fleurs géantes. La créatrice Lydia CASABONA a imaginé et réalisé des fleurs géantes qui réagissaient à la lumière noire pour donner des effets phosphorescents. La couverture presse nationale, régionale et locale a été importante et a permis à l'événement de conserver sa place de grande manifestation florale Française.

Salon BE 5.0 industries du futur (26 au 27/11/2024) (8ème édition)

L'édition 2024 a été articulée autour de la thématique de la décarbonation et l'IA, des enjeux clés pour la transformation de nos industries.
Le salon a accueilli plus de 170 exposants et proposé près de 5 plénières, 70 conférences d'experts industriels et leaders d'opinion et plus de 180 rendez-vous d'affaires ont été organisés.
La plateforme web du salon a permis de retransmettre en direct les conférences plénières et certaines conférences exposants et de les proposer ensuite en replay à l'issue de l'événement.
Deux nouveautés ont vu le jour lors de cette édition, deux challenges étudiants respectivement intitulés RhineTech Capture the Flag et Upper Rhine Mobile Robotic Challenge.
La communication a été menée à travers les magazines spécialisés, les sites web spécialisés et nos newsletters envoyées à un public ciblés ont été reconduites, elles ont permis de générer un trafic qualitatif sur le salon. La communication a été également renouvelée sur le réseau social professionnel LinkedIn et a permis d'atteindre en direct des profils intéressants pour l'événement.
Le salon a accueilli 4 476 visiteurs dont 466 ont suivi des conférences en ligne sur la plateforme web.

1.3. Actions de promotion, de communication et de marketing menées

La communication varie en fonction de l'importance de la manifestation et du public concerné.

FestiVitas : La communication traditionnelle (affichage, radio, pqr, relations presses) a été renouvelée et une campagne cross canal a été menée avec un développement de la partie digitale (campagne sponsorisée sur les réseaux sociaux et google) dans le but de toucher une cible bien précise et d'augmenter la visibilité pour gagner en visiteurs.

Le salon Extérieurs & Jardin : La communication a été diffusée à travers l'ensemble des supports de communication et un développement particulier a été mené sur les réseaux sociaux et google à travers des campagnes payantes.

Le salon de l'immobilier : la campagne de communication traditionnelle, avec présence sur les principaux réseaux d'affichage, dans la presse régionale et les radios locales, venait en complément d'une campagne digitale importante. Le système prépa'visite a été reconduit et permettait aux visiteurs de renseigner leurs recherches immobilières afin que les professionnels puissent y répondre et proposer lors de l'événement un bien correspondant. Près d'une centaine de visiteurs ont utilisé ce service gratuit et ont rencontré les professionnels lors du salon.
La communication a été particulièrement développée sur le digital avec une campagne google, un habillage sur le site Le bon coin, une campagne de sponsorisation sur les réseaux sociaux ainsi qu'un partenariat avec PAP (bannières WEB + newsletters).

Foire de Mulhouse :
Les visiteurs pouvaient retrouver plusieurs expositions : Une première exposition mettait en valeur des tableaux de grands peintres XXL détournés avec une touche mexicaine et réalisés uniquement en briques LEGO. Deco'Folie, le show qui met en lumière des œuvres d'artistes du territoire de m2A a également été imaginé sur la thématique du Mexique. Au total 3 zones ont été réalisées et permettaient aux visiteurs de se plonger dans l'ambiance du Mexique avec ses rues colorés, son désert ou encore sa jungle. Les grands symboles mexicains, comme les mariachis, les sombreros, les maracas, les cactus, ont quant à eux été retravaillés en grand format et permettaient aux visiteurs une découverte surprenante. Auto'Folie a permis d'exposer 3 véhicules d'exception prêtés par L'Aventure Peugeot Citroën de Aulnay-Sous-Bois et Sochaux ainsi que L'Ecole Espera Sbarro. Ces 3 véhicules ont été présentés au sein d'une scène qui rappelait la célèbre fête de « Dia de los muerto ». Un travail particulier a été fait sur l'éclairage et les trois véhicules étaient en rotation sur des plateaux tournants afin de permettre aux visiteurs de les découvrir sous tous leurs angles. Un espace spécial dédié aux selfies était en place afin que les visiteurs puissent repartir avec une photo souvenir de leur visite sur la Foire de Mulhouse. Et enfin, 4 animations étaient également proposées aux visiteurs afin d'agrémenter leur visite. Ils pouvaient découvrir les gestes qui sauvent auprès des pompiers du SDIS 68 qui a organisé des ateliers tout au long de l'événement.
La communication traditionnelle mettant en avant l'événement (ad google, réseaux sociaux, affichage traditionnel et digital, newsletters, presse régionale, relations presse, radio) a été menée.

Euro Supply Chain : cet événement professionnel dédié aux décisionnaires du monde du transport et de la logistique en est à sa 3e édition. Cet événement a pour objectif de générer des rencontres en province de tous les acteurs du transport et de la logistique afin de mettre en avant les innovations du secteur mais également de créer une concertation sur les grandes perspectives du domaine pour les

années qui arrivent. Une campagne de communication a été menée sur les supports professionnels dédiés à la thématique mais également sur le web et les réseaux sociaux. De plus 3 conférences plénières en partenariat avec Voxlog, magazine spécialisé, se sont tenues sur cette journée ainsi que 15 ateliers pédagogiques organisés par les exposants.

Journée d'Octobre & Folie'Flore : L'événement s'est déroulé aux dates traditionnelles. Les 64e Journées d'Octobre et 24e Folie'Flore ont battu un nouveau record de fréquentation avec 178 961 visiteurs accueillis en 10 jours (ancien record en 2023 avec 170 232 visiteurs. Côté communication, une communication classique (newsletters, presse, affichage, réseaux sociaux, radio, relations presse au niveau régional et national) a été menée. Et les efforts ont été reconduits sur la partie digitale et de nombreuses vidéos ont été publiées afin de générer de l'intérêt et de l'engouement. Une communication digitale spéciale a été mise en place en direction de l'Allemagne et la Suisse afin de développer cette zone de chalandise. Le visitorat en provenance de cette zone a été reconnu par les exposants ce qui prouve la pertinence de ce nouvel axe de communication. D'autres actions de communication comme la presse, la radio ou encore de l'affichage grands formats ont été mis en place. La couverture presse nationale, régionale et locale a été importante et a permis à l'événement de conserver sa place de grande manifestation florale Française

BE5.0 . : L'édition 2024 a été articulée autour de la thématique de la décarbonation et l'IA, des enjeux clés pour la transformation de nos industries. La plateforme web du salon a permis de retransmettre en direct les conférences plénières et certaines conférence exposants et de les proposer ensuite en replay à l'issue de l'évènement.
La communication a été menée à travers les magazines spécialisés, les site web spécialisés et nos newsletters envoyées à un public ciblés ont été reconduites, elles ont permis de générer un trafic qualitatif sur le salon. La communication a été également renouvelée sur le réseau social professionnel LinkedIn et a permis d'atteindre en direct des profils intéressants pour l'évènement.

Les plans de communication des manifestations organisées par Mulhouse Expo figurent en annexes : Annexes 3.1 à 3.8

2. COMMUNICATION ANNUELLE D'INDICATEURS DE QUALITE AVEC ANALYSE

67 newsletters ont été envoyées tout au long de l'année aux abonnés du Club Parc Expo afin de leur faire découvrir tous les événements organisés au Parc Expo de Mulhouse. **Cf. Annexe 3**

2.1. Nombre de contacts « prescripteurs de manifestations et d'événements »

Le tableau portant sur « l'origine des affaires » révèle que :

- 34,8% des affaires ont été reconduites d'une année à l'autre
- 30,3% sont issues d'une démarche volontaire du client. Ces demandes résultent en partie des différentes actions de prospection commerciale menées depuis cinq ans.
- 21 évènements en lien avec la collectivité, -2 par rapport à 2023

	Nbre 2020	%	Nbre 2021	%	Nbre 2022	%	Nbre 2023	%	Nbre 2024	%	Ecarts 2024/2023
Prospect	**2**	4,1%	**3**	6,3%	**7**	8,0%	**9**	9,9%	**10**	11,2%	1

Office du tourisme	**0**	0,0%	**0**	0,0%	**0**	0,0%	**0**	0,0%	**0**	0,0%	0
Spontanée	16	32,7%	14	29,2%	29	33,3%	24	26,4%	27	30,3%	3
Collectivité de tutelle-Ville	**16**	32,7%	**16**	33,3%	**26**	29,9%	**23**	25,3%	**21**	23,6%	-2
Reconduction	15	30,6%	15	31,3%	25	28,7%	35	38,5%	31	34,8%	-4
Total	**49**	**100%**	**48**	**100%**	**87**	**100%**	**91**	**100%**	**89**	**100%**	**-2**

Légende :
Reconduction = Manifestation reconduite d'une année à l'autre
Spontanée = Manifestation issue d'une démarche volontaire du client

2.2. Taux de concrétisation/actions engagées en matière de promotion de l'équipement et des modalités de prospections engagées

Le service Locations a établi **136** devis dont :

- **47** n'ont pas été retenus (arrêt de l'activité, contraintes sanitaires, lieu non adapté à l'événement, coût trop élevé, annulation de dernière minute de la manifestation, problème de dates ...)

Mulhouse Expo a travaillé activement l'activité locative et réceptive et a accueilli :

➢ **11 nouveaux clients** parmi lesquels :

- Cirque Medrano
- Casse - Noisette
- Salon Japan Manga Wave
- Assise de l'apprentissage de l'IUT Mulhouse
- Exposition canine
- Festiculture
- Cirque Bobof
- Salon de l'Apéro et de la Gourmandise
- Soirée femmes
- Tournage clip Last Train
- Wintershow

2.3. Indices de satisfactions des usagers

Depuis l'entrée en vigueur de la DSP, le 1er septembre 2012, Mulhouse Expo procède à une évaluation systématique auprès des clients, organisateurs d'événements et des exposants de ses propres manifestations à l'aide d'un questionnaire standardisé.

Les questionnaires en vigueur figurent en ANNEXE 12 et 13.

Les résultats des évaluations faites au cours de l'année auprès d'organisateurs et d'exposants figurent en Annexe 14 et 15.

Synthèse des réponses « satisfait et très satisfait » des exposants sur les différentes manifestations

Questions	FESTIVITAS	EXTERIEURS ET JARDIN	SALON IMMO	FOIRE DE MULHOUSE	EURO SUPPLY CHAIN	JOURNEE D'OCTOBRE	BE 5.0	Moyenne
Contact avec le commercial du Parc Expo (disponibilité, réactivité, réponses à vos interrogations) ?	94%	100%	100%	91%	78%	96%	81%	**91%**
Organisation du montage et du démontage ?	97%	100%	86%	94%	78%	95%	85%	**91%**
Votre emplacement répond-il à vos attentes par rapport à sa configuration et sa situation dans le secteur ?	82%	87%	85%	76%	72%	74%	76%	**79%**
Moyenne	**91%**	**96%**	**90%**	**87%**	**76%**	**88%**	**81%**	

Synthèse des enquêtes auprès des clients organisateurs d'événements

Questions	Très Satisfait et Satisfait
Commercial	100%
Technique	96%
Prestations annexes	86%
Moyenne	94%

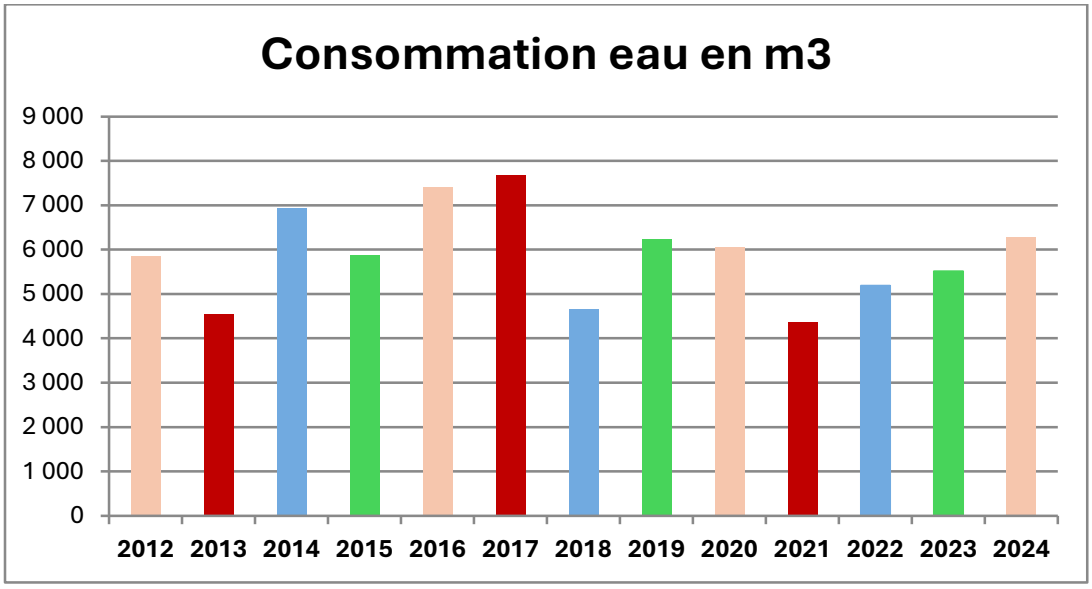
Ces chiffres confirment la satisfaction des organisateurs quant aux prestations fournies par Mulhouse Expo.
L'exploitation des résultats permet à Mulhouse Expo d'améliorer le cas échéant la qualité de ses prestations, de faire des choix qui répondent davantage aux besoins des visiteurs et usagers, de revoir le positionnement de l'événement.

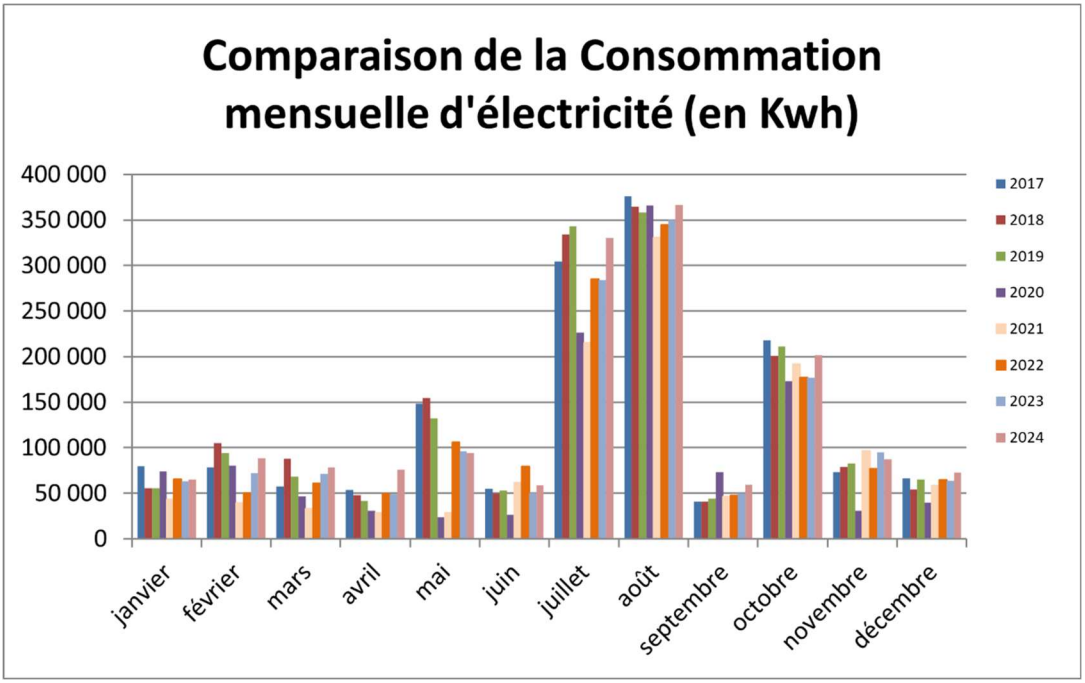
2.4. Indicateurs de suivi de l'ensemble du bâtiment

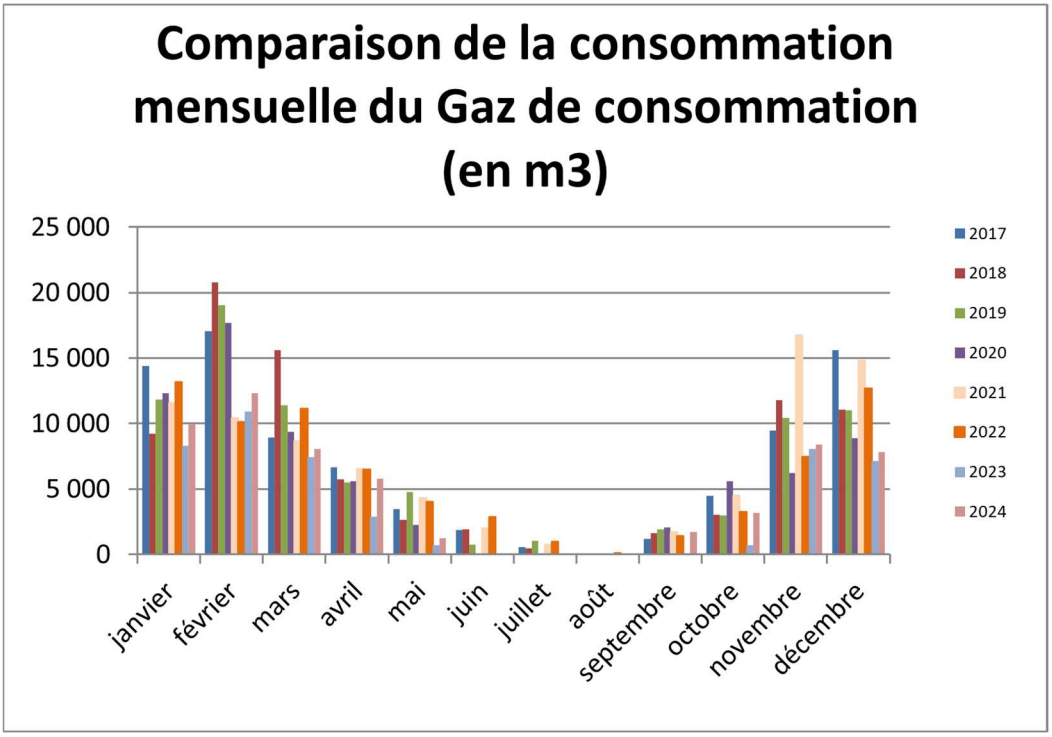
Il y a 20 types d'installations qui font l'objet de contrôles périodiques effectués par des sociétés agréées.

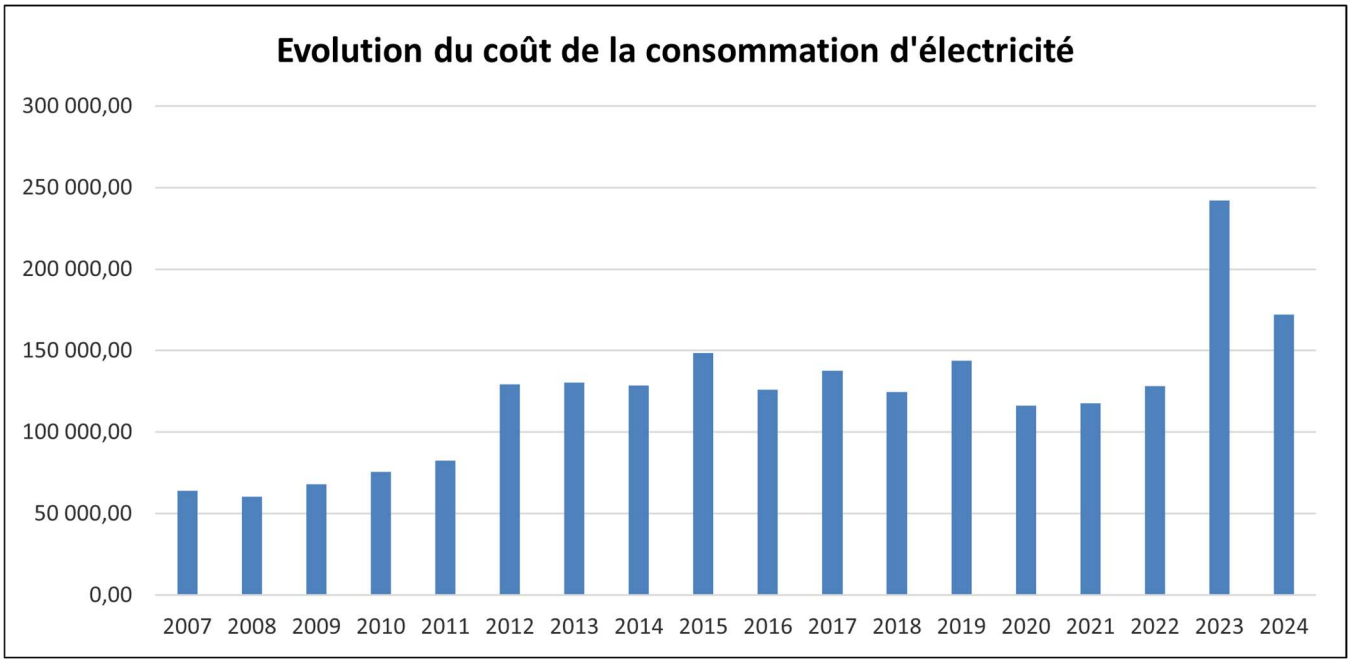
Un tableau de synthèse de l'ensemble des contrôles fourni à la commission de sécurité des Journées d'Octobre 2024 se trouve en Annexe 16.

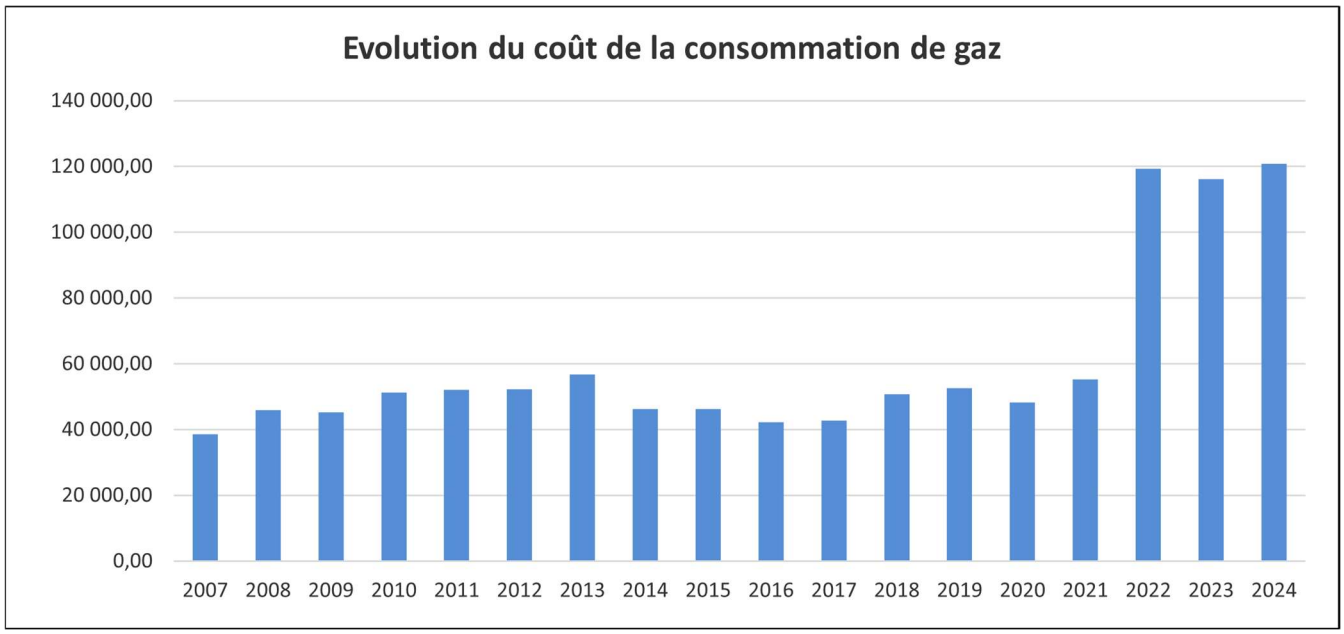
Mulhouse Expo a mis en place un suivi des consommations d'électricité, d'eau et de gaz.


Consommation eau en m3
9 000
8 000
7 000
6 000
5 000
4 000
3 000
2 000
1 000
0
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024


Comparaison de la Consommation mensuelle d'électricité (en Kwh)
400 000
350 000
300 000
250 000
200 000
150 000
100 000
50 000
0
janvier
février
mars
avril
mai
juin
juillet
août
septembre
octobre
novembre
décembre
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024


Comparaison de la consommation mensuelle du Gaz de consommation (en m3)
25 000
20 000
15 000
10 000
5 000
0
janvier
février
mars
avril
mai
juin
juillet
août
septembre
octobre
novembre
décembre
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024


Evolution du coût de la consommation d'électricité
300 000,00
250 000,00
200 000,00
150 000,00
100 000,00
50 000,00
0,00
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024


Evolution du coût de la consommation de gaz
140 000,00
120 000,00
100 000,00
80 000,00
60 000,00
40 000,00
20 000,00
0,00
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024

2.5. Remarques des contrôleurs sécurité, sanitaires et autres contrôleurs

PRÉFET
DU HAUT-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

SAPEURS POMPIERS HAUT-RHIN INCENDIE SECOURS

PREFECTURE DU HAUT-RHIN
CABINET DU PREFET
SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE
DE SECURITE ERP/IGH
Secrétariat : service d'incendie et de secours du Haut-Rhin

SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS
SOUS-DIRECTION DE LA DOCTRINE ET DU
POTENTIEL OPERATIONNELS
GROUPEMENT PREVENTION DES RISQUES INCENDIE
Service ERP Sud
Tél. : 03 89 60 69 10
prevention.sud@sdis68.fr
Dossier suivi par : Lieutenant M. WISSLE

RAPPORT DE VISITE

N° d'ordre : SCV24049

Objet de la visite
Visite de réception

Date de la visite
02/10/2024

Nom et fonctions de l'exploitant : SAEML MULHOUSE EXPO, Monsieur Laurent GRAIN
Chargé de Sécurité : Monsieur Stéphane RADOVISE

NOM OU RAISON SOCIALE

PARC DES EXPOSITIONS
JOURNEES D'OCTOBRE & FOLIE FLORE 2024
Code ERP : 224E0217

DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT

Adresse : 120 RUE LEFEBVRE
Code postal - commune : 68062 - MULHOUSE

Classement Journées d'octobre 2024 :

Types : T, N avec activité de type CTS de la 1ère catégorie, 14 258 personnes

Classement Folie Flore 2024 :

Types : PA, CTS avec activités de types T, Y, N de la 1ère catégorie, 2 460 personnes

Nature de l'activité : foire grand public

Préfecture du Haut-Rhin
7 rue Bruat – BP 10489 – 68020 Colmar cedex
Tél. : 03 89 29 20 00
www.haut-rhin.gouv.fr

Service d'Incendie et de Secours du Haut-Rhin
7 avenue Joseph Rey – 68027 Colmar Cedex
Tél. : 03 89 30 18 00
www.sdis68.fr

1/20

I. MANIFESTATION RECEPTIONNEE

- **Références :**

Nature des travaux :

La visite de réception concerne l'organisation de l'édition 2024 des « Journées d'Octobre » et de « Folie Flore » qui sera, globalement, d'une configuration identique aux autres années. Pour cette édition, les jardins paysagers seront mis à l'honneur.

Nouveauté de cette année, la nouvelle halle, dénommée « Hall 3000 Nord » a été réceptionnée dernièrement et sera utilisée pour la manifestation.

Celle-ci se déroulera du jeudi 3 octobre au dimanche 13 octobre 2024.

L'ouverture au public s'effectuera de 10h00 à 00h00 tous les jours à l'exception :
- d'une ouverture à 15h00 le jeudi 3 octobre (premier jour),
- d'une fermeture à 19h00 le dimanche 13 octobre (dernier jour).

Environ 150 000 visiteurs sont attendus pour l'ensemble de la manifestation.

La manifestation « Journées d'Octobre » utilisera les locaux suivants et des chapiteaux :

- Les halls 1 et 2 (2 280 et 4 400 m²) : village des créateurs et village de l'habitat (vente de mobiliers, décoration et arts ménagers).
- Le hall 3 (3 380 m²) : gastronomie, marché du terroir et village les corporations (gastronomie, vins et dégustation).
- Le hall 4 (3 020 m²) : aménagement paysagé (extérieur, aménagement, fleurs).
- Le hall d'accueil de 350 m² : marché paysan (vente de produits du terroir).
- La salle Wassmer 4 de 590 m², restaurant utilisé en hall d'expositions : village des créateurs (vente de produits de l'artisanat).
- Un chapiteau de 200 m² : entrée/caisse et accès à la manifestation.

La manifestation « Folie Flore » utilisera des chapiteaux et un espace en plein air :

- Chapiteau Entrée (10 m x 10 m soit 100 m²) : passage du public et exposition.
- Chapiteau Jardins fleurs géantes (15 m x 40 m soit 600 m²) : exposition florale.
- Chapiteau Jardins de l'Atlantide (20 m x 25 m soit 500 m²) : exposition florale.
- Chapiteau Restaurant (15 m x 15 m soit 225 m²) : restauration.
- Surface de plein air (110 m x 100 m soit 9 575 m² hors chapiteau) : jardin et thème floral.

Service de sécurité incendie de la manifestation :

Chargé de sécurité	Monsieur Stéphane RADOVISE, diplôme n° 333 du 03/06/1999 recyclé
Poste central de sécurité	1 agent service de sécurité incendie et assistance à personne (SSIAP) de niveau 2
Manifestation Journées d'Octobre	6 agents SSIAP de niveau 1
Manifestation Folie Flore	1 agent SSIAP de niveau 1

Avis sur dossier :

La Sous-Commission Départementale de Sécurité ERP/IGH a donné un avis favorable au dossier ME 224 24 S0034 en date du 26/09/2024 (n° d'ordre : SCE24001930).

II. PIECES COMPLEMENTAIRES

- Extrait du registre de sécurité n° 67.449 délivré par la préfecture du Bas-Rhin le 21/05/1996 avec date de validité jusqu'au 07/03/2025 (modules de 3 x 3 mètres juxtaposables). Surface totale 2 430 m².
- Extrait du registre de sécurité n° 67.353 délivré par la préfecture du Bas-Rhin le 03/04/1995 avec date de validité jusqu'au 07/03/2025 (modules de 4 x 4 mètres juxtaposables). Surface totale 4 240 m².
- Extrait du registre de sécurité n° 67.116 délivré par la préfecture du Bas-Rhin le 11/02/1992 avec date de validité jusqu'au 07/03/2025 (modules de 5 x 5 mètres juxtaposables). Surface totale 8 000 m².
- Extrait du registre de sécurité n° 67.056 délivré par la préfecture du Bas-Rhin le 26/02/1986 avec date de validité jusqu'au 07/03/2025 (modules de 10 x 5 mètres juxtaposables). Surface totale 15 000 m².
- Extrait du registre de sécurité n° 67.058 délivré par la préfecture du Bas-Rhin le 26/02/1990 avec date de validité jusqu'au 07/03/2025 (modules de 15 x 5 mètres juxtaposables). Surface totale 20 250 m².
- Extrait du registre de sécurité n° 67.059 délivré par la préfecture du Bas-Rhin le 26/02/1990 avec date de validité jusqu'au 07/03/2025 (modules de 20 x 5 mètres juxtaposables). Surface totale 30 000 m².
- Attestation de montage et de liaisonnement au sol, signée par Monsieur Alain FRICKERT de la société BRELET CENTRE EUROPE en date du 14/09/2024, certifiant que :
  - le montage des chapiteaux et structures a été effectué dans les règles de l'art, dans le respect des règlements en vigueur et suivants les prescriptions du fabricant,
  - le liaisonnement au sol a été réalisé de façon à assurer la sécurité du public.
- Fiches techniques de montage, établies par la société BRELET CENTRE EUROPE, concernant tous les chapiteaux.
- Attestation de bon montage établie par Monsieur Pascal BECHLEM de 9 stands d'exposants par la société PBM EVENTS en date du 25/09/2024.
- 4 attestations de bon montage des différents stands, établies par la société OLI&YOU, Monsieur Olivier BROBECKER, reçue en date du 30/09/2024.
- Attestation de bon montage des éléments de structure de la commune de WITTENHEIM, pour l'exposition Folie FLORE, établie par Monsieur Thierry FORNY en date du 01/10/2024.
- Attestation de bon montage des différentes installations scéniques (sonorisation, éclairage, structures, etc.) établies par la société TSE, Monsieur Jérôme BIGEARD, reçue en date du 01/10/2024.
- Planning de présence des agents de sécurité incendie pour la manifestation (25 agents au total).
- Abonnement météo pour la durée des deux manifestations.
- Documents attestant du niveau de qualification et de recyclage des agents assurant le service de sécurité et d'assistance aux personnes (SSIAP) présents pendant la manifestation.
- Attestation de bon montage, établie par Monsieur manuel DE MAGALHAES, des différents stands (installation générale des stands) par la société REGIETECH en date du 01/10/2024.
- Attestation de bon montage, établie par Monsieur manuel DE MAGALHAES, de la structure de scène et aménagement scéniques au Village jardins de FOLIE FLORE par la société REGIETECH en date du 01/10/2024.

Précision :

- La commission de sécurité n'est pas en mesure de vérifier l'ensemble des PV de classement au feu et des différentes attestations concernant cette manifestation.
- Cette tâche est assurée par le chargé de sécurité.

III. HISTORIQUE DE L'ETABLISSEMENT

- **Visites :**

Date :	Commission	Type de visite :	Avis :
02/12/2021	Groupe de visite de la SCDS ERP/IGH	Visite périodique Types T, L, N, W - 1ère catégorie - 17 808 personnes	Favorable
12/05/2023	SCDS ERP/IGH	Visite de réception du dossier ME 224 23 S0004 - Manifestation de la 74ème Foire internationale de Mulhouse – FOIR'EXPO 2023 Types T, N, Y, CTS - 1ère catégorie – 12 440 personnes	Favorable
04/10/2023	SCDS ERP/IGH	Visite de réception du dossier ME 224 23 S0018 - Manifestation Journées d'octobre et Folie Flore 2023 Types T, N CTS - 1ère catégorie – 11 140 personnes et PA, CTS, T, Y, N – 1ère catégorie – 3 885 personnes	Favorable
17/05/2024	SCDS ERP/IGH	Visite de réception du dossier ME 224 24 S0022- Manifestation de la 75ème Foire internationale de Mulhouse – FOIR'EXPO 2024 Types T, N, Y, CTS - 1ère catégorie – 12 440 personnes	Favorable
05/09/2024	SCDS ERP/IGH	Visite de réception des dossiers : - AT 224 23 S0119, projet de modification d'une porte de déchargement du hall 4000, - des dossiers AT 224 20 S0202, projet d'extension du Parc des expositions et AT 224 24 S0095, nouvelle consultation du projet d'extension du Parc des expositions. Types T, L, N, W, Y de la 1ère catégorie, 25 836 personnes	Favorable pour la porte Avis favorable pour les parties accessibles au public Avis **défavorable** pour le reste
02/10/2024	SCDS ERP/IGH	Visite de réception dossier ME 224 24 S0034 - Manifestation Journées d'octobre et Folie Flore 2024 Types T, N, CTS - 1ère catégorie – 14 258 personnes et PA, CTS, T, Y, N – 1ère catégorie – 2 460 personnes	Favorable

Liste non exhaustive

- **Etudes :**

Date :	Etude par la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH / par le SIS du Haut-Rhin	Avis :	Réceptionné :
04/03/2021	Etude du dossier AT 224 20 S202, projet d'extension du parc avec la construction d'une nouvelle halle dénommée Hall 3000 Nord avec 2 **demande de dérogations** et une **demande d'avis** Types T, L, N, W, Y - 1ère catégorie - 25 826 personnes	Favorable	05/09/2024
07/09/2023	Etude du dossier AT 224 23 S0119 – Projet de remplacement de de l'une des portes de déchargement du Hall 4000 Types T, L, N, W - 1ère catégorie - 17 808 personnes	Favorable	05/09/2024
21/09/2023	Etude du dossier ME 224 23 S0018 - Manifestation Journées d'octobre et Folie Flore 2023 Types T, N, CTS - 1ère catégorie – 11 140 personnes et PA, CTS, T, Y, N – 1ère catégorie – 3 885 personnes	Favorable	04/10/2023
16/05/2024	Etude du dossier ME 224 24 S0022 - Manifestation de la 75ème Foire internationale de Mulhouse – FOIR'EXPO 2024 Types T, N, Y, CTS - 1ère catégorie – 12 440 personnes	Favorable	-
14/08/2024	Etude du dossier AT 224 24 S0095, **nouvelle consultation** pour le projet d'extension du parc avec la construction d'une nouvelle halle dénommée **Hall 3000 Nord** avec **annulation** d'une demande d'avis accordée le 04/03/2021 Types T, L, N, W, Y " de la 1ère catégorie, 25 836 personnes	Favorable	05/09/2024
26/09/2024	Etude du dossier ME 224 24 S0034 - Manifestation Journées d'octobre et Folie Flore 2024	Favorable	02/10/2024

	Types T, N, CTS - 1ère catégorie – 14 258 personnes et PA, CTS, T, Y, N – 1ère catégorie – 2 460 personnes		

Liste non exhaustive

- **Demandes de dérogation accordées :**

Dérogation n° 1	
Date :	27/09/1996
Article :	Traiter l'éclairage de sécurité du restaurant en type C

Dérogation n° 2	
Date :	04/03/2021
Article :	T 25 § 2
Motivations :	- Le Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A est exigé par les articles L 15 et L 16 pour les établissements de type L de 1ère catégorie recevant plus de 3 000 personnes. L'article L 15 précise que dans ce cas les détecteurs automatiques d'incendie doivent être installés dans les locaux à risques particuliers, les combles et les locaux de service électriques définis à l'article EL 5 § 3 a et b. - Le maitre d'ouvrage prévoit, dans un souci d'homogénéité et d'amélioration du niveau de sécurité, de généraliser la couverture en détecteurs automatiques d'incendie à tous les locaux et volumes de l'extension créée. - Il est proposé, en dérogation aux dispositions de l'article T 25 § 2, de ne pas commander le désenfumage naturel par exutoires en toiture de la halle créée par la détection automatique d'incendie pour éviter l'ouverture des exutoires en cas de déclenchement intempestif de la détection, notamment par temps de pluie ou d'orage. - La commande des 2 cantons de désenfumage se fera uniquement par commande manuelle sur l'unité de commande manuelle centralisée du centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI) au PC Sécurité.
Mesures compensatoires proposées :	Les éléments de compensation et d'appréciation suivants sont présentés : - la généralisation volontaire de la couverture en détecteurs automatiques d'incendie, dont celle de la halle qui n'est pas exigée par l'article L 15, constitue, par une détection précoce d'un début d'incendie, une augmentation du niveau de sécurité de l'établissement ; - l'établissement dispose d'un service de sécurité incendie, dont le personnel est qualifié et apte à gérer les
Analyse :	- Le Parc des Expositions est un établissement qui comporte un service de sécurité incendie composé d'agents formés et encadrés par, notamment, un chef d'équipe SSIAP 2 et un chargé de sécurité. - La présence de ces agents est constante dès que du public est accueilli même si l'effectif du service de sécurité incendie est adapté pour les manifestations de faible ampleur. - La présence du service de sécurité incendie constitue une garantie de pouvoir mettre en œuvre le désenfumage de la nouvelle halle dans des délais rapides.

Dérogation n° 3	
Date :	04/03/2021
Article :	EL 4 § 2 (règles générales) et EL 11 § 1 (appareillages et appareils d'utilisation)
Motivations :	Dans le cadre de l'installation d'un champ photovoltaïque réalisé en respect de la norme NF C15-712, les dispositions des articles précités ne peuvent être respectées.
Mesures compensatoires proposées :	Les mesures proposées reprennent les préconisations de l'avis du

5/20

	05 novembre 2009 de la Sous-Commission permanente de la Commission Centrale de Sécurité sur les mesures de sécurité à prendre en cas d'installations de panneaux photovoltaïques dans un établissement recevant du public.
Analyse :	Le respect des préconisations de l'avis du 05 novembre 2009 de la Sous-Commission permanente de la Commission Centrale de Sécurité permet de garantir la sécurité des intervenants des services d'incendie et de secours en cas d'intervention sur cette installation.

- **Demandes d'avis acceptées :**

Date :	04/03/2021
Article :	CO 46 § 2
Motivations :	Le maitre d'ouvrage souhaite pouvoir verrouiller certaines portes utilisables pour l'évacuation du public pour des motifs d'exploitation. Ces portes sont : - la porte entre la halle existante et l'espace de jonction et l'une des portes de l'espace de jonction donnant sur l'extérieur (restitution de la sortie directe sur l'extérieur de la halle existante), - 2 portes donnant sur l'extérieur, au rez-de-chaussée, depuis la circulation et le hall d'entrée des salles de réunion. Les conditions de l'article CO 46 § 1 (dispositif de verrouillage électromagnétique pour issue de secours DAS conforme à la norme NFS 61-937), § 2 (déclencheur manuel vert à fonction d'interrupteur au droit de chaque porte d'entrée) et § 3 (déverrouillage automatique obtenu dans les conditions de l'article MS 60, sans temporisation sur toutes les ZDA et ZDM du système de détection incendie) seront respectées.
Analyse :	L'asservissement du déverrouillage de ces portes au processus d'alarme, sans temporisation, ne retardera pas l'évacuation des personnes en cas de sinistre. La présence d'un déclencheur manuel spécifique au niveau de chaque porte permettra également leur ouverture immédiate.
Suppression :	**Demande d'avis supprimée** dans le cadre de l'AT 224 24 S0095 étudiée le 14/08/2024

6/20

IV. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

- **Description des bâtiments du Parc des expositions :**

Le Parc des Expositions est composé :
- de 2 bâtiments distincts non isolés :
  - le bâtiment accueil, restaurant et conférences,
  - les halls 1, 2 et 3 historiques,
- la nouvelle halle réceptionnée en 2024 (HALL 3000 NORD ou hall 4).

BATIMENT ACCUEIL – RESTAURANT – CONFERENCES :	

1er étage :	- 3 salles de conférences :
	  o salle Wassmer 1 de 188 m²,
	  o salle Wassmer 2 de 190 m²,
	  o salle Wassmer 3 de 430 m²,
	- une salle de commission de 90 m² divisible en deux,
	- des vestiaires et sanitaires.

Rez-de-chaussée :	- un hall d'accueil de 350 m², - un restaurant de 590 m², - une cuisine avec locaux annexes, - une infirmerie, - un logement de service.
Sous-sol :	- des locaux techniques.
HALLS EXISTANTS :	
Leur superficie globale est de 9 880 m² et l'ensemble reste divisible en 3 halls de 2 280, 4 400 et 3 200 m² par des cloisons mobiles de grande hauteur. Ces halls sont appelés halls 2 000, 4 000 et 3 000 en fonction de leur surface. Ils se composent de :	
2ème étage partiel :	- des locaux techniques, - une chaufferie, - des locaux de ventilation – désenfumage.
1er étage partiel :	- des bureaux, - l'accueil de l'administration, - des locaux stockage, - des locaux archives, - des sanitaires.
Rez-de-chaussée :	- 3 halls d'une surface totale de 9 880 m² comprenant une cage de scène (spectacles), - des cuisines, - des sanitaires. De conception, certaines des 38 sorties du bâtiment « halls » ne sont pas distantes de 5 mètres (disposition acceptée par la Sous-Commission Départementale de Sécurité ERP/IGH).
Sous-sol :	- des locaux techniques, - des locaux de service, - des locaux électriques desservis par un couloir de 163 mètres de long non recoupé (disposition acceptée par la Sous-Commission Départementale de Sécurité ERP/IGH).
HALL 3000 NORD ET ESPACE DE JONCTION réceptionnés en 2024 :	

7/20

ESPACE DE JONCTION, à simple rez-de-chaussée	
	- un espace polyvalent de 98 m² à usage de salle de réunion, de conférences ou d'exposition.
HALL 3000 NORD, rez-de-chaussée avec étage partiel et galerie technique en sous-sol	
Combles techniques :	- un local VTP (report du SSI), - un local CTA.
Etage partiel :	**Locaux accessibles au public :** - une salle de réunion de 59 m² fractionnable (salles de réunion n° 2 de 29 m² et n° 3 de 30 m²), - une kitchenette de 6 m² (puissance totale des appareils inférieure à 20 kW). **Locaux non accessibles au public :** - une coursive recoupée de 99 m², - 10 bureaux de 15 m², - 2 sanitaires de 8 m² accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR), - un local reprographie de 6 m², - une passerelle de liaison de 27 m² entre l'étage de la halle créée et celui de la halle 3000 existante.

Rez-de-chaussée :	**Locaux accessibles au public :**
	- une halle d'exposition de 3 020 m² dont 2 600 m² accessibles au public en configuration spectacles avec espace scénique,
	- 5 sas d'accès à la halle dénommés K, L, M, N et O,
	- 4 blocs sanitaires de 26 et 29 m²,
	- un hall d'entrée de 18 m².
	Locaux inaccessibles au public :
	- un réfectoire pour le personnel de 59 m²,
	- un bureau d'organisation de 10 m²,
	- un local rangement « Pendrillon » de 21 m²,
	- un local technique électrique et commandes manuelles du désenfumage,
	- sur l'arrière de la halle :
	  ○ un office de 73 m² avec espace retour vaisselle de 49 m²,
	  ○ un local de stockage de 59 m² accessible par l'extérieur,
	  ○ un local engins de 33 m² accessible par l'extérieur.

Sous-sol partiel, non accessible au public :	- une circulation de 145 m² recoupée, - un local PPV, - un local de stockage, - un local VDI, - un local source centrale, - un local transformateur.

- **Espaces utilisés lors des manifestations « Journées d'Octobre » et « Folie Flore » 2024 :**

« Journées d'Octobre 2024 » :	- chapiteau entrée/caisse de 200 m², - hall d'accueil de 350 m², - salle Wassmer 4 de 590 m², - halls 1, 2, 3 et 4 (2 280, 4 400, 3 380 et 3 020 m²).

« Folie Flore 2024 » :	- chapiteau « Entrée » de 100 m², - chapiteau « Jardins fleurs géantes » de 600 m², - chapiteau « Jardins de l'Atlantide » de 500 m², - chapiteau « Restaurant » de 225 m², - surface en plein air de 9 575 m² hors chapiteaux.

8/20

DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET TECHNIQUES DU PARC DES EXPOSITIONS :

- **Implantation : desserte, façades accessibles, isolement par rapport aux tiers :**

Desserte et façades accessibles :

- L'ensemble du Parc des Expositions (bâtiments existants et nouvelle construction) est accessible aux secours par les rues Lefèbvre et Mertzau.
- Une voie de desserte interne (voie engins) dessert tous les bâtiments.
- Les quatre façades sont accessibles aux secours et desservis par la voie-engins.
- La salle de réunion de l'étage du HALL 4 comporte une baie à ouverture à la française équipée d'un dispositif de manœuvre permettant aux sapeurs-pompiers d'intervenir.
- La partie administration du HALL 4 comporte 3 baies avec les mêmes caractéristiques.

Isolement par rapport aux tiers :

- Le HALL 4 est situé à une distance de plus de 16 mètres du HALL 3 existant et reliée à celui-ci par l'intermédiaire de l'espace de jonction.
- L'espace de jonction est isolé par rapport au HALL 3 et la nouvelle halle (Hall 4) par :
    - des parois coupe-feu de degré 2 heures,
    - un dispositif de franchissement coupe-feu de degré 2 heures constitué d'une « porte à dévêtissement vertical » et à fermeture automatique, côté Hall 3,
    - des portes de communication coupe-feu de degré 1 heure.

- **Construction : résistance au feu, couvertures, façades, distribution intérieure, aménagements, locaux à risques :**

Stabilité au feu des éléments porteurs et autoporteurs :

- Le HALL 4 et l'espace de jonction, nouvellement réceptionnés ont :
    - des structures principales en charpente métallique,
    - une toiture visible du rez-de-chaussée.

Distribution intérieure :

- La porte du HALL 2 ayant été changée et réceptionnée en 2024 :
    - comprend un vantail pouvant être poussé sur le côté et bloqué en position ouverte, avec asservissement au SSI,
    - comprend, une fois fermé, une porte d'issue de secours à double vantail,
    - comprend un rideau souple, à enroulement vertical, qui permet d'isoler thermiquement la halle par rapport à l'extérieur lorsque la porte est en position fermée,
    - ce rideau souple est à « remontée immédiate » du rideau en cas de décrochage de la porte.

- Pour le HALL 4 et son espace de jonction :
    - la galerie technique du sous-sol, d'une longueur équivalente à la halle, est recoupée par rapport à l'existant par une paroi coupe-feu de degré 1 heure avec un bloc-porte pare-flammes de degré ½ heure muni de ferme-portes.
    - les parois et les baies vitrées de l'étage partiel non accessible au public, et donnant sur la nouvelle halle, sont coupe-feu de degré 1 heure.
    - des portes sectionnelles permettant l'accès de véhicules sont implantées :
        - au niveau de l'espace de jonction, de part et d'autre de celui-ci,
        - au niveau de l'arrière (façade Nord-Ouest) de la nouvelle halle.
    - la porte à dévêtissement vertical, assurant l'isolement entre l'espace de jonction et la halle existante voisine est maintenue ouverte en usage courant et se fermera au déclenchement du processus d'alarme

Aménagements intérieurs :

- La salle de réunion de l'étage partiel du HALL 4 comprend une cloison amovible de séparation.

- **Dispositions prises pour la mise en sécurité des personnes en situation de handicap selon l'article GN 8 (arrêté du 24 septembre 2009) :**

- Les 4 halles disposent au rez-de-chaussée de sorties de plain-pied avec l'extérieur, les personnes à mobilité réduite (PMR) pourront, en cas de sinistre, évacuer par leurs propres moyens.
- La diffusion de l'alarme générale sonore est complétée par des diffuseurs lumineux dans les sanitaires du parc.
- A l'étage partiel, comportant les deux salles de réunion accessibles au public par l'intermédiaire d'un ascenseur, le palier de l'escalier est considéré comme espace d'attente sécurisé (EAS).

▪ **Ventilation et désenfumage :**

- Les HALL 1, 2 et 3 sont désenfumés naturellement avec commande manuelle unique au CMSI.
- Le HALL 4 :
    - comprend une installation de désenfumage naturel par exutoires en toiture séparée en deux cantons,
    - dispose d'une commande au centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI) du SSI situé au poste central de sécurité (PCS) avec deux commandes manuelles déportées dans un local technique situé près de l'espace de jonction
    - deux escaliers desservant l'étage partiel désenfumés naturellement avec commandes manuelles au rez-de-chaussée,
    - un escalier desservant le « totem » désenfumé (espace technique).

▪ **Chauffage : mode, implantation, stockage :**

- Le chauffage du HALL 4 et de l'espace de jonction est assuré, ainsi que la ventilation et le rafraichissement des locaux, par des unités de toiture monoblocs sans combustion.

▪ **Electricité : éclairage normal, éclairage de sécurité :**

- L'ensemble du site dispose d'un éclairage de sécurité alimenté par source centrale et un groupe électrogène.

Installations de panneaux photovoltaïques :

- Une installation de panneaux photovoltaïques initialement prévue (272 panneaux, 450 m² et puissance totale de 90 kWc) a été augmentée.
- Le dispositif de coupure de l'installation photovoltaïque est implanté à côté de l'organe de coupure générale du site, près du PCS.

Ecran Leds d'affichage en façade :

- Ce dispositif comporte un organe de coupure d'urgence situé à l'extérieur au droit de l'accès au « totem ».

▪ **Risques spéciaux : gaz, grande cuisine :**

- Les halls « historiques » disposent de locaux à usage de grandes cuisines isolées.
- Le HALL 4 comprend un office avec une installation gaz qui permet aux traiteurs de mettre en place des bouteilles de gaz à l'extérieur. L'alimentation gaz de ce local comprend une électrovanne gaz.

▪ **Moyens de secours : moyens d'extinction, service de sécurité, SSI, alarme, consignes, alerte :**

Système de Sécurité Incendie (SSI) :

- Le bâtiment comprenant les HALLS 1, 2 et 3 comporte un système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1, dont les éléments centraux sont implantés au poste central de sécurité (PCS) et surveillée par un agent SSIAP en permanence.
- L'établissement est doté d'une détection automatique d'incendie.
- Le processus d'alarme comprend une temporisation de 5 minutes.
- La zone d'alarme et la zone de compartimentage regroupe l'existant et le HALL 4 et l'espace de jonction.
- La diffusion de l'alarme générale sonore est réalisée :
    - via un système de sonorisation sécurisé (SSS),
    - avec message préenregistré,
    - avec diffuseurs lumineux dans les sanitaires,

  - avec remise en lumière des halles,
  - avec coupure du programme sonore en cours.
- Le HALL 4 comporte un VTP, en étage partiel, avec les éléments déportés du SSI.

Poste central de sécurité (PCS) :

- Le PCS dispose d'un téléphone dédié aux appels d'urgence relié au centre de traitement des alertes (CTA) des sapeurs-pompiers.
- Les agents SSIAP disposent d'émetteurs récepteurs portatifs reliés avec le PCS qui est en charge de la coordination du dispositif de surveillance.

Défense incendie intérieure :

- L'ensemble des bâtiments en dur sont équipés d'une installation de robinets d'incendie armés (RIA).

Défense incendie extérieure :

- Le site dispose de 5 poteaux d'incendie normalisés (PIN) avec un autre PIN à proximité au niveau de la rue Lefèbvre.
- Un relevé de mesure (pression et débits simultanés), effectué le 21/10/2020 et fourni dans le dossier indique :
  - une pression dynamique comprise entre 1,1 et 2,5 bars,
  - un débit unitaire de plus de 200 m³/h pour chaque appareil,
  - des débits simultanés de 170 m³/h par essai sur 2 PIN en plusieurs associations.

DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET TECHNIQUES DES MANIFESTATIONS 2024 :

Accessibilité de la manifestation :

- La partie en plein air est accessible sur tout le périmètre.
- Les chapiteaux seront accessibles sur la moitié, au moins, de leur périmètre.

Isolement entre les 2 manifestations :

- Les deux manifestations « Journées d'Octobre » et « Folie Flore » sont isolées entre elles par un volume de protection de 8 mètres minimum.

Halls d'exposition :

- Pour la manifestation, les sorties ont été majorées de 50 % et un espace libre de 8 m est maintenu entre les HALLS 2 et 3.
- L'espace de jonction, existant entre les HALLS 3 et 4, créé un espace libre de 16 mètres entre ces parties.

Installations particulières :

- Des maisonnettes, conformes à la règlementation, seront installées par les services techniques de la commune pour les stands avec rédaction d'une attestation de bon montage.
- Les chapiteaux seront installés par une entreprise spécialisée.
- L'annexe du registre de sécurité concerné et une attestation de bon montage seront fournis pour chaque chapiteau.

Installations électriques :

- Les installations électriques temporaires seront vérifiées par un organisme agréé avant ouverture de la manifestation au public.
- Les issues du parcours de visite de Folie Flore comporteront un balisage renforcé.
- L'éclairage de sécurité de Folie Flore sera composé de blocs d'éclairage de sécurité et de blocs-phares. Il sera secouru soit par onduleur soit par groupe électrogène.

Moyens d'extinction :

- Les chapiteaux de Folie Flore seront dotés d'extincteurs.

Chapiteau restauration :

- Celui-ci disposera d'une cuisine aménagée à l'extérieur de la structure mais en communication avec celle-ci.

Aire de jeux :

- Une aire de jeux pour enfants sera implantée sur la partie Folie Flore par une entreprise spécialisée qui délivrera une attestation de bon montage.

Alarme incendie :

- Les chapiteaux et l'exposition en plein air de Folie Flore disposeront d'un système d'alarme sonore audible et secouru.

Poste central de sécurité :

- La manifestation Folie Flore sera surveillée par un agent de sécurité de façon permanente lors de la présence du public.

Chargé de sécurité :

- Le chargé de sécurité est responsable de veiller à l'application des dispositions générales et particulières de ce type de manifestation.

- **Détermination des effectifs du Parc des expositions en usage habituel :**

Niveaux / Locaux	Surface en m² / ml	Base de calcul	Public	Cumul
BATIMENT ACCUEIL, RESTAURANT, CONFERENCES				
Etage				
Salle Wassmer 1	188	1 personne / m²	188	-
Salle Wassmer 2	190	1 personne / m²	190	378
Salle Wassmer 3	430	1 personne / m²	430	808
Salle de conférence	90	1 personne / m²	90	898
Rez-de-chaussée				
Hall d'accueil	350	1 personne / m²	350 (1)	898
Restaurant	590	1 personne / m²	590	1 488
Personnel	-	déclaration	10	1 498
BATIMENT HALLS				
Etage				
Bureaux	-	déclaration	30	1 528
Rez-de-chaussée				
Hall 2000	2 280	1 personne / m²	2 280	3 808
Hall 3000	3 200	1 personne / m² ou 3 personnes / m²	3 200 ou 9 600	13 408 (2)
Hall 4000	4 400	1 personne / m²	4 400	17 808
		TOTAL EXISTANT :	**17 808 personnes**	
BATIMENT HALL 3000 NORD et ESPACE DE JONCTION				
Etage partiel				
Salle de réunion 2	29	1 personne / m²	29	-
Salle de réunion 3	30	1 personne / m²	30	59
Rez-de-chaussée				
Hall 3000 Nord	3 020	1 personne / m² ou 3 personnes / m² sur 2 600 m²	3 020 ou 7 800 (3)	7 859

12/20

Espace de jonction	98	1 personne / m²	98	7 957
Salle de réunion 1	61	1 personne / m²	61	8 018
Personnel	-	déclaration	10	8 028
TOTAL HALL 3000 NORD et ESPACE DE JONCTION :			**8 028 personnes**	
TOTAL PARC DES EXPOSITIONS :			**25 836 personnes**	

(1) Effectif non cumulable.
(2) Prise en compte de l'effectif le plus défavorable pour le Hall 3 000.
(3) Prise en compte de l'effectif le plus défavorable pour le Hall 3 000 Nord.

- **Détermination des effectifs des Journées d'Octobre 2024 :**

Espace – dénomination	Type d'activité	Surface en m²	Densité d'occupation	Effectifs	Cumul
BATIMENT ACCUEIL, RESTAURANT, CONFERENCES					
Rez-de-chaussée					
Hall d'accueil	T	350	1 personne / m²	350	-
Restaurant, salle Wassmer 4	T	590	1 personne / m²	590	940
CHAPITEAUX					
Chapiteau entrée	T	200	1 personne / m²	200	1 140
BATIMENT HALLS					
HALLS 1, 2 et 3	T, N	10 000	1 personne / m²	10 000	11 140
HALL 4	T, N	3 020	1 personne / m²	3 020	14 160
Espace de jonction	T	98	1 personne / m²	98	14 258
TOTAL MANIFESTATION :				**14 258 personnes**	

- **Détermination des effectifs de Folie Flore 2024 :**

Espace – dénomination	Type d'activité	Surface en m²	Densité d'occupation	Effectifs	Cumul
CHAPITEAUX					
Chapiteau Entrée	T	100	1 personne / m²	100	-
Chapiteau Jardins fleurs géantes	T	600	5 personnes / m²	120	220
Chapiteau Jardins de l'Atlantide	T	500	5 personnes / m²	100	320
Chapiteau Restaurant	N	225	1 personne / m²	225	545
EXTERIEUR					
Surface en plein air	T	9 575	1 pers / 5 m²	1 915	2 460
TOTAL MANIFESTATION :				**2 460 personnes**	

13/20

- **Dégagements du Parc des expositions en usage habituel :**

Niveaux - Locaux	Effectifs	Dégagements exigés	Dégagements réalisés
BATIMENT ACCUEIL, RESTAURANT, CONFERENCES			
Etage			
Salle Wassmer 1	188	2 dégagements totalisant 3 UP	4 dégagements totalisant 10 UP
Salle Wassmer 2	190	2 dégagements totalisant 3 UP	2 dégagements totalisant 4 UP
Salle Wassmer 3	430	2 dégagements totalisant 6 UP	3 dégagements totalisant 12 UP
Salle de conférences	90	2 dégagements de 1 UP	3 dégagements totalisant 7 UP
Total étage	898	3 dégagements totalisant 9 UP	3 dégagements totalisant 9 UP + 1 dégagement accessoire
Rez-de-chaussée			
Accueil, restaurant	590 350 (1)	2 sorties totalisant 6 UP	8 sorties totalisant 24 UP
BATIMENT HALLS			
Halls 2000, 4000 et 3000 et personnel	16 280	34 sorties totalisant 164 UP	38 sorties totalisant 190 UP
BATIMENT HALL 3000 NORD et ESPACE DE JONCTION			
Etage partiel			
Salle de réunion 2	29	1 dégagement de 1 UP + 1 dégagement accessoire	2 dégagements de 1 UP
Salle de réunion 3	30	1 dégagement de 1 UP + 1 dégagement accessoire	2 dégagements de 1 UP
Total étage partiel	59	2 dégagements de 1 UP	1 escalier de 2 UP + 1 escalier de 1 UP extérieur
Rez-de-chaussée			
Espace de jonction	98	2 dégagements de 1 UP	2 sorties de 3 UP sur l'extérieur + 2 dégagements de 3 UP (2)
Salle de réunion 1	61	2 dégagements de 1 UP	2 dégagements de 1 UP + 1 sortie de 2 UP sur l'extérieur
Hall 3000 Nord	7 800	17 dégagements totalisant 78 UP	19 sorties totalisant 78 UP
Total rez-de-chaussée : Hall 3000 Nord et espace de jonction	8 028 (3)	**18 dégagements totalisant 81 UP**	**23 sorties totalisant 87 UP + 1 escalier de 1 UP extérieur**

- **Dégagements des Journées d'Octobre 2024 :**

Espaces	Effectifs	Dégagements exigés	Dégagements réalisés
Chapiteau entrée	200	2 dégagements totalisant 2,80 ml	3 dégagements totalisant 5 ml + 6 dégagements totalisant 12 ml
Accueil	350	2 dégagements totalisant 5 UP	4 dégagements totalisant 12 UP
Salle Wassmer 4	590	3 dégagements totalisant 6 UP	4 dégagements totalisant 12 UP
HALL 1, 2 et 3	10 000	21 dégagements totalisant 100 UP (1)	32 dégagements totalisant 120 UP
HALL 4	3 020	8 dégagements totalisant 31 UP	12 dégagements totalisant 48 UP
Espace de jonction	98	2 dégagements totalisant 2 UP	4 dégagements totalisant 12 UP

(1) *Conformément à l'article T 15 : le nombre de sorties est majoré de 50 % (pour 10 000 personnes, 21 dégagements sont nécessaires, donc 21 + 50 % = 32). Avec la majoration, l'établissement doit disposer d'un minimum de 32 dégagements.*

14/20

- **Dégagements de Folie Flore 2024 :**

Espaces	Effectifs	Dégagements exigés	Dégagements réalisés
Chapiteau Entrée	100	2 dégagements de 1,40 ml chacun	2 dégagements totalisant 5,00 ml
Chapiteau Jardins fleurs géantes	120	2 dégagements de 1,40 ml chacun	2 dégagements totalisant 5,00 ml
Chapiteau Jardins de l'Atlantide	100	2 dégagements de 1,40 ml chacun	2 dégagements totalisant 5,00 ml
Chapiteau Restaurant	225	2 dégagements de 1,80 ml chacun	2 dégagements totalisant 5,00 ml
Surface en plein air	1 915	5 dégagements totalisant 20 UP	8 dégagements totalisant 30 UP

V. TEXTES APPLICABLES

Articles R. 143-1 à R. 143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie du Haut-Rhin.

Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).

Arrêté du 18 novembre 1987 portant approbation des dispositions particulières du type T (Salles d'exposition).

Arrêté du 21 juin 1982 modifié portant approbation des dispositions particulières du type N (Restaurants et débits de boissons).

Arrêté du 23 janvier 1985 modifié portant approbation des dispositions particulières du type CTS (Chapiteaux, tentes et structures itinérantes ou à implantation prolongée).

Arrêté du 6 janvier 1983 modifié portant approbation des dispositions particulières du type PA (Etablissements de plein air).

Arrêté du 12 juin 1995 portant approbation des dispositions particulières du type Y (Musées).

VI. TRAVAUX DE LA COMMISSION

Lors de la visite, les membres de la commission de sécurité ont pu contrôler les documents suivants, au niveau du registre de sécurité :

Type d'installation	Vérification réglementaire	Avant dernière vérification	Dernière vérification	Vérificateur	Rapport
Système de sécurité incendie MS 73	1 an Technicien compétent	Contrat annuel 24/04/2024	Contrat annuel 05/09/2024	Entreprise SIEMENS	Contrat
	3 ans Personne ou organisme agréé	25/08/2022	05/10/2022	Organisme agréé APAVE Aucune observation	OUI
Désenfumage DF 8	1 an Technicien compétent	12/09/2023	12/07/2024	Entreprise DUBERNARD	Désenfumage naturel Contrat
	1 an Technicien compétent	10/05/2023	29/02/2024	Entreprise AXIMA	Désenfumage mécanique Contrat
	3 ans Personne ou organisme agréé	25/08/2022 27/08/2019	25/08/2022	Organisme agréé APAVE Aucune observation	Désenfumage mécanique Oui
Extincteurs	1 an Technicien compétent	08/06/2023	20/03/2024	Entreprise DUBERNARD	Contrat
R.I.A.	1 an Technicien compétent	08/06/2023	20/03/2024	Entreprise DUBERNARD	Contrat
Portes de types spéciaux CO48 § 2	Contrats d'entretien	30/11/2023	08/04/2024	Entreprise SCHINDLER	Contrat n°40034724
		06/09/2023	15/04/2024	Entreprise A&M	Contrat
		22/11/2023	09/04/2024	Entreprise PORT'ALP	Contrat
Electricité EL 19	1 an Technicien compétent déclaré	06/04/2023	04/04/2024	Organisme agréé APAVE Q18 sans observations 27 observations levées et 1 devis en cours	Oui
Eclairage de sécurité EC 15	1 an Technicien compétent déclaré	06/04/2023	04/04/2024	Organisme agréé APAVE	Oui
Source centrale et onduleur	1 an Technicien compétent	Contrat annuel 05/09/2023	Contrat annuel 06/02/2024	Entreprise LEGRAND	Contrat n° A5542
Groupe électrogène	Tous les 15 jours Tous les mois	Contrat annuel 20/02/2024	Contrat annuel Dernière visite le 19/06/2024	Entreprise B.E.S.	Contrat n° CE99M3083

16/20

Protection contre la foudre	1 an Technicien compétent	04/04/2023	05/04/2024	Organisme agréé APAVE	Contrat n°2078487
Postes HT	1 an Technicien compétent	25/08/2023	25/08/2024	Entreprise SCHNEIDER ELECTRIQUE	Oui
Installations électriques temporaires	Vérification installation temporaire	-	01/10/2024	Organisme agréé APAVE	2 observations levées
Ascenseurs AS 9		Contrat annuel	03/07/2024	Entreprise SCHINDLER	Contrat n° 40034722
	5 ans Personne ou organisme agréé	08/02/2018	09/03/2023	Organisme agréé BUREAU VERITAS	Aucune observation
Chauffage CH 58	1 an Technicien compétent	Planning mensuel	Planning mensuel	Entreprise AXIMA	Contrat et présence tous les Jeudis
Grandes cuisines GC 19	1 an Technicien compétent	22/08/2023	20/08/2024	Organisme agréé BUREAU VERITAS	Oui
	1 an Technicien compétent	02/06/2023	10/07/2024	Entreprise HYGIEN'AIR	Nettoyage des hottes
Gaz GZ 30	1 an Technicien compétent	23/08/2023	20/08/2024	Organisme agréé BUREAU VERITAS	Oui

VII. ESSAIS ET CONTROLES EFFECTUES LORS DE LA VISITE

- Essai du téléphone d'appel d'urgence situé au poste central de sécurité (PCS) avec contact avec le centre de traitements des alertes (CTA) des sapeurs-pompiers.
  Essai satisfaisant.

- Dans le chapiteau Jardins de l'Atlantide :
  - essai du système de sonorisation sécurisé permettant de diffuser le message d'évacuation en cas de nécessité,
  - coupure de l'alimentation électrique normale de la structure pour vérification de l'éclairage de sécurité.

  Essai **partiellement satisfaisant** du fait d'un éclairage de balisage des issues du chapiteau insuffisant.

VIII. CONSTATATIONS

Dans le cadre de la visite, la Sous-Commission Départementale de Sécurité ERP/IGH a constaté les points ci-dessous.

- Les panneaux indiquant les différentes issues de secours des halls ne sont pas installés.
- Les extincteurs sont à mettre en place.
- Des exposants fument à l'intérieur des halls.

IX. ANALYSE DE RISQUES

Néant.

X. AVIS PROPOSE PAR LES MEMBRES PRESENTS

- **Membres avec voix délibérative :**

Président	Monsieur Mathieu AMOUROUX, directeur des sécurités, adjoint du directeur de cabinet du préfet
BDSC Préfecture	Monsieur Pierre-Antoine CHARETTE
S.I.S.	Lieutenant Marcel WISSLE
D.I.P.N.	Brigadier-chef Séverine CAPON
D.D.T.	Madame Colette PY
Mairie	Monsieur Jean-Claude CHAPATTE

- **Membres avec voix consultative :**

APF France handicap	Madame Catherine BONIGEN
Ville de Mulhouse	Monsieur Olivier LUTHRINGER

- **Autres personnes :**

Responsable de l'établissement	Monsieur Laurent GRAIN
Responsable technique Parc Expo	Monsieur Arnaud ROLLIN
Chargé de sécurité	Monsieur Stéphane RADOVISE

Après visite des lieux et contrôle des rapports ou documents administratifs et techniques présentés, la Sous-Commission Départementale de Sécurité ERP/IGH **propose** un avis :

AVIS FAVORABLE
à l'ouverture au public de la manifestation

XI. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GENERALES

1. Faire vérifier par des techniciens compétents ou agréés et selon les périodicités mentionnées dans le Règlement de Sécurité, l'ensemble des installations techniques (article GE 6). *Cf tableau annexé*

2. Tenir à jour un registre de sécurité, où seront notamment consignées les conclusions des vérifications techniques (article R 143-44 du Code de la Construction et de l'Habitation).

3. Les périodicités de visite par la Commission de Sécurité devront être respectées (article GE 4).

4. Après obtention de l'autorisation d'ouverture, un avis relatif au contrôle de la sécurité sera apposé, d'une façon apparente, près de l'entrée principale (article GE 5).

5. Transmettre au Maire de la commune de MULHOUSE, un dossier concernant les éventuels travaux, aménagements ou transformations envisagés même à titre temporaire (article L 122-3 du Code de la Construction et de l'Habitation).
   Sont également concernés :
   - les travaux de mise en accessibilité des établissements aux personnes handicapées (loi du 11 février 2005) ;
   - les éventuels travaux liés à la mise en sécurité des personnes handicapées (arrêté du 24 septembre 2009).

XII. PRESCRIPTIONS

Conformément à l'article 40 du décret n°95-260 modifié, la Commission demande la réalisation des prescriptions techniques suivantes :

- **Prescriptions émises lors de la visite**

1) Interdire en toute circonstance, et même avant ouverture au public, de fumer dans les locaux (article R 143-13 du Code de la Construction et de l'Habitation).

2) Améliorer l'éclairage de balisage des issues des différents chapiteaux de FOLIE FLORE (articles EL 18 § 1 et R 143-13 du Code de la Construction et de l'Habitation).

3) Terminer, avant ouverture au public, les aménagements des différents stands non achevés au moment de la visite de la Sous-Commission Départementale de Sécurité ERP/IGH (article R 143-13 du Code de la Construction et de l'Habitation).

4) Terminer, avant ouverture au public, la pose des extincteurs dans les parties extérieures et les chapiteaux (articles CTS 26 et PA 12).

5) Mettre en place, avant ouverture au public, les différents panneaux indiquant les directions à prendre pour atteindre les sorties dans les halls (article CO 42).

6) Occulter, avant ouverture au public, le balisage des sorties non disponibles des différents halls (articles T 20 § 2 et R 143-13 du Code de la Construction et de l'Habitation).

7) S'assurer que le stationnement des véhicules, à l'arrière des halls, au niveau de l'aire libre de séparation entre les halls 3 et 4 ainsi que dans les voies internes du parc soit interdit ou n'entrave pas la circulation du public en cas d'évacuation (article CO 35).

8) Assurer la vacuité constante et permanente des voies engins, et de leurs accès, desservant l'ensemble du site du Parc des expositions (article CO 2 § 2).

- **Rappels réglementaires :**

9) Tenir à tout moment à disposition de l'autorité de police administrative le rapport final relatif au respect du règlement rédigé par le chargé de sécurité (article T 6).

10) Garantir toutes les issues, cheminements intérieurs et dégagements participant à l'évacuation rapide et sûre de l'établissement, toujours libres, balisés et dégagés en présence du public (article CO 35).

11) Mettre en place des consignes précises concernant l'évacuation éventuelle des structures notamment en cas de circonstances météorologiques exceptionnelles en lien avec les indications portées sur les extraits de registre de sécurité correspondants (article CTS 7).

12) Le service de sécurité incendie est chargé de l'organisation générale de la sécurité incendie de la manifestation (article MS 46). Il a notamment pour missions :
- d'assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique,
- d'organiser des rondes pour prévenir et détecter les risques d'incendie, y compris dans les locaux non occupés,
- de faire appliquer les consignes de sécurité,
- de diriger les secours puis de se mettre à la disposition du chef de détachement d'intervention des sapeurs-pompiers,
- de veiller au bon fonctionnement de tout matériel de protection contre l'incendie, d'en effectuer, ou d'en faire effectuer, l'entretien (extincteurs, équipements hydrauliques, dispositifs d'alarme, éclairage de sécurité, etc.).

13) Le chargé de sécurité a pour mission (article MS 46) :
- de faire appliquer par l'organisateur les prescriptions formulées par l'administration,
- de renseigner et conseiller les exposants sur les dispositions techniques de sécurité à prendre pour leurs aménagements,
- d'examiner les déclarations et demandes d'autorisation des machines en fonctionnement et de détenir la liste des stands dans lesquels se situent ces machines,
- de contrôler, dès le début du montage des stands et jusqu'à la fin de l'ouverture au public, l'application des mesures de sécurité incendie figurant au présent règlement à l'exception des dispositions constructives,
- d'assurer une présence permanente pendant la présence du public sur le site de la manifestation,
- d'informer l'administration en temps utile des difficultés rencontrées dans l'application du présent règlement,

19/20

- de s'assurer que les équipements de sécurité de l'établissement ne soient pas neutralisés par les installations de la manifestation en cours,
- de contrôler la présence et la qualification du personnel du service de sécurité de la manifestation.

Nota : le dossier est conservé au Secrétariat de la Commission de Sécurité.

20/20

3. BILAN D'ENTRETIEN ET DES TRAVAUX REALISES

TRAVAUX / MAINTENANCE

- Remplacement de la centrale d'alarme et du contrôle d'accès
- Rénovation de coffret électriques de distributions extérieure
- Reprise de l'étanchéité du mur rideau du logement
- Remplacement porte camion Halle 3000
- Remplacement des 2 portes de part et d'autre du SAS
- Mis en place de stores dans les bureaux
- Remplacement du tourniquet de la salle Wasmer 4
- Réparation Faux – Plafond accueil à la suite d'infiltration
- Remplacement des éclairage défectueux du hall d'accueil par des leds
- Nettoyage de la charpente
- Réparation / rénovation des 160 tuyaux de connections d'écoulement des eaux vannes des puits des halles
- Mis en place de vidéosurveillance
- Remplacement des bacs à graisse cuisines 1 et 2
- Enseignes lumineuses sanitaire Halle 1,2,3
- Refonte du réseau Wifi sur NHN et bâtiment existant

ETUDES

- Remplacement des automates de pilotages du chauffage et de la ventilation
- Signalétique dynamique aux entrées des parkings
- Etude de végétalisation et sécurisation aux entrées des halles
- Travaux à réaliser pendant la prochaine DSP : réflexion engagée pour lister les travaux nécessaires et d'amélioration
- Etude et chiffrage de la rénovation des anciens bâtiments en prévision de la prochaine DSP

ACHATS

- Remplacement des imprimantes
- Achat de postes informatique
- Achat de 750 panneaux de stands
- Achat du mobilier bureau de la NHN
- Achat de coffret de distribution pour la NHN

AGRANDISSEMENT DU PARC EXPO

Nouvelle Halle 4 (Nouvelle Halle Nord) :

Septembre 2024 : Lancement de la Nouvelle Halle 4

Le bilan d'entretien porte sur :

- La liste des contrôles périodiques effectués et des entreprises prestataires concernés **(cf. Annexe 16)**

- La liste des entreprises chargées de l'exécution des contrats de maintenance **(cf. Annexe 17)**

- Le suivi du plan prévisionnel de travaux tel que défini à l'annexe 11 du contrat de la DSP. Ce document comporte notamment les réalisations quant aux travaux d'investissements et de renouvellement/maintenance à la charge du délégataire du 01.09.2012 au 31.12.2024.

4. MISE A JOUR DE L'INVENTAIRE

L'inventaire mis à jour figure en Annexe 19.

5. SITUATION DU PERSONNEL

L'organigramme général figure en Annexe 20

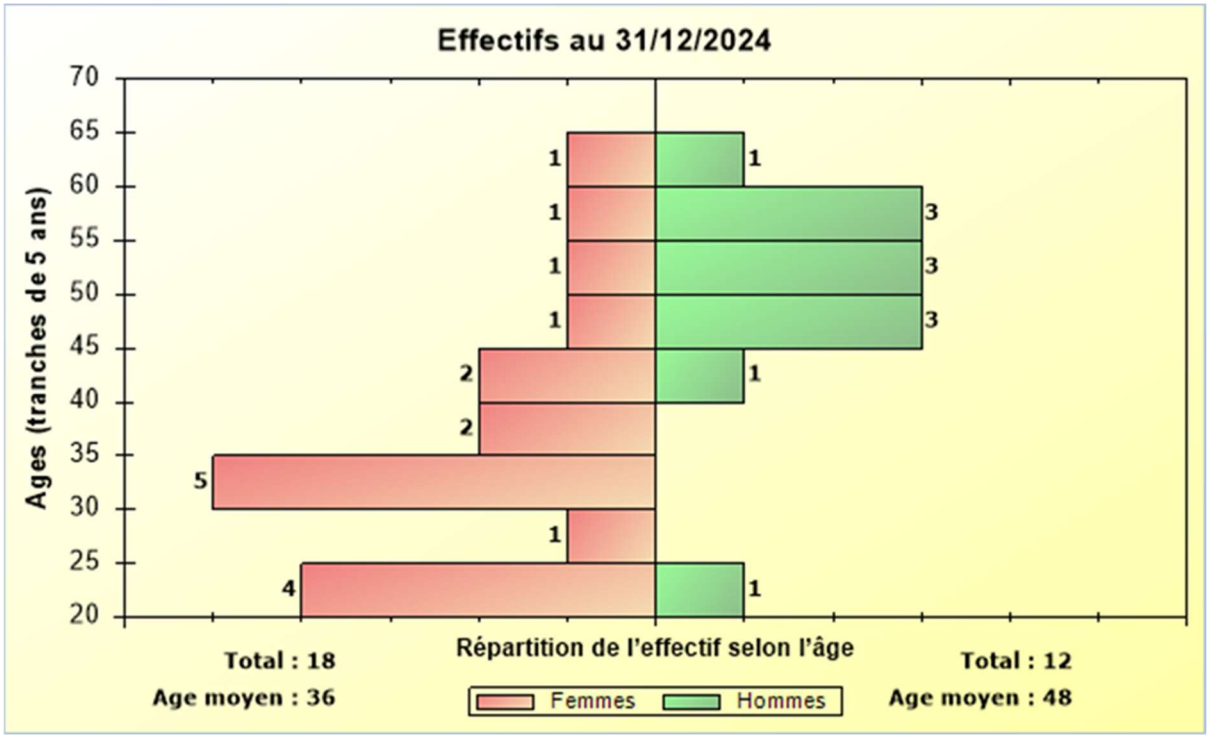
Effectif Moyen Année					
en ETP	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
CDI	**23,94**	**23,85**	**24,46**	**25,32**	**26,77**
Cadres	8,08	10,42	10,45	9,36	9,90
Agents de maîtrise	4,00	3,80	4,58	5,86	6,07
Employés	9,50	8,19	7,83	8,00	8,00
Ouvriers	1,44	1,44	1,28	0,74	1,00
Apprentis	0,92	0,00	0,32	1,36	1,80
CDD > 3 mois	**2,60**	**1,20**	**0,62**	**0,63**	**1,36**
CDD < 3 mois	**0,10**	**0,00**	**0,00**	**0,76**	
Total	**26,63**	**25,05**	**25,08**	**26,71**	**28,13**

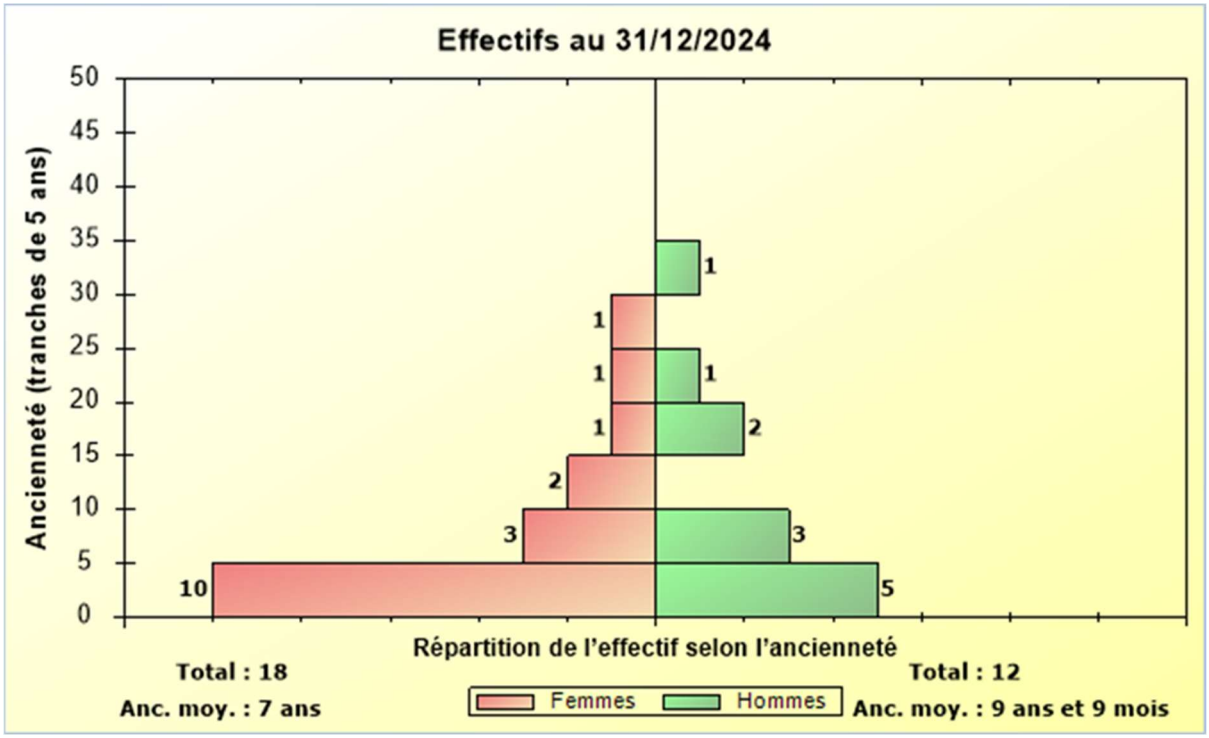
Effectif présent au 31 12					
en ETP	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
CDI	**24,44**	**24,24**	**23,98**	**22,58**	**28,00**
Cadres	10	11	10	8,54	10
Agents de maîtrise	4	3,8	5,0	4,83	5
Employés	9	8	7	7,33	9
Ouvriers	1,44	1,44	1	0,52	1
Apprentis	0	0	1	1,36	3
CDD > 3 mois	**2,0**	**0,0**	**0,0**	**0,62**	**2,0**
CDD < 3 mois					
Total	**26,44**	**24,24**	**23,98**	**23,20**	**30,00**

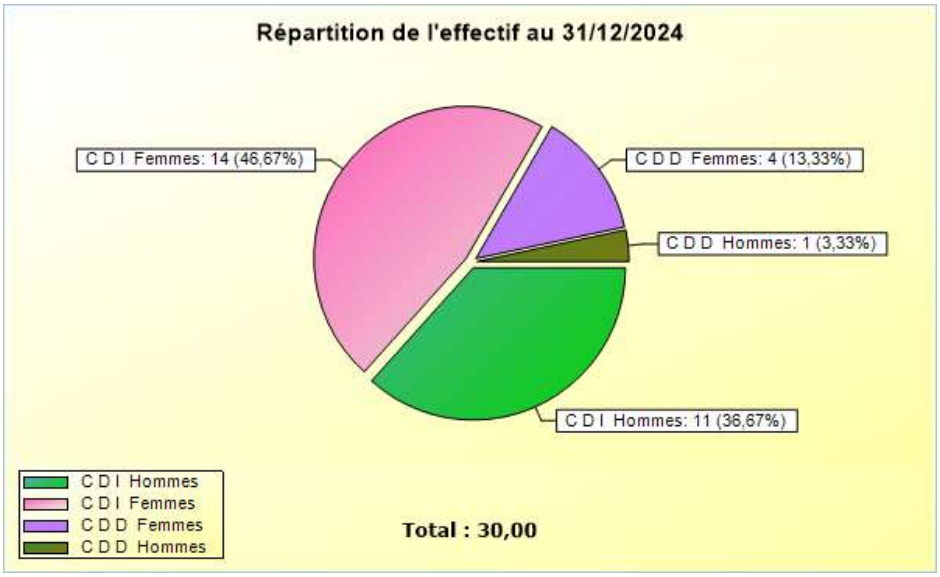
Répartition effectif au 31 12	
en ETP	**Total**
CDI	**28,00**
Cadres	10,00
Agents de maîtrise	5,00
Employés	9,00
Ouvriers	1,00
Apprentis	3,00
CDD > 3 mois	**2,00**
CDD < 3 mois	
Total	**30,00**

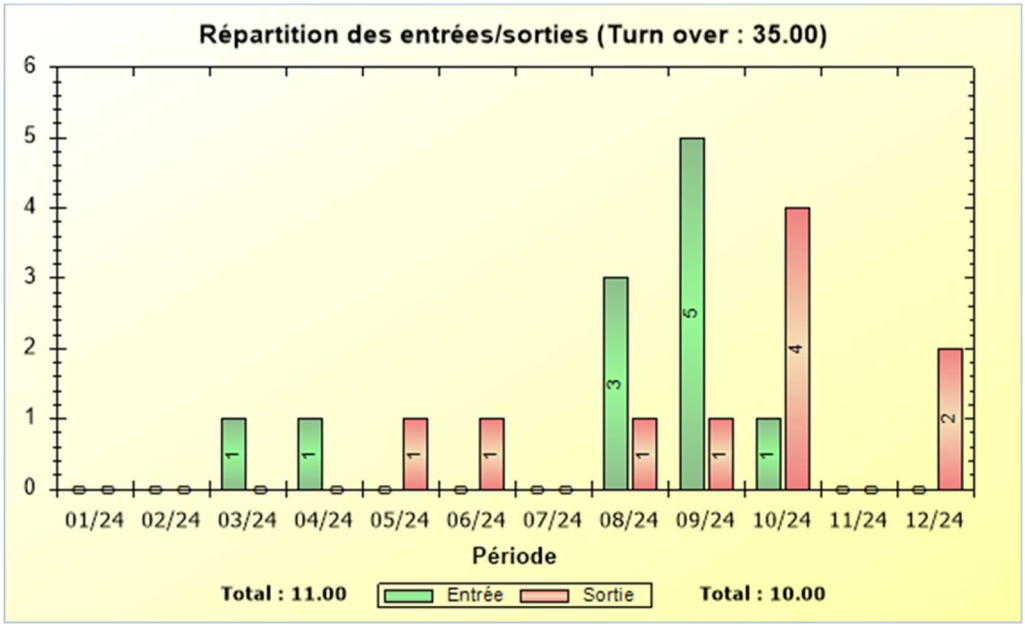
La répartition du personnel permanent présent au 31/12/2024 est la suivante :

Année	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Directeur Commercial et général	1	1	1	1	1	1
Commissaire d'exposition - Salon professionnel				1	1	1
Responsable Commercial Salon grand public	1	1	1	1	1	1
Chef de Produit	1	1	1			
Chargée d'affaires	5	6	5	4	3,96	5
Attaché Commercial	1	1	1	1	0	0
Assistant commercial						1
Apprentie commercial	1	0	0	1	1	1
Chargée de communication événementielle et institutionnelle	1					
Responsable chargée communication			1	1	1	1
Chargé de communication	1	1				
Attaché de communication				1	2	3
Assistante communication	1	1	1			
Apprentie communication					0,36	0
Directeur Administratif et financier	1	1	1	1	1	1
Secrétaire d'accueil	1	1	1	1	1	1
Secrétaire administrative et commerciale	1	1	1			
Assistante de gestion/comptable	1	1	1	1	1	1
Apprentie administration et commercial						1
Directeur Technique	1	1	1	1	1	1
Responsable maintenance Technicien polyvalent						1
Coordonnateur technique					0,20	1
Responsable d'Exploitation				1	1,33	2
Responsable Pole Installation générale	3	3	2	1	1	1
Technicien Polyvalent	3,44	4,44	4,44	5	4	3
Technicien SSIAP	1	1	1	1	1	1
Agent de propreté	1	1	1	1	0,52	1
Apprenti électricien	1					1
Total	**27,44**	**26,44**	**24,44**	**23,99**	**23,20**	**30,00**


Effectifs au 31/12/2024
Ages (tranches de 5 ans)
70
65
60
55
50
45
40
35
30
25
20
1
1
1
3
1
3
1
3
2
1
2
5
1
4
1
Total : 18
Age moyen : 36
Répartition de l'effectif selon l'âge
Femmes
Hommes
Total : 12
Age moyen : 48


Effectifs au 31/12/2024
Ancienneté (tranches de 5 ans)
50
45
40
35
30
25
20
15
10
5
0
1
1
1
1
1
2
2
3
3
10
5
Total : 18
Anc. moy. : 7 ans
Répartition de l'effectif selon l'ancienneté
Femmes
Hommes
Total : 12
Anc. moy. : 9 ans et 9 mois





6. MISE A JOUR DE LA LISTE DES SOUS-TRAITANTS

La liste figure en Annexe 21

II. COMPTE RENDU FINANCIER

1. COMPTE D'EXPLOITATION

Le compte d'exploitation cf. annexe 13 du contrat de DSP figure en Annexe 22.

2. RAPPORT de GESTION

2.1. CROISSANCE DE L'ENTREPRISE, EVOLUTION DES PRODUITS ET DES CHARGES

2.1.1. Évolution d'ensemble des produits et des charges

Après retraitement de certaines opérations de l'exercice (voir les rapports de gestion précédents) on observe l'évolution suivante du total des produits et des charges (en milliers d'euros).

- Produits : Total 2024 = 6 901
  Total 2023 = 5 988
  Ecart + 913

- Charges : Total 2024 = 6 539
  Total 2023 = 5 976
  Ecart + 563

- **Le chiffre d'affaires (CA) hors taxes**

Il s'établit à 5 826 798 € contre 5 298 874 € en 2023 soit une augmentation de 528 K€ (+10%). A noter qu'il était de 5 333 246 € en 2019, le record a été donc dépassé en 2024.
8 salons ont été organisés par le Parc Expo sur la période de janvier à décembre.

Les salons organisés sur le 1er semestre ont tous dépassé leur CA de l'année précédente sauf pour le salon de l'immobilier qui est dans une période où ce secteur d'activité est en difficultés, il a connu une baisse du CA de 14K.

Les 2 autres salons qui sont organisés sur le 2e semestre, a pour l'un été très positif le salon les journées d'octobre ont réalisé un chiffre d'affaires de 1 024 942 € qui est 163K€ de plus qu'en 2023. Le deuxième salon lui qui est le salon de l'industrie et du futur a connu une baisse de son chiffre d'affaires de 167K entre 2023 et 2024 pour la deuxième année consécutive.

Le chiffre d'affaires du service location a augmenté de 243 502€ par rapport à 2023 et a augmenté de 314K€ par rapport à 2019.

Contrairement aux craintes qui avaient été émises, la tendance est allée vers une hausse de la fréquentation des salons, et a confirmé la volonté de sortir du public et une demande de salons apportant de la nouveauté et des thématiques.

Les journées d'octobre ont battu leur record de fréquentation et de chiffre d'affaires, ce qui se traduit dans nos comptes par une augmentation de 19% du CA soit 163K€.

Le Parc Expo a accueilli 89 événements sur 2024.

- **Total des produits et des charges**

Le total des **produits de l'exercice** est en **hausse par rapport à 2023 de 913 K€** (+15%) et bat le record de 2023 de 583K€ en atteignant le montant de 6,9M€.

Le total des charges de l'exercice est en **hausse par rapport à 2023 de 562 K€** (+9%), le service de surveillance et nettoyage est celui qui a le plus augmenté passant de 255 270€ à 373 004€ (+118K) en raison entre autre d'un réajustement des salaires selon leur convention collective. Malgré cette augmentation des charges, les produits ont encore plus augmenté ce qui permet de dégager un résultat excédentaire de 362 K€.

2.1.2. Evolution dans le détail des produits et des charges :

- **Evolution des produits**
  - ***Les produits exploitation*** *constituent la quasi-totalité de nos produits.*

- Les **produits des manifestations commerciales** organisées par la SAEML (3 372K€) représentent 58 % du chiffre d'affaires. Leur poids relatif est identique à celui de 2023 et est pratiquement au même niveau que 2019.

Cette valeur relative cache tout de même la disparition de 3 manifestations depuis 2019 – Fête de la Roue, Festival des Véhicules Anciens et Solutions élec – toutes les 3 créées pendant la présente DSP et entre temps la création de 2 nouvelles manifestations, Euro Supply Chain et Ma Planète BIO.
Sur 8 manifestations organisées en 2024 et 9 en 2019, cette augmentation de 180K€ par rapport à 2019 et de 284K€ par rapport à 2023 est impressionnante. La comparaison reste néanmoins appréciable.
Le salon professionnel Euro Supply Chain, détient la palme de l'augmentation du chiffre d'affaires, avec une hausse de 52% par rapport à 2023. Ce salon créé en 2022 a atteint un CA de 214K€.
Le salon Extérieurs & jardin, créé en 2016, a continué à croitre son chiffre d'affaires après un arrêt les 2 ans en 2020 et 2021, en dépassant le CA de 2019 de plus de 32%, pour atteindre 215K€
La réussite de l'organisation des Journées d'Octobre avec un nouveau record de fréquentation, a contribué très largement à l'augmentation du chiffre d'affaires des manifestations (+84 K€).
La Foire de Mulhouse a retrouvé une croissance de 11% et le salon Festivitas de 9%.
Ces excellents résultats ont permis de couvrir la baisse du salon de l'immobilier, secteur particulièrement sinistré et d'un de nos produits phares en 2023, le salon professionnel de l'Industrie du futur BE5.0.
La crise politique et économique a eu raison de la courbe croissante de développement du salon Industrie du futur. Celui-ci a vu son CA baissé de plus de 20% par rapport à l'année dernière (-171K€).

- Les **produits dits de « location »** ou des **« activités réceptives »,** qui comprennent l'ensemble des recettes provenant des locations d'espaces (halles, salles, extérieur, restaurant) y compris les spectacles, ainsi que les prestations de services rattachées, représentent cette année 42% du chiffre d'affaires total.

Le poids relatif des locations est resté identique par rapport à l'année dernière, il augmente de 2 points par rapport au niveau qu'il avait en 2019 (39.6%). Le montant du chiffre d'affaires est passé de 2 183K€ en 2023 à 2 427 K€ en 2024, +244K€. On peut dire que l'activité location est en développement, et

trouve dans son fonctionnement une stabilité après une année très mouvementée au niveau de sa gestion.

- Les autres produits d'exploitation comprennent :
- Les subventions d'exploitation dont :
  - Le salon Industrie du Futur BE4.0, avec la contribution de la Région Grand Est pour 154K€ et m2A pour 120 K€ (hors prise en charge du loyer)
  - Le salon Supply Chain, m2A avec 20 K€
  - Le Salon de l'Orientation, de l'Evolution Professionnelle et de l'emploi m2A à hauteur de 65K€
  - Une aide de l'Etat pour le gaz et l'électricité de 26 K€
  - Une aide à l'embauche d'apprentis pour 11 K€
- Diverses prestations de services dont le mandat de gestion de l'Association des Journées d'Octobre essentiellement.

➢ ***Les produits « hors exploitation »***

Ils comprennent des écritures comptables de fin d'exercice ainsi que les produits financiers et les produits exceptionnels (167 K€). Ils ont augmenté de 385K€ par rapport à 2023.
Le principal mouvement fait suite à la reprise de la provision de 249K€, montant qui avait été provisionné suite au retard pris dans le programme du PPR-PPI de la DSP en 2023 conformément à la DSP.
La production immobilisée qui correspond à la valorisation du temps de travail du personnel du Parc Expo passé sur le dossier de la NHN (63K€) ainsi que l'intégration des intérêts d'emprunt dans le coût d'immobilisation de la NHN (63K€), a augmenté de 80K€ par rapport à 2023.
Les produits financiers ont augmenté de 35K€, cela est dû à l'augmentation des taux de placement.
Les produits exceptionnels comprennent principalement la quote part des subventions d'investissement qui est virée au compte de résultat. En 2023, il n'y avait que le Parvis et la Zone Evénementielle Extérieure qui étaient concernés, et depuis la réception de la nouvelle halle, la contribution a augmenté avec celle-ci. (+83K€)
<u>En conclusion</u> : Une année qui a débuté dans la lignée de la fin de 2023, avec un public qui a retrouvé sa volonté de sortir et de renouer du contact après ces années de crise, ce qui se traduit par une très nette augmentation de l'activité qui a été confirmée par les chiffres d'affaires de tous les secteurs des salons grand public aux salons professionnels. Année qui s'est terminée avec un net ralentissement de l'activité au niveau des salons professionnels et la perte de quelques clients jusqu'à présents pérennes sur la fin d'année.
Cet engouement sur les manifestations a permis de dégager un chiffre d'affaires de 5,8M€ correspondant à notre meilleur chiffre.

- **Evolution des charges**
  - ***Les charges externes***

Elles s'élèvent à 3 443 557 €, soit 53 % du total des charges et 59% du chiffre d'affaires.
➢ Le poids relatif des charges externes, par rapport au total des charges a baissé de 2 points par rapport à 2023, et est plus bas de 6 points à celui de 2019.

Il a baissé par rapport au chiffre d'affaires de 3 points par rapport à 2023 et il est inférieur de 4 points par rapport à 2019.
Les charges externes ont augmenté de 185K€ par rapport à 2023 (+6%) et sont supérieures de 81K€ par rapport à 2019.
Cette augmentation découle principalement de l'augmentation de l'activité et des augmentations négociées dans certaines branches d'activité comme le nettoyage (+64K€) ou la sécurité (+53K€) qui impactent le coût de nos charges directement.
La SAEML a vu le coût de ses fluides baissé de 22% (-86K€), après la hausse de 43% en 2023, pour s'établir à 301K€ qui est encore très élevé par rapport aux dernières années, malgré une consommation plus élevée.
Le montant de la contribution versée à la collectivité au titre de la DSP s'élève à 536 850€. Il a augmenté de 7% par rapport à l'année dernière. Le loyer fixe a augmenté de 6%, suite à l'application de la nouvelle formule indiquée dans l'avenant 4 de la DSP, et la part variable a augmenté du fait de l'augmentation du Chiffre d'affaires par rapport à 2023.

Les charges de personnel, y compris le personnel extérieur (cf. tableau n° 2), s'élèvent à 2 287 K€ et représentent 35% du total des charges. Elles ont augmenté de 12 % par rapport à 2023. Le poids relatif de ces charges par rapport aux charges totales a augmenté d'1 point, il reste au niveau habituel. Il y a eu beaucoup de mouvement du personnel cette année, des départs (dont un départ à la retraite) et des arrivées. L'objectif étant de stabiliser les équipes et de pouvoir faire face à l'augmentation d'activité avec l'augmentation de la surface à gérer.

Les impôts et taxes, d'un montant de 72K€, représentent 1% du total des charges, et sont pratiquement identique par rapport à 2023. Le déficit reportable permet à la SAEML de ne pas payer d'impôts sur les bénéfices malgré un résultat de 362K€.

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à 591 K€. Elles ont augmenté de 40K€. Les amortissements des biens immobilisés sont passés de 288K€ en 2023 à 435K€ en 2024. La Zone Evénementielle a été amortie sur une année complète et surtout la nouvelle halle a été amortie sur 3 mois.

Ce sont les provisions pour risques et charges qui ont fortement baissé par rapport à 2023 (-111K€) car en 2023 nous avions dû provisionner le retard pris dans le programme du PPR-PPI de la DSP pour un montant de 249K€.

Le souci constant de la maîtrise des coûts, et la recherche des solutions pour diminuer ou optimiser les consommations dès que cela était possible, a permis de contenir au mieux les charges.
Tout comme l'année dernière, les charges ont été encore plus rationnalisées et maîtrisées. Le maître mot de cette année a été de trouver des solutions pour diminuer ou optimiser les consommations dès que cela était possible.
La volonté durant toute l'année de faire au mieux tout en dépensant moins a permis de contenir l'impact de l'augmentation des prix.
Il va falloir continuer à rester vigilent, afin de réduire nos achats et charges externes et contenir au mieux l'inflation de nos charges fixes.

2.2. RENTABILITE BRUTE ET NETTE DE L'EXPLOITATION, RESULTAT NET DE l'EXERCICE, CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

2.2.1. Les résultats

- **Le résultat d'exploitation (résultat opérationnel)**
  Il est à nouveau positif à hauteur de 173 466€. Depuis 2019 (+78368€) il n'avait plus été positif.
  Il s'est amélioré de 322K€ par rapport à 2023.
  L'amélioration du résultat provient clairement de la hausse des produits et du chiffre d'affaires.

- **Le résultat financier** est positif +45 K€. €. Il a baissé par rapport à 2023 du fait de l'impact des remboursements des emprunts (+83K€)

- **Le résultat courant** est positif +219 K€ alors qu'il était négatif en 2023 ; le résultat financier venant s'ajouter au résultat d'exploitation permet d'améliorer ce résultat par rapport à 2023 de plus de 278K€

- **Le résultat exceptionnel** est également positif de 143K€, et résulte principalement de la reprise en produit d'une partie des subventions d'équipement (proportionnellement aux amortissements des travaux du parvis, de la ZEE et de la nouvelle halle). Il augmente du fait de la mise en service de la nouvelle halle au 1er octobre et donc de son amortissement

- **Le résultat net de l'exercice** (RNE) s'établit à 362 044 € (2023 : - 11 792 € ; 2022 : - 509 780€, 2021 : + 1 100 373 € ; 2020 : - 402 909 € ; 2019 : +70 839 € ; 2018 : +6 338 € ; 2017 : 56 773 € ; 2016 : 43 481€). Il est largement positif suite à une activité qui a augmenté, à une reprise de provision de 249K€ grâce au rattrapage du retard 2023 sur le programme PPR-PPI de la DSP et à l'impact sur les comptes de la mise en service de la nouvelle halle.

2.2.2. La valeur ajoutée brute (VAB), l'excédent brut d'exploitation (EBE), l'excédent net d'exploitation (ENE) (cf. tableau N° 3)

REMARQUE :

La valeur ajoutée brute s'élève à 2 832 K€ contre 2 391 K€ en 2023, 1 620K€ en 2022, 2 697 K€ en 2021 et 887 K€ en 2020. Elle a augmenté de 442 K€ (+18%) par rapport à 2023.
C'est le résultat d'une augmentation des produits de 10% et d'une augmentation des charges externes de 6%.

- Le taux de la valeur ajoutée brute, impôts, taxes et versements assimilés inclus**,** (VAB/CA HT) ressort à 49% alors qu'il était de 45% en 2023 (33% en 2022, 88% en 2021, 37% en 2020 et 42% en 2019) ; Il dépasse le taux de 2019 et permet de couvrir les charges de personnel

- Le taux de marge brute d'exploitation **(**EBE/CA HT) est positif (9,36%) et en progression de presque 40% par rapport à 2023.
  Le taux de marge nette d'exploitation (ENE/CA HT) s'est également nettement amélioré et est redevenu positif +3,8% (-1,8% en 2023 et -11% en 2022). Cela est dû à l'impact des

amortissements dont la NHN et reprises des provisions correspondant au retard dans le programme de la DSP du PPR-PPI en 2023.

2.2.3. La capacité d'autofinancement (cf. tableau N° 3 Annexe 23.3)

D'un montant de 704 K€, elle est positive et a augmenté de 229K€ par rapport à 2023. C'est la conséquence de l'augmentation du chiffre d'affaires et de la maîtrise des charges, et équivaut au montant de la trésorerie potentielle générée par la SAEML dans le cadre de son activité.

2.3. L'EQUILIBRE FINANCIER

2.3.1. Les ressources stables

Elles sont composées des capitaux propres pour 13 457 132 €.
Le capital social de 4 042 384 € auquel s'ajoute la prime d'émission, la réserve légale, le report à nouveau et les subventions d'investissements.
Les subventions d'investissements ont été augmentées de 2938K€ correspondant principalement au montant des subventions perçues et restant à percevoir concernant la Nouvelle Halle (4,6M€ en totalité).
Pour rappel, la SAEM avait également contracté deux emprunts, un auprès du crédit mutuel pour un montant de 2 M€ à un taux de 1,8% et un auprès du crédit agricole pour un montant de 2,5 M€ à un taux de 1,86% afin de pouvoir financer l'agrandissement du Parc Expo.
En 2024 la SAEM a libéré la totalité de ces 2 emprunts

*2.3.2. **Les investissements***

Au cours de cette année 2024, la SAEML a repris la réalisation de son programme d'investissement pluriannuel, et poursuit principalement sa concentration sur le projet d'Agrandissement du Parc Expo et plus précisément la livraison de la nouvelle halle.
La nouvelle halle a été réceptionnée le 30 septembre 2024 pour un montant immobilisé de 12 233K€.
Coût auquel il convient de rajouter 280K€ (84K€ d'indemnités de concours, 100K€ d'assurance, 97K€ d'intérêts d'emprunts) qui n'ont pas été immobilisés conformément aux règles comptables.

Conséquence : le **fonds de roulement net global** (FRNG) a diminué de 1 436 K€ par rapport à 2023. Il s'élève à 2 779 K€.

2.3.3. *Le besoin en fonds de roulement*

Comme 2023, le besoin en fonds de roulement (BFR) de la société est à nouveau négatif. Il diminue encore de 1871K€ soit un montant de -3 362 K€.
Les dettes d'exploitation augmentent de 1,8 M€, soit +39%.

- Les produits constatés d'avance ont augmenté de 310 K€. Ces chiffres confirment que l'activité a bien repris. Nous sommes revenus à une situation plus habituelle, où nous lançons la commercialisation d'un salon 6 à 8 mois avant la date de la manifestation et les exposants ont la trésorerie pour verser les acomptes. Le niveau de 2019 est dépassé (+11 K€).

- Les dettes fournisseurs ont augmenté (1364K€) – signe que l'activité a repris, soit +1223K€ de Factures non parvenues et +141K€ de dettes fournisseurs ;
- +186K€ de dettes fiscales

Et les créances d'exploitation ont baissé de 588K€.
Par ailleurs, les créances hors exploitation sont constituées essentiellement par les subventions d'équipements non encore versées concernant la Zone Evénementielle Extérieure (211 K€) et la Nouvelle Halle (822K€).
Et les dettes hors Exploitation concernant les factures ouvertes en dettes fournisseurs sur immobilisations concernant la NHN au 31 décembre 2024 (801 K€)
Compte tenu de tous ces éléments, nous dégageons à nouveau une ressource en fonds de roulement ce qui nous permet de consolider de la trésorerie.

2.3.4. *La trésorerie nette globale (TNG)*

Elle est en augmentation de 435 K€ et s'élève à +6 141 K€.
Cette augmentation est due principalement à la reprise de l'activité,
La SAEML a réussi à préserver la trésorerie issue de l'augmentation de capital et des subventions pour financer les travaux de l'Agrandissement du Parc Expo.

Le rapport de gestion complété par 5 tableaux figure en Annexe 23.1 à 23.5.

3. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT au 31.12.2023 certifié par le Commissaire aux Comptes

Ces documents figurent en Annexe 24

III. SUIVI D'ACTIVITE et du CHIFFRE d'AFFAIRES

Le détail du chiffre d'affaires présenté selon les critères souhaités dans la DSP (Annexe 14) figure en Annexe 25.

Annexe N°	Intitulé de l'annexe
1	Liste des manifestations réalisées et actions Point d'Ex
2	Liste des partenariats
3	Envoi Newsletter
3.1	Plan de Communication Festivitas
3.2	Plan de Communication Extérieurs & Jardins
3.3	Plan de Communication Salon de l'Immobilier
3.4	Plan de Communication Foire de Mulhouse
3.5	Plan de Communication Euro Supply Chain
3.6	Plan de Communication Journées d'Octobre
3.7	Plan de Communication BE5.0
3.8	Plan de Communication SOREPE
4	Statistiques informatiques
5	Bilan Communication Digitale Festivitas
6	Bilan Communication Digitale Extérieurs & Jardin
7	Bilan Communication Digitale Salon de l'immobilier
8	Bilan Communication Digitale Foire de Mulhouse
9	Bilan Communication Digitale Euro Supply Chain
10	Bilan Communication Digitale Journées d'Octobre
11	Bilan Communication BE5.0
12	Fiche d'évaluation d'un salon organisé par Mulhouse Expo
13	Fiche d'évaluation d'un événement organisé par un client extérieur
14	Résultat de l'évaluation des différentes manifestations
15	Résultat de l'évaluation d'événements organisés par des clients extérieurs
16	Liste des contrôles périodiques effectués
17	Liste des entreprises chargées de la maintenance
18	Liste des investissements « Renouvellement – Maintenance »
19	Inventaire au 31.12.2024
20	Organigramme de la Société au 31.12.2024
21	Liste des sous-traitants
22	Compte d'exploitation (cf. annexe 13 du contrat de DSP)
23.1	Compte de résultats condensés 2019-2024
23.2	Comparaison des produits et des charges 2019-2024
23.3	Soldes intermédiaires de gestion et Capacité d'autofinancement 2019-2024
23.4	Tableau financier comparatif 2019-2024
23.5	Bilans condensés en grande masses 2019-2024

24	Bilan et Compte de résultats au 31.12.2024 certifiés par le commissaire aux comptes
25	Suivi de l'activité et du chiffre d'affaires (cf. annexe 12 du contrat de DSP)

Annexe 1 : Manifestations accueillies en organisées en 2024

Affaire	Nbre d'affaires	Privé	Public	Spectacles	Clt fidèle	Nouv. Clt.	Nouv.Prod.
JANVIER							
Mineral Expo			1		1		
Salon de l'Orientation et de l'Évolution professionnelle			1		1		
m2A Conseil d'Agglomération			1		1		
Total	3	0	3	0	3	0	0
FEVRIER							
Salon FestiVitas			1		1		
Cirque Medrano			1	1		1	
Conseil Municipal			1		1		
Salon du camping car			1		1		
Salon des collectionneurs			1		1		
Casse-Noisette			1	1		1	
SIVOM Comité		1			1		
Assemblée Plénière de l'union des caiss		1			1		
Salon Japan Manga Wave			1			1	1
m2A Bureau		1			1		
Assemblée Générale FDSEA		1			1		
Réception privée		1			1		
Total	12	5	7	2	9	3	1
MARS							
Vintage Festival			1		1		
Extérieurs et jardin			1		1		
Bourse Internationale 1/43ième			1		1		
Assemblée Générale Crédit Mutuel Jeanne d'Arc		1			1		
Assemblée Générale Crédit Mutuel Saint-Paul		1			1		
Assemblée Générale Crédit Mutuel Saint-Geneviève		1			1		
Assemblée Générale Crédit Mutuel Saint-Joseph		1			1		
Assemblée Générale Crédit Mutuel EUROPE		1			1		
Festival Happy Games			1		1		
Salon immobilier			1		1		
Alsace Business Connect		1			1		
Réception privée		1			1		
Total	12	7	5	0	12	0	0
AVRIL							
Assises de l'apprentissage de l'IUT Mulhouse		1				1	1
Transformers - cascadeurs			1	1	1		
Exposition canine			1			1	1
Prière Aid el Fitr			1		1		
Conseil Municipal			1		1		
Salon Militaria			1		1		
Association Rapha		1			1		

Affaire	Nbre d'affaires	Privé	Public	Spectacles	Clt fidèle	Nouv. Clt.	Nouv.Prod.
m2A Conseil d'Agglomération			1		1		
Festiculture			1			1	1
Cirque Bobof			1	1		1	1
Total	10	2	8	2	6	4	4
MAI							
Foire de Mulhouse			1		1		
m2A Bureau		1			1		
Total	2	1	1	0	2	0	0
JUIN							
Concert Flor FM			1	1	1		
JOURNEE DECOUVERTE DES METIERS		1			1		1
Assemblée Générale de la MAVIM		1			1		
PREPARATION BUS D'OR		1			1		1
Salon Euro supply chain			1		1		
Geek Unchained			1		1		
Conseil Municipal			1		1		
Réception privée		1			1		
m2A Conseil d'Agglomération			1		1		
Système U - plénière & team bulding juin		1			1		
SALON DE L'APÉRO ET DE LA GOURMANDISE			1			1	1
Total	11	5	6	1	10	1	3
JUILLET							
Réception privée		1			1		
m2A Bureau		1			1		
Réception privée		1			1		
Foire Kermesse			1		1		
Total	4	3	1	0	4	0	0
SEPTEMBRE							
Elections présidentielles Consulat d'Algérie		1			1		
Bourse Internationale 1/43ième			1		1		
Explor'Assos			1		1		
Salon des Maires		1			1		
Warum Nicht			1		1		
m2A Bureau		1			1		
Total	6	3	3	0	6	0	0
OCTOBRE							
Journées d'Octobre			1		1		
Association Sinclair		1			1		
CA du Paysan du Haut-Rhin		1			1		
Remise des Prix M2A Habitat		1			1		
Conférence du Crédit Mutuel		1			1		
m2A Conseil d'Agglomération			1		1		
Salon du Chocolat et des Gourmandises			1		1		
Salon des collectionneurs			1		1		

Affaire	Nbre d'affaires	Privé	Public	Spectacles	Clt fidèle	Nouv. Clt.	Nouv.Prod.
Exposition Dinosaures			1	1	1		
Réunion des locataires M2A HABITAT		1			1		
Total	10	5	5	1	10	0	0
NOVEMBRE							
Tatouage et du Piercing			1		1		
Conseil Municipal			1		1		
Studyrama Grandes écoles			1		1		
Salon du Mariage et de la fête			1		1		
Soirée femmes		1				1	1
ART 3 F			1		1		
Salon de l'érotisme			1		1		
Place des Sapins			1		1		
BE 5.0 Industries du Futur			1		1		
Total	9	1	8	0	8	1	1
DECEMBRE							
Cérémonie de remise de médailles GHRMSA		1			1		
Fête de Noël des Anciens			1	1	1		
Fête de noël du Pôle propreté et déneigement		1			1		
Concert Sweet People			1	1	1		
m2A Conseil d'Agglomération			1		1		
Tournage clip Last Train		1		1		1	1
Conseil Municipal			1		1		
WINTERSHOW			1			1	1
Remise des diplômes de l'ENSCMU		1			1		
SIVOM Comité		1			1		
Total	10	5	5	3	8	2	2
Total général 2024	89	37	52	9	78	11	11
Total général 2023	91	40	51	5	82	9	9
Ecarts 2024/2023	-2	-3	1	4	-4	2	2

Légende

Privé = sur invitation

Public = manifestation ouverte au public

Spectacle = spectacle grand public (NB : les spectacles non répétitifs sont considérés comme de nouveaux produits)

Client fidèle = client revenant chaque année

Nouveau client = client venant pour la 1ère fois ou revenant après une absence de plus de 3 ans

Nouveau produit = nouvel événement ou événement reconduit après une absence de plus de 3 ans (sauf réunion, séminaire, journée de formation)

Annexe 2 : PARTENARIATS 2024

LISTE DES PARTENARIATS 2024

Partenaires qui ont fait confiance à MULHOUSE EXPO en soutenant et en faisant la promotion de ses propres manifestations :

FESTI'VITAS

- Association les amis des sciences et de la terre
- CFA Rouffach
- Cherie FM Belfort/Montbéliard
- EuroAirport
- France Bleu Alsace
- Groupe Tertio
- Nostalgie

EXTERIEURS & JARDIN

- France Bleu Alsace
- Librairie 47° Nord
- Groupe Tertio
- UNEP Grand Est

SALON DE L'IMMOBILIER

- FNAIM
- Pole habitat – FFB Grand Est
- Citivia
- Groupe Tertio

FOIRE DE MULHOUSE

- BFM Alsace
- Collectivité Européenne d'Alsace
- France Bleu Alsace
- L'Aventure Peugeot Citroën Aulnay et Sochaux
- Mulhouse Alsace Agglomération
- SDISS 68
- SPA de Mulhouse
- Groupe Tertio

EURO SUPPLY CHAIN

- Mulhouse Alsace Agglomération – Blue industrie
- Armée de l'air et de l'Espace
- AUTF
- Catra
- Conex
- EILS
- EuroAirport
- Hays
- Horrenberger
- Interlud
- Port Rhénan Colmar Neuf-Brisach

- SAVOYE
- SIMCO Consulting
- VGP
- XPO Logistics
- ACUTA
- Adira
- CCI Alsace Eurométropole
- Euro Rhein Ports
- France Logistique
- Grand E-nov+
- MEDEF
- Ville de Mulhouse
- Région Grand Est
- TLF Est

Médias

- Actu Transport Logistique
- FAQ Logistique
- France Routes
- GPO Magazine
- L'antenne
- L'Officiel des transporteurs
- LE Trois
- NPI Navigation Ports & Intermodalité
- Radio Supply Chain
- Stratégies Logistique
- Supply Chain Magazine
- TEMA
- Traces Ecrites
- VoxLog

JOURNEES D'OCTOBRE ET FOLIE'FLORE organisées dans le cadre du mandat

- Région Grand Est
- Collectivité Européenne d'Alsace
- Ville de Mulhouse
- Banque Populaire d'Alsace
- EDF
- EuroAirport
- TSE
- Wolfberger
- BFM Alsace
- Fruits, Légumes et Fleurs d'Alsace
- Association des Fleuristes en Folie
- Corporation des fleuristes du Haut-Rhin
- 13 communes et partenaires
- Agrivalor
- Altodis
- Aquatique Show
- Béton Michel
- CFA Valdoie
- CFPPA Valdoie
- DS Design
- FloraLife
- Floris
- Gissinger
- Husson international
- Les gazons de la Hardt
- Alsace Arrosage
- Dispano
- L'Herbier des Fleurs
- Eglantines Etc
- Corporation des photographes d'Alsace
- L'UIMM de Mulhouse
- Oasis Floral Products
- Poly Wiles
- Prevel Signalisation
- Jokers de la Route
- Solea
- Sculptures Bubisutti
- Nostalgie
- Groupe Tertio

BE 5.0 INDUSTRIES DU FUTUR

- La Région Grand Est
- Mulhouse Alsace Agglomération
- CCI Alsace Eurométropole
- CETIM
- UIMM
- EDF
- CLEMEESSY
- Climaxion / L'Ademe
- La French Fab
- SEW Usocomee

- Alsace Tech
- Barrisol
- Basel Area
- Bpifrance
- CMS Automatisme
- Grand E-nov+
- Grand Est Transformation
- Initiatives Durables
- Orange
- Systancia
- Suez
- Université de Franche-Comté
- Université de Haute-Alsace
- Le Village by CA

Médias

- CAD Magazine
- Equip'Prod
- GPO Magazine
- Industrie & Technologies
- J'Automatise
- Le Trois
- L'Usine Nouvelle
- L'Usine Digitale
- Le Monde de l'Industrie
- Machines Production
- Techniques de l'Ingénieur
- Manufacturing.fr
- Traces Ecrites News
- Voisins Nachbarn

Annexe 3 : Envoi Newsletter 2024

L'ensemble des newsletters sont envoyées aux fichiers « abonnés » qui ne cessent de croitre (environ 208 983 en décembre 2024). Sauf pour les newsletters des salons professionnels qui ont leur propre fichier d'abonnés : 4 259 pour Euro Supply Chain et 37 693 pour BE 5.0 Industries du Futur, en décembre 2023.

JANVIER :

- 1 newsletter dédiée au salon Minéralexpo
- 1 newsletter dédiée au Salon de l'Orientation et de de l'Evolution Professionnelle
- 3 newsletters dédiées au Salon Festi'Vitas

FEVRIER :

- 1 newsletter programme permettant d'annoncer l'ensemble des événements accueillis ou organisés par le Parc Expo de Mulhouse au cours des mois de février et mars
- 2 newsletters dédiées au salon Extérieurs & Jardin
- 1 newsletter dédiée au Vintage Festival de Mulhouse
- 1 newsletter dédiée au salon professionnel Euro Supply Chain

MARS :

- 1 newsletter dédiée au salon Extérieurs & Jardin
- 1 newsletter dédiée à l'événement exposition canine internationale
- 2 newsletters dédiées au salon de l'immobilier
- 2 newsletters dédiées au salon Euro Supply Chain

AVRIL :

- 1 newsletter programme permettant d'annoncer l'ensemble des événements accueillis ou organisés par le Parc Expo de Mulhouse au cours des mois d'avril et mai
- 4 newsletters dédiées à la Foire de Mulhouse
- 2 newsletters dédiées au salon Euro Supply Chain

MAI :

- 4 newsletters dédiées à la Foire de Mulhouse
- 1 newsletter sondage envoyé aux visiteurs de la Foire de Mulhouse 2024
- 1 newsletter programme permettant d'annoncer l'ensemble des événements accueillis ou organisés par le Parc Expo de Mulhouse
- 3 newsletters dédiées au salon Euro Supply Chain

JUIN :

- 5 newsletter dédiée au salon Euro Supply Chain
- 1 newsletter dédiée au salon de l'apéro

JUILLET :

- 1 newsletter programme permettant d'annoncer l'ensemble des événements accueillis ou organisés par le Parc Expo de Mulhouse pendant l'été

AOUT :

- 1 newsletter programme permettant d'annoncer l'ensemble des événements accueillis ou organisés par le Parc Expo de Mulhouse pour la rentrée
- 1 newsletter dédiée aux Journées d'Octobre & Folie'Flore 2024

SEPTEMBRE :

- 4 newsletters dédiées à l'événement Journées d'Octobre et Folie'Flore 2024
- 2 newsletters dédiées au salon BE 5.0 Industries du Futur

OCTOBRE :

- 2 newsletters dédiées à l'événement Journées d'Octobre et Folie'Flore 2024
- 1 newsletter sondage envoyé aux visiteurs des Journées d'Octobre et Folie'Flore 2024
- 2 newsletters programme permettant d'annoncer l'ensemble des événements accueillis ou organisés par le Parc Expo de Mulhouse au cours des mois d'octobre et novembre
- 1 newsletter dédiée au salon du Mariage
- 3 newsletters dédiées au salon BE 5.0 Industries du Futur

NOVEMBRE :

- 1 newsletter dédiée à l'événement ART3F
- 1 newsletter programme permettant d'annoncer l'ensemble des événements accueillis ou organisés par le Parc Expo de Mulhouse au cours des mois de novembre et décembre
- 6 newsletters dédiées au salon BE 5.0 Industries du Futur

DÉCEMBRE :

- 1 newsletter programme et préannonce de l'événement Festi'Vitas 2025 avec des idées cadeaux de Noël
- 1 newsletter pour présenter les vœux du Parc Expo à ses abonnés et annoncé les nouveaux événements à venir en 2025
- 1 newsletter dédiée au salon BE 5.0 Industries du Futur

Annexe 3.1 Plan de communication Festivitas 2024



Affichage

- 36 affiches 12m²
- 102 affiches 8m²
- 37 affiches 4m²
- 90 affiches 70 x 70 dans le Sundgau
- 60 faces réseau digital ville Mulhouse petits

Presse

L'Alsace + DNA : 3 encarts pub
L'Est Républicain : 2 encarts pub
JDS : 1 encart pub
Digital : 1 encart pub
Tourmag : 1 article pub

Radio

Diffusion de 270 spots sur Radio Nostalgie Mulhouse - Colmar, Radio Cerise FM et Radio Dreyeckland

Spot

Spot 1 :

Envie de soleil et d'évasions ?
Rendez-vous au salon **FestiVitas du 2 au 4 février au Parc Expo de Mulhouse**
Cuba, les Antilles … ce sera la fête aux caraïbes !
Et aussi près de chez vous avec une offre incroyable d'activités et de sorties en famille ou entre amis, saut en parachute, partie de pêche ou séjour cocooning ….. ?
Laissez-vous surprendre et faites-vous plaisir !
Infos, programme et 5000 entrées offertes sur parcexpo.fr !

Spot 2 :

Envie de découvrir de nouvelles saveurs ?
Rendez-vous au salon **FestiVitas du 2 au 4 février au Parc Expo de Mulhouse**
Plutôt bière ou plutôt vins ?
Plutôt resto avec langouste ou pique-nique gourmand ?
On vous a dénicher une incroyable sélection des meilleurs produits locaux et étrangers !
Laissez-vous surprendre et faites-vous plaisir !
Infos, programme et 5000 entrées offertes sur parcexpo.fr !
Mention > l'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.

Digital et réseaux sociaux

- Envoi de 4 newsletters dédiées à l'événement aux 160 000 abonnées de la lettre info Parc Expo.
- 20 Publications et story sur facebook et instagram ayant engendrées 106 523 vues
- Pub digitale sur google pendant 3 semaines en amont et pendant l'événement
- Campagne digitale depuis les sites web du groupe Ebra + visibilité sur d'autres sites internet d'envergure nationale sur les thématiques du voyage, de la gastronomie et des vins
- Présence dans la newsletter du JDS

Annexe 3.2 Plan de communication Extérieurs & Jardin 2024



Affichage

- 62 affiches 12m²
- 79 affiches 8m²
- 26 affiches 4m²
- 3 faces réseau digital situées dans l'agglomération mulhousienne

Presse

L'Alsace : 5 encarts pub
DNA : 2 encarts pub
L'Est Républicain : 2 encarts pub
JDS : 1 encart pub

Radio

Diffusion de 60 spots sur France Bleu Alsace et Nostalgie Mulhouse

Spot

Préparez le printemps au Salon Extérieurs & Jardin du 8 au 10 mars au Parc Expo de Mulhouse

- Plongez dans l'univers du jardin
- Découvrez le grand marché aux plantes
- Choisissez votre aménagement et votre décoration
- Et profitez de 10 animations et ateliers

Extérieurs & Jardin du 8 au 10 mars au Parc Expo de Mulhouse
Programme et invitations sur parcexpo.fr

Digital et réseaux sociaux

- Envoi de 4 newsletters dédiées à l'événement aux 160 000 abonnées de la lettre info Parc Expo.
- 35 Publications et story sur Facebook et Instagram ayant engendrées 96 787 vues
- Pub digitale sur google pendant 3 semaines en amont et pendant l'événement
- Campagne digitale depuis les sites web du groupe Ebra + visibilité sur d'autres sites internet d'envergure nationale sur les thématiques du jardin et de l'aménagement extérieur
- Présence dans la newsletter du JDS

Annexe 3.3 Plan de communication Salon Immobilier 2024



Affichage

- 59 affiches 8m^2
- 36 affiches 4m^2

Presse

L'Alsace : 3 encarts pub

Radio

Diffusion de 60 spots sur RTL2 Mulhouse

Spot

Spot 1 :

Découvrez les offres et conseils des professionnels de l'immo !
Rendez-vous au salon de l'Immobilier de Mulhouse les 23 et 24 mars pour trouver le bien de vos rêves.
Le salon de l'immobilier, les 23 et 24 mars, de 10 h à 18 h au Parc Expo de Mulhouse.
Entrée Gratuite - Infos sur parcexpo.fr

Digital et réseaux sociaux

- Envoi de 2 newsletters dédiées à l'événement aux 190 000 abonnées de la lettre info Parc Expo.
- 3 Publications et story sur Facebook et Instagram ayant engendrées 160 417 vues
- Pub digitale sur google pendant 3 semaines en amont et pendant l'événement

Annexe 3.4 Plan de communication Foire de Mulhouse 2024



Affichage

- 197 affiches 8m²
- 42 affiches 4m²
- 80 affiches 2m²
- 85 faces réseau digital ville de Mulhouse
- 3 faces réseau digital situées dans l'agglomération mulhousienne
- 145 petits panneaux implantés dans les villages du sud Alsace

Presse

L'Alsace : 9 encarts pub
DNA : 3 encarts pub
L'Est Républicain : 6 encarts pub
L'Ami Hebdo : 1 encart pub
JDS : couverture du magazine de mai 2024

Radio

Diffusion de 320 spots sur RTL2 Mulhouse, DKL, Cerise FM, France Bleu Alsace et France Bleu Belfort/Montbéliard
Interviews sur France Bleu Alsace, RTL2 et DKL

Spot

Spot 1 :
La Foire de Mulhouse vous attend sous le soleil du Mexique.
Faites-vous plaisir avec un programme pimenté :

- 3 expositions de folie sur la déco, l'automobile et l'art
- 4 animations à explorer, pour petits et grands, autour des sports, des animaux, des objets recyclés et des pompiers
- 1 Festival des Cocktails pour déguster, grignoter ou manger,
- **Et** 250 exposants pour faire le plein de bonnes affaires

La Foire de Mulhouse du 18 au 26 mai de 10h à 23h au **Parc expo de Mulhouse.**
Programme complet sur parcexpo.fr

Digital et réseaux sociaux

- Envoi de 8 newsletters dédiées à l'événement aux 190 000 abonnées de la lettre info Parc Expo.
- 151 contenus dont des publicité et publications boostées sur Facebook et Instagram
- Pub digitale sur google pendant 3 semaines en amont et pendant l'événement
- Création de contenus vidéos avec le JDS pour les réseaux sociaux du JDS et du Parc Expo de Mulhouse afin de développer la visibilité de l'événement

Annexe 3.5 Plan de communication Euro Supply Chain 2024



Presse régionale

L'Alsace / DNA : 1 corner
L'Alsace : 3 manchettes et 1 corner
L'Est Républicain : 1 manchette

Presse nationale et spécialisée

VoxLog : co-organisation et animation des plénières
Traces Ecrites : partenariat rédactionnel
Stratégie Logistique : partenariat rédactionnel (échange de pub)
Radio Supply Chain : échange de visibilité (diffusion d'une interview)
FAQ Logistique : échange de visibilité
GPO : partenariat rédactionnel + livraison de magazines
Tema Group - Transport et Logistique : partenariat rédactionnel + livraison de magazines (L'Officiel des Transporteurs)

Interviews organisées

Radio Supply Chain : Antonio Cardoso, avec Laurent Grain le 6/08

Achat d'espaces

Le Trois : Publi-rédac + utilisation de leur logo
Supply Chain Magazine : achat d'une pub et d'une bannière
JDE : achat d'une bannière

Autres contacts gérés

France Route : annonce dans rubrique agenda
Voxlog : annonce dans rubrique agenda
FAQS Logistique : annonce dans rubrique agenda
Supply Chain Village : annonce dans rubrique agenda

Présence sur salon ESC, le 11 juin

Journalistes présents (4)
Traces Ecrites : Christian ROBISCHON
L'Alsace : Laurent Bodin L'Officiel des
Transporteurs : Antoine Defeu
Le Journal des Entreprises : Fabrice Voné

Newsletters

13 envois auprès de fichiers ciblés de professionnels du transport et de la logistique

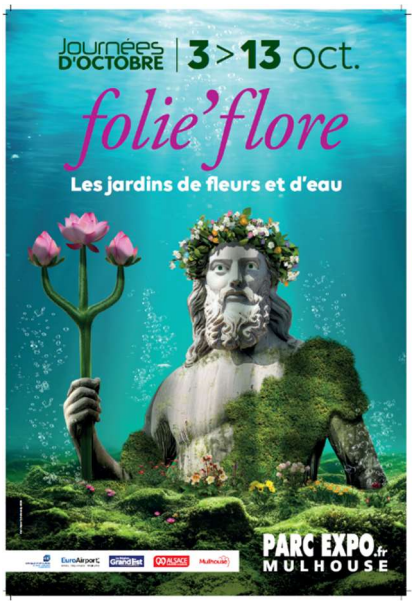
Communiqués rédigés et diffusés (6)

CP agenda (le 5/03)
CP hydrogène (le 8/04)
CP humain (6/04)
CP emballage durable (30/05)
CP invitation presse locale + annonces exposants (6/06)
CP Bilan (20/06)

Autres contenus rédigés (3)

Texte pour rubrique agenda des partenaires médias
1 tribune libre pour **GPO** sur l'humain
1 publi-rédactionnel pour **Le Trois**
Prospects
Campagnes de communication via Meta et LinkedIn
Envoi d'invitations via les exposants et partenaires

Annexe 3.6 Plan de communication Journées d'octobre 2024



Affichage

- 75 affiches 12m²
- 237 affiches 8m²
- 57 affiches 4m²
- 3 faces réseau digital situées dans l'agglomération mulhousienne
- 120 petits panneaux implantés dans les villages du sud Alsace

Radio

Diffusion de 122 spots sur France Bleu Alsace, France Bleu Belfort/Montbéliard, DKL et Flor FM
Interviews sur France Bleu Alsace

SPOT 1

Vivez une expérience unique en visitant **Folie' flore du 3 au 13 octobre** au Parc Expo de Mulhouse.
Dès 10h le matin, le spectacle commence ! Venez admirer les jardins de Folie' Flore.
Découvrez les nouveautés des Journées d'Octobre tout en **profitant** des 28 restaurants et bars, des animations culinaires et florales ou encore des soirées DJ.
Les Journées d'Octobre et Folie' Flore**, l'événement floral et festif de l'automne,** du 3 au 13 octobre au Parc Expo de Mulhouse.

Programme et billetterie sur parcexpo.fr

Digital et réseaux sociaux

- Envoi de 6 newsletters dédiées à l'événement aux 190 000 abonnées de la lettre info Parc Expo.
- 139 publications et story sur Facebook et Instagram ayant entrainées 480 087 vues
- Pub digitale sur google pendant 7 semaines en amont et pendant l'événement
- Présence sur le site du JDS, dans leurs newsletters et sur leurs réseaux sociaux

Annexe 3.7 Plan de communication BE 5.0 2024



Presse régionale

Traces Ecrites : échange de visibilité annuel
Mensuel Grand Est : achat d'1 page de pub + annonce de l'évènement sur le site + bannière
Voisins Nachbarn : Visibilité
Le Trois : visibilité + livraison magazine + publireportage

Presse nationale

L'Usine Nouvelle : e – Newsletter (6 diffusions) + 1 méga bannière + exclu pub et organisation de l'événement Territoire et Industries sur le salon
Groupe Cimax : customisation d'espaces restauration et détente sur le salon + visibilité + distribution de cad-magazine sur le salon + vidéos
Le Monde de l'Industrie : échange de visibilité
GPO : échange de factures : visibilité + distribution de magazines +1/2 page de pub offerte

Digital et réseaux sociaux

- 42 000 abonnés sur la newsletter du salon
- Campagne LinkedIn avec 5 948 abonnés sur la page du salon
- 70 conférences, dont 1 126 visiteurs ont participé

Interviews

France 3 : Laurent Grain, le 12/13 et le 19/20
Mensuel du Grand – Est : Laurent Grain

Autres

Campagne de relations presse au niveau national qui a permis d'accueillir 11 journalistes le jour du salon

Annexe 3.8 Plan de communication SOREP 2024



Affichage :

- 1 Bâche sur la façade du parc
- 5000 guide et affiche sur tout le réseau de tram et de bus soléa

Digital et réseaux sociaux :

- Envoi d'1 newsletter dédiée à l'évènement
- Publications et story sur Facebook
- Présence sur le site internet et les réseaux sociaux de m2A

Annexe 4 : Statistiques informatiques

Fréquentation du site internet

Site parcexpo.fr

MOIS	VISITEURS UNIQUES	NB DE VISITES	NB DE PAGES VUES
Janv-24	12 135	15 108	56 235
Févr-24	32 547	63 779	227 035
Mars-24	29 688	67 697	230 270
Avr-24	42 299	140 337	436 038
Mai-24	46 325	173 812	579 277
Juin-24	23 938	162 932	640 059
Juil-24	13 998	115 344	742 890
Août-24	12 534	18 745	113 363
Sept-24	50 772	82 713	407 780
Oct-24	70 445	123 514	559 730
Nov-24	23 231	36 108	138 948
Déc-24	14 482	23 518	111 809

Site foiredemulhouse.fr

MOIS	VISITEURS UNIQUES	NB DE VISITES	NB DE PAGES VUES
Janv-24	511	667	16 490
Févr-24	2 275	3 109	59 117
Mars-24	2 816	3 843	65 801
Avr-24	11 133	15 389	84 178
Mai-24	28 448	43 129	140 307
Juin-24	2 840	4 064	63 345
Juil-24	4 122	6 244	69 354
Août-24	2 601	4 034	65 945
Sept-24	1 650	2 764	61 251
Oct-24	2 159	3 419	64 404
Nov-24	1 036	1 711	60 253
Déc-24	787	1 225	59 631

Site eurosupplychain.fr

MOIS	NB DE VISITES	NB DE PAGES VUES
Janv-24	624	2 636
Févr-24	909	4 963
Mars-24	1 455	6 602
Avr-24	3 662	15 196
Mai-24	5 408	37 429
Juin-24	5 914	41 930
Juil-24	388	1 459
Août-24	269	834
Sept-24	332	1 245
Oct-24	443	1 737
Nov-24	389	1 025
Déc-24	291	731

Site journees-octobre.fr

MOIS	VISITEURS UNIQUES	NB DE VISITES	NB DE PAGES VUES
Janv-24	335	450	820
Févr-24	1 150	1 593	2 883
Mars-24	1 256	1 843	3 150
Avr-24	1 310	1 778	3 095
Mai-24	1 513	2 065	3 802
Juin-24	1 639	2 262	4 861
Juil-24	1 534	2 144	5 160
Août-24	2 124	2 963	7 768
Sept-24	12 400	17 565	52 281
Oct-24	31 094	48 605	141 646
Nov-24	1 671	2 348	4 934
Déc-24	0	0	0

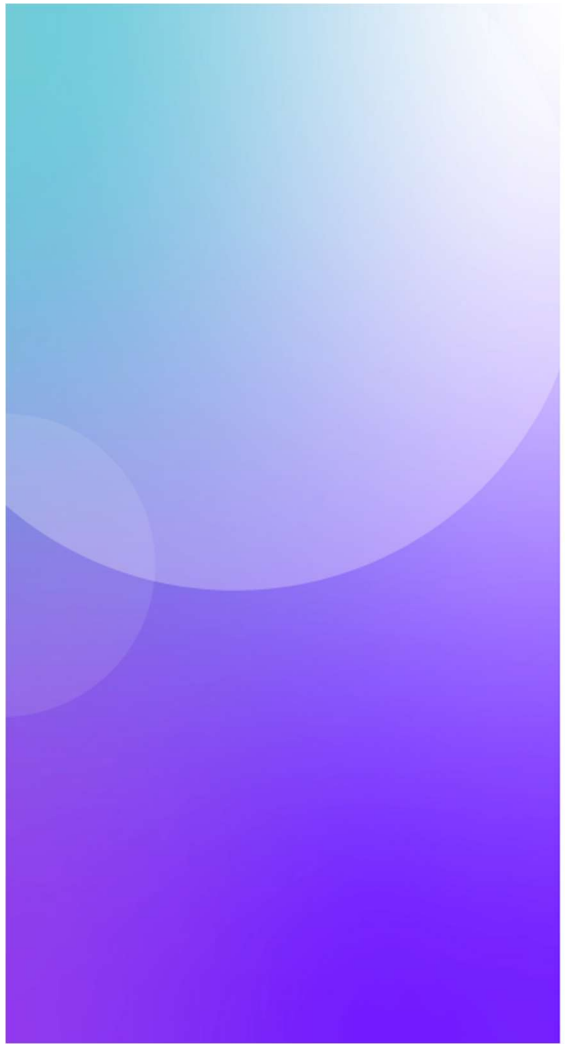
Site folieflore.fr

MOIS	VISITEURS UNIQUES	NB DE VISITES	NB DE PAGES VUES
Janv-24	510	656	1 232
Févr-24	1 697	2 408	4 650
Mars-24	1 807	2 574	5 868
Avr-24	1 909	2 539	5 690
Mai-24	2 138	2 872	6 909
Juin-24	3 334	4 424	15 965
Juil-24	2 394	3 352	12 570
Août-24	4 999	6 717	20 521
Sept-24	25 835	38 957	102 253
Oct-24	72 068	125 765	328 834
Nov-24	2 856	4 011	7 935
Déc-24	1 328	2 038	4 725

Site industriesdufutur.eu

MOIS	NB DE VISITES	NB DE PAGES VUES
Janv-24	1 135	8 896
Févr-24	1 005	8 174
Mars-24	890	4 553
Avr-24	759	4 727
Mai-24	732	4 951
Juin-24	1 129	12 015
Juil-24	2 901	14 610
Août-24	1 293	18 884
Sept-24	6 575	34 600
Oct-24	6 647	75 109
Nov-24	28 708	255 322
Déc-24	2 010	11 952

Annexe 5 : Bilan Communication Digitale Festivitas 2024



Contexte & Stratégie

- ✔ **Date de l'évènement : du 2 au 4 février 2024**

- ✔ **Lancement des Ads et budget**
  - Facebook : Lancement le 14/01. 2000€ de budget prévu, dépense réelle 1968€.
  - Google Ads : Lancement le 11.01. 1000€ de budget prévu, dépense réelle 938€
  - Linkedin Ads : Lancement le 18/01. 500€ de budget prévu, 501€ dépense réelle 501€

- ✔ Objectifs : générer des clics depuis le site de la billetterie
  - Tracking des clics vers la billetterie

Stratégie de préparation et prévisualisation des annonces :
https://docs.google.com/document/d/1dZfGK9SkT7hBTWD0K3-bxBRuNO_pTWPTtF0f_qYVSFY/edit

Reporting Facebook et Instagram Ads

- 2 audiences test : Intérêt tourisme et ciblage large sur les 2 zones géographiques
- 1 d'acquisition de nouveaux visiteurs et une de remarketing
- 1120222 personnes touchées 8920 visites vers les sites, 5549 personnes ont ensuite cliqué sur le bouton vers la Billetterie

Ensemble de publicités	Montant dépensé	Impressions	Couverture	Clics sur un lien	CPC (coût par clic sur un lien)	Résultats	Coût par résultat
Festivitas - Zone Belfort - ciblage large	95,19 €	34 587	14 163	313	0,30 €	166 [2] Inscription terminée...	0,57 € [2] Par inscription ter...
Festivitas - Zone Belfort - ciblage tourisme	637,02 €	273 015	42 653	2 037	0,31 €	1 009 [2] Inscription terminée...	0,63 € [2] Par inscription ter...
Festivitas - Mulhouse + Belfort - Remarketing Fans et visiteurs	252,48 €	124 532	25 404	1 443	0,17 €	1 004 [2] Inscription terminée...	0,25 € [2] Par inscription ter...
Festivitas - Zone mulhouse - ciblage tourisme	94,41 €	36 140	17 561	549	0,17 €	399 [2] Inscription terminée...	0,24 € [2] Par inscription ter...
Festivitas - Zone mulhouse - ciblage large	746,49 €	371 587	65 102	4 578	0,16 €	2 971 [2] Inscription terminée...	0,25 € [2] Par inscription ter...
Résultats de 5 ensembles de publicités	**1 825,59 €** Total dépensé	**839 861** Total	112 222 comptes de l'Espac...	**8 920** Total	**0,20 €** Par action	5 549 [2] Inscription terminée...	0,33 € [2] Par inscription ter...

Reporting Facebook et Instagram Ads

- 1 campagne d'interaction en complément qui a généré **6279 likes / commentaires / partages** sur les posts de page.
- 31 406 personnes touchées 650 visites vers les sites. 223 personnes ont ensuite cliqué sur le bouton "Billetterie"

Ensemble de publicités	Montant dépensé	Impressions	Couvertu	Clics sur un lien ↓	CPC (coût par clic sur un lien)	Interactions avec la publication	Coût par interaction avec la Page	Inscriptions terminées	Coût par inscription terminée
Audience Mulhouse et Belfort - Intera...	143,27 €	79 681	31 406	650	0,22 €	6 279	0,02 €	223 [2]	0,64 € [2]
Résultats pour 1 ensemble de publici...	**143,27 €** Total dépensé	**79 681** Total	**31 406** comptes de ...	**650** Total	**0,22 €** Par action	**6 279** Total	**0,02 €** Par action	**223** [2] Total	**0,64 €** [2] Par action

Reporting Google Ads

- Très bon résultats dans l'ensemble (coût par clic vers la billetterie à 0,96€)
- 369 317 impressions pour 5 506 clics vers le site Festivitas. Puis 982 clics vers la billetterie du site Parc Expo.
- Sur le Display, les conversions après affichage indiquent le nombre de personnes ayant cliqué sur billetterie après avoir vue une annonce Display mais sans cliquer sur celle-ci.
- Résultats principalement centralisés sur la campagne autour des mots-clés “Parc expo” et “festivitas”
- Même si le Display affiche un coût par conversion plus élevé cela reste une belle performance.

Campagne	Type de campagne	Coût	Impr.	Clics	CTR	CPC moy.	Conversions	Conv. après affichage	Coût/conv.	Taux de conv.
Festivitas 2024 - Display - Mulhouse	Display	317,51 €	207 481	1 230	0,59 %	0,26 €	160,26	70	1,98 €	13,03 %
Search - Parc Expo	Rechercher	308,55 €	5 937	3 412	57,47 %	0,09 €	705,72	0	0,44 €	20,68 %
Festivitas 2024 - Display - Belfort	Display	239,08 €	155 759	822	0,53 %	0,29 €	109,00	15	2,19 €	13,26 %
Search - Festivitas 2024 - Mots-clés Salon	Rechercher	73,81 €	140	42	30,00 %	1,76 €	8,00	0	9,23 €	19,05 %
Total		**938,95 €**	**369 317**	**5 506**	**1,49 %**	**0,17 €**	**982,99**	**85**	**0,96 €**	**17,85 %**

Reporting Linkedin Ads

- Coût par clic sur les annonces plutôt bon (2,74€ sur l'ads en visuel statique) par rapport à la moyenne sur Linkedin Ads.
- 16 818 impressions pour 160 clics vers le site Festivitas. Puis 61 clics vers la billetterie du site Parc Expo.
- Coût par conversion plus intéressant sur la campagne en visuel statique. (7,43€/clic vers la billetterie)
- Visibilité relativement onéreuse lorsque l'on compare à Facebook ads tout de même.

Nom de la campagne	Dépensé	Impressions	Clics	CTR moyen	CPC moyen	Conversions	Coût par conversion	Taux de conversion	Réactions
2 campagnes	501,85 €	16 818	160	0,95 %	3,14 €	61	8,23 €	38,13 %	25
Festivitas - Mulhouse Belfort - Image Ads ID : 285172844 · Visites du site web	356,60 €	13 528	130	0,96 %	2,74 €	48	7,43 €	36,92 %	19
Festivitas - Audience Mulhouse Belfort - Vidéos ads ID : 285332884 · Visites du site web	145,25 €	3 290	30	0,91 %	4,84 €	13	11,17 €	43,33 %	6

Annexe 6 : Bilan Communication Digitale Extérieurs & Jardin 2024

Contexte & Stratégie

- ✔ **Date de l'évènement : 8 au 10 mars 2024**
- ✔ **Google Ads : lancée le 28.02 et Facebook Ads le 24.02.2024**
  - Budget Facebook : 2200€. 2067€ dépensé réellement.
  - Budget Google Ads : 800€

Objectifs : Générer du trafic vers le site de l'évènement

Tracking : pas de tracking mis en place.

Document de préparation :

https://docs.google.com/document/d/1-AwM7nS8iKgNxS4rKRuuR1L30-IMxcvLYP5x59Xszd8/edit

Reporting Facebook et Instagram Ads

- 2 campagnes de trafic vers le site de l'évènement
- 1 campagnes de promotion de l'évènement facebook (1230 inscrits "je participe")
- 1 campagne d'interactions sur les posts de page

Au total 206 671 personnes touchées 10602 visites vers les sites.

Campagne ↑	Montant dépensé	Impressions	Couverture	Clics sur un lien	CPC (coût par clic sur un lien)	Réactions à des publications	Réponses aux évènements
Extérieur et Jardins - Interactions	581,07 €	254 045	101 052	1 456	0,40 €	1 574	–
Extérieurs et Jardin - Evènement Facebook	371,72 €	204 203	48 675	1 039	0,36 €	503	1 230
Extérieurs et Jardin - Trafic - Belfort	161,33 €	124 341	31 199	864	0,19 €	87	–
Extérieurs et Jardin - Trafic - Mulhouse	953,71 €	710 193	113 655	7 243	0,13 €	718	–
Résultats pour 4 campagnes ⓘ	**2 067,83 €** Total dépensé	**1 292 782** Total	**206 671** comptes de l'Espac...	**10 602** Total	**0,20 €** Par action	**2 882** Total	**1 230** Total

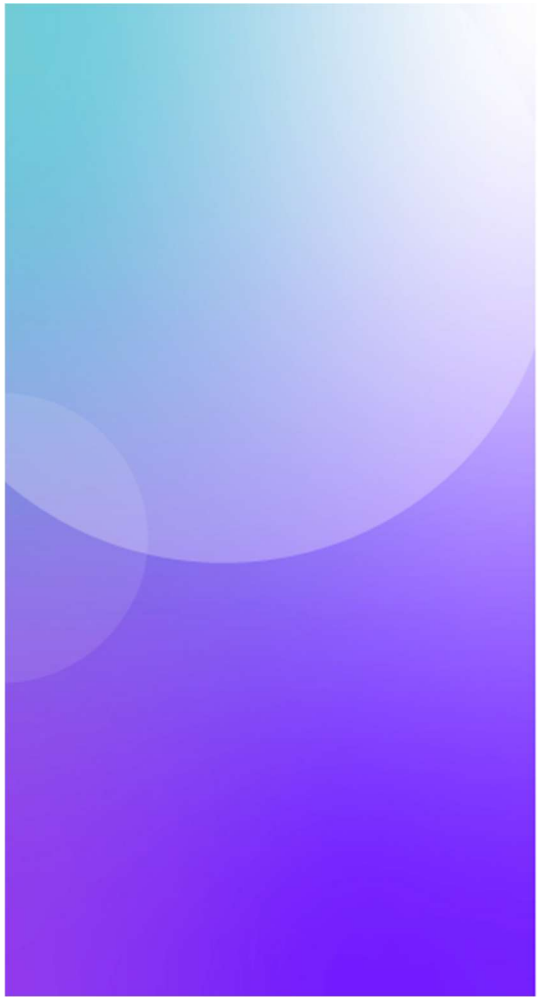
Reporting Google Ads

- 602 922 impressions pour 1346 clics vers le site web.

Campagne	Coût	Impr.	Clics	CTR	CPC moy.
Display - Mulhouse - Extérieurs et Jardin 2024	315,19 €	450 934	428	0,09 %	0,74 €
Search - Salon Extérieur et jardin	179,70 €	1 577	515	32,66 %	0,35 €
Display - Belfort - Extérieurs et Jardin 2024	106,52 €	149 750	145	0,10 %	0,73 €
Search - Parc Expo	84,38 €	661	258	39,03 %	0,33 €
Total	685,79 €	602 922	1 346	0,22 %	0,51 €

✔ Sur Google Ads les audiences Display (immo, maison, jardin, etc) présentent des résultats intéressants. Il s'agira de repartir sur les meilleurs audiences l'année prochaine en faisant un tri.

Annexe 7 : Bilan Communication Digitale Salon de l'Immobilier 2024



Contexte & Stratégie

- ✔ **Date de l'évènement : 23 et 24 mars 2024**
- ✔ **Lancement des Ads le 7 mars**
  - Budget Facebook : 1700 € (1840€ réellement dépensés)
  - Budget Google Ads : 800 € (591€ réellement dépensés)

Objectifs : Générer du trafic vers le site de l'évènement
https://immo.parcexpo.fr/

Tracking : pas de tracking mis en place.

Reporting Facebook et Instagram Ads

- 1 campagnes de trafic vers le site de l'évènement (Mulhouse + 30 km)
- 1 campagnes de promotion de l'évènement facebook (277 inscrits "je participe")
- 1 campagne d'interactions sur les posts de page

Au total 160 417 personnes touchées 7032 visites vers les sites.

Non/Oui	Campagne ↑	Montant dépensé	Impressions	Couverture	Clics sur un lien	CPC (coût par clic sur un lien)	Réactions à des publications	Réponses aux évènements
	Salon Immo 2024 - Trafic - Mulhouse	1 016,23 €	621 621	120 111	5 952	0,17 €	270	–
	Salon de L'immo 2024 - Evènement Facebook	252,70 €	105 255	27 427	317	0,80 €	144	277
	Salon de L'immo 2024 - Interactions	571,13 €	160 790	65 279	763	0,75 €	551	–
	Résultats pour 3 campagnes ⓘ	**1 840,06 €** Total dépensé	**887 666** Total	**160 417** comptes de l'Espace C...	**7 032** Total	**0,26 €** Par action	**965** Total	**277** Total

Reporting Google Ads

- 591€ de budget dépensé
- 624 992 impressions pour 695 clics vers le site web.

Campagne	↓ Coût	Clics	Impr.	CTR	CPC moy.
Display - Mulhouse - Salon Immo 2024	463,56 €	456	624 377	0,07 %	1,02 €
Search - Salon Immo 2024	116,74 €	124	381	32,55 %	0,94 €
Search - Parc Expo	11,58 €	115	234	49,15 %	0,10 €
Total	591,88 €	695	624 992	0,11 %	0,85 €

Annexe 8 : Bilan Communication Digitale Foire de Mulhouse 2024

Reporting Facebook et Instagram Ads

- 1 campagne “invitation maman”
- 1 campagne “inscription cocktail”
- 1 campagne d’interaction sur les posts
- 2 campagnes de trafic vers la billetterie (Happy Hour et billets payants)

Campagne	Montant dépensé	Impressions	Couverture	Clics sur un lien	CPC (coût par clic sur un lien)	Réactions à des publications
Foire de Mulhouse 2024 - Trafic Billetterie - Invitatio…	90,69 €	49 409	29 075	794	0,11 €	120
Foire de Mulhouse - Concours Cocktails	134,63 €	110 092	52 871	596	0,23 €	28
Foire de Mulhouse 2024 - Interactions	186,36 €	150 191	62 843	252	0,74 €	524
Foire de Mulhouse 2024 - Trafic Billetterie - Happy H…	634,50 €	659 893	153 141	14 461	0,04 €	1 000
Foire de Mulhouse 2024 - Trafic Billetterie	1 959,06 €	1 405 021	253 844	21 338	0,09 €	1 508
Interactions - Foire de Mulhouse	0,00 €	–	–	–	–	–
Campagne de Trafic Site web - Foire de mulhouse	0,00 €	–	–	–	–	–
Résultats pour 7 campagnes ⓘ	**3 005,24 €** Total dépensé	**2 374 606** Total	**318 805** comptes de l’Espace C…	**37 441** Total	**0,08 €** Par action	**3 180** Total

Reporting Google Ads

- 1 campagne Display avec annonce image + vidéo
- 1 campagne Search sur les mots-clés “parc expo”
- 1 campagne Search sur les mots-clés “foire de mulhouse”

Campagne	↓ Coût	Impr.	CPM visible moyen	Clics	CTR	CPC moy.	Tx d'impr. sur RR
Display - Foire de Mulhouse 2024	795,41 €	1 155 331	0,84 €	879	0,08 %	0,90 €	–
Search - Foire de mulhouse 2024	472,36 €	8 176	–	2 076	25,39 %	0,23 €	25,36 %
Search - Parc Expo	214,81 €	3 234	–	933	28,85 %	0,23 €	26,29 %
Total : Campagnes filtrées	1 482,58 €	1 166 741	0,84 €	3 888	0,33 %	0,38 €	25,61 %

Annexe 9 : Bilan Communication Digitale Euro Supply Chain 2024



Reporting Facebook et Instagram Ads

- 1 campagne de trafic sur le formulaire : https://www.eurosupplychain.fr/fr/registration/register
- 4 audiences par intérêts (ciblage différents)
- 114 246 personnes touchées et 2277 clics vers le site
- 110 inscrits (coût par inscription = 16,46€)

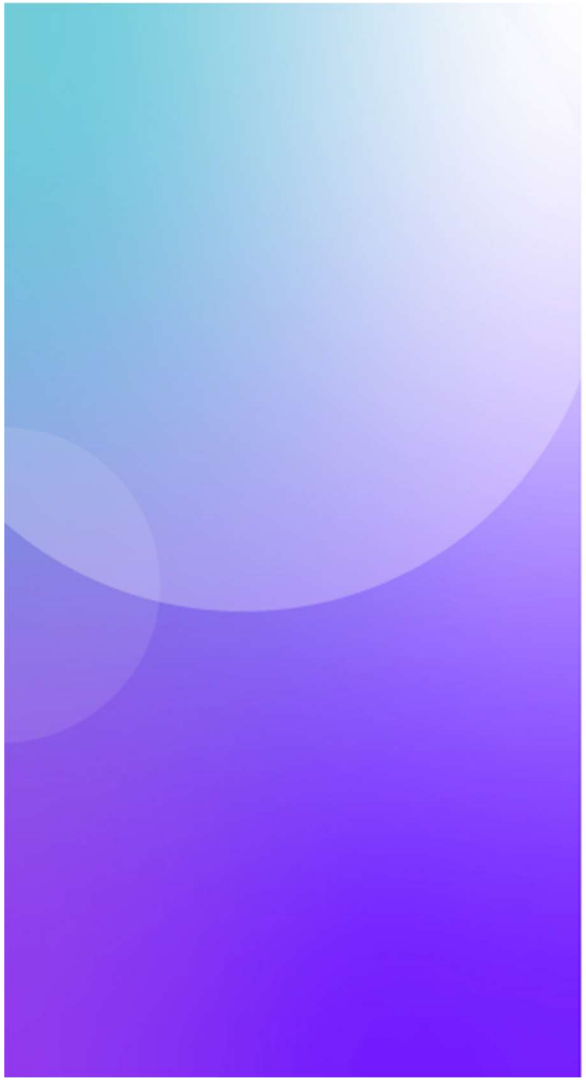
Ensemble de publicités	Impression	Couverture	Clics sortants	Coût par clic sortant	Réactions à des publications	Coût par Réactions	Montant dépensé	Résultats	Coût par résultat
Audience Large - 35 65ans - Mulhouse + 60 km	88 304	41 268	488	0,70 €	73	4,69	342,21 €	15 [2] Prospects sur le ...	22,81 € [2] Par prospect
Audience Transport - 30 65ans - Mulhouse + 60 km	182 197	74 706	939	0,74 €	129	5,40	696,18 €	46 [2] Prospects sur le ...	15,13 € [2] Par prospect
Audience Industries - 30 65ans - Mulhouse + 60 km	119 236	58 278	571	0,93 €	89	5,95	529,99 €	32 [2] Prospects sur le ...	16,56 € [2] Par prospect
Audience Logistique - 30 65ans - Mulhouse + 60 km	55 967	32 398	279	0,87 €	51	4,74	241,89 €	17 [2] Prospects sur le ...	14,23 € [2] Par prospect
Résultats de 4 ensembles de publicités	**445 704** Total	**114 246** comptes de l'E...	**2 277** Total	**0,80 €** Par action	**342** Total	**5,29**	**1 810,27 €** Total dépensé	**110** [2] Prospects sur le ...	**16,46 €** [2] Par prospect

Reporting Linkedin Ads

- 3 audiences
- On voit que la campagne vidéo n'a pas produit de très bon résultats (coût par clic trop élevé)
- Les autres campagnes présentent de bons résultats sur le coût par clics mais aucunes conversions n'a été enregistré
- **47836 impressions et 681 clics vers le site**

Nom de la campagne	Dépensé	Impressions	Clics	CTR moyen	CPC moyen	Réactions	Partages
3 campagnes	1048,88 €	77442	681	0,88 %	1,54 €	29	5
Trafic - images fixes - ESC 2024 ID : 306757614 · Sponsored Content	331,27 €	22717	211	0,93 %	1,57 €	3	0
Trafic - vidéos - Inscription ESC 2024 ID : 306786334 · Sponsored Content	204,27 €	6889	48	0,7 %	4,26 €	10	2
Notoriété - Vidéo Ads - ESC 2024 ID : 306786624 · Sponsored Content	513,34 €	47836	422	0,88 %	1,22 €	16	3

Annexe 10 : Bilan Communication Journées d'Octobre 2024



Contexte & Stratégie

✔ **Date de l'évènement : Du 3 au 13 octobre 2024**

✔ **Lancement des Ads le 30 août jusqu'au 13 octobre**

- Budget Facebook : 11 500€ (dépense réelle 11 740€)
- Budget Google Ads : 2000 € (dépense réelle 2 067€)

✔ **Objectifs et tracking**

- Première phase : redirection directe vers la boutique
- Deuxième phase : redirection vers le site FF et Tracking des clics vers la billetterie sur les sites des évènements (comme l'année précédente)

Document de préparation (stratégie, ciblage, contenus):
https://docs.google.com/document/d/1uvRCQvLusOv7Rp4ak3bROLrVtNi8PaCnhpS4zRzSkWA/edit?tab=t.0#heading=h.y77jr3o4p6mr

Reporting Facebook et Instagram Ads

- 3 campagnes de conversions visant le trafic vers la boutique puis en phase 2 vers le site FF

- 576 926 personnes touchées
- 53 057 visites vers les sites.
- 36 564 personnes ont vu la page “Billetterie”

Ensemble de publicités	Montant dépensé	Impressions	Couverture	Clics sur un lien	CPC (coût par clic sur un lien)	Réactions à des publication	Résultats	Coût par résultat
Journées d'octobre 2024 - V2 - Suisse	1 515,52 €	127 157	28 513	1 770	0,86 €	143	280 [2] Prospects sur le ...	5,41 € [2] Par prospect
Journées d'octobre 2024 - V2 - Allemagne	1 508,50 €	166 399	35 484	2 478	0,61 €	180	287 [2] Prospects sur le ...	5,26 € [2] Par prospect
Journées d'octobre 2024 - V2 - Zone 3 Strasbourg	1 201,54 €	455 996	90 621	5 003	0,24 €	916	1 473 [2] Prospects sur le ...	0,82 € [2] Par prospect
Journées d'octobre 2024 - V2 - Zone 1 Mulhouse	844,10 €	382 015	57 165	4 777	0,18 €	1 596	2 420 [2] Prospects sur le ...	0,35 € [2] Par prospect
Journées d'octobre 2024 - V2 - Zone 2 Belfort Colmar	1 838,36 €	786 260	106 978	9 981	0,18 €	2 425	4 559 [2] Prospects sur le ...	0,40 € [2] Par prospect
Audience Zones 1,2, 3 - interactions	183,54 €	190 358	71 767	1 503	0,12 €	1 268	73 267 Interactions avec la ...	0,003 € Par engagement av...
Journées d'octobre 2024 - trafic - Suisse	1 013,81 €	183 015	47 518	1 684	0,60 €	113	1 684 Clics sur un lien	0,60 € Par clic sur un lien
Journées d'octobre 2024 - trafic - Allemagne	1 023,82 €	201 674	44 599	2 156	0,47 €	118	2 156 Clics sur un lien	0,47 € Par clic sur un lien
Journées d'octobre 2024 - trafic - Zone 3 Strasbourg	780,73 €	485 253	149 422	5 777	0,14 €	679	5 777 Clics sur un lien	0,14 € Par clic sur un lien
Journées d'octobre 2024 - trafic - Zone 2 Belfort Col...	1 157,34 €	690 805	131 614	10 294	0,11 €	2 044	10 294 Clics sur un lien	0,11 € Par clic sur un lien
Journées d'octobre 2024 - trafic - Zone 1 Mulhouse ...	671,50 €	456 384	96 788	7 634	0,09 €	1 986	7 634 Clics sur un lien	0,09 € Par clic sur un lien
Résultats de 11 ensembles de publicités	**11 738,76 €** Total dépensé	**4 125 316** Total	**576 926** comptes de l'Esp...	**53 057** Total	**0,22 €** Par action	**11 468** Total	– Plusieurs conversio...	– Plusieurs conversio...

Conclusions Facebook Ads

- ✔ Résultats excellents
  - Coût par visite très faible
  - Important nombre de clic vers la billetterie
  - Contenus vidéos performants
  - Détails des résultats par zone :
    - Zone 1 : 0,35€ par clic vers la billetterie (contre 0,26 en 2023)
    - Zone 2 : 0,40€ (contre 0,2 en 2023)
    - Zone 3 : 0,82€ (contre 0,23€ en 2023)
    - Allemagne : 5,26€
    - Suisse : 5,41€

L'augmentation du prix du clic vers la billetterie est lié au budget dépensé plus important. C'est une conséquence normale, plus on dépense, et plus il est difficile de toucher des personnes réellement intéressées.

Reporting Google Ads

- 2023 :
  - 3000€ de dépenses
  - 1200 000 impressions pour 42628 clics vers vos sites.
  - 16 344 clics vers la billetterie du site Parc Expo. (coût par visite = 0,18€)

- 2024 :
  - 2000€ de dépenses
  - 1 700 000 impressions
  - 8500 clics vers la billetterie (coût par visite = 0,23€)

Résultats cohérents et relativement similaires relativement au budget dépensé en baisse.

Malgré un nombre d'impressions en hausse.

Annexe 11 : Bilan Communication BE 5.0 2024

Contexte & Stratégie

- ✔ Objectifs : visibilité et inscription à l'évènement
- ✔ **Budgets et leviers utilisés**
  - Budget Linkedin Ads : 2500€ prévu initialement. 2450€ dépensés
  - Budget Google Ads : 1700 € prévu initialement. 1293€ dépensés
  - Budget Meta Ads : 500€ prévu initialement. 1537€ dépensés

- ✔ **Tracking :** les inscriptions sont bien suivi (pour les données dans les managers de pub)
- ✔ **Les UTM ont été utilisées** Le site internet permet un suivi des UTM en back-office.

Document de préparation avec toutes les infos et preview d'annonces :
https://docs.google.com/document/d/1JBnXhS_B3EViL3lDnAmxZWhqUtnKBZWQ9ZAoie6leo8/edit?tab=t.0

Reporting Linkedin Ads

- 2449€ pour 243139 impressions et 1005 clics vers le site.
- Résultats : 160 inscriptions sur le site web (coût par inscrit de 15€)
- Résultats moins bons que l'année dernière (le coût par inscrits était de 8€)

Nom du groupe de campagnes	Dépensé	Impressions	Clics	CTR moyen	Enchère	CPM moyen	CPC moyen	Conversions	Coût par conversion
14 groupes de campagnes	2 449,27 €	243 139	1 005	0,41 %	-	10,07 €	2,44 €	160	15,31 €
Salon BE 5.0 2024 - Trafic site web ID : 716120976 • Visites du site web	1 154,32 €	89 489	567	0,63 %	Diffusion maximale	12,90 €	2,04 €	74	15,60 €
Salon BE 5.0 2024 - Vue Vidéo ID : 713409646 • Vues de vidéo	1 011,37 €	122 183	241	0,2 %	Diffusion maximale	8,28 €	4,20 €	67	15,10 €
Salon BE 2024 - conversion site web ID : 716427206 • Conversions de site web	144,49 €	8 920	62	0,7 %	Diffusion maximale	16,20 €	2,33 €	16	9,03 €
Salon BE 2024 - Notoriété - images Ads ID : 716614666 • Notoriété de la marque	139,09 €	22 547	135	0,6 %	Diffusion maximale	6,17 €	1,03 €	3	46,36 €

Reporting Google Ads

- De bons résultats dans l'ensemble grâce au Search mais la campagne Display n'a pas généré beaucoup d'inscrits comme l'année dernière.

Campagne	État de la campagne	Type de campagne	Clics	Impr.	CTR	CPC moy.	Coût	% impr. (1re pos. abs.)	% impr. (1re pos.)	Conversions	Conv. après affichage	Coût/conv.
Display - Salon BE 5.0 - 2024	Mise en veille	Display	283	968 562	0,03 %	1,50 €	423,73 €	0,00 %	0,00 %	1,00	0	423,73 €
Display - Salon BE 5.0 - 2024 - zone mulhouse	Mise en veille	Display	314	928 970	0,03 %	1,34 €	420,13 €	0,00 %	0,00 %	0,00	0	0,00 €
Search - Salon BE 5.0 2024	Mise en veille	Rechercher	1 512	3 258	46,41 %	0,23 €	354,07 €	77,62 %	90,24 %	260,00	0	1,36 €
Search - Parc Expo Salon BE 5.0 - 2024	Mise en veille	Rechercher	57	125	45,60 %	0,81 €	46,17 €	95,20 %	98,40 %	10,00	0	4,62 €
Total			**2 166**	**1 900 915**	**0,11 %**	**0,57 €**	**1 244,10 €**	**78,27 %**	**90,54 %**	**271,00**	**0**	**4,59 €**

Reporting Meta Ads

- De très bon résultats !

Montant dépensé	Impressions	Couvertur	Clics sur un lien	CPC (coût par clic sur un lien)	Réactic à des...	Résultats	Coût par résultat
36,97 €	38 312	15 482	220	0,17 €	24	220 Clics sur un lien	0,17 € Par clic sur un lien
18,20 €	47 216	15 031	106	0,17 €	16	106 Clics sur un lien	0,17 € Par clic sur un lien
1 421,90 €	388 706	70 298	1 950	0,73 €	365	283 [2] Inscription termi...	5,02 € [2] Par inscription t...
60,25 €	24 909	11 625	183	0,33 €	63	9 [2] Inscription termi...	6,69 € [2] Par inscription t...
1 537,32 € Total dépensé	499 143 Total	87 656 comptes de l'...	2 459 Total	0,63 € Par action	468 Total	— Plusieurs conversi...	— Plusieurs conversi...

Journées d'Octobre 2024 - Exposants

#2

TERMINÉ

Collecteur : Email Invitation 1 (Email)
Commencé le : jeudi 17 octobre 2024 14:06:13
Dernière modification le : jeudi 17 octobre 2024 14:09:15
Temps passé : 00:03:01
Adresse email :
Adresse IP : 217.128.66.231

Page 1: Votre avis nous intéresse !

Q1

Votre raison sociale

Q2

Votre Nom

Q3

Votre secteur

Q4

Comment évaluez-vous votre contact avec le commercial du Parc Expo (disponibilité, réactivité, réponses à vos interrogations) ?

Q5

Comment évaluez-vous l'accueil administratif ?

Q6

Comment évaluez-vous l'organisation du montage ?

Annexe 12 : Fiche d'évaluation d'un salon organisé par Mulhouse Expo

Journées d'Octobre 2024 - Exposants

Q7

Comment évaluez-vous l'organisation du démontage ?

Q8

Comment évaluez-vous l'emplacement de votre stand ?

Q9

Comment évaluez-vous la restauration sur le salon ?

Q10

Comment évaluez-vous la qualité des visiteurs ?

Q11

Comment évaluez-vous la qualité de la communication ?

Q12

Comment évaluez-vous la qualité de la signalétique ?

Q13

Comment évaluez-vous la qualité des animations ?

Q14

Comment évaluez-vous la qualité du show floral ?

Journées d'Octobre 2024 - Exposants

Q15

Comment évaluez-vous l'aménagement et les décors de la nouvelle halle (Village du Jardin et Village des Boutiques) ?

Q16

Pensez-vous participer à la prochaine édition des Journées d'Octobre en 2025 ?

Page 2

Q17

Qu'allez-vous proposer sur votre stand pour fêter les 25 ans de Folie'Flore en 2025 ?

Q18

Faites-nous part de vos suggestions et observations

Annexe 13 : Fiche d'évaluation d'un événement organisé par un client extérieur

PARC EXPO.fr
MULHOUSE

APPRECIATIONS DE L'ORGANISATION DE VOTRE EVENEMENT AU PARC EXPO 2024

Nous souhaitons recueillir un certain nombre d'éléments relatifs à l'organisation de votre événement et les perspectives de développement. A cet effet, nous vous remercions de bien vouloir remplir cette fiche d'appréciations.

Dénomination de votre événement : .....

Dates : .....

Société : .....

Nom : .....**Qualité :** .....

Nombre de visiteurs accueillis : .....

	Très satisfaisant	Satisfaisant	Pas satisfaisant	Pas satisfaisant du tout
Commercial				
- Accueil commercial				
- Délai de réponse à vos demandes				
- Conseil et force de proposition				
- Suivi du dossier				
- Formulation de l'offre de service (envoi devis, contrat, facturation)				
Technique				
- Qualité des installations livrées				
- Réactivité de l'équipe technique				
Prestations annexes				
- Disponibilités du chargé de sécurité				
- Efficacité de la surveillance				
- Qualité du nettoyage				
Qualité de l'information fournie via :				
- Site internet et les réseaux sociaux				

Observations - Axes d'amélioration

.....
.....
.....

Date **Signature**

Fiche à remplir par l'organisateur
A retourner svp par mail administration.commerciale@parcexpo.fr

Annexe 14 : Résultats de l'évaluation des différentes manifestations

Festivitas 2024

Résultats enquête exposants

Questions	Très satisfait	Satisfait	Moyennement satisfait	Peu satisfait	Ne se prononce pas	Total
Commercial :						
Contact avec le commercial	69%	25%	4%	2%	0%	100%
Accueil administratif	58%	40%	2%	0%	0%	100%
Sous total	**64%**	**33%**	**3%**	**1%**	**0%**	**100%**
Technique :						
Organisation du montage	57%	39%	4%	0%	0%	100%
Organisation du démontage	56%	42%	2%		0%	100%
Emplacement du stand	46%	36%	14%	4%	0%	100%
Sous total	**53%**	**39%**	**7%**	**2%**	**0%**	**100%**
Manifestation :						
Offre des hôtels	41%	55%	3%	1%	0%	100%
Organisation des navettes	24%	66%	5%	5%	0%	100%
Restauration sur le salon	35%	56%	9%	0%	0%	100%
La qualité des visiteurs	33%	49%	15%	3%	0%	100%
La qualité de la communication	38%	49%	8%	5%	0%	100%
La qualité de la signalétique	31%	55%	10%	4%	0%	100%
La qualité des animations	34%	52%	12%	2%	0%	100%
Sous total	**33%**	**55%**	**10%**	**3%**	**0%**	**100%**
						0%
Sous total	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**100%**
Total	**37%**	**32%**	**5%**	**2%**	**0%**	**100%**

FESTIVITAS 2024	Oui	Non	Peut-être	Total
Participation en 2025	45%	11%	44%	100%

Extérieurs et Jardin 2024

Résultats enquête exposants

Questions	Très satisfait	Satisfait	Pas satisfait	Pas satisfait du tout	Ne se prononce pas	Total
Commercial :						
Contact avec le commercial	71%	29%	0%	0%	0%	100%
Accueil administratif	71%	29%	0%	0%	0%	100%
Sous total	**71%**	**29%**	**0%**	**0%**	**0%**	**100%**
Technique :						
Organisation du montage	58%	42%	0%	0%	0%	100%
Organisation du démontage	65%	35%	0%	0%	0%	100%
Emplacement du stand	58%	29%	10%	3%	0%	100%
Sous total	**60%**	**35%**	**3%**	**1%**	**0%**	**100%**
Manifestation :						
Restauration sur le salon	36%	48%	16%	0%	0%	100%
La qualité des visiteurs	45%	42%	13%	0%	0%	100%
La qualité de la communication	62%	35%	3%	0%	0%	100%
La qualité de la signalétique	52%	42%	6%	0%	0%	100%
La qualité des animations	32%	48%	17%	3%	0%	100%
Sous total	**45%**	**43%**	**11%**	**1%**	**0%**	**100%**
Total	**59%**	**36%**	**5%**	**1%**	**0%**	**100%**

Extérieurs et Jardin en 2024 :	Oui	Non	Peut-être	Total
Participation en 2025	74%	23%	3%	100%

Salon de l'Immobilier 2024

Résultats enquête exposants

Questions	Très satisfait	Satisfait	Moyennement satisfait	Peu satisfait	Ne se prononce pas	Total
Commercial :						
Contact avec le commercial	78%	22%	0%	0%	0%	100%
Accueil administratif	61%	39%	0%	0%	0%	100%
Sous total	**70%**	**31%**	**0%**	**0%**	**0%**	**100%**
Technique :						
Organisation du montage	39%	56%	5%	0%	0%	100%
Organisation du démontage	44%	33%	17%	6%	0%	100%
Emplacement du stand	50%	35%	7%	8%	0%	100%
Sous total	**44%**	**41%**	**10%**	**5%**	**0%**	**100%**
Manifestation :						
Restauration sur le salon	6%	28%	22%	44%	0%	100%
La qualité des visiteurs	33%	56%	6%	5%	0%	100%
La qualité de la communication	33%	39%	17%	11%	0%	100%
La qualité de la signalétique	28%	56%	6%	10%	0%	100%
La qualité des animations	17%	67%	11%	5%	0%	100%
Sous total	**23%**	**49%**	**12%**	**15%**	**0%**	**100%**
						0%
Sous total	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**100%**
Total	**34%**	**30%**	**6%**	**5%**	**0%**	**100%**

SALON DE L'IMMOBILIER 2024	Oui	Non	Peut-être	Total
Participation en 2025	83%	0%	17%	100%

Foire de Mulhouse 2024

Résultats enquête exposants

Questions	Très satisfait	Satisfait	Moyennement satisfait	Peu satisfait	Ne se prononce pas	Total
Commercial :						
Contact avec le commercial	63%	28%	6%	3%	0%	100%
Accueil administratif	58%	37%	3%	2%	0%	100%
Sous total	**61%**	**33%**	**5%**	**3%**	**0%**	**100%**
Technique :						
Organisation du montage	51%	42%	6%	1%	0%	100%
Organisation du démontage	41%	53%	5%	1%	0%	100%
Emplacement du stand	24%	52%	14%	10%	0%	100%
Sous total	**39%**	**49%**	**8%**	**4%**	**0%**	**100%**
Manifestation :						
Restauration sur le salon	17%	52%	25%	6%	0%	100%
La qualité des visiteurs	8%	42%	36%	14%	0%	100%
La qualité de la communication	21%	56%	14%	9%	0%	100%
La qualité de la signalétique	22%	51%	19%	8%	0%	100%
La qualité des animations	13%	42%	23%	22%	0%	100%
Sous total	**16%**	**49%**	**23%**	**12%**	**0%**	**100%**
						0%
Sous total	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**100%**
Total	**29%**	**33%**	**9%**	**5%**	**0%**	**100%**

FOIRE DE MULHOUSE 2024	Oui	Non	Peut-être	Total
Participation en 2025	56%	10%	34%	100%

Euro Supply Chain 2024

Résultats enquête exposants

Questions	Très satisfait	Satisfait	Moyennement satisfait	Peu satisfait	Très insatisfait	Ne se prononce pas	Total
Commercial :							
Contact avec le commercial	68%	11%	5%	5%	11%	0%	100%
Sous total	**68%**	**11%**	**5%**	**5%**	**11%**	**0%**	**100%**
Technique :							
Organisation du montage / démontage	58%	21%	5%	0%	0%	16%	100%
Emplacement du stand	42%	32%	16%	5%	0%	5%	100%
Sous total	**50%**	**26%**	**11%**	**3%**	**0%**	**11%**	**100%**
Manifestation :							
Plateforme web	36%	55%	9%	0%	0%	0%	100%
Utilisation de la plateforme web :							
Renseigner vos informations	50%	39%	11%	0%	0%	0%	100%
Editer votre badge	78%	22%	0%	0%	0%	0%	100%
Créer des rdv business	22%	22%	11%	6%	0%	39%	100%
Ajouter des collaborateurs	39%	50%	0%	0%	0%	11%	100%
Programme des conférences plénières	17%	28%	28%	6%	0%	22%	100%
Sous total	**40%**	**36%**	**10%**	**2%**	**0%**	**12%**	**100%**
Total	**53%**	**24%**	**9%**	**3%**	**4%**	**8%**	**100%**

Journées d'Octobre 2024

Résultats enquête exposants

Questions	Très satisfait	Satisfait	Moyennement satisfait	Peu satisfait	Ne se prononce pas	Total
Commercial :						
Contact avec le commercial	71%	25%	3%	1%	0%	100%
Accueil administratif	71%	27%	2%	0%	0%	100%
Sous total	**71%**	**26%**	**3%**	**1%**	**0%**	**100%**
Technique :						
Organisation du montage	59%	37%	2%	2%	0%	100%
Organisation du démontage	57%	36%	4%	3%	0%	100%
Emplacement du stand	43%	31%	14%	12%	0%	100%
Sous total	**53%**	**35%**	**7%**	**6%**	**0%**	**100%**
Manifestation :						
Restauration sur le salon	37%	51%	12%	0%	0%	100%
La qualité des visiteurs	25%	47%	21%	7%	0%	100%
La qualité de la communication	44%	45%	10%	1%	0%	100%
La qualité de la signalétique	29%	48%	14%	9%	0%	100%
La qualité des animations	25%	60%	12%	3%	0%	100%
Sous total	**32%**	**50%**	**14%**	**4%**	**0%**	**100%**
Folie'Flore :						
Avis sur le Show Folie'Flore	67%	31%	2%	0%	0%	100%
Sous total	**67%**	**31%**	**2%**	**0%**	**0%**	**100%**
Total	**56%**	**35%**	**6%**	**3%**	**0%**	**100%**

Les Journées d'Octobre en 2024 :	Oui	Non	Peut-être	Total
Participation en 2025	72%	5%	23%	100%

BE 5.0 2024

Résultats enquête exposants

Questions	Très satisfait	Satisfait	Neutre (ni satisfait ni insatisfait)	Insatisfait	Très insatisfait	Ne se prononce pas	Total
Commercial :							
Contact avec le commercial	56%	25%	11%	1%	7%	0%	100%
Sous total	**56%**	**25%**	**11%**	**1%**	**7%**	**0%**	**100%**
Technique :							
Organisation du montage / démontage	59%	27%	3%	0%	0%	11%	100%
Emplacement du stand	45%	33%	11%	8%	3%	0%	100%
Sous total	**52%**	**30%**	**7%**	**4%**	**1%**	**5%**	**100%**
Manifestation :							
Restauration	11%	26%	25%	18%	4%	16%	100%
Soirée Networking et privilège	45%	41%	14%	0%	0%	0%	100%
Plateforme web : facilité pour renseigner les infos	31%	48%	17%	4%	0%	0%	100%
Aisance plateforme web : éditer son badge	49%	30%	10%	3%	1%	6%	100%
Aisance plateforme web : créer des rdv b2b	61%	29%	7%	0%	1%	1%	100%
Aisance plateforme web : ajouter des collaborateurs	19%	17%	26%	1%	3%	33%	100%
Aisance plateforme web : qualité des espaces exposants en ligne	42%	28%	10%	1%	3%	16%	100%
Programme des conférences plénières	15%	37%	26%	0%	0%	22%	100%
Sous total	**34%**	**32%**	**17%**	**3%**	**2%**	**12%**	**100%**
Satisfaction globale							**0%**
Satisfaction sur l'édition 2024	28%	49%	22%	1%	0%	0%	**100%**
Sous total	**28%**	**49%**	**22%**	**1%**	**0%**	**0%**	**100%**
Total	**43%**	**34%**	**14%**	**3%**	**2%**	**4%**	**100%**

	Oui	Non	Peut-être	Total
Participation en 2025	49%	12%	40%	100%

Annexe 15 : Résultats de l'évaluation d'événements organisés par des clients extérieurs

LOCATION 2024

Résultats enquête clients

Questions	très Satisfait	Satisfait	pas Satisfait	pas Satisfait du tout	Ne se prononce pas	total
Commercial :						
Accueil commercial	81%	19%	0%	0%	0%	100%
Délai de réponse à vos demandes	85%	15%	0%	0%	0%	100%
Conseil et force de proposition	59%	41%	0%	0%	0%	100%
Suivi du dossier	85%	15%	0%	0%	0%	100%
Formulation de l'offre de service (envoi devis, contrat, facturation)	70%	30%	0%	0%	0%	100%
Sous total	**76%**	**24%**	**0%**	**0%**	**0%**	**100%**
Technique :						
Qualité des installations livrées	67%	30%	0%	0%	4%	100%
Réactivité de l'équipe technique	74%	22%	0%	0%	4%	100%
Sous total	**70%**	**26%**	**0%**	**0%**	**4%**	**100%**
Prestations annexes :						
Disponibilités du chargé de sécurité	67%	19%	11%	0%	4%	100%
Efficacité de la surveillance	56%	33%	0%	0%	11%	100%
Qualité du nettoyage	59%	26%	4%	0%	11%	100%
Sous total	**60%**	**26%**	**5%**	**0%**	**9%**	**100%**
Qualité de l'informations fournie via :						
Qualité de l'informations fournie via site internet reseaux sociaux	26%	44%	4%	0%	26%	100%
Sous total	**26%**	**44%**	**4%**	**0%**	**26%**	**100%**
Total	**58%**	**30%**	**2%**	**0%**	**10%**	**100%**

Annexe 16 : Contrôles périodiques effectués au 31/12/2024

Code du Travail et autre

	TYPE D'INSTALLATION	VERIFICATION REGLEMENTAIRE	AVANT DERNIERE VERIFICATION	DERNIERE VERIFICATION	VERIFICATEUR
1	ENGINS	6 MOIS PERSONNEOU ORGANISME AGREEE	CONTRAT SEMESTRIEL 2020	17/02/2025	ALTODIS
2	ESCBABEAU-ECHAFAUDAGE	ANNUEL	22/03/2022	04/09/2024	DISTEL
3	DEFIBRILATEUR	1 AN	21/06/2023	04/07/2024	BEST OF SANTE
4	EPI HARNAIS LIGNE DE VIE	ANNUEL	01/09/2023	07/11/2024	APAVE
5	PORTE HALL STOCKAGE	2/ANS	21/02/2024	04/11/2024	FV INDUSTRIE
6	LEGIONNELLOSE	1 AN	03/10/2020	07/02/2024	AXIMA
7	MOTEURS ET PALANS	1 AN	09/06/2022	20/08/2024	VERITAS
8	APPARAUX LEVAGE MANILLES ELINGUES PINCES A RAILS	1 AN	09/06/2022	20/08/2024	VERITAS

	TYPE D'INSTALLATION	VERIFICATION REGLEMENTAIRE	AVANT DERNIERE VERIFICATION	DERNIERE VERIFICATION	VERIFICATEUR
9	CLIMATISATION	1/ANS	23/04/2024	20/03/2025	SNOTEK
10	DERATISATION	6/ANS	19/12/2024	13/02/2025	ELIS PEST CONTROL
11	CURAGE/LEVE ENCRASSEMENT				
	BAC A GRAISSES	4/ANS		30/04/2024	SUEZ
	BAC A FECULES	4/ANS		30/04/2024	SUEZ
	AVALOIRS	AVANT ET APRES FK		05/09/2024	SUEZ
	CONTRÔLE PUITS PERDUS	AVANT ET APRES FK		05/09/2024	SUEZ
	CONTRÔLE REGARD ASSAINISSEMENT	1/ANS		05/09/2024	SUEZ
12	SERRURERIE	TOUS LES 15J			FLECK
13	ESPACE VERTS				
	ENTRETIEN ESPACE VERTS	3/ANS		26/04/2022	LES JARDINIERS
	DEMONTAGE CLOTURE	AVANT FE		01/08/2024	LES JARDINIERS
	DEMONTAGE CLOTURE	AVANT FK		01/08/2024	LES JARDINIERS
	REMONTAGE CLOTURE	APRES FK		31/08/2024	LES JARDINIERS
14	DENEIGEMENT			22/04/2024	HORTI SERVICE
15	ARMOIRE FROIDE	1/ANS	17/08/2023	12/12/2024	IDE FROID
16	CLOISONS MOBILE	1/AN	30/01/2024	17/12/2024	OFB
17	PORTAILS COULISSANTS BARRIERES	2/AN	15/09/2022	19/02/2025	AM

Assurance

	TYPE D'INSTALLATION	VERIFICATION REGLEMENTAIRE	AVANT DERNIERE VERIFICATION	DERNIERE VERIFICATION	VERIFICATEUR
1	SYSTÈME D'ALARME	2/ANS	CONTRAT SEMSTRIEL	30/10/2024	PERRIN
2	THERMOGRAPHIE INFRAROUGE Q19 INSTALLATION ELECTRIQUE Q18	1/ANS		11/10/2021 10/10/2024	APAVE
3	GAB CREDIT MUTUEL	1/ANS		14/01/2021	SICLI

Annexe 17 : Liste des entreprises chargées de la maintenance

Désignation	Titulaire
CONTRATS TRAITES EN COURS	
Vérification de l'installation électrique	APAVE
Vérification périodique des palans (mobile et fixe)	APAVE
Vérification périodique annuelle élingues et manilles	APAVE
Vérification périodique semestriel de 3 chariots élévateur	ALTODIS
Vérification périodique semestriel 3 nacelles	ALTODIS
Vérification de l'installation électrique FIM	APAVE
Vérification périodique annuelle harnais de sécurité	VERITAS n°6
Vérification périodique annuelle gradins (2u/an)	VERITAS n°7
Vérification de l'installation électrique JO	APAVE
Vérification périodique annuelle ouvrants désenfumage	APAVE
Vérification périodique triennale SSI	VERITAS
Vérification quinquennale de 2 paratonnerres	APAVE
Vérification périodique quinquennale asc+handicapé	VERITAS
Vérification périodique annuelle des installations gaz générales	APAVE
Vérification périodique annuelle des installations gaz cuisine	APAVE
Vérification annuelle des installations électriques par thermographie infrarouge s/91 armoires électriques	APAVE
Vérification de nos escabeaux, échelles et échafaudage	DISTEL
Ligne directe pompiers	SDIS
Maintenance groupe électrogène de secours	B.E.S
Maintenance source centralisée	LEGRAND
Maintenance extincteurs + RIA	DUBERNARD
Maintenance extincteurs de réserve	DUBERNARD
Maintenance ascenseur public A300 UHYD630	SCHINDLER
Maintenance tourniquets 1, 2 et 3	SCHINDLER
Maintenance monte-charge handicapés MH TABL. ELEV	SCHINDLER
Maintenance monte plat du vestiaire AKN 50kg	SCHINDLER
Maintenance porte automatique	AUTOMATISME MAINTENANCE
Maintenance CVC - contrat P2	AXIMA
Maintenance CVC - contrat P3	AXIMA
Maintenance extracteurs de drains - avenant contrat P2-P3	AXIMA
Maintenance climatisation des bureaux	COLOMBA
Régie assistance GTB	VIVALE
Maintenance contrat informatique + antivirus	OCI
Régie informatique	OCI
Maintenance détection incendie	SIEMENS
Télésurveillance + gestion alarme incendie	PERIN / OMNI
Maintenance détection anti-intrusion	PERIN / OMNI
Contrat de location d'1 bouteille de gaz poste à souder	SCHMERBER
Maintenance+ location nacelle Manitou 120AETJ3D +150 AETJ L	ALTODIS
Maintenance + location chariot électrique TOYOTA Manitou	ALTODIS
Maintenance chariot élévateur Toyota gaz et Electrique	ALTODIS
Maintenance balayeuse 1 + 2	SERVEN
Maintenance autolaveuse	SERVEN
Maintenance toiture	SMAC

Désignation	Titulaire
Dératisation	France SANITATION (HMS)
Maintenance aménagement extérieur espaces verts	LES JARDINIERS
Contrat de vérification des 300 serrures du site	FLECK Sécurité
Maintenance des 4 portes camion et portes sectionnelles stock	FLECK Sécurité
Maintenance du système de téléphonie PABX + abonnement tél fixe	ARS TELECOM
Maintenance du système WIFI	ORANGE
Hébergement noms de domaines- site- relai messagerie	OCI
Ligne internet pour le wifi	ORANGE
Ligne secours + liaison télésurveillance	ORANGE
Forfait téléphones portables	ORANGE
Liaison Gestion Technique de Bâtiment	GEN IP
Maintenance poste transfo	SCHNEIDER ELECTRIC
Abonnement télé suivi courbe de charge	EDF
Location du compteur d'arrivée gaz	GRDF
Maintenance sono	TOA / TSE
Maintenance sanitaires	ERCS
Maintenance conduits cheminées	AXIMA
Maintenance extraction cuisines1-2, office, catering	APTE
Maintenance extraction cuisine AZ	APTE
Maintenance équipement cuisine (AZ - office - restaurant)	TONELLO
Maintenance murs mobiles des halles	ACOPLAN
Maintenance murs mobiles salles de conférence	ACOPLAN
Entretien des parquets mezzanine	PARQUET SERVICE
Entretien des parquets salles de conférence	PARQUET SERVICE
Entretien des parquets restaurant	PARQUET SERVICE
Réseaux extérieurs et intérieurs (AEP EU EP EV EPT EPV)	SUEZ
Vidange bacs à graisse et séparateurs	SUEZ
Enlèvement des huiles alimentaires usagées	VEOLIA
Maintenance système de son et vote m2a	CBAF Ingénierie
Maintenance des volets de désenfumage manuels	DUBERNARD
Contrat assistance juridique	SVP
Contrat de location TPE	EURO INFORMATION
Maintenance + location machine à affranchir	DOC UP
Location Balance Machine à affranchir	DOC UP
Maintenance imprimantes C364	DYCTAL
Maintenance, assist. Logiciel (gsm, gps)	LENI
Maintenance, assist. Logiciel sage	ELCG
Contrat location maintenance véhicule de fonction	DIAC
Maintenance et accès serveur système de comptage des entrées	Technis
Maintenance et accès serveur main courante électronique	GardTech

Annexe 18 : Liste des investissements « Renouvellement / Maintenance »

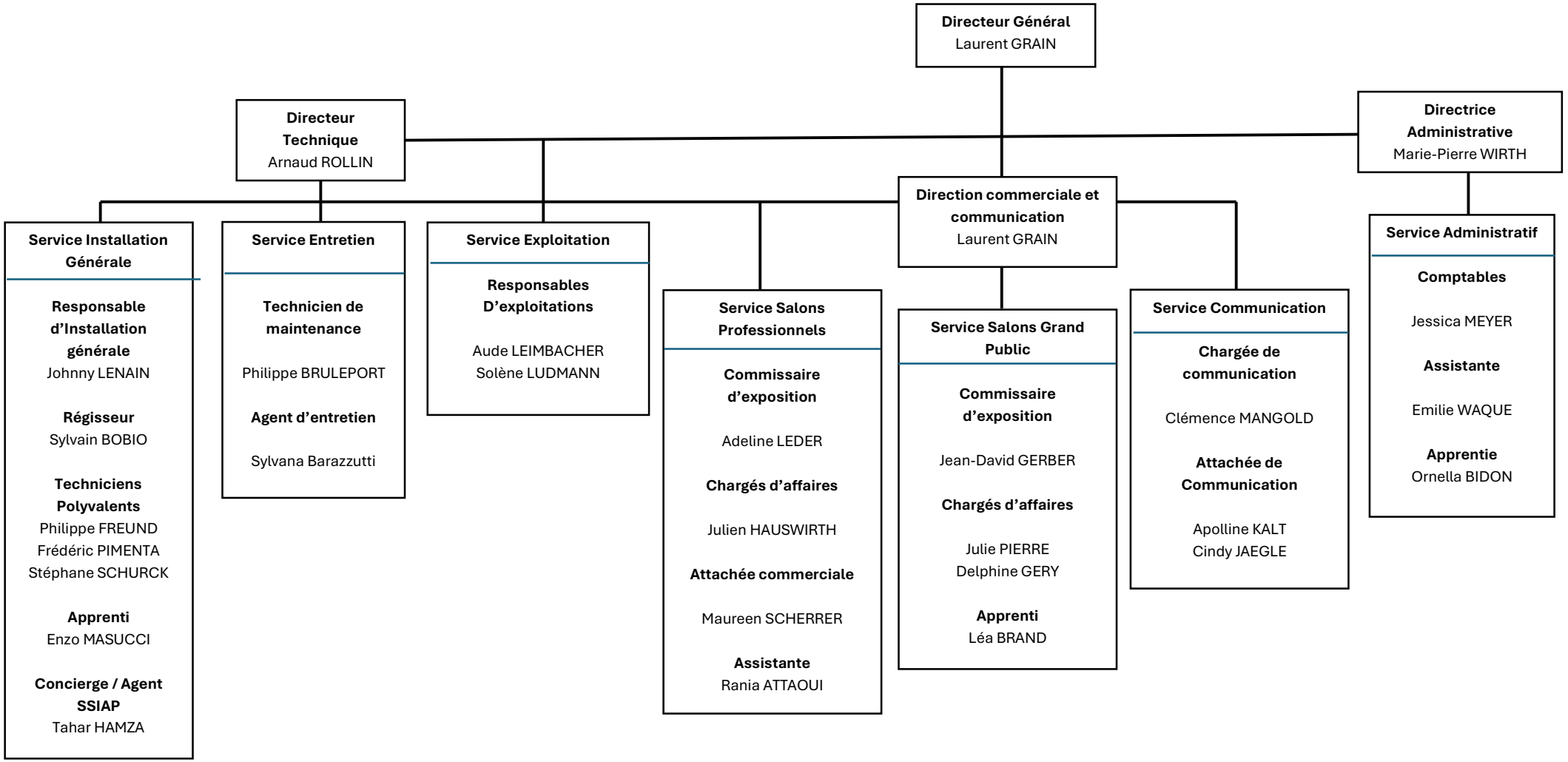
TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS ET DE RENOUVELLEMENT/MAINTENANCE A LA CHARGE DU DELEGATAIRE	Montant total réalisé au 31/12/24	Réalisé 2023	Réalisé 2024
Déplacement des mâts d'éclairage vers la façade	20 467 €		
Equipement scénique pour l'accrochage de lumières et de pont et passerelles	23 314 €		
Isolation et étanchéité du bâtiment	99 341 €		8 495 €
Installation d'un système de détection incendie dans le hall de stockage	- €		
Rajout d'une ligne d'extraction de hottes dans les halles	- €		
Mise en place de rideaux d'air chaud dans les sas des halles	36 490 €	3 965 €	
Amélioration de la signalétique et le marquage dans le bâtiment et sur le périmètre d'exploitation	30 593 €		12 132 €
Réparation de la clôture d'enceinte	4 212 €		4 212 €
Création d'un préau au droit des tourniquets pour protéger les clients	- €		
Aménagement du parvis	1 869 842 €	29 814 €	5 470 €
Projets développement Parc Expo	13 553 547 €	6 062 293 €	4 523 368 €
Projets Développement du PE	*- 225,00*		
Construction Halle 3000 Nord	*12 337 694,33*		
Mise en valeur de la façade	*674,22*		
Autonomie Hall 2000	*1 562,50*		
ZEE	*1 019 211,49*		
Toiture, (étanchéité, solaire …)	*-*		
Rénovation Ancienne halle RAB	*194 629,57*		
Rénovation bâtiment conférence	*-*		
SousTotal	**15 637 805 €**		
Dotation pour matériel	23 490 €		
Dotation pour matériel	549 343 €	50 920 €	87 797 €
TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT / MAINTENANCE A LA CHARGE DU DELEGATAIRE	Montant total réalisé au 31/12/24		
Provision reprise partielle de l'étanchéité et réfection des fixations	172 495 €	6 190 €	
Nettoyage et traitement du béton et des bardages des murs extérieurs	75 971 €		
Restauration intérieure de la salle Wasmer 4 (Restaurant)	32 285 €		2 560 €
Remise en état des locaux du laboratoire (cuisine)	35 995 €		
Remplacement des portes sectionnelles avec commande motorisée	81 084 €	38 725 €	42 359 €
Mise en place de lampes basse consommation dans halles	84 096 €		7 209 €
Sectorisation de l'éclairage des halles	3 852 €		3 852 €
Remplacement. des systèmes de roulement des cloisons mobiles des halles	28 910 €		
Remplacement des systèmes de roulement des cloisons des salles	20 145 €		
Remplacement des pare-soleils des bureaux	17 653 €	665 €	14 129 €
Poursuite de la mise en conformité des inst. électr. des halles	200 651 €	20 078 €	16 054 €
Remplacement de la centrale de détection intrusion	29 451 €		15 406 €

TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS ET DE RENOUVELLEMENT/MAINTENANCE A LA CHARGE DU DELEGATAIRE	Montant total réalisé au 31/12/24	Réalisé 2023	Réalisé 2024
Remplacement des détecteurs anti-intrusion	- €		
Remplacement de la centrale incendie	226 419 €		
Remplacement des détecteurs incendie	- €		
Remplacement des portes "issues de secours" dans les halles	155 866 €		2 552 €
Report système de coupure de l'éclair. de sécurité dans le PC sécurité	- €		
Remplacement des tourniquets par des portes automatiques	210 059 €		91 276 €
Remplacement des chaudières	9 069 €	8 377 €	
Maintenance du système d'extraction des gazs du sol	4 187 €		
Rénovation des centrales de traitement d'air (chauff. des halles)	54 758 €	15 459 €	7 624 €
Remplacement des coffrets de distribution électrique extérieur	118 546 €	4 503 €	41 458 €
Maintenance des puits d'inflitration d'eaux pluviale	47 754 €		
Mise en place d'un système avec caméra	67 186 €	60 359 €	2 572 €
Mise aux normes handicapés	38 719 €		
Poursuite de la campagne de réfection du revêtement existant du parking de la cour intérieure	399 552 €		
Remplacement groupe froid	96 629 €		
Réparation des pare-soleils logement du gardien	4 340 €		
Rénovation de la dalle du hall de stockage	11 693 €		
Remplacement onduleur et éclairage de secours halle	23 815 €		
Amélioration de l'écoulement des puits des halles	110 339 €		63 113 €
Réaménagement hall de stockage (rayonnage et bureaux)	20 503 €	-233 €	
Mise aux normes des salles des conférences - 211068	103 634 €	8 913 €	6 516 €
Remplacement du système wifi (infrastructure courant faible - téléphonie)	95 998 €		
Mise en conformité des installations	24 278 €	21 608 €	2 670 €
Aménagement NHN	310 767 €		310 767 €
Travaux suite inondation galerie technique 6/1/2024	96 164 €		96 164 €
Accompagnement dans le suivi des travaux par un bureau d'étude	37 830 €		29 200 €
Total	**19 261 332 €**	**6 331 636 €**	**5 396 956 €**
Cumul des travaux et renouvellement		**13 864 377 €**	**19 261 332 €**

Montant investissement obligatoire		458 331	458 331
Montant investissement réalisé sur pg 6M		269 343	873 588
Solde		-188 988 €	415 257 €
Cumul des travaux réalisés sur pg 6M		4 834 197 €	5 707 785 €
Cumul investissement obligatoire 6M		5 083 338 €	5 541 669 €
Cumul Solde Travaux réalisés- invest obligatoire		**-249 140 €**	**166 116 €**
Investissement restant à faire sur 6M		**1 165 803 €**	**292 215 €**
Cumul des travaux réalisés APE		9 030 179 €	13 553 547 €

Annexe 19 : Inventaire au 31.12.2024

Annexe 20 : Organigramme de la société au 31/12/2024



Annexe 21 : Liste des sous-traitants

3D ECLAIRAGE	AXIMA CONCEPT	CLEAR CHANNEL	EMCH+BERGER
3MA GROUP	AZ RECEPTIONS	COLAS	ENDERLIN STORES
ABC ALSACE	BALDECK ET FILS	CONCILIUM	ENDESA GAZ
ABC EQUIPEMENT	BARRIERE JULIAN	CORPO ARTISANS FLEURISTES	ENGIE AXIMA
ACTUA S.A	BEAULIEU REAL	COVED	EQUIP'CITE
ADVEN AVOCATS	BES	CULTURESPACES	ERCS
AEA ARCHITECTES	BEST OF SANTE	DAHMS ELECTRONIC	ESC10
AGAPANTHE EVENTS	BIZNET AU CŒUR	DERCS	ESPACE DOLFUS ET NOACK
AGENCE COM'CHEZ VOUS	BLIND & ASSOCIES	DEYA SOLUTIONS	EURHODE BUSINESS SERVICES
AG2E	BRELET	DF TOURISM CONSULTING	EURO INFORMATION
AMIS DES SCIENCES DE LA TERRE	BRINGEL BERNARD	DIAC LOCATION	EUROPEENNE DE SON ET LUMIERE
ALITHY	BROBECKER	DISPANO	EVENT SYSTEM
ALPES CONTROLES	BSH	DISTEL	EXPO'STAT
ALTAIR CONSEIL FORMATION	BTP DISTRIBUTION	DNA	FACEBOOK IRELAND LIMITED
ALTINNOVA	BUBISUTTI	DOC UP	FEDERATION DES EPL
ALTODIS	BUREAU VERITAS	DOCHER LOIC	FELLER INDUSTRIES
AMAZON	CAD'INDUS	DOUBLET	FIDUCIAL BUREAUTIQUE
AMI DU PEUPLE HEBDO	CARBONE	DS DESIGN	FL STRUCTURE
ANTARGAZ	CARDALIS	DS IMPRESSION	FLIN CLAIRE
APAVE ALSACIENNE	CAVE VINICOLE EGUISHEIM	DUBERNARD	FLOR FM
APC FLECK	CBAF INGENIERIE	DYCTAL	FLORIS
ARCANES MINOTAURE	CCI SUD ALSACE MULHOUSE	EBRA MEDIAS	FONDASOL
ARS TELECOM	CE+ SERVICES	ECHAF SERVICE	FOUSSIER SAS
ASSISTEOS	CEGELEC	EDENRED France	FRAMATEC
ASS. JOURNEES D'OCTOBRE	CHRIST EMMANUEL	EDF	France SIGNALETIQUE SERVICES
AUTOMATISME MAINTENANCE	CIMAX	EDIMETA	FSC SERVICES
AVEYRON PHL	CKD	ELCG	FUTUR E MEDIA
ATELIER LYLI ROSE	CLARTEX	ELECTIS	FV INDUSTRIES
GALOPIN	JOURNAL SPECTACLES	M2A	PAYSAN DU HAUT-RHIN
GALOT	JUST1SENSE	MACK IMPRIMERIE	PBM EVENTS

GEN IP SOLUTIONS	J'OSE	MAINTENANCE AIR COMPRIME	PERIN SECURITE
GEST MAG	KAIROS FEDERMANN	MAITRE VALERIE GUEDJ	PIXEL 8
GHESQUIERE ELECTRICITE	KEOPS STUDIO	MANUPA	PORTALP
GIROD MEDIAS	KOHLER/SDMO	MANUTAN	PORTE QUINZE
GISSINGER PEPINIERES	KPA EST	MEDECINE DU TRAVAIL	POULAILLON
GOOGLE	LA MAISON DE CAROLINE	MEDEF	PRECONIS SECURITE
HAMEAUCITE	LA POSTE	MEDIT PRESSE	PRESSEBURO
HELORY AVOCATS	LABEAUNE JMC	METEO France	PREVELSIGNALISATION
HMS3D	LACOSTE DACTYL	MICHELSONNE	PRINT8
HOTEL KYRIAD	L'ALSACE LE PAYS	NEOLOC	PRO ELEC
HOTEL MERCURE	LAUGEL & RENOUARD	NESPRESSO	PRO EVOLUTION
IDE FROID	LE MONITEUR	OCI INFORMATIQUE	PRODISS
IEC VIDELIO	LE PANTOGRAPHE	OJS	PROVOST DISTRIBUTION
IGIENAIR	LEGRAND ENERGIES	OLI & YOU	PUBLIMAT
IMAEE	LENI	ONESS	QUALICONSULT
INAPA	LEPERCQ-ORY	OPLA TELECOM	QUIETUDE SECURITE
INFINITE SQUARE	LES JARDINIERS	OPTICOM	RADIO France
INFOPRO - IPD	LIBRECOMME…	ORANGE BUSINESS	RAINBOW
INNOCENTI & MANGONI	LINDACHER MONIQUE	ORDILAND	REGIE NETWORKS
INTELLISPACE	LINGENHELD	ORIGIN	REGIE TECH
JARDIN CONTEMPORAIN	LINKEDIN	OSMOZ	RENT A CAR
JC DECAUX	LIZALA FREDERIC	OT DE MULHOUSE	REVUE FIDUCIAIRE
JFB HORTI SERVICES	LK SODAG	OTE INGENIERIE	RINDER
JK DECO	LM LILIAN MINOR	OTELIO	ROMAIN EHRET
JL KIMMERLIN	LOOMIS	OXEMIS	SACEM / SPRE
JME ELECTRONIC	LOOS	OXIALIVE	SAMSIC S.A.S
JOBSECU	LYCEE ROOSEVELT	PARQUET SERVICE	SCHINDLER
JOURNAL DES ENTREPRISES	LYCEE STORCK	PASCAL DAUDEY ANIMATIONS	SCHMERBER - PROLIANS
SCHNEIDER ELECTRIC	TISSERAND SERGE		
SCHOENIG DOMINIQUE	TNT EVENTS		
SCHUBLIN NICOLAS	TOTAL ENERGIES		
SEDOURAMANE HUGO	TRACES ECRITES		
SERUE INGENIERIE	TRACKFORCE		

SERVEN	TRAITEUR DE LA THUR
SIEMENS	TRAITEUR KESSLER
SMAC	TRAITEUR SIMON
SMITHERS OASIS France	TRANSPORT PORTMANN
SNCF	TRANSPORT TYM
SNOTEK	TSE SON & ECLAIRAGE
SOCOTEC	UNIMEV
SODEM SYSTEM	VALENTIN AUDIOVISUEL
SPE	VERLINGUE
STALDER / BRICOFER	VILLE DE MULHOUSE
STUDIO LA SOURCE HATTENBERGER	VINIDEES
SUEZ EAU France	VITRINES DE MULHOUSE
SURVEY MONKEY	VIVALE GTB
SVBOIS	VK DEVELOPPEMENT
SVP	VOGEL BUSINESS MEDIA
TANCRAY GARAGE	WPI CONSEIL
TASTE MICHEL	WURTH
TCMI JOKER DE LA ROUTE	WYBRECHT
TECHNIS	Y ORGANISATION
TEREVA	ZENNER DANIEL
TERTIO	
THE WIW	
THEVENET CONSULTANTS	
THIERRY MULLER	
TI MULHOUSE	

Annexe 22 : Compte d'exploitation (annexe 13 de la DSP)

Compte de résultat du service		12	13	14	15	16	17
		2019	2020	2021	2022	2023	2024
Total des produits du délégataire		5 790 276	2 827 120	4 399 382	5 405 272	5 988 240	6 901 183
Manifestations organisées par le délégataire		2 997 746	525 434	916 583	2 348 019	2 658 504	2 684 880
Manifestations agglomération et acteurs publics		1 376 819	1 408 569	1 438 528	1 509 132	1 579 166	1 760 335
Manifestations accueillies + de 2% du CA		153 622	51 209	377 867	388 207	311 026	625 995
Autres manifestations accueillies		640 117	353 979	285 803	567 512	654 210	684 132
Point d'Ex		20 557	20 623	0	0	0	0
Autres produits (1)		601 415	467 306	1 380 601	592 402	785 335	1 145 842
Total des charges du délégataire		5 701 998	3 230 030	3 299 009	5 915 052	5 976 447	6 539 139
Locations de matériels, petit équipement et stockage		323 381	44 182	93 237	396 998	173 059	263 432
Dont location du hall de stockage							
Communication et promotion		613 896	212 773	109 543	441 825	511 848	445 100
Montage, démontage, installations		628 954	299 780	343 312	948 653	768 532	813 390
Fluides, entretien, réparation et maintenance		666 952	438 763	434 854	528 138	669 330	614 239
Dont système de dépollution		12 960	12 960	12 960	12 960	12 960	12 960
Surveillance et nettoyage		239 798	76 723	85 562	244 099	255 270	373 004
Impôts et taxes		90 510	66 740	63 216	73 050	72 224	72 486
Charges administratives et diverses (2)		472 187	376 173	310 009	493 982	442 335	459 521
Personnel du délégataire		1 879 651	1 099 689	1 372 198	1 940 194	2 033 187	2 286 782
Dotations aux amortissements (3)		241 579	265 884	224 376	307 217	550 911	591 472
Amortissement du rachat des biens sur 10 ans		61 683	61 683	61 683	41 122		
Charges financières		309	0				82 863
Redevance versée à la collectivité		483 099	287 640	201 019	499 774	499 752	536 850
Dont redevance fixe		*312 435*	*210 808*	*103 217*	*344 479*	*330 188*	*350 392*
Dont redevance variable 3,2%	3,2%	*170 664*	*76 831*	*97 802*	*155 295*	*169 564*	*186 458*
Résultat avant IS		88 278	-402 909	1 100 373	-509 780	11 793	362 044
Impôts sur les bénéfices (IS)		17 439					
Résultat net après IS		70 839					

Annexe 23.1 : Comptes de résultats condensés 2019-2024

PRODUITS	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023	%	2024	%
Chiffre d'affaires HT	5 333 246	92%	2 403 666	85%	3 056 298	69%	4 852 975	90%	5 298 874	88%	5 826 798	84%
Autres produits,	402 676	7%	370 650	13%	1 292 215	29%	488 426	9%	522 426	9%	788 453	11%
Reprises, transferts de charges												
TOTAL des produits d'exploitation	5 735 922	99%	2 774 316	98%	4 348 513	99%	5 341 401	99%	5 821 300	97%	6 615 251	96%
Produits financiers	9 411	0%	7 960	0%	6 026	0%	8 325	0%	92 955	2%	128 190	2%
Produits exceptionnels	44 943	1%	44 843	2%	44 843	1%	55 545	1%	73 984	1%	157 742	2%
TOTAL des PRODUITS	5 790 276	100%	2 827 120	100%	4 399 382	100%	5 405 272	100%	5 988 240	100%	6 901 183	100%
CHARGES												
Achat marchandises et mat. premières		0%		0%		0%		0%		0%		0%
Charges externes	3 429 957	60%	1 747 581	54%	1 563 869	47%	3 545 943	54%	3 294 696	55%	3 517 244	54%
Impôts et taxes	90 510	2%	66 470	2%	63 216	2%	73 050	1%	72 224	1%	72 486	1%
Charges de personnel	1 812 179	32%	1 082 015	33%	1 356 702	41%	1 904 569	29%	1 997 196	33%	2 213 096	34%
DAP (amort+prov)	303 262	5%	327 567	10%	286 059	9%	348 339	5%	550 911	9%	591 472	9%
Autres charges d'exploitation	21 646	0%	5 885	0%	28 113	1%	39 302	1%	55 142	1%	47 487	1%
TOTAL des charges d'exploitation	**5 657 554**	**99%**	**3 229 518**	**100%**	**3 297 960**	**100%**	**5 911 202**	**90%**	**5 970 169**	**100%**	**6 441 784**	**99%**
Charges financières	309	0%	411	0%	1 049	0%	3 034	0%	3 253	0%	82 863	1%
Charges exceptionnelles	44 135	1%	100	0%	-	0%	815	0%	3 026	0%	14 492	0%
Impôts sur les bénéfices	17 439		-		-		-		-		-	
TOTAL des CHARGES	**5 719 437**	**100%**	**3 230 029**	**100%**	**3 299 009**	**100%**	**5 915 051**	**90%**	**5 976 448**	**100%**	**6 539 139**	**100%**

Annexe 23.2 : Comparaison des produits et des charges

PRODUITS	2024	%	2023	%	2022	%	2021	%	2020	%	2019	%
Manifestations commerciales	3 371 967	49%	3 087 544	52%	2 655 334	49%	1 310 394	30%	782 801	28%	3 192 483	55%
Activités locatives, réceptives	2 342 602	34%	2 137 515	36%	2 125 753	39%	1 674 497	38%	1 565 314	55%	2 079 186	36%
Spectacles	84 093	1%	45 678	1%	43 751	1%	43 270	1%	27 414	1%	33 440	1%
Autres produits (1)	1 102 522	16%	717 503	12%	580 433	11%	1 371 221	31%	451 591	16%	485 167	8%
TOTAL	6 901 183	100%	5 988 240	100%	5 405 271	100%	4 399 382	100%	2 827 120	100%	5 790 276	100%

(1) Redevance restaurant, refacturation de frais divers, autres produits d'exploitation, produits financiers et produits exceptionnels

CHARGES	2024	%	2023	%	2022	%	2021	%	2020	%	2019	%
Locations de matériels, petit équipement et stockage	263 432	4%	173 059	3%	396 998	7%	93 237	3%	44 182	1%	323 381	6%
Communication	445 100	7%	511 848	9%	441 825	7%	109 543	3%	212 773	7%	613 896	11%
Redevance m2A	536 850	8%	499 752	8%	499 774	8%	201 019	6%	287 640	9%	483 099	8%
Montage, démontage, installations	813 390	12%	768 532	13%	948 653	16%	343 312	10%	299 780	9%	628 954	11%
Fluides, entretien, réparation et maintenance	614 239	9%	669 330	11%	528 138	9%	434 854	13%	438 763	14%	666 952	12%
Surveillance et nettoyage	373 004	6%	255 270	4%	244 099	4%	85 562	3%	76 723	2%	239 798	4%
Charges administratives (1) et assurances	397 543	6%	380 914	6%	450 831	8%	280 846	9%	370 047	11%	406 406	7%
Total des charges externes	3 443 557	53%	3 258 705	55%	3 510 317	59%	1 548 374	47%	1 729 907	54%	3 362 486	59%

CHARGES	2024	%	2023	%	2022	%	2021	%	2020	%	2019	%
Personnel	2 286 782	35%	2 033 187	34%	1 940 194	33%	1 372 198	42%	1 099 689	34%	1 879 651	33%
Dotations aux amortissements et aux provisions (2)	591 472	9%	550 911	9%	348 339	6%	286 059	9%	327 567	10%	303 262	5%
Autres (3)	217 328	3%	133 645	2%	116 201	2%	92 379	3%	72 867	2%	156 600	3%
Impôts sur les bénéfices (IB)	-		-		-		-		-		17 439	
TOTAL	6 539 139	100%	5 976 447	100%	5 915 051	100%	3 299 009	100%	3 230 030	100%	5 719 438	100%
Résultat après IB	362044		11792		-509780		1100373		-402910		70838	

(1) Administration, honoraires et frais, déplacements et missions, divers
(2) y compris provisions pour risques et charges
(3) Impôts et taxes (hors IB), autres charges d'exploitation, charges financières et charges exceptionnelles

Annexe 23.3 : Soldes intermédiaires de gestion et de Capacité d'Autofinancement 2019-2024

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023	%
Ventes de marchandises	-	-	-	-	-	-	-	
Achats de marchandises	-	-	-	-	-	-	-	
Variation de stocks	-	-	-	-	-	-	-	
Coût d'achat marchandises	-	-	-	-	-	-	-	
MARGE COMMERCIALE(MC)	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Production vendue (Biens)	-	-	-	-	-	-	-	
Production vendue (Services)	**5 333 246**	**2 403 666**	**3 056 298**	**4 852 975**	**5 298 874**	**5 826 798**	**527 924**	**10%**
Production stockée							-	
Production immobilisée		48 765	66 446	46 333	45 879	125 888	**80 008**	
PRODUCTION TOTALE (P)	**5 333 246**	**2 452 431**	**3 122 744**	**4 899 308**	**5 344 753**	**5 952 686**	**607 933**	
CHIFFRE D'AFFAIRES	**5 333 246**	**2 403 666**	**3 056 298**	**4 852 975**	**5 298 874**	**5 826 798**	**527 924**	**10%**
Subvention d'exploitation (SE)	373 000	230 974	1 185 976	303 667	376 724	395 758	**19 034**	
TOTAL MC+P+SE	**5 706 246**	**2 683 405**	**4 308 721**	**5 202 975**	**5 721 478**	**6 348 444**	**626 966**	
Charges externes	3 429 957	1 747 581	1 563 869	3 545 943	3 294 696	3 517 244	**222 548**	
Personnel extérieur	67 471	17 675	15 496	35 626	35 991	73 686	**37 696**	
CHARGES EXTERNES retraitées (CE)	**3 362 486**	**1 729 907**	**1 548 374**	**3 510 317**	**3 258 705**	**3 443 557**	**184 852**	
Impôts et taxes (IT)	90 510	66 470	63 216	73 050	72 224	72 486	**262**	
TOTAL CE + IT	3 452 995	1 796 377	1 611 590	3 583 367	3 330 929	3 516 043	**185 114**	
VALEUR AJOUTEE BRUTE	**2 253 251**	**887 028**	**2 697 131**	**1 619 608**	**2 390 549**	**2 832 401**	**441 852**	**18%**
Charges de personnel	1 812 179	1 082 015	1 356 702	1 904 569	1 997 196	2 213 096	**215 900**	
Personnel extérieur	67 471	17 675	15 496	35 626	35 991	73 686	**37 696**	
TOTAL "TRAVAIL"	1 879 651	1 099 689	1 372 198	1 940 194	2 033 187	2 286 782	**253 595**	
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**373 600**	**- 212 661**	**1 324 933**	**- 320 587**	**357 362**	**545 619**	**188 257**	**53%**
Transferts de charges exploitation (+)	15 849	12 033	6 967	13 062	11 948	17 654	**5 706**	
Amortissements exploitation (-)	257 291	268 976	271 248	273 919	288 085	434 557	**146 472**	

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023	%
Provisions exploitation yc risques et charges (-)	45 971	58 590	14 811	74 421	262 826	156 915	- 105 911	
Reprises sur provisions exploitation (+)	13 811	73 926	32 812	125 351	87 761	249 140	161 379	
TOTAL CHARGES MAINTIEN	**273 602**	**241 608**	**246 279**	**209 926**	**451 202**	**324 678**	- 126 524	
EXCEDENT NET D'EXPLOITATION	**99 998**	**- 454 269**	**1 078 654**	**- 530 512**	**- 93 840**	**220 941**	314 781	-335%
Autres produits exploitation (APE)	16	4 952	12	13	114	13	- 101	
Autres charges exploitation (ACE)	21 646	5 885	28 113	39 302	55 142	47 487	- 7 655	
SOLDE Autres produits et chges d'exploitation	**- 21 630**	**- 933**	**- 28 101**	**- 39 289**	**- 55 028**	**- 47 474**	7 554	
Produits financiers	9 411	7 960	6 026	8 325	92 955	128 190	35 234	
Charges financières	309	411	1 049	3 034	3 253	82 863	79 610	
RESULTAT FINANCIER	**9 102**	**7 549**	**4 976**	**5 291**	**89 702**	**45 327**	- 44 376	
Produits exceptionnels	44 943	44 843	44 843	55 545	73 984	157 742	83 758	
Charges exceptionnelles	44 135	100	-	815	3 026	14 492	11 466	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**808**	**44 743**	**44 843**	**54 730**	**70 958**	**143 250**	72 292	
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**88 278**	**- 402 909**	**1 100 373**	**- 509 780**	**11 792**	**362 044**	350 252	#####
Impôts sur les bénéfices	**17 439**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	-	
RESULTAT NET après Impôt	**70 839**	**- 402 909**	**1 100 373**	**- 509 780**	**11 792**	**362 044**	350 252	#####
E.B.E	**373 600**	**- 212 661**	**1 324 933**	**- 320 587**	**357 362**	**545 619**	188 257	53%
Solde Autres Produits et Chges Exploit. (+)	**- 21 630**	**- 933**	**- 28 101**	**- 39 289**	**- 55 028**	**- 47 474**	7 554	
Transfert de charges exploitation (+)	**15 849**	**12 033**	**6 967**	**13 062**	**11 948**	**17 654**	5 706	
Solde financier (+)	**9 102**	**7 549**	**4 976**	**5 291**	**89 702**	**45 327**	- 44 376	
Solde exceptionnel (+)	**808**	**44 743**	**44 843**	**54 730**	**70 958**	**143 250**	72 292	
Impôts sur les bénéfices (-)	**17 439**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	-	
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**360 290**	**- 149 269**	**1 353 620**	**- 286 792**	**474 942**	**704 376**	229 434	48%

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023	%
Dotations Amortissements (-)	257 291	268 976	271 248	273 919	288 085	434 557	146 472	
Dotations Provisions (-)	45 971	58 590	14 811	74 421	262 826	156 915	- 105 911	
Plus ou moins values cessions d'actifs							-	
Reprises sur Provisions (+)	13 811	73 926	32 812	125 351	87 761	249 140	161 379	
RESULTAT NET après Impôt	**70 839**	**- 402 909**	**1 100 373**	**- 509 780**	**11 792**	**362 044**	**350 252**	**2970%**

Taux de variation de la Valeur ajoutée	**6%**	**-61%**	**204%**	**83%**	**-11%**	**18%**	
Taux de Valeur ajoutée (VAB/CA ht)	**42%**	**37%**	**88%**	**33%**	**45%**	**49%**	
Taux de marge brute exploitation (EBE/CA ht)	**7,01%**	**-8,85%**	**43,35%**	**-6,61%**	**6,74%**	**9,36%**	**3%**
Taux de marge nette exploitation (ENE/CA ht)	**1,9%**	**-18,9%**	**35,3%**	**-10,9%**	**-1,8%**	**3,8%**	

Annexe 23.4 : Tableau financier comparatif 2019-2024

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2024/2023	%
CAPITAL SOCIAL	1 628 992	4 042 384	4 042 384	4 042 384	4 042 384	4 042 384	-	0%
PRIME D'EMISSION		2 324 398	2 324 398	2 324 398	2 324 398	2 324 398	-	
RESERVE LEGALE	70 000	73 550	73 550	128 569	128 569	129 158	590	
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS								
RESULTAT NET EXERCICE (après IMPOT)	70 839	- 402 909	1 100 373	- 509 780	11 792	362 044	350 252	
REPORT A NOUVEAU	670 438	535 799	132 890	1 178 244	668 464	679 666	11 202	
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 328 056	2 283 213	2 538 370	2 493 382	2 981 241	5 919 482	2 938 241	
PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	**4 768 325**	**8 856 435**	**10 211 964**	**9 657 197**	**10 156 847**	**13 457 132**	3 300 285	32%
PROVISIONS RISQUES, CHARGES	161 479	351 981	355 038	289 839	456 705	345 596	- 111 109	
DETTES FINANCIERES STABLES	-	-	1 200 000	12 715	4 084 760	4 450 219	365 459	
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET CR								
TOTAL DES DETTES FINANCIERES STABLES								
TOTAL DES RESSOURCES STABLES[1]	**4 929 804**	**9 208 416**	**11 767 002**	**9 959 750**	**14 698 312**	**18 252 947**	3 554 635	
Capital souscrit non appelé		**1 810 044**	**-**	**-**	**-**	**-**		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-	-	-	-	-	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 285 076	2 609 589	3 591 743	4 532 614	10 482 622	15 473 487	4 990 865	48%
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL DES IMMOBILISATIONS (VB)	**2 285 076**	**2 609 589**	**3 591 743**	**4 532 614**	**10 482 622**	**15 473 487**	4 990 865	48%
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	**2 644 728**	**4 788 783**	**8 175 258**	**5 427 136**	**4 215 690**	**2 779 460**	- 1 436 231	-34%
STOCKS ET EN COURS	6 350	482	-	-	-	-		
AVANCES ET ACOMPTES VERSES				757	2 818	-	- 2 818	
CREANCES D'EXPLOITATION	2 742 334	2 066 400	2 475 203	2 397 992	3 301 020	2 713 372	- 587 648	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (CCA)	39 161	25 146	28 373	66 372	79 055	112 416	33 361	
TOTAL STOCKS+CREANCES+CCA	2 787 845	2 092 028	2 503 576	2 465 120	3 382 893	2 825 788	- 557 105	-16%
AVANCES ET ACOMPTES RECUS	15 842	173 177	123 411	58 636	64 444	13 976	- 50 468	
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (PCA)	1 066 713	248 754	275 166	541 302	767 804	1 077 729	309 925	
DETTES FOURNISSEURS ET CR	2 433 392	1 557 815	2 289 854	2 126 010	2 807 752	4 171 708	1 363 956	

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2024/2023	%
DETTES FISCALES ET SOCIALES	885 793	630 796	815 947	866 618	969 433	1 155 912	**186 479**	
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	5 721	128 118	138 860	1 347	-	-	**-**	
TOTAL DES DETTES D'EXPLOITATION+PCA	4 407 459	2 738 660	3 643 238	3 593 914	4 609 433	6 419 325	**1 809 891**	**39%**
BESOIN EN FONDS DE ROUL. EXPLOITATION	**- 1 619 614**	**- 646 632**	**- 1 139 662**	**- 1 128 793**	**- 1 226 540**	**- 3 593 536**	**- 2 366 996**	**193%**
CREANCES HORS EXPLOITATION	1 260 000	1 260 000	1 260 000	-	561 653	1 032 516	**470 863**	
DETTES HORS EXPLOITATION	-	-	-	-	826 070	800 831	**- 25 239**	
BESOIN EN FONDS DE ROUL. hors EXPL.	**1 260 000**	**1 260 000**	**1 260 000**	**-**	**- 264 417**	**231 685**	**496 102**	
TOTAL DES BESOINS EN FONDS DE ROUL.	- 359 614	613 368	120 338	- 1 128 793	- 1 490 957	- 3 361 851	**- 1 870 894**	**125%**
TRESORERIE NETTE GLOBALE	**3 004 342**	**4 175 415**	**8 054 921**	**6 555 929**	**5 706 647**	**6 141 311**	**434 664**	**8%**
V.M.P ET DISPONIBILITES	3 004 678	4 175 669	8 055 157	6 556 346	5 708 626	6 141 762		
CONCOURS BANCAIRES COURANTS	336	253	236	416	1 979	451		
	3 004 342	4 175 415	8 054 921	6 555 929	5 706 647	6 141 311		

(1) Avant retraitement des dettes (plus d'un an, moins d'un an)

Annexe 23.5 : Bilans condensés en grandes masses 2019-2024

ACTIF

	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023	%	2024	%
Capital souscrit non appelé			1 810 044	15%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
ACTIF IMMOBILISE	2 285 076	24%	2 609 589	22%	3 591 743	23%	4 532 614	33%	10 482 622	52%	15 473 487	61%
ACTIF CIRCULANT	7 052 523	76%	7 527 697	63%	11 818 732	77%	9 021 466	67%	9 653 172	48%	10 000 066	39%
TOTAL de L'ACTIF	**9 337 599**	**100%**	**11 947 330**	**100%**	**15 410 475**	**100%**	**13 554 080**	**100%**	**20 135 794**	**100%**	**25 473 554**	**100%**

PASSIF

CAPITAUX PROPRES	4 768 325	51%	8 856 435	74%	10 211 964	66%	9 657 197	71%	10 156 847	50%	13 457 132	53%
Prov.risques et charges	161 479	2%	351 981	3%	355 038	2%	289 839	2%	456 705	2%	345 596	1%
Dettes financières stables	16 178	0%	173 431	1%	1 323 647	9%	71 767	1%	4 151 183	21%	4 464 646	18%
Autres Dettes	4 391 618	47%	2 565 483	21%	3 519 827	23%	3 535 278	26%	5 371 059	27%	7 206 179	28%
TOTAL du PASSIF	**9 337 599**	**100%**	**11 947 330**	**100%**	**15 410 475**	**100%**	**13 554 080**	**100%**	**20 135 794**	**100%**	**25 473 554**	**100%**

Annexe 24 : Bilan et Compte de résultats au 31.12.2024
Certifié par le commissaire aux comptes

CHRIST emmanuel
COMMISSAIRE AUX COMPTES

MULHOUSE EXPO SAEML
Au capital de 4 042 384 €
120 Rue Lefebvre
68100 MULHOUSE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31/12/2024

66 rue Jacques MUGNIER
68200 MULHOUSE
Tél. 03 89 33 51 00
Fax 03 89 33 51 19
ENTREPRISE INDIVIDUELLE À RESPONSABILITÉ LIMITÉE
TVA intracommunautaire FR41478157662 - Siret 478 157 662 00022 - APE 6920Z
Commissaire aux comptes inscrit près la Cour d'appel de Colmar

Blind & Associés	MULHOUSE EXPO SAEM	Page : 3

Bilan Actif

Etat exprimé en **euros**

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	17 929 294,53	2 675 843,00	15 253 451,53	2 568 562,36
	Immobilisations en cours	220 020,89		220 020,89	7 914 059,63
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	15,00		15,00	
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (II)	**18 149 330,42**	**2 675 843,00**	**15 473 487,42**	**10 482 621,99**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				2 818,44
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	2 089 218,28	42 184,14	2 047 034,14	2 040 432,09
	Autres créances	1 698 854,32		1 698 854,32	1 822 240,90
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	4 629 942,21		4 629 942,21	4 746 707,00
	DISPONIBILITES	1 511 819,88		1 511 819,88	961 918,68
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	112 415,72		112 415,72	79 054,97
	TOTAL (III)	**10 042 250,41**	**42 184,14**	**10 000 066,27**	**9 653 172,08**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) Primes de remboursement des obligations (V) Ecarts de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	**28 191 580,83**	**2 718 027,14**	**25 473 553,69**	**20 135 794,07**

Le Commissaire aux Comptes :

(1) dont droit au bail
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an
(3) dont créances à plus d'un an

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Blind & Associés	MULHOUSE EXPO SAEM	Page : 4

Bilan Passif

Etat exprimé en **euros**

		31/12/2024	31/12/2023
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	4 042 384,00	4 042 384,00
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ...	2 324 398,17	2 324 398,17
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	129 158,24	128 568,64
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	679 666,03	668 463,65
	Résultat de l'exercice	**362 043,72**	**11 791,97**
	Subventions d'investissement	5 919 481,80	2 981 240,88
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	**13 457 131,96**	**10 156 847,31**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	345 596,18	456 705,18
	Total des provisions	**345 596,18**	**456 705,18**
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	4 450 670,32	4 086 738,48
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	13 975,82	64 444,18
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 171 707,71	2 807 751,93
	Dettes fiscales et sociales	1 155 912,17	969 433,10
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	800 830,66	826 069,78
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance (1)	1 077 728,87	767 804,11
	Total des dettes	**11 670 825,55**	**9 522 241,58**
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	**25 473 553,69**	**20 135 794,07**

	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	362 043,72	11 791,97
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	7 478 974,80	5 425 717,37
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	451,36	1 978,61
(3)	Dont emprunts participatifs		

Le Commissaire aux Comptes :

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Blind & Associés	MULHOUSE EXPO SAEM	Page : 10

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en **euros**

		France	Exportation	31/12/2024 12 mois	31/12/2023 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	5 715 462,98	111 335,33	5 826 798,31	5 298 874,00
	Montant net du chiffre d'affaires	**5 715 462,98**	**111 335,33**	**5 826 798,31**	**5 298 874,00**
	Production stockée				
	Production immobilisée			125 887,81	45 879,32
	Subventions d'exploitation			395 758,00	376 724,36
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			266 794,41	99 709,10
	Autres produits			12,50	113,68
	Total des produits d'exploitation (1)			**6 615 251,03**	**5 821 300,46**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			3 517 243,59	3 294 696,02
	Impôts, taxes et versements assimilés			72 486,14	72 223,89
	Salaires et traitements			1 432 891,41	1 304 011,44
	Charges sociales du personnel			780 204,38	693 184,77
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			434 556,79	288 085,06
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant			18 884,13	13 685,74
	Dotations aux provisions			138 031,00	249 140,00
	Autres charges			47 486,84	55 142,01
	Total des charges d'exploitation (2)			**6 441 784,28**	**5 970 168,93**
	RESULTAT D'EXPLOITATION			**173 466,75**	**(148 868,47)**

Le Commissaire aux Comptes :

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Blind & Associés	MULHOUSE EXPO SAEM	Page : 11

Compte de Résultat 2/2

		Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023
	RESULTAT D'EXPLOITATION		**173 466,75**	**(148 868,47)**
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré			
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		128 189,53	92 923,77 31,30
	Total des produits financiers		**128 189,53**	**92 955,07**
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		82 862,99	3 252,91
	Total des charges financières		**82 862,99**	**3 252,91**
	RESULTAT FINANCIER		**45 326,54**	**89 702,16**
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		**218 793,29**	**(59 166,31)**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		26 929,52 130 812,89	73 984,15
	Total des produits exceptionnels		**157 742,41**	**73 984,15**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		14 491,98	42,00 3,77 2 980,10
	Total des charges exceptionnelles		**14 491,98**	**3 025,87**
	RESULTAT EXCEPTIONNEL		**143 250,43**	**70 958,28**
	PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES			
	TOTAL DES PRODUITS **TOTAL DES CHARGES**		**6 901 182,97** **6 539 139,25**	**5 988 239,68** **5 976 447,71**
	RESULTAT DE L'EXERCICE		**362 043,72**	**11 791,97**

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) dont produits concernant les entreprises liées
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

Le Commissaire aux Comptes :

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Annexe 25 : Suivi de l'activité et du chiffre d'affaires (cf. annexe 14 du contrat de la DSP)

Détail du chiffre d'affaires HT		13	14	15	16	17
		2020	2021	2022	2023	2024
Manifestations organisées par le délégataire						
Foire internationale		100 000	14 700	1 041 043	983 009	1 090 430
Foire internationale	Organisateur	SEM	SEM	SEM	SEM	SEM
Foire internationale	Type	Foire-Salon	Visio	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon
Foire internationale	Commentaires					
Foire internationale	Mois concerné	-	mai	mai	mai	mai
Foire internationale	Durée	0		9	9	9
Foire internationale	Montage/démontage	0		24	24	26
Foire internationale	Nbre. m² loués	0		12 519	10 090	10 326
Foire internationale	Nbre. exposants	0		200	181	201
Foire internationale	Nbre. visiteurs	0		51 983	61 113	65 395
Foire internationale	Chiffre d'affaires délégataire	100 000 €	14 700 €	1 041 043 €	983 009 €	1 090 430 €
Foire internationale	*consommation M2A*	*100 000 €*		*100 000 €*	*100 000 €*	*100 000 €*
Foire internationale	*consommation Ville de Mulhouse*					
Salon Est Collectivités		0	0	0	0	0
Salon Energie Vie / habitat économe en énergie		0	0	0	0	0
Fête de la roue		0	0	0	0	0
Salon Extérieurs&Jardin		245	0	138 205	173 018	214 982
Salon Extérieurs&Jardin	Organisateur	SEM		SEM	SEM	SEM
Salon Extérieurs&Jardin	Type	Foire-Salon		Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon
Salon Extérieurs&Jardin	Commentaires					
Salon Extérieurs&Jardin	Mois concerné	Mars	-	mars	mars	mars
Salon Extérieurs&Jardin	Durée	0,1		3	3	3
Salon Extérieurs&Jardin	Montage/démontage	7		6	6	6
Salon Extérieurs&Jardin	Nbre. m² loués	4 061		3 826	4 372	4 822
Salon Extérieurs&Jardin	Nbre. exposants	118		93	117	122
Salon Extérieurs&Jardin	Nbre. visiteurs	0		16 718	19 515	21 107
Salon Extérieurs&Jardin	Chiffre d'affaires délégataire	245 €	0 €	138 205 €	173 018 €	214 982 €
Salon Extérieurs&Jardin	*consommation M2A*					
Salon Extérieurs&Jardin	*consommation Ville de Mulhouse*					
Salon de l'immobilier		0	0	81 466	100 079	86 056
Salon de l'immobilier	Organisateur	SEM		SEM	SEM	SEM
Salon de l'immobilier	Type	Foire-Salon		Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon
Salon de l'immobilier	Commentaires					
Salon de l'immobilier	Mois concerné	-	-	avril	avril	mars

		2020	2021	2022	2023	2024
Salon de l'immobilier	Durée	0		2	2	2
Salon de l'immobilier	Montage/démontage	0		3	3	3
Salon de l'immobilier	Nbre. m² loués	0		2 160	2 160	2 160
Salon de l'immobilier	Nbre. exposants	0		50	55	42
Salon de l'immobilier	Nbre. visiteurs	0		1 500	1 500	1 700
Salon de l'immobilier	Chiffre d'affaires délégataire	0 €	0 €	81 466 €	100 079 €	86 056 €
Salon de l'immobilier	*consommation M2A*					
Salon de l'immobilier	*consommation Ville de Mulhouse*					
Festivitas		327 100	0	0	265 771	315 138
Festivitas	Organisateur	SEM			SEM	SEM
Festivitas	Type	Foire-Salon			Foire-Salon	Foire-Salon
Festivitas	Commentaires					
Festivitas	Mois concerné	février	-		février	février
Festivitas	Durée	3			3	3
Festivitas	Montage/démontage	12			12	10
Festivitas	Nbre. m² loués	4 451			5 281	4 129
Festivitas	Nbre. exposants	212			180	232
Festivitas	Nbre. visiteurs	25 200			23 761	25 734
Festivitas	Chiffre d'affaires délégataire	327 100 €	0 €		265 771 €	315 138 €
Festivitas	*consommation M2A*					
Festivitas	*consommation Ville de Mulhouse*					
Congrès sur la Viabilité Hivernale		0	0	0	0	0
Salon Véhicules d'Occasion		0	0	0	0	0
Solutions VU Pro Est		0	0	0	0	0
Salon Industries du futur		6 587	901 883	928 251	914 267	747 315
Salon Industries du futur	Organisateur	SEM - Conseil régional - m2A	SEM - Conseil régional - m2A	SEM - Conseil régional - m2A	SEM - Conseil régional - m2A	SEM - Conseil régional - m2A
Salon Industries du futur	Type	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon
Salon Industries du futur	Commentaires					
Salon Industries du futur	Mois concerné	nov	nov-déc	novembre	novembre	Novembre
Salon Industries du futur	Durée	0	2	2	2	2
Salon Industries du futur	Montage/démontage	0	9	10	10	10
Salon Industries du futur	Nbre. m² loués	0	4 343	4 208	3 922	4 138
Salon Industries du futur	Nbre. exposants	0	267	293	211	172
Salon Industries du futur	Nbre. visiteurs	0	3 292	5 729	6 913	6 641
Salon Industries du futur	Chiffre d'affaires délégataire	6 587 €	901 883 €	928 251 €	914 267 €	747 315 €
Salon Industries du futur	*consommation M2A*		*78 897 €*	*80 504 €*	*86 330 €*	*90 635 €*
Salon Industries du futur	*consommation Ville de Mulhouse*					

		2020	2021	2022	2023	2024
Solutions Elec		61 117	0	0	0	0
Euro Supply Chain		0	0	118 105	153 669	230 960
Euro Supply Chain	Organisateur			SEM	SEM	SEM
Euro Supply Chain	Type			Salon pro	Salon pro	Salon pro
Euro Supply Chain	Commentaires					
Euro Supply Chain	Mois concerné		-	juin	juin	juin
Euro Supply Chain	Durée			1	1	1
Euro Supply Chain	Montage/démontage			3	3	5
Euro Supply Chain	Nbre. m² loués			526	3 489	2 160
Euro Supply Chain	Nbre. exposants			43	70	80
Euro Supply Chain	Nbre. visiteurs			658	842	1 054
Euro Supply Chain	Chiffre d'affaires délégataire			118 105 €	153 669 €	230 960 €
Euro Supply Chain	*consommation M2A*			*11 669 €*	*12 403 €*	*16 787 €*
Euro Supply Chain	*consommation Ville de Mulhouse*					
Ma Planète Bio		0	0	40 950	68 691	0
Destination automobile / Festival des Véhicules Anciens		30 385	0	0	0	0
Mamma mia		0	0	0	0	0
Manifestations organisées par l'agglomération, ses communes membres ou avec une forte implication d'acteurs publics						
Mulhouse 00		0	0	0	0	0
Journées d'Octobre		602 677	691 932	743 422	861 668	1 024 942
Journées d'Octobre	Organisateur	Asso des JO	Asso des JO	Asso des JO	Asso des JO	Asso des JO
Journées d'Octobre	Type	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon
Journées d'Octobre	Commentaires					
Journées d'Octobre	Mois concerné	Octobre	Octobre	Octobre	Octobre	Octobre
Journées d'Octobre	Durée	12	11	11	11	11
Journées d'Octobre	Montage/démontage	15	27	27	27	28
Journées d'Octobre	Nbre. m² loués	19 520	17 980	18 392	19 065	19 987
Journées d'Octobre	Nbre. exposants	250	230	258	260	315
Journées d'Octobre	Nbre. visiteurs	83 000	144 000	153 851	172 864	191 515
Journées d'Octobre	Chiffre d'affaires délégataire	602 677 €	691 932 €	743 422 €	861 668 €	1 024 942 €
Journées d'Octobre	*consommation M2A*					
Journées d'Octobre	*consommation Ville de Mulhouse*					
Foire Kermesse		507 859	610 675	275 374	275 374	262 689
Foire Kermesse	Organisateur	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse
Foire Kermesse	Type	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon

		2020	2021	2022	2023	2024
Foire Kermesse	Commentaires	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse
Foire Kermesse	Mois concerné	Juillet-août	Juillet-août	Juillet-août	Juillet-août	Juillet-août
Foire Kermesse	Durée	60	60	60	60	60
Foire Kermesse	Montage/démontage					
Foire Kermesse	Nbre. m² loués	52 000	52 000	52000	52000	52 000
Foire Kermesse	Nbre. exposants					
Foire Kermesse	Nbre. visiteurs					
Foire Kermesse	Chiffre d'affaires délégataire	507 859 €	610 675 €	*275 374 €*	*275 374 €*	262 689 €
Foire Kermesse	*consommation M2A*	*210 426 €*	*291 370 €*	*11 645 €*	*50 111 €*	*58 568 €*
Foire Kermesse	*consommation Ville de Mulhouse*	*297 119 €*	*318 984 €*	*287 693 €*	*221 196 €*	*199 850 €*
SOREP/Journées carrières		202 810	44 650	236 834	207 885	238 869
SOREP/Journées carrières	Organisateur	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	m2A	Mulhouse Expo
SOREP/Journées carrières	Type	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon
SOREP/Journées carrières	Commentaires					
SOREP/Journées carrières	Mois concerné	Janvier	Janvier	janvier	janvier	janvier
SOREP/Journées carrières	Durée	1	1	1	1	1
SOREP/Journées carrières	Montage/démontage	4 jours	4 jours	6 jours	4 jours	8
SOREP/Journées carrières	Nbre. m² loués			11 302	11 110	11 302
SOREP/Journées carrières	Nbre. exposants					
SOREP/Journées carrières	Nbre. visiteurs					
SOREP/Journées carrières	Chiffre d'affaires délégataire	202 810 €	44 650 €	236 834 €	207 885 €	238 869 €
SOREP/Journées carrières	*consommation M2A*	*81 023 €*	*44 650 €*	*91 808 €*	*43 347 €*	*43 259 €*
SOREP/Journées carrières	*consommation Ville de Mulhouse*			*1 168 €*		
Vœux du maire de Mulhouse		0	0	0		
Vœux du conseil général		0	0	0		
Fête du Monde		0	0	0		
Nous les enfants		0	0	0		
Fête de Noël des Anciens		0	4 693	53 393	59 503	63 764
Fête de Noël des Anciens	Organisateur	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse
Fête de Noël des Anciens	Type	Spectacles manif. Culturelle		Spectacles manif. Culturelle	Spectacles manif. Culturelle	Spectacles manif. Culturelle
Fête de Noël des Anciens	Commentaires					

		2020	2021	2022	2023	2024
Fête de Noël des Anciens	Mois concerné	-	décembre	décembre	décembre	décembre
Fête de Noël des Anciens	Durée	0		1	1	1
Fête de Noël des Anciens	Montage/démontage	0		2	2	4
Fête de Noël des Anciens	Nbre. m² loués	0	561	3 240	3 240	3 240
Fête de Noël des Anciens	Nbre. exposants					
Fête de Noël des Anciens	Nbre. visiteurs					
Fête de Noël des Anciens	Chiffre d'affaires délégataire	0 €	4 693 €	53 393 €	59 503 €	63 764 €
Fête de Noël des Anciens	*consommation M2A*					
Fête de Noël des Anciens	*consommation Ville de Mulhouse*		*4 693 €*	*53 393 €*	*59 503 €*	*9 127 €*
Explor'Assos		0	0	0	0	70 165
Activités administratives M2A (yc prestation)		68 032	71 846	117 995	82 586	69 944
Manifestations ville de Mulhouse (yc prestations)		27 192	14 732	82 115	92 149	29 964
Manifestations accueillies représentant + de 2% du CA (50 k€)						
Salon de l'érotisme		0	24 037	23 377	25 947	29 379
Salon du mariage / Salon "OUI"		0	24 037	21 665	22 000	22 750
Salon du mariage / Salon "OUI"	Organisateur		Y ORGA-NISATION	Y ORGA-NISATION	Y ORGA-NISATION	Y ORGA-NISATION
Salon du mariage / Salon "OUI"	Type		Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon
Salon du mariage / Salon "OUI"	Commentaires					
Salon du mariage / Salon "OUI"	Mois concerné		novembre	novembre	novembre	novembre
Salon du mariage / Salon "OUI"	Durée		2	2	2	2
Salon du mariage / Salon "OUI"	Montage/démontage		2	4	4	9
Salon du mariage / Salon "OUI"	Nbre. m² loués		2 160	2 160	2 592	
Salon du mariage / Salon "OUI"	Nbre. exposants					
Salon du mariage / Salon "OUI"	Nbre. visiteurs			1 800	1 300	1 200
Salon du mariage / Salon "OUI"	Chiffre d'affaires délégataire		24 037 €	21 665 €	22 000 €	22 750 €
Salon du mariage / Salon "OUI"	*consommation M2A*					
Salon du mariage / Salon "OUI"	*consommation Ville de Mulhouse*					
Mondial de la Bière		0	0	0	0	0
Aquaterritorial		0	0	0	0	0
Congrès Sofmer		0	0	0	0	0
Salon Art3F		0	125 372	65 093	68 038	71 667
Exposition canine		0	0	0	0	67 181
Banque Populaire ALC Assemblée sociétaires		0	0	0	0	0

Chiffre d'affaires délégataire	2020	2021	2022	2023	2024
70è anniversaire APA	0	0	0	0	0
Geek Unchained	0	66 879	53 717	80 685	93 963
Spectacle ZINGARO	0	0	0	0	0
Salon du Camping-car	51 209	0	0	0	57 051
Centre de dépistage COVID	0	137 542	0	0	0
Congrès SNUIpp	0	0	168 535	0	0
Salon des maires	0	0	55 820		47 534
Festival Happy Games	0	0	0	56 008	60 057 €
Exposition Internationale d'Aviculture	0	0	0	58 347	
Festiculture	0	0	0	0	176 412
Nouveaux dossiers location	0	0	0	0	0
Autres manifestations accueillies					
Spectacles	28 664	56 638	48 568	54 532	132 592
Congrès / séminaires	0	0	8 398	105 539	46 245
Foires-Salons	246 232	163 172	261 179	267 265	341 556
Mariages / réunions privées	79 082	65 993	249 368	226 874	163 740
Point d'Ex					
Foire du Livre de Saint-Louis	0	0	0	0	0
Autres manifestations PDX	20 623	0	0	0	0

TOTAL du		**Chiffre d'affaires délégataire**	2 359 814	3 018 781	4 812 870	5 202 905	5 755 341
	dont	**consommation M2A**	495 661	486 385	506 582	448 204	448 665
	dont	**consommation Ville de Mulhouse**	435 169	410 092	484 954	548 242	483 758

M. LE PRÉSIDENT : Voilà, nous allons passer au bilan annuel 2024 du Parc des Expositions. Laurent RICHE.

M. RICHE : Oui, merci. Je ne vais pas être trop long parce que la délibération suivante est certainement plus importante puisqu'elle parle de l'avenir de ce Parc des Expositions, mais pour ce bilan 2024 du Parc des Expositions, vous l'aurez compris, il s'agissait de faire un bilan sur une exploitation dans le cadre d'une DSP qui court jusqu'à la fin de cette année 2025. Une année 2024 qui a été marquante puisque, vous savez, c'est l'année de réalisation de la Halle Nord de 3000 m^2, un super bel équipement que l'on voit, qui est en photo et qui est très apprécié de tous et de toutes lors des différentes expositions, différents salons, donc c'est un événement marquant. En 2024, le Parc a accueilli 89 manifestations avec de très belles réussites. Je pense aux Journées d'Octobre et à Foli'flores qui avaient rassemblé déjà presque 180 000 visiteurs, 200 000 en 2025, manifestations qui fonctionnent vraiment très bien, il ne lui manque que le raccordement routier de la route de la Mertzau pour qu'il y ait un peu moins d'embouteillages aux heures de pointe, petite boutade. Bien entendu, il y a, cher Christophe des salons et des événements comme le SOREP, le salon de l'orientation, qui est organisé en début d'année, chaque année, et qui lui aussi est un franc succès et rassemble de nombreuses familles et de nombreux jeunes qui veulent s'orienter, mais aussi des adultes qui sont en réorientation professionnelle et puis d'autres événements comme le salon BE 5.0 tel que les éditions que nous avons connues l'année dernière et cette année, le salon autour de l'industrie du futur qui marque ce fonctionnement de l'exploitation du Parc des Expositions Une année très favorable pour le Parc Expo en 2024, je ne rentre pas dans les chiffres parce que je pense que le plus important, même si les résultats, bien sûr, en 2024 ont été meilleurs que les années précédentes, puisque le Parc des Expositions avait connu à la fois la crise sanitaire et les effets de traîne de reprise économique qui avaient été difficiles. Donc on est arrivé dans une année normale en 2024 et ce sera le cas aussi en 2025. Mais bien entendu, très cher collègue Hugues, c'est la délibération suivante qui est la plus importante puisqu'elle nous propose de nous projeter dans la nouvelle DSP. Voilà, Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup pour cette présentation. Vous avez des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 86 + 11 procurations.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération prend acte du bilan annuel 2024 du Parc des Expositions à Mulhouse.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

35° DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU PARC DES EXPOSITIONS À MULHOUSE : APPROBATION ET ATTRIBUTION DU CONTRAT (1.2.1/2981C)

Par délibération du 24 mars 2025, le Conseil d'Administration de Mulhouse Alsace Agglomération a autorisé le lancement d'une procédure de concession, sous la forme d'une délégation de service, pour l'exploitation du Parc des Expositions de Mulhouse pour une durée de dix-huit (18) ans, soit du 31 décembre 2025 au 30 décembre 2043.

L'avis de publicité a été publié le 07 mai 2025 au Journal Officiel de l'Union Européenne, au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés publics, dans la revue spécialisée Le Moniteur et sur le portail des marchés publics Alsace Marchés Publics.

La date limite de dépôt des candidatures et des offres a été fixée au 25 juillet 2025. Un seul candidat a répondu à la consultation et a déposé une offre : la SAEML MULHOUSE EXPO.

Conformément aux dispositions de l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Publics s'est réunie le 05 septembre 2025 pour examiner l'unique candidature. Considérant le caractère satisfaisant des garanties techniques, professionnelles et financières présentées ainsi que son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la commission a admis le candidat et a émis un avis favorable pour l'ouverture de la procédure de négociation. Après l'établissement d'un rapport d'analyse de l'offre initiale, la négociation qui a donné lieu a des échanges écrits et une audition le 13 octobre 2025 a permis à la SAEML MULHOUSE EXPO d'améliorer son offre initiale.

Une demande de remise d'offre finale a ensuite permis de cadrer définitivement les exigences de Mulhouse Alsace Agglomération.

Ainsi l'offre finale, transmise le 19 novembre 2025, répond aux objectifs et aux attentes de la collectivité, dont notamment :

- la réalisation d'un programme de travaux, à hauteur de 15 M€HT, dont 10,720 M€HT pour la rénovation, l'isolation et l'étanchéité de la toiture des halles et des salles de conférences et 4,280 M€HT de Gros Entretien et Renouvellement (GER) ;

- la gestion, l'exploitation, l'entretien, la maintenance, le développement et la valorisation de l'équipement pour une durée de 18 ans (du 31/12/2025 au 30/12/2043) correspondant à la durée d'amortissement des travaux qui devront être réalisés selon l'échéancier fixé au contrat ;

- l'acquittement par la SAEML en totalité d'un droit d'entrée de 9,6 M€HT correspondant au montant de la valeur nette comptable des biens non amortis du contrat actuel ;

- le versement à m2A d'une redevance annuelle fixe de 40 K€HT et d'une clause d'intéressement selon les termes du contrat.

Au titre de sa compétence de développement économique et en contrepartie des obligations de service public et des investissements structurants sur les bâtiments, le contrat prévoit :

- le versement par m2A d'une subvention d'investissement de 5,5 M€ ;

- le soutien à l'organisation de manifestations structurantes comme les salons de l'industrie ou celui de l'orientation et de l'évolution professionnelle à hauteur de 210 k€ par an ;

- la prise en charge des frais de location inhérents à des manifestations d'intérêt général à hauteur de 440 k€ HT par an.

Afin de tenir compte de l'évolution des conditions juridiques, économiques et techniques d'exécution du contrat, une clause de réexamen est insérée dans le contrat permettant l'adaptation des obligations des parties, notamment sur la réalisation des travaux.

Par conséquent, sur la base de ces éléments et à l'issue de l'analyse des offres, il est proposé de retenir l'offre de la SAEML Mulhouse Expo.

Le rapport de l'exécutif annexé à la présente délibération et transmis aux membres de l'assemblée délibération, conformément aux dispositions des articles L1411-5 et L1411-19 du CGCT, détaille les motifs de ce choix.

Le dossier de la procédure comprenant notamment le projet de contrat et toutes ses annexes est tenu à disposition des membres du Conseil pour consultation dans les locaux du service de la commande publique de m2A – Grand Rex, 33 avenue de Colmar, 68100 Mulhouse, aux heures d'ouverture au public.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve le choix de confier à la société MULHOUSE EXPO SAEML la délégation de service public pour l'exploitation du Parc des Expositions de Mulhouse,
- approuve le projet de contrat de délégation de service public à intervenir entre Mulhouse Alsace Agglomération et la société Mulhouse Expo SAEML pour une durée de 18 ans à compter du 31 décembre 2025, sur la base du rapport du Président et de ses conclusions intégrant le programme des travaux (rénovation et gros entretien) d'un montant total de 15 M€HT,
- autorise le Président ou son représentant à signer cette convention, après avoir procédé, le cas échéant, aux mises au point nécessaires et à accomplir les formalités nécessaires à son exécution.

PJ : (3)
- Rapport de la Commission de Délégation de Service Public
- Rapport de l'exécutif
- Projet de contrat

Direction des Affaires Juridiques et des Achats
Commande publique

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Du 5 septembre 2025 à 8h

CONCESSION DE SERVICES PORTANT DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU PARC DES EXPOSITIONS

A- DESIGNATION DE LA CONSULTATION

Collectivité concernée :
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Objet de la consultation :
La concession de services portant délégation de service public a pour objet de confier, à un Délégataire, l'exploitation du Parc des Expositions.

Support de publication restreinte :
- Plateforme de dématérialisation http://plateforme.alsacemarchespublics.eu

B - ORDRE DU JOUR

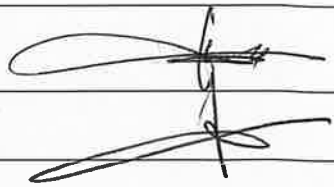
Analyse de l'offre initiale et ouverture des négociations

C - COMPOSITION DE LA COMMISSION

Membres convoqués le : 5 septembre 2025

Membres à voix délibérative			
Nom et Prénom	**Signature**	**Excusé (e)**	**Non présent en raison d'un conflit d'intérêt**
Rémy NEUMANN, Président			
Benoit BERGDOLL			
Florian COLOM			
Emmanuelle SUAREZ			
Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI			
Antoine VIOLA			X
Roland ONIMUS			X
Laurent RICHE			X
Thierry BELLONI			X
Christine DHALLENNE			X
Antoine HOME			X
Lara MILLION			X

Membres à voix consultative			
Nom et Prénom	**Signature**	**Excusée**	
Marie-Line BERNAUER-BUSSIER Trésorier Principal de Mulhouse Alsace Agglomération			
Evelyne KLEIN Représentante de la DIRECCTE			

Membres désignés en raison de leur compétence	
Nom Prénom – Qualité	**Signature**
Hugues HARTMANNN, Conseiller communautaire délégué	
Gilbert FUCHS, Conseiller communautaire délégué	

D - AVIS DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

1) Admission de la candidature de la SAETIL Parc Expo jugée recevable.

Après avoir admis la candidature :

2) Autorise l'ouverture des négociations au vu des axes de négociation présentés dans le rapport préliminaire d'analyse de l'offre

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Concession de service public pour l'exploitation du parc des expositions

Rapport du Président

ARTICLE L. 1411-5 du CGCT
Séance du Conseil communautaire du 08 décembre 2025

1 Rappel du déroulement de la procédure

Par délibération du Conseil d'Agglomération du 24 mars 2025, Mulhouse Alsace Agglomération a décidé de reconduire la gestion déléguée pour l'exploitation du parc des expositions de Mulhouse et d'engager une procédure de consultation en vue de conclure une nouvelle convention de concession conformément aux articles L.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et des articles L 3111-11 et suivants du code de la commande publique.

La date de remise des candidatures et des offres initiales était fixée au lundi 25 juillet 2025 à 11h30

Un candidat a déposé un dossier de Candidature et une offre initiale avant la date et l'heure limites, toutes deux complètes.

La candidature et l'offre ont été admises par la Commission de délégation de service public du 05 septembre 2025. Il s'agit de la candidature et de l'offre de Mulhouse expo SAEML.

Des négociations écrites et des auditions ont ensuite été organisées. Le programme de travaux de la tranche ferme (travaux de niveau 1) a été réajusté par le concédant en intégrant une fraction des travaux issus du programme de niveau 1a (tranche optionnelle 1) portant sur la rénovation de la salle Wasmer.

Cela a abouti à la remise d'une offre finale dans les délais imposés, le 19 novembre 2025 à 17 heures comprenant cet ajustement du contenu des niveaux de travaux intégrés dans le compte d'exploitation prévisionnel (CEP).

Sur la complétude de l'offre finale :

MT1 - Synthèse de l'offre du candidat	Présent
MT2.0 - Mémoire explicatif du projet « Caractéristiques générales »	Présent
MT2.1 - Mémoire explicatif du projet « Programmation »	Présent
MT 2.2 - Mémoire explicatif du projet « Développement et communication »	Présent
MT 2.3 - Mémoire explicatif du projet « Entretien courant, maintenance et moyen humain »	Présent
MT 2.4 - Mémoire explicatif du projet « Proposition en faveur de la transition écologique »	Présent
MT 2.5 - Mémoire explicatif du projet « Programme des travaux »	Présent
MT 2.6 - Mémoire explicatif du projet « Calendrier »	Présent
MT 3 - Documents graphiques du projet proposé	Présent
MF1 - Cadre de réponse financier	Présent
MF 2.1 - Mémoire financier – Chapitre « Grille tarifaire et formule d'indexation »	Présent

MF 2.2 - Mémoire financier - Chapitre « Projection du coût net pour le concédant sur l'ensemble du contrat »	Présent
MF 2.3 - Mémoire financier - Chapitre « Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel »	Présent
MF 2.4 - Mémoire financier - Chapitre « Plan d'investissement et modalité de financement »	Présent
MF 2.5 - Mémoire financier - Chapitre « Performance de la clause d'intéressement du concédant »	Présent
MF 3 - Synthèse de l'offre du candidat	Présent
MJ1 - Projet de contrat	Présent
MJ2 - Garanties	Présent

2 Critères de jugement des offres

Conformément à l'article 11.2 du règlement de consultation, les offres sont évaluées selon les critères et sous-critères pondérés de jugement ci-dessous.

Critère	Elément	Pondération
Critère 1 - Qualité de l'exploitation, du service rendu aux usagers et relations avec la Collectivité	1.1 Pertinence de la programmation envisagée dans l'équipement en précisant le type d'activité et de publics accueillis	8%
	1.2 Stratégie de développement de l'équipement et politique de communication ainsi que services proposés aux utilisateurs et usagers	9%
	1.3 Modalités d'entretien courant et de maintenance des installations et du bâti. Moyens matériels et humains dédiés à l'exploitation	9%
	1.4 Proposition en faveur de la transition écologique	4%
	SOUS-TOTAL CRITERE	**30%**
Critère 2 - Amélioration du patrimoine et stratégie d'investissement	2.1 Performance du programme des travaux en fonction du niveau atteint	17%
	2.2 Pertinence du calendrier des études, de travaux et de mise en exploitation	13%
	SOUS-TOTAL CRITERE	**30%**
Critère 3 - Conditions économiques et financières	3.1 Niveau de la grille tarifaire et de la formule d'indexation	2%
	3.2 Projection du coût net pour le concédant sur l'ensemble du contrat	10%
	3.3 Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel	10%
	3.4 Cohérence du programme d'investissement et modalités de financement	4%
	3.5 Performance de la clause d'intéressement du concédant	4%
	SOUS-TOTAL CRITERE	**30%**
Critère 4 - Aspect juridique	4.1 Degré d'acceptation et, le cas échéant, d'amélioration par le candidat, dans le sens des intérêts de l'Autorité délégante du projet de contrat et de ses annexes	6%
	4.2 Robustesse de l'organisation contractuelle	4%
	SOUS-TOTAL CRITERE	**10%**

3 Méthode de notation

La méthode d'analyse des offres vise à apprécier le niveau de satisfaction des offres au regard des objectifs poursuivis par Mulhouse Alsace agglomération, traduite au travers des critères et sous-critères pondérés.

Chacun des critères et sous-critères pondérés et, en leur sein, chacun des éléments d'appréciation fait l'objet d'une appréciation selon le barème suivant :

Appréciation	
Médiocre : Offre qui présente des lacunes substantielles et / ou des incohérences fortes et/ou qui ne répond pas aux attentes	1 ≤ note < 2 points
Insuffisante : Offre qui présente des lacunes et/ou manque de justifications et/ou répond imparfaitement aux attentes	2 ≤ note< 4 points
Passable : Offre qui répond aux attentes sans plus-value et/ou comporte certaines imprécisions qui impactent la compréhension de l'offre	4 ≤ note < 6 points
Satisfaisante : Offre qui répond aux attentes et présente des plus-values	6 ≤ note < 8 points
Très satisfaisante : Offre qui présente des aspects qualitatifs nettement supérieurs au niveau attendu	8 ≤ note ≤ 10 points

4 Analyse des offres finales

4.1 Analyse financière - critère n°1 – Qualité de l'exploitation, du service rendu aux usagers et relation avec la Collectivité

4.1.1 Pertinence de la programmation envisagée dans l'équipement en précisant le type d'activité et de publics accueillis (1.1)

Le candidat n'a pas indiqué la fréquentation dans le cadre technique et financier permettant de justifier la programmation envisagée et son évolution.

Dans le cadre du mémoire technique, le candidat prévoit les axes de développement suivants dès la tranche ferme :

- La **co-production de manifestation professionnelle et grand public avec des partenaires spécialisés** – le candidat ne précise pas les partenaires envisagés, le type de manifestation, le nombre, etc. ;
- **L'organisation d'événements festifs et ludiques** à destination des habitants de la zone de chalandise, particulièrement pendant les périodes creuses – le candidat ne précise pas le type de manifestation envisagé et leur nombre ;
- **L'accueil d'exposition événementielles pendant les congés scolaires** – le candidat ne précise pas le type de manifestation envisagé et leur nombre ;
- **L'ouverture du site à des événements culturels et sportifs** – le candidat ne précise pas le type de manifestation envisagé et leur nombre ;
- Le **développement d'événements de niche** – le candidat ne précise pas le type de manifestation envisagé et leur nombre.

Conformément à la demande du concédant, le candidat n'a chiffré que les investissements obligatoires issus de la négociation.
Ainsi, le candidat indique avoir chiffré la tranche optionnelle 1, mais ne pas l'intégrer dans l'offre, les contraintes et coûts de la rénovation n'étant pas intégrables selon lui dans le projet. Par conséquent, le candidat n'étaye pas la fréquentation et la programmation.
Le candidat évoque des manifestations (coproduction de manifestation professionnelle, organisation d'événement festif et ludique, l'accueil d'exposition événementielles pendant les congés scolaires, l'ouverture du site à des événements culturels et sportifs, événements de niche).

Cependant, le candidat n'indique pas de programmation annuelle, de nombre d'événements prévisionnels. Le type de public n'est par ailleurs pas précisé. Les événements sont par ailleurs évoqués de manière généraliste, sans détail précis de la part du candidat.

Points forts	Faiblesses
Diversité des manifestations	Note peu détaillée sur l'évolution et le nombre du type de manifestation.

L'offre obtient la note suivante :

- **L'offre est jugée passable et obtient donc la note de 4/10, soit 3,2 points sur 8 au titre de ce sous-critère.**

4.1.2 Stratégie de développement de l'équipement et politique de communication ainsi que services proposés aux utilisateurs et usagers (1.2)

Le candidat distingue **trois types de communication et de modalités d'information** correspondant aux trois activités principales du parc.

Concernant les informations à destination de potentiels loueurs d'espace :

- Pendant la période des travaux, le candidat indique souhaiter insister sur la qualité des manifestations accueillies à travers les réseaux sociaux et la newsletter du parc des expositions. Une communication à destination du fichier prospect et client sera réalisée sur l'avancement des travaux afin d'expliquer les contraintes et les solutions trouvées.
- À l'issue des travaux, le candidat prévoit un important travail d'information en face à face, par internet et dans les newsletters spécialisées.

Concernant les informations à destination des exposants participant à un événement organisé au Parc des Expositions :

- Le candidat prévoit une communication spécifique par mail, téléphone, visioconférence ou réseau sociaux en fonction des produits présentés. Le candidat reste cependant général et ne précise pas les modalités en fonction du nombre d'actions réalisées, de la taille de l'exposant, etc. Le candidat indique avoir développé son propre logiciel de CRM, prospexpo, adapté à ses besoins – cependant, le candidat n'indique pas les avantages de ce logiciel.
- Le candidat indique que la SAEML a développé pour les salons professionnels des comptes spécifiques permettant d'échanger toute l'année avec les professionnels – en particulier, le SOREPE bénéficie d'un outil spécifique de communication et d'inscription en ligne. Ce point est positif. Les sites internet de chaque événement comportent une partie exposants, donnant accès aux informations nécessaires à l'inscription et à l'organisation de la présence sur place de l'entreprise – le candidat prévoit par ailleurs un échange direct avec l'exposant avant toute validation de participation à l'événement afin de garantir la qualité des produits et services proposés aux visiteurs.

Concernant les informations à destination du public souhaitant participer à l'un des événements organisés au parc des expositions :

- Le candidat indique avoir constitué une base de données visiteurs Grand Public permettant de communiquer de manière hebdomadaire avec plus de 115 000 personnes – il est rappelé que ce fichier est la propriété de la Collectivité.
- Le candidat indique une base de données d'entreprises industrielles de 50 000 abonnés et la supply chain de 30 000 abonnés. Le candidat indique qu'il sera envoyé en moyenne par an entre 15 et 20 newsletters sur chacun de ces fichiers ;
- Le candidat indique des communautés sur les réseaux sociaux de 29 000 abonnés pour Facebook et 7 900 abonnés pour instagram. Des jeux et des vidéos sont postés et sponsorisés pour l'ensemble des événements grand public se déroulant au parc des Expo ;
- Le candidat prévoit des outils de communication visuelle sur le bâtiment pour les manifestations souhaitant l'utiliser : sticker sur la cage de scène et enseigne en toiture du hall 4.

Il est à noter que le candidat évoque surtout l'existant – il ne présente pas les modalités de développement de la communication. Par ailleurs, le candidat indique avoir acheté il y a 30 ans le nom de domaine parcexpo.fr – il est rappelé que ce site est la propriété de la Collectivité.

Concernant les événements portés par la SAEML Mulhouse expo : le candidat indique qu'en plus des actions, présentées pour les autres événements, des actions multimédias adaptées à la cible et à l'économie du projet seront mises en œuvre : affichage grand format, intervention dans la presse, radio, réseaux sociaux, action de partenariat et marketing direct. Le candidat ne détaille pas plus les actions mises en œuvre. Le candidat indique que des actions de relance de l'activité, sur une durée de 3 ans

idéalement, seront mises en place. Cependant, le candidat n'indique pas les modalités de ces actions et les conditionne aux capacités financières de l'entreprise.

En plus des actions décrites ci-dessus, le candidat prévoit de mettre en avant la disponibilité des espaces rénovés et les nouveaux services offerts en ciblant les réseaux de professionnels, les communautés économiques du territoire, les partenaires institutionnels et les acteurs relais comme agence d'attractivité. Le candidat prévoit une démarche de campagne de valorisation des atouts du site (accessibilité, disponibilité des places de stationnement, qualité des locaux rénovés).

Pour l'ensemble de la communication, le candidat n'indique pas les moyens humains consacrés à la communication. Si les éléments sont évoqués (newsletter, réseaux sociaux, etc.), les modalités de communication restent générales : le candidat ne liste pas les réseaux sociaux envisagés, les newsletters, etc. Le candidat ne remet par ailleurs pas de visuel. Le candidat ne présente pas les modalités de réservations : le candidat évoque des sites de ventes spécialisés sans préciser lesquels. Le candidat prévoit un budget total de 8 836 k€ sur la durée du contrat au titre de la communication et promotion, soit 490 k€ en moyenne par an, mais ne détaille pas le montant – alors que des actions de communications complémentaires sont attendues, le candidat n'indique pas de charges complémentaires.

Points forts	Faiblesses
• Outil de communication spécifique pour le SOREPE • Échange direct avec les exposants avant la participation aux événements	• Offre peu détaillée sur les modalités de mise en œuvre : site utilisé, moyens humains et financiers, etc. • Pas d'engagement du candidat sur les moyens de communication

L'offre obtient la note suivante :

- **L'offre est jugée passable et obtient donc la note de 4/10, soit 3,6 points sur 9 au titre de ce sous-critère.**

4.1.3 Modalités d'entretien courant et de maintenance des installations et du bâti. Moyens matériels et humains dédiés à l'exploitation (1.3)

Le document MT2.3 « Mémoire explicatif du projet, Entretien courant, maintenance et moyen humain » détaille les travaux envisagés dans le cadre des GER des extérieurs, GER des Bâtiments, GER pour le renouvellement des matériels, les travaux d'investissements complémentaires, et les moyens humains associés à ces entretiens courants.

Le montant des travaux alloués à ces entretiens est de 4,28 m€ HT,

Le détail des postes des différents types de GER est proposé sous forme de tableaux.

Certains postes proposés dans les travaux GER correspondent à une part des travaux compris dans les tranches optionnelles du programme initial.

Les GER entretien et renouvellement du matériel correspondent à des postes de renouvellement ou réparation logiques des matériels utilisés dans le cadre de l'exploitation.

Concernant l'organisation et la planification de l'entretien courant, des exemples de tableaux d'effectif et de tâches en fonction des manifestations sont proposés. Ils sont relativement clairs pour les différents intervenants basés sur des outils informatiques traditionnels (tableur) qui ne permettent cependant pas un suivi automatique.

Le suivi des contrôles périodiques et des contrats d'entretien est également à jour et relativement complet. Il en est de même pour les équipements de travail. Le mode de suivi est identique à celui de la planification des tâches.

Enfin, les moyens humains associés au fonctionnement de l'équipement sont adaptés et suffisants, avec notamment des personnels disposant d'une forte expérience dans les postes clés. L'organigramme est clair et complet.

Il n'est toutefois pas possible d'associer les effectifs aux besoins réels de la structure en fonction de la nature des manifestations et/ou de l'entretien courant.

Points forts	Faiblesses
• Compétences et fonctionnement de l'équipe en place adaptés • Contrôle périodique et entretien courant maitrisés	• Pas de remise en question de l'organisation actuelle, basée sur des outils techniques classiques

L'offre obtient la note suivante :

- **L'offre est jugée passable et obtient donc la note de 5/10, soit 4,5 points sur 9 au titre de ce sous-critère.**

4.1.4 Proposition en faveur de la transition écologique (1.4)

Le candidat précise les consommations énergétiques de l'établissement actuel (mais sans en indiquer ni en prouver la provenance). La courbe de consommation établie sur 10 ans (de 2013 à 2023) présente par ailleurs des consommations pour l'année 2020 équivalentes aux années 2014 et 2015 (alors que l'épisode COVID de 2020 aurait dû influer sur la consommation).

La valeur de la résistance thermique en toiture demandée au programme (R=8,5) est diminuée à 5.

La modification de la valeur de la résistance thermique de la toiture (et donc la diminution de l'épaisseur d'isolant mis en œuvre) est justifiée (par le candidat) par le fait que l'augmentation d'isolant ne permettrait qu'un gain de 1 % sur les consommations. Par ailleurs, cette augmentation d'épaisseur impose un renforcement de la structure que le candidat ne souhaite pas réaliser.

Ces justifications sont basées sur la seule période hivernale par l'intermédiaire des consommations énergétiques.

L'augmentation de l'épaisseur d'isolant n'est pas intégrée et permettrait surtout de disposer d'une inertie thermique plus importante en période estivale, ce qui permet de limiter et retarder l'échauffement à l'intérieur des locaux (et donc les consommations énergétiques liées à la climatisation).

Pour permettre le respect de l'enveloppe économique, le candidat propose une alternative économique basée sur 3 postes distincts :

- L'isolation thermique hall et congrès : uniquement la réfection de la toiture sans amélioration des façades et des menuiseries extérieures (hors bureaux), avec traitement partiel de l'étanchéité à l'air – gain 11 %

- Un deuxième poste qui précise l'ajout au poste précédent d'une ventilation double flux Hall et Congrès (hors Wasmer 4) – gain 37 %

- Un troisième poste qui ajoute aux deux postes précédents l'installation d'une PAC air/eau avec appoint gaz avec amélioration globale du rendement de l'installation – gain 73 %

Le candidat précise ici que ces travaux (les 3 postes) correspondent à la tranche ferme de travaux. La proposition si elle est intéressante, manque de clarté.

Il précise que les besoins et consommations de chauffage seront fortement diminuées mais le confort d'été n'est absolument pas évoqué.

Le chapitre 2.4.2 du mémoire reprend les éléments de l'offre initiale sur la Qualité Environnementale du Bâtiment en incluant les réserves liées à la variante économique.

Le traitement des déchets, traité de façon succincte, est reporté sur les intervenants extérieurs (entreprises) qui interviendraient sur le site.

Le candidat exclut l'installation de panneaux photovoltaïques (surcharge trop importante sur toiture existante).

Le réemploi de certains matériaux ou la limitation des reconstructions est envisagé (maintien des bacs inférieurs de l'étanchéité, rénovation des bétons plutôt que leur remplacement), mais reste simpliste.

Le candidat précise enfin que l'utilisation de l'équipement est fluctuante et que les consommations d'énergie suivent cette activité. Par conséquent, le respect du décret tertiaire pourrait être compliqué par rapport à des établissements d'occupation plus régulière. Le candidat précise que le propriétaire devrait demander une dérogation à l'application du décret tertiaire.

Points forts	Faiblesses
• Présentation de pistes d'améliorations des consommations énergétiques	• La transition écologique est essentiellement basée sur une rénovation énergétique (parois extérieures et matériels) • Demande d'une dérogation pour le non-respect du décret tertiaire, alors que le gain potentiel est de l'ordre de 40 % (soit un des seuils du décret tertiaire). N'envisage donc pas de proposer un dossier limité à ce gain de 40 % en lieu et place d'une dérogation pure

L'offre obtient la note suivante :

- **L'offre est jugée insuffisante et obtient donc la note de 2,5/10, soit 1 point sur 4 au titre de ce sous-critère.**

4.1.5 Synthèse sur le critère 1

Le candidat présente un projet d'exploitation peu détaillé : pas de programme type, de nombre de manifestation précisé, ou de caractérisation fine des manifestations accueillies. Le type de public accueilli n'est pas précisé.

Concernant le plan de communication, le candidat détaille une stratégie basée sur une typologie de trois acteurs en adaptant les actions mises en œuvre – cependant la stratégie présentée reste succincte et les moyens (technique, humains, financiers) mis en œuvre ne sont pas précisés.

Les modalités d'entretien et d'exploitation apparaissent maitrisées, mais restent basées sur les dispositions actuelles sans recherche d'améliorations (outil de suivi par exemple).

Les propositions en faveur de la transition écologique sont prévues à minima, sont basées sur l'étude initiale réalisée par le prestataire actuel et sans examen approfondi du programme transmis.

L'offre obtient la note suivante :

- **L'offre est jugée passable et obtient la note de 12,3/30 au titre de ce critère.**

4.2 Critère 2 : Amélioration du patrimoine et stratégie d'investissement

4.2.1 Performance du programme des travaux en fonction du niveau atteint (2.1)

Le programme et le détail des travaux est défini par le document M.T. 2.5.
Le document MT2.0 ne reprend que des généralités.

La liste de travaux initialement proposée par le candidat a cependant été revue par le concédant et l'essentiel des demandes du programme de la tranche ferme est respecté par l'offre finale. Ainsi en cours de négociation, des postes supplémentaires (dont la rénovation zone technique de service + mise aux normes hall de stockage + la rénovation de la salle Wassmer) ont été ajoutés à la tranche ferme.

Le coefficient d'estimation des dépenses d'honoraires divers et de dépenses annexes a été revu (passage de 1,46 à 1,39 par suppression de la prise en charge des chapiteaux – non documenté dans l'offre du candidat).

Le montant d'investissement de la tranche ferme est donc plus cohérent et estimé à 10,720 m€ H.T. (9,780 m€ de travaux obligatoires + 800 k€ de rénovation à minima des salles et sanitaires des halles + 140 k€ de portail / clôture et accès au site)

Le candidat propose donc un programme de travaux restreint mais répondant à un minimum d'améliorations énergétiques sur les existants et cohérents avec les besoins exprimés dans le programme de la tranche ferme ajusté en cours de négociation par le concédant.

Points forts	Faiblesses
Programme de travaux répondant aux besoins tels que définis dans la demande d'offre finale et reprise dans le CEP	Dispositions techniques peu précises

L'offre obtient la note suivante :

- **L'offre est jugée passable et obtient donc la note de 4,7/10, soit 8 points sur 17 au titre de ce sous-critère.**

4.2.2 Pertinence du calendrier des études, de travaux et de mise en exploitation (2.2)

Le planning présenté est identique à celui de l'offre initiale et prend cependant en compte les ajouts des postes supplémentaires de la tranche ferme.

La durée des tâches prévues, malgré la diminution du volume et de la nature des travaux, n'a pas été modifiée.

L'impact des travaux sur l'exploitation de l'équipement est étudié. Les délais de conception et de travaux apparaissent cependant surévalués pour la nature des travaux envisagés.

Le planning de réalisation reste donc mal appréhendé, car ne présentant aucun découpage par tâches, mais uniquement par zone (Halle 1 / Halle 2 /, etc…) ou par travaux importants.

Il n'est pas justifié d'envisager par exemple la réfection de la Halle 3 en 2028 et la réfection de la toiture en 2032, sauf pour des considérations comptables (répartition des investissements). La durée d'intervention sur les éléments de façades reste importante, alors que les travaux ont été fortement réduits.

Les travaux envisagés et surtout leur phasage n'ont fait l'objet d'aucune adaptation au programme.

Points forts	Faiblesses
Planning de réalisation des travaux obligatoires suffisamment adapté aux demandes du concédant.	• Pertinence du découpage et du phasage. • Durée des travaux importants, estimation non basée sur une durée de travaux, mais sur l'impact financier de ceux-ci

L'offre obtient la note suivante :

- **L'offre est jugée passable et obtient donc la note de 5,4/10, soit 7 points sur 13 au titre de ce sous-critère ;**

4.2.3 Synthèse sur le critère 2

L'offre proposée par le candidat a été adaptée aux différentes remarques formulées lors des séances de négociation.

Les propositions sont basiques mais correspondent aux demandes du niveau obligatoire du programme de travaux issu des négociations et permettent l'amélioration énergétique de l'établissement ainsi que quelques améliorations fonctionnelles.

L'offre obtient la note suivante **:**

- **L'offre est jugée passable et obtient la note de 15/30 au titre de ce critère.**

4.3 Critère 3 – Conditions économiques et financières

Eu égard de la demande du concédant résultant des négociations pour le programme obligatoire de travaux, le candidat n'a pas chiffré les investissements pour la tranche optionnelle 1 au sein du mémoire financier. Cependant, les montants ont été chiffrés dans le cadre du mémoire technique et s'élève à 2 040 k€. Le candidat indique que ces investissements ne font pas l'objet d'une offre de réalisation, les contraintes et coûts d'une rénovation globale n'étant pas intégrables selon lui dans le projet.

4.3.1 Niveau de la grille tarifaire et de la formule d'indexation (3.1)

Pour rappel, la formule d'indexation de l'actuelle concession est la suivante (avenant 4) :

$$Kn = \text{montant de la part fixe} \times \frac{ILAT_N}{ILAT_0}$$

dans laquelle :
ILAT est l'indice des loyers des activités tertiaires
Le contrat joint au DCE n'impose pas de formule de révision spécifique.

Concernant la grille tarifaire : Le candidat n'a pas détaillé les tarifs dans le cadre technique et financier. Il a cependant remis une note indiquant les tarifs, reprenant la structure tarifaire de la grille actuelle.

Les tarifs présentés dans l'offre pour les locations de salle sont les suivants :

Prestation	Tarif 2025	Tarif candidat	Ecart relatif	Ecart absolu
Halle d'accueil et salle				
Hall d'accueil (jour)	1 692,00	1 735,00	3%	43
Office (jour)	534,00	548,00	3%	14
Cuisine 1 (jour)	576,00	591,00	3%	15
Cuisine 2 (jour)	576,00	591,00	3%	15
Salle Wasmer 1 (jour)	904,00	927,00	3%	23
Salle Wasmer 2 (jour)	904,00	927,00	3%	23
Salle Wasmer 3 (jour)	1 817,00	1 863,00	3%	46
Salle Wasmer 2+3 (jour)	3 176,00	3 256,00	3%	80
Salle Wasmer 1+2+3 (jour)	4 236,00	43 242,00	921%	39 006
Salle Wasmer 4 (jour)	1 618,00	1 659,00	3%	41
Salle de Commission (jour)	493,00	506,00	3%	13
Mezzanine (jour)	720,00	739,00	3%	19
Vestiaires (jour)	245,00	252,00	3%	7
Forfait location salle pour mariage	3 040,00	3 117,00	3%	77
Forfait location de salle pour Conseil Municipal	6 007,00	6 158,00	3%	151
Forfait location salle pour CR ou CA M2a	7 620,00	7 811,00	3%	191
Forfait location salle pour bureau m2A	5 518,00	5 656,00	3%	138
Hall 1				
H2000 Montage (jour)	2 122,00	2 176,00	3%	54
H2000 Manifestation (jour)	3 843,00	3 940,00	3%	97
H2000 Démontage (jour)	2 122,00	2 176,00	3%	54
Hall 2				
H4000 Montage (jour)	3 969,00	4 069,00	3%	100
H4000 Manifestation (jour)	7 015,00	7 191,00	3%	176
H4000 Démontage (jour)	3 969,00	4 069,00	3%	100
Halle 3 et 4				
H3000 Montage (jour)	3 183,00	3 263,00	3%	80
H3000 Manifestation (jour)	6 619,00	6 785,00	3%	166
H3000 Démontage (jour)	3 183,00	3 263,00	3%	80
Forfait salle	1,00	1,00	-	0
Forfait location salle de spectacle / minimum garanti	5 736,00	5 880,00	3%	144
Redevance spectacle nbre de places au delà de 1000	6,00	7,00	17%	1
Forfait location mariage	7 456,00	7 643,00	3%	187
Zone extérieur événementielle				
Espace extérieur, le m²	0,52	1,00	92%	0
Forfait accueil et état des lieux	436,80	448,00	3%	11
Espace extérieur, jauge <500 pers, (jour)	437,00	448,00	3%	11
Espace extérieur, jauge <1000 pers, (jour)	874,00	896,00	3%	22
Espace extérieur, jauge <1500 pers, (jour)	1 311,00	1 344,00	3%	33
Installation arrivée d'eau (l'unité)	218,40	223,90	3%	6
Installation 1 prise P17 tetra 32A- 20kW	163,80	167,90	3%	4
Espace extérieur, jauge >1500 pers, (jour)	1 748,00	1 792,00	3%	44

Les tarifs électricité et autres sont les suivants :

Prestation	Tarif 2025	Tarif candidat	Ecart relatif	Ecart absolu
Sécurité				
Dossier de sécurité	798,70	818,70	3%	20
Chargé de sécurité (l'heure)	82,60	84,70	3%	2
Agent SSIAP 2, tarif semaine jour (l'heure)	39,10	40,10	3%	1
Agent SSIAP 2, tarif semaine nuit (l'heure)	44,90	46,00	2%	1
Agent SSIAP 2, tarif dimanche jour (l'heure)	44,90	46,00	2%	1
Agent SSIAP 2, tarif dimanche nuit (l'heure)	50,60	51,80	2%	1
Agent SSIAP 1, tarif semaine jour (l'heure)	35,80	36,70	3%	1
Agent SSIAP 1, tarif semaine nuit (l'heure)	40,20	41,10	2%	1
Agent SSIAP 1, tarif dimanche jour (l'heure)	40,20	41,10	2%	1
Agent SSIAP 1, tarif dimanche nuit (l'heure)	45,90	47,10	3%	1
Sécurité intérieure du site (l'unité)	41,60	42,70	3%	1
Agent de surveillance, tarif semaine jour (l'heure)	35,80	36,70	3%	1
Agent de surveillance, tarif semaine nuit (l'heure)	40,20	41,30	3%	1
Agent de surveillance, tarif dimanche jour (l'heure)	40,20	41,30	3%	1
Agent de surveillance, tarif dimanche nuit (l'heure)	45,90	47,10	3%	1
Maître-chien, tarif semaine jour (l'heure)	36,20	37,20	3%	1
Maître-chien, tarif semaine nuit (l'heure)	41,10	42,20	3%	1
Maître-chien, tarif dimanche jour (l'heure)	41,10	42,20	3%	1
Maître-chien, tarif dimanche nuit (l'heure)	46,80	48,00	3%	1
Dossier de sécurité simplifié	704,40	722,10	3%	18
Agent Evènementiel, tarif jour (l'heure)	39,10	40,10	3%	1
Agent Evènementiel, tarif nuit (l'heure)	42,50	43,60	3%	1
Eléctricité				
Eléctricité, le kw	1,50	1,60	7%	0
Coffret 3 kw (2 PC 1circuit 16A mono)	148,00	151,70	2%	4
Coffret 6kw (4 PC 2 circuits 16A mono)	253,80	260,20	3%	6
Coffret 9 kw (l'unité)	380,00	389,40	2%	9
Coffret 12 kw (l'unité)	458,90	470,30	2%	11
Coffret 20 kw (l'unité)	506,20	518,90	3%	13
Coffret 40 kw (l'unité)	758,50	777,50	3%	19
Permanence électricien (l'heure)	67,60	69,30	3%	2
Installation 1 prise P17 tetra 63A- 40kW	218,40	223,90	3%	6
Installation 1 prise P17 tetra 125A- 80kW	327,60	335,80	3%	8
Astreinte électrique (journée)	222,60	228,20	3%	6

Les tarifs pour le mobilier sont les suivants :

Prestation	Tarif 2025	Tarif candidat	Ecart relatif	Ecart absolu
Mobilier				
Location évier (l'unité)	248,20	254,50	3%	6
Location sonorisation (jour)	469,20	481,00	3%	12
Location vidoir (l'unité)	167,80	172,00	3%	4
Location table plastifiée (l'unité)	11,50	11,80	3%	0
Location table brasserie 190x60 (l'unité)	6,40	6,60	3%	0
Location chaise coque (l'unité)	3,80	3,90	3%	0
Location table ronde 0,80 (l'unité)	44,90	46,10	3%	1
Location chaise pvc blanc (jour)	4,70	4,90	4%	0
Location chaise tissu (l'unité)	9,60	9,90	3%	0
Location barrière vauban (l'unité)	10,50	10,80	3%	0
Location barrière de chantier (l'unité)	11,60	11,90	3%	0
Location crash barrière (l'unité)	72,50	74,40	3%	2
Location comptoir (jour)	107,50	110,20	3%	3
Location portant vestiaire (l'unité)	29,50	30,30	3%	1
Location pupitre (l'unité)	149,10	152,90	3%	4
Location praticable samia 2mx1m (l'unité)	29,50	30,30	3%	1
Location tabouret (jour)	18,80	19,30	3%	1
Location table 140*70 (jour)	11,50	11,80	3%	0
Location mange debout (jour)	30,40	31,20	3%	1
Location maille de scène Stacco 2.44mX2.44m (l'unité)	68,70	70,50	3%	2
Location porte (l'unité)	78,40	80,40	3%	2
Location paravent	39,70	40,70	3%	1
Location scène 40m², hauteur 0,80m	1 212,80	1 243,20	3%	30
Location télévision sur pied (jour)	411,90	422,20	3%	10
Location écran 4*3 (jour)	216,10	221,50	2%	5
Location ordinateur portable (jour)	97,60	100,10	3%	2
Location table ronde basse 0,80 (l'unité)	56,30	57,80	3%	1
Location comptoir JO (l'unité)	22,20	22,80	3%	1
Location table 140 * 70 (jour)	11,50	11,80	3%	0
Location rideau ignifugé (le ml)	51,70	53,00	3%	1
Location écran 2,40*1,80 (jour)	216,10	221,50	2%	5
Location garde-corps 2m (l'unité)	14,00	14,40	3%	0
Location chaise de jardin	9,50	9,80	3%	0
Location table de jardin ronde 77cm acier laqué	48,80	50,10	3%	1
Location chaise noire et/ou verte avec accoudoirs	3,80	3,90	3%	0
Location chaise color	9,30	9,60	3%	0
Location vidéoprojecteur (jour)	194,00	198,90	3%	5
Location piste de danse 30m2 (jour)	1 419,00	1 454,50	3%	36
Nettoyage / déchets				
Permanence sanitaires (l'heure)	39,10	40,10	3%	1
Nettoyage (l'heure)	39,10	40,10	3%	1
Intervention machine nettoyage (l'heure)	74,50	76,40	3%	2
Traitement des déchets (le bac 660 litres)	33,30	34,20	3%	1
Benne à ordure 30m3 (l'unité)	963,50	987,60	3%	24

Les tarifs portant sur la communication et les prestations techniques sont les suivants :

Prestation	Tarif 2025	Tarif candidat	Ecart relatif	Ecart absolu
Communication				
Adhésif sur bâtiment 24 x 3 m	4 412,70	4 523,10	3%	110
Envoi Newsletter	968,20	992,50	3%	24
Bannière sur le site parcexpo.fr /la semaine	344,20	352,80	2%	9
Une du site parcexpo.fr / la semaine	252,50	258,90	3%	6
Méga bannière sur le site parcexpo.fr /la semaine	377,50	387,00	3%	10
Adaptation des éléments de communication au format	189,30	194,10	3%	5
Enseigne recto verso avec pose (l'unité)	30,50	31,30	3%	1
Enseigne recto-verso hors pose (l'unité)	13,80	14,20	3%	0
Technique				
Montage stand (le m²)	26,70	27,40	3%	1
Nacelle avec chauffeur agrée (jour)	804,40	824,60	3%	20
Chariot élévateur avec chauffeur agréé (jour)	815,90	836,30	3%	20
Nacelle avec chauffeur agréé (l'heure)	107,90	110,60	3%	3
Chariot élévateur avec chauffeur agréé (l'heure)	97,60	100,10	3%	2
Chariot élévateur sans chauffeur agréé (l'heure)	46,70	47,90	3%	1
Technicien pluriqualifié (l'heure)	66,90	68,60	3%	2
Permanence technicien audiovisuel (1/2 journée)	447,50	458,70	3%	11
Permanence technicien audiovisuel (journée)	697,70	715,20	3%	18

Par rapport au tarif de la DSP actuelle, les tarifs ont augmenté dans l'ensemble de 3%. Cette hausse tarifaire est modérée. Il est à noter :

- Une hausse de 17% (+1€) de la redevance pour les spectacles au titre du nombre de place :
- Une hausse conséquente du tarif pour la salle Wasmer 1+2+3– ce tarif n'apparaît pas comme cohérent avec les tarifs des salles Wasmer 1, 2 et 3 pris séparément.

Concernant la formule d'indexation : le candidat accepte la demande au contrat prévoyant que les augmentations tarifaires des locations et prestations associées sont votées par le Comité d'Administration du Concessionnaire puis soumis à la validation du Concédant.

Cette proposition est par conséquent acceptable.

Points forts	Faiblesses
• Une grille tarifaire dans la continuité de la grille actuelle • Une formule d'indexation ne reposant pas sur des indices mais soumise à la validation de la Collectivité	Un tarif pour les salles Wasmer incohérent, **semblant être une erreur matérielle**

L'offre obtient la note suivante :

- **L'offre est jugée satisfaisante et obtient donc la note de 6/10, soit 1,2 points sur 2 au titre de ce sous-critère.**

4.3.2 Projection du coût net pour le concédant sur l'ensemble du contrat (3.2)

Ce critère sera évalué de la manière suivante :

Le coût net étant évalué comme suit :

$$Note = 10 \times (1 - \frac{Coût\ net_{candidat} - Coût\ net_{Moins\ disant}}{Coût\ net_{Moins\ disant}})$$

Avec :

- Coût net (moins disant) : le coût net le plus faible proposé par l'ensemble des candidats ;
- Valeur nette comptable : valeur nette comptable des biens de retours et des biens de reprises à l'échéance du contrat ;
- Compensation éventuelle : montant des compensations éventuellement versées par le Concédant au Concessionnaire sur la durée du contrat – les compensations seront actualisées à raison de 2% par an ;
    - La compensation inclut par ailleurs le compteur.
- Redevance : sommes des redevances versées par le Concessionnaire au Concédant au titre de la redevance forfaitaire pour occupation du domaine public – les redevances seront actualisées à raison de 2% par an. Le contrat initial prévoit une redevance annuelle minimale égale à 40 000 €HT. Le candidat peut cependant proposer une redevance supérieure.

Dans le cas où un candidat ou plusieurs candidats proposent un coût net négatif ou nul, l'ensemble des coûts nets seront retraités de la façon suivante :

$$Coût\ net\ retraité = Coût\ net - Coût\ net_{Moins\ disant} + 1$$

Le coût net proposé par le candidat est le suivant :

Coût net pour la collectivité, en k€	Tranche ferme
Valeur nette comptable	3 760
Investissements non amortis	3 919
Subvention non reprise	159
Compensation	17 200
Subvention investissement	5 500
Soutien manifestations structurantes	3 780
Prise en charge frais location inhérent aux manifestations d'intérêt général (compteur)	7 920
Redevance	720
Coût net	**20 240**

Le coût net s'établit à 20 240 k€. Il est composé de :

- **3 760 k€ de VNC** reposant sur 3 919 k€ d'investissements non amortis et 159 k€ de subventions non reprises ;
- **17 200 k€ de compensation de la Collectivité** reposant sur :
  - 5 500 k€ de de subvention d'investissement – le montant a été actualisé conformément au RC ;
  - 3 780 k€ de soutien à l'organisation de manifestations structurantes – le montant a été actualisé conformément au RC ;
  - 7 920 k€ de prise en charge des frais de location inhérents à des manifestations d'intérêt général – le montant a été actualisé conformément au RC ;
- **Diminué de 720 k€ au titre de la redevance.**

Conclusion – Coût net

Le candidat ayant présenté l'offre la moins-disant, il obtient l'ensemble des points, soit 10 points sur 10. L'offre est ainsi très satisfaisante.

4.3.3 Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel (3.3)

Le candidat présente le compte d'exploitation prévisionnel suivant :

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL, en k€ HT constant	Tranche ferme
Recettes commerciales	118 091
Compensation éventuelle de la Collectivité - manifestation	6 480
Recettes complétmentaires option 2	0
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**124 571**
CHARGES VARIABLES SUR MANIFESTATION	50 213
EQUIPEMENT ET BOUTIQUE - location chapiteaux	500
ENTRETIEN ET MAINTENANCE	2 700
SERVICES EXTERIEURS	4 590
AUTRES DEPENSES	5 616
IMPOTS ET TAXES	1 440
PERSONNEL	40 626
REDEVANCES COLLECTIVITE	720
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**106 405**
TOTAL CHARGES VARIABLES SUR MANIFESTATION	**50 213**
Taux de marge brute sur manifestations	*43%*
TOTAL CHARGES FIXES HORS MANIFESTATIONS	**56 192**
Résultat d'exploitation	**18 166**
Avant la DSP	543
Pendant la DSP	548
CHARGES FINANCIERES	**1 091**
Dotation aux amortissements	20 681
Reprise de subvention d'investissement	-5 341
VNC	-3 760
AMORTISSEMENTS/REPRISE	**11 580**
TOTAL CHARGES D'INVESTISSEMENTS	**12 671**
TOTAL PRODUITS	**129 912**
TOTAL CHARGES	**128 177**
VNC	**3 760**
RESULTAT BRUT	**5 495**
Taux de marge brute sur chiffre d'affaires commercial	*4%*
Taux de marge brute sur produits	*4%*
IS, €	349
Participation aux salariés	0
RESULTAT NET	**5 145**
Taux de marge nette - avec compensation sur produits	*4%*

Analyse des recettes d'exploitation

Les recettes s'élèvent à 124 571 k€, dont 118 091 k€ de recettes commerciale (94% des recettes) soit 6 560 k€ de recettes en moyenne annuelle et 6 480 k€ de compensation de la Collectivité soit 360 k€ de recettes en moyenne annuelle.

La compensation appelée auprès de la Collectivité correspond au soutien versé à ce jour aux salons permettant le développement du territoire (le salon de l'orientation et de l'évolution professionnelle, le salon de l'industrie du futur BE5.0 et le salon Euro supply Chain pour lesquels le concessionnaire travaille avec m2A).

Les recettes commerciales sont les suivantes :

Recettes	Recettes totales	Recettes moyennes
Manifestations organisées PE	44 203 800	2 455 767
Compteur m2A	7 920 000	440 000
Manifestations accueillies (activité locative)	26 382 853	1 465 714
Compteur Ville de Mulhouse prévisionnel	6 120 000	340 000
Manifestations co-produites	13 990 000	777 222
Manifestations (JO)	18 448 200	1 024 900
Autres produits (1)	1 025 800	56 989
TOTAL	**118 090 653**	**6 560 592**

Le candidat ne présente pas les quantités vendues. Il n'est pas possible de contrôler les recettes au regard de la grille tarifaire ainsi que des quantités consommées.

Les charges d'exploitation

Le candidat présente les charges d'exploitation suivantes :

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL, en k€ HT constant	Montant
CHARGES VARIABLES SUR MANIFESTATION	50 213
EQUIPEMENT ET BOUTIQUE - location chapiteaux	500
ENTRETIEN ET MAINTENANCE	2 700
SERVICES EXTERIEURS	4 590
AUTRES DEPENSES	5 616
IMPOTS ET TAXES	1 440
PERSONNEL	40 626
REDEVANCES COLLECTIVITE	720
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**106 405**

Le candidat présente 106 405 k€ de charges soit 5 911 k€ de charges d'exploitation moyennes annuelles. Les principales charges sont :

- Les charges variables sur manifestation (47% des charges) d'un montant de 50 213 k€ ;
- Les charges de personnel (38% des charges) d'un montant de 40 626 k€.

Concernant les charges variables sur manifestation :

Les charges variables présentées par le candidat sont les suivantes :

Charges variables sur manifestation	Tranche ferme		
	Total	Moyenne	% des charges
Consommable sur manifestation	7 307	406	15%
Electricité	*6 059*	*337*	*12%*
Eau	*459*	*26*	*1%*
Chauffage	*789*	*44*	*2%*
[Autres]	*0*	*0*	*0%*
Locations de matériels, petit équipement et stockage	5 227	290	10%
Communication et promotion	8 836	491	18%
Montage, démontage, installations	16 148	897	32%
Surveillance et nettoyage	7 403	411	15%
Interimaires	1 450	81	3%
Sécurité	1 442	80	3%
Fournitures consommables	2 400	133	5%
Charges concert	-	-	-
Charges congrès	-	-	-
TOTAL	**50 213**	**2 790**	**100%**

Les charges variables sur manifestation s'élèvent à 50 213 k€ et sont composées essentiellement :

- De 32 % de montage, démontage et installations, soit 16 148 k€ sur la durée du contrat et 897 k€ de moyenne annuelle ;
- De 18 % de communication et promotion, soit 8 836 k€ sur la durée du contrat et 491 k€ de moyenne annuelle ;
- De 15 % de charges de fluides soit 7 307 k€ sur la durée du contrat et 406 k€ de moyenne annuelle – à noter que les charges d'électricité représentent 12% de l'ensemble des charges variables (6 059 k€ sur la durée du contrat) ;
- De 15 % de charges de surveillances et nettoyage soit 7 403 k€ sur la durée du contrat et 411 k€ de moyenne annuelle.

Le nombre de consommations n'étant pas indiqué par le concessionnaire, il n'est pas possible de déterminer des charges variables unitaires.

Concernant les consommables : Le candidat prévoit les charges de consommables sur manifestation suivantes :

Focus sur les charges de consommables, en €	Tranche ferme		
	Total	Moyenne	% des charges
Electricité	6 058 732	336 596	83%
Prix unitaire	170	170	
Quantité consommée	35 640	1 980	
Eau	459 179	25 510	6%
Prix unitaire	4	4	
Quantité consommée	120 837	6 713	
Chauffage	788 730	43 818	11%
Prix unitaire	110	110	
Quantité consommée	7 170	398	
TOTAL	**7 306 641**	**405 924**	**100%**

Le candidat ne distingue pas les consommations liées aux manifestations et les consommations hors manifestation.

Le candidat présente :

- 6 058 k€ de charges d'électricité, soit 337 k€ de charges annuelles, pour une consommation de 35 640 MWh au tarif de 170 €/MWh. Le tarif retenu par le candidat est élevé.
- 459 k€ de charges d'eau, soit 25 k€ de charges annuelles, pour une consommation de 120 837 m^3 au tarif de 4 €/m^3.
- 789 k€ de charges de gaz, soit 44 k€ de charges annuelles, pour une consommation de 7 170 MWh au tarif de 110 €/MWh. Le tarif retenu par le candidat est élevé.

Les charges de personnel :

Charges de personnel, en k€	Tranche ferme		
	Total	Moyenne	% des charges
Nombre d'ETP	29	29	
Montant - personnel 2026	40 626	2 257	100%
dont salaires	*26 280*	*1 460*	*65%*
dont charges salariales	*14 346*	*797*	*35%*
CEP - personnel supplémentaire	0	0	0%
CEP - évolution du personnel	0	0	0%

Le candidat ne détaille par le personnel par catégorie (direction, animation, accueil, technicien, autre)

Les charges de personnel sont stables sur le contrat. Le candidat prévoit 29 ETP. Les charges de personnel s'élèvent à 2 257 k€ par an, soit 40 626 k€ sur la durée du contrat.

Les charges de GER

Dans le cadre de son mémoire financier, **le candidat a considéré que les charges de GER constituent des immobilisations**. Par conséquent, ces montants sont amortis sur la durée de vie.

Les comptes de GER calculé par l'auditeur sont les suivantes. A noter que le candidat ne présente pas dans le compte de GER les dépenses : les dépenses de GER sont présentées dans l'onglet du cadre technique et financier portant sur les investissements.

Charges de GER, en k€	Tranche ferme	
	Total	Moyenne
TOTAL charges GER	4 280	238
Recettes de GER	5 220	290
Compte de GER - équilibre	-940	-52

Pour les dépenses : le candidat prévoit 4 280 k€ de charges de GER, soit 238 k€ par mois. Le candidat ne détaille pas les autres dépenses de GER dans le cadre financier.

Pour les recettes : concernant les recettes de GER, le candidat prévoit une provision annuelle de 290 k€ par an, soit 5 220 k€ sur la durée du contrat.

Par conséquent, au CEP, le compte de GER n'est pas équilibré.

Les charges de redevance

Le contrat initial prévoit, à l'article 40 du projet de contrat le versement d'une redevance fixe due pour l'occupation et l'utilisation du domaine, qui tient compte des avantages de toute nature procurée au titulaire de l'autorisation en contrepartie de la mise à disposition des biens. Le montant de cette redevance est proposé par le candidat – il est demandé une redevance minimum de 40 k€ HT par an.

Le candidat prévoit une redevance d'un montant de 720 k€ sur la durée du contrat, soit 40 k€ par an. Il respecte à ce titre la demande de la Collectivité.

La redevance est indexée selon la formule : Fn= F0 x K où K est l'indice des prix à la consommation.

Par ailleurs, le candidat propose les modifications contractuelles suivantes : le candidat propose un paiement semestriel de la redevance – cette modification est acceptable.

Les frais de structure

Le candidat ne présente pas de frais de structure : il indique qu'en tant que SAEML, les frais de structure provenant d'une maison mère sont nuls.
Ce point est positif.

Les charges d'investissements

Les charges financières

Les charges financières sont les suivantes :

Charges financières, en k€	Tranche ferme	
	Total	Moyenne
Emprunt travaux	548	30
Intérêts emprunts avant DSP 2026	543	30
Total	1 091	61

- Le candidat présente 1 091 k€ de charges sur la période du contrat, soit 61 k€ de moyenne annuelle. Ces charges reposent sur :
    - **548 k€ de charges financières au titre de l'emprunt** : ces charges financières reposent sur un emprunt de 5 000 k€ contracté en 2029, réalisé auprès de de quatre banque actionnaire, et au taux d'intérêt de 3,5% sur une durée de 12 ans. Le taux est correct ;
    - **543 k€ d'intérêt d'emprunt avant la DSP de 2026**, s'étalant de 2026 à 2039 : le candidat maintient ses emprunts en raison des taux d'intérêts compétitifs.

Les modalités de financement du contrat sont analysées dans la partie « Cohérence du programme d'investissement et modalité de financement ».

Les charges calculées :

Au regard du montant des investissements demandés par le candidat, les charges d'amortissement (11 580 k€) sont les suivantes :

- 20 681 k€ d'amortissement des investissements ;
- - 5 341 k€ de reprise de subvention ;
- - 3 760 k€ de VNC à la fin de contrat.

Les modalités de calcul des charges d'amortissement sont analysées dans la partie « Cohérence du programme d'investissement et modalité de financement ».

Le résultat de la concession

Le résultat de la concession est le suivant :

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL, en k€ HT constant	Tranche ferme
Produit d'exploitation	124 571
Recettes commerciales	118 091
Dont compensation Collectivité	6 480
Charges d'exploitation	106 405
Résultat d'exploitation	**18 166**
Charges financières	1 091
Amortissements, reprises et VNC	11 580
Résultat brut	**5 495**
Résultat brut sur chiffre d'affaires commercial	4,7%
Résultat brut sur produits (hors reprise de subvention)	4,4%
IS, €	349
Participation aux salariés	0
Résultat net	**5 145**

Le candidat présente :

- Le résultat brut s'élève à 5 495 k€. Il est composé d'un résultat d'exploitation de 18 166 k€ (dont 124 571 k€ de produits et 106 405 k€ de charges), 1 091 k€ de charges financières et 11 580 k€ d'amortissements, reprises et VNC. L''impôt sur les sociétés s'élevant à 349 k€ sur la durée du contrat et en l'absence de participation aux salariés, le résultat net est égal à 5 145 k€.

Points forts	Faiblesses
• Le respect de la redevance minimale demandée au contrat. • L'absence de frais de maison-mère au regard de la structure du candidat	• Des prix unitaires pour le gaz et l'électricité élevés.

L'offre obtient la note suivante :

- **L'offre est jugée passable et obtient donc la note de 4/10, soit 4 points sur 10 au titre de ce sous-critère.**

4.3.4 Cohérence du programme d'investissement et modalités de financement (3.4)

Selon l'article 7.2 du règlement de consultation, les travaux demandés par la Collectivité sont les suivants :

- <u>Offre de base : travaux de niveau 1 remise en état fonctionnel et mise hors d'eau :</u>
- L'isolation et l'étanchéité des toitures ;
- La rénovation de la toiture ;
- La rénovation du chauffage et de la Centrale de Traitement d'Air (CTA) ;
- La rénovation du chauffage d'appoint ;
- La rénovation du réseau de diffusion air ;
- Le désenfumage ;
- Portes SAS et installation hors gel ;
- La rénovation chauffage et salle de conférence ;
- L'habillage extérieur des façades des halls ;
- Le remplacement des deux murs mobiles.

- <u>Option 1 : Travaux de niveau 1a pour le développement des congrès :</u>
- Travaux de rénovation complète des salles Wasmer ;
- Rénovation totale et Centrale de Traitement d'Air (CTA) de la salle Wasmer 4 ;
- Rénovation hall d'accueil du bâtiment-conférence.

- <u>Option 2 : Travaux de niveau 1b complémentaires à envisager pour le développement des événements :</u>
- Modification du hall 2000 ;
- Gradins mobiles ;
- Équipements scéniques.

Les candidats ont aussi été autorisés à présenter des variantes, précisées dans l'article 7.3 du règlement de consultation, comme il suit :

- Variante 1 – Travaux de niveau 2 : améliorations fonctionnelles du bâtiment :

- La mise en place d'une GTC ;
- Le remplacement du sol des halles ;
- La réfection des voiries, clôtures et nouvel accès de service ;
- La création d'un pôle de tri déchets ;
- L'agrandissement du hall de stockage ;
- La rénovation sanitaire rez-de-chaussée et mezzanine ;
- Les rénovations cuisine et office du bâtiment-conférences ;
- La rénovation des deux cuisines des halles et reprise des hottes.

- Variante 2 – Travaux de niveau 3 : rénovation énergétique et parvis :

- La rénovation complète des bureaux ;
- La signalétique dynamique et grand écran LED ;
- Les panneaux photovoltaïques ;
- Le traitement des façades pour l'objectif décret tertiaire ;
- L'aménagement du parvis et des abords.

Les candidats peuvent proposer des investissements complémentaires.

Suite aux négociations, le programme de travaux de la tranche ferme (travaux de niveau 1) a été réajusté par le concédant en intégrant une fraction des travaux issus du programme de niveau 1a (tranche optionnelle 1) portant sur la rénovation de la salle Wassmer.

Dans son offre finale, le candidat propose les investissements suivants :

Investissement et VNC	Tranche ferme
Halle	7 580
Rénovation du chauffage - CTA Halles	*2 590*
Rénovation du chauffage Halles - chaudière d'appoint	*140*
Rénovation du réseau - diffusion Halle	*560*
Désenfumage	*210*
Portes SAS + installation hors gel	*40*
Reprise isolation et étanchéité Façade Halle	*820*
Rénovation toiture Hall	*2 890*
Mise au normes - locaux	*330*
Conférence	730
Rénovation du chauffage - CTA - Conférence	*0*
Rénovation du chauffage - salle de conférences	*0*
Reprise isolation et étanchéité Façade Conf	*330 000*
Rénovation toiture Conf	*400 000*
Rénovation revêtement zone de service	250
Facade extérieur	0
Remplacement des 2 murs mobiles	1 220
Frais de main d'œuvre : X1,38	0
TOTAL Travaux obligatoires	**9 780**
Rénovations à minima (salles+sanitaires Hall)	800
Seconde entrée de service (Voirie, portail, contrôle accès)	140
GER montant immobilisé	4 280
TOTAL Travaux proposé par le candidat	**5 220**
Développement des événements (option 2)	0
Modification du hall 2000	
Gradins mobiles	
Equipements scéniques	
Frais (X1,38)	
TOTAL option	**0**
TOTAL Travaux offre	**15 000**
VNC - ticket d'entrée	9 600
TOTAL Investissement	**24 600**
TOTAL Investissement hors GER	19 380
Amortissement	20 681
VNC au titre des investissements	**3 919**

- Le montant des investissements s'établit à 10 720 k€ répartis :
  - 7 580 k€ pour les Halles ;
  - 730 k€ pour l'espace conférences ;
  - 250 k€ pour la rénovation du revêtement de la zone de service ;
  - 1 220 k€ de remplacement de murs mobiles ;
  - 800 k€ de rénovation à minima des salles de conférence ;
  - 140 k€ de portail / clôture accès au site

- Le montant des travaux de Gros Entretien et Réparation s'établit à 4 280 k€.

Le montant total des investissements s'établit ainsi à 15 000 k€HT.

Le candidat intègre le montant du droit d'entrée comme demandé au DCE, soit 9 600 k€.

***In fine*, le montant total investit, droit d'entrée inclus, est de 24 600 k€.** Le candidat amorti 20 681 k€, soit une VNC à l'issue de la fin de contrat au titre des investissements de 3 919 k€.

Le plan de financement est le suivant :

- Un **montant à financer de 24 600 k€** composé de :
  - 15 000 k€ de travaux et GER
  - 9 600 k€ de GER

- Un **montant financé par la Collectivité à hauteur de 20 240 k€** composé de :
  - 5 500 k€ de subvention d'investissement (valeur en euro constant)
  - 3 780 k€ de subvention de fonctionnement (valeur en euro constant)
  - 7 920 k€ de prise en charge des frais de location inhérent aux manifestations d'intérêt général (valeur en euro constant)
  - 3 760 k€ de VNC nette (3 919 k€ de VNE au titre des investissements et 159 k€ au titre de subvention)
  - Diminué de la redevance versée par le Concessionnaire vers le délégataire : 720 k€ (valeur en euro constant).

- Un financement prévisionnel de **la Ville de Mulhouse à hauteur de 8 820 k€ composé de :**
  - 2 700k€ de subvention de fonctionnement (valeur en euro constant)
  - 6 120 k€ de prise en charge des frais de location inhérent aux manifestations d'intérêt général (valeur en euro constant)

- Un **montant financé par emprunt à hauteur de 6 878 k€**
  - nouvel emprunt de 2 700 k€
  - montant financé par d'anciens emprunts à hauteur de 4 178 k€ à partir du début de la concession :
    - 1 836 k€ au titre d'un emprunt de 2 M€ contracté auprès la CCM ;
    - 2 342 k€ au titre d'un emprunt de 2,5 M€ contracté auprès du crédit agricole.
    - Interrogé sur ce point dans le cadre des négociations, le candidat indique que les emprunts font l'objet de taux d'intérêt compétitifs par rapport au marché actuel.
  - l'ensemble de l'emprunt est remboursé sur la période ;
  - La part de l'emprunt dans le plan de financement s'établit à 28%

- Un **montant financé par d'autres ressources à hauteur de 13 900 k€** correspondant à la trésorerie initiale, la VNC perçue au titre de l'ancien contrat venant également alimenter la trésorerie initiale, ainsi qu'une éventuelle augmentation de capital.

Points forts	Faiblesses
• Un montant de subvention appelé auprès de la Collectivité acceptable (5 500 k€) • Un taux d'emprunt s'élevant à 3,5% correct.	• Les investissements intègrent les travaux de GER. • Le candidat présente une VNC nette de 3 760 k€.

L'offre obtient la note suivante :

- **L'offre est jugée satisfaisante et obtient donc la note de 6/10, soit 2,4 sur 4 au titre de ce sous-critère.**

4.3.5 Performance de la clause d'intéressement du concédant (3.5)

Le candidat a remis l'ensemble des éléments.

Le candidat propose la formule d'intéressement suivante : « *Le Concessionnaire reverse à la Collectivité, tous les 6 ans, 30 % [à proposer par le candidat] du résultat net comptable cumulé depuis le début de la DSP. Le versement de cet intéressement intervient après l'approbation des comptes de l'exercice considéré. Un versement opéré ne pourra être remboursé* »

Le candidat accepte la formulation inscrite dans le DCE final. Le taux de 30% est correct – ce taux aurait cependant pu être optimisé.

Points forts	Faiblesses
Taux d'intéressement correct	

L'offre obtient la note suivante :

- **L'offre est jugée correcte et obtient donc la note de 6/10, soit 2,4 points sur 4 au titre de ce sous-critère.**

4.3.6 Synthèse sur le critère 3

L'offre du candidat présente les caractéristiques suivantes :

- Une grille tarifaire en hausse de 2,4% par rapport aux tarifs actuels ;
- Une formule d'indexation n'étant pas fondée sur des indices, mais sur des évolutions constatées par le candidat au cours de la DSP – par conséquent, la formule n'est pas engageante. Malgré tout, elle est soumise à la validation de la Collectivité ;
- Le coût net proposé par le candidat est le coût moins disant pour la Collectivité, le candidat étant seul :
- Un compte d'exploitation prévisionnel où les recettes ne sont pas dûment justifiées (prestation, tarif, quantité) ainsi que des coûts élevés pour le gaz et l'électricité.

- Un plan de financement :
  - reposant sur un montant acceptable au regard du prévisionnel et sollicitant l'aide de la Collectivité de façon cohérente ;
- Une clause d'intéressement correcte ;

L'offre du candidat obtient :

- **L'offre est jugée satisfaisante et obtient 20 points sur 30 au titre du critère financier.**

4.4 Analyse juridique - critère 4 – Aspect juridique

4.4.1 Degré d'acceptation et, le cas échéant, d'amélioration par le candidat, dans le sens des intérêts de l'Autorité délégante du projet de contrat et de ses annexes (4.1)

Le candidat a accepté l'intégralité des stipulations contractuelles proposées par l'autorité concédante ainsi que des annexes.

Son offre est ainsi appréciée de manière très satisfaisante. Il obtient sur ce sous-critère la note de 10/10, soit pondéré à 6%, la note de 6/6.

4.4.2 Robustesse de l'organisation contractuelle (4.2)

Le candidat a conservé la garantie à première demande et propose un montant correct de 60 k€. Le modèle fourni convient.

Forces	Faiblesses
Maintien garanti à première demande	Le montant de la garantie

L'offre du candidat est jugée satisfaisante, il obtient ainsi la note de 7/10 soit, pondéré à 4 %, 2,8/4

4.4.3 Conclusion critère 4

Le Candidat propose une organisation contractuelle simple, non critiquable et remets une offre contractuelle identique à celle proposée par m2A

L'offre du candidat est jugée très satisfaisante et est notée à 8,8/10.

5 Conclusion

CRITERE	TOTAL	Tranche ferme
QUALITE DE L'EXPLOITATION, DU SERVICE RENDU AUX USAGERS ET RELATION AVEC LA COLLECTIVITE	**30**	**12,3**
Pertinence de la programmation envisagée dans l'équipement en précisant le type d'activité et de publics accueillis	8	3,2
Stratégie de développement de l'équipement et politique de communication ainsi que services proposés aux utilisateurs et usagers	9	3,6
Modalités d'entretien courant et de maintenance des installations et du bâti. Moyens matériels et humains dédiés à l'exploitation	9	4,5
Proposition en faveur de la transition écologique	4	1
AMELIORATION DU PATRIMOINE ET STRATEGIE D'INVESTISSEMENT	**30**	**15**
Performance du programme des travaux en fonction du niveau atteint	17	8
Pertinence du calendrier des études, de travaux et de mise en exploitation	13	7
CRITERE FINANCIER	**30**	**20**
Niveau de la grille tarifaire et de la formule d'indexation	2	1,2
Projection du coût net pour le Concédant sur l'ensemble du contrat	10	10
Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel	10	4
Cohérence du programme d'investissement et modalité de financement	4	2,4
Performance de la clause d'intéressement du concédant	4	2,4
CRITERE JURIDIQUE	**10**	**8,8**
Degré d'acceptation et, le cas échéant, d'amélioration par le candidat, dans le sens des intérêts de l'Autorité délégante du projet de contrat et de ses annexes	6	6
Robustesse de l'organisation contractuelle	4	2,8
TOTAL	**100**	**55,9**

Compte tenu des éléments d'analyse qui précèdent, il est proposé de retenir l'offre du candidat comme Concessionnaire qui se classe en première position avec une note globale de 56,10 sur 100.

Ainsi, au vu du résultat des négociations et de l'analyse des offres finales, il est proposé au conseil d'agglomération :

- de confier à la société Mulhouse Expo SAEML la concession de service public pour l'exploitation du Parc des Expositions de Mulhouse ;
- d'approuver le contrat de concession de service public (et l'ensemble de ses annexes) tel que résultant du processus de négociation avec ledit candidat ;
- et par conséquent d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer le contrat de concession de service public a et à accomplir les formalités nécessaires à son exécution.

6 PRESENTATION DE L'ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT

6.1 Nature juridique et objet du contrat

Le Contrat est une concession de service public au sens qui lui est donné par les articles L. 1411-1 du CGCT et L. 1121-1 du Code de la commande publique. Il est régi par les dispositions du Code de la commande public relatives aux contrats de concession et par les articles L. 1411-1 et suivants du CGCT.

Le Contrat a pour objet de confier, aux risques et périls du Concessionnaire et dans le respect de la réglementation, la gestion et l'exploitation des Biens dédiés à l'exploitation, dont la consistance est décrite en Annexe 1. [CARACTERISTIQUES MINIMALES]

La Collectivité garantit l'exclusivité de l'exploitation des Biens dédiés à l'exploitation.

Le Concessionnaire s'engage en particulier à assurer :

- La prise en charge et l'exploitation complète de l'Equipement ;
- La promotion et la communication liées à l'exploitation de l'Equipement ;
- La gestion administrative et financière ;
- La perception des recettes sur les Usagers organisateurs ;
- La sécurité des installations et des Usagers visiteurs selon la réglementation en vigueur ;
- Le respect des normes d'hygiène et de sécurité et l'ensemble des contrôles techniques réglementaires nécessaires ;
- Le parfait état de propreté des ouvrages, installations et biens dédiés à l'exploitation ;
- L'entretien général, la maintenance courante et le renouvellement des ouvrages, installations et biens dédiés à l'exploitation, comprenant notamment :
  - La définition précise des obligations du Concessionnaire en matière d'entretien ;
  - Le maintien en parfait état de fonctionnement des ouvrages et leur approvisionnement en fluides ;
  - Le suivi du patrimoine : la remise des installations en bon état d'entretien en fin de Contrat.
- La maîtrise d'ouvrage et la réalisation des travaux de réhabilitation ;
- La programmation des évènements (salons, congrès, etc.) ;
- Le respect du règlement intérieur par lui et ses Usagers organisateurs et visiteurs ;
- La reprise du personnel figurant en annexe 15 ;
- L'acquittement en totalité d'un droit d'entrée prévisionnel correspondant au montant de 9 600 000 €HT, valeur nette comptable des biens non amortis connue au mois d'avril 2025.
- La réalisation de travaux pour un montant de 15 000 000 M€HT, listés au compte d'exploitation prévisionnel et énumérés ci-dessous :

✓ Programme d'investissement pour un montant 10 720 000 €HT

<u>HALLES</u>

- La rénovation du chauffage et de la Centrale de Traitement d'Air (CTA)
- La rénovation du chauffage - chaudière d'appoint
- La rénovation du réseau de diffusion d'air
- Le désenfumage

- Les portes SAS et installation hors gel
- La mise aux normes du hall de stockage
- La reprise d'éléments de façade
- La rénovation, l'isolation et l'étanchéité de la toiture
- Le remplacement des deux murs mobiles
- La rénovation du revêtement de la zone de service derrière les halles
- La réfection à minima des sanitaires des halles

SALLES DE CONFERENCE

- La reprise d'éléments de façade
- La rénovation, l'isolation et l'étanchéité de la toiture
- La rénovation à minima des salles de conférence

EXTERIEUR

- Portail / clôture et accès au site

✓ Travaux du Gros Entretien et Renouvellement (GER) pour un montant 4 280 000 €HT

Les travaux relevant du Gros Entretien Renouvellement (GER) figurent au compte d'exploitation prévisionnel.

6.2 Durée du contrat

Le Contrat est conclu pour une durée de dix-huit (18) ans à compter du 31 décembre 2025 et s'achèvera le 30 décembre 2043.

6.3 Garanties contractuelles

Le Concessionnaire fournira une garantie à première demande d'un montant égal à 60 000 euros pour l'exploitation du service ;

6.4 Caractéristiques économiques et financières

Le montant des investissements, en euros constants, est de 15 000 k€

Le candidat intègre également la VNC de 9 600 k€ (valeur avril 2025) conformément à la demande du règlement de consultation ;

Le coût global net du contrat dans l'offre du Concessionnaire est de 20 240 k€ sur la durée du contrat.

Le coût net inclut :

- La valeur nette comptable à la fin du contrat 3 760 k€ ;

- Les flux financiers de la Collectivité vers le concessionnaire :
  - Une subvention d'investissement : 5 500 k€ (valeur en euro constant) ;
  - Une subvention de fonctionnement : 3 780 k€ (valeur en euro constant) ;
  - Un droit de tirage (compteurs) : 7 920 k€ (valeur en euro constant) ;
  - Diminué de la redevance versée par le Concessionnaire vers le délégataire : 720 k€ (valeur en euro constant)

Le concessionnaire pourrait bénéficier d'un financement prévisionnel de la Ville de Mulhouse à hauteur de 8 820 k€ composé de :

- 2 700 k€ de subvention de fonctionnement (valeur en euro constant)
- 6 120 k€ de prise en charge des frais de location inhérent aux manifestations d'intérêt général (valeur en euro constant)

Le montant du chiffre d'affaires total (recettes d'exploitation) pour le Délégataire sur la durée du contrat est de :

- 124 571 k€, dont 95% de recettes commerciales et 5% provenant de m2A.

6.5 Cas de réexamen

Pour tenir compte de l'évolution des conditions juridiques, économiques et techniques d'exécution du Contrat, ainsi que des événements extérieurs aux services affermés, mais de nature à en modifier les conditions d'exploitation et de fonctionnement, les Parties conviennent qu'il pourra y avoir réexamen des termes du Contrat.

Les Parties pourront revoir les termes du Contrat dans les cas suivants :

- Si la Collectivité décide d'imposer au Concessionnaire de nouvelles contraintes de fonctionnement dès lors qu'elles ne sont pas de nature à modifier substantiellement l'économie générale du Contrat ;
- D'un commun accord entre les Parties à la suite d'une demande formulée par l'une d'entre elles dès lors que cette demande ne modifie pas l'économie générale du Contrat ;
- En cas d'inclusion ou d'exclusion de nouveaux espaces ou ouvrages dans le périmètre délégué ;
- En cas de modification des conditions légales ou réglementaires produisant ses effets pendant la durée du Contrat et conduisant à une modification substantielle de l'économie générale de celui-ci ;
- En cas de bouleversement de l'équilibre économique de la concession ;
- Aux termes de la finalisation des études préalables (niveau Avant-Projet Définitif) au lancement des marchés de travaux prévus dans le programme des investissements, les présentes stipulations constituent une clause de rendez-vous. Cette clause trouve à s'appliquer au plus tard dans les deux ans qui suivent la notification du présent contrat. Par ailleurs, la présente clause de rendez-vous pourra donner lieu à un réexamen du compte d'exploitation prévisionnel qui sera alors ajusté en fonction du coût réel du programme de travaux adapté et validé au terme des études finalisées d'APD ;

  Afin de garantir l'équilibre économique du contrat, non seulement le compte d'exploitation prévisionnel mais aussi le programme de travaux, pourront alors être ajustés eu égard aux données issues des études précitées. De même, le montant et les modalités de versement de la participation financière du concédant seront redéfinies lors de cette clause de rendez-vous ;

- A l'achèvement des travaux de rénovation de toiture et de chauffage des halles (niveau Décompte général définitif) prévus dans le programme des investissements, les présentes stipulations constituent une clause de rendez-vous. Par ailleurs, la présente clause de rendez-vous pourra donner lieu à un réexamen du compte d'exploitation prévisionnel qui sera alors ajusté en fonction du coût réel des travaux réalisés ;
- En cas d'augmentation de +5% du montant de la VNC en fin de contrat par rapport au compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat en vigueur, conformément à l'article 63 du contrat de concession ;
- En cas de survenance d'une cause légitime, telle que définie à l'article 6 du Contrat ;
- En cas de désordres ou de sinistres substantiels impactant les ouvrages ou installations concédés ;
- En cas d'événement de force majeure ou de sujétions imprévues entraînant un surcoût substantiel par rapport au compte d'exploitation prévisionnel et de nature à remettre en cause l'équilibre financier de la Concession.

L'initiative de la demande de réexamen appartient à chacune des deux Parties.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exploitation des Biens dédiés à l'exploitation. Il est entendu que la clause de rencontre n'implique pas une révision de plein droit du Contrat.

Tout réexamen devra être précédé de la production par le demandeur des justificatifs nécessaires.
Les Parties se concerteront pour procéder au réexamen et trouver un accord sur les modifications éventuelles à apporter par avenant au Contrat.

À défaut d'accord dans un délai de deux (2) mois à compter de la demande de la Partie qui aura sollicité la révision, les Parties procéderont sous quinzaine à la consultation de la commission de conciliation prévue à l'Article 69 du présent contrat.

6.6 Pénalités contractuellement prévues

Le Contrat prévoit des pénalités en cas de non-respect des obligations du concessionnaire.

Le Contrat prévoit également :

- La possibilité de résilier pour faute le contrat en cas de manquement grave ou de manquements répétés du Concessionnaire à ses obligations au titre du Contrat ;
- La mise en régie provisoire en cas de faute grave du Concessionnaire, en cas d'interruption tant totale que partielle du service ou de faute du Concessionnaire dans l'exécution du Contrat, m2A le droit d'assurer le service par le moyen qu'il juge bon et notamment par un tiers.

6.7 Obligations de contrôle imposées au Concessionnaire

La Collectivité dispose d'un droit de contrôle renforcé :

- Le Concessionnaire sera tenu d'effectuer des comptes rendus concernant la réalisation des travaux pendant les phases études et travaux ;

- La Collectivité dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution technique et financière du Contrat par le Concessionnaire ainsi que sur la qualité du service rendu aux usagers ;
- Le concessionnaire doit notamment :
    - Autoriser à tout moment l'accès des installations du service délégué aux personnes mandatées par la Collectivité sans que cela soit de nature à perturber le bon fonctionnement et la sécurité du service ;
    - Répondre à toute demande d'information de sa part consécutive à une réclamation d'usagers ou de tiers ;
    - Justifier auprès de la Collectivité des informations qu'il aura fournies, notamment dans le cadre du rapport annuel et de la production des tableaux de bord, par la transmission de tout document technique ou comptable utile se rapportant au Contrat ;
    - Désigner un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées par la Collectivité ;
    - Conserver, pendant toute la durée du Contrat et pendant une durée de cinq (5) années après son expiration, les documents nécessaires au contrôle et présentant un intérêt significatif pour la gestion du service affermé.
- Enfin, conformément aux dispositions des articles L. 3131-5 et R. 3131-2 du Code de la commande publique et de l'article L. 1411-3 du code général des collectivités territoriales, le Concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - m2A

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU PARC DES EXPOSITIONS DE MULHOUSE

CONTRAT

PROJET

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
ayant son siège social à Maison du Territoire, 9 avenue Konrad Adenauer, BP 30100, 68393 SAUSHEIM Cedex, représentée par son Président en exercice, Monsieur Fabian Jordan ou son représentant dûment habilité, en vertu d'une délibération du Conseil communautaire du 08 décembre 2025,

Ci-après dénommée "***La Collectivité***"

d'une part,

ET

MULHOUSE EXPO SAEML

au capital de 4 042 384 euros, immatriculée au R.C.S de [Mulhouse TI] sous le numéro 409026770, ayant son siège social 120 rue Lefebvre - 68100 Mulhouse, représentée par GRAIN Laurent,

Ci-après dénommée "***Le Concessionnaire***"

d'autre part,

Ci-après ensemble « *les Parties* » ou individuellement « *Partie* ».

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

PROJET

SOMMAIRE

SOMMAIRE 3

PREAMBULE 8

CHAPITRE 1 : STIPULATIONS GENERALES 10

Article 1. Définitions 10

Article 2. Formation du Contrat 12

Article 3. Nature et objet du Contrat 13

Article 4. Durée et prise d'effet du Contrat [Caractéristiques minimales] 15

Article 5. Caractère personnel du Contrat 15
Article 5.1 - Principe 15
Article 5.2 - La sous-concession 15
Article 5.3 - Contrats de travaux, de fournitures et de services avec des tiers 16

Article 6. Causes légitimes 16

Article 7. Cession du Contrat 18

Article 8. Responsabilité du Concessionnaire 19

Article 9. Assurances 19
Article 9.1 - Dommages causés aux biens 19
Article 9.2 - Utilisation des Biens dédiés à l'exploitation 20
Article 9.3 - Exploitation du service et responsabilité civile 21
Article 9.4 - Clauses générales – Assurances 21
Article 9.5 - Obligations du Concessionnaire en cas de sinistre 21
Article 9.6 - Justification des assurances 22

Article 10. Garantie à première demande 23

Article 11. Révision contractuelle 24

CHAPITRE 2 : CONDITIONS D'EXPLOITATION DU SERVICE 26

Article 12. Principes généraux d'exploitation [CARACTERISTIQUES MINIMALES] 26

Article 13. Respect de la réglementation 27

Article 14. Autorisations administratives 27

Article 15. Gestion des Manifestations 27
Article 15.1 - Accueil des Manifestations [CARACTERISTIQUES MINIMALES] 27
Article 15.2 - Organisation des Manifestations 28
Article 15.3 - Continuité des manifestation organisées par le Concessionnaire sortant 28
Article 15.4 - Continuité des manifestations organisées par la Collectivité ou ses communes membres 30
Article 15.5 - Interventions et actions nécessaires au bon déroulement des Manifestations 31
Article 15.6 - Accueil du public 31
Article 15.7 - Planification de l'activité du parc des expositions 31

PROJET

Article 16. Exploitation des activités de marchandising 31

Article 17. Communication et Marketing 32
Article 17.1 - Communication et Marketing 32
Article 17.2 - Identité visuelle du Parc des Expositions 32
Article 17.3 - Création d'un site internet et/ou d'une application pour solutions mobiles 33
Article 17.4 - Information des Usagers et du public 33

Article 18. Attribution de journées d'espaces à la Collectivité 34
Article 18.1 - Mise à disposition pour les manifestations d'intérêt général / compteur 34
Article 18.2 - Mise à disposition à titre gratuit pour l'organisation des Conseils d'Agglomération 34
Article 18.3 - Mise à disposition ponctuelle à titre onéreux des Équipements 35

Article 19. Marques, dessins et modèles 35

Article 20. Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) 35
Article 20.1 - Respect des principes de laïcité et de neutralité [CARACTERISTIQUES MINIMALES] 35
Article 20.2 - Egalité professionnelle 37
Article 20.3 - Développement durable 37

Article 21. Contraintes de fonctionnement 37
Article 21.1 - Accès du personnel de la Collectivité 37
Article 21.2 - Fourniture en énergie et fluides - Assainissement des rejets 37
Article 21.3 - Ordre public 37

Article 22. Location d'emplacements permanents 38

Article 23. Règlement intérieur 38

Article 24. Continuité du service 39

CHAPITRE 3 : PERSONNEL DU SERVICE 40

Article 25. Statut du personnel 40

Article 26. Conformité des conditions de travail à la réglementation 41

CHAPITRE 4 : RESPECT DES NORMES D'HYGIENE, DE SECURITE, D'INCENDIE ET PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES 42

Article 27. Surveillance – Gardiennage – Sécurité des personnes –Sécurité contre l'incendie – Hygiène .. 42

CHAPITRE 5 : REGIME DES BIENS 44

Article 28. Classification des Biens dédiés à l'exploitation 44
Article 28.1 - Inventaire des Biens dédiés à l'exploitation 44
Article 28.1.1 - Principe général 44
Article 28.1.2 - Evolution des Biens dédiés à l'exploitation en cours d'exécution du Contrat 45
Article 28.2 - Biens de catégorie A – Biens de retour 45
Article 28.2.1 - Définition 45
Article 28.2.2 - Biens mis à disposition du Concessionnaire 46
Article 28.3 - Biens de catégorie B – Biens de reprise 46
Article 28.3.1 - Définition 46
Article 28.3.2 - Biens acquis par le Concessionnaire 46
Article 28.4 - Biens de catégorie C – Biens propres 47

CHAPITRE 6 : ENTRETIEN, MAINTENANCE ET RENOUVELLEMENT 48

PROJET

Article 29. Contrôle périodiques et visites réglementaires 48

Article 30. Entretien, maintenance et renouvellement 48
Article 30.1 - Modalités de répartition des opérations entre la Collectivité et le Concessionnaire 48
Article 30.2 - Opérations à la charge du Concessionnaire 49
Article 30.3 - Gros entretien et renouvellement (G.E.R.) 49

Article 31. Responsabilité des travaux de réhabilitation 51

Article 32. Mise en conformité des Biens dédiés à l'exploitation 51

Article 33. Procédures de contrôle de l'état des Biens dédiés à l'exploitation [CARACTERISTIQUES MINIMALES] 52
Article 33.1 - Droit de visite des Biens dédiés à l'exploitation 52
Article 33.2 - Journal de bord des travaux réalisés et bilan sur les énergies et fluides 52

CHAPITRE 7 : REGIME FINANCIER 53

Article 34. Recettes d'exploitation 53

Article 35. Droit d'entrée 53
Article 35.1 - Principe 53
Article 35.2 - Conditions de paiement 54
Article 35.3 - Modalités d'amortissement du droit d'entrée 54

Article 36. Charges d'exploitation 54

Article 37. Tarification des services 54
Article 37.1 - Grilles tarifaires 54
Article 37.2 – Indexation de la grille tarifaire 54
Article 37.3 - Modification tarifaire 54

Article 38. Compte de Gros Entretien et de Renouvellement (G.E.R.) 55

Article 39. Comptes d'exploitation et comptes sociaux 55

Article 40. Redevances 56

Article 41. Clause d'intéressement 57

Article 42. Impôts et taxes 57

Article 43. Retard de versement 58

CHAPITRE 8 : INFORMATION ET CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ 59

Article 44. Informations sur l'exécution du Contrat 59
Article 44.1 - Principes généraux 59
Article 44.2 - Réunions de suivi 59

Article 45. Rapport annuel du Concessionnaire [CARACTERISTIQUES MINIMALES] 59
Article 45.1 - Compte-rendu technique 61
Article 45.2 - Compte-rendu financier 61
Article 45.3 - Analyse de la qualité du service 62

Article 46. Tableaux de bord 63

Article 47. Comité de suivi 63

PROJET

Article 47.1 - Organisation du comité de suivi..... 63
Article 47.2 - Saisine du comité de suivi 63
Article 47.3 - Prérogatives du comité de suivi 64

Article 48. Contrôle exercé par la Collectivité 64
Article 48.1 - Objet du contrôle 64
Article 48.2 - Exercice du contrôle..... 65
Article 48.3 - Obligations du Concessionnaire..... 65

CHAPITRE 9 : SANCTIONS ET CAS DE RESILIATION..... 66

Article 49. Pénalités..... 66
Article 49.1 - Modalités d'application des pénalités 66
Article 49.2 - Cas d'application et montant des pénalités..... 66
Article 49.3 - Pénalités liées aux opérations de fin ou de renouvellement du Contrat..... 68
Article 49.4 - Pénalité pour non-respect des dispositions du Code du travail 68
Article 49.5 - Paiement des pénalités..... 68

Article 50. Mise en régie provisoire 69

Article 51. Mesures d'urgence..... 70

Article 52. Déchéance – Résiliation pour faute 70

Article 53. Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général 71

Article 54. Résiliation pour force majeure prolongée 72

Article 55. Résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence..... 73

Article 56. Résiliation pour refus de délivrance, suspension ou retrait d'autorisation administrative 74

Article 57. Dissolution, redressement et liquidation judiciaire 74

CHAPITRE 10 : FIN DU CONTRAT 75

Article 58. Cas de fin du Contrat..... 75

Article 59. Expiration du terme du Contrat..... 75

Article 60. Continuité du service en fin de Contrat 75

Article 61. Sort du personnel..... 77

Article 62. Sort des Biens dédiés à l'exploitation 77
Article 62.1 - Inventaire contradictoire 78
Article 62.2 - Sort des biens de retour (biens de catégorie A) 78
Article 62.3 - Sort des biens de reprise (biens de catégorie B)..... 78
Article 62.4 - Sort des biens propres (biens de catégorie C)..... 79
Article 62.5 - Sort du compte G.E.R et des éventuelles provisions pour renouvellement afférentes aux biens de retour et biens de reprise repris par la Collectivité..... 79

Article 63. Valeur résiduelle 79

Article 64. Reprise des contrats en cours..... 80

Article 65. Transmission des informations, données et documents 80

PROJET

Article 66. Information des candidats à la concession de service public 81

Article 67. Règlement des comptes du Contrat..... 81

Article 68. Reprise des stocks 81

CHAPITRE 11 : DISPOSITIONS DIVERSES 82

Article 69. Règlement des différends..... 82

Article 70. Juridiction compétente..... 82

Article 71. Non-validité partielle 83

Article 72. Notifications – Mises en demeure 83

Article 73. Election de domicile 83

Article 74. Annexes..... 84

Article 75. Signatures des Parties 85

PROJET

PREAMBULE

Le projet du territoire

Située au cœur de l'Europe, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), qui compte 39 communes et 280 000 habitants, est la 1ère Communauté d'Agglomération du Grand Est et la 20ème Communauté d'Agglomération de France. Son positionnement transfrontalier et ses infrastructures de transport de qualité lui permettent d'être au carrefour des marchés européens notamment français, allemand, suisse et italien.

Desservie par un aéroport international (EuroAiport Bâle-Mulhouse-Fribourg), une ligne à grande vitesse (TGV Rhin Rhône), une plateforme fluviale (la 3ème de France) et un réseau routier dense (A35 et A36), elle s'affirme aujourd'hui comme un véritable hub de transport international.

Territoire industriel, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a accompagné les grandes mutations économiques des secteurs traditionnels sur des niches à haute valeur ajoutée et en stimulant l'émergence de nouvelles activités économiques.

Ainsi, par sa position géographique au cœur de l'Europe, par ses infrastructures, par ses services, par sa dynamique et son renforcement de la politique en faveur du développement économique et de l'attractivité globale du territoire mais également par sa capacité à innover, par sa grande qualité d'accueil et par sa diversité patrimoniale et environnementale, Mulhouse Alsace Agglomération a formalisé sa stratégie de Projet de Territoire « Vision 2030 » en identifiant des axes d'actions prioritaires. Le développement d'une identité territoriale (développement des actions événementielles, touristiques et culturelles) constitue un axe de ce Projet de Territoire.

Pour répondre à cet enjeu, Mulhouse Alsace Agglomération s'appuie sur le Parc des Expositions, outil important du développement économique et d'animation de son territoire et vecteur essentiel de son attractivité

Le Parc des Expositions

Le Parc des Expositions, composé de halls d'expositions, d'un bâtiment accueil-restaurant-conférence, d'une zone événementielle extérieure et d'un hall de stockage, est un équipement attractif dont l'exploitation et l'animation nécessitent une compétence et une expérience professionnelle spécifique. m2A a ainsi confié la gestion du Parc des Expositions de Mulhouse à la SAEM MULHOUSE EXPO dans le cadre d'une délégation de service public conclue du 1er septembre 2012 au 30 décembre 2025.

PROJET

Afin d'accroître son attractivité auprès des acteurs économiques, régionaux, nationaux et internationaux, m2A s'est engagée en 2022 dans l'agrandissement du Parc des Expositions par la construction d'une nouvelle halle de 3 000 m² - inaugurée en septembre 2024 - pour renforcer les événements existants, accueillir de nouvelles manifestations et offrir une meilleure expérience pour les organisateurs et les visiteurs. Cette extension, au cœur du quartier Mertzau qui fait l'objet d'un projet de renouvellement en profondeur – création d'un échangeur pour un accès direct au Parc Expo, restructuration de la nouvelle entrée de ville, d'un hôtel, ...- permettra, en synergie avec les équipements et les occupants de proximité (Cité de l'Auto notamment), de contribuer davantage encore au développement économique et de renforcer l'attractivité du territoire.

Par délibération du 24 mars 2025, le Conseil d'agglomération de m2A a approuvé la gestion par délégation de service public pour l'exploitation du Parc des Expositions de Mulhouse.

Le présent contrat a pour but de définir les différentes conditions de cette délégation de service public en application des articles L. 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

PROJET

CHAPITRE 1 : STIPULATIONS GENERALES

Article 1. Définitions

(**i**) Pour l'application du Contrat, (tel que ce terme est défini ci-dessous) et sauf stipulation contraire, les termes et expressions suivants ont le sens qui est rappelé ou leur est donné ci-après :

- « **Annexe** » désigne une annexe au Contrat.
- « **Article** » désigne un article du Contrat.
- « **Biens dédiés à l'exploitation** » désigne l'ensemble des biens et leurs accessoires mobiliers et immobiliers, corporels et incorporels affectés ou nécessaires à l'exploitation du service public, appartenant à la Collectivité ou au Concessionnaire. Ils sont classés en trois catégories : les biens de retour, les biens de reprise et les biens propres.
- « **Causes légitimes** » désignent les causes décrites à l'Article 6 et dont les effets sont définis audit Article.
- « **Collectivité** » désigne Mulhouse Alsace Agglomération.
- « **Concessionnaire** » désigne le titulaire du Contrat.
- « **Congrès** » désigne tout évènement organisé notamment par des associations professionnelles, entreprises, sociétés savantes, pouvoirs publics, organisations internationales intergouvernementales, permettant à des participants appartenant à des horizons variés de se rencontrer et comprenant, le cas échéant, une zone d'exposition permettant aux participants de rencontrer d'éventuels fournisseurs.
- « **Contrat** » désigne le contrat pour l'exploitation du parc des expositions et ses Annexes.
- « **Date d'Effet du Contrat** » désigne la date de notification du Contrat au Concessionnaire.
- « **Date Contractuelle de Prise d'Exploitation** » désigne la date de commencement de la période effective d'exploitation du service public. Celle-ci est fixée au 31/12/2025. A partir de cette date, le Concessionnaire prend en charge les Biens dédiés à l'exploitation et en assure l'exploitation.
- **« Equipements »** désigne le Parc des expositions (ou Les aménagements, installations, matériels, outillages, équipements mobiliers et immobiliers mis à disposition du Concessionnaire)
- « **Force majeure** » désigne les cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative, soit tout évènement extérieur aux Parties, irrésistible et imprévisible, tel que le reconnait le Conseil d'Etat.
- « **Gardiennage** » désigne, au sens des dispositions des articles L. 611-1 et L. 612-1 du code de la sécurité intérieure, la prestation de gardiennage des biens meubles et immeubles constituants les Biens dédiés à l'exploitation.
- « **Manifestations** » désigne les événements, quelle qu'en soit leur nature, accueillis ou organisés au sein des Équipements.
- « **Parties** » désigne la Collectivité et le Concessionnaire.

PROJET

- « **Salons et expositions** » désigne tout évènement dédié à une ou des catégorie(s) de produits ou à un ou plusieurs secteur(s) d'activité spécifique(s), qui s'adresse au grand public et/ou aux professionnels et propose, dans une unité de lieu et de temps, toutes les composantes de l'offre d'un marché donné.
- « **Séminaires et conventions** » désigne tout évènement organisé par ou pour une entreprise dans un but interne ou externe qui peut être de trois types : événements internes (séminaires, colloque, convention d'entreprise), événements commerciaux et marketing (lancement de produits, défilé de mode, remise de prix, conférence de presse, etc.) et assemblées générales.
- « **Signataire** » désigne le candidat auquel a été attribué le Contrat.
- « **Usager organisateur – client** » désigne toute personne physique ou morale bénéficiant du service public exploité par le Concessionnaire pour l'organisation d'un événement.
- « **Usager visiteur** » désigne toute personne physique bénéficiant du service public exploité par le Concessionnaire en tant que consommateur d'un événement.
- « **Usager** » désigne les usagers organisateurs – clients et usagers visiteurs

(**ii**) Une référence dans le Contrat à :

- Un « **jour** » sera interprété comme désignant un jour calendaire, étant précisé que, pour tout délai prévu au Contrat, si le dernier jour se trouve être un samedi, un dimanche ou un jour férié en Alsace-Moselle, ledit délai est reporté au jour ouvré suivant.
- Un « **jour ouvré** » sera interprété comme désignant tout jour à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés en Alsace-Moselle.
- Un « **mois** » sera interprété comme désignant une période commençant un jour d'un mois calendaire et s'achevant le jour correspondant du mois calendaire suivant, étant précisé que :

  (a) (sous réserve du paragraphe (c) ci-dessous) si le jour correspondant du mois calendaire suivant n'est pas un jour ouvré, cette période sera alors prorogée au premier jour ouvré suivant de ce mois calendaire (et s'il n'en existe pas, la période se terminera le jour ouvré précédent de ce mois calendaire) ;

  (b) si le mois calendaire suivant ne compte pas de jour correspondant, la période s'achèvera alors le dernier jour ouvré de ce mois calendaire ;

  (c) si une période commence le dernier jour ouvré d'un mois calendaire, elle s'achèvera alors le dernier jour ouvré du mois calendaire au cours duquel elle doit prendre fin.

- Une « **réglementation** » sera interprétée comme comprenant toute loi, tout décret, règlement, arrêté, cahier des charges, règle, directive officielle, code de pratiques, exigence ou recommandation (ayant ou non force obligatoires) applicable en France, émanant de toute institution gouvernementale, intergouvernementale ou supranationale d'une autorité réglementaire ou de toute autre autorité, organisation ou service administratif.

PROJET

(**iii**) Interprétations :

Les Annexes du Contrat font intégralement partie de celui-ci et auront la même valeur juridique. Toute référence au Contrat inclut ses Annexes.

L'ordre de priorité est le suivant :

- En cas de contradiction entre une stipulation du corps du Contrat et une stipulation d'une Annexe les stipulations du corps du Contrat prévaudront.
- En cas de contradiction entre les Annexes, la lecture la plus avantageuse pour la Collectivité prévaut sur toutes les autres.

Les renvois effectués dans le Contrat à tout autre document sont réputés comprendre également les modifications ou avenants dont ce document ferait l'objet.

Toutes les références faites dans le Contrat à des Articles ou des Annexes doivent s'entendre, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement, de renvois à des articles ou Annexes du Contrat.

Article 2. Formation du Contrat

Par délibération en date du 08 décembre 2025, la Collectivité a autorisé le Président ou son représentant à signer le Contrat confiant l'exploitation des Équipements.

La Société MULHOUSE EXPO SAEML représentée par Monsieur Laurent GRAIN, accepte de prendre en charge l'exploitation du service délégué dans les conditions du Contrat.

PROJET

Article 3. Nature et objet du Contrat

Le Contrat est une concession de service public au sens qui lui est donné par les articles L. 1411-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et L. 1121-1 du code de la commande publique (CCP). Il est régi par les dispositions du CCP relatives aux contrats de concession et par les articles L. 1411-1 et suivants du CGCT. **[CARACTERISTIQUES MINIMALES]**

Le Contrat a pour objet de confier, aux risques et périls du Concessionnaire et dans le respect de la réglementation, la gestion et l'exploitation des Biens dédiés à l'exploitation, dont la consistance est décrite en Annexe 1 du Contrat. **[CARACTERISTIQUES MINIMALES]**

La Collectivité garantit l'exclusivité de l'exploitation des Biens dédiés à l'exploitation.

Le Concessionnaire s'engage en particulier à assurer :

- La prise en charge et l'exploitation complète de l'Equipement ;
- La promotion et la communication liées à l'exploitation de l'Equipement ;
- La gestion administrative et financière ;
- La perception des recettes sur les Usagers organisateurs ;
- La sécurité des installations et des Usagers visiteurs selon la réglementation en vigueur ;
- Le respect des normes d'hygiène et de sécurité et l'ensemble des contrôles techniques réglementaires nécessaires ;
- Le parfait état de propreté des ouvrages, installations et biens dédiés à l'exploitation ;
- L'entretien général, la maintenance courante et le renouvellement des ouvrages, installations et biens dédiés à l'exploitation, comprenant notamment :
    - La définition précise des obligations du Concessionnaire en matière d'entretien ;
    - Le maintien en parfait état de fonctionnement des ouvrages et leur approvisionnement en fluides ;
    - Le suivi du patrimoine : la remise des installations en bon état d'entretien en fin de Contrat.
- La maîtrise d'ouvrage et la réalisation des travaux de réhabilitation, dans les conditions définies au présent article.
- La programmation des évènements (salons, congrès, etc.) ;
- Le respect du règlement intérieur par lui et ses Usagers organisateurs et visiteurs ;
- La reprise du personnel figurant en Annexe 15 du Contrat ;

PROJET

- L'acquittement en totalité d'un droit d'entrée prévisionnel correspondant au montant de 9 600 000 €HT, valeur nette comptable des biens non amortis connue au mois d'avril 2025.
- La réalisation de travaux pour un montant de 15 000 000 M€HT, listés au compte d'exploitation prévisionnel et énumérés ci-dessous :

✓ **Programme d'investissement pour un montant 10 720 000 €HT**

HALLES

- La rénovation du chauffage et de la Centrale de Traitement d'Air (CTA)
- La rénovation du chauffage - chaudière d'appoint
- La rénovation du réseau de diffusion d'air
- Le désenfumage
- Les portes SAS et installation hors gel
- La mise aux normes du hall de stockage
- La reprise d'éléments de façade
- La rénovation, l'isolation et l'étanchéité de la toiture
- Le remplacement des deux murs mobiles
- La rénovation du revêtement de la zone de service derrière les halles
- La réfection à minima des sanitaires des halles

SALLES DE CONFERENCE

- La reprise d'éléments de façade
- La rénovation, l'isolation et l'étanchéité de la toiture
- La rénovation à minima des salles de conférence

EXTERIEUR

- Portail / clôture et accès au site

✓ **Travaux du Gros Entretien et Renouvellement (GER) pour un montant 4 280 000 €HT**

Les travaux relevant du Gros Entretien Renouvellement (GER) figurent au compte d'exploitation prévisionnel.

Pour l'exercice de sa mission, le Concessionnaire est autorisé à percevoir auprès des Usagers un prix fixé dans les conditions prévues au Contrat.

Le Concessionnaire s'engage à assurer le bon fonctionnement, la continuité, la qualité ainsi que la bonne organisation du service public auprès des Usagers.

Sous réserve de l'accord préalable de la Collectivité, le Concessionnaire pourra :

- Faire toute proposition pour l'évolution et l'amélioration des activités qui lui sont confiées dans le cadre du service public ;
- Exercer toutes activités accessoires, dans le respect de la réglementation en vigueur, et sous réserve de ne pas perturber le bon fonctionnement et la vocation initiale des Biens dédiés à l'exploitation.

La Collectivité conservera la direction et le contrôle du service. En conséquence, le Concessionnaire ne pourra pas s'opposer à la demande de la Collectivité tendant à obtenir de celui-ci tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

PROJET

Article 4. Durée et prise d'effet du Contrat [Caractéristiques minimales]

Le Contrat est conclu pour une durée de dix-huit (18) ans à compter du 31 décembre 2025 et s'achèvera le 30 décembre 2043.

Article 5. Caractère personnel du Contrat

Article 5.1 - Principe

Le Concessionnaire est tenu d'exécuter personnellement le Contrat et d'assurer personnellement l'exécution de la mission qui lui est confiée à partir des moyens mis à sa disposition. Etant précisé que le Concessionnaire peut, sous sa responsabilité et pour les besoins de l'exploitation des Biens dédiés à l'exploitation, avoir recours à la sous-concession.

Article 5.2 - La sous-concession

Au sens du Contrat, est une sous-concession toute relation contractuelle ou quasi-contractuelle qui consiste à confier une partie de l'exploitation du service délégué à un tiers au Concessionnaire – les simples prestations liées à l'exploitation usuelle du site n'entrant pas dans cette catégorie. Seuls les contrats ayant pour objet la gestion de missions mises à la charge du Concessionnaire en vertu du présent Contrat conclu avec un opérateur économique tiers à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie du droit d'exploiter le service concerné est qualifiable de contrat de sous-concession.

Seule une sous-concession partielle de la gestion du service délégué est autorisée

La sous-concession totale est interdite.

Toute sous-concession ne peut intervenir qu'après accord préalable et exprès de la Collectivité, sous peine de la déchéance prévue à l'Article 52 du Contrat. La Collectivité vérifie, notamment, si le tiers concerné présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la gestion du service public, ainsi que son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des Usagers devant le service public, conformément aux obligations contractuelles du Contrat.

Le Concessionnaire adresse sa demande par tout moyen permettant d'en conférer une date certaine à la Collectivité. La Collectivité fait connaitre sa décision au Concessionnaire dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la demande du Concessionnaire.

En cas d'absence de réponse de la Collectivité dans ce délai, la demande est considérée comme rejetée.

Les contrats de sous-concession ne pourront avoir une date d'échéance postérieure à celle du Contrat, sauf accord exprès et préalable de la Collectivité. Faute de transmission et d'accord préalable, les contrats de sous-concession partielle ne seront pas opposables à la Collectivité.

PROJET

Le Concessionnaire reste entièrement responsable, vis-à-vis de la Collectivité, de l'exécution des services sous-concédés. Ces prestataires exécutent le service sous la direction du Concessionnaire et ne pourront se retourner contre la Collectivité pour quelque motif que ce soit.

Les contrats de sous-concession que le Concessionnaire conclurait pendant la durée du Contrat devront faire l'objet d'une mise en concurrence préalable. Les éléments justifiant la mise en concurrence seront transmis à la Collectivité.

Article 5.3 - Contrats de travaux, de fournitures et de services avec des tiers

Le Concessionnaire fait son affaire de toutes les obligations contractées antérieurement à l'entrée en vigueur du présent Contrat pour la gestion du service telles qu'abonnements à l'eau, à l'électricité, baux, contrats de location, location-vente, téléphone, etc.

La durée de ces contrats passés par le Concessionnaire avec des tiers ne pourra excéder la durée du Contrat, sauf autorisation préalable de m2A. Tous les contrats passés par le Concessionnaire avec des tiers et nécessaires à la continuité du service public doivent comporter une clause réservant expressément à la Collectivité la faculté de se substituer au Concessionnaire à la fin anticipée du contrat.

Le Concessionnaire prend toutes précautions utiles dans la conclusion de ses contrats de travaux, de fournitures et de services pour garantir la continuité du service et le meilleur rapport qualité-prix de ces prestations. Dans la mesure où des procédures de publicité et de mise en concurrence sont organisées par le Concessionnaire pour l'exploitation du service, la Collectivité peut demander au Concessionnaire un compte-rendu du déroulement de ces procédures.

Les copies de ces contrats sont communiquées à la Collectivité à sa demande et la liste des contrats devra figurer dans le cadre du rapport annuel prévu à l'Article 45 du Contrat.

Article 6. Causes légitimes

Sont seules considérées comme des Causes légitimes, les évènements suivants, à l'exclusion de tout autre :

- La survenance d'un cas de Force majeure au sens de la jurisprudence administrative, sauf au titre du contrat d'assurance « Dommages aux biens » ;
- Les actes de terrorisme ;
- La grève, impactant directement le Concessionnaire au-delà d'un (1) mois consécutif sur une année, d'une ampleur telle qu'elle empêche durablement l'exécution du Contrat – à l'exclusion d'une grève interne au Concessionnaire ou à ses prestataires.
- Un bouleversement de l'équilibre économique de la DSP non imputable au concessionnaire.
- Les injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter l'exploitation du service concédé ou la réalisation des travaux mis à la charge

PROJET

du Concessionnaire, non directement imputables au Concessionnaire, ainsi que les ordres de suspension donnés par l'Autorité Concédante.

- Le retard supérieur à 5 jours non imputable au Concessionnaire, résultant des désordres, troubles de toute nature (notamment les insurrections, manifestations violentes et actes de terrorisme), mesures temporaires d'ordre public et de police ou du fait d'un tiers missionné par l'Autorité Concédante, affectant le fonctionnement du service concédé.

- La découverte au cours des travaux mis à la charge du Concessionnaire d'amiante, de vices cachés, de découverte archéologique, de toute pollution sur les terrains mis à disposition par l'Autorité Concédante, d'engins explosifs, de vestiges de guerre ou de risques de nature géologique ou hydraulique.

- Les événements, obligations législatives, réglementaires, mesures prises par les pouvoirs publics, liés à une crise sanitaire ou une pandémie, qualifiée comme telle par une mesure législative ou règlementaire, et/ou de ses évolutions/mutations échappant au contrôle de l'une des Parties dont les effets ne peuvent être évités par des mesures raisonnables et appropriées, empêchant ainsi l'exécution de l'une des obligations des Parties.

- Le retard d'obtention, la non-obtention ou le retrait des autorisations nécessaires à la réalisation des travaux (plus de deux mois de retard d'obtention) ou l'exploitation du service concédé pour une raison non-imputable au Concessionnaire.

En cas de survenance d'un ou de plusieurs événements constituants des Causes légitimes, le Concessionnaire ne se voit pas appliquer les pénalités prévues à Article 49 du Contrat.

En cas de survenance d'un ou de plusieurs événements constituants des Causes légitimes, le Concessionnaire informe la Collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la survenance d'une Cause légitime dans un délai de huit (8) jours à compter de la date à laquelle il a eu connaissance de la survenance d'un tel évènement. Cette lettre comporte :

- L'identification de la Cause légitime et sa justification ;
- L'impact de la Cause légitime sur l'exécution du Contrat ;
- Les mesures éventuellement envisageables pour limiter les conséquences de la Cause légitime.

À compter de la date de réception de cette demande, la Collectivité dispose d'un délai de quinze (15) jours pour prendre position sur l'existence de la Cause légitime. Le silence gardé par la Collectivité vaut refus de reconnaissance d'une Cause légitime.

Faute d'avoir notifié la Cause légitime dans les formes et délais ainsi définis, le Concessionnaire ne pourra pas invoquer la survenance de la Cause légitime.

PROJET

En cas de survenance d'une Cause légitime, les Parties ont l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de leurs propres obligations.

La responsabilité de la Partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravée les conséquences d'une Cause légitime peut être recherchée dans la limite des effets provoqués par cette action ou omission.

Article 7. Cession du Contrat

Le Concessionnaire doit informer sans délai la Collectivité de toute modification affectant sa vie sociale de nature à diminuer les garanties affectées au Contrat.

Par cession de contrat, on entend tout remplacement du Concessionnaire – pour l'ensemble des droits et obligations résultant du Contrat – par un tiers au Contrat en cours d'exécution. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine, ou de cession d'actifs (notamment par scission ou fusion), qui entraine un changement de la personnalité du Concessionnaire.

Toute cession du Contrat doit être soumise à l'accord préalable de la Collectivité, sous peine de la déchéance prévue à l'Article 52.

Le cessionnaire – soit, le bénéficiaire de la cession – est entièrement subrogé dans les droits et obligations du Concessionnaire au titre du Contrat.

La Collectivité vérifie, notamment, si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la gestion du service public, ainsi que son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des Usagers devant le service public, conformément aux obligations contractuelles. Les renseignements demandés sont les mêmes que ceux exigés des candidats à la présente concession de service public au stade de l'appel à candidatures.

La Collectivité dispose d'un délai de deux (2) mois, pour se prononcer, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui devra être formulée par le Concessionnaire par lettre recommandée avec avis de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires. Le Concessionnaire ne peut se prévaloir d'aucune acceptation tacite. En cas d'absence de réponse de la Collectivité dans ce délai, la demande est considérée comme rejetée.

Un avenant de transfert signé conjointement par la Collectivité, l'ancien titulaire et le cessionnaire du contrat, vient matérialiser les conditions de cet accord.

En cas de refus motivé de la Collectivité d'agréer le cessionnaire, la Collectivité peut mettre le Concessionnaire en demeure de lui proposer un autre remplaçant dans un délai de soixante (60) jours. Passé ce délai ou en cas de nouveau refus motivé de la Collectivité, le Concessionnaire peut être considéré comme défaillant à ses obligations contractuelles et la résiliation du Contrat peut être prononcée dans les conditions définies à l'Article 52.

PROJET

Article 8. Responsabilité du Concessionnaire

Dès l'entrée en vigueur du Contrat, le Concessionnaire est responsable, tant vis-à-vis de la Collectivité que vis-à-vis des Usagers, du public et des tiers, des dommages occasionnés par le fonctionnement du service exploité. **[CARACTERISTIQUES MINIMALES]**

Toutefois, sa responsabilité ne saurait être engagée en cas de Force majeure et lorsque le dommage résulte :

- D'une faute commise par la Collectivité dans le cadre d'une opération dont elle assure la maîtrise d'ouvrage ;
- D'une défaillance due à l'inexécution d'une obligation mise à la charge de la Collectivité par le Contrat ;

La responsabilité du Concessionnaire recouvre notamment :

- Vis-à-vis de la Collectivité, des Usagers visiteurs et des tiers, l'indemnisation des dommages corporels, matériels et financiers qu'il est susceptible de causer lors de l'exercice de ses activités telles que définies par le Contrat ;
- Vis-à-vis de la Collectivité, l'indemnisation des dommages causés aux installations du service délégué même si ceux-ci résultent du fait de ses préposés ou d'événements fortuits.

Le Concessionnaire dispose de toutes possibilités de recours contre les tiers dont la responsabilité pourrait être engagée. Il se trouve, par ailleurs, subrogé dans les droits de la Collectivité pour les dommages causés aux biens dont il assume la gestion et l'entretien.

Article 9. Assurances

La liste descriptive des polices d'assurances souscrites par le Concessionnaire figure en Annexe 16 du Contrat.

Article 9.1 - Dommages causés aux biens

Le Concessionnaire souscrira tant pour son compte que pour celui de la Collectivité, auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances, une police d'assurance couvrant tous risques de dommages aux biens et notamment les risques suivants :

- Incendie – explosion – foudre – dommages électriques et électroniques – dégâts des eaux et fluides – gel – fumée – attentat – vandalisme – émeute et mouvements populaires, sabotage, actes de terrorisme, attentats - tempête – grêle – neige – catastrophes naturelles - choc de véhicule identifié ou non – chute d'avion – bris de glace – vol – évènements non dénommés – bris de machine – recours des voisins et des tiers – recours des locataires.

Le Contrat devra en outre couvrir les postes de frais et pertes suivants :

PROJET

- Les frais supplémentaires d'exploitation, pertes d'exploitation et pertes de recettes ;
- Les frais de pose, dépose, montage et démontage rendus nécessaires pour la réparation du dommage y compris sur des biens n'ayant pas subi de dommage direct ou non couvert au présent titre ;
- Les frais de déblaiement, de démolition, de décontamination, retirement, de nettoyage, de séchage, de pompage ;
- Les frais de transport (y compris "express" et "aérien") chargement et déchargement, manutention des matériaux, marchandises et matériels divers nécessaires à la réparation des dommages ;
- Les honoraires d'expert ;
- Les primes « dommages ouvrage » et « tous risques chantier » ;
- Les frais et honoraires des Techniciens et autre "Sachant" (CTC/CSPS/ bureaux d'Etudes et de conseil) que l'Assuré aura lui-même choisi tant pour l'assister dans l'instruction du sinistre que pour la réparation des dommages ;
- Les frais de mise en conformité aux normes administratives ;
- Les pertes indirectes sur justificatifs.

Il maintiendra cette assurance pendant toute la durée du Contrat.

L'indemnité maximale qui pourra être versée par l'assureur en cas de sinistre devra correspondre à la valeur de reconstruction à neuf du bâtiment et devra être assuré à hauteur pour les frais annexes et les garanties de recours tous évènements et toutes garanties confondues.

Le montant de la franchise ne pourra être supérieur à 20 000€. Cette franchise reste à la charge exclusive du Concessionnaire.

Les biens seront estimés, en cas de sinistre, sur la base d'une valeur à neuf égale à leur valeur de reconstitution à l'identique (reconstruction s'il s'agit de biens immeubles ou remplacement s'il s'agit de biens meubles) au prix du neuf au jour du sinistre.

La Collectivité devra être considérée comme assurée additionnelle pour la police dommages aux biens qui sera souscrite par le Concessionnaire.

Article 9.2 - Utilisation des Biens dédiés à l'exploitation

Le Concessionnaire est seul responsable vis-à-vis des tiers et/ou des Usagers de tous accidents, dégâts et dommages, de quelque nature qu'ils soient, survenant du fait des Biens dédiés à l'exploitation du Contrat.

Il lui appartient de souscrire tant pour son compte que pour celui de la Collectivité – auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances – les garanties qui couvrent les différents risques, notamment le recours des voisins ou des tiers.

Les assurances souscrites doivent fournir les garanties suffisantes.

PROJET

Article 9.3 - Exploitation du service et responsabilité civile

Le Concessionnaire fait son affaire de tous les risques et litiges pouvant survenir du fait de son exploitation. La responsabilité de la Collectivité ne peut être recherchée à ce titre, notamment pour les pertes d'exploitation.

Le Concessionnaire est seul responsable vis-à-vis des tiers et/ou des Usagers de tous accidents, dégâts et dommages, de quelques natures qu'ils soient, résultant de son exploitation. Il lui appartient de souscrire pour son compte – la Collectivité le faisant pour le sien – auprès d'une ou plusieurs compagnies, les garanties qui couvrent ces différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation pour les Biens dédiés à l'exploitation.

Le montant de la franchise ne pourra être supérieur à 20 000 €. Cette franchise reste à la charge exclusive du Concessionnaire.

La police comportera des montants de garanties qui ne pourront être inférieurs à :

- Responsabilité Civile Exploitation :
  - Tous dommages confondus : Quinze (15) millions d'euros par sinistre ;
  - Dont dommages matériels et immatériels consécutifs : 5 (cinq) millions d'euros par sinistre ;
  - Dont dommages immatériels non consécutifs : 1 (un) million d'euros par sinistre ;
  - Dommages corporels : 10 (dix) millions d'euros par sinistre.

- Responsabilité Civile Professionnelle :
  - Tous dommages confondus : Cinq (5) millions d'euros par sinistre et par an ;
  - Dont dommages immatériels non consécutifs : Un (1) millions d'euros par sinistre et par an.

Article 9.4 - Clauses générales – Assurances

Il doit être prévu dans le ou les contrats d'assurance souscrits par le Concessionnaire ou, le cas échéant, par la Collectivité, que :

- Les compagnies d'assurances ont communication des termes spécifiques du Contrat afin de rédiger en conséquence leurs garanties ;
- Les compagnies d'assurances ne peuvent se prévaloir des dispositions de l'article L.113-3 du code des assurances, pour retard de paiement des primes de la part du Concessionnaire, que trente (30) jours après la notification à la Collectivité de ce défaut de paiement ;
- Les compagnies d'assurance du Concessionnaire s'engagent à notifier à la Collectivité toute résiliation pour quelque motif que ce soit.

Article 9.5 - Obligations du Concessionnaire en cas de sinistre

Sauf cas de Force majeure, le Concessionnaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'exécution du service, que ce soit du fait du sinistre ou du fait des travaux de remise en état engagés à la suite du sinistre.

PROJET

En cas de sinistre affectant les Biens dédiés à l'exploitation, l'indemnité versée par les compagnies d'assurances sera intégralement affectée à la remise en état des biens concernés. Le montant du sinistre et des indemnités versées devra figurer dans le rapport annuel.

Les travaux de remise en état devront commencer au plus tôt après le sinistre sauf cas de Force majeure ou d'impossibilité liée aux conditions d'exécution des expertises.

En cas d'existence de franchises, celles-ci sont intégralement à la charge du Concessionnaire.

Article 9.6 - Justification des assurances

Les attestations d'assurance doivent être communiquées à la Collectivité dès l'entrée en vigueur du Contrat. Le Concessionnaire lui adresse, à cet effet, les attestations d'assurance qui font apparaître les mentions suivantes :

- Le nom de la compagnie d'assurance ;
- Le numéro de police ;
- Les activités et les biens garantis ;
- Les risques garantis ;
- Les montants de chaque garantie ;
- Les principales exclusions ;
- La période de validité ;
- Le montant des franchises ;
- L'attestation d'assurance « Dommages aux biens » devra indiquer que le Concessionnaire a souscrit un contrat d'assurance tant pour son compte que pour le compte de la Collectivité.

Ces informations sont à fournir avant le trente-et-un (31) janvier de chaque année.

La Collectivité exige du Concessionnaire la justification du paiement régulier des primes d'assurances.

Toutefois, cette communication n'engage en rien la responsabilité de la Collectivité pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avèreraient insuffisants.

La non-production des attestations d'assurance, avant la date fixée au présent Article, peut donner lieu à l'application de la pénalité prévue à l'Article 49 du Contrat.

Dans l'hypothèse où le Concessionnaire ne serait pas en mesure de produire ces attestations dans un délai qui ne serait être supérieur à un (1) mois suivant une mise en demeure restée sans effet, la Collectivité pourra mettre en œuvre les dispositions de l'Article 52 du Contrat.

PROJET

Article 10. Garantie à première demande

Le Concessionnaire est tenu de fournir, dans les trois (3) mois qui suivent la notification du Contrat, une garantie bancaire à première demande d'une valeur de 60 000 € figurant en Annexe 14 du Contrat.

Deux ans avant le terme du Contrat, la Garantie à première demande devra être constituée à hauteur de 60 000 €.

Cette garantie pourra être mise en jeu pour :

- Couvrir les pénalités dues par le Concessionnaire ;
- Couvrir les dépenses faites en raison de mesures prises aux frais du Concessionnaire pour assurer la reprise de l'exploitation du service public par la Collectivité en cas de mise en régie provisoire, la remise en bon état d'entretien et le renouvellement des ouvrages et équipements en fin de Contrat en cas de non-respect par le Concessionnaire de ses obligations ;
- Couvrir de manière générale toutes conséquences financières imputables à un défaut de réalisation des obligations prévues au Contrat.

En cas de non-production de la garantie dans le délai susvisé, une pénalité pourra être appliquée au Concessionnaire dans les conditions de l'Article 49.

La Garantie est une garantie autonome, irrévocable et inconditionnelle au sens des dispositions de l'article 2321 du code civil.

Le Concessionnaire s'engage irrévocablement et inconditionnellement à ce que le garant paye à la Collectivité, dès production d'une lettre de mise en demeure de régler adressée au Concessionnaire, les sommes relevant des présentes dispositions.

En conséquence, le garant ne pourra, pour retarder ou se soustraire à l'exécution inconditionnelle et immédiate de ses obligations au titre de la garantie, soulever toute exception ou autre moyen de défense résultant des relations juridiques existant entre le garant, le Concessionnaire, la Collectivité ou tout autre tiers, et notamment d'une éventuelle nullité, résiliation, résolution ou d'une compensation.

Chaque fois qu'une somme quelconque a été prélevée sur la garantie, le Concessionnaire doit compléter celle-ci dans un délai de quinze (15) jours à compter de la mise en demeure qui lui est adressée à cet effet.

La non-reconstitution de la garantie, après une mise en demeure restée sans effet au terme d'un délai d'un (1) mois, ouvrira droit, pour la Collectivité, à prononcer la déchéance du Concessionnaire pour faute, dans les conditions définies à l'Article 52 du Contrat.

Sous réserve de l'application des dispositions ci-dessus, la garantie sera levée en fin de Contrat.

PROJET

Article 11. Révision contractuelle

Pour tenir compte de l'évolution des conditions juridiques, économiques et techniques d'exécution du Contrat, ainsi que des événements extérieurs aux services affermés, mais de nature à en modifier les conditions d'exploitation et de fonctionnement, les Parties conviennent qu'il pourra y avoir réexamen des termes du Contrat.

Les Parties pourront revoir les termes du Contrat dans les cas suivants :

- Si la Collectivité décide d'imposer au Concessionnaire de nouvelles contraintes de fonctionnement dès lors qu'elles ne sont pas de nature à modifier substantiellement l'économie générale du Contrat ;
- D'un commun accord entre les Parties à la suite d'une demande formulée par l'une d'entre elles dès lors que cette demande ne modifie pas l'économie générale du Contrat ;
- En cas d'inclusion ou d'exclusion de nouveaux espaces ou ouvrages dans le périmètre délégué ;
- En cas de modification des conditions légales ou réglementaires produisant ses effets pendant la durée du Contrat et conduisant à une modification substantielle de l'économie générale de celui-ci ;
- En cas de bouleversement de l'équilibre économique de la concession ;
- Aux termes de la finalisation des études préalables (niveau Avant-Projet Définitif) au lancement des marchés de travaux prévus dans le programme des investissements, les présentes stipulations constituent une clause de rendez-vous. Cette clause trouve à s'appliquer au plus tard dans les deux ans qui suivent la notification du présent contrat. Par ailleurs, la présente clause de rendez-vous pourra donner lieu à un réexamen du compte d'exploitation prévisionnel qui sera alors ajusté en fonction du coût réel du programme de travaux adapté et validé au terme des études finalisées d'APD ;

  Afin de garantir l'équilibre économique du contrat, non seulement le compte d'exploitation prévisionnel mais aussi le programme de travaux, pourront alors être ajustés eu égard aux données issues des études précitées. De même, le montant et les modalités de versement de la participation financière du concédant seront redéfinies lors de cette clause de rendez-vous ;
- A l'achèvement des travaux de rénovation de toiture et de chauffage des halles (niveau Décompte général définitif) prévus dans le programme des investissements, les présentes stipulations constituent une clause de rendez-vous. Par ailleurs, la présente clause de rendez-vous pourra donner lieu à un réexamen du compte d'exploitation prévisionnel qui sera alors ajusté en fonction du coût réel des travaux réalisés ;
- En cas d'augmentation de +5% du montant de la VNC en fin de contrat par rapport au compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat en vigueur, conformément à l'article 63 du présent contrat ;

PROJET

- En cas de survenance d'une cause légitime, telle que définie à l'article 6 du Contrat ;
- En cas de désordres ou de sinistres substantiels impactant les ouvrages ou installations concédés ;
- En cas d'événement de force majeure ou de sujétions imprévues entraînant un surcoût substantiel par rapport au compte d'exploitation prévisionnel et de nature à remettre en cause l'équilibre financier de la Concession.

L'initiative de la demande de réexamen appartient à chacune des deux Parties.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exploitation des Biens dédiés à l'exploitation. Il est entendu que la clause de rencontre n'implique pas une révision de plein droit du Contrat.

Tout réexamen devra être précédé de la production par le demandeur des justificatifs nécessaires.

Les Parties se concerteront pour procéder au réexamen et trouver un accord sur les modifications éventuelles à apporter par avenant au Contrat.

À défaut d'accord dans un délai de deux (2) mois à compter de la demande de la Partie qui aura sollicité la révision, les Parties procéderont sous quinzaine à la consultation de la commission de conciliation prévue à l'Article 69 du présent contrat.

PROJET

CHAPITRE 2 : CONDITIONS D'EXPLOITATION DU SERVICE

Article 12. Principes généraux d'exploitation [CARACTERISTIQUES MINIMALES]

Le Concessionnaire s'engage à respecter les stipulations du Contrat et à exploiter le service et à assurer les missions qui lui sont confiées dans le respect des principes de continuité, de sécurité, d'égalité de traitement des Usagers visiteurs et de mutabilité (c'est-à-dire d'adaptation constante), en assurant une parfaite qualité de service.

Le Concessionnaire s'engage à exploiter, à compter de la date fixée par la notification de démarrage, les Biens dédiés à l'exploitation dont le périmètre, la consistance et les caractéristiques figurent en Annexe 1 du Contrat.

Le Concessionnaire s'engage à assurer la sécurité et le bon fonctionnement du service et veille à la bonne tenue de son personnel, des Usagers et des Biens dédiés à l'exploitation.

Le Concessionnaire s'engage à accomplir toutes les actions nécessaires afin de développer la notoriété et l'attractivité des Biens dédiés à l'exploitation sur la durée du Contrat. Il a toute la liberté d'action pour mener à bien cette mission.

Le Concessionnaire est seul responsable de toute contravention ou autre action qui pourrait être constatée par quelque autorité que ce soit à l'occasion de l'exploitation du service qui lui est confiée.

Il fait son affaire de l'ensemble des risques et litiges directement ou indirectement liés à l'exploitation et de toutes leurs conséquences.

La responsabilité de la Collectivité à l'égard des tiers et du Concessionnaire ne peut en aucun cas être engagée au titre des nuisances susceptibles d'être engendrées par les Biens dédiés à l'exploitation et leurs abords.

Le Concessionnaire s'engage à affecter aux Biens dédiés à l'exploitation les moyens matériels et humains nécessaires au bon fonctionnement du service, selon les modalités prévues en Annexe 8 du Contrat.

Le Concessionnaire s'engage à inscrire l'exploitation du service dans le cadre d'une démarche de développement durable, qui est décrite à l'Annexe 5 du Contrat.

PROJET

Article 13. Respect de la réglementation

Le Concessionnaire s'engage à assurer le bon fonctionnement du Parc. Les équipements du Parc des Expositions sont exploités par le Concessionnaire conformément à la réglementation en vigueur, dans le souci de garantir la conservation du patrimoine de la Collectivité et les droits des tiers.

Le Concessionnaire respecte l'ensemble des normes techniques d'exploitation et plus particulièrement les prescriptions des documents techniques afférents aux équipements.

Dans le cadre du respect des obligations du décret tertiaire, une demande de dérogation pourra être réalisée. Dans ce cas, la demande sera déposée par le concessionnaire avec un accompagnement et soutien administratif du concédant.

Article 14. Autorisations administratives

Le Concessionnaire s'engage à demander toutes les autorisations administratives nécessaires au bon déroulement de son activité et des manifestations qu'il accueille ou organise.

Article 15. Gestion des Manifestations

Article 15.1 - Accueil des Manifestations [CARACTERISTIQUES MINIMALES]

Dans le cadre de sa mission de gestion des espaces des Équipements, le Concessionnaire est chargé de l'accueil des Manifestations – lesquelles peuvent être de différentes natures (foires, salons, expositions congrès, concours, événements sportifs, fêtes), sans que cette liste ne soit exhaustive – et de toutes les interventions, actions et prestations de services nécessaires au bon déroulement desdites Manifestations.

Parmi ces manifestations, le Concessionnaire s'engage à garantir l'organisation régulière des manifestations « traditionnelles » d'importance et de développer l'accueil d'autres manifestations organisées ou accompagnées par Mulhouse Alsace Agglomération et de ses communes membres (salons professionnels, expositions, congrès, forums, colloques, concerts, spectacles culturels et sportifs, etc, ...). Il s'engage également à pérenniser les manifestations stratégiques pour le territoire (telles que la Foire de Mulhouse, le Salon de l'Orientation et de l'Evolution Professionnelle, etc...).

Cette mission comprend également :

- La négociation des contrats de location avec les Usagers Organisateurs sur la base d'un projet de contrat type figurant en Annexe 3 du Contrat qui garantira le respect de la libre concurrence et qui permettra aux Usagers organisateurs de recourir librement à des tiers extérieurs pour les prestations non listées à l'article 15.5 ;
- La prospection des organisateurs d'évènements (congrès, salons, spectacles, ...).

PROJET

Article 15.2 - Organisation des Manifestations

Le Concessionnaire peut organiser avec ses moyens propres des manifestations au sein du Parc des Expositions. Il dispose dans ce cas de la qualité d'organisateur de manifestation.

Cette activité ne doit pas nuire au principe d'égalité d'accès des usagers visiteurs. Le Concessionnaire doit s'assurer de la qualité et de la cohérence des manifestations qui ne devront pas nuire à l'image de la collectivité.

Les manifestations qu'il organise entrent dans le cadre de la concession et il est tenu d'intégrer ces manifestations dans les bilans techniques et financiers du rapport annuel.

Dans le cas où ces manifestations dépassent le seuil de 30% du chiffre d'affaires, le Concessionnaire est tenu de mettre en place une comptabilité analytique sur ses charges et ses recettes pour déterminer l'économie de ces manifestations.

Le Concessionnaire s'engage également à poursuivre les contacts, démarches et engagements commerciaux engagés par le Concessionnaire sortant afin d'assurer une transition économique optimale.

Article 15.3 - Continuité des manifestation organisées par le Concessionnaire sortant

Le Concessionnaire sortant a développé des manifestations dont la description figure en Annexe 6 du Contrat.

Parmi celles-ci, 7 manifestations ont été identifiées comme prioritaires pour la Collectivité et pour lesquelles le Concessionnaire s'engage à reprendre à son compte leur organisation. Il s'agit de :

Le Salon de l'Orientation et de l'Evolution Professionnelle
Ce salon est destiné à accompagner l'orientation, l'évolution professionnelle et la recherche d'emploi. Il est également un salon dédié à la découverte et la promotion des métiers grâce à 280 professionnels mobilisés pour témoigner de leur métier.

Le Salon Industriel du futur BE5.0
Ce salon professionnel vise à promouvoir les solutions numériques industrielles et technologiques pour accompagner les industries dans leurs transformations et développer le business.

Le Salon Euro Supply Chain
Ce salon professionnel est destiné à réunir les acteurs de la logistique et du transport pour développer du business.

Ces trois (3) salons s'inscrivent dans le développement des grands axes stratégiques Economie, Emploi et Formations définis par le projet de territoire de l'Agglomération.

Il est demandé au Concessionnaire un travail quotidien associant la Collectivité afin d'assurer le plan de développement et de communication de ces trois salons en lien avec les besoins du Territoire et le contexte économique et social.

PROJET

La Foire de Mulhouse
Cet événement professionnel, organisé en mai sur une dizaine de jours, rassemble plus de 250 exposants (décoration, ameublement, mode, bien-être, …) ainsi que diverses animations.

Le Salon Extérieurs et Jardins
Ce salon sur le thème du jardinage et des aménagements extérieurs regroupe les paysagistes, jardiniers, horticulteurs, pépiniéristes, piscinistes, … mais également les artistes avec des œuvres destinées à l'extérieur et les petits producteurs avec des produits issus de la transformation de fruits et légumes du jardin.

Le Salon Festivitas
Ce salon regroupe les voyages (agences de voyages, tours opérators, pays hôte d'honneur, offres de loisirs, conférences, animations, …), les vins et saveurs et la gastronomie.

Le Salon de l'Immobilier
Ce salon est organisé en collaboration avec les Constructeurs et Aménageurs de la Fédération Française du Bâtiment (FFB), la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM), le Pôle Habitat Grand Est et Citivia (promoteurs immobiliers, constructeurs de maison, aménageurs fonciers et rénovateurs globaux).

Afin d'assurer le développement et la croissance des salons, m2A pourra verser une subvention au concessionnaire dont le montant et les modalités de versement seront fixés chaque année par délibération.

Le Concessionnaire s'engage à informer la Collectivité des évolutions qu'il souhaite apporter aux manifestations, des difficultés ou contraintes qu'il rencontre. Dans le cas où le Concessionnaire souhaiterait arrêter l'organisation de l'une de ces manifestations, il s'engage auprès de la Collectivité à justifier sa position et à recueillir l'accord de la Collectivité. Le Concessionnaire s'engage en contrepartie de l'arrêt de celles-ci à proposer à la Collectivité au titre de ses missions de nouvelles manifestations.

De la même manière, la Collectivité pourra décider de l'arrêt de l'une ou l'autre de ces manifestations. Elle s'engage en ce cas à compenser la perte de marge subie par le concessionnaire du fait de cet arrêt d'activité.

Le logo de la Collectivité (Mulhouse Alsace Agglomération – m2A) doit apparaître sur l'ensemble des supports des événements portés ou co-portés par le Concessionnaire (cf. article 17.1 du Contrat) en accord avec le coorganisateur.

PROJET

Article 15.4 - Continuité des manifestations organisées par la Collectivité ou ses communes membres

Le Concessionnaire s'engage notamment au côté de la Collectivité à assurer la continuité et le développement de manifestations organisées par la Collectivité, ses communes membres ou celles impliquant fortement des acteurs publics

La Foire Kermesse

Manifestation organisée par la Ville de Mulhouse qui se tient chaque année du 4ème samedi du mois de Juillet au 15 août. Il s'agit d'un des évènements forains les plus importants de l'Est de la France.

La manifestation regroupe entre 150 et 180 manèges auxquels s'ajoutent les caravanes des forains.

Les modalités d'organisation et sa rémunération sont fixées par convention entre la Ville de Mulhouse et le Concessionnaire.

Les Journées d'Octobre

L'association des Journées d'Octobre de Mulhouse organise chaque année au mois d'octobre une manifestation dénommée « Les Journées d'Octobre » qui constitue un temps fort pour l'agglomération mulhousienne et le Sud Alsace.

Cette manifestation a pris un nouvel essor depuis la mise en place du grand spectacle « Folie'Flore » organisé en partenariat avec les services de la Ville de Mulhouse et des communes de l'Agglomération. Le Concessionnaire s'engage auprès de l'association des Journées d'Octobre à pérenniser et à développer cette manifestation.

Afin d'optimiser les coûts et d'assurer la bonne organisation de cette manifestation, l'Association des Journées d'Octobre confie au Concessionnaire l'administration et la gestion de l'association ainsi que l'organisation des « Journées d'Octobre » et de l'exposition Folie'flore.

Dans le cadre de ce mandat de gestion et d'organisation, le Concessionnaire définit chaque année avec l'association le budget de la manifestation qui intègre l'ensemble des locations d'espaces, de matériels et des services fournis par le Concessionnaire conformément à la grille tarifaire.

Il est précisé que le mandat confié au Concessionnaire n'étant pas exclusif, celui-ci pourra être résilié par l'association des Journées d'Octobre dans les conditions prévues par ledit mandat.

PROJET

Article 15.5 - Interventions et actions nécessaires au bon déroulement des Manifestations

Qu'il s'agisse de l'accueil du public et/ou des professionnels, le Concessionnaire sera le prestataire exclusif des Usagers dans les domaines :

- De la fourniture en énergie et fluides conformément à l'Article 21.2 du Contrat ;
- Des télécommunications ;
- De l'alimentation en eau ;
- Du nettoyage et de l'entretien, conformément à l'Article 30 du Contrat ;
- De la sécurité et gardiennage conformément à l'Article 27 du Contrat ;
- Du maniement des accroches techniques fixes et des cloisons mobiles pour l'aménagement des espaces de réunion et d'exposition.

Article 15.6 - Accueil du public

Durant les jours de Manifestations, le Concessionnaire est tenu d'organiser l'accueil du public de manière à assurer, en fonction de la nature et de la capacité de la Manifestation, la sécurité optimale des personnes, conformément aux stipulations de l'Article 27 du Contrat.

Le personnel du Concessionnaire et tout personnel intervenant sur site doivent faire preuve de la plus grande correction vis-à-vis des usagers du service. L'ensemble du personnel doit se conformer aux règles de sécurité en vigueur.

Dans le cadre de la performance du service, le Concessionnaire devra être force de proposition pour améliorer sans cesse l'accès et l'offre de services auprès des usagers

Article 15.7 - Planification de l'activité du parc des expositions

La période d'ouverture du Parc des Expositions doit être la plus ample possible en vue d'une utilisation optimale.

Le Concessionnaire est tenu d'établir annuellement, un planning prévisionnel de location du Parc des Expositions retraçant l'ensemble des manifestations programmées au jour de la publication du planning. Ce planning est actualisé et présenté pour avis à la Collectivité au plus tard en octobre de l'année précédente (n-1).

Article 16. Exploitation des activités de marchandising

La Collectivité autorise le Concessionnaire à exploiter des activités de merchandising, produits dérivés, boutique, et toute autre activité du même ordre, lors des différentes Manifestations dans le respect de la réglementation en vigueur et des Usagers.

Les produits de l'exploitation des activités de merchandising sont inscrits au compte d'exploitation du Contrat.

PROJET

Article 17. Communication et Marketing

Article 17.1 - Communication et Marketing

La Collectivité confie, sous son contrôle et sa validation, au Concessionnaire la charge de la réalisation de la politique de communication et de promotion des Biens dédiés à l'exploitation et nécessairement cohérente avec les orientations de la collectivité. Le Concessionnaire est chargé d'assurer la promotion de l'équipement et de faire connaître par tous les moyens appropriés le Parc des Expositions, de lancer toute action de prospection auprès des organismes spécialisés dans l'organisation des manifestations (culturelles, économiques, musicales, ...).

Dès la notification et tout au long du contrat, des réunions mensuelles sont organisées entre la Direction de la Communication de la Collectivité (Mulhouse Alsace Agglomération – m2A) et la direction du concessionnaire (cf. article 47).

Ces réunions ont pour objectif notamment de traiter tout sujet de communication relatif au Parc des Expositions, impliquant de facto l'image de la Collectivité.

Les noms de l'équipement ou toute autre dénomination que la Collectivité jugera utile de leur substituer, demeurent la propriété de la Collectivité.

Ces noms doivent être présents, dans le respect scrupuleux de la charte graphique de la Collectivité, (dont une synthèse est jointe en Annexe 18 du Contrat) sur tous les supports de communication et de marketing réalisés par le Concessionnaire ainsi que sur les documents de correspondance commerciale de ce dernier.

Le logo de la Collectivité (Mulhouse Alsace Agglomération – m2A) doit être présent sur l'ensemble des supports de communication faisant la promotion de l'équipement Cette présence doit être validée par la Direction de la Communication de la Collectivité (positionnement, taille et version).

En matière de relations presse, l'organisation des conférences de presse et la rédaction des dossiers et communiqués de presse devront faire l'objet d'un échange avec le Concessionnaire et d'une validation de la Direction de la Communication de la Collectivité via son service de presse lors des réunions mensuelles mises en place.

Article 17.2 - Identité visuelle du Parc des Expositions

Le Concessionnaire est tenu de respecter et d'utiliser le logo du Parc des Expositions.

Dans l'hypothèse où la Collectivité, dans le cadre de sa politique de communication, viendrait à faire évoluer l'identité visuelle du parc (identité et charte), le Concessionnaire serait associé à cette démarche. Il sera tenu informé de la décision prise par la collectivité et sera dans l'obligation d'adapter voire de modifier l'ensemble de ses supports de communication (dont la signalétique extérieure des bâtiments notamment l'entrée principale) en fonction de la charte graphique adoptée par la Collectivité dans un délai de un an à compter de la décision de la Collectivité.

PROJET

Si le nouveau logo du Parc des Expositions ou des noms de domaine attachés au Parc des Expositions venaient à être déposés par le Concessionnaire ou la Collectivité, ils le seraient exclusivement au nom de la Collectivité.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle identité visuelle, la mise à jour des supports de communication et d'information est à la charge du Concessionnaire (site internet, application, campagnes de communication, réseaux sociaux, supports audiovisuels, films, dossiers et communiqués de presse, banderoles…).

Article 17.3 - Création d'un site internet et/ou d'une application pour solutions mobiles

Le Concessionnaire conçoit et exploite un site internet et/ou une application mobile sur le(s)quel(s)sont présentés, notamment :

- La programmation ;
- La billetterie en ligne ;
- Les ouvrages et leurs caractéristiques techniques illustrés par une galerie de photos ;
- Les différentes jauges des Biens dédiés à l'exploitation ;
- Les modalités d'accès aux équipements (transports en commun, accès routiers, situation des stationnements, etc.) ;
- Toute information utile aux professionnels, notamment les porteurs de projets désireux d'organiser une manifestation sur les sites ;
- Les modalités de location et les prestations proposées par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire a la charge des frais d'hébergement, de maintenance et de mise à jour du site internet.

Le logo de la Collectivité (Mulhouse Alsace Agglomération – m2A) apparaît de manière visible en page d'accueil du site et de l'application mobile du parc des expositions (selon la charte graphique de Mulhouse Alsace Agglomération – m2A fournie par la Collectivité).

À l'issue du Contrat, le Concessionnaire cède gratuitement à la Collectivité le nom du domaine, sa conception, ainsi que l'ensemble des informations à l'exception des informations commerciales.

Article 17.4 - Information des Usagers et du public

Le Concessionnaire assure de manière continue l'information des Usagers organisateurs et du public des Biens dédiés à l'exploitation.

Il s'engage à promouvoir, dans sa communication et ses actions de promotion, l'utilisation des transports en commun et des moyens de déplacement doux.

Le Concessionnaire assure auprès du public une information sur les modalités d'accès et de stationnement.

Par ailleurs, le Concessionnaire doit concevoir une politique de communication particulière à destination des personnes handicapées ou à mobilité réduite.

PROJET

Article 18. Attribution de journées d'espaces à la Collectivité

Article 18.1 - Mise à disposition pour les manifestations d'intérêt général / compteur

Au titre de sa compétence de développement économique et d'attractivité du territoire, m2A souhaite favoriser les manifestations d'intérêt général, notamment celles citées à l'article 15.3. A cet effet, la Collectivité prendra en charge les frais afférents à la location de l'espace nu - ainsi que les jours nécessaires à la préparation, au montage et au démontage de chaque manifestation, réunion ou conférence d'intérêt général – la collectivité bénéficiera d'une remise de 30% sur les tarifs de location des espaces nus.

Le Concessionnaire se chargera à ses frais de l'affichage extérieur sur écrans digitaux extérieurs (bandeaux digitaux au-dessus des entrées et écran géant) sur la base des fichiers fournis par le Concédant dans les mêmes conditions que pour les autres manifestations.

Une liste des manifestations d'intérêt général de l'année N est établie entre les Parties au plus tard en octobre de l'année N-2. Elle pourra être réactualisée ensuite sous réserve de l'accord de m2A en fonction des contraintes et opportunités.

Cette prise en charge par la Collectivité ne comprend pas les différentes prestations (éclairage, chauffage, nettoyage, branchements électriques, branchements d'eau, permanence technique et/ou électrique obligatoire, agents de sécurité incendie, gardiennage, signalétique, prestations audiovisuelles, mobilier, personnel d'accueil et vestiaires, branchements téléphoniques, …) qui resteront à la charge de l'organisateur des manifestations. Ces prestations seront alors facturées par le Concessionnaire aux organisateurs.

Le montant maximum de la prise en charge par la collectivité est celui indiqué dans le compte d'exploitation prévisionnel dans la limite des manifestations validées par le concédant et réalisées par le concessionnaire.

La mise à disposition fait l'objet de l'établissement d'un devis préalable par le concessionnaire au concédant. Conformément aux règles de la comptabilité publique, le concédant ne prendra en charge aucune facture qui n'ait fait l'objet d'un devis dûment accepté par lui.

Une facture détaillée est établie par événement. Son règlement est effectué par le Service de Gestion Comptable du concédant selon les règles de la comptabilité publique.

Article 18.2 - Mise à disposition à titre gratuit pour l'organisation des Conseils d'Agglomération

La Collectivité est libre d'utiliser gratuitement les salles du Parc Expo (salles Wasmer et salle des Commissions) lorsqu'elles sont disponibles pour l'organisation de ses Conseils d'Agglomération ou autres instances officielles, sous réserve d'un délai de prévenance de 1 mois et dans la limite de 12 jours par an.

Pour ces instances, le Concessionnaire met à la disposition de la Collectivité ses moyens et savoir-faire, pour la conception et l'exécution de ces manifestations, notamment sur le volet audiovisuel (écran, projection vidéo et sonorisation – micros).

PROJET

Article 18.3 - Mise à disposition ponctuelle à titre onéreux des Équipements

La Collectivité peut demander au Concessionnaire l'organisation de Manifestations concourant au rayonnement économique et culturel de la Collectivité, dans la limite de deux (2) manifestations par an. Le Concessionnaire devra mettre à sa disposition, en fonction de ses disponibilités, ses moyens et savoir-faire pour la conception et l'exécution de ces manifestations.

L'occupation des locaux par la Collectivité dans le cadre de cette sujétion fera l'objet d'une facturation par le Concessionnaire à la Collectivité à prix tarif -30% et selon les modalités figurant à l'article 18.1

Article 19. Marques, dessins et modèles

Les marques, dessins et modèles nécessaires à la bonne exploitation des Biens dédiés à l'exploitation sont mis gratuitement à la disposition du Concessionnaire pendant toute la durée du Contrat.

Le Concessionnaire devra veiller à la protection de l'ensemble des marques, dessins et modèles concédés. Il assurera notamment leur maintien en vigueur et leur transmission à la collectivité en fin de contrat.

Il sera mis à la charge du Concessionnaire, sous le contrôle de la Collectivité, l'ensemble des procédures relatives à l'enregistrement des salons, foires, expositions et congrès que le Concessionnaire pourrait proposer à la Collectivité à l'INPI en vue d'assurer leur protection, notamment au regard du code de la propriété intellectuelle.

Six manifestations (Euro SupplyChain, Déco Folie, Salon Extérieurs et Jardins, Solutions Elec, BE5.0, Fête de la Roue) ont fait l'objet d'un dépôt à l'INPI au nom du Concessionnaire sortant. Par convention de transfert, la Collectivité disposera au jour de l'attribution du présent contrat de l'entière et exclusive propriété desdites manifestations. Elle autorise le Concessionnaire à exploiter ces dernières, pour la durée du contrat.

En fin de contrat, le Concessionnaire devra fournir l'ensemble des informations relatives aux manifestations qu'il organise afin de permettre au futur exploitant de poursuivre l'activité.

Article 20. Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)

Article 20.1 - Respect des principes de laïcité et de neutralité **[CARACTERISTIQUES MINIMALES]**

Le Contrat confie au Concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

PROJET

- D’assurer l’égalité des Usagers visiteurs vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l’exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du Contrat, le Concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S’abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les Usagers du service ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le Concessionnaire communique à la Collectivité les mesures qu’il met en œuvre afin :

- D’informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

Le Concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l’exécution du service objet du Contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s’assure que les contrats de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le Concessionnaire communique sur demande de la Collectivité chacun des contrats de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à la Collectivité en même temps que la demande d’acceptation du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-concessionnaire.

Le Concessionnaire informe les Usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d’égalité, de laïcité et de neutralité qu’ils constatent.

Il informe sans délai la Collectivité des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu’il a prises ou entend mettre en œuvre afin d’y remédier.

Lorsqu’elles ont méconnu les principes d’égalité, de laïcité ou de neutralité, la Collectivité peut exiger que les personnes affectées à l’exécution du service public soient mises à l’écart de tout contact avec les Usagers du service. Le Concessionnaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-concession concernés.

Lorsque le Concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, la Collectivité le met en demeure d’y remédier dans le délai qu’il lui prescrit.

Si la mise en demeure s’avère infructueuse, la Collectivité se réserve la faculté :

PROJET

- Soit de prononcer la résiliation du Contrat pour faute du Concessionnaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au Concessionnaire une pénalité forfaitaire de 3 000 euros par manquement, dans les conditions de l'Article 49 puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du Contrat pour faute du Concessionnaire, le cas échéant, à ses frais et risques, dans les conditions de l'Article 52 du Contrat.

Article 20.2 - Egalité professionnelle

Le Concessionnaire s'engage à garantir la non-discrimination, fondée notamment sur l'égalité femmes-hommes, sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, sur l'âge, sur l'origine, sur le handicap et l'état de santé, etc. et respecte ces mêmes principes dans ses pratiques en matière d'emploi et de gestion de carrière.

Article 20.3 - Développement durable

Le Concessionnaire est tenu d'inscrire son exploitation dans une démarche de développement durable, conformément aux finalités décrites à l'article L. 110-1 III du code de l'environnement.

Les modalités de cette démarche sont détaillées en Annexe 5 du Contrat

Le Concessionnaire veillera à recourir à des prestataires employant du personnel en insertion ou handicapé.

Le Concessionnaire fera état de ses efforts en faveur du développement durable dans le cadre du rapport annuel d'activité.

Article 21. Contraintes de fonctionnement

Article 21.1 - Accès du personnel de la Collectivité

Le Concessionnaire s'engage à faciliter l'accès du personnel de la Collectivité sur les sites à tout moment sous réserve de ne causer aucune gêne aux Manifestations se déroulant au sein des Équipements.

Article 21.2 - Fourniture en énergie et fluides - Assainissement des rejets

Le Concessionnaire souscrit à son compte l'ensemble des abonnements en énergie, télécommunications et fluides nécessaires à l'exploitation du service qui lui est confié et acquittera régulièrement les primes et cotisations.

La Collectivité refacture au Concessionnaire le cas échéant les taxes, pénalités et autres charges relatives au rejet des eaux et à l'assainissement.

Article 21.3 - Ordre public

Le Concessionnaire s'engage à requérir l'accord préalable de la Collectivité et/ou des autorités compétentes sur toute programmation à caractère politique, religieux, sectaire ou syndical et susceptible de créer un trouble à l'ordre public.

Il formule une demande par écrit en l'accompagnant de toutes les informations nécessaires (nature, date(s) et durée de la programmation, mesures de sécurité particulières mises en œuvre, etc.).

PROJET

La Collectivité dispose d'un délai de dix (10) jours pour se prononcer sur cette demande. Le Concessionnaire ne peut, en aucun cas, contester cette décision qui relève de l'entier pouvoir d'appréciation de la Collectivité.

En cas d'absence de réponse de la Collectivité dans ce délai, la demande est considérée comme rejetée. La responsabilité de la Collectivité ne peut être engagée lorsque la déprogrammation résulte d'une décision d'une autorité administrative, autre que la Collectivité.

Article 22. Location d'emplacements permanents

Le Concessionnaire est autorisé à consentir à titre onéreux ou gratuit, toute convention de location d'emplacements au sein du Parc des Expositions (pour la location du restaurant ou pour la mise en place de distributeurs automatiques par exemple) pour des durées longues.

Toutefois, pour les conventions d'installation autres que celles liées au déroulement des manifestations ponctuelles, l'accord de la Collectivité devra être obtenu préalablement. La Collectivité devra exprimer sa position dans un délai n'excédant pas un mois. Le refus de celle-ci d'accepter une location sera nécessairement fondé sur des considérations techniques ou d'intérêt général.

Les conventions d'occupation permanente conclues par le Concessionnaire sont annexées au présent contrat en Annexe 17 du Contrat.
A la date de prise d'effet du présent contrat, un distributeur automatique de billets, installé sur le site, fait l'objet d'une convention tripartite entre 2SF, m2A et la SAEML Mulhouse Expo figurant à l'Annexe 17 du Contrat.

Article 23. Règlement intérieur

Un règlement intérieur est élaboré par le Concessionnaire puis soumis à l'approbation de la Collectivité. Ce dernier figure à l'Annexe 4 du Contrat

Le règlement intérieur définit les droits et obligations respectifs du Concessionnaire et des Usagers du service délégué.

Le règlement intérieur définit notamment :

- Les modalités de réservation et la location du matériel ;
- Les règles de civilité à l'intérieur des Équipements ;
- Les règles de sécurité.

Le Concessionnaire s'engage à respecter et à faire respecter les prescriptions des règlements intérieurs pendant la durée du Contrat.

Toute demande de modification au règlement intérieur est soumise à la Collectivité par courrier recommandé avec accusé de réception, au minimum quinze (15) jours avant leur date d'entrée en vigueur au sein des Équipements.

PROJET

Un exemplaire du règlement intérieur est tenu à disposition des Usagers par la Collectivité et délivré sur simple demande.

Article 24. Continuité du service

Le Concessionnaire s'engage à assurer la continuité du service qui lui est confié sous peine, en cas d'interruption ou de suspension du service public, de pénalités prévues à l'Article 49 du Contrat. Toute interruption imprévue dans l'exploitation doit être signifiée dans l'heure à la Collectivité.

Le Concessionnaire s'engage à limiter les périodes de fermeture.

En cas de danger pour la sécurité des personnes ou des biens, le Concessionnaire est autorisé à fermer tout ou partie du site et en informe la Collectivité.

Dans tous les cas, le Concessionnaire sollicite l'accord de la Collectivité sur la période de fermeture dans un délai qui ne saurait être inférieur à un (1) mois avant la date de fermeture envisagée.

Suivant une mise en demeure envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception et demeurée sans effet ou sans commencement d'exécution substantiel et significatif pendant une période de quinze (15) jours et hors cas de Force majeure, la Collectivité peut recourir à des tiers de son choix pour faire exécuter, conformément aux stipulations du Contrat, tout ou partie des services confiés au Concessionnaire si leur exécution vient à être interrompue, jusqu'à ce que le Concessionnaire soit à nouveau en mesure d'y pourvoir. Le coût net de cette prestation est mis à la charge du Concessionnaire sur présentation de factures.

En cas de désaccord des Parties sur la charge de réalisation des obligations, les stipulations de l'Article 69 du contrat s'appliqueront.

De manière générale, le Concessionnaire s'interdit de contracter tout contrat ou toute clause avec ses prestataires ou fournisseurs qui seraient de nature à compromettre la continuité du service public dont il a la charge.

PROJET

CHAPITRE 3 : PERSONNEL DU SERVICE

Article 25. Statut du personnel

Le Concessionnaire s'engage à reprendre le personnel affecté au fonctionnement de l'équipement, conformément aux articles L. 1224-1 et suivants du code du travail, dont la liste est décrite à l'annexe 15 du Contrat. Ces agents doivent bénéficier d'une rémunération au moins égale à celle existante actuellement et bénéficier d'avantages sociaux comparables.

Le Concessionnaire assure la gestion de l'ensemble du personnel nécessaire à l'exercice de ses missions. Il affecte à l'exécution du service du personnel qualifié et approprié qualitativement et quantitativement aux besoins. Pour les missions nécessitant une qualification particulière du personnel, le Concessionnaire doit s'assurer du nombre suffisant d'agents qualifiés ainsi que de leurs titres et leurs validités.

Le Concessionnaire remet à la Collectivité, lors de la prise d'effet du Contrat, les statuts applicables au personnel du service délégué, dont :

- Les références à la convention collective à laquelle il adhère ;
- Le règlement intérieur des salariés ;
- Les éventuels accords d'entreprise et/ou de groupe ;
- Les formations obligatoires réalisées par son personnel ;
- La liste des personnels affectés au service (avec mention du temps de travail de chacun) ;
- Le détail de la masse salariale affectée à l'Equipement (liste des postes, conditions de recrutement, qualification, conditions de rémunération).

Le concessionnaire informera le concédant des modifications de l'organigramme général du personnel.

Tous ces documents, ainsi que le DUERP (Document unique d'évaluation des risques professionnels) seront considérés comme communicables aux candidats dans le cadre d'une nouvelle mise en concurrence du service.

Notamment en fin de contrat, si la Collectivité décide de lancer une nouvelle procédure de concession ou une autre procédure emportant une mise en concurrence, la Collectivité pourra communiquer ces informations à tout candidat dans le respect des secrets protégés par la loi.

Les contrats de travail des salariés de l'entreprise sont consultables par la Collectivité à tout moment sur demande écrite dans les conditions prévues par la loi.

Dans le rapport annuel du Concessionnaire, sont précisées les éventuelles modifications apportées en matière de convention collective, ainsi que d'éventuels accords d'entreprise et/ou de groupe. Dans ce rapport, sont tenus à jour : la liste des personnels affectés au service, la masse salariale globale affectée aux Équipements.

PROJET

Article 26. Conformité des conditions de travail à la réglementation

Le Concessionnaire est tenu d'exploiter les Biens dédiés à l'exploitation en conformité avec la législation et la réglementation relatives aux conditions de travail des salariés, aux règles d'hygiène et de sécurité, de sureté applicables spécifiquement pour ce type d'établissement recevant du public.

PROJET

CHAPITRE 4 : RESPECT DES NORMES D'HYGIENE, DE SECURITE, D'INCENDIE ET PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES

Article 27. Surveillance – Gardiennage – Sécurité des personnes – Sécurité contre l'incendie – Hygiène

Le Concessionnaire assure de façon permanente la surveillance et le gardiennage des Biens dédiés à l'exploitation.

Toutes les responsabilités au regard de la sécurité du public, de la surveillance, du gardiennage et des règles d'hygiène publique ainsi que tous les autres règlements appliqués aux lieux recevant du public sont assurées par le Concessionnaire. À cet effet, il s'engage à faire respecter par les organisateurs de Manifestations toutes les mesures de sécurité relatives aux établissements recevant du public.

Les locaux sont placés, en matière de sécurité, sous la responsabilité du Concessionnaire. Celui-ci est chargé à ce titre de la conservation du registre de sécurité de l'établissement. Il doit mettre à jour ce registre et le tenir à la disposition des organismes vérificateurs des installations et de la Commission de sécurité.

Le Concessionnaire procède à ses frais aux contrôles périodiques obligatoires, qu'il s'agisse des normes d'hygiène et de sécurité applicables aux ERP type T, N, L, W de première catégorie ou des contrôles périodiques auxquels sont soumis les ERP et de manière générale toutes les normes applicables aux installations concédées. Il transmettra à la Collectivité une copie des procès-verbaux correspondants.

Conformément à la réglementation en matière de sécurité incendie, le Concessionnaire respecte notamment les obligations suivantes :

- Désignation d'un employé entraîné à la manœuvre des moyens de secours (cf. règlement de sécurité contre les risques incendie et de panique dans les ERP).

Le Concessionnaire communique sur demande de la Collectivité les contrats qu'il a souscrits auprès de sociétés compétences, pour effectuer les vérifications annuelles des installations incendie : centrale incendie, détecteurs ioniques, détecteurs manuels, sirènes, extincteurs, désenfumage.

Le Concessionnaire tient à jour le registre de Sécurité et s'assure que les entreprises appelées à intervenir sur les installations liées à la sécurité y inscrivent l'objet et le résultat de leur intervention.

PROJET

D'une manière générale, le Concessionnaire doit transmettre sur demande tous les rapports de vérifications réglementaires dans tous domaines (électricité, levage, gaz, cuisine, portes automatiques, triennales SSI et désenfumage mécanique, etc.) ainsi que les rapports liés aux différentes interventions de maintenance préventive et curative (alarme incendie, chauffage, ascenseurs, etc.) avec le détail du suivi du traitement des observations.

Le Concessionnaire est responsable de la sécurité du public qu'il accueille dans l'exercice de son activité. À cet effet, il s'engage à respecter et faire respecter par les organisateurs de Manifestations toutes les mesures de sécurité relatives aux établissements recevant du public.

Le Concessionnaire doit veiller entre autres :

- A l'obtention par les organisateurs des autorisations administratives nécessaires ;
- Au respect de l'effectif maximal pouvant être accueilli sur les sites ;
- A l'accueil, l'orientation et la surveillance du public ;
- Au libre accès à toutes les sorties et aux issues de secours des locaux ;
- A la disponibilité et à l'efficience de tous les moyens de secours sur les sites.

Le Concessionnaire supporte directement les coûts induits par l'exécution des contrôles réglementaires liés à la sécurité des personnes notamment ceux relatifs aux moyens de secours et de sécurité incendie.

Le Concessionnaire, et/ou son représentant, sont présents lors des visites de la commission de sécurité ou de toute autre institution habilitée à visiter les lieux, et en informe l'Autorité concédante.

D'une manière plus générale, le Concessionnaire respecte toute disposition législative ou Réglementaire en vigueur à la signature du Contrat ou qui lui serait rendue applicable par des textes réglementaires publiés ultérieurement.

PROJET

CHAPITRE 5 : REGIME DES BIENS

Article 28. Classification des Biens dédiés à l'exploitation

Les Biens dédiés à l'exploitation visés à l'Article 28.2, à l'Article 28.3 et à l'Article 28.4 du Contrat sont classés en trois catégories, les biens de catégorie A (biens de retour), les biens de catégorie B (biens de reprise) et les biens de catégorie C (biens propres).

Sous réserve des stipulations du Contrat et notamment du présent Chapitre, le Concessionnaire dispose sur les Biens dédiés à l'exploitation, en vue de l'application du Contrat, notamment des droits habituellement reconnus à un locataire et prévus par les articles 1709 et suivants du code civil, tels que :

- Le droit de jouir paisiblement des Biens dédiés à l'exploitation ;
- Le droit d'assumer la garde des Biens dédiés à l'exploitation ;
- Le droit de disposer de Biens dédiés à l'exploitation entretenus conformément au Contrat.

Tout nouveau Bien dédié au à l'exploitation de l'équipement fait l'objet d'un classement en bien de catégorie A, B ou C.

Article 28.1 - Inventaire des Biens dédiés à l'exploitation

Article 28.1.1 - Principe général

La gestion des Biens dédiés à l'exploitation nécessite la mise en place d'un système assurant une parfaite traçabilité de ces biens, de sorte que leur présence physique et leur affectation spécifique à la gestion du service délégué puissent à tout moment être vérifiées.

À cet effet, les Parties conviennent d'établir contradictoirement et dans un délai fixé par la Collectivité à compter de la prise d'effet du Contrat, un état des lieux et un inventaire physique et comptable, qualitatif et quantitatif, pour chaque catégorie de biens. Ces inventaires doivent être tenus à jour par le Concessionnaire et l'actualisation annuelle sera remise à la Collectivité.

Cet état des lieux et ces inventaires seront annexés de plein droit au Contrat en Annexe 1.

Le Concessionnaire sera ensuite réputé bien connaître l'état de l'ensemble des biens dédiés à l'exploitation. Il ne pourra alléguer une quelconque défectuosité ou non-conformité de ces biens pour se soustraire à ses obligations contractuelles ou en renégocier les termes.

L'inventaire fournit – pour chaque catégorie de biens – au moins les informations suivantes :

- Leur description ;
- Leur localisation ;
- Leur date de mise en service ;

PROJET

- Leur durée de vie prévisionnelle ;
- Leur état ;
- Leur valeur d'acquisition (valeur brute)
- Une estimation de la valeur de renouvellement ou de rénovation ;
- Pour les équipements donnant lieu à un amortissement comptable :
    - Durée d'amortissement ;
    - Le montant de l'amortissement cumulé depuis la date d'acquisition
    - Valeur nette comptable.

Article 28.1.2 - Evolution des Biens dédiés à l'exploitation en cours d'exécution du Contrat

Pendant la durée du Contrat, un état de mise à jour des inventaires A, B et C sont remis au moins une fois par an par le Concessionnaire. Ils tiennent compte, s'il y a lieu :

- Des nouveaux ouvrages, équipements et installations, achevés ou acquis depuis l'inventaire initial ou la dernière mise à jour et intégrés aux services délégués ;
- Des évolutions significatives concernant les ouvrages, équipements et installations, répertoriés à l'inventaire ;
- Des ouvrages, équipements et installations, mis hors service, démontés ou abandonnés ;
- Des travaux de maintenance et de renouvellement.

Pour chaque catégorie de biens, l'inventaire mis à jour est communiqué à la Collectivité au plus tard en même temps que le rapport annuel prévu à l'Article 45 du Contrat.

Afin que la Collectivité puisse tenir à jour ses plans de référencement du bâtiment et des installations, toute modification sera signalée par le Concessionnaire.

La non-production de l'état de mise à jour des inventaires, dans le délai fixé au présent Article, peut donner lieu à l'application de la pénalité prévue à l'Article 49 du Contrat.

Un état des lieux de « sortie » sera également effectué conformément aux stipulations de l'Article 62.1 du Contrat.

Les frais liés à ces états de lieux sont supportés par moitié par les Parties tant au moment de la mise à disposition qu'au terme du Contrat.

Article 28.2 - Biens de catégorie A – Biens de retour

Article 28.2.1 - Définition

Sont considérés comme des biens de retour les biens – mobiliers et immobiliers – mis à disposition du Concessionnaire par la Collectivité, à compter de la date d'effet du Contrat ou en cours d'exécution du Contrat, indispensables à l'exécution du service public.

PROJET

L'Inventaire des biens de catégorie A figure à l'Annexe 9 du Contrat et doit être dressé par les Parties lors de l'entrée en vigueur du Contrat, dans les conditions définies ci-dessous et mise à jour régulièrement en cours de Contrat.

Ces biens font retour gratuitement à la Collectivité à la fin du Contrat, sans versement d'une quelconque indemnité au profit du Concessionnaire, dans les conditions fixées à l'Article 62.2 du Contrat.

Article 28.2.2 - Biens mis à disposition du Concessionnaire

Pour l'exécution de sa mission, la Collectivité met à la disposition du Concessionnaire, à titre gratuit, l'ensemble des ouvrages, équipements et matériels prêts à être exploités, dont le détail figure à l'Annexe 1 du Contrat. La Collectivité informera le Concessionnaire de la date effective de la mise à disposition des biens.

À compter de la date de la mise à disposition des biens, la Collectivité remet au Concessionnaire tous les plans et documents en sa possession intéressant les installations affermées. L'ensemble de cette documentation sera conservé dans les locaux des Équipements et demeure propriété de la Collectivité au terme du Contrat.

Sont également qualifiés de biens de retour les manifestations créées et organisées par le Concessionnaire, ainsi que les marques et noms de domaine liés à l'exercice de la délégation.

Le Concessionnaire inscrit ces biens de retour à l'actif de son bilan, dans une section dédiée. Cette inscription se fait en contrepartie d'une inscription au bilan d'un passif du même montant au titre du droit de la Collectivité sur les biens mis à disposition.

Le Concessionnaire amortira les biens inscrits à l'inventaire A et le droit de la Collectivité afférent de manière symétrique.

Article 28.3 - Biens de catégorie B – Biens de reprise

Article 28.3.1 - Définition

Sont considérés comme des biens de reprise, les biens mobiliers financés par le Concessionnaire et nécessaires à l'exploitation du service public.

L'Inventaire des biens de catégorie B figure à l'Annexe 9.

Ces biens peuvent être repris par la Collectivité, à titre gratuit ou à leur valeur nette comptable, si elle le souhaite et à sa demande, dans les conditions fixées à l'Article 62.3 du Contrat.

Article 28.3.2 - Biens acquis par le Concessionnaire

La fourniture et le renouvellement des équipements qui sont nécessaires à l'exploitation, sont à la charge du Concessionnaire, quel que soit leur montant.

Par défaut, il est prévu que les biens soient amortis sur la durée de la Concession et imputés aux comptes de celle-ci.

PROJET

Par exception, tout bien nécessaire à l'exploitation acquis par le Concessionnaire en cours d'exécution du Contrat et dont la durée d'amortissement est supérieure à l'échéance normale du Contrat devra faire l'objet d'un accord exprès et préalable de la Collectivité avant son acquisition.

Le Concessionnaire inscrit les biens de reprise dans une section dédiée à l'actif de son bilan de même que les amortissements s'y rapportant de manière à garantir une lisibilité de leur Valeur Nette Comptable à chaque arrêté comptable.

Le remplacement des appareils et matériels détériorés ou disparus sera exécuté dès constat du défaut, après information de l'Autorité concédante. Les réparations seront effectuées immédiatement sans préjudice pour le Concessionnaire des recours éventuels contre les auteurs de ces dégâts.

Article 28.4 - Biens de catégorie C – Biens propres

Sont considérés comme biens propres du Concessionnaire, les biens que ce dernier acquiert (mobilier administratif, stocks, etc.) en sus des biens de reprise cités ci-dessus. Ils se composent de biens non financés par les ressources du Contrat, qui ne sont ni nécessaires ni indispensables à l'exécution du Contrat.

L'Inventaire des biens de catégorie C figure à l'Annexe 9 du Contrat.

Ils appartiennent en pleine propriété au Concessionnaire pendant toute la durée du Contrat et en fin d'exploitation.

Ces biens pourront faire l'objet d'un rachat à leur valeur vénale par la Collectivité en fin de Contrat, si elle en fait la demande explicite.

Le Concessionnaire doit porter, chaque année, à la connaissance de la Collectivité, la liste des acquisitions et leur valeur. Il doit fournir les justificatifs de paiement.

PROJET

CHAPITRE 6 : ENTRETIEN, MAINTENANCE ET RENOUVELLEMENT

Article 29. Contrôle périodiques et visites réglementaires

Le Concessionnaire assure les visites réglementaires des Équipements avec le concours, à ses frais, d'un organisme agréé dans les conditions prévues par les normes et dispositions applicables aux Biens dédiés à l'exploitation :

- Parc des expositions : ERP type T- N- L- W catégorie 1ère.

Un représentant de la collectivité participe aux visites périodiques de sécurité afin de défendre les intérêts du concédant.

Article 30. Entretien, maintenance et renouvellement

Article 30.1 - Modalités de répartition des opérations entre la Collectivité et le Concessionnaire

Les opérations d'entretien, de maintenance corrective, préventive, curative sont menées et réparties entre la Collectivité et le Concessionnaire selon la norme NF X60-000 tenant compte de la norme européenne de terminologie de la maintenance NF EN 13-306.

Les niveaux 1 à 5 seront pris en charge par le Concessionnaire ou la Collectivité, selon les modalités prévues aux Articles 30.2 et 30.3 du Contrat.

Les niveaux sont définis comme ci-dessous.

- **Niveau 1** – *Réglages simples prévus par le constructeur au moyen d'éléments accessibles sans aucun démontage ou ouverture de l'équipement, ou échanges d'éléments consommables accessibles en toute sécurité, tels que voyants, certains fusibles, etc.*
- **Niveau 2** – *Dépannages par échange standard des éléments prévus à cet effet et opérations mineures de maintenance préventive telles que contrôle de bon fonctionnement.*
- **Niveau 3** – *Identification et diagnostic des pannes, réparations par échange de composants ou d'éléments fonctionnels, réparations mécaniques mineures, et toutes opérations courantes de maintenance préventive telles que réglage général ou réalignement des appareils de mesure.*
- **Niveau 4 –** *Tous les travaux importants de maintenance corrective ou préventive, à l'exception de la rénovation et de la reconstruction. Ce niveau comprend aussi le réglage des appareils de mesure utilisés pour la maintenance et, éventuellement, la vérification des étalons de travail par des organismes spécialisés.*
- **Niveau 5 –** *Rénovation, reconstruction ou exécution des réparations importantes confiées à un atelier central ou à une unité extérieure.*

PROJET

Article 30.2 - Opérations à la charge du Concessionnaire

Le Concessionnaire assure à ses frais le nettoyage et l'entretien courant des Biens dédiés à l'exploitation.

Le Concessionnaire s'engage à assurer une maintenance préventive des Biens dédiés à l'exploitation dont l'objet est de réduire le risque de défaillance et de maintenir les performances de ces biens. Ces opérations de maintenance, normalisées suivant la norme européenne EN 13306 X 60-319 de juin 2001 ou toute norme qui lui serait substituée à la date de signature du Contrat, doivent être effectuées selon la périodicité adaptée à l'équipement conformément au plan de maintenance figurant en Annexe 10 du Contrat.

Par nettoyage, on entend toutes les opérations permettant de garantir l'hygiène et la propreté des installations et de leurs abords. Ces opérations seront mises en œuvre par le Concessionnaire aussi souvent que nécessaire.

Par entretien courant, on entend toutes les opérations permettant d'assurer le maintien en état de fonctionnement des installations jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaire des travaux de gros entretien ou de renouvellement.

Les opérations d'entretien ont également pour objet, outre le maintien en fonction des Biens dédiés à l'exploitation :

- De maintenir aux Biens dédiés à l'exploitation un aspect visuel extérieur satisfaisant comparable à l'existant au jour de la réception des installations (hors ravalement ou renouvellement de revêtements extérieurs) ;
- De maintenir un environnement comparable à l'existant au jour de la réception des installations en entretenant convenablement les abords des bâtiments et des autres installations ;
- D'éliminer tous les déchets produits par le fonctionnement du service délégué ;
- D'éviter les risques de nuisances pour le voisinage et d'atteinte à l'environnement qui peuvent résulter du fonctionnement des installations.

Le Concessionnaire s'engage à respecter les préconisations d'entretien et de maintenance préventive établies par les fabricants de matériels, matériaux et équipements ainsi que des commissions de sécurité. À cet égard, le Concessionnaire s'engage à respecter les notices de fonctionnement des équipements.

Le Concessionnaire s'oblige à réparer ou remplacer immédiatement les Biens dédiés à l'exploitation dès qu'un défaut est constaté.

Article 30.3 - Gros entretien et renouvellement (G.E.R.)

Le GER comprend les interventions des niveaux 4 et 5 de la norme NF X60-000 tenant compte de la norme européenne de terminologie de la maintenance NF EN 13-306.

La répartition des travaux de gros entretien et renouvellement s'opère entre la Collectivité et le Concessionnaire selon les modalités ci-après exposées.

PROJET

Deux types d'interventions doivent être distingués.

Premièrement, pour les installations techniques, les interventions à la charge du Concessionnaire comprennent les grosses réparations dues à l'usure normale du matériel conformément à l'Annexe 11 du Contrat.

Les travaux de GER entrant dans le cadre du Contrat comprennent toutes les opérations qui consistent à remplacer ou à réhabiliter les installations du service en cas d'usure ou de défaillance ou à prévenir ces défaillances.
Ces opérations de réparation ou remplacement des pièces sont réalisées de façon à garantir les niveaux de performance des ouvrages, notamment leur durée d'utilisation, compte tenu de l'évolution technique et technologique.

Dans le cadre de cette obligation, le Concessionnaire s'engage à :

- Maintenir en permanence pendant toute la durée du Contrat le bon état de fonctionnement et d'entretien des matériels en y effectuant toute opération nécessaire de gros entretien ou de réparation ;
- Procéder au remplacement de l'équivalent des pièces défaillantes, que la cause des détériorations soit accidentelle ou due à l'usure normale.
- Procéder à l'entretien et la maintenance technique du dispositif d'extraction d'air des gaz des sols (graissage, vérification des joints, ...). Le suivi de cette extraction (analyse des gaz) ainsi que les éventuels gros travaux (remplacement d'une partie ou de la totalité du dispositif) et les responsabilités administratives afférentes restent quant à eux à la charge de la Collectivité.

Si, à l'occasion d'une panne ou avarie, le Concessionnaire est amené à demander le remplacement dans son ensemble d'un matériel ou un équipement important, il en avise la Collectivité qui peut, ainsi, examiner l'intérêt qu'il puisse y avoir, compte tenu de l'évolution des matériels et des techniques, à substituer aux appareils à remplacer, des matériels de principe ou de dimensions mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation.

Sans réponse de la Collectivité dans un délai de dix (10) jours ouvrés, son accord est réputé acquis.

Deuxièmement, pour l'ensemble des Biens dédiés à l'exploitation, les interventions relatives au clos couvert, structures et plus généralement celles listées ci-après sont prises en charge par la Collectivité à l'exception de celles listées à l'article 31 :

a) Les grosses réparations rendues strictement nécessaires pour la sécurité du public et des Usagers à effectuer sur les immeubles du service ;

b) Toutes autres grosses réparations concernant la structure du bâti, couverture, étanchéité et réseaux ;

c) Les travaux de mise aux normes pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite et des personnes à besoins spécifiques ;

d) Les travaux de mise aux normes pour la sécurité incendie conformément aux prescriptions de la commission de sécurité ;

e) Les travaux de mise aux normes, applicables à ce type d'établissement, et conformes à toute norme parue postérieurement au Contrat.

PROJET

f) La gestion des terres non inertes imposée par les travaux listés aux articles 30 et 31

Le plan prévisionnel de travail est défini en Annexe 10 du présent contrat.

Ce plan précise la nature et l'étendue des travaux à réaliser, l'année prévisionnelle de réalisation, ainsi que le coût prévisionnel de chacune des opérations.
Chaque année, à l'occasion de la remise du compte-rendu financier annuel, le Concessionnaire présente à la Collectivité l'avancement des deux volets du plan prévisionnel de travaux :

- Le Concessionnaire dresse un état et fait une description sommaire des travaux réalisés ;
- Les travaux non prévus au plan prévisionnel, mais qui relèvent de la responsabilité du Concessionnaire, sont réintégrés au plan prévisionnel des travaux.

Toute modification sur la nature ou les délais de réalisation des travaux est justifiée à la Collectivité.

La Collectivité et le Concessionnaire valident la mise à jour du programme prévisionnel de travaux. En cas de non réalisation ou modification des travaux dans les délais impartis et sans justification valable, le concessionnaire pourra se voir appliquer des pénalités fixées à l'article 49 du présent contrat.

Article 31. Responsabilité des travaux de réhabilitation

Le Concessionnaire prend en charge l'ensemble des dépenses liées aux travaux de réhabilitation de l'équipement indiqués à l'article 3 du Contrat.

Les travaux de réhabilitation devront être réalisés selon le programme d'investissement et le plan prévisionnel défini en annexe du présent Contrat. Les Parties se sont entendues pour un étalement des investissements de manière à assurer leur soutenabilité financière

La Collectivité et le Concessionnaire valident la mise à jour du programme prévisionnel de travaux.

Dès lors que le Concessionnaire recourt à l'externalisation pour réaliser les prestations, il lui appartient d'obtenir, par le jeu de la concurrence, une offre technique et financière présentant des garanties d'optimisation et de rationalisation pour le Concédant. Ce processus intègre une démarche de développement durable.

Article 32. Mise en conformité des Biens dédiés à l'exploitation

Les Biens dédiés à l'exploitation doivent satisfaire aux réglementations en vigueur, spécialement celles relatives aux établissements recevant du public (ERP) et aux règles d'hygiène et de sécurité.

PROJET

En tant que professionnel, le Concessionnaire doit signaler à la Collectivité toute réglementation ou évolution de celle-ci susceptible d'exiger des modifications ou une mise aux normes des Biens dédiés à l'exploitation.

La Collectivité assure le respect de la réglementation des Biens dédiés à l'exploitation, le Concessionnaire faisant son affaire des éventuels coûts supplémentaires d'exploitation qu'il viendrait à supporter pendant et après les travaux de mise aux normes à l'exception de ceux qui découleraient d'une suspension de tout ou partie de l'exploitation des Équipements par le Concessionnaire et sous réserve de l'accord des Parties sur le planning des travaux.

Article 33. Procédures de contrôle de l'état des Biens dédiés à l'exploitation [CARACTERISTIQUES MINIMALES]

Article 33.1 - Droit de visite des Biens dédiés à l'exploitation

La Collectivité garde le droit de visite à tout moment des Biens dédiés à l'exploitation.

Article 33.2 - Journal de bord des travaux réalisés et bilan sur les énergies et fluides

Le Concessionnaire tient un journal de bord des travaux réalisés pour chacun des Équipements, notamment ceux relatifs à l'entretien, la maintenance, les réparations lui incombant, les aménagements et modifications.

Ce document, dont le modèle est élaboré par le Concessionnaire en concertation avec la Collectivité, est régulièrement mis à jour par le Concessionnaire et tenu à la disposition de la Collectivité. Il lui est également remis en fin de Contrat.

La non-production du journal de bord à la demande de la Collectivité peut donner lieu à l'application de la pénalité prévue à l'Article 49 du Contrat.

Le Concessionnaire fournit, sur demande du Concédant, la copie :

- Des contrats de maintenance et d'entretien qu'il aura souscrit ;
- Et/ou de ses moyens propres de mise en œuvre ;
- Ainsi qu'un bilan annuel sur les énergies et fluides.

Les bilans et documents doivent être présentés lors d'une réunion annuelle à l'initiative de la Collectivité entre le Concessionnaire et les représentants de la Collectivité au cours du premier trimestre de l'année N+1.

PROJET

CHAPITRE 7 : REGIME FINANCIER

Article 34. Recettes d'exploitation

Le Concessionnaire exploite le service public délégué à ses risques et périls, c'est-à-dire qu'il sera seul responsable de la continuité du service public et assumera toutes les conséquences financières des engagements qu'il aura souscrits.

Le Concessionnaire est réputé avoir mesuré l'impact économique des contraintes d'investissement et de fonctionnement découlant de la mission de service public qui lui est confiée.

Il s'engage pendant toute la durée du Contrat sur le compte d'exploitation prévisionnel figurant à l'Annexe 13.

Aucune modification de l'équilibre économique du Contrat ne pourra être demandée par le Concessionnaire dans le cas où ses prévisions s'avèreraient inexactes, sauf les cas de Causes Légitimes prévues à l'Article 6 du Contrat ou dans les conditions prévues à l'Article 11 du Contrat.

Le Concessionnaire bénéficie de toutes les recettes qu'il perçoit pour son compte.

Les recettes d'exploitation du service sont notamment constituées :

- Des produits de location des locaux ;
- De l'organisation de manifestations à caractère économique, sportif et culturel ;
- Des produits annexes ;
- Des frais et prestations refacturés.

Article 35. Droit d'entrée

Article 35.1 - Principe

Le Concessionnaire s'acquitte d'un droit d'entrée correspondant à la valeur nette comptable des biens mis à sa disposition d'un montant prévisionnel de 9 600 000 € hors taxes, valeur nette comptable des biens non amortis connue au mois d'avril 2025

Le Concédant notifie au Concessionnaire par courrier, avec accusé de réception, le montant définitif du droit d'entrée dont il doit s'acquitter. Compte tenu des opérations de contrôle nécessaires, le montant définitif du droit d'entrée sera notifié dans un délai de six (6) mois à compter de la notification du Contrat.

Tout retard dans le versement donne lieu à une pénalité dans les conditions définies à l'article 43 du Contrat.

Le compte d'exploitation prévisionnel sera ajusté en fonction du coût réel de la valeur nette comptable.

PROJET

Article 35.2 - Conditions de paiement

Le Concessionnaire doit s'acquitter du Droit d'entrée dans un délai d'un (1) mois suivant la réception de l'avis de somme à payer émis par le Comptable Public (Service de Gestion Comptable de Mulhouse). Conformément aux dispositions de l'article L. 441-10 du Code de commerce, sauf cas de force majeure et dûment justifiée, toute somme non acquittée par le Concessionnaire dans le délai fixé ci-dessus ouvre de plein droit, pour le Concédant, le bénéfice d'intérêts de retard sur la somme restant due à cette date, au taux légal en vigueur augmenté de deux cents points de base. Ces intérêts sont dus par la seule arrivée du terme, de plein droit et sans autres formalités.

Article 35.3 - Modalités d'amortissement du droit d'entrée

Le Concessionnaire fait son affaire des immobilisations comptables et des amortissements du droit d'entrée, dans le respect des règles comptables et fiscales et de leurs interprétations par les autorités ou organismes compétents, en vigueur à la date de signature du présent contrat.

Article 36. Charges d'exploitation

En contrepartie de la perception des différentes recettes d'exploitation, le Concessionnaire supporte toutes les charges inhérentes à l'exploitation des Biens dédiés à l'exploitation.

Le Concessionnaire s'engage pendant toute la durée du Contrat sur les comptes d'exploitation prévisionnels figurant à l'Annexe 13.

Article 37. Tarification des services

Article 37.1 - Grilles tarifaires

Le Concessionnaire présentera les grilles tarifaires estimées cohérentes par rapport à l'équipement, la concurrence et le marché, figurant à l'Annexe 12 du Contrat.

Article 37.2 – Indexation de la grille tarifaire

Les augmentations tarifaires des locations et prestations associées sont votées par le Comité d'Administration du Concessionnaire puis soumis à la validation du Concédant.

Le Concessionnaire communiquera au plus tard le 1er juillet de l'année n, les tarifs indexés applicables au 1er janvier de l'année n+2. Il est précisé que, par souci de lisibilité, le Concessionnaire peut arrondir les valeurs révisées des tarifs au 10ème d'euro immédiatement inférieur.

Il est précisé que les tarifs appliqués par le Concessionnaire peuvent être adaptés à la réalité des marchés

Article 37.3 - Modification tarifaire

Les Parties peuvent se rencontrer sur l'initiative de l'une d'entre elles pour réexaminer les tarifs en vigueur notamment pour répondre au mieux aux besoins du marché.

PROJET

La modification des grilles tarifaires doit faire l'objet d'un accord exprès et préalable de la Collectivité.

Le concessionnaire peut, dans le cadre de son activité commerciale, faire les remises qu'il jugera nécessaire à l'accueil et au bon déroulement des manifestations.

Article 38. Compte de Gros Entretien et de Renouvellement (G.E.R.)

Pour permettre à la Collectivité de contrôler l'utilisation des fonds de G.E.R, le Concessionnaire a l'obligation de créer un compte séparé d'emploi des fonds intitulé "Compte de gros entretien et de renouvellement" (compte G.E.R.).

Le montant de la dotation forfaitaire annuelle de renouvellement est calculé sur la base du Plan de G.E.R prévu par le Concessionnaire sur la durée du Contrat et figurant en Annexe 11 du Contrat. Le montant est évalué à partir du coût des fournitures, de la sous-concession et du personnel intervenant, à l'exclusion de toute autre charge.

Pendant le déroulement du Contrat, le Concessionnaire doit se conformer au plan prévisionnel de renouvellement validé par la Collectivité.

À l'occasion de la remise du rapport annuel, le Concessionnaire présente à la Collectivité un rapport des dépenses effectives de renouvellement depuis le début du contrat.

Dans le cadre de l'exercice de son pouvoir de contrôle, la Collectivité a le droit de vérifier ou de faire vérifier par l'organisme de son choix les dépenses effectives du Concessionnaire.

La Collectivité a le droit de refuser la prise en compte d'une dépense non justifiée ou notamment lorsqu'elle considère que la dépense relève de l'entretien courant et maintenance tels que défini à l'Article 30 et non du G.E.R.

Au terme du Contrat, quelle qu'en soit la cause, le solde créditeur du compte G.E.R. revient à la Collectivité et lui est versé dans un délai de trois (3) mois à compter de l'échéance du Contrat ; si le solde est débiteur, il reste à la charge du Concessionnaire.

Le solde non versé dans les délais impartis donnera lieu de plein droit, et sans mise en demeure au paiement d'intérêts calculés au taux légal majoré de deux points.

Article 39. Comptes d'exploitation et comptes sociaux

Le compte d'exploitation prévisionnel est annexé au présent contrat (annexe 13) Il constitue la base sur laquelle est défini l'équilibre financier du contrat et sur laquelle le Concessionnaire s'engage, à ses risques et périls, pour toute la durée de la délégation.

Les activités déléguées font l'objet d'une comptabilité analytique permettant de retracer l'équilibre économique des activités objet du Contrat. Le compte

PROJET

d'exploitation respecte le cadre du compte d'exploitation prévisionnel. Il est identique sur toute la durée du Contrat.

Le système d'information mis en place pour la gestion des Équipements doit permettre d'établir :

- Des situations faisant ressortir les produits et les charges d'exploitation (compte de résultat) ;
- L'état du patrimoine (actifs et passifs) de la concession (bilan). Ces situations détailleront en particulier, sans que cette liste soit exhaustive :
    - A l'actif : les immobilisations, les stocks de produits, marchandises et pièces détachées, les créances et les disponibilités.
    - Au passif : le capital, les réserves et reports à nouveau, les provisions, les droits du concédant, les dettes financières et les dettes courantes

Le Concessionnaire doit par ailleurs être en mesure d'expliciter les méthodes retenues pour leur élaboration (modalités d'affectations, clés de répartition, modalité d'évaluation et de valorisation, etc.) et justifier que ces méthodes reflètent fidèlement la structure financière et l'organisation du service.

Les méthodes comptables retenues doivent être conformes aux règles en vigueur, notamment les règles générales énoncées par le code de commerce et le plan comptable général applicable, en particulier en respectant les principes d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.

A ce titre, pour garantir la comparabilité des données comptables et financières et permettre le suivi de l'application des dispositions du Contrat, les méthodes comptables et analytiques sont identiques d'un exercice à l'autre, sauf exception dûment motivée et acceptée par la Collectivité.

Les éléments du système d'information et les données comptables sont tenus à tout moment à la disposition de la Collectivité, dans des formes appropriées à la réalisation d'audits externes et aux demandes de la Collectivité.

Tous les documents relatifs à la comptabilité de la Concession sont conservés par le Concessionnaire sur la durée du Contrat.

Article 40. Redevances

Le Concessionnaire est tenu de verser annuellement à la Collectivité une redevance fixe due pour l'occupation et l'utilisation du domaine public, qui tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation en contrepartie de la mise à disposition des biens.

Le Concessionnaire verse une redevance forfaitaire, assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux légal en vigueur, et d'un montant de **40 000 €.**

La redevance est indexée selon la formule :

PROJET

$F_n = F_0 \times K$

Où

F_n = valeur de la redevance considéré pour l'année n

F_0 = valeur de la redevance telle que retranscrit dans le contrat (en euros constants date de valeur décembre 2025, date de signature du Contrat.

K = Indice des prix à la consommation (IPC)

En cas d'évolution imprévue de l'environnement économique, une proposition de réajustement du coefficient K pourra être faite.

Dans le cas où l'indice cesse d'être publié, les Parties se mettent d'accord, par un simple échange de courrier, sur son remplacement par un nouveau paramètre représentant sensiblement le même élément constitutif du prix de revient et sur le mode de calcul du coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice.

Le montant de la redevance est actualisé chaque année le 1er janvier, à compter de la seconde année d'exploitation au moyen de la formule d'indexation indiquée ci-dessus.

Cette redevance sera payable semestriellement sur la base d'une présentation d'une facture de la Collectivité. Le Concessionnaire s'acquitte dans un délai de trente (30) jours des sommes dues, à chaque période semestrielle.

Article 41. Clause d'intéressement

Le Concessionnaire reverse à la Collectivité, tous les 6 ans, 30 % du résultat net comptable cumulé depuis le début de la DSP.

Le versement de cet intéressement intervient après l'approbation des comptes de l'exercice considéré. Un versement opéré ne pourra être remboursé

Article 42. Impôts et taxes

La Taxe Foncière sur les Propriétés bâties demeurera à la charge de la Collectivité.

Tous les autres impôts et taxes liés à l'exploitation et la gestion du service public, y compris ceux relatifs aux immeubles du service, dont la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la contribution économique territoriale, sont à la charge du Concessionnaire.

Le compte d'exploitation prévisionnel figurant à l'Annexe 13 du Contrat est réputé tenir compte de l'ensemble de ces impôts et taxes applicables à l'entrée en vigueur du Contrat.

PROJET

Article 43. Retard de versement

En cas de retard de versement par la Collectivité des sommes dues au Concessionnaire et réciproquement, les sommes non versées porteront intérêt au taux légal majoré de deux points.

PROJET

CHAPITRE 8 : INFORMATION ET CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

Article 44. Informations sur l'exécution du Contrat

Article 44.1 - Principes généraux

Le Concessionnaire est tenu à une obligation générale d'information, d'avis et de conseil vis-à-vis de la Collectivité.

Le Concessionnaire devra notamment prêter son concours à la Collectivité dans le cadre des obligations du Contrat et l'assister dans ses relations avec les organismes et administrations en lui apportant les informations qu'il estimera nécessaires.

Le Concessionnaire devra également apporter son expertise à la Collectivité pour les choix en matière de programme d'investissement, d'équipements, etc.

Le Concessionnaire est tenu de tenir à la disposition de la Collectivité, sur support informatique sous un format compatible avec les logiciels de bureautiques usuels, toutes les données techniques sur le service. Ceci concerne notamment les plans et les données statistiques contenues dans le compte-rendu technique annuel.

Le Concessionnaire met également à la disposition de la Collectivité dans les mêmes conditions, les documents suivants : les documents relatifs aux contrôles de sécurité.

Article 44.2 - Réunions de suivi

Conformément à l'article 47, des réunions de suivi sont organisées, afin que le Concessionnaire fasse connaître notamment l'état et l'activité des Biens dédiés à l'exploitation. Lors de ces réunions, le Directeur est présent.

Article 45. Rapport annuel du Concessionnaire [CARACTERISTIQUES MINIMALES]

Le Concessionnaire produit chaque année, avant le 1er octobre, un rapport annuel comprenant un compte rendu technique, un compte rendu financier et une analyse de la qualité du service – conformément aux dispositions issues de l'article L. 3131-5 du CCP et R. 3131-2 et suivants du CCP.

Les éléments précités portent sur l'exécution du Contrat pour l'année civile précédente.

PROJET

Conformément à l'article R. 3131-2 du CCP, le rapport annuel du Concessionnaire tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné, respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le Concessionnaire à la disposition de la Collectivité dans le cadre de son droit de contrôle.

Ce rapport mentionne les actions développées par le Concessionnaire dans le cadre de ses missions et plus particulièrement les éléments renseignés à l'article R. 3131-3 et R. 3131-4 du CCP.

L'ensemble des documents est transmis à la Collectivité sous format informatique.

A la remise de ce rapport, la Collectivité pourra demander au Concessionnaire la tenue d'une réunion et tout complément d'information.

Le rapport annuel comprend trois (3) parties :

- Une partie technique intitulée « Compte-rendu technique » ;
- Une partie financière intitulée « Compte-rendu financier » ;
- Une partie relative à l'analyse de la qualité du service.

Les contenus respectifs de chaque partie du rapport annuel sont détaillés à l'Article 45.1, l'Article 45.2 et l'Article 45.3 du Contrat, sans préjudice du respect des obligations législatives et réglementaires de toute nature qui s'imposent au Concessionnaire au regard du droit en vigueur. Chacune des parties du rapport suit au minimum la trame développée aux articles précités.

Une attention particulière doit être apportée à la clarté des documents et à la qualité et la pertinence des analyses, des évolutions ou des problèmes rencontrés et des solutions proposées pour y remédier.

Le Concessionnaire regroupera, lors de la présentation du rapport annuel, toutes les évolutions qu'il souhaiterait et qui nécessiteraient un passage devant les instances délibératives de la Collectivité.

Le Concessionnaire pourra être amené à présenter ces documents lors des réunions de la commission consultative des services publics locaux et, sur demande de la Collectivité, à tout autre organisme de cette dernière.

À la demande de la Collectivité, le Concessionnaire élaborera une synthèse du rapport annuel. En tout état de cause, les écarts constatés d'une année à l'autre, ainsi que pour chaque année entre les prévisions sur lesquelles étaient basées le compte d'exploitation prévisionnel, et la réalité doivent faire l'objet d'une note détaillée.

Si la production du rapport annuel ne respecte pas les délais convenus au Contrat sans justification valable, la Collectivité peut appliquer la pénalité prévue à l'Article 49.

PROJET

Article 45.1 - Compte-rendu technique

Le compte-rendu technique comporte notamment les documents suivants :

- Un plan actualisé des dépenses programmées de renouvellement avec leur coût ;
- Un inventaire actualisé des biens en distinguant les biens de retour, les biens de reprise et les biens propres, en identifiant précisément les investissements réalisés par le Concessionnaire et les modalités d'amortissement associées ;
- Le journal des pannes les plus importantes affectant l'exploitation ;
- Les rapports de visites réglementaires des organismes de contrôle agréés ;
- Un bilan des fluides et énergies utilisés ;
- Le suivi des actions mises en place pour inscrire l'activité dans une stratégie de développement durable (environnement et social) ;
- La liste des contrats d'entretien et de maintenance indiquant à minima l'objet, la durée, le montant et le titulaire du contrat ;

Des justificatifs peuvent être exigés par la Collectivité.

Article 45.2 - Compte-rendu financier

Le compte-rendu financier comporte notamment les éléments suivants **:**

- Une note sur l'équilibre économique global du service et sur l'évolution des produits et des charges ;
- Le nombre de manifestation et le taux d'occupation de l'équipement et sa décomposition par espace ;
- Les comptes annuels du Concessionnaire (compte de résultat, bilan, annexes) ;
- Les comptes d'exploitation et comptes sociaux du Contrat présentés selon un modèle qui sera défini entre les Parties au démarrage au contrat. Le document sera transmis sur support informatique sous format Excel. Les écarts entre le CEP et le réalisé feront l'objet d'une note explicative ;
- Le rapport général des commissaires aux comptes ;
- Le détail de l'ensemble des manifestations organisées au cours de l'exercice présentant pour chaque manifestation :
    - Le type de manifestation (salons grand public, salon professionnel, congrès, spectacles, examens-concours, autres manifestations) ;
    - Le nombre de participants (visiteurs et professionnels) ;
    - Le chiffre d'affaires de la manifestation.

  Cet élément, intégré au rapport annuel, sera également transmis sur support informatique sous format Excel.

PROJET

- L'inventaire valorisé des biens de retour, des biens de reprise et des biens propres, précisant pour chacun des biens
    - La nature du bien (bien de retour, bien de reprise et des biens propres)
    - La valeur brute ;
    - L'amortissement cumulé ;
    - La dotation aux amortissements de l'exercice clos ;
    - La valeur nette comptable ;
    - Le mode et la durée d'amortissement.

  Cet élément, intégré au rapport annuel, sera également transmis sur support informatique sous format Excel.
- L'ensemble des informations relatives aux personnels :
    - L'organigramme du service
    - Un état du personnel précisant l'effectif (effectif réel et équivalent temps plein), la qualification des personnels, la masse salariale afférente.
- L'état des éventuels contentieux (y compris fiscaux et sociaux) survenus dans le courant de l'exercice ;
- La composition de l'actionnariat de la société [mère et de la société dédiée] ;
- La liste des contrats de sous-concession et leurs dates d'échéance, identifiant en particulier la nature et le montant des travaux, prestations et fournitures confiés à des sociétés appartenant au même groupe que les actionnaires du Concessionnaire. Pour ces derniers, le Concessionnaire s'engage à communiquer les contrats conclus avec leurs avenants et annexes contractuelles. Les autres contrats sont communiqués à la demande de la Collectivité ;
- Le détail des flux financiers intra-groupe, en nature et en montant, et les conditions de contractualisation ;
- La convention intra-groupe ;
- La liste des contrats de référencement de traiteurs éventuellement signés dans l'année.
-

Article 45.3 - Analyse de la qualité du service

Concernant la qualité du service public, le rapport doit comporter en particulier et notamment les éléments suivants :

- Les manifestations accueillies (notamment nom de l'organisateur, dénomination et date de l'événement, nombre d'entrées, etc.) ;
- Les périodes et durées de fermeture des Biens dédiés à l'exploitation ;
- Le planning d'utilisation des Biens dédiés à l'exploitation pour l'année écoulée ;

PROJET

- Une analyse détaillée par type d'activité et/ou la description des efforts de commercialisation ;
- Un état des relations avec les partenaires ;
- Un compte-rendu relatif aux actions menées en matière de développement durable.

Article 46. Tableaux de bord

Le Concessionnaire fournira chaque semestre et selon le modèle défini entre les Parties au démarrage du présent contrat, un tableau de bord semestriel qui reprend, a minima, les principales données économiques et financières (nombre d'événements par typologie, fréquentation, chiffre d'affaires, évènements particuliers majeurs) et dont la présentation sera identique chaque semestre.

Les données seront transmises sur tableur Excel.

À la demande de la Collectivité ou du Concessionnaire, les informations du tableau de bord peuvent être complétées et/ou modifiées. Le Concessionnaire s'engage à répondre, dans les plus brefs délais, à toute demande d'information de la Collectivité.

Article 47. Comité de suivi

Pour accompagner et suivre l'exécution du Contrat, les Parties se réunissent au sein d'un comité de suivi qui aura pour mission, d'une part, de veiller à la bonne exécution du Contrat, et, d'autre part, de suivre et guider l'évolution du Contrat.

Article 47.1 - Organisation du comité de suivi

Le Comité de suivi est composé :

(i) Des membres permanents :

- De représentants expressément nommés par la Collectivité dont les noms, qualités et attributions seront communiqués au Concessionnaire lors de la désignation des membres du Comité de suivi ;
- De représentants du Concessionnaire.

(ii) Des membres occasionnels sollicités en fonction de leurs compétences en lien avec les sujets objets de la séance considérée.

Article 47.2 - Saisine du comité de suivi

Ce comité se réunit selon une périodicité trimestrielle dans les locaux du Concédant ou du Concessionnaire, la collectivité fixe la date de la séance après concertation avec le Concessionnaire. Des réunions complémentaires pourront être organisées à la demande de l'une des Parties.

L'ordre du jour de la séance est établi par le Concessionnaire qui s'engage à le transmettre, dans un délai de 2 semaines avant la tenue de la séance, à la

PROJET

Collectivité, en prenant soin d'indiquer les noms des membres occasionnels qu'il souhaite voir siéger lors de la séance.

La Collectivité, sous réserve d'en avertir le Concessionnaire au moins quinze (15) jours avant la tenue de la séance, transmet les noms des membres occasionnels qu'elle souhaite voir siéger lors de la séance. Au même moment, le Concessionnaire produit et transmet le support de présentation dédié à la séance.

Une fois la date fixée par les Parties et l'ordre du jour transmis, la Collectivité pourra apporter tout complément ou toute modification à cet ordre du jour.

Article 47.3 - Prérogatives du comité de suivi

Le comité de suivi a un rôle consultatif, il émet des avis et fait des propositions.

Ce comité examine toutes les questions relatives à l'exploitation du service délégué et est notamment chargé – sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Du suivi de la délégation de service public dans sa globalité (aspects financiers et analytiques, …) avec la Direction Urbanisme Aménagement et Habitat et la Direction Innovation et Evaluation ;
- Du suivi des travaux (gros travaux, maintenance, réparation, …) - avec la Direction Urbanisme Aménagement et Habitat et la Direction Construction ;
- Du suivi et de la stratégie des manifestations, de la commercialisation et de la communication avec la Direction Urbanisme Aménagement et Habitat, la Direction de la Communication et le service Développement Economique.
- De l'attribution des journées prévues à l'Article 18 du Contrat.

Le comité sera également saisi des questions relevant de la programmation de certaines manifestations liées à la stratégie de développement du territoire.

Chaque séance donne systématiquement lieu à l'établissement d'un compte-rendu rédigé par le Concessionnaire et validé par la Collectivité.

Article 48. Contrôle exercé par la Collectivité

Article 48.1 - Objet du contrôle

La Collectivité dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution technique et financière du Contrat par le Concessionnaire ainsi que sur la qualité du service rendu aux usagers.

Ce contrôle comprend notamment :

- Un droit d'audit de la gestion du service délégué ;
- Le pouvoir de prendre toutes les mesures prévues par le Contrat lorsque le Concessionnaire ne se conforme pas aux obligations stipulées à sa charge.

PROJET

Article 48.2 - Exercice du contrôle

La Collectivité organise librement et à ses frais son droit de contrôle

Elle peut en confier l'exécution, soit à ses propres agents, soit à des organismes extérieurs. Les agents désignés par la Collectivité disposent des pouvoirs de contrôle les plus étendus tant sur pièces que sur place.

La Collectivité exerce son contrôle dans le respect des réglementations relatives à la confidentialité (vie privée, droits de propriété intellectuelle et industrielle du Concessionnaire dûment justifiés par celui-ci). Elle veille à la qualification et à la déontologie des personnes chargées du contrôle et s'assure qu'elles ne perturbent pas le bon fonctionnement et la sécurité du service.

Article 48.3 - Obligations du Concessionnaire

Le Concessionnaire accepte l'accomplissement de ce droit de contrôle.

À cet effet, il doit notamment :

- Autoriser à tout moment l'accès des installations du service délégué aux personnes mandatées par la Collectivité sans que cela soit de nature à perturber le bon fonctionnement et la sécurité du service ;
- Fournir à la Collectivité le rapport annuel et répondre à toute demande d'information de sa part consécutive à une réclamation d'usagers ou de tiers ;
- Justifier auprès de la Collectivité des informations qu'il aura fournies, notamment dans le cadre du rapport annuel et de la production des tableaux de bord, par la transmission de tout document technique ou comptable utile se rapportant au Contrat ;
- Désigner un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées par la Collectivité ;
- Conserver, pendant toute la durée du Contrat et pendant une durée de cinq (5) années après son expiration, les documents nécessaires au contrôle et présentant un intérêt significatif pour la gestion du service affermé.

Le Concessionnaire ne peut pas opposer, aux demandes d'information se rapportant au Contrat présenté par la Collectivité, le secret en matière industrielle et commerciale.

Sans préjudice des autres sanctions prévues par le Contrat, la méconnaissance par le Concessionnaire de ses obligations en matière de contrôle peut donner lieu à l'application des pénalités prévue à l'Article 49.

PROJET

CHAPITRE 9 : SANCTIONS ET CAS DE RESILIATION

Article 49. Pénalités

Article 49.1 - Modalités d'application des pénalités

Sans préjudice des autres sanctions prévues par le Contrat et sauf cas de Causes légitimes, la Collectivité peut infliger au Concessionnaire des pénalités à titre de sanction des manquements à ses obligations dans les cas et selon les modalités prévues ci-après.

Dans les cas de pénalités avec mise en demeure préalable, si celle-ci devait rester sans réponse de la part du Concessionnaire, le montant de la pénalité sera calculé à compter du premier jour de retard constaté.

Article 49.2 - Cas d'application et montant des pénalités

Sans mise en demeure préalable :

Des pénalités pourront être infligées sans mise en demeure préalable dans les hypothèses suivantes, et selon les montants ci-après énoncés :

Type de manquement	Montant de la pénalité HT
En cas de non-respect de l'obligation de requérir l'accord préalable de la Collectivité et/ou des autorités compétentes sur toute programmation à caractère politique, religieux, sectaire ou syndical et susceptible de créer un trouble à l'ordre public (Article 21.3)	1 000 € (mille euros) par manquement constaté
En cas de modification tarifaire en l'absence d'accord exprès et préalable de la Collectivité (Article 37.3)	1 000 € (mille euros) par manquement constaté
En cas de refus par le Concessionnaire d'autoriser à tout moment l'accès des installations du service délégué aux personnes mandatées par la Collectivité	1 000 € (mille euros) par manquement constaté
En cas de modification de la masse salariale à la hausse dans les six (6) derniers mois du Contrat sans accord de la Collectivité (Article 61)	1 000 € (mille euros)
En cas de contradiction avec l'objectif de maintien de la programmation et de la commercialisation visée à l'Article 60 (démobilisation du personnel et des moyens la dernière année d'exploitation, baisse significative de la programmation et des efforts de commercialisation / promotion)	Une pénalité de 15 000 € (quinze mille euros) est encourue

PROJET

En cas de non-respect par le concessionnaire des principes de laïcité et de neutralité renseignés à l'20.1	Pénalité égale à 3 000 € par manquement

Avec mise en demeure préalable :

Des pénalités pourront être infligées avec mise en demeure préalable dans les hypothèses suivantes, et selon les montants ci-après énoncés :

Type de manquement	Montant de la pénalité HT
En cas de non-production après mise en demeure restée sans réponse pendant 30 jours ouvrés : - de la garantie à première demande [et/ou de la garantie maison-mère] ; - des attestations d'assurance prévues à l'9.6 ; - des rapports annuels et tableaux de bord semestriels (y compris en cas de remise manifestement et substantiellement incomplète ou non conforme des documents et rapports prévus à l'Article 45 et à l'Article 46	Le montant de la pénalité est de 200 € (deux cents euros) par document et par jour de retard. Au-delà de quinze (15) jours, cette pénalité est portée à 500 € (cinq cents euros) par jour de retard. Au-delà de trente (30) jours, cette pénalité est portée à 1 000 € (mille euros) par jour de retard.
En cas de non-transmission des éléments jugés utiles par la Collectivité dans le cadre de son droit de contrôle défini à l'Article 48.	Le montant de la pénalité est de 200 € (deux cents euros) par document et par jour de retard. Au-delà de quinze (15) jours, cette pénalité est portée à 500 € (cinq cents euros) par jour de retard. Au-delà de trente (30) jours, cette pénalité est portée à 1 000 € (mille euros) par jour de retard.
En cas de non-production après mise en demeure restée sans réponse pendant 30 jours ouvrés : - de l'état de mise à jour de l'inventaire prévu à l'Article 28.1.2 ; - du journal de bord de maintenance prévu à l'Article 33.2	Le montant de la pénalité est de 200 € (deux cents euros) par document et jour de retard. Au-delà de quinze (15) jours, cette pénalité est portée à 500 € (cinq cents euros) par jour de retard.
En cas d'interruption générale de l'exploitation du Parc des Expositions imputable au concessionnaire et non décidée par la Collectivité de plus de quarante-huit (48) heures après mise en demeure restée sans réponse pendant vingt-quatre (24) heures.	Le montant de la pénalité est de 1 000 € (mille euros) par jour d'interruption.

PROJET

En cas de dépassement de la Valeur résiduelle en fin de contrat (Article 63)	Le montant de la pénalité est de 10% du dépassement

Article 49.3 - Pénalités liées aux opérations de fin ou de renouvellement du Contrat

Afin de permettre à la Collectivité de procéder aux opérations de fin ou de renouvellement du Contrat, le Concessionnaire doit communiquer tout document sollicité par la Collectivité.

En cas de non-production des documents sollicités et après mise en demeure préalable non suivie d'effets pendant un délai de huit (8) jours francs à compter de la date de réception de la mise en demeure, la Collectivité peut appliquer au Concessionnaire une pénalité égale à 200 €, par jour de retard et par document. Au-delà de quinze (15) jours, cette pénalité est portée à 500 € par jour de retard et par document.

Article 49.4 - Pénalité pour non-respect des dispositions du Code du travail

Conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du code du travail, des pénalités peuvent être infligées au Concessionnaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités encourues est de 1 000 € (mille euros) par manquement constaté.

La Collectivité sera informée, par écrit, par un agent de contrôle de l'éventuelle situation irrégulière du Concessionnaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5. Le Concessionnaire sera enjoint de faire cesser cette situation. Le Concessionnaire ainsi mis en demeure devra apporter à la Collectivité la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

La Collectivité transmet, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le Concessionnaire ou l'informe d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai de quinze (15) jours, la Collectivité en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer les pénalités précitées ou rompre le Contrat, sans indemnité, aux frais et risques du Concessionnaire.

Article 49.5 - Paiement des pénalités

Les pénalités sont payées par le Concessionnaire dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant. En cas de retard de paiement, leur montant est majoré de l'intérêt au taux légal augmenté de deux (2) points.

Leur paiement n'exonère pas le Concessionnaire d'exécuter ses obligations au titre du Contrat et de son éventuelle responsabilité civile ou pénale vis-à-vis des usagers et des tiers.

PROJET

Article 50. Mise en régie provisoire

Sauf cas de Force majeure au sens de la jurisprudence administrative ou cas de Causes légitimes, en cas d'inexécution totale ou partielle de ses missions telles que prévues au Contrat, en cas de faute grave du Concessionnaire ou dans le cas où la Collectivité jugerait que la sécurité se trouverait compromise, en raison d'une extrême négligence dans la manière dont le Contrat est exécuté, la Collectivité peut prendre toutes les mesures nécessaires, aux frais et risques du Concessionnaire – après mise en demeure restée sans effet à l'expiration d'un délai minimum de 15 jours sauf extrême urgence.

A ce titre, la Collectivité peut faire appel à la garantie bancaire prévue à l'Article 10.

Dans le cadre de la mise en régie, la Collectivité peut prendre possession temporairement des locaux, matériels, approvisionnements et d'une manière générale de tout matériel nécessaire au fonctionnement du service. À cette fin, la Collectivité disposera, en outre, du personnel du Concessionnaire nécessaire à la gestion du service.

Le Concessionnaire est alors dessaisi, pour l'exécution du Contrat, la Collectivité ou la personne qu'elle aura désignée à cet effet assurant à sa place la continuité du service avec les moyens du Concessionnaire.

Pendant le temps de la mise en régie, le Concessionnaire est autorisé à suivre l'exécution des travaux ou des services sans pouvoir, en aucune manière, entraver les ordres de la Collectivité, ou faire entrave à l'accès aux Biens dédiés à l'exploitation.

Le Concessionnaire peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre ses missions dans de bonnes conditions.

La régie cesse dès que le Concessionnaire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations, sauf si la déchéance est prononcée.

Les excédents de dépenses supportées par le Concédant au titre de la mise en régie à l'exclusion de toute autre pénalité, sont mises intégralement à la charge du Concessionnaire. Ces frais sont immédiatement exigibles auprès du Concessionnaire.

En l'absence de règlement du montant de ces frais, dans un délai de trente (30) jours à compter de leur notification par la Collectivité au Concessionnaire, la Collectivité peut, au choix, mobiliser la garantie bancaire prévue à l'Article 10 ou prononcer la déchéance dans les conditions prévues par les stipulations de l'Article 52.

En cas d'incapacité ou d'impossibilité par le Concessionnaire de reprendre l'exploitation du service, à l'expiration d'une période de six (6) mois de mise en régie, la Collectivité peut décider de prononcer la déchéance dans les conditions prévues par les stipulations de l'Article 52.

PROJET

Article 51. Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues par l'Article 50, la Collectivité peut prendre des mesures d'urgence en cas de carence grave du Concessionnaire, et notamment toute décision adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du service.

Les conséquences financières d'une telle décision sont à la charge du Concessionnaire sauf en cas de Force majeure telle que reconnue par la jurisprudence administrative ou de destruction totale des Biens dédiés à l'exploitation ou de retard ou manquement imputable à la Collectivité.

Les frais engendrés par les mesures d'urgence prévues au présent Article sont immédiatement exigibles auprès du Concessionnaire. En l'absence de règlement du montant de ces frais, dans un délai de trente (30) jours à compter de leur notification par la Collectivité au Concessionnaire, la Collectivité peut prononcer la déchéance dans les conditions prévues par les stipulations de l'Article 52.

Article 52. Déchéance – Résiliation pour faute

La Collectivité se réserve le droit de résilier le Contrat, sans indemnité, en cas de manquements graves et répétés et non remédiés du Concessionnaire à ses obligations contractuelles au titre du Contrat :

a) Sans mise en demeure préalable en cas de :

- Dissolution du Concessionnaire ;
- De redressement et/ou mise en liquidation des biens du Concessionnaire ;
- Fraude ou de malversation avérées de la part du Concessionnaire.
- En cas de non-reprise du service après une mise en régie d'une durée supérieure à un (1) mois,

b) Après mise en demeure préalable faite au Concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception – fixant un délai raisonnable de réparation de quinze (15) jours à compter de la réception de la mise en demeure – et non suivie d'effet :

- En cas d'inobservations graves ou de transgressions répétées des clauses du Contrat et/ou ses Annexes ;
- En cas de non-respect des principes de laïcité et de neutralité, dont les modalités sont fixées à l'Article 20.1 du Contrat ;
- Dans tous les cas où par incapacité, négligence ou mauvaise foi, le Concessionnaire compromettrait la continuité du service public, la sécurité des personnes ou encore la pérennité des Biens dédiés à l'exploitation ;
- Dans le cas où le Concessionnaire cède le Contrat à un tiers sans l'autorisation de la Collectivité ;
- Dans le cas de la modification de la composition du capital de la société entraînant un changement de contrôle majoritaire sans accord de la Collectivité.

PROJET

La mise en demeure mentionne le délai de réponse prévu et la sanction. Le Concessionnaire pourra, durant cette période, demander des pièces utiles à la Collectivité, voire obtenir, sauf urgence justifiée ou cas de Force majeure, un entretien.

La résiliation sans indemnité prend effet à compter du 8ème jour franc de sa notification au Concessionnaire.

Les conséquences financières de la déchéance sont à la charge du Concessionnaire, à l'exception d'une somme correspondant à la somme de :

- La valeur nette comptable des biens de retour, le cas échéant ;
- La valeur nette comptable des éventuels biens de reprise appartenant au Concessionnaire et que la Collectivité souhaite reprendre.

Cette indemnité est diminuée :

- Des éventuelles subventions publiques ou privées versées pour le financement des biens de reprise non amorties à la date de résiliation ;
- Du montant des éventuels droits de la Collectivité associés aux biens de retour non amortis à la date de résiliation ;
- Du montant des éventuelles provisions G.E.R. associées aux biens de retour et de reprise à la date de résiliation ;
- Du montant des éventuels coûts de mise en conformité des travaux réalisés par le Concessionnaire ;
- Du montant des échéances de remboursement des emprunts en cours à la date de résiliation du Contrat grevant les biens de retour et de reprise dans le cas où ces emprunts sont repris par la Collectivité ;
- De toutes les sommes dont le Concessionnaire resterait redevable vis-à-vis de la Collectivité par application du Contrat.

Article 53. Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général

La Collectivité peut résilier unilatéralement le Contrat à tout moment au cours de son exécution pour motif d'intérêt général, sous condition d'observer un préavis de six (6) mois par lettre recommandée avec accusé réception contenant le motif invoqué à l'appui de ladite résiliation.

Dans ce cas, trois (3) mois à compter de la date d'effet de la résiliation, le Concessionnaire pourra prétendre au versement d'une indemnité comprenant :

- Une somme correspondant à la valeur nette comptable :
    - Des biens de retours, le cas échéant ;
    - Des éventuels biens de reprise appartenant au Concessionnaire et repris par la Collectivité ;
    - Des éventuels stocks de produits, marchandises, matériels et consommables nécessaires à la marche normale de l'exploitation ;

PROJET

- Les frais liés à la cessation anticipée des activités du Concessionnaire (par exemple, montant des pénalités liées à la résiliation de contrats de prêts ou de crédit-bail que le Concessionnaire aura pu contracter et dont il devra apporter la preuve ou encore frais liés à la rupture de contrats de travail, etc.). En tout état de cause, cette composante ne pourra excéder 10 000 € ;
- Une somme correspondant à l'indemnisation du manque à gagner du Concessionnaire, calculée sur la base du résultat courant avant impôt prévisionnel sur la durée restant à courir du Contrat tel que figurant dans le compte d'exploitation prévisionnel joint en Annexe 13 du Contrat et actualisé selon le taux de l'OAT (Obligation Assimilable au Trésor) d'une durée équivalente à la durée restant à courir du contrat majoré de huit cents points de base (8%) pour tenir compte du paiement anticipé et de la suppression du risque commercial attaché à l'exploitation.

  Dans l'hypothèse où la moyenne sur les trois (3) dernières années des résultats avant impôt des exercices précédant la résiliation est négative, la somme correspondant au manque à gagner sera nulle. Dans l'hypothèse où, sur la période considérée, les bénéfices observés seraient moins importants que ceux prévus dans le compte d'exploitation prévisionnel en moyenne sur les trois (3) dernières années, les bénéfices prévisionnels futurs servant de base au calcul seront dégradés dans les mêmes proportions.

Cette indemnité est diminuée :

- Des éventuelles subventions publiques ou privées versées pour le financement des biens de retour et de reprise non amorti à la date de résiliation ;
- Du montant des éventuels droits du concédant associés aux biens de retour non amortis à la date de résiliation ;
- Du montant des éventuelles provisions G.E.R. associées aux biens de retour et de reprise à la date de résiliation ;
- Du montant des éventuels coûts de mise en conformité des travaux réalisés par le Concessionnaire ;
- Du montant des échéances de remboursement des emprunts en cours à la date de résiliation du Contrat grevant les biens de reprise et à reprendre par la Collectivité ;
- De toutes les sommes dont le Concessionnaire resterait redevable vis-à-vis de la Collectivité par application du Contrat.

En cas de désaccord, les Parties font application de l'Article 69 du Contrat.

Article 54. Résiliation pour force majeure prolongée

Aucune Partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou avoir accompli avec retard une obligation au titre du Contrat dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte d'un événement présentant les caractéristiques de la Force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

PROJET

La Partie qui aurait, par action ou omission, aggravé sérieusement les conséquences d'un évènement présentant les caractéristiques de la Force majeure, n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'évènement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

La Partie qui invoque la force majeure doit prendre, dans les plus brefs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations contractuelles.

Dans le cas où le Concessionnaire invoque un évènement de Force majeure, les modalités prévues à l'Article 6 s'appliquent.

Dans le cas où la Collectivité invoque la survenance d'un évènement de Force majeure, elle en informe le Concessionnaire par écrit. Ce dernier doit lui communiquer ses observations dans le délai d'un (1) mois, après quoi la Collectivité lui notifie sa décision.

Quelle que soit la Partie qui invoque la survenance d'un évènement de Force majeure, les Parties doivent se rapprocher pour convenir ensemble des mesures nécessaires pour maintenir l'exécution du Contrat.

Si l'évènement de Force majeure rend impossible l'exécution du Contrat pendant une période d'au moins six (6) mois, la résiliation du contrat peut être prononcée par la Collectivité, à la demande du Concessionnaire, par le juge administratif.

En cas de résiliation pour force majeure, le Concessionnaire percevra les indemnités prévues en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, à l'exception du manque à gagner.

Article 55. Résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence

En cas de recours administratif ou contentieux contre les actes administratifs nécessaires à la passation du Contrat ou à son exécution ou à l'encontre du Contrat lui-même, le Concessionnaire doit poursuivre l'exécution du Contrat.

Les Parties se rencontrent à la demande de la Partie la plus diligente dans un délai d'un (1) mois à compter de la connaissance de cet événement, afin de décider soit de poursuivre le Contrat, soit de procéder à sa résiliation.

A défaut d'accord dans un délai de trois (3) mois à compter de la survenance dudit événement, la Collectivité peut décider unilatéralement de poursuivre l'exécution du Contrat et le Concessionnaire ne pourra en demander la résiliation.

En cas de résiliation du Contrat prononcée par la juridiction administrative, ou par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle, le Concessionnaire a droit au versement d'une indemnité dans les mêmes conditions que celles définies à l'Article 53 sous réserve d'une part de la minoration qui résulterait de la part de responsabilité que la juridiction lui imputerait et, d'autre part d'une limitation en tout état de cause de son manque à gagner à hauteur d'une (1) année.

PROJET

Article 56. Résiliation pour refus de délivrance, suspension ou retrait d'autorisation administrative

En cas de résiliation du Contrat prononcée par suite du refus de délivrance, de la suspension ou du retrait d'une ou plusieurs des autorisations administratives nécessaires à l'exploitation du service, le Concessionnaire ne pourra prétendre au versement d'une indemnité que si le défaut d'autorisation est entièrement imputable à la Collectivité ou à due proportion de la responsabilité de la Collectivité dans l'absence de délivrance de l'autorisation.

L'indemnité à laquelle pourra le cas échéant prétendre le Concessionnaire sera déterminée dans les mêmes conditions que celles définies à l'Article 55. En cas de responsabilité seulement partielle de la Collectivité, le montant de l'indemnité versée au titre du manque à gagner versée sera minoré à due proportion de la part de responsabilité n'incombant pas à la Collectivité.

Article 57. Dissolution, redressement et liquidation judiciaire

En cas de mise en œuvre d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire, les Parties se conformeront aux dispositions légales en vigueur.

La résiliation pourra être prononcée sans indemnité dans les trois (3) cas suivants :

- En cas de dissolution du Concessionnaire, la Collectivité pourra prononcer la déchéance sans attendre que les procédures engagées aient abouti (notamment la clôture de la liquidation amiable). Cette déchéance pourra donc intervenir de plein droit, dès la date de dissolution publiée au registre du commerce.
- En cas de redressement judiciaire du Concessionnaire, la déchéance pourra être prononcée si l'administrateur judiciaire ne demande pas la continuation du Contrat dans le mois suivant la date du jugement.
- En cas de liquidation judiciaire ou amiable du Concessionnaire, la déchéance interviendra automatiquement et de plein droit dans le mois suivant le jugement.

Le Concessionnaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité à quelque titre que ce soit.

PROJET

CHAPITRE 10 : FIN DU CONTRAT

Article 58. Cas de fin du Contrat

Le Contrat prend fin selon l'une des modalités suivantes :

- A l'échéance du terme fixé à l'Article 4 du Contrat ;
- Résiliation pour motif d'intérêt général, dans les conditions prévues à l'Article 53 du Contrat ;
- Résiliation pour faute, dans les conditions prévues à l'Article 52 du Contrat ;
- Résiliation pour Force majeure prolongée, dans les conditions prévues l'Article 54 du Contrat ;
- Résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence, dans les conditions prévues à l'Article 55 du Contrat ;
- Résiliation pour refus de délivrance, suspension ou retrait d'autorisation administrative, dans les conditions prévues à l'Article 56 du Contrat ;
- Dissolution, redressement judiciaire ou liquidation du Concessionnaire, dans les conditions prévues à l'Article 57 du Contrat.

Les dispositions suivantes (hors Article 59 du Contrat) s'appliquent, qu'il s'agisse d'un terme normal ou anticipé du Contrat.

Article 59. Expiration du terme du Contrat

Lorsque le Contrat expire par survenance du terme prévu à l'Article 4 du Contrat, le Concessionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Article 60. Continuité du service en fin de Contrat

Lors de la dernière année d'exécution du Contrat, le Concessionnaire doit assurer la programmation et la commercialisation des Équipements pour les périodes allant au-delà du terme du Contrat et jusqu'à 18 mois dans les mêmes conditions d'exécution contractuelle que pendant les années précédentes (base de référence années N-2 et N-1).

La Collectivité a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Concessionnaire, de prendre pendant les six (6) derniers mois du Contrat toute mesure qu'elle estime nécessaire pour assurer la continuité du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulte pour le Concessionnaire.

La Collectivité réunit les représentants du Concessionnaire ainsi que, le cas échéant, ceux du nouvel exploitant, pour organiser le transfert de l'exploitation du service délégué et notamment pour apurer les comptes (compensation entre les sommes encaissées pour des manifestations au-delà de la date d'échéance du Contrat et les sommes versées pour des charges relatives à l'exploitation postérieure à l'échéance du contrat) et pour permettre au Concessionnaire d'exposer les principales consignes et les modes opératoires à suivre pour le fonctionnement des Biens dédiés à l'exploitation du service délégué.

PROJET

Dans le mois qui suit le terme du Contrat, le Concessionnaire s'engage à produire un état des réservations conclues pour assurer la programmation de l'équipement au-delà de la date d'échéance du Contrat et à verser à la Collectivité ou à son « successeur » désigné, un état des produits constatés d'avance résultant notamment des droits d'entrées, non consommés ou dont la période de validité reste applicable au-delà de l'échéance du Contrat. Il s'engage également à régler les charges restant à payer, c'est-à-dire les factures non parvenues à l'issue du Contrat, mais dont il a la responsabilité jusqu'au dernier jour d'exécution du Contrat.

Le Concessionnaire s'engage également à transférer à son successeur les sommes liées au transfert du personnel (provisions pour congés payés, prorata des primes, provisions pour charges sociales).

Faute de respecter cette obligation, et à l'issue du mois qui suit le terme du Contrat, la Collectivité, après mise en demeure restée sans effet pendant trois (3) jours à compter de sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception, procèdera à l'émission d'un titre de recettes, dont le montant sera égale à 15% du montant des charges de la dernière année figurant aux comptes d'exploitation prévisionnels figurant à l'Annexe 13, actualisé sur la base de la formule prévue à l'Article 37.2

A la fin du Contrat, la Collectivité ou le nouvel exploitant, est subrogé dans les droits et obligations du Concessionnaire concernant le service délégué, sauf pour les factures émises par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire reversera à la Collectivité ou à son « successeur » désigné les acomptes Clients qu'elle aura perçus portant sur les contrats clients courant au-delà de l'échéance du contrat.

PROJET

Article 61. Sort du personnel

Un (1) an avant la date d'expiration du Contrat ou sans délai en cas de résiliation, le Concessionnaire communique à la Collectivité, sur demande de cette dernière et dans un délai d'un (1) mois à compter de cette demande, la liste non nominative des emplois et des postes de travail présentée sous le même format que l'onglet de sous-détail des charges de personnel fourni à l'appui du compte d'exploitation prévisionnel figurant à l'Annexe 15 du Contrat, ainsi que les renseignements non nominatifs suivants concernant les personnels affectés au service affermé et notamment :

- Age et ancienneté ;
- Niveau de qualification professionnelle ;
- Tâches assurées ;
- Convention collective ou statut applicables ;
- Montant total de la rémunération pour l'année civile précédente (charges comprises) et avantages de toute nature ;
- Existence éventuelle, dans le contrat ou le statut, d'une clause ou d'une disposition pouvant empêcher le transfert de l'intéressé à un autre exploitant.

À compter de cette communication, le Concessionnaire informe la Collectivité, dans les plus brefs délais, de toute évolution affectant cette liste.

Les informations concernant les effectifs pourront être communiquées par la Collectivité aux candidats à la concession de service public.

Le Concessionnaire accepte que les informations prévues par le présent Article soient communiquées notamment aux candidats admis à présenter une offre, dans le cadre du futur mode de gouvernance choisi par l'Autorité concédante pour exploiter les Installations à l'issue du terme du présent Contrat.

Le Concessionnaire accepte de ne pas procéder à des modifications de la masse salariale dans les six (6) derniers mois du Contrat, sauf accord préalable de la Collectivité. Toute modification de la masse salariale réalisée entre la transmission de la liste mentionnée au premier alinéa du présent Article et les six (6) mois précédent le terme du Contrat doit être portée à la connaissance de la Collectivité sans délai.

Article 62. Sort des Biens dédiés à l'exploitation

Un (1) an avant la date d'expiration du Contrat ou sans délai en cas de résiliation, le Concessionnaire adresse à la Collectivité, sur demande de cette dernière et dans un délai d'un (1) mois à compter de cette demande :

- Les inventaires valorisés (valeur brute et valeur nette comptable) à jour des Biens dédiés à l'exploitation ;

PROJET

- L'état d'amortissement des biens de retour et de reprise ;
- La liste des interventions de maintenance, de travaux, à réaliser au plus tard un (1) mois avant le terme du Contrat.

Article 62.1 - Inventaire contradictoire

Les Biens dédiés à l'exploitation doivent être remis à la Collectivité en bon état d'entretien et de fonctionnement.

A cette fin, la Collectivité et le Concessionnaire établissent, un (1) an avant la fin du Contrat par état des lieux, un **inventaire contradictoire de « sortie »** des biens concernés et, s'il y a lieu, une liste des interventions de maintenance que le Concessionnaire devra avoir exécutées au plus tard un (1) mois avant la fin du Contrat. A défaut, il pourra se voir appliquer la pénalité prévue à l'Article 49.3 du Contrat, sans préjudice du droit pour la Collectivité d'exécuter aux frais du Concessionnaire les opérations de maintenance nécessaires.

Il indiquera ceux des biens confiés qui nécessitent une remise en état, une mise en conformité, ou un complément d'équipement, ainsi que les conditions de mise en œuvre et les modalités de prise en charge des opérations.

Cet inventaire de sortie doit être mis à jour un (1) mois avant la fin du Contrat.

A la date de son départ, le Concessionnaire assure le nettoyage des Biens dédiés à l'exploitation ainsi que l'évacuation de tous les objets non repris. A défaut, la Collectivité procède à ces opérations aux frais du Concessionnaire sans préjudice de l'application des pénalités prévues au Contrat.

Toutefois, la Collectivité peut dispenser le Concessionnaire de la remise en état. Dans ce cas, la Collectivité deviendra, de plein droit et sans indemnité, propriétaire des biens laissés sur place par le Concessionnaire.

Article 62.2 - Sort des biens de retour (biens de catégorie A)

En fin de Contrat, qu'elle soit normale ou anticipée, les biens de retour figurant à l'Annexe 9 du Contrat sont restitués automatiquement la Collectivité en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur âge et de leur destination.

Ce retour est effectué gratuitement.

Article 62.3 - Sort des biens de reprise (biens de catégorie B)

En fin de Contrat, qu'elle soit normale ou anticipée, les biens de reprise figurant à l'Annexe 9 du Contrat peuvent être repris par la Collectivité, sans que le Concessionnaire ne puisse s'y opposer.

Ces biens sont remis en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur âge et de leur destination.

PROJET

Ces biens sont repris :

- A titre gratuit pour les biens totalement amortis comptablement.
- A leur valeur nette comptable pour les biens qui ne sont pas totalement amortis, sur la base des tableaux d'amortissement validés par la Collectivité et fournis par le Concessionnaire, diminuée, le cas échéant, en fonction de leur état d'entretien et de fonctionnement et déduction faite (i) des éventuels financements publics qu'il aurait pu obtenir, (ii) du montant des échéances de remboursement des emprunts en cours à la date de fin du Contrat et sous réserve :
    - Du bon entretien et fonctionnement des biens ;
    - Que ces biens aient été prévus dans le compte d'exploitation prévisionnel ou autorisés par la Collectivité en cours de Contrat.

Cette indemnité est payée par la Collectivité dans le délai de trois (3) mois suivant l'accord entre les Parties et la réception de la facture afférente.

Article 62.4 - Sort des biens propres (biens de catégorie C)

En fin de Contrat, les biens propres ne peuvent faire l'objet d'un rachat par la Collectivité, sauf volonté express exprimée par cette dernière.

Article 62.5 - Sort du compte G.E.R et des éventuelles provisions pour renouvellement afférentes aux biens de retour et biens de reprise repris par la Collectivité

A l'échéance du contrat, le solde positif du compte G.E.R est intégralement reversé à la Collectivité.

A l'échéance du contrat, le montant des éventuelles provisions pour renouvellement afférentes aux biens de retour et biens de reprise repris par la Collectivité est intégralement reversé à la Collectivité.

Article 63. Valeur résiduelle

Le montant de la VNC en fin de contrat est celui figurant au compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat en vigueur

Pour toute évolution du montant de la VNC, le Concessionnaire devra demander l'autorisation expresse et préalable du Concédant.

En cas d'augmentation de +5% du montant de la VNC en fin de contrat par rapport au compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat en vigueur, les Parties se rencontreront conformément à l'article 11 du présent contrat

PROJET

Article 64. Reprise des contrats en cours

Un (1) an avant la date d'expiration du Contrat ou sans délai en cas de résiliation, le Concessionnaire adresse à la Collectivité, sur demande de cette dernière et dans un délai d'un (1) mois à compter de cette demande, copie de l'ensemble des contrats nécessaires à la réalisation du service et susceptibles d'être poursuivis au-delà du terme du Contrat.

Les contrats conclus par le Concessionnaire ne pourront, sauf accord exprès de la Collectivité, avoir une date d'échéance postérieure à celle du Contrat.

Tout acte ou engagement excédant le terme normal du Contrat est soumis à l'accord de la Collectivité qui dispose d'un délai de deux (2) mois, à compter de sa notification accompagnée de tous les éléments justificatifs, pour faire connaître sa décision au Concessionnaire. A défaut de réponse dans ce délai, l'accord de la Collectivité est réputé acquis.

Les contrats conclus par le Concessionnaire qui seraient en cours à la date d'expiration du Contrat doivent contenir une clause prévoyant la substitution au Concessionnaire de la Collectivité ou du futur Concessionnaire ou de toute autre personne désignée par elle qui sera retenu pour l'exploitation du service à compter de cette date.

La substitution entre le Concessionnaire et la Collectivité ou le futur Concessionnaire ainsi retenu s'opérera sans indemnité au profit du Concessionnaire.

Il s'agit d'une faculté qui ne s'impose pas à la Collectivité.

Article 65. Transmission des informations, données et documents

Un (1) an avant la date d'expiration du Contrat ou sans délai en cas de résiliation, le Concessionnaire remet gratuitement à la Collectivité, sur demande de cette dernière et dans un délai d'un (1) mois à compter de cette demande :

- L'état des sinistres et contentieux en cours ;
- La liste des manifestations prévues au-delà de la date d'échéance du Contrat ;
- La liste des manifestations ayant eu lieu l'année précédente de la date d'échéance du Contrat, par catégorie (événements organisés, salons grand public, salons professionnels, examens et concours, spectacles).

PROJET

Article 66. Information des candidats à la concession de service public

À l'occasion de la remise en concurrence de l'exploitation du service délégué, la Collectivité peut organiser une ou plusieurs visites des installations afin de permettre à tous les candidats d'en acquérir une connaissance suffisante garantissant une égalité de traitement. Dans ce cas, le Concessionnaire est tenu de permettre l'accès à tous les ouvrages et installations du service délégué aux dates fixées par la Collectivité.

La Collectivité s'efforce de réduire autant que possible la gêne qui pourrait en résulter pour le Concessionnaire.

Afin de permettre à la Collectivité de procéder aux opérations de fin ou de renouvellement du Contrat, le Concessionnaire doit communiquer tout document sollicité par la Collectivité.

Article 67. Règlement des comptes du Contrat

À l'expiration du Contrat et quelle qu'en soit la cause, un bilan de clôture des comptes du Contrat sera dressé par le Concessionnaire dans un délai maximal de six (6) mois à dater de l'expiration du Contrat.

Le Concessionnaire réalisera tous les comptes financiers en tenant compte des indemnités qui lui sont dues, de la reprise de ses stocks et des participations financières qu'il aura prises en tant que Concessionnaire et qui auront été régulièrement autorisées, des amortissements fait pour le compte de la Collectivité et des provisions qui reviennent à la Collectivité.

Le Concessionnaire règle les arriérés de dépenses, recouvre les créances dues à la date d'expiration de la Délégation. Il dresse le solde de ces opérations et réalise tous les comptes financiers.

Article 68. Reprise des stocks

La Collectivité peut reprendre ou faire reprendre par toute personne désignée par elle, contre indemnités, et sans que le Concessionnaire ne puisse s'y opposer, les stocks nécessaires à l'exploitation, financés en tout ou partie par le Concessionnaire pour l'exploitation du service.

Elle a la faculté de racheter les approvisionnements correspondant à la marche normale de l'exploitation. La valeur de reprise de ces biens par le Délégant correspond à leur valeur nette comptable, et est payée au Concessionnaire dans les trois (3) mois qui suivent leur reprise par la Collectivité.

Dans les deux (2) mois qui précèdent la fin du Contrat, le Concessionnaire communique à la Collectivité la nature et la valeur des biens susceptibles d'être repris, dans les conditions prévues au présent Article. À compter de cette communication, le Concessionnaire informe la Collectivité dans les plus brefs délais, de toute évolution concernant cette nature ou ces valeurs.

En toute hypothèse, la valeur de reprise de ces biens ne peut pas excéder leur valeur d'achat, dûment justifiée.

PROJET

CHAPITRE 11 : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 69. Règlement des différends

Tout différend entre la Collectivité et le Concessionnaire résultant de l'application du Contrat doivent faire l'objet d'une tentative de conciliation amiable dans les conditions définies ci-après.

Les différends sont soumis à une instance de conciliation composée de trois (3) membres : le premier est désigné par la Collectivité, le second par le Concessionnaire et le troisième par les deux premiers.

La demande de conciliation est adressée par la Partie demanderesse à l'autre Partie par lettre recommandée avec avis de réception. La demande de conciliation doit préciser la nature du différend, la teneur de la demande, la Partie demanderesse et le nom et les coordonnées du membre de la commission de conciliation désigné par cette dernière.

L'autre Partie doit désigner le membre de la commission de conciliation lui incombant dans les trente (30) jours suivant la réception de la demande de conciliation. A défaut, la Partie demanderesse demandera au Tribunal administratif territorialement compétent de procéder à cette désignation.

Une fois désignés, les deux (2) premiers membres de la commission de conciliation disposent d'un délai de quinze (15) jours pour désigner le troisième membre de ladite commission. À défaut de désignation dans ce délai, celle-ci est effectuée par le Tribunal administratif territorialement compétent statuant à la requête de la Partie la plus diligente

À défaut d'accord dans un délai de quinze (15) jours sur la personne du troisième membre, sa désignation est effectuée par le Tribunal administratif territorialement compétent statuant à la requête de la partie la plus diligente.

La commission ainsi constituée doit rendre sous deux (2) mois un avis et/ou des propositions que les Parties s'engagent à examiner de bonne foi.

À défaut d'accord se traduisant par un avenant aux présentes dans un délai de deux (2) mois à compter de la remise des conclusions de la commission de conciliation ou, dans ce même délai, si la commission ne fait pas de proposition, le différend est alors soumis au tribunal administratif territorialement compétent à la requête de la Partie la plus diligente.

Article 70. Juridiction compétente

Les contestations qui s'élèveraient entre la Collectivité et le Concessionnaire au sujet du Contrat seront soumises au Tribunal administratif de Strasbourg.

PROJET

Article 71. Non-validité partielle

Si une ou plusieurs dispositions du Contrat se révélaient nulles ou étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres dispositions gardent toute leur force et leur portée sauf si la ou les dispositions invalides présentaient un caractère substantiel et/ou que leur disparition remettait en cause l'équilibre contractuel.

Les Parties font leurs meilleurs efforts pour substituer à la disposition invalidée une disposition valide aussi similaire que possible ayant un effet équivalent.

Article 72. Notifications – Mises en demeure

Toute notification doit être faite par écrit aux domiciles fixés ci-dessous :

- Soit par courrier ordinaire ou courrier électronique, pour les communications simples ;
- Soit par courrier en recommandé avec accusé de réception, pour les communications officielles et les mises en demeure.

Toutefois, en cas d'urgence, elles peuvent être remises, par porteur, au siège de l'autre Partie, avec accusé de réception de celle-ci.

A défaut de stipulations spécifiques contraires fixées dans le Contrat, tout délai imparti aux Parties commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

A défaut de stipulations spécifiques contraires fixées dans le Contrat, lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Article 73. Election de domicile

Le Concessionnaire élit domicile d'exploitation à l'adresse 120 rue Lefebvre – 68100 Mulhouse où sont valablement faites toutes notifications.

La Collectivité élit domicile à l'adresse Maison du Territoire – 9 avenue Konrad Adenauer – BP 30100 – 68393 Sausheim Cédex.

PROJET

Article 74. Annexes

Il est expressément précisé que les Annexes suivantes font intégralement corps avec le Contrat.

Annexe 1. *Plan des biens affermés et description des Biens dédiés à l'exploitation*

Annexe 2. *Périmètre concédé*

Annexe 3. *Contrat de location avec les organisateurs*

Annexe 4. *Règlement intérieur*

Annexe 5. *Mesures de développement durable*

Annexe 6. *Plan de communication et stratégie de commercialisation*

Annexe 7. *Modalités de conception et d'exploitation du site Internet*

Annexe 8. *Matériels et appareils acquis par le Concessionnaire et moyens humains*

Annexe 9. *Etat des lieux et inventaires contradictoires qualitatifs et quantitatifs des Biens dédiés à l'exploitation*

Annexe 10. *Plan de maintenance préventive des équipements et installations précisant les gammes techniques de maintenance*

Annexe 11. *Plan de renouvellement*

Annexe 12. *Grille tarifaire*

Annexe 13. *Compte d'exploitation prévisionnel*

Annexe 14. *Garantie à première demande*

Annexe 15. *Liste du personnel*

Annexe 16. *Liste des assurances souscrites par le Concessionnaire*

Annexe 17. *Convention d'occupation permanente*

Annexe 18. *Charte graphique de m2A - Synthèse*

PROJET

Article 75. Signatures des Parties

Fait à Mulhouse, le

Pour la Collectivité

Pour le Concessionnaire

PROJET

Mulhouse Alsace Agglomération

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU PARC DES EXPOSITIONS DE MULHOUSE

Cadre de réponse financière

Candidat :	MULHOUSE EXPO SAEML

MF 1 Cadre T et F TRANCHE FERME

Laurent GRAIN

Signature numérique de Laurent GRAIN
Date : 2025.11.19 15:36:56 +01'00'

Investissements

Investissements, en €HT	TOTAL	Moyenne	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
Prestation générale	250 000	13 889	0	0	0	0	0	250 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reprise isolation et étanchéité	*0*	*0*																		
Panneaux photovoltaïque	*0*	*0*																		
Rénovation toiture	*0*	*0*																		
Rénovation revêtement zone de service	*250 000*	*13 889*						*250 000*												
Halle	7 580 000	421 111	145 000	362 500	2 610 000	2 682 500	1 450 000	330 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rénovation du chauffage - CTA Halles	*2 590 000*	*143 889*	*51 800*	*129 500*	*932 400*	*958 300*	*518 000*													
tion du chauffage Halles - chaudière d'appoint	*140 000*	*7 778*	*2 800*	*7 000*	*50 400*	*51 800*	*28 000*													
Rénovation du réseau - diffusion Halle	*560 000*	*31 111*	*11 200*	*28 000*	*201 600*	*207 200*	*112 000*													
Désenfumage	*210 000*	*11 667*	*4 200*	*10 500*	*75 600*	*77 700*	*42 000*													
Portes SAS + installation hors gel	*40 000*	*2 222*	*800*	*2 000*	*14 400*	*14 800*	*8 000*													
Rénovation d'éléments de Façade Hall	*820 000*	*45 556*	*16 400*	*41 000*	*295 200*	*303 400*	*164 000*													
Rénovation toiture Hall	*2 890 000*	*160 556*	*57 800*	*144 500*	*1 040 400*	*1 069 300*	*578 000*													
Mise aux normes locaux hall stockage	*330 000*	*18 333*						*330 000*												
Conférence	730 000	40 556	0	0	0	0	0	56 500	673 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rénovation du chauffage - CTA - Conférence	*0*	*0*																		
'énovation du chauffage - salle de conférences	*0*	*0*																		
Rénovation d'éléments de Façade Conf	*330 000*	*18 333*						*16 500*	*313 500*											
Rénovation toiture Conf	*400 000*	*22 222*						*40 000*	*360 000*											
Habillage extérieur façade	0	0																		
Remplacement des 2 murs mobiles	1 220 000	67 778								610 000	610 000									
Autres travaux [à détailler]	0	0																		
Autres travaux [à détailler]	0	0																		
TOTAL Travaux obligatoires	**9 780 000**	**543 333**	**145 000**	**362 500**	**2 610 000**	**2 682 500**	**1 450 000**	**636 500**	**673 500**	**610 000**	**610 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Travaux supplémentaires : améliorations fonctio	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mise en place d'une GTC	*0*	*0*																		
Remplacement du sol des halles	*0*	*0*																		
on des voieries / clôture / nouvel accès service	*0*	*0*																		
Création pôle de tri déchets	*0*	*0*																		
Agrandissement du hall de stockage	*0*	*0*																		
Rénovation sanitaire rdc et mezzanine	*0*	*0*																		
novation cuisine et office bâtiment conférence	*0*	*0*																		
vation 2 cuisines des halls et reprise des hottes	*0*	*0*																		
Autres travaux [à détailler]	*0*	*0*																		
Travaux supplémentaire : Rénovation énergétiq	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rénovation complète des bureaux	*0*	*0*																		
Aménagement du parvis et des abords	*0*	*0*																		
Signalétique dynamique et grand écran LED	*0*	*0*																		
Panneaux photovoltaïques	*0*	*0*																		
raitement des façades objectif décret tertiaire	*0*	*0*																		
Autres travaux [à détailler]	*0*	*0*																		
Rénovations à minima (salles+sanitaires Hall)	800 000	44 444	44 444	44 444	44 444	44 444	44 444	44 444	44 444	44 444	44 444	44 444	44 444	44 444	44 444	44 444	44 444	44 444	44 444	44 444
Seconde entrée de service (Voirie, portail, contr	140 000	7 778					140 000													
GER montant immobilisé	4 280 000	237 778	237 800	237 800	237 800	237 800	237 800	237 800	237 800	237 800	237 800	237 800	237 800	237 800	237 800	237 800	237 800	237 800	237 800	237 400
TOTAL Investissements propos	**5 220 000**	**290 000**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**422 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**281 844**
TOTAL INVESTISSEMENTS hors	**15 000 000**	**833 333**	**427 244**	**644 744**	**2 892 244**	**2 964 744**	**1 872 244**	**918 744**	**955 744**	**892 244**	**892 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**281 844**
Droits d'entrée (VNC)	9 600 000	533 333	9 600 000																	
TOTAL INVESTISSEMENT avec V	**24 600 000**	**1 366 667**	**10 027 244**	**644 744**	**2 892 244**	**2 964 744**	**1 872 244**	**918 744**	**955 744**	**892 244**	**892 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**282 244**	**281 844**

Amortissements

TOTAL Travaux obligatoires			
Année	Montant des investissements	Durée d'amortissement	Montant non amorti (VNC)
2026	9 745 000	18	28 196
2027	362500	17	70 490
2028	2610000	16	507 528
2029	2682500	15	620 194
2030	1450000	14	412 120
2031	636500	13	127 177
2032	673500	12	363 690
2033	610000	11	289 750
2034	610000	10	320 250
2035	0	9	0
2036	0	8	0
2037	0	7	0
2038	0	6	0
2039	0	5	0
2040	0	4	0
2041	0	3	0
2042	0	2	0
2043	0	1	0
TOTAL			2 739 395

TOTAL amorti	Moyenne
9 716 804	539 822
292 010	16 223
2 102 472	116 804
2 062 306	114 573
1 037 880	57 660
509 323	28 296
309 810	17 212
320 250	17 792
289 750	16 097
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
16 640 605	924 478

2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
533 333	533 333	537 177	541 021	541 021	541 021	541 021	541 021	541 021	541 021	541 021	541 021	541 021	541 021	541 021	541 021	541 021	538 661
	-	9 610	19 220	19 220	19 220	19 220	19 220	19 220	19 220	19 220	19 220	19 220	19 220	19 220	19 220	19 220	13 320
		69 192	138 384	138 384	138 384	138 384	138 384	138 384	138 384	138 384	138 384	138 384	138 384	138 384	138 384	138 384	95 904
			71 114	142 228	142 228	142 228	142 228	142 228	142 228	142 228	142 228	142 228	142 228	142 228	142 228	142 228	142 228
				38 440	76 880	76 880	76 880	76 880	76 880	76 880	76 880	76 880	76 880	76 880	76 880	76 880	76 880
					19 333	39 797	40 927	40 927	40 927	40 927	40 927	40 927	40 927	40 927	40 927	40 927	40 927
						13 470	26 940	26 940	26 940	26 940	26 940	26 940	26 940	26 940	26 940	26 940	26 940
							15 250	30 500	30 500	30 500	30 500	30 500	30 500	30 500	30 500	30 500	30 500
								15 250	30 500	-	-	-	-	-	-	-	-
										-	-	-	-	-	-	-	-
533333,3333	533333,3333	615979,3333	769739,3333	879293,3333	937066,6667	971000	1000850	1031350	1046600	1046600	1046600	1046600	1046600	1046600	1046600	1046600	995860

TOTAL Investissements proposés par le candidat			
Année	Montant des investissements	Durée d'amortissement	Montant non amorti (VNC)
2026	282244,4444	18	0
2027	282244,4444	17	0
2028	282244,4444	16	0
2029	282244,4444	15	1 481
2030	422244,4444	14	18 444
2031	282244,4444	13	7 407
2032	282244,4444	12	10 370
2033	282244,4444	11	13 333
2034	282244,4444	10	16 296
2035	282244,4444	9	19 259
2036	282244,4444	8	22 222
2037	282244,4444	7	42 171
2038	282244,4444	6	79 105
2039	282244,4444	5	116 040
2040	282244,4444	4	152 974
2041	282244,4444	3	189 908
2042	282244,4444	2	226 843
2043	281844,4444	1	263 406
TOTAL			1 179 262

TOTAL amorti	Moyenne
282 244	15 680
282 244	15 680
282 244	15 680
280 763	15 598
403 800	22 433
274 837	15 269
271 874	15 104
268 911	14 940
265 948	14 775
262 985	14 610
260 022	14 446
240 074	13 337
203 139	11 286
166 205	9 234
129 270	7 182
92 336	5 130
55 402	3 078
18 439	1 024
4 040 738	224 485

2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
18 467	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	19 949	2 963	2 963	2 963	2 963	2 963	2 963	2 963	1 481		
	18 467	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	19 949	2 963	2 963	2 963	2 963	2 963	2 963	2 963	1 481	
		18 467	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	19 949	2 963	2 963	2 963	2 963	2 963	2 963	2 963	1 481
			18 467	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	19 949	2 963	2 963	2 963	2 963	2 963	2 963	2 963
				23 134	46 268	46 268	46 268	46 268	46 268	46 268	29 282	12 296	12 296	12 296	12 296	12 296	12 296
					18 467	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	19 949	2 963	2 963	2 963	2 963	2 963
						18 467	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	19 949	2 963	2 963	2 963	2 963
							18 467	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	19 949	2 963	2 963	2 963
								18 467	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	19 949	2 963	2 963
									18 467	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	19 949	2 963
										18 467	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	19 949
											18 467	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934
												18 467	36 934	36 934	36 934	36 934	36 934
													18 467	36 934	36 934	36 934	36 934
														18 467	36 934	36 934	36 934
															18 467	36 934	36 934
																18 467	36 934
																	18 439
18467,19577	55401,5873	92335,97884	129270,3704	170871,4286	212472,4868	249406,8783	269355,5556	272318,5185	275281,4815	278244,444	281207,407	284170,37	287133,333	290096,296	291577,778	291577,778	291549,206

TOTAL			
TOTAL	7 250	20 681 343	1 148 964

2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
551801	588735	708315	899010	1050165	1149539	1220407	1270206	1303669	1321881	1324844	1327807	1330770	1333733	1336696	1338178	1338178	1287409

Subventionnement éventuel de la Collectivité

Montant de la subvention app		
Fléché sur les investissements liés à la rénovation Hall et chauffa	7 250 000	
	5 500 000	305 556

2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
		1500000	2000000	2000000	0	0	0	0	0								

2039			
Année	Montant subvention	Durée de reprise	Montant non repris (VNC)
2026	0	18	0
2027	0	17	0
2028	1500000	16	1 437 303
2029	2000000	15	1 820 658
2030	2000000	14	1 737 548
2031	0	13	-306 280
2032	0	12	-332 023
2033	0	11	-354 668
2034	0	10	-377 806
2035	0	9	-389 375
2036	0	8	-389 375
2037	0	7	-389 375
2038	0	6	-389 375
2039	0	5	-389 375
2040	0	4	-389 375
2041	0	3	-389 375
2042	0	2	-389 375
2043	0	1	-350 882
TOTAL			158 850

TOTAL repris	Moyenne
0	0
0	0
62 697	3 483
179 342	9 963
262 452	14 581
306 280	17 016
332 023	18 446
354 668	19 704
377 806	20 989
389 375	21 632
389 375	21 632
389 375	21 632
389 375	21 632
389 375	21 632
389 375	21 632
389 375	21 632
389 375	21 632
5 341 150	296 731

2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
		62697	179342	262452	306280	332023	354668	377806	389375	389375	389375	389375	389375	389375	389375	389375	350882
0	0	62697	179342	262452	306280	332023	354668	377806	389375	389375	389375	389375	389375	389375	389375	389375	350882

Financement autre

STRUCTURE DU FINANCEMENT	
Part des fonds propres	50%
Taux de rémunération	
Part de l'emprunt	50%
Taux	3,5

Total investissement sur la dur	24 600 000
Total Frais de préfinancement	
TOTAL A FINANCER	24 600 000

DETTE N°1 - Travaux obligatoires	
Assiette à financer	2700000
Taux de référence	3,5%
Marges (toutes marges comprises)	
TAEG	3,5%
Durée	12 ans
Date de début	
Date de fin	

AMORTISSEMENTS DE	TOTAL	Moyenne	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
Intérêt d'emprunt	547 927	30 440			41 288	77 637	77 803	70 759	63 463	55 909	48 085	39 984	31 594	22 906	13 909	4 591				
Remboursement du capit	2 700 000	150 000			188 605	198 234	198 068	205 112	212 408	219 962	227 786	235 887	244 277	252 965	261 962	254 733				

DETTE N°2 - travaux proposés par le candidat	
Assiette à financer	
Emprunt historique financement NHN	
Taux de référence	1,8%
Marges (toutes marges comprises)	
TAEG	2%
Durée	
Date de début	
Date de fin	

AMORTISSEMENTS DE	TOTAL	Moyenne	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
Intérêt	543 000	30 167	74 000	69 000	64 000	59 000	53 000	48 000	42 000	37 000	31 000	25 000	19 000	13 000	7 000	2 000				
Remboursement éventue	4 177 874	232 104	274 425	279 496	284 661	289 922	295 280	300 736	306 294	311 955	317 721	323 592	329 572	335 662	341 867	186 691				

Synthèse :

TOTAUX	TOTAL	Moyenne	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
TOTAL INTERETS	1 090 927	60 607	74 000	69 000	105 288	136 637	130 803	118 759	105 463	92 909	79 085	64 984	50 594	35 906	20 909	6 591	0	0	0	0
DETTE N°1 - Travaux obligatoires	547 927	30 440	0	0	41 288	77 637	77 803	70 759	63 463	55 909	48 085	39 984	31 594	22 906	13 909	4 591	0	0	0	0
DETTE N°2 - travaux proposés par le candidat	543 000	30 167	74 000	69 000	64 000	59 000	53 000	48 000	42 000	37 000	31 000	25 000	19 000	13 000	7 000	2 000	0	0	0	0
TOTAL REMBOURSEMENT	2 700 000	150 000	274 425	279 496	473 266	488 156	493 348	505 848	518 702	531 917	545 507	559 479	573 849	588 627	603 829	441 424	0	0	0	0
DETTE N°1 - Travaux obligatoires	2 700 000	150 000	0	0	188 605	198 234	198 068	205 112	212 408	219 962	227 786	235 887	244 277	252 965	261 962	254 733	0	0	0	0
DETTE N°2 - travaux proposés par le candidat	4 177 874	232 104	274 425	279 496	284 661	289 922	295 280	300 736	306 294	311 955	317 721	323 592	329 572	335 662	341 867	186 691	0	0	0	0

MULHOUSE EXPO SAEML

Compensation, en €HT	TOTAL	Moyenne	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
Compensation éventuelle versée par VDM (soutien manif interet general)	2 700 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
Compensation éventuelle versée par la Collectivité (soutien manif interet general)	3 780 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000
Compensation éventuelle versée par la Collectivité	**6 480 000**	**360 000**	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000

Prestation	Tarif unitaire	Quantité totale	Quantité moyenne	Recettes totales	Recettes moyennes	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
Tarifs préférentiels éventuels (recettes)				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
A détailler		0	0	0	0																		
A détailler		0	0	0	0																		
A détailler		0	0	0	0																		
Autres prestations (recettes)				**118 090 653**	**6 560 592**	**6 143 300**	**6 238 255**	**5 844 900**	**5 894 900**	**5 944 900**	**6 044 700**	**6 396 500**	**6 427 800**	**6 489 600**	**6 563 400**	**6 647 800**	**6 741 600**	**6 843 800**	**6 953 600**	**7 070 200**	**7 192 900**	**7 321 100**	**7 331 400**
Manifestations organisées PE	1	44 203 800	2 455 767	44 203 800	2 455 767	2 794 800	2 822 700	2 681 600	2 681 600	2 681 600	2 731 400	2 782 500	2 666 600	2 563 600	2 471 900	2 390 100	2 317 000	2 251 600	2 193 000	2 140 400	2 093 200	2 050 700	1 889 500
Compteur m2A	1	7 920 000	440 000	7 920 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000
Manifestations accueillies (activité locative)	1	26 382 853	1 465 714	26 382 853	1 465 714	1 365 500	1 382 555	1 210 300	1 210 300	1 210 300	1 210 300	1 381 000	1 398 200	1 433 000	1 468 500	1 504 700	1 541 600	1 579 200	1 617 600	1 656 800	1 696 700	1 737 400	1 778 900
Compteur Ville de Mulhouse prévisionnel	1	6 120 000	340 000	6 120 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000	340 000
Manifestations co-produites	1	13 990 000	777 222	13 990 000	777 222	50 000	100 000	100 000	150 000	200 000	250 000	380 000	510 000	640 000	770 000	900 000	1 030 000	1 160 000	1 290 000	1 420 000	1 550 000	1 680 000	1 810 000
Manifestations (JO)	1	18 448 200	1 024 900	18 448 200	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900	1 024 900
Autres produits (1)	1	1 025 800	56 989	1 025 800	56 989	128 100	128 100	48 100	48 100	48 100	48 100	48 100	48 100	48 100	48 100	48 100	48 100	48 100	48 100	48 100	48 100	48 100	48 100
A détailler		0	0	0	0																		
Forfaits (recettes)				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
A détailler		0	0	0	0																		
A détailler		0	0	0	0																		
A détailler		0	0	0	0																		
Autres recettes				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Charges refacturées		0	0	0	0																		
A détailler		0	0	0	0																		
A détailler		0	0	0	0																		
A détailler		0	0	0	0																		
TOTAL RECETTES				**118 090 653**	**6 560 592**	**6 143 300**	**6 238 255**	**5 844 900**	**5 894 900**	**5 944 900**	**6 044 700**	**6 396 500**	**6 427 800**	**6 489 600**	**6 563 400**	**6 647 800**	**6 741 600**	**6 843 800**	**6 953 600**	**7 070 200**	**7 192 900**	**7 321 100**	**7 331 400**

Consommables

Consommables - manifestation	TOTAL	Moyenne	2 026	2 027	2 028	2 029	2 030	2 031	2 032	2 033	2 034	2 035	2 036	2 037	2 038	2 039	2 040	2 041	2 042	2 043
Electricité - charges	6 058 732	336 596	238 000	241 553	226 839	228 709	230 579	337 280	356 220	357 905	361 233	365 206	369 750	374 800	380 302	386 214	392 491	399 097	405 999	406 554
MWh	35 640	1 980	1 400	1 421	1 334	1 345	1 356	1 984	2 095	2 105	2 125	2 148	2 175	2 205	2 237	2 272	2 309	2 348	2 388	2 391
Tarif en €/MWh	3 060	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170
Abonnement	0	0																		
Eau - charges	459 179	25 510	23 940	24 297	22 817	23 005	23 194	23 569	24 893	25 010	25 243	25 520	25 838	26 191	26 575	26 989	27 427	27 889	28 371	28 410
Mètres cube	120 837	6 713	6 300	6 394	6 005	6 054	6 104	6 202	6 551	6 582	6 643	6 716	6 799	6 892	6 994	7 102	7 218	7 339	7 466	7 476
Tarif en €/m3	68	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Abonnement	0	0																		
Chauffage - charges	788 730	43 818	126 500	128 389	120 568	121 562	122 556	11 660	12 315	12 373	12 488	12 625	12 783	12 957	13 147	13 352	13 569	13 797	14 036	14 055
MWh	7 170	398	1 150	1 167	1 096	1 105	1 114	106	112	112	114	115	116	118	120	121	123	125	128	128
Tarif en €/MWh	1 980	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110
Abonnement	0	0																		
TOTAL Consommable hors manifestation	7 306 641	405 924	388 440	394 239	370 225	373 277	376 329	372 509	393 428	395 289	398 964	403 352	408 370	413 948	420 025	426 554	433 487	440 783	448 406	449 018

Consommables - hors manifestation	TOTAL	Moyenne	2 026	2 027	2 028	2 029	2 030	2 031	2 032	2 033	2 034	2 035	2 036	2 037	2 038	2 039	2 040	2 041	2 042	2 043
Electricité - charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MWh	0	0																		
Tarif en €/MWh	0	0																		
Abonnement	0	0																		
Eau - charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mètres cube	0	0																		
Tarif en €/m3	0	0																		
Abonnement	0	0																		
Chauffage - charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MWh	0	0																		
Tarif en €/MWh	0	0																		
Abonnement	0	0																		
TOTAL Consommable hors manifestation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Personnel

PERSONNEL - début du contrat	QUANTITES				COUT			
PERSONNEL / Fonctions	Effectif	Effectif, en ETP	Nombre d'heures annuelles	Année de recrutement	Salaire brut annuel	Avantage annuel	Charges patronales	Total salaires bruts chargés
Direction	0	0	0		0	0	0	0
[A compléter]								0
[A compléter]								0
[A compléter]								0
Animation	0	0	0		0	0	0	0
[A compléter]								0
[A compléter]								0
[A compléter]								0
Accueil	0	0	0		0	0	0	0
[A compléter]								0
[A compléter]								0
[A compléter]								0
Technicien	0	0	0		0	0	0	0
[A compléter]								0
[A compléter]								0
[A compléter]								0
Autres	29	29	0		1 460 000	6 000	791 000	2 257 000
[A compléter]								0
[A compléter]				2 026	10 000		6 000	16 000
Personnel	29	29		2 026	1 450 000	6 000	785 000	2 241 000
TOTAL	29	29	0		1 460 000	6 000	791 000	2 257 000

Charges de personnel	TOTAL	Moyenne	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
Rémunération du personnel	26 280 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000
Charges sociales	14 346 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000

GER

Charges de gros entretien et renouvellement, en € HT	TOTAL	Moyenne	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
[Nature à préciser]	0	0																		
[Nature à préciser]	0	0																		
[Nature à préciser]	0	0																		
[Nature à préciser]	0	0																		
[Nature à préciser]	0	0																		
[Nature à préciser]	0	0																		
[Nature à préciser]	0	0																		
[Nature à préciser]	0	0																		
[Nature à préciser]	0	0																		

[Nature à préciser]	0	0																	
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL CUMULE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL LISSE SUR LA DUREE DU CONTRAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Fond de GER, en € HT	TOTAL	Moyenne	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
Provision du délégataire	5 220 000	290 000	282 244	282 244	282 244	282 244	422 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	281 844
[Nature à préciser]	0	0																		
TOTAL	5 220 000	290 000	282 244	282 244	282 244	282 244	422 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	282 244	281 844

SUIVI DU COMPTE DE GER	Provisions	Dépenses	Solde	Solde cumulé
2026	282244,444	0	282244,444	282244,444
2027	282244,444	0	282244,444	564488,889
2028	282244,444	0	282244,444	846733,333
2029	282244,444	0	282244,444	1128977,78
2030	422244,444	0	422244,444	1551222,22
2031	282244,444	0	282244,444	1833466,67
2032	282244,444	0	282244,444	2115711,11
2033	282244,444	0	282244,444	2397955,56
2034	282244,444	0	282244,444	2680200
2035	282244,444	0	282244,444	2962444,44
2036	282244,444	0	282244,444	3244688,89
2037	282244,444	0	282244,444	3526933,33
2038	282244,444	0	282244,444	3809177,78
2039	282244,444	0	282244,444	4091422,22
2040	282244,444	0	282244,444	4373666,67
2041	282244,444	0	282244,444	4655911,11
2042	282244,444	0	282244,444	4938155,56
2043	281844,444	0	281844,444	5220000
TOTAL	5 220 000	0	282 244	282 244

MULHOUSE EXPO SAEML

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL, en € HT constant	TOTAL	Moyenne	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Recettes commerciales	118 090 653	6 560 592	6 143 300	6 238 255	5 844 900	5 894 900	5 944 900	6 044 700	6 396 500	6 427 800
H2000 (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
H4000 (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
H3000 (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouvelle H3000 (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Salle Wasmer (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres espaces (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Locations d'équipements (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prestation de nettoyage (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prestation de sécurité (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prestation d'assistance technique (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tarifs préférentiels éventuels (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres prestations (recettes)	118090653	6560591,833	6143300	6238255	5844899,5	5894899,5	5944899,5	6044699,5	6396500	6427800
Forfaits (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Compensation éventuelle de la Collectivité	6480000	360000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000
Autres recettes éventuelles [à détailler]	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	124570653	6920591,833	6 503 300	6 598 255	6 204 900	6 254 900	6 304 900	6 404 700	6 756 500	6 787 800
Consommable sur manifestation	7 306 641	405 924	388 440	394 239	370 225	373 277	376 329	372 509	393 428	395 289
Electricité	6058732	336596	238 000	241 553	226 839	228 709	230 579	337 280	356 220	357 905
Eau	459179	25510	23 940	24 297	22 817	23 005	23 194	23 569	24 893	25 010
Chauffage	788730	43818	126 500	128 389	120 568	121 562	122 556	11 660	12 315	12 373
[Autres]	0	0								
Locations de matériels, petit équipement et stockage	5 227 272	290 404	272 672	276 700	259 800	261 900	264 000	268 300	283 400	284 700
Communication et promotion	8 835 813	490 878	460 713	467 600	439 100	442 700	446 300	453 500	479 000	481 300
Montage, démontage, installations	16 148 221	897 123	841 921	854 500	802 500	809 100	815 700	828 900	875 400	879 500
Surveillance et nettoyage	7 402 788	411 266	386 088	391 800	367 900	370 900	373 900	380 000	401 300	403 200
Interimaires	1 449 761	80 542	75 561	76 700	72 000	72 600	73 200	74 400	78 600	79 000
Sécurité	1 442 413	80 134	75 113	76 200	71 600	72 200	72 800	74 000	78 200	78 600
Fournitures consommables	2 399 800	133 322	125 000	126 900	119 200	120 200	121 200	123 200	130 100	130 700
Fluides	0	0								
[Autres]	0	0								
CHARGES VARIABLES SUR MANIFESTATION	50 212 709	2 789 595	2 625 508	2 664 639	2 502 325	2 522 877	2 543 429	2 574 809	2 719 428	2 732 289
Electricité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Eau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Chauffage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
[Autres]	0	0								
CONSOMMABLES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fourniture petit équipement	0	0								
Achat restauration	0	0								
Location chapiteau travaux	500 000	27 778			200 000	200 000	100 000			
EQUIPEMENTS ET BOUTIQUES	500 000	27 778	0	0	200 000	200 000	100 000	0	0	0
GER - Maintenance et renouvellement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits de nettoyage	0	0								
Vitrerie	0	0								
Entretien espaces verts et extérieurs	0	0								
Entretien réparation maintenance	2 700 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
ENTRETIEN ET MAINTENANCE	2 700 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
Vidéosurveillance	0	0								
Système informatique	0	0								
Ascenseur	0	0								
Gardiennage	0	0								
Monétique	0	0								
Alarme anti-intrusion	0	0								
Contrats maintenance	4 590 000	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000
SERVICES EXTERIEURS	4 590 000	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000
Honoraires commissaires aux comptes	0	0								
Frais de communication et d'information des usagers	0	0								
Fournitures administratives	0	0								
Télécommunications	0	0								
Assurances	1 674 000	93 000	93 000	93 000	93 000	93 000	93 000	93 000	93 000	93 000
Frais de déplacement, missions et réceptions	0	0								
Autres serv ext (hono, frais dpl..)	3 942 000	219 000	219 000	219 000	219 000	219 000	219 000	219 000	219 000	219 000
AUTRES DEPENSES	5 616 000	312 000	312 000	312 000	312 000	312 000	312 000	312 000	312 000	312 000
Contrôles techniques et analyses réglementaires	0	0								
Frais de siège	0	0								
Ratio au chiffre d'affaires commercial	*0%*	*0%*	*0%*	*0%*	*0%*	*0%*	*0%*	*0%*	*0%*	*0%*
[Autres]	0	0								
FRAIS DE STRUCTURE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contribution économique territoriale	0	0								
Taxes foncières	0	0								
TEOM	0	0								
[Autres]	1 440 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000
IMPOTS ET TAXES	1 440 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000
Rémunération du personnel	26 280 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000
Charges sociales	14 346 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000
[Autres]	0	0								
PERSONNEL	40 626 000	2 257 000	2 257 000	2 257 000	2 257 000	2 257 000	2 257 000	2 257 000	2 257 000	2 257 000
Redevance d'occupation du domaine public - part fixe	720 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
[Autres]	0	0								
REDEVANCES COLLECTIVITE	720 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	106 404 709	5 911 373	5 719 508	5 758 639	5 796 325	5 816 877	5 737 429	5 668 809	5 813 428	5 826 289
TOTAL CHARGES VARIABLES SUR MANIFESTATION	50 212 709	2 789 595	2 625 508	2 664 639	2 502 325	2 522 877	2 543 429	2 574 809	2 719 428	2 732 289
Taux de marge brute sur manifestations	*1034%*	*57%*	*57%*	*57%*	*57%*	*57%*	*57%*	*57%*	*57%*	*57%*
TOTAL CHARGES FIXES HORS MANIFESTATIONS	56 192 000	3 121 778	3 094 000	3 094 000	3 294 000	3 294 000	3 194 000	3 094 000	3 094 000	3 094 000
Frais financiers	1 090 927	60 607	74 000	69 000	105 288	136 637	130 803	118 759	105 463	92 909
DETTE N°1 - Travaux obligatoires	*547 927*	*30 440*	0	0	41 288	77 637	77 803	70 759	63 463	55 909
DETTE N°2 - travaux proposés par le candidat	*543 000*	*30 167*	74 000	69 000	64 000	59 000	53 000	48 000	42 000	37 000
CHARGES FINANCIERES	1 090 927	60 607	74 000	69 000	105 288	136 637	130 803	118 759	105 463	92 909
Dotation aux amortissements	15 340 193	852 233	551 801	588 735	645 618	719 668	787 713	843 259	888 384	915 538
Dotation aux amortissements au titre des travaux obligatoires	*16 640 605*	*924 478*	533 333	533 333	615 979	769 739	879 293	937 067	971 000	1 000 850
Dotation aux amortissements au titre des travaux complémentaires proposés par le candidat	*4 040 738*	*224 485*	18 467	55 402	92 336	129 270	170 871	212 472	249 407	269 356
Reprise de subvention éventuelle	*-5 341 150*	*-296 731*	0	0	-62 697	-179 342	-262 452	-306 280	-332 023	-354 668
VNC	-3 759 807	-208 878	0	0	0	0	0	0	0	0
VNC au titre des travaux obligatoires	*-2 580 545*	*-143 364*	0	0	0	0	0	0	0	0
VNC au titre des travaux complémentaires proposés par le candidat	*-1 179 262*	*-65 515*	0	0	0	0	0	0	0	0
AMORTISSEMENTS	11 580 387	643 355	551 801	588 735	645 618	719 668	787 713	843 259	888 384	915 538
TOTAL CHARGES D'INVESTISSEMENTS	12 671 314	703 962	625 801	657 735	750 906	856 304	918 516	962 018	993 847	1 008 446
TOTAL CHARGES	119 076 023	6 615 335	6 345 309	6 416 374	6 547 231	6 673 181	6 655 945	6 630 827	6 807 275	6 834 735
RESULTAT BRUT	5 494 630	305 257	157 991	181 881	-342 331	-418 281	-351 046	-226 127	-50 775	-46 935
Taux de marge brute sur chiffre d'affaires commercial	5%	5%	3%	3%	-6%	-7%	-6%	-4%	-1%	-1%
Taux de marge brute sur produits	4%	4%	2%	3%	-6%	-7%	-6%	-4%	-1%	-1%
Taux d'IS	*0*	*0*								
IS, €	349 300	19 406	0	0	0	0	0	0	0	0
Participation aux salariés	0	0								
RESULTAT NET	5 145 330	285 852	157 991	181 881	-342 331	-418 281	-351 046	-226 127	-50 775	-46 935
Taux de marge nette - avec compensation sur produits	4%	4%	2%	3%	-6%	-7%	-6%	-4%	-1%	-1%
RESULTAT BRUT HORS VNC	1 734 823	96 379	157 991	181 881	-342 331	-418 281	-351 046	-226 127	-50 775	-46 935
Taux de marge brute - hors VNC	1%	1%	2%	3%	-6%	-7%	-6%	-4%	-1%	-1%

Année			2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
EBE	19 605 944	1 089 219	863 792	919 616	488 575	518 023	647 471	815 890	1 023 072	1 041 511
Impôts sur les sociétés et participation salariés	349 300	19 406	0	0	0	0	0	0	0	0
Débours investissement	24 600 000,00	1 366 666,67	10 027 244,44	644 744,44	2 892 244,44	2 964 744,44	1 872 244,44	918 744,44	955 744,44	892 244,44
Variation du BFR			0	0	0	0	0	0	0	0
S/total flux opérationnels avant impots			10 891 036	1 564 360	3 380 819	3 482 767	2 519 715	1 734 635	1 978 817	1 933 756
Total flux opérationnels			10 891 036	1 564 360	3 380 819	3 482 767	2 519 715	1 734 635	1 978 817	1 933 756
TRI avant impôts	#NOMBRE!									
TRI après impôts et participation des salariés	#NOMBRE!									

XPO SAEML

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL, en € HT constant	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
Recettes commerciales	6 489 600	6 563 400	6 647 800	6 741 600	6 843 800	6 953 600	7 070 200	7 192 900	7 321 100	7 331 400
H2000 (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
H4000 (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
H3000 (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouvelle H3000 (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Salle Wasmer (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres espaces (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Locations d'équipements (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prestation de nettoyage (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prestation de sécurité (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prestation d'assistance technique (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tarifs préférentiels éventuels (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres prestations (recettes)	6489600	6563400	6647800	6741600	6843800	6953600	7070200	7192900	7321100	7331400
Forfaits (recettes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Compensation éventuelle de la Collectivité	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000
Autres recettes éventuelles [à détailler]	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**6 849 600**	**6 923 400**	**7 007 800**	**7 101 600**	**7 203 800**	**7 313 600**	**7 430 200**	**7 552 900**	**7 681 100**	**7 691 400**
Consommable sur manifestation	398 964	403 352	408 370	413 948	420 025	426 554	433 487	440 783	448 406	449 018
Electricité	361 233	365 206	369 750	374 800	380 302	386 214	392 491	399 097	405 999	406 554
Eau	25 243	25 520	25 838	26 191	26 575	26 989	27 427	27 889	28 371	28 410
Chauffage	12 488	12 625	12 783	12 957	13 147	13 352	13 569	13 797	14 036	14 055
[Autres]										
Locations de matériels, petit équipement et stockage	287 300	290 500	294 100	298 100	302 500	307 200	312 200	317 500	323 000	323 400
Communication et promotion	485 800	491 100	497 200	504 000	511 400	519 300	527 700	536 600	545 900	546 600
Montage, démontage, installations	887 700	897 500	908 700	921 100	934 600	949 100	964 500	980 700	997 700	999 100
Surveillance et nettoyage	406 900	411 400	416 500	422 200	428 400	435 100	442 200	449 600	457 400	458 000
Interimaires	79 700	80 600	81 600	82 700	83 900	85 200	86 600	88 100	89 600	89 700
Sécurité	79 300	80 200	81 200	82 300	83 500	84 800	86 200	87 700	89 200	89 300
Fournitures consommables	131 900	133 400	135 100	136 900	138 900	141 100	143 400	145 800	148 300	148 500
Fluides										
[Autres]										
CHARGES VARIABLES SUR MANIFESTATION	**2 757 564**	**2 788 052**	**2 822 770**	**2 861 248**	**2 903 225**	**2 948 354**	**2 996 287**	**3 046 783**	**3 099 506**	**3 103 618**
Electricité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Eau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Chauffage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
[Autres]										
CONSOMMABLES	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Fourniture petit équipement										
Achat restauration										
Location chapiteau travaux										
EQUIPEMENTS ET BOUTIQUES	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
GER - Maintenance et renouvellement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits de nettoyage										
Vitrerie										
Entretien espaces verts et extérieurs										
Entretien réparation maintenance	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
ENTRETIEN ET MAINTENANCE	**150 000**	**150 000**	**150 000**	**150 000**	**150 000**	**150 000**	**150 000**	**150 000**	**150 000**	**150 000**
Vidéosurveillance										
Système informatique										
Ascenseur										
Gardiennage										
Monétique										
Alarme anti-intrusion										
Contrats maintenance	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000	255 000
SERVICES EXTERIEURS	**255 000**	**255 000**	**255 000**	**255 000**	**255 000**	**255 000**	**255 000**	**255 000**	**255 000**	**255 000**
Honoraires commissaires aux comptes										
Frais de communication et d'information des usagers										
Fournitures administratives										
Télécommunications										
Assurances	93 000	93 000	93 000	93 000	93 000	93 000	93 000	93 000	93 000	93 000
Frais de déplacement, missions et réceptions										
Autres serv ext (hono, frais dpl..)	219 000	219 000	219 000	219 000	219 000	219 000	219 000	219 000	219 000	219 000
AUTRES DEPENSES	**312 000**	**312 000**	**312 000**	**312 000**	**312 000**	**312 000**	**312 000**	**312 000**	**312 000**	**312 000**
Contrôles techniques et analyses réglementaires										
Frais de siège										
Ratio au chiffre d'affaires commercial	*0%*	*0%*	*0%*	*0%*	*0%*	*0%*	*0%*	*0%*	*0%*	*0%*
[Autres]										
FRAIS DE STRUCTURE	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Contribution économique territoriale										
Taxes foncières										
TEOM										
[Autres]	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000
IMPOTS ET TAXES	**80 000**	**80 000**	**80 000**	**80 000**	**80 000**	**80 000**	**80 000**	**80 000**	**80 000**	**80 000**
Rémunération du personnel	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000	1 460 000
Charges sociales	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000	797 000
[Autres]										
PERSONNEL	**2 257 000**	**2 257 000**	**2 257 000**	**2 257 000**	**2 257 000**	**2 257 000**	**2 257 000**	**2 257 000**	**2 257 000**	**2 257 000**
Redevance d'occupation du domaine public - part fixe	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
[Autres]										
REDEVANCES COLLECTIVITE	**40 000**	**40 000**	**40 000**	**40 000**	**40 000**	**40 000**	**40 000**	**40 000**	**40 000**	**40 000**
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**5 851 564**	**5 882 052**	**5 916 770**	**5 955 248**	**5 997 225**	**6 042 354**	**6 090 287**	**6 140 783**	**6 193 506**	**6 197 618**
TOTAL CHARGES VARIABLES SUR MANIFESTATION	**2 757 564**	**2 788 052**	**2 822 770**	**2 861 248**	**2 903 225**	**2 948 354**	**2 996 287**	**3 046 783**	**3 099 506**	**3 103 618**
Taux de marge brute sur manifestations	*58%*	*58%*	*58%*	*58%*	*58%*	*58%*	*58%*	*58%*	*58%*	*58%*
TOTAL CHARGES FIXES HORS MANIFESTATIONS	**3 094 000**	**3 094 000**	**3 094 000**	**3 094 000**	**3 094 000**	**3 094 000**	**3 094 000**	**3 094 000**	**3 094 000**	**3 094 000**
Frais financiers	79 085	64 984	50 594	35 906	20 909	6 591	0	0	0	0
DETTE N°1 - Travaux obligatoires	48 085	39 984	31 594	22 906	13 909	4 591	0	0	0	0
DETTE N°2 - travaux proposés par le candidat	31 000	25 000	19 000	13 000	7 000	2 000	0	0	0	0
CHARGES FINANCIERES	**79 085**	**64 984**	**50 594**	**35 906**	**20 909**	**6 591**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dotation aux amortissements	925 863	932 506	935 469	938 432	941 395	944 358	947 321	948 803	948 803	936 527
Dotation aux amortissements au titre des travaux obligatoires	1 031 350	1 046 600	1 046 600	1 046 600	1 046 600	1 046 600	1 046 600	1 046 600	1 046 600	995 860
aux amortissements au titre des travaux complémentaires proposés par le candidat	272 319	275 281	278 244	281 207	284 170	287 133	290 096	291 578	291 578	291 549
Reprise de subvention éventuelle	-377 806	-389 375	-389 375	-389 375	-389 375	-389 375	-389 375	-389 375	-389 375	-350 882
VNC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-3 759 807
VNC au titre des travaux obligatoires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-2 580 545
VNC au titre des travaux complémentaires proposés par le candidat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-1 179 262
AMORTISSEMENTS	**925 863**	**932 506**	**935 469**	**938 432**	**941 395**	**944 358**	**947 321**	**948 803**	**948 803**	**-2 823 279**
TOTAL CHARGES D'INVESTISSEMENTS	**1 004 948**	**997 490**	**986 063**	**974 338**	**962 304**	**950 950**	**947 321**	**948 803**	**948 803**	**-2 823 279**
TOTAL CHARGES	**6 856 511**	**6 879 542**	**6 902 834**	**6 929 586**	**6 959 529**	**6 993 303**	**7 037 608**	**7 089 586**	**7 142 309**	**3 374 339**
RESULTAT BRUT	**-6 911**	**43 858**	**104 966**	**172 014**	**244 271**	**320 297**	**392 592**	**463 314**	**538 791**	**4 317 061**
Taux de marge brute sur chiffre d'affaires commercial	0%	1%	2%	3%	4%	5%	6%	6%	7%	59%
Taux de marge brute sur produits	0%	1%	1%	2%	3%	4%	5%	6%	7%	56%
Taux d'IS										
IS, €	0	0	0	0	0	0	0	75 289	134 698	139 314
Participation aux salariés										
RESULTAT NET	**-6 911**	**43 858**	**104 966**	**172 014**	**244 271**	**320 297**	**392 592**	**388 026**	**404 094**	**4 177 747**
Taux de marge nette - avec compensation sur produits	0%	1%	1%	2%	3%	4%	5%	5%	5%	54%
RESULTAT BRUT HORS VNC	**-6 911**	**43 858**	**104 966**	**172 014**	**244 271**	**320 297**	**392 592**	**463 314**	**538 791**	**557 254**
Taux de marge brute - hors VNC	0%	1%	1%	2%	3%	4%	5%	6%	7%	7%

Année	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043
EBE	1 078 036	1 121 348	1 171 030	1 226 352	1 286 575	1 351 246	1 419 913	1 492 117	1 567 594	1 573 782
Impôts sur les sociétés et participation salariés	0	0	0	0	0	0	0	75 289	134 698	139 314
Débours investissement	892 244,44	282 244,44	282 244,44	282 244,44	282 244,44	282 244,44	282 244,44	282 244,44	282 244,44	-3 477 962,13
Variation du BFR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
S/total flux opérationnels avant impots	**1 970 281**	**1 403 593**	**1 453 274**	**1 508 597**	**1 568 820**	**1 633 491**	**1 702 158**	**1 774 362**	**1 849 839**	**-1 904 180**
Total flux opérationnels	**1 970 281**	**1 403 593**	**1 453 274**	**1 508 597**	**1 568 820**	**1 633 491**	**1 702 158**	**1 849 650**	**1 984 536**	**-1 764 867**

TRI avant impôts	
TRI après impôts et participation des salariés	

Coût net

Coût net pour la collectivité, en k€	Tranche ferme	Coût supplément	Coût supplément
Valeur nette comptable	3 760	0	0
Investissements non amortis	3 919		
Subvention non reprise	159		
Compensation	17 200	0	0
Compensation	5 500		
Subvention	3 780		
Droit de tirage	7 920		
Redevance	720		
Coût net	**20 240**	**0**	**0**

M. LE PRÉSIDENT : Voilà, nous passons maintenant à un point sur la Délégation de Service Public pour l'exploitation de ce Parc des Expositions à Mulhouse. Il s'agit de l'approbation et l'attribution du contrat, un très gros travail qui a été mené de longue date, et je vais laisser la parole à Hugues HARTMANN et compléter par Gilbert FUCHS qui étaient en charge de ce dossier.

M. HARTMANN : Merci, M. le Président. En préambule, je précise que la délibération que je présente synthétise des travaux co-construits avec Gilbert FUCHS et l'expertise des services de m2A. La DSP actuelle du Parc Expo, d'une durée de 13 ans, arrive à son terme le 30 décembre 2025, ce qui vient d'être dit. La fin de cette DSP a notamment été marquée par la construction à livraison en 2024 de la nouvelle Halle Nord, de près de 3 000 m^2 de surface, Halle Moderne, qui augmente la capacité du Parc Expo de près de 30%. m2A a engagé une nouvelle procédure de concession votée ici le 24 mars 2025 pour poursuivre et amplifier le développement des activités du Parc des Expositions. Celle-ci concerne l'organisation de manifestations en propre, la mise à disposition des locaux pour des manifestations organisées par des tiers, près de 90 événements par an, à la fois grand public ou destinés à la clientèle professionnelle, je ne reviendrai pas sur le détail, mon collègue Laurent RICHE a fait le travail. Pour rappel, cette nouvelle Délégation de Service Public a été construite sur les bases suivantes : une optimisation des investissements permettant de bénéficier d'un outil répondant aux ambitions d'attractivité de notre territoire ; une durée de DSP de 18 ans en cohérence avec le projet politique et les investissements à réaliser et à amortir ; et s'acquitter d'un droit d'entrée correspondant à la reprise de la Valeur Nette Comptable des investissements actuels non amortis. À l'issue de la procédure d'appel d'offres, une seule candidature complète et recevable a été déposée, celle de la SAEML Parc Expo, le délégataire actuel. Nous avons donc entrepris les travaux d'audition et de négociation avec ce candidat jusqu'à la production d'une offre finale que je vous présente ici. En complément des obligations courantes de services publics liées à l'exploitation, la gestion et au développement de l'activité du site du Parc des Expositions à Mulhouse, le délégataire s'engage sur trois points qui me semblent importants de préciser et de porter à votre connaissance. Le premier point, c'est d'entreprendre un programme important d'investissements, important surtout dans le contexte budgétaire actuel, de 15 millions d'euros, afin de garantir un équipement rénové et performant sur le plan énergétique, afin qu'il soit attractif et adapté aux besoins et aux attentes du marché, pour rester concurrentiel. Ces 15 millions d'euros hors taxes se décomposent ainsi : 10 720 000 euros hors taxes qui concernent la rénovation, l'isolation, et étanchéité des toitures, des halls, mais aussi des salles de conférences et de la salle où nous nous trouvons aujourd'hui ; et de 4,28 millions hors taxes de gros entretiens et de renouvellement des installations techniques de l'ensemble du site. Bien sûr, la nouvelle Halle n'est pas concernée, on parle de l'ancienne Halle et des bâtiments où nous sommes ce soir. On notera que la durée des 18 ans, du 31.12.2025 au 30.12.2043, est compatible avec l'amortissement des travaux projetés et que le délégataire assume la maîtrise d'ouvrage des travaux. Deuxième point, le délégataire s'engage à s'acquitter d'un droit d'entrée de 9,6 millions d'euros correspondant à la reprise de la Valeur Nette Comptable du bien actuellement non amorti. Le troisième point, c'est de verser une redevance annuelle fixe de 40 000 euros assortis d'une clause d'intéressement par rapport aux critères qui posent justement la redevance annuelle. En contrepartie des obligations de services publics et du portage des investissements structurants, m2A accompagnera le développement du site par une subvention d'investissement de 5,5 millions d'euros

répartie sur la ou les périodes de travaux ; un soutien aux manifestations structurantes de 210 000 euros par an pour les salons professionnels d'orientation, industrie, etc., comme on le fait déjà aujourd'hui ; une prise en charge de locations pour événements d'intérêt général à hauteur de 440 000 euros hors taxes par an. En moyenne, m2A investit ainsi plus d'un million d'euros par an sur les 18 ans de la DSP. En parallèle aux engagements de m2A, la ville de Mulhouse, bien sûr, continuera à soutenir les manifestations d'intérêt général comme elle l'a fait jusqu'à présent. Un pilotage adapté à la durée et aux enjeux a également été intégré aux négociations. Ainsi, des clauses de suivi et de réexamen existent à plusieurs niveaux sur des critères de performance, afin de permettre à m2A d'ajuster ou d'anticiper les évolutions et les besoins. Malheureusement, comme on le dit souvent, on n'a pas de boule de cristal, on ne sait pas comment sera notre territoire dans 18 ans, il faut qu'on puisse orienter dans le temps. En lien avec le délégataire, une gouvernance renforcée est également prévue : comité de suivi, tableau de bord, afin de permettre à m2A de conforter les orientations et les évolutions sur la durée pour optimiser les contributions de la collectivité. Pour synthétiser, nous pouvons dire que le contrat consolide un modèle économique équilibré entre investissement structurant, qualité du service public et engagement financier du délégataire. Les 15 millions d'euros d'investissement seront nécessaires pour maintenir le Parc des Expositions à un niveau de compétitivité compatible avec les marchés régionaux et transfrontaliers. Nous avons de la concurrence sur le secteur. L'attribution à la SAEML Mulhouse Expo garantit pour notre collectivité la stabilité, la continuité et la montée en gamme de l'exploitation du Parc des Expositions dans un cadre juridique sécurisé. Il est ainsi proposé d'attribuer la délégation à la SAEML Mulhouse Expo et d'autoriser la signature du contrat par le Président. Avant de rendre la parole au Président pour procéder au vote, et bien conscient que nous avons devant nous encore 18 ans de travail pour accompagner cette DSP, Gilbert FUCHS et moi-même souhaitons remercier pour le travail déjà accompli, exécuté de manière remarquable dans un temps plus que contraint, les services de m2A et particulièrement le service économie, mobilité et urbanisme dont Elisabeth STIMFLING qui a porté de bout en bout ce dossier, et pour leur aide précieuse et experte, le service finances, le service des affaires juridiques et le service innovation et évaluation. Voilà, M. le Président, je vous rends la parole.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup et surtout merci pour tout le travail qui a été effectué. C'est vrai que c'était transverse sur l'ensemble de nos services, vraiment un travail, j'ose le dire, de co-construction, de partage et d'établissement aussi, d'un cap à tenir les uns les autres. Y a-t-il des interventions ? Loïc MINERY.

M. MINERY : Merci, Président. Merci pour le travail effectué, en effet, durant la construction de cette nouvelle DSP. Alors à ce sujet, j'aurais deux questions principales. Déjà une première concernant la modularité potentielle du site pour accueillir des événements sportifs, et suivez mon regard, soulagez donc le Palais des Sports et ses utilisateurs, j'entends les clubs professionnels principalement, qui sont nombreux. Et vous savez très bien aussi que cela bouchonne, que le Palais des Sports n'est pas totalement adapté pour l'enchaînement des compétitions sportives sur un même week-end, donc je voulais savoir si cette question avait un peu effleuré les travaux au moment de la construction de la DSP, avec la question sous-jacente aussi des gradins rétractables qui auraient pu être également insérée dans la réflexion. De même, la question du stationnement, indépendamment évidemment de l'accessibilité du site, avec la nécessité aussi peut-être d'éviter à

terme l'encombrement de l'espace public lors des manifestations qui ont lieu au Parc des Expositions, on le sait, notamment lors de la foire estivale avec beaucoup de véhicules qui stationnent dans les rues adjacentes et parfois même sur les espaces verts et autres. Donc, là aussi, peut-être qu'un parking silo serait un plus et serait un bonus pour, évidemment, l'avenir du Parc des Expositions, j'ai envie de dire « *new look* », avec cette DSP 2025-2043. Voilà, merci beaucoup.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, Loïc. Oui, Hugues ?

M. HARTMANN : Oui, donc je vais essayer de répondre aux questions. Alors je n'aurai certainement pas les réponses sur tout, mais en tout cas, je peux vous donner quelques éléments. Concernant la modularité du site, on y a pensé, on aurait voulu développer les congrès, les spectacles, pourquoi pas le sport, tout cela est intéressant. Mais comme je le disais au départ, nous sommes dans un contexte budgétaire actuel complexe, donc on a dû faire les choix pour arriver à rentrer dans les cases d'aujourd'hui, par contre nous avons posé des jalons qui permettent peut-être un jour de donner d'autres orientations, dans les 18 ans on va pouvoir évoluer mais dans le contexte actuel on ne peut pas s'engager sur plus large que cela, il faudra voir dans le temps, mais en tout cas la possibilité existe de pouvoir aller plus loin. Concernant le stationnement, peut-être aussi pour la modularité, je pense que cela se passe à une échelle supérieure. C'est plus le quartier Mertzau qu'il va falloir questionner pour voir comment on pourra travailler sur ce sujet-là, cela dépasse un petit peu le sujet actuel, mais en tout cas, c'est clair que ce sont des réflexions globales qu'il va falloir poser. Merci.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Hugues. Daniel aussi.

M. BUX : Oui, en ce qui concerne l'utilisation du Palais des Sports, n'exagérons rien quand même, il est vrai que plus le niveau de jeu s'améliore et augmente, plus les exigences de différentes associations augmentent, et on arrive à un niveau où chaque association voudrait disposer de sa salle. C'est évident qu'on ne peut pas donner suite à ce genre de demande, il faut donc que les gens s'adaptent un petit peu. Pour le moment, il y a deux grands clubs de haut niveau qui occupent le Palais des Sports, c'est le VMA en volley et les Mustangs en basket. Entre les entraînements, les matchs de championnat, les matchs de coupe et les matchs de coupe d'Europe, pour le moment, il n'y a absolument aucun problème. Il y a un problème lorsqu'il y a des manifestations supplémentaires qui se rajoutent au programme, ce sera peut-être le cas au mois de juin de l'année prochaine. Nous accueillerons les championnats de France de gymnastique qui bloqueront le Palais des Sports pendant une semaine : préparation de salles, compétition, rangement, et nous risquons d'avoir éventuellement les Mustangs qui jouent les play-offs, donc il faudra qu'on trouve une solution, mais l'idéal, ce serait effectivement que chaque club ait sa salle. C'est une demande pieuse, mais elle existe. Voilà. Monsieur MINERY a certainement une solution.

M. LE PRÉSIDENT : Merci, Daniel. On a quand même fait des investissements aussi pour améliorer l'utilisation et la mutualisation de la salle par le Taraflex.

M. BUX : Voilà, on est sur le point d'acquérir un revêtement de sol amovible qui permet de jouer au volley sur un terrain à tracé unique. Nous en avions déjà un actuellement mais il fallait deux jours pour le mettre en place et un jour pour le ranger, donc blocage de la salle pour le basket. Le terrain amovible en dur est

posé en une demi-journée, ce qui permet au basket de disposer de la salle à chaque fois qu'il y en aura besoin.

M. LE PRÉSIDENT : Cela permet une plus grande utilisation de l'équipement. Merci. Laurent RICHE.

M. RICHE : Pour aller dans le sens de ce qu'évoquait Loïc, à la demande du Président, on a mis en place un comité de pilotage, qu'on pourrait appeler d'ailleurs un comité de réflexion sur tout le quartier Mertzau. On a déjà eu deux réunions qui intègrent un certain nombre de préoccupations que tu évoques et tu as raison. Il faut qu'on regarde, et Hugues l'a dit tout à l'heure, il faut qu'on regarde le quartier dans tout son ensemble, depuis le Musée de l'Automobile jusqu'au Parc Expo, en intégrant Soléa, le Noumatrouff, tous les acteurs qui sont à cet endroit. Il y a bien un regard de quartier à avoir pour pouvoir continuer à se lancer dans des aménagements urbains sur le site, donc on est vraiment là-dessus, y compris la question du tram qui peut-être arrive un peu trop loin du Parc Expo, et je ne vais pas dire qu'on va modifier les choses comme cela, mais en tout cas on intègre tous ces éléments-là, c'est vraiment un élément important. C'est la première chose que je voulais dire, c'est qu'il faut vraiment travailler, et le travail est déjà parti dans ce sens-là. La deuxième chose que je voulais dire, c'est que la société du Parc des Expositions est une société qui est régie par un Conseil d'Administration, et là, je vais prendre ma casquette de représentant du Conseil d'Administration. Hugues l'a dit, au Conseil d'Administration, il y a m2A, il y a la ville de Mulhouse, il y a aussi la Chambre de Commerce et d'Industrie, il y a la Chambre des Métiers aussi qui est également présente, quelques organismes bancaires qui sont présents, et je pense que tout le monde a salué le travail qui a été fait tant du côté de l'Agglomération que du côté du Parc des Expositions pour aboutir sur cette nouvelle DSP. Tout le monde en a convenu, on le fait à une mauvaise période, c'est-à-dire au moment où il faut se serrer les coudes et serrer un peu les boulons pour des contraintes budgétaires, mais je voudrais, en tant que représentant du Conseil d'Administration, quand même saluer l'engagement de l'Agglomération, parce que malgré les difficultés budgétaires que l'Agglomération connaît actuellement, l'Agglomération a reconfirmé, d'ailleurs la ville de Mulhouse aussi, ces deux collectivités principales ont bien confirmé leur soutien à ce projet sur lequel, comme l'a dit Hugues tout à l'heure, même s'il est sur un programme de très long terme, on va pouvoir se revoir dans deux ans pour pouvoir regarder si la feuille de route est toujours possible.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Laurent. D'autres interventions ? Il n'y en a pas. Donc je voudrais rebondir sur ce que tu disais Laurent, c'est tout le travail avec ce groupe de travail, avec la ville de Mulhouse évidemment, qui a été mis en place justement pour donner de la cohérence en fin de compte dans nos investissements. Et rappelez-vous, quand on avait dit qu'on allait faire une extension du Parc des Expositions avec la construction d'une nouvelle Halle qui a été inaugurée et qui fait l'unanimité au niveau de la qualité de la construction, on avait aussi dit qu'il fallait travailler sur l'accessibilité par l'échangeur de la Mertzau. Et là aussi, nous avons de bonnes nouvelles parce qu'on a trouvé les accords nécessaires, la Collectivité européenne d'Alsace, la ville de Mulhouse et l'Agglomération pour porter ensemble cette entrée qui nous permet d'avoir quelque chose qui corresponde au développement et d'avoir cet échangeur que nous souhaitions depuis tellement longtemps. Nous allons pouvoir finaliser un plan de financement partagé. C'est important qu'il y ait de la cohérence dans ce que

nous faisons et on avait toujours dit qu'on devait investir. Pour nous, le Parc des Expositions, c'est un centre d'attractivité de l'ensemble de l'agglomération, évidemment, de la ville de Mulhouse, mais de l'ensemble de notre agglomération par son développement, la tenue des manifestations qui font la fierté, en fin de compte, de tout le territoire. D'autres interventions ? Il n'y en a pas. On peut passer au vote. Donc, qui est contre ? Qui est pour ? Merci. Qui s'abstient ?

Pour : 86 + 11 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie. Merci beaucoup. Et maintenant, je peux saluer le Directeur Général Laurent GRAIN, qui est dans le public derrière. Bienvenue, Laurent, merci aussi de cet engagement au niveau du Parc. Avant de passer au point suivant, merci encore aux élus qui étaient en charge, aussi bien Hugues que Gilbert, mais aussi Rémy NEUMANN et l'ensemble des services. Et comme tu le disais, c'est vraiment un travail qui a été mené de front, souvent tôt le matin déjà, pour avoir cette réflexion de comment faire et de quelle manière on peut être cohérent dans nos prises de décisions.

36° MUSÉE DU PAPIER PEINT DE RIXHEIM : FONDS DE CONCOURS DE FONCTIONNEMENT 2025 (7.8/2769C)

Le Musée du papier peint, musée municipal de la ville de Rixheim depuis le 1er janvier 2023, fait partie du pôle muséal de l'Agglomération et à ce titre participe à l'attractivité du territoire.

Mulhouse Alsace Agglomération accompagne le musée depuis 2010 dans son fonctionnement et la conservation de son patrimoine.

Les collections du musée font l'objet d'un chantier de mise en sécurité dans de nouvelles réserves démarré en octobre 2023, et cofinancé par la DRAC et m2A. Celui-ci a nécessité la fermeture du musée puisque ses agents sont entièrement mobilisés sur le chantier. Trois agents supplémentaires ont été mobilisés, dont un recruté spécialement sur cette opération.
Le chantier des collections, accompagné par une société de prestation de service (IB Conservation) se poursuivra désormais en interne et jusqu'en 2026.

Si l'activité du musée en 2025 reste majoritairement tournée vers la poursuite du chantier des collections, l'équipe collabore avec d'autres musées, en particulier au travers de prêts d'œuvres pour des expositions extérieures.

L'exercice 2025 doit aussi voir le démarrage de la mise à jour du Projet Scientifique et Culturel du Musée du Papier Peint de RIXHEIM, préalable indispensable aux travaux d'envergure qui interviendront dans les prochaines années, pour aboutir à une refonte complète des espaces d'expositions, une fois la mise en sécurité des collections achevées.

Le budget prévisionnel de fonctionnement du Musée du Papier-Peint pour 2025 s'élève à 304 800 €, et correspond à la reprise par la Ville des activités de l'association gestionnaire du Musée du Papier-Peint.

La Ville de Rixheim a voté la demande d'un fonds de concours à m2A pour le Musée du papier peint lors du Conseil Municipal du 3 juillet 2025.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'Agglomération d'allouer, en application de l'article L 5216 -5 VI du code général des collectivités territoriales, à la Ville de Rixheim un fonds de concours de 95 000 € accordé au titre de l'exercice 2025.

Les crédits nécessaires au versement de la contribution sont inscrits au budget 2025.

Chap. 65 - Compte 657341 - Fonction 314
Service gestionnaire A141
Enveloppe : 29951

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- attribue à la Ville de Rixheim un fonds de concours d'un montant global de 95 000€,
- approuve la convention attributive de fonds de concours pour le fonctionnement du Musée du papier peint,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention ainsi que toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

PJ : (3)

- Projet de convention
- Délibération du Conseil Municipal de Rixheim
- Le budget prévisionnel

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICE A LA POPULATION
Direction attractivité, développement touristique et culturel
AF

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNE DE RIXHEIM

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », représentée par son Président, M. Fabian JORDAN ou son Vice-Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 13 octobre 2025 et désignée sous le terme « m2A »

D'une part,

Et :

La Ville de Rixheim située 28 rue Zuber -BP 7 68171 RIXHEIM, représentée par sa Maire Madame Rachel BAECHTEL agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 03 juillet 2025, désignée sous le terme de « Ville »

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Depuis le 1er janvier 2023, le Musée du Papier Peint est devenu un musée municipal géré en régie par la ville de Rixheim, également propriétaire de la collection.
Le Musée du Papier Peint occupe une partie de la Commanderie de Rixheim, bâtiment propriété de la ville de Rixheim.
La ville de Rixheim affirme sa volonté de développer le musée et de lui donner les moyens nécessaires à son fonctionnement dans le cadre de l'appellation « Musée de France ».

Depuis 2010, m2A a soutenu ainsi financièrement le Musée du Papier Peint de Rixheim en subventionnant l'association gestionnaire.

ARTICLE 1ER : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer le montant et les modalités d'attribution d'un fonds de concours en application du VI de l'article L 5216 -5 du

code général des collectivités territoriales par m2A à la Ville pour le fonctionnement du Musée du Papier-Peint.

Pour 2025, m2A verse à la Ville un fonds de concours affecté au fonctionnement du Musée du Papier Peint dans le cadre de ses missions de conservation notamment pour le chantier de la collection et de son déménagement dans la nouvelle réserve, ainsi que les dépenses liées à l'énergie.

ARTICLE 2 : MONTANT DU FONDS DE CONCOURS ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le budget prévisionnel de fonctionnement du Musée du Papier-Peint pour 2025 s'élève à 304.800 €, et correspond à la reprise par la Ville des activités de l'association gestionnaire du Musée du Papier-Peint.

Dans ce cadre, m2A soutient financièrement la ville de Rixheim à hauteur de 95.000 € pour le fonctionnement du musée.

Il est expressément entendu entre les Parties que le solde du budget total prévisionnel de la mission est pris en charge par la ville ou par ses autres partenaires. M2A ne pourra en aucun cas être tenue au versement des sommes excédant le montant de son soutien financier. Le montant attribué constitue un montant maximum qui ne pourra pas être revu à la hausse par avenant. M2A se réserve le droit de demander à la ville le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la ville s'avérait inférieure au montant total initialement déclaré.

Le fonds de concours est viré au compte de la Ville selon les procédures et délais comptables en vigueur.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA VILLE

Pendant toute la durée de la présente Convention, la Ville s'engage à faire mention du partenariat avec m2A sur tous ses supports de communication, notamment à reproduire le logo de l'Agglomération sur tous ses documents écrits, audiovisuels et numériques (sous réserve de la bonne réception par la Ville des éléments - logo, mention type, dans les délais et formats requis) : invitations, affiches, tracts, dépliants, bannières, communiqués et dossiers de presse, site Internet et réseaux sociaux…
La Ville s'engage à soumettre à m2A lesdits documents avant impression, afin qu'elle puisse notamment vérifier l'utilisation et le positionnement de son logotype au regard de sa charte graphique (cf. annexe de la présente convention).
La Ville autorise m2A à évoquer son action de soutien dans sa propre communication institutionnelle et communication interne, sur tous supports.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE M2A

La ville fournira à m2A, à sa demande, toute information, tout document ou justificatif, permettant de rendre compte de la bonne utilisation du soutien financier versé en application de la présente convention.

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par m2A. La Ville s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile par la m2A.

La Ville s'engage à informer régulièrement m2A de l'état d'avancement et de déroulement du projet défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

La Ville est responsable de tout dommage résultant de la mise en œuvre du projet décrit à l'article 1er de la présente convention.
L'aide financière apportée par m2A dans l'article 1er de la présente convention ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à la Ville ou à un tiers, pouvant survenir lors de sa réalisation.

La Ville souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est conclue pour la période allant de sa date de signature jusqu'au 31 décembre 2025.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le montant du fonds de concours est ajusté au prorata des dépenses engagées par la Ville à la date de résiliation de la présente convention. Le cas échéant, m2A émet un titre de recette en vue du reversement de la partie de la somme versée au titre de la présente convention et non utilisée à la date de la résiliation.

ARTICLE 8 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige relatif à l'interprétation ou l'application de la présente convention sera soumis à l'appréciation du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent à rechercher un règlement de leur différend à l'amiable préalablement à l'introduction de tout recours juridictionnel.

ARTICLE 9 : ANNEXE

- Délibération du Conseil Municipal de Rixheim

Etablie en deux exemplaires originaux

Fait à Sausheim, le …

Pour Mulhouse Alsace Agglomération, le Président	Pour la Ville de Rixheim la Maire
Fabian JORDAN	Rachel BAECHTEL

Accusé de réception en préfecture
068-216802785-20250715-DCM-13-AI
Date de télétransmission : 15/07/2025
Date de réception préfecture : 15/07/2025

Département
du HAUT-RHIN

Arrondissement
de MULHOUSE

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus :
33

Conseillers en fonction :
33

Conseillers présents :
17

Conseillers absents :
16

VILLE DE RIXHEIM

Extrait du Procès-Verbal des Délibérations du Conseil Municipal

---

Séance ordinaire du 03 juillet 2025
dans la salle des Commandeurs de l'Hôtel de Ville de Rixheim
(le trois juillet de l'an deux mille vingt-cinq)

sous la présidence de Madame Rachel BAECHTEL, Maire

Présents (17) : Mmes et MM. Rachel BAECHTEL, Catherine MATHIEU-BECHT, Jean KIMMICH, Valérie MEYER, Richard PISZEWSKI, Marie ADAM, Christophe EHRET, Dominique THOMAS, Sophie ACKER, André GIRONA, Patrick BOUTHERIN, Alain DREYFUS, Raphaël SPADARO, Bruno TRANCHANT, Bilge BAYRAM, Sébastien BURGY et Alexandre DURRWELL

Excusés (16) :
Mme Barbara HERBAUT
M. Philippe WOLFF (procuration à M. GIRONA)
Mme Maryse LOUIS
M. Patrice NYREK (procuration à M. DURRWELL)
M. Adriano MARCUZ
Mme Michèle DURINGER
M. Eddie WAESELYNCK
Mme Isabelle TINCHANT-MERLI (procuration à Mme MATHIEU-BECHT)
Mme Guileine LEVY
Mme Miné SEYHAN
Mme Nathalie KATZ-BETENCOURT
M. Olivier BECHT (procuration à Mme BAECHTEL)
Mme Véronique FLESCH
Mme Bérengère MICODI
M. Lucas SCHERRER
Mme Marie-Pierre BOUGENOT (procuration à Mme THOMAS)

-o-O-o-

Point 13 de l'ordre du jour

Fonds de concours sollicité auprès de M2A pour le fonctionnement du Musée du Papier Peint

La ville de RIXHEIM a repris en régie la gestion du Musée du Papier Peint, depuis le premier janvier 2023.

Avant cette date, M2A apportait son soutien au fonctionnement du Musée en subventionnant l'association de gestion du Musée, à hauteur de 128.000 euros, et en remboursant à la ville une partie des dépenses de fluides et d'entretien du bâtiment (entre 40 et 50.000 euros).

Accusé de réception en préfecture
068-216802785-20250715-DCM-13-AI
Date de télétransmission : 15/07/2025
Date de réception préfecture : 15/07/2025

Ces différents soutiens ont été remplacés, à partir de 2023, par un fonds de concours unique et annuel versé par M2A à la ville. Il a porté sur un montant de 168.000 euros en 2023, représentant 50 % du budget prévisionnel du Musée, puis 166.000 € en 2024.

Pour 2025, la ville de RIXHEIM sollicite le versement d'un fonds de concours de 152.400 euros, représentant 50% du budget de fonctionnement du Musée pour 2025.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL

À l'unanimité décide :

- de solliciter M2A pour le versement d'un fonds de concours de 152.400 euros pour le fonctionnement 2025 du Musée du Papier Peint,

- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer la convention correspondante ainsi que tout acte nécessaire son exécution.

= = = = = = =

Délibéré comme dessus

Pour extrait conforme
RIXHEIM, le 15 juillet 2025

Le Maire,

Rachel BAECHTEL

La Secrétaire de séance,

Catherine MATHIEU-BECHT

Voies et délais de recours

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat.

Publié sur le site Internet de la commune de Rixheim le 15 JUIL. 2025

Musée du Papier Peint

Budget 2025

Dépenses

Article	Article	Total	Obs
60611	Eau et assainissement	600,00	
60612	Electricité	16 000,00	
(60613	Chauffage urbain	20 000,00	
60628	Autres fournitures non stockées	29 000,00	consommables chantier et conservation
60631	Produits d'entretien	400,00	
60632	Petits équipements	2 500,00	matériel pour le transfert des collections
6064	Fournitures de bureau	300,00	
6078	Achat marchandise	-	Boutique
61358	Autres locations	2 000,00	
615221	Entretien bâtiment	4 000,00	
61558	Entretien des autres biens mobiliers	500,00	
6156	Maintenance	6 500,00	installations techniques
6161	Assurances multirisques	16 000,00	
6182	Documentation générale et technique	-	
6188	Autres frais divers	-	Expositions/salons
6226	Honoraires	-	
	communication	-	
6234	Réceptions	-	
6251	Voyages et déplacements	-	
6261	Frais d'affranchissement	-	
6262	Frais de télécommunication	2 500,00	abonnement orange
627	Services bancaires et assimilés	-	
6281	Concours divers (cotisations)	-	Pass Museum
6282	Frais de gardiennage	-	Télésurveillance
6283	Frais de nettoyage des locaux	6 000,00	
6288	Autres services extérieurs	500,00	
012	Frais de personnel	198 000,00	non compris les effectifs ville mobilisés sur le chantier
65888	Autres charges de gestrion courante	-	
		304 800,00	

Recettes

Article	Article	Total	Obs
7062	Redev.& droits des serv.à carac.culturel	-	Entrées, visites guidées
7078	Ventes autres marchandises	-	Boutiques, documentation, pass,…
74751	Participation du GFP	152 400,00	m2A
	RIXHEIM	152 400,00	
		304 800,00	

M. LE PRÉSIDENT : On continue et on va passer la parole à Christine DHALLENNE. Cette fois-ci, il s'agit du musée du papier peint de Rixheim, tout d'abord pour un fonds de concours.

MME DHALLENNE : Merci, Président. Effectivement, le musée du papier peint, vous le savez sans doute, est actuellement fermé pour un chantier de mise en sécurité et de transfert des réserves. Les travaux sont financés par l'Agglomération mulhousienne et la DRAC. Les agents du musée sont entièrement dédiés au chantier des collections. La gestion des prêts des œuvres à destination d'autres musées pour des expositions se poursuit, donc le musée continue à briller en dehors du territoire. Le personnel travaille également à l'élaboration du PSC, Projet Scientifique et Culturel, en vue de travaux d'envergure indispensables dans les prochaines années, notamment d'une refonte complète de la muséographie. La ville de Rixheim, qui a repris en gestion le musée le 1er janvier 2023, a sollicité m2A pour un fonds de concours. Il est proposé d'octroyer un fonds de concours de 95 000 euros à la ville de Rixheim pour continuer les travaux sur ce musée.

(Incident technique)

M. LE PRÉSIDENT : Si c'est trop long, ce n'est pas la peine de jeter le matériel. Vous nous le dites simplement. Désolé Christine, on a perturbé un peu.

(Rires)

MME DHALLENNE : Donc, pour finir, je propose d'octroyer un fonds de concours de 95 000 euros à la ville de Rixheim pour continuer les travaux sur ce musée.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Christine pour la présentation. Des questions ? Des votes contre ou des abstentions ?

Pour : 83 + 11 procurations.
Ne prennent pas part au vote (3) : Christine DHALLENNE, Anne-Catherine GOETZ et Roland ONIMUS.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

37° ASSOCIATION DE GESTION DU MUSÉE NATIONAL DE L'AUTOMOBILE, COLLECTION SCHLUMPF : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT 2025 (7.5.6/2723C)

Le Musée National de l'Automobile, collection Schlumpf (MNA), est dédié à l'histoire et à la conservation du patrimoine de l'automobile et contribue à l'attractivité du territoire. A ce titre, l'Agglomération dans le cadre de sa compétence « Promotion du Tourisme » soutient l'Association de gestion du musée dans ses travaux de rénovation des bâtiments qui améliore la sécurité et l'expérience de visite des publics.

1. Espace prestige

Le MNA souhaite moderniser son espace prestige afin d'améliorer l'expérience des visiteurs tout en garantissant une accessibilité optimale pour les personnes à mobilité réduite (PMR). L'utilisation des nouvelles technologies permettra d'enrichir la mise en scène des collections et de rendre le parcours immersif et interactif. Grâce à ces travaux, le musée souhaite renforcer l'attrait du musée et améliorer l'expérience visiteur – y compris les jeunes et les publics en situation de handicap – tout en se positionnant comme un musée innovant et inclusif.
Le projet prévoit :

- l'installation de rampes d'accès, d'ascenseurs ou de plateformes élévatrices pour garantir l'accessibilité PMR.
- la mise en place d'écrans numériques interactifs avec des contenus enrichis (vidéos, interviews, modélisations 3D).
- la rénovation de la scénographie pour une meilleure mise en valeur des œuvres et une immersion accrue.
- l'intégration de dispositifs de guidage audio et visuel adaptés aux différents handicaps (audiodescription, sous-titrage, langue des signes).

Des tests utilisateurs et des ajustements seront réalisés en fonction des retours.

Afin de faciliter l'adoption de ces dispositifs en interne, le musée accompagne les travaux par une formation du personnel sur l'utilisation des nouveaux outils numériques et l'accueil des PMR, ainsi qu'une maintenance régulière des équipements numériques.
Le projet global représente un coût de 167 319 euros.

Le projet bénéficie d'une aide de la Collectivité Européenne d'Alsace (convention AMI signée) à hauteur de 22 432 euros (13% du coût total du projet). Le musée sollicite une subvention en investissement de m2A représentant 63% du coût total. Il est proposé d'apporter une contribution à hauteur de 75 294 euros (45 % du coût total du projet).

2. Sécurisation de la passerelle

Le MNA est installé dans un bâtiment (usine textile) réhabilité au début des années 2000 grâce aux financements de travaux conséquents. L'architecte Jean-François Milou remporte le concours international et livre en 2006 un nouvel accès du musée par une passerelle qui enjambe le canal et permet d'admirer une façade très contemporaine ouvrant sur le hall d'accueil.
La passerelle du musée est actuellement déformée et glissante, représentant un danger pour les visiteurs et le personnel. Son état dégradé nuit à l'image du musée et pose un problème de conformité avec les normes de sécurité et d'accessibilité. Le musée prévoit des travaux complets de restauration pour garantir la sécurité des usagers mais aussi de maintenir à niveau l'accessibilité et l'esthétique du site.

Le projet global représente un coût de 29 799 euros.

Le projet bénéficie d'une aide de la Collectivité Européenne d'Alsace (convention AMI signée) à hauteur de 6 772 euros (25% du coût total du projet). Le musée sollicite une subvention en investissement de m2A représentant 63% du coût total. En cohérence avec la politique d'investissement de l'Agglomération sur le réseau muséal, il est proposé d'apporter la contribution demandée qui s'élève à 17 067 euros.
Pour 2025, il est proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer à l'association de gestion du Musée National de l'Automobile, une aide financière de 92 361 euros, selon le projet de convention ci-après annexé.

Les crédits sont inscrits au budget 2025 :
Chap.204/ Compte 20422/Fonction 314
Service gestionnaire A141
Enveloppe : 813

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide l'attribution d'une subvention d'investissement de 92 631 € pour 2025,
- charge Monsieur le Président ou son représentant d'établir et de signer les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (3)

- projet de convention
- contrat d'engagement républicain
- tableau des devis

POLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Direction attractivité, développement touristique et culturel
Service Tourisme et Musées
A141 – LD/AF

CONVENTION
ALLOUANT UNE SUBVENTION PLURIANNUELLE

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », représentée par son Président, M. Fabian JORDAN ou son Vice-Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 8 décembre 2025 et désignée sous le terme « m2A »
D'une part,

Et :

L'association pour la gestion du Musée de l'Automobile – Collection Schlumpf ayant son siège social au 192 avenue de Colmar 68200 MULHOUSE, représentée par son Président Bruno FUCHS et désignée sous le terme « l'Association »
D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : objet de la convention

L'Association pour la gestion du Musée National de l'Automobile – Collection Schlumpf gère le patrimoine du Musée.

Elle a décidé de réaliser des travaux de rénovation et de sécurisation sur ces bâtiments, ainsi que l'installation de dispositifs d'amélioration muséographique et de mise à niveau de l'accessibilité PMR. Dans ce cadre, elle sollicite m2A en vue d'un soutien financier.

Compte tenu de l'intérêt de cet équipement pour le développement du tourisme sur le territoire de m2A, celle-ci a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

La présente convention a pour objet de déterminer le montant et les modalités d'attribution d'une subvention d'investissement par m2A à l'association pour la réalisation des dits travaux.

Article 2 : Modalités d'exécution de la convention pluriannuelle

Par la présente convention, conformément à la délibération N° 2723C du Conseil d'Agglomération du 8 décembre 2025, le Musée National de l'Automobile, collection Schlumpf engage des travaux de rénovation de ses bâtiments :

- La refonte de l'espace Prestige du musée,
- La restauration de la Passerelle d'accès au musée.

Pour sa part, m2A s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement le Musée National de l'Automobile pour la réalisation de ces travaux.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2025, m2A contribue financièrement pour un montant de 92 631 €.

La présente convention est assortie, pour les années suivantes, d'un avenant annuel d'exécution précisant les travaux restant à effectuer, les dépenses réalisées et le montant de la participation financière de m2A.

Ces contributions financières ne sont applicables que sous réserve des trois conditions suivantes :

- La délibération de la collectivité approuvant le budget primitif.
- Le respect par l'association des obligations mentionnées.
- La vérification par m2A que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action.

Article 4 : Modalités de versement de la contribution

La subvention de m2A fait annuellement l'objet d'un versement unique sur présentation d'un état récapitulatif des travaux effectués au cours de l'année 2025, assorti des factures acquittées, et certifiées par le comptable de l'association et après signature de la convention et le cas échéant de l'avenant annuel, et vote du budget primitif de m2A.

Elle est créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte de l'association :
Code banque : 16705- Code guichet 09017 - Numéro de compte 08772291592 Clé RIB : 94 - Raison sociale, adresse de la banque : CEP d'Alsace Strasbourg Mulhouse.

Article 5 : Engagements de l'association

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice au cours duquel une subvention a été versée, les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Une copie certifiée de son budget et les comptes annuels et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce.
- Son rapport d'activité.

Elle s'engage à faire mention de la participation de m2A sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, elle s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit. Le contrat d'engagement républicain signé par ses soins est annexé à la présente convention.

Article 6 : Evaluation

m2A procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation annuelle des conditions de réalisation des travaux auxquels elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

Article 7 : Contrôle de l'administration

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérés à l'article 1er, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'association remet, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 8 : Assurances

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque

demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 9 : Responsabilité

L'aide financière apportée par m2A aux travaux dont l'association assure la maîtrise d'ouvrage, ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 10 : Durée

La présente convention est conclue à compter de sa date de signature jusqu'à complète exécution des obligations des parties.

En cas de non-réalisation des travaux dans le délai de 24 mois à compter de la signature de la présente convention, le projet sera considéré comme abandonné et la subvention ne sera pas versée.

Article 11 : Sanctions

En cas de non-exécution des dispositions des articles 5 et 6, l'association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la m2A la totalité de la subvention.

La décision de m2A intervient après examen des justificatifs présentés par l'association et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par l'association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par m2A.

S'il est établi que l'association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 14 : Compétence juridictionnelle

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 15 : Liste des annexes

- Annexe 1 : devis
- Annexe 2 : contrat d'engagement républicain
- Annexe 3 : plan de financement

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,
le Président

Fabian JORDAN

Pour
l'Association de gestion du Musée National de l'Automobile-Collection Schlumpf,
le Président

Bruno FUCHS

Musée National de l'Automobile, collection Schlumpf

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Mulhouse , le 09/03/2025

Le (la) Président(e)

Bruno FUCHS

Inscrire la mention "Lu et approuvé"

Signature et cachet

ASSOCIATION DE GESTION DU
MUSEE NATIONAL DE L'AUTOMOBILE
192 Avenue de Colmar
68100 MULHOUSE
Tél : 03.89.33.23.23

FC Zinguerie
8 rue de Bretagne
68840 Pulversheim
Tél : 06.78.51.97.19
Fax : 08.26.99.84.69
SIRET : 80210057800011

Devis N°	Date	Client
DC1416	25/01/2024	CL0328

Association Musée National Automobile
192 Avenue de Colmar

68200 Mulhouse

Mode de paiement : Virement

Date de validité : 25/02/2024

Article	Description	Qté	Prix Uni. HT	TVA	Prix Uni. TTC
	Objet: Remplacement de lame bois ISO tique 230ml				
AR0075	Forfait de déplacement sur site Zone 1	1,000	110,00	10,00 %	121,00
AR0103	Forfait remplacement des lames cassé/abimé 230ml	1,000	23 990,00	10,00 %	26 389,00
AR0111	Forfait traitement des lambourde en étanchéité liquide	1,000	2 990,00	10,00 %	3 289,00

Facture de bien - Option pour le paiement de la taxe d'après les débits

Code	Base HT	Taux TVA	Montant TVA
6	27 090,00	10,00	2 709,00

Total HT	27 090,00
Net HT	27 090,00
Total TVA	2 709,00
Total TTC	29 799,00
NET A PAYER	**29 799,00**

ASSURANCE Décennale et Multi Risque BPCE IARD N°168144432F001

Pénalités de retard (taux annuel) : 10,50% - Escompte pour paiement anticipé (taux mensuel) : 1,50%
Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement : 40,00 €

© Sage

Dimitri Carrelages
Vente et pose de carrelages

1 rue Kattenbach
68116 GUEWENHEIM
Tel. : 06 37 98 56 94
Email : contact@dimitri-carrelages.fr
Web : www.dimitri-carrelages.fr

DEVIS 24 0041-0

Société ASSOCIATION DE GESTION DU MUSEE DE L'AUTOMOBILE

192 Avenue de Colmar

68100 MULHOUSE

En date du **02/12/2024**
Limite validité **01/01/2025**
Délai réalisation **selon disponibilité**

Réfection d'un sol dans l'espace prestige pour La Cité de l'Automobile au 192 Avenue de Colmar à Mulhouse.

Désignation	Quantité	P.U.	Montant
PREPARATION Préparationdu sol avec dépose du solin existant, pose de polyane sous chape et joint de dilatation périphérique.	**400.00 M²**	**8.00**	**3 200,00**
CHAPE Fourniture et pose d'une chape.	**400.00 M²**	**24.00**	**9 600,00**
FOURNITURE ET POSE Fourniture et pose de carrelage REFIN DECK BRIGHT R 22.5X90.	**400.00 M²**	**92.00**	**36 800,00**

Le présent devis n'est valable qu'un mois. Passé ce délai, les tarifs seront susceptibles de changer.
Une date approximative de début de chantier ne sera fixé que lorsque le devis aura été renvoyé signé et l'acompte à la commande acquitée.
En cas de retard, une autre date de chantier sera fixée en fonction des disponibilités de l'entreprise.
Indemnité forfaitaire de 40 € et pénalités de retard au taux de 10,25 % pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement (selon l'article 121-II de la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012).

Règlement **Chèque ou virement à réception de facture**
TVA % **20,00** **=> 9 920,00**

Date, tampon et signature du client
(précédé de la mention Lu et approuvé)

Total HT	**49 600,00**
Total TVA	**9 920,00**
TOTAL TTC (EUR)	**59 520,00**

F Fermetures
Z.A.C 28 rue des Pyrénées
68350 BRUNSTATT-DIDENHEIM
Tél : 03 89 61 47 75
E-mail : contact@f-fermetures.fr
Site internet : www.f-fermetures.fr

Association de Gestion du Musée de l'Automobile
192 Avenue de Colmar
68200 MULHOUSE

DEVIS N° 03060

Date : 06/01/2025
Votre contact : FICARA Oliviero 0640880192
Délai : 10 à 12 semaines après métré, hors congés

Adresse du chantier :
Musée de l'automobile - 17 rue de la Mertzau - 68100 MULHOUSE

Réf. : Travaux e réabilitation intèrieur

Désignation	Qté	Pu HT	Total HT	TVA
Préparation OSSATURE PRIMAIRE - Bâchage et protection de l'environnement	**10**	**210,60 €**	**2 106,00 €**	**20%**
ECHAFAUDAGE - Mise en place d'un échafaudage tubulaire plateau ht 3m, conforme aux normes de sécurité en vigueur.	**1**	**1 300,00 €**	**1 300,00 €**	**20%**
OSSATURE PRIMAIRE - Fourniture t pose d'un solivage COKVH EPI 120240 KVHEPICEA 120x240 NON TRAITE dimensions: 6000x120x240 SABOT AILES EXT T500 LARG120 HT190 EP2 U	**10**	**900,00 €**	**9 000,00 €**	**20%**

Votre devis est valable 1 mois - Images et photos non contractuelles

Nos prix sont établis sur la base des taux de TVA en vigueur à la date de la remise de l'offre.
Toute variation ultérieure de ces taux, imposés par la loi, sera répercutée sur ces prix.

Total HT :	12 406,00 €
Total TVA 20 % :	2 481,20 €
Total TTC :	**14 887,20 €**

Règlement : 50% à la commande le solde à réception du chantier
Acompte demandé : 7 443,60 €

F Fermetures - IBAN FR76 1470 7508 2170 2134 0058 435 BIC: CCBPFRPPMTZ

☐ **Je déclare avoir pris connaissance et accepté les conditions générales de vente jointes à ce document, et j'autorise par la présente l'entreprise à exploiter des images et/ou vidéos des produits installés à des fins promotionnelles ou autres usages conformes à leur politique de confidentialité.**

Bon pour accord **Fait à :** **le:**

Signature (précédée de la mention : «lu et approuvé, devis reçu avant l'exécution des travaux») :

IN TECH RENOVATION

Devis

N° D202500409
En date du : 27/01/2025
Valable jusqu'au : 26/02/2025

IN'TECH RENOVATION
1 rue des Alpes
68390 Sausheim
Tél : 0662689094
Email : contact@intechrenovation.fr

Association de Gestion du Musée de L'automobile
192 Avenue de Colmar
68100 Mulhouse
France
SIREN : 884632589

ESPACE PODIUM ROYAL

N°	DÉSIGNATION	QTÉ	U.	PRIX U.	TVA	TOTAL HT
1	Plâtrerie et isolation					9 336,45 €
1.1	Fourniture et pose de plafond sur ossature métallique, 1 plaque de plâtre standard BA 13 vissée sur montant M100 entraxe 0.60 m, suspente entraxe 1,20 m, fixée sur solivage et traitement des joints.	100,50	m²	66,00 €	20,00 %	6 633,00 €
1.2	ISOCONFORT 32 revêtu kraft épaisseur 200 mm R = 6.25 panneau semi-rigide à dérouler en laine de verre revêtu kraft	100,50	m²	26,90 €	20,00 %	2 703,45 €

Adresse du chantier
192 Av. de Colmar
68100 Mulhouse, France

Conditions de paiement
Acompte de 40 % à la signature soit 4 481,50 € TTC
Acompte de 30 % au démarrage soit 3 361,13 € TTC
Acompte de 20 % à l'avancement soit 2 240,75 € TTC
Reste à facturer : 1 120,36 € TTC
Méthodes de paiement acceptées : Virement bancaire.
Paiement des factures à réception

Montant final des travaux :
Métré réel suivant relevé après réalisation des travaux

A votre charge :
Autorisation d'accès sur chantier
Accès à un point d'eau potable
Accès à une prise électrique 230 VAC - 16A
Les zones à traiter doivent être libre de tout encombrement

Conditions d'intervention :
Sont uniquement compris dans nos prix les interventions pendant les heures ouvrées (du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00)

Total net HT	**9 336,45 €**
TVA 20,00 %	1 867,29 €
Total TTC	**11 203,74 €**
NET À PAYER	**11 203,74 €**

Pour le client

Mention "Reçu avant l'exécution des travaux, bon pour accord", date et signature

..... / ..... / .....

Télécharger
Partager
Signer

IN TECH RENOVATION

Devis

N° D202500411
En date du : 27/01/2025
Valable jusqu'au : 26/02/2025

RGE QUALIBAT

IN'TECH RENOVATION
1 rue des Alpes
68390 Sausheim
Tél : 0662689094
Email : contact@intechrenovation.fr

Association de Gestion du Musée de L'automobile
192 Avenue de Colmar
68100 Mulhouse
France
SIREN : 884632589

Espace Jean Bugatti 64

N°	DÉSIGNATION	QTÉ	U.	PRIX U.	TVA	TOTAL HT
1	Plâtrerie et isolation					19 569,39 €
1.1	Fourniture et pose de plafond sur ossature métallique, 1 plaque de plâtre standard BA 13 vissée sur montant M100 entraxe 0.60 m, suspente entraxe 1,20 m, fixée sur solivage et traitement des joints.	210,65	m²	66,00 €	20,00 %	13 902,90 €
1.2	ISOCONFORT 32 revêtu kraft épaisseur 200 mm R = 6.25 panneau semi-rigide à dérouler en laine de verre revêtu kraft	210,65	m²	26,90 €	20,00 %	5 666,49 €

Adresse du chantier
192 Av. de Colmar
68100 Mulhouse

Conditions de paiement
Acompte de 40 % à la signature soit 9 393,31 € TTC
Acompte de 30 % au démarrage soit 7 044,98 € TTC
Acompte de 20 % à l'avancement soit 4 696,66 € TTC
Reste à facturer : 2 348,32 € TTC
Méthodes de paiement acceptées : Virement bancaire.
Paiement des factures à réception

Montant final des travaux :
Métré réel suivant relevé après réalisation des travaux

A votre charge :
Autorisation d'accès sur chantier
Accès à un point d'eau potable
Accès à une prise électrique 230 VAC - 16A
Les zones à traiter doivent être libre de tout encombrement

Conditions d'intervention :
Sont uniquement compris dans nos prix les interventions pendant les heures ouvrées (du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00)

Total net HT	**19 569,39 €**
TVA 20,00 %	3 913,88 €
Total TTC	**23 483,27 €**
NET À PAYER	23 483,27 €

Pour le client

Mention "Reçu avant l'exécution des travaux, bon pour accord", date et signature

..... / ..... / .....

Télécharger
Partager
Signer

IN TECH RENOVATION

Devis

N° D202500410
En date du : 27/01/2025
Valable jusqu'au : 26/02/2025

IN'TECH RENOVATION
1 rue des Alpes
68390 Sausheim
Tél : 0662689094
Email : contact@intechrenovation.fr

Association de Gestion du Musée de L'automobile
192 Avenue de Colmar
68100 Mulhouse
France
SIREN : 884632589

ISSOTTA FRASCHINI

N°	DÉSIGNATION	QTÉ	U.	PRIX U.	TVA	TOTAL HT
1	Plâtrerie et isolation					18 737,93 €
1.1	Fourniture et pose de plafond sur ossature métallique, 1 plaque de plâtre standard BA 13 vissée sur montant M100 entraxe 0.60 m, suspente entraxe 1,20 m, fixée sur solivage et traitement des joints.	201,70	m²	66,00 €	20,00 %	13 312,20 €
1.2	ISOCONFORT 32 revêtu kraft épaisseur 200 mm R = 6.25 panneau semi-rigide à dérouler en laine de verre revêtu kraft	201,70	m²	26,90 €	20,00 %	5 425,73 €

Adresse du chantier
192 Av. de Colmar
68100 Mulhouse

Conditions de paiement
Acompte de 40 % à la signature soit 8 994,20 € TTC
Acompte de 30 % au démarrage soit 6 745,66 € TTC
Acompte de 20 % à l'avancement soit 4 497,11 € TTC
Reste à facturer : 2 248,55 € TTC
Méthodes de paiement acceptées : Virement bancaire.
Paiement des factures à réception

Montant final des travaux :
Métré réel suivant relevé après réalisation des travaux

A votre charge :
Autorisation d'accès sur chantier
Accès à un point d'eau potable
Accès à une prise électrique 230 VAC - 16A
Les zones à traiter doivent être libre de tout encombrement

Conditions d'intervention :
Sont uniquement compris dans nos prix les interventions pendant les heures ouvrées (du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00)

Total net HT	**18 737,93 €**
TVA 20,00 %	3 747,59 €
Total TTC	**22 485,52 €**
NET À PAYER	22 485,52 €

Pour le client

Mention "Reçu avant l'exécution des travaux, bon pour accord", date et signature

..... / ..... / .....

Télécharger
Partager
Signer

IN TECH RENOVATION

RGE QUALIBAT

Devis

N° D202500412
En date du : 27/01/2025
Valable jusqu'au : 26/02/2025

IN'TECH RENOVATION
1 rue des Alpes
68390 Sausheim
Tél : 0662689094
Email : contact@intechrenovation.fr

Association de Gestion du Musée de L'automobile
192 Avenue de Colmar
68100 Mulhouse
France
SIREN : 884632589

Espace Prestige
Espace Podium Royal
Espace Isotta Fraschini
Espace Jean Bugatti 64

N°	DÉSIGNATION	QTÉ	U.	PRIX U.	TVA	TOTAL HT
1	Peinture					14 616,23 €
1.1	Plafonds Finition B sur plaques de plâtre (solution aqueuse) comprenant : époussetage, impression, révision des joints, enduit non repassé, rebouchage, ponçage, époussetage, couche intermédiaire, couche de finition.	512,85	m²	28,50 €	20,00 %	14 616,23 €

Conditions de paiement

Acompte de 40 % à la signature soit 7 015,79 € TTC
Acompte de 30 % au démarrage soit 5 261,84 € TTC
Acompte de 20 % à l'avancement soit 3 507,90 € TTC
Reste à facturer : 1 753,95 € TTC
Méthodes de paiement acceptées : Virement bancaire.
Paiement des factures à réception

Montant final des travaux :
Métré réel suivant relevé après réalisation des travaux

A votre charge :
Autorisation d'accès sur chantier
Accès à un point d'eau potable
Accès à une prise électrique 230 VAC - 16A
Les zones à traiter doivent être libre de tout encombrement

Conditions d'intervention :
Sont uniquement compris dans nos prix les interventions pendant les heures ouvrées (du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00)

Total net HT	**14 616,23 €**
TVA 20,00 %	2 923,25 €
Total TTC	**17 539,48 €**
NET À PAYER	17 539,48 €

Pour le client

Mention "Reçu avant l'exécution des travaux, bon pour accord", date et signature

..... / ..... / .....

Télécharger
Partager
Signer

M. LE PRÉSIDENT : On reste dans les musées. On va au Musée National de l'Automobile, une subvention d'investissement cette fois-ci.

MME DHALLENNE : Le Musée National de l'Automobile collection Schlumpf, qui est un musée de France, vous le savez tous, dédié à l'histoire et à la conservation du patrimoine automobile, contribue à l'attractivité du territoire, et c'est dans le cadre de la compétence promotion du tourisme que nous soutenons ce musée dans ses travaux, en l'occurrence pour faciliter l'accès au public. Tout d'abord en modernisant l'espace Prestige pour garantir une accessibilité PMR, il y aura l'installation de rampes d'accès, d'ascenseurs et de plateformes élévatrices. Il y aura également, sur ce même site, la mise en place d'écrans numériques interactifs et une rénovation de la scénographie sera faite pour une meilleure mise en valeur des voitures. Également l'intégration de dispositifs de guidage audiovisuel adaptés aux différents handicaps. Le projet global se monte à 167 319 euros. La CeA y participe pour 13 % et m2A 45 % pour un montant total de 75 294 euros. Il y a également un deuxième sujet pour les travaux, c'est la sécurisation de la passerelle. La passerelle est désormais la célèbre façade du musée qui a été conçue par l'architecte Jean-François MILOU. Elle a été installée en 2006, elle est aujourd'hui déformée et glissante, donc dangereuse. Des travaux sont nécessaires pour un coût de 29 799 euros. La CeA y participe pour 25 % et m2A 63%. Pour 2025, il est donc proposé au Conseil d'Agglomération de verser une aide de 92 361 euros au Musée National de l'Automobile, collection Schlumpf.

M. LE PRÉSIDENT : Merci, Christine. Est-ce que vous avez des questions ? Des votes contre ou des abstentions ?

Pour : 74 + 8 procurations.
Ne prennent pas part au vote (12) : Christine DHALLENNE, Gilbert FUCHS, Anne-Catherine GOETZ, Hugues HARTMANN, Fatima JENN, Rémy NEUMANN, Thierry NICOLAS (représenté par Florian COLOM), Pierre LOGEL, Roland ONIMUS, Catherine RAPP, Jean-Luc SCHILDKNECHT et Fabienne ZELLER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

38° ASSOCIATION POUR LE MUSÉE DE L'IMPRESSION SUR ÉTOFFES : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT 2025 (7.5.6/2927C)

Le musée de l'impression sur étoffes est dédié à l'histoire et à la conservation de l'impression textile et contribue à l'attractivité du territoire. m2A, au titre de sa compétence « Promotion du Tourisme », soutient l'Association de gestion du musée dans ses projets de travaux.

1- Mise aux normes PMR

Depuis 2023, un changement est intervenu dans l'utilisation des sanitaires du musées. Des sanitaires situés sur l'inter-pallier sont désormais utilisés par les visiteurs. Or leur accessibilité reste à améliorer. Dans ce but, le musée s'oriente

vers l'installation d'un garde-corps et d'une main courante dans les escaliers du corps central du bâtiment.
Afin de réaliser cette opération d'accessibilité, le musée sollicite une subvention d'équipement à hauteur de 2.034 euros.

2- Travaux de sécurité et de sûreté du bâtiment

Suite au passage de la commission de sécurité des établissements recevant du public (ERP) les 9 novembre et 7 décembre 2023, une série de travaux de mise en conformité a été programmée. L'association a entamé plusieurs chantiers dont celui de la mise en conformité.

Après les travaux de mise à niveau des dispositifs d'éclairage dans les zones à risque et d'installations électriques non conforme, le musée prévoit le nettoyage approfondi du poste de haute tension (HTA) afin d'actualiser les certificats Q18 et Q19 demandés par la compagnie d'assurance du musée.

Afin de réaliser cette opération d'homologation, l'association sollicite une subvention en investissement à hauteur de 2.775 euros.

Si la majorité des extincteurs a été changée en 2023, de nouveaux types d'extincteurs sont nécessaire afin d'actualiser la certification Q4N4 demandée par la compagnie d'assurance. Pour cela, l'association sollicite une subvention d'équipement à hauteur de 1.853 euros.

Enfin, la commission ERP a signalé à plusieurs reprises l'impossibilité d'entretenir les détecteurs de fumée sous la verrière du second étage placés à une hauteur qui ne permet pas aux agents de maintenance d'y accéder. Le MISE prévoit l'acquisition d'un dispositif d'accès pour réaliser cet entretien de type échelle.
Pour procéder à cet achat, l'association sollicite une subvention d'équipement à hauteur de 1.728 euros.

3- Achat de matériel de conservation

Plusieurs matériels défectueux doivent être remplacés dans la réserve externalisée du musée : congélateur pour stopper les infestations, armoire sécurisée pour stocker les solvants ainsi que du matériel de conditionnement.
Pour réaliser cette opération, l'association sollicite une subvention d'équipement à hauteur de 4.297,26 euros.

Pour 2025, il est proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer à l'association du musée de l'impressions sur étoffes, une aide financière globale de 12.687,26 €, selon projet de convention ci-après annexé.

Les crédits sont inscrits au budget 2025 :
Chap.204/ Compte 20422/Fonction 314
Service gestionnaire A141
Enveloppe : 8135

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- attribue à l'Association pour le Musée de l'Impression sur Etoffes, une subvention d'équipement et d'investissement d'un montant global de 12.687,26 €,
- approuve la convention d'attribution de subvention pour la réalisation de ces projets,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention ainsi que toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

PJ : (2)

- projet de convention
- contrat d'engagement républicain

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Direction Tourisme et Musées
A141-LD/AF

CONVENTION

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », représentée par son Président, M. Fabian JORDAN ou son Vice-Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 8 décembre 2025 et désignée sous le terme « m2A »
D'une part,

Et :

L'Association du Musée de l'Impression sur Etoffes, ayant son siège social au 14 rue Jean-Jacques Henner, 68200 MULHOUSE, représentée par son Président M. Roland ONIMUS dûment habilité par le Conseil d'Administration et désignée sous le terme l'« ASSOCIATION »

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le Musée de l'impression sur étoffes (MISE) constitue un élément majeur de l'attractivité du territoire sur le plan touristique et culturel. Sa collection est le témoin de l'histoire industrielle du territoire et constitue un patrimoine essentiel.

Suite au passage de la commission de sécurité ERP les 9 novembre et 7 décembre 2023, une série de travaux de mise en conformité ont été programmés. La direction poursuit en 2025 cette démarche par l'achat d'extincteur permettant l'actualisation de la certification Q4N4 en vigueur, ainsi que le nettoyage du poste HTA qui attrait aux certifications Q18 et Q19. C'est également l'accessibilité aux détecteurs incendies pour une bonne maintenance qui sera désormais possible de réaliser grâce à l'acquisition d'une échelle grande hauteur.

Afin d'améliorer la sécurité des visiteurs, l'Association investit dans l'installation d'un garde-corps et d'une main courante dans la partie basse de l'escalier d'honneur. Ce passage déjà régulièrement emprunté dans le parcours de visite, est désormais incontournable aux visiteurs qui se rendent aux toilettes qui sont situés sur le palier intermédiaire.

C’est aussi du matériel de conservation renouvelé que l’Association entend acquérir pour sa réserve externalisée.

Compte tenu de l'intérêt de cet équipement pour le développement du tourisme sur le territoire de m2A, celle-ci a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

Article 1er : Objet de la convention

La convention a pour objet d’allouer au musée de l’impression sur étoffes une aide financière pour les travaux concernant :

- L’installation de garde-corps et d’une main courante dans les escaliers menant à l’escalier d’honneur.
- La mise à niveau de son parc d’extincteurs.
- Le nettoyage approfondi du poste HTA.
- L’acquisition d’une échelle grande hauteur.
- L’acquisition d’un congélateur et d’une armoire sécurisé pour les solvants utiles au personnel scientifique.

Article 2 : Montant de la subvention et conditions de paiement

Pour 2025, m2A verse à l’association une subvention d’investissement d’un montant de 12.687,26 €, approuvé par le Conseil d’Agglomération du 8 décembre 2025.

L’affectation de cette subvention par l’association devra respecter les stipulations indiquées dans la délibération n° 2927C.

La subvention est virée au compte de l’association selon les procédures et délais comptables en vigueur en une seule fois après justification de la fin des travaux par la présentation d’un état récapitulatif du coût définitif des travaux mentionnés à l’article 1er de la présente convention, assorti de factures acquittées, et certifié par le comptable de l’association :

La subvention est virée au compte de l’association :

Code banque : 14707- Code guichet 50821 - Numéro de compte 49195128929 Clé RIB : 17 - Raison sociale, adresse de la banque : BP Alsace Lorraine Champagne.

Article 3 : Reddition des comptes, contrôle des documents financiers

En contrepartie du versement de la subvention, l'association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre un compte rendu financier et un compte rendu d’exécution des actions menées avant le 30 juin de l’année suivant celle de la subvention,
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l’exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité,

- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de m2A, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

En particulier, le versement de la subvention interviendra après justification de la fin des travaux par la présentation de factures acquittées.

L'association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

Article 4 : Communication

L'association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de m2A, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

Article 5 : Assurance

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Article 6 : Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Durée de la convention - résiliation

La présente convention est consentie et acceptée jusqu'à l'achèvement des travaux mentionnés et du versement effectif de la subvention.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

S'il est établi que l'association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les

conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

<u>Article 8</u> : Annexes

- Contrat d'engagement républicain
- Tableau des devis

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération le Président,	l'Association du Musée de l'impression sur étoffes le Président,
Fabian JORDAN	Roland ONIMUS

Musée de l'impression sur étoffes

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Mulhouse , le 01.02.2025

Le (la) Président(e)

ONIMUS Roland

Inscrire la mention "Lu et approuvé"

Signature et cachet

Lu et approuvé

M. LE PRÉSIDENT : Association pour le musée de l'impression sur étoffes, Christine.

MME DHALLENNE : Le musée d'impression sur étoffes, le MISE, est dédié à l'histoire et à la conservation de l'impression du textile. C'est également un musée de France, il contribue à l'attractivité de notre territoire. m2A intervient au titre de sa compétence promotion touristique et tourisme. Dans un premier temps, afin de faciliter l'accès aux sanitaires, le musée a acquis un garde-corps et une main courante pour un montant de 2 034 euros. La commission de sécurité ERP souhaite qu'un certain nombre de travaux soient faits. Pour l'homologation du dispositif d'éclairage et le nettoyage du poste de haute tension, l'association nous sollicite pour une subvention de 2 775 euros. Pour la mise en conformité des extincteurs, 1 853 euros. Pour l'achat d'une échelle afin d'entretenir les détecteurs de fumée, 1 728 euros. Il y a également des investissements pour le matériel de conservation, l'acquisition d'un congélateur pour stopper les infestations des tissus, une armoire pour stocker les solvants, pour un montant total de 4 297,26 euros. Pour 2025, il est donc proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer une subvention à l'association du MISE pour un montant total de 12 687,26 euros.

M. LE PRÉSIDENT : Merci pour cette présentation. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 80 + 10 procurations.
Ne prennent pas part au vote (6) : Christine DHALLENNE, Gilbert FUCHS, Hugues HARTMANN, Fabian JORDAN, Michèle LUTZ et Roland ONIMUS.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

39° ASSOCIATION DE GESTION DU MUSÉE DE L'IMPRESSION SUR ÉTOFFES : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2026 (7.5.6/3003C)

Le musée de l'impression sur étoffes, possède l'appellation « Musée de France » et fait partie du pôle des 10 musées présents sur le territoire. Il constitue un élément majeur de l'attractivité du territoire sur le plan touristique et culturel. Sa collection est le témoin de l'histoire industrielle du territoire et constitue un patrimoine essentiel.
Mulhouse Alsace Agglomération soutient également le musée dans son fonctionnement général et la conservation de son patrimoine textile et souhaite relever le musée des graves difficultés qu'il a connues ces dernières années.

Afin de maintenir sa fréquentation et améliorer son attractivité auprès des publics, le musée met en place des activités culturelles et pédagogiques en lien avec le service commun des publics de m2A. L'institution participe en outre aux évènements nationaux et européens facilitant l'accessibilité pour tous les publics au musée :

- programmation annuelle d'ateliers artistiques et plastiques pour adultes et enfants autour des arts de l'impression, de la teinture et de dessin textile, ainsi qu'à l'ennoblissement des étoffes et des arts textiles de manière plus générale,
- médiation auprès des publics scolaires de l'enseignement secondaire et supérieur par le biais de conventions pédagogiques,
- participation à la 22e édition de la Nuit Européenne des Musées le 23 mai 2026 en lien avec les musées du territoire sur la thématique de la photo avec la coordination du service tourisme et musées de m2A,
- participation à la 43e édition des Journées Européennes du Patrimoine qui se dérouleront le 19 et 20 septembre 2026.

Afin de soutenir le musée dans ses missions de service public, il est proposé au Conseil de verser une subvention à hauteur de 155 000 € au vu de la demande formulée par l'association.

Les crédits nécessaires au versement de la contribution sont inscrits au budget 2026.

Imputation budgétaire :
Chapitre 65 - article 65748 – fonction 314
Service gestionnaire et utilisateur A141
Ligne de crédit n°3854

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- attribue à l'association du musée de l'impression sur étoffes une subvention de fonctionnement d'un montant de 155 000 € sous réserve du vote des crédits nécessaires,
- autorise le Président ou son représentant à signer les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (2)

- Une convention
- Un contrat d'engagement républicain

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICES
A LA POPULATION
Direction attractivité, développement
touristique et culturel
Service Tourisme et Musées
LD/AF

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », dont le siège social est situé au 9 Avenue Konrad Adenauer à Sausheim (68390) représentée par son Président, M. Fabian JORDAN ou son Vice-Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 8 décembre 2025 et désignée sous le terme « m2A »
D'une part,

Et

L'Association du musée de l'Impression sur étoffes, ayant son siège social 14 rue Jean-Jacques Henner 68100 Mulhouse, représentée par son Président, M. Roland ONIMUS et désignée sous le terme « l'Association »
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'Association a pour but la conservation, l'étude, l'enrichissement et la diffusion de ses collections et la gestion de l'équipement du musée.

Compte tenu de l'intérêt de cette gestion pour le développement du tourisme sur son territoire, m2A a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

Pour 2026, m2A verse à l'Association une subvention de fonctionnement d'un montant de 155 000 €, approuvée par le Conseil d'Agglomération du 8 décembre 2025 sous réserve du vote des crédits nécessaires lors du budget primitif 2026. L'affectation de cette subvention par l'Association devra respecter les stipulations indiquées dans la délibération n°3003C.

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de définir les conditions dans lesquelles m2A apporte son soutien financier à l'association dans le cadre de ses activités muséales pour l'année civile 2026.

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

Article 3 : MISSIONS ET OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION

L'association a pour mission d'assurer et de maintenir son activité muséale conformément aux règles énoncées dans le code du patrimoine pour les musées de France (LIVRE IV : MUSEES articles L410-1 à L452-4) :

- Le maintien de son personnel à un niveau de compétence et d'expertise suffisant afin de répondre aux exigences de gestion et de conservation du patrimoine dont elle a la charge.
- D'assurer la maintenance, la sécurité et le bon fonctionnement du musée.
- De proposer aux publics une offre culturelle et pédagogique de qualité.
- De contribuer à l'attractivité du territoire en prenant part aux évènements engageant la politique culturelle nationale favorisant l'accessibilité pour tous à la Culture.

Article 4 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à assurer les missions d'un musée de France telles qu'énoncées dans le code du patrimoine à savoir : conserver, étudier, enrichir et diffuser ses collections.

D'autre part, l'association s'engage à :

- Participer à la Nuit Européenne des Musées et aux Journées Européennes du Patrimoine en proposant la gratuité ou un tarif préférentiel aux visiteurs.
- Participer à la Journée des Enfants du patrimoine et offrir la gratuité au public scolaire lors de l'opération.
- Mettre à disposition gratuitement une fois par an la salle Ratti et la salle de conférence pour des manifestations m2A.
- Coopérer aux travaux communs en matière de conservation et de médiation qui animent le réseau des musées du territoire de m2A.
- Contribuer à la campagne annuelle de communication et de sensibilisation aux métiers du patrimoine (acquisition, conservation, restauration, inventaire et récolement, etc.) animée par le service Tourisme et Musées de m2A.

Article 5 : ENGAGEMENTS DE M2A

M2A conservera tout au long de la durée de la présente convention un contact régulier et un suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue du fonctionnement du musée.

Dans le cadre de son service Tourisme et Musées, m2A apporte à l'Association conseil et ingénierie à la réalisation des missions et objectifs décrits dans l'article 3.

Dans le but de donner à l'Association les moyens nécessaires pour exercer sa mission dans le respect des objectifs prévus dans la présente convention, m2A lui verse une subvention.

Article 6 : MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Il est demandé à l'Association de présenter la programmation et les activités prévisionnelles de l'année n+1 qui seront mises en place conformément aux missions du musée.

Le montant de cette subvention sera défini sur la base de la demande d'une subvention étayée et du budget prévisionnel présenté par l'Association, et fera l'objet d'un examen suivant les critères définis par m2A :

- Garantir la sécurité des personnes et des collections.
- Assurer à l'entretien et la rénovation des bâtiments.
- Appuyer l'écoconception des projets, y compris d'exposition, et la transition énergétique.
- S'inscrire dans les axes du Schéma de développement culturel et touristique de m2A :
    - Conserver, inventorier et récoler, enrichir, restaurer les collections.
    - Se doter d'une programmation culturelle clairement définie qui valorise les collections vers les publics.
    - Mettre en place des projets d'éducation artistique et culturelle dans une perspective d'accès pour tous à la culture.
    - Professionnaliser les missions.
    - Participer à la vie du réseau, notamment dans le cadre d'actions transversales et communes participant à l'attractivité du territoire en tant que pôle muséal.
    - Inscrire les projets dans une communication mettant en valeur la narration culturelle du territoire.

L'Association utilisera cette subvention dans le respect des dispositions de la présente convention et ne pourra pas reverser tout ou partie, à d'autres organismes, la subvention accordée.

En cas de résiliation de la convention ou de dissolution de l'association, celle-ci devra restituer la subvention, pour la part non utilisée à m2A.

Article 7 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

La subvention fera l'objet d'un versement effectué par le trésorier de m2A, selon les procédures comptables en vigueur.

La subvention, votée lors de l'assemblée délibérante, est versée dès signature de la présente convention et sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours et du bilan financier de l'année précédente.

Il est à noter que le versement ne se fera que sous réserve de l'inscription des crédits au budget et qu'après validation de l'ensemble de ces sommes par l'assemblée délibérante.

Les montants peuvent être soumis à modification par voie d'avenant, le cas échéant.

Le versement de cette subvention sera effectué sur le compte de l'association :
Code banque : 14707 – Code guichet : 50821 – Numéro de compte : 49195128929 Clé RIB : 17– Raison sociale et adresse de la banque : BP Alsace-Lorraine Champagne

Article 8 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à apposer le logo de m2A sur les productions (dossiers de presse, tracts, affiches...) liées aux actions définies à l'article 3 de la présente convention et à faire valoir la participation de m2A dans l'ensemble de ses actions de communication.

Article 9 : EVALUATION ET SUIVI FINANCIER DE L'ASSOCIATION

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra produire et transmettre au service Tourisme et Musées de m2A les documents permettant un suivi des activités et leur évaluation qualitative, technique et financière dans le respect de ses engagements vis-à-vis de la collectivité.

9.1. Suivi des activités de l'association

Dans le cadre du suivi des activités de l'association, celle-ci devra produire **semestriellement** un bilan de la programmation et des activités en cours (à transmettre avant le 31 juillet) comportant au minimum les informations suivantes :

- Chiffres de fréquentation en lien avec la grille d'indicateurs telle que définie par le service Tourisme et Musées à l'annexe 1.
- Compte-rendu qualitatif et financier de la programmation et des activités réalisées au cours du premier semestre grâce aux moyens d'évaluation définis à l'annexe 2.

De plus, l'Association devra transmettre avant le 31 juillet un bilan annuel

comportant :

- Rapport d'activité de l'année exécutée.
- Etat de l'organigramme et des fonctions des agents (salariés, prestataires, bénévoles, mécénat de compétence, etc.) affectés aux activités définies à l'article 3.

9.2. Suivi financier de l'association

Pour permettre la vérification des conditions financières et techniques, l'Association devra transmettre avant le 31 juillet de l'année en cours :

- Une copie certifiée de son budget analytique de l'année en cours voté par la gouvernance de l'Association.
- Le bilan et le compte de résultat détaillés de l'Association de l'année précédente, comprenant l'ensemble des activités de l'Association y compris celles n'étant pas financées par m2A.
- Les comptes analytiques de l'année précédente, pour chaque activité gérée par l'Association.
- Le rapport du commissaire aux comptes de l'année précédente.

En outre, l'Association s'engage à déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 3 notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

La collectivité a le droit de contrôler les renseignements donnés notamment dans le compte rendu d'activités et de faire procéder à tout audit qu'elle jugera utile, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'Association et du respect de ses engagement vis-à-vis de la collectivité.

Le contrôle pourra porter sur l'année en cours et les années précédentes.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe m2A sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Article 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 12 : RESPONSABILITES

L'aide financière apportée par m2A aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

L'Association est responsable de son bon fonctionnement dans le cadre des stipulations de la présente convention. Elle fera son affaire de l'obtention de toutes autorisations administratives ou autres, nécessaires à l'utilisation des lieux utilisés pour l'activité. Elle devra prendre en particulier toutes dispositions pour qu'elle soit agréée par les autorités compétentes (règlementation ERP, code du travail…).

L'association fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation. La responsabilité de m2A ne pourra être recherchée à l'occasion des litiges provenant de la gestion de l'Association.

L'Association est seule responsable vis-à-vis des usagers et des tiers et de m2A de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit. Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront les différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

Article 13 : REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

L'Association devra reverser en tout ou partie la subvention octroyée par m2A dans les hypothèses suivantes :

- Les sommes n'ont pas été utilisées conformément à l'objet pour lequel elles avaient été versées, tel que défini aux articles 1 et 3.
- En cas de non-exécution des dispositions de l'article 8 (évaluation et suivi financier de l'Association) c'est à dire si les pièces, documents ou justificatifs n'ont pas été présentés ou se révèlent être volontairement erronés.
- Si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.
- S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

La décision de m2A intervient après examen des justificatifs présentés par l'Association et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par m2A.

Article 14 : RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Article 15 : CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, l'association s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit.

Article 16 : LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,	Pour l'Association du Musée de l'impression sur étoffes,
le Président	le Président
Fabian JORDAN	Roland ONIMUS

Musée de l'impression sur étoffes

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Mulhouse , le

Le (la) Président(e)

ONIMUS Roland

Inscrire la mention "Lu et approuvé"

Signature et cachet

Lu et approuvé

M. LE PRÉSIDENT : Même exercice, cette fois-ci en subvention de fonctionnement.

MME DHALLENNE : Oui, donc toujours pour le MISE, le musée de France fait partie de nos dix musées du territoire que l'on soutient au titre de l'attractivité du territoire sur le plan touristique. Nous vous proposons ce soir de verser une subvention de fonctionnement pour 2026 d'un montant de 155 000 euros afin de soutenir le musée dans son fonctionnement général et la conservation de son patrimoine. Le MISE propose une programmation variée et interactive qui s'adresse à tous les publics, notamment des programmations annuelles d'ateliers artistiques et plastiques autour des arts d'impression, la médiation auprès des publics scolaires, et ce musée est traditionnellement dynamique lors des événements que l'on fait en lien aussi avec les autres musées du territoire, et je vous annonce aujourd'hui que la nuit européenne du musée qui aura lieu le 23 mai 2026 aura pour thème la photo, et la 43ème journée européenne du patrimoine qui aura lieu le 19 et le 20 septembre sera également en partenariat avec tous les musées Afin de soutenir le MISE, il est proposé ce soir de verser 155 000 euros de subvention de fonctionnement.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Christine. Des questions ? Maëlle PAUGAM.

MME PAUGAM : Oui, merci. Merci Madame DHALLENNE pour ces présentations. Lors du vote de la subvention 2025 au MISE en mars dernier, j'étais intervenue pour demander des précisions sur l'adéquation du projet du musée avec ses moyens qu'on sait très serrés, et je vous avais interrogé aussi sur la possibilité d'établir une convention pluriannuelle pour ce musée d'importance dans le contexte sensible qu'on lui connaît. Notre échange en mars dernier avait conclu au lancement des ateliers pour le pôle muséal au sein de notre Agglomération et donc nous allons conclure cette séquence ce mercredi avec le quatrième et dernier atelier de synthèse, et je tiens déjà à vous remercier ainsi que les services de m2A pour la qualité du travail réalisé, les perspectives que cela a pu ouvrir, et alors sans déflorer forcément déjà la synthèse et les conclusions de cet atelier on sent déjà qu'un renforcement de la mutualisation des moyens pour l'avenir de nos musées, et en particulier en matière de conservation apparaît comme un enjeu stratégique important auquel nous devrons collectivement nous atteler et qui concerne tout particulièrement certainement le MISE. Donc je me permets de vous poser la question au regard de ces considérations : pouvez-vous déjà nous partager peut-être votre vision sur les leviers justement de mutualisation qui seront particulièrement aidants pour le projet du MISE, et notamment dans une logique de tâcher de soulager un maximum les contraintes financières fortes qui vont avec ? Et finalement, discuter un peu là ensemble sur les principaux enjeux que vous voyez aujourd'hui sur ce projet et qui peuvent être justement difficiles à sécuriser dans l'avenir dans un contexte financier où on sait qu'aujourd'hui, pour les enjeux culturels, bien qu'on ne soit pas les plus en difficulté au niveau national, cela reste très compliqué. Et donc, voilà, savoir si vous aviez aussi de la visibilité sur l'éventualité d'une convention pluriannuelle pour vraiment sécuriser les moyens un peu plus sur le long terme pour ce musée, et savoir en particulier la visibilité qu'on pouvait avoir des autres financeurs institutionnels sur ce type de projet. Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci à vous. Roland ONIMUS.

M. ONIMUS : Comme vous le savez tous, la problématique se situe sur le point de vue financier. Tout le monde le sait, aujourd'hui le MISE tourne, marche bien. Au niveau des entrées je vais juste faire un comparatif rapidement, 2024 nous avons fait 12 035 entrées fin août, je ne comptabilise pas d'août à décembre, aujourd'hui fin août nous étions à 9 055 entrées. Là aussi, la subvention, je dirais chaque euro que nous avons, on fait attention à chaque euro. Au niveau de la perspective future pour 2026, nous allons essayer, je dis bien, d'organiser deux expositions, une exposition sur l'historique de Texunion, sous forme de photos, et une seconde exposition, toujours sous forme de photos, avec les établissements de Munster il me semble avec les amis du musée. Aujourd'hui, sans cette subvention, on serait quelque part en difficulté, il ne faut pas se cacher. Le bâtiment, il est tel quel, c'est un très joli bâtiment, malheureusement, c'est une passoire. Voilà, donc les perspectives pour 2026, on est bien sur deux expositions, deux petites expositions. On vient de terminer l'exposition sur les tissus, sur les wax, qui a très bien fonctionné. On a le marché de Noël qui tourne vraiment très bien. On fait le maximum pour qu'on tienne ce musée.

MME DHALLENNE : Je vais compléter effectivement. Merci pour vos propos concernant le travail qui a déjà été effectué, nos ateliers-projets ont eu un vif succès et la concertation entre toutes les personnes ont apporté effectivement beaucoup d'eau à notre moulin et toutes nos structures, tous nos musées sont effectivement fédérés ensemble pour qu'on travaille et qu'on avance sur ce sujet. Donc je ne vais pas déflorer non plus le résultat du dernier atelier-projet qui aura lieu mercredi. C'est aussi pendant cette soirée qu'on va aboutir effectivement à mettre en place certaines choses et l'évolution est quand même assez positive parce qu'on a fait un grand chemin dans nos démarches, dans les travaux qui ont été effectués. On sait que les musées de plus en plus travaillent ensemble et sont vraiment de manière fédérative sur certains sujets dans un avenir très positif effectivement pour travailler sur certains sujets, et je pense qu'au fur et à mesure du temps qui passe les liens vont se resserrer de plus en plus et la collaboration va être de plus en plus serrée entre toutes les structures

M. ONIMUS : Juste un autre élément que je peux vous apporter. Fin août 2025, la fréquentation globale des musées du territoire se situe à un niveau solide, avec une majorité des établissements ayant déjà atteint entre 70 et 80 % de leur fréquentation annuelle 2024.

MME DHALLENNE : Après, si je peux me permettre, effectivement, fin août, nous aurons encore trois mois qui sont plutôt creux, mais avec une période de Noël, peut-être, qui va booster l'entrée dans les musées. Bien sûr, il y a une avance significative sur le Musée de l'Automobile en termes de fréquentation, mais aussi sur notre musée de la Mine, qui a une large avance sur les fréquentations, et on sait que tous les musées aujourd'hui sont stables par rapport à l'année passée et il n'y en a pas un qui est en perte de vitesse.

M. LE PRÉSIDENT : Ok, merci beaucoup c'est un travail je dirais de mutualisation sur tous les sujets qui sont de conservation ; projet culturel, scientifique ; médiation au public, en fin de compte « le faire ensemble », il faut le développer davantage mais comme tu disais, c'est mercredi la suite de l'histoire. Merci beaucoup. D'autres interventions encore ou on peut passer au vote de cette subvention de fonctionnement ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 78 + 11 procurations.
Ne prennent pas part au vote (6) : Christine DHALLENNE, Gilbert FUCHS, Hugues HARTMANN, Fabian JORDAN, Michèle LUTZ et Roland ONIMUS.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

40° NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN : CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE M2A HABITAT (8.5/3024C)

Dans le cadre du projet du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) porté par Mulhouse Alsace Agglomération, m2A Habitat mène une réhabilitation lourde de ses patrimoines les plus anciens :

- Drouot – Jardins du Drouot – 814 logements
- Drouot – Bateliers Chalindrey – 98 logements
- Péricentre – Wolf 1 – 209 logements
- Péricentre – Wolf 2 – 52 logements
- Péricentre – Cité Sellier – 148 logements

Ces actions s'inscrivent dans les orientations stratégiques de Mulhouse Alsace Agglomération en matière de transition énergétique, de lutte contre la précarité énergétique, d'équilibre social de l'habitat et de renouvellement urbain.

Par les délibérations du 14 décembre 2020 et du 16 octobre 2023 approuvant respectivement la convention initiale du NPNRU et son premier avenant, Mulhouse Alsace Agglomération a approuvé un co-financement des opérations d'un montant total de 2 373 500 €.

Afin de lisser la contribution financière de l'Agglomération et de garantir une programmation pluriannuelle soutenable pour Mulhouse Alsace Agglomération comme pour m2A Habitat, il est proposé de réaliser une convention pluriannuelle de financement lissant les concours financiers attribués jusqu'à la fin de l'exercice du programme de renouvellement urbain, selon l'échéancier suivant :

- 2025 : 300 000 €
- 2026 : 430 000 €
- 2027 : 430 000 €
- 2028 : 430 000 €
- 2029 : 400 000 €
- 2030 : 383 500 €

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025 et au sein du Programme Pluriannuel d'Investissement sur la ligne de crédits suivante d'investissement :
Ligne de crédit n° 326270 – NPNRU – OPERATIONS M2A HABITAT
Chapitre 204 – article 2041582 – fonction 501
Service gestionnaire : A524 – Habitat et Renouvellement Urbain

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le projet de convention pluriannuelle de financement des opérations de renouvellement urbain menés par m2A Habitat ;
- autorise le Président ou son Vice-Président délégué à formaliser et signer le présent projet de convention.

PJ : (1)

- Convention pluriannuelle de financement m2A Habitat

53 – Direction Urbanisme, Aménagement et Habitat
535 – Habitat

Réf. :

PROJET DE CONVENTION PLURIANNUELLE DE FINANCEMENT M2A HABITAT RENOUVELLEMENT URBAIN - REHABILITATION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE SOCIAL ET RECONSITUTION DE L'OFFRE

PROJET

Entre d'une part

Mulhouse Alsace Agglomération, ayant son siège 9 avenue Konrad Adenauer, 68390 Sausheim représentée par son Vice-Président, M. Vincent HAGENBACH, dûment habilité à intervenir conformément à l'arrêté de délégation de fonction du 11 juillet 2020, désignée ci-après sous le terme « m2A »,

et d'autre part

m2A-Habitat, ayant son siège 20 boulevard de la Marseillaise à Mulhouse, représentée par son Directeur Général, Eric PETER, désigné ci-après sous le terme « Le Bénéficiaire »,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de m2A et de m2A Habitat dans le cadre du financement des opérations de réhabilitation énergétique du parc social menées dans au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain porté par l'Agglomération :

- Drouot – Réhabilitation de l'Ancien Drouot – 814 logements
- Drouot – Réhabilitation Bateliers Chalindrey – 98 logements
- Péricentre – Réhabilitation Wolf 1 – 209 logements
- Péricentre – Réhabilitation Wolf 2 – 52 logements
- Péricentre – Réhabilitation Cité Sellier – 148 logements

Ces actions s'inscrivent dans les orientations stratégiques de m2A en matière de transition énergétique et de lutte contre la précarité énergétique.

Article 2 – Montant et échelonnement de la subvention

m2A attribue à m2A Habitat une subvention totale de **2 373 500 €** au titre des opérations mentionnées à l'article 1, dans le cadre des co-financements accordés par m2A au titre du programme de renouvellement urbain et des modalités d'attributions de l'Aide Communautaire au Logement dans les conditions validées lors du Conseil d'Agglomération du 16 juin 2025.

A titre indicatif, la décomposition de la subvention totale est la suivante :

- Drouot – Réhabilitation de l'Ancien Drouot – 814 logements : 1 613 000 €
- Drouot – Réhabilitation Bateliers Chalindrey – 98 logements : 147 000 €
- Péricentre – Réhabilitation Wolf 1 – 209 logements : 313 500 €
- Péricentre – Réhabilitation Wolf 2 – 52 logements : 78 000 €
- Péricentre – Réhabilitation Cité Sellier – 148 logements : 222 000 €

Afin de lisser l'effort financier et de garantir une programmation pluriannuelle soutenable, la subvention sera répartie sur les exercices budgétaires 2025 à 2030 de la manière suivante :

- 2025 : 300 000 €
- 2026 : 430 000 €
- 2027 : 430 000 €
- 2028 : 430 000 €
- 2029 : 400 000 €
- 2030 : 383 500 €

En contrepartie du lissage du financement des opérations listées à **l'article 1**, m2A Habitat renonce à demander individuellement une Aide Communautaire au Logement pour ces opérations.

Article 3 – Modalités de versement

La subvention est versée annuellement sur présentation :

- d'un ordre de service ou d'un justificatif de démarrage des travaux (pour les opérations engagées dans l'année),
- des Comptes Rendus d'Exécution Annuelle (et les annexes afférentes) des différentes opérations
- d'une demande écrite du Bénéficiaire accompagnée d'un RIB,
- des justificatifs financiers relatifs à l'avancement de l'opération.

PROJET

Article 4 – Reddition des comptes et contrôle
Le Bénéficiaire transmettra chaque année à m2A :

- un compte-rendu d'exécution et un état financier détaillé des opérations,
- son bilan, son compte de résultat certifié et le rapport d'activité,
- toute modification statutaire ou de gouvernance pertinente.

Le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la mention **« Avec le soutien de Mulhouse Alsace Agglomération »** sur toute communication relative aux opérations subventionnées. m2A pourra exercer à tout moment un droit de contrôle sur l'utilisation des fonds publics.

Le Bénéficiaire s'engage à coopérer avec les organismes de contrôle habilités (juridictions financières, inspection générale des finances, etc.).

Article 5 – Responsabilité
L'aide financière apportée par m2A ne saurait engager sa responsabilité à l'égard de tiers, notamment en cas de difficultés techniques, juridiques ou financières rencontrées par le Bénéficiaire.

Article 6 – Durée et résiliation
La présente convention prend effet à sa signature et couvre la période 2025–2030.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des engagements, après mise en demeure restée infructueuse.

Article 7 – Non-exécution et reversements
En cas de non-réalisation totale ou partielle des opérations, le Bénéficiaire s'engage à rembourser à m2A les sommes indûment perçues.

Fait à Sausheim, le … en deux exemplaires.

Pour m2A-Habitat Le Directeur Général	Pour m2A Le Vice-Président
Eric PETER	Vincent HAGENBACH

PROJET

M. LE PRÉSIDENT : On passe à l'habitat-logement, et comme je l'avais dit en introduction, nous allons revenir évidemment sur les discussions que nous avons entamées tout à l'heure avec l'association « Vive les tours Plein Ciel ». Evidemment, il faut que l'on mette en place des rencontres avec l'association, on a décidé cela avec son Président tout à l'heure, Vincent va vous donner un peu plus de détails. Il est évident pour nous aussi de mettre en place des rendez-vous individuels pour toutes les personnes qui ont des cas particuliers, avec le Sous-Préfet, on va y travailler, mais évidemment on attend la décision de la justice en février qui va se prononcer. Pour nous, évidemment, ce sont des mesures d'accompagnement qu'il faut mettre en place, regarder de quelle manière. On ne peut pas rester insensible aux difficultés importantes de ces personnes. On est conscient des risques, des contraintes juridiques, mais cette détresse, parce que je pense qu'il faut l'appeler la détresse que vivent ces personnes et à laquelle nous sommes évidemment tous sensibles. Mais je vais laisser peut-être Vincent en parler un peu plus.

M. HAGENBACH : Merci, M. le Président. Alors, je vais juste faire un topo rapide sur les Tours Plein Ciel pour expliquer de quoi il en retourne exactement. Je voudrais d'abord que ce soit un sujet qui ne soit pas forcément un enjeu électoral avec le calendrier que nous avons devant nous, parce que je pense que la problématique humaine qu'il engendre mérite mieux que cela. La problématique des IGH est apparue en 2017, après qu'il y ait eu l'incendie, pour ceux qui se souviennent de l'histoire, qui était particulièrement important sur une tour à Londres qui a fait 80 morts, et quand on voit ce qui s'est passé la semaine dernière à Hong Kong, c'est 250 morts. Et donc il y a eu une commission d'enquête de pompiers qui a estimé que les tours Plein Ciel présentaient un grand danger. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'il y a eu une mise en carence qui a été faite par ce biais, parce que pour rendre les tours Plein Ciel à nouveau dans un cadre qui était estimé suffisamment protecteur par les pompiers, alors moi je donne simplement les chiffres tels qu'on nous les a présentés. On parlait d'une mise à un niveau qui nécessitait 40 millions d'euros, ou même un petit peu plus que 40, on est plutôt entre 45 et 50 millions d'euros pour les deux tours, on peut en discuter, ce n'est pas un problème, mais la question qui est certaine, c'est que vu la situation globale des 280 propriétaires, quel est le montant qui serait soutenable par ces copropriétaires ? Moi, la réponse, je ne l'ai pas. Tout à l'heure, M. SCHNEIDER me parlait de 2 fois 9 millions d'euros pour la remise en état. Je me pose la question : est-ce que 2 fois 9 millions d'euros seraient soutenables pour les copropriétaires ? Je n'ai pas la réponse. La mise en carence est passée en appel la semaine dernière, vous avez pu le voir dans les gros titres, et je pense que le résultat qui devrait sortir le 13 février nous permettra d'avancer. Donc aujourd'hui, c'est assez difficile de se prononcer quant à la suite réelle du dossier d'un point de vue protection des occupants. Concernant le second sujet, qui est d'ailleurs un des sujets qui nous a été présenté tout à l'heure et qui est le sujet qu'on retrouve dans la presse assez régulièrement, à savoir le montant de l'estimation des domaines. Je crois que nous sommes tous des élus, nous sommes tous des élus responsables et dans nos fonctions, nous avons tous à un moment donné ou à un autre connu des estimations faites par les domaines qui nous ont paru peut-être insuffisantes. Je crois qu'on est tous passés par là, mais c'est l'estimation des domaines sur laquelle il faut nous baser, en tant qu'élus local, cela nous arrive régulièrement. Ce qui est à dire, c'est que l'estimation telle qu'elle a été faite, et je ne défends absolument pas les domaines, j'essaie juste de comprendre la situation, fait suite à quelques cessions de biens qui ont été réalisées au sein même des tours Plein

Ciel, avec notamment des gens qui ont acquis des biens à des prix particulièrement bas, avec une explication qu'on peut trouver, et qui explique donc le prix bas qui a été acheté, mais donc l'ensemble du marché a été tiré vers le bas par ces acquisitions, certaines personnes ayant fait des acquisitions assez nombreuses, elles-mêmes ont tiré le marché vers le bas. Aujourd'hui, demander à ce qu'il soit plus haut, peut-être que cela se justifie, mais il y a une explication. Ce que je voudrais encore simplement rajouter à cela, et je serai prêt bien évidemment à répondre ensuite aux questions, il ne faut pas oublier que ces tours Plein Ciel, depuis deux ans, nécessitent, avec la mise en place du statut d'IGH, une prise en charge totale par l'État d'un piquet de sécurité dont le montant annuel s'élève entre 500 000 et 1 million d'euros par an. L'État avait mis 2 millions d'euros, si je ne me trompe pas, sur la table et n'ira pas au-delà de ces 2 millions d'euros, donc à partir de janvier, cela va être aux copropriétaires d'assumer le piquet de sécurité qui est indispensable au maintien de l'habitat sur ce site. Donc je pense qu'il y a un certain nombre de problèmes qui sont plus larges. Alors que les choses soient bien claires, je l'ai dit tout à l'heure et je vous le dis depuis 4 ou 5 ans au moins, en ce qui nous concerne à l'Agglomération, le problème de l'habitat est un problème qui est énorme. Quand on parle d'habitat social, c'est extrêmement complexe, mais nous avons le cadre lié à la présence d'un bailleur social. Quand on parle de copropriété, on sait bien que la problématique humaine de l'engagement qu'ont eu les gens pour acheter ces logements rend le dossier encore plus compliqué. Quelle solution faut-il prendre ? Je crois qu'il faut déjà attendre aujourd'hui que nous ayons les résultats de l'appel qui est programmé pour mi-février.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Des prises de parole ? Madame PAUGAM.

MME PAUGAM : Oui, je vous remercie. Tout d'abord, je tenais à vous remercier pour l'accueil que vous avez eu auprès des copropriétaires qui étaient là tout à l'heure, de les avoir écoutés, entendus. Et je pense qu'effectivement, le fait d'ouvrir aujourd'hui cette possibilité d'une rencontre et de quelque chose qui pourrait s'apparenter à la fameuse médiation qui a été relevée par le Président de la Cour vendredi est effectivement quelque chose qui est important. J'étais à l'audition et au moment où le juge a évoqué cette question-là, la réaction des gens dans la salle, qui étaient donc les copropriétaires, ils ont applaudi et je pense qu'il y a une vraie sincérité dans leur démarche, et vous l'avez dit il y a une forme de détresse, et du coup c'est vraiment cette question d'un échange entre personnes respectueuses et responsables qu'il faut engager, et je pense qu'aujourd'hui on y va et c'est important de se donner tous les moyens de trouver ce chemin qui est compliqué. Vous l'avez dit tout à l'heure aussi M. HAGENBACH, en matière d'habitat la question des copropriétés est très délicate et je tenais justement à relever aussi une remarque qui a été faite par l'avocat de m2A d'ailleurs vendredi sur finalement la confusion qui pourrait être faite ou en tout cas la question qui se pose du rôle de l'argent public dans cette histoire et donc forcément de cette question de comment on vient en soutien à une copropriété privée. Plus largement c'est la question du pouvoir public qu'il faut se poser dans cette affaire et qui est particulièrement compliquée et je pense que c'est avec aussi ce regard-là qu'il faut peut-être posément se poser la question de la médiation et de l'échange et de ce que les habitants attendent. Aujourd'hui, effectivement, c'est des copropriétaires privés. Mais est-ce qu'ils portent la responsabilité de la conception des immeubles dans lesquels ils ont acquis un logement ? Non. Et probablement, cette question-là, elle relève aussi de la responsabilité des pouvoirs publics, et à ce titre-là, je

pense qu'il y a une responsabilité collective et tout le monde doit prendre cela en considération. Donc je pense qu'effectivement, c'est important que cette médiation se mette en place. On n'a eu que de porter vraiment cette voie de la concertation et de la discussion depuis 2022 sur ce sujet, notamment pour ceux qui siègent avec moi au Conseil municipal à Mulhouse. Et voilà, donc on vous remercie de continuer dans cette voie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

M. HAGENBACH : Madame PAUGAM, j'entends parfaitement les propos que vous tenez. Je crois que la problématique des copropriétés peut être soutenue par le public, même si cela pose question quant au soutien du public. Après, je crois qu'on ne peut pas dire que le public, notamment dans ce cadre, quel que soit le choix final, d'une manière ou d'une autre, c'est le public qui financera en priorité la décision qui sera prise, on le sait très bien. Et je crois que l'Agglomération de Mulhouse, m2A, joue ce rôle dans de nombreux endroits d'accompagnement sur les copropriétés. J'ai Antoine HOMÉ à côté de moi, je crois que nous sommes intervenus de façon conséquente sur le changement de chauffage à « La forêt » mais je crois que je pourrais citer d'autres situations. Je crois que l'argent public, effectivement, est déjà utilisé de façon assez importante sur les copropriétés.

M. LE PRÉSIDENT : Alain COUCHOT.

M. COUCHOT : Merci, M. le Président. Juste un mot pour dire que les positions de la Ville et de l'Agglomération sont parfaitement alignées. Merci à Vincent HAGENBACH et l'exécutif de l'Agglomération de leur soutien dans cette épreuve.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Donc, toujours Vincent, cette fois-ci sur la présentation du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, une convention de partenariat et de financement.

M. HAGENBACH : Oui, M. le Président, il s'agit d'une délibération, effectivement, sur le NPNRU. Là, on est sur de la réhabilitation de m2A Habitat, et on parle de logements sociaux, puisqu'il s'agit de réhabilitation lourde de ses patrimoines les plus anciens : 814 logements dans les Jardins du Drouot, 98 logements toujours au Drouot mais dans les Bateliers Chalindrey, 209 logements à Wolf 1 dans le péricentre, 52 logements en Wolf 2 péricentre et 148 logements Cité Sellier également dans le péricentre, ça fait quand même un accompagnement dans de la réhabilitation de plus de 1 000 logements. Par délibération du 14 décembre 2020 et du 16 octobre 2023 qui a approuvé respectivement la convention initiale du NPNRU et son premier avenant, m2A a approuvé un cofinancement des opérations d'un montant de 2 373 000 euros, et donc il est proposé de signer une convention pluriannuelle de financement lissant les concours financiers attribués jusqu'à la fin de l'exercice du programme de renouvellement urbain entre 2025 et 2030, avec un maximum d'aides qui serait atteint entre 2026 et 2028 à hauteur de 435 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT : Merci, Vincent.

MME PAUGAM : Oui, en fait, j'avais juste une question sur cette délibération. Je n'ai pas bien compris le rapport entre les montants qui étaient dans le corps de la délibération et dans la convention, parce que ce n'est pas les mêmes. Il semblerait qu'il y ait une partie notamment de tout ce qui est reconstruction de l'offre qui n'était pas pris en compte, mais j'avoue que je n'arrivais pas bien à comprendre le rapport. Ma question est pourquoi, finalement, on ne parle pas du reste, dans le corps de la délibération, sur l'étalement pluriannuel. Je ne comprends pas bien le fait que les deux chiffres ne soient pas les mêmes.

M. LE PRÉSIDENT : Benoît LOOS ?

M. LOOS : Effectivement, la délibération ne porte que sur la partie réhabilitation même si la convention de renouvellement urbain est plus large, et c'est le rythme de versement concernant les réhabilitations qui est ajusté en fonction des besoins de m2A HABITAT.

MME PAUGAM : D'accord, et donc sur la part complémentaire, il n'y avait pas de réajustement, en fait. Ok.

M. LE PRÉSIDENT : C'est bon pour vous ? Ok, donc on peut passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 76 + 10 procurations.
Ne prennent pas part au vote (5) : Alain COUCHOT, Vincent HAGENBACH, Josiane MEHLEN, Ginette RENCK et Fabienne ZELLER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

41° STRUCTURES PÉRISCOLAIRES : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE 2025 - VERSEMENT DU SOLDE (7.5.6/2949C)

En complément de la gestion directe, Mulhouse Alsace Agglomération confie à des partenaires associatifs la gestion de sites périscolaires.

Comme indiqué dans les conventions d'objectifs conclues avec les gestionnaires délégués, il est proposé au Conseil d'agglomération d'autoriser le versement du solde de la subvention 2025.

Le solde 2025 est constitué du montant de la subvention 2024 majoré par des avenants éventuels et diminué des acomptes 2025 déjà versés.

Le détail des montants versés est précisé dans le tableau suivant :

STRUCTURES	SUBVENTION 2024	ACOMPTES 2025 VERSES	SOLDES 2025	SUBVENTION 2025
CS AFSCO - Périscolaire	200 798,00€	160 638,40€	**40 159,60€**	200 798,00€
CS Bel-air - Périscolaire	75 267,00€	60 213,60€	**15 053,40€**	75 267,00€
CS Porte du miroir - Périscolaire	27 276,00€	21 820,80€	**5 455,20€**	27 276,00€
CS la Passerelle - Périscolaire	239 152,00€	191 321,60€	**47 830,40€**	239 152,00€
TOTAL PERISCOLAIRE	**542 493,00€**	**433 994,40€**	**108 498,60€**	**542 493,00€**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025 :

Chapitre 65, Fonction 281, Article 65748
Service gestionnaire et utilisateur : A131
Enveloppe 3871 : subvention fonctionnement périscolaire hors DSP

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve l'attribution des subventions proposées,
- approuve le versement des soldes, pour un montant total de 108 498,60 €.

M. LE PRÉSIDENT : Voilà, maintenant toute une série de délibérations qu'on va confier à Josiane MEHLEN sur, naturellement, Périscolaire Petite Enfance. Josiane, c'est à toi.

MME MEHLEN : Merci, M. le Président, je vais essayer d'être à la hauteur de mon ami Antoine HOMÉ qui prend déjà la fuite quand je commence. D'abord, chers collègues, bonsoir à vous tous. Alors, il y a dans ce schéma de délibérations un certain nombre de délibérations dont vous avez l'habitude, et les deux premières en sont. Il s'agit pour la première délibération du versement du solde des subventions aux gestionnaires délégués des sites périscolaires sous convention d'objectifs pour un montant de 108 498,60 euros, soit 20 % de la subvention globale qui s'élève quant à elle à 542 493 euros. Il s'agit de quatre sites : l'AFSCO, Bel Air, Porte du Miroir et la Passerelle à Rixheim. C'est la même chose que d'habitude. Si vous avez des questions.

M. LE PRÉSIDENT : Y a-t-il des questions sur cette délibération, fonctionnement sur les quatre sites ? Il n'y a pas de questions. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 71 + 9 procurations.
Ne prennent pas part au vote (9) : Rachel BAECHTEL, Jean-Yves CAUSER, Alain COUCHOT, Pierre LOGEL, Catherine MATHIEU-BECHT, Véronique MEYER, Catherine RAPP, Chantal RISSER (représentée par Paul QUIN) et Christiane SCHELL

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

42° STRUCTURES PÉRISCOLAIRES : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE 2026 - VERSEMENT DES AVANCES (7.5.6/3009C)

En complément de la gestion directe, Mulhouse Alsace Agglomération confie à des partenaires associatifs la gestion de sites périscolaires.

Les structures en conventions d'objectifs bénéficient de subventions de fonctionnement attribuées par Mulhouse Alsace Agglomération, afin de soutenir les activités périscolaires qu'elles proposent.
Cette subvention dépend du nombre de places offertes, des spécificités de la structure et de son projet pédagogique, ainsi que de ses résultats financiers de l'exercice de l'année écoulée.

Les objectifs et les modalités financières de cette contribution sont définies par une convention annuelle établie entre chaque gestionnaire de structure et Mulhouse Alsace Agglomération.

Afin d'assurer la continuité du service, et comme les années précédentes, il est proposé au Conseil d'Agglomération de verser une avance à hauteur de 50 % des subventions attribuées en 2025.

Les montants attribués au titre de l'année 2026 seront soumis à un vote ultérieur, prenant en compte les demandes de subvention 2026 transmises par les gestionnaires associatifs, les données d'activité et résultats financiers de l'année 2025, ainsi que le budget primitif 2026 de Mulhouse Alsace Agglomération.

Pour cette avance, il est proposé de verser aux structures les montants suivants :

STRUCTURES	SUBVENTIONS 2025	AVANCES 2026 (50 % de la subvention attribuée en 2025)
CSC Bel Air	75 267,00 €	37 633,50 €
CSC Porte du Miroir	27 276,00 €	13 638,00 €
TOTAL PERISCOLAIRE	**102 543,00 €**	**51 271,50 €**

Les crédits nécessaires sont proposés au budget 2026 :
Chapitre 65 - Fonction 281 - Article 65748
Service gestionnaire et utilisateur : A131
Ligne de crédit 3871 : subvention fonctionnement périscolaire hors DSP

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'attribution des subventions proposées sous réserve du vote des crédits nécessaires lors de l'examen du budget primitif 2026,
- autorise le versement des avances pour un total de 51 271,50 €
- autorise le Président ou son représentant à signer les conventions d'objectifs et toute pièce nécessaire à leur exécution

PJ : (1)

- Projet de conventions d'objectifs

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Direction Enfance et Famille
Service Périscolaire
PJ 3009C - SGJ

CONVENTION D'OBJECTIFS - ANNEE 2026
CSC BEL AIR
PERISCOLAIRE – MULHOUSE

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par son Président, Monsieur Fabian Jordan, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 08 décembre 2025,

ci-après désignée sous le terme " m2A ",

d'une part,

ET :

Le Centre Socio-Culturel Bel Air, domicilié 31 rue Fénelon 68200 Mulhouse et inscrit au registre des associations du Tribunal Judiciaire de Mulhouse, représenté par sa Présidente Mme Patricia PALUT,

ci-après désigné sous le terme « CSC »,

d'autre part,

Inscrits dans une logique de partenariat.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le CSC s'est donné pour but d'accompagner les politiques enfance-jeunesse auprès des collectivités locales, à travers notamment l'essor d'accueils de loisirs périscolaires.

Il développe un projet pédagogique s'inscrivant dans la politique menée par m2A qui entend répondre aux attentes des familles des communes membres, par la mise en œuvre de ses compétences en matière d'organisation et de développement d'une offre d'accueil en faveur des enfants de 3 à 12 ans.

Compte-tenu de l'intérêt général poursuivi par le CSC, m2A entend lui apporter son soutien pour la réalisation de ses activités dans les conditions définies par la présente convention.

La contribution en moyens financiers de m2A est par conséquent subordonnée à la réalisation de missions contribuant à la satisfaction de l'intérêt général.

La présente convention intervient en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 qui précise que l'Autorité administrative qui attribue une subvention doit lorsque cette subvention dépasse le seuil défini par décret, en l'occurrence 23 000,00 € par décret n°2001-495 du 6 juin 2001, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie.

Cette convention a pour objet de fixer les objectifs communs contribuant à la satisfaction de l'intérêt général qui conditionnent l'attribution des aides de la Collectivité au CSC, et les modalités précises d'emploi de ces moyens. La présente convention définit également les modalités de contrôle de la collectivité des moyens mis à disposition pour la réalisation de ses activités telles que définies ci-après.

ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles m2A apporte son soutien financier au CSC dans le cadre des activités périscolaires conduites par ce dernier pour l'année civile 2026.

Ecole concernée :
- Ecole élémentaire Haut Poirier 15 rue du Lézard 68200 Mulhouse

Site périscolaire :
- Centre Bel Air 31 rue Fénelon 68200 Mulhouse

Le CSC s'engage à maintenir un accueil se présentant de la manière suivante :

Accueil	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge élémentaires	42 places	56 places
Total	42 places	56 places

Amplitude horaire : 1h45 le midi et 2h15 le soir

Ce temps d'accueil devra permettre de participer à l'éveil culturel des enfants et de développer les loisirs éducatifs et pédagogiques.

Pour sa part, m2A s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement le CSC pour la réalisation de ces activités.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE II : DUREE

La présente convention est conclue du 1er janvier au 31 décembre 2026.

ARTICLE III : MISSIONS ET OBJECTIFS DU CSC

1. Missions du CSC

Pour bénéficier des subventions de m2A, le CSC s'engage dans le respect de la législation et la réglementation en vigueur pour l'accueil des mineurs à :

- Accueillir les enfants scolarisés, les lundis, mardis, jeudis et vendredis, hors vacances scolaires, pendant deux heures minimum le midi et jusqu'à 18h30 le soir après l'école, ceci en fonction des horaires de classe.
- Assurer le transport aller-retour des enfants, tous les jours à midi en desservant les écoles, et tous les soirs le transport aller des enfants vers le site d'accueil.

- Assurer la facturation et le recouvrement des sommes dues par les familles

- Proposer aux enfants des animations de qualité et diversifiées.
- Mettre en place un règlement intérieur spécifique au secteur périscolaire afin d'informer au mieux les familles.
- Souscrire une assurance responsabilité civile et risques corporels pour les enfants inscrits.
- Assurer le recrutement et la gestion du personnel embauché pour les activités, en nombre et en qualification qui lui est nécessaire pour remplir sa mission, en conformité avec la réglementation applicable à l'activité exercée.
- Percevoir la prestation de service ordinaire et le bonus « Territoire Ctg » de la Caisse d'Allocations Familiales

L'exercice des missions et objectifs du CSC pourra se réaliser, le cas échéant, en collaboration avec d'autres associations poursuivant des buts similaires.

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, il s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit. Le contrat d'engagement républicain signé par ses soins est annexé à la présente convention.

2. Critères de priorité d'accès au service

Dans l'hypothèse où le nombre d'inscription est supérieur à la capacité du site, il est souhaité qu'une priorité dans les réponses apportées aux demandes des familles soit instaurée pour privilégier :

- les enfants des familles habitant sur le territoire de m2A
- les enfants dont le ou les parents travaillent ou dont l'un des parents travaille et l'autre est à la recherche active d'un emploi (attestation de recherche d'emploi ou de formation
- les enfants qui font l'objet d'une demande spécifique de prise en charge par un organisme social, la Réussite Educative, l'Education Nationale (ULIS,…)

3. Tarification

La tarification mise en œuvre sera celle de m2A. Cette dernière est votée chaque année par le Conseil d'Agglomération de la collectivité.

ARTICLE IV : ENGAGEMENT DE m2A

m2A conservera tout au long de la durée de la présente convention un contact régulier et suivi avec le CSC afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites.

Dans le but de donner au CSC les moyens nécessaires pour exercer sa mission d'intérêt général dans le respect des objectifs prévus dans la présente convention, m2A lui versera une subvention.

Le montant de cette subvention sera défini au début de chaque exercice budgétaire sur la base de la demande de subvention et du budget prévisionnel présentés par le CSC, et sera versé selon les indications figurant à l'article 5 de la présente convention.

Cette subvention est destinée à couvrir les frais afférents à l'organisation des missions, activités et manifestations d'animation et de gestion organisées par le CSC.

Le CSC utilisera cette subvention dans le respect des dispositions de la présente convention et ne pourra reverser tout ou partie, à d'autres organismes, la subvention accordée.

En cas de résiliation de la convention ou de dissolution du CSC, celui-ci devra restituer la subvention, pour la part non utilisée, à m2A.

ARTICLE V : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention 2026 est fixée, prévisionnellement, sur la base de la subvention 2025, soit **75 267,00 €.**

Son montant définitif sera soumis à délibération de l'organe compétent ultérieurement, prenant en compte les demandes émises par les gestionnaires de structures et les données d'activités et comptes financiers 2025.
En effet, les montants peuvent être soumis à modification par voie d'avenant, le cas échéant.

A noter, la subvention fera l'objet de trois versements effectués par le trésorier de m2A, selon les procédures comptables en vigueur :

- Une **avance de 50 %** sur la base de la subvention de l'année précédente, votée lors de l'assemblée délibérante, versée dès signature de la présente convention et sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours et du bilan financier de l'année précédente.
  Montant de l'avance : subvention 2025 x 50 % soit **37 633,50 €**

- En juillet 2026, le **second versement** sera égal à :
  Subvention 2025 x 30 % = **22 580,10 €**

- En décembre 2026, **le solde** versé sera à hauteur de **15 053,40 €** (hormis si mise en place d'un avenant)

Il est à noter que ces versements ne se feront que sous réserve de l'inscription des crédits au budget et qu'après validation de l'ensemble de ces sommes par l'assemblée délibérante.

Le versement de cette subvention sera effectué sur le compte du CSC selon le RIB ci-joint.

ARTICLE VI : COMMUNICATION

Le CSC s'engage à apposer le logo de m2A sur les productions (dossiers de presse, tracts, affiches, ...) liées aux actions définies à l'article 1er de la présente convention et à faire valoir la participation de m2A dans l'ensemble de ses actions de communication.

ARTICLE VII : EVALUATION ET SUIVI FINANCIER DU CSC

1. Suivi des activités du CSC

La subvention contribuera exclusivement à la gestion des activités périscolaires sur les temps du midi et/ou du soir les lundi/mardi/jeudi/vendredi en période scolaire.

Dans le cadre du suivi des activités du CSC, celui-ci devra produire trimestriellement un état comportant au minimum les informations suivantes :

- Nombre d'enfants inscrits et présents au périscolaire
- Moyenne journalière d'enfants accueillis
- Taux d'occupation

En outre, le CSC remettra, au plus tard deux mois après la fin de la présente convention un rapport comprenant tous les éléments statistiques concernant les principaux ratios de fonctionnement et de fréquentation nécessaires pour juger de son activité et de son développement à savoir :

- Le nombre d'enfants inscrits par année
- Le taux d'occupation annuel
- Le projet éducatif
- Le règlement de fonctionnement
- L'évolution prévisible de l'activité
- Les actions menées avec les enfants au cours de l'année

2. Suivi financier du CSC

Pour permettre la vérification des conditions financières et techniques, le CSC devra transmettre avant le **1er juin de l'année en cours** :

- Le bilan et le compte de résultat détaillé du CSC de l'année précédente, comprenant l'ensemble des activités y compris celles n'étant pas financées par m2A
- Les comptes analytiques de l'année précédente, pour chaque activité gérée par le CSC intégrant l'affectation de la logistique et du pilotage
- Le rapport du commissaire aux comptes de l'année précédente,
- Le rapport d'activité de l'année précédente,

Le CSC s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 3 notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

La collectivité a le droit de contrôler les renseignements donnés notamment dans le compte rendu d'activités et de faire procéder à tous audits qu'elle jugera utiles, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par le CSC et du respect de ses engagement vis-à-vis de la collectivité.

Le contrôle pourra porter sur l'année en cours et les années précédentes.

ARTICLE VIII : MOYENS MIS A DISPOSITION

Le CSC exerçant ses activités dans ses propres locaux ou dans des locaux mis à disposition par une autre entité que m2A, aucun travaux, entretien, maintenance en lien avec le bâtiment occupé ne pourra être pris en charge directement par m2A.

ARTICLE IX : ASSURANCES

Le CSC souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Le CSC adressera une copie à la collectivité de toutes les polices contractées dans un délai de trois mois à compter de leur signature ainsi que les quittances des primes annuelles.

Le CSC devra notamment justifier d'une assurance couvrant sa responsabilité civile ainsi que les risques encourus en qualité d'occupant des bâtiments. A cette fin, elle remettra avant le 1er janvier de chaque année, les attestations d'assurances correspondantes.

ARTICLE X : RESPONSABILITES

L'aide financière apportée par m2A aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au CSC ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Le CSC est responsable du bon fonctionnement du service dans le cadre des stipulations de la présente convention. Elle fera son affaire de l'obtention de toutes autorisations administratives ou autres, nécessaires à l'utilisation des lieux utilisés pour l'activité. Elle devra prendre en particulier toutes dispositions pour que le service soit agréé par les autorités compétentes (DRAJES, CAF).

Le CSC fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation. La responsabilité de m2A ne pourra être recherchée à l'occasion des litiges provenant de la gestion du CSC.

Le CSC est seul responsable vis-à-vis des usagers et des tiers et de m2A de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit. Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront les différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

ARTICLE XI : REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le CSC devra reverser en tout ou partie la subvention octroyée par m2A dans les hypothèses suivantes :

- les sommes n'ont pas été utilisées conformément à l'objet pour lequel elles avaient été versées, tel que défini aux articles 1 et 3
- en cas de non-exécution des dispositions de l'article 7 (Evaluation et suivi financier du CSC) c'est à dire si les pièces, documents ou justificatifs n'ont pas été présentés ou se révèlent être volontairement erronés.
- si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.
- s'il est établi que le CSC bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles le CSC la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

La décision de m2A intervient après examen des justificatifs présentés par le CSC et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe le CSC par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par le CSC dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par m2A.

ARTICLE XII : RESILIATION

En cas de non-respect par le CSC des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par m2A à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité au bénéfice du CSC. La subvention déjà versée devra être reversée à m2A selon les modalités de l'article 11.

ARTICLE XIII : LITIGES

En cas de désaccord, les litiges qui pourraient naitre de l'application de la présente convention seront de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différent résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Annexe :
- Contrat d'engagement républicain

Fait en deux exemplaires à Mulhouse, le

Pour le CSC BEL AIR La Présidente	Pour m2A Le Président
Patricia PALUT	Fabian JORDAN

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités a leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les o subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement répu

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dan administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subventior de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la perso symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atte

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT n°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manife violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.
L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affran régissant ses relations avec les collectivités publiques. Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT n°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires d de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des c

ENGAGEMENT n°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et l arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT n°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à un prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutair cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter cont à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT n°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'enga de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT n°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde d humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses memb ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personne que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compr physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Direction Enfance et Famille
Service Périscolaire
PJ 3009C - SGJ

CONVENTION D'OBJECTIFS - ANNEE 2026
CSC PORTE DU MIROIR
PERISCOLAIRE – MULHOUSE

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 08 décembre 2025,

ci-après désignée sous le terme " m2A ",

d'une part,

ET :

Le Centre Socio-Culturel Porte du Miroir, domicilié 3 rue Saint Michel BP 1274 68055 Mulhouse cedex et inscrit au registre des associations du Tribunal Judiciaire de Mulhouse, représenté par son Président M. Xavier COLOMBET,

ci-après désigné sous le terme « CSC »,

d'autre part,

Inscrits dans une logique de partenariat.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le CSC s'est donné pour but d'accompagner les politiques enfance-jeunesse auprès des collectivités locales, à travers notamment l'essor d'accueils de loisirs périscolaires.

Il développe un projet pédagogique s'inscrivant dans la politique menée par m2A qui entend répondre aux attentes des familles des communes membres, par la mise en œuvre de ses compétences en matière d'organisation et de développement d'une offre d'accueil en faveur des enfants de 3 à 12 ans.

Compte-tenu de l'intérêt général poursuivi par le CSC, m2A entend lui apporter son soutien pour la réalisation de ses activités dans les conditions définies par la présente convention.

La contribution en moyens financiers de m2A est par conséquent subordonnée à la réalisation de missions contribuant à la satisfaction de l'intérêt général.

La présente convention intervient en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 qui précise que l'Autorité administrative qui attribue une subvention doit lorsque cette subvention dépasse le seuil défini par décret, en l'occurrence 23 000,00 € par décret n°2001-495 du 6 juin 2001, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie.

Cette convention a pour objet de fixer les objectifs communs contribuant à la satisfaction de l'intérêt général qui conditionnent l'attribution des aides de la Collectivité au CSC, et les modalités précises d'emploi de ces moyens. La présente convention définit également les modalités de contrôle de la collectivité des moyens mis à disposition pour la réalisation de ses activités telles que définies ci-après.

ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles m2A apporte son soutien financier au CSC dans le cadre des activités périscolaires conduites par ce dernier pour l'année civile 2026.

Ecole concernée :
- Ecole élémentaire Kléber – 29 rue Kléber 68100 Mulhouse

Site périscolaire :
- 3 rue Saint Michel 68100 Mulhouse

Le CSC s'engage à maintenir un accueil se présentant de la manière suivante :

Accueil	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternels	0	0
Enfants d'âge élémentaires	0	50 places
Total	0	50 places

Amplitude horaire : 2h30 le soir

Ce temps d'accueil devra permettre de participer à l'éveil culturel des enfants et de développer les loisirs éducatifs et pédagogiques.

Pour sa part, m2A s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement le CSC pour la réalisation de ces activités.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE II : DUREE

La présente convention est conclue du 1er janvier au 31 décembre 2026.

ARTICLE III : MISSIONS ET OBJECTIFS DU CSC

1. Missions du CSC

Pour bénéficier des subventions de m2A, le CSC s'engage dans le respect de la législation et la réglementation en vigueur pour l'accueil des mineurs à :

- Accueillir les enfants scolarisés, les lundis, mardis, jeudis et vendredis, hors vacances scolaires, jusqu'à 18h30 le soir après l'école, ceci en fonction des horaires de classe.
- Assurer tous les soirs le transport aller des enfants vers le site d'accueil.
- Assurer la facturation et le recouvrement des sommes dues par les familles

- Proposer aux enfants des animations de qualité et diversifiées.

- Mettre en place un règlement intérieur spécifique au secteur périscolaire afin d'informer au mieux les familles.
- Souscrire une assurance responsabilité civile et risques corporels pour les enfants inscrits.
- Assurer le recrutement et la gestion du personnel embauché pour les activités, en nombre et en qualification qui lui est nécessaire pour remplir sa mission, en conformité avec la réglementation applicable à l'activité exercée.
- Percevoir la prestation de service ordinaire et le bonus « Territoire Ctg » de la Caisse d'Allocations Familiales

L'exercice des missions et objectifs du CSC pourra se réaliser, le cas échéant, en collaboration avec d'autres associations poursuivant des buts similaires.

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, il s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit. Le contrat d'engagement républicain signé par ses soins est annexé à la présente convention.

2. Critères de priorité d'accès au service

Dans l'hypothèse où le nombre d'inscription est supérieur à la capacité du site, il est souhaité qu'une priorité dans les réponses apportées aux demandes des familles soit instaurée pour privilégier :

- les enfants des familles habitant sur le territoire de m2A
- les enfants dont le ou les parents travaillent ou dont l'un des parents travaille et l'autre est à la recherche active d'un emploi (attestation de recherche d'emploi ou de formation)
- les enfants qui font l'objet d'une demande spécifique de prise en charge par un organisme social, la Réussite Educative, l'Education Nationale (ULIS,…)

3. Tarification

La tarification mise en œuvre sera celle de m2A. Cette dernière est votée chaque année par le Conseil d'Agglomération de la collectivité.

ARTICLE IV : ENGAGEMENT DE m2A

m2A conservera tout au long de la durée de la présente convention un contact régulier et suivi avec le CSC afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites.

Dans le but de donner au CSC les moyens nécessaires pour exercer sa mission d'intérêt général dans le respect des objectifs prévus dans la présente convention, m2A lui versera une subvention.

Le montant de cette subvention sera défini au début de chaque exercice budgétaire sur la base de la demande de subvention et du budget prévisionnel présentés par le CSC, et sera versé selon les indications figurant à l'article 5 de la présente convention.

Cette subvention est destinée à couvrir les frais afférents à l'organisation des missions, activités et manifestations d'animation et de gestion organisées par le CSC.

Le CSC utilisera cette subvention dans le respect des dispositions de la présente convention et ne pourra reverser tout ou partie, à d'autres organismes, la subvention accordée.

En cas de résiliation de la convention ou de dissolution du CSC, celui-ci devra restituer la subvention, pour la part non utilisée, à m2A.

ARTICLE V : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention 2026 est fixée, prévisionnellement, sur la base de la subvention 2025, soit **27 276,00 €.**

Son montant définitif sera soumis à délibération de l'organe compétent ultérieurement, prenant en compte les demandes émises par les gestionnaires de structures et les données d'activités et comptes financiers 2025.
En effet, les montants peuvent être soumis à modification par voie d'avenant, le cas échéant.

A noter, la subvention fera l'objet de trois versements effectués par le trésorier de m2A, selon les procédures comptables en vigueur :

- Une **avance de 50 %** sur la base de la subvention de l'année précédente, votée lors de l'assemblée délibérante, versée dès signature de la présente convention et sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours et du bilan financier de l'année précédente.
  Montant de l'avance : subvention 2025 x 50 % soit **13 638,00 €**

- En juillet 2026, le **second versement** sera égal à :
  Subvention 2025 x 30 % = **8 182,80 €**

- En décembre 2026, **le solde** versé sera à hauteur de **5 455,20 €** (hormis si mise en place d'un avenant)

Il est à noter que ces versements ne se feront que sous réserve de l'inscription des crédits au budget et qu'après validation de l'ensemble de ces sommes par l'assemblée délibérante.

Le versement de cette subvention sera effectué sur le compte du CSC selon le RIB ci-joint.

ARTICLE VI : COMMUNICATION

Le CSC s'engage à apposer le logo de m2A sur les productions (dossiers de presse, tracts, affiches...) liées aux actions définies à l'article 1er de la présente convention et à faire valoir la participation de m2A dans l'ensemble de ses actions de communication.

ARTICLE VII : EVALUATION ET SUIVI FINANCIER DU CSC

1. Suivi des activités du CSC

La subvention contribuera exclusivement à la gestion des activités périscolaires sur les temps du midi et/ou du soir les lundi/mardi/jeudi/vendredi en période scolaire.

Dans le cadre du suivi des activités du CSC, celui-ci devra produire trimestriellement un état comportant au minimum les informations suivantes :

- Nombre d'enfants inscrits et présents au périscolaire
- Moyenne journalière d'enfants accueillis
- Taux d'occupation

En outre, le CSC remettra, au plus tard deux mois après la fin de la présente convention un rapport comprenant tous les éléments statistiques concernant les principaux ratios de fonctionnement et de fréquentation nécessaires pour juger de son activité et de son développement à savoir :

- Le nombre d'enfants inscrits par année
- Le taux d'occupation annuel
- Le projet éducatif
- Le règlement de fonctionnement
- L'évolution prévisible de l'activité
- Les actions menées avec les enfants au cours de l'année

2. Suivi financier du CSC

Pour permettre la vérification des conditions financières et techniques, le CSC devra transmettre avant le **1er juin de l'année en cours** :

- Le bilan et le compte de résultat détaillé du CSC de l'année précédente, comprenant l'ensemble des activités y compris celles n'étant pas financées par m2A
- Les comptes analytiques de l'année précédente, pour chaque activité gérée par le CSC intégrant l'affectation de la logistique et du pilotage
- Le rapport du commissaire aux comptes de l'année précédente,
- Le rapport d'activité de l'année précédente,

Le CSC s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 3 notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

La collectivité a le droit de contrôler les renseignements donnés notamment dans le compte rendu d'activités et de faire procéder à tous audits qu'elle jugera utiles, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par le CSC et du respect de ses engagement vis-à-vis de la collectivité.

Le contrôle pourra porter sur l'année en cours et les années précédentes.

ARTICLE VIII : MOYENS MIS A DISPOSITION

Le CSC exerçant ses activités dans ses propres locaux ou dans des locaux mis à disposition par une autre entité que m2A, aucun travaux, entretien, maintenance en lien avec le bâtiment occupé ne pourra être pris en charge directement par m2A.

ARTICLE IX : ASSURANCES

Le CSC souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Le CSC adressera une copie à la collectivité de toutes les polices contractées dans un délai de trois mois à compter de leur signature ainsi que les quittances des primes annuelles.

Le CSC devra notamment justifier d'une assurance couvrant sa responsabilité civile ainsi que les risques encourus en qualité d'occupant des bâtiments. A cette fin, il remettra avant le 1er janvier de chaque année, les attestations d'assurances correspondantes.

ARTICLE X : RESPONSABILITES

L'aide financière apportée par m2A aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au CSC ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Le CSC est responsable du bon fonctionnement du service dans le cadre des stipulations de la présente convention. Il fera son affaire de l'obtention de toutes autorisations administratives ou autres, nécessaires à l'utilisation des lieux utilisés pour l'activité. Il devra prendre en particulier toutes dispositions pour que le service soit agréé par les autorités compétentes (DRAJES, CAF).

Le CSC fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation. La responsabilité de m2A ne pourra être recherchée à l'occasion des litiges provenant de la gestion du CSC.

Le CSC est seul responsable vis-à-vis des usagers et des tiers et de m2A de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit. Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront les différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

ARTICLE XI : REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le CSC devra reverser en tout ou partie la subvention octroyée par m2A dans les hypothèses suivantes :

- les sommes n'ont pas été utilisées conformément à l'objet pour lequel elles avaient été versées, tel que défini aux articles 1 et 3
- en cas de non-exécution des dispositions de l'article 7 (Evaluation et suivi financier de l'association) c'est à dire si les pièces, documents ou justificatifs n'ont pas été présentés ou se révèlent être volontairement erronés.
- si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.
- s'il est établi que le CSC bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles le CSC la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

La décision de m2A intervient après examen des justificatifs présentés par le CSC et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe le CSC par lettre recommandée avec accusé de réception

Les reversements sont effectués par le CSC dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par m2A.

ARTICLE XII : RESILIATION

En cas de non-respect par le CSC des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par m2A à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité au bénéfice du CSC. La subvention déjà versée devra être reversée à m2A selon les modalités de l'article 11.

ARTICLE XIII : LITIGES

En cas de désaccord, les litiges qui pourraient naitre de l'application de la présente convention seront de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différent résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Annexe :
- Contrat d'engagement républicain

Fait en deux exemplaires à Mulhouse, le

Pour le CSC Porte du Miroir Le Président	Pour m2A Le Président
Xavier COLOMBET	Fabian JORDAN

CSC Porte du Miroir

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDA BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives déciden apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissanc peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de sub publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administra présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute assoc fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Eta l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symbol République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la Républ « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionn reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont déc liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de co politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la Ré

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de cons ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'a tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la men pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dor est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membr

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les
ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation
l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nat
prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une diffé
situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cauti
encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant
contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternit
civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports
tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violenc
quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejet
formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAIN

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni ca
aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la
humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la
l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses se
ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissemen
négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psycholo
physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quel
que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par
pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compro
développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que le
et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne nationa
devise de la République.

Fait à Mulhouse , le 21/10/2024

M. LE PRÉSIDENT : On passe sur du fonctionnement, sur des versements des avances.

MME MEHLEN : Toujours dans l'esprit de ne pas mettre nos partenaires en position de difficulté financière en ce début d'année à venir, et c'est pour cela qu'il est important de passer ces délibérations à ce moment-là, cette délibération porte bien sûr sur, cette fois-ci, le versement des avances aux structures périscolaires sous convention d'objectifs. Alors, si vous avez fait attention, on en avait quatre pour le versement de soldes, on n'en a plus que deux pour le versement des avances puisqu'on a réussi à faire passer deux des quatre structures en Délégation de Services Public comme nous sommes sollicités à le faire pour toutes les structures partenaires. Donc voilà, il s'agit là d'avances de 50 % des subventions 2025, soit 51 271,50 euros.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Josiane. Des questions sur cette délibération ? Il n'y en a pas. Des votes contre ou des abstentions ?

Pour : 74 + 10 procurations.
Ne prennent pas part au vote (6) : Jean-Yves CAUSER, Alain COUCHOT, Véronique MEYER, Catherine RAPP, Chantal RISSER (représentée par Paul QUIN) et Christiane SCHELL.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

43° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC : EXPLOITATION DES ACCUEILS PÉRISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DE DIETWILLER - AVENANT N°01 (1.2.1/3010C)

Par convention de concession portant délégation de service public signée le 31 décembre 2023, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association L'Ile aux copains, l'exploitation des activités périscolaires du site de Dietwiller, à partir du 1er janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2025.

Afin de répondre aux besoins complémentaires en matière de périscolaire, l'habilitation a été augmentée à compter de la rentrée scolaire 2025, de la manière suivante :

- Accueil du midi : Augmentation de 10 places maternelles, portant l'habilitation globale midi à 82 places
- Temps du soir : Augmentation de 10 places maternelles, portant la capacité d'accueil du soir à 58 places

Un avenant à la concession de service public a été rédigé afin d'intégrer les places supplémentaires et a été présenté à la Commission de Délégation de Service Public le 20 novembre 2025. Cette dernière a émis un avis favorable.

De ce fait, pour tenir compte de cette évolution de périmètre, la contribution 2025 passe de 102 000,00€ à 107 808,00€, soit une évolution de 5 808,00€.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'avenant joint en annexe,
- autorise le Président ou son représentant à signer l'avenant n°01 à la concession portant délégation de service public pour l'exploitation des activités périscolaires du site de Dietwiller

PJ : (3)

- projet d'avenant
- compte d'exploitation 2025 modifié
- procès-verbal de la Commission de Délégation de Service Public du 14 novembre 2025

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

PÔLE FINANCES
ET SERVICES A LA POPULATION
Direction Enfance et Famille – SGJ et PL
PJ 1 - 3010C

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'EXPLOITATION DU SITE PERISCOLAIRE ET EXTRASCOLAIRE DE DIETWILLER

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 08 décembre 2025

ci-après désignée « m2A » ou « le délégant »

et

d'autre part,

L'association « L'île aux copains », représentée par son Président, Monsieur Philippe BATTMANN, ayant son siège 5 passage des frères Hertzog – 68440 HABSHEIM

ci-après désignée « l'association » ou « le délégataire ».

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public signée le 31 décembre 2023, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association l'Ile aux Copains l'exploitation du site périscolaire et extrascolaire de Dietwiller, à partir de sa notification en date du 10 janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2025.

L'offre d'accueil prévue dans la délégation de service public est la suivante :

- ✓ **Périscolaire**

✓ Dietwiller

Service	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	30 places	20 places
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	42 places	28 places
Total	72 places	48 places

- ✓ Extrascolaire

Service	Accueil	Capacité
Dietwiller	Mercredi (35j)	90 places
Dietwiller	Vacances (70j)	90 places

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'augmenter la capacité d'accueil, à compter de la rentrée scolaire 2025, ainsi que modifier le montant de la contribution forfaitaire versée annuellement par m2A au délégataire.

ARTICLE 2 – CAPACITE D'ACCUEIL

L'article 23.1 de la convention d'exploitation est modifié comme suit :

➔ ***Périscolaire***

A compter de la rentrée scolaire 2025, les capacités d'accueil seront les suivantes :

Accueil	***Capacité midi***	***Capacité soir***
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	***40 places***	***30 places***
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	*42 places*	*28 places*
Total	***82 places***	***58 places***

A noter, l'évolution du périmètre d'intervention prend en compte le recrutement d'un animateur 20 heures supplémentaire.

➔ ***Extrascolaire***

- *Sans objet*

ARTICLE 3 – CONTRIBUTION FORFAITAIRE

Afin de prendre en compte cette évolution de périmètre, l'article 33.1 de la convention d'exploitation relatif à la contribution versée par m2A est modifié comme suit :

		2024	2025	Avenant 1	Contribution 2025 après avenant 1	TOTAL DSP
Contribution avant avenant 1	Périscolaire Dietwiller (m2A)	95 000,00 €	102 000,00 €			197 000,00 €
	Extrascolaire (SCIN)	108 000,00 €	111 600,00 €			219 600,00 €
	Total	203 000,00 €	213 600,00 €			416 600,00 €
Contribution après avenant 1	Périscolaire (m2A)	95 000,00 €	102 000,00 €	**5 808,00 €**	**107 808,00 €**	202 808,00 €
	Extrascolaire (SCIN)	108 000,00 €	111 600,00 €	/	**111 600,00 €**	219 600,00 €
	Total	203 000,00 €	213 600,00 €	**5 808,00 €**	**219 408,00 €**	422 408,00 €

Ces modifications représentent sur la durée de la délégation de service public une augmentation de la contribution de 5 808,00€.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

Annexes : - Délibération
- Compte d'exploitation 2025 modifié

Fait à Mulhouse, le

Fait en un deux exemplaires,

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour L'île aux copains
Le Président

Philippe BATTMANN

Avenant notifié le



DIETWILLER - PERISCOLAIRE

	2025	COMPLEMENT	TOTAL
Contribution m2A	102 000 €	5 808 €	107 808 €
Participation des familles	113 000 €	2 884 €	115 884 €
Prestation de service CAF (PSO)	13 650 €	330 €	13 980 €
CAF CTG	22 700 €	538 €	23 238 €
Aides à l'emploi	4 000 €	- €	4 000 €
Autres produits (*)	1 000 €	- €	1 000 €
TOTAL PRODUITS	**256 350 €**	**9 560 €**	**265 910 €**

Carburant	100 €	- €	100 €
Fluides (eau, énergie)	4 500 €	- €	4 500 €
Alimentation	40 137 €	686 €	40 823 €
Petit équipement	750 €	- €	750 €
Fournitures administratives	850 €		850 €
Produits d'entretien et d'hygiène	800 €		800 €
Jeux et matériel pédagogique	500 €		500 €
Matériel de bricolage	400 €		400 €
Locations mobilières	- €		- €
Locations immobilières	3 500 €		3 500 €
Crédit bail	1 500 €		1 500 €
Entretien et réparations	5 050 €		5 050 €
Réparations véhicules	250 €		250 €
Maintenance	2 000 €		2 000 €
Assurance	3 240 €		3 240 €
Documentation	100 €		100 €
Personnel extérieur	- €		- €
Honoraires et rémunérations intermédiaires	5 000 €	252 €	5 252 €
Déplacements	300 €		300 €
Transport (bus)	- €		- €
Fêtes et réceptions	550 €		550 €
Frais postaux / Télécoms / Internet	3 300 €		3 300 €
Services bancaires	200 €		200 €
Frais de stage et formation	3 030 €		3 030 €
Total charges d'exploitation	**76 057 €**	**938 €**	**76 995 €**
Salaires bruts	127 500 €	5 882 €	133 382 €
Charges sociales	39 300 €	2 103 €	41 403 €
Autres charges de personnel		287 €	287 €
Taxes sur salaires	6 250 €	250 €	6 500 €
Total charges de personnel	**173 050 €**	**8 522 €**	**181 572 €**
Logistique	5 000 €		5 000 €
Autres charges (*)	2 243 €		2 243 €
(...)	- €		- €
Total autres charges	**7 243 €**		7 243 €
TOTAL CHARGES	**256 350 €**	**9 460 €**	**265 810 €**

Direction des Affaires Juridiques et des Achats
Commande publique

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Du 14 novembre à 14h

AVENANT POUR LA CONCESSIOIN DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION, GESTION ET ENTRETIEN DES SERVICES D'ACCEUIL PERISCOALIRES A DIETWILLER-HABSHEIM

A- **DESIGNATION DE LA CONSULTATION**
Collectivité concernée : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION **Objet de la consultation** : Avenant pour la concession de services portant délégation de service public pour l'exploitation, la gestion et l'entretien de Dietwiller-Habsheim

B - ORDRE DU JOUR
Avis sur l'augmentation de la capacité d'acceuil

C - COMPOSITION DE LA COMMISSION		
Membres convoqués le : 14 novembre 2025		
Membres à voix délibérative		
Nom et Prénom	**Signature**	**Excusé (e)**
Rémy NEUMANN, Président		
Josiane MEHLEN		
Christiane SCHELL		
Véronique MEYER		
Chantal RISSER		
Pierrette KEMPF		
Suppléants		
Pierre LOGEL		
Benoit BERGDOLL		
Gérard GREILSAMMER		
Catherine MATHIEU - BECHT		
Beytullah BEYAZ		
Membres à voix consultative		
Nom et Prénom	**Signature**	**Excusé (e)**
Marie-Line BERNAUER-BUSSIER Trésorière Principale de Mulhouse Alsace Agglomération		X
Evelyne KLEIN Représentante de la DIRECCTE		X
Membres désignés en raison de leur compétence		
Nom Prénom – Qualité		**Signature**
Sophie GUERIN – Directrice Adjointe et responsable du Service Périscolaire		

Thomas HANSER - Accompagnement financier et évaluation	
Florine THIERY – Juriste Commande publique	
Mor KA – Juriste Commande publique	

D - AVIS DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Avis favorable de la CDSP

Nb : Afin d'éviter tout risque de conflits d'intérêts, les élues dont les noms figurent ci-après ne peuvent pas être présentes, ni prendre part au vote des délibérations :

- Christiane Schell ;
- Pierrette Kempf

M. LE PRÉSIDENT : On est à présent sur Dietwiller.

MME MEHLEN : On a deux délibérations identiques qui vont se suivre. Il s'agit d'avenants aux DSP qui sont signées avec des partenaires sur ces différents sites. Avenants qui sont nécessaires puisqu'on a augmenté le nombre de places dans les sites périscolaires de Dietwiller et de Habsheim. Et en effet, au regard des besoins en nombre de places, la capacité du site de Dietwiller a pu être augmentée de 10 places maternelles midi et soir. Et pour tenir compte de cette évolution de périmètre, bien sûr, la contribution 2025 passe de 102 000 à 107 808 euros, soit une évolution de 5 808 euros.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, Josiane. Concernant cet avenant, y a-t-il des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 80 + 13 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

44° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC : EXPLOITATION DES ACCUEILS PÉRISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DE HABSHEIM - AVENANT N°01 (1.2.1/3011C)

Par convention de concession portant délégation de service public signée le 31 décembre 2023, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association L'Ile aux copains, l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires d'Habsheim, à partir du 1er janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2025.

Afin de répondre aux besoins complémentaires en matière de périscolaire, l'habilitation a été augmentée à compter de la rentrée scolaire 2025, de la manière suivante :

- *Jean d'Ormesson*

- Accueil du midi : Augmentation de 10 places maternelles, portant l'habilitation globale midi à 50 places
- Temps du soir : Augmentation de 10 places maternelles, portant la capacité d'accueil du soir à 30 places

- *Nathan Katz*

- Accueil du midi : Augmentation de 14 places élémentaires, portant l'habilitation globale midi à 84 places
- Temps du soir : Augmentation de 14 places élémentaire, portant la capacité d'accueil du soir à 56 places

Un avenant à la concession de service public a été rédigé afin d'intégrer les places supplémentaires et a été présenté à la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) le 20 novembre 2025. Cette dernière a émis un avis favorable.

De ce fait, pour tenir compte de cette évolution de périmètre, la contribution 2025 passe de 290 000,00€ à 299 309,00€, soit une évolution de 9 309,00€.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'avenant joint en annexe,
- autorise le Président ou son représentant à signer l'avenant n°01 à la concession portant délégation de service public pour l'exploitation des activités périscolaires des sites d'Habsheim

PJ : (3)

- projet d'avenant
- compte d'exploitation 2025 modifié
- PV de la commission DSP du 14 novembre 2025

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

PÔLE FINANCES
ET SERVICES A LA POPULATION
Direction Enfance et Famille – SGJ et PL
PJ 3011C

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'EXPLOITATION DES SITES PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES D'HABSHEIM

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 08 décembre 2025

ci-après désignée « m2A » ou « le délégant »

et

d'autre part,

L'association « L'île aux copains », représentée par son Président, Monsieur Philippe BATTMANN, ayant son siège 5 passage des frères Hertzog – 68440 HABSHEIM

ci-après désignée « l'association » ou « le délégataire ».

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public signée le 31 décembre 2023, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association l'Ile aux Copains l'exploitation du site périscolaire et extrascolaire de Dietwiller, à partir de sa notification en date du 10 janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2025.

L'offre d'accueil prévue dans la délégation de service public est la suivante :

- ✓ **Périscolaire**

Service	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	80 places	40 places
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	140 places	84 places
Total	220 places	124 places

- ✓ Extrascolaire

Service	Accueil	Capacité
Habsheim	Mercredi (35j)	160 places
Habsheim	Vacances (70j)	160 places

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'augmenter la capacité d'accueil, à compter de la rentrée scolaire 2025, ainsi que modifier le montant de la contribution forfaitaire versée annuellement par m2A au délégataire.

ARTICLE 2 – CAPACITE D'ACCUEIL

L'article 23.1 de la convention d'exploitation est modifié comme suit :

- ➔ ***Périscolaire***

Il dispose des capacités d'accueil suivantes :

Accueil Jean d'Ormesson	***Capacité midi***	***Capacité soir***
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	***50 places***	***30 places***
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	*70 places*	*42 places*
Total	***120 places***	***72 places***

Accueil Nathan KATZ	***Capacité midi***	***Capacité soir***
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	*40 places*	*20 places*
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	***84 places***	***56 places***
Total	***124 places***	***76 places***

A noter, l'évolution du périmètre d'intervention prend en compte le recrutement de 2 animateurs 20 heures supplémentaires.

➔ ***Extrascolaire***

- *Sans objet*

ARTICLE 3 – CONTRIBUTION FORFAITAIRE

Afin de prendre en compte cette évolution de périmètre, l'article 33.1 de la convention d'exploitation relatif à la contribution versée par m2A est modifié comme suit :

		2024	**2025**	**Avenant 1**	**Contribution 2025 après avenant 1**	**TOTAL DSP**
Contribution avant avenant 1	Périscolaire Habsheim (m2A)	280 000,00 €	290 000,00 €			570 000,00 €
	Extrascolaire (SCIN)	192 000,00 €	198 400,00 €			390 400,00 €
	Total	472 000,00 €	488 400,00 €			960 400,00 €
Contribution après avenant 1	Périscolaire (m2A)	280 000,00 €	290 000,00 €	**9 309,00 €**	**299 309,00 €**	579 309,00 €
	Extrascolaire (SCIN)	192 000,00 €	198 400,00 €	/	**198 400,00 €**	390 400,00 €
	Total	472 000,00 €	488 400,00 €	**9 309,00 €**	**497 709,00 €**	**969 709,00 €**

Ces modifications représentent sur la durée de la délégation de service public une diminution de la contribution de 9 309,00 €.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

Annexes : - Délibération
- Compte d'exploitation prévisionnel modifié

Fait à Mulhouse, le

Fait en deux exemplaires

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour L'île aux copains
Le Président

Philippe BATTMANN

Avenant notifié le



HABSHEIM - PERISCOLAIRE

	2025	COMPLEMENT	TOTAL
Contribution m2A	290 000 €	9 309 €	299 309 €
Participation des familles	285 000 €	6 945 €	291 945 €
Prestation de service CAF (PSO)	38 500 €		38 500 €
CAF CTG	65 300 €	1 016 €	66 316 €
Aides à l'emploi	5 000 €	- €	5 000 €
Autres produits (*)	2 000 €	- €	2 000 €
TOTAL PRODUITS	**685 800 €**	**17 270 €**	**703 070 €**

Carburant	200 €		200 €
Fluides (eau, énergie)	9 800 €		9 800 €
Alimentation	121 992 €	2 583 €	124 575 €
Petit équipement	1 000 €		1 000 €
Fournitures administratives	1 000 €		1 000 €
Produits d'entretien et d'hygiène	1 700 €		1 700 €
Jeux et matériel pédagogique	600 €		600 €
Matériel de bricolage	550 €		550 €
Locations mobilières	- €		- €
Locations immobilières	5 000 €		5 000 €
Crédit bail	2 700 €		2 700 €
Entretien et réparations	4 000 €		4 000 €
Réparations véhicules	300 €		300 €
Maintenance	4 500 €		4 500 €
Assurance	8 100 €		8 100 €
Documentation	200 €		200 €
Personnel extérieur	- €		- €
Honoraires et rémunérations intermédiaires	16 500 €	504 €	17 004 €
Déplacements	700 €		700 €
Transport (bus)	- €		- €
Fêtes et réceptions	2 500 €		2 500 €
Frais postaux / Télécoms / Internet	5 000 €		5 000 €
Services bancaires	500 €		500 €
Frais de stage et formation	6 800 €		6 800 €
Total charges d'exploitation	**193 642 €**	**3 087 €**	**196 729 €**
Salaires bruts	355 610 €	9 721 €	365 331 €
Charges sociales	110 250 €	3 475 €	113 725 €
Autres charges de personnel	- €	574 €	574 €
Taxes sur salaires	17 780 €	413 €	18 193 €
Total charges de personnel	**483 640 €**	**14 183 €**	**497 823 €**
Logistique	5 000 €		5 000 €
Autres charges (*)	3 518 €		3 518 €
(...)	- €		- €
Total autres charges	**8 518 €**		8 518 €
TOTAL CHARGES	**685 800 €**	**17 270 €**	**703 070 €**

Direction des Affaires Juridiques et des Achats
Commande publique

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Du 14 novembre à 14h

AVENANT POUR LA CONCESSIOIN DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION, GESTION ET ENTRETIEN DES SERVICES D'ACCEUIL PERISCOALIRES A DIETWILLER-HABSHEIM

A- **DESIGNATION DE LA CONSULTATION**
Collectivité concernée : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION **Objet de la consultation** : Avenant pour la concession de services portant délégation de service public pour l'exploitation, la gestion et l'entretien de Dietwiller-Habsheim

B - ORDRE DU JOUR
Avis sur l'augmentation de la capacité d'acceuil

C - COMPOSITION DE LA COMMISSION		
Membres convoqués le : 14 novembre 2025		
Membres à voix délibérative		
Nom et Prénom	**Signature**	**Excusé (e)**
Rémy NEUMANN, Président		
Josiane MEHLEN		
Christiane SCHELL		
Véronique MEYER		
Chantal RISSER		
Pierrette KEMPF		
Suppléants		
Pierre LOGEL		
Benoit BERGDOLL		
Gérard GREILSAMMER		
Catherine MATHIEU - BECHT		
Beytullah BEYAZ		
Membres à voix consultative		
Nom et Prénom	**Signature**	**Excusé (e)**
Marie-Line BERNAUER-BUSSIER Trésorière Principale de Mulhouse Alsace Agglomération		X
Evelyne KLEIN Représentante de la DIRECCTE		X

Membres désignés en raison de leur compétence	
Nom Prénom – Qualité	**Signature**
Sophie GUERIN – Directrice Adjointe et responsable du Service Périscolaire	

Thomas HANSER - Accompagnement financier et évaluation	
Florine THIERY – Juriste Commande publique	
Mor KA – Juriste Commande publique	

D - AVIS DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Avis favorable de la CDSP

Nb : Afin d'éviter tout risque de conflits d'intérêts, les élues dont les noms figurent ci-après ne peuvent pas être présentes, ni prendre part au vote des délibérations :

- Christiane Schell ;
- Pierrette Kempf

M. LE PRÉSIDENT : On passe à Habsheim.

MME MEHLEN : Voilà, le même schéma a dû être appliqué sur les sites de Habsheim, avec une augmentation de 10 places de maternelle midi et soir à Jean d'Ormesson et 14 places élémentaires midi et soir sur Nathan Katz. Et l'impact financier de cette augmentation de périmètre d'accueil représente 9 309 euros au titre de l'année 2025.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Josiane. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 80 + 13 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

45° DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES SITES PÉRISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DE DIETWILLER ET HABSHEIM (2026-2029) - CHOIX DU DÉLÉGATAIRE ET APPROBATION DES PROJETS DE CONVENTION D'EXPLOITATION (1.2.1/3012C)

Lors de sa séance du 09 décembre 2024, le Conseil d'Agglomération a approuvé le choix de la délégation de service public (DSP) en tant que mode d'exploitation des sites périscolaires et extrascolaires de Dietwiller et Habsheim, pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2029.

Dans le cadre de la procédure des consultations menées, un dossier de candidature a été reçu de la part de l'association « L'Ile aux Copains », délégataire actuel des DSP, pour chacun des sites.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 17 juillet 2025 pour examiner les candidatures et admettre les candidats à présenter une offre.

Les garanties professionnelles et financières, telles que résultant des pièces fournies conformément à la liste des documents exigés dans le règlement de la consultation, ayant été estimées suffisantes, la Commission a retenu le candidat et l'a admis à présenter une offre pour la DSP, puis au cours de la même séance a préconisé l'ouverture des négociations avec le candidat pour améliorer la proposition et solliciter une explication sur les modalités de calcul des budgets prévisionnels proposés.
Suite à une phase de négociation par voie dématérialisée et en présentiel le 25 septembre, les offres finales ont été remises le 22 octobre 2025.

Sur le plan qualitatif, l'association l'Ile aux Copains présente, après négociation, un projet d'établissement complet et clair dans toutes ses composantes.

Du fait de sa présence de longue date sur le territoire et de son expérience dans la gestion d'accueils périscolaire et extrascolaire, l'association peut s'appuyer sur sa grande connaissance du monde de l'animation et du public accueilli.

D'un point de vue financier et après négociations, l'association l'Ile aux Copains propose une offre cohérente pour le périscolaire et l'extrascolaire, que ce soit au niveau des recettes ou des charges.

Ci-dessous la contribution annuelle en euro constant demandée à Mulhouse Alsace Agglomération pour l'année 2026, pour chaque site :

Contribution	**2025** (pm)	**Contributions définitives 2026**
Périscolaire Habsheim	**299 309,00 €**	**313 216,00 €**
Périscolaire Dietwiller	**107 808,00 €**	**88 880,00 €**
Extrascolaire Habsheim	**198 400,00 €**	**422 695,00 €**
Extrascolaire Dietwiller	**111 600,00 €**	
TOTAL DSP	**717 117,00 €**	**824 791,00 €**

Les analyses financières détaillées figurent en annexes du rapport de l'exécutif.

A noter, la contribution annuelle sera revue chaque année en prenant compte une revalorisation à hauteur de 75 % de l'IPC (indice des prix à la consommation) de l'année précédente.
Par exemple, pour l'année 2027, la contribution sera revalorisée à hauteur de 75 % du taux de l'IPC2026.

Ainsi, il ressort de ces analyses que l'association L'Ile aux Copains présente de bonnes garanties pour assurer un service public de qualité.

Le rapport sur l'offre finale a été soumis pour avis à la Commission DSP du 14 novembre 2025 qui a émis un avis favorable sur l'offre finale.

Par conséquent, il est proposé de désigner L'Ile aux Copains pour assurer, d'une part, l'exploitation des sites périscolaires de Dietwiller et Habsheim pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération, d'autre part, l'exploitation des activités extrascolaires des deux communes pour le compte du Syndicat de Communes de l'Ile Napoléon (SCIN), compétent en matière d'extrascolaire.

Au regard de ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le choix de confier la délégation de service public pour l'exploitation des sites périscolaires et extrascolaires de Dietwiller et Habsheim à l'association l'Ile aux Copains,
- approuve les termes des conventions de délégation de service public,
- autorise le Président ou son représentant à signer les conventions ainsi que toutes pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (5)

- PV de de la commission DSP du 17 juillet 2025 (CDSP 1)
- PV de la commission DSP du 14 novembre 2025 (CDSP 2)
- Rapport de la commission DSP du 14 novembre 2025
- Rapport de l’exécutif et son annexe financière
- Projet de convention d’exploitation et budgets de la DSP

Pour toute demande de consultation de la délibération n°3012C et de ses pièces jointes, merci de s'adresser à la Direction Enfance et Famille :

37 boulevard Wallach
68100 MULHOUSE

de 8 h 30 à 11 h 30
et de 13 h 30 à 17 h

La délibération et ses pièces jointes sont également disponibles sur le site Internet de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) :
Délibérations, décisions & arrêtés | Mulhouse Alsace Agglomération - m2A

M. LE PRÉSIDENT : Toujours Josiane qui va vous présenter sept Délégations de Service Public qui sont soumises à votre approbation. Donc on va peut-être nous les présenter d'un coup et je passe les votes après.

MME MEHLEN : Oui, merci M. le Président. Si vous en êtes d'accord, je fais une petite introduction qui concerne l'ensemble de ce travail et ensuite, point par point, rapidement, les évolutions. Donc, comme chaque année, un important travail est mené pour renouveler les DSP qui arrivent à échéance ou pour mettre en place de nouvelles DSP sur des sites qui sont encore en convention d'objectifs. Pour janvier 2026, nous avons travaillé sur le renouvellement de huit sites périscolaires et Petite Enfance et sur la création de trois nouvelles DSP. Les renouvellements portent sur les sites de Dietwiller-Habsheim, Pfastatt pour "Ilôt Mômes" et "Récré ô Mômes", et pour Rixheim : le Trèfle, Les Romains, Entremont et Île Napoléon. Quant aux nouvelles DSP, je les ai évoquées tout à l'heure, entre autres Claire Roman sur Mulhouse et les structures Petite Enfance : La Grande Ours et Les Petits Pêcheurs de Lune d'Illzach. Avant de rentrer dans le détail, je voudrais quand même saluer le travail remarquable réalisé par nos équipes des services Enfance et Famille et de la direction Innovation et Évaluation, qui sont pilotés respectivement par Samuel BERNE et Aurélie HANIFA. Leurs analyses fines et extrêmement détaillées ont permis aux élus membres de la commission DSP de parfaitement comprendre les situations particulières de chaque site, et j'insiste sur ce mot particulier, nous ne sommes pas sur quelque chose d'uniforme, mais à chaque fois qu'on attribue une DSP, on regarde le détail et la particularité des bâtiments, de la situation, etc., pour adapter le juste prix à chaque partenaire. Je ne voudrais pas oublier non plus la direction des affaires juridiques et de la commande publique qui sont à nos côtés, c'est énormément de travail mais c'est un travail extrêmement intéressant et extrêmement constructif. Je voudrais aussi, et je ne le fais pas souvent mais je voudrais remercier mes collègues élus qui ont participé à ces commissions pour leur investissement et pour les échanges que nous avons dans ces moments de travail, échanges totalement transparents et riches, parce que je pense que nous avons vraiment le souci d'être là pour les personnes qui travaillent pour nous. Donc pour chacune des DSP, nous avons eu la chance de n'avoir, je dirais, qu'un seul candidat. D'un côté c'est une chance, mais cela n'a pas réduit l'importance de nos négociations avec les candidats. Les échanges et les explications étaient nombreux et les négociations nous ont permis d'établir ce que j'ai appelé tout à l'heure le juste prix du service et de définir des marges de progression, notamment financière. Enfin, il a été proposé de baser désormais l'évolution annuelle de la contribution de ces DSP sur l'indice des prix à la consommation, là encore pour ne pas pénaliser les délégataires qui eux aussi subissent ces augmentations de prix. C'était vraiment d'une manière générale, beaucoup, beaucoup de travail, il y a un an à chaque situation, mais un travail extrêmement riche et fructueux. Si vous le permettez, je vais commencer par les sites périscolaires de Habsheim et de Dietwiller, qu'il est proposé d'attribuer à l'association « L'île aux copains », qui était déjà le gestionnaire actuel, pour un montant annuel de 402 096 euros concernant le périscolaire et 422 695 euros pour l'activité extrascolaire, bien sûr à la charge du SCIN et non pas de m2A. Je me limite peut-être à ce genre d'informations. Si vous avez des questions, vous n'hésitez pas, M. le Président, si vous en êtes d'accord.

M. LE PRÉSIDENT : On passe tout de suite au vote ? On passe donc cette délibération au vote si vous n'avez pas de questions. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 79 + 13 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

46° DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES SITES PÉRISCOLAIRES "ILOT MÔMES" ET "RÉCRÉ Ô MÔMES" DE PFASTATT (2026-2029) - CHOIX DU DÉLÉGATAIRE ET APPROBATION DES PROJETS DE CONVENTION D'EXPLOITATION (1.2.1/3013C)

Lors de sa séance du 09 décembre 2024, le Conseil d'Agglomération a approuvé le choix de la délégation de service public en tant que mode d'exploitation des sites périscolaires « Ilot Mômes » et « Récré ô Mômes » de Pfastatt, pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2029.

Dans le cadre de la procédure des consultations menées, un dossier de candidature a été reçu de la part de l'association « MJC de Pfastatt – CSC La Bobine », délégataire actuel des DSP, pour chacun des sites.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 17 juillet 2025 pour examiner les candidatures.

Les garanties professionnelles et financières telles que résultant des pièces fournies conformément à la liste des documents exigés dans le règlement de la consultation ayant été estimées suffisantes, la Commission a retenu le candidat et l'a admis à présenter une offre pour chacune des DSP, puis au cours de la même séance a procédé à l'ouverture des offres.

Afin d'examiner les offres et d'émettre un avis, la Commission s'est réunie le 25 août 2025 où elle a considéré que les offres remises pour chacune des DSP étaient acceptables au regard des critères qualitatifs et quantitatifs énoncés.
Néanmoins, la Commission a préconisé l'ouverture des négociations avec le candidat pour améliorer les propositions et solliciter une explication sur les budgets prévisionnels proposés.
Suite à une phase de négociation par voie dématérialisée et en présentiel le 23 septembre 2025, les offres finales ont été remises le 03 octobre 2025.

Sur le plan qualitatif, le CSC la Bobine présente, après négociation, un projet d'établissement complet et clair dans toutes ses composantes. Du fait de sa présence de longue date sur le territoire, et de son expérience dans la gestion d'accueils Petite enfance et périscolaire, l'association peut s'appuyer sur sa grande connaissance du monde de l'animation et du public accueilli.
D'un point de vue financier et après négociations, le CSC la Bobine propose une offre cohérente, pour chaque site, que ce soit au niveau des recettes ou au niveau des charges.

Ci-dessous la contribution annuelle en euro constant demandée à Mulhouse Alsace Agglomération pour l'année 2026, pour chaque site :

DSP Pfastatt	pm : 2025	Contributions définitives 2026
Ilôt môme	82 156,00€	119 208,00€
Récré ô môme	160 167,00€	172 715,00€

Les analyses financières détaillées figurent en annexe du rapport de l'exécutif.

A noter, la contribution annuelle sera revue chaque année en prenant compte une revalorisation à hauteur de 75% de l'IPC (indice des prix à la consommation harmonisés) de l'année précédente.
Par exemple, pour l'année 2027, la contribution sera revalorisée à hauteur de 75% du taux de l'IPCH 2026.

Ainsi, il ressort de ces analyses que le CSC la Bobine présente de bonnes garanties pour assurer un service public de qualité, pour les deux DSP.

Par conséquent, il est proposé de désigner le CSC la Bobine pour assurer, d'une part, l'exploitation du site périscolaire « Ilot Mômes » de Pfastatt et, d'autre part, l'exploitation du site périscolaire « Récré ô Mômes » de Pfastatt.

Au regard de ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le choix de confier la délégation de service public pour l'exploitation des sites périscolaires « Ilot Mômes » et « Récré ô Mômes » de Pfastatt au CSC la Bobine,
- approuve les termes des conventions de délégation de service public,
- autorise le Président ou son représentant à signer les conventions ainsi que toutes pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (4)

- Rapport de la commission DSP et ses annexes
- Rapport de l'exécutif et ses annexes
- Projets de convention d'exploitation et leurs annexes
- PV de la commission DSP du 14 novembre 2025

Pour toute demande de consultation de la délibération n°3013C et de ses pièces jointes, merci de s'adresser à la Direction Enfance et Famille :

37 boulevard Wallach
68100 MULHOUSE

de 8 h 30 à 11 h 30
et de 13 h 30 à 17 h

La délibération et ses pièces jointes sont également disponibles sur le site Internet de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) :
Délibérations, décisions & arrêtés | Mulhouse Alsace Agglomération - m2A

M. LE PRÉSIDENT : On passe à Pfastatt.

MME MEHLEN : Merci. Concernant les deux sites périscolaires de Pfastatt, l'« Ilôt Mômes » et « Récré Ô Mômes », il est proposé de déléguer en gestion à l'association ou au centre socioculturel La Bobine pour les montants de 119 208 pour l'« Ilôt Mômes » et 172 715 euros pour « Récré Ô Mômes », et vous voyez nous avons une augmentation parce qu'ici, le délégataire avait sous-évalué le coût de gestion, et nous avons travaillé avec lui pour lui dire « attention, c'est trop faible, il faut que vous soyez au juste prix ».

M. LE PRÉSIDENT : Merci Josiane. Des questions ? Pas de questions. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 77 + 13 procurations.
Ne prennent pas part au vote (2) : Rémy NEUMANN et Fabienne ZELLER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

47° DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU SITE PÉRISCOLAIRE "CLAIRE ROMAN" À MULHOUSE (2026-2028) - CHOIX DU DÉLÉGATAIRE ET APPROBATION DU PROJET DE CONVENTION D'EXPLOITATION (1.2.1/3014C)

Lors de sa séance du 09 décembre 2024, le Conseil d'Agglomération a approuvé le choix de la délégation de service public en tant que mode d'exploitation des sites périscolaires « Claire Roman » de Mulhouse, pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2028.

Dans le cadre de la procédure des consultations menées, un dossier de candidature a été reçu de la part du CSC AFSCO, gestionnaire actuel du site.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 17 juillet 2025 pour examiner les candidatures et admettre les candidats à présenter une offre.

Les garanties professionnelles et financières telles que résultant des pièces fournies conformément à la liste des documents exigés dans le règlement de la consultation ayant été estimées suffisantes, la Commission a retenu le candidat et l'a admis à présenter une offre pour la DSP, puis au cours de la même séance a procédé a préconisé l'ouverture des négociations avec le candidat pour améliorer sa proposition et solliciter une explication sur les budgets prévisionnels proposés. Suite à une phase de négociation par voie dématérialisée et en présentiel, l'offre finale a été remise le 03 octobre 2025.

Sur le plan qualitatif, l'AFSCO présente, après négociation, un projet d'établissement complet et clair dans toutes ses composantes. Du fait de sa présence de longue date sur le territoire, et de son expérience dans la gestion

d'accueils Petite enfance et périscolaire, l'association peut s'appuyer sur sa grande connaissance du monde de l'animation et du public accueilli.

D'un point de vue financier et après négociations, l'AFSCO propose une offre cohérente, que ce soit au niveau des recettes ou au niveau des charges.

Ci-dessous la contribution annuelle en euro constant demandée à Mulhouse Alsace Agglomération pour l'année 2026 :

DSP Claire Roman - Mulhouse	2025	2026
Périscolaire	**200 798,00€**	**227 212,00€**

L'analyse financière détaillée figure en annexe du rapport de l'exécutif.

A noter, la contribution annuelle sera revue chaque année en prenant compte une revalorisation à hauteur de 75% de l'IPC (indice des prix à la consommation) de l'année précédente.
Par exemple, pour l'année 2027, la contribution sera revalorisée à hauteur de 75% du taux de l'IPC2026.

Ainsi, il ressort de cette analyse que le CSC AFSCO présente de bonnes garanties pour assurer un service public de qualité.

Par conséquent, il est proposé de désigner le CSC AFSCO » pour assurer, l'exploitation du site périscolaire « Claire Roman » de Mulhouse.

Au regard de ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le choix de confier la délégation de service public pour l'exploitation du site périscolaire « Claire Roman » de Mulhouse au CSC AFSCO,
- approuve les termes de la convention de délégation de service public,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention ainsi que toutes pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (5)

- PV de la commission DSP du 17 juillet 2025
- Rapport de la commission DSP du 14 novembre 2025
- Rapport de l'exécutif et son annexe financière
- Projet de convention d'exploitation et ses budgets
- PV de la commission DSP du 14 octobre 2025

Pour toute demande de consultation de la délibération n°3014C et de ses pièces jointes, merci de s'adresser à la Direction Enfance et Famille :

37 boulevard Wallach
68100 MULHOUSE

de 8 h 30 à 11 h 30
et de 13 h 30 à 17 h

La délibération et ses pièces jointes sont également disponibles sur le site Internet de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) :
Délibérations, décisions & arrêtés | Mulhouse Alsace Agglomération - m2A

M. LE PRÉSIDENT : On passe à Claire Roman.

MME MEHLEN : Oui, Claire Roman, donc un nouveau périscolaire sur Mulhouse et il vous est proposé de le confier au centre socioculturel de l'AFSCO pour un montant de 227 212 au titre de l'année 2026. L'AFSCO gérait déjà ce périscolaire, mais non pas dans ce nouveau site, mais dans son ancienne structure. C'est pour cela que vous avez un chiffre 25 malgré la nouveauté de la structure.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Josiane, des questions ? Oui Madame EL HAJJAJI, je vous en prie prenez le micro.

MME EL HAJJAJI : : Oui, merci. Sans aucun doute, le périscolaire est un marqueur fort de la politique publique de m2A. Évidemment, nous voterons en faveur des propositions portées par Josiane MEHLEN. Cependant, même si le sujet concerne l'ensemble des communes de m2A, vous me permettrez de faire un focus sur la situation mulhousienne où tous les besoins ne sont pas satisfaits. La question de l'accueil de tous les enfants est un droit contenu dans le principe de l'égalité, or il y a un manque de place à l'école élémentaire La Fontaine et à l'école Sellier. Un projet existe pour Sellier, il faudrait le concrétiser rapidement et envisager la même chose pour La Fontaine. De plus, aujourd'hui, les critères de priorité d'accès reposent sur le travail des parents et c'est normal. Cependant quid des enfants dont les parents sont privés d'emploi et en particulier les familles monoparentales. Il y a là une lacune qu'il conviendrait de combler rapidement. Enfin, une large majorité de parents sont partisans d'une amplitude élargie le matin avec une ouverture à 7h15. C'est une demande sociale forte. Merci.

MME MEHLEN : Alors concernant les structures que vous venez de citer, elles sont effectivement en forte tension et c'est un travail que nous menons en grande proximité avec Chantal RISSER et les équipes administratives de la ville. Nous nous voyons régulièrement pour faire un point, pour justement analyser dans le détail les occupations des différents sites et pour là aussi constater très souvent qu'il y a des besoins qu'on ne peut pas couvrir parce que parfois les bâtiments ne permettent pas d'accueillir plus d'enfants. Donc oui, on a une liste conséquente de sites à construire, vous le voyez à chaque fois qu'on parle de PPI, et nous faisons de notre mieux pour y répondre, Sellier étant à l'ordre du jour de l'année prochaine, donc le projet va voir concrètement le jour. Concernant alors les priorités pour l'accès au périscolaire, évidemment quand les deux parents travaillent il y a une priorité, mais également pour les familles monoparentales, elles font partie de nos priorités donc là, il y a peut-être quelque chose à revoir. C'est très important, les familles monoparentales font aussi partie du public prioritaire et il faut leur laisser toute leur place, c'est une évidence. Ce n’est jamais facile. Il faut aussi faire attention quand on dit que, par exemple, tous les enfants doivent être accueillis sur le temps du repas de midi. Il faut faire attention, nous sommes dans une situation de périscolaire et non pas de restauration scolaire. Parce que dans la restauration scolaire, on est obligé d'accueillir tous les enfants dans les cantines des écoles, mais ce n'est pas le cas au niveau du périscolaire pourtant, nous sommes très attentifs au volet social.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. On va passer au vote sur l'exploitation du site périscolaire Claire Roman de Mulhouse. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 77 + 12 procurations.
Ne prennent pas part au vote (2) : Christiane SCHELL et Chantal RISSER (représentée par Paul QUIN).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

48° DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES CRÈCHES "LA GRANDE OURSE" ET "LES PETITS PÊCHEURS DE LUNE" À ILLZACH (2026-2029) - CHOIX DU DÉLÉGATAIRE ET APPROBATION DES PROJETS DE CONVENTION D'EXPLOITATION (1.2.1/3020C)

Lors de sa séance du 09 décembre 2024, le Conseil d'Agglomération a approuvé le choix de la délégation de service public en tant que mode d'exploitation des sites d'accueil petite enfance La Grande Ourse et les Petits Pêcheurs de Lune à Illzach, pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2029.

Dans le cadre de la procédure des consultations menées, un dossier de candidature a été reçu de la part de l'association du multi-accueil d'Illzach, gestionnaire actuel des deux crèches.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) s'est réunie le 17 juillet 2025 pour examiner les candidatures et admettre les candidats à présenter une offre.

Les garanties professionnelles et financières telles que résultant des pièces fournies conformément à la liste des documents exigés dans le règlement de la consultation ayant été estimées suffisantes, la Commission a retenu le candidat et l'a admis à présenter une offre pour la DSP, puis au cours de la même séance a préconisé l'ouverture des négociations avec le candidat pour améliorer sa proposition et solliciter une explication sur les budgets prévisionnels proposés. Suite à une phase de négociation par voie dématérialisée et en présentiel, l'offre finale a été remise le 03 octobre 2025.

Sur le plan qualitatif, l'association du multi-accueil présente, après négociation, un projet d'établissement complet et clair dans toutes ses composantes. Du fait de sa présence de longue date sur le territoire, et de son expérience dans la gestion d'accueils Petite enfance, l'association peut s'appuyer sur sa grande connaissance du monde de l'animation et du public accueilli.

D'un point de vue financier et après négociations, l'association multi-accueil d'Illzach propose une offre cohérente, que ce soit au niveau des recettes ou au niveau des charges.

Ci-dessous la contribution annuelle en euro constant demandée à Mulhouse Alsace Agglomération :

Contribution Offre finale	2026	2027	2028	2029	TOTAL
Grande Ourse	211 102€	214 774€	196 424€	196 424€	818 724€
Petits Pêcheurs de Lune	231 227€	231 227€	231 227€	231 227€	924 908€
Total	442 329€	446 001€	427 651€	427 651€	1 743 632€

L'analyse financière détaillée figure en annexe du rapport de l'exécutif.

A noter, la contribution annuelle sera revue chaque année en prenant en compte une revalorisation à hauteur de 75% de l'IPC (indice des prix à la consommation) de l'année précédente.
Par exemple, pour l'année 2027, la contribution sera revalorisée à hauteur de 75% du taux de l'IPC 2026.

Ainsi, il ressort de cette analyse que l'association du multi-accueil d'Illzach présente de bonnes garanties pour assurer un service public de qualité, pour la DSP.

Le rapport sur l'offre finale a été soumis pour avis à la CDSP du 14 novembre 2025 qui a émis un avis favorable sur l'offre finale.

Par conséquent, il est proposé de désigner l'association du multi-accueil d'Illzach pour assurer, l'exploitation des site petite enfance « Grande Ourse » et « Les Petits Pêcheurs de Lune » à Illzach.

Au regard de ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le choix de confier la délégation de service public pour l'exploitation des site petite enfance « Grande Ourse » et « Les Petits Pêcheurs de Lune » à Illzach,
- approuve les termes de la convention de délégation de service public,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention ainsi que toutes pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (5)

- PV de la commission DSP du 17 juillet 2025
- Rapport de la commission DSP du 14 novembre 2025
- Rapport de l'exécutif et son annexe financière
- Projet de convention d'exploitation et ses budgets
- PV de la commission DSP du 14 novembre 2025

Pour toute demande de consultation de la délibération n°3020C et de ses pièces jointes, merci de s'adresser à la Direction Enfance et Famille :

37 boulevard Wallach
68100 MULHOUSE

de 8 h 30 à 11 h 30
et de 13 h 30 à 17 h

La délibération et ses pièces jointes sont également disponibles sur le site Internet de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) :
Délibérations, décisions & arrêtés | Mulhouse Alsace Agglomération - m2A

M. LE PRÉSIDENT : On passe à Illzach.

MME MEHLEN : Oui, dans le domaine de la petite enfance, cette fois-ci, il faut renouveler la DSP des sites de « la Grande Ours » et des « Petits Pêcheurs de Lune », et il vous est proposé d'attribuer ces délégations à l'association du multi-accueil d'Illzach pour un montant total de 442 329 euros, un peu inférieur à ce qui était fait précédemment. Mais là aussi, il y a eu un travail fin qui a été fait et on a pu, avec la structure, trouver des pistes d'économie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Josiane. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 78 + 13 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Jean-Luc SCHILDKNECHT

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

49° DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION, LA GESTION ET L'ENTRETIEN DES SERVICES PETITE ENFANCE ET PÉRISCOLAIRES DES SITES « LE TRÊFLE » ET « LES ROMAINS » À RIXHEIM (2026-2028) – CHOIX DU DÉLÉGATAIRE ET APPROBATION DES PROJETS DE CONVENTION D'EXPLOITATION (1.2.1/3021C)

Lors de sa séance du 09 décembre 2024, le Conseil d'Agglomération a approuvé le choix de la délégation de service public en tant que mode d'exploitation du site d'accueil petite enfance du Trèfle et périscolaire Les Romains à Rixheim, pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2028.

Dans le cadre de la procédure des consultations menées, un dossier de candidature a été reçu de la part de l'association du CSC La Passerelle, délégataire actuel de la DSP.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission d'ouverture des plis s'est réunie le 17 juillet 2025 pour examiner les candidatures et admettre les candidats à présenter une offre.

Les garanties professionnelles et financières telles que résultant des pièces fournies conformément à la liste des documents exigés dans le règlement de la consultation ayant été estimées suffisantes, la Commission a retenu le candidat et l'a admis à présenter une offre pour la DSP, puis au cours de la même séance a préconisé l'ouverture des négociations avec le candidat pour améliorer sa proposition et solliciter une explication sur les budgets prévisionnels proposés. Suite à une phase de négociation par voie dématérialisée et en présentiel, l'offre finale a été remise le 13 novembre 2025.

Sur le plan qualitatif, le CSC la Passerelle présente, après négociation, un projet d'établissement complet et clair dans toutes ses composantes. Du fait de sa présence de longue date sur le territoire, et de son expérience dans la gestion d'accueils Petite enfance, l'association peut s'appuyer sur sa grande connaissance du monde de l'animation et du public accueilli.

D'un point de vue financier et après négociations, le CSC La Passerelle propose une offre cohérente, que ce soit au niveau des recettes ou au niveau des charges.

Ci-dessous la contribution annuelle en euro constant demandée à Mulhouse Alsace Agglomération :

Contribution Offre finale	2026	2027	2028	TOTAL
Crèche	109 258€	109 258€	109 258 €	327 774 €
Périscolaire	210 199€	210 199€	210 199 €	630 597 €
LAEP	31 232€	31 232€	31 232 €	93 696 €
RPE	15 843€	15 843€	15 843 €	47 529 €
Total	366 532€	366 532€	366 532€	1 099 596€

L'analyse financière détaillée figure en annexe du rapport de l'exécutif.

A noter, la contribution annuelle sera revue chaque année en prenant en compte une revalorisation à hauteur de 75% de l'IPC (indice des prix à la consommation) de l'année précédente.
Par exemple, pour l'année 2027, la contribution sera revalorisée à hauteur de 75% du taux de l'IPC 2026.

Ainsi, il ressort de cette analyse que le CSC La Passerelle présente de bonnes garanties pour assurer un service public de qualité pour la DSP.

Le rapport sur l'offre finale a été soumis pour avis à la Commission de Délégation de Service Public du 14 novembre 2025 qui a émis un avis favorable sur l'offre finale.

Par conséquent, il est proposé de désigner l'association le CSC La Passerelle pour assurer l'exploitation de la crèche « Le Trèfle », du Lieu d'accueil Parent Enfant (LAEP), du Relais Petite Enfance (RPE) et du périscolaire « Les Romains » sur la commune de Rixheim.

Au regard de ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le choix de confier la délégation de service public pour l'exploitation de la crèche « Le Trèfle », du Lieu d'accueil Parent Enfant (LAEP), du Relais Petite Enfance (RPE) et du périscolaire « Les Romains » sur la commune de Rixheim,
- approuve les termes de la convention de délégation de service public,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention ainsi que toutes pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (5)

- PV de la commission DSP du 17 juillet 2025
- PV de la commission DSP du 14 novembre 2025
- Rapport de la commission DSP du 14 novembre 2025
- Rapport de l’exécutif et son annexe financière

Pour toute demande de consultation de la délibération n°3021C et de ses pièces jointes, merci de s'adresser à la Direction Enfance et Famille :

37 boulevard Wallach
68100 MULHOUSE

de 8 h 30 à 11 h 30
et de 13 h 30 à 17 h

La délibération et ses pièces jointes sont également disponibles sur le site Internet de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) :
Délibérations, décisions & arrêtés | Mulhouse Alsace Agglomération - m2A

M. LE PRÉSIDENT : On continue sur Rixheim.

MME MEHLEN : Cette fois-ci, il est proposé de désigner l'association du centre socioculturel La Passerelle pour assurer l'exploitation de la crèche du Trèfle, du Lieu d'Accueil Parents Enfants, du Relais Petite Enfance et du périscolaire « Les Romains » sur la commune de Rixheim. La contribution totale s'élève à 366 532 euros contre 453 548 en 2025. Là, il y a eu beaucoup de travail de fait, mais nous sommes, je vous rassure, au juste prix.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. Des questions ? Des votes contre ou des abstentions ?

Pour : 75 + 12 procurations.
Ne prennent pas part au vote (4) : Rachel BAECHTEL, Catherine MATHIEU-BECHT, Pierre LOGEL et Christiane SCHELL.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

50° DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION, LA GESTION ET L'ENTRETIEN DE LA CRÊCHE "TOURNICOTI" ET DU SITE PÉRISCOLAIRE "ILE NAPOLEON" À RIXHEIM (2026-2028) - CHOIX DU DÉLÉGATAIRE ET APPROBATION DES PROJETS DE CONVENTION D'EXPLOITATION (1.2.1/3022C)

Lors de sa séance du 09 décembre 2024, le Conseil d'Agglomération a approuvé le choix de la délégation de service public (DSP) en tant que mode d'exploitation du site d'accueil petite enfance (crèche) et périscolaire à Rixheim, pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2028.

Dans le cadre de la procédure des consultations menées, un dossier de candidature a été reçu de la part de l'association du CSC La Passerelle, délégataire actuel de la DSP.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission d'ouverture des plis s'est réunie le 17 juillet 2025 pour examiner les candidatures et admettre les candidats à présenter une offre.

Les garanties professionnelles et financières telles que résultant des pièces fournies conformément à la liste des documents exigés dans le règlement de la consultation ayant été estimées suffisantes, la Commission a retenu le candidat et l'a admis à présenter une offre pour la DSP, puis au cours de la même séance a préconisé l'ouverture des négociations avec le candidat pour améliorer sa proposition et solliciter une explication sur les budgets prévisionnels proposés. Suite à une phase de négociation par voie dématérialisée et en présentiel, l'offre finale a été remise le 13 novembre 2025.

Sur le plan qualitatif, le CSC la Passerelle présente, après négociation, un projet d'établissement complet et clair dans toutes ses composantes. Du fait de sa présence de longue date sur le territoire et de son expérience dans la gestion d'accueils Petite enfance, l'association peut s'appuyer sur sa grande connaissance du monde de l'animation et du public accueilli.

D'un point de vue financier et après négociations, le CSC La Passerelle propose une offre cohérente, que ce soit au niveau des recettes ou au niveau des charges.

Ci-dessous la contribution annuelle en euro constant demandée à Mulhouse Alsace Agglomération :

Contribution Offre finale	2026	2027	2028	TOTAL
Crèche	**134 945€**	**134 945€**	**134 945€**	**404 835€**
Périscolaire	**119 904€**	**119 904€**	**119 904€**	**359 712€**
Total	**254 849€**	**254 849€**	**254 849€**	**764 547€**

L'analyse financière détaillée figure en annexe du rapport de l'exécutif.

A noter, la contribution annuelle sera revue chaque année en prenant en compte une revalorisation à hauteur de 75% de l'IPC (indice des prix à la consommation) de l'année précédente.
Par exemple, pour l'année 2027, la contribution sera revalorisée à hauteur de 75% du taux de l'IPC 2026.

Ainsi, il ressort de cette analyse que le CSC La Passerelle présente de bonnes garanties pour assurer un service public de qualité, pour la mise en œuvre de la DSP.

Par conséquent, il est proposé de désigner l'association le CSC La Passerelle pour assurer l'exploitation de la crèche « Tournicoti » et du périscolaire « Les petits princes » de l'Ile Napoléon sur la commune de Rixheim.

Au regard de ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le choix de confier la délégation de service public pour l'exploitation des sites petite enfance de la crèche « Tournicoti » et du périscolaire « Ile Napoléon » sur la commune de Rixheim,
- approuve les termes de la convention de délégation de service public,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention ainsi que toutes pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (5)

- PV de la commission DSP du 17 juillet 2025
- PV de la commission DSP du 14 novembre 2025
- Rapport de la commission DSP du 14 novembre 2025
- Rapport de l'exécutif et son annexe financière
- Projet de convention d'exploitation et ses budgets

Pour toute demande de consultation de la délibération n°3022C et de ses pièces jointes, merci de s'adresser à la Direction Enfance et Famille :

37 boulevard Wallach
68100 MULHOUSE

de 8 h 30 à 11 h 30
et de 13 h 30 à 17 h

La délibération et ses pièces jointes sont également disponibles sur le site Internet de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) :
Délibérations, décisions & arrêtés | Mulhouse Alsace Agglomération - m2A

M. LE PRÉSIDENT : On passe à « Tournicoti ».

MME MEHLEN : Alors toujours Rixheim, il est proposé cette fois-ci de désigner encore La Passerelle pour assurer l'exploitation des sites petite enfance de la crèche « Tournicoti », « Ile Napoléon » et du Périscolaire « Les Petits Princes » sur la commune de Rixheim pour une contribution de 254 849 euros.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 75 + 12 procurations.
Ne prennent pas part au vote (4) : Rachel BAECHTEL, Catherine MATHIEU-BECHT, Pierre LOGEL et Christiane SCHELL.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

51° DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION, LA GESTION ET L'ENTRETIEN DES SERVICES PETITE ENFANCE, PÉRISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DU SITE "ENTREMONT" À RIXHEIM - CHOIX DU DÉLÉGATAIRE ET APPROBATION DES PROJETS DE CONVENTION D'EXPLOITATION (1.2.1/3023C)

Lors de sa séance du 09 décembre 2024, le Conseil d'Agglomération a approuvé le choix de la délégation de service public en tant que mode d'exploitation du site d'accueil petite enfance (crèche), périscolaire et extrascolaire à Rixheim, pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2028.

Pour mémoire, un groupement d'autorités concédantes a été mis en place avec le Syndicat de Communes de l'Ile Napoléon (SCIN), compétent en matière d'extrascolaire, afin de mener une procédure commune.

Dans le cadre de la procédure des consultations menées, un dossier de candidature a été reçu de la part de l'association du CSC La Passerelle, délégataire actuel de la DSP.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) s'est réunie le 17 juillet 2025 pour examiner les candidatures et admettre les candidats à présenter une offre.

Les garanties professionnelles et financières telles que résultant des pièces fournies conformément à la liste des documents exigés dans le règlement de la consultation ayant été estimées suffisantes, la Commission a retenu le candidat et l'a admis à présenter une offre pour la DSP, puis au cours de la même séance a préconisé l'ouverture des négociations avec le candidat pour améliorer sa proposition et solliciter une explication sur les budgets prévisionnels proposés. Suite à une phase de négociation par voie dématérialisée et en présentiel, l'offre finale a été remise le 13 novembre 2025.

Sur le plan qualitatif, le CSC la Passerelle présente, après négociation, un projet d'établissement complet et clair dans toutes ses composantes. Du fait de sa présence de longue date sur le territoire, et de son expérience dans la gestion d'accueils Petite enfance, l'association peut s'appuyer sur sa grande connaissance du monde de l'animation et du public accueilli.

D'un point de vue financier et après négociations, le CSC La Passerelle propose une offre cohérente, que ce soit au niveau des recettes ou au niveau des charges.

Ci-dessous la contribution annuelle en euro constant demandée à Mulhouse Alsace Agglomération :

Contribution Offre finale	2026	2027	2028	TOTAL
Crèche	**135 016€**	**135 016€**	**135 016€**	**405 048 €**
Périscolaire	**263 127€**	**263 127€**	**263 127€**	**789 381 €**
Extrascolaire	**260 000€**	**260 000€**	**260 000€**	**780 000 €**
Total	**658 143€**	**658 143€**	**658 143€**	**1 974 429€**

L'analyse financière détaillée figure en annexe du rapport de l'exécutif.

A noter, la contribution annuelle sera revue chaque année en prenant en compte une revalorisation à hauteur de 75% de l'IPC (indice des prix à la consommation) de l'année précédente.
Par exemple, pour l'année 2027, la contribution sera revalorisée à hauteur de 75% du taux de l'IPC 2026.

Ainsi, il ressort de cette analyse que le CSC La Passerelle présente de bonnes garanties pour assurer un service public de qualité, pour la DSP.

Par conséquent, il est proposé de désigner l'association le CSC La Passerelle pour assurer l'exploitation des sites petite enfance de la crèche « Agora », du périscolaire « Entremont » et de l'extrascolaire sur la commune de Rixheim.

Au regard de ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le choix de confier la délégation de service public pour l'exploitation de la crèche « Agora », du périscolaire « Entremont » et de l'extrascolaire sur la commune de Rixheim,
- approuve les termes de la convention de délégation de service public,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention ainsi que toutes pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (5)

- PV de la commission DSP du 17 juillet 2025
- PV de la commission DSP du 14 novembre 2025
- Rapport de la commission DSP du 14 novembre 2025
- Rapport de l'exécutif et son annexe financière
- Projet de convention d'exploitation et ses budgets

Pour toute demande de consultation de la délibération n°3023C et de ses pièces jointes, merci de s'adresser à la Direction Enfance et Famille :

37 boulevard Wallach
68100 MULHOUSE

de 8 h 30 à 11 h 30
et de 13 h 30 à 17 h

La délibération et ses pièces jointes sont également disponibles sur le site Internet de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) :
Délibérations, décisions & arrêtés | Mulhouse Alsace Agglomération - m2A

M. LE PRÉSIDENT : Et je crois que tu arrives bientôt à la dernière, là.

MME MEHLEN : Presque, presque.

M. LE PRÉSIDENT : Rixheim.

MME MEHLEN : Voilà, nous avons encore une fois Rixheim, et je voudrais aussi rassurer les collègues parce que La Passerelle a vu son plan de redressement validé par le tribunal, et est donc totalement éligible parce que si le plan de redressement n'avait pas été validé, nous n'aurions pas pu renouer ce partenariat. Donc là aussi, merci à tous les collègues qui ont travaillé à ce redressement et en particulier la transparence avec la ville de Rixheim. Donc concernant l'association centre socioculturel La Passerelle, nous vous proposons de leur confier également les sites petite enfance de la crèche Agora et du périscolaire Entremont et de l'extrascolaire qui est porté financièrement par la ville de Rixheim. Contribution pour m2A de 658 143 euros, un peu supérieur à la précédente, mais là, encore une fois, liée à la recherche du détail.

M. LE PRÉSIDENT : C'est le juste prix.

MME MEHLEN : : Juste prix, mais c'est important.

M. LE PRÉSIDENT : Est-ce qu'il y a des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 75 + 12 procurations.
Ne prennent pas part au vote (3) : Rachel BAECHTEL, Pierre LOGEL et Christiane SCHELL.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

52° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS PÉRISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES SUR LES COMMUNES DE BALDERSHEIM, SAUSHEIM ET BATTENHEIM : CONSTITUTION DE GROUPEMENTS D'AUTORITÉS CONCÉDANTES (1.2.1/3015C)

Mulhouse Alsace Agglomération, conformément à ses statuts, entend répondre aux attentes des familles des communes membres par la mise en œuvre de ses compétences en matière d'organisation et de développement d'une offre d'accueil en faveur des enfants de 0 à 12 ans.

Plusieurs concessions portant délégation de service public concernant des sites Petite enfance et périscolaires arrivent à échéance au 31 décembre 2026, notamment les sites périscolaires et extrascolaires de Baldersheim, Sausheim et Battenheim.

Le Syndicat de Communes de l'Ile Napoléon (SCIN), compétent en matière d'activités extrascolaires pour les communes de Sausheim, Baldersheim et Battenheim a émis la volonté de pérenniser le groupement d'autorités concédantes pour ces concessions, dans un souci de gestion efficiente du service public et de la volonté d'avoir un gestionnaire commun.

Il est ainsi proposé de constituer un groupement d'autorités concédantes avec le SCIN, tant pour la passation que pour l'exécution des concessions suivantes :

- Exploitation des sites périscolaires et extrascolaires de Baldersheim et Battenheim
- Exploitation des sites périscolaires et extrascolaires de Sausheim

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le projet de convention de groupement d'autorités concédantes joint en annexe,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention de groupement d'autorités concédantes pour l'exploitation des activités périscolaires des sites de Baldersheim, Sausheim et Battenheim conclue avec le Syndicat de Communes de l'Ile Napoléon.

PJ : (1)

- Projet de convention

SGJ
PJ – 3015C

CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES POUR LES CONCESSIONS DE SERVICE PUBLIC RELATIVES A LA GESTION DES SITES PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DE BALDERSHEIM, SAUSHEIM et BATTENHEIM

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 08 décembre 2025

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

Le Syndicat de Communes Ile Napoléon (SCIN) représenté par son Président, Monsieur Pierre LOGEL, agissant en vertu d'une délibération du Comité Syndical en date du ……..

Préambule :

Soucieux d'une gestion efficiente du service public, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), compétente dans le domaine Périscolaire – Petite enfance et le Syndicat de Communes Ile Napoléon (SCIN), compétent dans le domaine de l'extrascolaire pour les communes de Baldersheim, Sausheim et Battenheim, souhaitent constituer un groupement d'autorités concédantes, afin de désigner les concessionnaires chargés de la gestion des activités périscolaires et extrascolaires à Baldersheim, Sausheim et Battenheim.

En application des articles L3112-1 et suivants du Code de la commande publique, le SCIN et m2A conviennent que la gestion de la procédure de passation des concessions de service public soit confiée à m2A selon les modalités ci-après précisées :

Article 1 : Objet du groupement de commandes

La présente convention définit les modalités de fonctionnement du groupement d'autorités concédantes constitué pour la passation commune des concessions de service public relatives à la gestion des activités périscolaires et extrascolaires à Baldersheim, Sausheim et Battenheim.

Article 2 : Durée du groupement

Le groupement prendra fin à l'expiration des concessions de service public relatives à la gestion des activités périscolaires et extrascolaires à Baldersheim, Battenheim et Sausheim, soit au 31 décembre 2029.

Article 3 : Composition du groupement

Le groupement d'autorités concédantes est constitué des autorités concédantes signataires de la présente convention, soit :

- la communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A),
- le Syndicat de Communes Ile Napoléon (SCIN).

Article 4 : Désignation du coordonnateur du groupement

En application de l'article L3112-2 du Code de la commande publique, Mulhouse Alsace Agglomération est chargée de mener les procédures de passation des concessions de service public objet du groupement, et à ce titre est désignée comme « coordonnateur du groupement » pour la durée de la convention. Elle est représentée par le Président de m2A ou toute personne bénéficiant de sa délégation de signature pour l'exercice des attributions de coordonnateur.

Article 5 : Frais de fonctionnement du groupement

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération, en tant que coordonnateur du groupement, assure le financement des frais matériels exposés par le groupement, notamment :

- les frais relatifs à la publication des avis de concessions et des avis d'attribution
- les frais de reproduction de dossiers
- les frais d'envoi des dossiers.

Elle ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des missions de coordonnateur.

Article 6 : Mission du coordonnateur

Mulhouse Alsace Agglomération est chargée, dans le respect des articles L.1411-1 à L.1411-19 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), du Code de la commande publique, et des principes généraux de la commande publique, de réaliser en qualité de coordonnateur les missions suivantes :

1. Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de concession
2. D'assister le SCIN dans la définition de ses besoins et de les centraliser
3. D'élaborer l'ensemble du dossier de consultation en fonction des besoins définis par les membres
4. D'assurer la publication de l'avis de concession *(art. R3122-1 du Code de la commande publique)*
5. D'assurer l'accès sur son profil acheteur aux documents de la consultation *(art. L3122-4 du Code de la commande publique)*
6. De procéder à la réception, à l'enregistrement des plis *(art. L1411-5 du CGCT)*
7. De convoquer la Commission de délégation de service public pour l'ouverture des plis ainsi que pour l'avis sur les offres *(art. L1411-5 du CGCT et art. 9 de la présente convention)*
8. D'établir les rapports pour la Commission de Délégation de Service Public *(art. L1411-5 du CGCT)*, en lien avec le SCIN pour l'analyse des activités extrascolaires
9. D'assurer les négociations avec les différents candidats retenus par l'autorité habilitée à signer la convention, en lien avec le SCIN pour la négociation des activités extrascolaires *(art. L1411-5 du CGCT)*
10. D'assurer l'ensemble des opérations de sélection du concessionnaire
    - Rédaction des rapports d'analyse en lien avec le SCIN pour les activités extrascolaires
    - Rédaction et envoi des avis d'attribution
    - Information des candidats non retenus
11. De saisir son assemblée délibérante pour l'approbation du choix du délégataire *(art. L1411-7 du CGCT)*
12. D'assurer l'envoi des pièces au contrôle de légalité avant et après notification
13. De signer les pièces constitutives de la concession de service public et de les notifier au délégataire
14. De procéder aux mesures de publicité après attribution *(art. 32 du décret n°2016-86)*
15. D'avertir le SCIN en cas de litiges pouvant concerner l'ensemble des membres
16. De transmettre le contrat exécutoire au SCIN

Article 7 : Obligations des membres du groupement

Les membres sont chargés :

- Avant lancement de la procédure de passation :

  - De faire se prononcer leur assemblée délibérante respective sur le principe de la concession de service public, après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux et le cas échéant, du comité technique ou du comité social territorial, conformément aux articles L.1411-4 du CGCT et 54 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et leurs établissements publics.

  - De communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins et les dispositions relevant de leur compétence à intégrer dans le cahier des charges

- Au cours de la procédure de passation :

  - De participer à l'analyse technique des offres et à la rédaction de la convention d'exploitation pour la partie les concernant ; pour le SCIN, la partie relevant de l'extrascolaire, pour m2A, celles relevant du périscolaire et de la petite enfance.

- A l'issue de la procédure de passation :

  - Chaque membre est chargé d'assurer la bonne exécution des services délégués le concernant, et notamment d'assurer le paiement des contributions forfaitaires fixées dans les conventions d'exploitation.

Article 8 : Modalités de choix

Le choix du délégataire est effectué sur la base des critères de choix définis dans le règlement de consultation. Ces critères seront déterminés en lien avec chacun des membres du groupement.

Article 9 : Commission de la Délégation de Service Public du groupement

La Commission de Délégation de Service Public du groupement, visée par l'article L. 1411-5 du CGCT, est celle du coordonnateur conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5-1 §II du CGCT. Cette commission a été élue par

l'assemblée délibérante de Mulhouse Alsace Agglomération lors du Conseil d'Agglomération du 18 juillet 2020 (Délibération n°47C).

Les membres de cette commission s'adjoignent les compétences strictement nécessaires, dans le domaine de la consultation, des agents des services de m2A et/ou du SCIN.

Article 10 : Responsabilité du coordonnateur et des membres du groupement

Le coordonnateur est responsable envers l'ensemble des membres du groupement de la bonne exécution des seules missions indiquées à l'article 6 de la présente convention.

Les membres du groupement sont responsables de la bonne exécution des missions prévues à l'article 7 de la présente convention.

Article 11 : Exécution du contrat de délégation de service public

Chaque membre du groupement est responsable, pour les services objets de leur contrat respectif, de l'exécution des concessions de service public, notamment :

- En application de l'article 1411-6 du CGCT : en cas de prolongation de la délégation de service public ou tout autre avenant, l'assemblée délibérante du membre du groupement concerné statue sur le projet d'avenant. Tout projet d'avenant à la convention de délégation de service public entrainant une augmentation de plus de 5 % sera soumis préalablement pour avis à la Commission de Délégation de Service Public. L'augmentation de 5 % est appréciée sur la base du montant global du au délégataire pour la (les) service(s) délégué(s) par chaque membre du groupement.

- En application de l'article L3131-5 du Code de la commande publique : le(s) titulaire(s) transmettra chaque année avant le 1er juin un rapport comportant notamment les comptes relatifs à l'exécution des délégations de service public : à m2A concernant les activités périscolaires/petite enfance et au SCIN concernant les activités extrascolaires. Chaque membre du groupement exerce le contrôle de la délégation pour la (les) service(s) qu'il a délégué, et se charge notamment de présenter les rapports annuels en réunissant la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).

Article 12 : Modification de la présente convention

Toute modification des termes de la présente convention nécessitera l'accord de l'ensemble des membres du groupement. La présente convention sera alors modifiée par avenant.

Article 13 : Règlement des litiges

Les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les membres du groupement s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Article 14 : Représentation en justice

Le SCIN donne mandat au coordonnateur pour le représenter vis-à-vis des candidats et des tiers à l'occasion de tout litige né de la procédure de passation de la concession de service public, dans le cadre des seules missions indiquées à l'article 6 de la présente convention.

Les litiges susceptibles d'apparaître entre le concessionnaire et un ou plusieurs des membres du groupement lors de l'exécution de la concession de service public n'engageront que la (les) partie(s) concernée(s).

Article 15 : Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

A Mulhouse, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération

Pour le Syndicat des Communes Ile Napoléon

Mme Josiane MEHLEN **M. Pierre LOGEL**

M. LE PRÉSIDENT : Voilà, donc on va arriver maintenant à des concessions de service public pour l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires sur les communes de Baldersheim, Sausheim et Battenheim.

MME MEHLEN : : Oui, M. le Président, si vous me le permettez, une toute petite conclusion sur les nombreuses DSP. Nous avons quand même réussi, puisque c'est des DSP que nous avons proposées sur 3 voire 4 ans, avec des révisions annuelles pour vraiment que nous soyons présents aux côtés de nos partenaires, mais cela représente quand même 350 000 euros d'économies sur 3 voire 4 ans. Voilà je prends le relais pour le renouvellement des futurs DSP parce que oui, quand les unes s'arrêtent, les autres redémarrent, et c'est pour cela que chez nous, il n'y a que 3 ou 4 ans de délai pour qu'on n'ait pas toutes à traiter en même temps, ce serait impossible. Donc cette fois-ci, tout d'abord, il convient de valider la constitution d'un groupement d'autorités concédantes avec le SCIN pour pouvoir renouveler la DSP de l'extrascolaire de Baldersheim et de Battenheim, ainsi que du périscolaire, et idem pour Sausheim. On travaille toujours ensemble la DSP, et ensuite chacun prend sa part, donc ici, il faut constituer le groupement d'autorités concédantes.

M. LE PRÉSIDENT : Bien compris. Des questions ? Des votes contre ? Ou des abstentions ?

Pour : 77 + 13 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Danièle MIMAUD.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie. Oui ? C'est bon Danièle, tu te déportes sur Sausheim.

53° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES SUR LES COMMUNES DE MORSCHWILLER-LE-BAS, DIDENHEIM, HEIMSBRUNN, GALFINGUE, RIEDISHEIM, ZILLISHEIM, BALDERSHEIM, BATTENHEIM ET SAUSHEIM : LANCEMENT DE CONSULTATIONS (1.2.1/3016C)

Mulhouse Alsace Agglomération, conformément à ses statuts, entend répondre aux attentes des familles par la mise en œuvre de ses compétences en matière d'organisation et développement d'une offre d'accueil en faveur des enfants de 0 à 12 ans.

Plusieurs concessions de service public concernant la gestion des activités périscolaires et extrascolaires arrivent à échéance en 2026. Il convient donc de prévoir leur renouvellement.

Les concessions envisagées sont les suivantes :
- Gestion des activités périscolaires de Morschwiller-le-Bas
- Gestion des activités périscolaires des sites de Didenheim
- Gestion des activités périscolaires des sites de Heimsbrunn/Galfingue

- Gestion des activités périscolaires du site de Zillisheim
- Gestion des activités périscolaires du site « La Courte Echelle » à Riedisheim
- Gestion des activités périscolaires et extrascolaires du site de Sausheim
- Gestion des activités périscolaires de Baldersheim et extrascolaires de Baldersheim et Battenheim

Les caractéristiques de ces services sont précisées dans le rapport annexé rappelant l'historique, les modes de gestion envisagés ainsi que les caractéristiques essentielles du projet de concession.

Les projets de concession ont été soumis pour avis préalable à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) le 20 novembre 2025, qui a émis un avis favorable.

Conformément aux dispositions de l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Conseil d'Agglomération de se prononcer sur le principe de ces concessions.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- Approuve la gestion par concessions de service public pour l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires sur les communes de Morschwiller-le-Bas, Didenheim, Heimsbrunn/Galfingue, Zillisheim, Riedisheim, Baldersheim, Battenheim, Sausheim,
- Autorise le Président ou son représentant à mener la procédure de passation de la concession relative à la gestion des activités susmentionnées.

PJ : (2)

- Rapport de présentation des services
- PV de la CCSPL du 20 novembre 2025

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES
ET SERVICES A LA POPULATION
DIRECTION ENFANCE ET FAMILLE

RAPPORT A LA COMMISSION
CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX
Du 20 novembre 2025

1. Renouvellement des concessions – Année 2026

Dans le cadre de ses compétences petite enfance et périscolaire, m2A entend répondre aux attentes des familles par le développement d'une offre d'accueil en faveur des enfants de 0 à 12 ans.

A ce titre, plusieurs structures petite enfance, périscolaires et extrascolaires sont actuellement gérées par des partenaires extérieurs, via des contrats de concession. Plusieurs de ces contrats arrivant à échéance en fin d'année 2026, la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) est amenée à se prononcer sur le principe du renouvellement de ces concessions.

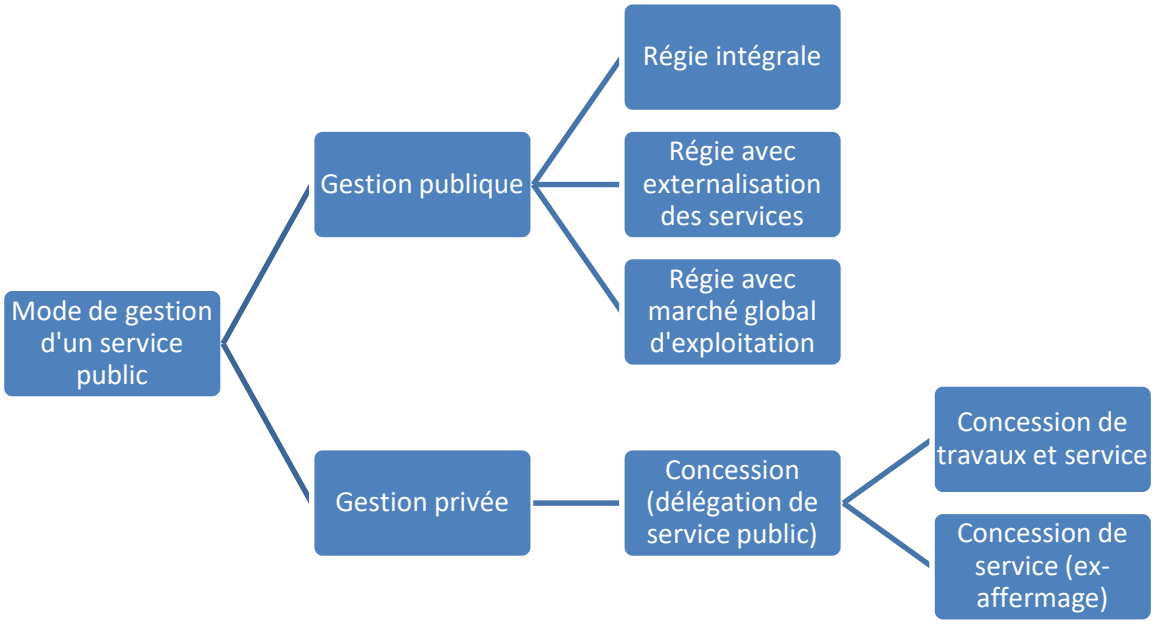
Les activités concernées sont les suivantes :
- Gestion des activités périscolaires des sites périscolaires de Morschwiller-le-Bas
- Gestion des activités périscolaires du site de Brunstatt-Didenheim
- Gestion des activités périscolaires des sites de Heimsbrunn/Galfingue
- Gestion des activités périscolaires du site de Zillisheim
- Gestion des activités périscolaires du site « La Courte Echelle » à Riedisheim
- Gestion des activités périscolaires et extrascolaires du site de Sausheim
- Gestion des activités périscolaires sur le site de Baldersheim et activités extrascolaires sur les sites de Baldersheim et Battenheim

Le présent rapport a pour objet de présenter :
- Les principales caractéristiques des différents modes de gestion envisageables dans le cas présent
- Les objectifs de m2A, dont découle le montage proposé
- Les principales caractéristiques du futur contrat
- Le planning de mise en œuvre

2. Choix du mode de gestion

2.1 Présentation des différents modes de gestion

Les principaux modes de gestion envisageables, publics ou privés, figurent sur le schéma ci-après :



Parmi les nombreux montages possibles, le choix le plus pertinent dépend de facteurs qu'ils convient d'étudier avant de procéder au choix définitif.

Les équipements accueillants les services étant déjà existants, les montages contractuels globaux emportant la réalisation d'ouvrages ne concernent pas le cas présent.

Seront donc étudiés les montages suivants :
- Régie
- Quasi-régie
- Régie avec gestion externalisée par marché(s) public(s), en tenant compte des nouveautés issues de la réforme des marchés publics du 1er avril 2016 et codifiées dans le Code de la Commande Publique
- Concession au sens de la troisième partie du Code de la Commande Publique (équivalent d'une ancienne Délégation de Service Public de type affermage).

2.2 La gestion en régie du service

La régie est un mode de gestion des services publics par lequel la Personne Publique prend en charge une activité dans le cadre de ses propres services. Cependant, cela ne signifie pas que toutes les missions sont réalisées directement par la Personne Publique. Celle-ci peut passer des contrats avec des tiers pour réaliser toute ou partie de sa mission. Les contrats correspondants (travaux, fourniture, prestations de services) sont conclus conformément aux procédures définies par la deuxième partie du Code de la Commande Publique.

Il s'agit pour la Personne Publique d'assurer par ses propres moyens (sans Titulaire, ni sous-traitant) la gestion complète de l'équipement. Lorsqu'elle gère directement un service public, elle est totalement responsable du service, et en particulier :

- Elle est responsable de l'organisation et du fonctionnement du service,
- Elle utilise exclusivement son personnel (titulaire ou contractuel),
- Elle supporte toutes les dépenses quelle que soit leur nature,
- Elle encaisse toutes les recettes liées au service.

Incidences du recours à la régie directe :

Avantages	Inconvénients
- Maîtrise totale du service et liberté de décision - Forte réactivité et responsabilisation - Gestion budgétaire complète	- La Personne Publique supporte pleinement la responsabilité juridique, technique et financière de la gestion du service - La Personne Publique gère notamment les ressources humaines et assume directement le coût du personnel - Respect des règles de la comptabilité publique pouvant entraîner une certaine pesanteur administrative

Sur le plan technique, la Personne Publique s'occupe de l'accueil et de la gestion des usagers, du personnel, de l'entretien des ouvrages et du matériel, ainsi que de tous les services complémentaires (animations, nettoyage, etc.). Elle dispose à ce titre d'un contrôle fort sur l'exploitation, mais qui s'avère souvent contraignant pour la gestion quotidienne d'un service public.

La gestion comptable et technique d'un équipement petite enfance ou périscolaire, dans un environnement techniquement complexe, requiert un savoir-faire et des compétences professionnelles pointues souvent difficiles à réunir en interne par la Personne Publique.

La Personne Publique connait bien les caractéristiques de la régie directe puisqu'elle dispose sur son territoire de structures Petite Enfance et Périscolaire gérées en régie.

2.3 La quasi-régie

La quasi-régie est un mode de dévolution contractuel réservé à des sociétés ayant un actionnariat légalement prévu et à 100% public.
Aussi, une telle structure est un prolongement de la personne publique actionnaire. Ainsi, les marchés publics ou les concessions conclus avec lesdites sociétés sont exonérés des obligations de publicité et de mise en concurrence dès lors qu'elles répondent aux besoins des actionnaires publics et que 3 conditions cumulatives sont réunies :

- La personne publique actionnaire exerce sur la personne morale concernée un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services
- La personne morale contrôlée réalise plus de 80% de son activité dans le cadre des tâches qui sont confiées par la collectivité actionnaire
- La personne morale contrôlée ne comporte pas de participation directe de capitaux privés au capital, à l'exception des formes de participation de capitaux privés sans capacité de contrôle ou de blocage (pas d'influence décisive sur la personne morale contrôlée)

Incidences du recours à la quasi-régie :

Avantages	Inconvénients
- Maîtrise de la politique de service public - Contrôle analogue - Contrat sans publicité ni mise en concurrence - Contrôle budgétaire et financier fort	- Soumission de la SPL à la TVA et à l'impôt sur les sociétés - Soumission de la SPL au Code de la commande publique pour ses propres achats de travaux, fournitures ou services

2.4 Le recours au(x) marché(s) public(s) de prestation de service

La Personne Publique peut également confier à un tiers (ou des tiers) des prestations plus ou moins étendues liées à la gestion du service (par exemple, l'entretien-maintenance seulement ou la gestion complète) tout en gardant le contrôle du service.

Il s'agit d'un contrat dans lequel le Titulaire assure la gestion du service pour le compte de la Personne Publique. La Personne Publique fixe dans le cadre du marché le contenu détaillé de la prestation attendue.
La vigilance dans la rédaction et la précision dans le descriptif des prestations sont indispensables pour éviter les zones d'ombre, sources de conflit pendant la durée du contrat.

La rémunération du Titulaire est indépendante des résultats du service. Il n'est pas intéressé à la gestion. La Personne Publique supporte le déficit éventuel ou bénéficie de l'excédent éventuel.
Le Titulaire collecte puis reverse à la Personne Publique les recettes perçues auprès des usagers.

Dans le cadre d'un marché public, la Personne Publique achète une prestation de service à un partenaire privé.

Incidences du recours au marché de prestation :

Avantages	Inconvénients
- La Personne Publique est déchargée des tâches quotidiennes d'exploitation. - La Personne Publique conserve une maîtrise forte sur la gestion du service.	- La Personne Publique assume la responsabilité du service et les risques financiers de la gestion - Le Titulaire n'est pas intéressé à la gestion (risque d'une qualité de service médiocre si le dimensionnement des moyens mis en œuvre n'est pas suffisant). - Contrôle régulier du Titulaire nécessaire. - Gestion financière complexe e raison de la structure du paiement du service

2.5 La gestion confiée à un opérateur privé : la concession

Au terme de l'article L. 1121-1 du Code de la Commande Publique, les contrats de concessions sont les contrats qui confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service

(public ou non) à un tiers, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie du droit d'exploiter cet ouvrage ou ce service (éventuellement assorti d'un prix).

La part de risque transférée implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne soit pas purement théorique ou négligeable.

Le Concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions normales d'exploitation, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à la gestion de l'ouvrage ou du service.

En pratique, le Concessionnaire assume le risque commercial lié à l'exploitation du service (gestion aux risques et périls du délégataire) et tire sa rémunération en partie des recettes versées par les usagers.

Le délégataire doit donc :
- Assurer la responsabilité de l'organisation et du fonctionnement du service ;
- Supporter l'intégralité des dépenses d'exploitation ;
- Percevoir les recettes d'exploitation du service ;
- Supporter le risque sur les produits et la fréquentation du service.

Dans le cadre d'une concession de service public, la Personne Publique conserve :
- La maîtrise d'ouvrage du service et la validation des principes de fonctionnement (projet pédagogique, règlement intérieur, gestion des admissions, tarification…) ;
- Le rôle de contrôle du service réalisé par le Concessionnaire.

Incidences du recours à la concession :

Avantages	Inconvénients
- La Personne Publique est déchargée des tâches quotidiennes d'exploitation. - Risques et responsabilités limités pour la Personne Publique. - Capacité de négociation plus importante en Concession	- Durée un peu plus longue que pour un marché (en fonction de la durée d'amortissement des investissements). - Nécessite la mise en place d'un protocole de contrôle et de suivi de l'exécution du service (réunions, visites, tableaux de bord, etc.)

2.6 Eléments de comparaison entre concession et marché

2.6.1. Les points communs entre concession et marché public

Sur le plan technique, aucun de ces modes de gestion ne se distingue fondamentalement. Dès lors, quelle que soit la solution retenue par la Personne Publique, les prestations techniques, les engagements en matière de performance, de respect des objectifs fixés par la Personne Publique, de conseil et de veille technique, etc. ne seront pas différents. Dans tous les cas, la Personne Publique aura les moyens d'obtenir de son cocontractant la qualité de service attendue et d'en assurer le contrôle.

2.6.2. Les différences entre concession et marché public

Pour l'organisation de la gestion externalisée de son service, la Personne Publique peut opter pour la conclusion d'un ou plusieurs marchés publics ou encore d'une concession.

Malgré de nombreux points communs, cette dernière présente certains avantages au regard de la situation de la Personne Publique.

	Concession	**Marché public**
Esprit du contrat et autonomie du Titulaire/Concessionnaire	Logique de résultat : le contrat fixe les résultats que la Personne Publique exige d'atteindre. À charge pour le Concessionnaire de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour les atteindre. Plus grande autonomie du Concessionnaire dans la gestion et l'organisation du service.	Logique de moyens : le contrat fixe les moyens que le Titulaire doit utiliser, à charge pour la Personne Publique de s'assurer qu'ils sont suffisants pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés.
Rémunération de l'opérateur	La rémunération du Concessionnaire doit être substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service . En pratique, le Concessionnaire assume le risque commercial lié à l'exploitation du service (gestion aux risques et périls du Concessionnaire) et tire sa rémunération des redevances versées par les différents usagers. Les recettes issues des usagers rentrent directement dans son propre compte d'exploitation. Le coût du service pour la Personne Publique est connu a priori et n'a pas vocation à changer pendant toute la durée du contrat	La Personne Publique supporte le risque économique puisque le Titulaire perçoit les recettes pour le compte de cette dernière. Le reste à charge pour la Personne Publique dépend des recettes perçues.
Recours à la négociation avec les candidats (permet une plus grande capacité d'adaptation des candidats à la demande de la Personne Publique)	Oui sans hiérarchie ni pondération des critères obligatoires en Petite Enfance	Possible marché à procédure adaptée conformément au Code de la Commande Publique, et notamment ses articles R. 2123-1 et suivants. Liberté de négociation restant encadrée par la pondération des critères choisie en amont de la lecture des offres des candidats.

3. Implications financières

D'un point de vue budgétaire, la gestion déléguée présente un intérêt supérieur pour la Collectivité qui n'a en marché et en concession que la contribution éventuelle ou le prix de la prestation, ainsi que les dotations aux amortissements et provisions. Alors qu'en régie, m2A doit inscrire sur son budget l'ensemble des charges d'exploitation.

D'un point de vue économique, la gestion déléguée présente également un plus grand intérêt avec un coût/place optimisé pour la Collectivité. Grâce à une plus grande incitation à une performance optimisée du service, en raison du transfert du risque d'exploitation, la Concession offre, davantage que le marché, un modèle économique plus efficient pour la Collectivité.

4. Mode de gestion proposé au regard des objectifs de la Personne Publique

4.1. Enjeux relatifs au choix du mode de gestion

Les enjeux du choix du mode de gestion des activités petite enfance et périscolaires sont nombreux.

Il s'agit de :
- Accueillir les jeunes enfants du territoire et leur proposer des activités adaptées, contribuant ainsi à la qualité de vie des familles et à l'attractivité du territoire ;
- Disposer d'un service de qualité, adapté aux besoins de sa population :
    - Horaires d'ouverture et possibilités d'accueil en temps plein comme en temps partiel, en accueil régulier comme en accueil occasionnel,
    - Nature des activités proposées,
    - Projet pédagogique pertinent et adapté, conforme aux orientations pédagogiques définies par la Personne Publique ainsi qu'aux obligations en termes d'hygiène et de sécurité
- Recruter et fidéliser un personnel qualifié, motivé, en lui offrant des perspectives d'évolution et de formation, tout en favorisant l'emploi local,
- Conserver un contrôle fort du service et une maîtrise de la qualité du service,
- Maîtriser les impacts sur les services de la Collectivité : DRH, services techniques, etc.
- Optimiser la gestion du service et maîtriser les coûts :
    - Optimiser le taux d'occupation,
    - S'inscrire dans le référentiel de la CAF afin de bénéficier au maximum des aides existantes,
    - Limiter l'impact sur le budget de fonctionnement de l'Agglomération,
- Assurer le maintien en bon état de fonctionnement de l'équipement (entretien du bâtiment et renouvellement des installations ainsi que du matériel).

4.2. Proposition de la Personne Publique

4.2.1. Raison du choix

Les raisons qui orientent m2A pour faire son choix sont les suivantes :
- Les équipements petite enfance et périscolaires sont par nature techniquement contraignants et spécifiques (contraintes règlementaires sur l'encadrement des enfants par exemple) ;
- La gestion d'équipements petite enfance et périscolaire requiert un savoir-faire spécifique, en ce qui concerne le service proposé aux usagers ;
- Les exigences croissantes de la population nécessitent de s'adapter en permanence et d'adopter les bonnes pratiques du secteur ;
- Le fonctionnement du secteur requiert une coopération avec les différents financeurs et partenaires (CAF, Conseil Départemental, PMI, etc.) ;
- La Personne Publique souhaite laisser l'entière responsabilité économique et financière de l'équipement à un opérateur privé, qui en assurera la gestion ;
- La Personne Publique sera déchargée de la gestion quotidienne de l'équipement, et notamment des missions de gestion de personnel ;
- La procédure de concession offre une plus grande capacité de négociation qu'en matière de marché public ;
- La gestion du personnel par un opérateur sera plus aisée dans la mesure où il disposera d'un vivier de candidats qualifiés ainsi que de plans de formation

structurés et d'outils mutualisés entre ses différentes structures (outils de gestion, de formation, échanges d'expériences…)
- Il apparait opportun de confier l'ensemble de la gestion de l'équipement à un opérateur professionnel possédant un savoir-faire reconnu en la matière.

Aussi, la technicité du métier, les difficultés de recrutement en régie, la nécessité d'avoir un positionnement adapté, les contraintes budgétaires et réglementaires incitent à retenir le principe d'une concession et plus précisément à recourir à un contrat de concession de service public.

4.2.2. Conclusion : le recours à la concession de service public et à la quasi régie

Compte tenu des objectifs de la Personne Publique et des contraintes afférentes à la gestion de l'équipement, la solution de la concession de service public semble la mieux adaptée. Celle-ci permet à la Personne Publique :
- D'une part, d'être déchargée de la gestion quotidienne du service et ainsi de pouvoir se concentrer sur ses missions de contrôle des prestations rendues par le Concessionnaire,
- D'autre part, de bénéficier du savoir-faire de l'opérateur privé dans la gestion quotidienne du service qui lui est confiée, souvent reconnu au niveau national.

En effet, la Personne Publique ne souhaite pas prendre en charge l'intégralité des dépenses liées à la gestion des crèches et du périscolaire.

Le Concédant serait chargé de gérer l'équipement à ses risques et périls conformément aux prescriptions du cahier des charges ; la Personne Publique conservant un droit de contrôle sur l'exécution du contrat.

Concernant les activités petite enfance et périscolaires sur les communes dites de la bande rhénane, m2A souhaite de nouveau confier ces prestations à la Société Publique Locale Enfance et Animation (SPLEA).

Pour les autres sites, m2A propose de lancer une procédure de concession pour la gestion de ces activités petite enfance et périscolaire.

Dans le cadre de la procédure, la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) et l'assemblée délibérante sont donc appelés à se prononcer sur le principe du recours à la concession comme mode de gestion de l'équipement. Les caractéristiques envisagées des contrats sont précisées ci-après.

Dans la mesure où les modalités de gestion ne sont pas modifiées, l'avis du Comité Social Territorial (CST) n'est pas requis pour le renouvellement de ces contrats.

5. Caractéristiques principales des futurs contrats

5.1. Gestion des activités périscolaire du site de Morschwiller-le-Bas

Le futur contrat concerne la gestion des activités périscolaire à **Morschwiller-le-Bas.**

1/ Historique du service

L'accueil périscolaire du site de Morschwiller-le-Bas est géré sous la forme d'une concession portant délégation de service public par la Fédération des Foyers Clubs d'Alsace (FDFC68).

Le contrat de concession arrive à échéance le 31 décembre 2026.

A titre d'information, la contribution versée par m2A en 2025 est de 230 226,00€

2/ Objet et durée du contrat

Le concessionnaire aura en charge la gestion d'un périscolaire maternel et élémentaire à Morschwiller-le-Bas.

Le contrat sera conclu pour une durée de 5 ans à compter du 01/01/2027.

3/ Capacité d'accueil

Périscolaire - Morschwiller

Service	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel	80 places	50 places
Enfants d'âge élémentaire	112 places	56 places
Total	192 places	106 places

5.2. Gestion des activités périscolaire à Brunstatt-Didenheim

Le futur contrat concerne la gestion des activités périscolaire à Brunstatt-Didenheim.

1/ Historique du service

L'accueil périscolaire du site de Brunstatt-Didenheim est géré sous la forme d'une concession portant délégation de service public par la Fédération des Foyers Clubs d'Alsace (FDFC68).
Le contrat de concession arrive à échéance le 31 décembre 2026.

A titre d'information, la contribution versée par m2A en 2025 est de 113 899,00€.

2/ Objet et durée du contrat

Le concessionnaire aura en charge la gestion d'un périscolaire maternel et élémentaire à Brunstatt-Didenheim.

Le contrat sera conclu pour une durée de 5 ans à compter du 01/01/2027.

3/ Capacité d'accueil

Périscolaire Brunstatt-Didenheim

Service	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel	30 places	20 places
Enfants d'âge élémentaire	56 places	28 places
Total	86 places	48 places

5.3. Gestion des activités périscolaire à Heimsbrunn-Galfingue

Le futur contrat concerne la gestion des activités périscolaire à Heimsbrunn-Galfingue.

1/ Historique du service

L'accueil périscolaire du site de Heimsbrunn-Galfingue est géré sous la forme d'une concession portant délégation de service public par la Fédération des Foyers Clubs d'Alsace (FDFC68).

Le contrat de concession arrive à échéance le 31 décembre 2026.

A titre d'information, la contribution versée par m2A en 2025 est de 121 976,00€.

2/ Objet et durée du contrat

Le concessionnaire aura en charge la gestion d'un périscolaire maternel et élémentaire à Heimsbrunn-Galfingue.

Le contrat sera conclu pour une durée de 5 ans à compter du 01/01/2027.

3/ Capacité d'accueil

Périscolaire Heimsbrunn-Galfingue

Accueil	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternels	20 places	20 places
Enfants d'âge élémentaires	56 places	14 places
Total	76 places	34 places

5.4. Gestion des activités périscolaire à Zillisheim

Le futur contrat concerne la gestion activités périscolaire à Zillisheim.

1/ Historique du service

L'accueil périscolaire du site de Zillisheim est géré sous la forme d'une concession portant délégation de service public par la Fédération des Foyers Clubs d'Alsace (FDFC68).

Le contrat de concession arrive à échéance le 31 décembre 2026.

A titre d'information, la contribution versée par m2A en 2025 est de 122 476,00€.

2/ Objet et durée du contrat

Le concessionnaire aura en charge la gestion d'un périscolaire maternel et élémentaire à Zillisheim.

Le contrat sera conclu pour une durée de 5 ans à compter du 01/01/2027.

3/ Capacité d'accueil

Périscolaire Zillisheim

Accueil	**Capacité midi**	**Capacité soir**
Enfants d'âge maternels	25 places	20 places
Enfants d'âge élémentaires	56 places	28 places
Total	81 places	48 places

5.5. Gestion des activités périscolaires des sites « La Courte Echelle » et « Centre Alfred Wallach » à Riedisheim

Le futur contrat concerne la gestion des activités périscolaire des sites pour les enfants d'âge maternel « La Courte Echelle » et le « Centre Alfred Wallach » à Riedisheim.

1/ Historique du service

L'accueil périscolaire des sites de Riedisheim sont gérés sous la forme d'une concession portant délégation de service public par la Fédération des Foyers Clubs d'Alsace (FDFC68).

Le contrat de concession arrive à échéance le 31 décembre 2026.

A titre d'information, la contribution versée par m2A en 2025 est de 229 569,00€.

2/ Objet et durée du contrat

Le concessionnaire aura en charge la gestion des sites mentionnés ci-dessus. Le contrat sera conclu pour une durée de 5 ans à compter du 01/01/2027.

3/ Capacité d'accueil

Périscolaire

Accueil	**Capacité midi**	**Capacité soir**
La Courte Echelle Enfants d'âge maternel	80 places	60 places
Centre Bartholdi Enfants d'âge maternel	30 places	/
Total	110 places	60 places

5.6. Gestion des activités périscolaires et extrascolaire des sites de Baldersheim, extrascolaire de Battenheim et du site périscolaire et extrascolaire du Sausheim

Le futur contrat concerne la gestion des activités périscolaires et extrascolaires de Baldersheim, du site extrascolaire de Battenheim et du site périscolaire et extrascolaire de Sausheim.

1/ Historique du service

L'accueil périscolaire des sites de Riedisheim est géré sous la forme d'une concession portant délégation de service public par l'Association les Copains d'Abord.
Ce contrat inclut en outre la gestion des activités extrascolaires, via un groupement d'autorité concédantes avec le Syndicat Communal Ile Napoléon (SCIN), compétent en la matière sur ces communes.

Le contrat de concession arrive à échéance le 31 août 2026. Il sera prolongé jusqu'au 31 décembre 2026.

A titre d'information, la contribution versée par m2A en 2025 est de :
- Sausheim 314 577,00€ pour les compétences m2A et 472 539,00€ pour les compétences SCIN
- Baldersheim 131 678,00€ pour les compétences m2A et 286 839,00€ pour les compétences SCIN

2/ Objet et durée du contrat

Le concessionnaire aura en charge la gestion des sites périscolaire et extrascolaire mentionnés ci-dessus. Le contrat sera conclu pour une durée de 5 ans à compter du 1er janvier 2027.

3/ Capacité d'accueil

Périscolaire - Baldersheim

Service	**Capacité midi**	**Capacité soir**
Enfants d'âge maternel	40 places	20 places
Enfants d'âge élémentaire	70 places	42 places
Total	110 places	62 places

Périscolaire - Sausheim

Service	**Capacité midi**	**Capacité soir**
Enfants d'âge maternel	70 places	50 places
Enfants d'âge élémentaire	126 places	70 places
Total	196 places	120 places

Extrascolaire

Site	**Accueil**	**Capacité**
Baldersheim	Mercredi (35 jrs)	60 places
Baldersheim	Vacances	40 places
Battenheim	Vacances	40 places
Sausheim centre	Mercredi et vacances	120 places
Sausheim sud	Mercredi et vacances	30 places

5.7. Exploitation des multi-accueils d'Ottmarsheim et Petit-Landau, gestion du Relais d'Assistantes Maternelles – Sites périscolaires, extrascolaires et animation jeunesse territoriale des communes de la bande rhénane

Le futur contrat concerne l'exploitation des multi-accueils d'Ottmarsheim et Petit-Landau, gestion du Relais d'Assistantes Maternelles et Sites périscolaires, extrascolaires et animation jeunesse territoriale.

1/ Historique du service

La gestion des sites petite enfance, périscolaires et extrascolaires des communes de la bande rhénane est actuellement confiée à la Société Publique Locale Enfance et Animation (SPLEA) dans le cadre d'une concession portant délégation de service public, cela jusqu'au 31 décembre 2026. En effet, deux avenants ont été mis en place pour prolonger la durée de la DSP existante.

A titre d'information, la contribution versée par m2A en 2025 est de 359 500,00€ pour les deux crèches et de 468 693,00€ pour les sites périscolaires.

2/ Objet et durée du contrat

Le concessionnaire aura en charge la gestion des sites mentionnés ci-dessus. Le contrat sera conclu pour une durée de 5 ans à compter du 01/01/2027.

3/ Capacité d'accueil

Multi-accueil

Accueil	**Nombre de place**	**Amplitude journalière**	**Nombre de jours d'ouverture**	**Capacité théorique maximum**
Ottmarsheim	36 places	11h30	225 jours/an	93 150 h
Petit Landau	22 places	11h30	225 jours/an	56 925 h

RPE

Poste d'animateur / animatrice	**Secteur d'intervention**	**Nombre d'assistant-e-s maternel-le-s**
1 ETP		Environ 28

Périscolaire

Périscolaire Bantzenheim	**Capacité midi**	**Capacité soir**
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	20	20
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	42	28
Total	**62**	**48**

Périscolaire Chalampé	**Capacité midi**	**Capacité soir**
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	30	0
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	14	0
Total	**44**	**0**

Périscolaire Hombourg	**Capacité midi**	**Capacité soir**
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	40	30
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	56	42
Total	**96**	**72**

Périscolaire Petit-Landau	**Capacité midi**	**Capacité soir**
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	0	0
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	42	0
Total	**42**	**0**

Périscolaire Niffer	**Capacité midi**	**Capacité soir**
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	30	20
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	28	14
Total	**58**	**34**

Périscolaire Ottmarsheim	**Capacité midi**	**Capacité soir**
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	40	30
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	56	28
Total	**96**	**58**

Total	**398**	**212**

Extrascolaire

Accueil du matin	**Capacité**
Hombourg/Petit-Landau	11
Bantzenheim/Chalampé	25
Total	36

Accueil du Mercredi	**Capacité**
Niffer	22
Hombourg/Petit Landau	42
Ottmarsheim	33
Bantzenheim/Chalampé	34
Total	131

Vacances	**Capacité**
Vacances d'automne	65
Vacances d'hiver	65
Vacances de printemps	65
Juillet	80
Aout	25
Séjours	20
Animation jeunesse territoriale	**Capacité**
Vacances scolaires	16
Séjours	14
Mercredis et soirs en période scolaire	12

6. Dispositions générales et objectifs de la Personne Publique

6.1 Accueil et usagers prioritaires

Âge des enfants accueillis :

- Pour le périscolaire maternel : 3-6 ans
- Pour le périscolaire élémentaire : 6-12 ans

Horaires d'ouverture :

- Pour le périscolaire : les lundi, mardi, jeudi et vendredi, pendant 2h le midi et 2h30 le soir, en fonction des horaires de classes

Périodes de fermeture annuelle :

- Pour le périscolaire : Le service périscolaire n'est pas assuré pendant les vacances scolaires, selon le calendrier établi par l'Education Nationale.

Critères de priorité pour le périscolaire :

- les enfants des familles habitant sur le territoire de m2A ;
- les enfants dont les deux parents exercent une activité professionnelle, sont en stage de formation ou en recherche d'emploi (fourniture d'une attestation) ;
- les enfants d'une famille monoparentale dont le parent qui en a la charge exerce une activité professionnelle, suit un stage de formation ou est en recherche d'emploi (fourniture d'une attestation) ;

6.2 Repas

Le Concessionnaire se charge de la fourniture et du service des repas, des collations et des goûters.

6.3 Transport

Pour le périscolaire, le Concessionnaire prendra en charge le transport des enfants entre le site d'accueil et les établissements scolaires.

6.4 Admission des usagers

L'admission des usagers est de la responsabilité du Concessionnaire, en fonction de son habilitation et des critères de priorité le cas échéant. Les modalités de mise en œuvre sont à proposer par le Concessionnaire et validées par le Concédant.

6.5 Obligations du Concessionnaire dans la gestion du service

Le Concessionnaire sera notamment en charge des prestations suivantes :

- La constitution et la mise à jour du dossier d'agrément auprès des services compétents dans les délais requis
- La définition et l'actualisation régulière du projet d'établissement comprenant :
    - Le projet social précisant l'intégration de l'équipement dans l'environnement local,
    - Le projet éducatif et pédagogique précisant les engagements de l'équipement sur la santé, la sécurité, le rythme de l'enfant, l'éveil et l'autonomie des enfants, les relations avec les parents, les typologies d'activités et les objectifs (jeux libres, activités dirigées), la qualité des repas,
- La réalisation de toutes les démarches administratives nécessaires à la gestion de l'équipement ;
- La facturation des usagers, l'encaissement des participations et la prise en charge des impayés ;
- L'accueil des usagers comprenant la préparation et l'organisation des activités adaptées à ce public dans le respect des normes légales et réglementaires ;
- La gestion des inscriptions et la planification de l'accueil des usagers dans un objectif d'optimisation du taux d'occupation ;
- Le respect des normes d'hygiène et de sécurité et des règles fixées par la PMI ;
- L'acquisition et le renouvellement du petit matériel et du matériel pédagogique en cohérence avec le projet pédagogique ;
- Les opérations d'entretien courant et de maintenance préventive, ainsi que le renouvellement des équipements, des gros matériels et mobiliers dans le respect des règles de sécurité légales et réglementaires applicables (obligations du locataire) ;
- La gestion financière de l'équipement avec l'élaboration des budgets, des comptes d'exploitation et des bilans CAF ;
- La recherche et la gestion de la relation avec les financeurs, notamment la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), la Mutualité Sociale Agricole (MSA), le Département ;
- La fourniture régulière à la Personne Publique de comptes rendus d'activités.

6.6 Obligations de la Personne Publique dans la gestion du service

La Personne Publique serait notamment en charge des prestations suivantes :

- La fixation des tarifs, conformément aux recommandations de la CNAF pour les crèches ;
- L'approbation du projet de règlement intérieur et de ses modifications ;
- Le gros entretien et les renouvellements (obligations du propriétaire).

6.7 Personnel

Le Concessionnaire assure la reprise, le recrutement et la gestion du personnel dans le respect des normes légales et réglementaires incluant notamment la mise en place d'un encadrement de qualité, la gestion, la formation et la rémunération du personnel. Le personnel sera placé sous statut de droit privé, sauf s'il s'agit de personnels issus de la fonction publique à qui un détachement sera proposé. Ainsi, les fonctionnaires titulaires continuent de bénéficier des droits et obligations statutaires de la fonction publique territoriale.

6.8 Moyens matériels

Les biens immobiliers sont mis à disposition du concessionnaire par le concédant, soit que le concédant en est propriétaire, affectataire ou locataire.

La répartition des tâches d'entretien, maintenance et renouvellement s'apparentera à la relation d'un propriétaire (la Personne Publique) à son locataire (le Concessionnaire).

Le concédant met également à disposition du concessionnaire du mobilier nécessaire à l'exercice des activités déléguées, selon un inventaire qui sera annexé au contrat. Le concessionnaire est tenu de renouveler ces biens ainsi que de fournir les biens et équipements autres que ceux visés ci-dessus qu'il estime nécessaire à l'exploitation du service.

6.9 Redevance d'occupation du domaine public (RODP)

En contrepartie de la mise à disposition des biens du service, le Concessionnaire versera une redevance à la Personne Publique, sauf si le concédant en est lui-même locataire à titre gratuit.

6.10 Equilibre économique du contrat

La rémunération du Concessionnaire s'effectue via :

- La perception des tarifs perçus auprès des usagers :
  - tarifs imposés par la CNAF pour les crèches
  - gratuité pour les LAEP et RPE
  - tarifs votés par m2A pour le périscolaire) ;
- La perception des prestations versées par la CAF (PSU, PSO, Ctg) qui vient compléter la part usager dans les conditions définies par la CAF ;
- D'autres sources possibles de financement ;
- Le versement éventuel par la Personne Publique d'une contribution forfaitaire d'exploitation.

Compte tenu des obligations de service public qui seront mises à la charge du Concessionnaire (horaires de fonctionnement, règles de fonctionnement définies, accueil des usagers de la Collectivité, définition de la tarification avec une modulation tarifaire en fonction du revenu des familles, obligation de continuité de service public, etc.), la Personne Publique pourra verser au Concessionnaire une somme forfaitaire annuelle connue à l'avance pour toute la durée du contrat. Conformément à l'article 261 du Code Général des Impôts (4 – 8°bis), le service délégué ne sera pas assujetti à la TVA.

6.11 Contrôle de la Personne Publique

La Personne Publique prévoit un contrôle accru du Concessionnaire :

- Par la communication :
  - régulière d'indicateurs de suivi d'activité et de qualité ;
  - du bilan financier de la gestion du service ou des comptes de la concession ;
  - d'un rapport annuel, conformément à l'article L. 3131-5 du Code de la Commande Publique ;
- Par des rencontres régulières ;
- Par des pénalités qui seront proposées dans le projet de contrat.

7. Valeur estimée et prévisionnelle du contrat

L'évaluation prend en compte l'ensemble des recettes suivantes :

- 1° la valeur de toute forme d'option et les éventuelles prolongations de la durée du contrat de concession ;
- 2° les recettes perçues sur les usagers des ouvrages ou des services, autres que celles collectées pour le compte de l'autorité concédante ou d'autres personnes ;
- 3° les paiements effectués par l'autorité concédante ou toute autre autorité publique ou tout avantage financier octroyé par l'une de celles-ci au concessionnaire ;
- 4° la valeur des subventions ou de tout autre avantage financier octroyés par des tiers pour l'exploitation de la concession ;
- 5° les recettes tirées de toute vente d'actifs faisant partie de la concession ;
- 6° la valeur de toutes les fournitures et tous les services mis à la disposition du concessionnaire par l'autorité concédante, à condition qu'ils soient nécessaires à l'exécution des travaux ou à la prestation des services ;
- 7° toutes primes ou tous paiements au profit des candidats ou des soumissionnaires. »

Le montant total en euros du chiffre d'affaires prévisionnel sur la durée total du contrat est de :

PRODUITS MORSCHWILLER-LE-BAS	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**2031**	**TOTAL**
Périscolaire	584 685 €	584 685 €	584 685 €	584 685 €	584 685 €	2 923 425 €

PRODUITS BRUNSTATT - DIDENHEIM	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**2031**	**TOTAL**
Périscolaire	278 037 €	278 037 €	278 037 €	278 037 €	278 037 €	1 390 185 €

PRODUITS HEIMSBRUNN GALFINGUE	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**2031**	**TOTAL**
Périscolaire	267 327 €	267 327 €	267 327 €	267 327 €	267 327 €	1 336 635 €

PRODUITS ZILLISHEIM	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**2031**	**TOTAL**
Périscolaire	341 210 €	341 210 €	341 210 €	341 210 €	341 210 €	1 706 050 €

PRODUITS RIEDISHEIM	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**2031**	**TOTAL**
Périscolaire	440 137 €	440 137 €	440 137 €	440 137 €	440 137 €	2 200 685 €

PRODUITS BALDERSHEIM	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**2031**	**TOTAL**
Périscolaire	381 972 €	381 972 €	381 972 €	381 972 €	381 972 €	1 909 860 €

PRODUITS SAUSHEIM	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**2031**	**TOTAL**
Périscolaire	979 009 €	979 009 €	979 009 €	979 009 €	979 009 €	4 895 045 €
Extrascolaire Sausheim / Baldersheim	1 161 056 €	1 161 056 €	1 161 056 €	1 161 056 €	1 161 056 €	5 805 280 €

PRODUITS SPLEA	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**2031**	**TOTAL**

Petite enfance	**1 381 335 €**	**1 381 335 €**	**1 381 335 €**	**1 381 335 €**	**1 381 335 €**	**6 906 675 €**
Périscolaire	1 331 853 €	1 331 853 €	1 331 853 €	1 331 853 €	1 331 853 €	6 659 265 €
Extrascolaire Sausheim / Baldersheim	796 231 €	796 231 €	796 231 €	796 231 €	796 231 €	3 981 155 €

A noter, les contributions ne prennent pas en compte la clause de révision sur la contribution m2A, basée sur l'IPC.

8. Caractéristiques à définir au vu de la procédure choisie

8.1 Détermination de la procédure applicable : montant et nature de la concession.

Selon l'article R. 3126-1 du Code de la Commande Publique, la procédure applicable ou formalisée) est définie en fonction d'une série de critères.

Le secteur de la Petite Enfance, et notamment l'exploitation d'un Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant ainsi que les services de restauration scolaires et d'animation font partie de la liste des services visés à l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques annexé au Code de la Commande Publique.

Néanmoins, certaines conditions supplémentaires de publication s'imposeront à m2A dans la mesure où la valeur estimée des concessions est supérieure aux seuils européens applicables pour la présente procédure (5,538 M€ HT). La valeur et la méthode de calcul seront précisées dans les documents de la consultation (Avis de concession ou Règlement de la Consultation).

8.2 Objectifs de développement durable

Selon les articles L. 3111-1, L. 3111-2 et R. 3111-1 du Code de la Commande Publique, les spécifications techniques et fonctionnelles (nature et étendue du besoin à satisfaire) doivent prendre en compte des objectifs de développement durable dans les dimensions économique, sociale et environnementale.

8.3. Planning

Il est prévu le lancement d'une procédure ouverte, où les candidats seront invités à remettre simultanément leur candidature et leur offre. L'approbation du lancement de la consultation sera présentée au Conseil d'agglomération du 8 décembre 2025, pour une notification prévue au deuxième semestre 2026.

Le Directeur,

Samuel BERNE

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

Affaires juridiques et Achats
Commande publique

Affaire suivie par : Nathalie RONCARI
Commande publique

Le 23 septembre 2025

Objet : Commission Consultative des Services Publics Locaux

Madame, Monsieur,

Je vous invite à participer à la réunion de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de Mulhouse Alsace Agglomération qui se tiendra le

Jeudi 20 novembre 2025 à 14 H 00

en salle de réunion n° 10 au 4ème étage de la Maison du Territoire – 9 avenue Konrad Adenauer 68390 SAUSHEIM.

Cette réunion aura pour objet **l'examen des rapports d'activités des délégations de service public dans le secteur petite enfance et périscolaire** selon la liste prévisionnelle en annexe.

Vous remerciant par avance de bien vouloir confirmer votre présence au 03.69.77.65.99 ou aux adresses mail suivantes : nathalie.roncari@mulhouse-alsace.fr, christine.abraham@m2a.fr .
Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

Le Président de la Commission

Rémy NEUMANN

Mulhouse Alsace Agglomération
Maison du Territoire
9 Avenue Konrad Adenauer · BP 30100
68393 Sausheim Cedex
Tél. : 03 89 33 79 79
m2A.fr

ORDRE DU JOUR DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX DU 20 NOVEMBRE 2025

1 - Examen des rapports d'activités suivants :

- Accueils petite enfance, périscolaire et extrascolaire (année 2024) :
  - ✓ Baldersheim (périscolaire)
  - ✓ Bollwiller (petite enfance et périscolaire)
  - ✓ Didenheim (périscolaire)
  - ✓ Dietwiller (périscolaire)
  - ✓ Habsheim (périscolaire)
  - ✓ Heimsbrunn – Galfingue (périscolaire)
  - ✓ La Marelle (petite enfance, périscolaire et extrascolaire)
  - ✓ Kingersheim - La Souris Verte (petite enfance, périscolaire et extrascolaire)
  - ✓ L'Accueillette (petite enfance, mercredi et extrascolaire)
  - ✓ Les Nénuphars (petite enfance)
  - ✓ Morschwiller-le-Bas (périscolaire)
  - ✓ Pfastatt – Récré ô môme (périscolaire)
  - ✓ Pfastatt – Ilot Môme (périscolaire)
  - ✓ Sausheim (périscolaire et extrascolaire)
  - ✓ SPLEA – Bantzenheim, Chalampé, Ottmarsheim, Hombourg, Petit-Landau, Niffer (périscolaire et extrascolaire ; animation jeunesse)
  - ✓ SPLEA – Ottmarsheim et Petit-Landau (petite enfance)
  - ✓ Wagner – Le Moulin des Couleurs (petite enfance, périscolaire et extrascolaire)
  - ✓ Wittelsheim (extrascolaire et périscolaire)
  - ✓ Zillisheim (périscolaire)
  - ✓ Rixheim – Les petits princes Ile Napoléon (petite enfance, périscolaire)
  - ✓ Rixheim – Entremont (petite enfance, périscolaire, extrascolaire)
  - ✓ Riedisheim – La courte échelle (périscolaire)

2 - Renouvellement des délégations de service public suivantes en 2026 :

COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (Mulhouse Alsace Agglomération)

20 novembre 2025 à 14 H

Liste de présence

NOM / Prénom	Qualité / Organisme représenté	Signature
Pierre LOGEL	Président CCSPL	
Yves GOEPFERT	Membres titulaires	
Pierre LOGEL		
Francis DUSSOURD		
Francis HILLMEYER		
Nathalie BOESCH		
Isabelle GODBILLON		
Corinne LOISEL		
Vincent HAGENBACH	Membres suppléants	
Pierrette KEMPF		
Joseph WEISBECK		
Cécile SORNIN		
Antoine EHRET		
Bertrand PAUVERT		
Joseph SIMEONI		

	Chambre de Consommation d'Alsace	
	Organisation Générale des Consommateurs du Haut-Rhin	
	Association Générale des Familles	
Jean-Louis OLIVIER	Union Régionale Consommation Logement et Cadre de Vie Haut-Rhin	
Béatrice ADAM	UFC que Choisir	
	Union Européenne d'Action Sociale des Usagers et Consommateurs	
	Fédération Nationale des Associations d'Usagers du Transport	
Sophie GUERIN-JARRY		
Samuel BERNE		
Pauline LEMAIRE		
Florine THIERY		
Christine ABRAHAM		
Mor KA		

OBSERVATIONS

M. LE PRÉSIDENT : Concession de service public : exploitation des activités, périscolaires, extrascolaires à Morschwiller-le-Bas, Didenheim, Heimsbrunn, Galfingue, Riedisheim, Zillisheim, Baldersheim, Battenheim et Sausheim.

MME MEHLEN : Voilà, Monsieur le Président, vous venez d'énumérer les futures DSP, et donc il faut que nous validions tous ensemble le démarrage de ce travail qui durera une année et que nous vous présenterons fin 2026.

M. LE PRÉSIDENT : Voilà, quelqu'un est contre ? Quelqu'un s'abstient ?

Pour : 77 + 13 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Danièle MIMAUD.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

54° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC : EXPLOITATION DES ACCUEILS PÉRISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DES COMMUNES DE LA BANDE RHÉNANE - AVENANT N°06 (1.2.1/3033C)

Par convention de concession portant délégation de service public signée le 08 novembre 2019, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à la Société Publique Locale Enfance et Animation, l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires des sites de Bantzenheim, Chalampé, Ottmarsheim, Hombourg, Petit-Landau et Niffer, à partir du 1er janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2026.

Afin de répondre aux besoins complémentaires en matière de périscolaire, l'habilitation a été augmentée à compter de la rentrée scolaire 2025, de la manière suivante :

- Accueil du midi : Augmentation de 10 places maternelles et 28 places élémentaires, portant l'habilitation globale midi de 62 à 100 places sur le site de Bantzenheim

Un avenant à la concession de service public a été rédigé afin d'intégrer les places supplémentaires et a été présenté à la Commission de Délégation de Service Public le 14 novembre 2025. Cette dernière a émis un avis favorable.

De ce fait, pour tenir compte de cette évolution de périmètre, les contributions 2025 et 2026 pour les sites périscolaires de la bande rhénane passent respectivement, de 468 693 € à, 472 047,42 € pour 2025 et 477 238,43 € pour 2026, soit une évolution de 3 354,42 € en 2025 et de 8 545,43 € en 2026.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'avenant joint en annexe,
- autorise le Président ou son représentant à signer l'avenant n°06 à la concession portant délégation de service public pour l'exploitation des activités périscolaires des sites de la bande rhénane

PJ : (2)

- projet d'avenant
- procès-verbal de la Commission de Délégation de Service Public du 14 novembre 2025

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

PÔLE FINANCES
ET SERVICES A LA POPULATION
Direction Enfance et Famille

AVENANT N° 06 A LA CONVENTION D'EXPLOITATION DES ACTIVITES PERISCOLAIRES DES COMMUNES DE LA BANDE RHENANE

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 08 décembre 2025.

ci-après désignée « m2A » ou « le délégant »

et

d'autre part,

La Société Publique Locale Enfance et Animation (SPLEA) représentée par sa Présidente, Mme Josiane MEHLEN, domiciliée au 1 rue des Alpes, 68490 Ottmarsheim

ci-après désignée « la SPLEA » ou « le délégataire ».

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public notifiée le 14 novembre 2019, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à la SPLEA, l'exploitation du site périscolaire de Bantzenheim à partir de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2026.

Un premier avenant a eu pour objet de modifier le montant de la subvention annuelle, qui avait été surévaluée lors de la conclusion du contrat initial.

Un second avenant a ensuite été conclu pour modifier les habilitations des deux multi-accueils (1 place supplémentaire à Ottmarsheim et 2 places à Petit Landau). A noter, cette augmentation s'est faite à niveau de subvention égal pour Mulhouse Alsace Agglomération. Cet avenant avait également pour objet de tenir compte des modifications des financements de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), en lien avec la Convention Territoriale Générale (CTG).

Ainsi, à compter du 1er janvier 2023, la capacité d'accueil des crèches est la suivante :

Site	**Capacité**
Ottmarsheim	36 places
Petit-Landau	22 places

Pour des raisons budgétaires et comptables, il est souhaité que les concessions relatives à la bande rhénane soient conclues sur des années civiles, ceci en cohérence avec l'ensemble des conventions conclues par Mulhouse Alsace Agglomération relatives aux activités périscolaires et petite enfance. Les parties se sont dès lors rapprochées afin de prolonger la durée du contrat actuel jusqu'au 31 décembre 2025.

A cet égard, pour assurer l'équilibre économique du contrat, un avenant n°03 à la convention d'exploitation a été conclu afin de prolonger la durée du contrat jusqu'au 31 décembre 2025, et modifier la contribution versée au délégataire.
Les dispositions de l'avenant n°03 ont entrainé une augmentation de la participation du délégant à hauteur de 136 809,00€ portant le contrat sur toute la durée de la convention à 2 675 526,00€ pour toute la durée de la convention ; ce qui représente une baisse de 16,99%, tous avenants confondus, par rapport au contrat initial qui s'établissait 3 223 090,00€.

Le contrat de délégation de service public n°CS2019032 devrait prendre fin le 31 décembre 2025.

Dans ce cadre, l'avenant n°04, présent acte, a d'abord pour objet de prolonger son exécution jusqu'au 31 décembre 2026, temps nécessaire à la Collectivité pour la passation d'un nouveau contrat de délégation de service public, dès que le choix de ce mode de gestion sera approuvé. Cette démarche vise également à mener à bien la procédure de délégation de service public et assurer la continuité du service public en faveur des activités multi-accueils de Ottmarsheim et Petit-Landau et du Relais Petite Enfance (RPE) de Ottmarsheim.

Cette prolongation est sans conséquence sur les règles de mise en concurrence dans la mesure où les relations contractuelles entre m2A et la SPLEA relèvent du régime de la quasi-régie.

La prolongation du contrat jusqu'au 31 décembre 2026 entraîne un impact financier de 378 735,00€ HT.

Avec cette prolongation, la contribution totale de m2A sur l'ensemble de la durée du contrat s'élèvera à 3 054 261,00€ HT.

Ce montant global représente une baisse de 5,24%, tous avenants confondus, par rapport au contrat initial qui s'établissait à 3 223 090,00€ HT.

Un avenant n°05 a été conclu, afin de modifier la capacité d'accueil de la crèche d'Ottmarsheim en portant le nombre de places de 36 à 40 à compter du 1er janvier 2025.

Site	**Capacité**
Ottmarsheim	40 places

Cette modification liée à l'augmentation de la capacité d'accueil est sans incidence financière pour Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 4.2 du contrat comme suit :
« la capacité d'accueil du périscolaire de Bantzenheim passe de 62 places (20 maternels + 42 élémentaires) à 100 places (30 maternels + 70 élémentaires) à compter du 1er septembre 2025 ».

ARTICLE 2 – CONTRIBUTION FORFAITAIRE DU CONCEDANT

Afin de prendre en compte cette évolution de périmètre, l'article 11 de la convention d'exploitation relatif à la contribution versée par m2A et par les communes est modifié comme suit :

	Contribution en €	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Contribution avant avenant 6	**m2A**	184 675€	585 100€	585 100€	468 693€	468 693€	468 693€	468 693€	468 693€	3 698 340€
	Bantzenheim	23 139€	87 315€	87 315€	81 837€	81 837€	81 837€	81 837€	81 837€	606 954€
	Chalampé	15 152€	57 177€	57 177€	53 590€	53 590€	53 590€	53 590€	53 590€	397 456€
	Ottmarsheim	30 106€	113 605€	113 605€	106 478€	106 478€	106 478€	106 478€	106 478€	789 706€
	Hombourg	27 841€	105 058€	105 058€	98 467€	98 467€	98 467€	98 467€	98 467€	730 292€
	Petit-Landau	15 324€	57 827€	57 827€	54 199€	54 199€	54 199€	54 199€	54 199€	401 883€
	Niffer	20 887€	78 818€	78 818€	73 874€	73 874€	73 874€	73 874€	73 874€	547 893€
	Total communes	132 450€	499 800€	499 800€	468 445€	468 445€	468 445€	468 445€	468 445€	3 474 275€
	Total	**317 125€**	**1 084 900€**	**1 084 900€**	**937 138€**	**937 138€**	**937 138€**	**937 138€**	**937 138€**	**7 172 615€**
Contribution après avenant 6	**m2A**	184 675€	585 100€	585 100€	468 693€	468 693€	468 693€	**472 047,42€**	**477 238,43€**	**3 710 239,85€**
	Bantzenheim	23 139€	87 315€	87 315€	81 837€	81 837€	81 837€	81 837€	81 837€	606 954€
	Chalampé	15 152€	57 177€	57 177€	53 590€	53 590€	53 590€	53 590€	53 590€	397 456€
	Ottmarsheim	30 106€	113 605€	113 605€	106 478€	106 478€	106 478€	106 478€	106 478€	789 706€
	Hombourg	27 841€	105 058€	105 058€	98 467€	98 467€	98 467€	98 467€	98 467€	730 292€
	Petit-Landau	15 324€	57 827€	57 827€	54 199€	54 199€	54 199€	54 199€	54 199€	401 883€
	Niffer	20 887€	78 818€	78 818€	73 874€	73 874€	73 874€	73 874€	73 874€	547 893€
	Total communes	132 450€	499 800€	499 800€	468 445€	468 445€	468 445€	468 445€	468 445€	3 474 275€
	Total	**317 125€**	**1 084 900€**	**1 084 900€**	**937 138€**	**937 138€**	**937 138€**	**940 492,42€**	**945 683,43€**	**7 184 514,85€**

ARTICLE 3 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération et procès-verbal de la Commission de Délégation de Service Public du 14 novembre 2025

Fait à Sausheim, le

Fait en 2 exemplaires

Pour m2A
Le Président

Pour la SPLEA
La Présidente

Fabian JORDAN

Josiane MEHLEN

Avenant notifié le

M. LE PRÉSIDENT : Là, on va passer la parole à Christiane SCHELL.

MME SCHELL : Merci, M. le Président. Je vais juste prendre la parole quelques secondes pour laisser Josiane reprendre son souffle, je vais donc vous présenter le point 54. m2A confie à la SPLEA l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires pour les sites de Bantzenheim, Chalampé, Ottmarsheim, Hombourg, Petit-Landau et Niffer du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2026. À la rentrée 2025, le site de Bantzenheim a connu une évolution de son périmètre pour prendre en compte les besoins croissants de son périscolaire. Sur le temps de midi le nombre de places est passé de 62 à 100 soit une augmentation de 38 places, ce qui nécessite une augmentation des contributions 2025 et 2026 pour les périscolaires de la bande rhénane, passant de 468 693 euros à 472 047,42 euros pour 2025, soit une évolution de 3 354,42 euros et 468 693 euros à 477 238,43 euros pour 2026, soit une évolution de 8 545,43 euros pour 2026.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup parce que c'était bien de la soulager un peu, la pauvre Josiane. Est-ce que vous avez des questions là-dessus ? Pour approuver cet avenant : des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 68 + 13 procurations.
Ne prennent pas part au vote (10) : Francine AGUDO-PEREZ, Jean-Marie BEHE, Hugues HARTMANN, Josiane MEHLEN, Véronique MEYER, Rémy NEUMANN, Christiane SCHELL, Roland ONIMUS, Pierre SALZE et Carole TALLEUX.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

55° PETITE ENFANCE : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE 2025 - VERSEMENT DU SOLDE (7.5.6/2948C)

Mulhouse Alsace Agglomération contribue au fonctionnement des structures Petite Enfance permettant un accueil varié et de qualité des enfants de moins de 4 ans.

Comme indiqué dans les conventions d'objectifs conclues au titre de l'année 2025, il est proposé au Conseil d'agglomération d'autoriser le versement du solde de la subvention 2025.
Pour mémoire deux acomptes ont été faits durant l'année, en janvier et en juin dernier, représentant 80 % de la subvention de l'année 2024.

Le détail des versements est précisé dans le tableau ci-dessous :

STRUCTURES	SUBVENTION 2024	ACOMPTES 2025	SOLDES 2025	SUBVENTION 2025
Multi-accueils (MA) et jardins d'enfants (JE)				
Association Illzach - Multi-accueil La Grande Ourse	262 145,00 €	209 716,00 €	52 429,00€	262 145,00€
Association Illzach - Multi accueil Les Petits Pêcheurs de Lune	217 197,00 €	173 757,60€	43 439,40€	217 197,00€
CSC AFSCO - Multi accueil Les Petits Soleils	227 626,00€	182 100,80€	45 525,20€	227 626,00€
CSC AFSCO - Multi accueil Les Etoiles Filantes	86 774,00€	69 419,20€	17 354,80€	86 774,00€
CSC Bel Air - Multi accueil + périscolaire maternel	311 949,00€	249 559,20€	62 389,80€	311 949,00€
STRUCTURES	**SUBVENTION 2024**	**ACOMPTES 2025**	**SOLDES 2025**	**SUBVENTION 2025**
CSC Lavoisier - Multi accueil Lavoisier	221 526,00€	177 220,80€	44 305,20€	221 526,00€
CSC Lavoisier – Crèche Caroline FRITZ	319 553,00€	255 642,40€	63 910,60€	319 553,00€
CSC Porte du Miroir - Très grande crèche Le Carrousel	231 135,00€	184 908,00€	46 227,00€	231 135,00€
Association Claire Joie - Multi accueil	87 562,00€	70 049,60€	17 512,40€	87 562,00€
Association Claire Joie - Jardin d'Enfants	58 376,00€	46 700,80€	11 675,20€	58 376,00€
Association Les Petits Soleils - Multi accueil	296 180,00€	236 944,00€	59 236,00€	296 180,00€
Accueil Enfants Drouot - Multi accueil Babill + périscolaire maternel	460 694,00€	368 555,20€	92 138,80€	460 694,00€
Association Couleurs de Vie - Multi-accueil	423 267,00€	338 613,60€	84 653,40€	423 267,00€
Association Couleurs de Vie – Jardin d'enfants	153 138,00€	122 510,40€	30 627,60€	153 138,00€
Association Atelier de la Vie - Multi-accueil	98 182,70€	78 546,16€	19 636,54€	98 182,70€
Association Atelier de la Vie – Jardin d'enfants	80 331,30€	64 265,04€	16 066,26€	80 331,30€

Association Porte Haute - Multi accueil Jean Frédéric OBERLIN	220 638,00€	176 510,40€	44 127,60€	220 638,00€
Association La Ribambelle - Multi-accueil -Pfastatt	109 936,00€	87 948,80€	21 987,20€	109 936,00€
Association Les Eglantines - MA	264 730,00€	211 784,00€	52 946,00€	264 730,00€
CSC La Passerelle - Multi accueil Le Trèfle	162 268,00€	129 814,40€	32 453,60€	162 268,00€
Association La Ribambelle - Wittenheim	166 914,00€	133 531,20€	33 382,80€	166 914,00€
Sous-total MA et Jardins d'enfants	**4 460 122,00€**	**3 568 097,60€**	**892 024,40€**	**4 460 122,00€€**
Lieux d'Accueils Enfants Parents (LAEP)				
CSC AFSCO - LAEP	2 592,00€	2 073,60€	518,40€	2 592,00€
CSC Bel Air - LAEP	6 508,00€	5 206,40€	1 301,60€	6 508,00€
CSC La Passerelle - LAEP	34 718,00€	27 774,40€	6 943,60€	34 718,00€
Sous-total LAEP	**43 818,00€**	**35 054,40€**	**8 763,60€**	**43 818,00€**
STRUCTURES	**SUBVENTION 2024**	**ACOMPTES 2025**	**SOLDES 2025**	**SUBVENTION 2025**
Relais Petite Enfance (RPE)				
Association La Ribambelle - RPE - Pfastatt	14 745,00€	11 796,00€	2 949,00€	14 745,00€
Association Les Eglantines - RPE	22 758,00€	18 206,40€	4 551,60€	22 758,00€
CSC La Passerelle - RPE	17 410,00€	13 928,00€	3 482,00€	17 410,00€
Sous-total RPE	**54 913,00€**	**43 930,40€**	**10 982,60€**	**54 913,00€**
TOTAL PETITE ENFANCE	**4 558 853,00€**	**3 647 082,40€**	**911 770,60€**	**4 558 853,00€**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025 :

Chapitre 65 - Fonction 4221 - Article 65748
Service gestionnaire et utilisateur : A1321
Ligne de crédit 3819 : subvention fonctionnement

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le versement du solde des subventions 2025 concernant les structures Petite Enfance pour un montant total de 911 770,60 €

Direction des Affaires Juridiques et des Achats
Commande publique

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE

LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Du 14 novembre 2025 à 14h

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES SITES PERISCOLAIRES SUR LES COMMUNES DE BANTZENHEIM, CHALAMPE, OTTMARSHEIM, HOMBOURG, PETIT-LANDAU ET NIFFER – AVENANT POUR MODIFICATION DU PERIMETRE ET DES CAPACITES D'ACCEUIL

A- DESIGNATION DE LA CONSULTATION

Collectivité concernée :
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Objet de la consultation :
Avenant pour modification du périmètre et des capacités

B - ORDRE DU JOUR

Avenant pour modification du périmètre et des capacités

C - COMPOSITION DE LA COMMISSION		
Membres convoqués le 14/11/2025		
Membres à voix délibérative		
Nom et Prénom	**Signature**	**Excusé (e)**
Michel LAUGEL, Président		
Pierre LOGEL		
Beytullah BEYAZ		
Benoit BERGDOLL		
Gérard GREILSAMMER		
Catherine MATHIEU-BECHT		X
Membres à voix consultative		
Nom et Prénom	**Signature**	**Excusée**
Marie-Line BERNAUER-BUSSIER Trésorier Principal de Mulhouse Alsace Agglomération		X
Evelyne KLEIN Représentante de la DIRECCTE		X

Membres désignés en raison de leur compétence	
Nom Prénom – Qualité	**Signature**

D - AVIS DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Avis favorable de la commission

M. LE PRÉSIDENT : Et on retourne chez Josiane pour pas mal de subventions de fonctionnement.

MME MEHLEN : Voilà, mais au même titre que pour le périscolaire, nous avons le solde des subventions aux structures petite enfance pour 2025, les 20 % restants. Le versement des soldes de subvention concernant les structures Petite Enfance s'élève à 911 770,60 euros.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. Solde de subvention, c'est bon pour tout le monde. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 69 + 10 procurations.
Ne prennent pas part au vote (8) : Jean-Yves CAUSER, Alain COUCHOT, Paul QUIN, Michèle LUTZ, Véronique MEYER, Catherine RAPP, Christiane SCHELL et Jean-Luc SCHILDKNECHT.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

56° PETITE ENFANCE : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE 2026 - VERSEMENT DES AVANCES (7.5.6/3018C)

Mulhouse Alsace Agglomération contribue au fonctionnement des structures Petite Enfance permettant un accueil varié et de qualité des enfants de moins de 4 ans.

La contribution de Mulhouse Alsace Agglomération dépend du nombre de places offertes, des spécificités de la structure et de son projet pédagogique, ainsi que de ses résultats financiers de l'exercice de l'année écoulée.
Les objectifs et les modalités financières de cette contribution sont définies par une convention annuelle établie entre chaque gestionnaire de structure et Mulhouse Alsace Agglomération.

Afin d'assurer la continuité du service, et comme les années précédentes, il est proposé au Conseil d'Agglomération de verser une avance à hauteur de 50 % des subventions attribuées en 2025.

Les montants attribués au titre de l'année 2026 seront soumis à un vote ultérieur, prenant en compte les demandes de subvention 2026 transmises par les gestionnaires associatifs, les données d'activité et résultats financiers de l'année 2025, ainsi que le budget primitif 2026 de Mulhouse Alsace Agglomération.

Pour cette avance, il est proposé de verser aux structures les montants suivants :

STRUCTURES	SUBVENTIONS 2025	AVANCES 2026 (50 % de la subvention attribuée en 2025)
Multi-accueils (MA) et jardins d'enfants (JE)		
CSC Bel Air - Multi accueil + périscolaire maternel	311 949,00€	155 974,50€
CSC AFSCO – Multi-accueil Les Petits soleils	227 626,00€	113 813,00€
CSC AFSCO – Multi accueil Les étoiles Filantes	86 774,00€	43 387,00€
CSC Lavoisier - Multi accueil Lavoisier	221 526,00€	110 763,00€
CSC Lavoisier - Multi accueil Caroline FRITZ	319 553,00€	159 776,50€
CSC Porte du Miroir - Multi-accueil Le Carrousel	231 135,00€	115 567,50€
Association Claire Joie - Multi accueil	87 562,00€	43 781,00€
Association Claire Joie - Jardin d'Enfants	58 376,00€	29 188,00€
Association Les Petits Soleils - Multi accueil	296 180,00€	148 090,00€
Accueil Enfants Drouot - Multi accueil + périscolaire maternel Babill	460 694,00€	230 347,00€
Association Couleurs de Vie - Multi-accueil	423 267,00€	211 633,50€
Association Couleurs de Vie - Jardin d'enfants	153 138,00€	76 569,00€
Association Atelier de la Vie - Multi-accueil	98 182,70€	49 091,35€
Association Atelier de la Vie - Jardin d'enfants	80 331,30€	40 165,65€
Association Porte Haute - Multi accueil Jean Frédéric OBERLIN	220 638,00€	110 319,00€
Association La Ribambelle - Multi-accueil - Pfastatt	109 936,00€	54 968,00€
Association Les Eglantines - Multi accueil	264 730,00€	132 365,00€
Association La Ribambelle - Wittenheim	166 914,00€	83 457,00€
Sous-total MA et Jardins d'enfants	**3 818 512,00 €**	**1 909 256,00€**
Lieux d'Accueils Enfants Parents (LAEP)		
CSC Bel Air - LAEP	6 508,00€	3 254,00€
CSC AFSCO LAEP	2 592,00€	1 296,00 €
Sous-total LAEP	**9 100,00€**	**4 550,00€**
Relais Petite Enfance (RPE)		
Association La Ribambelle - RPE -Pfastatt	14 745,00€	7 372,50€
Association Les Eglantines - RPE	22 758,00€	11 379,00€
Sous-total RPE	**37 503,00€**	**18 751,50€**
TOTAL PETITE ENFANCE	**3 865 115,00€**	**1 932 557,50€**

Les crédits nécessaires sont proposés au budget 2026 :

Chapitre 65 - Fonction 4221 - Article 65748
Service gestionnaire et utilisateur : A132
Ligne de crédit 3819 : subvention fonctionnement centres sociaux et crèches

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'attribution des subventions proposées sous réserve du vote des crédits nécessaires lors de l'approbation du budget primitif 2026,
- autorise le versement des avances pour un total de 1 932 557,50€
- autorise le Président ou son représentant à signer les conventions d'objectifs et toute pièce nécessaire à leur exécution

PJ: (1)

- Projet de conventions d'objectifs 2026

Pour toute demande de consultation de la délibération n°3018C et de sa pièce jointe, merci de s'adresser à la Direction Enfance et Famille :

37 boulevard Wallach
68100 MULHOUSE

de 8 h 30 à 11 h 30
et de 13 h 30 à 17 h

La délibération et sa pièce jointe sont également disponibles sur le site Internet de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) :
Délibérations, décisions & arrêtés | Mulhouse Alsace Agglomération - m2A

M. LE PRÉSIDENT : Toujours petite enfance, subventions de fonctionnement.

MME MEHLEN : Il s'agit des avances de la subvention 2026 aux structures Petite Enfance sur la base de 50 % du montant des subventions versées en 2025 et qui représente 1 932 557,50 euros C'est le même schéma que pour le périscolaire.

M. LE PRÉSIDENT : Voilà, merci beaucoup. Pas d'autres questions ?

M. LE PRÉSIDENT : Vous avez une question, madame EL HAJJAJI ? C'est à vous. Prenez le micro.

MME EL HAJJAJI : Derrière ces 1,93 millions d'euros d'avance, il y a un enjeu très concret d'égalité territoriale, de mixité sociale et de qualité réelle d'accueil. Nous sécurisons les structures et c'est indispensable, mais pouvons-nous avoir une lecture claire des besoins par commune, des tensions sur les places et des zones sous-dotées pour augmenter réellement l'offre, notamment sur Mulhouse, ville-centre ? Et puis par ailleurs, pouvons-nous avoir également un point, une vision sur la question de la qualité de l'accueil dans les structures, un bilan effectué à ce niveau-là ?

MME MEHLEN : Evidemment qu'il y a une totale transparence des informations, je ne peux pas vous les donner ce soir puisqu'on n'a pas le détail, mais on pourra vous les transmettre sans aucun problème, sachant quand même que le schéma de l'accueil de la Petite Enfance n'est pas comparable au schéma de l'accueil du périscolaire, puisqu'aujourd'hui il y a un périscolaire minimum dans chaque commune, il n'est pas possible d'avoir un site d'accueil collectif Petite Enfance dans chaque commune. Il y a une grosse concentration de ces sites sur la ville de Mulhouse, c'est historique et c'est le bassin d'accueil principal, mais il y a aussi des structures Petite Enfance sur d'autres communes de notre agglomération. Mais ce qui est intéressant, c'est que ces sites se situent sur le chemin des parents quand ils vont au travail, et c'est ainsi que les structures, par exemple, je vais prendre le cas d'Ottmarsheim que je connais, le site d'Ottmarsheim accueille aussi des enfants de Rixheim, de Mulhouse, etc. Donc, on a un certain nombre de places qui sont réparties à la demande des familles bien sûr, mais pas destinées à une seule commune, alors que la place en périscolaire est toujours affectée au lieu où l'enfant est scolarisé. 3 05 50

MME EL HAJJAJI : Oui, je veux bien recevoir les chiffres par mail si cela va bien pour vous. En fait, je ne faisais pas le lien avec le périscolaire, mais plutôt je faisais le lien avec mon intervention sur la précédente séance en ce qui concerne les micro-crèches et cette nouvelle délégation, et donc cette nécessité d'analyser les besoins sur la question à proprement dit, on parle bien de la Petite Enfance, et donc autant sur les structures qu'on connaît bien, mais du coup cela permet d'évaluer les futurs besoins en ce qui concerne les micro-crèches, etc. C'était plutôt dans ce sens-là.

MME MEHLEN : Mais tout à fait d'accord avec vous. En plus de cela, les micro-crèches, nous sommes en train d'établir une grille, justement, d'évaluation du besoin, où un des éléments principaux est l'implantation géographique, mais également la qualité du service, etc. C'est un sujet sur lequel on reviendra très prochainement, mais c'est extrêmement important pour nous aussi de pouvoir

desservir des secteurs géographiquement plus loin de la ville-centre où se trouve le maximum de sites d'accueil collectif.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. Pas d'autres questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 69 + 10 procurations.
Ne prennent pas part au vote (7) : Jean-Yves CAUSER, Alain COUCHOT, Paul QUIN, Michèle LUTZ, Véronique MEYER, Catherine RAPP et Christiane SCHELL.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

57° ÉTABLISSEMENTS PETITE ENFANCE : VERSEMENT DE SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AU TITRE DE 2025 (7.5.6/2950C)

Mulhouse Alsace Agglomération, par le versement de subventions d'équipement annuelles, contribue au maintien de la qualité du service rendu dans les établissements petite enfance du territoire. Ces subventions annuelles sont proposées selon les demandes formulées par les différents gestionnaires et selon les priorités politiques de l'Agglomération en matière d'accompagnement de la petite enfance. Ces demandes peuvent porter sur l'acquisition de divers équipements ou de mobilier, mais également sur le réaménagement des espaces ou divers travaux.

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 sous réserve d'éventuelles dérogations prévues par la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

La participation de Mulhouse Alsace Agglomération est fixée à maximum 45% du coût du projet, prenant en compte une participation éventuelle de la CAF.

Il est proposé au Conseil d'Agglomération d'accorder les subventions suivantes :

Demandeur	Objet	Montant du projet	Montant subvention m2a	Montant subvention CAF
Association accueil d'enfants les petits soleils - MA les petits soleils	Acquisition d'un sèche-linge	3 228,72€	1 453,00€ (45%)	1 130,00€ (accordé en novembre 2024)
Association accueil d'enfants les petits soleils	Remplacement partiel du parc informatique, réinstallation des	16 059,60€	3 212,00€ (20%)	12 847,68€ (accordé en mars 2025)

– MA les petits soleils	logiciels de gestion, acquisition de chariots d'évacuation d'incendie			
Centre socio-culturel Porte du miroir – Très grande crèche le carrousel	Création d'une salle Snoezelen pérenne (travaux d'aménagement, revêtement au sol, rénovation des sanitaires, achat matériel pédagogique)	17 419,24€	7 839,00€ (45%)	2 635,00€ (accordé en mars 2025)
		TOTAL	**12 504,00€**	

Les crédits sont inscrits au budget 2025 :

Chapitre 204 – Article 20421 – Fonction 4221
Service gestionnaire et utilisateur : A1321
Ligne de crédit 8126 : subventions équipement structures Petite Enfance.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- décide d'attribuer les subventions d'équipement proposées,
- autorise le Président ou sa Vice-Présidente déléguée à établir et signer les conventions de subvention d'équipement ainsi que toute pièce nécessaire à leur mise en œuvre.

PJ : (1)
- Modèle projet de conventions de subvention d'équipement

PÔLE FINANCES
ET SERVICES A LA POPULATION
Direction Enfance et Famille
2950C PJ1 CA du 08 décembre 2025

CONVENTION DE SUBVENTION D'EQUIPEMENT 2025
XXXXXXXX

Entre,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du CA du 13 octobre 2025,

Ci-après désignée sous le terme " Mulhouse Alsace Agglomération ",

D'une part,

ET :

XXXXX domiciliée XXXXXXX et inscrite au registre des associations du Tribunal judiciaire de Mulhouse représentée par XXXXXXXx

Ci-après désignée sous le terme « Association »,

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Considérant que XXXX souhaite effectuer l'achat XXXXx dans le cadre de XXXXX

Considérant que dans le cadre de sa compétence petite enfance, Mulhouse Alsace Agglomération contribue au fonctionnement des structures petite enfance mais également à divers achats ou travaux d'aménagement des structures en collaboration avec les gestionnaires de ces équipements.

Considérant que le projet, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre de cette politique.

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION ET MONTANT DE LA SUBVENTION

La présente convention définit les engagements réciproques des parties dans le cadre de l'achat XXXX.

Le montant de la dépense s'élève à XXXXX €.

La participation de Mulhouse Alsace Agglomération est fixée à maximum 45% du coût du projet, prenant en compte une participation de la CAF à hauteur de 35% minimum, soit un montant de XXXX €.

Article 2 : UTILISATION DE LA SUBVENTION

La subvention d'équipement faisant l'objet de la présente convention est accordée pour :

- XXXXXX

L'aide financière sera totalement affectée au financement de l'opération décrite au présent article.
La XXXX prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action et doit être conforme à l'objet défini ci-dessus.
Le délai prévisionnel de réalisation des acquisitions est fixé au 31 décembre 2025.

Article 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée à compter de sa signature jusqu'à achèvement complet du projet susmentionné.

Article 4 : MODALITES DE VERSEMENT

La subvention accordée par Mulhouse Alsace Agglomération sera versée en une seule fois.

La subvention sera créditée au compte de XXXXX sur le RIB suivant, fourni par la structure : XXXXXX

Article 5 : JUSTIFICATIFS ET CONTRÔLES

D'une manière générale, la XXXX s'engage à justifier, à tout moment, sur la demande de Mulhouse Alsace Agglomération, de l'utilisation de la subvention reçue. La XXX pourra être amenée à fournir tout document faisant connaître les résultats de son activité (compte-rendu d'exécution notamment) et à permettre aux personnes habilitées par Mulhouse Alsace Agglomération de vérifier par tout moyen approprié que l'utilisation de la subvention est bien conforme à l'objet pour lequel elle a été consentie.

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par Mulhouse Alsace Agglomération. La XXX s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la restitution de la subvention.

Mulhouse Alsace Agglomération contrôle à l'issue de la convention que la subvention n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet.

Mulhouse Alsace Agglomération peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera restituée de plein droit à Mulhouse Alsace Agglomération, dans un délai d'un mois à compter de la réception du titre de recette correspondante.

La XXX s'engage à fournir dans les six mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée :

- le compte rendu financier de subvention (modèle Cerfa n°15059),
- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel,
- le rapport d'activité.

La XXX s'engage également à fournir un bilan final de l'opération subventionnée signée par le Président ou par une personne habilitée dans les 6 mois suivant sa

réalisation. Dans le cas contraire, il pourra être sollicité un remboursement de la subvention accordée.

La XXX devra prévenir sans délai Mulhouse Alsace Agglomération de toute difficulté rencontrée dans la réalisation de l'opération subventionnée. Les deux parties conviendront ensemble des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de Mulhouse Alsace Agglomération qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, voir sa responsabilité recherchée en tant qu'organisme public subventionneur.

La XXX informe sans délai Mulhouse Alsace Agglomération de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations (communique les modifications déclarées au tribunal judiciaire pour les associations relevant du code civil local) et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, la XXX en informe Mulhouse Alsace Agglomération sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

La XXX s'engage à transmettre et à respecter le Contrat d'Engagement Républicain comme le prévoit le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000.

Ce contrat engage notamment la XXX à :
- respecter les principes de liberté, d'égalité et de fraternité humaine,
- ne pas remettre en cause le caractère laïc de la République,
- s'abstenir de toutes actions portant atteinte à l'ordre public.

Article 6 : COMMUNICATION

Sauf demande contraire de Mulhouse Alsace Agglomération, les actions de communication qui seraient entreprises par la XXX, bénéficiaire de la subvention, devront mentionner que les achats ont été réalisés avec le soutien financier de Mulhouse Alsace Agglomération.

Toute communication ou publication, sous quelle que forme que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que Mulhouse Alsace Agglomération n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou cette publication.

Article 7 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de l'article 1. Aucune entente verbale ne peut lier les parties à cet effet.

Article 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution par la XXX de l'un ou l'autre de ses engagements contractuels, notamment dans l'hypothèse où le projet prévu aux articles 1 et 2 susvisés serait différé, non-réalisé ou seulement partiellement réalisé, Mulhouse Alsace Agglomération se réserve le droit, selon les hypothèses, de suspendre le versement de la subvention, d'en diminuer le montant ou d'exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées.

Mulhouse Alsace Agglomération en informera la XXX par lettre recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité la XXX à présenter ses observations. Cette mesure ne fera pas obstacle, le cas échéant, à la résiliation de la convention dans les conditions précisées à l'article 9 ci-après.

Article 9 : RESILIATION ET RETRAIT DE SUBVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, valant mise en demeure.

Le bénéficiaire sera tenu alors au remboursement de la part de subvention excédant le montant des acquisitions réalisées à la date de la résiliation.

S'il est établi que l'association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, Mulhouse Alsace Agglomération procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Article 10 : LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions.

Le Tribunal administratif de Strasbourg, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Fait en deux exemplaires à Sausheim, le

Pour la XXX,	Pour m2A Pour le Président et par délégation,
Le Président	La Vice-Présidente
	Josiane MEHLEN

M. LE PRÉSIDENT : Petite-enfance : versement de subventions d'équipement.

MME MEHLEN : Cette délibération concerne le versement de subventions d'équipement annuelles sur la base de demandes formulées par les différents gestionnaires. Notre participation s'élève au maximum à 45 % du coût des projets, puisqu'il faut aussi prendre en compte les aides potentielles fournies par la CAF. Et donc, il vous est proposé de retenir l'acquisition d'un lave-linge et le remplacement partiel du parc informatique sur la crèche « Les Petits Soleils » et l'aménagement d'une salle Snoezelen à la crèche du Caroussel, le tout pour un montant de 12 504 euros.

M. LE PRÉSIDENT : Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 73 + 10 procurations.
Ne prennent pas part au vote (4) : Alain COUCHOT, Véronique MEYER, Catherine RAPP et Chantal RISSER (représentée par Paul QUIN).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie. Je dirais que Josiane MEHLEN a beaucoup de mérite parce que je sais, elle a beaucoup de résistance aussi parce qu'elle souffre d'une sciatique, et c'est extrêmement douloureux, elle ne voulait pas qu'on avance ses points elle a dit « on prend l'ordre des choses et j'attendrai le temps qu'il faudra attendre » donc merci beaucoup Josiane pour et la présentation toujours parfaite que tu fais et ta patience, et bon rétablissement à toi.

58° CARTE PASS'TEMPS SENIOR : ACTUALISATION DE L'OFFRE 2026 (7.10.5/2849C)

Dispositif communal et intercommunal à destination des personnes âgées de 65 ans et plus, mis en place en 2004, la carte Pass' Temps Senior vise à contribuer à la politique de prévention de l'isolement, à favoriser les activités intergénérationnelles, à faire découvrir des activités culturelles ou de loisirs.

Valable du 1er janvier au 31 décembre de chaque année, cette carte est gratuite et a pour objet de favoriser l'accès à des équipements communautaires ou à des équipements et services spécifiques dont le choix est laissé à l'appréciation de chaque commune du territoire partenaire de l'opération.

Pour l'année 2026, les offres proposées au titre des activités portées par Mulhouse Alsace Agglomération sont les suivantes :

Des offres gratuites :
- trois entrées au Parc Zoologique et Botanique (sauf lors de la « journée découverte » en septembre);
- cinq entrées dans les piscines communautaires ;
- deux séances de « cryothérapie » sur rendez-vous (à l'institut Médico-sportif Sud Alsace du Centre Sportif Régional Alsace);
- deux entrées « Forme et Bien-être » (au centre nautique Ile Napoléon) ;

- un mois d'essai au FCM Billard ;
- une entrée à la Foire de Mulhouse uniquement le lundi 18 et le jeudi 21 mai 2026 (Parc Expo);
- une initiation individuelle au cours d'informatique et accès aux ordinateurs de l'espace multimédia de Sémaphore ;
- l'entrée au Musée du Papier de Rixheim. Le Musée ouvrira ses portes début 2026.

Des offres à tarifs réduits pour :

- La Maison du Temps Libre (Réduction de 10€ sur la cotisation annuelle APALIB' pour la saison 2025/2026 – de septembre 2025 à juin 2026) ;
- Le Musée National de l'Automobile (17,50 € au lieu de 19€) ;
- La Cité du Train (8€ au lieu de 16€) ;
- Le Musée de l'Impression sur Étoffes (7€) ;
- Le Musée Electropolis (une entrée adulte au tarif réduit en vigueur toute l'année) ;
- Le Musée de la Mine et de la Potasse (4€ au lieu de 6€) ;
- La Grange à Bécanes (3,50 € au lieu de 4,50 €) ;
- Le Parc du Petit Prince (billet adulte au tarif enfant en vigueur) ;
- Les matchs du Volley Mulhouse Alsace (tarif réduit en vigueur pour les abonnements et la billetterie) ;
- Les représentations du Cercle Théâtral Alsacien de Mulhouse (7€ par place au lieu de 10€, tarif susceptible d'évoluer) ;
- Les séances du cinéma Bel Air (6,50 € la séance au lieu de 8 €), du cinéma Le Palace (trois entrées à 6,20 €) et du cinéma Kinépolis (7,70 € la place au lieu de 13.30 €) ;
- Les billets individuels de la saison 2024/2025 proposés par l'Orchestre Symphonique de Mulhouse (au tarif de 12€ pour les concerts symphoniques) ;
- Les spectacles de l'Opéra National du Rhin présentés à la Filature et au Théâtre de la Sinne pour la saison 2025/2026, (réduction de 20%) ;
- 2 places à la Filature (14€ hors évènements) ;
- Une entrée enfant (4-17 ans) à l'Ecomusée d'une valeur de 11€ offerte pour une entrée senior achetée à 14€ ;
- Location d'un tricycle 2 places avec chauffeur une heure à 8€ au lieu de 19€ cumulable avec l'heure suivante soit 16€ au lieu de 37€ en partenariat avec Médiacycles ;
- 2,50 € ou un tarif préférentiel sur une sélection de visites d'entreprises ainsi que 5 % de réduction dans la boutique de l'office du tourisme de l'agence d'attractivité Mulhouse sud Alsace (non valable dans la boutique aux étoffes) ;
- La cotisation annuelle pour la 1ere année d'inscription au Club Vosgien Mulhouse & Crêtes (50 % de réduction) ;
- La cotisation à l'Union Sportive Ouvrière de Mulhouse-Pétanque Loisirs (cotisation annuelle de 10€ au lieu de 15€) ;
- Les spectacles proposés à l'Espace 110 Scène conventionnée d'intérêt national « art et création » (billet à l'unité pour 10€ au lieu de 22€, un abonnement à 10€ par place au lieu de 14€ dès 3 spectacles choisis) et des avantages liés à l'abonnement (hors spectacles à tarification spécifique) ;
- 20% sur la première inscription au cours de gym sénior du CSC AFSCO (dans la limite des places disponibles) ;

- Les déjeuners à 20,50 € au lieu de 23,50 €, dîner à 12 € au lieu de 14,50 € et carte de 11 déjeuners (valable 6 mois) à 205 € au lieu de 225 € à la résidence DOMITYS « le Jardin d'Edo » 160, avenue Robert Schuman à Mulhouse ou à la résidence DOMITYS « L'Organdi » 20, rue du Noyer à Kingersheim.

Dans le cadre du dispositif, une convention individuelle sera signée entre Mulhouse Alsace Agglomération et chaque partenaire impliqué pour la déclinaison de cette offre, à titre gratuit.
Par ailleurs, les communes sont associées au dispositif et ont la possibilité de faire bénéficier leur population, âgée de 65 ans et plus, d'offres complémentaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve l'offre de la carte Pass'Temps Senior pour 2026,
- approuve le projet de convention jointe en annexe,
- autorise le Président ou son représentant à établir et signer toutes les pièces contractuelles nécessaires à sa mise en œuvre

PJ : (1)
- projet de convention

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

Développement intercommunal et cohésion territoriale
Mission santé et handicap

CONVENTION CARTE PASS'TEMPS SENIOR 2026

Entre **Mulhouse Alsace Agglomération,** représentée par Mme Francine AGUDO-PEREZ, Conseillère communautaire déléguée aux Personnes Âgées, en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 08/12/2025, et désignée sous le terme "la Communauté d'Agglomération"

d'une part,

et,

d'autre part,

Préambule

Dispositif communal et intercommunal à destination des personnes âgée de 65 ans et plus, la carte Pass'Temps Senior vise à contribuer à la politique de prévention de l'isolement, favoriser les activités intergénérationnelles, faire découvrir des activités culturelles ou de loisirs.

Valable du 1er janvier au 31 décembre de chaque année, elle favorise l'accès à des équipements communautaires d'une part, et, d'autre part, à des équipements ou services spécifiques dont le choix est laissé aux communes.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération souhaite favoriser l'accès des seniors à xxxxxxxxxxxxxxx, proposé par le partenaire dans les conditions déterminées par la présente convention.

Le partenaire s'inscrit dans le dispositif Carte Pass'Temps Senior 2026 pour les seniors de l'ensemble des communes de Mulhouse Alsace Agglomération, selon les conditions exposées à l'article 2.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de l'accès des détenteurs de la Carte Pass'Temps Senior 2026 à xxxxxxxxxxxxxxxxxx.

Article 2 : Conditions d'accès au dispositif

Sur présentation de leur carte nominative, les détenteurs de la Carte Pass'Temps Senior 2026 des communes de Mulhouse Alsace Agglomération pourront bénéficier de xxxxxxxxxxxxxxxxx.
Préciser l'avantage accordé (réduction, gratuité)

Article 3 : Obtention et validité de la carte

La carte est strictement personnelle et est pourvue d'une photo d'identité. Elle est utilisable du 1er janvier au 31 décembre 2026.

La carte est délivrée dans les mairies du lieu d'habitation des administrés concernés.

Article 4 : Modalités de partenariat

Il n'est pas prévu de contrepartie financière spécifique à cette offre qui peut contribuer à faire connaître le partenaire à de nouveaux publics.

Le partenaire accordera une réduction/gratuité (selon les cas) aux détenteurs de la carte Pass'Temps et sur présentation de celle-ci.
Le partenaire adressera à la Direction Enfance et Familles un relevé quantitatif semestriel des bénéficiaires de l'offre en vue de suivre l'évolution de son utilisation.

Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer une diffusion la plus large possible de ce partenariat, en indiquant sur tout support relatif à l'opération le nom du partenaire.

Article 5 : Durée

La présente convention prend effet le 1er janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2026.
Elle fera l'objet d'un premier bilan entre les deux parties au 30 juin 2026.
Dans cette perspective, le partenaire s'engage à mettre à la disposition de Mulhouse Alsace Agglomération tout document ou information de nature à permettre la conduite de l'évaluation quantitative et qualitative des actions.

Article 6 : Résiliation

Chaque partie peut, sans indemnité, résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de trois mois.

Elle peut être résiliée de plein droit en cas de force majeure ou en cas de non-respect des obligations définies aux articles 2 et 4 (engagements des parties).

Article 7 : Compétence juridictionnelle

Les parties tenteront, avant d'ester en justice, de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le en deux exemplaires originaux

Pour le Partenaire,

.....

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,

Madame AGUDO-PEREZ

M. LE PRÉSIDENT : On continue, on est maintenant chez les personnes âgées, ou pas, en tout cas c'est des seniors, on appelle cela carte Pass'Temps Senior.

MME AGUDO-PEREZ : Merci, Président. Je vous parle, comme vous le connaissez déjà très bien, du dispositif communal et intercommunal à destination des personnes qui sont âgées de plus de 65 ans, pour ne pas dire que ce sont des personnes âgées. Ce qui est important, c'est que cette carte est valable du 1er janvier au 31 décembre de chaque année, vous le savez. Il n'y a pas de grand changement. Peut-être qu'il y a un changement à signaler, c'est que la gestion de l'actualisation de cette carte Pass'Temps, elle était avant à la direction Enfance et Famille et aujourd'hui, elle a été transférée à la mission Santé & Handicap du pôle développement intercommunal. C'est aussi par rapport à cette notion, j'ai envie de dire, d'Agglomération inclusive. Les offres proposées en 2026 sont largement similaires à celles proposées l'année dernière et toujours avec la même particularité des activités gratuites, des activités à tarifs réduits et aussi des activités proposées par les communes. Donc cela existe toujours de cette manière-là et c'est appréciable. Juste encore un petit mot pour bien expliquer l'importance de lutter contre l'isolement, alors c'est important à deux niveaux, c'est que cela permet déjà, quand les personnes viennent chercher les cartes en mairie, d'avoir un contact en mairie, et après bien sûr, toutes les activités qui tendent vers le fait de profiter de moments de convivialité, de moments d'échanges et de rencontres.

M. LE PRÉSIDENT : C'est parfait tout cela. C'est un socle commun et ensuite chacun peut développer ce produit très apprécié par les personnes âgées de 65 ans et plus. Des questions là-dessus ? Jean-Paul.

M. JULIEN : Les services me posaient la question concernant cette carte Pass'Temps, s'il était possible de la garder plusieurs années. Cette carte, il faut la renouveler chaque année, je ne sais pas combien il y en a dans l'Agglomération. Alors il est vrai que tu as dit tout à l'heure que cela permet de créer du lien et autres, mais je suppose qu'il y a un coût pour ces cartes. Est-ce que ce serait possible que cette carte soit gardée plusieurs années. Je pense qu'il faut y mettre une photo, me semble-t-il ? Voilà, juste cette question-là.

MME AGUDO-PEREZ : Effectivement, il y a à peu près 19 000 cartes qui sont distribuées par an. Il y a une réflexion qui est menée par rapport à cet aspect de la réutiliser. Comme tu disais, c'est sûr que cela a un coût, mais comme je le disais tout à l'heure, aujourd'hui, le côté positif de ce coût, c'est de pouvoir revoir les gens de manière régulière, c'est-à-dire de manière cyclique, quand ils viennent refaire leur carte. Et souvent, c'est un temps privilégié aussi d'échanges. Mais effectivement, c'est un travail qui va être mené, maintenant que la délégation de cette carte a changé de service, les choses vont être menées dans ce sens, mais il faut y voir quand même cet avantage-là.

M. LE PRÉSIDENT : OK. On peut peut-être garder la même carte et mettre, en fin de compte, plusieurs années là-dessus et venir valider l'année, ce qui permettrait de garder le contact. Enfin, il y a peut-être un truc à chercher. Merci beaucoup. On a passé le vote ? Oui. Non, on passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 77 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

59° ACHAT DE CHALEUR PAR MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION AUPRÈS DE LA SEM M2A ÉNERGIES : ACCORD DE PRINCIPE EN VUE DE L'ACCEPTATION DE LA CESSION DE CRÉANCE DAILLY (7.10.5/2888C)

Dans un objectif de décarbonation du territoire, m2A s'investit massivement dans le développement des réseaux de chaleur, notamment par la récupération à grande échelle de chaleur fatale industrielle. Ce sont près de 60 000 tonnes de CO_2 qui seront évitées pour 250 GWh de chaleur récupérées chaque année.

La SEM m2A Energies, créée par m2A en 2023, a vocation à récupérer la chaleur fatale chez des industriels de la bande rhénane et à la transporter dans un réseau dédié afin d'alimenter, notamment, les réseaux de chaleur de m2A, existants et futurs.

Cette alimentation des réseaux de chaleur de m2A par la SEM m2A Energies se concrétise par un contrat de fourniture de chaleur conclu entre les 2 structures.

Ce contrat de fourniture de chaleur liant la SEM m2A Energies et m2A a été autorisé par la délibération 2887B, préalablement présentée au Bureau le 1er décembre dernier. Ce contrat est notamment régi par le paiement d'une part variable (terme R1 lié à la consommation) et d'une part fixe (terme R2, abonnement lié à la puissance souscrite et donc au dimensionnement des installations).

Le terme R2 intègre plusieurs items, dont un terme R2.4 qui correspond à l'investissement consenti par la SEM m2A Energies pour la réalisation de l'ensemble des installations du réseau de transport de chaleur fatale.

La SEM m2A énergies envisage de céder la créance qu'elle détient au titre du terme R2.4 à l'organisme bancaire auprès duquel elle aura souscrit un emprunt permettant de financer les investissements nécessaires à la réalisation du réseau de transport de chaleur. Cette cession lui permettrait ainsi de sécuriser ses emprunts.

Par la présente délibération, m2A s'engage, après la signature du contrat de fourniture de chaleur fatale évoqué plus haut, à accepter la cession de créance dite « Dailly » du terme R2.4. qui sera cédée par la SEM m2A Energies à l'organisme bancaire.
Il s'agit d'une délibération de principe, le Conseil d'Agglomération sera amené à délibérer ultérieurement pour accepter cette cession de créance, avec un acte d'acceptation définitive, sur la base des documents contractuels signés.

Cette acceptation de principe est nécessaire pour que l'emprunt soit obtenu par la SEM m2A Energies, permettant ainsi de finaliser le plan de financement nécessaire à la réalisation du réseau de transport de chaleur.

Pour avoir la vision d'ensemble du projet de réseau de transport, il est à noter que le risque financier sera réparti entre plusieurs structures. L'actionnaire R-CUA prendra une part, notamment au travers d'apports en comptes courants d'associés. L'actionnaire m2A, prendra une part, au travers de l'acceptation de cette cession de créance Dailly. Enfin, une dernière part sera assumée par d'autres collectivités, via une garantie d'emprunt, en application des articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Les échanges entre m2A, les autres collectivités, R-CUA, m2A Energies et les organismes bancaires sont en cours. Ces échanges devront aboutir d'ici la délibération définitive d'acceptation de cette cession de créance pour assurer la cohérence globale dans la répartition du risque financier.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le principe d'une acceptation de la cession de créance de type Dailly du terme R2.4 de la convention d'achat de chaleur par la SEM m2A énergies à l'organisme bancaire auprès duquel elle aura contracté un emprunt en vue de financer la réalisation du réseau de transport de chaleur sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération,
- autorise le Président ou son représentant à établir et signer tous les documents nécessaires à la réalisation de la présente délibération.

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons énergie et environnement. Il s'agit d'achat de chaleur par notre Agglomération auprès de la SEM Énergies, Rémy NEUMANN.

M. NEUMANN : Pour vous expliquer un peu cette délibération, dans le cadre de la construction du réseau de transport de chaleur par m2A Énergies, ce projet sera financé par des subventions et des avances remboursables de l'ADEME, par des emprunts, par le capital social des associés et des comptes courants d'associés. Pour la partie emprunt qui devrait, sur les 146 millions du projet actuellement chiffré, s'établir entre 60 et 70 millions d'euros, les banques demandent bien entendu des garanties. Et comme il n'existe pas actuellement de fonds national de garantie pour les projets de chaleur fatale, c'est l'Agglomération et ses partenaires qui doivent apporter la partie la plus importante de ces garanties aux banquiers. Dans ce cadre-là, nous avons contacté, et les discussions sont en cours, notamment avec la Région Grand Est et la CeA, pour qu'ils nous apportent une partie des garanties, en sachant également que les collectivités locales, donc Région, CeA et Agglomération, ne peuvent pas garantir plus de 50 % des emprunts dans ce cadre-là. Donc il nous fallait trouver les autres 50 % pour garantir le solde de ces emprunts que nous allons réaliser dans le futur et il se trouve que la réglementation nous permet d'utiliser ce qu'on appelle la créance Dailly et juste pour vous expliquer comment cela fonctionne : l'Agglomération va acheter la chaleur fatale à m2A Énergies qui est donc la SEM que nous avons créée à ce sujet ; la SEM m2A Énergies va vendre la chaleur qu'elle achète elle-même chez Butachimie et Euroglas notamment, à deux clients principaux que sont Stellantis et l'Agglomération. L'Agglomération elle-même revendra cette chaleur à la centrale thermique de l'Illberg et au nouveau réseau de distribution de chaleur que

nous allons créer sur l'Agglomération « Mulhouse-Centre-Agglomération ». Comme nous achetons de la chaleur à m2A Énergies, m2A Énergies, pour apporter une garantie complémentaire aux banquiers, peut céder la créance qu'elle aura sur l'Agglomération, puisque m2A Énergies va encaisser le produit de l'achat que lui paye m2A, et elle va garantir les banquiers grâce à ces fonds. C'est-à-dire que si elle ne paye pas le remboursement d'emprunt, les banquiers peuvent directement demander à m2A de payer la banque et non pas m2A Énergies. De cette manière, on peut garantir 100 % du projet. Alors il y a un risque induit pour m2A au cas où effectivement, à un moment donné, m2A Énergies ne peut plus payer l'emprunt. Ce risque est quand même relativement limite, mais il existe. Il y a deux cas de figure. C'est une grosse catastrophe au niveau de la récupération de la chaleur fatale, notamment chez Butachimie. Et l'autre risque, c'est qu'effectivement, à un moment donné, on a une grosse rupture sur le réseau de transport, mais ce sont des risques qui sont quand même relativement limités. Et plus les années passeront, plus ce risque sera limité, puisqu'on aura remboursé au niveau de m2A Énergies tout ou partie des emprunts. Donc, au fur et à mesure des années, le risque baisse et la garantie apportée par l'Agglomération baisse également. C'est la même chose pour la Région Grand Est et la CeA, s'ils nous accordent leur garantie pour ce réseau de chaleur. Actuellement, quels que soient les banquiers, puisqu'on est à la fois en contact avec des banquiers locaux, mais également des grands organismes nationaux et internationaux pour obtenir ces prêts, il nous faut obtenir ces garanties, parce que sans ces garanties, les banquiers ne feront pas le prêt. C'est une condition sine qua non pour réaliser ce réseau de chaleur sur l'Agglomération. Je vous ai résumé un peu le principe de cette délibération, sachant que le Bureau a déjà autorisé la signature du contrat d'achat de cette chaleur par l'Agglomération auprès de m2A Énergies. Aujourd'hui, on vous demande un accord de principe, puisque les modalités exactes devront encore être déterminées par une autre délibération que nous prendrons. Mais pour aller voir les banquiers pour obtenir les prêts et leur donner la totalité des garanties, il faut quand même qu'on ait un accord de principe de l'Agglomération pour accorder cette garantie par le biais de la créance Dailly. Voilà, M. le Président, j'ai essayé d'être court et concis.

M. LE PRÉSIDENT : Merci pour cette présentation de modification de pacte qui doit nous permettre de poursuivre nos travaux. Des questions là-dessus ? Oui, Henri METZGER.

M. METZGER : C'est vrai que le projet nous a été présenté à Mulhouse et c'est vrai que je m'étais posé pas mal de questions. Je le trouve intéressant, mais c'est vrai aussi sommes-nous garantis que les industries fonctionneront encore le temps que ce projet se mette complètement en route, avec tous les travaux que cela représente ? C'est vrai que j'avoue qu'il me dépasse et je préfère m'abstenir.

M. LE PRÉSIDENT : D'accord, donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Donc une abstention.

Pour : 75 + 12 procurations.
Abstention (1) : Henri METZGER.

La délibération est adoptée à l’unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

60° CONVENTION ENTRE LA RÉGION GRAND EST ET MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION RELATIVE À L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU TRAM-TRAIN MULHOUSE – VALLÉE DE LA THUR – 2025/2030 (8.7/2978C)

Le tram-train Mulhouse – Vallée de la Thur est un système de transport innovant mis en service en décembre 2010. Il résulte d'un partenariat entre deux Autorités Organisatrices de Transport (AOT) : la Région Grand Est (RGE) et Mulhouse Alsace Agglomération (m2A).

Ce dispositif particulièrement original permet la circulation de rames de transport à la fois sur le réseau ferré national (fonction train) ainsi que sur le réseau de transport en commun en site propre de m2A (fonction tram). Il fait l'objet d'une co-exploitation entre la SNCF Voyageurs et Soléa, l'opérateur du réseau urbain de Mulhouse.

La présente convention vise à instaurer un nouveau cadre de gouvernance, permettant de simplifier le partage des contributions entre la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération pour le financement du tram-train Mulhouse – Vallée de la Thur. Elle permet également de procéder au règlement définitif des engagements financiers issus des conventions antérieures, et de libérer les parties de toute obligation ou créance réciproque à ce titre. Ce nouveau dispositif conventionnel permet également d'actualiser les modalités de gouvernance applicables à l'exploitation du service.

Le solde de la période 2017-2023 se décompose ;

- d'une compensation de la Région au profit de m2A de 816 667 € au titre de la régularisation pour l'exploitation (coûts de conduite) sur la période allant du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2023, pour laquelle les conventions en vigueur étaient échues ;
- d'une compensation de 429 312 € de m2A à la Région pour la période allant du 1er septembre 2015 au 31 décembre 2023 du fait de la compensation des pertes de recettes induites par l'application des tarifs de m2A en gare Graffenwald ;

Le solde de l'année 2024 se décompose :

- d'une compensation de la Région au profit de m2A de 124 068 € du fait de la participation à l'exploitation de la ligne (coûts de conduite) ;
- d'une compensation de 677 908 € au titre de la maintenance du matériel roulant, précédemment versée directement par m2A à la SNCF, et d'une autre de 51 517 € au titre de l'intégration tarifaire de Graffenwald (compensation pour les pertes de recettes), chacune de m2A au bénéficie de la Région ;

Le total de ces flux financiers concernant les arriérés de paiement aboutit à un versement de m2A en faveur de la Région de 218 002 € à régler après la signature de cette convention.

Concernant la participation des AOT au financement du tram-train pour la période de 2025 à 2030, celle-ci se décompose en trois postes :

- Contribution annuelle forfaitaire de maintenance du matériel roulant : m2A est redevable à la Région d'une compensation d'un montant forfaitaire de 677 908 € aux conditions économiques de 2024. Ce forfait sera indexé selon une formule d'indexation ;
- Contribution annuelle forfaitaire d'intégration tarifaire « Graffenwald », le montant annuel de 51 517,40 € est reconduit ;
- Contribution annuelle forfaitaire d'exploitation dû par la Région à m2A d'un montant de 92 440 €, indexé de la même manière que la contribution de maintenance.

Cette convention vient simplifier les échanges contractuels qui régissent l'exploitation et l'entretien du tram-train entre les différents acteurs, en limitant le nombre de parties prenantes directes pour les flux financiers (soit la Région Grand Est et Soléa en ce qui concerne m2A). Dans la globalité du dispositif tram-train (coût de conduite, maintenance, redevances, taxes et compensation tarifaire), le montant payé par m2A à partir de 2025 sera légèrement inférieur à la situation qui prévalait (2,3 M€ contre 2,5 M€ auparavant). Cette convention vise également à poser des principes de gouvernance qui permettront d'assurer une bonne coordination et un suivi efficace du système tram-train (échanges réguliers d'informations, réunions périodiques et COPIL au moins une fois par an).

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve la convention relative à l'organisation et la gouvernance du tram-train Mulhouse-Vallée de la Thur ;
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ainsi que toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

PJ : (1)

- projet de convention entre la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération relative à l'organisation et la gouvernance du tram-train

Convention entre la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération relative à l'organisation et la gouvernance du tram-train Mulhouse – Vallée de la Thur
2025 – 2030

Entre les soussignés :

- LA RÉGION GRAND EST, dont le siège est situé au 1, place Adrien Zeller à Strasbourg, représentée par Monsieur Franck LEROY, Président du Conseil Régional, dûment habilité à l'effet de signer le présent avenant par délibération de la Séance Plénière du Conseil Régional N° 22SP-2022 du 17 novembre 2025,

Ci-après désignée « la Région » ou « la RGE »,

D'une part,

Et

Mulhouse Alsace Agglomération, dont le siège est situé 9 avenue Konrad Adenauer, 68390 Sausheim, représentée par son Président en exercice, Monsieur Fabian JORDAN, dûment habilité à signer la présente convention,
Ci-après désignée « m2A »,

D'autre part.

La Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération ensemble, ci-après dénommées « les AOT », Autorités Organisatrices de Transports, ou « les Parties ».

Vu la délibération n°XXXXXX

Vu la délibération n° XXX

Vu la délibération du Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération du 8 décembre 2025 approuvant la présente convention

Vu XXXX

Il a été convenu ce qui suit,

Préambule

Le tram-train Mulhouse – Vallée de la Thur est un dispositif de transport mis en service en décembre 2010. Il résulte d'un partenariat entre deux Autorités Organisatrices de Transport (AOT) : la Région Grand Est (RGE) et Mulhouse Alsace Agglomération (m2A).

Ce dispositif permet la circulation de rames de tram-train sur le réseau ferré national ainsi que sur le réseau de transport en commun en site propre de m2A. Il fait l'objet d'une co-exploitation entre la SNCF Voyageurs et Soléa, l'opérateur du réseau urbain de Mulhouse.

La présente convention vise à instaurer un nouveau cadre de gouvernance, permettant de simplifier la lisibilité et la gestion du partage des contributions entre la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération pour le financement du tram-train Mulhouse – Vallée de la Thur. Elle permet également de procéder au règlement définitif des engagements financiers issus des conventions antérieures, et de libérer les parties de toute obligation ou créance réciproque à ce titre. Ce nouveau dispositif conventionnel permet également d'actualiser les modalités de gouvernance applicables à l'exploitation du service.

PARTIE I – CLAUSES GENERALES

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention établit un nouveau cadre contractuel applicable à compter du service annuel 2024 et jusqu'au 31 décembre 2030, visant à simplifier la lisibilité ainsi que la gestion des flux de facturation entre la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération.

La présente convention a également pour objet de procéder au règlement définitif des engagements financiers antérieurs, en se fondant sur les dernières conventions en vigueur, afin de solder l'ensemble des droits et obligations relatifs aux exercices 2017 à 2023. Elle a pour effet de libérer les parties de toute obligation ou créance réciproque au titre de cette période.

Article 2 – Environnement contractuel

- *Délégation de service public de m2A à Soléa*

Dans le cadre de sa compétence en matière de transport public urbain, dont le tram-train, m2A a confié l'exploitation de son réseau urbain à la société Soléa dans le cadre d'une délégation de service pour la gestion du service public de la mobilité urbaine, voté le 14 octobre 2024 en conseil d'agglomération. Cette délégation s'inscrit dans la continuité du partenariat historique entre m2A et Soléa, qui assure l'exploitation du réseau de transport urbain de l'agglomération depuis plusieurs années. À ce titre, Soléa agit pour le compte de m2A en tant que délégataire, notamment pour les missions d'exploitation relevant du tram-train sur le périmètre de compétence de l'autorité organisatrice.

- *Contrat d'exploitation relatif à l'organisation et au financement du service public de transport régional de voyageurs entre la Région Grand Est et SNCF Voyageurs « Contrat TER 2024-2033 »*

Le Contrat TER 2024-2033 définit les modalités selon lesquelles la Région confie à SNCF Voyageurs l'exploitation du service public régional de transport de voyageurs, en précisant les obligations, responsabilités et relations financières entre les parties.

Le service de tram-train est intégré dans le Contrat TER 2024-2033 au titre de la section ferroviaire du service TER. À ce titre, la Région confie à SNCF Voyageurs l'exploitation de ce service, dans les mêmes conditions que celles définies pour l'ensemble des circulations ferroviaires relevant du périmètre TER.

- *Convention d'intégration tarifaire à l'arrêt Graffenwald*

Dans le cadre du développement de l'intermodalité sur le territoire de m2A, une convention a été conclue avec la Région Alsace afin de permettre, à compter du 31 août 2015, la reconnaissance des titres Soléa (y compris les titres combinés Soléa/Département du Haut-Rhin) dans le tram-train à l'arrêt Graffenwald, pour les trajets à destination ou en provenance de Mulhouse et Lutterbach.

Cette mesure, excluant les trains TER Alsace, s'applique uniquement à l'intérieur du périmètre de transport urbain (PTU).

La convention est conclue pour une durée initiale d'un an, reconductible tacitement, et prévoit des modalités de résiliation, de conciliation en cas de litige, ainsi qu'un cadre méthodologique précis pour le calcul des pertes de recettes.

Article 3 - Durée de la convention et entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur au 1er janvier 2026, pour une durée de cinq ans jusqu'au 31 décembre 2029. Elle pourra être modifiée ou résiliée par voie d'avenant.

À l'issue de la présente convention, en l'absence de formulation d'un nouveau contrat, celle-ci fera l'objet d'une reconduction tacite.

PARTIE II – SOLDES DES PRECEDENTES CONVENTION

Article 4 – Solde de la période 2017-2023

En vue de procéder au règlement des montants dus par chacune des Parties au titre de la période 2017-2023, celles-ci conviennent de retenir, pour solde de tout compte, les derniers montants et les dernières répartitions connues et actées dans les conventions antérieures.

Le solde relatif à cette période s'articule en deux parties :

Article 4.1 – Compensation financière au titre de l'exploitation

Par convention approuvée par la Commission Permanente du Conseil Régional le 15 décembre 2014 et par le Conseil d'Agglomération de m2A le 19 décembre 2014, la Région et Mulhouse Alsace Agglomération se sont entendues sur le partage du coût d'exploitation du tram-train pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2013.

Cette convention a été reconduite dans les mêmes conditions pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016.

Les conventions d'exploitations conclues entre la Région et m2A pour les années 2011-2013 et 2014-2016 ont donné lieu à un versement en faveur de m2A de 350.000€ pour chacune de ces périodes, soit un montant annuel de 116 667 €. Ces conventions n'ont toutefois pas été renouvelées à compter de 2017 et jusqu'à ce jour.

Sur la base de ces précédents et de l'accord trouvé pour solder les comptes selon les derniers montants connus, les Parties convienne que la Région est redevable à m2A d'une compensation d'un montant de huit cent seize mille six cent soixante-sept euros (816 667 €) à titre de régularisation pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2023.

Article 4.2 – Compensation financière au titre de l'intégration tarifaire de Graffenwald

Les Parties ont signé le 12 novembre 2015 une convention relative à la reconnaissance des titres Soléa dans le tram-train à l'arrêt Graffenwald en direction ou en provenance de Mulhouse.

Au regard des comptages effectués en 2017-2018 un accord a été trouvé pour fixer la compensation financière due par m2A à la Région, sur un montant de 51 517,40 € par an. À ce jour, m2A n'a procédé à aucun versement au profit de la Région au titre de la période 01/09/2015 – 31/12/2023.

Afin de solder cette période, les Parties convienne que m2A est redevable à la Région d'une compensation d'un montant de quatre cent vingt-neuf mille trois cent douze euros (429 312 €).

Article 5 – Solde de l'année 2024

Article 5.1 – Compensation financière 2024 au titre de l'exploitation

L'année 2024 fait l'objet d'une régularisation sur la base d'un partage des charges et des recettes selon une répartition établie à 81% pour la Région et de 19% pour m2A.

Les charges et recettes estimées par les Parties au titre de l'année 2024 sont synthétisées dans le tableau suivant (conditions économiques 2024) :

Charges et recettes totales sur la T14	
Exercice sur 2024	
Charges	6 628 985,54 €
Recettes perçues	834 780,78 €
Charges NETTES	5 794 204,76 €

C/R réel supporté par les deux AOT	
RGE	M2A
5 166 223,44 €	1 462 762,10 €
596 985,34 €	237 795,45 €
4 569 238,10 €	1 224 966,65 €

Montant selon répartition RGE 81% - M2A 19%	
RGE	M2A
5 369 478,29 €	1 259 507,25 €
676 172,43 €	158 608,35 €
4 693 305,85 €	1 100 898,90 €

Part RGE	Part M2A
124 067,75 €	-124 067,75 €

**Les charges partagées par les deux AOT intègrent les postes de charge suivants : conduite, accompagnement, énergie, location/interconnexion, substitutions routières, ventes et autres services, fonctions support, péages d'infrastructures, péages gares.*

Afin de solder cette période, les Parties convienne que RGE est redevable à m2A d'une compensation d'un montant de cent vingt-quatre mille huit cent huit euros (124 068 €).

Article 5.2 – Compensation financière 2024 au titre de la maintenance et de l'intégration tarifaire Graffenwald

Dans le cadre du nouveau Contrat TER 2024-2033, la Région assure, à partir du Service Annuel 2024 et jusqu'à la fin du contrat, le financement direct à SNCF Voyageurs de l'ensemble des coûts de maintenance du tram-train.

Cette modalité contractuelle rend désormais caduque la Convention relative à la prise en charge financière par les AOT des charges de maintenance et de l'IFER du matériel tram-train Avanto construit par Siemens signée par m2A, la Région et SNCF Voyageurs le 27 août 2012.

Ainsi les Parties conviennent pour l'année 2024 que le forfait de maintenance dû par m2A soit payé directement à la Région plutôt qu'à SNCF Voyageurs. Ce forfait est indexé selon la formule d'indexation présentée en ANNEXE 2 de la présente convention.

Dans ce contexte au titre de la maintenance du matériel roulant, m2A est redevable à la Région d'une compensation d'un montant forfaitaire de six cent soixante-dix-sept mille neuf cent huit euros (677 908 €).

Les Parties ont signé le 12 novembre 2015 une convention relative à la reconnaissance des titres Soléa dans le tram-train à l'arrêt Graffenwald en direction ou en provenance de Mulhouse.

Au regard des comptages effectués en 2017-2018 un accord a été trouvé pour fixer la compensation financière due par M2A à la Région, sur un montant de **51 517 €** par an. Ce montant sera reconduit pour l'année 2024.

Article 6 – Synthèse du solde des années précédentes (2017-2024) et modalités de versement

Ci-dessous la synthèse des montants dus par chacune des Parties au titre de la période précédente :

	M2A	RGE
Solde période 2017 - 2023		
Compensation financière d'exploitation (art.4.1)		816 667 €
Compensation IT Graffenwald (art. 4.2)	429 312 €	
Solde année 2024		
Compensation financière d'exploitation (art. 5.1)		124 068 €
Compensation financière de maintenance (art. 5.2)	677 908 €	
Compensation IT Graffenwald (art. 5.2)	51 517 €	
SOLDE TOTAL	**218 002 €**	

Pour le solde des années précédentes, la Région adresse à la signature de la présente convention à m2A une facture établie à 218 002 €

Le règlement des sommes dues est effectué dans les 30 jours qui suivent la réception par m2A de la facture adressée par la Région, par virement aux coordonnées bancaires suivantes :

- PAIERIE REGIONALE GRAND EST
- Code établissement : 30001
- Code guichet : 00806

- Numéro de compte : C67 40000000
- Clé RIB: 85
- IBAN : FR35 3000 1008 06C6 7 400 0000 085
- BIC : BDFEFRPPCCT

PARTIE III – PARTICIPATION DES AOT AU FINANCEMENT DU TRAM-TRAIN – PERIODE 2025-2030

Article 7 – Périmètre de conventionnement

La Convention s'applique sur l'offre de transport de la ligne T14 (Mulhouse Gare Centrale – Thann Saint Jacques) mise en œuvre au Service Annuel 2025, telle que détaillée en ANNEXE 1 de la présente convention.

Article 8 – Modification de l'offre sur le périmètre conventionné

La Région est tenue d'informer par courrier m2A de toutes modifications structurantes de l'offre au moins 3 mois avant leur mise en œuvre.

Dans le cas où la demande de modification de l'offre émane de m2A, la Région, en sa qualité d'autorité organisatrice en charge du Contrat TER 2024-2033 a la charge d'étudier l'évolution d'offre souhaitée, en lien avec son exploitant ferroviaire.

Que la modification soit à l'initiative de la Région ou de m2A, la prise en charge financière de la modification souhaitée devra être négociée entre les Parties et faire l'objet d'un avenant à la présente Convention.

Article 9 – Participation des AOT au financement du Tram-train

Article 9.1 – Principe de répartition entre les Parties pour les coûts d'exploitation et les recettes

Les deux AOT sont convenues d'une répartition basée sur les kilomètres parcourus par le tram-train sur chaque réseau urbain et périurbain, césure à Dornach. Pour la durée de la présente convention, le taux de répartition est établi à 81% pour la part de la Région Grand Est et 19% pour la part de Mulhouse Alsace Agglomération. A la demande des AOT, ce taux pourra être revu en cas de changement significatif de l'offre par rapport à l'offre du Service Annuel 2025.

La contribution financière est établie sur trois volets :

- La contribution annuelle forfaitaire d'exploitation (art. 9.2) ;
- La contribution annuelle forfaitaire de maintenance (art. 9.3) ;
- La contribution annuelle forfaitaire liée à l'intégration tarifaire de l'arrêt Graffenwald (art. 9.4)

Article 9.2 Contribution annuelle forfaitaire d'exploitation

Pour chaque exercice annuel, il est convenu que la Région et m2A se répartissent, dans les proportions énoncées à l'article 9.1 et pour l'exploitation de la desserte de référence énoncée à l'article 7 :

- Les postes de charges suivants : conduite, accompagnement, énergie, location/interconnexion, substitutions routières, ventes et autres services, fonctions support, péages SNCF Réseau, péages SNCF Gares et connexions ;
- L'Imposition Forfaitaire pour les Entreprises de Réseaux (IFER) ;
- Les recettes d'exploitation du tram-train.

Au vu de ces éléments, les Parties conviennent que la Région Grand Est prenne en charge une contribution fixée forfaitairement à quatre-vingt-douze mille quatre cent quarante euros (92 440€) par an aux conditions économiques de 2024.

Le montant de cette contribution annuelle est indexé chaque année selon la formule présentée en ANNEXE 2.

La contribution versée par la Région à m2A participe au financement public de la ligne de tram-train et a exclusivement pour but de couvrir une partie des frais d'exploitation de cette ligne.

Article 9.3 Contribution annuelle forfaitaire de maintenance

Dans le cadre du nouveau Contrat TER 2024-2033, la Région assure, à partir du Service Annuel 2024 et jusqu'à la fin du contrat, le financement direct à SNCF Voyageurs de l'ensemble des coûts de maintenance du tram-train.

Cette modalité contractuelle rend désormais caduque la Convention relative à la prise en charge financière par les AOT des charges de maintenance et de l'IFER du matériel tram-train Avanto construit par Siemens signée par M2A, la Région et SNCF Voyageurs le 27 août 2012.

Ainsi les Parties conviennent pour la période 2025 - 2030 que le forfait de maintenance dû par m2A soit payé directement à la Région plutôt qu'à SNCF Voyageurs.

Dans ce contexte au titre de la maintenance du matériel roulant, m2A est redevable à la Région d'une compensation d'un montant forfaitaire de six cent soixante-dix-sept mille neuf cent huit euros (677 908 €) aux conditions économiques de 2024.

Ce forfait est indexé selon la formule d'indexation présentée en ANNEXE 2 de la présente convention.

Article 9.4 Contribution annuelle forfaitaire d'intégration tarifaire 'Graffenwald'

Les Parties ont signé le 12 novembre 2015 une convention relative à la reconnaissance des titres Soléa dans le tram-train à l'arrêt Graffenwald en direction ou en provenance de Mulhouse.

Au regard des comptages effectués en 2017-2018 un accord a été trouvé pour fixer la compensation financière due par M2A à la Région, sur un montant de 51 517,40 € par an. Ce montant sera reconduit chaque année pour la période 2025 – 2030.

Articles 11 – Calcul de la contribution annuelle et modalités de versement

Le solde de la contribution financière due au titre d'une année n est constitué selon la formule ci-dessous :

$$\text{Forfait de maintenance + IT Graffenwald (M2A)} - \text{Forfait d'exploitation (RGE)} = \text{Contribution annuelle de M2A}$$

Avec,

- Forfait d'exploitation : la contribution forfaitaire annuelle d'exploitation dû par la Région à M2A à hauteur de de 92 440€ aux conditions économiques 2024, indexée chaque année selon la formule d'indexation en ANNEXE 2 ;
- Forfait de maintenance :la contribution forfaitaire annuelle de maintenance dû par M2A à la Région à hauteur de 677 908 € aux conditions économiques 2024, indexée selon la formule d'indexation en ANNEXE 2 ;
- IT Graffenwald : la compensation d'intégration tarifaire Graffenwald dû par M2A à la Région à hauteur de 51 517€ par an ;
- Des ajustements financiers liés a des modifications d'offres éventuelles intégrées à la présente convention par voie d'avenant, indexés selon la formule d'indexation en ANNEXE 2.

La Région adresse à m2A une facture annuelle au 1er juin de l'année N+1.

Le règlement des sommes dues au titre de l'année N est effectué dans les 30 jours qui suivent la réception par m2A de la facture adressée par la Région, par virement aux coordonnées bancaires suivantes :

- PAIERIE REGIONALE GRAND EST
- Code établissement: 30001
- Code guichet : 00806
- Numéro de compte : C67 40000000
- Clé RIB: 85
- IBAN : FR35 3000 1008 06C6 7 400 0000 085
- BIC : BDFEFRPPCCT

PARTIE IV – GOUVERNANCE – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 12 – Partage d'information et suivi de performance

Les parties s'engagent à assurer un échange régulier d'informations portant sur les données de fréquentation, les retards, et les indicateurs de qualité de service. Ces informations visent à permettre un suivi objectif de la performance du service et, le cas échéant, la mise en œuvre des mesures correctives appropriées.

Article 12.1 – Comité de pilotage (COPIL)

Dans un souci de coordination et de suivi efficace du présent dispositif, les parties conviennent de la mise en place d'un comité de pilotage réunissant les représentants de chacune des Parties.

Ce comité de pilotage a pour missions principales :

- Le suivi de la mise en œuvre opérationnelle de la convention ;
- L'examen des bilans d'exploitation et des indicateurs de performance ;
- La concertation sur d'éventuelles évolutions de l'offre de service ;
- La coordination des actions de communication, d'intermodalité et d'aménagement connexes ;
- Le traitement des éventuels différends ou difficultés d'application.

Le comité se réunit au minimum une fois par an, ou à la demande de l'une des Parties, et peut associer, le cas échéant, d'autres acteurs ou partenaires techniques.

Article 12.2 – Réunion périodique

Afin d'assurer un pilotage partagé et un suivi régulier de la présente convention, des réunions partenariales périodiques seront organisées tous les semestres entre la Région, Mulhouse Alsace Agglomération et la SPL Grand Est Mobilités.

Ces réunions auront pour objet de faire le point sur l'exploitation du service, d'échanger sur les évolutions éventuelles à envisager, de coordonner les actions des différentes parties et de préparer les/le COPIL.

Article 13 – Résiliation

D'un commun accord, les Parties peuvent résilier la présente convention par voie d'avenant.

Article 18 – Règlement des différends

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont soumis à la juridiction administrative compétente.

Fait à , le

En Deux exemplaires originaux

Notifié le

ANNEXE 1 – Offre Théorique du Service Annuel 2025

Lundi au vendredi

MULHOUSE GARE	06:20:00	Thann	07:01:00
MULHOUSE GARE	08:50:00	Thann	09:30:00
MULHOUSE GARE	11:50:00	Thann	12:30:00
MULHOUSE GARE	12:50:00	Thann	13:30:00
MULHOUSE GARE	15:20:00	Thann	16:00:00
MULHOUSE GARE	16:20:00	Thann	17:00:00
MULHOUSE GARE	16:50:00	Thann	17:30:00
MULHOUSE GARE	17:20:00	Thann	18:00:00
MULHOUSE GARE	17:50:00	Thann	18:30:00
MULHOUSE GARE	18:20:00	Thann	19:00:30
MULHOUSE GARE	18:50:00	Thann	19:30:00
MULHOUSE GARE	22:46:00	Thann	23:24:30
MULHOUSE GARE	05:50:00	THANN SAINT-JACQUES	06:36:00
MULHOUSE GARE	06:50:00	THANN SAINT-JACQUES	07:37:00
MULHOUSE GARE	07:20:00	THANN SAINT-JACQUES	08:06:00
MULHOUSE GARE	07:50:00	THANN SAINT-JACQUES	08:36:00
MULHOUSE GARE	08:20:00	THANN SAINT-JACQUES	09:06:00
MULHOUSE GARE	09:20:00	THANN SAINT-JACQUES	10:04:30
MULHOUSE GARE	09:50:00	THANN SAINT-JACQUES	10:37:00
MULHOUSE GARE	10:20:00	THANN SAINT-JACQUES	11:05:00
MULHOUSE GARE	10:50:00	THANN SAINT-JACQUES	11:37:00
MULHOUSE GARE	11:20:00	THANN SAINT-JACQUES	12:07:00
MULHOUSE GARE	12:20:00	THANN SAINT-JACQUES	13:04:30
MULHOUSE GARE	13:20:00	THANN SAINT-JACQUES	14:04:30
MULHOUSE GARE	13:50:00	THANN SAINT-JACQUES	14:37:00
MULHOUSE GARE	14:20:00	THANN SAINT-JACQUES	15:06:00
MULHOUSE GARE	14:50:00	THANN SAINT-JACQUES	15:37:00
MULHOUSE GARE	15:50:00	THANN SAINT-JACQUES	16:34:00
MULHOUSE GARE	19:20:00	THANN SAINT-JACQUES	20:04:30
MULHOUSE GARE	20:00:00	THANN SAINT-JACQUES	20:44:30
MULHOUSE GARE	21:06:00	THANN SAINT-JACQUES	21:48:30
MULHOUSE GARE	21:51:00	THANN SAINT-JACQUES	22:34:30
Thann	06:33:00	MULHOUSE GARE	07:10:00
Thann	08:33:00	MULHOUSE GARE	09:10:00
Thann	10:03:00	MULHOUSE GARE	10:40:00
Thann	13:03:00	MULHOUSE GARE	13:40:00
Thann	14:03:00	MULHOUSE GARE	14:40:00
Thann	16:33:00	MULHOUSE GARE	17:10:00
Thann	17:33:00	MULHOUSE GARE	18:10:00
Thann	18:03:00	MULHOUSE GARE	18:40:00
Thann	18:33:00	MULHOUSE GARE	19:10:00
Thann	19:03:00	MULHOUSE GARE	19:40:00
Thann	19:33:00	MULHOUSE GARE	20:10:00
THANN SAINT-JACQUES	05:29:00	MULHOUSE GARE	06:10:00
THANN SAINT-JACQUES	06:59:00	MULHOUSE GARE	07:40:00
THANN SAINT-JACQUES	07:29:00	MULHOUSE GARE	08:10:00
THANN SAINT-JACQUES	07:57:30	MULHOUSE GARE	08:40:00
THANN SAINT-JACQUES	08:58:00	MULHOUSE GARE	09:40:00
THANN SAINT-JACQUES	09:29:00	MULHOUSE GARE	10:10:00
THANN SAINT-JACQUES	10:28:00	MULHOUSE GARE	11:10:00
THANN SAINT-JACQUES	10:56:00	MULHOUSE GARE	11:40:00
THANN SAINT-JACQUES	11:29:00	MULHOUSE GARE	12:10:00
THANN SAINT-JACQUES	11:58:00	MULHOUSE GARE	12:40:00
THANN SAINT-JACQUES	12:28:00	MULHOUSE GARE	13:10:00
THANN SAINT-JACQUES	13:28:00	MULHOUSE GARE	14:10:00
THANN SAINT-JACQUES	14:28:00	MULHOUSE GARE	15:10:00
THANN SAINT-JACQUES	14:57:00	MULHOUSE GARE	15:40:00
THANN SAINT-JACQUES	15:28:00	MULHOUSE GARE	16:10:00
THANN SAINT-JACQUES	15:57:00	MULHOUSE GARE	16:40:00
THANN SAINT-JACQUES	16:58:00	MULHOUSE GARE	17:40:00
THANN SAINT-JACQUES	20:09:00	MULHOUSE GARE	20:50:00
THANN SAINT-JACQUES	20:52:00	MULHOUSE GARE	21:31:30
THANN SAINT-JACQUES	22:01:00	MULHOUSE GARE	22:40:00
THANN SAINT-JACQUES	22:39:00	MULHOUSE GARE	23:20:00

Samedi

MULHOUSE GARE	07:20:00	THANN SAINT-JACQUES	08:06:00
MULHOUSE GARE	07:50:00	THANN SAINT-JACQUES	08:36:00
MULHOUSE GARE	08:20:00	THANN SAINT-JACQUES	09:06:00
MULHOUSE GARE	09:50:00	THANN SAINT-JACQUES	10:37:00
MULHOUSE GARE	10:50:00	THANN SAINT-JACQUES	11:37:00
MULHOUSE GARE	11:20:00	THANN SAINT-JACQUES	12:07:00
MULHOUSE GARE	13:50:00	THANN SAINT-JACQUES	14:37:00
MULHOUSE GARE	14:50:00	THANN SAINT-JACQUES	15:37:00
MULHOUSE GARE	19:20:00	THANN SAINT-JACQUES	20:04:30
MULHOUSE GARE	20:00:00	THANN SAINT-JACQUES	20:44:30
MULHOUSE GARE	21:06:00	THANN SAINT-JACQUES	21:48:30
MULHOUSE GARE	21:51:00	THANN SAINT-JACQUES	22:34:30
MULHOUSE GARE	08:50:00	THANN SAINT-JACQUES	09:37:00
MULHOUSE GARE	09:20:00	THANN SAINT-JACQUES	10:07:00
MULHOUSE GARE	10:20:00	THANN SAINT-JACQUES	11:07:00
MULHOUSE GARE	11:50:00	THANN SAINT-JACQUES	12:37:00
MULHOUSE GARE	12:20:00	THANN SAINT-JACQUES	13:07:00
MULHOUSE GARE	12:50:00	THANN SAINT-JACQUES	13:37:00
MULHOUSE GARE	13:20:00	THANN SAINT-JACQUES	14:07:00
MULHOUSE GARE	14:20:00	THANN SAINT-JACQUES	15:07:00
MULHOUSE GARE	15:20:00	THANN SAINT-JACQUES	16:07:00
MULHOUSE GARE	15:50:00	THANN SAINT-JACQUES	16:37:00
MULHOUSE GARE	16:20:00	THANN SAINT-JACQUES	17:07:00
MULHOUSE GARE	16:50:00	THANN SAINT-JACQUES	17:37:00
MULHOUSE GARE	17:20:00	THANN SAINT-JACQUES	18:07:00
MULHOUSE GARE	17:50:00	THANN SAINT-JACQUES	18:37:00
MULHOUSE GARE	18:20:00	THANN SAINT-JACQUES	19:07:00
MULHOUSE GARE	18:50:00	THANN SAINT-JACQUES	19:37:00
MULHOUSE GARE	06:36:30	THANN SAINT-JACQUES	07:20:30
MULHOUSE GARE	22:46:00	Thann	23:24:30
THANN SAINT-JACQUES	06:29:00	MULHOUSE GARE	07:10:00
THANN SAINT-JACQUES	08:28:00	MULHOUSE GARE	09:10:00
THANN SAINT-JACQUES	09:58:00	MULHOUSE GARE	10:40:00
THANN SAINT-JACQUES	10:58:00	MULHOUSE GARE	11:40:00
THANN SAINT-JACQUES	12:58:00	MULHOUSE GARE	13:40:00
THANN SAINT-JACQUES	13:58:00	MULHOUSE GARE	14:40:00
THANN SAINT-JACQUES	14:58:00	MULHOUSE GARE	15:40:00
THANN SAINT-JACQUES	15:58:00	MULHOUSE GARE	16:40:00
THANN SAINT-JACQUES	16:29:00	MULHOUSE GARE	17:10:00
THANN SAINT-JACQUES	17:28:00	MULHOUSE GARE	18:10:00
THANN SAINT-JACQUES	17:58:00	MULHOUSE GARE	18:40:00
THANN SAINT-JACQUES	18:28:00	MULHOUSE GARE	19:10:00
THANN SAINT-JACQUES	18:58:00	MULHOUSE GARE	19:40:00
THANN SAINT-JACQUES	19:28:00	MULHOUSE GARE	20:10:00
THANN SAINT-JACQUES	07:29:00	MULHOUSE GARE	08:10:00
THANN SAINT-JACQUES	07:57:30	MULHOUSE GARE	08:40:00
THANN SAINT-JACQUES	08:58:00	MULHOUSE GARE	09:40:00
THANN SAINT-JACQUES	09:29:00	MULHOUSE GARE	10:10:00
THANN SAINT-JACQUES	10:28:00	MULHOUSE GARE	11:10:00
THANN SAINT-JACQUES	11:29:00	MULHOUSE GARE	12:10:00
THANN SAINT-JACQUES	11:58:00	MULHOUSE GARE	12:40:00
THANN SAINT-JACQUES	12:28:00	MULHOUSE GARE	13:10:00
THANN SAINT-JACQUES	13:28:00	MULHOUSE GARE	14:10:00
THANN SAINT-JACQUES	14:28:00	MULHOUSE GARE	15:10:00
THANN SAINT-JACQUES	15:28:00	MULHOUSE GARE	16:10:00
THANN SAINT-JACQUES	16:58:00	MULHOUSE GARE	17:40:00
THANN SAINT-JACQUES	20:09:00	MULHOUSE GARE	20:50:00
THANN SAINT-JACQUES	20:52:00	MULHOUSE GARE	21:31:30
THANN SAINT-JACQUES	22:01:00	MULHOUSE GARE	22:40:00
THANN SAINT-JACQUES	22:39:00	MULHOUSE GARE	23:20:00

Dimanche

MULHOUSE GARE	07:56:00	Thann	08:35:00
MULHOUSE GARE	08:56:00	Thann	09:35:00
MULHOUSE GARE	09:56:00	Thann	10:35:00
MULHOUSE GARE	10:56:00	Thann	11:35:00
MULHOUSE GARE	11:56:00	Thann	12:35:00
MULHOUSE GARE	12:56:00	Thann	13:35:00
MULHOUSE GARE	13:56:00	Thann	14:35:00
MULHOUSE GARE	14:56:00	Thann	15:35:00
MULHOUSE GARE	15:56:00	Thann	16:35:00
MULHOUSE GARE	16:56:00	Thann	17:35:00
MULHOUSE GARE	17:56:00	Thann	18:35:00
MULHOUSE GARE	19:56:00	Thann	20:35:00
Thann	07:51:00	MULHOUSE GARE	08:30:00
Thann	08:51:00	MULHOUSE GARE	09:30:00
Thann	09:51:00	MULHOUSE GARE	10:30:00
Thann	10:51:00	MULHOUSE GARE	11:30:00
Thann	11:51:00	MULHOUSE GARE	12:30:00
Thann	12:51:00	MULHOUSE GARE	13:30:00
Thann	13:51:00	MULHOUSE GARE	14:30:00
Thann	14:51:00	MULHOUSE GARE	15:30:00
Thann	15:51:00	MULHOUSE GARE	16:30:00
Thann	16:51:00	MULHOUSE GARE	17:30:00
Thann	17:51:00	MULHOUSE GARE	18:30:00
Thann	18:51:00	MULHOUSE GARE	19:30:00

ANNEXE 2 – Formule d'indexation des postes de charges R1

La formule d'indexation applicable sur les postes de charges R1 est la suivante :

$R1_n = It_n \times R1_{n-1}$

avec

$$It_n = 72\% \left[k\% + 50\% \left(\frac{\text{A38} - \text{HZ}_n}{\text{A38} - \text{HZ}_{n-1}} - 1\right) + 50\% \left(\frac{\text{ICHT} - \text{IME}_n}{\text{ICHT} - \text{IME}_{n-1}} - 1\right)\right] + 24\% \left(\frac{\text{IPC}_n}{\text{IPC}_{n-1}} - 1\right) + 4\% \left(\frac{\text{FSD3}_n}{\text{FSD3}_{n-1}} - 1\right)$$

Dans cette formule, les valeurs des indices retenues pour l'année n-1 correspondent à la moyenne arithmétique des valeurs des indices constatées de janvier à décembre de l'année n-1. Les valeurs des indices retenues pour l'année n correspondent à la moyenne arithmétique des valeurs des indices constatées de janvier à décembre de l'année n.

Cette formule correspond à la formule d'indexation des charges R1-Transporteur de la convention TER entre la Région Grand Est et SNCF Voyageurs.

Cette formule se base sur les indices suivants :

- **ICHT-IME :**
  Indice mensuel du coût horaire du travail tous salariés du secteur des industries mécaniques et électriques.
  Source : INSEE, site http://www.bdm.insee.fr/bdm2/rechercheMultiple, identifiant 001565183
  « Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008
- **A38-HZ :**
  Indice des salaires mensuels de base - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) - Base 100 au T2 2017
  Source : INSEE - identifiant 010562720 site :
  https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010562720

- **IPC :**
  Indice des prix à la consommation (base 2015).
  Source : INSEE, site http://www.bdm.insee.fr/bdm2/rechercheMultiple, identifiant 001763866.
  Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Ensemble
- **FSD3 :**
  indice mensuel de frais et services divers, modèle de référence n°3, base 100 en juillet 2004.
  Source : le Moniteur (www.lemoniteur.fr)

En cas de disparition ou de suspension de la publication d'un indice ou d'une référence définie dans la présente ANNEXE, les Parties se rencontrent pour définir un nouvel indice de référence. Toute modification d'indice est actée par voie d'avenant.

M. LE PRÉSIDENT : Voilà, on va continuer cette fois-ci avec une convention entre notre Agglomération et la Région Grand Est relative à l'organisation de la gouvernance du tram-train. Yves GOEPFERT.

M. GOEPFERT : M. le Président, on va essayer d'être rapide. Normalement, je dois vous présenter 4 ou 5 tableaux qu'il faut vérifier ensemble, mais vous pouvez faire confiance aux services et toutes les personnes qui ont travaillé sur le sujet. Il s'agit d'avoir une gouvernance simple sur l'exploitation de ce véhicule absolument particulier avec l'interlocuteur unique qui sera la Région Grand Est pour nous. Et donc, après avoir dépoussiéré l'ensemble des anciennes conventions, la nouvelle convention qui est prête, en fait, amène aujourd'hui une participation de m2A à la Région Grand Est de 2,3 millions d'euros par rapport aux 2,5 millions d'euros que cela nous coûtait avant. Voilà, M. le Président. En simplifiant bien sûr la gouvernance et la structure.
M. LE PRÉSIDENT : Est-ce que vous avez des questions ? Pas de questions. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 75 + 11 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Thierry NICOLAS (représenté par Florian COLOM).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

61° CONVENTION DE COMPLÉMENTARITÉ ENTRE LES LIGNES RÉGIONALES DE CAR ET LE RÉSEAU SOLEA (8.7/2979C)

Afin de favoriser l'usage des transports collectifs, dans un esprit d'optimisation des moyens et de facilitation du parcours voyageurs, la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération redéfinissent les modalités de reconnaissance mutuelle des titres de transports entre leurs réseaux respectifs sur le périmètre de l'agglomération.

Ces échanges étaient auparavant régis par la convention de coordination tarifaire (2007) entre les lignes régulières du Haut-Rhin et le réseau Soléa, ainsi que par la convention d'affrêtement des lignes départementales par les transports urbains de l'agglomération mulhousienne (2016).

La présente convention règle les dispositions juridiques, techniques et financières de cette coopération entre la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération.

Les tickets unitaires émis par les transporteurs routiers interurbains sont reconnus à bord du réseau Soléa, sous réserve qu'ils ne soient pas vendus moins chers que leur équivalent sur le réseau urbain. Les abonnements régionaux plein tarifs sont également reconnus.

Réciproquement, les titres de transport émis par Soléa sont valables dans les cars régionaux, pour des déplacements entre deux arrêts internes au périmètre de l'agglomération. Ces dessertes se font dans le cadre de courses interurbaines

plus larges, en échange avec le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération et sans mise à disposition de moyens supplémentaires de la part de la Région.

Ces reconnaissances mutuelles de voyageurs entre les deux réseaux et aux conditions détaillées précédemment se feront dorénavant sans transfert de flux financiers réciproques.

La convention qu'il vous ait proposé d'approuver arrête les montants des versements financiers relatifs à la convention d'affrêtement de 2016, pour la période allant de 2021 à 2025, à savoir un versement de Mulhouse Alsace Agglomération vers la Région Grand Est de 1 555 619,97 €.

Les crédits figurent au Budget annexe 2025 :
Chapitre 65 -article 765732
Service gestionnaire et utilisateur A531
Ligne de crédit n°10302

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve la convention de complémentarité entre les lignes régionales et le réseau Soléa,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes pièces inhérentes au dossier.

PJ : (1)

- convention de complémentarité

CONVENTION DE COMPLEMENTARITE

Entre la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération en matière de reconnaissance mutuelle de leur clientèle sur le territoire de l'agglomération

Vu la délibération n°XXCP-XXXX de la Commission Permanente du Conseil Régional du XX XX XXXX (délibération autorisant le Président à signer la présente convention).

Vu la délibération du Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération du 08 décembre 2025 approuvant la présente convention.

ENTRE :

La Région Grand Est, ci-après dénommée « la Région »,
Représentée par son Président, Monsieur Franck LEROY, dûment habilité à l'effet de signer la présente par délibération du Conseil Régional n° 24CP-1304 du 21 juin 2024
Sise 1 Place Adrien Zeller – BP 91006 – 67 070 STRASBOURG Cedex

D'une part,

Mulhouse Alsace Agglomération, ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »,
Représentée par son Président, Fabian JORDAN, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil d'Agglomération du 24 juin 2024, Sise 9 Avenue Konrad Adenauer, 68 390 SAUSHEIM

D'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Afin de favoriser l'usage des transports collectifs, dans un esprit d'optimisation des moyens et de facilitation du parcours voyageurs, la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération redéfinissent les modalités de reconnaissance mutuelle des titres de transports entre leurs réseaux respectifs sur le périmètre de l'agglomération.

Ces échanges étaient auparavant régis par la convention de coordination tarifaire (2007) entre les lignes régulières du Haut-Rhin et le réseau Soléa, ainsi que par la convention d'affrêtement des lignes départementales par les transports urbains de l'agglomération mulhousienne (2016).

La présente convention règle les dispositions juridiques, techniques et financières de cette coopération entre la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération

Les tickets unitaires émis par les transporteurs routiers interurbains sont reconnus à bord du réseau Soléa, sous réserve qu'ils ne soient pas vendus moins chers que leur équivalent sur le réseau urbain. Les abonnements régionaux plein tarifs sont également reconnus.

Réciproquement, les titres de transport émis par Soléa sont valables dans les cars régionaux, pour des déplacements entre deux arrêts internes au périmètre de l'agglomération. Ces dessertes se font dans le cadre de courses interurbaines plus larges, en échange avec le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération et sans mise à disposition de moyens supplémentaires de la part de la Région.

La présente convention précisera également les dispositions financières concernant la complémentarité pour la période 2021 à 2025.

ARTICLE 2 – DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention est applicable à compter du 1er janvier 2026.

Les anciennes conventions de coordination tarifaire entre les lignes régulières du Haut-Rhin et le réseau Soléa et d'affrêtement des lignes départementales par les transports urbains de l'agglomération mulhousienne sont résiliées à cette date.

La convention pour le transport des élèves signée en 1994 n'est pas concernée et reste inchangée.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 3.1 – Principes en vigueur à partir du 1e janvier 2026

Les lignes :

- 68R054 (Guebwiller / Bollwiller / Mulhouse) – soit la ligne Soléa 54,
- 68R055 (Nambsheim / Bantzenheim / Mulhouse), – soit la ligne Soléa 58,
- 68R057 (Thann / Reiningue / Mulhouse) – soit la ligne Soléa 50,
- 68R061 (Le-Haut-Soultzbach / Mulhouse) – soit la ligne Soléa 52,
- 68R063 (Ferrette / Mulhouse), – soit la ligne Soléa 51,
- 68R064 (Helfrantzkirch / Mulhouse) – soit la ligne Soléa 57,
- et 68R065 (Sierentz / Mulhouse) – soit la ligne Soléa 56,

franchissent toutes la limite de Mulhouse Alsace Agglomération, et assurent des déplacements intra-urbains et interurbains.

Ces lignes relèvent de la compétence de la Région. Toutefois, Mulhouse Alsace Agglomération coopère avec la Région, sur le plan technique et financier, pour garantir une exploitation du service conforme aux intérêts des usagers et aux politiques mises en place par les deux Collectivités Territoriales.

Dans le respect de l'économie générale du contrat en cours, chacune des deux Autorités Organisatrices peut mettre en œuvre, avec l'accord de l'autre Autorité et après avis du

transporteur, des mesures techniques destinées à améliorer le service rendu au voyageur ou la rationalité du service.

Ainsi, le cabotage à l'intérieur du ressort territorial sera systématiquement réalisé pour ces lignes tant que ce dernier ne pénalise ni la ponctualité de ces services sous réserve des capacités des véhicules en places disponibles, ni le niveau de fréquentation des lignes urbaines en cas de tronçons communs et d'horaires rapprochés avec celles-ci. Les arrêts des lignes concernés sont listés en **ANNEXE 1**.

Les parties s'accordent sur le principe de réciprocité et considèrent que, financièrement, les montants transférés de part et d'autre, sont équivalents. Aussi cette convention n'appelle pas de flux croisés.

Article 3.2 – Modalités de régularisation de la complémentarité pour les années 2021 à 2025

Au titre des années 2021 à 2025, le montant des sommes transférées par Mulhouse Alsace Agglomération à la Région est établi sur la base d'une contribution annuelle forfaitaire de 318 849,42 € jusqu'en 2024 et 280 222,27 € en 2025, soit un total de 1 555 619,97 € pour la période concernée. Mulhouse Alsace Agglomération s'acquittera de ce montant en un seul versement après notification de la présente convention.

ARTICLE 4 – RECONNAISSANCE DES TITRES ÉMIS, CONTRÔLE ET VENTE À BORD

Tous les titres et abonnements vendus plus chers par la Région que leur équivalent à Soléa, à l'exception de l'abonnement annuel, sont reconnus sur le réseau urbain. Les tickets unitaires sont valables pendant les deux heures qui suivent leur validation.

Tous les titres vendus par Soléa sont reconnus par la Région, tant que le déplacement effectué par leur possesseur se fait intégralement à l'intérieur du périmètre de Mulhouse Alsace Agglomération.

Les parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens de contrôler les titres vendus par l'autre partie, dans la mesure où il s'agit de titres papiers ou de titres générés par la plateforme mutualisée de génération de titres dématérialisés au format Code-Barres à deux Dimensions (CB2D). Les parties s'engagent également à rechercher des solutions permettant d'assurer l'interopérabilité entre les solutions d'open payment existantes.

Les parties s'engagent à vendre les tickets unitaires de l'autre partie, à bord des cars référencés dans le réseau urbain pour les transporteurs régionaux et au niveau des distributeurs automatiques de titres pour Soléa. Elles se reversent entre elles les recettes ainsi encaissées, sans aucune commission ni frais. L'approvisionnement des titres Soléa se fait par bon de commande émis auprès du siège de Soléa.

ARTICLE 5 – COOPERATION ENTRE LES PARTIES

Les parties s'accordent sur le principe de se réunir autant que de besoin, pour examiner et chercher les solutions, en lien avec les transporteurs, aux problèmes relatifs à l'offre de transport, à l'information voyageur et au contrôle des titres.

L'ajout ou la suppression de lignes interurbaines régionales référencées dans l'offre de transport urbain fait l'objet d'accord mutuel entre les deux parties.

ARTICLE 6 – DURÉE DE LA CONVENTION, RÉVISION ET RESILIATION

La convention est conclue pour une durée annuelle, tacitement reconductible.

Les deux collectivités peuvent convenir unilatéralement d'une résiliation de la présente convention, avec une date d'effet choisie en commun, à condition que cette résiliation n'entraîne pas de rupture de l'économie générale des contrats conclus par l'une ou l'autre des Autorités Organisatrices ou de diminution significative de la qualité du service.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES

Après épuisement des voies de recours amiables, les parties à la présente convention soumettront leurs litiges aux juridictions compétentes.

Fait en 2 exemplaires,
à Sausheim, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,
Le Président

Pour la Région,

M. LE PRÉSIDENT : Toujours Yves sur une convention de complémentarité entre les lignes régionales de car et le réseau Soléa.

M. GOEPFERT : Voilà, donc une convention de complémentarité, effectivement, entre la Région et les lignes de cars et le réseau de Soléa. Donc aujourd'hui, pour mutualiser ces moyens et simplifier le parcours global, les utilisateurs des transports en commun, les réseaux de la région Grand Est, notamment les cars Fluo et Mulhouse Alsace Agglomération, donc Soléa, reconnaissent sous certaines conditions leurs titres de transport réciproques en fonction de l'endroit que vous choisissez, soit l'agglomération, soit l'Alsace, soit effectivement le département. Donc cette reconnaissance réciproque impliquait auparavant des flux financiers annuels de 133 000 euros donc au bénéfice de m2A et nous payons 311 000 euros en faveur de la Région Grand Est, cela en fonction bien sûr de l'opérateur. On retient en 2026 l'absence de moyens supplémentaires donc il n'y aura plus de transferts financiers. On a soldé les anciens contrats qui étaient provisionnés mais qui n'ont pas été payés, mais maintenant que la convention est signée, nous allons les payer. Ce n'est pas une dépense supplémentaire, et on va donc solder les créances antérieures à hauteur de 1,55 millions. Je répète, elles ont été provisionnées dans les budgets transport auparavant. Voilà, c'était important quand même, 1,5 million.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 75 + 11 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Thierry NICOLAS (représenté par Florian COLOM).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

62° TARIFICATION MULTIMODALE ALSA+ : AVENANT DE PROLONGATION DE LA CONVENTION (8.7/2980C)

En 2011, les Autorités Organisatrices des Transports Alsaciennes ont mis en place pour les voyageurs occasionnels deux titres communs permettant de se déplacer aussi bien sur les réseaux urbains qu'avec le TER : le titre Alsa+ 24H et le titre Alsa + Groupe journée (pour 2 à 5 personnes les samedis, dimanches et jours fériés). Le client choisit le périmètre de circulation : une agglomération, un département ou l'Alsace. Une convention cadre multipartenariale de coopération a été approuvée par le Conseil d'agglomération dans sa séance du 19 décembre 2011 pour une durée de 10 ans et depuis plusieurs avenants ont été signés.

L'avenant 7 étant arrivé à échéance le 30 septembre 2025, il est proposé dans le cadre d'un avenant n°8 de prolonger d'un an la validité de la convention. Les tarifs des titres Alsa+24h et Groupe Journée pour les déplacements limités au périmètre de m2A n'évoluent pas.

Cet avenant vient rectifier la grille tarifaire des titres vendus par Soléa, votée par une délibération du conseil d'agglomération de m2A du 24 mars 2025 : cette dernière annonçait la fin des titres Alsa+ au 30 septembre 2025. En effet, il était prévu qu'à cette période, un titre valable à l'échelle de la Région Grand Est prenne le relais de la gamme Alsa+. Dans l'attente de la définition des modalités précises de cette prochaine gamme, la convention de tarification multimodale Alsa+ est reconduite.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve l'avenant 8 à la convention cadre multipartenariale de coopération relative à la mise en œuvre de titres intégrés à l'échelle du territoire alsacien valable sur tous les réseaux de transport en commun,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ainsi que toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

PJ : (1)

- projet d'avenant

AVENANT N°8 A LA CONVENTION CADRE MULTIPARTENARIALE DE COOPERATION RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE DE TITRES INTÉGRÉS ZONAUX ALSAPLUS 24H et ALSAPLUS GROUPE JOURNEE À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE ALSACIEN VALABLE SUR TOUS LES RÉSEAUX DE TRANSPORT EN COMMUN OPÉRANT DANS LA RÉGION

Entre

la Région Grand Est
l'Eurométropole de Strasbourg
Mulhouse Alsace Agglomération
Colmar Agglomération
Saint-Louis Agglomération
La Communauté d'Agglomération de Haguenau
Le PETR d'Alsace Centrale

Les articles suivants modifient respectivement les articles I-2 et II-5 de la *« convention cadre multipartenariale de coopération relative à la mise en œuvre des titres intégrés zonaux*

Alsa+24H et Alsa+ Groupe Journée à l'échelle du territoire alsacien valable sur tous les réseaux de transport en commun opérant dans la région ».

Article 1 : Durée de la convention

La convention est prolongée de 12 mois à partir du 1e octobre 2025, soit jusqu'au 30 septembre 2026.

Article 2 : Évolution des prix au 1er octobre 2025

Par soucis de cohérence avec la gamme tarifaire du réseau Fluo de la Région Grand Est, les tarifs des titres Alsa+ 24h et Alsa+ Groupe Journée évoluent comme suit :

Alsa+ Groupe Journée :
- zone urbaine : 7,20€
- zone « départementale » : 28€
- zone « Alsace » : 45€

Alsa+ 24h :
- zone urbaine : 4,60€
- zone « départementale » : 26,5€
- zone « Alsace » : 43€

Cette évolution des prix sera appliquée à partir du 1e octobre 2025.

Les autres articles de la convention et de ses avenants restent inchangés.

Fait en 7 exemplaires originaux, le

Pour la Région Grand Est

Le Président du Conseil Régional Grand Est

Fait en 7 exemplaires originaux, le

Pour Colmar Agglomération

Le Président

Fait en 7 exemplaires originaux, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération

Le Président

Fait en 7 exemplaires originaux, le

Pour l’Eurométropole de Strasbourg

La Présidente

Fait en 7 exemplaires originaux, le

Pour le PETR d’Alsace Centrale

Le Président

Fait en 7 exemplaires originaux, le

Pour Saint Louis Agglomération

Le Président

Fait en 7 exemplaires originaux, le

Pour la Communauté d’Agglomération de Haguenau

Le Président

M. LE PRÉSIDENT : Toujours Yves pour une tarification multimodale.

M. GOEPFERT : On vous avait annoncé l'année dernière que les tarifications ALSA+ 24h et ALSA+ Groupe Journée voyaient leur fin l'année dernière. En fait, on vous propose de les reconduire pour une année complémentaire.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 74 + 11 procurations.
Ne prennent pas part au vote (2) : Yves GOEPFERT et Thierry NICOLAS (représenté par Florian COLOM).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

63° NAVETTE DU CENTRE-VILLE DE MULHOUSE – CONVENTION DE FINANCEMENT (7.5.7/2977C)

Depuis 2015, un service de navette électrique est proposé pour desservir le centre-ville de Mulhouse et contribuer à son attractivité.

Destinée notamment aux chalands, aux touristes et aux personnes à mobilité réduite, les objectifs de cette navette sont de :
- Faciliter les déplacements entre les parkings en périphérie du centre et la zone piétonne,
- Contribuer à l'attractivité commerciale du centre-ville,
- Faciliter les déplacements des personnes à mobilité réduite dans le centre-ville et vers le marché du Canal Couvert,
- Renforcer l'offre de transports urbains dans l'hyper-centre.

Ces objectifs relèvent essentiellement de la compétence de la commune. Cependant, la communauté d'agglomération étant l'autorité organisatrice de la mobilité, Mulhouse Alsace Agglomération porte la mise en œuvre du service dont le coût d'exploitation est entièrement pris en charge par la Ville de Mulhouse.

Le conseil d'agglomération avait approuvé un projet de convention de financement le 9 décembre 2024, prévoyant le renouvellement des deux véhicules électriques affectés à ce service courant 2025. Cependant, la Ville de Mulhouse souhaite reporter sa décision quant au remplacement de ces véhicules. Un nouveau projet de convention a été élaboré en ce sens, précisant que compte tenu de leur vétusté, les véhicules actuels ne pourront plus assurer le service au-delà du 31 décembre 2026 et prévoyant de définir par avenant à venir les modalités de ce remplacement.

Après réévaluation, les montants prévisionnels pour ce service, conformément à la convention de délégation de service public de la mobilité urbaine 2025-2030 dont Solea est titulaire, sont les suivants :

- Du 1er janvier au 31 décembre 2025 : 367 086 €
- Du 1er janvier au 31 décembre 2026 : 364 151 €
- Du 1er janvier au 31 décembre 2027 : 355 634 €
- Du 1er janvier au 31 décembre 2028 : 357 346 €
- Du 1er janvier au 31 décembre 2029 : 355 426 €
- Du 1er janvier au 31 décembre 2030 : 355 830 €

Ces montants sont en valeur décembre 2023, assujettis à la TVA au taux réduit en vigueur au titre de l'activité Transport de Voyageurs et ils sont à actualiser annuellement selon les dispositions de la convention de délégation de service public, reportées dans le présent projet de convention.

La navette circule le lundi de 14h à 19h et de 10h à 19h du mardi au samedi hors dimanches et jours fériés. La fréquence de passage s'effectue toutes les 20 minutes. Le service peut être ajusté au besoin en fonction des circonstances. La montée et la descente s'effectuent à la demande en tout point du circuit.

Il est donc proposé de conclure cette nouvelle convention entre la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération, tenant compte des montants prévisionnels revus ci-dessus et reprenant les modalités de paiement déjà arrêtées.

Les crédits figurent au Budget annexe 2025 :
Chapitre 70 -article 708
Service gestionnaire et utilisateur A531
Ligne de crédit n°6248

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve le projet de convention de financement entre la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention de ainsi que toutes les pièces nécessaires à son exécution.

PJ : (1)

- projet de convention de financement entre la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération

Mulhouse Alsace Agglomération **Ville de Mulhouse**

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIERE AU DISPOSITIF DE NAVETTE DU CENTRE VILLLE DE MULHOUSE

PROJET

Entre

- Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par M. Yves GOEPFERT, Vice-président, dûment autorisé par la délibération du 8 décembre 2025 ci-après désignée par **"m2A"**,

d'une part,

- La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Michèle LUTZ, Maire de la Ville de Mulhouse dûment autorisé par la délibération du Conseil Municipal du XX/XX/XXXX, ci-après désigné par la **"Ville de Mulhouse** ",

d'autre part,

Les co-signataires étant par ailleurs désignés par les **"parties",**

Il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Un service de navette électrique est proposé depuis juin 2015 au Centre-Ville de Mulhouse. Elle permet de compléter la desserte du Centre-ville et de contribuer à son attractivité. Destinée notamment aux chalands, aux touristes et aux personnes âgées, les objectifs de cette navette sont de :

- Faciliter les déplacements entre les parkings en périphérie du centre et la zone piétonne ;
- Animer le centre-ville avec un service simple et pratique ;
- Faciliter les déplacements des personnes âgées dans le centre-ville et vers le marché du Canal Couvert en constituant une « aide à la marche » ;
- Compléter l'offre de transports urbains dans l'hyper-centre.

Ces objectifs relèvent de la compétence de la commune. Cependant, la communauté d'agglomération étant l'autorité organisatrice de la mobilité, Mulhouse Alsace Agglomération porte depuis lors la mise en œuvre du service dans les conditions déterminées par convention.

Une convention conclue le 20 novembre 2019 entre Mulhouse Alsace Agglomération et la Ville de Mulhouse est arrivée à échéance le 31 décembre 2024. Compte tenu de la signature d'une nouvelle convention de délégation de service public pour la gestion du service de mobilité urbaine sur le territoire de m2A, il y a lieu de conclure une nouvelle convention d'attribution d'une participation financière entre la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération.

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution d'une participation financières de la Ville de Mulhouse à Mulhouse Alsace Agglomération pour la mise en place de la navette électrique au centre-ville de Mulhouse.

ARTICLE 2 – CONTENU DU SERVICE

La navette circule le lundi de 14h à 19h et de 10h à 19h du mardi au samedi hors dimanches et jours fériés. La fréquence de passage s'effectue toutes les 20 minutes. Le service peut être ajusté au besoin en fonction des circonstances. La montée et la descente s'effectueront à la demande en tout point du circuit.

Toutes évolutions mineures de services ne générant pas de coûts supplémentaires sont possibles par simple échange de courriers (modification de circuit, modification des horaires, de la régularité et de la cadence, de la fréquence, des équipements…). Dans les autres cas, un avenant devra être formalisé.

Le service est assuré par deux véhicules électriques répondant aux exigences de la transition énergétique.

Des services numériques sont développés pour faciliter l'usage de la navette et créer des liens avec d'autres services comme les commerces ou le tourisme.

ARTICLE 3 – DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

Pour permettre à m2A et son exploitant d'adapter le service et notamment de préparer les déviations nécessaires en cas de travaux ou de festivités, la Ville de Mulhouse s'engage à transmettre dans les meilleurs délais et au minimum 15 jours avant, tous les arrêtés modifiant les conditions de circulation sur les voies empruntées par la navette.

La Ville de Mulhouse et m2A seront informés dans les meilleurs délais des dispositions prises pour s'adapter aux perturbations prévisibles. La gestion de ces perturbations s'effectuera dans

PROJET

les mêmes conditions que sur les autres lignes du réseau Soléa, sauf en cas de contre-indication de la Ville de Mulhouse ou de m2A.

La communication et la gestion de l'application autour du service sera assurée par la Ville de Mulhouse. Sa mise en œuvre fera l'objet d'une concertation avec m2A et Soléa.

Compte-tenu de la gratuité de la navette, il pourra être proposé aux usagers de participer, sous forme de dons, à la réalisation d'un évènement ou à toute opération ou œuvre identifié par la Ville de Mulhouse.

ARTICLE 4 - COUT DU SERVICE

Le coût du service est pris en charge par la ville de Mulhouse. Elle verse à m2A une contribution annuelle correspondant au montant que cette dernière aura supporté pour la mise en œuvre du service. Ce service fait l'objet d'une option dans la convention de délégation de service public pour la gestion du service public de la mobilité urbaine et est décrit à l'article 2.2 de comme suit : « Les services optionnels sont exécutés dans les conditions définies en Annexe 4.12 de la présente convention, qui précise notamment les incidences financières qui s'y rapportent. »

Et à l'article 23.1- Options 1 comme suit :

« Les montants annuels de forfait de charges dû en euros Hors taxes par l'Autorité Délégante sont les suivants :

Option 2 / Période	Forfait de charges Hors taxes dû par l'Autorité Délégante au Délégataire en Euros décembre 2023
Du 1er janvier au 31 décembre 2025	367 086 €
Du 1er janvier au 31 décembre 2026	364 151 €
Du 1er janvier au 31 décembre 2027	355 634 €
Du 1er janvier au 31 décembre 2028	357 346 €
Du 1er janvier au 31 décembre 2029	355 426 €
Du 1er janvier au 31 décembre 2030	355 830 €

Ces montants n'intègrent pas le coût du remplacement des deux navettes électriques prévu durant l'exercice 2026 dans l'offre initiale du délégataire.

Ils sont exprimés en valeur décembre 2023, assujettis à TVA au taux réduit en vigueur au titre de l'activité Transport de Voyageurs. Ils sont à actualiser annuellement selon les dispositions de la convention de délégation de service public entre m2A et Soléa.

Les frais de communications liés au service sont pris en charge directement par la Ville de Mulhouse.

ARTICLE 5 – RENOUVELLEMENT DES DEUX NAVETTES ELECTRIQUES

Les montants du forfait de charges du service de navette électrique indiqués à l'article 4 ne comprennent pas le remplacement des deux navettes électriques. L'état de vétusté de ces deux navettes ne permet pas raisonnablement de poursuivre l'exploitation après le 31 décembre 2026.

Aussi, dans le cas où la Ville de Mulhouse souhaiterait poursuivre le service de navette électrique après le 31 décembre 2026, elle en informera m2A avant le 30 juin 2026. La Ville de Mulhouse, m2A et Soléa engageront alors une réflexion pour pourvoir au plus tôt au remplacement des deux navettes électriques et en définir les modalités financières. De même, si la Ville de Mulhouse décide de ne pas poursuivre le service de navette électrique après le

31 décembre 2026, la Ville de Mulhouse, m2a et Solea s'engage à entamer une réflexion concernant la prise en charge des coûts fixes de ce service qui persisteront malgré la fin de l'exploitation.

Ces nouvelles dispositions feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 6 – MODALITES DE FINANCEMENT

La Ville de Mulhouse s'engage à réaliser deux versements semestriels, l'un en juin et l'autre en novembre correspondant à chacun d'eux à la moitié de l'estimation ci-dessus. Le solde lié à l'actualisation de l'année N s'effectuera en même temps que le versement de l'acompte du premier semestre de l'année N+1, une fois les valeurs indiciaires connues.

Le règlement s'effectue dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du titre de recettes émis par m2A.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITE

Chaque partie est responsable des conséquences dommageables résultant des obligations mises à sa charge par la présente convention.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par les parties jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. La présente convention pourra être renouvelée, par périodes successives d'un an, par tacite reconduction. Un bilan du service sera réalisé au cours du troisième trimestre de chaque année civile. Elle expirera le 31 décembre 2030.

Chaque partie peut résilier par lettre recommandée avec accusé de réception, sans indemnité, la présente convention à chaque échéance annuelle en respectant un préavis de 2 mois. C'est-à-dire avant le 31 octobre de l'année N pour une application à compter du 1er janvier de l'année N+1.

Compte tenu de la nécessité de remplacement des navettes électriques, les modalités de poursuite du service après le 31 décembre 2026 sont décrites à l'article 5.

Tous les frais de résiliation du contrat seront pris en charge par la Ville de Mulhouse.

PROJET

ARTICLE 9 – LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation et de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Fait en autant d'exemplaires que de parties.

Mulhouse, le JJ/MM/2025

Mulhouse Alsace Agglomération — La Ville de Mulhouse

Le Vice-président — Le Maire

Yves GOEPFERT — Michèle LUTZ

PROJET

Annexe : Actualisation annuelle du coût du service

$$F_n = F_{n0} \times \left[a + b\ \frac{G_n}{G_0} + c\ \frac{E_n}{E_0} + d\ \frac{ICHT\ TE_n}{ICHT\ TE_0} + e\ \frac{M_n}{M_0} + f\ \frac{IPC_n}{IPC_0}\right]$$

Où :

Les coefficients de pondérations sont déterminés en fonction de la structure du compte d'exploitation prévisionnel annexé à la présente convention (cf. annexe 4.3).

Les coefficients ont les valeurs suivantes :

- a = 0%
- b = 2,5%
- c = 4,7%
- d = 65,9%
- e = 11,3%
- f = 15,6%

La somme des coefficients de pondération est égale à 1.

Avec :

- Fn : Forfait de charge hors sous-traitance actualisé de l'année concernée n ;
- Fn0 : Forfait de charge hors sous-traitance en euros valeur décembre 2023 de l'année concernée n (cf. montants indiqués à l'article 23) ;
- G_n : moyenne arithmétique des valeurs définitives des indices des prix à la consommation du gazole (*Source INSEE, identifiant 001764283, Base 2015, périodicité mensuelle*), pour la période allant de janvier à décembre de l'année n ;
- G_0 : moyenne arithmétique des valeurs définitives des indices des prix à la consommation du gazole (*Source INSEE, identifiant 001764283, Base 2015, périodicité mensuelle*), pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, valeur 153,90] ;
- E_n : moyenne arithmétique des valeurs définitives des indices de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36KVA (*Source INSEE, identifiant 010764288, Base 2021, périodicité mensuelle*), pour la période allant de janvier à décembre de l'année n ;
- E_0 : moyenne arithmétique des valeurs définitives de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36KVA (*Source INSEE, identifiant 010764288, Base 2021, périodicité mensuelle*), pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, valeur 203,1 ;
- ICHT-TEn : moyenne arithmétique des valeurs définitives de l'indice du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) - Base 100 en décembre 2008 (*source INSEE, identifiant 001565190, Base 100 en décembre 2008, périodicité mensuelle*) pour la période allant de janvier à décembre de l'année n.
- ICTH-TEo : moyenne arithmétique des valeurs définitives de l'indice du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) - Base 100 en décembre 2008 (*source INSEE, identifiant 001565190, Base 100 en décembre 2008, périodicité mensuelle*) pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, valeur 127,3 ;
- M_n : moyenne arithmétique des valeurs définitives de l'indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.2.3 -

PROJET

Entretien et réparation de véhicules particuliers *(Source INSEE, Identifiant 001764109, périodicité mensuelle)*, pour la période allant de janvier à décembre de l'année n ;

- M_0 : moyenne arithmétique des valeurs définitives de l'indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.2.3 - Entretien et réparation de véhicules particuliers *(Source INSEE, Identifiant 001764109, périodicité mensuelle)*, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, valeur 130,99.
- IPC_n : moyenne arithmétique des valeurs définitives de l'indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine *(Source INSEE, Identifiant 001763866, périodicité mensuelle),* pour la période allant de janvier à décembre de l'année n ;
- IPC_0 : moyenne arithmétique des valeurs définitives de l'indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine *(Source INSEE, Identifiant 001763866, périodicité mensuelle),* pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, valeur 117,60 (publiée au 12 janvier 2024).

Le calcul de la formule d'actualisation est effectué sans aucun arrondi intermédiaire, puis le coefficient d'actualisation est donné avec cinq (5) chiffres après la virgule, les règles d'arrondi s'appliquent par excès ou par défaut au chiffre suivant. Le calcul du coefficient d'actualisation doit être réalisé dans un tableau au format Excel ou équivalent afin de permettre son suivi. Il sera annexé à la présente convention (annexe 4).

En cas de disparition des indices ou références de cette formule ou de suppression de leur publication, les Parties conviennent :

- d'utiliser l'indice de substitution et le coefficient de raccordement proposés par le producteur de la série arrêtée ;
- à défaut de convenir par avenant du choix d'autres indices ou références, sans formule de raccordement si la base 100 du nouvel indice est antérieure ou égale à 2024 et si la série de l'indice démarre avant ou en 2024.

PROJET

M. LE PRÉSIDENT : On continue toujours navette du centre-ville, c'est une convention de financement.

M. GOEPFERT : La convention de financement de la navette centre-ville de Mulhouse. Vous savez que Mulhouse va contractualiser avec m2A un montant qui correspond aux coûts de circulation de cette navette. Aujourd'hui le montant est estimé à 360 K€ sachant que le montant définitif sera vu un peu plus tard, dans la mesure où ces véhicules doivent faire de la grosse révision et peut-être que les parcours seront un petit peu modifiés. Aujourd'hui, on estime que c'est 360 k€ par an, n'est-ce pas Michèle ? Et on verra les parcours éventuellement en fonction peut-être même du matériel qui sera peut-être choisi ou rénové.

M. LE PRÉSIDENT : Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 76 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

64° APPROBATION DE LA CARTE DU RÉSEAU EXPRESS VÉLO DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (8.7/2898C)

Les compétences dont Mulhouse Alsace Agglomération s'est dotée en matière d'aménagement et de gestion des itinéraires cyclables visent à promouvoir le vélo comme moyen privilégié de déplacement alternatif à la voiture aussi bien pour les déplacements quotidiens que les déplacements de loisirs.

Ainsi en 2019, Mulhouse Alsace Agglomération a élaboré un Schéma directeur cyclable comptant quelques 500 km d'itinéraires structurants reliant les principaux pôles du territoire (centres-villes, équipements publics majeurs, établissements scolaires, principales zones d'emploi, gares…).

Fin 2022, pendant l'atelier-projet « programmation des aménagements cyclables » réunissant élus et associations d'usagers, ceux-ci ont proposé la réalisation d'un Réseau Express Vélo (REV) – réseau principal et structurant de m2A pour rendre plus efficients et visibles les aménagements réalisés en faveur du vélo et assurer la cohérence et la continuité sur les principaux axes. Une ébauche de tracé avait été réalisée, dans la prolongation du réseau des itinéraires vélos structurants de la Ville de Mulhouse.

Un réseau express vélo consiste en des aménagements de qualité pour permettre aux cyclistes de disposer d'itinéraires les plus directs et les plus sécurisés. Cela inclut de la signalisation dédiée, des marquages au sol, des voies confortables et une séparation avec la circulation des véhicules motorisés, le plus souvent possible.

Les tracés du REV présenté dans la présente délibération (PJ1) sont le résultat d'un travail partenarial engagé en 2025 avec les communes de Mulhouse Alsace Agglomération, les associations et le Conseil de développement. L'ensemble repose sur les itinéraires structurants du Schéma directeur cyclable en vigueur. Les EuroVélos font naturellement partie du REV. Ce dernier représente 200 km d'itinéraires, dont, après diagnostic, 80 km environ sont à reprendre ou à aménager entièrement. Ces 80 km à réaménager ont été scindés en plus de 90 projets, discutés avec les communes pour identifier des principes d'aménagement permettant d'estimer les coûts. Au total et en première approximation, le budget nécessaire à la réalisation du REV a été estimé à 21 millions d'euros (hors ouvrages d'art).

L'étude en cours fournit également une estimation du coût de chaque projet afin que les communes et m2A puissent poursuivre les études puis les travaux. Par la suite, un plan de financement sera à construire projet par projet avec les financeurs potentiels que sont notamment l'Etat, la Région Grand Est et la Collectivité européenne d'Alsace.

Ce réseau sera accompagné d'un guide d'aménagement en cours de finalisation qui permettra aux communes et à leurs maîtres d'œuvre de bâtir, au fur et à mesure des projets, un ensemble cohérent d'une commune à l'autre.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

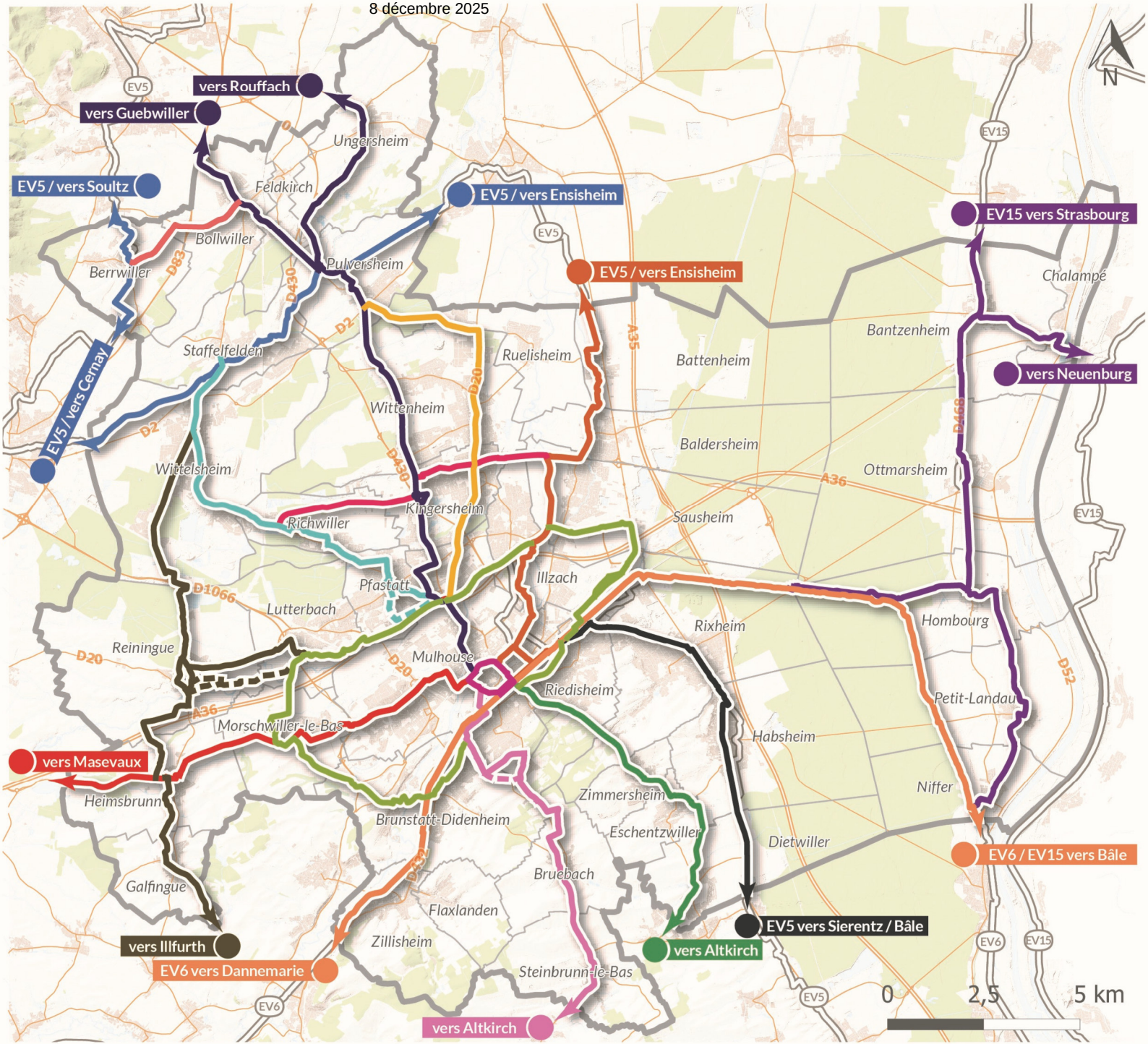
- adopte la carte des tracés du Réseau Express Vélo selon PJ1.

PJ : (1)

- Carte du Réseau Express Vélo

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

Réseau Express Vélo de Mulhouse Alsace Agglomération



Légende

Axes REV

EuroVeloroute

Commune

Mulhouse Alsace Agglomération

Afut

Sources : IGN, m2A
Création : Afut Sud-Alsace | AL | 2025

M. LE PRÉSIDENT : Alors on va parler de REV, Réseau Express Vélo. Philippe STURCHLER.

M. STURCHLER : Oui donc le Réseau Express Vélo. m2A dispose d'un schéma directeur cyclable depuis 2012. Fin 2022, lors d'un atelier-projet pour la programmation des aménagements cyclables, les participants ont souligné que les itinéraires cyclables n'étaient pas assez sécurisés, notamment du fait de nombreuses discontinuités dans les aménagements. Pour pallier à cette difficulté, l'atelier-projet a proposé de réaliser un Réseau Express Vélo, c'est-à-dire des itinéraires continus et séparés de la circulation quand c'est possible, pour que tout le monde puisse s'y sentir en sécurité. Et effectivement, un des freins à la pratique du vélo, c'est la continuité des itinéraires, c'est ce qui revient tout le temps, la sécurité, et aussi raccourcir la durée des trajets, des parcours. Un important travail a été effectué avec toutes les communes ces derniers mois, avec deux ateliers en juin, des échanges cet été, des réunions complémentaires en septembre, octobre et un dernier atelier le 27 novembre. Plus de 100 projets ont été discutés et permettent aujourd'hui de s'accorder sur un tracé des itinéraires du REV représentant plus de 200 kilomètres dont 85 sont à réaménager pour un montant total de l'ordre de 21 millions d'euros. Je précise que cette délibération permet de poser les principes de tracé, mais que les études détaillées restent à faire projet par projet et conduiront parfois à ajuster ce tracé et les principes d'aménagement discutés pendant les ateliers. Mais pour chaque projet, on dispose aujourd'hui déjà d'une bonne base qui permette de poursuivre les études selon la volonté de chaque commune. Je précise aussi que le travail n'est pas terminé, puisque quatre groupes seront mis en place dans les semaines qui viennent. Le premier, pour terminer la rédaction du guide technique des aménagements, pour que les aménagements soient homogènes au niveau et à l'échelle du territoire. Le deuxième, pour préciser qui fait quoi en termes d'entretien tronçon par tronçon. C'est aussi un sujet récurrent. Et effectivement, plus les pistes deviennent importantes, plus le sujet devient important. Le troisième, pour discuter de la priorisation et la programmation des projets. Le quatrième, pour se coordonner avec les intercommunalités voisines. Et pour finir, je voudrais quand même remercier toutes les communes pour leur investissement, les élus qui ont participé aux nombreuses réunions qui ont eu lieu, le Conseil de développement aussi, qui a sacrifié une partie de ses vacances pour tenir les timings, puisqu'on leur demandait de nous rendre leurs observations pour mi-septembre. Ils ont joué le jeu, ils ont travaillé pendant les vacances. Merci vraiment à eux. C'est un projet ambitieux qu'il faut poursuivre, qui me semble vraiment utile pour le développement de notre Agglomération. Si dans un premier temps, la mise en place de ces itinéraires peut paraître être contraignante, parce qu'elle change un peu les habitudes des automobilistes, je pense qu'effectivement, il y a des moyens aussi pour désengorger un peu le réseau routier qu'on ne pourra pas quand même développer à l'infini parce qu'on voit bien maintenant, dès qu'on veut faire une route, c'est compliqué parce qu'il faut couper des arbres et tout cela. Donc, il faut que le plus tôt possible les gens, pour les itinéraires ou les déplacements courts, changent de moyens de locomotion. Et ce n'est pas forcément que le vélo, mais cela peut être la marche ou le covoiturage, mais qu'on mette effectivement à disposition des usagers des moyens fiables et sécurisés pour qu'ils puissent changer de mode de moyen de locomotion.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, Philippe. Est-ce que vous avez des questions ? Oui, Paul-André.

M. STRIFFLER : M. le Président, je tiens évidemment à souligner l'intérêt de ce projet de Réseau Express Vélo. En revanche, si on veut qu'un aménagement cyclable soit utilisé, il faut qu'il soit premièrement lisible, deuxièmement agréable, troisièmement continu et quatrièmement efficace d'un point de vue vitesse de déplacement du cycliste. Lisible, cela signifie que la signalisation doit être la même dans les différentes communes de m2A, qu'il y ait une uniformité. Agréable en étant le plus possible éloigné de la circulation des voitures : passer juste à côté d'un axe de grande circulation, ce n'est pas agréable. Continu, parce que le principal danger des aménagements cyclables se trouve dans les carrefours et dans les discontinuités où les cyclistes ne savent pas où aller. Et enfin, efficace, évidemment, en donnant le plus possible la priorité aux cyclistes. Dans la délibération, et Philippe vient d'ailleurs de le rappeler tout à l'heure, il est fait allusion à ces quatre critères et de mon point de vue, c'est de bon augure. En revanche, nous pourrons évaluer la qualité de ce Réseau Express Vélo en fonction de sa réelle utilisation par les cyclistes de nos différentes communes. Évidemment, je vote pour.

M. LE PRÉSIDENT : D'autres prises de parole ? Il n'y en a pas, donc je vous demande d'adopter la carte des tracés du Réseau Express Vélo. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 76 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l’unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie. Un beau projet parce qu'en pleine cohérence avec l'ensemble des communes, mais aussi en dehors de l'Agglomération, comme tu le disais.

65° CONVENTION DE GROUPEMENTS D’AUTORITÉS CONCEDANTES POUR L’EXECUTION DU CONTRAT DE DSP RELATIVE À LA GESTION DU SERVICE PUBLIC D’EAU POTABLE SUR LE TERRITOIRE DU SIAEP DE HEIMSBRUNN ET ENVIRONS ENTRE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION ET COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUNDGAU (1.7.3/3028C)

Le syndicat intercommunal d’adduction d’eau potable de Heimsbrunn et environs (SIAEP Heimsbrunn et environs) était historiquement un syndicat intercommunal à vocation unique composé de neuf communes auxquelles se sont aujourd’hui substituées la Communauté de communes Sundgau (CCS) pour les communes d’Aspach, Frœningen, Heidwiller, Hochstatt et Illfurth et Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) pour les communes de Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn et Zillisheim. Il s’agit donc aujourd’hui d’un syndicat mixte fermé.

Par délibérations concordantes du Conseil Communautaire de la CCS du 7 novembre 2024 n°2018-2024 et du Conseil Communautaire de Mulhouse Alsace Agglomération du 9 décembre 2024, les deux membres dudit syndicat ont sollicité la dissolution de celui-ci avec effet au 1er janvier 2026.

Le SIAEP de Heimsbrunn et Environs a conclu avec VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX un contrat d'affermage avec prise d'effet au 1er janvier 2012 adapté par 2 avenants en 2016 et 2022. Ce contrat prend fin le 31 décembre 2026.

Afin de prévoir les conditions de suivi de ce contrat jusqu'à son terme, une convention de groupement d'autorités concédantes est proposée. Celle-ci prévoit de désigner Mulhouse Alsace Agglomération en qualité de coordonnateur du groupement. A ce titre, il incombera à Mulhouse Alsace Agglomération notamment :

- d'informer régulièrement la CCS du suivi du Contrat ;
- d'exécuter les engagements pris par le Groupement dans le respect des stipulations du contrat de délégation de service public ;
- d'assurer le suivi et le contrôle de la bonne exécution des obligations contractées par le Délégataire ;
    - réceptionner, contrôler et traiter toutes demandes, à caractère pécuniaire ou non, présentées par le Délégataire au titre du Contrat en sollicitant, en tant que de besoin, les pièces justificatives nécessaires ;
    - en cas de non-respect de ses obligations par le Délégataire, mettre en œuvre les sanctions financières et coercitives d'exécution définies au Contrat ;
    - établir tous projets d'avenant au Contrat de délégation de service public ainsi que tous les documents nécessaires à leur approbation et, le cas échéant, convoquer la commission de délégation de service public visée à l'article 6 de la Convention et en assurer le secrétariat ;
    - Gérer la fin du Contrat de délégation de service public à son terme normal, le cas échéant, prolongé ou anticipé et les conséquences en découlant.

Les Membres devront se prononcer sur les questions suivantes, lesquelles ne relèvent pas du mandat du Coordonnateur :

- délibération approuvant si besoin les avenants au Contrat de délégation de service public et autorisant la signature de ces derniers par leur exécutif respectif
- délibération prenant acte du rapport établi par le Délégataire mentionné à l'article L. 3131-5 du Code de la commande publique.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la convention de groupement d'autorités concédantes pour l'exécution du contrat de DSP relative à la gestion du service public d'eau potable sur le territoire du SIAEP de Heimsbrunn et Environs entre Mulhouse Alsace Agglomération et Communauté de Communes Sundgau,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer cette convention, et toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

PJ : (1)

- Convention de groupement d'autorités concédantes

CONVENTION DE GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES POUR L'EXECUTION DU CONTRAT DE DSP RELATIVE À LA GESTION DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE SUR LE TERRITOIRE DU SIAEP DE HEIMSBRUNN ET ENVIRONS ENTRE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ET COMMUNAUTE DE COMMUNES SUNDGAU

ENTRE

La Communauté de Communes Sundgau, dont le siège est situé 39 avenue du 8ème régiment de Hussards, Quartier Plessier, Bâtiment 3 à 68130 ALTKIRCH, représentée par son Président, Monsieur Gilles FREMIOT, dûment habilité par délibération du 25 septembre 2025,

Ci-après désigné « La Communauté de Communes Sundgau » ou « CCS »

D'une part,

ET

Mulhouse Alsace Agglomération, dont le siège est situé 9 avenue Konrad Adenauer à 68390 SAUSHEIM, représenté par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, dûment habilité par délibération du 8 décembre 2025,

Ci-après désigné « Mulhouse Alsace Agglomération » ou « m2A »

D'autre part,

PREAMBULE

En application de la loi NOTRE du 7 août 2015, complétée par la loi Ferrand-Fesnau du 3 août 2018, de la loi Engagement et proximité du 27 décembre 2019 visant à assouplir la gestion des compétences eau et assainissement, les compétences eau et assainissement ont été transférées à la CCS au 1er janvier 2019 et à m2A au 1er janvier 2020.

Ainsi, m2A et la CCS se sont substituées à leurs communes membres respectives au sein du syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable (SIAEP) de Heimsbrunn et environs, devenu un syndicat mixte au sens de l'article L5711-1 du CGCT.

Par délibérations concordantes du Conseil Communautaire de la CCS du 7 novembre 2024 et du Conseil Communautaire de m2A du 9 décembre 2024, les deux membres dudit syndicat ont sollicité la dissolution de celui-ci au 31 décembre 2025.

Le SIAEP de Heimsbrunn et environs a conclu avec VEOLIA EAU – COMPAGNIE GENERALE DES EAUX un contrat d'affermage visé en préfecture le 22 décembre 2011 avec prise d'effet au 1er janvier 2012, adapté par un avenant n°1 reçu en sous-préfecture le 20 janvier 2016 et par un avenant n°2 signé le 18 juillet 2022 avec prise d'effet au 1er septembre 2022. Ce contrat prendra fin le 31 décembre 2026.

Il est convenu qu'un groupement d'autorités concédantes entre la CCS et m2A se substitue au syndicat le 1er janvier 2026 jusqu'au terme de la DSP.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Conformément aux articles L. 3112-1, L. 3112-2 et L. 3112-4 du Code de la commande publique, la présente Convention (ci-après « Convention ») a pour objet :

- De constituer un groupement d'autorités concédantes (ci-après « Groupement ») entre m2A, et CCS en vue d'exécuter conjointement un contrat de délégation de service public relatif à la gestion du service public d'eau potable sur le territoire des Autorités Concédantes (ci-après dénommé *« le Contrat de délégation de service public ou le Contrat »*).
- De désigner le coordonnateur du Groupement et de répartir entre ses Membres les différentes tâches nécessaires à l'exécution du Contrat de délégation de service public,
- De définir les modalités de fonctionnement du Groupement ainsi que les obligations respectives de ses Membres.

La présente Convention et le principe du groupement d'autorités concédantes ont été approuvés par délibérations visées ci-dessus et jointes en annexe.

ARTICLE 2 : Durée de la convention

La Convention entre en vigueur le 1er janvier 2026, dès sa signature par les représentants des Membres, dûment habilités par leurs organes délibérants respectifs par actes préalablement affichés et transmis au contrôle de légalité.
Elle prendra fin au terme normal, anticipé ou prorogé du Contrat de délégation de service public.
En cas de litige se rapportant à la passation ou à l'exécution du Contrat de délégation de service public, elle se prolongera aussi longtemps qu'il n'aura pas été mis un terme audit litige de manière définitive.

ARTICLE 3 : Fonctionnement du Groupement

Les Membres du Groupement s'engagent à coopérer loyalement de façon à permettre le bon fonctionnement du Groupement et le bon déroulement des opérations d'exécution du Contrat de délégation de service public dans les conditions prévues au présent article.

3.1 Désignation du coordonnateur

Les Autorités Concédantes désignent m2A en qualité de coordonnateur. Son siège est situé 9 avenue Konrad Adenauer à 68390 SAUSHEIM.
Le Coordonnateur reçoit mandat pour accomplir, au nom et pour le compte des membres du Groupement, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'ensemble des missions se rapportant à l'exécution du contrat de délégation de service public comme exposé ci-dessous, à l'exclusion des décisions soumises à délibérations des Autorités Concédantes énumérées à l'article 3.4 de la Convention.

3.2 Missions du coordonnateur au titre de l'exécution du contrat

m2A en tant coordonnateur transmet une copie à la CCS de tous les actes relatifs à l'exécution du contrat.
m2A informe régulièrement la CCS du suivi du contrat, fait également part de toute demande du concessionnaire sur les caractéristiques du service concédé ou sur le contenu du contrat qui toucherait en particulier leur territoire.
À ce titre, et sans que cette énumération soit exhaustive, il incombe au coordonnateur d'effectuer les tâches suivantes :

- Exécuter les engagements pris par le Groupement dans le respect des stipulations du contrat de délégation de service public ;
- Assurer le suivi et le contrôle de la bonne exécution des obligations contractées par le délégataire ;
- Établir et notifier tous courriers nécessaires à l'exécution du contrat de délégation de service public ;
- Réceptionner, contrôler et traiter toutes demandes, à caractère pécuniaire ou non, présentées par le délégataire au titre du contrat en sollicitant, en tant que de besoin, les pièces justificatives nécessaires ;
- Gérer les flux financiers induits par le contrat de délégation de service public ;
- En cas de non-respect de ses obligations par le délégataire, mettre en œuvre les sanctions financières et coercitives d'exécution définies au contrat ;
- Assurer la mise à disposition des données essentielles normalement dévolues aux autorités concédantes ;
- Établir tous projets d'avenant au contrat de délégation de service public ainsi que tous les documents nécessaires à leur approbation et, le cas échéant, convoquer la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) visée à l'article 6 de la convention et en assurer le secrétariat ;
- Accomplir toutes formalités nécessaires à l'entrée en vigueur des avenants et leur opposabilité aux tiers ;
- Le cas échéant, établir et envoyer à la publication l'avis de modification du contrat de délégation de service public ;

- Gérer la fin du contrat de délégation de service public à son terme normal, le cas échéant, prolongé ou anticipé et les conséquences en découlant.

Le mandat confié au Coordonnateur s'étend également à la représentation des membres du Groupement afin d'assurer le règlement des litiges se rapportant à l'exécution du Contrat de délégation de service public, devant toutes juridictions ou instances non juridictionnelles de règlement de litiges.
Il est précisé que dans le cadre de l'exécution du Contrat de délégation de service public, le Coordonnateur est l'interlocuteur unique du concessionnaire, du représentant de l'État dans le département, des tiers et de toutes juridictions ou instances non juridictionnelles de règlement des litiges, pour les opérations relevant de son mandat.

3.3 Engagements des membres du Groupement dans son fonctionnement

De manière générale, la CCS :

- Dispose de la qualité d'autorité concédante au sens des dispositions de l'article L. 1210-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- Mobilise sous sa responsabilité, l'ensemble de ses services respectifs autant que de besoin ;
- S'assure du respect du calendrier relatif au suivi de l'exécution du contrat fixé par le Coordonnateur ;
- S'assure de l'obtention ou de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à l'exécution du Contrat de délégation de service public qui relèveraient, le cas échéant, de leur seule responsabilité et compétence ;
- Garantit, dans le cadre de missions leur incombant, le respect de l'ensemble des dispositions légales, règlementaires et jurisprudentielles applicables à la passation et au suivi de l'exécution du contrat et, notamment, des articles L. 3100-1 et suivants et R. 3121-1 du Code de la commande publique et les articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT)
- Prend en charge, les coûts liés au suivi de l'exécution du Contrat au titre des missions qui lui incombent en vertu de la présente convention.

La CCS doit :

- Transmettre au coordonnateur m2A, dans le respect des échéanciers établis par ce dernier, toutes données, pièces ou informations nécessaires à l'exécution du contrat de délégation de service public ;

3.4 Décisions soumises à délibération de chacun des membres

Les Membres devront se prononcer sur les questions suivantes, lesquelles ne relèvent pas du mandat du Coordonnateur :

- Délibération approuvant si besoin les avenants au Contrat de délégation de service public et autorisant la signature de ces derniers par leur exécutif respectif
- Délibération prenant acte du rapport établi par le Délégataire mentionné à l'article L. 3131-5 du Code de la commande publique.

À ce titre, il est précisé que :

- Chaque membre est tenu d'accomplir les formalités nécessaires à l'entrée en vigueur et l'opposabilité aux tiers de ces délibérations ;
- Chaque Membre assure le règlement des éventuels litiges se rapportant à ces délibérations.

ARTICLE 4 : Responsabilité du Coordonnateur et des autres membres

En application de l'article L. 3112-2 du Code de la commande publique, les membres du Groupement sont solidairement responsables des seules opérations d'exécution du contrat de concession qui sont menées conjointement en leur nom et pour leur compte conformément aux stipulations de la Convention.
Le coordonnateur engage sa responsabilité en raison des fautes commises dans l'exécution des missions qui lui incombent en application de la Convention.
Chaque Autorité Concédante engage sa responsabilité en raison des fautes commises dans l'exécution des missions qui lui incombent en application de la présente Convention.
En cas de responsabilité commune, chaque Autorité Concédante est responsable à due concurrence de sa faute ou, à défaut, de sa proportion (ex : pourcentage de chiffre d'affaires, prorata des investissements).

ARTICLE 5 : Commission de Délégation de Service Public du groupement d'autorités concédantes

Conformément à l'article L. 1411-5-1 II du Code général des collectivités territoriales, la Commission de Délégation de Service Public compétente pour réaliser les opérations et rendre les avis visés aux articles L. 1411-5-I et L. 1411-6 alinéa 2 du même code est celle du Coordonnateur.
Il est rappelé que :

- Le président de la Commission de Délégation de Service Public peut désigner des personnalités compétentes dans la matière faisant l'objet du contrat de délégation de service public. Ces personnalités sont convoquées et peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission.
- Le comptable du Coordonnateur et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission, lorsqu'ils y sont invités par le président de cette dernière. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.
- La commission peut également être assistée par des agents des Autorités Concédantes membres du Groupement, compétents dans la matière faisant l'objet du Contrat de concession ou en matière de délégations de service public.

Ainsi, les services de la CCS seront conviés aux séances de la CDSP lorsqu'un sujet concernant la délégation de service public objet de la présente Convention sera inscrit à l'ordre du jour.

ARTICLE 6 : Stipulations financières

6.1 Charges de fonctionnement du Groupement

m2A dans mission de coordonnateur ne perçoit aucune participation financière de la CCS pour accomplir ses missions.

6.2 Flux financiers liés à l'exécution du Contrat de délégation de service public

Les flux financiers liés à l'exploitation du service, tels qu'ils sont prévus par le Contrat de délégation de service public le cas échéant, et qui relèvent, chacune pour ce qui les concernent, des Autorités concédantes, sont gérés par chacune d'elle.
Le mandat du coordonnateur ne comprend pas la gestion des recettes et des dépenses inhérentes au Contrat de délégation de service public qui relèvent individuellement de chaque Autorité Concédante.

6.3 Condamnation judiciaire et frais de justice

En cas de condamnation pécuniaire du Coordonnateur se rapportant à l'exécution du Contrat de délégation de service public, prononcée par décision exécutoire d'une juridiction au bénéfice d'un tiers, les membres conviennent de prendre en charge, à parts égales, le montant de la condamnation pécuniaire et les frais de justice.

7 ARTICLE 7 : Modification de la Convention

Toute modification de la Convention doit faire l'objet d'un avenant approuvé par les assemblées délibérantes de chacun des Membres.

8 ARTICLE 8 : Différends relatifs à l'exécution de la Convention de groupement d'autorités concédantes

Les membres du groupement s'engagent à tout mettre en œuvre, en cas de litige ou de contestation concernant la présente convention ou son application pour parvenir à un accord : au besoin en s'en remettant à l'arbitrage d'un tiers choisi d'un commun accord.

Dans le cas où, à l'issue de cette procédure, aucun accord concernant ce litige ou cette contestation ne pourrait être trouvé, les parties conviennent de s'en remettre au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à ....., le ...../...../2025,

En double exemplaire

Le président de Mulhouse Alsace Agglomération

Le président de la Communauté de communes Sundgau

Fabian JORDAN

Gilles FREMIOT

M. LE PRÉSIDENT : Voilà, nous passons à une convention de groupement d'autorités concédantes pour l'exécution du contrat DSP et relative à la gestion du service d'eau potable sur le territoire du SIAEP de Heimsbrunn et environs entre l'Agglomération et la Communauté de Communes du Sundgau, Loïc RICHARD.

M. RICHARD : Oui, bonsoir à tous. Je vais essayer d'être le plus concis possible. Cette délibération s'inscrit dans le cadre de la dissolution du SIAEP d'Heimsbrunn. Il s'agit de créer un groupement d'autorités concédantes pour l'exécution du contrat de DSP. Le SIAEP de Heimsbrunn était historiquement un Syndicat Intercommunal à Vocation Unique qui comportait 9 membres, 5 sur la Communauté de Communes du Sundgau et 4 sur m2A. Le SIAEP de Heimsbrunn et environs avait conclu avec Véolia un contrat d'affermage avec une prise d'effet en 2012. Il y a eu deux avenants, 2016 et 2022, et ce contrat prendra fin le 31 décembre 2026. Donc afin de prévoir les conditions de suivi de ce contrat jusqu'à son terme, une convention de groupement d'autorités concédantes est proposée qui prévoit de désigner m2A en qualité de coordonnateur, avec un certain nombre de responsabilités qui sont liées à cette situation, c'est-à-dire notamment d'informer régulièrement la Communauté de Communes du Sundgau du suivi du contrat, d'exécuter les engagements pris par le groupement, d'assurer le suivi et le contrôle de la bonne exécution des obligations du délégataire, en cas de non-respect de mettre en œuvre les sanctions, d'établir les avenants au contrat de délégation et de gérer la fin du contrat. Donc il s'agit d'approuver cette convention et d'autoriser le Président à la signer.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Loïc. Est-ce que vous avez des questions là-dessus ? Il n'y en a pas. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 76 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

66° TARIFS DE L'EAU POTABLE DISTRIBUÉE À COMPTER DU 1ER JANVIER 2026 (7.10.5/2969C)

Il est proposé d'adopter les tarifs de l'eau qui seront applicables au 1er janvier 2026. Conformément aux délibérations du 15 avril 2024 et du 9 décembre 2024, les tarifs proposés ci-dessous intègrent la convergence des tarifs, qui avait été validée suite au transfert de la compétence de l'eau.
Par ailleurs, il est proposé une augmentation de 1% des tarifs afin de prendre en compte l'augmentation des coûts, sur la base de l'inflation 2025.

Les tarifs proposés intègrent également l'effet pour Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn et Zillisheim de la dissolution du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) de Heimsbrunn et environs.

Depuis le 1er janvier 2023, en accord avec les dispositions obligatoires de la loi NOTRe, la Régie de l'Eau m2A a été créée et exerce la compétence eau potable

sur 35 des 39 communes de l'Agglomération jusqu'au 31 décembre 2025. Il s'agit des communes de : Baldersheim, Bantzenheim, Battenheim, Berrwiller, Bollwiller, Bruebach, Brunstatt–Didenheim, Chalampé, Dietwiller, Eschentzwiller, Feldkirch, Habsheim, Hombourg, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-Le-Bas, Mulhouse, Niffer, Ottmarsheim, Petit-Landau, Pfastatt, Pulversheim, Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Ruelisheim, Sausheim, Staffelfelden, Steinbrunn-Le-Bas, Ungersheim, Wittelsheim, Wittenheim et Zimmersheim.
À compter du 1er janvier 2026, le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) de Heimsbrunn et environs sera dissous. La compétence en matière d'eau potable pour les communes de Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, et Zillisheim sera alors transférée à la Régie de l'Eau de m2A.

Par ailleurs, les communes de Bollwiller, Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, Petit-Landau, Pulversheim, Wittelsheim, Wittenheim et Zillisheim relèvent d'une délégation de service public.

Conformément à l'article L.2224-1 du CGCT, la Régie est un service public à caractère industriel et commercial dont le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses. La principale recette est constituée du prix de l'eau.

Aux termes des dispositions des articles L.2224-12-2 et L.2224-12-4 du CGCT, ce prix de l'eau repose sur trois composantes :

- une part variable proportionnelle à la consommation,
- une part fixe indépendante de la consommation,
- des taxes (TVA de 5,5 %) et redevances perçues pour le compte de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse. En l'état de la législation en vigueur, la part fixe est limitée à 30% du coût du service sur la base d'une consommation annuelle de référence de 120 m³ ; ce taux est porté à 40% pour les communes rurales.

Dans une logique d'équité des usagers et de solidarité communautaire, une harmonisation des tarifs variables a été approuvée par délibération du 15 avril 2024 du Conseil d'Agglomération et pour des tarifs fixes par délibération du 9 décembre 2024 en dehors des communes de Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, et Zillisheim. Pour ces quatre dernières communes, un travail d'harmonisation des tarifs de l'eau aura lieu durant l'année 2026.

Cette harmonisation est axée autour des principes suivants :

- **Pour la part variable :**
  1. Une uniformisation de la structure tarifaire et de la présentation des factures,
  2. Une convergence sur 8 ans (2024-2032),
  3. Une gestion dynamique de la politique tarifaire.

- **Pour la part fixe :**
  1. L'adoption d'une seule et même typologie de grille tarifaire par diamètre de compteur,
  2. Une convergence sur 7 ans (2025-2032) vers la moyenne pondérée des montants des compteurs de diamètre « grand public », soit 15 et 20 mm,

3. Une harmonisation dès le 1er janvier 2025 pour les compteurs de plus grand diamètre vers la moyenne pondérée,
4. Une gestion dynamique de la politique tarifaire

Ces mesures visent à soutenir un niveau d'investissement de 13 M€ HT par an (valeur 2024) sur la période 2024-2026, puis de 15 M€ HT par an (valeur 2024) entre 2027 et 2032. Ces montants permettront de répondre aux besoins de renouvellement des réseaux, ainsi que de préparer la mise en œuvre d'un futur programme de travaux structurants sur les ouvrages de production et d'interconnexion, en cohérence avec le schéma directeur d'eau potable, qui sera soumis à l'approbation du Conseil d'Agglomération dans les prochains mois.

EVOLUTION REDEVANCES AGENCE DE L'EAU

Suite à l'adoption de son 12ème programme 2025-2030, l'Agence de l'Eau Rhin Meuse a adopté un nouveau régime de redevances. La redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est maintenue mais les redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et modernisation des réseaux de collecte ont été remplacées à compter du 1er janvier 2025 par :

- Une redevance « consommation d'eau potable » dont le tarif est fixé par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse ; le redevable est l'abonné au service public de l'eau potable et l'assiette est le volume facturé au cours de l'année civile (indépendamment de la période de consommation). Toutefois, les consommations d'eau potable destinée aux activités d'élevage sont exonérées si elles font l'objet d'un comptage spécifique.
  Cette redevance est facturée à l'abonné et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau et les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique.
- Une redevance pour performance « des réseaux d'eau potable »
- Une redevance des « systèmes d'assainissement collectif »

Concernant la redevance pour performance des réseaux d'eau potable :

- Elle est facturée par l'Agence de l'Eau aux communes ou à leurs établissements publics compétents pour la distribution publique de l'eau qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse ;
- Le montant applicable est modulé en fonction de la performance des réseaux d'eau potable de la collectivité compétente pour la distribution publique de l'eau ; il est égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,2 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance) ;
- L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile ;
- L'Agence de l'Eau facture cette redevance à la commune ou à l'établissement public compétent au cours de l'année civile qui suit ;
- La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de distribution d'eau potable sous la forme d'un

supplément au prix du mètre cube d'eau vendu et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'eau.

En application de ces nouvelles mesures, il est proposé pour :

- La redevance pour prélèvement sur la ressource en eau

A titre d'information, pour l'année 2026, l'Agence de l'Eau Rhin - Meuse a fixé le tarif de la redevance à 0,08473€ HT/m^3.

- La redevance pour consommation d'eau potable

A titre d'information, l'Agence de l'Eau a fixé pour l'année 2026 le tarif de la redevance pour « consommation d'eau potable » à 0,40€ HT/m^3.

- La redevance pour performance des réseaux d'eau potable

La redevance est égale au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation.

Pour l'année 2026, l'Agence de l'Eau Rhin - Meuse a fixé le tarif de base à 0,12 € HT/m^3.

Le coefficient de modulation est calculé par la Régie de l'Eau m2A à 0.41 pour la redevance de performance des réseaux d'eau potable en dehors des communes de Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, et Zillisheim.

Ce coefficient a été déterminé en fonction de la performance réseau et de la gestion du patrimoine.

Pour 2026, la contrevaleur pour la redevance performance des réseaux d'eau potable est donc fixée à **0.0490 € HT/m^3** (0.12 € HT/m^3 x 0.41).

Elle doit être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu.

Pour les communes de Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, et Zillisheim le coefficient de modulation est calculé par le syndicat de Heimsbrunn et Environs à 0.83. Par conséquent, la contrevaleur de 2026 pour la redevance performance des réseaux d'eau potable est donc fixée à **0. 0996 € HT/m^3** (0.12 € HT/m^3 x 0.83).

TARIFS

Part variable par commune

TARIF PART VARIABLE au 1er janvier 2026

Commune	Tarif au m3 HT 2025	Tarif au m3 TTC 2025	*Convergent HT 2026*	*Convergent TTC 2026*	Tarif au m3 HT 2026	Tarif au m3 TTC 2026
Baldersheim	1,5831 €	1,6702 €	*1,5931 €*	*1,6807 €*	1,6090 €	1,6975 €
Bantzenheim	1,2306 €	1,2983 €	*1,2965 €*	*1,3678 €*	1,3095 €	1,3815 €
Battenheim	1,5831 €	1,6702 €	*1,5931 €*	*1,6807 €*	1,6090 €	1,6975 €
Berrwiller	1,5279 €	1,6119 €	*1,5458 €*	*1,6308 €*	1,5613 €	1,6471 €
Bruebach	1,8381 €	1,9392 €	*1,8101 €*	*1,9096 €*	1,8282 €	1,9287 €
Brunstatt / Didenheim	1,9107 €	2,0158 €	*1,8749 €*	*1,9780 €*	1,8937 €	1,9978 €
Chalampé	0,9245 €	0,9753 €	*1,0352 €*	*1,0921 €*	1,0455 €	1,1030 €
Dietwiller	1,2059 €	1,2722 €	*1,2751 €*	*1,3452 €*	1,2878 €	1,3587 €
Eschentzwiller	2,2340 €	2,3569 €	*2,1513 €*	*2,2696 €*	2,1728 €	2,2923 €
Feldkirch	1,4720 €	1,5530 €	*1,5022 €*	*1,5848 €*	1,5172 €	1,6007 €
Habsheim	2,2340 €	2,3569 €	*2,1513 €*	*2,2696 €*	2,1728 €	2,2923 €
Hombourg	1,5356 €	1,6201 €	*1,5568 €*	*1,6424 €*	1,5724 €	1,6589 €
Illzach	1,6833 €	1,7759 €	*1,6821 €*	*1,7746 €*	1,6989 €	1,7924 €
Kingersheim	1,9011 €	2,0057 €	*1,9103 €*	*2,0154 €*	1,9294 €	2,0356 €
Lutterbach	1,7814 €	1,8794 €	*1,7657 €*	*1,8628 €*	1,7833 €	1,8814 €
Morschwiller-le-Bas	1,8352 €	1,9361 €	*1,8106 €*	*1,9102 €*	1,8287 €	1,9293 €
Mulhouse	1,5884 €	1,6758 €	*1,6008 €*	*1,6888 €*	1,6168 €	1,7057 €
Niffer	1,5356 €	1,6201 €	*1,5568 €*	*1,6424 €*	1,5724 €	1,6589 €
Ottmarsheim	1,5356 €	1,6201 €	*1,5568 €*	*1,6424 €*	1,5724 €	1,6589 €
Pfastatt	1,8331 €	1,9339 €	*1,8096 €*	*1,9092 €*	1,8277 €	1,9282 €
Reiningue	2,2836 €	2,4092 €	*2,1931 €*	*2,3137 €*	2,2150 €	2,3369 €
Richwiller	1,6974 €	1,7908 €	*1,7368 €*	*1,8324 €*	1,7542 €	1,8507 €
Riedisheim	1,8589 €	1,9611 €	*1,8310 €*	*1,9318 €*	1,8494 €	1,9511 €
Rixheim	2,2340 €	2,3569 €	*2,1513 €*	*2,2696 €*	2,1728 €	2,2923 €
Ruelisheim	1,7966 €	1,8954 €	*1,8181 €*	*1,9181 €*	1,8363 €	1,9372 €
Sausheim	1,6574 €	1,7486 €	*1,6597 €*	*1,7509 €*	1,6763 €	1,7685 €
Staffelfelden	1,5336 €	1,6179 €	*1,5975 €*	*1,6854 €*	1,6135 €	1,7023 €
Steinbrunn-le-Bas	1,3082 €	1,3802 €	*1,3630 €*	*1,4380 €*	1,3766 €	1,4523 €
Ungersheim	1,2932 €	1,3643 €	*1,3501 €*	*1,4244 €*	1,3636 €	1,4386 €
Wittenheim	1,5142 €	1,5975 €	*1,5804 €*	*1,6673 €*	1,5962 €	1,6840 €
Zimmersheim	2,2340 €	2,3569 €	*2,1513 €*	*2,2696 €*	2,1728 €	2,2923 €
DSP Bollwiller	1,8628 €	1,9653 €	*1,8337 €*	*1,9346 €*	1,8520 €	1,9539 €

DSP Petit-Landau	1,9971 €	2,1069 €	*1,9479 €*	*2,0550 €*	1,9674 €	2,0756 €
DSP Pulversheim	1,9361 €	2,0426 €	*1,8958 €*	*2,0001 €*	1,9148 €	2,0201 €
DSP Wittelsheim	1,8153 €	1,9151 €	*1,7995 €*	*1,8985 €*	1,8175 €	1,9175 €

Part fixe par commune

TARIF partie fixe POUR LES DIAMETRES 15-20 MM

Commune	Tarif annuel HT 2025	Tarif annuel TTC 2025	Tarif mensuel HT 2026	Tarif mensuel TTC 2026	*Convergent annuel HT 2026*	*Convergent annuel TTC 2026*	Tarif annuel HT 2026	Tarif annuel TTC 2026
Baldersheim	23,0527 €	24,3206 €	2,0775 €	2,1917 €	*24,6830 €*	*26,0405 €*	24,9298 €	26,3010 €
Bantzenheim	16,4610 €	17,3664 €	1,6019 €	1,6900 €	*19,0328 €*	*20,0796 €*	19,2232 €	20,2804 €
Battenheim	23,0527 €	24,3206 €	2,0775 €	2,1917 €	*24,6830 €*	*26,0405 €*	24,9298 €	26,3010 €
Berrwiller	22,0748 €	23,2889 €	2,0070 €	2,1174 €	*23,8454 €*	*25,1569 €*	24,0838 €	25,4084 €
Bruebach	29,1828 €	30,7879 €	2,5197 €	2,6583 €	*29,9369 €*	*31,5834 €*	30,2362 €	31,8992 €
Brunstatt / Didenheim	40,2979 €	42,5142 €	3,3216 €	3,5043 €	*39,4645 €*	*41,6351 €*	39,8592 €	42,0514 €
Chalampé	7,8609 €	8,2933 €	0,9815 €	1,0355 €	*11,6614 €*	*12,3027 €*	11,7780 €	12,4258 €
Dietwiller	14,1485 €	14,9267 €	1,4351 €	1,5141 €	*17,0512 €*	*17,9890 €*	17,2217 €	18,1689 €
Eschentzwiller	40,2979 €	42,5142 €	3,3216 €	3,5043 €	*39,4645 €*	*41,6351 €*	39,8592 €	42,0514 €
Feldkirch	25,2197 €	26,6067 €	2,2338 €	2,3567 €	*26,5403 €*	*28,0001 €*	26,8057 €	28,2801 €
Habsheim	40,2979 €	42,5142 €	3,3216 €	3,5043 €	*39,4645 €*	*41,6351 €*	39,8592 €	42,0514 €
Hombourg	17,4294 €	18,3880 €	1,6718 €	1,7637 €	*19,8629 €*	*20,9554 €*	20,0616 €	21,1649 €
Illzach	40,2979 €	42,5142 €	3,3216 €	3,5043 €	*39,4645 €*	*41,6351 €*	39,8592 €	42,0514 €
Kingersheim	41,8532 €	44,1551 €	3,4338 €	3,6227 €	*40,7981 €*	*43,0420 €*	41,2061 €	43,4724 €
Lutterbach	40,2979 €	42,5142 €	3,3216 €	3,5043 €	*39,4645 €*	*41,6351 €*	39,8592 €	42,0514 €
Morschwiller-le-Bas	40,2979 €	42,5142 €	3,3216 €	3,5043 €	*39,4645 €*	*41,6351 €*	39,8592 €	42,0514 €
Mulhouse	34,5245 €	36,4234 €	2,9051 €	3,0649 €	*34,5159 €*	*36,4143 €*	34,8611 €	36,7784 €
Niffer	17,4294 €	18,3880 €	1,6718 €	1,7637 €	*19,8629 €*	*20,9554 €*	20,0616 €	21,1649 €
Ottmarsheim	17,4294 €	18,3880 €	1,6718 €	1,7637 €	*19,8629 €*	*20,9554 €*	20,0616 €	21,1649 €
Pfastatt	40,2979 €	42,5142 €	3,3216 €	3,5043 €	*39,4645 €*	*41,6351 €*	39,8592 €	42,0514 €
Reiningue	40,2979 €	42,5142 €	3,3216 €	3,5043 €	*39,4645 €*	*41,6351 €*	39,8592 €	42,0514 €
Richwiller	19,7537 €	20,8401 €	1,8395 €	1,9407 €	*21,8552 €*	*23,0573 €*	22,0738 €	23,2878 €
Riedisheim	40,2979 €	42,5142 €	3,3216 €	3,5043 €	*39,4645 €*	*41,6351 €*	39,8592 €	42,0514 €
Rixheim	40,2979 €	42,5142 €	3,3216 €	3,5043 €	*39,4645 €*	*41,6351 €*	39,8592 €	42,0514 €
Ruelisheim	23,0527 €	24,3206 €	2,0775 €	2,1917 €	*24,6830 €*	*26,0405 €*	24,9298 €	26,3010 €
Sausheim	40,2979 €	42,5142 €	3,3216 €	3,5043 €	*39,4645 €*	*41,6351 €*	39,8592 €	42,0514 €
Staffelfelden	13,6804 €	14,4329 €	1,4013 €	1,4784 €	*16,6495 €*	*17,5653 €*	16,8160 €	17,7409 €
Steinbrunn-le-Bas	20,2989 €	21,4153 €	1,8788 €	1,9821 €	*22,3222 €*	*23,5500 €*	22,5455 €	23,7855 €
Ungersheim	30,9588 €	32,6615 €	2,6479 €	2,7935 €	*31,4600 €*	*33,1903 €*	31,7746 €	33,5222 €
Wittenheim	38,0485 €	40,1412 €	3,1593 €	3,3331 €	*37,5365 €*	*39,6010 €*	37,9118 €	39,9970 €
Zimmersheim	40,2979 €	42,5142 €	3,3216 €	3,5043 €	*39,4645 €*	*41,6351 €*	39,8592 €	42,0514 €

DSP Bollwiller	32,9681 €	34,7814 €	2,7928 €	2,9465 €	*33,1823 €*	*35,0074 €*	33,5142 €	35,3574 €
DSP Petit-Landau	77,5902 €	81,8576 €	6,0119 €	6,3426 €	*71,4290 €*	*75,3576 €*	72,1433 €	76,1112 €
DSP Pulversheim	46,1644 €	48,7034 €	3,7449 €	3,9508 €	*44,4934 €*	*46,9406 €*	44,9383 €	47,4100 €
DSP Wittelsheim	41,3283 €	43,6013 €	3,3960 €	3,5828 €	*40,3482 €*	*42,5674 €*	40,7517 €	42,9930 €

TARIF FIXE PAR DIAMETRE POUR LES DIAMETRES 25-200								
Dimension	**Tarif annuel HT 2025**	**Tarif annuel TTC 2025**	**Tarif mensuel HT 2026**	**Tarif mensuel TTC 2026**	**Convergent annuel HT 2026**	**Convergent annuel TTC 2026**	**Tarif annuel HT 2026**	**Tarif annuel TTC 2026**
25	61,01 €	64,37 €	5,13 €	5,41 €	61,01 €	64,37 €	61,62 €	65,01 €
30	97,00 €	102,34 €	8,16 €	8,62 €	97,00 €	102,34 €	97,97 €	103,36 €
40	151,37 €	159,70 €	12,74 €	13,44 €	151,37 €	159,70 €	152,88 €	161,30 €
50 à 65	300,14 €	316,65 €	25,26 €	26,65 €	300,14 €	316,65 €	303,14 €	319,82 €
80	467,10 €	492,79 €	39,31 €	41,48 €	467,10 €	492,79 €	471,77 €	497,72 €
100	600,16 €	633,17 €	50,51 €	53,29 €	600,16 €	633,17 €	606,16 €	639,50 €
150 et 200	900,17 €	949,68 €	75,76 €	79,93 €	900,17 €	949,68 €	909,17 €	959,18 €

Pour les compteurs dits « combinés », le montant de la part fixe est égal à la somme du montant des compteurs considérés.

- **Compteurs divisionnaires**

Tarif proposé pour l'année 2026 pour la part fixe des compteurs divisionnaires dans le cadre de la loi SRU, sauf en dehors des communes gérées en délégation de service public.

Dans l'objectif d'harmonisation globale, il est proposé d'adopter un même tarif pour tous les compteurs divisionnaires.

Tarif mensuel HT	**Tarif mensuel TTC**	**Tarif annuel HT**	**Tarif annuel TTC**
2,23 €	2,35 €	26,74 €	28,21 €

Part collectivité pour les communes gérées en DSP

Dans les communes de Bollwiller, Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, Petit-Landau, Pulversheim, Wittelsheim, Wittenheim et Zillisheim, le service de distribution de l'eau potable est assuré dans le cadre de contrats de délégation de service public (DSP). À ce titre, le tarif de l'eau est réparti entre la collectivité délégante et le délégataire, avec une ventilation des parts fixes et variables en deux composantes distinctes.

- **Pour les communes de Bollwiller, Petit Landau, Pulversheim et Wittelsheim**

Conformément à la délibération n° 2317C en date du 15 avril 2024, Mulhouse Alsace Agglomération a engagé une démarche d'harmonisation tarifaire sur l'ensemble de son périmètre. Cette démarche a donné lieu à une phase de négociation avec le délégataire Suez Eau France, concernant les communes de Bollwiller, Petit-Landau, Pulversheim et Wittelsheim.

L'accord trouvé avec le délégataire Suez Eau France vise à garantir la transparence tarifaire pour les usagers tout en assurant le maintien de l'équilibre économique des contrats jusqu'à leur terme. Les avenants correspondants ont été adoptés par délibérations n°2915C, 2916C, 2917C, 2918C en date du 13 octobre 2025.

Les nouveaux tarifs applicables à la part « délégataire » entreront en vigueur à compter du 1er janvier 2026. Ils seront ajustés selon une formule de révision propre à chaque contrat et en fonction d'index de référence connus au 1er janvier 2026.

La part collectivité est calculée pour la partie fixe et pour la part proportionnelle comme la différence entre le tarif global et la part délégataire indexée selon les modalités du contrat.
L'annexe 1 récapitule les nouveaux montants des tarifs de base « P_0 » pour la part fixe et la part variable proposés au 1er janvier 2026 selon les dispositions convenues dans les avenants signé en 2025 pour les communes gérées en DSP.

- **Pour les communes de Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, et Zillisheim**

La part collectivité pour les communes de Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, et Zillisheim gérées en délégation de service public est fixé par Mulhouse Alsace agglomération à 0.78 € HT / m^3, au niveau identique de celui fixé précédemment.

L'année 2026 permettra de clarifier les modalités d'application sur ces communes de la convergence tarifaire décidée à l'échelle du territoire communautaire par délibération N°2317C du 15 avril 2024.

L'annexe 2 récapitule les montants des tarifs de la part délégataire appliqués en 2025 et les tarifs de base « P0 » pour la part fixe et variable. Ces tarifs seront ajustés selon une formule de révision et en fonction d'index de référence connu au 1er janvier 2026, afin de déterminer les tarifs de la part délégataire.

VENTE D'EAU EN GROS

Dans le cadre de son activité de gestionnaire d'alimentation en eau potable sur le périmètre de l'agglomération mulhousienne, la Régie de l'Eau gère des connexions avec des partenaires tels que des collectivités et des syndicats dont l'activité est gérée en régie ou déléguée. Afin d'assurer un service de continuité dans l'ensemble des communes concernées par ces connexions de distribution, la Régie de l'eau est amenée à fournir de l'eau en gros par convention. C'est le cas avec le SIVU BP Hardt pour lequel le tarif appliqué à compter du 1er janvier 2026 est :

	Tarif annuel 2026 HT	**Tarif annuel 2026 TTC**
Tarif de base de vente d'eau en gros/m^3	0.1866 €	0.1969 €
Redevance de prélèvement/m^3	0,2166 €	0,2285 €
Prix total	**0,4013 €**	**0,4234 €**

SURTAXE CONSOMMATION (part m2A) - VENTE EN GROS D'EAU

Conformément à la convention de délégation de compétence passée entre Mulhouse Alsace Agglomération (M2A) et le SIVU du BP Hardt, m2A est compétente en matière de fixation des tarifs. Ainsi, la part revenant à la collectivité pour l'année 2026 sera fixée au tarif indiqué ci-dessous.

	Tarif annuel 2026 HT	**Tarif annuel 2026 TTC**
Par m^3	0,1553 €	0,1638 €

TRAVAUX

Les tarifs de travaux pour 2026 seront facturés selon les prix appliqués dans le cadre du marché de travaux sur les branchements et petits travaux pour l'ensemble des communes gérées par la Régie de l'Eau m2A.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- adopte les tarifs de l'eau, pour la part fixe et la part variable, exposés ci-dessus, applicables au 1er Janvier 2026,
- adopte à 0,0490 € HT/m^3 la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des réseaux d'eau potable » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, applicable à compter du 1er janvier 2026,
- adopte les tarifs de vente d'eau en gros exposés ci-dessus applicables au 1er Janvier 2026,
- adopte les tarifs de travaux (y compris les prestations) exposés ci-dessus applicables au 1er Janvier 2026.

PJ : (3)

- Annexe 1 : Tarifs 2025 des communes de Bollwiller, Petit-Landau, Pulversheim et Wittelsheim
- Annexe 2 : Tarifs 2025 des communes de Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, et Zillisheim
- Annexe 3 : Convergence des tarifs de l'eau potable sur la période 2023-2032 en Euros constants

Annexe 1
Tarifs 2025 des communes de Bollwiller, Petit-Landau, Pulversheim et Wittelsheim.

Les tableaux ci-dessous récapitulent les nouveaux montants des tarifs de base « P_0 » pour la part fixe et variable proposés au 1er janvier 2026 selon les dispositions convenues dans les avenants signé en 2025 pour les communes de Bollwiller, Petit-Landau, Pulversheim et Wittelsheim.

- **Part variable du délégataire**

Part proportionnelle au m3 P avec Pn = Po x Kn

Commune	Nouveau tarif de base après renégociation du contrat (P0) en € HT / m3	Tarif de 2025 en € HT / m3
BOLLWILLER	1,2193	1,1619
PETIT-LANDAU	1,1861	1,2120
PULVERSHEIM	1,5003	1,3959
WITTELSHEIM	1,2658	1,5451

- **Part fixe du délégataire**

Part fixe F avec Fn = Fo x Kn

	Dimension	BOLLWILLER	PETIT-LANDAU	PULVERSHEIM	WITTELSHEIM
Tarif de base (P0) en € HT/ m3	**15**	12,27	14,10	17,13	13,29
	20	12,27	14,10	17,13	13,29
	30	37,13	38,59	43,06	35,66
	40	58,62	60,93	67,99	56,31
	50	115,29	119,83	133,72	110,74
	60	115,29	119,83	133,72	110,74
	80	175,86	182,79	203,97	168,92
	100	175,86	182,79	249,30	206,46
Tarif de 2025 en € HT / m3	**15**	31,40	34,70	37,80	35,40
	20	31,40	34,70	37,80	35,40
	30	95,00	95,00	95,00	95,00
	40	150,00	150,00	150,00	150,00
	50	295,00	295,00	295,00	295,00
	60	295,00	295,00	295,00	295,00
	80	450,00	450,00	450,00	450,00
	100	450,00	450,00	550,00	550,00

Annexe 2
Tarifs 2025 des communes de Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, et Zillisheim

Les tableaux ci-dessous récapitulent les montants des tarifs de la part délégataire appliqués en 2025 et les tarifs de base « P0 » pour la part fixe et variable fixé à la date de signature du contrat de DSP. Ces tarifs seront ajustés selon le coefficient d'indexation Kn, connue au 1er janvier 2026, afin de déterminer les tarifs de la part délégataire pour les communes de Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, et Zillisheim.

- **Part variable du délégataire**

Part proportionnelle au m3 P avec $P = P_0 \times Kn$

Commune	Tarif de base (P0) en € HT / m3	Tarif de 2025 en € HT / m3
Flaxlanden	0,965	1,2631
Galfingue	0,965	1,2631
Heimsbrunn	0,965	1,2631
Zillisheim	0,965	1,2631

- **Part fixe du délégataire**

Part fixe F avec $F = F_0 \times Kn$

	Dimension (mm)	Flaxlanden	Galfingue	Heimsbrunn	Zillisheim
Tarif de base (F0) en € HT/ m3	**15 à 25**	18,5	18,5	18,5	18,5
	30	23,5	23,5	23,5	23,5
	40	37	37	37	37
	50	50	50	50	50
	60	64	64	64	64
	80	91,5	91,5	91,5	91,5
	100	144	144	144	144
Tarif de 2025 en € HT / m3	**15 à 25**	24,21	24,21	24,21	24,21
	30	30,76	30,76	30,76	30,76
	40	48,43	48,43	48,43	48,43
	50	65,45	65,45	65,45	65,45
	60	83,77	83,77	83,77	83,77
	80	119,76	119,76	119,76	119,76
	100	188,48	188,48	188,48	188,48

Convergence des tarifs de l'eau potable sur la période 2023-2032 en Euros constants (avec inflation retenue de 2025-2026) - avec retraitement sur le prélèvement ressource en eau de l'agence de l'eau

Baldersheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	21,1000 €	22,0495 €	24,3206 €	26,3010 €	28,0370 €	29,7741 €	31,5112 €	33,2483 €	34,9843 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,6142 €	1,7033 €	1,6702 €	1,6975 €	1,7067 €	1,7158 €	1,7261 €	1,7352 €	1,7454 €	1,7546 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	193,70 €	200,83 €	200,42 €	203,70 €	204,81 €	205,90 €	207,13 €	208,22 €	209,45 €	210,56 €
TOTAL	214,80 €	222,88 €	224,74 €	230,00 €	232,84 €	235,67 €	238,64 €	241,47 €	244,44 €	247,28 €

Bantzenheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	13,6800 €	14,2956 €	17,3664 €	20,2804 €	23,0208 €	25,7600 €	28,5003 €	31,2407 €	33,9810 €	36,7214 €
PART VARIABLE 1m3	1,0297 €	1,2579 €	1,2983 €	1,3815 €	1,4489 €	1,5151 €	1,5824 €	1,6498 €	1,7171 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	123,56 €	141,82 €	155,79 €	165,78 €	173,87 €	181,81 €	189,89 €	197,97 €	206,05 €	214,14 €
TOTAL	137,24 €	156,11 €	173,16 €	186,06 €	196,89 €	207,57 €	218,39 €	229,21 €	240,04 €	250,86 €

Battenheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	21,1000 €	22,0495 €	24,3206 €	26,3010 €	28,0370 €	29,7741 €	31,5112 €	33,2483 €	34,9843 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,6142 €	1,7033 €	1,6702 €	1,6975 €	1,7067 €	1,7158 €	1,7261 €	1,7352 €	1,7454 €	1,7546 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	193,70 €	200,83 €	200,42 €	203,70 €	204,81 €	205,90 €	207,13 €	208,22 €	209,45 €	210,56 €
TOTAL	214,80 €	222,88 €	224,74 €	230,00 €	232,85 €	235,67 €	238,64 €	241,47 €	244,44 €	247,28 €

Berrwiller

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	20,0000 €	20,9000 €	23,2889 €	25,4084 €	27,2940 €	29,1794 €	31,0649 €	32,9505 €	34,8359 €	36,7214 €
PART VARIABLE 1m3	1,3880 €	1,6323 €	1,6119 €	1,6471 €	1,6666 €	1,6848 €	1,7042 €	1,7224 €	1,7407 €	1,7602 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	166,56 €	186,10 €	193,43 €	197,65 €	199,99 €	202,17 €	204,51 €	206,69 €	208,88 €	211,22 €
TOTAL	186,56 €	207,00 €	216,72 €	223,06 €	227,29 €	231,35 €	235,57 €	239,64 €	243,72 €	247,94 €

Bruebach

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	28,0000 €	29,2600 €	30,7879 €	31,8992 €	32,7027 €	33,5062 €	34,3098 €	35,1143 €	35,9179 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,9169 €	2,0032 €	1,9392 €	1,9287 €	1,8991 €	1,8694 €	1,8409 €	1,8112 €	1,7827 €	1,7530 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	230,03 €	236,94 €	232,71 €	231,45 €	227,89 €	224,33 €	220,91 €	217,35 €	213,92 €	210,36 €
TOTAL	258,03 €	266,20 €	263,49 €	263,35 €	260,59 €	257,84 €	255,22 €	252,46 €	249,84 €	247,09 €

Brunstatt/Didenheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	40,5120 €	42,3350 €	42,5142 €	42,0514 €	41,1624 €	40,2744 €	39,3864 €	38,4984 €	37,6094 €	36,7214 €
PART VARIABLE 1m3	1,9642 €	2,0526 €	2,0158 €	1,9978 €	1,9624 €	1,9271 €	1,8917 €	1,8552 €	1,8198 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	235,70 €	242,78 €	241,89 €	239,74 €	235,49 €	231,25 €	227,00 €	222,63 €	218,38 €	214,14 €
TOTAL	276,22 €	285,11 €	284,41 €	281,79 €	276,65 €	271,52 €	266,39 €	261,13 €	255,99 €	250,86 €

Chalampé

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	4,0000 €	4,1800 €	8,2933 €	12,4258 €	16,4752 €	20,5247 €	24,5741 €	28,6235 €	32,6719 €	36,7214 €
PART VARIABLE	0,6870 €	0,8998 €	0,9753 €	1,1030 €	1,2172 €	1,3302 €	1,4443 €	1,5573 €	1,6703 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	82,44 €	99,46 €	117,04 €	132,36 €	146,06 €	159,62 €	173,32 €	186,87 €	200,44 €	214,14 €
TOTAL	86,44 €	103,64 €	125,33 €	144,79 €	162,53 €	180,15 €	197,90 €	215,50 €	233,11 €	250,86 €

Dietwiller

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	11,0775 €	11,5760 €	14,9267 €	18,1689 €	21,2608 €	24,3527 €	27,4446 €	30,5376 €	33,6295 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,0023 €	1,2293 €	1,2722 €	1,3587 €	1,4295 €	1,5003 €	1,5721 €	1,6429 €	1,7137 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	120,27 €	138,43 €	152,67 €	163,04 €	171,54 €	180,03 €	188,65 €	197,14 €	205,65 €	214,14 €
TOTAL	131,35 €	150,01 €	167,59 €	181,21 €	192,80 €	204,39 €	216,10 €	227,68 €	239,28 €	250,86 €

Eschentzwiller

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	40,5120 €	42,3350 €	42,5142 €	42,0514 €	41,1624 €	40,2744 €	39,3864 €	38,4984 €	37,6094 €	36,7214 €
PART VARIABLE	2,3267 €	2,4314 €	2,3569 €	2,2923 €	2,2079 €	2,1234 €	2,0378 €	1,9533 €	1,8689 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	279,20 €	287,58 €	282,82 €	275,07 €	264,95 €	254,81 €	244,54 €	234,40 €	224,26 €	214,14 €
TOTAL	319,72 €	329,91 €	325,34 €	317,13 €	306,11 €	295,08 €	283,93 €	272,90 €	261,87 €	250,86 €

Feldkirch

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	23,5400 €	24,5993 €	26,6067 €	28,2801 €	29,6873 €	31,0935 €	32,5007 €	33,9080 €	35,3152 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,3000 €	1,5404 €	1,5530 €	1,6007 €	1,6315 €	1,6623 €	1,6920 €	1,7228 €	1,7537 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	156,00 €	175,23 €	186,36 €	192,08 €	195,78 €	199,48 €	203,04 €	206,74 €	210,44 €	214,14 €
TOTAL	179,54 €	199,83 €	212,96 €	220,36 €	225,47 €	230,57 €	235,54 €	240,64 €	245,76 €	250,86 €

Habsheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	40,5120 €	42,3350 €	42,5142 €	42,0514 €	41,1624 €	40,2744 €	39,3864 €	38,4984 €	37,6094 €	36,7214 €
PART VARIABLE	2,3267 €	2,4314 €	2,3569 €	2,2923 €	2,2079 €	2,1234 €	2,0378 €	1,9533 €	1,8689 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	279,20 €	287,58 €	282,82 €	275,07 €	264,95 €	254,81 €	244,54 €	234,40 €	224,26 €	214,14 €
TOTAL	319,72 €	329,91 €	325,34 €	317,13 €	306,11 €	295,08 €	283,93 €	272,90 €	261,87 €	250,86 €

Hombourg

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	14,7700 €	15,4347 €	18,3880 €	21,1649 €	23,7569 €	26,3501 €	28,9431 €	31,5363 €	34,1283 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,3715 €	1,6151 €	1,6201 €	1,6589 €	1,6794 €	1,7000 €	1,7216 €	1,7422 €	1,7639 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	164,58 €	184,07 €	194,41 €	199,06 €	201,53 €	204,00 €	206,59 €	209,06 €	211,67 €	214,14 €
TOTAL	179,35 €	199,50 €	212,79 €	220,23 €	225,29 €	230,35 €	235,54 €	240,60 €	245,80 €	250,86 €

Convergence des tarifs de l'eau potable sur la période 2023-2032 en Euros constants (avec inflation retenue de 2025-2026) - avec retraitement sur le prélèvement ressource en eau de l'agence de l'eau

Illzach

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	40,5120 €	42,3350 €	42,5142 €	42,0514 €	41,1624 €	40,2744 €	39,3864 €	38,4984 €	37,6094 €	36,7214 €
PART VARIABLE 1m3	1,7108 €	1,7878 €	1,7759 €	1,7924 €	1,7913 €	1,7901 €	1,7890 €	1,7867 €	1,7856 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	205,29 €	211,46 €	213,11 €	215,08 €	214,95 €	214,81 €	214,68 €	214,41 €	214,27 €	214,14 €
TOTAL	245,81 €	253,79 €	255,62 €	257,14 €	256,12 €	255,09 €	254,07 €	252,91 €	251,88 €	250,86 €

Kingersheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	42,2633 €	44,1651 €	44,1551 €	43,4724 €	42,3471 €	41,2216 €	40,0963 €	38,9721 €	37,8467 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,7148 €	1,9396 €	2,0057 €	2,0356 €	2,0333 €	2,0321 €	2,0298 €	2,0276 €	2,0264 €	2,0241 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	205,78 €	223,76 €	240,68 €	244,27 €	244,00 €	243,85 €	243,58 €	243,31 €	243,16 €	242,89 €
TOTAL	248,04 €	267,93 €	284,83 €	287,74 €	286,34 €	285,07 €	283,68 €	282,28 €	281,01 €	279,61 €

Lutterbach

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	40,5120 €	42,3350 €	42,5142 €	42,0514 €	41,1624 €	40,2744 €	39,3864 €	38,4984 €	37,6094 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,8203 €	1,9022 €	1,8794 €	1,8814 €	1,8655 €	1,8495 €	1,8324 €	1,8164 €	1,8004 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	218,44 €	224,99 €	225,53 €	225,77 €	223,86 €	221,94 €	219,89 €	217,97 €	216,04 €	214,14 €
TOTAL	258,95 €	267,32 €	268,04 €	267,82 €	265,02 €	262,21 €	259,27 €	256,46 €	253,65 €	250,86 €

Morschwiller le Bas

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	40,5120 €	42,3350 €	42,5142 €	42,0514 €	41,1624 €	40,2744 €	39,3864 €	38,4984 €	37,6094 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,8799 €	1,9645 €	1,9361 €	1,9293 €	1,9054 €	1,8814 €	1,8575 €	1,8324 €	1,8084 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	225,59 €	232,36 €	232,34 €	231,52 €	228,65 €	225,77 €	222,90 €	219,89 €	217,01 €	214,14 €
TOTAL	266,10 €	274,69 €	274,85 €	273,57 €	269,81 €	266,04 €	262,29 €	258,39 €	254,61 €	250,86 €

Mulhouse

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	34,0132 €	35,5438 €	36,4234 €	36,7784 €	36,7682 €	36,7591 €	36,7499 €	36,7408 €	36,7305 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,4299 €	1,6762 €	1,6758 €	1,7057 €	1,7193 €	1,7319 €	1,7456 €	1,7582 €	1,7707 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	171,59 €	191,29 €	201,09 €	204,69 €	206,32 €	207,83 €	209,48 €	210,98 €	212,49 €	214,14 €
TOTAL	205,61 €	226,84 €	237,51 €	241,46 €	243,09 €	244,59 €	246,23 €	247,72 €	249,22 €	250,86 €

Niffer

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	14,7700 €	15,4347 €	18,3880 €	21,1649 €	23,7569 €	26,3501 €	28,9431 €	31,5363 €	34,1283 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,3715 €	1,6151 €	1,6201 €	1,6589 €	1,6794 €	1,7000 €	1,7216 €	1,7422 €	1,7639 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	164,58 €	184,07 €	194,41 €	199,06 €	201,53 €	204,00 €	206,59 €	209,06 €	211,67 €	214,14 €
TOTAL	179,35 €	199,50 €	212,79 €	220,23 €	225,29 €	230,35 €	235,54 €	240,60 €	245,80 €	250,86 €

Ottmarsheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	14,7700 €	15,4347 €	18,3880 €	21,1649 €	23,7569 €	26,3501 €	28,9431 €	31,5363 €	34,1283 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,3715 €	1,6151 €	1,6201 €	1,6589 €	1,6794 €	1,7000 €	1,7216 €	1,7422 €	1,7639 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	164,58 €	184,07 €	194,41 €	199,06 €	201,53 €	204,00 €	206,59 €	209,06 €	211,67 €	214,14 €
TOTAL	179,35 €	199,50 €	212,79 €	220,23 €	225,29 €	230,35 €	235,54 €	240,60 €	245,80 €	250,86 €

Pfastatt

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	40,5120 €	42,3350 €	42,5142 €	42,0514 €	41,1624 €	40,2744 €	39,3864 €	38,4984 €	37,6094 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,8776 €	1,9621 €	1,9328 €	1,9282 €	1,9042 €	1,8803 €	1,8563 €	1,8324 €	1,8084 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	225,31 €	232,07 €	231,94 €	231,39 €	228,51 €	225,64 €	222,76 €	219,89 €	217,01 €	214,14 €
TOTAL	265,82 €	274,40 €	274,45 €	273,44 €	269,67 €	265,91 €	262,14 €	258,39 €	254,61 €	250,86 €

Reiningue

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	40,5120 €	42,3350 €	42,5142 €	42,0514 €	41,1624 €	40,2744 €	39,3864 €	38,4984 €	37,6094 €	36,7214 €
PART VARIABLE	2,3820 €	2,4892 €	2,4092 €	2,3369 €	2,2455 €	2,1531 €	2,0607 €	1,9682 €	1,8769 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	285,84 €	294,41 €	289,10 €	280,42 €	269,47 €	258,37 €	247,28 €	236,18 €	225,22 €	214,14 €
TOTAL	326,35 €	336,75 €	331,62 €	322,47 €	310,63 €	298,64 €	286,67 €	274,68 €	262,83 €	250,86 €

Richwiller

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	17,3864 €	18,1688 €	20,8401 €	23,2878 €	25,5260 €	27,7653 €	30,0046 €	32,2439 €	34,4821 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,4717 €	1,7022 €	1,7908 €	1,8507 €	1,8803 €	1,9089 €	1,9373 €	1,9659 €	1,9955 €	2,0241 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	176,60 €	195,05 €	214,89 €	222,08 €	225,64 €	229,07 €	232,48 €	235,91 €	239,46 €	242,89 €
TOTAL	193,99 €	213,22 €	235,73 €	245,37 €	251,16 €	256,83 €	262,48 €	268,15 €	273,95 €	279,61 €

Riedisheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	40,5120 €	42,3350 €	42,5142 €	42,0514 €	41,1624 €	40,2744 €	39,3864 €	38,4984 €	37,6094 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,9067 €	1,9925 €	1,9611 €	1,9511 €	1,9237 €	1,8963 €	1,8678 €	1,8404 €	1,8118 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	228,80 €	235,67 €	235,34 €	234,13 €	230,84 €	227,56 €	224,13 €	220,85 €	217,42 €	214,14 €
TOTAL	269,32 €	278,00 €	277,85 €	276,18 €	272,01 €	267,83 €	263,52 €	259,35 €	255,03 €	250,86 €

Rixheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	40,5120 €	42,3350 €	42,5142 €	42,0514 €	41,1624 €	40,2744 €	39,3864 €	38,4984 €	37,6094 €	36,7214 €
PART VARIABLE	2,3267 €	2,4314 €	2,3569 €	2,2923 €	2,2079 €	2,1234 €	2,0378 €	1,9533 €	1,8689 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	279,20 €	287,58 €	282,82 €	275,07 €	264,95 €	254,81 €	244,54 €	234,40 €	224,26 €	214,14 €
TOTAL	319,72 €	329,91 €	325,34 €	317,13 €	306,11 €	295,08 €	283,93 €	272,90 €	261,87 €	250,86 €

Convergence des tarifs de l'eau potable sur la période 2023-2032 en Euros constants (avec inflation retenue de 2025-2026) - avec retraitement sur le prélèvement ressource en eau de l'agence de l'eau

Ruelisheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	21,1000 €	22,0495 €	24,3206 €	26,3010 €	28,0370 €	29,7741 €	31,5112 €	33,2483 €	34,9843 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,6142 €	1,8510 €	1,8954 €	1,9372 €	1,9464 €	1,9555 €	1,9658 €	1,9749 €	1,9852 €	1,9943 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	193,70 €	212,65 €	227,45 €	232,47 €	233,57 €	234,66 €	235,90 €	236,99 €	238,22 €	239,31 €
TOTAL	214,80 €	234,70 €	251,77 €	258,77 €	261,61 €	264,44 €	267,41 €	270,24 €	273,21 €	276,03 €

Sausheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	40,5120 €	42,3350 €	42,5142 €	42,0514 €	41,1624 €	40,2744 €	39,3864 €	38,4984 €	37,6094 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,6809 €	1,7566 €	1,7486 €	1,7685 €	1,7707 €	1,7742 €	1,7765 €	1,7787 €	1,7822 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	201,71 €	207,76 €	209,83 €	212,22 €	212,49 €	212,90 €	213,18 €	213,45 €	213,86 €	214,14 €
TOTAL	242,22 €	250,10 €	252,34 €	254,27 €	253,65 €	253,18 €	252,56 €	251,95 €	251,47 €	250,86 €

Staffelfelden

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	10,5500 €	11,0248 €	14,4329 €	17,7409 €	20,9036 €	24,0674 €	27,2311 €	30,3949 €	33,5576 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,2882 €	1,5103 €	1,6179 €	1,7023 €	1,7559 €	1,8096 €	1,8632 €	1,9168 €	1,9704 €	2,0241 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	154,58 €	172,36 €	194,15 €	204,27 €	210,71 €	217,15 €	223,59 €	230,01 €	236,45 €	242,89 €
TOTAL	165,13 €	183,38 €	208,59 €	222,01 €	231,61 €	241,22 €	250,82 €	260,41 €	270,01 €	279,61 €

Steinbrunn le Bas

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	18,0000 €	18,8100 €	21,4153 €	23,7855 €	25,9415 €	28,0975 €	30,2534 €	32,4094 €	34,5654 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,1170 €	1,3492 €	1,3802 €	1,4523 €	1,5071 €	1,5630 €	1,6178 €	1,6737 €	1,7285 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	134,04 €	152,62 €	165,62 €	174,28 €	180,85 €	187,56 €	194,13 €	200,84 €	207,42 €	214,14 €
TOTAL	152,04 €	171,43 €	187,03 €	198,07 €	206,79 €	215,66 €	224,38 €	233,25 €	241,99 €	250,86 €

Ungersheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	30,0000 €	31,3500 €	32,6615 €	33,5222 €	34,0552 €	34,5883 €	35,1213 €	35,6554 €	36,1884 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,1000 €	1,3314 €	1,3643 €	1,4386 €	1,4956 €	1,5539 €	1,6109 €	1,6691 €	1,7263 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	132,01 €	150,51 €	163,72 €	172,63 €	179,47 €	186,47 €	193,31 €	200,30 €	207,15 €	214,14 €
TOTAL	162,01 €	181,86 €	196,38 €	206,16 €	213,53 €	221,06 €	228,43 €	235,95 €	243,34 €	250,86 €

Wittenheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	37,9800 €	39,6891 €	40,1412 €	39,9970 €	39,4503 €	38,9048 €	38,3592 €	37,8136 €	37,2670 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,2260 €	1,4872 €	1,5975 €	1,6840 €	1,7411 €	1,7970 €	1,8540 €	1,9112 €	1,9671 €	2,0241 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	147,12 €	168,02 €	191,70 €	202,08 €	208,93 €	215,64 €	222,48 €	229,34 €	236,05 €	242,89 €
TOTAL	185,10 €	207,71 €	231,84 €	242,07 €	248,38 €	254,55 €	260,84 €	267,15 €	273,32 €	279,61 €

Zimmersheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	40,5120 €	42,3350 €	42,5142 €	42,0514 €	41,1624 €	40,2744 €	39,3864 €	38,4984 €	37,6094 €	36,7214 €
PART VARIABLE	2,3267 €	2,4314 €	2,3569 €	2,2923 €	2,2079 €	2,1234 €	2,0378 €	1,9533 €	1,8689 €	1,7845 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	279,20 €	287,58 €	282,82 €	275,07 €	264,95 €	254,81 €	244,54 €	234,40 €	224,26 €	214,14 €
TOTAL	319,72 €	329,91 €	325,34 €	317,13 €	306,11 €	295,08 €	283,93 €	272,90 €	261,87 €	250,86 €

DSP Bollwiller

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	32,2619 €	33,7137 €	34,7814 €	35,3574 €	35,5846 €	35,8117 €	36,0389 €	36,2672 €	36,4942 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,9201 €	2,0065 €	1,9653 €	1,9539 €	1,9243 €	1,8946 €	1,8650 €	1,8352 €	1,8056 €	1,7759 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	230,41 €	237,32 €	235,83 €	234,47 €	230,91 €	227,35 €	223,80 €	220,23 €	216,67 €	213,11 €
TOTAL	262,67 €	271,04 €	270,61 €	269,83 €	266,50 €	263,17 €	259,84 €	256,49 €	253,16 €	249,83 €

DSP Petit-Landau

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	82,4905 €	86,2026 €	81,8576 €	76,1112 €	69,5463 €	62,9813 €	56,4164 €	49,8513 €	43,2863 €	36,7214 €
PART VARIABLE	2,0759 €	2,1693 €	2,1069 €	2,0756 €	2,0243 €	1,9741 €	1,9227 €	1,8725 €	1,8211 €	1,7709 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	249,11 €	256,58 €	252,83 €	249,07 €	242,92 €	236,89 €	230,73 €	224,70 €	218,54 €	212,51 €
TOTAL	331,60 €	342,78 €	334,69 €	325,18 €	312,46 €	299,87 €	287,14 €	274,55 €	261,82 €	249,23 €

DSP Pulversheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	47,1163 €	49,2365 €	48,7034 €	47,4100 €	45,6284 €	43,8467 €	42,0651 €	40,2847 €	38,5030 €	36,7214 €
PART VARIABLE	2,0018 €	2,0919 €	2,0426 €	2,0201 €	1,9791 €	1,9391 €	1,8980 €	1,8570 €	1,8169 €	1,7759 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	240,22 €	247,42 €	245,11 €	242,41 €	237,49 €	232,69 €	227,76 €	222,84 €	218,03 €	213,11 €
TOTAL	287,33 €	296,66 €	293,81 €	289,82 €	283,12 €	276,54 €	269,82 €	263,12 €	256,54 €	249,83 €

DSP Wittelsheim

Prix	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PART FIXE TTC en € consta	41,6725 €	43,5478 €	43,6013 €	42,9930 €	41,9476 €	40,9021 €	39,8567 €	38,8123 €	37,7669 €	36,7214 €
PART VARIABLE	1,5640 €	1,7987 €	1,9151 €	1,9175 €	1,9335 €	1,9506 €	1,9665 €	1,9825 €	1,9996 €	2,0156 €
PART VARIABLE 120m3 TTC e	187,68 €	206,46 €	229,82 €	230,09 €	232,02 €	234,07 €	235,97 €	237,90 €	239,95 €	241,87 €
TOTAL	229,36 €	250,00 €	273,42 €	273,09 €	273,96 €	274,97 €	275,83 €	276,71 €	277,71 €	278,59 €

La part fixe indiquée comprend une convergence uniquement pour les diamètres "grand public" de type 15 et 20 mm. Le retraitement du prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) donnera lieu à un réjustement de l'harmonisation des tarifs de convergence. Le

Convergence des tarifs de l'eau potable sur la période 2023-2032 en Euros constants (avec inflation retenue de 2025-2026) - avec retraitement sur le prélèvement ressource en eau de l'agence de l'eau

montant de TVA concerné est de 5,5%.

Remarque : l'inflation appliquée en 2024 pour 2023 était de 4,5%, en 2025 pour 2024 de 2,5%. Pour 2026, elle est de 1,00%. Cette inflation a été reprise pour tous les tarifs de 2026 à 2032 pour avoir une vision d'ensemble.

M. LE PRÉSIDENT : Toujours Loïc pour les tarifs de l'eau potable distribuée à partir de janvier 2026.

M. RICHARD : C'est une délibération classique qu'on doit prendre tous les ans pour pouvoir facturer l'eau. Vous savez que nous avons fait un gros travail sur ce mandat sur la convergence tarifaire. Cette délibération s'inscrit dans cette convergence tarifaire. Cette année, puisqu'on avait décidé également une facturation, une évolution des tarifs dynamiques, c'est-à-dire qui prend en compte l'inflation, il sera proposé une augmentation de 1 % des tarifs pour prendre en compte cette inflation 2025. Nouveauté des tarifs intègre également l'arrivée de Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn et Zillisheim suite à la dissolution du syndicat dont nous venons d'évoquer la fin. Par ailleurs, pour les communes de Bollwiller, Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, Petit-Landau, Pulversheim, Wittelsheim, Wittenheim et Zillisheim, qui relèvent d'une DSP, un travail a été effectué pour que la convergence qui s'est engagée depuis cette année n'ait pas de conséquences sur les contrats, notamment vis-à-vis du délégataire, pour la part de rémunération qui le concerne. Il vous est rappelé dans la délibération l'ensemble des principes de convergence jusqu'à 2032, que ce soit pour les parts variables ou pour les parts fixes. Je rappelle que l'ensemble de cette convergence permet également d'engager les travaux qui sont demandés par les communes ainsi que les futurs travaux du schéma directeur. Donc 13 millions d'euros par an jusqu'en 2026, puis 15 millions à partir de 2027 jusqu'en 2032, même un petit peu plus loin. Une petite nouveauté également sur les évolutions des redevances de l'Agence de l'Eau. Elles ont évolué cette année dans la délibération. On vous explique par le menu et dans le détail comment elles ont évolué. À savoir que le 12ème programme fait qu'on a maintenu la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau. Par contre, la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique a été éclatée en trois redevances. Je ne vais pas rentrer dans le détail, mais tout cela vous est parfaitement expliqué dans la délibération. Pour finir, vous avez, suite à toutes les explications, les parts communes, les parts variables au 1er janvier 2026, les parts fixes pour les diamètres 15-20, pour lesquels nous avons une convergence aussi sur 8 ans. Vous avez ensuite la part fixe pour les diamètres 25-200, c'est une convergence qu'on a faite en une seule fois. Et puis vous avez ensuite le détail pour les communes gérées en DSP, donc la DSP sur le secteur de Bollwiller, Petit-Landau, Pulversheim et Wittelsheim, et puis sur l'ancien SIAEP. Vous avez également les tarifs des travaux et de la vente en gros d'eau. Je ne pouvais pas faire beaucoup plus rapidement, mais s'il y a des questions, bien évidemment, je pourrai y répondre.

M. LE PRÉSIDENT : Oui. Michel LAUGEL et ensuite M. SIMEONI.

M. LAUGEL : Merci, Président. J'ai une question assez basique. J'ai bien compris que pour les quatre communes qui appartiennent au syndicat de Heimsbrunn, il n'y aura pas d'évolution des prix vu que la DSP va s'arrêter fin 2026. Néanmoins, il y a une convergence qui est prévue, ce que je comprends bien. Est-ce qu'on peut savoir, au vu du contexte actuel et des questions que se posent les habitants, dans quel sens ira cette convergence pour nos quatre communes ? Merci.

M. RICHARD : On va travailler effectivement sur la convergence en 2026 pour pouvoir l'appliquer à partir de 2027. J'avoue que je n'ai pas regardé ton tarif exactement, mais on va prendre exactement les mêmes règles que tout le monde et on va converger sur le même tarif. Donc, c'est cela qui, en principe, est prévu,

puisque l'on doit normalement en 2032, arriver sur un tarif identique. On ne peut pas donner exactement le prix. Cela peut être une baisse pour chez vous, compte tenu des montants aujourd'hui. Je ne peux pas donner le prix définitif, puisqu'en fait, il évolue chaque année en fonction aussi de l'inflation. Mais c'est plutôt un tarif en baisse qu'on va avoir, malgré le niveau important des investissements qu'on devra faire sur le secteur. Mais cela est le fait que cela n'a pas pu être intégré dès le début dans la convergence globale. Donc il y aura forcément après un suivi à réaliser à partir de 2032 à intégrer aussi une accélération des travaux sur ce secteur.

M. LE PRÉSIDENT : Voilà, donc vous aurez les tarifs cette semaine. Ensuite, il y avait d'autres questions. Joseph, au fond.

M. SIMEONI : Merci, M. le Président. Merci, Loïc, pour la présentation. On parle d'une politique publique communautaire d'ampleur. C'est un bel exemple du travail qui a été réalisé pour aboutir à cette convergence vers une tarification commune pour l'ensemble de m2A. Personnellement avec mes amis nous étions présents à ces ateliers et nous avons voté pour le développement de cette politique cependant, et c'est pas la première fois que la question est posée à Loïc d'emblée nous avions soulevé la question de la mise en place d'une tarification sociale, je fais pas un dessin pour situer les raisons et je ne développe pas sur les solutions qui peuvent exister. Ce que j'attends, ce que peuvent attendre aussi une partie des habitants qui sont confrontés aux difficultés que vous connaissez, c'est peut-être aussi qu'il y ait un travail, pas maintenant en fin de mandat, nous le savons tous, c'est délicat, difficile, mais qui prenne en charge aussi cette question dans la mesure où nous considérons tous que l'accès à l'eau, c'est un droit qui doit être également servi sur l'ensemble du territoire à nos concitoyens. Voilà, je suis bref, merci.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, Joseph. On apprécie. D'autres questions ? Il n'y en a pas. Donc, on passe au vote. Il est proposé au Conseil d'Agglomération d'adopter pour application 1er janvier 2026. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 76 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

67° PRESTATIONS DE VÉRIFICATION ET DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE DES APPAREILS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE : CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES (1.7.2/2965C)

Conformément à l'article L.5211-4-4 du code général des collectivités territoriales, Mulhouse Alsace Agglomération est compétente depuis mai 2024, pour « mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte des membres d'un groupement »

A ce titre, il est proposé aux communes intéressées de constituer un groupement de commande relatif à « la Vérification des appareils de lutte contre l'incendie », quand bien même ces prestations ne relèvent pas d'une compétence de Mulhouse Alsace Agglomération.

Dans le cadre de son pouvoir de police général et plus particulièrement du maintien de la sécurité publique, le maire de chaque commune a la charge d'assurer la gestion des infrastructures communales de distribution d'eau servant aux opérations de lutte contre les incendies et notamment des appareils du lutte contre l'incendie comprenant les poteaux, bouches et bornes incendie.

Règlementairement, la commune doit obligatoirement prendre en charge un contrôle des appareils de lutte tous les 3 ans.

Afin de permettre des économies d'échelle et une mutualisation des procédures de passation des contrats pour les prestations de vérification, de maintenance préventive et de référencement des poteaux incendie, il a été proposé à l'ensemble des communes de Mulhouse Alsace Agglomération de rejoindre un groupement de commande afin de réaliser une procédure commune de mise en concurrence.

33 communes du territoire Mulhouse Alsace Agglomération ont répondu à la demande et seront membres du groupement : Baldersheim, Bantzenheim, Battenheim, Berrwiller, Bruebach, Brunstatt-Didenheim, Dietwiller, Eschentzwiller, Feldkirch, Flaxlanden, Galfingue, Habsheim, Heimsbrunn, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Niffer, Ottmarsheim, Petit-Landau, Pfastatt, Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Ruelisheim, Sausheim, Staffelfelden, Steinbrunn le Bas, Wittelsheim, Zillisheim, Zimmersheim
A noter que la commune de Wittelsheim est en contrat avec l'entreprise SUEZ jusqu'au 31 octobre 2028 pour les prestations objet du présent groupement de commande. Elle prend part au groupement, mais ne bénéficiera de ce dernier qu'à partir du 1er novembre 2028.

Au vu des montants prévisionnels estimés des besoins pour l'ensemble des collectivités, un accord-cadre à bons de commande passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert sera nécessaire.

Les modalités de fonctionnement du groupement et les conditions de passation des marchés sont définies, conformément aux articles L. 2113-6 et L2113-7 du Code de la Commande Publique.

Il est proposé que la Régie de l'Eau de Mulhouse Alsace Agglomération assure la fonction de coordonnateur du groupement, chargée de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants, et de signer et notifier les accords-cadres.

Les bons de commandes seront conclus et exécutés par chacun des membres du groupement avec le ou les titulaires retenus par le groupement. Au vu de la taille du marché, un allotissement géographique est proposé.

L'accord-cadre à bons de commandes sera exécuté pour une durée de 2 ans reconductible une fois 2 ans, dans le cadre d'un montant minimum de 282 000 € HT et d'un montant maximum de 862 500 € HT.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve ces propositions,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant, à signer la convention constitutive du groupement de commandes et l'ensemble des pièces nécessaires à son exécution.

PJ : (1)

- Projet de convention de groupement de commande

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC COORDONNATEUR POUR DES PRESTATIONS DE VERIFICATION ET DE MAINTENANCE PREVENTIVE DES APPAREILS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE (Articles L. 2113-6 et L2113-7 du Code de la Commande Publique)

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par M. Fabian JORDAN, Président de la Communauté d'Agglomération « MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION », en vertu d'une décision du 18 juillet 2020,

et

La Commune de Baldersheim, représentée par Monsieur le Maire, Pierre LOGEL, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Bantzenheim, représentée par Monsieur le Maire, Roland ONIMUS, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Battenheim, représentée par Monsieur le Maire, Maurice GUTH, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Berrwiller, représentée par Monsieur le Maire, Fabian JORDAN, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Bruebach, représentée par Monsieur le Maire, Gilles SCHILLINGER, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Brunstatt-Didenheim, représentée par Monsieur le Maire, Antoine VIOLA, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Dietwiller, représentée par Monsieur le Maire, Christian FRANTZ, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune d'Eschentzwiller, représentée par Monsieur le Maire, Gilbert IFFRIG, en vertu d'une délibération en date du
et

La Commune de Feldkirch, représentée par Madame le Maire, Nicole BLUMSTEIN, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Flanxlanden, représentée par Madame le Maire, Francine AGUDO-PEREZ, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Galfingue, représentée par Monsieur le Maire, Christophe BITSCHENE, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Habsheim, représentée par Monsieur le Maire, Gilbert FUCHS, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Heimsbrunn, représentée par Monsieur le Maire, Jean-Paul MOR, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune d'Illzach, représentée par Monsieur le Maire, Jean-Luc SCHIDKNECHT, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Kingersheim, représentée par Monsieur le Maire, Laurent RICHE, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Lutterbach, représentée par Monsieur le Maire, Rémy NEUMANN, en vertu d'une délibération en date du
et

La Commune de Morschwiller-le-Bas, représentée par Madame le Maire, Josiane MEHLEN, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Mulhouse, représentée par Madame le Maire, Michèle LUTZ, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Niffer, représentée par Madame le Maire, Véronique MEYER, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Ottmarsheim, représentée par Monsieur le Maire, Jean-Marie BEHE, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Petit-Landau, représentée par Madame le Maire, Carole TALLEUX, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Pfastatt, représentée par Monsieur le Maire,
Francis HILLMEYER, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Reiningue, représentée par Monsieur le Maire, Alain LECONTE, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Richwiller, représentée par Monsieur le Maire, Vincent HAGENBACH, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Riedisheim, représentée par Monsieur le Maire, Loïc Richard, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Rixheim, représentée par Madame le Maire, Rachel BAECHTEL, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Ruelisheim, représentée par Monsieur le Maire, Francis DUSSOURD, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Sausheim, représentée par Monsieur le Maire, Guy OMEYER, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Staffelfelden, représentée par Monsieur le Maire, Thierry BELLONI, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Steinbrunn-le-Bas, représentée par Monsieur le Maire, Daniel HASSLER, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Wittelsheim, représentée par Monsieur le Maire, Yves GOEPFERT, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Zillisheim, représentée par Monsieur le Maire, Michel LAUGEL, en vertu d'une délibération en date du

et

La Commune de Zimmersheim, représentée par Monsieur le Maire, Philippe STURCHLER, en vertu d'une délibération en date du

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Afin de permettre des économies d'échelle et une mutualisation des procédures de passation des contrats pour les prestations de vérification et de maintenance préventive des appareils de lutte contre l'incendie (poteaux, bornes et bouches à incendie), il est proposé de constituer un groupement de commandes porté par la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) en vertu d'une compétence acquise par l'Agglomération de Mulhouse en mai 2024 pour le compte de 33 communes situées sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération, en application des articles L. 2113-6 et L2113-7 du Code de la Commande Publique.

A cet effet, il est décidé de conclure la présente convention constitutive du groupement.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes entre Mulhouse Alsace Agglomération et les communes suivantes : Baldersheim, Bantzenheim, Battenheim, Berrwiller, Bruebach, Brunstatt-Didenheim, Dietwiller, Eschentzwiller, Feldkirch, Flaxlanden, Galfingue, Habsheim, Heimsbrunn, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Niffer, Ottmarsheim, Petit-Landau, Pfastatt, Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Ruelisheim, Sausheim, Staffelfelden, Steinbrunn le Bas, Wittelsheim, Zillisheim, Zimmersheim, en vue de la passation d'un appel d'offres ouvert sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour les prestations de vérification et de maintenance préventive des appareils de lutte contre l'incendie sur le territoire des communes susmentionnées .

Cette convention détermine les modalités de fonctionnement du groupement et les conditions dans lesquelles l'accord-cadre va être passé et exécuté.

Article 2 : Objet de l'accord-cadre

La consultation, pour la conclusion de l'accord cadre à bons de commande sera passée selon l'article R2162-2 alinéa 2 du Code de la commande publique, sur la base d'un appel d'offres ouvert conformément aux articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestation de vérification et la maintenance préventive des appareils de lutte contre l'incendie pour les membres du groupement.

Les besoins respectifs, pour 4 ans, des membres du groupement sont estimés comme suit :

	Désignation	*Minimum en € H.T*	*Maximum en € H.T.*
1	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Baldersheim	4 500 €	13 500 €
2	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Bantzenheim	4 500 €	13 500 €
3	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Battenheim	4 000 €	12 000 €
4	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Berrwiller	2 800 €	8 400 €
5	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Bruebach	2 250 €	6 750 €

	Désignation	*Minimum en € H.T*	*Maximum en € H.T.*
6	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Brunstatt-Didenheim	14 000 €	42 000 €
7	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Dietwiller	3 400 €	10 200 €
8	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Eschentzwiller	2 500 €	7 500 €
9	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Feldkirch	1 900 €	5 700 €
10	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Flaxlanden	3 500 €	10 500 €
11	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Galfingue	1 850 €	5 550 €
12	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Habsheim	9 000 €	27 000 €
13	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Heimsbrunn	4 250 €	12 750 €

	Désignation	*Minimum en € H.T*	*Maximum en € H.T.*
14	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune d'Illzach	17 000 €	51 000 €
15	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Kingersheim	16 500 €	66 000 €
16	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Lutterbach	8 350 €	25 050 €
17	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Morschwiller-le-Bas	5 600 €	16 800 €
18	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Mulhouse	70 000 €	210 000 €
19	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Niffer	2 650 €	7 950 €
20	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Ottmarsheim	4 850 €	14 550 €

	Désignation	*Minimum en € H.T*	*Maximum en € H.T.*
21	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Petit-Landau	2 100 €	6 300 €
22	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Pfastatt	10 850 €	32 550 €
23	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Reiningue	3 400 €	10 200 €
24	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Richwiller	5 650 €	16 950 €
25	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Riedisheim	14 050 €	42 150 €
26	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Rixheim	16 650 €	49 950 €
27	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Ruelisheim	4 700 €	14 100 €
28	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Sausheim	11 950 €	35 850 €

	Désignation	*Minimum en € H.T*	*Maximum en € H.T.*
29	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Staffelfelden	3 000 €	9 000 €
30	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Steinbrunn-le-bas	1 600 €	4 800 €
31	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Wittelsheim	16 400 €	49 200 €
32	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Zillisheim	5 650 €	16 950 €
33	Prestations de vérification, la maintenance préventive et de référencement des appareils de lutte contre l'incendie – Commune de Zimmersheim	2 600 €	7 800 €
	TOTAL	**282 000 € H.T**	**862 500 € H.T**

A noter que le marché prévoira la possibilité de reconduire pour une période de 2 ans le marché passé la période des 2 ans.
Les prestations comprennent :

- La vérification et la maintenance préventive des hydrants, du robinet-vanne et des poteaux incendie
- Le marquage des zones de stationnement interdit qualifié de gênant (art. R31 du C.R. (Code de la Route))
- La fourniture et mise en place de plaques signalétiques
- Le référencement, marquage et cartographie des appareils de lutte contre l'incendie.

Article 3 : Fonctionnement du groupement

3.1 Durée

Le groupement de commandes est constitué à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, et ce jusqu'à la fin de l'exécution des contrats pour lesquels il est constitué.

3.2 Coordonnateur du groupement

Mulhouse Alsace Agglomération est désignée comme coordonnatrice du groupement. A ce titre, il lui incombe de gérer les procédures de consultation.
En outre, le coordonnateur est chargé de signer et de notifier les contrats.

3.3 Pouvoir Adjudicateur

La coordinatrice désignée et ayant la qualité de pouvoir adjudicateur soumis au Code de la Commande Publique, est Mulhouse Alsace Agglomération.

3.4 Frais de fonctionnement du groupement

Mulhouse Alsace Agglomération, en tant que coordonnatrice du groupement, assure le financement des frais matériels exposés par le groupement, notamment :
- les frais relatifs à la publication des avis d'appel public à la concurrence et des avis d'attribution
- les frais de reproduction de dossiers
- les frais d'envoi des dossiers.

Elle ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des missions de coordonnateur.

Article 4 : Déroulement de la procédure de consultation

4.1 Etablissement du dossier de consultation

En tant que coordonnatrice, Mulhouse Alsace Agglomération est chargée de la rédaction des dossiers de consultation.

Les membres du groupement transmettent au coordonnateur toutes les informations nécessaires pour la préparation des dossiers de consultation.

4.2 Procédure choisie

Pour cet accord-cadre, la consultation est lancée sur le fondement d'un appel d'offres ouvert.

4.3 Commission d'appel d'offres

La Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur, à savoir la CAO de Mulhouse Alsace Agglomération.

4.4 Conclusion de l'accord-cadre

Le coordonnateur du groupement est chargé de signer les accords-cadres après désignation de l'attributaire, de les transmettre au contrôle de légalité puis de les notifier aux titulaires.

4.5 Exécution des accords-cadres

Chaque membre du groupement s'assure de la bonne exécution des accords-cadres et des bons de commande.

4.6 Règlement financier

Chaque membre du groupement s'acquittera directement auprès du titulaire de l'accord-cadre concerné du montant des prestations réalisées à hauteur de ses besoins tels que précités, conformément aux stipulations de l'accord-cadre.

Article 5 : Adhésion au groupement de commandes

Il sera possible d'accepter de nouvelle adhésion au groupement de commandes en cours par une commune n'ayant pas manifesté son souhait d'adhésion initialement. Cela ne pourra bouleverser l'économie du contrat en cours. Le cas échéant le nouveau membre ne sera intégré qu'au marché suivant.

Article 6 : Retrait du groupement de commandes

Aucun des membres ne pourra se retirer du groupement de commandes pendant la durée de l'accord-cadre, à l'exception du cas de disparition totale du besoin.

Toutefois, chaque membre du groupement peut décider de se retirer du groupement à l'issue de la période de validité du marché, sous réserve d'en informer la coordonnatrice par écrit au moins **deux (2) mois** avant la fin de l'accord-cadre.

La sortie fera l'objet d'un avenant à la présente convention, signé entre Mulhouse Alsace Agglomération et le membre concerné.

L'avenant précisera la date de prise d'effet de la sortie ainsi que les conséquences éventuelles sur les engagements en cours.

Le membre sortant demeure tenu de respecter les obligations contractuelles issues des bons de commande émis avant la date d'effet de son retrait.

Article 7 : Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant sans qu'il puisse être porté atteinte à son objet.

Article 8 : Règlement des litiges

Les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention sont de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les membres du groupement s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Article 9 : Représentation en justice

Les membres du groupement donnent mandat au coordonnateur pour les représenter en raison de tout litige né de la passation des accords-cadres. En revanche, chacun des membres du groupement fait son affaire du règlement de litiges susceptibles d'apparaître entre le cocontractant et un ou plusieurs des membres du groupement lors de l'exécution des accords-cadres.

Article 10 : Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties et de sa transmission au contrôle de légalité.

La présente convention est établie en XX exemplaires originaux.

A Mulhouse, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,
L'Adjointe déléguée — Maryvonne BUCHERT

Pour la commune de Baldersheim,
Le Maire — Pierre LOGEL

Pour la commune de Bantzenheim,
Le Maire — Roland ONIMUS

Pour la commune de Battenheim,
Le Maire — Maurice GUTH

Pour la commune de Berrwiller,
Le Maire — Fabian JORDAN

Pour la commune de Bruebach,
Le Maire — Gilles SCHILLINGER

Pour la commune de Brunstatt-Didenheim,
Le Maire — Antoine VIOLA

Pour la commune de Dietwiller,
Le Maire — Christian FRANTZ

Pour la commune d'Eschentzwiller,
Le Maire — Gilbert IFFRIG

Pour la commune de Feldkirch
Le Maire Nicole BLUMSTEIN

Pour la commune de Flaxlanden
Le Maire Francine AGUDO-PEREZ

Pour la commune de Galfingue,
Le Maire Christophe BITSCHENE

Pour la commune de Habsheim,
Le Maire Gilbert FUCHS

Pour la commune Heimsbrunn,
Le Maire Jean-Paul MOR

Pour la commune d'Illzach,
Le Maire Jean-Luc SCHILDKNECHT

Pour la commune de Kingersheim,
Le Maire Laurent RICHE

Pour la commune de Lutterbach,
Le Maire Rémy NEUMANN

Pour la commune de Morschwiller-le-Bas,
Le Maire Josiane MEHLEN

Pour la commune de Mulhouse,
Le Maire Michèle LUTZ

Pour la commune de Niffer,
Le Maire Véronique MEYER

Pour la commune de Ottmarsheim
Le Maire Jean-Marie BEHE

Pour la commune Petit LANDAU,
Le Maire Carole TALLEUX

Pour la commune de Pfastatt,
Le Maire Francis HILLMEYER

Pour la commune de Reiningue,
Le Maire Alain LECONTE

Pour la commune de Richwiller,
Le Maire Vincent HAGENBACH

Pour la commune de Riedisheim,
Le Maire Loïc RICHARD

Pour la commune de Rixheim,
Le Maire Rachel BAECHTEL

Pour la commune de Ruelisheim,
Le Maire Francis DUSSOURD

Pour la commune de Sausheim,
Le Maire Guy OMEYER

Pour la commune de Staffelfelden,
Le Maire Thierry BELLONI

Pour la commune de Steinbrunn-le-Bas,
Le Maire Daniel HASSLER

Pour la commune de Wittelsheim,
Le Maire Yves GOEPFERT

Pour la commune de Zillisheim,
Le Maire Michel LAUGEL

Pour la commune de Zimmersheim,
Le Maire Philippe STURCHLER

M. LE PRÉSIDENT : Maryvonne BUCHERT pour la constitution d'un groupement de commandes.

MME BUCHERT : Effectivement, il est proposé aux communes, ou il a été proposé aux communes, de constituer un groupement de commandes relatif à la vérification des appareils de lutte contre l'incendie. Je rappelle que la commune, réglementairement, doit obligatoirement prendre en charge un contrôle des appareils de lutte tous les trois ans. Afin de permettre des économies d'échelle et une mutualisation des procédures, il a été proposé à l'ensemble des communes de m2A de rejoindre un groupement de commandes afin de réaliser une procédure commune de mise en concurrence. 33 communes sur 39 ont répondu positivement, elles sont détaillées dans la délibération. Nous vous proposons que la Régie de l'eau de m2A assure la fonction de coordonnateur du groupement, de se charger de l'ensemble des opérations de sélection des co-contractants et de signer et notifier les accords-cadres. L'accord-cadre à bon de commande sera exécuté pour une durée de deux ans, reconductible une fois de deux ans encore une fois, et dans le cadre d'un montant minimum de 282 000 euros hors taxes et d'un montant maximum de 862 500 euros hors taxes. Nous vous demandons donc d'approuver ces propositions et d'autoriser, M. le Président, de signer la Convention.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Maryvonne. Donc pour la constitution de ce groupement de commandes : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 76 + 12 procurations.

La délibération est adoptée à l’unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

68° CONTRIBUTION DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION À LA GESTION ET À LA PRÉSERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU ET ENGAGEMENT DANS LA DÉMARCHE DES ZONES DE PROTECTION DES AIRES D’ALIMENTATION DE CAPTAGES (8.8/2860C)

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2224-7 et L.5211-1,

Vu l’article R.2224-5-2 du Code général des collectivités territoriales relatif à l’intention de contribuer à la gestion et à la préservation de la ressource ;

Vu l’article R. 2224-5-3 du Code général des collectivités territoriales relatif à l’élaboration d’un plan d’action visant à contribuer au maintien ou à l'amélioration de la qualité de la ressource utilisée pour la production d'eau destinée à la consommation humaine ;

Vu l’article R.211-110 du Code de l’environnement définissant l’aire d’alimentation d’un captage ;

Vu la disposition 5E-02 du SDAGE 2022-2027 adopté le 18 mars 2022, visant à délimiter les aires d'alimentation des captages d'eau potable prioritaires, pollués par les nitrates ou les pesticides, et à restaurer leur qualité ;

Vu le décret n° 2020-1762 du 30 décembre 2020 relatif à la contribution, la gestion et la préservation de la ressource en eau,

Vu le courrier du 04 avril 2025, envoyé à m2A de la part de la part de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse concernant la conditionnalité des aides pour la préservation de la ressource en eau et la sécurisation de l'alimentation en eau.

La compétence préservation de la ressource en eau est une compétence facultative des collectivités.

Mulhouse Alsace Agglomération souhaite contribuer au maintien et/ou à l'amélioration de la qualité de la ressource utilisée pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, tant qualitativement que quantitativement.

La Régie de l'Eau de Mulhouse Alsace Agglomération mène une action préventive visant à préserver durablement la ressource en eau. Son objectif est de garantir, dès son arrivée dans les puits, une eau brute de qualité optimale, afin d'éviter autant que possible la mise en place de traitements coûteux, énergivores et parfois limités dans leur efficacité.

CONSIDÉRANT :

Que les captages des champs captant de :

- Wittelsheim gare ;
- la basse vallée de la Doller ;
- la Hardt à Hombourg, Ottmarsheim et à Habsheim ;
- Kingersheim ;
- Bruebach,

compte-tenu de leur qualité pouvant être dégradée en matière de nitrates et/ou de pesticides pouvant approcher ou dépasser les normes de potabilité sont inscrits :

- en liste prioritaire (ou sensible) du SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027 ;
- et/ou en liste prioritaire au titre du Grenelle de l'Environnement ;
- et/ou en liste des captages cibles (ou de vigilance) de la convention multi-partenariale Solutions Eau Nappe d'alsace et aquifères du Sundgau (SENS) dont Mulhouse alsace Agglomération est signataire.

De ce fait, la mise en œuvre d'un plan d'action apparaît nécessaire pour lutter contre ces pollutions.

La contribution à la gestion et à la préservation de la ressource en eau constitue un nouvel outil à mobiliser. Cet outil spécifique aux pollutions diffuses d'origine agricole s'applique à un périmètre déterminé qui comprend une liste limitative d'actions, qui, pour l'essentiel, sont déjà connues des agriculteurs pour leur efficacité. Cette contribution s'intègre dans l'approche de concertation que la collectivité entretient avec le monde agricole.

Les captages prioritaires mentionnés ci-dessus, ainsi que l'ensemble des captages gérés par la Régie de l'Eau de Mulhouse Alsace Agglomération, doivent être assortis d'un plan d'action dont la gouvernance et l'animation sont assurées par Mulhouse Alsace Agglomération.

Les engagements fixés à l'article R.2224-5-3 du Code général des collectivités territoriales, relatifs à la gestion et à la préservation de la ressource en eau potable évoquée à l'article L.2224-7, sont les suivants :

- Élaborer, suivre la mise en œuvre et évaluer un plan d'action destiné à maintenir ou à améliorer la qualité de la ressource utilisée pour la production d'eau destinée à la consommation humaine. Les actions engagées visent à prévenir, réduire ou éliminer toute forme de pollution, ou à limiter leur transfert vers la ressource en eau.
- Déposer et tenir à la disposition du public, en mairie de chaque commune concernée, les plans d'action ainsi qu'une carte présentant le ou les périmètres des aires d'alimentation impliquées.
- Appliquer les plans d'action sur tout ou partie des aires d'alimentation concernées (AAC).
- Mettre en œuvre ces plans sans préjudice des mesures arrêtées par le préfet dans les périmètres de protection sanitaire définis à l'article L.1321-2 du Code de la santé publique.
- Annexer chaque année un bilan d'exécution des plans d'action au rapport sur le prix et la qualité du service (mentionné à l'article L.2224-5) et le présenter selon les modalités prévues aux articles D.2224-1 à D.2224-5.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- formalise par la présente délibération la contribution de Mulhouse Alsace Agglomération à la gestion et à la préservation de la ressource en eau destinée à la consommation humaine au sein de l'aire d'alimentation de l'ensemble des champs captant dont elle possède la compétence production d'eau potable,
- s'engage à mettre en œuvre toutes les procédures visant à délimiter les zones de protection des Aires d'Alimentation des Captages sus-mentionés (ZP-AAC) selon le calendrier prévisionnel ci-dessous :

Champ captant	Code BSS	AAC délimitée	Lancement de la délimitation de l'AAC ou ZP-AAC
Basse vallée de la Doller	04136X0067	NON	2026
Kingersheim	04138X0181 04138X0182 04138X0183	OUI (BE Thera)	2027
Wittelsheim gare	04131X0173 04131X0174 04131X0175	NON	2026
Bruebach	04452X0007	NON	2027
Hardt à Hombourg, Ottmarsheim et à Habsheim	04137X0148 04138X0172 04138X0173 04138X0135 04137X0085 04138X0149 04137X0092 04137X0156 04137X0158	NON	2027

- demande au préfet d'inscrire le zonage de la ZP-AAC dans un arrêté préfectoral (une fois que les études ad hoc auront été menées à leur terme). Cette démarche permettra le cas échéant d'engager une procédure de Zone Soumise à Contraintes Environnementales (ZSCE) afin d'assurer une protection qualitative et quantitative des aires d'alimentation des captages d'eau potable. Les ZSCE, se composent de trois niveaux :
    - **Niveau 1** : Le préfet arrête la Zone de Protection des AAC ;
    - **Niveau 2** : Le préfet arrête le programme d'action à mettre en œuvre dans cette zone par les agriculteurs exploitants et propriétaires de terrains ;
    - **Niveau 3** : Si les objectifs de mise en œuvre ne sont pas atteints, le préfet a la possibilité de rendre obligatoires certaines mesures du programme (il s'agit bien de rendre obligatoires certains objectifs de moyens et non de résultats sur la qualité de l'eau) ;

M. LE PRÉSIDENT : Toujours Maryvonne sur une contribution à la gestion et la préservation de la ressource en eau, un engagement dans la démarche des zones de protection des aires d'alimentation de captage.

MME BUCHERT : Effectivement, c'est une action volontaire de la part de la collectivité qui s'inscrit, comme de nombreuses autres, dans une démarche préventive de protection de la ressource en eau. Il s'agit d'avoir une eau brute, celle qui arrive dans les pluies, de la meilleure qualité possible pour éviter de mettre en place, tant que faire se peut, un traitement qui serait énergivore, onéreux, parfois même insuffisant. Nous vous proposons donc de délibérer sur la décision de contribuer à cette gestion, à la préservation de la ressource en eau, de nous engager à délimiter les aires d'alimentation, des captages prioritaires et de solliciter le Préfet pour valider ces délimitations une fois que toutes les études seront terminées et que les élus auront été sollicités. Deux derniers points. Il ne s'agit pas d'une compétence, mais d'une décision volontaire de notre part. Il n'est

donc pas nécessaire de modifier les statuts de m2A pour pouvoir délibérer. Et un dernier point, il n'y a pas de budget spécifique à engager dans cette délibération. Le budget lié à la délimitation des aires de captage sera intégré au fil de l'eau dans le budget de la Régie de l'eau m2A.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Maryvonne. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 76 + 12 procurations.

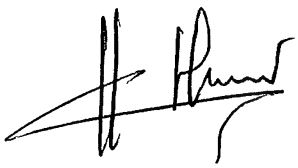
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Je voulais, chers collègues, vous remercier de votre assiduité, d'être restés, c'est très important pour nous. Quelques bonnes nouvelles pour terminer, sur des prix que nous avons obtenus dans le domaine des Ressources Humaines. Nous avons eu le prix Les Attractifs pour le programme interne « m2A&moi » lors du grand prix de l'attractivité de l'emploi public. Et nous avons également obtenu cinq trophées de la communication fin novembre : le premier prix de la meilleure communication événementielle pour les rencontres du climat, le troisième prix de la meilleure action de communication, le quatrième prix de la meilleure réalisation d'édition, c'était la brochure « m2A c'est quoi ? », le quatrième prix de la meilleure campagne des relations presse, le quatrième prix de la meilleure identité visuelle. Et bien sûr, vous l'avez suivi, nous avons obtenu dans la catégorie coup de cœur le trophée des collectivités d'Alsace pour le projet Horizon Afrique. Et je voudrais aussi, de votre part à tous, féliciter Rachel BAECHTEL et Audrey PELLETRAT de BORDE d'avoir été nominées et nommées dans la promotion de l'Ordre National du Mérite. Voilà, il ne me reste plus qu'à vous inviter à un petit pot d'amitié et vous donner rendez-vous pour la prochaine séance le 2 février 2026 à 17h30. Merci beaucoup et pour ceux que je ne vois plus, passez de bonnes fêtes de fin d'année.

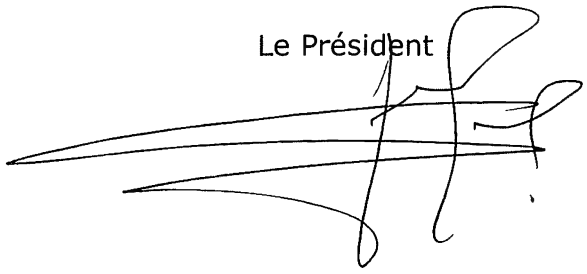
La séance est clôturée à 21h15.

Le secrétaire de séance



Jean-Luc SCHILDKNECHT

Le Président



Fabian JORDAN